# La Faction de la Sierra. Un apprentissage du politique entre engagement et contrainte. Venezuela, 1858-1859. Inédit d'HDR. Soutenue en décembre 2013 à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense

Véronique Hébrard

▶ **To cite this version:**

Véronique Hébrard. La Faction de la Sierra. Un apprentissage du politique entre engagement et contrainte. Venezuela, 1858-1859. Inédit d'HDR. Soutenue en décembre 2013 à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense. Sciences de l'Homme et Société. Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 2013. tel-01180313

**HAL Id: tel-01180313**
**https://hal.science/tel-01180313**

Submitted on 27 Jul 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Université Paris Ouest – Nanterre La Défense**

**UFR de sciences sociales et administration (SSA), Département d'histoire**

**Nation, conflits civils et construction d'un rapport au politique**

**Venezuela, XIXème siècle**

# Volume II
# Recherche inédite

# La Faction de la Sierra
# Un apprentissage du politique entre engagement et contrainte
# Venezuela, 1858-1859

Comandante Zoilo Medrano

Véronique Hébrard

**Jury composé de**

Jean-Claude Caron (Université Clermont 2 - Blaise Pascal) ; Francis Demier (Université Paris Ouest Nanterre) ; Nikita Harwich (Université Paris Ouest Nanterre), parrain d'HDR ; Romain Huret (Université Lumière Lyon 2) ; Annick Lempérière (Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne) ; Eduardo Posada Carbo (Université d'Oxford)

**Habilitation à diriger des recherches**

**9 décembre 2013**

**Université Paris Ouest – Nanterre La Défense**

**UFR de sciences sociales et administration (SSA), Département d'histoire**

**Nation, conflits civils et construction d'un rapport au politique**

**Venezuela, XIXème siècle**

# Volume II
# Recherche inédite

## La Faction de la Sierra
## Un apprentissage du politique entre engagement et contrainte
## Venezuela, 1858-1859*

Véronique Hébrard

**Habilitation à diriger des recherches**

**2013**

* Photographie de couverture : González Guinán, Francisco, *Historia contemporánea de Venezuela*, Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República de Venezuela, 1954, vol. VI., p. XIV.

À Marie Schmidt-Hébrard (1900-2000) et Marie Voillot-Leclerc (1912-2007), mes deux grands-mères en témoignage de leur traversée du XXème siècle et de ses guerres, de ce qu'elles m'en ont transmis, l'une par ses silences, l'autre par ses paroles

Aux Mousquetaires avec lesquels j'ai fait mes premiers pas d'historienne

À Santiago, Romain et Manon

# Remerciements

Nombreuses sont les personnes et les institutions sans lesquelles cet ouvrage et l'ensemble de ce dossier d'Habilitation à Diriger des Recherches n'auraient pu voir le jour. Je ne peux pas toutes les citer ici, mais elles sont présentes dans ces quelques lignes.

Je tiens tout d'abord à remercier Nikita Harwich, d'avoir accepté d'être mon « parrain » d'HDR, pour ses conseils, sa connaissance très fine de l'historiographie sur le Venezuela, pour ses relectures attentives mais aussi pour sa patience. Tout au long de ces années consacrées à la réalisation de ce dossier, il m'a témoigné de sa confiance sans faille et discrète. Je l'en remercie vivement.

Nombreux sont aussi les collègues qui ont accompagné ce travail et m'ont prodigué de précieux conseils, méthodologiques et théoriques. Je remercie ici Pilar González Bernaldo qui, la première, m'aida à cerner les angles d'approches de ces archives sur la Faction de la Sierra, si riches, mais si difficiles d'accès.

Je tiens également à remercier Annick Lempérière avec qui j'ai souvent échangé sur ce travail, et dont les remarques et les suggestions furent toujours stimulantes. Je souhaite également lui adresser mes sincères remerciements pour m'avoir permis de réaliser cette HDR dans les meilleures conditions possibles, en acceptant que je réorganise mon temps de travail au Cralmi, afin que je puisse me consacrer, ces deux dernières années, à l'écriture de mon inédit.

Merci également à Jean-Claude Caron avec qui j'avais échangé sur cette recherche alors qu'elle démarrait à peine, et qui en a suivi le cheminement. Les échanges que nous avons eus sur certaines aspects de mes recherches m'ont redonné la confiance dont j'avais alors besoin pour achever ce travail.

Je remercie aussi Eugenia Palieraki pour sa relecture rigoureuse de mes pages sur les logiques d'engagement et de mobilisation, mais aussi pour les conservations fructueuses que nous avons eues à ce sujet.

Geneviève Verdo la collègue et l'amie, fut toujours là pour échanger, débattre du fond de ce travail et de son élaboration, elle avec qui j'ai partagé des moments de recherche et d'écriture à quatre mains, et avec qui j'ai cheminé toutes ces années au cours desquelles nous sommes passées du statut d'étudiante à celui de chercheur. Je tiens à la remercier ici très chaleureusement pour sa présence et son amitié.

Mes remerciements et ma reconnaissance vont aussi à Arlette Farge avec qui j'ai souvent échangé tout au long de ces années, par voie épistolaire le plus souvent, et lors de rencontres au cours desquelles nous avons longuement parlé de ce travail sur la Faction, sur la difficulté à rendre compte de cette parole des factieux, mais aussi du sens de l'écriture en histoire et de la notion de transmission.

Enfin, merci à Santiago, pour m'avoir sans cesse encouragée à aller au bout de ce chemin qui fut semé d'embûches. Pour avoir pris le temps de relire une grande partie de ce dossier, et partager au quotidien mes questionnements, mes doutes mais aussi de grands moments de débats. Je lui dois beaucoup plus que ces quelques mots ne peuvent l'exprimer.

Parmi les institutions qui m'ont permis de réaliser ce travail et de me rendre sur le terrain, je remercie l'UMR 8565 puis 8168 *Mondes américains*, le Centre de recherches d'histoire de l'Amérique latine et du monde ibérique de Paris 1, et le CNRS qui m'a accordé un détachement de deux ans que j'ai mis à profit pour travailler aux archives à Caracas et entâmer le long travail de dépouillement et construction des bases de données à partir desquelles j'ai pu réaliser cet ouvrage sur la Faction de la Sierra.

# TABLE DES MATIÈRES

**Avertissement** ..... 11
**Introduction** ..... 13
1. L'objet dans son contexte ..... 13
2. Le Venezuela au miroir de ses guerres ..... 18
3. La Faction de la Sierra : une archive ..... 21
4. La problématique et le plan ..... 24
**Chapitre 1 : De l'archive à l'objet d'histoire** ..... 33
1. La Faction de la Sierra, une faction ? ..... 33
2. Une parenthèse historiographique ..... 38
3. La Faction de la Sierra : un événement ..... 56
**Chapitre 2. Jeu d'échelles pour l'étude d'un contexte économique et politique dégradé** ..... 63
1. Une économie en mutation, perméable au contexte international ..... 64
2. L'économie caféière : un colosse aux pieds d'argile ? ..... 70
3. La main d'œuvre rurale et ses enjeux ..... 78
4. La dynastie des Monagas : de son apogée à la chute d'un président déchu ..... 83
5. Retour sur la situation politique « loin de la capitale » ..... 102
6. La Sierra, une 'région' aux multiples enjeux ..... 106
a) Un site enclavé, à la géographie exceptionnelle ..... 107
b) La région Valencia-Aragua ..... 115
c) Les llanos ..... 118
7. Quand plane l'ombre des années 1840… ..... 126
Conclusion ..... 135
**Chapitre 3. La Faction de la Sierra à travers la narration de son quotidien** ..... 141
1. L'entrée en scène des « personnages » principaux ..... 141
2. Menaces autour de Villa de Cura et première offensive gouvernementale : mars 1858 ..... 146
3. La traque des chefs sur fond de conflits entre autorités civiles et militaires ..... 155
4. La résurgence de la faction dans les Cantons Cura et San Sebastián ..... 164
5. L'occupation de San Francisco de Tiznados, prélude à la grande offensive gouvernementale de juillet ..... 168
6. L'offensive du 20 juillet : la mort de El Agachado ? ..... 174
7. Une victoire à la pyrrhus ..... 178
8. L'offensive du 29 juillet : coup d'arrêt définitif de la faction ? ..... 180

9. Quand le feu couve sous la braise d'un feu à peine éteint ..... 192
10. L'arrestation de Donato Rodríguez Silva : de la traque à la « guerre » ouverte contre la Faction 198
11. Le coup de grâce ? ..... 220
**Chapitre 4. Horde de bandits et de brigands ou clan politique ?** ..... 227
1. Portrait de famille(s) : acte 1 ..... 229
a) Forces politiques ..... 230
b) Les forces armées ..... 232
c) La nécessaire mobilisation des civils. ..... 233
2. Une tentative de dépolitisation des objectifs attribués à la faction ? ..... 248
a) Quand la parole est collective ..... 249
b) La lecture sans concession des autorités militaires ..... 256
c) La parole circonspecte des autorités civiles ..... 270
3. Les dénominations attribuées à la Faction et à ses membres ..... 273
4. La parole d'une population sous surveillance ..... 281
Conclusion. Pour une archéologie de la disqualification ..... 289
**Chapitre 5. La parole est aux « factieux »** ..... 301
1. Portrait de famille(s), opus 2 ..... 302
a) Les acteurs principaux. ..... 303
b) Les factieux « ordinaires » ..... 305
2. Les formes bigarrées de la mobilisation ..... 313
3. Les stratégies d'enrôlement ..... 317
a) Engagements forcés et contraintes ..... 318
b) Les acteurs de la mobilisation ..... 327
c) Quand l'engagement se fait plus palpable ..... 330
4. Les ressorts de l'engagement ..... 340
a) Une réponse à l'outrage ..... 340
b) Factieux par la force de l'influence et de la « séduction » ..... 343
5. Une société d'interconnaissance en action ..... 348
6. À la recherche de « puissants soutiens » ..... 359
a) Les complicités locales ..... 360
b) Les traîtrises du camp adverse ..... 364
7. Une cheville ouvrière : le clan Leyzeaga ..... 373
a) Un soutien prépondérant et diversifié ..... 375
b) La version du chef du clan et de l'un de ses fils. ..... 383
c) De la Faction de la Sierra à la Faction Leyzeaga ..... 388
Conclusion ..... 395

**Chapitre 6. Quand la violence plane sur la Sierra** ..... 399
1. Quand plane l'ombre des préjugés et de la rumeur ..... 401
2. La violence creuse son sillon : la ville et le village, cibles des factieux ..... 408
3. De l'attaque des villes aux violences contre les oligarques et leurs proches ..... 417
4. De la violence contre les individus au meurtre prémédité ..... 428
5. Entre l'effroi et la fuite : les populations face aux violences des factieux ..... 436
6. Lorsque la violence change de camp ..... 440
   a) Le factieux : un homme à abattre ..... 440
   b) Des populations violentées par les autorités ..... 444
**Chapitre 7. Entre la répression et la grâce : le difficile exercice de la justice** ..... 455
1. Une historiographie lacunaire ..... 455
2. Une législation changeante et peu appliquée ..... 461
3. Heurs et malheurs d'une justice de l'urgence ..... 467
   a) Les modalités d'arrestation des factieux. ..... 468
   b) Le rôle singulier des commissaires ..... 469
4. L'interrogatoire, un récit de vie entre vice de procédures et conflits de compétences ..... 473
5. Entre interrogatoires et procès : des factieux bien malmenés ..... 484
6. Le sort incertain des prisonniers ..... 492
7. Quand la répression s'abat sur les familles ..... 495
8. L'amnistie et la grâce : une soupape nécessaire ? ..... 500

Conclusion : des alternatives à la logique répressive et armée ? ..... 519
**Conclusion** ..... 525
1. L'apprentissage du politique dans la Sierra, entre mémoire et histoire ..... 526
2. La Faction de la Sierra replacée dans le temps long : jalons d'une culture politique ..... 533

**Sources** ..... 545
**Bibliographie** ..... 549
**Annexes** ..... 567
1. Liste des abréviations ..... 567
2. Cartes du Venezuela et des provinces ..... 568
3. Listes de prisonniers ..... 571

# Avertissement

L'orthographe et l'accentuation des sources manuscrites mobilisées pour cet ouvrage sont extrêmement variables.

C'est la raison pour laquelle, dans la traduction des citations et dans les intitulés des documents mentionnés et cités, nous avons fait le choix de conserver la graphie originale, y compris lorsque les textes cités s'écartent des conventions orthographiques en vigueur à l'époque. Comme le signale très justement Hilda Sabato dans l'un de ses derniers ouvrages, « ces particularités de l'écriture présentent une indéniable valeur historique et permettent dans le même temps de lire la diversion sociale et culturelle des acteurs concernés et de l'urgence qui caractérisaient généralement les échanges au cours de la période analysée »[1].

Il en va de même pour l'orthographe des noms propres qui varie selon les sources et qui, pour certains d'entre eux, sont différents de l'orthographe actuelle. Dans ce dernier cas, y compris dans le corps du texte, nous avons respecté l'orthographe originale.

[1] Hilda Sabato, *Buenos Aires en Armas. La revolución de 1880*, Buenos Aires, Siglo veintiuno editores, 2008, p. 29.

# Introduction

## 1. L'objet dans son contexte

L'acteur principal de cet ouvrage, la Faction de la Sierra, est au cœur de notre terrain d'étude qui couvre la guerre civile d'indépendance (1812-1823) et les conflits civils de la première moitié du XIXème (jusqu'à la Guerre Fédérale qui commence en 1859). Ce terrain a pour problématique générale de travail, l'étude de la réception et des manières de vivre et de ressentir la guerre, le conflit armé, par les populations civiles vénézuéliennes, qui toutes façonnent un rapport particulier au politique qu'il s'agit de décrypter.

Resituons tout d'abord brièvement cette Faction dans son contexte.

Le 15 mars 1858, le président de la République du Venezuela, José Tadeo Monagas, est contraint de démissionner, sous la pression d'une coalition de libéraux, qui sont pour certains d'entre eux d'anciens partisans du président déchu, et d'opposants notoires. Ils ont placé à leur tête un militaire de peu d'envergure Julián Castro. La crise qui se noue, en ce début de l'année 1858, constitue l'acmé d'un processus de division entre les élites politiques du Venezuela qui n'avait eu de cesse de s'exacerber au cours de la décennie précédente durant laquelle la situation économique du pays a commencé à se dégrader pour des raisons autant internes qu'internationales. C'est dans ce contexte qu'avaient éclaté, en 1846, des révoltes paysannes. Leurs motivations étaient tout à la fois liées aux questions de la terre, de sa propriété et de sa répartition, que le résultat d'une pénétration du libéralisme dans les zones rurales, à l'instigation d'hommes comme Ezequiel Zamora, et d'une presse que l'on pourrait qualifier de « populaire ».

Dans la foulée de cette reddition de José Tadeo Monagas, le 15 mars 1858, sur fond de crise diplomatique avec plusieurs pays, dont la France et la Grande-Bretagne, mais aussi le Brésil[1], une campagne de *pronunciamientos* de grande ampleur tend à démontrer que cette fin du règne des Monagas à la tête du pays est accueillie favorablement par une partie non négligeable de la population. Pourtant, un groupe armé se constitue pour prendre, quasiment seul contre tous, ainsi que le répètent nombre de chroniqueurs de l'époque et d'historiens, la défense du président déchu : c'est la Faction de la Sierra.

[1] Elle est essentiellement due au fait que le président Monagas a trouvé refuge auprès de la Légation Française. Nous y revenons dans le chapitre 2.

Son champ d'action s'étend sur les provinces situées à l'ouest et au sud-ouest de la capitale, Caracas, c'est-à-dire celles d'Aragua, du Guárico, de Carabobo et de Cojedes et, à la marge celles d'Apure et de Barinas. Toutes les instances administratives (politiques, judiciaires et militaires) sont mobilisées pour contrer son action : au niveau provincial tout d'abord et aux niveaux inférieurs du Canton et de la municipalité, ce qui ne manque pas, nous le verrons, de provoquer de nombreuses confusions qui ralentissent d'autant les actions menées, mais aussi des conflits de compétences à répétition[2].

La Faction de la Sierra œuvrerait, selon les auteurs qui la mentionnent, à peu près de mars 1858 à février 1859, même si, à l'instar de ce que proclament d'ailleurs dans un premier temps les autorités de l'époque, certains auteurs affirment que, dès juillet 1858, elle aurait été détruite. C'est pour le moins la thèse de Fr. González Guinán qui postule, en outre, l'existence de deux factions distinctes puisqu'il indique qu'à cette date « le gouvernement a décidé de retirer une partie de ses troupes après la nouvelle qu'il avait reçue selon laquelle la faction dirigée par Medrano avait été mise en déroute sur le territoire du Guárico, et que celle commandée par Agachado avait été dissoute »[3]. Or, c'est loin d'être le cas, d'autant qu'après février 1859 un nouveau rebondissement se produit, des témoins parlant de différentes attaques de *partidas* dans la zone de la Sierra.

D'autres encore, plus rares il est vrai, parlent de la date butoir de 1863, s'appuyant de toute évidence davantage sur la postérité de certains de ses membres que sur l'existence de la Faction en tant que telle[4]. Son fonctionnement est donc indissociable des événements politiques qui se jouent au centre, dans la capitale, Caracas, puis Valencia. Elle émerge donc en mars 1858, au moment de la chute de Monagas et de l'arrivée au pouvoir de Julián Castro ; sa destruction officielle, en février 1859, coïncide avec la fin du pouvoir de Castro qui pourtant, en janvier, avait été élu président de la République après l'approbation, le 31 décembre 1858, d'une nouvelle constitution. C'est également en février 1859, qu'éclate la Guerre Fédérale à proprement parler, avec le soulèvement de la ville de Coro.

Une telle faction, identifiée comme telle par les responsables de l'époque, et toujours identifiable de façon isolée et nominative dans les archives, permettait d'une part d'incarner le travail que nous souhaitions faire et de resserrer l'analyse puisque cette Faction touche un espace circonscrit : la Sierra, zone montagneuse qui couvre les provinces

[2] Nous revenons sur ces questions dans les chapitres 2 et 4.
[3] Francisco González Guinán, *Historia contemporánea de Venezuela* [1910], Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República de Venezuela, 1954, vol. VI, p. 283. Il réaffirme d'ailleurs ce point de vue p. 302.
[4] C'est notamment le cas de Luis Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela. Política y militar (1858-1886)*, Caracas, Imprenta Nacional, 1954 ( 1ère ed. 1889), tomo primero, p. 78.

d'Aragua/Carabobo/Guárico et Cojedes, mais aussi une région intermédiaire. Enfin, elle s'inscrit dans un moment particulier, 1858-1859, une période-charnière, puisque c'est celle du basculement dans la guerre Fédérale.

Mais, qui sont ceux qui la dirigent ? Qui sont les hommes à l'origine de cette Faction, de ce soulèvement armé ?

Si l'on s'en tient à l'histoire officielle, elle est dirigée par trois personnages principaux, « Zoilo Medrano, José de Jesús González, alias El Agachado et N(D)onato[5] Rodríguez Silva ». Les rares données que avons trouvé figuraient, essentiellement, dans le dictionnaire historique édité par la Fondation Polar et dans les notes biographiques écrites à la fin du XIXème siècle par A. Vigas[6], seul renvoie bibliographique d'ailleurs dans les notices de ce dictionnaire. Or, A. Vigas, avocat, journaliste et homme politique né en 1848, écrit ces notices à l'occasion d'un événement qui revêt une signification particulière par rapport à la Faction et sur lequel nous nous pencherons au moment de clore ce travail : la panthéonisation de ces trois hommes en 1897.

Revenons à leur « biographie » en notant tout d'abord qu'en dépit de cette postérité commune, l'un des trois retient bien moins l'attention, puisqu'il est le seul à ne pas faire l'objet d'une notice dans le « Polar »[7], il s'agit de Donato Rodríguez Silva sur lequel les informations sont forts rares. « Oubli » qui ne manque pas de ce répéter dans la plupart des références à la Faction et aux actions de ses chefs avant et pendant la Guerre Fédérale.

José de Jesús González serait né vers 1815 à Manuare situé à l'époque dans la province d'Aragua, et mort lors d'une rencontre avec les forces gouvernementales, en février 1859 et non pas fin 1858 « où il perdit héroïquement la vie », comme l'affirme A. Vigas[8]. Il entre en combat lors des insurrections paysannes de 1846 aux côtés de Ezequiel Zamora et Francisco Rangel et c'est de cette époque que date son surnom, El Agachado, qui signifie tout à la fois 'bas' et 'sournois', mais dont le verbe, *agacharse*, veut dire se baisser, se tapir. Il lui viendrait de « l'habitude qu'il avait de recommander à ses troupes de marcher précautionneusement '*agachaditas*', '*agachaditas*' », donc le plus accroupies et dissimulées possible. A. Vigas

[5] En effet, son prénom est tour à tour écrit Donato et Nonato, surtout dans les archives. Francisco González Guinán confirme cette imprécision dans son *Historia contemporánea de Venezuela*, Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República de Venezuela, 1954, volume VI, p. 161-162.

[6] Juriste, journaliste et homme politique vénézulién, né en 1848 à Cumaná.

[7] Les notices biographiques de José de Jesús González et de Zoilo Medrano se trouvent respectivement in *Diccionario Histórico de Venezuela,* Caracas, Fundación, Polar, 1988, Tome 2, p. 324 et p. 879.

[8] Andrés J. Vigas, « Apuntes biográficos de los generales Donato Rodríguez Silva, Zoilo Medrano y José de Jesús González (Agachado) próceres de la causa liberal », in Andrés Jorge Vigas, *Tres proceres de la causa liberal : Generales Donato Rodríguez Silva, Zoilo Medrano y José de Jesús González*, Caracas, imprenta Bolívar, 1897, p. 17.

précise que selon ce qui se disait de lui « il le faisait lorsqu'il était nécessaire de se dérober à la vue de l'ennemi afin de le surprendre avec plus de sécurité. 'Accroupis les enfants' ('Agachaditos muchachos') tel était selon ce qui se dit son cri de commandement dans ces cas-là »[9]. Selon la notice du dictionnaire de la Polar, il reprend les armes « au moment de la Révolution de mars 1858, initiant aux côtés des généraux Zoilo Medrano et Donato Rodríguez Silva, une lutte de guérillas fédéralistes dans la zone des États de Carabobo et Guárico ». Donato Rodríguez est donc cité, bien qu'il n'ait pas de notice… Suivent, la mention des combats auxquels il participe et les circonstances de sa mort près de San Francisco de Tiznados.

Quant à Zoilo Medrano, il a droit à une notice plus fournie que son compère El Agachado. Né à San Francisco de Cara (dans la province du Guárico) vers 1825, il commence lui aussi sa « carrière » en 1846 aux ordres des deux chefs de file Ezequiel Zamora et Francisco Rangel. Il est décrit comme un « guérillero, métisse et d'humble origine »… De façon significative, son engagement armé en 1858 est inscrit « dans la ligne libérale qui rejette la chute de José Tadeo Monagas », et il n'est pas fait mention de la présence de Donato Rodríguez à ses côtés, alors que A. Vigas le précise[10]. Dans la suite de la notice, l'auteur passe en revue l'ensemble des combats auxquels Medrano s'est livré, n'observant aucune solution de continuité entre ceux qui sont propres aux actions de la Faction de la Sierra à proprement parler, et les faits d'armes qui ont lieu durant la Guerre Fédérale. Car de fait, il échappe à la destruction quasi complète de la faction en 1859 et continue de se battre tout au long de la Guerre Fédérale. D'ailleurs, A. Vigas insiste alors sur l'ancrage libéral de Zoilo Medrano lorsqu'il indique « qu'il a poursuivi ses services dans les files libérales jusqu'à la mi-avril 1863, date à laquelle il fit le siège de la place de Ortiz qu'il reprit au général centraliste qui la défendait, Juan Vicente Rodríguez »[11]. Après que José Antonio Páez, soutenu par les partisans de la tendance « dictatoriale » au sein du parti conservateur, a repris les rênes du pouvoir, en août 1861[12], Zoilo Medrano fait volte-face et s'unit à nouveau aux fédéralistes. Finalement, il s'empare, par la force, en 1864, du gouvernement du Guárico et finit par en être nommé gouverneur en juin de la même année par l'assemblée législative de l'état. Il meurt en 1885[13].

[9] *Ibid*., p. 12.
[10] *Ibid*., p. 13.
[11] *Ibidem*.
[12] Pour plus d'informations sur ce contexte de crise où les deux tendances du parti conservateur tentent de restaurer la paix, voir Nikita Harwich, « Guerra Federal », *Diccionario Histórico de Venezuela,* Caracas, Fundación, Polar, 1988, Tomo II, pp. 381-385.
[13] Toutes les informations entre guillemets sont extraites de la notice de *Zoilo Medrano* in *ibid.,* Tome 3, p. 108.

Des trois chefs, Donato Rodríguez Silva est celui sur lequel les informations sont les plus rares. Outre de ne pas disposer d'une notice dans le dictionnaire de la Polar, il n'est quasiment jamais évoqué directement dans la bibliographie. Ce silence autour de Donato Rodríguez Silva est d'autant plus curieux que A. Vigas lui consacre quelques lignes pour dire qu'il était originaire, tout comme Zoilo Medrano, de San Francisco de Cara et que ses parents étaient Luis Rodríguez et María Dolores Silva. Il ajoute que bien qu'il n'ait commencé ses campagnes militaires qu'en 1848, à la différence donc de ses deux comparses, « le sort de la guerre, les faveurs de la richesse et ses grandes qualités personnelles firent que ses compagnons l'élevèrent au poste de premier dans les nombreuses campagnes du Guárico qui se sont succédées jusqu'au triomphe complet de la Révolution Fédérale »[14].

Nous avons tenté de compléter ce maigre butin, au gré des lectures, mais sans résultats significatifs ce qui aiguisait encore plus notre désir d'opérer enfin cette plongée dans ces entrailles de papiers des deux *Expedientes* consacrés à cette Faction, que nous allons présenter sous peu. De fait, nous n'avons trouvé que des mentions éparses, qui n'apportent que peu d'informations complémentaires, même si certaines d'entre elles donnent un éclairage sur la façon dont ces hommes ont pu être perçus et dont leurs actions ont été qualifiées, quelle que soit la distance qui sépare leurs auteurs de la période d'action de la Faction.

L'historien J.-A. de Armas Chitty, qui a publié une histoire de l'une des provinces concernées par la Faction, livre certes des données biographiques sur les deux mêmes chefs de la Faction. Selon lui, Zoilo Medrano fait ainsi partie, à l'issue de la Guerre Fédérale, des hommes qui se bénéficient de la Constitution de 1864 et, en quelque sorte, « s'approprie » une province. Il relate ainsi la façon dont il est finalement nommé Président de l'Assemblée Législative de la province du Guárico, preuve selon J. de Armas Chitty de son absence de « capacité et de sobriété »[15]. A cette occasion, il livre des informations biographiques. Il est bien né à San Francisco de Cara (village aujourd'hui disparu du fait du barrage de Camatagua). Il mentionne ensuite qu'il a lutté à partir de 1846 aux côtés de Zamora, Rangel et Agachado dans la région de los Tiznados et, surtout qu'il s'est déclaré en faction contre Castro en 1858, au sein de la ligne libérale qui dénonçait la chute de Monagas ; a combattu à Guadarrama, contribuant à faire grossir les guérillas dans le Guárico et [dans la province de] Portuguesa ». Il rappelle également qu'après son éloignement d'avec Páez en 1861, il « retourne à ses incursions *llaneras* et lorsque cesse la guerre (…) il fait valoir avec violence

[14] Andrés J. Vigas, « Apuntes biográficos de los generales Donato Rodríguez Silva, Zoilo Medrano y José de Jesús González (Agachado) próceres de la causa liberal », *op. cit.*, p. 12-13.
[15] José Antonio de Armas Chitty, *Historia del Guárico*, San Juan de los Morros, Universidad Rómulo Gallegos, 1978, vol. II. 1807-1974, p. 71.

ses mérites de guérillero et prend le gouvernement à Calabozo. Son histoire belliqueuse est longue : Los Playones de Ortiz, Güesipo, Las Mulas, La Ceiba, La Lajita, Potrerito, Guanaire, Paso Real de San Antonio, Paso Ancho, Vallecito, Mesa del Sombrero, Guarataro, Quebrada del Pegón et dix actions de plus »[16].

Concernant José de Jesús González, El Agachado, ce même historien indique qu'il est né à Manuare et qu'il fut l'un des plus fervents compagnons de Medrano et Rodríguez, en lutte contre Rubín à Güesipo et contre Llamozas à los Playones de Ortiz. Il défait N. Callano à Las Mulas, Sandoval à La Ceiba et Pedro Estanislao Ramos à La Lajita. Il commence lui aussi la lutte armée en 1846 aux côtés de Zamora, dans « son aventure de Palambra et de Laguna de Piedra »[17]. Il revient bien sûr lui aussi sur l'origine de son surnom, reprenant mot pour mot ce qu'indique A. Vigas et termine en disant qu'il meurt en combattant les forces du général Carlos Cerpa.

Bien peu de choses nouvelles donc ; et finalement un bien maigre butin. Rien en particulier sur leur situation sociale et économique, alors que les sources se sont montrées bien plus bavardes. Ces trois personnages principaux, dont nous venons de faire une présentation « objective » et officielle et dont le portrait va en effet s'enrichir au fil des pages qui vont suivre, ont à leurs côtés ceux que l'on appelle les *cabecillas*, ainsi que de fidèles comparses, dont nous ferons la connaissance d'ici peu.

Prélude de la Guerre Fédérale dont elle annonce les contours, cette période d'évolution de la Faction nous ramène à la problématique de la guerre civile dont le Venezuela a déjà été le théâtre au moment de l'indépendance, à ses conséquences et à ses héritages.

## 2. Le Venezuela au miroir de ses guerres

Nous nous sommes intéressée auparavant à la guerre civile d'indépendance et au déploiement de violence qu'elle suppose, en nous efforçant de voir ce qui s'est joué hors des champs de bataille pour les populations civiles, au quotidien et qui a tout autant façonné la dynamique et la physionomie de cette guerre. Nous avions considéré qu'une guerre civile, dès lors qu'elle représente un moment d'exacerbation des conflits et de redéfinition des liens sociaux et identitaires, est un observatoire privilégié pour saisir ce qui se joue au sein d'une

[16] *Ibid*., p. 72. Il renvoie à propos de sa dernière remarque à l'appendice rédigé par Landaeta Rosales figurant dans le livret réalisé par Andrés Vigas. Manuel Landaeta Rosales, « Acciones de guerra libradas en el Guárico desde 1858 hasta 1863. Guariqueños que sirvieron en las filas federales como jefes en el período del 5 de marzo de 1858 al 31 de diciembre de 1863. Jefes de otras provincias que sirvieron en las filas federales del Guárico », in Vigas, Andrés Jorge, *Tres proceres de la causa liberal : Generales Donato Rodriguez Silva, Zoilo Medrano y José de Jésus González*, Caracas, imprenta Bolivar,1897, pp. 19-31.

[17] *Ibidem*.

population et pour appréhender les contours de leur participation/adhésion (ou non participation) au processus en cours.

C'est à l'appui de ces premières recherches, que nous avons souhaité poursuivre ce travail de relecture de l'histoire politique du Venezuela au XIXème siècle au miroir de ses guerres, en étendant l'analyse à la constellation de conflits civils qui secouent le pays à partir des années 1840, et ce jusqu'en 1903. Ces conflits ont des répercussions innombrables, tant au niveau des rapports sociaux que de la culture de guerre qui s'y forge et imprime fortement la physionomie de la nation, tout en nous renseignant sur le complexe processus de construction d'un État vénézuélien pérenne.

L'objectif était alors de reconstituer, par le bas, l'avènement de ces formes de *caudillisme* qui émergent au Venezuela à partir des années 1840. Elles sont une sorte d'« héritage » de la guerre d'indépendance, dans la mesure où celle-ci a favorisé l'ascension de « chefs » de guerre qui occupent, pour nombre d'entre eux à partir des années 1830, les scènes politiques locales. Pour ce faire, il nous semblait nécessaire d'articuler une approche micro historique de ces phénomènes avec une histoire plus globale. Cela permet de mieux comprendre la façon dont ces conflits ont été perçus et vécus par les populations civiles mais aussi la quotidienneté de leur rapport au politique dans un tel contexte, dans la mesure où l'échelon local, au détriment même de la nation (expliquant pour partie son difficile avènement), génère des pratiques singulières de participation, notamment par le biais du *pronunciamiento*.

De fait, la période 1830-1903 est marquée par un choc d'intérêts constant entre autorités civiles et militaires qui freinent durablement l'organisation d'une véritable armée nationale, mais aussi la consolidation de l'Etat et d'un projet national dès lors que le pouvoir central, le plus souvent aux mains d'un président militaire, doit lutter ou établir des compromis parfois lourds de conséquences avec ces caudillos locaux.

Ainsi, la Guerre Fédérale consécutive à la chute du président José Tadeo Monagas, en 1858, période d'émergence de la Faction de la Sierra, confirme le puissant ancrage du sentiment d'appartenance locale et d'une appréhension singulière de l'espace national. En effet, les fédéralistes cherchent à attirer les majorités à leur cause, en répétant presque textuellement les consignes des guerres d'indépendance : combattre pour la fédération signifiait donner son appui à cet univers local, le seul qu'une immense majorité de vénézuéliens de l'époque connaissent comme réalité concrète[18].

[18] Cf. Miguel Izard, « Oligarcas temblad, viva la libertad. Los llaneros d'Apure y la Guerra Federal », *Boletín Americanista (Barcelona)*, n° 32, 1982, pp. 227-277.

Ce n'est qu'en 1899, avec l'arrivée au pouvoir, à l'issue d'une nouvelle guerre civile, de Cipriano Castro, que la transformation de l'armée en Armée Nationale se met véritablement en place. Fin 1901, il doit faire face à une coalition de caudillos qui tentent de déposer son gouvernement. Cette *Revolución Libertadora*, du nom que lui donne l'un des généraux soulevés dans les provinces de Aragua et Carabobo, et que l'historiographie a retenu, s'étend rapidement à une grande partie du pays. En juillet 1902, le Président Castro parvient à mettre en déroute, à La Victoria, les 14 000 révolutionnaires, à l'origine de la division des caudillos rebelles. Les forces gouvernementales parviennent alors à les vaincre séparément. Le symbole de la « réussite » de Castro est l'ultime expédition envoyée par son gouvernement, en juillet 1903, contre les forces du caudillo de la Guayana. Il est battu par les troupes du Général Juan Vicente Gómez le 21 juillet à Ciudad Bolívar. À ce titre, on considère que cette victoire marque la fin de l'instabilité politique et des luttes entre caudillos pour parvenir au pouvoir par le moyen de la rébellion armée et de la guerre civile[19]. Il s'en suit une période de consolidation du gouvernement centrale et d'institutionnalisation d'une véritable armée nationale, favorisée en cela, quelques années plus tard, par la découverte du pétrole, qui en facilite le financement.

Cette cohabitation au quotidien, et tout au long du XIXème siècle, avec le conflit armé suppose l'implication des populations, individuellement et collectivement, en termes d'opposition, de connivence et de mobilisation, notamment auprès de ces caudillos locaux qui forment leur armée par le biais de levées, volontaires ou forcées, à mesure de leurs avancées dans les villes et villages traversés, selon une logique que l'on retrouve dans presque tous les mouvements armés de la première moitié du XIXème siècle. L'étude de ces modes de participation permet d'analyser, sous un angle renouvelé, l'intervention massive des acteurs mobilisés dans le champ politique par le biais de ces liens qui se construisent avec les caudillos, qui sont une expression de l'hybridation des pratiques dans le temps long de l'avènement de la modernité politique.

Dans cette perspective, nous pensions pouvoir traiter plusieurs de ces conflits civils, de ces luttes factionnelles qui secouent le Venezuela tout au long du XIXème siècle et qui ont, de toute évidence, marqué les contemporains. D'ailleurs, nombreux sont les ouvrages, rarement très problématisés, qui traitent des « guerres civiles » vénézuéliennes au XIXème. C'est tout particulièrement le cas du travail qui marque, en quelque sorte, la naissance de la démographie historique au Venezuela. Il s'agit du curieux opuscule d'Antonio Lacle, paru

[19] Voir Domingo Irwin ; Ingrid Micett, *Caudillos, Militares y Poder : una historia del pretorianismo en Venezuela*, Caracas, Universidad Católica Andrés Bello, 2008, pp. 162-165.

dans les années 1930[20], dont l'objectif est de calculer quelle aurait été la population du Venezuela au début du XXème siècle si elle n'avait pas connu tous ces conflits civils. Pour ce faire, il effectue un comptage et des statistiques à partir du nombre de morts pour chacun des conflits repérés entre 1830 et 1903. Dans la dédicace qui ouvre l'ouvrage, l'histoire du pays se mêle à son histoire personnelle, comme c'était d'ailleurs souvent le cas à l'époque, fortement marquée par les guerres civiles que le pays a connu :

> « Au Venezuela pacifié.
> À mes compatriotes de tous les temps, tombés sans idéal ni foi dans la lugubre terre douloureuse du champ de bataille, à ce frère anonyme qui n'a pas connu les tendresses du foyer mais plutôt l'amertume de les savoir perdues dans l'introspection et la misère ; que n'a pas connu la dignité du travail mais la triste consigne de marcher chassant ses frères.
> Aux mères, épouses, fils… qui dans une attente désespérée, reçurent un jour l'ingrate nouvelle, vague et imprécise, funèbre crêpe de pleurs et d'affliction. »[21]

Mais c'était sans compter avec les aléas de la recherche et l'ampleur de la tâche que supposait cette recherche telle que nous l'avions envisagée. En raison notamment du grand nombre de mentions de documents et de dossiers relatifs à des mouvements armés dans les différentes provinces du pays, nous avons donc été conduite à redessiner les contours de ce projet

### 3. La Faction de la Sierra : une archive

Au départ, nous avons consulté le fonds *República*, en particulier les sous-sections *Alta Corte Federal, Ilustres Próceres de la Federación, Interior y Justicia* et *Guerra y Marina* des années 1840 au début du XXème siècle. Nous disposions déjà de quelques repères thématiques et géographiques trouvés dans le guide des archives. Mais, quelle ne fut pas notre surprise, lorsque nous avons demandé certains de ces dossiers, d'apprendre, d'une part, qu'en vue du futur déménagement des Archives Générales de la Nation, une partie du fonds *Guerra y Marina* n'était plus consultable ; d'autre part que, de toute façon, ce fonds n'était pas classé à partir des dernières décennies du XIXème. Pourtant les documents avaient été révisés, sinon comment aurait-il été possible de mentionner sur le guide l'existence, par exemple, de 44 liasses concernant les *Juicios y denuncias militares*, 1868-1925; de quatre autres sur les *Juicios militares* (1910), de 284 liasses intitulées « Montepio, Ilustres proceres, pensiones e invalidos, 1860-1925 », de 11 enfin concernant les « tribunales militares, (1875-1915) » ? Il

[20] Antonio Lacle, *Las guerras internas de Venezuela i como han perjudicado su población (cuantos hijos le cuestan hasta hoy)*, Caracas, Taller Gráfico Lit. Tip., 1932.
[21] *Ibid*., p. 4.

en allait de même pour le fonds *Interior y Justicia* alors que des index, d'une grande utilité au demeurant, existent jusque pour les années 1880.

Prenant conscience que, dans ces conditions, il serait difficile de réaliser la recherche envisagée, nous avons malgré tout continué à dépouiller les Index du fonds *Interior y Justicia* à partir des années 1840, accumulant sur les premières de nombreuses données factuelles sur des mouvements factieux, qui occupaient au plus quelques folios. Nous avons ainsi dépouillé tous les tomes entre 1840 et 1858. C'est en parcourant l'index de celui, numéroté DCXVII (617), que nous avons trouvé la mention d'un dossier (un *Expediente*) de plus de 200 folios sur une faction. Une telle mention a immédiatement attiré notre attention. Attention et curiosité redoublées lorsque, quelques tomes plus loin, en dépouillant l'index du tome DCXXXIII (633), un autre *Expediente*, plus volumineux encore, sur cette même faction, était indiqué.

Ayant fait la découverte de cette faction, appelée *Faction de la Sierra*, décision fut prise de centrer cette recherche sur elle, et de « raconter » son histoire à partir de ces *Expedientes*. Un hasard donc, intimement lié au départ à la malchance, mais qui recoupe, finalement, un choix méthodologique, puisqu'en demandant à consulter ces deux tomes, un objet incroyablement riche s'est présenté à nous, riche par son volume certes, mais surtout par la densité des informations qu'il semblait de prime abord contenir, ne serait-ce qu'en s'en tenant aux titres donnés à ces deux dossiers.

L'*expediente* figurant dans le tome DCXVII est paginé du folio 288 au folio 456. Il couvre la période allant de mars à novembre 1858 et porte pour intitulé, dans l'Index, « *Expediente de la facción de la Sierra capitaneada por Zoilo Medrano, Donato Rodríguez, Agachado y otros bandidos del llano. Corren varios oficios sobre otros facciosos del Occidente. 24 de marzo de 1858*. »

Quant à celui figurant dans le tome DCXXXIII, bien plus volumineux, il est sous-divisé en deux parties. La première correspond à l'« *Expediente relativo a la facción de la Sierra, acaudillada por Zoilo Medrano, Jesús Agachado y Donato Rodríguez* », du folio 232 au folio 562, qui est folioté à l'envers, et va de mars à novembre. Quant à la seconde, des folios 562 à 660, elle couvre la période allant de novembre 1858 à juillet 1859 et s'intitule « Continuación del expediente relativo a la faccion de la Sierra. Faccion aparecida en Guambra relacionada con la de la Sierra. Muerte de Agachado ».

Nous sommes donc face à un volume d'archives de quelque 600 folios, la plupart écrits recto-verso.

En outre, reprenant l'examen des tables figurant dans les tomes situés en amont et en aval de ceux où figurent les deux dossiers relatifs à la Faction[22], pour voir s'il était possible de trouver d'autres archives liées à cette Faction, de nombreux documents livrant des données complémentaires et/ou connexes la concernant ou sur la situation des régions dans lesquelles elle a opéré, ont pu être localisés dans l'ensemble des tomes couvrant la période, un peu plus large, de février 1858 à octobre 1859[23] .

Que sont ces documents trouvés dans le fonds *Interior y Justicia* ? Il s'agit essentiellement de la correspondance envoyée par le *Gobierno Superior Político* des provinces concernées au *General en Jefe del Ejercito Libertador*, au *Secretaria de E. en los DD del Interior y Justicia*, voire directement au Ministre ; mais aussi des lettres des États-majors Généraux ou Divisionnaires qui opèrent dans la Sierra, couvrant des zones situées à cheval sur plusieurs provinces, des Chefs d'opérations dans la Sierra ou dans les zones limitrophes.

Ces courriers sont une synthèse ou une copie certifiée des courriers reçus des différentes autorités locales, essentiellement les *Jefes Políticos* qui agissent au niveau du canton, des *Jefes de parroquia*, des Juges de première Instance, des juges de paix, de chefs militaires de tous ordres. Ils y font état des actions entreprises contre la Faction, de l'état de la province ou de la zone inspectée ou gouvernée, et détiennent des informations recueillies sur place auprès des autorités ou des populations. Ce sont aussi des Instructions et décisions prises au niveau du gouvernement ou du Ministère de *Interior y Justicia*, le plus souvent adressées à un ou plusieurs gouverneurs. Les deux dossiers comprennent également les réponses de ces derniers.

S'y trouvent aussi des lettres émanant de *Cabildos*, de groupes de citoyens, de citoyens à titre personnel, de Juntes d'agriculteurs, ainsi que de la correspondance « privée ». En outre, sont également conservés des documents plus judiciaires, comme des listes de prisonniers ou de suspects, des interrogatoires de prévenus, des dénonciations, des plaintes et des témoignages, ainsi que des procès.

De nombreuses autres sources ont également été mobilisées afin d'affiner l'analyse de cette Faction et du contexte dans lequel elle évolue. En premier lieu, la documentation officielle (législation, constitution, organisation des Forces Armées), les sources imprimées relatives aux questions de la terre et de la main d'œuvre rurale, mais aussi les volumes comprenant les principaux écrits des auteurs de l'époque (hommes politiques et publicistes tout particulièrement), ainsi que des témoignages, des correspondances et des récits de

[22] Nous utiliserons la majuscule, Faction, lorsque nous ferons référence à la Faction de la Sierra, sans la nommer sous son patronyme complet.
[23] Soit du tome DCXV au tome DCL.

voyages. La presse, bien que peu expressive durant ces années, notamment en raison d'un contexte politique assez répressif en la matière[24], a permis d'obtenir quelques informations complémentaires. Enfin, nous nous sommes également appuyée sur les archives diplomatiques du Ministère des Affaires Etrangères français, relativement riche sur cette période troublée d'autant que la France est, comme nous le verrons, partie prenante avec d'autres puissances étrangères, des événements contemporains de la Faction de la Sierra et que son représentant d'alors plus qu'impliqué auprès d'un des camps en lutte, au point d'être rappelé par ses autorités de tutelle[25].

Parallèlement à cette plongée dans une telle masse de documents, il fallait pour un temps tourner le regard vers l'histoire de cette période, ayant travaillé jusqu'alors sur la celle de l'indépendance. Ce choix de mener une recherche sur la Faction de la Sierra obligeait à un déplacement dans le temps et dans l'espace : de la guerre d'indépendance à la Guerre Fédérale ; du monde des villes à celui des campagnes, même si cette dernière opposition est toute relative dans cette première moitié du XIXème siècle vénézuélien.

Il fallait se familiariser avec l'historiographie et se documenter sur cette Faction, sur laquelle nous ne savions que bien peu de choses, hormis ce que livraient les titres et sous-titres des dossiers, à savoir qu'elle était dirigée par trois hommes appelés « Zoilo Medrano, Jesús Agachado et Donato Rodríguez », mais aussi par « d'autres bandits des *llanos* » ; et que l'un d'eux, pour le moins, El Agachado, avait trouvé la mort au cours des mois couverts par ces archives.

### 4. La problématique et le plan

Après cet heureux hasard, qui avait placé sur notre chemin les archives sur cette Faction, il fallait une méthode pour les approcher et en faire un objet d'histoire susceptible de permettre d'étudier ce rapport au politique, tel qu'il se construit dans ce XIXème siècle de l'après-indépendance.

Reprenant notre interrogation de départ, il nous fallait questionner les logiques de politisation à l'œuvre au sein de populations qui font l'expérience du politique presque

[24] Cf. Carmen Gómez, « Sistema político y censura de prensa. Venezuela 1853 », in *Ensayos Históricos. Anuario de Instituto de Estudios Hispanoamericanos*, 2° Etapa, n° 11, Caracas, UCV, 1999, pp. 63-80. De même, la longue liste fournie par R. Matthews confirme bien le petit nombre de titre pour les années 57/59.

[25] Outre la notice biographique le concernant dans le Dictionnaire historique de la Fondation Polar, le chapitre que lui consacre José Santiago Rodríguez ne manque pas d'apporter un éclairage intéressant sur la façon dont il s'est positionné au cours de ces deux années 1858-1859. « Levraud, Leoncio », in *Diccionario Histórico de Venezuela,* Caracas, Fundación, Polar, 1988, Tomo II, p. 678. José Santiago Rodríguez (doctor), *Contribución al estudio de la guerra federal en Venezuela*, Caracas, Editorial 'Elite', 1933, tomo 2, Capítulo X. *El conflicto Levraud*, pp. 123-160.

exclusivement à travers la violence ou pour le moins le conflit. Or, cette Faction est une fenêtre intéressante pour analyser ce processus, les archives livrant, sur une relativement longue période (plus d'un an) et surtout de façon extrêmement détaillée, les logiques de son fonctionnement interne, quotidien, voire intime, mais aussi celui des populations et la façon dont elle est perçue et combattue par les forces gouvernementales.

Notre objectif ici est donc de montrer que ces logiques ne résultent pas de l'invariabilité d'une culture, mais de la forme particulière prise par la modernisation sur ces territoires de la Sierra. Il faudra pour se faire retracer les processus historiques dans lesquels s'inscrivent ces logiques de politisation, dès lors que la distinction souvent établie entre tradition et modernité politique s'efface ici, au profit d'une analyse des modalités concrètes du changement politique, qui ne peut être assimilé à un processus continu et homogène d'apprentissage d'une modernité univoque. En effet, fondés sur le devenir propre d'une société, « les trajets de la modernité sont en effet multiples. Ils procèdent de l'enchevêtrement de formes sociales diversifiées et parfois contradictoires, qui se composent et se recomposent sans cesse pour constituer sur un territoire la trame effective du changement »[26].

Interrogations d'autant plus fondées que cette Faction est importante de par sa relative longévité, sa « taille » mais aussi parce qu'elle concerne, peu ou prou, un territoire de « six ou huit mille âmes »[27] sur une population totale du pays estimée, en 1857, à 1 788 159 habitants[28].

Cette découverte ouvrait donc de nombreuses possibilités dès lors qu'en parcourant une première fois ces centaines de pages, il apparut qu'elles fourmillaient de données très précises, bien que difficiles à démêler, et concrètes sur cette Faction, sa traque, sa zone d'évolution, mais aussi, et peut-être surtout au regard de notre problématique de départ, de noms, de paroles, d'actions au plus près du quotidien des acteurs en présence, qu'il s'agisse des auteurs des documents, ou de ceux dont il était question ou qui s'exprimaient dans ces pages. Un véritable défi épistémologique s'ouvrait à nous, nécessitant une réflexion en termes de méthodes afin de véritablement pouvoir se saisir de cet objet-événement. Mais également un défi historiographique. D'une part, en raison de l'absence quasi totale de la Faction de Sierra dans les ouvrages sur la période, mais aussi parce que l'un des objectifs de notre propre

[26] Cf. Jean-François Médard, « Le rapport de clientèle », *Revue française de science politique*, n° 1, février 1976, pp. 103-131.
[27] *La direccion de la Junta Central de agricultores de la provincia d'Aragua indica al Gobierno varias medidas sobre el territorio denominado « La Sierra »*, La Victoria, Enero 5 de 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXVII, fol. 176.
[28] Miguel Izard, *Series estadísticas para la historia de Venezuela*, Mérida, Universidad de los Andes, 1968, p. 13.

recherche était de nous situer au-delà d'une production historiographique globalement insatisfaisante relativement au moment et aux concepts mobilisés pour cette recherche (qu'il s'agisse de celui-ci, central, d'événement, mais également de ceux de culture politique, de mobilisation ou de politisation), mais aussi prisonnière de jugements de valeur envers certaines « catégories » d'acteurs, plus particulièrement les « classes populaires », souvent considérées comme un tout monolithique censé obéir d'un bloc à la même logique ; logique qui doit, elle aussi correspondre à certaines projections (idéologiques souvent) quant à leurs valeurs et horizons d'attente. Pourtant, ces catégories sont composées d'individus, dont la forte appartenance au collectif et l'enchâssement dans des liens différenciés, n'empêche pas des engagements et des prises de position individuelle ; de même qu'on ne saurait préjuger des engagements collectifs de tout ou partie de ces populations.

Pour ce faire, il faut se déprendre du mépris qu'un tel regard suppose et d'une certaine forme de misérabilisme, vis-à-vis desquels l'historienne du XVIIIème siècle, Arlette Farge, mettait en garde dans l'introduction de son ouvrage sur la vie dans la rue à Paris au 18ème. Elle indiquait en effet que pour « l'analyse, il faut se rendre libre des représentations traditionnelles qui conduisent si facilement à s'emparer d'un vocabulaire connoté d'exotisme (quels drôles d'animaux ces gens du peuple !) ou de misérabilisme (quelle pitié !) »[29]. Le second défi historiographie, corollaire du premier, consiste à sortir l'histoire, du politique pour ce qui nous concerne, du Venezuela, de son isolement historiographique et de la mettre en dialogue avec les travaux réalisés ces dernières années sur ces questions ailleurs et qui font l'actualité de la discipline et des débats qui la traversent. C'est à l'ensemble de ces questionnements, à la caractérisation de ce mouvement armé en tant que Faction et à notre choix de le considérer comme un « événement » que nous consacrons le premier chapitre de cette recherche.

Identifié, caractérisé, il fallait ensuite insérer cet événement relativement « localisé » dans le temps et dans l'espace, dans le contexte plus global de l'histoire politique du Venezuela de cet avant-guerre fédérale et au-delà du XIXème siècle, afin de pouvoir s'en saisir comme un observatoire pour comprendre les mécanismes de politisation tel qu'il est à l'œuvre depuis le début du XIXème siècle. Ce « jeu d'échelles »[30] spatial et temporel semblait d'autant plus pertinent qu'à un autre niveau il permet, nous semble-t-il, de déconstruire les lieux communs qui caractérisent la plupart des descriptions du Venezuela, rural tout particulièrement, et de

[29] Arlette Farge, *Vivre dans la rue à Paris au XVIIIe siècle*, Paris, Gallimard, Coll. Folio Histoire, 1992, p. 11.
[30] Nous reprenons bien sûr ici le titre de l'ouvrage, essentiel sur ces questions, dirigé par Jacques Revel : Jacques Revel (dir) : *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Hautes Etudes-Gallimard-Seuil, 1996.

ses pratiques politiques, la montrant, à l'instar de la Corse analysée par J.-L Briquet, comme une « région 'archaïque', en marge des évolutions de l'ensemble du territoire national, et, par là, [comme] une société encore largement imprégnée par la tradition »[31] (chapitre 2).

Dans le chapitre 3, dans une démarche qui nous a semblé la plus en empathie avec la physionomie de la source principale servant de support à cette recherche, il nous fallait poursuivre par une narration. Celle de la Faction et de la vie quotidienne d'une région, de ses habitants, des militaires et hommes de troupes qui l'ont accompagnée, suivie, traquée, trahie ou rejoint durant ces presque deux ans où elle a œuvré.

Ce choix du « chemin de la narration », pour reprendre les propos de H. Sabato dans son travail sur la révolution de 1880 à Buenos Aires[32] qui résonne de façon significative avec l'objectif ici poursuivi, fut au départ dicté par la façon dont les sources étaient organisées matériellement. Il correspond également à un choix de méthode dont la performativité heuristique s'est renforcée à mesure que nous construisions ce récit qui a également permis de nous approprier ces archives et de les organiser, dès lors qu'elles étaient réparties en deux dossiers qui se recoupaient pour partie chronologiquement. De fait, les deux *expedientes* réunis par le Ministère de l'Intérieur et de la justice de l'époque sont, en premier lieu un récit circonstancié et méticuleux, pratiquement au jour le jour et heure par heure, de cette faction et de la volonté incessante des autorités centrales et locales de la détruire. Récit dont il convenait de retracer les linéaments à travers le prisme d'une grille de lecture historiographique spécifique et des opérations de production d'un savoir historique autour de la Faction.

C'est à partir de ce récit, de la mise en scène de ceux qui ont composé cette Faction et de ceux qui l'ont traquée, que l'on pouvait s'approcher au plus près des différents acteurs en présence. Tout d'abord, les hommes chargés de la traque des factieux et de la pacification de la région de la Sierra, alors que le nouveau pouvoir tente d'asseoir sa légitimité et que, précisément, l'opposition s'organise, à l'intérieur du pays, mais aussi à l'extérieur. Plane également le spectre des soulèvements ruraux de 1846, dont l'épicentre épouse quasi parfaitement l'espace dans lequel se déploie la Faction de la Sierra et auxquels bien des membres ont participé, à l'instar d'ailleurs des autorités en place en 1858. Le spectre des héros de 1846 hante l'esprit des officiers gouvernementaux ; ils tentent de conjurer la menace non seulement d'un nouveau soulèvement paysan, mais aussi celle d'une nouvelle héroïsation des chefs de ce nouveau mouvement armé.

[31] Jean-Louis Briquet, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997, p. 5.
[32] Hilda Sabato, *Buenos Aires en Armas. La revolución de 1880*, Buenos Aires, Siglo veintiuno editores, 2008, p. 20.

Ces représentations autour des factieux, ces discours sur ses hommes et leurs pratiques, objet du chapitre 4, ramène à la question centrale de la culture politique d'un moment où l'opposant justement, n'est envisagé que comme un ennemi à abattre, que l'on s'efforce, au prix d'un paradoxe quasi intenable, de rejeter dans le champ du social. Pourtant, la dimension plus strictement politique de l'avènement de cette Faction et de l'acharnement à la combattre, transparaît à maintes reprises en filigrane dans les documents émanant des gouverneurs de province, mais aussi et de façon plus claire encore, dans la correspondance privée insérée dans les deux *Expedientes*. Dès lors que, selon des mécanismes à l'œuvre depuis le moment inaugural du processus ayant mené aux indépendances dans les mondes ibéro-américains, c'est l'unanimité qui doit prévaloir (notamment lors du moment électoral), toute division est perçue comme une mise en danger de l'intégrité du corps politique et social.

Or un tel processus, à l'instar de ce que les historiens observent d'ailleurs dans la plupart des pays européens, battant en brèche au passage la « spécificité » qui serait celle des pays ibéro-américains, témoigne certes « de la difficulté, voire de l'impossibilité, à gérer pacifiquement l'alternance »[33], mais aussi de ne pas concevoir la lutte politique comme une « anormalité », qui est perçue comme une menace pour l'unité de la communauté, ainsi que le démontre fort justement J. Ph. Luis pour l'Espagne du XIXème siècle[34].

Et l'on observe d'ailleurs un jeu de bascule bien rodé entre officialité et clandestinité pour les membres des deux principaux camps en présence, qui tend à confirmer cette incapacité à accepter la dissension politique et à en régler les différends autrement que par la répression armée et la violence. Évoquant la façon dont José Tadeo Monagas, arrivé à la présidence en 1847, a choisi de traiter le règlement des soulèvements ruraux de 1846 en alliant, une fois encore, répression militaire et amnistie, ce qui lui vaut d'ailleurs la défection d'une partie de ceux qui l'ont soutenu au moment de son élection, l'historien G. García Ponce livre une donnée importante par rapport à la façon dont les opposants, c'est-à-dire les criminels d'hier, passent très rapidement dans le camp officiel en fonction des rapports de force en présence. En effet, dès lors que les partisans de Páez désavouent cette option choisie par le président Monagas et que l'appui principal du gouvernement en place devient le Parti Libéral d'Antonio Leocadio Guzmán[35], ce sont les officiels d'hier qui basculent à leur tour dans la guérilla. Dès le 24 janvier 1848, Monagas rompt ainsi ouvertement avec la majorité paecista du Congrès

[33] « Introduction. Quatrième partie. Gestion des sorties de crise. Des modèles complémentaires ou contradictoires ? », in Caron, Jean-Claude ; Chauvaud, Frédéric ; Fureix, Emmanuel ; Luc, Jean-Noël (sous la direction de), *Entre violence et conciliation. La résolution des conflits sociopolitiques en Europe au XIXème siècle*, Rennes, PUR, 2008, p. 273.
[34] Jean-Philippe Luis, « Violences politiques et conciliations en Espagne (1808-1868) », in *Ibid*., p. 290.
[35] L'un des principaux bénéficiaires d'ailleurs de cette politique d'amnistie.

qui entre en « guerre ». À partir de ce moment, « le général José Antonio Páez et d'autres caudillos du Parti Conservateur prenaient le chemin des armes. Les rôles étaient désormais inversés. Les anciens chefs guérilleros faisaient dorénavant partie des cadres du commandement de l'Armée Constitutionnelle, tandis que les généraux qui avant les combattaient étaient maintenant les chefs rebelles de factions en état de soulèvement. Ezequiel Zamora participa, comme chef, aux campagnes de Maracaibo et de 1849 ; José de Jesús González, el Agachado, avec le grade de capitaine, servit sous les ordres du général Trinidad Portocarrero. Nombre d'autres guérilleros intégrèrent les rangs du gouvernement : Zoilo Medrano, Pedro Manuel Rojas, Pedro Vicente Aguada, enfin la majorité des insurgés de 1846 et 1847 »[36]. C'est plus que signifiant pour l'analyse de la Faction de la Sierra et de ses chefs ; bien présents dans cette séquence officielle, conférant de la sorte à leur basculement dans la lutte factionnelle, en mars 1858, un sens politique que l'on ne saurait nier… et une réponse directe au renversement de Monagas et de son gouvernement à l'initiative des opposants réunis autour de Julián Castro qui provoque leur retour dans la clandestinité et dans la lutte armée.

Nous sommes donc bien ici face au cas de figure d'une mobilisation armée qui se constitue pour manifester son soutien au président poussé à la démission et contester le nouveau pouvoir en place, sous la direction de Julián Castro. Derrière cette mobilisation, la tentative d'hommes proches ou membres du parti libéral de reprendre le *leadership* politique et, à travers sa répression, la volonté des autorités d'en finir avec la dynastie des Monagas et ce qui est perçu par certains comme un trahison du libéralisme des années 40, dévoyé par la corruption de ce clan Monagas et de ses thuriféraires.

En outre, le basculement dans l'opposition armée traduit une culture politique où la notion d'opposant politique n'existe pas ; on a le plus souvent que des ennemis à combattre, et d'autant plus férocement que la distance sociale entre les camps en présence est très ténue, pour le moins au niveau des chefs de file. Dans le cas présent, les deux registres sont liés et on les combat d'autant plus durement qu'ils sont perçus comme des leaders qui troublent les esprits simples.

C'est la raison pour laquelle la Faction de la Sierra, comme mouvement armé non dénué de violences, ne peut être dissocié du fonctionnement du politique à proprement parler. Au même titre que les *pronunciamientos* rédigés pour apporter leur soutien à ce coup de force contre le pouvoir en place que nous analysons également dans le chapitre 4. Par conséquent, et à

[36] Guillermo García Ponce, *Las armas en la Guerra Federal*, Caracas, Ediciones La Muralla, 1968, p. 24. C'est nous qui soulignons.

rebours de la majorité des processus de type factionnel ou des mouvements de contestations violents étudiés ces dernières années à partir de cette grille de lecture d'une inscription de ces pratiques dans le champ du politique[37], les phénomènes ici observés n'interviennent donc pas en réaction à des élections contestées mais, pour les factieux de la Sierra (et quelques autres mouvements qui émergent au même moment) à ce que l'on peut considérer comme un coup d'État et, pour les autres, pour en saluer l'avènement en tant qu'initiateur du redressement de la nation et de la restauration d'authentiques institutions républicaines, après une décennie qu'il considèrent comme celle de la captation du pouvoir par la « dynastie des Monagas ». Cette tension participe de la détermination des autorités de rapidement mettre un terme à cette mobilisation factionnelle qui fragilise le nouveau pouvoir. Il faut pour ce faire lui donner un visage qui puisse servir de repoussoir afin d'éviter que la mobilisation ne prenne dans les campagnes où le potentiel de mobilisation est important. Ce visage est celui du banditisme et de la barbarie, de la rébellion sociale et non de la mobilisation politique (chapitre 4).

Pourtant c'est un tout autre paysage que l'on découvre en plongeant dans les ressorts de cette mobilisation, en se mettant à l'écoute de la « parole des factieux ». De ces hommes et de ces femmes qui ont jailli de l'archive, et qui ne sont pas à proprement parler des « sans noms » puisque ce sont plus de 600 personnes que l'on a pu nommément identifier. Par contre, ce sont des anonymes, des absents des chroniques et des livres d'histoire (nationale mais aussi régionale), dont on exalte souvent, surtout dans ces derniers, l'héroïsme et leur part dans la gloire de la province et de la nation et de ses luttes, mais dont rien n'est jamais dit concernant leur identité, leur quotidien, leurs misères, leurs fatigues, leurs gloires ou leurs bassesses.

Une telle immersion rajoute de la complexité à la compréhension de ce phénomène dès lors que l'« audition » des factieux ou présumés tels, met en lumière des logiques de mobilisation où la contrainte n'est pas absente, pas plus que les stratégies d'évitement des suspects pour éviter que la justice ne s'abatte sur eux. C'est au point d'équilibre entre ces extrêmes que se trouvent les ressorts de la longévité de cette Faction de la Sierra qui mobilise des centaines d'hommes durant des dizaines de mois, auxquels les chefs factieux donnent des armes et des munitions, bénéficiant de soutiens nombreux, symboliquement importants, et matériellement indispensables à sa survie (chapitre 5).

[37] C'est notamment la grille de lecture suggérée par Carlos Malamud et Carlos Dardé, dans leur présentation de Carlos Malamud ; Carlos Dardé (eds), *violencia y legitimidad. Política y revoluciones en España y América latina, 1840-1910*, Santander, Publicaciones de la Universidad de Cantabria, 2004, p. 15-16.

Dans les deux derniers chapitres enfin, nous nous attacherons, d'une part, à décrypter les violences qui se déploient dans le cadre des actions menées par la Faction de la Sierra, qui traduisent tout à la fois les difficultés à évoluer dans un contexte de forte répression et de règlements de compte interpersonnels, mais aussi la fragilité des institutions à réguler cette même violence, leurs représentants y cédant parfois à leur tour (chapitre 6). D'autre part, à analyser la façon dont l'appareil judiciaire se met en marche pour empêcher les factieux de nuire, mais aussi pour ramener l'ordre social et la concorde, oscillant sans cesse entre la répression et la grâce (chapitre 7).

# Chapitre 1 : De l'archive à l'objet d'histoire

## 1. La Faction de la Sierra, une faction ?

Ce terme de « faction », employé pour qualifier le groupe qui se mobilise et prend les armes, en mars 1858, en faveur du président déchu, ainsi que ceux qui se constituent au même moment[1], ne manque pas de surprendre. Dans la plupart des cas en effet, le terme de faction renvoie, à l'époque, à celui de clan politique, qui peut occasionnellement prendre les armes et s'affronter afin de reprendre le leadership politique, mais ne sont pas des groupes exclusivement armés.

Si l'on en juge par la bibliographie qui mobilise ce concept et/ou tente d'en faire l'analyse, la Faction de la Sierra, est une faction atypique. Mais atypique surtout en raison du moment où elle survient, davantage que par ce qu'elle est effectivement. Par conséquent, ce n'est que très imparfaitement que cette production peut aider à en cerner la physionomie. Qu'il s'agisse des travaux, relativement nombreux, consacrés aux luttes factionnelles telles qu'elles se produisent tout particulièrement au moment de la Révolution française[2], ou ceux qui se sont efforcés, à l'instar de J.-L. Briquet pour la Corse[3], de comprendre les processus d'hybridation des pratiques et des luttes politiques tout au long du XIXème, visant à démontrer la dynamique propre à ces pratiques. En revanche, ces derniers travaux sont extrêmement précieux pour aider à décoder ce qui se joue dans ces formes de mobilisations rurales, plus ou moins violentes, qui s'opposent aux injonctions du pouvoir et au système normatif que les autorités centrales, ou métropolitaines, veulent implanter.

Plus récemment, les enquêtes menées dans le cadre de l'histoire conceptuelle, en décortiquant l'usage, entre autres, de ce concept dans les textes, sur un siècle[4], bien qu'elles

---

[1] Comme nous le verrons dans les pages qui suivent, la plupart des mouvements armés qui se constituent au moment de la Guerre Fédérale sont en effet qualifiés de faction, et leurs membres souvent accusés d'être des factieux. Voir sur ce point l'étude que N. Harwich a consacré au Canton de Ocumare de la Costa, situé au nord de la province de Carabobo. Nikita Harwich, « Pouvoir local et commotion civile : la Guerre Fédérale à Ocumare de la Costa (1858-1863) », in *Penser l'histoire de l'Amérique latine. Hommage à François-Xavier Guerra. Textes réunis par Annick Lempérière*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, pp. 207-221.

[2] On pense notamment aux travaux de Sophie Wannich, « L'étranger dans la lutte des factions », *Mots*, mars 1988, n° 16. *Numéro spécial. Langages. Langue de la Révolution française*, pp. 111-130; et de Pierre Retat, « Partis et factions en 1789 : émergence des désignants politiques », *Ibid*., pp. 69-89.

[3] Briquet, Jean-Louis, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, coll. Socio-histoire, 1997.

[4] Parmi ceux-ci, le vaste projet intitulé *Iberconceptos*, piloté par Javier Sebastián et réunissant des chercheurs travaillant sur l'Amérique espagnole et portugaise ainsi que sur la Péninsule ibérique. Le second volet de cette enquête comprend les concepts « Partido/facción ». Voir la synthèse de Cristóbal Aljovín de Losada et Alex Loayza Pérez, « Entre la unidad y la pluralidad. Partido-facción en Iberoamérica, 1770-1870 » et notre article sur le Venezuela, in *Diccionario Político y Social del Mundo Hispanoamericano. Conceptos Políticos en la era de la revoluciones, 1750-1850* Volumen II, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, (à paraître en 2013).

renvoient là aussi essentiellement à la faction comme versant négatif du parti, en tant qu'élément de division du corps politique, permettent de repérer certains éléments intéressants.

Dans l'introduction de l'ouvrage récent de I. Zubizarreta, Hilda Sabato salue parmi les apports de son travail, le fait d'avoir contribué à donner sens au terme « faction » et à son dérivé « factieux ». C'est-à-dire à l'un des concepts les plus utilisés pour caractériser « les groupements politiques du XIX siècle en Amérique latine et que l'on a appliqué en Argentine » aux groupes les plus importants des premières décennies du XIX : les unitaires et les fédéraux[5]. Pourtant, souligne-t-elle, ce concept est « très utilisé mais peu théorisé », comme si « son usage suffisait à rendre comte d'une forme de fonctionnement politique »[6]. Elle précise également que le terme était très utilisé à l'époque pour faire référence « à un trait que l'on jugeait condamnable : la propension à la division politique ». C'est la raison pour laquelle on « l'appliquait en général péjorativement pour disqualifier » un groupe considéré comme une faction ou une situation « factieuse ». Les historiens ajoute-t-elle se sont ensuite réappropriés ce terme pour qualifier les groupes politiques de cette époque, considérant que le concept de « parti politique » n'était pas adapté pour les caractériser.

L'acception péjorative des termes « faction » et « parti » est commune aux espaces qui entreprennent leur révolution politique au tournant du XVIIIème et du XIXème et elle se poursuit une grande partie du XIXème siècle, et les ambiguïtés de leur usage renvoient aux cultures politiques de l'époque. En effet, dans une culture politique de type ancien, où l'unanimité est l'horizon d'attente du politique, toute menace à l'unité du corps politique et à l'ordre public est condamnable et condamnée, au premier rang desquels les partis et les factions. Tension que l'on retrouve d'ailleurs dans la façon dont les acteurs politiques de l'époque (en particulier au moment des indépendances, dans le cas des Amériques), appréhendent l'apparition d'une opinion publique dans le sens moderne, liée à la notion de sphère publique[7].

En considérant les différences conceptuelles établies par les historiens du politique et de la philosophie de l'histoire, on observe au Venezuela, pour cette même période, à l'exception

[5] Hilda Sabato, « Prólogo », in Ignacio Zubizarreta, *Los unitarios : faccionalismo, prácticas, construcción identitaria y vínculos de una agrupación política decimonónica, 1820-1852*, Stuttgart, Akademischer Verlag Stuttgart, 2012, p. 9-10.

[6] *Ibid*., p. 10.

[7] Pour une analyse d'ensemble sur ces questions, se reporter, à l'ouvrage coordonnée par François-Xavier Guerra et Annick Lempérière, *Los espacios públicos en el mundo iberoamericano, ambiguedades y problemas. Siglos XVIII-XIX*, Mexico, FCE-CEMCA, 1998. Pour le cas vénézuélien, voir également notre article : « Opinion publique et représentation dans le Congrès Constituant vénézuélien (1810-1812) », *Annales Historiques de la Révolution Française*, n° 365 « Lumières et révolutions en Amérique latine », Juillet-septembre 2011, pp. 153-175 ainsi que celui de Juan Carlos Rey « Esplendores y miserias de los partidos políticos en la historia del pensamiento venezolano », *Boletín de la Academia Nacional de la Historia*, n° 343, Tomo LXXXVI, segundo semestre 2003, pp. 9-43.

des années 1840, que c'est la conception du parti comme simple « groupement d'individus qui partagent des idées ou des intérêts » qui prévaut, laquelle peut facilement renvoyer à l'accusation de «faction » et non pas au parti organique moderne qui présuppose des attributs très précis[8].

C'est précisément sur ce point que les années 1840 marquent un tournant dans le paysage politique vénézuélien. En 1840 est en effet créée une formation politique qui s'auto-intitule Parti Libéral, avec une organisation propre et un journal, *El Venezolano*, et dont l'objectif est de représenter ce que Fr. González Guinán appelle « l'opposition légale »[9]. Ses membres fondateurs, significativement, accompagnent cette création d'une réflexion politique sur le concept de « parti », qui marque une rupture sémantique très importante dans la mesure où, pour la première fois, le parti politique est considéré comme un élément positif et essentiel du fonctionnement du politique, mais aussi en termes de reconnaissance du pluralisme politique comme base du régime représentatif. La pluralité est pensée comme un bénéfice pour la démocratie et non comme une menace à l'unité du corps politique.

Plus précisément encore, et au plus près de notre objet, l'un des fondateurs du parti, Antonio Leocadio Guzmán fait paraître dans *El Venezolano*, cette même année 1840, un texte programmatique en ce sens, dans lequel il tient à établir, de façon significative et en se référant au modèle anglais, une distinction entre parti et faction, lorsqu'il affirme à propos de la notion de pluralisme qu'il défend, que « cette pluralité des opinions ne doit pas être confondue avec les factions », dans la mesure où « la faction est une partialité de gens insurgés ou en rébellion »[10] alors que le parti, précise-t-il dans un article postérieur, est « une alliance entre ceux qui ont une même opinion et qui représente un élément de liberté et de progrès »[11]. De façon prémonitoire et, dans le même temps paradoxale, il condamne par cette analyse la réaction des chefs de la Faction de la Sierra, des libéraux qui, en prenant les armes pour défendre le président Monagas ont versé dans ce qu'il appelle « la haine et la rancune » qui caractérisent « les factions, les insurgés et les rebelles, ceux qui abandonnant la discussion en appellent à des actions condamnables et condamnés »[12]. On ne saurait donc les confondre avec les « partis civils » dans lesquels « peuvent, librement et légalement se diviser les opinions pacifique des Vénézuéliens ».

---

[8] Pierre Rosanvallon, « Partis et factions », in Philippe Raynaud (Dir.), *Dictionnaire de philosophie, Paris*, Presses universitaires de France, 1996, p. 449.

[9] Francisco González Guinán, *Historia contemporánea de Venezuela* [1910], Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República de Venezuela, 1954, vol. III, p. 148.

[10] Antonio Leocadio Guzmán, « La nación y los partidos », *El Venezolano*, n° 2, 31 août 1840.

[11] Antonio Leocadio Guzmán, « El Daguerrotipo », *El Venezolano*, n° 23, 4 janvier 1841.

[12] Antonio Leocadio Guzmán, « La nación y los partidos », *op. cit.* Pour replacer cette analyse dans une dynamique de plus longue durée, cf. notre article « Partido/facción. Venezuela, 1750-1850 », in *Diccionario Político y Social del Mundo Hispanoamericano. Conceptos Políticos en la era de la revoluciones, 1750-1850* Volumen II, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, (à paraître en 2013).

Or, par un curieux renversement, en retrouve ici définie la faction de façon similaire à ce que le terme recouvrait jusqu'à la fin du XVIIIème siècle où il était employé pour décrire les rébellions et renvoyait à l'image négative d'action armée et de groupes de rebelles. Signalons d'ailleurs que, de façon très significative, Antonio Leocadio Guzmán reprend, sans la citer, pour sa définition de la faction comme « partialité de gens insurgés ou en rébellion », l'une de celles proposées par le Dictionnaire de la *Real Academia Española* de 1780[13]…

La différence qu'il établit ainsi est quasiment ontologique et ne peut que ratifier que la Faction de la Sierra ne correspond pas à un groupe politique de cet ordre, même si ces trois chefs principaux sont affiliés, membres même pour l'un d'entre eux, au parti libéral qui voit le jour en 1840 et prennent les armes pour défendre un président lui aussi identifié comme libéral. Mais la Faction de la Sierra n'est pas le parti libéral ; et si ce dernier et ses membres subissent les attaques des nouveaux maîtres du pouvoir, à partir de mars 1858, ils ne sont pas directement à l'origine de la constitution de la Faction de la Sierra.

Cette dernière n'est pas un groupe politique à proprement parler, qui suppose en outre, à l'époque, une certaine homogénéité sociale ; c'est un groupe, au départ de trois hommes, dont l'objectif premier est de prendre les armes pour réclamer le retour du président déchu et qui, ensuite, agrège autour de lui, pendant quelque 18 mois, une myriade d'acteurs dont le profil social dominant, bien différent de celui de leurs chefs, est celui du petit paysan, le plus souvent salarié dans une hacienda. On ne lui connaît pas de slogan autre que celui déjà énoncé, pas plus qu'elle n'est traversée de débats internes, même si ceux qui la dirigent sont des acteurs qui ont pesé et pèsent sur la scène politique et militaire depuis les années 40. En cela, et à la différence de la faction des Unitaires qui évoluent en Argentine au XIXème, étudiée par I. Zubizarreta, il ne s'agit pas d'une faction politique, y compris dans le sens qui est le sien au XIXème siècle[14].

Si l'on change d'échelle et que l'on observe ce processus au niveau de la zone où évolue la Faction, on s'aperçoit qu'elle ne résulte pas non plus de la division d'une communauté locale en deux factions rivales, à l'instar de ce qu'a étudié Fr. Ploux pour les communautés rurales du Lot au XIXème siècle[15]. Néanmoins, on retrouve dans les enjeux sous-jacents à ces luttes de factions de la région du Lot, des dynamiques similaires. En effet, si dans le cas de la Sierra

[13] « Facción », in *Diccionario de la lengua castellana compuesto por la Real Academia Española, reducido a un tomo para su mas fácil uso*, Madrid, Por D. Joaquin Ibarra, impresor de Cámara de S. M. y de la Real Academia, 1780, p. 461. Cette définition est également mentionnée par Cristóbal Aljovín de Losada et Alex Loayza Pérez, « Entre la unidad y la pluralidad. Partido-facción en Iberoamérica, 1770-1870 », in *Diccionario Político y Social del Mundo Hispanoamericano. Conceptos Políticos en la era de la revoluciones, 1750-1850, op. cit.*

[14] Ignacio Zubizarreta, *Los unitarios : faccionalismo, prácticas, construcción identitaria y vínculos de una agrupación política decimonónica, 1820-1852*, Stuttgart, Akademischer Verlag Stuttgart, 2012.

[15] François Ploux, « Luttes de factions à la campagne. L'exemple du Lot au XIXe siècle », *Histoire & Société Rurales*, vol. 22, 2004/2, p. 105.

deux factions ne s'opposent pas, il n'en demeure pas moins qu'au-delà de la défense de Monagas, proclamée par les chefs et répétée dans les interrogatoires de suspects et des témoins, la mobilisation armée des factieux recrutés, plus ou moins de façon forcée, met à jour une conflictivité latente, à l'intérieur des communautés, mais aussi à l'échelle du canton et de la province, où la vengeance sociale le dispute à la lutte pour assumer le leadership local. Et c'est précisément à l'articulation de ces deux échelles qu'il existe un point de passage propice à « l'infiltration de la politique dans la dispute »[16] et par conséquent à l'intégration de ces communautés locales à l'espace national et à ses enjeux.

De même, les factions du Quercy tout comme celle de la Sierra présentent la particularité d'être temporaires et instables, à la différence des factions politiques à proprement parler qui s'inscrivent plus durablement dans le paysage politique, même si les membres qui la composent sont volatiles et passent facilement d'une faction à une autre dans ce moment où les identités partisanes sont encore peu cristallisées. Si tel était le cas d'ailleurs, on ne verrait pas les chefs factieux de la Sierra et leurs *cabecillas* battre sans répit la campagne pour recruter des hommes et les convaincre ou les forcer à entrer dans leur rang. Une faction comme celle de la Sierra est une coalition temporaire. On peut ajouter, si l'on reprend la définition de la faction proposée, dans les années 1970 par l'un des tenants de l'anthropologie sociale anglo-saxonne, que ce type de coalition, n'existe « que dans et par le conflit », même si, différence supplémentaire, ce n'est pas « contre une coalition de même nature »[17] que la Faction de la Sierra se mobilise, mais contre le nouveau pouvoir en place et ses partisans locaux. De plus, cette faction en tant que telle ne survit pas à l'arrestation de l'un de ses chefs et à la mort d'un autre.

L'autre caractéristique commune à ces différents types de factions, concerne la façon dont elles se constituent en tant que telle, qui puise en grande partie aux réseaux de solidarité et de dépendance locaux, même si pour son noyau dur vient s'y greffer le « libre choix de sujets manifestant en toute autonomie une opinion particulière »[18]. Ces modalités de « recrutement » renvoient au principe d'incertitude quant au positionnement des paysans et des villageois et font de ce levier un élément de « persuasion » pour l'intégration dans la faction. Celle-ci se fait en effet très souvent en fonction de leur appartenance à une clientèle constituée autour du propriétaire d'une hacienda, qui forment des solidarités verticales plus coercitives, ou à des réseaux fondés sur la parenté ou l'amitié, le *compadrazgo*, qui obéissent à des mécanismes

[16] *Ibid.*
[17] Nous nous référons ici aux travaux de Jeremy Boissevain, en particulier *Friends of Friends. Networks, Manipulators and Coalitions*, Oxford, Basil Blackwell, 1974, p. 171 et sv.
[18] François Ploux, « Luttes de factions à la campagne. L'exemple du Lot au XIXe siècle », *op. cit.*, p. 127.

d'agrégation horizontale[19]. Les chefs factieux font en ce sens « appel à leurs clients et à leur domesticité » qui constituent le second cercle de la Faction après les *cabecillas*[20]. Dans les deux cas d'ailleurs, celles du Lot et de la Sierra, elles sont dotées, là encore au-delà des spécificités de la Faction de la Sierra dans sa dynamique d'action et d'interaction, d'une morphologie relativement similaire : une nébuleuse d'individus où l'on distingue un noyau dur de membres fortement impliqués et des « marges moins actives ; des membres qui sont liés par un ensemble de liens les uns verticaux (de dépendance), les autres de solidarité horizontale[21].

Si la Faction de la Sierra est bien, en premier lieu, une faction armée, déconnectée du parti dont elle se réclame, son fonctionnement n'en n'exprime pas moins son inscription dans les enjeux politiques de son temps, au même titre qu'elle contribue, dans les provinces où elle se déploie, à une politisation du social et des acteurs qui en sont membres plus ou moins consentants et, par la même, à une certaine socialisation des idées politiques[22]. Ce qui permet de comprendre qu'on la craint et qu'on la condamne en la réduisant à une bande de bandits de grands chemins, afin de désamorcer le potentiel dont elle est porteuse et qui l'érige, à son corps défendant, en événement.

## 2. Une parenthèse historiographique

Plus qu'un bilan exhaustif, ces pages ont avant tout pour objectif de dresser un tableau d'ensemble de la production historiographique sur la période ici étudiée. Nous nous y arrêterons à nouveau cependant au fil des chapitres qui scandent cet ouvrage.

Pour qui veut s'aventurer sur les chemins du Venezuela en ce mitan du XIXème siècle, le voyage se fera sans cartes, ou presque, et il faudra faire preuve de véritables qualités de détective ou pour le moins disposer d'une bonne boussole. De fait, la période durant laquelle se déploie la Faction de la Sierra correspond à un creux dans une historiographie vénézuélienne déjà lacunaire pour l'ensemble de l'histoire politique du XIXème, à l'exception d'ouvrages et articles déjà anciens, peu problématisés, et parfois polémiques. Peu ou pas de travaux récents renouvelant la question. Qui plus est, la période qui précède la guerre fédérale

[19] On retrouve ici encore des caractéristiques similaires au cas du Lot, même si le contexte de l'affrontement est relativement différent, tant au niveau des enjeux que des acteurs qu'ils mettent aux prises.
[20] De nombreux travaux ont été consacrés, pour les mondes ibériques, à ces questions des réseaux, de parenté et de clientèle, et au *compadrazgo*. Une bonne synthèse de ces débats figure dans un dossier coordonné par Michel Bertrand, Zacarías Moutoukias et Jacques Poloni-Simard : *El análisis de los grupos sociales : balance historiográfico debate crítico*, in *Anuario IEHS* (Tandil-Argentina), n° 15, 2000, pp. 17-205.
[21] *Ibid*., p. 131-132.
[22] Cf. sur ce point le travail alors très novateur mené, il y a quelques années, dans le cadre du programme « Souveraineté et pouvoir local » de l'UMR TELEMME et dont l'une des journées d'études était consacrée au thème « Partis, factions, lignées et pouvoir local », publié dans *Rives méditerranéennes*, et introduction par Christine Peyrard : « Introduction », *Rives Méditerranéennes*, n° 1, 1998, pp. 19-23.

correspond à un manque de données d'époque, en particulier économiques[23], ayant pour conséquence que les travaux font souvent l'impasse sur les deux années 1857-1858, pourtant cruciales pour comprendre le déclenchement de cette deuxième guerre civile d'importance (par sa durée et les territoires concernés) qui frappe le Venezuela depuis son accession à l'indépendance.

Il y a certes les grands classiques du tournant de la fin du XIXème et du début du XXème siècle, mais depuis lors peu de travaux sont venus apporter un regard scientifique neuf sur ces années et au-delà d'ailleurs sur une grande partie du XIXème siècle. De même, il n'existe que peu de recherches nouvelles sur la période de la Guerre Fédérale en tant que telle, même si quelques études de qualité ont été publiées ces vingt dernières années[24]. Période difficile certes que ce second XIXème vénézuélien, caractérisé par une forte instabilité politique et des conflits civils qui secouent tout à tour les différentes parties du pays, dans un contexte économique dégradé. Il n'en demeure pas moins que l'on ne peut qu'être frappé par ce vide historiographique, qui constitue comme une parenthèse regrettable entre la période des indépendances où, malgré la persistance, voire la réapparition, d'une *historia patria*, un renouvellement s'est malgré tout produit ces dernières années, notamment à la faveur, ou à cause de la commémoration du bicentenaire[25], et le début du XXème siècle où des travaux de qualité ont ouvert des perspectives d'analyse intéressantes sur la période, en particulier celle qui court entre la dictature de Gómez et celle de Pérez Jiménez.

Seule exception peut-être, la décennie 1840 qui est tout à la fois celle de la naissance du parti libéral mais aussi des révoltes rurales de 1846, au cours de laquelle émergent de nouvelles figures héroïques et héroïsées. En effet, l'historiographe pâtit encore largement, en ce qui concerne le second moment tout particulièrement, des travaux d'orientation marxiste publiés à partir de la fin des années 50 qui ont voulu voir dans ces révoltes une première expression d'une lutte de classes entre des paysans opprimés luttant contre les « oligarques », pour le droit à la terre, acquis à une idéologie qualifiées par certains de « marxiste », comme on peut le lire dans les biographiques autorisées de Ezequiel Zamora ou dans certains travaux sur ces mouvements paysans, notamment dans certaines histoires régionales. Cette école

[23] Un article de Asdrubal Baptista le montre bien, en particulier son tableau sur l'activité économique au Venezuela entre 1830 et 1920, publié en annexe. De fait, aucune donnée ne figure pour les années 1856, 1857 et 1858, alors qu'il s'est appuyé sur des documents d'importance, en particulier : Miguel Izard, *Series estadísticas para la historia de Venezuela*, Mérida, Universidad de los Andes, 1968. Voir Baptista Asdrubal, « Una Nota Sobre el Desenvolvimiento de la Economía Venezolana, 1830-1920 », *Latin American Research Review*, vol. 23, n° 3, 1988, pp. 108-116.

[24] On pense en particulier aux travaux de Catalina Banko, notamment *Las luchas federalistas en Venezuela*, Caracas, Monte Avila Editores/Celarg, 1990 ou de Elías Pino Iturrieta, *País archipiélago, Venezuela, 1830-1858*, Caracas, Fundación Bigott, 2004.

[25] Il faut espérer que cette montée en puissance de publications de qualité en histoire du politique sur la période ne soit pas éclipsée par une production, plus opportuniste, qui a commencé à apparaître dans le cadre du bicentenaire.

historiographique a été très puissante au Venezuela. Ces principaux représentants en ce qui concerne la période ici mentionnée sont en premier lieu Federico Brito Figueroa qui, en dépit de l'importance que revêtent ses travaux sur les structures économiques et sociales du pays et sur l'esclavage, a largement contribué à l'héroïsation d'Ezequiel Zamora dont il a fait la figure du proue d'un libéralisme populaire, par opposition au fondateur du parti libéral, Antonio Leocadio Guzmán dont l'engagement n'aurait été motivé que par l'ambition politique[26]. Dès les années soixante d'ailleurs, l'historien Germán Carrera Damas se livrait à une analyse d'autant plus stimulante de ce courant historiographique qu'il en partageait alors nombre de postulats[27]. En outre, on assiste, à partir de la fin des années 1990, à une montée en puissance de ce que l'on pourrait appeler une revendication de l'apport du marxisme au service d'une nouvelle histoire officielle promue par les chavistes, visant à enraciner les luttes du présent dans un long passé de lutte de classes. On peut citer pour l'exemple le travail récent de R. López-Sánchez, historien à l'université del Zulia à Maracaibo (Venezuela)[28], qui considère que l'histoire est « écrite par les élites et cherche à éviter que les classes dominées acquièrent une conscience (...) de leur capacité à transformer la société »[29]. Il affirme également que la lutte des classes n'est pas une invention des marxistes du XXe siècle » et que « la lutte populaire est inséparablement liée à la naissance et au processus historique du Venezuela comme République », dès lors que depuis la crise de la société coloniale selon lui, « les masses populaires sont devenues des protagonistes de notre histoire » et, à chaque fois qu'un régime politique a été contre les intérêts populaires, l'insurrection sociale s'est de nouveau manifestée par le biais de révolutions politiques réitérées (...) »[30]…

Concernant l'appréhension de ces mouvements politiques populaires par l'historiographie marxiste vénézuélienne, qui imprime fortement encore certains écrits, on peut affirmer qu'ils n'ont pas fait leur mutation et n'ont toujours pas emprunté la « voie royale d'une sortie du déterminisme économique et d'un dépassement des problématiques marxistes de la révolution bourgeoise », tracée par E. Labrousse dans les années 1950[31], en dépit d'un certain nombre de chantiers ouverts dans le sillage des recherches menées par Guy Thompson dans les années

[26] Cf. Infra, chapitre 2.
[27] Germán Carrera Damas, *Historiografía marxista venezolana, y otros temas*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1967, 158 p.
[28] Roberto López-Sánchez, « La historiografía venezolana ante los nuevos paradigmas », *Proj. História*, São Paulo, (32), 2006, pp. 31-53.
[29] *Ibid*., p. 37.
[30] *Ibidem*, p. 47.
[31] Sur le changement de paradigme ainsi introduit par Ernest Labrousse, voir l'item lumineux que lui consacre Ph. Boutry : « Le 'moment labroussien' de l'histoire de la IIe République », in Philippe Boutry, « Postface », in Maurice Agulhon, *1848 ou l'apprentissage de la République, 1848-1852*, Paris, Editions du Seuil, collection Points histoire, 1992/2002, pp. 306-312.

90, sur le Mexique[32] et des travaux qu'il a impulsé dans cette même voie au cours de la décennie suivante, comme en témoigne l'ouvrage qu'il a coordonné sur la réception de 1848 dans les Amériques et où une fois encore le Venezuela est un des rares pays à ne pas faire l'objet d'une étude[33]. Pourtant, ni le déterminisme économique, ni la géographie politique ne peuvent à eux seuls expliquer ces processus d'apprentissage du politique ; il faut, pour en déchiffrer les logiques, opérer un changement d'échelle. En revanche, des travaux d'importance ont été publiés, ces dernières années, relativement à l'émergence d'un premier libéralisme, dans une perspective toutefois d'histoire des idées politiques et non pas des pratiques en tant que telles[34].

Une autre caractéristique de cette production historiographique est le caractère parfois confidentiel de publications pourtant importantes. C'est le cas en particulier de l'un des derniers ouvrages de E. Pino Iturrieta, indépendamment de recueils d'articles publiés plus récemment[35], qui pourtant constitue une mise au point éclairante de l'histoire du Venezuela de la première moitié du XIXème siècle, car significativement, cette étude s'arrête en 1858[36].

Ce sont donc les auteurs du début du XXème siècle, positivistes pour la plupart d'entre eux, mais de sensibilité et d'approche différentes, qui nous livrent, en définitive, les analyses les plus précieuses pour entreprendre de décrypter ce qui se joue durant cette décennie 1850, pivot dans l'histoire du pays. En effet, elle succède aux révoltes paysannes de 1846, dont les conséquences, politiques, sociales et symboliques, constituent des clés de compréhension de l'explosion factionnelle de la fin des années 1850, même si une partie de l'historiographie a eu tendance à surinvestir en ce sens, mais aussi de la conflictivité que connaît la société vénézuélienne par la suite, notamment dans son rapport au politique. Enfin, elle est aussi la décennie de l'abolition de l'esclavage (1854), et elle s'achève sur la Guerre Fédérale.

Parmi eux, trois grands auteurs sont à distinguer pour avoir consacré à la période une œuvre d'importance, qu'il s'agisse d'un ouvrage en tant que tel, ou d'un ou plusieurs volumes d'une histoire plus générale du Venezuela : L. Level de Goda, témoin et acteur, libéral, des événements de 1858-1859, qui publie en 1889 une *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)*[37] ; Lisandro Alvarado et son *Historia de la Revolución Federal*

[32] Guy P. C. Thomson, « Popular Aspects of Liberalism in Mexico, 1848-1888 », *Bulletin of Latin American Research*, vol. 10, n° 3, 1991, pp. 265-292.
[33] Guy P. C. Thomson (ed), *The European revolution of 1848 and the Americas*, Londres, Institute of Latin American Studies, 2002, 240 p.
[34] C'est le cas notamment des travaux d'Elena Plaza qui se trouvent dans la bibliographie.
[35] C'est ce qui s'est entre autres produit avec le livre de Elías Pino Iturrieta, *Ideas y mentalidades de Venezuela*, Caracas, Editorial Alfa, 2008, 449 p.
[36] Elías Pino Iturrieta, *País archipiélago, Venezuela, 1830-1858*, Caracas, Fundación Bigott, 2004, 436 p.
[37] Caracas, Imprenta Nacional, 1954, Tomo 1, 791 p.

*en Venezuela*, parue en 1909[38] ; Francisco González Guinán, dont l'*Historia contemporánea de Venezuela* est publiée pour la première fois, dans son intégralité, en 1910[39]. Aux côtés de Level de Goda, ce dernier « commence sa vie politique avec la révolution de Mars 1858 »[40] et tous deux appartiennent à la génération des historiens de l'immédiat après-guerre fédérale, même s'ils sont de sensibilité politique différente, Fr. González Guinán ayant fait partie du cercle rapproché du président Guzmán Blanco.

Très riches, en données factuelles et en analyse, parfois subjective, de la situation, ces ouvrages comportent également, dans la bonne tradition historiographique qui est la leur, de nombreux extraits de documents et de discours qui viennent à l'appui de leur démonstration ou qui, parfois, en font office. En revanche, en raison de la grille de lecture qu'ils adoptent, ils ont, avec d'autres, largement contribué à forger une image négative des décennies postérieures à 1830 et jusqu'à la fin du siècle, durant lesquelles le pays aurait uniquement été, après les prouesses des héros de l'indépendance, la proie de l'instabilité politique et de la violence. Le fait que L. Alvarado qualifie le moment 1858 de « révolution », donne le ton, quand on sait que pour lui la révolution constituait une « aberration » ou, pour reprendre l'image plus prosaïque employée par Mariano Picon-Salas dans sa note de présentation de l'édition de 1956, « un tremblement de terre, un venin dévastateur ou une sortie des eaux catastrophique »[41]. Diagnostic partagé d'ailleurs par un autre des grands auteurs positivistes de l'époque, J. Gil Fortoul, à qui l'on doit l'incontournable *Historia constitucional de Venezuela*[42], lorsqu'il affirme que « tandis que la vie sociale parvenait à se transformer lentement grâce à l'action lente du temps et par les communications plus fréquentes avec la civilisation étrangère, la vie politique suivait son cours fatal entre les obstacles du personnalisme et l'ouragan des révolutions »[43].

Comme le souligne E. Pino Iturrieta dans un article très (trop ?) critique consacré justement à l'historiographie sur le XIXème siècle, « en s'occupant d'analyser les racines proches [du mal], avec pour objectif de justifier un régime centralisé et autoritaire », les auteurs positivistes, auxquels il convient d'ailleurs d'ajouter l'œuvre au demeurant

[38] In *Obras completas de Lisandro Alvarado*, Caracas, Ministerio de Educación/Dirección de Cultura y Bellas Artes, 1956, vol. V, 662 p.
[39] Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República de Venezuela, 1954, volumes V et VI tout particulièrement.
[40] Ainsi que le signale E. Bernardo Nuñez dans le prologue de ses Mémoires : Enrique Bernardo Nuñez, « Prólogo », in Francisco González Guinan, *Mis Memorias*, Caracas, Ediciones de la Presidencia, 1964, p. 2.
[41] Picon-Salas, Mariano, « El Doctor Lisandro Alvarado », in Alvarado, Lisandro, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela*, *Obras completas de Lisandro Alvarado*, Caracas, Ministerio de Educación/Dirección de Cultura y Bellas Artes, 1956 vol. V, p. XIII.
[42] José Gil Fortoul, *Historia Constitucional de Venezuela [1907]*, Caracas, Librería Piñango, 1967, 5ème édition, 3 Tomos.
[43] in Alicia Hernández Chávez ; Manuel Miño Grijalva (coord.), *Cincuenta años de historia en México*, México, El Colegio de México, 1991, vol. 1, p. 58.

fondamentale du sociologue et historien L. Vallenilla Lanz « ont tracé un lugubre panorama du passé immédiat »[44]. Sans nous attarder davantage sur ces questions, notons que, de façon significative, les auteurs des générations postérieures ne démentent pas ce diagnostique et ces jugements de valeur. Qu'il s'agisse des historiens qui tiennent pourtant à se distancier des « orientations comtiennes », ou de ceux qui adoptent des grilles de lectures radicalement différentes, en particulier les historiens marxistes qui, pour certains d'entre eux d'ailleurs, se montrent bien moins véhéments envers ces prédécesseurs-là, qu'ils ne le sont à l'égard des historiens qu'ils qualifient de « bourgeois ». F. Brito Figueroa, auteur prolixe sur cette période et tout particulièrement sur les mouvements paysans de la décennie 1840, est à cet égard révélateur d'un tel constat. En effet, seuls trouvent grâce à ses yeux, et de façon apparemment paradoxale, les auteurs positivistes de la fin du XIXème et début du XXème siècles, Lisandro Alvarado, José Gil Fortoul, Laureano Vallenilla Lanz malgré, ajoute-t-il, leur « phobie anti-révolution libérale »[45], dès lors qu'il partage leur analyse de la situation de la propriété foncière à l'issue des guerres d'indépendance, laquelle se caractérise en premier lieu par un « transfert » des haciendas coloniales des anciens propriétaires (expropriés ou émigrés) au bénéfice de certains chefs de l'indépendance, en particulier Páez et Monagas, qui deviennent les plus riches propriétaires du pays alors qu'au moment de leur engagement dans la guerre d'indépendance ils étaient sans biens. La structure agraire, selon ces deux traditions de pensée, ne change donc pas, si ce n'est de mains, et tend même à s'étendre aux dépens des terres inexploitées (nationales et municipales) intégrant ainsi au domaine privé de vastes portions du territoire national, et dont l'un des principaux bénéficiaires à l'époque qui nous intéresse ici est le clan Monagas[46].

Il n'en demeure pas moins que le jugement des historiens positivistes est sans nuance contre les leaders de ces mouvements libéraux et les acteurs populaires qui ont parfois suivi leurs bannières, à l'opposé d'une historiographie marxiste hagiographique, voire caricaturale, notamment dans la production relative à ce qu'elle appelle « les luttes paysannes » où l'anachronisme idéologique le partage avec une méconnaissance des processus politiques du XIXème, et tout particulièrement de la première moitié du siècle[47]. M. Picón Salas se fait l'écho positif des historiens positivistes lorsqu'il considère, louant la tâche entreprise par

[44] Elías Pino Iturrieta, « El siglo XIX en Venezuela : sugerencias para una nueva interpretación », *op. cit.*, p. 58.
[45] Brito Figueroa, Federico, *Tiempo de Ezequiel Zamora* [1974], Caracas, UCV/Ediciones de la Biblioteca, 1981, p. 27.
[46] Nous revenons de façon plus approfondie sur ces questions dans le chapitre 2.
[47] Point n'est besoin de développer sur ce point, mais il est vrai que les propos tenus par certains des auteurs, parmi lesquels des sociologues, laissent pantois. C'est tout particulièrement le cas de l'article de Raúl C. Domínguez, « Un siglo de luchas políticas campesinas en Venezuela », González Casanova, Pablo (coord.), *Historia política de los campesinos latinamericanos*, México, Siglo veintiuno/UNAM, 1985, vol. 3 : Colombia, Venezuela, Ecuador, Perú, Bolivia, Paraguay, pp. 73-95.

Alvarado qui a permis de « mettre à jour aux côtés de la Venezuela des lois et des institutions écrites, une autre, populaire et paysanne soumise à la grande intempérie de l'inculture et de la nature, que « malheureusement pour le pays de ces années-là, Martín Espinosa, el 'Chingo Olivo', Zoilo Medrano ou 'El Agachao' (sic) étaient tout autant vénézuéliens que Pedro Gual ou Fermín Toro ». Il conclut sans détour en affirmant que « les délits politiques vénézuéliens, thème d'une des premières recherches historiques de L. Alvarado, étaient pour la plupart un produit naturel de l'arriération et de l'ignorance » et que « 'l'envie' et le 'ressentiment', sans aucun frein logique, portaient ces hommes à cheval de la guerre de la Fédération »[48]…

Bien qu'il prenne soin de se distancier « des limites de sa dispersion et de son style » ainsi que de ses « méthodes positivistes qui ne suffisent plus pour pénétrer les phénomènes de la Culture », ses propos confirment que la génération postérieure a fait sienne leur vision pessimiste mais aussi « dédaigneuse »[49] de la vie politique du Venezuela de ces années-là.

Rapprochons-nous à présent au plus près de notre objet d'étude et du contexte dans lequel la Faction de la Sierra évolue.

La démarche première, après avoir trouvé des archives d'une telle importance (quantitative et qualitative) fut de chercher dans les ouvrages sur la période ce qui était dit sur cette « faction de la Sierra », et sur les acteurs qui l'avaient animée. En dépit de l'apparente importance accordée à cette Faction au moment de son avènement, les premières recherches effectuées furent des plus décevantes, mais aussi surprenantes. En dépit d'un sentiment d'isolement, le défi consistait en effet, comme dans une enquête policière, à être à l'affût du moindre indice, dans les ouvrages comme dans les archives, dans la presse de l'époque… toujours sur le qui-vive, en quête d'éléments d'informations nouveaux qui peu à peu permettaient de reconstruire le puzzle ; qu'il s'agisse des hommes, de la région ou du contexte lui-même.

Si, bien sûr il y était fait allusion, curieusement il ne semblait pas y avoir de travaux spécifiquement sur cette Faction de la Sierra, à l'exception d'un court article sur El Agachado, écrit à quatre mains, dont la découverte suscita bien des espoirs mais aussi la crainte que finalement il y ait eu un travail en cours sur cette Faction. Toutefois, sa lecture fut plus que décevante, dès lorsqu'il ne comprenait qu'une succession de faits qui n'apportaient rien

[48] Mariano Picón-Salas, « El Doctor Lisandro Alvarado », *op. cit.*, p. XV.

[49] C'est de cette façon que E. Pino Iturrieta qualifie la position ainsi adoptée par M. Picón Salas dans un article publié quelques années après cette préface, dans lequel il déplore la pauvreté de la vie intellectuelle du Venezuela. Elías Pino Iturrieta, « El siglo XIX en Venezuela : sugerencias para una nueva interpretación », op. cit., p. 59. Dans ce texte il déplore en effet qu'« après Bello et Bolívar il n'y a pas grand'chose à lire dans la Littérature Vénézuélienne du XIXème siècle ». Mariano Picón-Salas, « Venezuela : algunas gentes y libros », in *Venezuela independiente*, Caracas, Fundación Eugenio Mendoza, 1962, p. 10-11.

d'intéressant pour la compréhension du sujet[50]... Cet article n'a pas de problématique, les citations et évocations d'archives ne renvoient à aucune référence (d'ailleurs l'article ne comporte ni notes de bas de page, ni bibliographie). Ce ne sont que des affirmations mises à la suite les unes des autres, sans liens, truffées de jugements de valeur tant sur El Agachado lui-même que sur les acteurs de la Faction ; une écriture à la limite du compréhensible… Pas d'informations donc, et pas non plus de travaux en cours.

De même, dans les histoires régionales concernant la zone où opère la Faction, si certains rangent les chefs factieux, ou certaines des *cabecillas* parmi les « héros oubliés »[51] de la province, ou rendent compte de certaines de leurs actions, le nom de la Faction en tant que telle n'est pas mentionnée, à l'instar de J. A. de Armas Chitty qui pourtant livre des données biographiques sur deux des chefs factieux[52] ou de O. Botello dans son histoire de la province d'Aragua qui évacue les « antécédents » de la *Guerra Larga* en quatre pages et se limite à rendre compte des propos tenus par le gouverneur de la province d'alors, sur le manque de réactivité des troupes face à Medrano et El Agachado « qui sont dans la Sierra »[53]…

Pourtant, les bases de données bibliographiques sont riches en références sur l'instabilité politique du Venezuela après l'indépendance, le caudillisme, les *pronunciamientos*, les logiques factieuses du XIXème… En approfondissant la recherche, notamment dans les ouvrages du tournant du XIXème et du XXème, qui ont servi de bibles, voire de matrices interprétatives, aux générations postérieures d'historiens, les références étaient plus conséquentes mais l'analyse quasiment absente au profit de mêmes jugements de valeur sur les mobiles et les actions commises.

En effet, dans la production historiographique située au plus près de la Faction et de la période au cours de laquelle elle évolue, il est largement fait mention de l'instabilité politique et sociale qui prévaut depuis la fin des années 1840, et l'on insiste sur l'explosion de factions régionales, plus ou moins articulées les unes aux autres, dans cet immédiat avant Guerre Fédérale, comme l'a bien étudié l'historien nord-américain R. Matthews dans les années 1970 dans un ouvrage majeur sur ces questions, qui fonde d'ailleurs une grande partie de son travail

[50] Míriam J. Castillo ; Carmen J. Polanco Pérez, « Insurrección de José de Jesús González, alias El Agachado, año de 1858 », *Tierra Firme*, n° 37, enero-marzo, 1992, pp. 79-87.
[51] Pour rendre une partie du titre d'un ouvrage de L. G. Castillo Lara sur la province d'Aragua qui fait pour sa part carrément l'impasse sur les hommes et les faits qui se produisent en 1858 pour s'intéresser aux prouesses de ces héros oubliés durant la Guerre Fédérales à proprement parler. Lucas Guillermo Castillo Lara, *Los olvidados próceres d'Aragua*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1993.
[52] José Antonio de Armas Chitty, *Historia del Guárico*, San Juan de los Morros, Universidad Rómulo Gallegos, 1978, vol. II. 1807-1974, p. 71-72.
[53] Oldman Botello, *Historia regional del Estado Aragua*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1995, p. 215-216, les « antecedentes » courrant des pages 213 à 217.

sur le fonds *Interior y Justicia*, et qui mentionne en outre l'existence des deux *Expedientes* relatifs à la Faction de la Sierra, mais ne la travaille pas en tant que telle[54].

Plus proche de notre problématique, l'historien M. Izard, en adoptant, d'une certaine façon, une grille d'analyse somme toute assez semblable à celle de R. Matthews, a réalisé des études intéressantes, essentiellement centrées toutefois sur les *llanos*[55]. Parmi les travaux qui ont tenté de porter un regard renouvelé sur cette période, il faut également mentionner la thèse, non publiée, de S. Thompson réalisée sous la direction de l'historien anglais Malcom Deas dans les années 1980[56]. Au cœur de ce travail, qui illustre bien les tendances de fond de l'historiographie sur cette période, la volonté de battre en brèche ce qu'il appelle « *the social protest interpretation* », une interprétation, essentiellement marxiste, en vertu de laquelle la Guerre Fédérale aurait été uniquement liée au mécontentement des masses rurales et à leur désir de protester contre ce qu'ils considèrent comme injuste dans cette société[57]. Il signale lui aussi, d'ailleurs, que cette historiographie puise à l'histoire traditionnelle, notamment celle de González Guinán et de Lisandro Alvarado, qui « insiste surtout sur la violence du conflit, la personnalisation des politiques et sur la popularité du camp Fédéral »[58]. De même il indique que cette historiographie a beaucoup parlé de la participation des masses, mais sans que celle-ci ne soit jamais quantifiée.

Remarquons avec lui que certains historiens ont critiqué cette thèse de la protestation sociale, notamment Manuel Arcaya qui « questionne l'importance des populations engagées et le niveau de la conscience de classe de la société de cette époque ». Il en va de même de G. Carrera Damas dont l'œuvre s'est efforcée de prendre à rebours un certain nombre de poncifs de l'historiographie vénézuélienne, en particulier le culte à Bolívar[59], et qui lui aussi « ne voit aucunement dans la Révolution une forme de protestation sociale. Au-delà de leurs différences, les deux historiens critiquent ce rôle dominant donné aux masses rurales et considèrent que la Révolution est avant tout un phénomène politique. Toutefois, S. Thompson, leur reproche de ne pas avoir étayé cette thèse sur une recherche approfondie et qualifie leur prise de position d'uniquement polémique. C'est la raison pour laquelle il se propose d'explorer de façon plus approfondie les possibilités offertes par une analyse politique de ce qu'il appelle la « Révolution », reprenant d'ailleurs le terme employé par L.

[54] Matthews, Robert Paul, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, Caracas, Monte Avila, 1977.
[55] Miguel Izard, « Oligarcas temblad, viva la libertad. Los llaneros d'Apure y la Guerra Federal », *Boletín Americanista (Barcelona)*, n° 32, 1982, pp. 227-277.
[56] Stephen F. Thompson, *The Federal Revolution in Venezuela, 1858-1863*, D. Phil Thesis, St. Antony's College, Oxford, 1983.
[57] *Ibid*., p. VIII.
[58] *Ibidem*, p. IV.
[59] Voir Germán Carrera Damas, *El culto a Bolívar. Esbozo para un estudio de la historia de la ideas en Venezuela*, Caracas, Instituto de Antropología e Historia, Universidad Central de Venezuela, Caracas, 1969.

Alvarado, mais aussi de ses principaux leaders, se livrant à l'occasion à une mise au point intéressante sur l'historiographie les concernant. Tentant dans le même temps de repenser la filiation dans laquelle s'inscrivent les violences commises lors de cette « Révolution », il relativise celle établie avec 1846 mais aussi avec le « moment Boves », du nom de ce chef *llanero* à la tête de troupes à cheval, parties combattre, aux côtés des forces de pacification envoyées par la Couronne espagnole en 1812, les patriotes de l'indépendance. Là aussi G. Carrera Damas a été le premier a questionner ces violences et à les replacer, tout à la fois dans le contexte de la guerre d'indépendance et dans le plus long terme des pratiques de pillages telles qu'elles étaient pratiquées à l'époque coloniale[60]. Il s'agissait, pour l'auteur, à partir d'une relecture des sources, de réinscrire l'action de Boves dans son contexte historique, en relation aux actions de même type menées par les autres groupes armés des deux camps, mais aussi aux conditions économiques et sociales liées non seulement à la guerre mais également à la tradition juridique et historique en la matière[61]. Cette filiation est tout autant postulée, note-t-il avec justesse, chez les acteurs de l'époque, que dans une partie de l'historiographie qui a souvent établi des liens de causalités entre ces moments de « révolte populaire » sans en questionner réellement la validité ni la complexité. Enfin, dans une approche qui vise à battre en brèche une historiographie qui aurait fait la part belle aux logiques de « protestations sociales », S. Thompson se propose de mesurer l'impact de la Guerre Fédérale plus largement sur la société vénézuélienne, tant au niveau démographique que sociopolitique. Cependant, en dépit de ce projet de départ et du maniement d'un corpus de sources important et souvent inédit, la problématique demeure, au-delà de son énoncé sans cesse répété, un peu trop générale. En effet, prenant parfois trop le contre-pied de l'historiographie contre laquelle il s'inscrit, on finit par perdre de vue la thèse qu'il défend.

Finalement, ce sont les travaux des « historiens » et chroniqueurs contemporains de cette période et la génération des positivistes qui livrent le plus d'informations, certes souvent factuelles, sur sa présence, et notent que ses chefs, en particulier Medrano, sont des membres éminents du Parti Libéral, et non des inconnus, et qu'il se sont déjà illustrés en 1846 aux côtés de Rangel et Zamora.

Il convient également de signaler que la majeure partie de ces travaux publiés dans la seconde moitié du XXème siècle, outre ce relatif silence sur la période et sur la Faction, procèdent à une re-sémantisation des clans politiques en présence qui ne contribuent pas à une

[60] Germán Carrera Damas, *Boves. Aspectos económicos de la guerra de independencia*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1972 (1a ed. 1967), 263 p.

[61] Voir également sur cette question les travaux de Clément Thibaud, notamment *Républiques en armes. Les armées de Bolívar dans la guerre d'Indépendance en Colombie et au Venezuela*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, en particulier le sous-chapitre 3 intitulé « Les hordes de Boves. Retour sur un stéréotype historique », pp. 125-131 et notre article : « A l'écoute du conflit : historiographie d'une guerre. Le Venezuela (1812-1823) », *Histoire et Sociétés de l'Amérique Latine*, n° 6, Paris, ALEPH, novembre 1997, pp. 157-177.

lecture satisfaisante des clivages politiques à l'œuvre, dans le même temps qu'ils brouillent la compréhension des logiques d'appartenance et de leurs relatives fluctuations. Elles sont en effet considérées de façon anachronique, à travers de prisme d'un système « partisans » artificiellement figé entre « libéraux » et « conservateurs » alors que ce dernier n'est pas utilisé par les acteurs de l'époque. Si l'on considère les décennies 1840-1850 qui nous intéressent ici, la première correspondant à celle de la création du Parti libéral (1840), témoignent notamment de ce constat les articles de J. V. González de 1846, qui fut l'un des cofondateurs du parti en 1840 avant de rompre avec ses condisciples et de se livrer à une critique acérée de leurs pratiques dans le journal *Diario de la Tarde* tout particulièrement. De fait, les termes qu'il emploie pour qualifier les camps en présence, sont ceux de « libéral » et « oligarque » et leurs dérivés[62]. D'ailleurs, le titre choisi pour la réédition d'une partie de ces articles dans les années 1960 en porte la marque et Manuel Angel Insausti indique, dans son prologue, que le « titre choisi pour l'œuvre est lié aux noms que l'on donnait communément aux deux *bandos* politiques les plus importants qui agissaient dans le Venezuela de cette époque »[63]. C'est également le cas, parmi de nombreux autres, de Pedro Núñez de Cáceres dans ses *Mémoires* qui couvrent la période 1852-1863 (date de sa mort). Dans cet écrit, qui dresse un portrait mordant de la société vénézuélienne de l'époque et dénonce les dérives de la « turbulente décennie des Monagas »[64], tout particulièrement en matière judiciaire, Núñez de Cáceres oppose les libéraux et les oligarques et le libéralisme à l'oligarchie, à l'intérieur de laquelle il distingue fréquemment le sous-groupe des *mantuanos*. C'est ainsi qu'en date de 22 mai 1858, veille des élections à la Convention, alors qu'avec la plume bien trempée qui est la sienne, il s'insurge contre la prédominance de Noirs dans les juntes paroissiales devant procéder à l'organisation du scrutin, dès lors selon lui qu'en se rangeant du côté de Castro ils « œuvrent contre leurs propres intérêts », il justifie son analyse en livrant la définition suivante des camps en présence :

> « En effet, notre libéralisme est un système d'agrandissement et de brigandage, qui ouvre la porte à tout le monde, tandis que l'oligarchie est un système de répression et d'ordre, auquel appartiennent tous les hommes de sévérité, et ceux que l'on appelle les *mantuanos* qui rejettent toute personne de couleur. »[65]

Mais peut-être que l'exemple le plus significatif est-il celui de Level de Goda, acteur de l'opposition libérale en 1858 et auteur comme nous l'avons de l'un des ouvrages majeurs sur

[62] Juan Vicente González, *Oligarcas y liberales. Artículos del Diario de la Tarde 1846*, Caracas, Publicaciones de la Presidencia de la República, col. Nuestro siglo XIX, 1962.
[63] Rafael Angel Insausti, « Prólogo », in *Ibid*., p. 3.
[64] Pour reprendre le titre d'un article fort éclairant sur ce point de Robert Paul Matthews, « La turbulente década de los Monagas (1847-1858), in *Política y economía en Venezuela (1810-1976)*, Caracas, Fundación Boulton, 1976, pp. 91-127.
[65] Pedro Núñez de Cáceres, *Memorias*, Caracas, FUNRES, 1993, p. 319.

la période, qui n'emploie jamais dans son histoire du Venezuela, publiée en 1886[66], le substantif conservateur pour qualifier les partisans de Castro et les opposants des libéraux, mais celui d'oligarque pour les désigner où les qualifier. Or, il est significatif de constater que notamment R. Matthews, en particulier dans le chapitre VII de son ouvrage sur les antécédents de la Guerre Fédérale, alors qu'il reprend (parfois d'ailleurs sans le citer) de nombreux passages de Level de Goda pour son analyse de la crise qui débute en mars 1858, ne retient pas cette désignation, lui substituant celle adoptée par une grande partie de l'historiographie du XXème siècle, de Conservateur. Un exemple parmi de nombreux autres nous semble hautement révélateur de ce glissement sémantique. Il s'agit des événements dont Ezequiel Zamora et Falcón sont les protagonistes à Caracas, en avril 1858, alors que Julián Castro vient de décréter la réunion de la Convention Nationale. Tandis que Falcón a une entrevue avec le Président, dont il sort fort mécontent d'ailleurs, Zamora est pour sa part pris à partie par de jeunes gens sur une des places de la capitale[67]. Or, tandis que Level de Goda indique que « quelques hommes, jeunes oligarques de familles distinguées, en groupe, l'insultèrent sur la place de San Francisco, uniquement pour ses antécédents et services comme libéral (…) durant la guerre de 48 »[68], Matthews, reprenant la même scène, qualifie ces jeunes gens de « foule de jeunes conservateurs », dont il dit, de façon erronée, qu'ils s'en seraient pris aux deux hommes et non pas au seul Zamora[69]…

L'un des rares contemporains à employer ce terme, mais en le posant comme un équivalent de celui d'« oligarque », est Fr. González Guinán qui, dans ses Mémoires écrites toutefois à la fin du XIXème, note que « bien qu'à cette époque il n'y connaissait rien en politique », il savait qu'au mois de mars [1858] il existait deux partis, l'un appelé libéral, qui dominait la situation du moment, et l'autre oligarque ou conservateur, qui la combattait »[70].

Cette appréhension biaisée a largement contribué à fausser l'analyse des clivages partisans tels qu'ils se sont construits au Venezuela à partir des années 40, conduisant à définir les

---

[66] L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)* [1889], Caracas, Imprenta Nacional, 1954, tomo I,

[67] Sur le contexte de ces événements et leurs conséquences, voir infra chapitre 2.

[68] L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)* [1889], *op. cit.*, p. 90. C'est nous qui soulignons.

[69] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, Caracas, Monte Avila, 1977, p. 158. Dans la note qui suit cette information inscrite sans guillemets, Matthews renvoie tout à la fois à Lisandro Alvarado, Level de Goda et González Guinán, les trois piliers de l'historiographie sur la période. Mais curieusement, dans son renvoi de page à l'œuvre de Level de Goda il mentionne pp. 91-94 et non pas la page 90… C'est pour cette raison qu'au fil du texte nous emploierons le mot oligarque en tant que désignant du groupe (fluctuant quant à sa composition) de personnes, tout d'abord partisan de Páez, puis opposant au régime des Monagas. Nous entendons fluctuant au sens où ces mêmes hommes peuvent être divisés à certains moments et soutenir un homme ou un groupe qu'ils ont combattu quelques temps auparavant. Nous rejoignons sur ce point l'analyse proposée par E. Pino Iturrieta en contrepoint de la dichotomie artificiellement forgée par l'historiographie sur la période. Elías Pino Iturrieta, « El siglo XIX en Venezuela : sugerencias para una nueva interpretación », *op. cit.*, pp. 62-67.

[70] Francisco González Guinan, *Mis Memorias*, *op. cit.*, p. 20.

camps en présence selon une logique bipartisane, à fort contenu idéologique, qui ne fait pas sens à l'époque[71]. Substituer ainsi « Conservateur » à « Oligarque » revient à gommer ce qui, dans cet emploi, renvoie à une logique de disqualification de l'ennemi politique qui prend racine après la guerre d'indépendance, dans les années 1820, durant lesquelles il fait son apparition avec une connotation injurieuse dans la bouche des opposants de la *Antigua Venezuela*[72], pour dénoncer le gouvernement en place à Bogotá depuis la création de la République de Colombie. Ainsi, un *folleto* publié vers 1825, dénonce des chefs militaires qui appuie le gouvernement de Bogotá décrit comme étant « une faction oligarque usurpatrice des libertés publiques et des rentes de la nation qui ose se présenter au monde sous la dénomination de gouvernement »[73]. En 1827, alors que la crise est à son comble et que les départements vénézuéliens décident la rupture avec la République de Colombie, on dénonce cette fois « le machiavélisme avec lequel une détestable oligarchie » les a opprimés pendant six ans[74].

Mais c'est surtout à partir des années 1840, que le terme oligarque acquiert une connotation négative d'autant plus forte qu'il cumule un deuxième registre de l'insulte de l'ennemi : il est non seulement le possédant, mais aussi le traître et l'étranger, faisant dès lors partie du vocabulaire politique.

Or, avec l'émergence précisément dans les années 1840, des logiques partisanes au sens premier du terme, et la revendication par Antonio Leocadio Guzman de la paternité, à cette date, de la création du parti libéral, la figure de l'oligarque acquiert une fonction supplémentaire (liée aux précédentes), politique, qui vient s'ajouter à la dimension plus sociale de cette dénomination, redoublant de la sorte sa performativité en termes de stigmatisation. C'est surtout Ezequiel Zamora, l'un des chefs de file de ses mouvements et que l'on retrouve à la manœuvre en 1858, et ses discours enflammés qui confèrent, dans ces années 1840-1850, au mot oligarque son caractère insultant, frappant des traits de l'infâme ceux qui sont visés par cette insulte. Il proclame ainsi la lutte pour « la liberté, la démocratie, l'indépendance économique, l'envie des terres accaparées par un groupe réduit de

[71] Pour une analyse sur la plus longue durée de ce processus, nous renvoyons à notre article : « Partido/facción. Venezuela, 1750-1850 », in *Diccionario Político y Social del Mundo Hispanoamericano. Conceptos Políticos en la era de la revoluciones, 1750-1850* Volumen II, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, (à paraître en 2013).

[72] C'est le nom donné par les acteurs vénézuéliens, le terme de Venezuela désignant l'un des départements en vertu de la division territoriale adoptée pour la constitution de la république de Colombie de 1821. Ainsi, l'ex-Venezuela se trouve divisé en trois départements : Orinoco, composé des provinces de Guyana, Cumaná, Barcelona et Margarita ; Venezuela, avec Caracas et Barinas ; Zulia, avec Coro, Trujillo, Mérida, Maracaibo et Boyacá.

[73] *Los militares de la provincia de Carabobo*. Archivo Restrepo, rollo n° 98 (Bogotá), vol. 64. Venezuela, documentos de Estado 1822-1830, f° 119 et sqq. Vers 1824-26. Nous tenons à remercier ici Clément Thibaud qui nous a permis d'avoir connaissance de ce document.

[74] *Memorial de Venezuela,* n° 16, Caracas, lunes 1 de enero de 1827.

propriétaires fonciers », avec le cri de guerre suivant : « Oligarques, tremblez, vive la liberté ». Et reprenant la lutte sous les mêmes auspices après la chute du président Monagas en mars 1858, à l'occasion de l'une de ses victoires sur les troupes gouvernementales en avril 1859, il le fait adopter comme refrain de l'hymne de la révolution, ou Hymne des troupes fédérales[75]. De plus, ils adoptent une bannière au centre de laquelle était inscrit « Elections populaires – Principes alternatifs – Ordre – Horreur à l'oligarchie »[76] et durant lesquels de « riches propriétaires » furent tués, à l'instar de Don Andrés Fuentes dans la zone de Villa de Cura, assassiné par Rangel « parce qu'il était un mauvais oligarque »[77]. L'historien Miguel Izard en livre d'ailleurs une appréhension stimulante dans un article éponyme qui s'intéresse surtout aux *llanos*, zone située immédiatement à l'est des provinces touchées par la Faction de la Sierra[78]. On est donc bien loin des catégories retenues par une partie de l'historiographie du XXème siècle pour appréhender le XIXème siècle[79].

Une forme de fourvoiement de l'historiographie concerne justement ces mouvements des années 40 qui ont été le plus souvent étudiés à travers le prisme déformant et anachronique de l'histoire marxiste ou marxisante qui a voulu y voir un conflit de classes dont les principales revendications concernaient la répartition des terres et la lutte contre les bourgeois possédants. Anachronique également, parce qu'il fallait, de ce fait même, voir dans ces populations rurales en état d'insurrection armée, « des masses révolutionnaires et anti-esclavagistes », opposées, par nature, à une « exploitation des classes opprimées héritée de la colonie »[80]. Certains de ces travaux, notamment d'ailleurs ceux de F. Brito Figueroa, ont certes permis de mettre à jour les problèmes, liés à la terre notamment, mais aussi de repérer la trame d'une culture politique populaire spécifique à cette région où se sont trouvées imbriquées une situation sociale et foncière particulière d'une part, l'organisation précoce d'une activité politique au sein de ces populations rurales d'autre part, favorisée en cela peut-être par la présence d'acteurs particulièrement actifs (notamment Ezequiel Zamora). Il n'en demeure pas

[75] Ce refrain des Fédéraux est employé couramment en politique, tout particulièrement par le Président Hugo Chávez qui haranguait ainsi souvent les foules et les incitait à se battre pour mettre fin à la suprématie des « oligarques ». En témoigne notamment son long discours du 16 août 2004 depuis le *Balcon del Pueblo*, au Palais présidentiel de Miraflores, suite à sa confirmation, la veille, à la présidence de la république, par le biais d'un référendum révocatoire. Après avoir invoqué les figures de Simón Bolívar et de Ezequiel Zamora, il cita un couplet de cet hymne et le fameux refrain.

[76] Laureano Villanueva, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, Caracas, imprenta Federación, 1898, p. 131.

[77] *Ibid*., p. 172. Crime qui fut d'ailleurs imputé à Ezequiel Zamora bien que de nombreux témoins, dont le neveu de Andrés Fuentes, aient dénoncé cette accusation infondée. Voir également à propos de cette chasse aux oligarques en 1846, ce que décrit Oldman Botello dans son *Historia regional del Estado Aragua*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1995, p. 201-202.

[78] Miguel Izard, « Oligarcas temblad, viva la libertad. Los llaneros d'Apure y la Guerra Federal », *Boletín Americanista (Barcelona)*, n° 32, 1982, pp. 227-277.

[79] Nous revenons sur cette question dans le chapitre 6.

[80] Brito Figueroa, Federico, *Tiempo de Ezequiel Zamora* [1974], Caracas, UCV/Ediciones de la Biblioteca, 1981, p. 114.

moins que ces données sont souvent masquées ou plus prosaïquement instrumentalisées au service d'idéologique qui sert de colonne vertébrale à leurs analyses.

Enfin, resserrant encore la cible, nous avons entrepris de « traquer » à notre tour sur le papier et la toile, les traces des factieux dans la production historiographique plus générale. Or, innombrables là aussi sont les références aux chefs de la faction de la Sierra, isolément ou tous ensemble, dans les ouvrages sur la période, mais aussi dans des travaux ayant apparemment peu à voir avec la Guerre Fédérale, voire avec l'histoire à proprement parler[81]. Tous consacrent un paragraphe ou une petite phrase à ces hommes qui se soulèvent contre le gouvernement de Castro, reprenant comme une antienne les termes et les appréciations – lorsqu'il y en a – contenus dans l'historiographie plus classique[82].

Ce sont en quelque sorte des figures imposées, des personnages presque incontournables lorsqu'il s'agit de remplir la galerie de portraits de ces hommes qui auraient pris les armes pour défendre la noble cause des opprimés ou de rendre compte du contexte de la Guerre Fédérale. En effet, pour certains des membres les plus actifs de la Faction, on y fait bien souvent référence uniquement pour les actions auxquelles ils ont participé pendant ou après la guerre, confirmant cette parenthèse dans l'historiographie ou pour le moins la lecture incomplète, voire tronquée qui est proposée de ce moment 58 qui fait immédiatement suite à « l'attentat de mars », pour reprendre le titre d'un roman qui le partage entre la chronique et l'auto-biographie, paru en 1915, de Fr. Tosta García[83], observateur avisé des réalités vénézuéliennes de son temps, « petit-fils et neveu de certains des témoins de la rencontre »[84] entre A. L Guzmán et A. Páez en 1846, qui mit le feu aux poudres dans les campagnes de la Sierra.

Constater ainsi que dans la bibliographie sur ce moment immédiatement antérieur au déclenchement de la Guerre Fédérale, cette Faction n'était quasiment pas évoquée, ratifiait au

[81] Ceci sans compter les nombreuses petites notes sur des sites de tourisme de provinces dont les trois chefs sont originaires, de présentations d'hôtels, ainsi que sur ceux des différents ministères du gouvernement de la République Bolivarienne du Venezuela, qui rappellent l'histoire de ces trois hommes, illustration du patriotisme de ces provinces.

[82] Il est impossible de les citer tous ici. Retenons à titre d'exemple : Carlos Reals de Azúa, *Las democracias cristianas. Análisis críticos*, Montevideo, ed. Sandino, 1968, p. 153 ; Lucia Raynero, *La noción de libertad en los políticos venezolanos del siglo XIX, 1830-1848*, Caracas, Universidad Católica Andrés Bello, 2001, p. 238. Mentionnons enfin, une saga, dont les trois derniers tomes sont parus en 2012, écrite par Carlos Machado Allison. Il y raconte l'histoire d'une famille, sur trois générations, habitant une « hacienda prospère Altagracia proche de la Victoria », entre 1750 et 1863. Son propos, comme il l'indique en 4ème de couverture, est « de faire alterner les « événements historiques et les personnages réels avec les acteurs de cette histoire ». Or, dans le tome 3, qui correspond aux années 1828-1863, pour le mois de février 1863, il met en scène un des jeunes fils qui, partant acheter des outils à Valencia est, en chemin, mis en garde par les soldats en patrouille car les routes ne sont pas sûres. Pour preuve, le matin même, ils ont été « appelés pour surveiller le chemin qu'il emprunte car el Agachado et Zoilo Medrano y ont été vus ». Carlos Machado Allison, *La Casa de Altagracia*, Caracas, se, 2012, Vol. III. Los Herederos (1828-1863), p. 26.

[83] Francisco Tosta García, *El Complot de marzo (Segunda parte de las Memorias de un vividor)*, Caracas, Tip. « La Semana », 1915, 315 p.

[84] C'est ainsi que le décrit José Antonio de Armas Chitty dans son *Historia del Guárico*, *op. cit.*, p. 195.

demeurant une remarque fort significative mais finalement bien peu écoutée, que L. Alvarado avait faite dans son histoire de la Guerre Fédérale, à savoir que « les faits qui ont précédé cette guerre, sont si confus et à la fois si décisifs, que forcément ils devraient attirer l'attention des historiens de la patrie »[85]. Rien n'est moins sûr…

Une telle invite, associée à un tel constat de vide historiographique, offrait, en termes méthodologiques, une autre voie d'analyse quant à la nature de cet « événement », sur sa réception par les contemporains et le pourquoi de son oubli alors qu'elle a laissé tant de traces et qu'il s'avère que ces chefs furent parmi les plus fameux héros et défenseurs de la Fédération.

Or, si le plus souvent les archives ne contiennent, de fait, que des descriptions sommaires ou parcellaires, c'est loin d'être le cas pour la *Facción de la Sierra*. En outre, même si le butin historiographique est maigre, il existe pourtant une publication, passée visiblement inaperçue ou peu lue puisque la référence donnée par R. Matthews est erronée. Il s'agit d'un petit ouvrage publié en 1897 sur les trois chefs de la faction[86]. Le titre les situe déjà dans un autre registre puisqu'ils sont présentés comme des défenseurs, et non des moindres, de la cause libérale ; bien loin donc de l'image de bandits que décrivent les archives et que reprennent les ouvrages qui rendent compte de leurs actions.

Mais c'est surtout le contenu de l'ouvrage, écrit en fait par deux personnes, Andrés Vigas et Manuel Landaeta Rosales[87], qui vient renverser la perspective. En effet, après quelques difficultés à l'époque pour obtenir le microfilm de l'ouvrage (alors qu'il est aujourd'hui disponible en version numérisée) quelle ne fut pas notre surprise de constater qu'il avait en fait été publié à l'occasion de la panthéonisation des trois chefs, cette même année 1897 par décret du président Crespo ! Ces trois hommes sont donc au Panthéon, ce que presque qu'aucun ouvrage ne mentionne et, lorsque c'est le cas, les données sont une fois encore erronées ou incomplètes[88]. Pourquoi, alors qu'ils ont été immortalisés, considérés comme des héros venant grandir la liste de ces hommes que la patrie honore en inscrivant leur nom dans le marbre, les actions qu'ils ont menées au cours de cet avant-Guerre fédérales sont-elles tombées dans l'oubli, au point que l'on puisse les considérer comme des non-événements ? Qui sont-ils finalement, des bandits sans foi ni loi, dont la cause reste indéfinie ou des chefs

[85] Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela [1909]*, *op. cit.*, p. 87.
[86] Andrés Jorge Vigas, *Tres proceres de la causa liberal : Generales Donato Rodriguez Silva, Zoilo Medrano y José de Jésus González*, Caracas, imprenta Bolivar,1897, 31 p.
[87] En effet, cet ouvrage comprend une seconde partie rédigée par Manuel Landaeta Rosales, « Acciones de guerra libradas en el Guárico desde 1858 hasta 1863. Guariqueños que sirvieron en las filas federales como jefes en el período del 5 de marzo de 1858 al 31 de diciembre de 1863. Jefes de otras provincias que sirvieron en las filas federales del Guárico », p. 19-31.
[88] Nous reprenons dans notre conclusion cette donnée, fondamentale, pour l'inscription de la Faction dans le temps long et l'appréhension de la dilatation spatiale de cet événement.

de file libéraux, opposants politiques notoires ? Gageons que notre enquête nous permettra de démêler les fils de cette énigme, sur laquelle nous ne manquerons pas de revenir dans notre conclusion.

Car de fait, c'est à la recherche d'un éventuel mobile qu'il fallait également s'intéresser pour tenter de démêler les fils de leurs actions. Pourquoi, finalement, prennent-ils les armes ? Comment expliquer qu'ils disposent d'un soutien suffisant pour que leurs actions se poursuivent durant près de dix-huit mois, alors que les autorités civiles et militaires déclenchent immédiatement la riposte ? Bien que ce questionnement ne constituait pas notre mobile premier, dès lors que ces données, une fois obtenues, nous amenaient sur des chemins qui n'étaient ceux que nous souhaitions explorer en priorité, il nous fallait néanmoins les cerner dès lors que ces mobiles confèrent tout son sens à la problématique centrale de ce travail. Celle-ci vise en effet à appréhender ce qui se joue dans une faction telle que celle de la Sierra pour les personnes qui s'y sont engagées, mais aussi et sur un même plan, pour les populations « touchées » par ses actions et ses déplacements, ainsi que par la répression qui s'exerce à son encontre et qui, de toute évidence, n'avait pu que rejaillir sur l'ensemble de la Sierra, tant la porosité est grande entre les différentes sphères en présence.

Le mobile premier et le plus lisible est celui d'une réaction à la destitution de Monagas en mars 1858. D'ailleurs là encore l'historiographie le décrypte de façon intéressante, nuançant d'ailleurs pour certains cette hypothèse.

Si pour R. Matthews, il va de soi de ces « chefs libéraux », « fameux pour leur participation dans l'insurrection de 46 », se sont mobilisés pour « proclamer leur opposition à tout gouvernement dans lequel participeraient des conservateurs », les choses sont présentées de façon quelque peu différentes par Fr. González Guinán. En effet, considérant qu'en juillet c'est dans les Antilles, où les libéraux proscrits ont trouvé refuge (et parmi lesquels se trouvent nombre de membres de la Faction de la Sierra) que se prépare « la révolution armée », à un moment où selon lui à « l'intérieur les libéraux sont en état de prostration, les factions de Medrano et Agachado étant dissoutes ou disséminées sur les territoires du Guárico et de Carabobo (…) », il précise que leur objectif est non pas tant « de restaurer le pouvoir du Général Monagas, mais de redonner au parti son hégémonie politique »[89].

Quant à celui qui est au plus près des faits, L. Level de Goda, il revient à plusieurs reprises sur les raisons qui auraient poussé ces hommes, et non pas uniquement les factieux de la Sierra, à basculer dans l'opposition, immédiatement armée ou pas. Une première fois, alors qu'il rend compte de ce qui s'est produit au moment du départ du pouvoir de Monagas, il

[89] Francisco González Guinán, *Historia contemporánea de Venezuela* [1910], Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República de Venezuela, 1954, vol. VI, p. 302.

indique que Zoilo Medrano et El Agachado, depuis la province du Guárico, ont pris les armes pour « combattre la révolution » et « faire la guerre contre l'oligarchie et contre le gouvernement de Castro, depuis ce même mois de Mars jusqu'en 1863 »[90]. Cohérent avec cette dernière affirmation, il considère, quelques pages plus loin, que les attaques gouvernementales de juillet 1858 ne signent pas la fin des factions qui œuvrent dans le Guárico et, dressant l'inventaire de toutes celles qui se forment dans les provinces limitrophes, il écrit : ces guérillas « n'avaient pas de bannière, mais elles étaient toutes d'accord pour faire la guerre au Gouvernement et s'appelaient libérales »[91].

Cette périodisation très large retenue par Fr. González Guinán, renvoie à un élément important, dès lors qu'il peut contribuer à expliciter cette place indécise qu'occupe l'année 58 dans l'historiographie, à savoir la question de son inclusion ou non dans la Guerre Fédérale.

Bien que la plupart des historiens retiennent la date, officielle, de février 1859 comme début de la Guerre Fédérale, pour la plupart des acteurs mobilisés autour ou contre la Faction de la Sierra, il ne fait pas de doute que, dès avril 1858, on est en guerre. C'est pour le moins la thèse défendue par nombre des responsables militaires en charge de lutter contre les factieux de la Sierra, contre l'avis de certains gouverneurs de province qui raisonnent comme si l'on était en temps de paix.

Un certain nombre d'indices, législatifs en particulier, montrent que le pays est en guerre. Á plusieurs moments, les dispositions constitutionnelles prévues en cas de commotion intérieure dans le pays sont en effet employées par les autorités, qu'il s'agisse de la mobilisation des milices, des emprunts auprès des populations, et de l'obligation qui est faite de circuler à l'intérieur de pays avec un passeport, mais aussi de l'existence sur le territoire de *Jefes de Operaciones* qui attestent de l'état de guerre. D'ailleurs, la Constitution de 1858, débattue et proclamée alors que la crise politique s'aiguise, sur fond de lutte contre les factieux de la Sierra mais aussi contre l'ensemble de factions libérales dont le nombre ne cesse d'augmenter à partir de juillet 1858, en témoigne. En effet, l'article 95, qui figure dans le chapitre concernant les attributions concédées au pouvoir Exécutif, lui octroie quatre fonctions dans le cas où le pays se trouverait en situation « de commotion intérieure à main armée qui menace la sécurité de la République, ou d'une invasion extérieure soudaine »[92], moyennant l'autorisation préalable du Congrès : lever tout ou partie de la Milice Nationale (95/1) ; « exiger par anticipation les contributions, ou négocier des emprunts pour des sommes suffisantes, si les dépenses ne peuvent pas être couvertes par les rentes ordinaires » (95/2) ; « établir l'obligation de transiter avec un passeport sur le territoire de la République »

[90] *Ibid*., p. 78.
[91] *Ibidem*, p. 110.
[92] *Constitución de 1858*, Título XI. Del Poder Ejecutivo, Art. 95.

(95/3) ; la concession « de grâces générales et particulières pour les personnes impliquées dans des délits politiques » (95/4). Ces passeports sont en fait des sortes de laissez-passer nécessaires, selon la législation en vigueur, en temps de guerre, apportant à l'occasion un indice supplémentaire en faveur de ceux qui considèrent que telle est bien la situation qui prévaut depuis mars 1858.

### 3. La Faction de la Sierra : un événement

Bien que de prime abord, et au vu de ce silence de l'historiographie sur la Faction de la Sierra, un tel choix puisse être discuté, plusieurs observations nous ont pourtant conduit à l'aborder en tant qu'événement. Le concept nous a en effet semblé pertinent, en raison de la façon dont, incontestablement, cette Faction fait effraction dans le « cours ordinaire des choses » et vient bousculer un certain consensus autour de la chute du président.

Cette attention se traduit également par la nomination immédiate de ce mouvement armé qui lui confère un caractère officiel, dans le même temps qu'elle la circonscrit dans une forme d'organisation et dans un espace : la Faction de la Sierra. D'ailleurs, cette simultanéité est notée par L. Alvarado qui, décrivant comment, en réaction immédiate au renoncement au pouvoir du président, le 15 mars 1858, un groupe armé s'est constitué près de la capitale, conclut : « c'est ce noyau, celui que l'on appela alors la faction de la Sierra »[93]. On rejoint ici les propos d'A. Farge lorsqu'elle dit que l'événement est « un moment de réalité perçue qui n'a d'autre unité que le nom qu'on lui donne »[94].

Il ne s'agit pas ici de retracer la généalogie et les multiples trajectoires que « l'événement » a emprunté depuis que les historiens l'ont redéfini au début des années 1970, dans le sillage de Mai 68, « événements-sphinx » pour les uns[95], « événement-monstre » pour les autres[96], annonçant le « retour de l'événement » et prenant à rebours le postulat central de l'*École des Annales* sur le primat des structures et de la longue durée[97], mais plutôt de repérer en quoi ce

[93] *Historia de la Revolución Federal en Venezuela*, in *Obras completas de Lisandro Alvarado*, Caracas, Ministerio de Educación/Dirección de cultura y bellas artes/Comisión editora de las obras completas de Lisandro Alvarado, 1956, vol. V., p. 88.
[94] Arlette Farge, « Penser et définir l'événement en histoire », *Terrain 38 : Qu'est-ce qu'un événement ?*, Mars 2002, [en ligne], mis en ligne le 06 mars 2007. URL : http://terrain.revues.org/index1929.html, p. 2.
[95] Edgar Morin, « L'événement-sphinx », *Communications*, n° 18, 1972, pp. 173-193.
[96] Pierre Nora, « Le retour de l'événement », in Jacques Le Goff ; Pierre Nora (dir.), *Faire de l'histoire*, Gallimard, coll. 'Bibliothèque des histoires', 1974, *Tome 1. Nouveaux problèmes*, Paris pp. 210-228.
[97] Plusieurs réflexions collectives ont ponctué ces dernières années cette réflexion sur l'événement, outre des réflexions plus personnelles comme celles citées dans les deux notes qui précèdent, mais également le chapitre qu'y consacre Arlette Farge, « De l'événement », in *Des lieux pour l'histoire*, Paris, Editions du Seuil, 1997, pp. 82-96. On retiendra le numéro spécial de la revue *Terrain* : *Terrain 38 : Qu'est-ce qu'un événement ?*, Mars 2002, coordonné par Alban Bensa et Eric Fassin et la livraison coordonnée par Pascale Goetschel et Christophe Granger, *Sociétés & Représentations. Dossier Faire l'événement*, n° 12, décembre 2011. Une synthèse a également été réalisée par François Dosse: « Evénement », in C. Delacroix ; F. Dosse ; P. Garcia ; N. Offenstadt (dir.), *Historiographies, II. Concepts et débats*, Paris, Gallimard, coll. Folio histoire/Inédit, 2010, pp. 744-756.

dont il est constitué correspond à certaines des caractéristiques de la Faction de la Sierra en tant qu'objet, mais aussi en quoi il en diffère aussi sur certains aspects, contribuant de la sorte à enrichir la réflexion sur la question.

Faction atypique dans le paysage politique vénézuélien de l'époque, et au-delà, mais Faction oubliée par une historiographie plutôt friande d'histoire officiel, ainsi que L. Vallenilla Lanz, dans son ouvrage intitulé *Cesarismo Democrático*, publié pour la première fois en 1919, le critique chez ses pairs, considérant pour sa part que « les détails, les menus faits, les *petits faits*[98], que dédaignent tant les historiens dépassés, constituent la trame d'une multitude d'événements que, jusqu'à aujourd'hui, on n'a pas encore pu nous expliquer »[99]. Cette Faction, comme d'autres d'ailleurs, n'intéresse qu'en tant que telle. On les range dans un camp, on identifie leur(s) zone(s) d'action et leurs chefs, on décrit leurs exactions et la façon dont elles sont ou non détruites. Par contre, on ne trouve rien sur leur fonctionnement interne, sur les logiques de recrutement qui sont les leurs, sur le vécu des populations victimes ou alliées de ces factions ; sur les logiques de complicité et d'opposition; sur les mobiles immédiats de l'engagement, pas plus que sur leurs ressorts profonds à même de nous renseigner sur le fonctionnement de ces communautés rurales tiraillées entre l'allégeance aux chefs factieux et la « fidélité » aux autorités en place.

Faction oubliée donc, alors qu'elle a de toute évidence attiré plus que l'attention, la crainte des autorités de l'époque, aussi bien politiques que militaires et judiciaires, mais aussi leur plume, laissant une trace de papier extrêmement bien organisée et fournie, sans compter les échos déformés qui sont les siens dans la longue durée du récit national. Elle fait, sans conteste, événement pour les contemporains et on n'hésite pas à l'inscrire dans une chaîne de causalité qui renforce encore la réception qui est la sienne. En effet, cet événement constitue également, ou est vécu comme une « répétition » d'un événement antérieur : les rébellions de 1846. Il cumule sur lui deux « chocs » : celui produit par ces événements de 46 et celui qu'il génère lui-même dans ce moment de crise politique intense. Ce peut être une des clés du déploiement d'activités qu'il suscite, au-delà de la personnalité de ses chefs, laquelle quoi qu'il en soit, nous le verrons, s'ancre également dans les événements de 1846.

Or, si le plus souvent les archives ne contiennent, de fait, que des descriptions sommaires ou parcellaires sur ces mouvements armés, c'est loin d'être le cas de la *Facción de la Sierra*. C'est la raison pour laquelle, en soi, une telle présence de papier, lorsque l'historien parvient à la dénicher, constitue un événement, tant l'occasion lui est rarement donnée de pouvoir

[98] En français dans le texte.
[99] Laureano Vallenilla Lanz, *Cesarismo democrático. Estudios sobre las bases sociológicas de la constitución efectiva de Venezuela*, Caracas, Empresa El Cojo, 1919, p. 194.

observer ainsi, dans ses moindres détails, les heurs et malheurs d'une faction, de ceux qui la composent et la poursuivent, mais aussi des populations qui ont vécu à son contact pendant la durée de son existence. Bien sûr, on a en premier lieu une vision en quelque sorte tronquée de la Faction, puisque ce sont des sources « officielles », celles de la partie adverse. En outre, elle n'a pas, à travers ses membres, produit ses propres archives, exceptées quelques lettres de El Agachado et de deux autres personnes importantes qui gravitent autour de la Faction. Même si le contenu de ce fonds d'archives est donc essentiellement à charge et constitue la version du vainqueur qui cherche de la sorte à imposer sa propre lecture de l'événement, le caractère exceptionnel d'un tel fonds est incontestable. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, nous avons cherché d'autres traces de cette faction et éventuellement de ces membres. Si ce fut vain sur ce dernier point, par contre nous avons dépouillé des sources complémentaires qui ont permis de compléter mais aussi parfois d'apporter un éclairage différent.

En revanche, ce constat ne pouvait qu'ouvrir, en termes méthodologiques, une autre voie d'analyse quant à la nature de cet « événement », sur sa réception par les contemporains et le pourquoi de son oubli alors qu'elle a laissé tant de traces et qu'il s'avère que ces chefs ont acquis une certaine postérité. Comme si l'événement était là, incontestable et incontournable, mais qu'il s'avérait difficile de s'en emparer. Peut-être parce qu'elle défend la cause d'un homme, José Tadeo Monagas, au moment où celui-ci est rejeté par la majorité. Peut-être parce qu'elle ne concerne pas directement les *llanos* sur lesquels se focalisent l'attention et la curiosité, du fait du mythe qui les entoure depuis l'indépendance ; peut-être aussi parce que ses membres ne sont pas « ethniquement marqués », comme la faction de Guanarito composée d'Indiens à qui l'on prête, selon la tendance historiographique adoptée, des convictions proto anarchiques, une conscience de classe, voire des revendications ethniques…

La Faction de la Sierra s'inscrit dans une temporalité particulière en raison du moment de son avènement et plus encore de son déploiement spatio-temporel. Si, comme nous l'avons vu, elle s'inscrit d'une certaine manière dans la séquence de la Guerre Fédérale, c'est n'est pas encore tout à fait la guerre. Mais, elle n'appartient pas non plus au cycle des révoltes rurales des années antérieures. Cet « isolement » lui confère cette densité qui, abordé par le biais d'une approche micro-historique, offre l'occasion d'analyser cette Faction de la Sierra en la considérant comme « observatoire du social » en soi, doté de sa propre autonomie, un fait social total, tel que défini par Marcel Mauss[100]. C'est en cela qu'elle fait événement, introduisant une coupure qui rompt avec tout système causal. « Isolant le présent du passé et de l'avenir, il suspend l'ordre du monde et, y introduisant du jeu, par la transgression des

[100] Marcel Mauss, « Essai sur le don, forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », *L'Année Sociologique*, Nouvelle Série, T. 1 1923-1924, p. 32.

règles usuelles (…) ou la subversion symbolique des espaces de souveraineté (…), il contribue à la défataliser »[101]. D'une certaine façon, cet événement « agit à la façon d'un diapason : il organise un horizon commun, où se coordonnent les attentes et les expériences singulières, et où peut se réaliser le miracle social des fraternisations contre-nature »[102]. Certes, d'autres moments de cet ordre se sont déjà produits, mais grâce à l'archive constituée, qui elle, est exceptionnelle, on peut, par l'effet de miroir grossissant qu'elle nous offre, observer les détails et les linéaments les plus infimes et les plus intimes des expériences singulières qui nous renseignent sur ce que chacun des acteurs y a projeté, vécu, enduré, engagé.

Car l'archive qui, pour l'historien, constitue la trace, la matière première de cet événement, se fait le reflet de ce dont l'événement est créateur, du temps qu'il suspend et qu'il accélère, des relations et des interactions, des paroles, des discours, des récits qui sont autant d'événements dans l'événement, parce que ce langage, « même en bribes », parfois contradictoires ou elliptiques, « charrie des essais de cohérence voulue par celle ou celui qui a porté réponse »[103]. C'est en cela que l'échelle d'analyse micro-historique auquel cet objet invite, est l'occasion de saisir les formes de l'action politique et de la mobilisation, dans leur individualité et leur complexité, sans perdre de vue qu'elles s'insèrent, bien sûr, dans des systèmes, comme le rappelle avec justesse J. Revel. C'est « à partir de ces trajectoires individuelles et des choix » opérés par les acteurs, qu'il est possible de les reconstruire[104] et de mettre en lumière la complexité des rapports sociaux que l'archive, questionnée dans une perspective anthropologique, peut livrer[105].

En partant des conditions « vécues », de l'expérience que les acteurs font de la présence de la Faction de la Sierra, on peut percevoir les formes d'interactions entre, d'une part, ce que G. Levi appelle les « structures portantes de la réalité sociale »[106] et l'on pourrait ajouter, politique et, d'autre part, les expériences locales de politisation à travers les dynamiques de mobilisation et d'engagements dans une faction armée. Ce que nous proposons ici, c'est d'étudier ce qui se joue dans et au contact de la Faction de la Sierra comme une « modulation

[101] Pascale Goetschel ; Christophe Granger, « Faire l'événement, un enjeu des sociétés contemporaines », *Sociétés & Représentations. Dossier Faire l'événement*, n° 12, décembre 2011, p. 13.
[102] *Ibid*., p. 14.
[103] Arlette Farge, « Penser et définir l'événement en histoire », *op. cit.*, p. 4.
[104] Jacques Revel, « Microstoria », in C. Delacroix ; F. Dosse ; P. Garcia ; N. Offenstadt (dir.), *Historiographies, I. Concepts et débats*, Paris, Gallimard, coll. Folio histoire/Inédit, 2010, p. 532.
[105] Comme le signalait au début des années 80 C. Ginzburg et C. Poni, dans un article-manifeste publié au moment de l'éclosion de la microstoria en Italie, et que l'on pourrait certes aujourd'hui nuancer, même s'il garde toute sa pertinence, « la complexité des rapports sociaux reconstruits par l'anthropologie dans son travail de terrain contraste ici avec le caractère unilatéral des données archivistiques sur lesquelles l'historien travaille ». Carlo Ginzburg ; Carlo Poni, « La micro-histoire », in *Le Débat*, n° 17, 1981/10, p. 134.
[106] Giovanni Levi, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIe siècle* [1985], Paris, Gallimard, 1989, p. 12.

locale » de l'histoire du pays dans ce moment de crise politique aigue qui donne, là aussi, le rôle central « à une notion abstraite et pourtant omniprésente derrière les comportements et les choix : l'incertitude »[107].

Changer la focale et suspendre le temps pour observer au plus près ce qui ce joue au cœur de cet événement, tel fut notre choix, car il permet de « voir » l'événement et de questionner les logiques à l'œuvre dans un moment où, à l'inverse, on assiste à une accélération de l'histoire et à multiplication des événements, propre aux contextes révolutionnaires et aux moments de crises politiques. Nous proposons, pour ce faire, d'adopter la notion de « ralenti » qui permet en effet de « considérer et d'expliquer les événements (…) pour ce qu'ils sont essentiellement et leur confère leur caractère unique et leur force de changement[108], mais aussi d'observer au plus près les cultures politiques qui s'y déploient, et les liens d'interaction très complexes qui sont ainsi mis à jour. Appliquée à la parole des acteurs comme expression de cette culture politique mais aussi de leurs systèmes de représentation, une telle démarche permet d'intégrer la dimension symbolique contenu dans ce langage qui « abrite différentes couches temporelles de sens »[109]. Ce qui implique le respect de la parole de l'acteur, non pas parce que l'on suppose qu'il se trouve en possession de la vérité ou du sens de son action, mais parce que cette vérité ou ce sens ne peuvent être appréhendés sans prendre en compte cette parole.

Dans cette perspective, l'expérience politique est aussi une expérience ordinaire, soumises par là à des contradictions, des idéalisations et des stratégies de justification dont il s'agit de rendre compte sans préjuger ni de la valeur morale ni de la validité du rapport à la vérité qu'elles revendiquent »[110] ; et de scruter au plus profond, aidée par la loupe et le ralenti, cet infra-ordinaire au sens où l'appréhende G. Pérec lorsqu'il dit vouloir « interroger l'habituel », « ce qui se passe chaque jour et qui revient chaque jour, le banal, le quotidien, l'évident, le commun, l'ordinaire, l'infra-ordinaire, le bruit de fond »[111], qui n'exclut pas le bruit des armes et celui des violences, de la révolte et de la revendication. Car à l'inverse de la précipitation qui prévaut dans une certaine conception de l'événement et de son traitement, ce qui nous intéresse dans cet événement c'est que, grâce aux traces que la Faction de la Sierra a générées pour avoir été considérée comme tel, il est possible d'aller vers ce qui la fait advenir et ce dont il s'est nourri pour subsister, dans l'infra-ordinaire de la Sierra.

---

[107] Jacques Revel, « L'histoire au ras du sol », in *Ibid*., p. XXIII.
[108] Martin Pierre G. Andreas Suter, « Histoire sociale et événements historiques. Pour une nouvelle approche ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 3, 1997, p. 544.
[109] Altamirano, Carlos, « De la historia política a la historia intelectual : reactivaciones y renovaciones », *Primas. Revista de historia intelectual*, n° 9, 2005, p. 7.
[110] Jean-Louis Briquet, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997, p. 8.
[111] Georges Pérec, *L'infra-ordinaire*, Paris, Editions du Seuil, coll. La Librairie du XXIe siècle, 1989, p. 11.

L'événement dans cette perspective n'est pas nécessairement ce qui bruisse à la surface de l'histoire, mais ce qu'il met en action sous la surface des faits ; or c'est en adoptant cette notion de ralenti et la loupe pour accéder aux anfractuosités les plus fines qu'il est possible d'accéder à ce qui se joue dans un contexte donné pour les acteurs et que les archives produites sur cette Faction permettent d'observer. Il s'agit également, et corrélativement, d'appliquer cette notion de ralenti à la temporalité, en considérant, ce qui est parfois oublié par l'historien souvent habitué à manier les décennies et les siècles, à savoir qu'un an et demi, quelques mois finalement c'est pourtant très long lorsque l'on vit dans un climat politiquement tendu, socialement dégradé et que l'on doit subir les agissements de bandes armées (gouvernementales et factieuses) au jour le jour, à toute heure du jour et de la nuit. Ce ralenti nous permet dès lors d'épouser le rythme du quotidien des habitants de la Sierra en proie aux agissements incessants des factieux mais aussi de ceux qui les pourchassent.

A partir de cet événement, c'est à une lecture renouvelée du fonctionnement du politique, de l'espace démocratique et de la culture du conflit à laquelle il est possible de se livrer. C'est en cela aussi que la dynamique adoptée pour le plan de cet ouvrage suit une progression dramatique qui aboutit au sort ultime réservé à cette faction au début du XXème siècle. Progression qui doit toutefois faire un passage par le récit, puisqu'en raison de l'effacement de l'événement tout au long des décennies suivantes, il n'y a jamais eu de mise en récit de celui-ci, qui aurait pu le faire advenir comme tel. C'est ce à quoi se propose le chapitre 3 de cet ouvrage en ayant conscience néanmoins qu'en dépit de la masse d'archives organisées à laquelle s'ajoute celles collectées par ailleurs autour de cet événement, un certain nombre d'éléments, de faits et de « paroles » se dérobent, qu'il s'agisse des silences des témoins et des accusés lors des interrogatoires auxquels ils sont soumis, ou des silences des principaux acteurs de cet événement dont nous n'avons pas de traces directes hormis de très rares lettres. Par conséquent, ce récit visant à lui donner chair et à leur donner corps, à réassembler les éléments dont il est fait, cette opération de raccommodage, ne doit pas pour autant escamoter les silences et les trous, mais au contraire « faire sentir le pleins, mais aussi les creux »[112], sans pour autant lui faire perdre de son intelligibilité. Car raconter l'événement contribue également, comme le notait M. de Certeau dans ses écrits sur l'événement 68, « à s'expliquer et à réparer les déchirures qu'il a produit dans le système des relations sociales »[113].

[112] Thomas Bouchet, « Impasses et ruses du récit. Silences et mises en mots de l'événement au XIXème siècle », *Sociétés & Représentations. Dossier Faire l'événement*, n° 12, décembre 2011, p. 48.
[113] Michel de Certeau, « Pour une nouvelle culture », in Michel de Certeau, *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Editions du Seuil, 1994, p. 79.

Nous avons exposé dans l'introduction et perçu, à travers l'historiographie très parcellaire et partiale sur et autour de cette Faction de la Sierra, une version finalement assez officielle des faits. Trois chefs présentés comme des bandits, voire des barbares, appartenant pourtant au parti libéral et un cercle rapprochés de *cabecillas* dont un certain nombre ont occupé des fonctions politiques au niveau local en tant que libéral à partir du milieu des années 1840. Des hommes qui se sont mobilisés pour soutenir un président déchu, mais encore ?

Car de fait, c'est une tout autre histoire que nous livrent les archives, une toute autre chronologie et l'intervention d'une myriade d'autres acteurs qui jalonnent l'existence de cette Faction de la Sierra ainsi que de sa traque. En effet, ces archives sont l'occasion d'appréhender une scène où les acteurs sont bien plus nombreux et où la pièce qui s'y joue est autrement plus complexe que ce que nous livrent les quelques lignes, au mieux les quelques paragraphes, que l'historiographie lui a consacrée.

C'est la raison pour laquelle d'ailleurs, disposant d'un « objet total » au sens où les deux *expedientes* sont nommément consacrés à la Faction de la Sierra, nous avons fait le choix de considérer chacune des trajectoires de vie qu'il nous était donné de connaître, si fugace soit-elle. C'est un choix, assumé, qui fait la part belle à la série narrative autour de chacune des thématiques abordées. Il ne consiste pas à accumuler les « preuves » venant à l'appui de la démonstration, mais à mettre en lumière les différentes traces de ses possibles et les façons très différenciées de les avoir vécues et de les énoncer.

Enfin, un tel choix consiste également à faire non seulement de la parole un événement en soi, mais aussi à retranscrire ce qui fait effraction dans la vision généralement surplombante que possède l'archive vis-à-vis des populations subalternes et qui, dans notre cas, n'ont pas accès à l'écrit. Paroles biaisées certes, mais qui n'en fonctionnent pas moins « comme les traces et les indices d'une réalité cachée et qui n'est généralement pas saisissable à travers la documentation » et qui ici « la troublent en la désorganisant »[114].

[114] Carlo Ginzburg ; Carlo Poni, « La micro-histoire », *op. cit.*, p. 135.

# Chapitre 2.

## Jeu d'échelles pour l'étude d'un contexte économique et politique dégradé

Il s'agit dans ce chapitre de dresser un tableau de la situation qui mène à la crise de mars 1858, avec en toile de fond les conflits, ruraux essentiellement, qui secouent le pays et la région de la Sierra à partir des années 1840. Ceux-ci sont à leur tour indissociables des enjeux pour la terre, de la question de l'abolition de l'esclavage qui intervient en 1854, mais aussi de la lutte entre libéraux et « oligarques » qui se cristallise précisément dans les années 1840, à travers la création du parti libéral. Cette nouvelle dynamique conduit à l'arrivée au pouvoir, en 1848, du clan Monagas qui y reste jusqu'à la chute de l'un d'eux, José Tadeo, en mars 1858, dont la Faction de la Sierra est l'une des conséquences immédiates.

A travers ce bilan, il ne s'agit aucunement de procéder à une lecture téléologique pour comprendre l'avènement de la faction de la Sierra et sa physionomie. Notre démarche consiste plutôt à repérer la trame de la construction d'un certain rapport au politique pour ces populations rurales, qui serait spécifique à cette région où se sont trouvées imbriquées une situation sociale et agraire particulière d'une part, l'organisation précoce d'une activité politique au sein de ces populations rurales d'autre part, favorisée en cela peut-être par la présence d'acteurs particulièrement actifs (notamment Ezequiel Zamora) et par une perméabilité à ce qui se joue autour de l'initiateur, depuis Caracas, d'une pensée libérale organique (Antonio Leocadio Guzmán) mais dont l'épicentre des décisions et actions politiques controversées se situent (la proximité géographique avec la capitale aidant) à La Victoria, capitale de la province d'Aragua.

Par conséquent, nous ne proposons pas ici une simple contextualisation introductive, mais plutôt une réflexion sur la façon dont les bouleversements qui se produisent à partir de ces années 1840 dans le monde rural irrigue les événements qui démarrent 1858 et débouchent, entre autres, sur la formation de mouvements factionnels du type de celui étudié ici. Ils les irriguent d'une part au sens où l'ensemble des acteurs ont une mémoire vive de ce moment et qu'ils en font usage, comme nous avons pu le constater à l'analyse des archives liées à la Faction de la Sierra. D'autre part parce que l'historiographie produite sur cette période a eu tendance à survaloriser l'impact de ces mouvements sur la crise postérieure. Enfin, en termes de diffusion, dans les campagnes tout particulièrement, d'un corpus d'idées et de

revendications qui relèveraient du « libéralisme » en ce sens qu'il a été élaboré par le petit groupe d'hommes qui organise le parti du même nom en 1840 ; nous allons y revenir.

Qu'en est-il donc de la situation du pays dans ces années 1840-1850 ?

## 1. Une économie en mutation, perméable au contexte international

Notons en préambule, que la plupart des auteurs soulignent que les travaux de synthèses manquent sur la question, ainsi que les sources statistiques, notamment ceux qui écrivent dans les années 70 où les travaux d'histoire économique sont pourtant relativement plus nombreux[1]. Un certain nombre d'éléments peuvent toutefois être retenus pour cette étude, même si ce manque de données chiffrées est tout particulièrement récurrent pour les deux années qui nous intéressent ici, 1858 et 1859, ce qui constitue pour le moins un indice supplémentaire de la situation du pays dans cet immédiat avant-guerre. D'ailleurs, ce trou statistique a des incidences dans l'ensemble de la bibliographie sur la question, dans laquelle on passe quasi systématiquement des premières décennies du XIXème (de la fin des années 1840) aux années 1860 quand ce n'est pas directement aux années 1880[2].

Alors que la décennie 1830-1840 avait été marquée par un développement économique indéniable, tout particulièrement en matière commerciale, en raison des réformes impulsées par les gouvernements de Páez[3], à partir des années 1840, le Venezuela est confronté à une dynamique de dégradation de sa situation économique. Comme le souligne à juste titre le biographe du néo-grenadin Manuel Ancízar, alors qu'il aborde la période durant laquelle le jeune libéral séjourne au Venezuela, « au moins la décennie 1830 a-t-elle apporté au Venezuela un commerce florissant et rapide avec les pays de l'Atlantique Nord »[4]. Il met également en exergue le rôle joué par l'économie caféière dans ce développement tout en ne manquant pas de noter que, dans l'intérieur du pays, les plaies de la guerre d'indépendance étaient loin d'être pansées et que de nombreuses tensions subsistaient. Il remarque enfin que,

[1] Notamment Miguel Izard dans un ouvrage au demeurant très précieux souligne ce problème, mais les tableaux reflètent bien cette réalité. Miguel Izard, *Series estadísticas para la historia de Venezuela*, Mérida, Universidad de los Andes, 1968.

[2] Cette caractéristique est si prégnante qu'il est inutile de citer des références. Nous nous permettons de renvoyer à la section correspondante, dans la bibliographie en fin de volume.

[3] Sur ce point, l'influence de la *Sociedad Económica de Amigos del País* fondée à cette fin en 1829, est capitale. Cf. Haydé Farías de Urbaneja, *La autoridad de la Sociedad de Economía de Amigos del País en la política del Gobierno de 1830-1840,* Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1991. Cf. aussi Véronique Hébrard, « L''économie politique' à l'époque de l'indépendance au Venezuela », in *L'Amérique latine face aux modèles politiques et culturels européens : emprunts, reproduction, images*, Paris, L'Harmattan/Centre de recherches d'histoire de l'Amérique latine/Maison des Pays Ibériques, 1998, pp. 121-161.

[4] Gilberto Loaiza Cano, *Manuel Ancízar y su época (1811-1882). Biografía de un político hispanoamericano del siglo XIX*, Medellín, Editorial universidad de Antioquia/Facultad de ciencias humanas y económicas de la Universidad national de Colombia/Fondo editorial Universidad Eafit, 2004, p. 44.

dans la décennie suivante, les tensions s'accentuent dans le monde rural du fait d'un manque criant de main d'œuvre, lié tout à la fois aux pertes humaines de la guerre d'indépendance mais aussi, affirme-t-il de façon erronée, « à l'abolition de l'esclavage »[5] alors que celle-ci n'intervient qu'en 1854 et qu'il s'agit plutôt d'un manque de main d'œuvre esclave.

Cependant, la vulgate quant aux raisons des conflits qui secouent les classes dirigeantes à partir de la fin des années 1830, renvoie directement à l'économique. En effet, l'on met immédiatement en cause la fameuse loi promulguée par Páez le 10 avril 1834, qui aurait ruiné une partie des *hacendados* et donné ainsi origine à un nouveau front d'opposition qui va allier, au tout début de la décennie suivante, des forces contre nature. A savoir, ainsi que les décrit F. Brito Figueroa avec sa verve habituelle, « les propriétaires de terre ruinés ou sur le point de l'être, les caudillos militaires bannis des fonctions publiques et quelques idéologues et intellectuels de la même origine sociale que Antonio Leocadio Guzmán »[6].

Revenant sur l'agitation qui a précédé la Guerre Fédérale, J. Nucete-Sardi, dans son introduction aux mémoires du colonel Emiliano Navarro[7] insiste également longuement sur les effets de cette loi en termes économiques[8], s'appuyant sur le texte de F. Toro, l'un des signataires malgré lui de la loi de 1834, en sa qualité de Président de la Chambre de Représentants, comme il s'en explique en 1845 dans ses *Reflexiones sobre la Ley de 10 de Abril de 1834*[9]. F. Toro notait surtout de façon très suggestive en ouverture de ses *Réflexions* sur cette loi, que « les questions économiques sont aujourd'hui intimement liées aux questions sociales et morales »[10], et concluait ce long opuscule en avouant qu'il avait peut-être « donné plus d'importance que d'autres aux conséquences morales, politiques et économiques de cette loi », mais que c'était pour considérer, « se trompant peut-être, que le problème de l'harmonie sociale était grave dans l'Amérique d'aujourd'hui » et que « notre édifice social ne devra à partir de maintenant sa force et sa stabilité qu'à la maturité de sa structure et à l'habile équilibre de ses puissantes masses »[11]. D'ailleurs J. Nucete-Sardi rappelle qu'en 1845 il parlait d'une « angoisse économique » dans laquelle se débattait le Venezuela et que l'une des

[5] *Ibid*.
[6] Brito Figueroa, Federico, *Historia económica y social de Venezuela*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales del Instituto Cubano del Libro, 1972, p. 207. Nous y reviendrons.
[7] Ce colonel, originaire de Coro, a fait la campagne de la Fédération aux cotés de Ezequiel Zamora et Crisóstomo Falcón. Ce manuscrit a été retrouvé dans les archives de Manuel Landaeta Rosales à qui il avait été offert en 1919 par Don Andrés F. Ponte.
[8] José Nucete-Sardi, « prólogo », in Emilio Navarro, *La Revolución Federal 1859-1863*, Caracas, Imprenta Nacional, 1963, p. XVI.
[9] Fermín Toro, *Reflexiones sobre la ley de 10 de Abril de 1834 [1845] y otras obras*, Caracas, Ediciones del Ministerio de Educación Nacional, Col. 'Clásicos Venezolanos', 1941, pp. 11-175.
[10] *Ibid*., p. 14.
[11] *Ibidem*, p. 174.

causes de cette angoisse était cette loi sur la « Liberté de contrats » qui aurait « favorisé l'usure et mené à la ruine, dans de nombreux cas, les agriculteurs et les travailleurs de la terre »[12].

On peut cependant considérer qu'elle offre, dans ses principes de départ tout au moins, de nouvelles garanties pour les investissements et des conditions favorables pour les exportations, aidant, dans un premier temps et avant la dégradation du contexte économique, à impulser l'économie du pays[13], ou pour le moins le secteur commercial.

Les crispations s'aiguisent d'un cran supplémentaire avec la réforme, en 1841, de la *Ley de Espera y Quita* qui modifie les pratiques en vigueur depuis l'époque coloniale en matière de remboursement de crédits. Alors que jusqu'à présent ces reports de paiement étaient décidés à la majorité des votes des créanciers, dorénavant, ce délai est uniquement concédé quand il existe un accord unanime entre les créanciers, rendant d'autant plus aléatoire la possibilité, pour les débiteurs, d'obtenir satisfaction et renforçant dans le même temps le pouvoir de l'élite commerciale[14].

C'est au cours de cette période en effet que les deux premiers établissements bancaires vénézuéliens voient le jour, dès lors qu'un précédent projet, en 1838, le seul (et c'est significatif) qui ait été mis en œuvre uniquement par des *hacendados*, ne se concrétisent pas notamment parce qu'il ne parvient pas à obtenir l'appui « des capitalistes » dès lors qu'il ne reflète pas ses intérêts immédiats. La première banque à ouvrir ses portes est donc le *Banco Colonial Británico*, en juillet 1839, comme succursale de la *Colonial Bank* de Londres. Mais en raison des taux qu'elle pratique, elle bénéficie peu au secteur agricole, mais aussi parce qu'elle draine à son profit une partie des ressources financières de l'Etat, elle s'attire les critiques des « secteurs liés à l'oligarchie commerciale » qui voit en cette banque qui plus est liée au capital étranger, un « obstacle à sa propre expansion. D'où la création, à la demande de ces derniers, en mai 1841, d'une seconde banque, le *Banco Nacional Venezolano*[15].

À partir de 1843, la situation économique se dégrade encore davantage, tout particulièrement dans le monde rural, ouvrant la voie à une agitation sociale qui va aller croissant. Et les effets de la loi de 1834 furent alors d'autant plus forts que, comme le rappelle à juste titre J. Nucete-Sardi, « le changement rapide de l'agriculture vénézuélienne, en abandonnant la culture du cacao pour celle du café, a eu pour conséquence l'absorption de

[12] José Nucete-Sardi, « prólogo », *op. cit.*
[13] Nikita Harwich Vallenilla, « Banca y Estado en Venezuela, 1830-1911 », in *America Latina: Dallo Stato Coloniale Allo Stato Nazionale*, Turin, Franco Angeli, 1987, Tome 1, p. 211.
[14] Catalina Banko, « El capital comercial en Venezuela », *Economía y Ciencias Sociales* (UCV Caracas), n° 2-3, 1998, p. 2.
[15] Voir Nikita Harwich Vallenilla, « Banca y Estado en Venezuela, 1830-1911 », *op. cit.*, p. 212 et sv.

capitaux qui n'ont pu avoir de reproduction dans de brefs délais en raison des fluctuations onéreuses du marché extérieur »[16]. A. Rodríguez précise pour sa part que cette loi, qui établissait le financement pour de petits et moyens producteurs agricoles dont les besoins en argent s'étaient aiguisés en raison des investissements indispensables à cette reconversion, le café étant l'objet d'une forte demande internationale depuis 1830, a attiré les commerçants et prêteurs étrangers lesquels, intéressés par la non fixation des taux d'intérêts, augmentèrent à un rythme accéléré leurs activités spéculatives, percevant des gains importants au détriment des petits, moyens et même des grands propriétaires, qui virent alors « leurs *fincas* et haciendas vendues aux enchères à des prix scandaleusement dérisoires »[17]. De nombreux cas de ce type se produisent dans la zone ici étudiée, générant un climat de forte inquiétude à propos de la valeur de la propriété agricole, avec entre autres conséquences la prolifération des ventes[18].

Cependant, et au-delà de la polémique suscitée à l'époque par cette loi de 1834, et dont les hommes regroupés autour de Antonio Leocadio Guzmán ont fait le cheval de bataille dans leur combat contre le gouvernement de Páez, l'accusant d'avoir favorisé par celle-ci les intérêts de ses principaux partisans, à savoir les « maîtres du commerce et des grandes extensions latifundiaires », qu'ils appellent les *godos*, il demeure difficile d'évaluer de façon satisfaisante les effets produits par son application. En effet, comme le rappelle J. A. Ciliberto dans un petit opuscule consacré à F. Toro, « l'agitation dans laquelle fut plongé le pays durant la période de son application, rend relativement difficile, toute évaluation », même si l'on ne peut nier qu'elle a provoqué « des centaines de faillites et leurs subséquentes ventes aux enchères, dues aux intérêts élevés convenus entre les parties »[19]. Cette situation, ajoutée aux autres facteurs ayant contribué à déclencher la crise économique qui secoue le Venezuela en 1843, est une des raisons du texte écrit par F. Toro en 1845, avec également pour objectif, dès lors qu'il craint que la crise mondiale ne s'aggrave et s'inscrive dans la durée, d'analyser le contenu de cette loi et de signaler les effets négatifs que, de son point de vue, son application a générés. C'est de fait une situation préexistante que la loi de 1834 aggrave, et qui affecte tout particulièrement l'économie rurale.

[16] José Nucete-Sardi, « prólogo », *op. cit.*, p. XVII.
[17] Adolfo Rodríguez, *Exequiel Zamora*, Caracas, Ministerio de Educación, 1977, p. 49. Il cite sur ce point un travail non publié de Ismael Medina, *Venezuela Pre-Guerra Federal*. Trabajo presentado para optar a la categoría de profesor asistente en el escalafón universitario (Fac. de Cs. Econs. y socs., UCV), Caracas, enero de 1973, p. 11-12.
[18] Pour des développements plus approfondis voir Adolfo Rodríguez, *Exequiel Zamora*, *op. cit.*, pp. 50-52.
[19] José Angel Ciliberto, *Fermín Toro y las doctrinas económicas del siglo XIX*, Caracas, Editora San José, 1974, p. 90.

Quelques chiffres permettent de mesurer la détérioration de la situation économique du pays au cours de cette décennie. En effet, alors qu'en 1838-1839, la balance commerciale est excédentaire de 5 343 200, 75 Bs, en 1839-1840 et en 1840-1841 elle est déficitaire, respectivement de 1 387 401, 20 Bs et de 6 200 440 Bs[20].

Une des raisons avancées, et qui se vérifie à la lecture des chiffres donnés par R. Veloz pour les années postérieures à 1841[21], est que les revenus des douanes perçus pour les droits d'importation et d'exportation ne cessent de baisser à partir de 1841 alors qu'ils constituent une des branches principales des revenus nationaux. Cette baisse est en effet de 12 % entre 1845 et l'année antérieure et de près de 36 % en comparaison avec les chiffres de 1840 et 1841, années où ils atteignirent leur plus haut niveau. Une des raisons de cette baisse, selon J. Gil Fortoul, « semble être (…) les modifications introduites par la Législature dans les Droits d'exportations, lesquels atteignaient pour l'année 40-41 (…) la somme de 343 411 pesos 99 centavos ; mais furent ensuite considérablement réduits et au bout du compte totalement supprimés. Les autres causes consistent en la diminution des importations de l'étranger, qui suivent toujours la proportion des exportations et de la consommation intérieure ; la désolation dans laquelle nos produits exportables sont tombés en raison des mauvais prix, principalement le café qui est la plus importante de nos productions ; ayant pour conséquences naturelles (…) la perte de vitesse des entreprises agro-productrices, une diminution en conséquence de la consommation des produits du commerce étranger et la dépression aigue de celui-ci »[22]. Et bien que là encore le *leader* libéral Antonio Leocadio Guzmán rejette cette explication, il est avéré que sur tout le territoire vénézuélien, la faim, l'indigence, les faillites et les ventes aux enchères étaient à l'ordre du jour ; même le commerce donnait des signes d'une contraction alarmante dans ses opérations, dès lors qu'il se nourrissait en grande partie des importations et des transactions effectuées avec les producteurs ruraux et les artisans. S'ajoute à cela l'utilisation d'une partie de la Rente pour une concession accordée par le gouvernement à la Banque Nationale et pour payer le capital et les intérêts de la dette étrangère, qui prive le pays de numéraire, aggravant la situation de crise économique. Comme le souligne J. A. Ciliberto, « la polémique lancée par la scabreuse question fut longue et ardente, mais ce qui est sûr est que celle-ci, loin de bénéficier le Gouvernement, attira sur lui le poids multiforme de toute l'opposition et l'antipathie de ceux

[20] Ramón Veloz, *Economía y finanzas de Venezuela desde 1830 hasta 1944*, Caracas, Impresores Unidos, 1945, p. 56, p. 59-60 et p. 61.
[21] *Ibid*.
[22] José Gil Fortoul, *Historia constitucional de Venezuela*, Caracas, editorial Las Novedades, 1952, vol. II, p. 242.

qui, bien que ne partageant pas les dures critiques qui provenaient du secteur libéral, voyaient dans la posture pro-gouvernementale, de toute évidence, une grande responsabilité dans les maux économiques qui frappaient le pays »[23].

On voit donc bien que la crise de 1842-1843 aiguise des tensions latentes entre le secteur commerçants et celui des *hacendados*, particulièrement affectés par la baisse des exportations agricoles. Dans ce contexte, le *Banco Nacional Venezolano* devient la cible des critiques dès lors que cette banque est accusée de mentir quant aux supposées réductions qu'elle aurait accordées aux agriculteurs en termes de taux de crédit, et surtout d'octroyer des prêts pour favoritisme[24]. Au-delà de ces polémiques, il convient surtout de noter qu'aucune des deux banques ne développe un secteur de l'agriculture à proprement parler et qu'elles contribuent surtout à la faveur de la crise, comme le souligne N. Harwich à renforcer « le déséquilibre entre bailleurs de fonds et emprunteurs, entre créanciers et débiteurs, qui reflète le déséquilibre tant politique qu'économique entre commerçants et hacendados »[25]. Et le transfert de ces déséquilibres et tensions dans le strict champ du politique n'est pas sans lien avec l'instabilité politique que connaît le pays à partir du milieu des années 40.

C'est dans cette perspective que l'on peut saisir, en s'écartant des postulats parfois passionnés et par trop politisés défendus par une grande partie de l'historiographie sur ces questions, la popularité qu'acquiert, durant ces années 1840, Antonio Leocadio Guzmán. D'ailleurs, les remarques de José Angel Ciliberto sur ce point ne manquent pas de pertinence, malgré leur brièveté, lorsqu'il note que « dans le camp politique, les prédications des libéraux – faites dans un langage accessible aux couches les moins riches de la population et perçues par le biais de mécanismes élémentaires de communication de masses par les désœuvrés des villes et par ceux qui déambulaient, à leur guise, dans les campagnes – saturaient l'atmosphère d'un nuage de violence qui, de l'avis des intelligences les plus alertes de l'époque, ne pouvaient que dégénérer dans le classique conflit armé fratricide, stérile et déchirant »[26]. J. Nucete-Sardi considère pour sa part que « la population a cherché dans les rangs fédéralistes l'égalité et un niveau de vie moins fait de misère, offert – parfois de façon démagogique à partir de 1846 – par le contradictoire et habile leader Antonio Leocadio Guzmán, qui avait à l'époque parlé de répartition des terres, bannière qui ne fit qu'augmenter sa popularité »[27].

[23] José Angel Ciliberto, *Fermín Toro y las doctrinas económicas del siglo XIX, op. cit.*, p. 96.
[24] Nikita Harwich Vallenilla, « Banca y Estado en Venezuela, 1830-1911 », *op. cit.*, p. 214.
[25] *Ibid*., p. 215.
[26] José Angel Ciliberto, *Fermín Toro y las doctrinas económicas del siglo XIX, op. cit.*, p. 97.
[27] José Nucete-Sardi, « prólogo », *op. cit.*, p. XIX.

## 2. L'économie caféière : un colosse aux pieds d'argile ?

La période qui nous intéresse ici s'insère, pour reprendre le titre d'un article important de J. Lombardi, et J. Hanson, dans le « premier cycle du café » au Venezuela[28], et comme nous avons déjà pu le voir en filigrane des pages qui précèdent, c'est autour de cette production que se noue pour l'essentiel la crise économique des années 40. Si cette production connaît une expansion rapide au début des années 1830, en particulier grâce à la politique menée par le premier gouvernement de Páez qui permet des prix élevés à la vente et un crédit aisé, à partir du milieu des années 1840 on assiste en effet à un retournement de conjoncture (international et national comme on l'a vu) avec une baisse importante des prix, qui met à jour la fragilité du système financier mis en œuvre pour lancer cette nouvelle activité d'agro exportation ; fragilité renforcée par la politique menée dans ce domaine par les Monagas à partir de 1848 et qui pèse fortement sur le contexte général du pays.

De fait, et sans revenir sur les raisons de cette primauté au détriment de la production du cacao qui a occupé jusqu'au début du XIXème siècle le devant de la scène économique, c'est la production de café qui est cruciale pour la période. Bien que les travaux de M. Izard montrent que ce cycle du café a en fait commencé dès les années 1790, donc bien avant les indépendances[29], ce n'est qu'entre 1830 et 1840, que la production double, voire triple, tandis que celle du cacao augmente très lentement, si l'on en juge par les données figurant dans les *Memorias* analysés par le Lombardi et Hanson. D'ailleurs M. Izard note que « jusqu'en 1830, le Venezuela ne pouvait exporter presque uniquement que le cacao et le café et l'expansion de ce dernier tout au long du XIXème siècle a transformé de nouveau le Venezuela en un pays mono exportateur comme il l'avait été auparavant avec le cacao »[30]. Et si les auteurs considèrent que, de fait, la loi de 1834 a bien favorisé cette expansion de la culture et de l'exportation du café, bénéficiant dans un premier temps tout autant à l'élite financière qu'aux planteurs, ses effets pervers qui apparaissent au grand jour au moment de la crise internationale de 1842, s'ils divisent profondément et pour longtemps la société vénézuélienne, plus peut-être au niveau politique qu'économique d'ailleurs[31], ne font pas de

[28] Lombardi, John V. ; Hanson, James A., « The First Venezuelan Coffee Cycle, 1830-1855 », *Agricultural History*, vol. 44, n° 4, octobre 1970, pp. 355-367.
[29] Il l'aborde sous deux angles différents dans Miguel Izard, « La agricultura en una época de transición. 1777-1830 », Separata del *Boletín Histórico de la Fundación John Boulton*, n° 28, 1972, 67 p. et Miguel Izard, « El café en la economía venezolana del XIX. Estado de la cuestión », *Estudis* (Valencia), 1-1973, pp. 205-273.
[30] Miguel Izard, « La agricultura en una época de transición. 1777-1830 », *op. cit.*, p. 57.
[31] Cf. infra notre item sur le contexte politique.

cette loi la seule responsable de l'effondrement de cette production, ni de la ruine de la plupart de ceux qui y avaient eu recours[32].

Ces auteurs considèrent en effet que trois éléments indissociables ont contribué à la sévérité et à la durée de cette crise qui affecte l'économie du café, à savoir les conditions de production, la main d'œuvre et le crédit[33]. Concernant la production, le problème majeur est celui d'une production massive pour répondre à la demande extérieure mais aussi en raison des prix avantageux, mais qui ne s'accompagne pas de véritables progrès techniques ni d'investissements à long terme. D'où une production très extensive, gourmande en terres, et dont la très faible compétitivité tend à s'aggraver avec l'entrée en crise qui accroît la concurrence, avec le Brésil tout particulièrement. Les propos d'un Français arrivé au Venezuela, au moment du déclenchement de la Guerre Fédérale, pour y installer une « vaste entreprise agricole et industrielle », sont à cet égard très durs puisqu'il affirme que l'agriculture, « se trouve dans un état très primitif, malgré l'extraordinaire richesse des sols »[34].

La question de la main d'œuvre est elle aussi cruciale pour comprendre les problèmes que connaît ce secteur d'activité à partir de 1842 et ses conséquences les plus politiques. De fait, au début de ce nouveau cycle de production, il était facile de trouver de la main d'œuvre, notamment en raison de la relative stabilité politique de la première présidence de Páez, mais aussi du retour des soldats de l'indépendance à la vie civile. En outre, les paysans avaient plus avantage à être payés par les planteurs, qui le faisaient sur la base du prix du café (alors élevé), que de vivre d'une agriculture de subsistance.

Et bien que la production de café soit une exploitation saisonnière et que les producteurs n'aient besoin d'un grand nombre de travailleurs qu'au moment de la récolte, en raison de la présence d'une grande force de travail flottante disponible, ils se préoccupent peu, en réalité, des problèmes que leur pose cette main-d'œuvre (notamment en termes de comportement)[35], dès lors qu'ils peuvent facilement en changer.

---

[32] Lombardi, John V. ; Hanson, James A., « The First Venezuelan Coffee Cycle, 1830-1855 », *op. cit.*, p. 360.

[33] Nous ne livrons qu'à grands traits l'analyse proposée par les auteurs, dès lors qu'il ne s'agit ici que de donner des éléments de compréhension du contexte économique au cours de la période qui précède celle que nous étudions. Pour le détail, cf. plus précisément Lombardi, John V. ; Hanson, James A., « The First Venezuelan Coffee Cycle, 1830-1855 », *op. cit.*, pp. 360-366.

[34] Lettre d'un Français au ministère des Affaires étrangères à Paris, sd., fol. 2v. Archives du ministère des Affaires étrangères, Affaires diverses – Politique, 1815-1896, vol. IV : Venezuela. Carton 2, chemise 2, 1860-1861. Pièces diverses.

[35] On en trouve de nombreuses traces, pour la période du boom des années 30, dans les Mémoires de la *Sociedad Económica de Amigos del País : Sociedad Económica de Amigos del País. Memorias y Estudios, 1829-1839*, Caracas, Banco Central de Venezuela, 1958, vol. 2. Cf. notamment pp. 345-456.

Néanmoins, la chute des prix du café rend plus difficile pour les planteurs d'attirer la plupart de ces travailleurs temporaires sur leurs plantations, car ils ne peuvent plus se permettre de payer les péons beaucoup plus que cela pourrait être fait dans l'agriculture de subsistance. Cette situation a, entre autres conséquences, une baisse d'intérêt à travailler dans ces plantations de café ; accroissant d'autant plus la crise que les propriétaires ne disposent pas de moyens de contrôler ni de contraindre cette population, les forces de police étant inefficientes. Dès les années 1830, le manque de main d'œuvre apparaît comme l'un des obstacles principaux à l'expansion de la culture du café, associé au manque de capitaux et de techniques adéquates, ainsi qu'à une distribution plus satisfaisante des terre et à une amélioration des relations de production[36].

C'est dans ce cadre d'ailleurs qu'est réactivée l'hypothèse d'un appel à l'immigration, d'autant que de façon plus générale la population augmente peu durant cette période. Cependant, l'attrait du Venezuela s'avère limité et les tentatives pourtant appuyées par le gouvernement, à maintes reprises, ne donnent que peu de résultats, en particulier dans le secteur de l'agriculture. En effet, la question de l'immigration au Venezuela au XIXème siècle en particulier, se caractérise par un paradoxe. D'un côté, comme le souligne avec justesse A. Pellegrino, « l'immigration comme projet politique a eu un poids particulier » dès lors qu'elle est considérée comme le remède à la faiblesse démographique « diagnostiquée comme la cause du retard et des difficultés à augmenter la production agricole »[37] ; d'où une législation très prolifique en matière migratoire. Mais de l'autre, on observe qu'en dépit de ces nombreux projets, le nombre d'immigrants qui s'installent effectivement dans le pays est très faible. A partir d'une compilation des chiffres fournis à la fois par Manuel Landaeta Rosales, et les *Memorias 1831-1858* du Ministère de l'Intérieur, A. Pellegrino estime en effet qu'en 1830 et 1858 l'immigration au Venezuela a été de 12 000 personnes pour une population totale, à cette dernière date, d'environ 1 788 159 habitants[38].

Dans son Mémoire de 1831 présenté au Congrès, l'emblématique secrétaire à l'Intérieur, Antonio Leocadio Guzmán, soutient que l'immigration est la grande nécessité du pays et qu'il s'efforcera à toute fin de la promouvoir. En ce sens, un premier projet est présenté en 1832 visant à permettre le mariage avec des étrangers et leur naturalisation immédiate. Cette

[36] Sur ces questions voir les remarques très éclairantes de Miguel Izard, « El café en la economía venezolana del XIX. Estado de la cuestión », *op. cit.*, p. 230-233 tout particulièrement.
[37] Adela Pellegrino, *Historia de la inmigración en Venezuela, siglos XIX y XX*, Caracas, Academia Nacional de Ciencias Económicas, 1989, Tome I, p. 7. Voir également, sur cette question l'article très éclairant de Wayne D. Rasmussen, « Agricultural Colonization and Inmigration in Venezuela, 1810-1860 », *Agricultural History*, vol. 21, n° 3, jul. 1947, pp. 155-162.
[38] Adela Pellegrino, *Historia de la inmigración en Venezuela, siglos XIX y XX*, *op. cit.*, p. 25. Voir également son tableau des flux migratoires entre ces deux dates, p. 74.

dernière disposition s'exerce également pour les étrangers détenteurs d'une propriété de 1000 pesos et pour les colons qui viennent s'établir au Venezuela pour y cultiver la terre. En 1834, après d'âpres débats, s'est la liberté de culte qui est adoptée ; mesure indispensable puisque le Code Civil jusque là ne reconnaissait que les mariages célébrés par l'Eglise catholique.

Plusieurs lois sont ainsi promulguées entre 1831 et 1847, date de la première élection de José Tadeo Monagas. La première est sanctionnée le 13 juin 1831 et, partant du constat d'une faiblesse démographique grevant tout espoir de progrès en matière de « civilisation et de développement économique », elle vise à promouvoir par tous les moyens l'immigration, et met l'accent sur celle des Canariens, pour des raisons à la fois historiques (ils sont présents depuis longtemps) et de leur appartenance à de « groupes de petits cultivateurs des alentours de Caracas. A ce titre, ils intéressent les propriétaires d'haciendas qui les contractent souvent directement. Suivent, une loi de 1837 qui élargit les principes de la première à l'ensemble des migrants européens, une troisième en 1840 qui promeut « l'immigration d'Européens et de Canariens pour le développement de l'agriculture du Venezuela » et qui prévoit la remise de terres vierges adéquates pour les « entreprises d'immigration ». De même, elle fixe les droits et devoirs des migrants ainsi que des entrepreneurs en charge des migrants dès qu'il s'agit de protéger ces derniers qui sont quoi qu'il en soit sous la dépendance de ces hommes. C'est cette même année que Agustín Codazzi[39] entreprend, grâce aux terres offertes par Martín Tovar, la fondation de la fameuse Colonia Tovar, unique entreprise de type privée mise en œuvre à cette époque et qui accueille une migration d'origine allemande[40]. A partir de 1845, l'immigration tend de nouveau à diminuer, notamment faute de fonds à affecter ce poste de dépense. R. Veloz note d'ailleurs qu'en 1845, il n'y a que 429 migrants qui viennent fouler le sol vénézuélien et qu'en 1846 il n'y en a aucun[41].

[39] Officier d'artillerie d'origine italienne, Agustín Codazzi se voit confier, suite à un décret d'octobre 1830 émis par le Congrès afin qu'un commissionnaire soit mandaté « pour l'élaboration de cartes des différentes provinces du Venezuela combinant des informations de géographie physique et statistiques », la rédaction d'un Atlas qui est réalisé dans le cadre d'une mission géographique organisée par l'Académie Militaire de Mathématiques. Giovani Battista Agostino Codazzi, *Atlas fisico y Político de la República de Venezuela, dedicado por su autor el Coronel de Ingenieros Agustin Codazzi, al Congreso constituyente de 1830*, Caracas, 1840/Paris, 1841. L'œuvre de A. Codazzi est considérée comme déterminante pour l'appréhension de l'espace national et la définition d'une identité nationale, dès lors qu'il souhaitait compléter son Atlas par une partie historique qui est écrite par un autre militaire, Rafael María Baralt. Sur ces questions, voir Nikita Harwich, « Le discours historiographique du Venezuela au XIX$^{e}$ siècle », in François-Xavier Guerra (ed), *Mémoires en devenir. Amérique latine XVIe-XIXe siècle*, Bordeaux, Maison des Pays Ibériques, 1994, pp. 193-206.

[40] R. Veloz note que dans le cadre de cette création, ce sont 3 776 migrants allemands qui arrivent en 1840/41. Et que la majorité de ceux qui arrivent l'année suivante (2 262) sont également destinés à la Colonia Tovar. Ramón Veloz, *Economía y finanzas de Venezuela desde 1830 hasta 1944*, Caracas, imprenta unidos, 1945, p. 66-67 et p. 70.

[41] *Ibid*., p. 76.

En 1847, plusieurs projets sont discutés, qui proviennent dans leur majorité « d'entrepreneurs européens disposés à orienter des courants jusqu'au Venezuela »[42]. La plupart d'entre eux restent lettres mortes, mais il convient toutefois de mentionner deux initiatives, rapportées pour la première par A. Pellegrino et R. Veloz ; la seconde uniquement par R. Veloz. Le premier projet est conçu par l'entreprise Carlos Dehue & Co. (Delrue selon A. Pellegrino), de Dunkerque et Paris, pour le transport au Venezuela de 80 000 immigrants, originaires de Suisse, de Belgique, de Prusse et de toutes les villes et villages de la Confédération germanique. En contrepartie, le gouvernement s'engageait à fournir 2 210 560 hectares de terre répartis dans plusieurs provinces du pays[43].

Le second contrat est celui de la Colonie « Unión Chaguaramas », société établie à Londres, qui entreprend le déplacement au Venezuela de ses membres envoie un commissaire explorer le pays afin de trouver un terrain adéquat. Ils se fixent dans la province de Carabobo, où on leur offre des terrains de bonne qualité. Ils se sont ensuite établis à Guinimita, sur la côte de Güiria, sur des terrains qu'ils avaient achetés. Cependant, l'insalubrité de la région les fit partir à Trinidad. À l'arrivée du second lot d'immigrants, ils préférèrent acheter un terrain dans la Golfe de Paria, dans le Canton de Carúpano, sur le site de Chaguaramas, pour y fonder la colonie ; mais ils y restèrent peu de temps et ils sont également partis à Trinidad »[44].

De nouveau en 1848-1849, Antonio Leocadio Guzmán fait de l'immigration une priorité en dépit d'une situation économique peu favorable. Pour ce faire, il propose un plan concret de promotion de l'immigration afin de pallier le manque de bras dans les campagnes et plaide pour une naturalisation immédiate ainsi pour que la levée des mariages célébrés uniquement devant des prêtres. En vain.

Au cours de la décennie suivante, plusieurs lois et projets sont impulsés dont les résultats sont une fois encore bien maigres. C'est le cas en 1850-1851 alors que le Consul du Venezuela à Hambourg propose d'impulser l'immigration de façon modérée et sollicite à cette fin des familles allemandes aptes pour les travaux agricoles et les arts. Ce sont ainsi 18 familles, soit un total de 103 personnes qui émigrent en direction des provinces de Caracas et de Carabobo. Cependant, ces tentatives capotent en raison des mouvements de révoltes qui secouent alors le pays[45]. En 1854, dans le même temps que l'abolition de l'esclavage est votée, une nouvelle loi d'immigration est sanctionnée qui, pour la première fois, comprend tous les étrangers et envisage que l'Etat puisse céder des terres vierges directement aux

[42] Adela Pellegrino, *Historia de la inmigración en Venezuela, siglos XIX y XX*, *op. cit.*, p. 82.
[43] *Ibid*. ; Ramón Veloz, *Economía y finanzas de Venezuela desde 1830 hasta 1944*, *op. cit.*, p. 78.
[44] *Ibid*., p. 78-79.
[45] *Ibidem*, p. 91.

migrants moyennant le solde de leurs dettes vis-à-vis de leur contractant[46]. Surtout, comme le remarque à juste titre A. Pellegrino, cette loi et plus encore celle de 1855, intègre les migrants dans la même relation de dépendance dont souffre la main d'œuvre vénézuélienne ; elles ratifient également « la tendance à privilégier l'obtention de main d'œuvre pour les propriétaires de terre plutôt que la fondation de *pueblos*, sans doute comme conséquence directe de la situation générée par l'abolition de l'esclavage »[47], laquelle dès avant cette date n'était déjà plus à même non plus de répondre à ce besoin pressant de main d'œuvre, nous y reviendrons. Une dernière loi est votée en juin 1855, mais elle capote elle aussi. Elle présentait l'originalité de viser cette fois l'immigration asiatique. Ce contrat stipulait l'introduction dans le pays d'immigrants asiatiques, le gouvernement payant une somme forfaitaire pour chaque Chinois introduit dans le pays, et là encore visait à pallier le manque de main d'œuvre à bas coût après l'abolition, s'inspirant en cela des politiques mises en œuvre notamment au Pérou où avait résider d'ailleurs Antonio Leocadio Guzmán, en vertu desquelles cette migration asiatique était soumises à des conditions de travail proches de l'esclavage[48].

A ces caractéristiques de la main d'œuvre, s'ajoute le contexte de division politique que traverse le pays à partir du milieu des années 1840 faisant de nouveau basculer, à partir de 1846, de nombreux péons dans l'activité armée dès lors qu'ils sont enrôlés pour lutter contre les mouvements de rébellion quand ils ne sont pas eux-mêmes partie prenante de ces derniers. Cette situation porte un nouveau coup à une économie déjà bien affaiblie, d'autant que la chute des prix du café continue de sévir.

Un premier retournement de conjoncture politique s'opère cependant après l'élection de José Tadeo Monagas en 1847, alors que la braise des événements de 1846 n'est pas totalement éteinte. En effet, alors qu'il a été élu avec le soutien actif de Páez, qui voit en lui un candidat de compromis, son accession au pouvoir l'éclaire sur la situation des opposants, leur force et l'importance sur la scène économique et sociale d'une partie d'entre eux. Très vite, à la fin de cette même année 1847, il rompt avec la tutelle politique de Páez et commence à faire entrer des 'libéraux' d'importance dans son gouvernement, au point qu'en janvier 1848 « ce changement en faveur d'une domination Libérale est si complète que le

[46] Adela Pellegrino, *Historia de la inmigración en Venezuela, siglos XIX y XX*, *op. cit.*, p. 87.
[47] *Ibid*., p. 88.
[48] Adela Pellegrino, *Historia de la inmigración en Venezuela, siglos XIX y XX*, *op. cit.*, p.88-90 ; Ramón Veloz, *Economía y finanzas de Venezuela desde 1830 hasta 1944*, *op. cit.*, p. 107. Sur les politiques mises en œuvre au Pérou voir l'article très éclairant de Pilar García Jordán, « Reflexiones sobre el darwinismo social. Inmigración y colonización, mitos de los grupos modernizadores peruano (1821-1919) », *Bulletin de l'IFEA*, 1992, 21 (2), pp. 961-975.

caudillo conservateur, Páez, entre en rébellion contre le président qu'il avait lui-même élu »[49]. Bénéficiant dès lors d'un soutien presque complet des planteurs, le gouvernement de Monagas met en œuvre une grande partie du programme des libéraux. C'est ainsi que les principaux éléments législatifs en faveur du crédit (dont la fameuse loi du 10 avril 1834) sont abrogés et remplacés par des arrangements de crédit plus cléments. De même, parmi ces réformes mises en œuvre pour contrer le primat de l'élite commerciale, il y a celle concernant la Ley de Espera y Quita qui avait déjà été amendée, on l'a vu, en 1841. Or, en 1849, de nouvelles clauses sont introduites qui protègent plus largement les débiteurs, en leur permettant d'obtenir des prorogations importantes, mais aussi en rétablissant le vote à la majorité et la possibilité, en cas de refus, de recourir à un juge habilité à octroyer un délai de paiement pouvant atteindre neuf ans. Néanmoins, cette loi doit de nouveau être modifiée en 1850 en revenant à la situation de 1841, suite à la pression de l'Angleterre qui menace d'utiliser la force pour obtenir le paiement d'indemnisations pour les créanciers britanniques (et ils sont nombreux) lésés par les modifications apportées l'année précédente[50].

Ces changements et revirements n'empêchent pas la crise de s'approfondir, d'autant que le projet de banque de crédit pour l'agriculture ne se concrétise pas faute de moyens et que les deux seules banques commerciales du pays disparaissent, l'une au milieu de 1849 et l'autre en mars 1850[51]. D'ailleurs, F. González Guinán indique avec sarcasme, mais sans se départir toutefois de la relative neutralité qui caractérise, la façon dont il présente les faits, que « l'un des sujets importants dont s'est occupée la législature de 1850 a été la fermeture du Banco de Venezuela » par une loi du 23 mars 1850[52]. Selon lui, les raisons de cette décision étaient que la banque « n'aurait pas dûment rempli les objectifs pour lesquels elle avait été créée par la loi du 17 mai 1841, qu'elle était dans l'actualité dans l'impossibilité de remplir de tels objectifs et que les fondateurs eux-mêmes de cet institut bancaire avaient manifesté par écrit leur volonté qu'il cesse » ses activités[53]. Concernant *El Banco Colonial Británico*, la décision de sa fermeture, qu'il situe pour sa part également en mars 1850, elle serait intervenue suite à une décision de la direction londonienne de l'établissement qui « invitait les détenteurs de billets à venir les changer et les propriétaires de dépôts à venir retirer leurs fonds » avant le 30 juin date de la fermeture définitive de la banque. Il n'existait donc plus à cette date, aucun organisme de crédit dans le pays, ne faisant qu'accroître, selon González Guinán, le malaise

[49] Lombardi, John V. ; Hanson, James A., « The First Venezuelan Coffee Cycle, 1830-1855 », *op. cit.*, p. 367.
[50] Catalina Banko, « El capital comercial en Venezuela », *op. cit.*, p. 2.
[51] Nikita Harwich Vallenilla, « Banca y Estado en Venezuela, 1830-1911 », *op. cit.*, p. 216.
[52] Francisco González Guinán, *Historia contemporánea de Venezuela*, Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República de Venezuela, 1954, volume V, p. 126.
[53] *Ibid*., p. 127.

dans « l'industrie, malaise de plus en plus important dès lors que comme l'on était dans une année électorale, commencèrent les débats toujours vifs sur les candidatures avant que les Chambres ne clôturent leurs sessions ordinaires »[54].

La « victoire » de la politique des libéraux ne parvient donc pas à assainir la situation économique, et l'unique projet d'une institution bancaire qui voit le jour avant le déclenchement de la guerre, celui d'une Compagnie d'Actionnaires, en 1855, a une courte durée de vie. En outre, les conflits qui éclatent dans le pays dans les années qui suivent et la désorganisation de l'agriculture qui en résulte, associés à une baisse prolongée des cours du café, prolongent la dépression des années 50 jusqu'au début de la guerre fédérale, bien que l'absence de données statistiques pour 1855 et les années qui suivent rende difficile toute quantification de cette dépression. Toutefois, on peut estimer qu'en raison de la déstructuration de l'agriculture dans les années de guerre, il faut attendre les années 1870 pour que la production de café atteigne des niveaux équivalents à ceux du début du cycle[55].

On peut dès lors considérer, ainsi que l'affirment Lombardi et Hanson, mais d'autres auteurs également, que les années 1830-1850, qui furent celles du « développement mais aussi du déclin du premier cycle de café, révélant la fragilité du système économique mis en œuvre, s'avèrent malgré tout cruciales pour le développement politique et social du Venezuela au XIXème siècle », dès lors que malgré cette crise et les fragilités structurelles qu'elle met à jour[56], c'est à ce moment-clé que les forces politiques et sociales de la fin du XIXème se constituent et forgent leur mode opératoire. En ce sens, il leur semble « extrêmement difficile de comprendre l'abolition de l'esclavage en 1854, sans une claire notion des causes et des effets du cycle du café qui la précède »[57], notamment du point de la question de la main d'œuvre que la crise, on vient de le voir, met à jour de façon criante.

Pour introduire ce qui va suivre, deux remarques de R. Veloz pour les années 1850-1851 me semblent importantes. En conclusion de sa présentation des chiffres pour ces deux années,

---

[54] *Ibidem*, p. 124.

[55] Nous nous permettons de renvoyer sur ce point à l'article, ancien mais fort utile, de Ramón Veloz, « Comercio exterior de Venezuela, 1830-1 a 1936-7 », *Revista de Hacienda*, n° 10, 1938, pp. 27-112.

[56] A. Baptista y insiste dans un article fort curieux où il tente, en établissant ce qu'il appelle le NAEC (Nivel de Actividad Económica) qu'il obtient à partir de « l'addition, dûment ajustée avec la variation des prix, des exportations et des dépenses publiques. Cet indice lui permet de relativiser les affirmations quant à une croissance soutenue de l'activité économique entre 1830 et 1920, fondées selon lui sur des projections erronées à partir d'analyses qui partent de la sélection de quelques années à partir desquelles on réfléchit sur un processus plus global, provoquant une « sévère distorsion de la réalité historique », p. 112. Il arrive pour sa part, en fonction des chiffres obtenus par sa méthode de calcul, à la conclusion qu'il y a une forte expansion économique entre 1830 et 1841 puis entre 1875 et 1881, mais une tendance globale très modeste et très accidentée. Baptista, Asdrubal, « Una Nota Sobre el Desenvolvimiento de la Economía Venezolana, 1830-1920 », *Latin American Research Review*, vol. 23, n° 3, 1988, pp. 108-116.

[57] Lombardi, John V. ; Hanson, James A., « The First Venezuelan Coffee Cycle, 1830-1855 », *op. cit.*, p. 356.

il se plaît d'une part à citer une « opinion » comme il l'appelle publiée dans le *Diario de Avisos* du 13 août (sans préciser s'il s'agit de l'année 1850 ou 1851, relative au commerce du pays selon laquelle les rares Vénézuéliens qui sont parvenus, au prix de rudes sacrifices, à constituer un certain capital ces dernières années, « sont les jeunes qui durant ces années [avant 1838] se sont lancés avec ardeur dans une industrie si utile ; il est fort possible que si l'on cherche, on n'en trouvera pas un seul aujourd'hui parmi les plus importants sur les places de Caracas et de la Guaira qui ont démarré après 1840 »[58]. D'autre part, il fait état d'un ouvrage paru en 1851, édité en français dont il ne donne pas la référence, mais dont il cite un extrait relatif à l'impression que donne le Venezuela et Caracas de l'extérieur.

> « Caracas est dépourvue de manufactures et les arts mécaniques les plus simples commencent à peine à être exercés. La farine de céréales est quasiment un objet de luxe pour la grande masse de la population. L'irrégularité des récoltes de maïs est fonction de la fréquence, plus ou moins grande, des pluies ; le transport du sel et la très importante consommation de viandes dans les districts les plus peuplés, donnent lieu, sans aucun doute, à des échanges entre les *llanos* et les côtes ; mais la grande finalité du mouvement commercial dans l'intérieur de [la province de] Caracas est le transport de produits destinés à être exportés vers les Antilles et l'Europe, comme le cacao, le coton, le café, l'indigo, la viande salée et les cuirs ; et ce transport s'effectue à dos de mule ou par voie aquatique. »[59]

### 3. La main d'œuvre rurale et ses enjeux

Si l'abolition de l'esclavage intervient donc en 1854, il n'en demeure pas moins que la main d'œuvre esclave était largement minoritaire dans les haciendas depuis les années 1750 en raison de l'expansion de la propriété territoriale agraire qui entraîne la prédominance plutôt d'une main d'œuvre soumise à des conditions de servitude. Ainsi, pour le début du XIXème, F. Brito Figueroa considère que la main d'œuvre esclave correspondait à 18 % de la main d'œuvre travaillant dans « des conditions qui signifiaient une modalité de la servitude », soit 22 % de la population totale[60]. A l'issue de la guerre d'indépendance, en raison des pertes humaines, des fugues, rebellions et du changement de statut obtenu par certains esclaves, ceux-ci ont diminué de moitié par rapport à la période antérieure, réduisant d'autant le pourcentage de la main d'œuvre esclave[61].

---

[58] Ramón Veloz, *Economía y finanzas de Venezuela desde 1830 hasta 1944*, *op. cit.*, p. 90.
[59] *Ibid*.
[60] Brito Figueroa, Federico, *Historia económica y social de Venezuela*, *op. cit.*, p. 209. Notons qu'en 1974, dans la 5ème edition de sa biographie de Ezequiel Zamora, il livre, se référant aux données du recensement de 1834, des chiffres d'un point inférieur affirmant que « seuls 17 % du total de la main d'œuvre des fermes et plantations étaient en situation d'esclavage absolu ». Brito Figueroa, Federico, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, Caracas, UCV/Ediciones de la Biblioteca, 1981, p. 259.
[61] Pour la province de Caracas, Brito Figueroa donne les chiffres suivants qui illustrent notre propos : 60 880 Noirs esclaves au cours de la première décennie du XIXème, contre 15 394 à l'issue de la guerre. In *Ibid*. Notons

Toutefois, cette situation ne fait qu'aiguiser une réalité antérieure à l'indépendance, à savoir la crise de l'agriculture esclavagiste, en vertu de laquelle les propriétaires éprouvent le besoin de se défaire des esclaves qui se sont de fait transformés en un bien économique dévalorisé et peu rentable. C'est une des raisons de la loi du Ventre Libre de 1821, puis de la Loi de Manumission votée en 1830, qui repousse à 21 ans l'âge requis pour être libéré et prévoit un fonds destiné à indemniser les propriétaires d'esclaves bénéficiant de cette loi. Même si une grande partie de cette main d'œuvre reste travailler dans les haciendas en qualité de *arrendatarios* ou comme simples *peones*, il n'en demeure pas moins que l'on assiste à une diminution continuelle de la main d'œuvre esclave à proprement parler.

Si l'on considère maintenant le nombre d'esclaves par rapport à la population totale, un premier chiffre intéressant est celui de 1839, date à laquelle ils étaient 49 782, soit 5, 26 % d'une population totale de 945 548 habitants selon les chiffres donnés par Codazzi[62]. En 1844, ils ne représentaient plus que 1, 77 % de la population, et si l'on y « ajoute les 23 514 *manumisos*, le pourcentage de la population noire arrivait à 3, 7 %, auxquels il faudrait ajouter un nombre indéterminé de population noire libre », bien qu'ils constituent toujours une force d'appoint non négligeable en termes de main d'œuvre dans certaines microrégions de cultures du cacao et de certaines autres monocultures[63]. En effet, dans les années 1840, celle-ci représentait ainsi environ 17 % des « 215 124 personnes » employées dans les « 9 125 plantations en situation de culture et 30 565 *hatos* » que comptait alors le pays[64]. Enfin, en 1854, à l'issue du recensement réalisé pour calculer la valeur des indemnisations dues aux propriétaires dans le cadre de l'abolition, on comptait « 11 967 esclaves au sens absolu et 9 185 esclaves en cours de manumission »[65]. Ces 11 967 esclaves sont, si l'on s'en tient aux observations de R. Veloz, « les esclaves présentés » pour l'indemnisation. Pour la seule province de Caracas ils étaient 5 422 esclaves au moment de l'abolition[66] sur une population de 173 040 habitants[67].

Au-delà des considérations sur les raisons strictement politiques ayant poussé Monagas à prendre cette décision, on voit que son impact juridique et moral demeure restreint au sens où un processus de plus longue durée était à l'œuvre en termes de « libération » et de diminution

---

toutefois une contradiction avec ce dernier chiffre lorsqu'il indique qu'en 1834 la main d'œuvre esclave de cette province s'élevait à 20 606 ! *Ibidem*, p. 211.

[62] Codazzi, Agustín, *Resúmen de la geografía de Venezuela.* Paris, Impr. de H. Fournier y compia, 1841, p. 244.

[63] Pedro Cunill Grau, *Geografía del Poblamiento Venezolano en el Siglo XIX*, Caracas, Presidencia de la República, 1987, Tomo II, p. 986.

[64] Brito Figueroa, Federico, *Historia económica y social de Venezuela*, *op. cit.*, p. 211.

[65] *Ibid*., p. 212.

[66] Ramón Veloz, *Economía y finanzas de Venezuela desde 1830 hasta 1944*, *op. cit.*, p. 102.

[67] Chiffre fourni par Adela Pellegrino, *Historia de la inmigración en Venezuela, siglos XIX y XX*, *op. cit.*, p. 24.

de leur présence en tant que tels dans les propriétés terriennes. Le corollaire d'une telle réalité est que la situation et la condition de ces populations ayant pour la plupart d'entre elles bénéficié de la loi de manumission[68] avant le décret d'abolition, ne s'améliorèrent pas pour autant après, d'autant qu'il n'existait pas de secteurs de substitution où elles auraient pu être employées. En effet, l'industrie était inexistante, en faisant uniquement office quelques entreprises artisanales peu pourvoyeuses d'emplois, contraignant ces hommes et femmes à rester de fait au service de leurs anciens maîtres. Payés le plus souvent en « *vales y fichas* » et non pas en argent, ils demeurent sous la dépendance de ces derniers, non seulement parce que dans le premier cas ils étaient contraints d'acheter leurs biens de consommation courante dans les boutiques de la *finca*, mais aussi parce que les salaires en numéraires étant insuffisants, ils devaient très souvent recourir à l'endettement auprès de ces mêmes maîtres ; dettes qui de surcroît se transmettaient de génération en génération. Si cette habitude de ne payer les paysans qu'en nature ou en bons tend à s'accentuer au cours des deux décennies de 1840 et 1850, ceci est également en grande partie dû au manque criant de numéraire. Or, si ce n'est pas le lieu ici de développer les raisons structurelles de cette situation, notons toutefois qu'en ce qui concerne directement les *hacendados*, ce choix, outre de maintenir un lien de dépendance avec leurs ouvriers agricoles, était également lié au fait que les propriétaires préféraient garder l'argent dont ils disposaient pour couvrir les frais de transport des récoltes vers les lieux de distribution, pour acheter des équipements et, de plus en plus, pour payer leurs créanciers[69]. Comme le dit avec une certaine justesse F. Brito Figueroa, « l'esclavage disparaît juridiquement, mais il y eut des esclaves dans le pays après la promulgation de la loi de 1854 »[70]. On se trouve donc dans un cadre économique qui, malgré une crise économique importante, ne change que peu dans ces structures de base malgré l'impact symbolique que représente l'abolition.

En outre, concernant plus précisément la région de la Sierra étudiée ici, F. Brito Figueroa souligne un élément important quant à la situation de ces populations esclaves. En effet, indiquant que certains maîtres, de façon certes très marginale, ont refusé de libérer leurs esclaves, un autre phénomène a contribué à freiner la libération effective de certains autres, à savoir l'exigence comme condition préalable à leur libération, du paiement des dettes contractées, notamment pour des « médicaments, vêtements et instruments de travail ». Ce

[68] Cf. également sur ce point l'analyse de José Gil Fortoul qui rejoint celle de Brito Figueroa en ce qui concerne la situation de ces populations après l'abolition. José Gil Fortoul, *Historia Constitucional de Venezuela*, Caracas, Librería Piñango, 1967, 5ème édition, *Tomo Tercero : La oligarquía liberal*, p. 54-55.

[69] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 25.

[70] Brito Figueroa, Federico, *Historia económica y social de Venezuela*, *op. cit.*, p. 248.

remboursement se faisant en travail, ce phénomène ne fit qu'accroître, dans les régions où il se produisit, le maintien dans la propriété. Or, F. Brito Figueroa note que ce fut en particulier le cas dans la valle d'Aragua, où significativement « durant les derniers mois de 1858 les *hacendados* réclamaient toujours l'indemnisation comme préalable à la libération », ainsi que dans la vallée du Tuy et dans la province de Carabobo[71]. Ce type d'obligation explique que si dans les plantations de café comme de cacao, les anciens esclaves reçurent des lots de terres non cultivées qu'ils incorporèrent à la production grâce à leur travail et à celui de leur famille, ils devaient en partager le produit pour moitié avec leur ancien maître, dès lors que « l'on décomptait des bénéfices les dettes contractées lorsqu'ils étaient esclaves et les nouvelles faites pour obtenir de la nourriture et des instruments de travail »[72]. Quant aux autres esclaves libérés, ils constituaient une catégorie de travailleurs appelés, notamment dans les vallées centrales, *arrendatarios* ou *pisatarios*, soit des paysans pauvres pratiquant une agriculture de subsistance et de peu de rentabilité, qui étaient eux aussi très souvent liés à un maître auquel ils payaient une rente en travail ou en argent pour cultiver cette terre.

Enfin, un autre phénomène se développe en marge de l'abolition et dont les effets sont à prendre en considération. Il s'agit de l'augmentation de grandes propriétés aux dépens des terres incultes, municipales et nationales. En dépit de la mise en place, par le gouvernement Páez d'une section de l'administration provinciale chargée de la vente de terres publiques sous forme de concessions, ce dispositif ne donna pas de résultats à même de changer la physionomie de la propriété de la terre. De même, les dispositions prises par le gouvernement Monagas à travers notamment la loi du 10 avril 1848, les premières en matière de législation agraire, ne donnèrent pas de résultats significatifs et eurent même des effets pervers. Certains hommes politiques ont tenté de freiner ce processus tout en trouvant une solution pour les esclaves libérés afin qu'ils acquièrent une terre, mais aussi pour doter d'une terre les soldats de l'indépendance. C'est dans ce cadre que Blas Bruzual, libéral convaincu et gouverneur par intérim de la province de Caracas[73], avec l'appui de Ezequiel Zamora, mit en œuvre un programme, précisément dans les Vallées d'Aragua, Tuy et Barlovento visant à donner à ces populations des terres en usufruit, sans paiement de rente, afin qu'ils puissent devenir de petits propriétaires. A cette fin, signale F. Brito Figueroa, une aire de 10 000 *fanegas* carrés

[71] *Ibid*.
[72] *Ibidem*.
[73] Créateur du journal libéral *El Republicano*, en 1844, il est considéré comme l'un des fondateurs du parti libéral dans la province de Barcelona. Après avoir soutenu les Monagas et exercé différentes charges au sein du gouvernement, il rompt avec José Gregorio Monagas en 1853, lui reprochant n'avoir trahi les idéaux du libéralisme et participe à une tentative de renversement qui échoue. Emprisonné, nous le retrouvons en 1857/58 parmi les « déçus » de José Tadeo Monagas, bien qu'il défende la cause Fédéraliste.

fut soumise à une opération de déforestation entre La Victoria et l'ancien chemin de Llanos. Cependant, en quelques années, les propriétaires des haciendas voisines avaient incorporé une partie de ces terres à leurs domaines[74]. Il en fut de même pour une expérience réalisée dans la province de Carabobo en 1848, la seule à proposer pourtant une distribution gratuite de terres non cultivées à des Vénézuéliens pauvres (qui en obtenaient le titre de propriété après que la terre ait été cultivée dix ans par la famille bénéficiaire). Mais peu se portèrent candidates, une des raisons invoquées par R. Matthews étant que la « condition était que le candidat n'ait pas d'antécédents criminels ou séditieux et que, de préférence, il ait apporté ses services au gouvernement ». Or, dans cette région un grand nombre de paysans pauvres avaient appuyé l'insurrection de 1846 ou y avaient directement participé, réduisant d'autant les potentiels bénéficiaires. Ceci sans compter la difficulté « de communiquer une idée aussi peu habituelle à des masses illettrées », amenuisant encore plus les chances de réussite d'un tel projet[75].

Quant au décret de 1853 visant à redistribuer les terres publiques aux « veuves, orphelins et pères de soldats morts qui avaient servi pendant les guerres d'indépendance », il ne produisit pas plus de résultats que celui des années 40, alors qu'il fut présenté comme une amélioration, et visait à faire en sorte que cette mesure compensatoire ne profite pas uniquement aux « officiers de haut rang »[76]. R. Veloz fait la même analyse lorsque, pour l'année 1855-1856, il indique si « au cours de ces sept dernières années il s'était vendu de grandes extensions de terres (…) la plupart d'entre elles furent acquises à des fins spéculatives ». Avec pour résultat « qu'une richesse territoriale immense était en train d'être concentrée dans très peu de mains ». Et de conclure en affirmant que cela « préparait pour le futur d'autres calamités comme l'esclavage et la misère, avec un nombre croissant de colons pauvres et malheureux, au profit d'un nombre relativement réduit de propriétaires opulents et fiers ;et que cette inégalité déplorable devait être évitée à temps, car elle aurait une influence

[74] Federico Brito Figueroa, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, *op. cit*., p. 260-261. Carmen R. Gómez dans une étude sur la question indique qu'entre 1849 et 1858 ce sont « 297 lieues, 2 805 fanègues et 2932 *varas cuadradas* » de terres vierges qui furent ainsi incorporés au domaine privé contribuant au renforcement du latifundio par un usage abusif de la loi sur laquelle se sont appuyés les inspirateurs du projet en faveur des petits propriétaires : la loi du 10 avril 1848 sur l'acquisition de terres vierges, mais qui ne fixait pas de limites à cette acquisition. Cf. Gómez Rodríguez, Carmen, « Política de enajenación y arrendamiento de tierras baldías. Introducción », in *Materiales para el estudio de la cuestión agraria en Venezuela (1829-1860) : Enajenación y arrendamiento de tierras baldías*, Caracas, 1971, p. XLIX. Enfin, notons que c'est dans ce cadre que la famille Monagas a acquis une quantité importante de terres, ainsi que les personnes qui leur sont liées. Cf. *Ibid*. et Federico Brito Figueroa, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, *op. cit*., pp. 263-265 ; Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, Caracas, Monte Avila, 1977, p. 30-31.

[75] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 30.

[76] *Ibid*., p. 31.

directe et inévitable sur la ruine des institutions politiques et sur la régression matérielle et intellectuelle de la société »[77].

On voit donc bien que la situation qui prévaut dans les provinces où se déploie la Faction de la Sierra, une paire d'années plus tard, est économiquement fragile en raison des liens de dépendance qui existent entre propriétaires et populations paysannes, mais pas uniquement esclaves, et que la dimension « raciale » n'est pas fondamentalement au cœur du problème ni des tensions qui sont partagées par une majorité des paysans, même si, comme nous le verrons, à l'occasion de la crise qui va se jouer à travers la faction et sa traque et dans le contexte de réactivation de nœuds de conflictivité plus anciens, elle affleure de nouveau dans le débat et les paroles proférées.

C'est à ce point que le contexte politique en tant que tel permet d'éclairer une zone supplémentaire de ce tableau d'ensemble.

### 4. La dynastie des Monagas : de son apogée à la chute d'un président déchu

Les hommes qui gouvernent le pays de 1830 à 1847 sont dotés du charisme que leur confère, tout particulièrement Páez, leurs actions durant les guerres d'indépendance. Partisans d'une centralisation politique et géographique et d'une économie qui empreinte au « laissez-faire » et au libre commerce, ils doivent faire face très tôt à de multiples oppositions, que seule, dans un premier temps, une période de relative prospérité économique parvient à contenir dans des limites acceptables. Cependant, après les rébellions de 1830-1831 qui visent à affaiblir ou à détruire la base du pouvoir de Páez et à restaurer les privilèges des militaires, une série de révoltes éclatent en 1835, menées à nouveau par des militaires mécontents de l'élection d'un civil (José María Vargas) à la tête du pays, et qui se solde par l'élection du Général Soublette à la présidence en 1837, lequel a le soutien de Páez. Il s'avère dès lors de plus en plus difficile à l'opposition de faire entendre sa voix. D'autant qu'en dépit des régulières amnisties visant à apaiser la contestation, nombre de ceux ayant participé à ces mouvements de mécontentement sont toujours en exil, ou demeurent exclus de la vie politique. Dans le même temps, les civils critiquent de plus en plus la mainmise des militaires sur le pouvoir politique. Or, cette dégradation de l'atmosphère politique se double, à partir du début des années 40, de la crise agricole évoquée précédemment, qui fait monter dans le carrosse des opposants une partie des agriculteurs et propriétaires de haciendas de café ruinés

[77] Ramón Veloz, *Economía y finanzas de Venezuela desde 1830 hasta 1944*, *op. cit.*, p. 110.

par la chute des cours de cette denrée d'exportation et par la politique de crédit dont ils s'étaient bénéficiés jusque-là.

Au cours de la décennie qui précède la Guerre Fédérale, il est, dans cette perspective, un point de rupture sur lequel il convient de faire retour. Il s'agit de la façon dont se structure cette opposition au régime en place depuis 1830, organisée autour des deux figures centrales de Páez et Soublette[78]. En effet, en réaction aux dispositions législatives prises lors du premier mandat de Páez afin de favoriser le crédit et le redémarrage de l'économie après la guerre d'indépendance, et aux distorsions qu'elles génèrent, mais aussi pour tenter de se substituer au pouvoir en place, se constitue, en 1840, un groupe d'opposition structuré, qui font se rejoindre les sphères économique et politique[79]. Fermín Toro, qui fut par deux fois Ministre de Hacienda, en 1843 et 1858, y voit pour sa part un signe des temps et la marque d'une emprise croissante des logiques de production dans la société, mais aussi dans la gestion gouvernementale. C'est ainsi que dans ses réflexions sur la loi de 1834 il tient ces propos hautement signifiants :

> « Les questions économiques sont aujourd'hui intimement liées aux questions politiques et morales. (…) La croissance et l'accumulation de la richesse ; l'extension et la solidité du crédit ; les lois que régissent la production, la consommation et la distribution des produits du travail et de l'industrie, sont autant d'autres questions d'une importance vitale pour toutes les classes de la société et objet d'une attention spéciale pour l'homme d'Etat, chargé de gérer les grands intérêts nationaux. »[80]

Regroupés autour de son journal *El Venezolano*, ces hommes constituent un mouvement qui s'auto dénomme « parti libéral », même s'il ne correspond pas à un parti organique moderne, et s'oppose désormais à ceux que Brito Figueroa, définit comme les « capitalistes usuriers et commerçants monopolisateurs (dont un grand nombre sont également de grands propriétaires de terres), la bureaucratie civile et militaire, avec le 'corifeo de la gente colorada'[81] à sa tête, qui intègrent le Parti Conservateur, Oligarque ou Godo »[82]. Cette loi usuraire aurait donc contribué à cliver la société en deux camps irréductibles et favorisé les conflits ainsi qu'une certaine agitation qui se serait emparée des classes populaires, notamment à l'instigation des libéraux. Fermín Toro décrit en des termes très durs la façon

[78] Présidents de la République de 1830 à 1834 puis de 1839 à 1842 pour le premier ; et de 1837 à 1838 et de 1843 à 1847 pour le second.

[79] Ce glissement quasi immédiat dans la sphère du politique est dû pour partie à la coïncidence entre élites politiques et élites économiques, liée en premier lieu à la structure de cette société de type ancien. Cf. Haydée Farías de Urbaneja, *La autoridad de la Sociedad de Economía de Amigos del País en la política del Gobierno de 1830-1840, op. cit*.

[80] Fermín Toro, « Reflexiones sobre la ley de 10 de Abril de 1834 », *op. cit.*, p. 14-15.

[81] Expression forgée par Fernando Peñalver pour qualifier Páez, voulant ainsi signifier que l'ancien héros de l'indépendance était devenu le porte-parole des conservateurs.

[82] Brito Figueroa, Federico, *Historia económica y social de Venezuela*, *op. cit.*, p. 208.

dont les libéraux auraient instrumentaliser cette loi pour « exciter les passions populaires, corrompre les masses avec les promesses les plus malhonnêtes et déchaîner ce qu'il y a de plus vil dans la société, contre toute notabilité, quel que soit son titre, la richesse, la gloire militaire, ou les vertus civiles »[83].

Il convient ici de noter qu'au-delà des divergences d'interprétation, notamment autour du personnage central de cette opposition « constituée »[84], à savoir Antonio Leocadio Guzmán, sa réception dans de larges secteurs de la société vénézuélienne, modifie de façon durable le paysage politique ainsi que les formes de légitimation (discursives et en actes) de la mobilisation populaire. Comme l'indique très justement R. Matthews dans l'ouvrage, incontournable même si sa grille de lecture nous le verrons peut être rediscutée, qu'il a consacré précisément aux mouvements paysans qui secouent le pays avant la Guerre Fédérale, notamment ceux de 1846, « l'année 1840 constitue un point de départ adéquat pour une étude sur les origines de la Guerre Fédérale. Elle marque la fondation du premier parti d'opposition au Venezuela », et « l'avènement d'une conscience politique et sociale parmi les masses, conférant aux mouvements ruraux une idéologie primitive et développant une cohésion d'intérêts qui jusque-là avait fait défaut au sein des groupes ruraux »[85]. Il est d'ailleurs rejoint dans cette appréhension de ces soulèvements ruraux par J. A. Ciliberto qui considère pour sa part que « l'angoisse économique débouche, dans les années 1846-1848, sur un mécontentement public, sur un mal-être social, qui cherchèrent des solutions violentes », appuyé en cela par les plus radicaux qui s'érigent en porte-parole d'une population, majoritairement rurale, à la culture politique rudimentaire, mais en quête d'une plus grande

[83] *Ibid*., p. 107.

[84] Nous ne pouvons, dans le cadre de cette étude, développer plus avant cette question pourtant fondamentale de la constitution d'une opposition « organique » et de sa réception au Venezuela, dans le temps même de son avènement ainsi que dans l'historiographie. De nombreux ouvrages ont été publiés sur les figures de cette opposition, en particulier sur Antonio Leocadio Guzmán. Toutefois, ils n'ont que peu contribué à dépassionner le débat qui fut très tendu au point que Guzmán ait été l'objet d'un procès pour conspiration en 1846 après les soulèvements paysans qui venaient de secouer le pays. A la tête de ceux-ci se trouvaient des hommes comme Francisco José Rangel et Ezequiel Zamora objets eux aussi d'une production historiographique partisane et passionnée, vus par les uns comme des leaders d'un libéralisme populaire plus « pur » que celui d'un Guzmán accusé de compromission avec le pouvoir (c'est en particulier le cas de l'historiographie marxiste des années soixante-dix dont F. Brito Figueroa est l'un des principaux représentants) ; par les autres (notamment Adolfo Rodríguez dans une biographie de Zamora qui se veut le contre-pied de celle de F. Brito Figueroa) comme des opportunistes et de sinistres bandits à la tête de hordes de paysans primitifs. Pour le détail de ces travaux, voir la bibliographie en fin de volume. Notons que les historiens positivistes du début du XXème siècle furent les premiers à remettre en cause ce premier libéralisme « organique » et surtout, non sans raison d'ailleurs, son mythe d'origine autour de la seule figure de Guzmán. Sur cette question, nous nous permettons de renvoyer à notre article : « Partido/facción. Venezuela, 1750-1850 », in *Diccionario Político y Social del Mundo Hispanoamericano. Conceptos Políticos en la era de la revoluciones, 1750-1850* Volumen II, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, (à paraître en 2013).

[85] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, Caracas, Monte Avila, 1977, p. 13.

égalité et de meilleures conditions de vie[86]. Ce serait, en outre la première fois, à partir des soulèvements de 1846 qui mettent en exergue le malaise dont sont la proie les campagnes vénézuéliennes, que des mouvements de rébellion exprimant clairement une demande de justice sociale, s'identifierait « en premier lieu avec un parti politique conduit par les civils, plus qu'avec un caudillo traditionnel »[87]. Si les termes choisis par Matthews peuvent être discutés, notamment en ce qui concerne le « parti libéral » et les « masses », il n'en demeure pas moins qu'il déplace le curseur de l'analyse, comme peu l'avaient fait avant lui, vers les acteurs de ces mouvements en s'intéressant en premier lieu, à partir d'un travail d'archives approfondi, à ce qui les meut, tout en parvenant à réinscrire ces événements dans un contexte politique départi de la bipolarisation réductrice plaquée par l'historiographie. Comme il l'affirme sans ambages dans son introduction, si le parti « ne représentait pas un authentique libéralisme, les *paecistas* non plus n'étaient pas de véritables conservateurs. De fait, leurs contemporains ne se sont jamais référés à eux comme étant des conservateurs ; le terme est bien plus une dénomination des historiens modernes »[88]. Ils lui préféraient les termes de « godos », « oligarques » ou « Canariens » aux connotations bien en prise avec la réalité des clivages socio-historiques[89].

De fait, la question de la résonance de cette opposition auprès des classes populaires rurales n'est pas tant liée au « libéralisme » qu'elle professe en tant que courant de pensée dont elle est éloignée à bien des égards[90], qu'au fait que très vite elle incarne l'opposition à « une autorité accrochée au pouvoir et par extension est associée à l'idée d'amélioration des conditions des plus pauvres et de tous ceux privés de l'exercice de leurs droits civils »,

---

[86] José Angel Ciliberto, *Fermín Toro y las doctrinas económicas del siglo XIX*, *op. cit*., p. 90.

[87] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 14.

[88] *Ibid*., p. 11. Si pour d'autres espaces, notamment le Mexique, des travaux ont largement contribué à repenser la pertinence de ces clivages, ce n'est que très récemment que cette question a été plus largement travaillée, notamment dans le sillage des travaux de l'histoire conceptuelle et de l'histoire intellectuelle. Pour le Mexique, on peut renvoyer à l'ouvrage classique mais très éclairant de Charles A. Hale, *El liberalismo mexicano en la época de Mora, 1821-1853*, México, Siglo XXI editores, 1972 ; pour une mise au point stimulante, et parmi la bibliographie relativement dense sur le sujet, nous revoyons d'une part à un article de Luis Barrón qui livre une bonne synthèse sur le sujet en faisant en outre état des travaux précurseurs de Luis Castro Leiva pour le Venezuela : « Liberales conservadores : Republicanismo e ideas republicanas en el siglo XIX en América Latina », *Prepared for delivery at the 2001 meeting of the Latin American Studies Association*, Washington DC, Sptember 6-8, 2001, 22 p. D'autre part, à celui de Carlos Altamirano, « De la historia política a la historia intelectual : reactivaciones y renovaciones », *Primas. Revista de historia intelectual*, n° 9, 2005, pp. 11-18.

[89] Voir aussi David Ruiz Chataing, « Uno contra todos: una polémica histórica y política suscitada por el periodista venezolano Domingo Antonio Olvarría entre los años 1893 y 1895 (un acercamiento desde el punto de vista histórico-historiográfico », in *Investigaciones de historia política*, Caracas, Fondo Editorial Ipasme, 1999, pp. 57-63 et Véronique Hébrard, « El oligarca, figura del infame en la Venezuela en guerra (siglo XIX) », in *Sombras de Mayo. Mitos y memorias de la Guerra de la Independencia en España (1808-1908)*, Madrid, Collection de la Casa de Velázquez nº 99, 2007, pp. 415-428.

[90] Elle n'est pas anti-cléricale et se montre plutôt favorable à l'intervention de l'Etat qu'à la libre entreprise.

devenant ainsi un « symbole de démocratie sociale et politique »[91]. Si les propos sont peut-être là encore un peu forts, ils reflètent bien néanmoins l'atmosphère perceptible dans les sources que nous avons utilisées, qu'il s'agisse des archives sur la faction de la Sierra ou des témoignages et des écrits de l'époque. Elle explique également, de notre point de vue, le caractère souvent très tranché des jugements d'une partie des acteurs tout comme de l'historiographie. C'est ainsi que Armas Chitty, dans un article où il dresse un panorama relativement complet du contexte politique vénézuélien entre 1836 et 1886, considère à propos de ce tournant de l'année 40, qu'il correspond à un moment où la pensée politique vénézuélienne acquiert une certaine maturité[92], affirmant même que l'une des trois origines de la Guerre Fédérale est la « prédication que depuis *El Venezolano*, à partir de 1840 et pour cinq ans, met en œuvre Antonio Leocadio Guzmán ». Il insiste également, et ce malgré le départ de ses premiers soutiens, sur la dureté du ton de Guzmán, sa façon violente d'agir et de quelle façon son « langage aux accents de scandale crée des sympathies » parmi la population[93]. D'autant qu'en 1845, et précisément pour tenter d'étouffer le mécontentement, de nouvelles mesures sont adoptées, notamment l'annulation de la liberté de la presse, l'augmentation des forces armées et de police, ainsi que de nouvelles restrictions en matière de droit électoral[94].

L'arrivée de José Tadeo Monagas au pouvoir en 1847, avec l'appui et la volonté de Páez lui-même, permet à Antonio Leocadio Guzmán de « revenir » sur la scène politique, dès lors que le nouveau président annule sa condamnation à la peine de mort[95], avant de le nommer à la Vice-présidence de la République, sorte de prison dorée qui le réduit à l'inaction sur le terrain. Cette volonté de Páez de favoriser l'accession à la présidence de José Tadeo Monagas visait d'ailleurs, en raison du « prestige et de la sobriété » dont lui et son entourage le créditaient, à tempérer le climat de violence et de mobilisation. Cette tentative de neutralisation des mécontentements et des mécontents faisait fi toutefois de l'ascendant pris par les libéraux qui depuis sept ans avaient entrepris leur travail de dénonciation du pouvoir en place, tout particulièrement à travers la presse, et de la diffusion d'un langage de mobilisation des secteurs populaires (ruraux tout particulièrement)[96].

---

[91] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op cit.*, p. 12.
[92] José Antonio de Armas Chitty, « Mural de medio siglo, 1836-1886 », in *Venezuela 1883*, Caracas, Ediciones conmemorativas del bicentenario del natalicio del Libertador Simón Bolívar, 1983, Tomo I, p. 3.
[93] *Ibid*., p. 7.
[94] Guillermo García Ponce, *Las armas en la Guerra Federal*, Caracas, Ediciones La Muralla, 1968, p. 17.
[95] Ainsi que celles de Ezequiel Zamora, Aguado, Pacheco, Echeandía, entre autres, tous protagonistes des événements de 1846.
[96] Cf. sur ce point les réflexions de José Antonio de Armas Chitty dans *Historia del Guárico*, San Juan de los Morros, Universidad Rómulo Gallegos, 1978, vol. II. 1807-1974, p. 69.

En outre, dès 1847, Páez tente de reprendre la main face à l'autonomie croissante dont fait preuve José Tadeo Monagas. C'est ainsi qu'en janvier 1848, les partisans de Páez tentent un premier coup de force à son encontre, au moment de l'ouverture des sessions du Congrès. Sur fond de conflits larvés entre les deux « camps, la volonté de faire juger le président pour violation de la Constitution. Alors qu'au moment de l'ouverture des sessions, le quorum n'est pas réunis, 30 des députés présents appuient secrètement la proposition de transférer le Congrès dans la ville de Puerto Cabello. Cette manigance toutefois, les députés d'opposition décident, afin de garantir le libre exercice de leurs fonctions, de former une garde organisée par le Colonel Guillermo Smith. Une telle décision provoque une vive agitation dans Caracas qui est comprise comme une mesure de méfiance à l'égard du Gouvernement, dès lors Smith est considéré comme un partisan de Páez… Une grande partie de ces personnes sont armées. Après que le président Monagas ait envoyé son secrétaire de *Interior y Justicia* au Congrès pour y porter le message présidentiel, lui et ceux qui l'accompagnent sont retenus afin qu'ils s'expliquent sur la situation à l'extérieur. Cette situation, interprétée comme une séquestration par la foule, provoque une série de mouvements de la part de la garde commandée par Smith et des miliciens massés sur la place, interprétée par les premiers comme une attaque imminente du Congrès. S'en suivent des violences et des mouvements de panique à l'intérieur du Congrès qui provoquent la mort de 8 personnes dont 4 députés. Si Monagas semble sortir vainqueur de cet épisode à l'issue duquel il parvient à faire reprendre les sessions du Congrès dont les députés octroient des pouvoirs spéciaux à l'exécutif pour contrecarrer toute tentative de rébellion, cet épisode qui a donné lieu à des interprétations contradictoires, n'en témoigne pas moins de la difficulté de régler les différents d'ordre politique dans le cadre prévu par les institutions, en l'occurrence ici dans l'enceinte du Congrès et, partant, de la fragilité des institutions.

Ce coup de force emblématique fut d'ailleurs suivi de trois autres qui échoueront eux aussi. Ils donnent toutefois à Monagas l'occasion de se défaire des *paecistas* et de s'efforcer de s'entourer de fidèles, à Caracas tout d'abord, puis en province par le biais de l'adoption d'une loi en ce sens le 7 avril 1849 qui stipule que « les employés infidèles qui prennent partie dans quelque faction que ce soit ou abandonnent leur poste, le perdent ipso facto »[97]. Ces attaques contre ses opposants s'accompagnent de nombreuses restrictions en termes de libertés publiques, notamment à l'encontre de la presse, réduite à peau de chagrin par rapport aux années antérieures, ainsi que le signale très laconiquement González Guinán lorsqu'il indique,

[97] *Recopilacion de leyes y decretos de Venezuela, reimpresa por orden del Gobierno nacional. Segunda edición oficial*, Caracas, casa editorial de ″La opinion nacional″, 1890, vol. II, p. 499.

pour l'année 1850, que les « organes de presse n'étaient alors pas très nombreux dès lors qu'après les événements de 1846 et 1848 ils avaient très sensiblement diminué »[98], ajoutant qu'il en existe que 13 pour toute la République[99]. Outre les paecistas et, plus largement les oligarques, Monagas s'attire de plus en plus les foudres des libéraux, dès qu'il apparaît davantage préoccupé par son maintien au pouvoir que par « la mise en œuvre d'un véritable programme politique libéral »[100]. La préparation de ces élections s'accompagne d'une forte demande en faveur d'une présidence civile, après l'échec de celle de Vargas en 1835 en raison « d'une pression militaire injustifiée » et de celle de Antonio L. Gúzman en 1846.

Cette « mobilisation » n'empêche cependant pas, signe supplémentaire de ce durcissement du régime, l'élection en 1851, par un Congrès qui lui est acquis, de José Gregorio Monagas qui, en tant que second Chef des Forces Armées et Commandant en Chef de l'Oriente a combattu avec succès en 48-49 pour soutenir le régime de son frère José Tadeo. Bien que cette présidence de José Gregorio Monagas soit celle de l'abolition de l'esclavage, en mars 1854, sa présence au pouvoir n'en marque pas moins la continuation d'un népotisme inauguré par son frère et l'accélération d'un processus d'accaparement de terres par le clan Monagas et ses fidèles, particulièrement dans la région orientale du pays, moyennant l'acquisition de terres vierges et d'anciens *resguardos* indigènes qui, comme on l'a vu, entraîne la paupérisation croissante des petits et moyens propriétaires de terres[101]. Outre l'administration qui voit nombre de ces fonctionnaires destitués sous prétexte de trahison pour être remplacés par des fidèles du président, c'est l'ensemble « de la morale publique qui empire », dès lors que l'on assiste, entre autres, à des détournements d'argent public (notamment dans les douanes) et à l'acquisition de biens (entre autres des mines) dans des conditions plus que

[98] Francisco González Guinán, *Historia contemporánea de Venezuela*, op. cit., volume V, p. 124.

[99] A savoir, « à Caracas, la *Gaceta oficial*, *El Republicano*, *El Alerta*, *La Nación*, *El Diablo Asmodeo* et *El Diario de Avisos y Semenario de las provincias* ; à Valencia, *La Patria* ; à Barquisimeto, la *Gaceta de Barquisimeto*, et *El Correo de Occidente* ; à Maracaibo, *El Centinela del Lago* ; à Coro, *La Nueva Era* ; à Barcelona, *El Sol de Oriente*, y en Cumaná, *El Mentor* », *Ibid*. Notons que la liberté de la presse continue de subir des attaques les années suivantes et qu'en 1858 et elle réduite à peau de chagrin, en dépit de quelques phases de répit, notamment en 1855. F. González Guinán évoque d'ailleurs pour l'année 1854, de façon significative pour notre propos, les attaques portées à son encontre par le Secrétaire du ministère de Interior y Justicia qui dénonce « l'abus que l'on a fait de la liberté de la presse, la convertissant en un instrument révolutionnaire et de diffamation. Il se félicite de proclamer une liberté sans restriction pour que l'on puisse parler d'administration, de politique, de religion, etc., mais il ne l'accepte pas prostituée, servant d'échos aux factions et d'arme pour l'outrage et le vilipendage, et pensant ainsi combler un vide notable il soumet à la considération des Chambres un projet de loi tendant à rendre effective la responsabilité pour délit de presse. ». *Ibid*., p. 331. Sur cette question voir l'article, bien que circonscrit à 1853 de Carmen Gómez, « Sistema político y censura de prensa. Venezuela 1853 », in *Ensayos Históricos. Anuario de Instituto de Estudios Hispanoamericanos*, 2° Etapa, n° 11, Caracas, UCV, 1999, pp. 63-80.

[100] Robert Paul Matthews, « La turbulenta década de los Monagas (1847-1858), in *Política y economía en Venezuela (1810-1976)*, Caracas, Fundación Boulton, 1976, p. 98.

[101] Nikita Harwich, « Guerra Federal », in *Diccionario Histórico de Venezuela, Caracas, Fundación*, Polar, 1998, vol. 2, p. 381-382.

suspectes[102], mais aussi à une dégradation générale de l'instruction publique dont s'alarme González Guinán lorsqu'il indique :

> « Certains collèges avaient été fermés par manque d'élèves et de Directeurs compétents. Se trouvaient dans ce cas ceux de Margarita, Coro et Calabozo ; les autres fonctionnaient péniblement, raison pour laquelle la Direction d'Instruction Publique suggérait qu'ils soient réduits à quatre.
> L'instruction primaire se trouvait dans situation de décadence. Les écoles, loin d'augmenter, avaient diminué.
> Il semblait que les circonstances, ou les hommes, étaient incapables d'impulser le progrès moral, alors que c'est le plus intéressant pour des peuples régis par des institutions libres, dès lors qu'au manque d'attention portée à l'instruction publique, il fallait ajouter l'abandon des centres civilisés. »[103]

Enfin, et de façon inquiétante, on assiste à une corruption de la justice que n'a de cesse de dénoncer P. Núñez de Cáceres dans ces *Mémoires*. Fin novembre 1852, alors qu'il vient de quitter ses fonctions de Ministre-Président de la Cour Supérieure du District et de reprendre ses activités d'avocat, il entreprend de rendre compte de ce qu'il voit dans les tribunaux et indique à propos de celui de San Pablo :

> « En entrant au tribunal de San Pablo on ressent une horreur involontaire, une espèce de mélancolie indéfinissable, que ce soit en raison de l'aspect du lieu, pour du fait de la façon atroce qu'il a d'être un véritable atelier de souffrances où tout est corruption et argent, et où le juge, les agents et ménestrels sont capables de toutes sortes de bassesses et malhonnêtetés. On dit ainsi communément à San Pablo que celui qui surenchérit le plus est celui qui obtient le plus d'avantages. L'homme de bien, en foulant un tel repaire de méchanceté se sent avili, anéanti sous le poids de l'ignominie et il se retire de cet odieux endroit avec plus de honte que s'il sortait d'un lupanar. Le juge Silva est un intime et bénéficie de la confiance du Général José Gregorio Monagas, président de la République : il participe à sa *tertulia* où on lui ordonne de confirmer ou de révoquer des décrets, de brouiller telle ou telle affaire, de porter préjudice à l'un, de favoriser l'autre : enfin le juge Silva, sans que cela n'ait coûté trois cents pesos au Général Monagas, est son véritable esclave et le plus soumis. »[104]

En réaction, plusieurs soulèvements se produisent en 1853 et 1854, en de nombreux points du pays, à l'initiative d'opposants politiques de tous bords, avec pour objectif de faire tomber

---

[102] Pour une analyse plus fouillée des irrégularités de la présidence de José Gregorio Monagas et notamment de ses conséquences sur la dette publique, qui croît dans des proportions inquiétantes, voir Robert Paul Matthews, « La turbulenta década de los Monagas (1847-1858), *op. cit.*, p. 99-100. Pour le détail des chiffres, voir Ramón Veloz, *Economía y finanzas de Venezuela desde 1830 hasta 1944*, *op. cit.*

[103] Francisco González Guinán, *Historia contemporánea de Venezuela*, *op. cit.*, volume V, p. 150. Il fait allusion, à la fin de sa remarque, aux problèmes que rencontre alors la Bibliothèque Nationale dont la situation est selon lui alarmante. Concernant l'école primaire en particulier, ses différentes annotations pour les législatures postérieures sont du même ordre. Il note ainsi pour celle de 1854 « qu'elle était toujours très en retard dès lors que les provinces qui en avaient de fait la charge, manquaient de fonds pour les développer ». *Ibid*., p. 332. A ce propos R. Veloz note que pour la première fois, lors du budget 1858-1859, on prévoit au chapitre des dépenses publiques, le Service de l'Instruction Publique. Ramón Veloz, *Economía y finanzas de Venezuela desde 1830 hasta 1944*, *op. cit.*, p. 119.

[104] Pedro Núñez de Cáceres, *Memorias*, Caracas, FUNRES, 1993, p. 45-46.

le gouvernement[105], contribuant une fois encore à inscrire ce recours à la mobilisation armée comme pratique politique. Cette situation vient creuser encore le déficit dès lors que le gouvernement doit couvrir les frais de la guerre en recourant, entre autres, à l'emprunt. C'est le cas pour les exercices 1852/1853 et 1853/1854. R. Veloz indique en commentaire de ces chiffres que « la révolte de 1853 a coûté à la Nation autour de cinq millions de bolivar », à laquelle vient s'ajouter celle de 1854 qui éclate entre juin et juillet « pour renverser la dynastie Monagas », entraînant une baisse des activités du commerce extérieur et le non paiement des salaires[106]. Enfin, en 1854-1855, on assiste à une nouvelle explosion du déficit, qui passe de 293 091, 30 Bs en 1852-1853, à 5 277 203, 70 Bs en 1854-1855, exercice au cours duquel deux nouveaux emprunts sont souscrits, de 2 500 000 Bs chacun, à nouveau pour couvrir les frais de guerre[107]. Le *Secretario de Hacienda*, dans son exposé au Congrès, dit à ce propos que « l'Hacienda est un chaos »[108].

La répression politique qui fait suite à cette nouvelle vague d'opposition par les armes est d'autant plus forte que ces mouvements ont fragilisé le régime. Elle se traduit notamment par l'exécution de certains chefs rebelles, la destitution et/ou le jugement de fonctionnaires, ainsi que par une nouvelle restriction des libertés publiques : réunions dissoutes, durcissement de la loi sur la presse qui se traduit par l'arrestation ou l'intimidation des éditeurs dont les journaux sont contraints au silence.

Un tel durcissement du gouvernement de José Gregorio Monagas permet, d'une certaine manière, la réélection de son frère José Tadeo à la présidence de la République en janvier 1855, considéré comme le meilleur rempart contre celle de son frère José Gregorio. Mais très vite il reprend une politique personnaliste et refuse l'amnistie réclamée par les oligarques. C'est ainsi que le 10 mars 1856, il fait édicter un décret permettant une réforme de la Constitution en des termes violant la procédure prévue dans la Constitution de 1830 qui prévoyait notamment qu'une telle réforme devait obtenir un accord préalable des deux chambres, puis sa publication dans la presse afin que l'opinion publique puisse se manifester. Or, ce décret du 10 mars contourne cette procédure en décidant d'une réforme globale et non pas partielle et élude la publication préalable, avec pour objectif, selon J. Gil Fortoul de

[105] R. Matthews note de façon suggestive que les soulèvements de 1854 se caractérisent par l'appui que ces instigateurs reçoivent de la part de tadeístas qui sont très critiques à l'égard de la politique de José Gregorio. *Ibid*., pp. 101-103.
[106] Ramón Veloz, *Economía y finanzas de Venezuela desde 1830 hasta 1944*, op. cit., pp. 95-98.
[107] *Ibid.*, p. 95 et p. 105.
[108] Cité par *Ibidem*, p. 105.

« parvenir à cacher que le plan essentiel de la réforme était la réélection du Président »[109]. Pour y parvenir, ce décret est complété en avril d'une loi de division territoriale, en vertu de laquelle sont notamment créées les provinces de Guárico et Aragua, futurs lieux d'action de la Faction de la Sierra. Cette loi permet de fait, d'élire de nouveaux gouverneurs, s'assurant ainsi de l'élection d'un congrès (en août) favorable à la réforme constitutionnelle. C'est sous ces auspices et dans un climat de tension politique et sociale que le Congrès inaugure ses sessions en janvier 1857. Les travaux pour la révision constitutionnelle débutent quant à eux le 2 mars, à l'issue desquelles, en avril, une nouvelle constitution est approuvée[110]. Tout en renforçant les pouvoirs municipaux, elle circonscrit l'autonomie provinciale et renforce le pouvoir exécutif. En effet, alors que la constitution de 1830 prévoyait que les gouverneurs devaient être nommés par le pouvoir exécutif sur la base d'une terne présentée par les députations provinciales, dans celle de 1857 ces organes législatifs des provinces sont supprimés et les gouverneurs désignés directement par le Président[111]. Elle met également la justice sous la dépendance de la sphère présidentielle et étend, effectivement, le mandat présidentiel de quatre à six ans, avec qui plus est possibilité de réélection. De même, elle élargit la base électorale avec la suppression des obligations de propriété et de rente, mais aussi d'instruction, pour le suffrage primaire[112], ce qui ne manque pas de mettre en émoi les hautes classes de la société toutes tendances politiques confondues. Comme le note en effet L. Alvarado, nombre d'hommes politiques dénoncent ce qu'ils considèrent comme l'adoption du suffrage universel, considérant que « ce n'est rien d'autre qu'un luxe, une exagération, qu'un romantisme du principe libéral »[113]. Il rapporte également les propos du député Maya qui aurait dit à la Chambre :

> « Le vote universel est la mort de la république. (…) Nos prolétaires, surtout ceux de la campagne, qui ne savent ni lire ni écrire, ne peuvent donner un votre direct, seulement un votre de confiance. Dire à un paysan de la campagne qu'il vote pour le congrès pour les meilleurs hommes de la république, est la même chose que si l'on me demandait à moi que je désigne les hommes qui doivent composer un congrès en Chine. Pour eux la république est le lieu du terrain qu'ils cultivent ; leurs hommes importants sont le propriétaire de l'hacienda, voire le curé et le juge du lieu (…). Je déduis de tout ceci (…) qu'ils vont devoir voter, ou sous l'influence du maître des terres ou de l'hacienda où ils travaillent, ou sous l'influence de l'argent qui achètera

[109] José Gil Fortoul, *Historia Constitucional de Venezuela. Tomo Tercero : La oligarquía liberal*, Caracas, Librería Peñango, 1967 (5a edición), p. 78.
[110] Sur les détails, voir Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 144 et surtout José Gil Fortoul, *Historia constitucional de Venezuela*, *op. cit.*, p. 80 et sv.
[111] Catalina Banko, « El Protócolo Urrutia y el Bloqueo Anglo-Francés en la antesala de la Guerra Federal », in *Ensayos Históricos. Anuario de Instituto de Estudios Hispanoamericanos*, 2° Etapa, n° 11, Caracas, UCV, 1999, p. 82.
[112] *Constitución de 1857*, Título IV. De la ciudadanía, art. 11-15.
[113] Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela [1909]*, *op. cit.*, p. 79.

> leurs votes, ou sous l'influence du démagogue qui flattera leurs mauvaises passions : trois influences préjudiciables… »[114]

Pourtant, ces conditions d'alphabétisation et de rentes sont maintenues pour être nommé électeur, puisque les trois conditions sont requises sont : « être âgé de plus de 25 ans, disposer d'une propriété foncière d'une valeur de 1 000 pesos au moins ou d'une rente ou d'une solde qui lui procure 400 pesos ou plus », mais aussi savoir lire ou écrire[115]. Or, ce sont ces électeurs de canton qui composent les Assemblées provinciales (à raison de un électeur pour 4 000 âmes) en charge de l'élection des Sénateurs et des Députés, de même qu'il est nécessaire d'être électeur pour occuper la plupart des fonctions locales, politiques comme judiciaires.

Dans la foulée de son approbation, José Tadeo Monagas est élu, le 20 avril, à la présidence pour six ans avec un vote du Congrès de 117 voix contre 6. Francisco Oriach, son gendre, est élu vice-président. Cette nouvelle constitution suscite par conséquent de nombreuses critiques tant de la part des oligarques que des opposants libéraux qui se sentent outragés face à la perspective de la formation d'une dynastie familiale. A la fin de l'année, la confiance dans le gouvernement est au plus bas du fait du chaos fiscal, de la mauvaise administration, de l'endettement endémique et de la crise économique mondiale qui a entraîné une baisse du prix des exportations des matières premières[116].

Malgré cela, Monagas reste longtemps aveugle face à la gravité de la situation et lorsqu'en février 1858 le Congrès, sur injonction du président, décrète une amnistie générale, il est trop tard pour calmer les ardeurs de l'opposition.

Pourtant, et malgré cette dégradation du soutien et de la popularité, on peut toutefois créditer ce second mandat de José Tadeo Monagas de quelques mesures importantes, outre celles strictement économiques évoquées précédemment. C'est ainsi que la constitution de 1857, au-delà des nombreuses critiques dont elle est l'objet, abolit, par l'article 98, la peine de mort pour délit politique (créée par Páez en 1830), cette « restriction légale faisant ainsi obstacle aux passions des factions » comme dit de façon très acerbe A. Urbaneja en 1895[117].

---

[114] *Ibid*., p. 80.
[115] *Constitución de 1857*, Título VIII. Disposiciones comunes a ambas Cámaras, art. 35.
[116] Sur ce point, nous nous permettons de renvoyer une fois encore à l'excellente synthèse de Robert Paul Matthews, « La turbulenta década de los Monagas (1847-1858), *op. cit.*, en particulier pp. 112-116.
[117] Alejandro Urbaneja, « El derecho constitucional venezolano [1895] », in *La Doctrina positivista*, Caracas, Presidencia de la República, Col. Pensamiento político venezolano del siglo XIX. Textos para su estudio, 1961, vol. 2, p. 440.

De même, elle établit la liberté absolue de la presse et « consacre l'extinction de l'esclavage comme principe constitutionnel »[118].

Mais c'est aussi durant ce second mandat, comme nous venons de le voir, qu'il s'attire les foudres d'une partie de plus en plus importante des libéraux dont certains, dès 1850, l'avaient quitté en dénonçant sa rigidité, au point que c'est une coalition entre ces derniers et des opposants de plus longue date, proches de Páez, qui le renverse en mars 1858. On assiste en effet à une union des forces de l'opposition, dans le même temps que les travailleurs se rebellent contre leurs conditions sociales et que l'instabilité sévit de plus en plus dans les *llanos*. Alors que les rumeurs d'insurrection se multiplient et après d'âpres négociations et contacts avec, entre autres, Páez exilé à New York, les partisans du renversement de Monagas passent finalement à l'action, d'autant que, le 5 mars, la ville de Valencia se « prononce » contre le gouvernement en place et proclame immédiatement la nullité de la Constitution de 1857. Les principaux instigateurs de ce coup de force sont Fermín Toro, José Santiago Rodríguez, Manuel Felipe de Tovar, Pedro Gual et Angel Quintero ; ils placent, ce même jour, à la tête du mouvement un homme de peu d'envergure, le Général Julián Castro. Ce militaire, dont la carrière a démarré au service de l'armée de la Grande Colombie, a participé à la Révolution des Réformes déjà évoquée, avant de servir comme sous-lieutenant sous les ordres de Páez dans la campagne contre l'insurrection paysanne de 1846, mettant en particulier en déroute l'un de ses leaders, Ezequiel Zamora, près de Güigüe dans la province de Carabobo, l'un des épicentres de la Faction de la Sierra. Il rentre un temps au service de José Tadeo Monagas, participe à la campagne contre le soulèvement de Páez en juillet/août 1849. Cette même année il est nommé Commandant en Armes et Gouverneur de la province d'Apure. Il poursuit ensuite son ascension dans l'armée, combat la rébellion de 1854, date à laquelle il est nommé Commandant en Armes de la province de Carabobo dont il devient gouverneur en 1857. En dépit cette carrière militaire et politique, il est considéré comme médiocre et c'est pour cette raison d'ailleurs qu'il est choisi par les acteurs du renversement de Monagas, car cette médiocrité aurait été proportionnelle à son ambition qui fait de lui, face au refus de Juan Crisóstomo Falcon mais aussi, voire surtout, de Páez, d'assurer cette responsabilité en ce moment critique, l'homme de la situation[119].

Dix jours plus tard, soit le 15 mars, après avoir annoncé que les dettes des travailleurs qui s'uniraient à lui seraient assumées par le gouvernement révolutionnaire, Julián Castro marche

[118] *Ibid*.
[119] Pour plus de détails, voir sa notice biographique ainsi que celle concernant son gouvernement in *Diccionario Histórico de Venezuela,* Caracas, Fundación, Polar, 1988, Tomo I, pp. 628-630.

sur Caracas, à la tête de 5 000 hommes. Il est accompagné de Fermín Toro et Manuel Felipe de Tovar. Tentant la riposte, Monagas recrute alors 10 000 hombres et contracte un emprunt pour faire face aux événements, mais très vite il paraît évident que le gouvernement a perdu l'appui nécessaire pour combattre l'insurrection. Le même jour, Monagas renonce au pouvoir et trouve refuge auprès de la légation française, accompagné dans un premier moment par Jacinto Gutiérrez, ex-Secrétaire de Hacienda et par Juan Giuseppi, son gendre, lesquels en raison d'importantes manifestations de mécontentement décident d'abandonner la légation française et de se rendre aux autorités.

A partir de cette date, une première recomposition politique s'opère. C'est ainsi qu'un certain nombre de libéraux acceptent la nouvelle situation et collaborent dans le gouvernement de Julián Castro ou bien tournent casaque, en particulier Antonio Leocadio Gúzman que Level de Goda décrit arpentant les rues de Caracas pour fêter le triomphe de la révolution aux cris de « A bas les Monagas et les voleurs »[120].

Le 19 mars Castro entre dans Caracas et assume la direction du gouvernement. En tant que Chef Suprême de l'Armée et Chargé de la Réorganisation de la République, Castro prend les rênes du pouvoir exécutif et forme un cabinet composé de Manuel Felipe de Tovar (Interior y Justicia), de Fermín Toro (Hacienda), de Ramón Soto (Guerra y Marina) et de Wenceslao Urrutia (Relaciones Exteriores).

Tandis que se développent les dénonciations de corruption commise par le clan des Monagas, ainsi que la façon dont nombre d'entre eux ont tiré bénéfice de la Loi sur les Terres en friche de 1848, de nombreux consuls étrangers font entendre leur voix pour exiger qu'une solution soit trouvée pour le président déchu et qu'il obtienne un sauf-conduit pour sortir du pays. Le 25 mars, une réunion est organisée en ce sens entre d'un côté Wenceslao Urrutia en tant que Secrétaire des Relations Extérieures et de l'autre les chargés d'affaires des consulats des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de la France, du Brésil, d'Espagne et des Pays-Bas. Le jour suivant un accord est trouvé, le Protocole Urrutia, en vertu duquel le gouvernement s'engage à ne pas poursuivre Monagas réfugié avec sa famille à la Légation française. En contrepartie, après une période déterminée dans le Protocole, il serait libéré et expulsé du pays. Ratifié par Castro, l'accord est dénoncé par ses proches collaborateurs et de nombreux membres du cabinet qui n'ont pas été consultés[121] et pour lesquels cette décision apparaît

[120] L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)*, Caracas, Imprenta Nacional, 1954 [1889], tomo 1, p. 74.

[121] Comme l'indique avec verve Level de Goda, ce n'est que le 6 avril, soit 11 onze jours après qu'il ait été signé, que les ministres Tovar et Toro prennent connaissance du Protocole, augmentant d'autant leur mécontentement. L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)*

comme une capitulation face à la pression étrangère, notamment face à la France et la l'Angleterre dont les représentants étaient des proches du président déchu, une violation de la souveraineté nationale et un acte de clémence immérité[122]. Ces dissensions au sein de l'exécutif se soldent par la démission de Urrutia, après que celles de Toro et de Tovar, qu'ils avaient présentées en signe d'opposition à ce document, aient été refusées par le président.

Au-delà des aspects de politique étrangère induits par la signature de ce Protocole et le retard pris par le gouvernement de Castro pour en appliquer les principales clauses (provoquant la rupture des relations diplomatiques avec la France et la Grande-Bretagne et un blocus franco-anglais)[123], ce sont ses conséquences en termes de politique intérieure qui nous intéressent plus directement ici, puisqu'il accentue, de fait, la ligne de fracture entre libéraux et oligarques. C'est ainsi que Luis Level de Goda, en fin observateur du contexte, considère que le fait que Castro ait accepté la démission de Urrutia et refusé celles de Tovar et Castro, signifiait « qu'il s'était livré corps et âme à l'oligarchie et que la fusion entre les partis avait commencé à se rompre »[124]. A partir de cette date, Castro commence d'ailleurs à poursuivre les libéraux, provoquant le premier point de bascule dans l'opposition d'un certain nombre d'entre eux.

En effet, c'est à ce même moment qu'entrent en scène, d'une certaine manière, des hommes qui se sont jusque-là maintenus à l'écart du coup d'état et qui constituent des personnages clés dans le paysage de faction de la Sierra. Notons tout d'abord que leur avis diverge dans un premier temps quant à l'attitude à adopter face à Monagas. En effet, alors que Ezequiel Zamora se décide à dénoncer le coup de force et demeure solidaire du président déchu, Juan Crisóstomo Falcón adhère publiquement au *pronunciamiento* de Castro avant que

---

[1889], Caracas, Imprenta Nacional, 1954, tomo I, p. 89. Concernant les dissensions qui surgissent à propos de ce Protocole au sein même de la Convention, voir Lisandro Alvarado, dans son *Historia de la Revolución Federal en Venezuela [1909]*, in *Obras completas de Lisandro Alvarado*, Caracas, Ministerio de Educación/Dirección de cultura y bellas artes/Comisión editora de las obras completas de Lisandro Alvarado, 1956, vol. V, pp. 38-69.

[122] Sur la façon dont cette « proximité » des chargés d'affaires Bingham et Levraud avec le président Monagas a joué dans l'aggravation du conflit diplomatique et les tensions internes, voir le récit extrêmement bien documenté (notamment en ce qui concerne la mission confiée à José Santiago Rodríguez en tant que Ministre Plénipotentiaire du Venezuela auprès des gouvernements français et anglais, afin de tenter de faire remplacer les deux hommes qui ont de toute évidence agi sans l'aval de leur gouvernement respectif) du petit-fils de José Santiago Rodríguez, José Santiago Rodríguez, (doctor), *Contribución al estudio de la guerra federal en Venezuela*, Caracas, Editorial 'Elite', 1933, Tomo I, pp. 199-225. Il consacre par ailleurs dans le second volume un chapitre extrêmement intéressant au chargé d'affaires de France, Leoncio Levraud : Capítulo X. El conflicto Levraud, in *Ibid*, Tomo II, pp. 123-160.

[123] Sur les détails de cette affaire voir Catalina Banko, « El Protócolo Urrutia y el Bloqueo Anglo-Francés en la antesala de la Guerra Federal », in *Ensayos Históricos. Anuario de Instituto de Estudios Hispanoamericanos*, 2° Etapa, n° 11, Caracas, UCV, 1999, pp. 81-95 et Catalina Banko, *Las luchas federalistas en Venezuela*, Caracas, Monte Avila Editores/Celarg, 1990, pp. 152 et sv.

[124] L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)* [1889], *op. cit.*, p. 89.

Zamora n'obtienne son ralliement aux forces d'opposition[125] ; ralliement dont l'une des explications est à trouver dans les liens qui unissent les deux hommes puisque Zamora n'est autre que le beau-frère de Falcón dont il a épousé l'une des sœurs.

C'est en avril que se produit cette alliance imprévue, alors que les deux hommes arrivent à Caracas pour rencontrer Castro et lui exposer leurs plaintes face à la radicalisation partisane. Reçu par Castro, Falcón sort fort mécontent de cet entretien dès lors qu'il s'est vu reprocher la non-adhésion de Zamora à la « révolution de mars ». Quant à ce dernier, selon Level de Goda, la cause de son irritation serait liée à un incident dont il a été victime sur la Place de San Fernando où il s'est fait insulter par de « jeunes oligarques de familles distinguées », lui reprochant « ses antécédents et services comme libéral (…) durant la guerre de 48 »[126]. Face à l'échec de cette entrevue, ils s'allient donc avec des libéraux mécontents qui, après s'être réunis « en cercle intime » avec José Tadeo Monagas, un jour avant son départ de la Légation, désignent Falcón comme « centre et chef du parti, qui devait peu après adopter la dénomination de Fédéral »[127].

À la suite de ces deux incidents, Zamora et Falcón apprennent qu'un ordre d'arrestation a été lancé contre eux. Ils s'échappent in extremis en se réfugiant dans les îles voisines de Bonaire et Curaçao, avant d'embrasser la cause fédérale. Pour sa part, Antonio Leocadio Guzmán, à qui sa trahison vaudra de vives critiques, fait partie des nombreuses personnes emprisonnées le 3 avril, parmi lesquelles Wenceslao Casado impliqué, bien que brièvement, dans la faction de la Sierra[128]. Or, cette décision du gouvernement à leur encontre est le reflet de ce qui se produit dans la capitale et un peu partout dans le pays où les libéraux et/ou monaguistes sont persécutés, de même que le président déchu et ses proches, en dépit des clauses du Protocole Urrutía. En réaction, les libéraux décident d'entreprendre une révolution armée « contre le gouvernement Castro et l'oligarchie »[129] ; révolution armée qu'ils considèrent désormais comme « juste »[130].

C'est dans la suite directe de ces événements et de cette vague d'arrestation que, le 19 avril, le gouvernement publie un décret pour des élections à une Convention nationale devant se réunir à Valencia le 5 juillet. Considérés comme des contre-révolutionnaires, les libéraux

[125] Guillermo García Ponce, *Las armas en la Guerra Federal*, Caracas, Ediciones La Muralla, 1968, p. 24-25.
[126] L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)* [1889], *op. cit.*, p. 90.
[127] *Ibid*., p. 94.
[128] Il est un proche de Monagas, et il a été, dans les années 18401850, successivement député et sénateur de la province du Guárico. Cf. *infra*, chapitre 4.
[129] L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)* [1889], *op. cit.*, p. 92.
[130] *Ibid*., p. 91.

sont sur la défensive et participent peu à ces élections où les partisans du gouvernement obtiennent une victoire écrasante.

L'objectif de cette Convention était triple : réorganiser la République, élaborer une nouvelle constitution et nommer ceux qui devaient gouverner le pays. Au cours du mois de mai, le Venezuela élit 173 représentants de toutes les provinces à l'assemblée constituante connue sous le nom de *Convención de Valencia* ; ces élections scellent la victoire écrasante des partisans du gouvernement et suscitent, y compris dans une partie de l'historiographie, de vives critiques quant à leur légalité. F. Brito Figueroa émet ainsi un jugement extrêmement sévère à ce propos déclarant qu'il « s'agit d'élections frauduleuses, réalisées sous la vigilance policière [des *Jefes Políticos*], dans les Cantons contrôlés par les *godos* et avec la seule participation des notables de chaque localité »,ajoutant que seul le « Parti Conservateur, Godo ou Oligarque, comme l'appelait le peuple » y avait participé, excluant les fractions libérales qui considèrent que la seule voie pour faire tomber leurs opposants est celle des armes[131].

C'est à ce moment qu'un autre basculement s'opère, avec la mobilisation des libéraux qui, depuis avril et l'arrestation d'un certain nombre d'entre eux (ou leur fuite pour y échapper) ont travaillé activement à l'organisation de groupes révolutionnaires. Dès le mois de mai, une certaine agitation est perceptible en plusieurs points du pays. C'est le cas à Ciudad Bolívar, le 19 de ce même mois, où une rébellion éclate à l'initiative de dockers et soldats qui, après avoir libéré les prisonniers politiques prennent le chemin des Llanos Orientales ; à San Juan de los Morros le 4 juin où la police dissout une réunion clandestine, et met la main sur une liste de « *godos* » qui devaient être passés par les armes[132]. Les autorités ripostent en demandant aux gouverneurs de province d'arrêter les libéraux les plus en vue et de dresser des listes d'adversaires du gouvernement. Parmi celles-ci, José Gregorio Monagas qui est conduit au fort de San Carlos, dans le Zulia, où il mourra le 15 juillet provoquant une grande émotion populaire, dès lors que l'ancien président de la République était à l'origine de l'abolition de l'esclavage, et l'indignation de ses partisans. Le gouvernement de Castro proclame dans le même temps, par un décret du 7 juin, l'expulsion du pays d'un certain nombre de personnes jugées indésirables, parmi lesquelles J. C Falcón, E. Zamora, W. Casado, A. L. Guzmán (détenu pour sa part depuis le mois d'avril)[133].

---

[131] Federico Brito Figueroa, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, Caracas, Ediciones Centauro, 1975 (3a ed.), p. 277-278. Cf. composition de la convention p. 278.
[132] *Ibid*., p. 280.
[133] L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)* [1889], *op. cit.*, p. 95. Le texte du décret est reproduit par Villanueva dans sa biographie de Ezequiel Zamora : Laureano Villanueva, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, Caracas, imprenta Federación, 1898, p. 245-246.

C'est dans ce climat tendu que, le 5 juillet 1858, s'ouvrent les débats à la Convention Nationale, dont Fermín Toro est élu président et où les libéraux sont extrêmement minoritaires. Outre la constitution et la situation politique interne, il s'agit aussi de régler la question du protocole Urrutia d'autant qu'en raison des litiges dont il est l'objet « un escadron anglo-français a bloqué le port de La Guaira »[134]. Dans le même temps, appuyés par le chargé d'affaires anglais, les rebelles planifient deux mouvements conjoints (attaque de Caracas par la vallée du fleuve Tuy et prise de dépôt de munitions de La Guaira). Leur échec provoque de nouveau l'exil de libéraux.

Le 5 août, l'Assemblée décide, alors que les divisions s'exacerbent parmi les « oligarques » entre les partisans de Castro et ceux qui préféreraient que Páez reprennent les rênes du pays, que « dès que les navires britanniques et français abandonneront les ports vénézuéliens, le protocole sera de nouveau mis en pratique ». Cependant, les diplomates des deux pays, « visiblement coalisés avec les rebelles libéraux, ne pouvaient accepter que le texte du Protocole original (…) et avec des compensations pour les dommages causés aux légations étrangères »[135].

Cependant, le 27 août, suite aux soulèvements avortés des libéraux à Galipán[136], un accord est trouvé en vertu duquel Monagas serait exilé, mais que deux autres hauts dirigeants auxquels il a également été donné asile devront être remis par la légation française pour répondre des accusations qui leur sont imputées. Le 31 août, Monagas est mis sur un bateau en direction de la Martinique ; un mois plus tard, à l'instar de Páez huit ans auparavant, il est déclaré traître, ses titres de propriétés lui sont retirés et il est exilé, dans le même temps que Páez est invité à rentrer de son exil de New York, en vertu d'un décret approuvé par la Convention en juillet en vertu duquel il était autorisé à rentrer au pays dans le même temps qu'on devait lui payer sa solde en tant que général depuis l'année 1848 jusqu'à 1858[137]. En dépit de l'échec de *La Galipanada*, cette mobilisation des libéraux a malgré tout précipité le règlement du Protocole et permis d'éviter que la situation diplomatique ne s'aggrave encore, le gouvernement craignant que cet événement ne soit pas un fait isolé. S'ensuit la reprise de la

[134] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 158.
[135] *Ibid*., p. 159. Voir également sur cette question les propos de Level de Godal qui, pour être un acteur du conflit, nous en livre une version détaillée, indépendamment de la subjectivité de ces propos car il sait prendre la distance nécessaire face au contexte. L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)* [1889], *op. cit.*, p. 96 et sv.
[136] Episode qualifié de « triste et ridicule » par Level de Goda, connu sous le nom de *La Galipanada* du nom du lieu, Galipán, situé sur le chemin entre Caracas et la Guaira, où les rebelles furent faits prisonniers le 17 août. *Ibid*, p. 104-105. Nous revenons sur cet épisode dans le chapitre 5.
[137] *Ibidem*, p. 100.

persécution des libéraux un peu partout dans le pays, d'autant que nombre de mouvements armés continuent de sévir dans les régions centrales en dépit d'un décret d'amnistie adopté à l'initiative de Továr.

Bien que ces problèmes politiques et diplomatiques aient occupé l'essentiel des sessions, de même que lutte armée menée dans les provinces centrales contre les mouvements factionnels, la Convention était réunie également pour procéder à l'élaboration d'une nouvelle constitution. Une fois encore les divisions se font jour sur l'orientation qu'il convenait de donner à ce texte, les uns partisans d'un fédéralisme strict, les autres, majoritaires, d'un centro-fédéralisme qui, tout en favorisant la création de grands départements maintenait un lien fort avec le gouvernement central afin d'empêcher de donner trop de pouvoir aux municipalités comme aurait été le cas selon eux dans la constitution de 1857, favorisant ainsi l'instabilité politique[138].

Finalement, le 31 décembre 1858, la constitution qui est approuvée préserve certes une structure gouvernementale centraliste qui s'articule, dans le même temps, avec un certain degré de décentralisation, mais qui privilégie surtout les provinces au détriment des municipalités. Selon les uns, cette constitution signe donc l'échec des fédéralistes et des libéraux qui partagent dans leur majorité cette option constitutionnelle ; fédéralistes qui avaient posé les bases, dès avril 1858 sous l'impulsion de Blas Bruzual[139], de la *Gran Sociedad Federal* de Caracas et fondé, le 18 avril le journal *El Federalista*[140]. Toutefois, l'analyse proposée par le juriste de la fin du XIXème, A. Urbaneja, permet de nuancer quelque peu cette évaluation, tout en fournissant des éléments de compréhension relatifs à l'attitude des forces d'opposition libérales. Pour ce faire, il commence par caractériser ce nouveau texte constitutionnel de « ni franchement unitaire ni affichément fédéraliste, mais plus libéral et avancé que celui de 1830 », dès lors que le pouvoir municipal est désormais attribué à des « fonctionnaires et des corporations indépendants de l'Exécutif national, puisque contrairement aux antérieures, la constitution de 1858 donne aux provinces l'élection directe de leur gouverneur, leur confère la faculté de légiférer dans les domaines non réservés

[138] Pour une analyse d'ensemble des enjeux de cette constitution, nous renvoyons à l'analyse de José Gil Fortoul, *Historia Constitucional de Venezuela*, Caracas, Librería Piñango, 1967, 5ème édition, *Tomo Tercero : La oligarquía liberal*, capítulo VII, *La convención de Valencia*, pp. 115-135.

[139] Journaliste et homme politique libéral, qui a participé à la création du Parti Libéral et qui fut un proche des Monagas avant de devenir l'un de leur plus farouche opposant, considérant qu'ils avaient trahi les principes du libéralisme.

[140] Pour plus de détails voir Catalina Banko, *Las luchas federalistas en Venezuela*, *op. cit.*, pp. 154 et sv. et Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, pp. 160 et sv.

au pouvoir public de l'Etat » et de déterminer la durée du mandat des fonctionnaires en vertu du principe d'alternance que la constitution consacre[141].

Cherchant « la raison historique de cette tendance fédéraliste de la constitution de 1858, il en vient à considérer que ce « choix » du nouveau pouvoir en place est lié en grande partie à la crainte des législateurs face à la dégradation du climat politique et à la capacité de mobilisation de l'opposition. Il indique en effet :

> « (...) les erreurs commises, les passions effrénées dans le champ de la politique nationale, les aspirations des hommes importants des Etats (…), la prédication efficace des démocrates, réunissaient les masses autour des opposants en faveur de la nécessité d'appliquer le système fédéral dans toute sa pureté et toute sa vigueur, se dotant ainsi d'une bannière, symbole des vastes promissions, pour les possibles affrontements armés. Les législateurs de 1858, ont tenté sagement d'éviter le danger, d'éloigner la catastrophe, prenant en compte les nouvelles idées sans pour autant rompre avec la tradition constitutionnelle, dès lors qu'ils jugeaient que le pays n'était toujours pas prêt pour supporter un changement radical de son système politique. Au contraire, on devait y parvenir par la prudence et la persévérance, par l'éducation civique des populations, pour qu'elles parviennent, au fil du temps, à comprendre les ressorts du système fédéral. »[142]

Il conclut ses propos en affirmant, qu'au contraire, les fédéralistes ne voulurent pas attendre et que, malgré cette « concession » ils firent le choix du conflit par les armes et « manquant de patience, mais plein d'enthousiasme, ils se lancèrent dans le combat pour n'éteindre leurs feux qu'en 1863 avec le célèbre traité de Coche ». On peut certes nuancer cette analyse, suivant en cela l'évaluation proposée par l'historienne E. Gabaldón lorsqu'elle indique que si la Constitution promulguée en décembre 1858 a été présentée alors comme « progressiste » et constituant « un pas vers la fédération », ces détracteurs considéraient au contraire que les parlementaires s'étaient refusés à franchir ce pas, y voyant là l'origine de la guerre. Il n'en demeure pas moins que le Congrès, « submergé dans le débat idéologique, s'isolait de la vague de violence qui pénétrait peu à peu la République et de sa signification sociale »[143], B. Frankel allant jusqu'à dénoncer « la cécité des parlementaires »[144].

Après la proclamation de la constitution, la Convention élit, en janvier 1859, Julián Castro président intérimaire et, avant de se dissoudre le 4 février, elle appelle par décret à des élections provinciales pour le mois de mars. Cependant, depuis la fin de l'année 1858, la

---

[141] Alejandro Urbaneja, « El derecho constitucional venezolano [1895] », in *La Doctrina positivista*, Caracas, Presidencia de la República, Col. Pensamiento político venezolano del siglo XIX. Textos para su estudio, 1961, vol. 2, p. 440.
[142] *Ibid*., p. 441.
[143] Eleonora Gabaldón, La *convención de Valencia : la idea federal, 1858*, Caracas, Fundación para el rescate del acervo documental venezolano, 1988, p. 330
[144] Benjamín A. Frankel, « La Guerra Federal y sus secuelas, 1859-1869 », Caracas, Fundación Boulton, 1976, p. 148.

situation politique intérieure n'a cessé de se dégrader du fait précisément de la mobilisation armée des libéraux et des zones rurales dont celles qui nous occupent ici, fragilisant d'autant plus le gouvernement qui ne parvient pas à les éliminer alors que, comme nous allons le voir, elles sont, pour certaines d'elles, en action depuis plusieurs mois.

L'analyse que livre J. de Armas Chitty dans son histoire de la province du Guárico permet de dresser une sorte de bilan de la situation telle qu'elle se dessine quelques mois plus tard. En effet, constatant qu'à peine trois mois après le *pronunciamiento* de Zamora, l'incendie a pris dans l'ensemble du pays, et prenant pour exemple précis les actions de Medrano et Agachado dans l'ouest du Guárico et de Juan Sotillo à l'est, il avance une hypothèse intéressante pour tenter de comprendre cette rapidité de la mobilisation. Il lui semble que la chute de Monagas, un peu plus d'un an auparavant, aurait impulsé la révolte, dès lors que même s'il avait de profonds différends avec certains leaders libéraux, il avait donné, au sein de son gouvernement, un espace au groupe libéral. Ainsi, dit-il, « jusqu'au mois de mars [1858], des personnes d'orientations différentes, et non attachées à Páez et ses conservateurs, ont-elles joui de garanties de la part du gouvernement ». Avec la chute du Président, « la digue rompue et passée l'euphorie momentanée célébrant la mise à l'écart de ce caudillo d'une froideur de caractère déconcertante, les forces que l'on pourrait appeler aujourd'hui progressistes, sachant qu'elles ne gagneront rien dans les comices, prirent les armes et cherchèrent la bannière d'un caudillo »[145].

### 5. Retour sur la situation politique « loin de la capitale »[146]

Arrivé à cette acmé de la crise politique qui secoue le pays depuis plusieurs années, laissons pour un temps ce qui se passe autour des cercles de pouvoir et des légations étrangères et tournons notre regard vers « le reste » du pays, y compris dans la capitale en tant que telle, afin d'observer la façon dont les populations réagissent aux événements.

De fait, l'évolution de la situation après la loi d'Abolition fait basculer de larges secteurs de la population dans l'opposition, qui prend de plus en plus la voie des armes et se concentre sur la revendication de terres pour les petits paysans, tout particulièrement dans les Llanos Centraux et Occidentaux ; plus de 300 factions se constituent ainsi entre mars 1854 et mars

[145] José Antonio de Armas Chitty, *Historia del Guárico*, San Juan de los Morros, Universidad Rómulo Gallegos, 1978, vol. II. 1807-1974, p. 80.

[146] Pour reprendre une expression employée par Lisandro Alvarado pour faire la « narration » non pas tant de ce qui se passe dans la Sierra en 1858, mais surtout dans les provinces limitrophes de Portuguesa, Barinas et Apure où, dit-il, « le mécontentement social semblait se concentrer ». Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela [1909]*, in O*bras completas de Lisandro Alvarado*, Caracas, Ministerio de Educación/Dirección de Cultura y Bellas Artes, 1956, vol. V, p. 88.

1858, une des plus significatives étant celle des « Indios Guanarito »[147]. Bien que ces mouvements n'aient pas la même intensité et organisation que ceux survenus en 1846, il n'en demeure pas moins qu'ils constituent des actions de force visant en particulier à un meilleur accès à la terre, générant une inquiétude croissante parmi les dirigeants politiques qui perçoivent bien la tension sociale[148]. Cette instabilité s'accompagne, à partir de 1858 comme on l'a vu, des répercussions de la crise mondiale qui a des effets préjudiciables sur les *hacendados*, dont une partie est ruinée, du fait du rétrécissement des marchés internationaux, mais aussi sur le reste de la population rurale. Dans le même temps, cette crispation sociale constitue, à court terme, un frein à toute entreprise de renversement de Monagas, dès lors que l'on craint une « insurrection générale de la paysannerie vénézuélienne ». Or, cette tension est notamment palpable dans les Vallées d'Aragua où, « depuis 1857, les *hacendados* avaient abandonné leurs plantations de café et résidaient à Caracas, La Victoria, et dans d'autres centres urbains par peur » des « révoltés » de la *Sierra del Sur*[149].

Le voyageur hongrois, P. Rosti, témoigne de ce mécontentement à l'égard du président Monagas, alors qu'il traverse à cheval les *llanos* du Guárico quelques mois avant sa chute. En effet, un soir après avoir parlé de son propre pays avec les personnes qui l'hébergent, la discussion s'engage sur la situation du Venezuela. Rosti mentionne alors que « fidèle à la norme qu'il s'est imposée, il se garde d'émettre quelque opinion que ce soit », mais ajoute, significativement, que de toute façon « il ne pourrait pas en dire de bonnes choses », et que « selon ce qu'il a pu observer à plusieurs reprises, eux non plus ne sont pas contents de ce gouvernement, que ce soit dans les Llanos ou dans les régions voisines ». Il conclut en des termes qui constituent un écho troublant à ceux employés au même moment par Núñez de Cáceres, pour décrire les dérives du système judicaire :

> « En général les hommes, à moins qu'ils soient employés de l'Etat, c'est-à-dire qui volent avec le gouvernement, sont de grands ennemis de celui-ci. Pauvre pays ! Il est à

[147] Pour une analyse d'ensemble nous nous permettons de renvoyer à nouveau à l'ouvrage de Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, pp. 165-169 ; ainsi que plus ponctuellement à Federico Brito Figueroa, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, *op. cit*., pp. 267-270.

[148] Robert Paul Matthews, « La turbulenta década de los Monagas (1847-1858), *op. cit*. Matthews dresse un tableau assez suggestif de ces problèmes et de leurs causes qui n'est pas sans faire penser aux propos acerbes et emprunts de désillusion de Núñez de Cáceres dans ses *Mémoires*, en particulier lorsqu'il décrit les organes judiciaires. Pedro Núñez de Cáceres, *Memorias*, Caracas, FUNRES, 1993. Sur ce dernier point et pour la période d'action de la Faction de la Sierra, voir *infra*, chapitre 9.

[149] Federico Brito Figueroa, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, *op. cit*., p. 273. Même si, comme à l'accoutumée, Brito Figueroa ne donne que rarement ses sources et bien qu'il soit dans l'emphase et l'hyperbole lorsqu'il décrit ces mouvements et la façon dont l'historiographie « réactionnaire », pour reprendre ses termes, les a dénoncés, il n'en demeure pas moins qu'il livre des éléments de compréhension de la situation qui prévaut dans le monde rural à la fin des années 1850 qui sont à prendre en considération.

> nouveau sur le point de subir une révolution[*], et si la situation ne s'améliore pas rapidement, tôt ou tard, cette belle province tombera aux mains des yanquis (…) »[150].

Cette crise se double donc d'une situation politique délicate pour Monagas qui doit aussi faire face au mécontentement croissant de ses « opposants » qui occupent tout le spectre politique[151] mais aussi, comme on l'a vu, d'une partie des classes populaires qui lui reprochent ses revirements politiques afin de pouvoir se maintenir au pouvoir. Le gouvernement échoue d'ailleurs dans ses efforts pour éliminer « la présence de factions armées » à l'intérieur du pays[152]. Indice supplémentaire de cette agitation dont le Venezuela est la proie sur une grande partie de son territoire, le fait que les réactions au renversement de Monagas sont « quasi immédiates » pour reprendre l'expression employée par R. P. Matthews. Cette particularité expliquerait pour partie le fait que ces réactions aient au départ la forme « de bandes semi-autonomes qui opèrent de façon parallèle et non concertée », telles qu'elles se sont constituées en réponse au malaise rural ressenti depuis les années 40 et sur la base des expériences antérieures de mobilisation et d'agitation. Ceci explique également que l'on lise pratiquement partout que c'est surtout dans les régions de plus fortes présences de bandits et *bandas de llaneros*, que ces réactions en faveur de Monagas se produisent[153] tandis que la plupart des chefs militaires passent dans le camp de l'ennemi ou restent sur la réserve et que nombre de représentants du congrès hésitent à soutenir la présidence. Les partisans de Monagas ne prennent pas les armes pour appuyer le gouvernement, dans le même temps que le soulèvement de l'opposition pour le destituer, « éminemment politique et conduite par les élites civiles et militaires »[154], obtient un appui rapide. Comme le souligne Matthews, « un soutien spontané aux rebelles intervient dans le centre et tout au long de côte occidentale du Venezuela, comme en témoignent les nombreux *pronunciamientos* rédigés et signés en mars

[*] « Effectivement, note Rosti, elle a éclaté quelques mois après mon départ et Monagas a été écarté du fauteuil présidentiel ».

[150] Pal Rosti, *Memorias de un viaje por América*, Caracas, UCV, 1968, p. 189.

[151] C'est dans ce contexte d'ailleurs que des hommes comme Blas Bruzual, Felipe Larrazábal et Ezequiel Zamora (qui était à la tête des Forces Armées) quittent le gouvernement de José Tadeo Monagas.

[152] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 163.

[153] Cf. *Ibid*., p. 147 et 165. C'est également ce qu'affirme Lisandro Alvarado, dans son *Historia de la Revolución Federal en Venezuela [1909]*, in *Obras completas de Lisandro Alvarado*, Caracas, Ministerio de Educación/Dirección de cultura y bellas artes/Comisión editora de las obras completas de Lisandro Alvarado, 1956, vol. V, pp. 89-96.

[154] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 147.

et avril 1858[155] et qui dénoncent, de façon très violente dans bien des cas, le régime des Monagas[156].

À Caracas, la nouvelle du soulèvement est reçue avec un énorme enthousiasme »[157]. Cependant si, comme on l'a vu, nombre de leaders du libéralisme paraissent, dans un premier moment, accepter la situation, il semble qu'au sein des « masses rurales libérales », pour reprendre une expression de Matthews, la réaction en faveur du président déchu est plus large, notamment dans les provinces qui nous intéressent, et tout particulièrement dans la Sierra. G. García Ponce en conclut, avec quelque peu d'exagération cependant, que les paysans ont alors quitté les haciendas, « adhérant de nouveaux aux rêves de répartition des terres et des propriétés, d'égalité et de justice sociale, en quête de changements, de récompenses et d'honneurs dans les campagnes militaires » et qu'une « bonne partie du pays se transforme en scène sanguinaire (sic) »[158].

R. Matthews modère fort justement les propos de G. García Ponce, en tentant de faire la part des choses entre les deux camps en présence, mais également en prenant en compte ce qui s'est produit au cours de la décennie qui vient de s'écouler. C'est ainsi qu'il considère que si « les bandes de llaneros demeuraient un ferment d'agitation »[159], ils ne jouèrent aucun rôle dans la révolution de mars à proprement parler. De même, « les 'peones agrarios', bien qu'ils furent une force agissante dans le mouvement, ne représentèrent pas leurs intérêts de classe (…). Le principal effet qu'eurent ces deux groupes durant la décade fut de précipiter la désintégration de la société rurale. Les *bandoleros* et les journaliers étaient devenus plus agressifs au cours des dernières années, mais face à tout mouvement général ils restaient dans l'expectative ». Selon Matthews, ce n'est qu'après mars 1858, que ces groupes assument un rôle prépondérant dans la préparation du scénario de la Guerre Fédérale[160].

C'est dans ce contexte que la Sierra se met à bruisser au rythme des factieux du même nom.

---

[155] De fait, nous avons trouvé de nombreux *pronunciamientos* rédigés et signés au cours des mois de mars et d'avril 1858 afin d'une part d'apporter leur « soutien » à l'arrivée de Castro ; d'autre part d'exprimer leur rejet des Monagas et de leurs pratiques. Ces *pronunciamientos* se trouvent essentiellement dans : AGN/Caracas-Interior y Justicia, tomos DCXVI et DCXIX.

[156] Nous traitons ce point plus en détails dans le chapitre 4.

[157] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 146.

[158] Guillermo García Ponce, *Las armas en la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 25.

[159] C'est que dit à sa façon Level de Goda lorsqu'il décrit les différents groupes armés toujours en action en juillet 1858. L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)* [1889], *op. cit.*, p. 109-110.

[160] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 146-147.

## 6. La Sierra, une 'région' aux multiples enjeux

Si l'on considère en premier lieu la superficie de la Sierra, on peut affirmer que la faction opère sur une zone géographique relativement vaste, comprenant les provinces d'Aragua, Guárico, Carabobo et Cojedes et, à la marge celles d'Apure et de Barinas. Un document adressé en janvier 1859 par la direction de la Junte Centrale d'agricultures de la province d'Aragua en livre une description générale intéressante puisqu'ils parlent du :

> « (…) vaste territoire connu sous le nom de 'La Sierra' qui s'étend sur les confins de cette province [Aragua] et de celles du Guárico, de Carabobo près du lac de Tacarigua[161], depuis la ville de Cura, sur une bande de terrain d'un travail relativement difficile (…). »[162]

Administrativement, les quatre provinces concernées par la Faction sont de création relativement récente, puisque les deux plus « anciennes » datent de 1848, à savoir les provinces de Guárico et d'Aragua. Quant à celles de Cojedes et de Carabobo, elles ont respectivement été créées en 1855 et 1856[163].

Les cantons qui forment les deux premières appartenaient auparavant à la province de Caracas. Ce sont, pour la province d'Aragua les cantons de La Victoria, Turmero, Maracay, San Sebastián et Cura ; pour celle de Guárico, ceux de Calabozo, Chaguaramas, Orituco et Ortiz. La province de Cojedes est quant à elle composée des cantons de El Pao, San Carlos et Tinaquillo ; et celle de Carabobo des cantons de Valencia, Puerto Cabello, Montalbán et Ocumare. Ces provinces ont respectivement pour capitale, La Victoria, Calabozo, San Carlos et Valencia qui est également capitale du pays de juillet 1858 à février 1859.

Selon le recensement de 1854, elles avaient une population de 81 485 habitants pour la province d'Aragua, de 109 331 habitants pour celle de Guárico. Pour les deux autres provinces, il convient de prendre les chiffres de 1857 puisque, auparavant, la province de Carabobo incluait les trois cantons de la province de Cojedes. A cette date donc, la province de Carabobo comptait 112 000 habitants et celle de Cojedes 92 000[164]. Nous parvenons donc à une population totale pour les quatre provinces les plus directement touchée par la Faction

[161] Ancien nom du Lago de Valencia. Cf. à ce propos Agustín Codazzi, *Resúmen de la geografía de Venezuela,* Paris, Impr. de H. Fournier y compia, 1841, p. 375.

[162] *La direccion de la Junta Central de agricultores de la provincia d'Aragua indica al Gobierno varias medidas sobre el territorio denominado « La Sierra »*, La Victoria, Enero 5 de 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXVII, fol. 176.

[163] En fait, la province de Carabobo existait déjà, mais elle a été successivement démembrée en 1832 pour créer la province de Barquisimeto, en 1855 pour créer celle de Yaracuy et en 1856 pour la création de celle de Cojedes.

[164] Chiffres mentionnés par Miguel Izard, *Series estadísticas para la historia de Venezuela*, *op. cit.*, p. 13. Notons que les chiffres de population par état qu'il donne pour 1857 pour les autres provinces sont les mêmes que ceux du recensement de 1854 mentionnés par Manuel Landaeta Rosales dans sa *Gran recopilación geográfica, estadística e histórica de Venezuela* [1889], Caracas, BCV, vol. 1.

d'environ 400 000 habitants[165] sur une population totale estimée à 1 788 159 habitants pour 1857[166]. Néanmoins, si l'on s'en tient aux informations fournies par la direction de la Junte d'Agriculteurs de la province d'Aragua, l'épicentre d'action de la Faction se situerait dans une zone où, disent-ils, « il existe aujourd'hui quelques établissements d'agricultures importants, et une population généralement appliquée au travail et qui n'est pas inférieure à six ou huit mille âmes »[167].

*a) Un site enclavé, à la géographie exceptionnelle*

Toutefois, suivant en cela ce que nous énoncions en ouverture de ce chapitre, il ne s'agit pas, là non plus, de procéder à une seule description de cette région de la Sierra mais d'en cerner les enjeux tels qu'ils sont énoncés et les particularités, ainsi que certaines récurrences dans les informations fournies par les différentes sources. C'est dans cette perspective que nous faisons nôtres les précisions apportées par L. Villanueva dans sa biographie de Ezequiel Zamora concernant l'item qu'il consacre précisément à la « géographie de la Sierra ». En effet, inséré dans un chapitre consacré aux événements de 1846 à proprement parler, il justifie à plusieurs reprises la présence de ce premier point consacré à la géographie et de son contenu de façon très suggestive pour notre propos, dès lors qu'il ne s'agit pas pour lui de procéder à une « description » sans lien direct avec son objet d'étude. C'est ainsi qu'il évoque en ouverture de l'item la « nécessité de peindre le nouveau théâtre de la guerre » qui est exactement le même que celui où se déploie d'ailleurs la Faction de la Sierra un peu plus de dix ans plus tard, « à savoir : la Sierra étendue et, dans le même temps, âpre et très élevée du Guárico, d'Aragua et de Carabobo (…) »[168].

Après avoir procédé, dans les paragraphes suivants, à une première description physique, dont nous reprenons certains éléments plus avant, il entre dans le détail de certains lieux, là encore pour la nécessité de sa démonstration, puisqu'il indique :

> « Afin de contribuer à la description géographique de cette sierra (…) nous allons soumettre au lecteur d'autres détails d'importance, qui permettront de mieux comprendre la narration de cette pénible compagne entreprise par Zamora (…). »[169]

[165] Si nous extrapolons quelque peu le chiffre exact auquel nous parvenons (394 816), dans la mesure où les deux premiers chiffres sont de 1854.
[166] Miguel Izard, *Series estadísticas para la historia de Venezuela*, *op. cit.*, p. 13.
[167] *La direccion de la Junta Central de agricultores de la provincia d'Aragua indica al Gobierno varias medidas sobre el territorio denominado « La Sierra »*, *op. cit.*, fol. 176.
[168] Villanueva, Laureano, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, Caracas, imprenta Federación, 1898, chapitre IV : I. Geografía de la Sierra, p. 145.
[169] *Ibid*., p. 148. C'est nous qui soulignons.

Enfin, avant de clore cet item par l'indication des distances entre les principaux lieux de la Sierra, il informe son lecteur en ces termes :

> « Un très long travail de géographie serait nécessaire pour nommer et décrire, même de façon rapide, toutes les vallées, cimes, rivières, combes, forêts, plaines, tous les chemins et sentiers de cette Sierra ; ce qui, le moment opportun, sera de la responsabilité d'autres ; il nous appartient donc ici, dans le présent travail, uniquement de citer et d'indiquer les points indispensables pour notre narration (…). »[170]

On ne peut, dans ces deux dernières citations, être au plus près de ce que nous nous proposons de faire ici, à savoir reprendre des données « utiles » à la compréhension certes de la narration du quotidien de la Faction, objet du chapitre suivant, mais aussi et plus largement, de cette faction comme objet d'étude pour appréhender les modalités de fonctionnement du politique dans ces espaces ruraux en effervescence. Nous ne privilégierons donc ici que ce qui permet de nous aider dans notre analyse de la Faction, des acteurs qui la composent et de ceux qui sont concernés par ses agissements.

Avant d'entrer dans le vif de cette présentation, notons encore qu'il est une caractéristique commune à l'ensemble des écrits sur la Sierra, y compris dans une partie des sources utilisées ici, à savoir que l'on insiste toujours sur la beauté de ses sites naturels et sur le caractère extraordinaire de ses reliefs contrastés. Cette insistance se retrouve dans l'emploi incessant de superlatifs, que ce soit pour désigner la hauteur, le caractère heurté et impénétrable des reliefs, la nature des sols, le caractère impétueux des cours d'eau… Survalorisation de la nature et de son potentiel, très souvent mise en contraste, tout particulièrement chez Villanueva, avec l'état d'abandon des terres, voire leur méconnaissance, et le caractère frustre de ses habitants. Et ce « malgré » leur gentillesse et leur hospitalité, comme le note à plusieurs reprises le voyageur hongrois Pal Rosti qui sillonne ces régions en 1857[171] et n'a de cesse de se désoler du manque de ponts, et du temps ainsi perdu pour aller d'un point à un autre, comme lorsqu'il veut traverser le Guárico :

> « Outre le village, nous devions traverser un ruisseau : le Guárico. Ce n'était même pas la peine de songer à des ponts ; pour quoi faire ?: il n'y a pas de voitures, certains se déplacent à cheval, et tous ceux qui marchent à pied, sont déchaussés, ils s'attachent la chemise par la ceinture et sont sans pantalons et sans aucune autre chose pouvant y ressembler. »[172]

---

[170] *Ibidem*, p. 150-151. C'est nous qui soulignons.
[171] Pal Rosti, *Memorias de un viaje por América*, Caracas, UCV, 1968.
[172] *Ibid*, p. 108. Il raconte ensuite l'incident qui lui arrive en raison d'une brusque montée des eaux et rend compte de la réponse des villageois lorsqu'il leur demanda pourquoi il n'y avait pas de ponts pour prévenir ce genre de mésaventures : « pour qui ? Pour quoi ? Puisque la rivière n'a pour habitude que de déborder l'hiver et seulement pour quelques heures », *ibidem*, p. 111.

Mais il se désole également de l'absence de montres et de pendules, qui a pour raison, notamment, les risques sismiques. Il le constate, en ces termes, après que sa propre montre soit tombée en panne :

> « (…) ce qui est un contretemps important, surtout dans une région où la montre est un article de luxe. J'ai connu de nombreux nobles et de riches messieurs qui n'avaient pas montre. Il y a des villages, et plus encore, des localités relativement grandes, sans une seule montre. Des montres de tour il n'y en a pas, pour la simple raison que – en raison des tremblements de terre – il n'y a pas non plus de tours. Ils déterminent le temps par hasard, la cuisinière sert le manger quand elle y pense, le muletier apparaît quand on l'appelle et pour les rendez-vous une demi-heure, ou l'heure entière, ça n'a pas d'importance. »[173]

Dans le même ordre de constatations, L. Villanueva évoque à plusieurs reprises les « forêts vierges, les habitants rustiques, et des sentiers connus d'eux seuls », les « montagnes incultes, inhabitées, pas même explorées »[174]. Situation qu'il compare sans cesse à celle, bien meilleure, dans laquelle se trouve la Sierra au moment où il rédige cette biographie, à savoir qu'en cette fin du XIXème siècle, elle est, dit-il, dotée « d'une population nombreuse et en forte croissance, de riches haciendas de canne à sucre et de café, de *hatos*, de chemins larges et nombreux », mais aussi de terres « semées sur de très grandes surfaces de petits fruits, de café et de canne à sucre, avec une population en forte augmentation, répartie dans des hameaux et des villages nouveaux »[175].

Enfin, sous la plume respective de Augustín Codazzi dans les années 1830, et de M. Landaeda Rosales à la fin du siècle, la fascination pour ces sites le partage aux réflexions poétiques ou philosophiques, notamment lorsqu'ils en viennent à décrire les Morros de San Juan, dans la province du Guárico. C'est ainsi que le premier indique :

> « Ce canton [de Cura] a de particulier les collines que l'on appelle Morros de S. Juan, que l'on voit depuis la ville de Cura. Sa structure extraordinaire d'un calcaire entouré de roche (…), forme une merveille pour le géologue. Les nombreuses grottes qu'il y a dans ces collines (…) méritent d'être vues pour leurs formes rares et capricieuses dues aux infiltrations qui ont ainsi transformé le calcaire décomposé. »[176]

Tandis que le second, plus philosophe, confesse :

> « Ces collines, admiration des géologues pour leur structure extraordinaire comme pour leur forme surprenante, sont une véritable merveille. Vues de loin elles ressemblent aux ruines d'une immense cathédrale gothique, dont ne sont restées debout que les hautes tours et les flèches pointues. La plus grande d'entre elles s'élève sous la forme d'un prisme rectangulaire à une hauteur de 989 mètres au-dessus du niveau de la mer. Les autres sont de différentes dimensions.

[173] *Ibidem*, p. 111.
[174] Villanueva, Laureano, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, *op. cit.*, p. 145 et p. 147.
[175] *Ibid*., p. 145 et p. 147.
[176] Agustín Codazzi, *Resúmen de la geografía de Venezuela, op. cit.,* p. 378.

> L'aspect imposant de ces gigantesques calcaires, invite à méditer sur l'instabilité des choses de notre planète (…). En contemplant ces collines nous avons éprouvé des impressions si fortes que nous ne pourrons jamais les oublier. Cela fait dix ans que nous nous sommes trouvés à leurs pieds, admirant leur superbe majesté ; et nous avons l'impression que nous sommes encore en train de les regarder. »[177]

P. Rosti a lui aussi été frappé par la région de San Juan de Los Morros et, outre son témoignage écrit, il fournit des traces iconographiques précieuses, comme en témoigne la lithographie ci-dessous, tirée de l'un de ses clichés[178] :

Nous pourrions tout à fait reprendre ces observations à notre compte. En effet, ayant parcouru cette zone en juillet 2002, donc nous aussi il y a maintenant une dizaine d'années, nous avons été frappée à la fois par le gigantisme du relief, par ces sierras majestueuses recouvertes d'une végétation dense, qui semblait impénétrable, certes entourées d'un réseau routier et urbain, mais qui permettait toutefois d'imaginer ce à quoi elles devaient ressembler et ce qu'elles pouvaient « permettre » un siècle et demi auparavant.

Les descriptions de L. Villanueva, qui se fondent d'ailleurs pour ce qui relève de la géographie physique, des données rectifiées de Reclus et Severs (ainsi que cela figure à plusieurs reprises dans ses notes de bas de pages), constituent en quelque sorte un précédent.

[177] Landaeta Rosales, Manuel, *Gran recopilación geográfica, estadística e histórica de Venezuela* [1889], Caracas, Banco central de Venezuela, 1963, vol. 1, p. 57.
[178] Pal Rosti, *Memorias de un viaje por América*, *op. cit.*, p. 107. Il livre également p. 106 une description elle aussi très intéressante de ces *Morros*. P. Rosti était surtout un photographe de talent et il a laissé de son voyage en Amérique des clichés de grande valeur.

En effet, nous avons retrouvé de nombreuses citations de cet item sur la géographie de la Sierra dans les ouvrages sur l'histoire de la période que nous étudions et/ou sur des personnes impliquées à un titre ou un autre par ce conflit du milieu du XIXème siècle ou dans les insurrections de 1846 dont l'épicentre coïncide avec celui de la Faction de la Sierra.

C'est ainsi que, renvoyant à Villanueva, F. Brito Figueroa mentionne à propos de Villa de Cura et de l'enjeu qu'elle représente en 1846 pour les autorités, que « c'est un lieu-clé entre les Llanos et les Valles centrales »[179]. En écho, dans sa biographie de Ezequiel Zamora, A. Rodríguez note, à propos de cette ville où Zamora était venu s'établir en 1838 pour y faire du commerce que c'est « un important centre commercial, où affluent des hommes des *llanos* ou des vallées centrales pour effectuer l'échange de leurs marchandises »[180]. De même, lorsque Brito Figueroa présente Francisco Rangel, qui prend la tête de l'insurrection le 1er septembre 1846, c'est en citant Villanueva qu'il démontre sa connaissance du terrain, acquise lors de la guerre d'indépendance, à savoir « les chemins et sentiers des sierras de Carabobo et Aragua, les gués des rivières, les ravins et lagunes qui baignent les terres du Llano Abajo, et les labyrinthes de ses forêts, bois, savanes et *galeras* (….) »[181].

Il convient à présent de dépasser les « limites » de ces régions administratives pour s'intéresser aux grandes zones géographiques qui caractérisent ces espaces[182]. Ceux-ci en effet, au delà des spécificités micro-régionales, ont en commun d'avoir particulièrement souffert de la guerre civile d'indépendance que ce soit en ce qui concerne les pertes démographiques, qu'en termes de développement économique ; or leur position géographique sur le territoire national, ainsi que leurs caractéristiques géophysiques ne sont pas totalement étrangères à ces particularités. En outre, bien que dans une moindre mesure, les événements de 1846 ont pour leur part fortement marqué les esprits et les autorités en ce que ces mouvements paysans symbolisaient non seulement une menace à la stabilité du pays, mais également la « preuve » d'une certaine pénétration des idées libérales dans les campagnes ; nous y reviendrons tout au long des chapitres à venir.

---

[179] Brito Figueroa, Federico, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, Caracas, UCV/Ediciones de la Biblioteca, 1981, 5ème édition, p. 119.
[180] Adolfo Rodríguez, *Exequiel Zamora*, Caracas, Ministerio de Educación, 1977, p. 32.
[181] Villanueva, Laureano, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, *op. cit.*, p. 95-96. Cité par Brito Figueroa, Federico, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, *op. cit.*, p. 118.
[182] Pour cet aspect de notre présentation, nous reprenons le découpage géo-historique proposé par P. Cunill Grau auteur d'un ouvrage fondamental à la croisée de la géographie et de la démographie historique sur le Venezuela au XIXème siècle. Pedro Cunill Grau, *Geografía del Poblamiento Venezolano en el Siglo XIX*, Caracas, Presidencia de la República, 1987, 3 tomos.

En termes de géographie physique, ce territoire de la Sierra se caractérise par des zones montagneuses d'assez haute altitude. En effet, cette cordillère qui forme l'épine dorsale de la région centrale du Venezuela débute par la montagne Tucuragua haute de 1 200 mètres, située dans la partie occidentale de la province de Carabobo. Il en va de même plus à l'Est avec la sierra de Palomeras et celle du Pao de Cojedes. Cette masse granitique s'ouvre en deux branches d'ouest en est, la principale formant les grands sommets qui séparent les vallées d'Aragua et del Tuy de celles de San Sebastián, Orituco et Altagracia. La seconde, moins élevée, court par les défilés de la Platilla (1 886 mètres), Flores (1 424 mètres), Morros de San Juan, de San Sebastián, San Francisco et Camatagua ; forme la grande vallée de Tacasuruma et d'étend ensuite vers le sud, avec « des contreforts qui vont mourir sur le terrain couvert de collines, de buttes (…) qui constituent le système des *galeras*[183]. Cette masse incroyable est une seule montagne qui s'appelle La Sierra »[184].

Deux grandes zones peuvent être distinguées au sein de cette Sierra. Il y a tout d'abord la région de Valencia et des vallées d'Aragua qui, au début du XIXème siècle, est dotée d'une signification particulière de fait de l'avancée de la frontière agricole avec notamment l'introduction de nouvelles cultures. Ce qui en fait un foyer d'attraction pour la migration, des Péninsulaires mais aussi de paysans d'autres régions, auxquels s'ajoute une migration temporaire de milliers de *peones* libres qui viennent y travailler pendant les périodes des récoltes. Ce qui en faisait, en 1810, une des zones les plus peuplées du pays avec 90 000 habitants. En outre, dans le bassin du lac de Valencia et dans les vallées d'Aragua à proprement parler, on atteint les plus hauts niveaux de densité de population avec une relative harmonie entre villes et campagnes.

Cette prospérité, qui caractérise les différentes micro-régions formant ce premier ensemble géographique, est lourdement affectée par la crise politique consécutive aux événements de 1808 et surtout par la guerre civile d'indépendance. P. Cunill Grau considère ainsi qu'en 1825 la population avait diminué de 30 % par rapport à 1810, étant entendu que ce pourcentage fut plus élevé dans les zones particulièrement « touchées par les actions de guerre, les séquestres de propriétés, la fuite d'esclaves et de *peones* », mais aussi par les ravages du paludisme et la décadence de certaines cultures comme l'indigo qui ne font qu'accélérer la baisse démographique[185].

[183] Ce terme est difficilement à traduire. Il désigne « un terrain élevé et plat qui se trouve sur le niveau d'une plaine ». Núñez, Rocío ; Francisco Javier Pérez, *Diccionario del habla actual de Venezuela*, Caracas, UCAB, 1994, p. 240.
[184] Villanueva, Laureano, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, *op. cit.*, p. 145-146.
[185] Pedro Cunill Grau, *Geografía del Poblamiento Venezolano en el Siglo XIX*, *op. cit.*, Tomo 1, p. 327.

Cette première zone fait contraste avec celle des Llanos où la Faction opère également même si plus marginalement et plutôt sur la partie frontalière avec les provinces qui constituent l'épicentre de son champ d'action.

Cet espace se caractérise par un paysage moins hospitalier, avec pour principale conséquence le fait que les différentes contrées qui composent cet ensemble régional sont relativement isolées les unes des autres, les chemins étant qui plus est en mauvais état et le plus souvent impraticables à la saison des pluies[186]. C'est la raison pour laquelle les quelques chemins existants sont essentiellement structurés afin de relier les centres peuplés avec les régions périphériques où la densité de population est plus importante et où il est possible de trouver un marché pour les produits de l'élevage, permettant ainsi d'expliquer « la consolidation de rares villes et *villas* en situation nodale comme Chaguaramas, Tinaco, Calabozo, ainsi que de centres portuaires où s'effectuent les transbordements et les échanges comme El Baúl, Torunos »[187], voire dans les contrées plus orientales autour des *villas* de Tucupido, Valle de la Pascua, Santa María de Ipire, Chaguaramas. Or, on retrouve toutes ces villes fréquemment citées à propos des déplacements et des actions menées par la Faction.

Il en va de même pour les micro-régions, plus densément peuplées, qui sont au point de contact entre la Serranía de l'Intérieur et les Llanos, mais qui elles se bénéficient bien plus encore, à la différence des Llanos, du commerce de l'élevage, notamment le chapelet de villes moyennes et petites situées à la porte d'entrée des Llanos comme Tinaquillo, El Pao, San Juan de los Morros, San Sebastián de los Reyes, ainsi que les établissements qui se dédient à l'agriculture commerciale du cacao et du tabac dans les vallée d'Orituco.

Il est à noter que ces deux sous-espaces ont eux aussi été particulièrement touchés par la guerre, notamment en 1813 et en 1821, avec des conséquences démographiques et matérielles importantes. Toutefois, si après 1830 la population tend à se récupérer, le pays dans son ensemble demeure sous-peuplé, passant seulement de 0, 6 hab. au $km^2$ à 1, 4 hab. au $km^2$ entre cette date et 1857, considérant en outre qu'il existe une très grande hétérogénéité régionale. Sur cette même période, et bien qu'une fois encore il faille prendre les chiffres avec prudence, on considère que l'on passe d'une population globale de 830 000 habitants à 1 788 159 habitants[188].

Si cette faible attractivité, de même que cette démographie peu expressive sont, au-delà de l'impact négatif de la guerre d'indépendance, le fait de conditions de vie souvent difficiles et

[186] Pour une description d'ensemble voir *Ibidem*, p. 659-662.
[187] Pedro Cunill Grau, *Geografía del Poblamiento Venezolano en el Siglo XIX*, *op. cit.*, Tomo I, p. 663.
[188] *Ibid*, tomo II, p. 978.

frustres ainsi que du manque d'infrastructures, il convient également de prendre en compte une situation sanitaire défaillante et un contexte politique instable comme nous l'avons vu, et dont les conséquences ne sont pas à négliger en termes démographiques. Comme le souligne R. Matthews, les mouvements de rébellions qui agitent cette zone au cours de ce qu'il appelle « la turbulente décade des Monagas », ne font qu'aggraver une situation économique et démographique déjà fragile, avec de nombreuses confiscations ou destructions de propriétés[189]. Dans le même sens, P. Cunill Grau considère que si la plupart des autres régions connaissent, à partir des années 1830/1840, une période de hausse démographique, à l'inverse il existe des situations complexes et des changements socio-économiques qui occasionnent la décadence de centres régionaux comme Barinas, mais aussi de « noyaux sous-régionaux et micro-régionaux dans le Venezuela profond (…) comme Achaguas et Calabozo »[190].

A l'instar de ce qui se produit à l'échelle du pays, dans ces régions, l'apport migratoire est très marginal, ne parvenant à constituer aucun front pionnier spontané à l'intérieur du pays, à l'exception notoire de la province d'Aragua qui est l'une des seules micro-régions rurales à attirer en son sein des migrants, et où se développent, ainsi que dans les vallées du Tuy, des zones de cultures commerciales (essentiellement le café), d'élevage et d'exportations importantes de cuirs. De même, quelques fronts pionniers spontanés s'organisent près des réseaux fluviaux de Cojedes et du Guárico.

Toutefois, ces zones de peuplements et d'activités commerciales plus dynamiques que dans le reste de la région, sont extrêmement dépendants des prix sur les marchés extérieurs, souffrent énormément de la crise de 1842-1844, tandis que les régions vivant de l'élevage sont très affectées par celle de 1858… Seul le Guárico tire un peu mieux son épingle du jeu avec la culture du coton, certes aléatoire, mais qui connaît, conjoncturellement, de bonnes récoltes dont il sait tirer bénéfice.

Enfin, le réseau de communication reste dans la même situation de précarité que celle qui prévalait en 1830, à l'exception de la construction de quelques routes pour relier les principaux ports exportateurs, notamment la route Valencia-Puerto Cabello en 1850. Chacune de ces migro-régions demeure donc, en ce milieu du XIXème siècle « virtuellement isolée »[191].

[189] Robert Paul Matthews, « La turbulenta década de los Monagas (1847-1858), in *Política y economía en Venezuela (1810-1976)*, Caracas, Fundación Boulton, 1976, p. 102.
[190] Pedro Cunill Grau, *Geografía del Poblamiento Venezolano en el Siglo XIX*, *op. cit.*, Tomo II, p. 990.
[191] *Ibid*., p. 993.

*b) La région Valencia-Aragua*

Jusqu'en 1850 et la construction de la route Valencia-Puerto Cabello, cet espace souffre donc d'un manque chronique de chemins et de routes, « freinant le développement de l'agriculture et en général le progrès du pays », ainsi que s'en plaint le gouverneur de Carabobo en 1845[192]. Or, cette situation prévaut là aussi jusqu'après la Guerre Fédérale puisqu'il faut attendre les années 1870 pour qu'un réseau routier plus conséquent commence à se constituer dans cette zone[193].

De même, si les conditions de salubrité sont plutôt meilleures qu'ailleurs, les habitants qui vivent sur les rives du Lac de Valencia sont fréquemment victimes des fièvres paludiques. En outre, en 1854, cette zone connaît des épidémies de fièvre typhoïde et de variole.

En termes de peuplement, elle se caractérise par une structuration selon des modalités bien spécifiques, dès lors que les peuplements, urbain et rural, constituent plusieurs micro-régions, la plus importante d'entre elles étant, de façon significative, celle correspondant aux vallées d'Aragua. P. Cunill Grau souligne qu'on y observe « une singulière hiérarchisation urbaine, à la tête de laquelle se trouvent les villes de Guacara, San Joaquín, Maracay, Turmero, Cagua et La Victoria »[194] ; tandis qu'une autre sous-région dans la Serranía del Interior et dans la zone de contact avec les Llanos est constituée par les villes de Villa de Cura et San Sebastián.

Quant aux vallées d'Aragua, à part une fraction de la population qui est dispersée dans des haciendas, des *caseríos* et de petits villages, la majorité d'entre elle se concentre dans les villes et leurs environs, entre autres celles de San Mateo, Turmero, Cagua, Guïgüe, Magdaleno, La Victoria, Villa de Cura, Maracay et Valencia, toutes affectées par les actions de la Faction. L'autre caractéristique de ces vallées, importante pour cette étude, est là encore l'état très sommaire des chemins, générant une mauvaise communication entre Caracas et ces vallées, au profit de Valencia et de Puerto Cabello. Le mémoire de 1852 de la Junte des Chemins est plus qu'explicite sur ce point :

> « Les Vallées d'Aragua progressent chaque jour d'une façon étonnante, et leurs produits qui viennent tous aujourd'hui dans cette capitale, s'éloigneront de leur marché par manque d'un chemin commode et rentable ; ils iront à Carabobo qui leur offre ces avantages en plus d'un bon port pour leurs productions. Il est donc urgent que la H. Députation de Caracas fasse tous les efforts possibles afin d'ouvrir, le plus rapidement possible un route qui assure avec les pueblos de l'intérieur de la République le commerce qui donne vie et avenir à cette ville importante. »[195]

[192] Voir Antonio Arellano Moreno (recopilación y prólogo), *Memorias provinciales, 1845*, Caracas, Ediciones del Congreso de la República, 1973, pp. 79-81.
[193] Pedro Cunill Grau, *Geografía del Poblamiento Venezolano en el Siglo XIX*, *op. cit.*, Tomo II, p. 1440-1441.
[194] *Ibid*., p. 1442.
[195] *Memoria Junta Caminos*, 1852, p. 16-17. Cité par *ibidem* p. 1500.

En outre ces rares chemins, jusqu'au milieu du XIXème siècle, ne peuvent être utilisés qu'à cheval ou par des troupeaux de mules. Situation qui a pour conséquence significative pour nous, l'installation de groupes de muletiers dans les principales villes de la région, en particulier à Maracay, La Victoria, San Mateo et Cagua. Ce sont eux qui transportent jusqu'à Caracas le café et le maïs. Mais aussi, en raison du temps nécessaire pour effectuer ces différents trajets[196], la prolifération de posadas et *pulperías*, ces dernières s'installant aussi bien en ville que sur les bords des chemins et devenant de ce fait des lieux de halte et de sociabilité. C'est ainsi que P. Rosti note, en 1857, alors qu'il parle du chemin qui relie San Juan de los Morros à Villa de Cura, en passant précisément par Cagua :

> « Jusqu'à Villa ne Cura je n'ai rencontré aucune zone d'habitations, uniquement des *pulperías* et des posadas. Celles-ci sont érigées, généralement, sur un terrain dégagé ; leurs toits s'étendent vers l'avant et reposent sur des piliers de bois. Devant la posada, il y a quelques arbres (…) et à côté d'eux un corral pour le bétail qui, en grands troupeaux de deux cents à trois cents sont amenés des *llanos*. (…). Durant la nuit, surtout le dimanche, la *vihuela* et les maracas résonnent, accompagnées d'un chant monotone. »[197]

Dernier élément d'importance, la dégradation de l'environnement dans ces vallées que l'on observe à partir des années 1830, liées à une occupation intense des terres vierges, au point qu'en 1832, selon P. Cunill Grau, il n'y en a plus de disponibles à El Consejo, La Victoria et Maracay et en 1841 dans la zone de Valencia. De même, en raison du défrichement rapide des espaces boisés, il note que la faune sylvestre a énormément diminué et même que les animaux sauvages et carnivores ont disparu dans les vallées d'Aragua à proprement parler[198]. Toutefois, P. Rosti considère quelque dix ans plus tard qu'il s'agit là du « paradis du Venezuela » car, dit-il, « la terre est cultivée, de nombreuses plantations de cannes y élèvent leurs cheminées odorantes et les plantations de café (…) constituent de véritables jardins »[199], même s'il reconnaît que les hommes ont tendance à négliger la culture du blé que « l'on peut semer en décembre et récolter au début de février » au profit de la canne à sucre et du café, pour être bien plus avantageux[200].

Parmi ces villes que nous venons d'évoquer, Güigüe, située sur les rives méridionales du Lac de Valencia, fait partie des petites localités qui se trouvent à l'écart des circuits de communication qui relient Valencia aux Vallées d'Aragua et à Caracas ; et c'est de façon

[196] Il faut ainsi quatre jours pour relier à dos de mules Caracas à Maracay. De même, ce n'est qu'en 1866 qu'est achevée la route de Occidente qui permettra de relier Caracas à La Victoria en seulement sept heures de voyage. Sur ce point, voir infra de ce même sous-chapitre.
[197] Pal Rosti, *Memorias de un viaje por América*, Caracas, UCV, 1968, p. 103-104.
[198] Pedro Cunill Grau, *Geografía del Poblamiento Venezolano en el Siglo XIX*, *op. cit.*, Tomo II, p. 1518.
[199] Pal Rosti, *Memorias de un viaje por América*, *op. cit.,* p. 82.
[200] *Ibid*., p. 83.

symptomatique l'une de celles qui est le plus la proie des attaques de la Faction de la Sierra. Déjà en 1844, le gouverneur de Carabobo déplorait le fait que Güigüe et ses alentours se trouvent ainsi marginalisés, et demandait que le chemin reliant cette ville à Valencia soit amélioré et que l'on unisse le chemin passant par Güigüe avec les zones de Villa de Cura et du llano[201]. Or, là encore, ce n'est que dans les années 1870 qu'il sera mis fin à cet enclavement.

Quant à La Victoria, en tant que capitale de la province d'Aragua et située dans le secteur oriental des vallées du même nom, elle joue un rôle central dans la gestion de la traque menée contre la Faction. Néanmoins, en cette fin des années 1850, elle demeure une ville de faible importance, tant au niveau démographique que commercialement parlant. Là aussi il attendre 1866 et la construction de la route qui la relie à Caracas, via Los Teques, pour qu'elle connaisse une croissance démographique et économique significative.

Villa de Cura, pour sa part, est dotée d'une situation géographique qui la bénéficie grâce au trafic commercial qui utilise les voies ouvertes par la gorge de la Serranía de l'Intérieur. Elle se trouve ainsi placée, comme le souligne A. Codazzi en 1840, aux portes « qui conduisent aux vallées et aux *llanos*, raison pour laquelle el sera toujours un point commercial et de permanente circulation »[202]. Et en 1857, alors que le pays est frappé par la crise économique, elle joue toujours un rôle de cité commercial dynamique, si l'on en croit P. Rosti, lorsqu'il écrit que « Villa de Cura est une ville relativement grande et d'une certaine importance, qui s'occupe du commerce du Llano. »[203]

C'est d'ailleurs en partie grâce à ce dynamisme qu'elle est une des rares villes à avoir, dès 1849, dépassé sa population de 1810, avec 6 382 habitants, parmi lesquels de nombreux commerçants et muletiers. C'est aussi en raison de cette position stratégique et commerciale, qu'elle est considérée comme la porte d'entrée vers les Vallées d'Aragua et la clé d'accès aux Llanos[204].

La localisation d'une autre ville de la zone et fortement impactée par les agissements de la Faction, est elle aussi stratégique ; il s'agit de San Sebastián de los Reyes. Située sur le chemin qui mène du Haut Llano aux riches vallées de Orituco, à l'entrée donc des *llanos* et au pied de la Serranía, elle est en cela un lieu de passage et d'arrêt obligé pour le ravitaillement des troupeaux des *llanos* qui vont dans Vallées du Tuy et de là à Caracas[205]. Tout comme

[201] Exposición del Gobernador de Carabobo, 1844, p. 15-16. Cité par *Ibid*., p. 1505-1506.
[202] Agustín Codazzi, *Resúmen de la geografía de Venezuela,* Paris, Impr. de H. Fournier y compia, 1841, p. 378.
[203] Pal Rosti, *Memorias de un viaje por América*, *op. cit.*, p. 104.
[204] Pedro Cunill Grau, *Geografía del Poblamiento Venezolano en el Siglo XIX*, *op. cit.*, Tomo II, p. 1546.
[205] Agustín Codazzi, *Resúmen de la geografía de Venezuela, op. cit.*, p. 378-379.

Villa de Cura, cette activité est en grande partie à l'origine de sa vitalité démographique, puisqu'elle passe de 2 996 habitants en 1825 à 5 050 en 1849[206]. Cette micro-région de San Sebastián de los Reyes-San Casimiro, comprend également une zone de contact entre la Serranía de l'Intérieur et les *llanos* où se trouvent les zones de peuplement de San Francisco de Cara, de Carmen de Cura et de Camatagua, communautés peu prospères en raison d'une production agricole et d'élevage peu abondante, à l'exception de Carmen de Cura.

C'est ainsi que San Francisco de Cara, excentrée par rapport aux principales routes, est relativement isolée. Quant à Camatagua, elle connaît une hausse démographique plus soutenue dans la mesure où elle se bénéficie, malgré tout, des terres d'élevage situées dans sa partie méridionale ainsi que de son hinterland dans la Serranía de l'Intérieur où là aussi on cultive le café.

*c) Les llanos*

Ils constituent la seconde zone que traverse la Faction, bien qu'essentiellement dans sa partie la plus septentrionale, à savoir les « contreforts méridionaux de la Serranía de l'Intérieur », pour reprendre la terminologie adoptée par P. Cunill Grau qui distingue trois espaces différents pour cette zone des *llanos*[207].

Cette partie des *llanos* se caractérise par une relative facilité de circulation des produits de la culture et de l'élevage, en raison de l'importance des cours d'eau navigables, tout particulièrement dans les micro-régions que forment Cojedes et Guárico. Notons également que, de façon générale, ce sont des zones de très faibles densités de peuplement, notamment en raison des épidémies de peste et de fièvre paludique qui sévissent dans les années 1830-1840, associées à un manque d'alimentation équilibrée qui rend les populations d'autant plus sensibles aux attaques épidémiques.

La route principale pour s'y rendre, et qu'avaient emprunté Humboldt et Bonpland au tout début du XIXème siècle, est celle reliant Villa de Cura à San Fernando d'Apure via Calabozo. Toutefois, à la saison des pluies elle est vite impraticable, comme en témoigne P. Rosti qui, malgré son désir de suivre les traces de son maître Humboldt, doit écouter les conseils des *llaneros* et prendre une route beaucoup plus au sud, moins dangereuse, et que parcourent à plusieurs reprises les factieux, à savoir celle qui va de Villa de Cura à Chaguaramas et de là à Cabruta[208]. Cabruta où il arrive finalement à l'issue d'un voyage fatiguant et qu'il décrit

[206] Chiffres fournis par Pedro Cunill Grau, *Geografía del Poblamiento Venezolano en el Siglo XIX*, *op. cit.*, Tomo II, p. 1549.
[207] *Ibid*., Tomo III, p. 1947.
[208] Pal Rosti, *Memorias de un viaje por América*, *op. cit.*, p. 138.

comme « un petit village miséreux, dont les habitants indigènes (…) sont presque toujours nus »[209].

Le Guárico fait partie des espaces particulièrement concernés par la modification de la structure de la propriété et de l'usage de la terre qui est à l'origine de la formation de « nouveaux et de grands latifundios d'élevage » qui ont un impact sur le paysage et sur la population, mais aussi en termes d'usurpations de terres et d'occupations de fait. Deux raisons essentielles à ce changement, d'une part l'application du décret du 5 août 1830 en faveur de l'adjudication de terres à des militaires de hauts rangs ; d'autres part des décrets sur l'affermage de terres de ejidos des *resguardos* d'indigènes[210] non occupés et de terrains appartenant aux villes[211]. Une autre loi a son importance dans ce processus, c'est celle du 10 avril 1848 qui favorise la consolidation de « 17 très grands latifundios dans [les provinces] d'Apure, Barinas et Guárico », notamment à travers l'adjudication de terres vierges très étendues au bénéfice de la famille du président Monagas dans les *llanos* du Guárico.

Le versant sud de la Serranía de l'Intérieur est ouvert vers les Llanos grâce à de nombreuses petites vallées dans lesquelles se sont consolidés de petits centres urbains et des établissements ruraux plus anciens et qui remplissent des fonctions de points de transit. Parmi ces établissements, il convient de mentionner San Juan de Los Morros, situé à la lisière de la province d'Aragua, et qui se déploie dans une petite vallée au-delà de laquelle les contreforts méridionaux de la Serranía de l'Intérieur sont plus élevés, avant de redescendre vers les allées de l'Orituco où se structure un autre passage naturel dans ces *llanos* du Guárico avec les vallées de El Tuy et la région de Caracas.

Cette micro-région très stratégique elle aussi, comprend également, dans la continuité de la route de San Juan de los Morros, la ville de Ortiz en raison de ses fonctions commerciales entre les vallées d'Aragua et les *llanos* du Guárico.

Dans sa zone de dépendance immédiate se trouve le foyer de peuplement de Parapara, dont le noyau central se situe précisément sur le chemin qui relie Ortiz à San Juan de los Morros, permettant de comprendre l'intérêt qu'il revêt pour les factieux de la Sierra. Parapara est un tout petit centre urbain, dont les fonctions commerciales sont très faibles et où domine, tout particulièrement après la chute de la culture de l'indigo, l'agriculture de subsistance. Plus au

[209] *Ibid*., p. 190.
[210] Terres communales, en principe non aliénables, réservées aux populations indigènes.
[211] Pedro Cunill Grau, *Geografía del Poblamiento Venezolano en el Siglo XIX*, *op. cit.*, Tomo III, p. 1962-1963. Sur cette question qui affecte l'ensemble du pays et, au-delà, de l'Amérique latine après les indépendances, voir Marie-Danielle Demélas ; Nadine Vivier (dir.), *Les propriétés collectives face aux attaques libérales (1750-1914). Europe occidentale et Amérique latine*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003.

sud, sur les rives du fleuve Tiznados, se trouvent les villes de San Francisco de Tiznados et de San José de Tiznados, plus dynamiques, où se pratique l'élevage.

Toutefois, là encore ce n'est que dans les années 1870 que ces différentes micro-régions connaissent une dynamique positive tant en termes démographique qu'économique[212].

Enfin, et constituant la limite du territoire d'action de la faction, se situe la ville de Calabozo, capitale de la province, à partir de laquelle démarre la navigation sur le fleuve Guárico. Point névralgique au milieu des *llanos*, entre l'Apure et la Serranía, où résident de riches propriétaires de bêtes, elle est vue, tant en 1840 par A. Codazzi, qu'en 1867 par Michelina, comme une ville pleine de potentiel et promise à un bel avenir[213].

Une dernière micro-région *llanera* convient d'être mentionnée ici, à savoir la zone orientale des *llanos* d'Aragua où la Faction de la Sierra est également très active. Elle est dominée, à partir de 1830, par Villa de Chaguaramas qui s'est consolidée comme « point nodal des chemins llaneros qui convergent du sud, de l'est et de l'ouest de ces sabanas, remontant au nord jusqu'à la micro-région de Orituco ». Cette ville que P. Rosti décrit comme un « village misérable [et] médiocre »[214], se compose des paroisses de Chaguaramas, Valle de la Pascua, Tucupido, chaguaramal, El Potrero, Santa María, Altamira, Iguana, Espino et Cabruta, dont les habitants se consacrent essentiellement à l'élevage, tout en contraste en raison du manque d'eau et de terre culture, ce qui fait dire à A. Codazzi que « cela retardera ses progrès », ajoutant, de façon très suggestive :

> « Les habitants de Chaguaramas se consacrant essentiellement à l'élevage, ils passent la plus grande partie de leur temps dans leurs fermes, raison pour laquelle la *villa* est presque tout le temps déserte. Si, pour la fonder on avait choisi un endroit sur les rives de l'Orituco, elle serait aujourd'hui bien plus développée (…) même si elle a de riches propriétaires de bétails, dont les troupeaux croissent admirablement dans des *llanuras* qui ont la réputation d'avoir d'excellentes pâtures. »[215]

Et, d'ajouter, pour l'ensemble du canton, montrant ainsi la convoitise qu'il a pu y exister :

> Dans ce canton il y a des paroisses qui sont appelées à rapidement prospérer comme Chaguaramal et Potrero, qui ont des terres d'élevage et de culture, mais aussi le fleuve Unare qui facilite le transport de leurs productions. Une fois la montagne de Tamanaco déboisée, la vallée de la Pascua aura une autre perspective (…). »[216]

Or, convoitises il y eut puisque P. Cunill Grau note qu'en 1851, 1852 et 1854, c'est précisément dans cette micro-région de Unare, que se constituent d'importants *latifundios* à

[212] Voir Pedro Cunill Grau, *Geografía del Poblamiento Venezolano en el Siglo XIX*, *op. cit.*, Tomo III, p. 2058 et sv.
[213] Cf. citations in *Ibid*., p. 2067.
[214] Pal Rosti, *Memorias de un viaje por América*, *op. cit.*, p. 168.
[215] Agustín Codazzi, *Resúmen de la geografía de Venezuela, op. cit.*, p. 380.
[216] *Ibid*.

partir de l'aliénation de terres vierges au profit, dans ce cas précis, du général Gerardo Monagas, l'un des frères de José Tadeo. Car de fait, c'est l'ensemble de la famille Monagas (et ses affidés) qui se bénéficie de cette loi de 1848 sur les terres vierges. C'est ce qui lui a permis d'asseoir sa position économique, moyennant des adjudications répétées de terres nationales. Selon C. Gómez, la première demande d'achats de terres vierges fut celle de Pedro Monagas, fils de Gerardo Monagas, en avril 1849. Ce dernier fit ensuite l'acquisition d'un site nommé « Sierra » dans la province du Guárico ! Par la suite, d'autres membres de la famille ont fait l'acquisition de terres, dans les provinces de Barcelona tout particulièrement. On estime ainsi que le total des terres ainsi adjudiquée à la famille Monagas s'élève à 87 071, 29 hectares et 5 928, 46 cas[217]. C'est ainsi que, précisément en juin 1858, le gouverneur de la province de Guárico dénonce cette situation qui freine le développement de la population :

> « On faciliterait donc grandement le développement des industries dans les cantons Chaguaramas et Unare, en faisant disparaître cette espère de fief qu'y a établi le Général Gerardo Monagas, s'appelant l'unique Señor sur toute l'étendue de huit lieues qui, appartenant à la Nation, devraient servir à soutenir de nombreuses familles vénézuéliennes qui, avec leur industrie, contribueraient aux progrès intellectuels, moraux et matériels de deux cantons si importants comme Chaguaramas et Unare. »[218]

Or, là aussi, les changements durables n'interviennent pas avant la fin du XIXème siècle.

En outre, malgré un fort potentiel dans la plupart des lieux concernés par cette étude, plusieurs facteurs contribuent à la dégradation de leur situation tant économique que politique qui, ajoutés aux enjeux dont ils sont la proie (notamment en raison de leur proximité de la capitale), peuvent permettre de comprendre, outre la mémoire de la mobilisation de 1846, l'ampleur que va prendre la réaction à la chute du président Monagas dans cette zone. De fait, les soulèvements de 46 et la façon dont Páez, responsable des forces armées entreprend de les mater, ne fait qu'exacerber les tensions. C'est en particulier le cas dans le village de Magdaleno, défendu par un groupe de soldats inexpérimentés qui mettent à terre, à coups de sabre, de nombreuses têtes et que Armas Chitty interprète comme une volonté de Páez de venger l'attaque que les rebelles avaient réalisée dans la maison des Quintero, à Yuma[219].

En dépit du soutien que Páez apporte à José Tadeo Monagas pour qu'il occupe la présidence de la République en 1847, pensant que le prestige de l'homme contribuera à apaiser les passions, la situation dans les régions les plus affectées par les soulèvements de

[217] Carmen Gómez R., « Política de enajenación y arrendamiento de tierras baldías. Introducción », *op. cit.*, p. LXV.
[218] « Comunicación del Gobernador de la Provincia del Guárico, P. Bermúdez, al Secretario de Estado en el Departamento de Hacienda, Calabozo, 7 de junio de 1858 », in *Ibid.*, p. 541.
[219] J. A. de Armas Chitty, *Historia del Guárico*, San Juan de los Morros, Universidad Rómulo Gallegos, 1978, vol. II : 1807-1974, p. 69.

l'année précédente ne s'améliore guère. C'est tout particulièrement le cas dans la province du Guárico à propos de laquelle J. A. de Armas Chitty indique que « quiconque voyage de Caracas à Calabozo ou à Los Tiznados, devait être accompagné d'une escorte (…) sans quoi deux ou trois bandits le menaçaient », quand ce n'était pas l'autorité légale, « qui attaquait le voisinage avec des impôts » et ce jusqu'à ce que le gouvernement central envoie un de ses représentants, en la personne de Wenceslao Casado[220], pour mettre un terme à ces abus[221]. Et ces troubles, auxquels s'ajoutent également des assauts contre les haciendas, se poursuivent dans l'ensemble de la région jusqu'à la Guerre Fédérale, Armas Chitty parlant même de « l'absence de solution de continuité dans l'aspect belliqueux »[222] que connaît la province du Guárico et celles limitrophes, entre ces deux « événements ».

De plus, comme évoqué précédemment de façon plus générale, ces régions connaissent de façon particulièrement aigue des problèmes de main d'œuvre. Ils sont liés à la rareté, mais aussi à l'indiscipline dans les haciendas auxquelles s'ajoute la violence politique et sociale. On estime qu'en 1853, dans la province d'Aragua, 180 000 jours de travail ont été perdus, réduisant de façon dramatique les ressources de la province, au point que « même maintenir les criminels en prison était une charge »[223]. On retrouve quasi à l'identique dans la province du Guárico, ce manque récurrent de bras lié à l'instabilité sociopolitique. Mais aussi aux effets de l'abolition en 1854 qui dans certains entraîne des abandons d'haciendas faute d'une force de travail suffisante pour la faire fonctionner[224]. Il n'en demeure pas moins que, dans la plupart des haciendas en activité dans la région après 1854, comme le signale très justement P. Rosti, lorsqu'il visite durant plus d'un moins les alentours de la Hacienda El Palmar situé près de San Mateo, dans le centre de la Vallée d'Aragua, « les journaliers qui travaillent dans l'hacienda sont en grande majorité des Noirs de la localité voisine, des anciens esclaves et également quelques métis et créoles »[225]. Créoles à propos desquels il note qu'ils sont certes d'excellents travailleurs, mais qu'il est « exceptionnel » qu'ils souhaitent travailler.

[220] Il fait partie des premiers suspects arrêtés après la chute de Monagas en mars 1858.
[221] *Ibid*., p. 69-70.
[222] *Ibidem*, p. 70-71.
[223] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 21.
[224] Voir le témoignage de P. Rosti lorsqu'il parcourt le Venezuela en 1857. Pal Rosti, *Memorias de un viaje por América*, *op. cit.*, p. 116-117.
[225] *Ibid*., p. 98. Il indique quelques pages avant que ce sont 100 à 120 personnes chaque jour (hommes femmes et enfants) qui travaillent sur les terres de canne à sucre (alambique compris) de cette hacienda. *Ibidem*, p. 93.

*Hacienda El Palmar*. Lithographie de Pal Rosti

En 1858, les *hacendados* de la région de la Sierra se plaignent des pertes de main d'œuvre occasionnées par la participation des *peones* dans les rangs des rebelles ; situation qui ne fait qu'aggraver le manque de main d'œuvre déjà signalé. D'autant qu'elle se double, et ce de plus en plus à mesure que la situation se dégrade, du recrutement de cette même main d'œuvre agricole « pour intégrer les milices et unités militaires spécialement destinées à combattre les rebelles »[226], alors qu'en 1845 le gouvernement avait mis fin au service militaire, le limitant à un service minimum afin qu'ils puissent service de force de remplacement uniquement en cas de troubles graves. Ce qui va prévaloir une grande partie des années 40 et s'accentuer sous la présidence des Monagas.

Il convient également ajouter à ce sombre tableau, le fait que contrairement ce qui avait prévalu au début du cycle du café[227], à partir de la crise de 1842-1843, les salaires sont peu élevés, au point que, dans les années 1850, les « journaliers demeuraient les salariés les plus mal payés de la société vénézuélienne »[228]. Et si la crise qui affecte les prix agricoles rend cette main d'œuvre chère pour les *hacendados*, comme le remarque Antonio Leocadio

[226] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 22.
[227] Voir John V. Lombardi ; James A. Hanson, « The First Venezuelan Coffee Cycle, 1830-1855 », *Agricultural History*, vol. 44, n° 4, octobre 1970, pp. 355-367.
[228] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 23.

Guzmán, en tant que Ministre de l'Intérieur dans son *Memoria* de 1849[229], il n'en demeure pas moins que « les travailleurs étaient bien plus lésés que les *hacendados* par la hausse du coût de la vie à l'intérieur [du pays] »[230]. D'autant que ces journaliers vivent sur de petites parcelles de terre, dépendant de la pluviosité pour faire pousser leurs productions sur lesquelles en outre ils ne dégagent que de faibles quantités pour la commercialisation[231].

Malgré de très forts contrastes entre les différents espaces parcourus par les factieux et les troupes qui les pourchassent, ces régions semblent toutefois dotées d'un grand potentiel, qui ne se révèle toutefois pleinement qu'après la guerre Fédérale, surtout à partir des années 1870, et la mise en œuvre, des travaux d'infrastructures qui lui faisaient défaut jusque-là et permettent de désenclaver les micro-régions et les régions elles-mêmes. Grand potentiel qui constitue comme un fleuron, réel ou à venir, pour tous ceux qui se prononcent sur la situation du pays. C'est en effet très souvent cette zone qui est prise en exemple de ce qui devrait être fait ou, à l'inverse, des échecs des politiques menées, en matière économique tout particulièrement. C'est ainsi que de façon très intéressante, Felipe Larrazabal, libéral convaincu, qui fit parti du groupe fondateur du Parti Libéral en 1840, très proche de Antonio Leocadio Guzmán, dont il soutint la candidature à l'élection présidentielle de 1846 contre José Tadeo Monagas, adresse une lettre, en 1863, à son ami de toujours, nommé ministre des relations extérieures du gouvernement Falcon formé à l'issue de la Guerre Fédérale. Après un long bilan de leurs engagements depuis l'indépendance en faveur de la cause libérale et des principes républiques, mais aussi des attaques (verbales et physiques) qu'ils ont dû endurer de la part des Oligarques, il le met en quelque sorte en garde et lui rappelle les « promesses » faite au « peuple du Venezuela », qui figuraient « parmi les articles les plus développés de notre programme de 1840 » et qu'il se doit maintenant d'honorer[232]. Parmi ces réformes qu'il lui enjoint de mettre en œuvre parce que trop souvent promises sans suite, il y a la nécessité « par tous les moyens possibles », dit-il, de protéger et développer l'agriculture et l'élevage ; or, il est significatif qu'une fois encore ce soit les régions de la Sierra qu'il prenne pour

[229] Antonio Leocadio Guzmán, « Memoria. 1849 », in *Pensamiento político venezolano del siglo XIX*, vol. 6 : *La Doctrina Liberal. Antonio Leocadio Guzmán. Textos para su estudio*, Caracas, Presidencia de la República, Ediciones conmemorativas del Sesquicentenario de la Independencia, 1961.
[230] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 24.
[231] Pour plus de détails sur l'organisation de ces haciendas dans la région de la Sierra, on peut consulter Pedro Cunill Grau, *Geografía del Poblamiento Venezolano en el Siglo XIX*, *op. cit.*, Tomo II, pp. 1516-1538.
[232] *Carta de Felipe Larrazábal al Señor Antonio L. Guzmán, ministro de relaciones exteriores ; seguida de otra carta del mismo Larrazábal al señor General Antonio Guzmán Blanco, en 1863*, Caracas, Imprenta de Jesús Maria Soriano, 1870, p. 13 et p. 14.

exemple d'un potentiel par trop inexploité et qui symbolise l'état de « dévastation » dans lequel se trouvent les campagnes et la « ruine » des propriétaires. En effet, alors qu'il déplore une nouvelle fois la pauvreté générale du pays qui a « privé les familles de l'aisance, les jeunes de l'enseignement, l'esprit de culture » et constate que l'on ne pourra récupérer la prospérité perdue qu'au prix « d'un grand travail, de bonnes lois et d'une action très persévérante », il ajoute l'appui de ce constat :

> « Que pensez-vous de la situation où se trouvent les vallées d'Aragua, ce précieux jardin dont la renommée était allée au-delà de l'Océan et conviait l'Européen à venir admirer le luxe et la vigueur de notre végétation ? Que pensez-vous de l'état de ces vallées fécondées par le Tuy, et qui étaient avant des trésors inépuisables de richesse ? (…) Pauvreté, déserts, solitude. Maracai n'existe plus. Cette jolie ville dont les pieds embrassaient le lac, a quasiment disparu. Páez a blessé à mort sa prospérité, en introduisant du bétail dans les guérets. Ensuite la guerre ; l'usure des profiteurs ; le manque de bras et de capitaux… tout a concouru à sa ruine. Et ceci est l'histoire d'une centaine d'autres *pueblos* ! »[233]

Et pourtant, dit-il, nous sommes en 1870 et plus en 1846. Nous pourrions ajouter pour conclure, que nous sommes pour notre part au mitan de ce parcours, avec des constats similaires puisque les signataires du texte de janvier 1859 émanant de la direction de la Junte d'Agriculteurs de la province d'Aragua indiquent que si cette zone de la Sierra se trouve certes « sur une bande de terrain d'un travail relativement difficile », elle est cependant « bien située pour devenir avec le temps un centre de réelle prospérité »[234]. Mais, la situation d'instabilité que traverse alors le pays provoque pour partie la montée sur la scène, politique ou non, c'est ce que nous allons tenter de déterminer dans les chapitres qui suivent, de la Faction de la Sierra et ses quelque 655 impétrants.

D'ailleurs, Felipe Larrazábal ne conclut-il pas :

> « La paix ne repose que sur la prospérité des campagnes. Le Gouvernement ne sera pas stable si les propriétés demeurent en ruines et les propriétaires désespérés. Que vienne donc le remède aux maux économiques, mais un remède rapide, efficace et puissant, et vous pourrez alors vous reposer car la tranquillité ne sera pas perturbée. Ici, la promotion de toute révolution est le mal être dans lequel nous vivons. Donnez votre appui aux cultures ; ouvrez une porte d'espérance aux travailleurs et aux maîtres des *fincas* rurales, et j'affirme que toute perturbation sera IMPOSSIBLE »[235].

---

[233] *Ibid*., p. 15.
[234] *La direccion de la Junta Central de agricultores de la provincia d'Aragua indica al Gobierno varias medidas sobre el territorio denominado « La Sierra »*, *op. cit.*, fol. 176.
[235] *Carta de Felipe Larrazábal al Señor Antonio L. Guzmán, ministro de relaciones exteriores ; seguida de otra carta del mismo Larrazábal al señor General Antonio Guzmán Blanco, en 1863*, *op. cit.,* p. 16. Souligné dans le texte.

### 7. Quand plane l'ombre des années 1840…

… si l'on ressert à présent plus encore la focale et que l'on se penche attentivement sur les archives qu'elle a suscitées à défaut d'en produire, la faction de la Sierra acquiert un tout autre relief, notamment en raison de la région dans laquelle elle se déploie, mais aussi de sa pivot dans l'organisation géopolitique du pays. C'est pour cette raison d'ailleurs qu'au début du XIXème siècle, lors de la guerre d'indépendance, cette zone a joué un rôle important. En effet, dans cette archéologie de la mémoire du conflit, on peut constater qu'avant et durant la guerre d'indépendance, cette région a été un lieu stratégique. Cette position de pivot qu'occupe cette zone de la Sierra se vérifie notamment à travers les fameuses *milicias d'Aragua* (de *blancos* et de *pardos*) aux mains des élites agricoles locales (les Bolivar, les Toro, etc…)[236] qui contribueront à la chute du Capitaine Général Emparán en 1810, mais aussi lors des nombreux combats qui se déroulent dans cette région-charnière entre la capitale et l'intérieur occidental[237]. Elle se confirme dans les décennies de l'après-guerre où, comme le souligne P. Cunill Grau en s'appuyant pour partie sur les observations de Codazzi de 1847, dans le cadre de « la consolidation des principaux nœuds de peuplement urbain comme centres régionaux » qui s'appuie sur des « antécédents géohistoriques dérivés du legs urbanistiques et administratif colonial et des premières décennies du XIXème », La Guaira et Caracas deviennent des villes depuis lesquelles en particulier les propriétaires d'haciendas, peuvent s'occuper de façon satisfaisantes « des Vallées d'Aragua et del Tuy, de Río Chico, Guarenas y Caucagua (…) »[238].

À l'époque qui nous occupe, la position stratégique de la zone se confirme, tout particulièrement de la province d'Aragua, la plus concernée par les agissements de la faction. Position que tout à la fois elle compte honorer, mais qui la met aussi au centre des intérêts des factieux eux-mêmes dès lors qu'elle est un point d'accès à la capitale et que deux de ces cantons, Turmero et Villa de Cura, sont des portes d'entrée vers la Sierra. D'où l'inutilité d'y

[236] C'est ainsi que lors du procès intenté aux protagonistes de la tentative de formation d'une junte de gouvernement en novembre 1808, il est fait référence à leur volonté d'armer « les gens dont il se disait qu'ils étaient de leur parti, parmi lesquels certains assuraient qu'il y avait le bataillon de milice commandé par le Marquis del Toro, et dix mille esclaves ». « Declaración de don Pedro González Ortega, 29 de diciembre de 1808 », in *Conjuración de 1808 en Caracas para la formación de una junta suprema gobernativa*, Caracas, Instituto Panamericano de Geografía e Historia/Comité de orígenes de la Emancipación, 1949, p. 145-146.

[237] Sur ces questions voir notre article « Les juntes de Caracas (1808). Le heurt de deux imaginaires ou la lecture contradictoire d'une conjoncture », *Cahiers des Amériques latines* n° 26, 1997, pp. 41-66 et l'ouvrage de Clément Thibaud, *Républiques en armes. Les armées de Bolivar dans les guerres d'indépendance du Venezuela et de la Colombie*, Rennes, PUR, 2006, 427 p. Sur le rôle des milices d'Aragua, voir en particulier son item « Les milices d'Aragua et la proclamation de la Junte de Caracas », pp. 49-51, ainsi que pp. 51-53.

[238] Pedro Cunill Grau, *Geografía del Poblamiento Venezolano en el Siglo XIX*, Caracas, Presidencia de la República, 1987, Tomo II, p. 989-990. Il reprend pour la dernière citation : Codazzi, *Memoria del Gobernador de Barinas*, 1847, p. 11.

avoir cantonné des troupes si elles ne sont pas armées, comme le gouverneur l'indique très clairement en mars 1858, pointant dans le même temps les conséquences économiques d'une telle mobilisation de civils :

> « Aragua ne doit cesser d'être un point d'appui et de protection de Caracas, et armée elle accomplira d'autant mieux cet objectif. Si l'on ne pense pas de la sorte, à quoi bon avoir réquisitionné un groupe d'hommes qui font défaut à l'agriculture et aux arts ? »[239]

Région de forte tradition de mobilisation, elle est particulièrement sensible au développement du libéralisme dans les années 1840, et sera le siège des principales scènes des mouvements paysans de 1846, dont l'ombre place sur la Sierra en 1858.

Les traces sont ténues néanmoins et les études bien peu satisfaisantes sur cette question de l'existence d'un libéralisme populaire au cours de la décennie 1840[240]. En effet, cette question est éludée par une historiographie figée par des questionnements par trop anachroniques qui, à force de tordre le cou à la réalité des faits étudiés, a fini par perdre de vue l'essentiel et surtout par jeter le discrédit sur les mouvements et les acteurs dont elle prétendait défendre la cause. Elle a finalement fait écran avec l'archive, mais également avec la première génération d'historiens à s'être penché sur ces questions, à l'instar de Villanueva qui livrent de nombreux indices de cette politisation du monde rural et s'appuie sur des archives et des témoins directs des événements, dont il rend compte de façon détaillée à la fin de sa biographie, allant jusqu'à publier l'intégralité du procès de Ezequiel Zamora, que les éditions postérieurs n'ont pas repris…

On peut également mentionner un ouvrage plus confidentiel, celui de A. Machado, écrit à la fin du XIXème siècle, dont J. A. de Armas Chitty, auteur d'une histoire de la province du Guárico, a pourtant assuré la réédition dans les années 60[241]. Il s'en sert d'ailleurs, mais là encore en détournant ses propos afin qu'ils soient conforment à sa grille de lecture. Pourtant, A. Machado, livre des données précises, affirmant que certains *vecinos* d'Orituco « et de très nombreux paysans étaient abonnés à *El Venezolano*, porte-parole enthousiaste de ce nouveau parti depuis 1840 ». Il rapporte ensuite le cas d'un jeune prénommé Eduardo Malabé (ou Malavé), qu'il qualifie de « libéral enragé » et qui, « toujours pourvu de quelques exemplaires de *El Venezolano*, se dirigeait l'après-midi en direction de la colline que nous appelons aujourd'hui El Calvario où, prenant pour piédestal une jolie pierre qui existe toujours dans le

[239] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, Victoria, 21 mars 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 526.
[240] Cf. supra, chapitre 1.
[241] Adolfo A Machado, *Apuntaciones para la Historia (obra escrita entre 1875 y 1899)*, Madrid, Amexco, 1961.

lieu mentionné, catéchisait pour son parti les paysans qui entraient ou sortaient quotidiennement de ce village, leur lisant et commentant les meilleurs extraits de son journal de prédilection »[242]. Il précise également qu'à San Rafael de Orituco, certains libéraux étaient « acclamés frénétiquement par le peuple lors de tribunes improvisées dans les rues avec des tables mises les unes sur les autres, d'où ils récitaient des extraits du journal (…) et prononçant des discours que l'auditoire accueillait avec des applaudissements fracassants et des acclamations frénétiques d'enthousiasme ». Les libéraux avaient également des gens qui allaient à travers champs en mission de propagande » puisque, selon Machado « ce n'était pas avec de l'or que l'on obtenait le vote populaire, mais par la conviction du citoyen »[243].

J. de Armas Chitty indique également, en reprenant les informations fournies par A. Machado, que dans la plupart des villages, la passion pour « la parole de *El Venezolano* » était telle que l'on organisait, de nuit, dans les campagnes, des conciliabules autour de braseros où l'on représentait les hommes du gouvernement central avec des figures d'argile, et disant qu'on les brûleraient ainsi dans l'enfer. C'est pour cette raison d'ailleurs qu'il affirme que l'influence de *El Venezolano* a été importante dans le déclenchement des événements de 1846[244].

De même, dans les années 1930, J. Santiago Rodríguez, petit-fils de José Santiago Rodríguez qui fut envoyé pour trois ans à Londres juste avant la révolution de mars 1858, a publié un ouvrage sur cette période[245], à partir des archives de son grand-père et des lettres qu'il avait reçues de « tous ses amis du Venezuela (…) sur ce qui se passait dans la République »[246]. Or, dans le chapitre II du premier volume, il retrace avec précision ce contexte politique des années 1840, ainsi que les logiques de diffusion du libéralisme dans les milieux populaires, évoquant même l'émergence de qu'il appelle les « prolétaires » en se référant à Lombroso et ses partisans.

Au-delà du caractère à maints égards polémiques des différentes biographies d'Ezequiel Zamora proposées par F. Brito Figueroa[247], ces ouvrages fournissent, eux aussi, des éléments importants quant aux modalités de diffusion de la vulgate libérale auprès des populations (rurales en particulier) qui peuvent aider à analyser les logiques d'engagements dans la

[242] *Ibid*., p. 69.
[243] *Ibid*.
[244] José Antonio de Armas Chitty, *Historia del Guárico*, San Juan de los Morros, Universidad Rómulo Gallegos, 1978, vol. II. 1807-1974, p. 68.
[245] José Santiago Rodríguez (doctor), *Contribución al estudio de la guerra federal en Venezuela*, Caracas, Editorial 'Elite', 1933, 2 vol.
[246] *Ibid*., p. 12.
[247] Brito Figueroa, Federico, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, Caracas, UCV/Ediciones de la Biblioteca, 1981 ; *idem*, *Ezequiel Zamora. Un capítulo de la historia nacional*, Caracas, Editorial Avila Gráfica, 1951.

Faction de la Sierra et de la mobilisation en faveur de Monagas, mais aussi contre lui. En effet, poursuivant sa diatribe contre les libéraux et en particulier contre Antonio Leocadio Guzmán, F. Brito Figueroa oppose le contenu de *El Venezolano* qui, selon lui, manie davantage le sarcasme et les attaques virulentes contre le camp adverse, qu'il ne formule des idées démocratiques et « révolutionnaires », à l'existence de journaux qui circulent principalement à l'intérieur du pays avec pour objectif de « populariser le mouvement libéral », revendiquant la « liberté de la terre » et « l'élection populaire ». Il mentionne alors une myriade de petits journaux aux titres évocateurs : *El Centinela del Avila, El Relámpago, El Agricultor, La Nueva Era, Los ayes del Pueblo, La Noche Buena de la Oligarquía, El Zancudo, Las Avispas, El Laberinto, El Sin Camisa, El Bravo Independiente, El republicano, El Diario de Caracas, El Constitucional, El Progreso, El Elector, El Tribuno, El Torrente, La Penca*[248]. Cette presse populaire comprenait également une partie plus humoristique qui a joué un rôle fondamental « dans le processus de différenciation qui commence à s'opérer au sein du mouvement libéral » entre les élites lettrées et les tenants d'un libéralisme plus populaire.

Néanmoins, en dépit de l'importance de disposer de telles données, elles doivent être maniées avec prudence dès lors que F. Brito Figueroa ne renvoie à aucune source, aucune référence précise, pas plus que ces informations ne sont datées précisément, comme si elles sortaient de ses propres projections. Pourtant, concernant cette presse politique créée à l'initiative des libéraux, L. Villanueva ne fait pas qu'en mentionner les titres. Il se livre à une analyse systématique de ceux-ci, des raisons qui ont poussé les libéraux à organisé la création d'organes de presse afin « de propager les nouvelles idées », devenant ainsi les premiers à inciter par « la plume et la parole » la population à connaître ses droits et à les « exercer lors des élections et dans la presse »[249]. Surtout, il s'efforce de montrer que ce « nouveau parti, loin d'être ce repaire de bandits dénigrés par les « oligarques », s'était « développé de manière formidable, grâce à l'irradiation d'une presse éclairée, énergique et patriotique »[250], tandis que Zamora s'était instruit en lisant les écrits et en entendant les discours et les conversations privées des hommes savants du Parti libéral », pour ensuite en faire bénéficier ses partisans dont la plupart, dit-il « étaient des agriculteurs, habitués à la vie simple et honnête des hommes des champs ; des montagnards courageux, qui l'accompagnaient,

[248] Brito Figueroa, Federico, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, *op. cit.*, p. 49.
[249] Laureano Villanueva, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, Caracas, imprenta Federación, 1898, p. 53-54. Dans les pages suivantes, il dresse une liste des différents journaux qui ont ainsi été créés à l'initiative des libéraux, ainsi que leurs membres et rédacteurs. Il indique également qu'en plus de ces journaux, « circulaient de nombreux petits journaux de blagues, vers et caricatures », *ibid*., p. 57.
[250] *Ibidem*, p. 167-168.

passionnés par les idées nouvelles »[251]. Nous sommes donc bien loin de l'image que souhaitent en donner les autorités politiques et l'on comprend d'autant mieux que dix ans plus tard, alors que de nouveaux mouvements armés se constituent en défense d'un certain libéralisme, ils n'aient de cesse de les décrédibiliser.

Par contre, Fr. Brito Figueroa, dans le sous-chapitre intitulé « Ezequiel Zamora et le mouvement libéral », décrit sa trajectoire, les raisons de son engagement, au début des années 1840, dans ce mouvement et les modalités qu'il a mises en œuvre pour « sensibiliser » les populations rurales de la région de San Luis de Cura dont il est originaire et dans la zone alentour. Là encore, les données sont extrêmement intéressantes, en particulier celles concernant la diffusion de cette pensée libérale, via la presse, mais aussi par le biais des lectures orales et les discussions collectives dont Ezequiel Zamora serait à l'origine et qui aurait permis à ce libéralisme populaire de prendre racines. Il mentionne également la création de la Société Libérale de Villa de Cura, à travers l'organisation d'un véritable réseau de coresponsables qui « sans savoir lire ni écrire pour la majorité d'entre eux, ont constitué le noyau le plus important pour la formation de [cette] organisation de lutte démocratique (…) »[252]. Il en va de même concernant les traces de cette politisation des populations rurales, notamment à travers la chanson. Il donne comme exemple les compositions, en vers libres, chantées dans les *joropos* paysans recueillis lors des enquêtes de terrain qu'il a effectuées dans la province d'Aragua entre 1940 et 1945[253].

Plus précis, A. Rodríguez, dans sa biographie de Zamora, alors qu'il parle des velléités de ce dernier d'embrasser « une carrière militaire », et décrit la situation dans la ville de Cura, en février 1844, évoque le refus prévisible d'une partie des paysans de s'engager dans la milice nationale qui vient d'être mise en place par le Président d'alors. Il cite à l'appui de son affirmation la réponse d'un des responsables locaux qui indique que « les *labradores* d'ici ont annoncé qu'ils ne défendaient que la constitution qui s'identifie en tout avec les principes libéraux de *El Venezolano*, *El Relámpago* et *El Sin Camisa*, ces deux derniers journaux circulant parmi eux. »[254]

Ces éléments sont à mettre en corrélation avec les rares indices que l'on peut trouver dans les ouvrages sur l'origine du mouvement ouvrier au Venezuela, en particulier dans celui de J.

[251] Laureano Villanueva, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, *op. cit.*, p. 125.
[252] Brito Figueroa, Federico, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, *op. cit.*, p. 57.
[253] *Ibid*., p. 116-117.
[254] AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo CCCII, fol. 257 et sv. Cité par Adolfo Rodríguez, *Exequiel Zamora*, Caracas, Ministerio de Educación, 1977, p. 56.

Godio[255] qui est celui parmi les auteurs consultés, qui l'aborde de la façon la plus « neutre »... Il évoque en effet la diffusion, dans les années 40/50, du « socialisme utopique et du socialisme scientifique » au Venezuela entre les années 1858-1899, dans un pays qui pourtant n'a pas encore connu l'industrie moderne, et qui n'avait donc pas développé « un prolétariat industriel capable d'être le vecteur historique des idéologies socialistes, comme cela était en train de se produire en Europe »[256]. Une des clés d'explication proposées par J. Godio est le rôle joué par les confréries et *gremios* d'artisans, s'appuyant en cela sur les travaux de E. Thompson à propos du rôle d'intermédiaires que ces organisations d'Ancien régime ont joué entre les formes anciennes d'organisation et de résistance et les formes modernes de type syndical[257] ; postulat qui rejoint également, bien que partant d'une grille de lecture différente, les analyses de Fr.-X. Guerra sur le rôle de ces corporations dans ce passage de sociétés d'Ancien Régime vers la modernité politique[258]. De même, il affirme que dans le sillage de la révolution de 1848 des « intellectuels socialistes et libéraux de gauche » se sont exilés au Venezuela ». Fr. Brito Figueroa affirme en ce sens que « les révolutionnaires de Cayenne, dont les professions étaient artisans, publicistes, maîtres d'école mais aussi *libreros*, se trouvaient au Venezuela entre 1849 et 1850 ; et que de 1852 à 1858 il y eut un Français, Pierre Cerreau, socialiste utopique, fouriériste, qui édita à La Victoria un journal portant le nom de *Credo Igualitario*, idée prise du Manifeste des Egaux de Gracius Babeuf »[259].

Autre information qui nous rapproche chronologiquement de la Faction de la Sierra, J. Godio signale que le 18 septembre 1852 le *Correo de Caracas* publie l'avis suivant dans ses colonnes : « *Análisis del socialismo y exposición clara, metódica e imparcial de los principales socialistas antiguos y modernos y con especialidad los de Saint Simon, Fourier, Owen, Leroux y Proudhon*, un volume in 8°, prix $ 1,50. »[260]

---

[255] C'est le cas des trois principaux titres consacrés à ce sujet et qui datent tous des années 1970 ou du début des années 1980 : Julio Godio, *El Movimiento Obrero Venezolano*, Caracas, Ildis, 1985, 2a ed., tomo I : 1850-1944 ; Hemmy Croes, *El movimiento obrero venezolano (elementos para su historia)*, Caracas, Ediciones Movimiento Obrero, 1973 ; Elis S. Mercado M., « Antecedentes del movimiento obrero venezolano », Ediciones *Semestre Histórico*, Caracas, UCV, 1975, pp. 1-30 ; Luis Vitale, *Notas sobre el Movimiento Obrero Venezolano*, Caracas, UCV, 1978.

[256] Julio, Godio, *El Movimiento Obrero Venezolano, op. cit.*, p. 23.

[257] Thompson, Edward P., *Tradición, Revuelta y Conciencia de Clase. Estudios sobre la Crisis de la Sociedad Preindustrial*, Barcelona, Crítica, 1979, p. 13 et sv.

[258] Cf. tout particulièrement Guerra, François-Xavier, « Pour une nouvelle histoire politique : acteurs sociaux et acteurs politiques », in *Structures et cultures des sociétés Ibéro-Américaines ; au-delà du modèle socio-économique. Colloque international en hommage au professeur Fr. Chevalier. 29-30 avril 1988*, Paris, éd. du CNRS, collection de la Maison des pays ibériques, 1990, pp. 245-260.

[259] Federico Brito Figueroa, *Las repercuciones de la Revolución Socialista de Octubre de 1917 en Venezuela*, Caracas, 1977, p. 22.

[260] Cité par Carrera Damas, Germán, « Para la Historia de los Orígenes del Socialismo en Venezuela », *Crítica Histórica*, Caracas, 1960, p. 125.

Or, ce travail constituait une « défense ouverte du socialisme utopique de l'école fouriériste. Indices de cette diffusion, les contre-attaques « conservatrices » qui sont contemporaines de ces premières publications, notamment, en 1855, le livre de Ramón Ramírez, *El Cristianismo y la Libertad, Ensayo sobre la civilización americana,* dans lequel il fait une critique ouverte du socialisme[261].

Indépendamment de la grille de lecture qui est la leur, ces auteurs s'appuient sur des indices présents dans les sources, qui témoignent d'une certaine porosité aux idées libérales qui, de façon avérée, circulent par écrit ou oralement dans les campagnes vénézuéliennes à partir des années 1840. Ils sont importants à prendre en considération pour saisir cette sensibilité à un certain égalitarisme social et politique qui circule auprès de ces populations, dès lors qu'un courant que l'on peut qualifier de plus « populaire » s'organise au début des années 1840 autour de ceux ayant pris la tête des mouvements paysans qui secouent le pays en 1846 : Ezequiel Zamora et Federico Rangel. Or, il se développe en marge du versant plus strictement « idéologique » et urbain organisé autour du journal *El Venezolano*.

Surtout, Ezequiel Zamora lui-même, lors de l'interrogatoire auquel il est soumis le 4 avril 1847 pour son implication dans les événements de l'année précédente, fournit de nombreux indices d'une socialisation des idées libérales dans les campagnes, qui sont discutées, débattues par de larges franges de la population. Il reconnaît notamment avoir lui-même contribué à la mobilisation des paysans « grâce à la lecture de nombreux documents qui sortaient de la presse d'opposition libérale »[262]. Dans le même sens, il affirme que pour « gagner des prosélytes » comme le dit le Fiscal, « il lisait les papiers que publiait la presse libérale, qui étaient extrêmement nombreux et qu'ils mettaient d'ailleurs en nombre dans leurs chapeaux »[263]. Et parmi ce qu'il appelle des « documents » il cite la plupart de ces journaux populaires que sont « 'El Patriota', 'Las Avispas', 'El Zancudo', 'El Diario', 'El Sin Camisa', 'La Centinela', 'El Rayo', 'El Venezolano', et de nombreux autres qui m'arrivaient de Valencia ou d'autres endroits »[264]. On notera qu'il n'oppose pas, contrairement à ce qu'affirme une grande partie de l'historiographie, *El Venezolano* de Antonio Leocadio Guzmán, et les autres journaux libéraux qui dit-il, lui « étaient envoyés depuis Valencia et d'autres parties du pays ». Surtout, il nous renseigne sous la façon dont ces journaux étaient diffusés, puisqu'il indique qu'il recevait une partie d'entre eux gratuitement tandis qu'il était

[261] Cité par Germán Carrera Damas, « El Debate sobre el Cristianismo, Socialismo y Comunismo en Venezuela, en 1855 », in *Temas de Historia Social y de las Ideas*, Caracas, 1969, p. 159.
[262] *Piezas del proceso en el juicio criminal contra Ezequiel Zamora en 1847*, in Laureano Villanueva, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, *op. cit.*, p. IV.
[263] *Ibid*., p. VII.
[264] *Ibid*em, p. V.

abonné aux autres[265]. De même, il répond par l'affirmative lorsqu'il lui est demandé s'il connaît les rédacteurs de ces journaux dont il parle et qu'il dit lire et termine en assénant qu'il « considérait que ces individus avaient suffisamment d'instruction pour savoir ce qu'ils publiaient »[266]. Plus intéressant encore, la réponse qu'il fait au Fiscal lorsqu'il lui demande s'il ne trouve pas curieux qu'un homme comme lui, « simple commerçant » dont le nom était jusque-là inconnu, « comme par miracle », par de simples lettres adressées « aux différents chefs de *partidas* » ait pu réussir à les convaincre de se mobiliser sous sa bannière avec les forces dont ils disposaient :

> « Je ne crois pas que soit l'œuvre d'un miracle, mais l'effet provoqué par la presse libérale d'opposition, qui a produit les mêmes effets pour ceux qui se sont engagés, portés par l'idée de détruire un gouvernement qui avait violé les lois »[267].

Justement, en 1846, ce sont les espoirs déçus lors des élections qui se tiennent cette même année qui mettent le feu aux poudres. En effet, alors que de nombreux candidats du Parti Libéral se portent candidat, et parmi eux Ezequiel Zamora et Antonio Leocadio Guzman, le parti adverse, celui des « oligarques » n'ont de cesse de leur barrer la route, multipliant les arrestations, les annulations de candidatures, mais aussi la fraude.

Nombreux sont ceux qui s'accordent sur ce point, témoins et historiens, insistant sur la détérioration du climat politique durant ces élections présidentielles de 1846, notamment en ce qui concerne la répression dont sont victimes les partisans de la ligne libérale, particulièrement active à Caracas et dans les provinces adjacentes (futur siège de la Faction), mais également la virulence verbale qui se déploie et la stratégie mise en œuvre par les « oligarques » au pouvoir pour éviter la victoire du camp libéral.

Si l'on tente, une fois encore, de se situer au-delà de l'interprétation parfois hasardeuse de F. Brito Figueroa, l'on ne peut que prêter attention à l'un des outils de cette répression, à savoir le recrutement forcé des paysans, visant, selon Brito Figueroa, à « faire peur au mouvement des travailleurs paysans des Vallées d'Aragua et du Tuy et des *llanos* qui, sous la direction de Ezequiel Zamora, se caractérisaient de plus en plus par leur radicalisation »[268]. Cette mesure est fortement critiquée par le conseil municipal du canton de Caracas (dominé par les libéraux) qui se vit, en « représailles », privé d'une partie de ces membres suite à une décision du Pouvoir exécutif qui les fit destitué au motif qu'ils étaient des

[265] *Piezas del proceso en el juicio criminal contra Ezequiel Zamora en 1847*, *op. cit.*, p. V.
[266] *Ibid*.
[267] *Ibidem*.
[268] Brito Figueroa, Federico, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, *op. cit.*, p. 76.

« conspirateurs »[269]. Le nouveau conseil municipal fit ensuite en sorte d'éliminer certains électeurs, en particulier Antonio Leocadio Guzmán, sous prétexte d'endettement. Puis une vague de répression s'abattit sur l'ensemble du pays, à l'initiative du gouvernement de Soublette. C'est ainsi que les juges de paroisses considérés comme des opposants furent suspendus de leurs fonctions.

En province, notamment dans la zone de Sierra, à San Juan de los Morros, l'Assemblée déclare 'révolutionnaire' la liste de candidats où apparaît le portrait de Guzmán et qualifie, déjà, de « factieux » les citoyens ayant voté pour elle ; à Magdaleno (dans la province de Carabobo), les autorités détiennent le juge et expulsent du lieu de vote tous les suffragants, « parmi lesquels se trouvait l'indien Francisco José Rangel, accompagné par trois cents paysans de Manuare et la Sierra de Carabobo ; tandis qu'à Maracay, l'Assemblée rejette les votes libéraux, sous l'argument que l'on ne pouvait admettre des suffrages « pour des 'poupons'[270] », en référence au portrait de Antonio Leocadio Guzmán qui apparaissait sur les bulletins de vote. À Turmero, Choroní, San Francisco et San José de Tiznados, « des policiers armés retenaient à la porte des locaux de vote les travailleurs ruraux considérés comme des adversaires du régime. Il semble que dans le Canton de Villa de Cura ; les manœuvres furent encore plus violentes, dès lors qu'il s'agissait du fief de Ezequiel Zamora et qu'il était candidat[271].

C'est dans ce contexte de répression, de fraude, mais aussi d'ascension des classes populaires sensibles aux idées libérales sur la scène politique, qu'Antonio Leocadio Guzmán aurait « capitulé politiquement et faire alliance avec les adversaires » lors de l'entrevue de La Victoria (épicentre de la future faction de la Sierra) de septembre 1846, donnant lieu à d'importantes manifestations de colère de la part des populations rurales des Vallées d'Aragua qui se sentent trahies. Cet événement éminemment politique et les manifestations qui l'entourent ont donné lieu à de multiples interprétations et marquent le début du soulèvement qui a bien pour siège les vallées qui seront dix ans plus tard l'épicentre de la Faction de la Sierra, dont la géographie épouse presque parfaitement celle des événements de 1846. La mort de Rangel, à la mi-mars 1847 (qui donne lieu à une série de rumeur dont nous les incidences resurgiront au moment de celle de El Agachado), puis la capture de Ezequiel Zamora à la fin du même mois, suivie de son procès, marquent la fin de l'insurrection

[269] *Ibid*., p. 77.
[270] Muñecos.
[271] *Ibidem*, pp. 80-85. L. Villanueva, dans sa biographie de E. Zamora, rapporte avec détails les nombreux incidents et les irrégularités qui ont émaillé ces élections. Laureano Villanueva, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, *op. cit.*

paysanne dans la Sierra, mais donne également origine non seulement à une mémoire vive de la capacité de mobilisation des populations de la sierra mais aussi de la violence de la répression.

La façon dont la Faction de la Sierra est pourchassée pendant les 18 mois de son existence illustre bien cette crainte des autorités que ne se rejouent des événements de triste mémoire…

### Conclusion

Arrivés au plus près de notre objet et avant d'opérer notre plongée dans le quotidien qui fut le sien pendant de nombreux mois, une dernière mise au point doit être effectuée.

En effet, si témoins comme historiens sont d'accord pour dire que de nombreuses factions se constituent en amont et en aval de la chute de José Tadeo Monagas comme réponse à la dégradation du contexte socio-économique et politique, une partie de l'historiographie décale curieusement l'avènement de celle de la Sierra de plusieurs mois, ce qui n'est pas anodin dans un tel contexte d'accélération propres aux temporalités de crise. De fait, si l'on se réfère aux sources sur lesquelles nous fondons cette étude, il ne fait aucun doute que la faction de la Sierra se forme dès le mois de mars 1858, en réaction immédiate aux événements qui conduisent à la chute du président José Tadeo Monagas[272]. C'est ainsi que dans un document émanant du *Gobierno Superior Político* de la province d'Aragua, daté du 21 mars, soit moins d'une semaine après la chute du Président Monagas, il est explicitement fait mention de son existence et de la menace que Medrano et Rodríguez font déjà peser sur « les cantons de Maracay, Turmero, Mariño et Cura »[273]. Quant à L. Level de Goda, témoin direct et acteur de premier plan des événements, comme nous l'avons vu, il livre lui aussi une version des réactions aux événements de 1858 dans laquelle il fait bien démarrer les agissements de la faction de la Sierra dans le cadre de la réponse à la destitution de José Tadeo Monagas le 5 mars. Il déclare en effet :

> « Dans la province du Guárico, deux commandants du nom de Zoilo Medrano et Jesús González, alias Agachado, alors que la révolution de Valencia éclatait, prirent les armes pour la combattre, se dirigeant vers les montagnes avec quelques compagnons

[272] Antonio Arráiz, dans un opuscule à la fois utile mais très partiel et partial, considère pour sa part, dans le paragraphe de rigueur consacré à la Faction qu'il ne nomme d'ailleurs pas et où l'on note un pointe de mépris, que seuls sont demeurés fidèles à Monagas « à l'est l'irréductible Juan Antonio Sotillo, qui très vite pu s'échapper à Trinidad ; dans le Guárico deux pittoresques guérilleros, Zoilo Medrano et Jesús González, ce dernier surnommé 'el agachado', qui sont restés en action plusieurs années »… Antonio Arráiz, *Los días de la ira : las guerras civiles en Venezuela (1830-1903)*, Caracas, Vadell Hermanos editores, 1991, p. 56.

[273] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, Victoria, 21 mars 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 526-526v. Sur les détails de cet avènement, cf. *infra* chapitre 4.

> (…) et parfois depuis celles-ci, parfois depuis des lieux habités, ils firent la guerre à l'oligarchie et contre le gouvernement de Castro, dès ce même mois de Mars (…) »[274].

Et il ratifie cette chronologie dans un chapitre postérieur où, faisant le point de la citation il indique :

> « Pour le reste, et jusqu'à fin mai, début juin [1858], (…) la situation est demeurée la même que celle que j'ai décrite, et seule une guérilla fédérale appelée Guaderrama, dans le Portuguesa, avait beaucoup grandi, et était parvenue à se moquer et à battre à plusieurs reprises différentes *partidas* du gouvernement qui étaient venues l'attaquer ; et la même chose était arrivée avec les guérillas du Guárico présidée par Carpio, Medrano et Agachado. »[275]

Cependant, et c'est récurrent dans l'historiographie, toute tendance confondue, de ne la faire démarrer qu'en juillet. C'est ainsi que Lisandro Alvarado indique que « des hommes obscurs comme Zoilo Medrano et Jesús González ont commencé à se rebeller au début de juillet 1858 dans la Sierra de Carabobo », « avant d'être battus le 20 juillet par le chef des opérations d'Aragua, le colonel P. Ramos »[276]. Or, cette périodisation a été reprise à l'identique dans une grande partie de l'historiographie sur la période, qu'il s'agisse de Brito Figueroa qui se fonde pour sa part sur les propos de L. Alvarado[277] ou J. A. de Armas Chitty, ce dernier considérant que le soulèvement de « ces deux guérilleros qui seront toujours conséquents avec leurs idées » correspond au « début de l'incendie », faisant ici référence à la proclamation de la Fédération à Coro le 20 février 1859[278].

Mais c'est également la thèse de B. Frankel (reprise par E. Gabaldón) qui affirme, usant de propos réducteurs et stigmatisants qui le dispute à la téléologie, qu'en juillet 1858, « tandis que la Convention délibérait à propos d'une nouvelle constitution, une série de soulèvements firent irruption, qui semblaient présager la nature de l'imminente Guerre Fédérale. Dans les régions agricoles des Vallées d'Aragua, les leaders métis[279] Zoilo Medrano et Jesús González, prirent la tête d'une insurrection afin de se faire justice pour les préjudices qu'ils prétendaient avoir subis »[280]…

---

[274] L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)*, Caracas, Imprenta Nacional, 1954 [1889], tomo 1, p. 78.
[275] *Ibid*., p. 141.
[276] Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela [1909]*, *op. cit.*, p. 88. C'est nous qui soulignons.
[277] Federico Brito Figueroa, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, *op. cit.*, p. 283.
[278] Dans son article « Mural de medio siglo, 1836-1886 », in *Venezuela 1883*, Caracas, Ediciones conmemorativas del bicentenario del natalicio del Libertador Simón Bolívar, 1983, Tomo I, p. 53
[279] Nous n'avons nulle part trouvé la confirmation d'une telle affirmation.
[280] A. Frankel, « La Guerra Federal y sus secuelas, 1859-1869 », *op. cit.*, p. 147. Et cité par Eleonora Gabaldón, La *convención de Valencia : la idea federal, 1858*, op. cit., p. 330.

Il en va de même de S. Thompson dont la thèse fait pourtant la lumière sur un certain nombre d'éléments importants pour la compréhension de ce qu'il appelle la « révolution fédérale ». En effet, après avoir évoqué, sacrifiant en quelque sorte lui aussi à la tradition, les trois chefs de la Faction, il note que « González Guinán[281] et Alvarado[282] indique le mois de juillet 1858 comme date à laquelle l'opposition à Castro commence dans la Sierra »[283]. Ce qui, pour le second, n'est pas exact puisque cet historien de la fin du XIXème qui a porté une attention assez soutenue à cette faction, laisse entendre, bien qu'indirectement tout d'abord, que son existence est antérieure à juillet. Il indique en effet que le Général Castro décida « d'envoyer dans la sierra de Carabobo et Aragua, où étaient réapparus en armes contre le Gouvernement Zoilo Medrano, Donato Rodríguez Silva et J. J. González (Agachado), un bataillon appartenant à la garnison de Caracas »[284]. Quant à F. González Guinán, il dénonce la trahison de l'engagement du nouveau pouvoir en place en faveur de « l'union des Vénézuéliens (…) et de l'oubli du passé », d'autant moins justifiée selon lui que dès la chute du président Monagas, Zoilo Medrano et José de Jesús González furent « les deux seuls hommes en attitude de protestation dans les *llanuras* de el Guárico », laissant entendre que ce n'est que dans un deuxième moment qu'ils se seraient lancés dans la lutte armée. Il affirme en effet que « plus que guerrière, cette attitude fut défensive, dès lors que ces deux citoyens, membres du parti libéral, se sentirent menacés par la fureur de l'adversaire et cherchèrent à se sauver dans les montagnes, d'où ils devaient resurgir ensuite, comme combattants armés »[285].

R. Matthews est donc quasiment le seul à rétablir la bonne chronologie et, prenant presque seul contre tous le contre pied de ce qui se répète à l'envie dans l'historiographie, il entame sa « présentation » de ces forces factieuses qui, les premières, réagissent à la destitution de José Tadeo Monagas, en indiquant que peu après « la révolution de mars, la première action violente contre le nouveau gouvernement se produisit dans la région centrale de Carabobo et Guárico. Là, les chefs libéraux Zoilo Medrano et Jesús (Agachado) González – fameux pour leur participation à la rébellion de 1846 – parcouraient l'intérieur proclamant leur opposition à tout gouvernement dans lequel participeraient des conservateurs »[286]. Autre exception à signaler, celle de García Ponce qui indique à propos des principaux chefs de la faction de la

[281] Francisco González Guinán, *Historia contemporánea de Venezuela* [1910], Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República de Venezuela, 1954, volume VI, p. 279.
[282] Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela [1909]*, *op. cit.*, p. 88.
[283] Stephen F. Thompson, *The Federal Revolution in Venezuela, 1858-1863*, D. Phil Thesis, St. Antony's College, Oxford, 1983, f. 29.
[284] Francisco González Guinán, *Historia contemporánea de Venezuela* [1910], *op. cit.*, p. 234.
[285] *Ibid*., p. 158.
[286] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 164.

Sierra qu'en mars « Zoilo Medrano et El Agachado ouvrent les opérations dans les *galeras* de Los Morrocoyes, El Pao, Corozal et les montagnes de Carabobo jusqu'à Bejuma et les plaines de La Teta de Tinaquillo »[287].

Un dernier ouvrage mérite d'être mentionné, celui de E. Esteves González sur les caudillos publié en 2006[288]. En effet, bien qu'il s'agisse d'un travail assez général et que sa mention de la Faction se résume là aussi au paragraphe de rigueur, il lie pour sa part leur apparition sur la scène politique à la vague de mécontentement provoquée par le décret de Castro du 27 mars 1858 en vertu duquel il demande de soumettre à procès tous les employés de la République ayant servi sous les deux administrations Monagas. Mais ajoute-t-il, après le départ des libéraux ayant soutenu Castro en mars, et l'expulsion, le 7 juin, par décret également, de nombreux opposants, la rupture est définitive, et la « contre-révolution imminente ». Selon lui, et reprenant L. Alvarado sans le citer, à partir de ce moment, « la frustration et le mécontentement devinrent insoutenables et permirent l'avancée de conspirations anticastristes. Au début de juillet, peu de mois après le triomphe de la révolution, se rebellèrent dans les sierras de Carabobo, Zoilo Medrano et Jesús González 'El Agachado', hommes obscures de la zone [sic]. Tous deux furent battus le 20 juillet à San Francisco de Tiznados par le chef d'opérations d'Aragua, le colonel Pedro Ramos ; mais Medrano ne déposa pas les armes et continua à combattre dans la province de Cojedes (…), malgré l'amnistie que lui avait concédé le Gouvernement »[289]. Néanmoins, et c'est encore un signe notable de cette impasse que l'on semble faire sur cette Faction, alors que de toute évidence, au vu du vocabulaire qu'il emploie « hommes obscurs » et des faits qu'il place à l'origine de la défaite avant que Medrano ne prenne les armes, qui reprend les données fournies par L. Alvarado, il omet de citer la fin de la phrase, à savoir que « c'est ce noyau [des fugitifs autour de Medrano et El Agachado] qui s'est alors appelé la faction de la Sierra »[290]…

Presque tous s'accordent également pour considérer que la défaite que connaissent les factieux fin juillet 1858 correspond à la mort de la Faction. Ce qui, somme toute, au regard de la « date de naissance qu'ils lui octroient », réduit son existence à un mois à peine, ce qui se joue après étant présenté comme l'œuvre isolée de rescapés. Pour les uns, ces factieux de la Sierra représentent donc le « début de l'incendie ». Il sont vus alors comme un antécédent immédiat de la proclamation de Coro et leurs actions participent pleinement de la Guerre

[287] Guillermo García Ponce, *Las armas en la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 25.
[288] Edgar Esteves González, *Las guerras de los caudillos*, Caracas, Los Libros de El Nacional, 2006.
[289] *Ibid*., p. 37-38.
[290] Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela [1909]*, *op. cit.*, p. 88.

Fédérale[291], tandis que pour d'autres, « après la dure déroute » de juillet, la Faction se disperse, comme l'affirme Matthews de façon assez curieuse voire contradictoire, car il n'associe aucun acteur aux décisions qu'il énonce, adoptant « en novembre la bannière de 'Fédération' et attendant qu'éclate la guerre civile en février »[292], précisant quelques pages plus loin que Medrano adhère au mouvement fédéral qui se déclenche dans la province d'Aragua suite à la campagne fédéraliste des *llanos* occidentales lancée par Zamora à partir de février 1859[293]. L. Alvarado, dans son « Libro tercero », où il évoque le contexte d'éclatement du conflit, en parlant des différentes factions qui se forment, dont celle de la Sierra et de Guanarito, défend pour sa part la thèse d'un mouvement de faible importance et « réactionnaire ». Dénonçant en effet les divisions au sein des partisans de Castro, il relate ensuite « les plans réactionnaires » que les « vaincus de mars » seraient en train de fomenter et indique mettant au second plan la dimension politique du contexte de division, que si « comme on l'a affirmé alors, les causes du mécontentement étaient plus économiques que politiques, les réactionnaires eurent cependant le soin de choisir finalement une bannière, et cette bannière fut la Fédération »[294]. Enfin, il ne considère pas que la Faction de la Sierra soit la plus importante en termes de manifestation du mécontentement social qui frappe le pays, allant jusqu'à considérer que leur action fait partie de ces « faits quelques peu informes et presque ignorés, bien que très singuliers et concrets, et indispensables » en tant que « premier cri des insurgés »[295].

Une constante est à noter dans l'ensemble de ces travaux : bien que la Faction de la Sierra soit très souvent citée et ses chefs mentionnés à plusieurs reprises, ils ne livrent le plus souvent qu'un bref résumé de son « histoire » qui occupe au plus un paragraphe, voire quelques annotations éparses lorsqu'il s'agit de faire le point sur les différentes factions à l'œuvre comme dans la citation antérieure de Level de Goda, pourtant contemporain du contexte et précis sur bien d'autres aspects. Et ce constat est y compris notable dans l'ouvrage de Matthews, bien que l'on puisse l'exonérer d'une partie de la critique dans la mesure où il s'intéresse essentiellement aux 15 années qui précèdent la guerre. Mais pourquoi alors consacre-t-il plusieurs pages à la faction des « Indiens Guanaritos », tout comme d'ailleurs

[291] José Antonio de Armas Chitty, « Mural de medio siglo, 1836-1886 », in *Venezuela 1883*, Caracas, Ediciones conmemorativas del bicentenario del natalicio del Libertador Simón Bolívar, 1983, Tomo I, p. 53.
[292] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, Caracas, Monte Avila, 1977, p. 164.
[293] *Ibid*., p. 170.
[294] Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela [1909]*, *op. cit.*, p. 88.
[295] *Ibid*.

L. Alvarado qui fait grand cas de ce qu'il appelle pour sa part la « Facción de Guanarito » qui œuvre surtout dans la province de Portuguesa (dont le canton le plus au sud s'appelle Guanarito), et qui aura quelques « contacts » avec la faction qui nous occupe ici ?[296]

Pourtant…

[296] Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela [1909]*, in *Obras completas de Lisandro Alvarado*, Caracas, Ministerio de Educación/Dirección de cultura y bellas artes/Comisión editora de las obras completas de Lisandro Alvarado, 1956, vol. V, pp. 89-96.

# Chapitre 3.
# La Faction de la Sierra à travers la narration de son quotidien

Au-delà d'une simple narration des faits, ce récit du quotidien de la faction et de sa traque a pour objectif de mettre en lumière les différents nœuds à partir desquels construire l'analyse. Ils nourrissent les chapitres à venir, qu'il s'agisse des représentations forgées autour de ses membres, de l'identification des acteurs qui l'intègrent, des tactiques déployées par les deux camps en présence, mais aussi des conflits qu'elles provoquent entre autorités civiles et militaires, des violences commises et subies. Enfin, à partir de cette plongée au cœur de l'événement, des petits faits qui ponctuent la vie de ces hommes et de ces femmes, il s'est avéré plus aisé d'opérer la saisie de leur réception du politique, de ces grands événements qui jalonnent les livres d'histoire mais qui ne prennent sens que s'ils sont « réceptionnés » en un temps et en un lieu donnés, ici la Sierra, ses habitants et la Faction qu'elle abrite pendant presque deux ans, qui tous réagissent, d'une certaine façon, aux événements qui se nouent dans la capitale.

Or, les Archives de *Interior y Justicia* permettent, dans la mesure où elles renferment la correspondance entre les représentants locaux (militaires et politiques) et les instances centrales, de suivre au jour le jour, dans certains cas, heure par heure, et de façon simultanée dans les différentes provinces et dans les différents lieux, la (les) progression(s) de la faction de la Sierra et par la même de voir la façon dont elle se subdivise en *partidas* de plus ou moins grande importance, qui agissent, parfois, simultanément dans de multiples endroits.

C'est également à partir de cette narration fine qu'il a été possible de cartographier sa progression et de visualiser de façon plus satisfaisante la zone d'action de cette faction et de ses nombreux membres. Mais aussi d'identifier d'où viennent les troupes qui sont envoyées en renfort pour l'anéantir et la façon dont elles sont constituées et organisées.

## 1. L'entrée en scène des « personnages » principaux

La première mention de la faction date donc, comme nous l'avons montré au chapitre précédent, de mars 1858. D'ailleurs, à l'issue de la première victoire acquise, fin mai, par les troupes gouvernementales sur la Faction, qui est mise très momentanément hors d'état de nuire, les propos tenus par le Commandant militaire de la Sierra, Francisco Miguel Rojas, confirment *a posteriori* la pertinence de cette date quand, faisant un état des lieux de la Sierra,

il signale que sa mission a commencé « fin mars », quand il fut « de nouveau appelé en service »[1].

Il convient toutefois de mentionner un ensemble de documents, de février 1858, émanant des gouvernements de différentes provinces, qui indiquent, qu'à cette date, le calme semblait prévaloir. Se référant à une résolution du 7 août 1855 relative à l'ordre public, les gouverneurs sont en effet dans l'obligation de rendre régulièrement compte de la situation de leur province au Pouvoir exécutif. Ainsi, Antonio Pimentel le gouverneur de la province de Trujillo, indique-t-il, le 1er février, au *Secretario de E en los DD del Interior y Justicia* :

> En observance de la résolution datée du 7 août 1855 sur l'ordre public, j'ai le plaisir de vous informer que la province placée sous mon commandement est restée tranquille et qu'au vu des rapports officiels remis à cette Officine par les autorités subalternes des Cantons il n'existe aucune crainte que la paix dont elle jouit puisse être troublée, à la grande satisfaction de tous les habitants qui, occupés dans l'agriculture et l'industrie (…) contribuent au soutien du Gouvernement de la Nation (…).[2]

Les premières mentions de la faction et de ses chefs apparaissent dans les sources très précisément le 21 mars, soit deux jours après que Castro soit entré dans Caracas et ait assumé la direction du gouvernement et moins d'une semaine après la chute du président Monagas, le 15 mars 1858. Mois de mars qui inaugure donc cette narration et durant lequel c'est essentiellement dans la province d'Aragua qu'il est question de la Faction de la Sierra.

Sa présence est ainsi signalée au Colonel *Jefe del EMG del ejercito Libertador* par le gouverneur de la province d'Aragua, Jesús María González, et tout porte à penser qu'il ne s'agit pas là d'une première « apparition ». Non seulement les « personnages principaux » sont connus du gouverneur ainsi que leurs agissements, mais la raison de son intervention auprès du Colonel renvoie à des agissements antérieurs. En effet, il fait remarquer que voilà plusieurs fois déjà qu'il le consulte, visiblement en vain (d'où son irritation que l'on sent poindre à plusieurs reprises dans ses propos), quant à l'opportunité d'armer les différentes compagnies casernées dans les cantons de Maracay, Mariño, Turmero et Villa de Cura. Or, cette requête reste sans réponse, alors même qu'ils sont « toujours menacés par Medrano et par Rodriguez ». Il lui paraît donc important de procéder à cet armement, non seulement en cas d'attaque des factieux, mais aussi afin que les personnes mobilisées puissent s'entraîner au maniement des armes. Les menaces viennent aussi du côté de la Sierra où El Agachado

[1] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 29 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 325.
[2] Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Trujillo, 1er février 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXV, fol. 27.

semble œuvrer à cette date. Il signale également l'importance de surveiller la zone de Calabozo et des *llanos* voisins dès lors que si « Medrano était attaqué par des forces imposantes, il se débanderait sans aucun doute et laisserait le champ libre pour œuvrer sur Calabozo ».[3]

Mais il existe un second faisceau d'explications mis en avant par le gouverneur, qui montre une nouvelle fois la tension existant entre ce dernier et le sommet de la hiérarchie militaire. Il s'agit de la position stratégique qu'occupe la province par rapport à la capitale, déjà évoquée au chapitre précédent.

Le 22 mars, le gouverneur est à même de fournir des informations plus dignes de foi puisque, la veille, il a reçu un courrier du *Jefe político* du Canton l'informant de l'arrestation de plusieurs individus suspects originaires de San Sebastián[4]. Parmi eux, les premières victimes des « déçus » de la *Revolución de marzo* qui ont très vite cessé d'appuyer Castro. En effet, il est intéressant de noter que parmi les personnes citées par le *Jefe Político* figure le Colonel Wenceslao Casado, mentionné de nouveau le 26 mars, qui « vient avec des forces de San Francisco de Lara vers Ortiz »[5]. Or, ce colonel a fait partie, selon L. Alvarado, « des libéraux qui ont commencé à déserter après avoir accompagné Castro dans la révolution de mars ». Toutefois, il note également qu'il serait parmi ceux qui ont été emprisonnés sur décision de l'exécutif, mais seulement le 3 avril, avant que cette peine ne soit commuée, le 7 juin, en expulsion temporaire[6]. Ce qui est certain, par contre, c'est que son nom ne revient plus dans les sources liées à la faction après le 26 mars 1858[7].

Ce même 22 mars, le gouverneur livre également au chef de l'État-major les dernières nouvelles qu'il a reçues sur deux des trois chefs de la Faction, qui disent que Rodríguez et Medrano « se sont dispersés avec chacun une *partida* ; ce qui n'empêche pas qu'ils soient prochainement exterminés, dès lors que l'intérêt est grand et général en faveur de leur poursuite »[8].

---

[3] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, Victoria, 21 mars 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 526-526v.
[4] *Ibid.*, fol. 527.
[5] Oficio n° 4 del Estado Mayor Divisionario, Calabozo, 26 mars 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 553.
[6] Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela* [1909], in O*bras completas de Lisandro Alvarado*, Caracas, Ministerio de Educación/Dirección de Cultura y Bellas Artes, 1956, vol. V, p. 24. Sur les conséquences de cette expulsion pour la Faction, voir *infra* chapitre 4.
[7] Il continue toutefois ses actions dans le camp libéral, et en juillet 1859, il est nommé par Falcón chef d'État-major. Cf. Alvarado, Lisandro, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela* [1909], *op.cit.*, p. 181, mais aussi p. 220 et 271.
[8] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, Victoria, 22 mars 1858, *op. cit.*, fol. 527.

Il emploie là une tournure appelée à se répéter à deux nombreuses reprises au cours des 18 mois à venir, puisque de fait, et pourrait-on dire indépendamment des circonstances (favorables ou défavorables aux forces gouvernementales), l'ensemble des autorités impliquées dans sa traque ne cessent d'annoncer son anéantissement[9]. D'ailleurs dans ce cas précis, c'est alors que la nouvelle lui est défavorable, puisque selon une tactique propre à la guérilla, les deux chefs se sont séparés, démultipliant ainsi la zone de front, qu'il tient à réaffirmer que cela ne saurait empêcher leur rapide destruction.

Les nouvelles communiquées au gouverneur d'Aragua, Jesús María González, par la *Comandancia militar* de Villa de Cura le 23 mars, à cinq heures du matin, sont elles aussi alarmantes. Elles comprennent des informations fournies par le commandant de la colonne d'opérations, obligé de se retirer de sa zone d'action dès lors qu'il s'est retrouvé face à des factieux au nombre de « mille cinq cents hommes, et non de six cents comme je vous l'ai dit dans ma communication de trois heures du matin ». En conséquence, il demande que des mesures soient prises (envoi de force d'infanterie en priorité, puisqu'il considère que la « cavalerie est quelque chose d'inutile »[10]) afin de faire face aux circonstances et pour « exterminer cette faction dirigée par des chefs rebelles obstinés, sans que l'on soit obligé de prendre des risques avec un succès incertain dû à des forces inférieures »[11]. D'ailleurs le seul échange de tir se solde par deux blessés du côté gouvernemental.

La situation du Commandant Llamozas qui a pour sa part dû affronter l'ennemi dans la zone de Cañafistola, entre Parapara et Ortiz, se trouve dans une situation peu enviable. En effet, les factieux seraient au nombre de six cents selon le gouverneur[12], mais plus vraisemblablement mille si l'on s'en tient aux informations fournies par l'adjudant Bruno Viana envoyé par Llamozas et dont les propos sont rapportés par le *Jefe Político* du Canton Cura, soit plus du triple des siennes (trois cents). La rencontre a donné lieu à un échange de tir qui s'est lui aussi soldé par deux blessés, obligeant le commandant à se replier sur San Juan de los Morros. Et c'est sur un ton quasi désespéré que l'adjudant Viana vient demander de l'aide auprès du *Jefe Político* du Canton Cura :

[9] Ainsi une recherche à partir du terme 'destrucción' (de la faction) dans la base de données fait apparaître 35 fiches qui le comportent sur 966. Toutes les occurrences sont liées à la faction et dans la majorité des cas associées aux adjectifs *total*, *completa*, et ce sur une période allant du 26 mars 1858 au 29 janvier 1859.
[10] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, Victoria, 23 mars 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 529v.
[11] *Ibid*., fol. 529.
[12] *Ibidem*, fol. 533.

> « Et maintenant qu'il est sept heures du matin, s'est présenté dans cette *Jefatura* le Dr Bruno Viana, adjudant de la colonne dirigée par le M. le Commandant Llamosas, afin d'informer qu'hier même les forces se sont affrontées et que, l'ennemi étant si terrible, puisqu'il compte environ mille hommes, que les nôtres ont été obligées au repli, faisant feu dans l'ordre le plus grand ; il y a seulement eu deux blessés de notre côté. »[13]

Notons toutefois qu'une note envoyée *a posteriori* par le gouvernement de la province d'Aragua au Chef de l'État-major Général livre des précisions. On apprend en effet concernant les deux hommes blessés dans l'affrontement, que l'un appartient à la 2nde Compagnie de Cura et l'autre à celle de Magdalena. Deux autres se sont enfuis avec leurs armes. Il indique enfin, ce qui ne figure qu'à peine dans l'o*ficio*, les pertes essuyées par l'ennemi, à savoir que 17 factieux sont morts, que 22 ont été blessés et qu'il y a eu « un nombre considérable d'hommes qui ont fui »[14].

La note du gouverneur qui conclut l'*oficio* montre cependant un autre aspect du problème, à savoir l'incompétence des chefs militaires gouvernementaux. En effet, la supériorité numérique des factieux ne semble pas être l'unique élément permettant d'expliquer les échecs, puisqu'il indique au chef de l'État-major qu'il est « urgent, urgentissime » de nommer un « chef renommé pour œuvrer sur Medrano et Rodriguez », dès lors qu'il considère que J. J. Revenga (Commandant militaire de Villa de Cura) n'a rien organisé du tout et que son « ineptie est démontrée par la contradiction ouverte entre ses rapports selon lesquels Nonato reçoit des renforts de Calabozo et de Tiznados et que l'on ne trouve nulle part ». Quant aux trois autres, les commandants Llamozas, Pérez et Silva, ils sont « déplaisants » pour les deux premiers et « très lents » pour le troisième[15]. Les propos de José Pulido, *vecino* de San Juan à J. J. Revenga vont dans le même sens lorsqu'il rend compte de l'affrontement des troupes de Llamozas avec les factieux et indique que :

> « (…) la position de nos hommes est mauvaise en raison du manque de prévision du Commandant Llamosas qui jusqu'à présent ne m'a donné aucune information relative à ses opérations, à l'exception de l'avis de sa sortie de San Juan le 21, faisant marcher [ses hommes] sans tenir compte du fait qu'il avait des ennemis devant lui. »[16]

[13] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, Victoria, 23 mars 1858, *op. cit.*, fol. 531.
[14] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, Victoria, 28 mars 1858, Al Señor Coronel Jefe de EMG del ejército Libertador AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 556v.
[15] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, Victoria, 23 mars 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, Fol. 529v-530.
[16] Oficio del Comandante militar del Canton Cura. Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, Victoria, 23 mars 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 535.

## 2. Menaces autour de Villa de Cura et première offensive gouvernementale : mars 1858

En milieu de cette journée du 23 mars commencée épistolairement à une heure du matin, le gouverneur peut enfin avertir le Colonel en chef de l'EMG de l'*Ejército Libertador*, après plusieurs annonces pessimistes puisqu'elles étaient parties sur San Sebastián pour précisément chercher des armes, que les troupes demandées se dirigent sur Villa de Cura afin d'aider celles du Commandant Llamozas. Il indique également que « des ordres péremptoires » ont été donnés « aux autres cantons afin d'aider opportunément les forces qui œuvrent sur la faction Medrano et Rodriguez », qu'il ne doute pas de voir « détruite très rapidement »[17].

Le lendemain à 7 heures du matin, on apprend depuis Valencia que le *Jefe de Parroquia* de Güigüe, José Ramón Melo, a été informé par un certain Casimiro Mejias, en provenance de los Garabatos, que « Monsieur Sabas Paez est posté à Boca Chica, à cause des forces supérieures que détient Zoilo Medrano »[18]. Et le gouverneur d'Aragua exprime sa crainte de voir la ville de Cura occupée par les troupes de Medrano, malgré des renforts intervenus la veille en fin de journée, puisque la *Jefatura* du canton annonce l'envoi en renfort « de 150 hommes d'infanterie » et « d'un escadron de cavalerie ». Il indique également qu'il a fait « réunir les troupes de San Juan de Los Morros et de Maracai pour les armer ». Il termine en disant : « L'escadron de Mariara que j'étais sur le point de retirer, je l'ai également fait se diriger vers ce même point »[19].

De fait, Medrano est localisé dans la zone de Boca Chica et semble menacer la ville de Cura. Le gouverneur de la province de Carabobo informe alors le Général en chef de l'*Ejército Libertador* qu'il manque d'armes, de munitions, ne pouvant compter que sur la seule milice urbaine. Il demande que des troupes stationnées à Choroní passent la cordillère pour se rendre dans les vallées d'Aragua, ainsi qu'une ou deux Compagnies en provenance des cantons de Montalban et Ocumare[20] afin de disposer d'une force de réserve. Ces demandes en hommes et en munitions qu'il indique avoir faites, et leur volume (plusieurs centaines d'hommes au total), donnent la mesure de la crainte que suscite cette menace, dans le même temps qu'elle témoigne d'une certaine naïveté mais aussi d'une non moins certaine

[17] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, Victoria, 23 mars 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 535v.
[18] Gobierno superior politico de la provincia de Carabobo. Casimiro Mejias au Jefe de Parroquia de Güigüe qui en rend compte au gouverneur, Valencia 23 mars 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 289.
[19] Oficio del Comandante militar del Canton Cura. Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, Victoria, 24 mars 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 536-536v.
[20] Les trois lieux mentionnés étant situé sur la côte, c'est-à-dire à une soixantaine de kilomètres au nord de Villa de Cura.

désorganisation dans et entre les différentes provinces ainsi que de conflits entre autorités civiles et militaires.

> « Néanmoins, ce préparatif de défense ne pourra pas être exécuté avec la célérité que j'aurais souhaitée, car les hommes qui avaient été casernés à Montalban et Ocumare, ainsi que certains d'ici et de Puerto Cabello ont été licenciés par les autorités militaires (…). »[21]

L'État-major Général depuis Caracas, ordonne le même jour au Commandant Oberto de se mettre en marche en direction de La Victoria, avec la 4ème brigade qui se trouve sous son commandement. Il insiste sur la confiance qu'il place en lui ainsi qu'envers le gouverneur de la province d'Aragua et condamne sans détour les actions des factieux qui, selon lui, « ont voulu contrarier le vote libre du Venezuela » et « prétendu attaquer les forces de la liberté »[22].

La réaction du gouverneur de la province d'Aragua, à qui il est également demandé de dépêcher des troupes en soutien à la Villa de Cura, est sans appel et à l'unisson de l'État-major quant aux qualités de l'encadrement militaire :

> « Il est trois heures de l'après-midi, il n'y a aucune nouvelle de Villa. Ce qui signifie qu'ils ne sont pas en train de voir Medrano, et qu'ils ne savent rien de lui. C'est ainsi qu'ils travaillent (…) : au moindre calme ils s'endorment et au plus petit souffle de tempête ils deviennent fous et alors ils veulent que je fasse en une heure ce qui, par manque d'attention, a cessé d'être fait durant trois jours. Je leur ai envoyé, pour les aider, plus de gens qu'il n'en faut pour battre Medrano, mais il n'y a pas de chef qui dirige ces troupes. Il y a une *partida* de commandants qui œuvrent en différents points ; certains valeureux comme Paez et Llamosas, mais sans aucune expérience ; d'autres, couards ou sans aucune disposition pour donner quelque ordre que ce soit. Je n'exagère pas, et l'existence de Medrano le prouve, car il y a longtemps qu'il aurait dû être battu. »[23]

Et d'ajouter que tout en ayant conscience qu'il est peut-être impertinent de s'exprimer de la sorte, il insiste à nouveau sur l'urgence qu'il y aurait à « nommer un chef qui puisse « œuvrer sur Medrano. Un de ces colonels valeureux (…) qui établisse une unité de décision et de pensée ».

Le jour suivant l'État-major général accuse réception de ces trois communications du 23 mars[24] et indique au gouverneur de la province d'Aragua que le Général en Chef de l'Ejército Libertador approuve le choix qu'il a fait d'appeler en renfort l'escadron Mariara. Il lui rend

[21] Gobierno superior político de la Provincia de Carabobo. Al Señor General Jefe del Ejército Libertador, Valencia, 24 mars 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 290.
[22] Estado Mayor General, Caracas, 24 de marzo de 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 541.
[23] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, Sr Coronel Jefe de Estado mayor general. Victoria, 24 mars 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 543.
[24] AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fols. 526-536v.

également compte des instructions données la veille au Commandant Oberto et lui enjoint de veiller à la tranquillité de sa province ainsi que de celle du Guárico[25].

En outre, la Faction semble opérer en de multiples fronts, puisque simultanément à sa présence mentionnée aux abords de Villa de Cura, le Commandant Général des opérations dans l'Alto Llano est informé par le Juan N. Llamozas, chef de la colonne d'opérations sur Ortiz, que des forces ennemies sont en grand nombre, et réunies dans cette ville sous la direction des Commandants La Palma, Donato Rodríguez et Medrano. Il ajoute même que durant le déplacement de sa colonne, le 22 mars au matin, par le chemin royal allant de San Juan de los Morros à Ortiz en passant par Parapara, il a pu sans encombres occuper la seconde. Par contre, concernant Ortiz, il dit avoir conscience que l'ennemi y était supérieur dès lors qu'indépendamment des informations qu'il a recueillies auprès d'un espion des factieux qu'il a fait prisonnier, il a pu observer au cours de son déplacement que toutes les garnisons « accourraient pour s'incorporer aux forces ennemis réunies à Ortiz »[26]. Il parviendra à venir à bout de ces forces factieuses après avoir repoussé trois de leurs attaques, alors que la nuit était déjà tombée. Il prend alors possession de la ville « en adoptant toutes les mesures de sécurité jugées nécessaires pour me maintenir ici, en attendant que l'on m'apporte l'aide que j'ai demandée au Sr *Comandante militar* de Cura »[27]. Toutefois, l'information suscite l'interrogation, dès lors que le 23 mars Medrano est localisé à Boca Chica, prêt à prendre d'assaut Villa de Cura. Quoi qu'il en soit, les dispositions prises dans les jours qui suivent montrent que la zone d'intervention de la Faction se situe sur l'axe reliant Ortiz à Villa de Cura, comme en témoigne, entre autres, l'*oficio* adressé par l'État-major de Calabozo (dirigé par Rafael Acevedo) au « Commandant de la brigade chargée d'œuvrer sur les factieux d'Ortiz », c'est-à-dire Juan N. Llamozas, lui enjoignant par ailleurs, si besoin est, de se mettre en contact avec le gouverneur d'Aragua et le Chef d'État-major de Caracas[28]. Ce dernier multiplie les initiatives afin de mettre en place la riposte, qu'il s'agisse de l'organisation militaire à proprement parler ou de la mise à contribution de la population. Au point que dans un de ses *oficios*, adressé au chef d'État-major Telesforo Ledezma, celui de Calabozo peut affirmer :

[25] Estado Mayor General, Caracas, 25 de marzo de 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 537.
[26] « Nota oficial del Sr Juan N. Llamozas, San Juan de los Morros, 23 de marzo de 1858 », in Estado Mayor de Division de operaciones de esta provincia, Orituco, 25 de marzo de 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 544.
[27] *Idem*, fol. 544v-546.
[28] Estado Mayor Divisionario, Calabozo, 25 de marzo de 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 549.

> « Au vu de ce qui a été exposé, Vous comprendrez qu'il n'est pas possible que cette faction dure de nombreux jours mal armés comme ils le sont et parce que la plupart des hommes qui accompagnent les factions par la force leur sont opposés. »[29]

Optimisme qui tranche radicalement avec les propos alarmistes quant au manque d'armement et d'hommes proférés quelques jours auparavant par les gouverneurs et chefs d'opération des provinces d'Aragua et de Carabobo tout particulièrement, mais surtout avec ce qui figure dans l'*oficio* n° 4 adressé par le Capitaine Henrique Mujíca à la même date depuis Calabozo, qui fait état de leur infériorité numérique par rapport aux forces factieuses, ainsi que de la faiblesse des informations dont il dispose au sujet de l'aide qu'il attend :

> « Je me trouve en ce lieu à la tête d'une petite force de cavalerie et de vingt-quatre hommes d'infanterie, forces qui sont insuffisantes pour attaquer les ennemis qui occupent la place de Ortiz au nombre de six cents, selon le rapport que je viens de recevoir aujourd'hui ; de même Wenceslao Casado, avec des renforts, vient de San Francisco de Cara vers Ortiz, mais l'on ignore le nombre de ses troupes et pour qui elles sont. »[30]

Il rend compte ensuite de l'inquiétante situation dans laquelle se trouve, en date du 26 mars, la ville d'Ortiz et ses habitants, déclarant, alarmiste :

> « La totale destruction de Ortiz et de ses familles se poursuit à pas gigantesques et il est nécessaire, de mon point de vue, de donner à tout prix la liberté à ces malheureux qui gémissent sous le pouvoir oppresseur du criminel Donato Rodríguez et de ses sbires. J'espère que touché par de telles souffrances, vous accélérerez votre marche pour punir la tyrannie et donner la liberté aux opprimés (…). Au secours, au secours, implore celui qui vous adresse ses meilleurs sentiments. »[31]

Signe supplémentaire du désarroi dans lequel se trouvent les autorités militaires, les informations fournies le jour suivant par l'État-major des Llanos, puisqu'elles annoncent l'envoi en renfort, depuis Calabozo, Morrocoyes et El Sombrero, d'environ 800 hommes d'infanterie et de cavalerie[32]. Dans le même temps, on apprend du Commandant militaire du Canton Cura que les forces factieuses comprennent plus de mille hommes « mal armés » mais bien pourvus en termes de cavalerie ; commandant qui a réuni sous ses ordres une force de

---

[29] Estado Mayor Divisionario. Sr Jefe de Estado mayor Telesoro Ledesma, Calabozo, 26 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 551v.

[30] Estado Mayor Divisionario, Oficio n° 4, El Capitan Henrique Mujica al Sr Comandante Miguel Pérez, Calabozo, 26 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 553.

[31] *Ibid*.

[32] Estado Mayor General de los Llanos, Calabozo, 27 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 547-547v. Ces informations sont confirmées par les échanges épistolaires entre la Gobernación, la Jefetura Política del Canton Cura, l'État-major œuvrant dans l'Alto Llano, rendant compte de la supériorité des forces ennemies malgré l'envoi de renforts. Gobierno de la provincia d'Aragua al Señor Coronel Jefe de EMG del ejército Libertador, La Victoria, 29 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 561-562.

700 hommes[33]. Malgré la difficulté à détruire les factieux qui ont pris d'assaut Ortiz, le rapport de force est donc favorable aux troupes gouvernementales. Mais, une fois encore, c'est le manque d'un commandant de qualité ainsi qu'un défaut de coordination des actions entreprises qui font la différence et qui sont mis en cause ce même jour par le gouverneur d'Aragua (qui parle pour sa part de deux mille hommes du côté des factieux). Dans le même temps, il se plaint que ces critiques déjà formulées à maintes reprises, n'aient toujours pas été entendues par l'État-major Général, à Caracas[34].

Cette situation de désarroi et d'infériorité semble pourtant trancher avec les actions déployées de toute part autour de la zone d'Ortiz afin d'obtenir et/ou d'envoyer des renforts. De fait, entre le 23 et le 29 mars, on peut noter les propositions d'envois de troupes suivantes. Tout d'abord, le 23 mars, le chef de la colonne d'opérations sur Ortiz, Juan N. Llamozas, informe le Commandant Général d'opération de l'alto llano, qu'il a mis en route, depuis San Juan, la colonne placée sous ses ordres, par le « chemin royal qui conduit de Parapara à Ortiz »[35]. Il devrait être aidé, selon les dires de l'État-major, par une colonne de 300 hommes de cavalerie » commandée, elle, par le Commandant José Maria Rubin, qui a marché visiblement depuis Orituco le 19, avec pour objectif d'incorporer les six escadrons que, depuis le 15, il lui a été demandé d'organiser dans les villages de Barbacoa, El Sombrero et El Calvario[36]. Dans la réponse que fait, en date du 29 mars, le « Sr Général Commandant en chef des forces de cette province », face à la situation de supériorité des forces ennemies, il est précisé que bien que ne connaissant pas l'effectif[37] de chacun d'eux, on peut estimer que Rubin avait au total au moins 500 hommes[38].

Le Général Commandant en chef des forces de la province admet par ailleurs qu'il serait important de pouvoir œuvrer également par la voie de San Sebastián avec des troupes

[33] Gobierno de la provincia d'Aragua al Señor Coronel Jefe de EMG del ejército Libertador, La Victoria, 28 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 556. Il indique à ce sujet que contrairement aux forces factieuses, ses forces de cavalerie sont mal montées et cela de plus en plus en raison du manque de nourriture pour les bêtes (fol. 556v).

[34] Gobierno de la provincia d'Aragua al Sr Coronel Jefe de Estado Mayor General, La Victoria, 28 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 558-559.

[35] Estado Mayor de Division de operaciones de esta provincia al Sr Coronel Jefe de Estado Mayor del Ejército Libertador, Orituco, 25 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 544.

[36] *Ibid*., fol. 546. Les forces sont réparties comme suit : « les trois du premier [pueblo] sont régies par les Commandants Demetrio Ochoa, Justa Bravo et Dionício Seijas, les deux du second par Jorge Anderson et Santana Mendes et le dernier par Juan Antonio Esteves », fol. 546-546v.

[37] Le terme employé est celui de « plazas » qui revient d'ailleurs très souvent dans les documents. Parfois utilisé dans un sens théorique et/ou approximatif pour désigner le nombre d'hommes ou l'effectif, lorsqu'il se rapporte à une colone, qui constitue une uité opérationnelle, on peut considérer qu'il s'agit d'un effectif réel. Je remercie Clément Thibaud de son aide précieuse pour la traduction de ce terme et de nombreux autres liés à l'univers des armées.

[38] Gobierno de la provincia d'Aragua al Sr Coronel Jefe de Estado Mayor General del Ejército Libertador, La Victoria, 29 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 561-561v.

d'infanterie afin d'éviter toute fuite des factieux. Reconnaissant qu'il manque toutefois d'armement, il indique avoir uniquement demandé, avec un scepticisme non dissimulé quant aux risques encourus, que le Colonel José Guedes « avec une colonne de cent cinquante lanciers (…) œuvre sur les paroisses de Cura et Camatagua, sans garnisons et redoutant pour cette raison que même durant leur fuite les insurgés leur causent des outrages »[39], et qu'il tente la jonction avec Rubin[40]. Il est également indiqué par le Commandant en chef des forces de la province d'Aragua, Otañez, que le gouverneur a demandé le « renvoi des cent cinquante hommes armés commandés par le Capitaine Báez, et annoncé la sortie de cent hommes supplémentaires de Maracai »[41].

Par ailleurs, à l'occasion de la nomination du nouveau chef d'opération sur les *llanos*, en la personne du Général Nicolás Silva, on apprend que les forces qui sont à sa disposition alentour pour « œuvrer dans le Canton Ortis (sic) » et qu'il place sous la responsabilité d'un commandant de brigade auquel il s'adresse, sont les suivantes :

> « 'Seconde : un soin spécial sera pris pour que la communication soit libre et sûre par le chemin royal qui conduit à Caracas par Ortis, Parapara, Sn Juan et Villa de Cura. Troisième : les forces de Guadatinaja sont sous les ordres du second commandant du premier escadron Luis Viso, celles de San José par le Commandant Pedro Regalado Dias et celle de San Francisco par le Commandant Valentin Nieves. Vous pouvez vous arranger avec n'importe lequel de ces chefs pour leur exiger quelque aide que ce soit dont vous auriez besoin ou pour leur ordonner la poursuite d'une faction ou d'un peloton de factieux, puisque les ordres nécessaires leur ont été communiqués à cet effet. Quatrième : du côté de Morrocoyes opèrent, en qualité de capitaines, messieurs Henrique Mujica et José Antonio Gutierres, le premier étant celui qui dirige ; ils devront mettre leurs forces à vos ordres. Cinquième : du côté de Sombrero, le Commandant Francisco Hernandez Padilla opèrera avec des forces suffisantes et on l'a autorisé à agir à discrétion tant qu'il le fait dans la juridiction del Sombrero et de Barbacoas[42] ; mais il doit se mettre à vos ordres dès lors qu'il entre dans le Canton Ortis. Ce qui ne doit pas empêcher que vous lui indiquiez les mouvements qu'il conviendra d'effectuer pendant qu'il demeure vers el Sombrero et Barbacoas. »[43]

Par ailleurs, dans le cadre de la prise en charge par le Commandant Francisco Hernández Padilla des troupes se dirigeant vers le Canton Sombrero, afin notamment d'occuper le « *hato*[44] de Rodriguez », il est finalement décidé de renvoyer sur Orituco « quatre cents hommes de cavalerie qu'il commande et qu'avec les deux cents restants et le peloton de

[39] Estado Mayor de Division de operaciones de esta provincia al Sr Coronel Jefe de Estado Mayor del Ejército Libertador, Orituco, 25 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 546v-545 (sic), les folios étant montés à l'envers.
[40] Gobernación de la Provincia d'Aragua al Sr Coronel Gefe del EMG del Ejército Libertador, La Victoria, 29 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 561v.
[41] *Ibid*.
[42] Cf. les instructions précises qui lui sont données aux folios 550-550v.
[43] Estado Mayor Divisionario, Calabozo, 25 de mayo de 1858. Al Sr Comandante de la brigada que obra contra los facciosos de Ortiz. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 548-548v.
[44] Hato : terminologie fréquemment employée au Venezuela pour désigner la ferme d'élevage.

fusiliers qu'il y a à El Sombrero il prenne position dans le *hato* de Donato Rodríguez et accomplisse les instructions donnée par le Commandant Padilla ». On apprend à cette occasion que le « Sr Commandant Miguel Peres et le Sr commandant Antonio Ma Llorens sont les premier et second chefs de la brigade qui, par la voie de Morrocoyes et el Veladero opèrent contre les factieux de Ortis. Ils ont sous leurs ordres cent fusiliers et à peu près deux cents hommes de cavalerie et, par la voie de San Francisco de Tiznados, interviendront également contre les mêmes factieux, deux cents autres hommes d'infanterie et de cavalerie »[45].

Pour sa part, le Capitaine Henrique Mujica, fait état depuis Orituco, où il se trouve le 26 mars, des forces, qu'il juge insuffisantes, dont il dispose pour attaquer la place de Ortiz de nouveau occupée par les factieux qui, selon, lui sont au nombre de 600. Il indique avoir ainsi une « petite force de cavalerie et 24 hommes d'infanterie », outre celles dont dispose, Wanceslas Casado qui viennent de San Francisco de Cara en direction d'Ortiz, mais dont il ignore le nombre et la nature[46]. Visiblement, Nicolás Silva, au vu de la situation, décide de « marcher personnellement aujourd'hui même avec le reste de l'infanterie et une compagnie supplémentaire afin de n'exposer à aucune sorte de contingence le succès des opérations contre ces factieux »[47].

Par ailleurs, le Commandant militaire du Canton Cura informe le *Jefe Político* (qui en réfère à l'État-major Général), qu'il est dans l'attente de l'arrivée de Silva, et qu'il se trouve à la tête d'une Division de 700 hommes (500 d'infanterie et 200 de cavalerie[48]), contre plus de 1000 pour les factieux dont il est dit une fois encore qu'ils sont « mal armés mais bien montés pour ceux de la cavalerie »[49]. Enfin, ce même commandant indique qu'il a également demandé aux chefs d'opérations qui œuvrent dans les *llanos* de Calabozo, par la route de Camatagua et Barbacoa, sous les ordres du général José María Sandoval (Commandant Général des Cavaleries de l'Alto Llano), de tenter d'organiser une opération simultanée contre la Faction.

---

[45] Estado Mayor Divisionario, Calabozo, 26 mars 1858, al Sr Jefe de Estado mayor Telesoro Ledesma. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 551-551v. Un détail de ces forces est donnée le jour suivant par l'Estado Mayor Divisionario de los Llanos au Chef de l'État-major à Caracas. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 547-547v.

[46] Estado Mayor Divisionario, Calabozo, 26 mars 1858, al Sr Comandante Miguel Pérez. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 553.

[47] Estado Mayor Divisionario de los Llanos, Calabozo, 27 mars 1858, al Sr Jefe de EM General. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol 547v.

[48] Cavalerie dont il dit qu'elle est « très mal montée et qu'elle le sera chaque jour de plus qui passe car les bêtes n'ont absolument rien à manger », *ibid*., fol. 556v.

[49] Gobierno de la provincia d'Aragua al Señor Coronel Jefe de EMG del ejército Libertador, La Victoria, 28 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 556.

Ce sont donc, au total, plus de 2 000 hommes qui sont mobilisés au cours de ces derniers jours du mois de mars pour tenter de protéger la zone autour de Ortiz et la ville elle-même.

Aux environs du 25, Agachado est quant à lui localisé, avec 12 hommes, vers le site du Platillon où, toujours selon les dires du Commandant en chef des forces de la province d'Aragua, Otañez, il « a été surpris par une *partida* de los Tiznados qui est uniquement parvenu à le faire fuir à toute vitesse, et dont on suppose qu'il est parti s'incorporer dans la faction de Ortiz. Il y aurait également différentes *partidas* de cette faction qui observent à couvert et surveillent les mouvements de cette division »[50].

Le 30 mars semble signer la fin de l'occupation de la zone d'Ortiz par les factieux puisque le commandant Manuel Oberto informe le Commandant militaire du Canton Cura, qu'il se trouve à Parapara et qu'il a occupé cette ville le matin même à neuf heures, sans la moindre résistance. La raison de sa présence en ce lieu est toutefois liée à l'extrême fatigue de la troupe. Or, son objectif initial était de se rendre à Guësipo où se sont dissoutes la veille les troupes ennemies. Il attend maintenant le repos de ses troupes et de celles du Commandant Llamozas qui se trouvent à Ortiz afin d'entrer dans Guësipo et d'y « inspecter ce lieu minutieusement »[51]. On apprend, côté factieux, que Rodríguez se dirige vers l'Est et que Medrano est toujours à Guësipo. Puis, qu'il s'est déplacé, accompagné de Agachado et de 200 hommes environ « qui désertaient dans tous les sens » après avoir attendu en vain Rodriguez, passant par le « site de Caraotas en direction de San Antonio et de la Platilla »[52]. Les propos adressés ce même 30 mars depuis Calabozo par le Jefe del Estado Mayor de la Division de Operaciones de los Llanos à la Comandancia de Armas du Canton Pao vont dans le même puisqu'il affirme que « les factieux Medrano et Rodriguez sont en fuite dans les montagnes, poursuivis de près par le Sr Coronel J. M. Rubin avec des forces plus importantes »[53].

Les informations fournies par un homme ayant déserté la Faction et rapportées par le Commandant Loveno Acha[54], confirme l'éclatement de la Faction. Selon lui, Agachado devrait entrer la nuit du 1er avril à Vallehanos, avec une vingtaine d'hommes, et Medrano serait resté avec environ 50 hommes à los Tiznados, sur le site de Las Sabanetas, tandis

[50] Gobierno de la provincia d'Aragua al Señor Coronel Jefe de EMG del ejército Libertador, La Victoria, 29 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 561v-562.
[51] Gobierno de la provincia d'Aragua, La Victoria, 1er avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 291.
[52] *Ibid*., fol. 291v.
[53] Ces informations sont transmises par le Gobierno Superior Político de la provincia de Carabobo à l'EMG le 5 avril : Gobierno Superior Político de la provincia de Carabobo, Valencia, 5 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 294v.
[54] Qui en informe le Sr Comandante de Armas de la provincia qui informe le Jefe político de Cura qui informe le Canton de la provincia d'Aragua.

qu'une des principales *cabecillas*, et l'un des proches des chefs de la faction, Ramón Zuloaga[55], à la tête d'une dizaines d'hommes « circule, errant, de mont en mont parmi ceux de la Sierra »[56].

D'ailleurs, la Division commandée par Juan N. Llamozas, qui revient, en date du 2 avril, du *hato* de Guesipo « dernière résidence du factieux Donato Rodriguez et de ses complices », où deux jours durant les lieux ont été inspectés, est elle aussi convaincue que la Faction « a été dissoute par ses caudillos », indiquant pour lieux de dispersion : San Francisco de Cara pour Donato Rodríguez « et ses assistants », Puepe et la Platilla pour Medrano qui s'y trouve avec « avec une *partida*, d'environ soixante hommes armés menés par le Jesus Gonzales alias Agachado »[57].

Preuve supplémentaire de cette dispersion de la faction en plusieurs branches, les dispositions prises par le gouverneur de la province voisine de Carabobo afin qu'ils n'y pénètrent pas et ne puissent se réfugier dans la Sierra :

> « Pour votre information et celle de SE le Général en Chef de l'Ejercito Libertador de Venezuela, chargé de l'organisation provisoire de la République, j'ai l'honneur de vous informer que dans la province de mon commandement la paix publique demeure inaltérée ; de fait, bien que la faction Medrano Rodriguez agisse dans une province limitrophe de celle-ci, en accord avec le Sr Colonel *Comandante de armas* j'ai pris les mesures nécessaires afin d'empêcher toute tentative des factieux dans la juridiction de cette province et la surveillance est toujours de mise afin de ne pas permettre que les factieux qui se sont dispersés s'établissent dans la Sierra. (…). Carlos P. Calvo, hijo. »[58]

Les informations que livre Luis E. Mendoza, chef de l'État-major Général des Llanos, sur la situation des provinces de son ressort vont dans le même sens, dès lors que dans celle du Guárico, la seule où des troubles subsistent, « il ne reste que trois *cabezillas* (sic) dans des proportions insignifiantes. Zoilo Medrano et Jesus Agachado, entre la Vallée de San Antonio

[55] Il est arrêté quelques jours plus tard et emprisonné. Les descriptions qui sont faites de cet homme, l'un des rares à être qualifié par sa couleur de peau, il est Noir, sont édifiantes. Cf. infra le chapitre sur les forces en présence.

[56] Canton de la Provincia d'Aragua, La Victoria, 3 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 293-293v.

[57] Juan N. Llamosas al Sr Gefe de Estado mayor Gral de SE el Gral en Gefe de Ejército Libertador, Ortiz, 3 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 493. Avant cette transmission, il s'est adressé, la veille, « Sor Gefe de EM de S Sria, al Comandante Gral de las caballerías de Llano, al Sr Comandante de operaciones de los cantones Ortiz y Sombrero, y al Sr Gobernador de la Provincia d'Aragua y al Sor Comandante Militar de la plaza de Cura ». Notons que le même document est entre les mains du Gobierno superior Político de la provincia de Carabobo en date du 6 avril. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 296-297.

[58] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 1er avril 1858, al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia. Tomo DCXIX, fol. 37.

et le mont de la Platilla et Pedro Ranjel qui circule sur les sites de Agua verde et San Luis »[59]. Et c'est au passé qu'en parle le gouverneur de la province de Carabobo, le 5 avril, à propos de la zone de Güigue dont il dit, alors qu'il accuse réception des modalités d'application d'une première amnistie en faveur des factieux, qui intervient donc moins de 15 jours après le début des opérations pour sa destruction, qu'elle est une « partie du territoire qui a été le théâtre de la faction de la Sierra »[60].

### 3. La traque des chefs sur fond de conflits entre autorités civiles et militaires

Il n'en demeure pas moins que ces « résidus » de la faction, ainsi que d'aucuns les appellent, ne demeurent pas inactifs, comme en témoigne l'un des chefs d'opération sur San Francisco de Tiznados en date du 6 avril. Il informe en effet les autorités supérieures que les factieux commettent « des assassinats et des vols » et, plus concrètement, que le 4 avril ils ont, avec la complicité du Commandant Linarez, assassiné un certain Pedro Serpa[61].

Le 8 avril, il semble toutefois que la menace ne vient pas uniquement de la Faction de la Sierra, si l'on en juge par les propos tenus par Francisco G. Gómez, qui considère que la situation à Barquisimeto est alarmante, de même que celle de Valencia. Il annonce, en conséquence, au Général en Chef de l'Ejército Libertador, l'arrivée la nuit même de « la compagnie qui était commandée par le Capitaine Pérez, à la poursuite de Rodriguez et Medrano » et, pour le jour même, celle de « la colonne de Choroni »[62].

Quelques jours après cependant, les ordres donnés au Général en Chef, chargé des opérations dans les provinces du Guárico, d'Aragua et d'Apure, à la demande de SE Général en Chef de l'Ejército Libertador, semblent indiquer que deux des trois chefs de la Faction, ainsi que Ramón Zuloaga, sont de nouveau réunis et constituent une menace. Il faut donc, pour cette raison, dès réception de cette communication « et sans perte de temps qu'il se mette en marche, pour prendre position dans le lieu le plus adapté afin de diriger et poursuivre personnellement la faction qui se trouve dans les vallées de Manuare, Tacasuruma et Timbique, commandée par Zoilo Medrano, Jesus Gonzales, alias Agachado et un certain

[59] EMG. Los llanos al Señor Jefe del EMG Libertador, Calabozo, 3 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 496.
[60] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 5 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXL, fol. 77. C'est nous qui soulignons.
[61] Comandancia de operaciones, n° 17, San Francisco de Tisnados, 6 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 321-321v. Sur les détails de cette affaire, qui implique la traîtrise du Commandant Linarez, cf. infra chapitre 6.
[62] Jefatura politica del Canton al Sr Gobernador de la Provincia, Maracay, 8 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXIX, fol. 252.

Zuloaga »[63]. C'est d'ailleurs durant ces mêmes jours que le Juge Paroissial de Güigue, José Bermejo livre avec plus de précisions la localisation de Ramón Zuloaga, « un blond qui porte des moustaches », selon les dires d'un certain Zeferino Avila au chef de la *Comandancia de Armas* de Carabobo, Bermejo[64]. Rapportant les propos d'un *vecino*, il indique en effet que celui-ci à la tête de « 50 hommes armés et très sales » se trouvait ce matin du 8 avril à la « Yuca », « lieu distant de deux lieues du village de Güigüe »[65]. En conséquence, le chef de la *Comandancia de Armas* de Carabobo, après avoir émis des critiques à l'encontre des hommes du capitaine Manuel Antonio Pineda qu'il a précédemment mobilisés pour venir à bout de la « faction qui désole » ce lieu, et du Commandant supposé les accueillir, un certain Rojas, demande à l'Etat-major Général, l'envoi de troupes en renfort, non seulement pour protéger la population, mais aussi pour se dégager de toutes responsabilités en cas de nouvel assaut des factieux[66].

Et en date du 10 avril 1858, le *Comandante de Armas* de la Province d'Aragua, depuis Villa de Cura, informe le Gouvernement de la province que les premiers résultats des actions sur la Sierra sont là, avec notamment l'annonce que la guérilla commandée par le commandant Joaquin Rodríguez a capturé Pedro Rodríguez et Juan Saballo, deux des auteurs présumés du meurtre de Cerpa[67]. A cette même date, le *Gobierno superior político* de la province de Carabobo annonce l'arrestation, à Guambra, de la *cabecilla* Ramón Zuloaga, par une guérilla gouvernementale œuvrant en ce lieu et commandée par un certain Domingo Díaz. Il en conclut que « la faction de la Sierra s'est dispersée en plusieurs groupes peu importants, que l'on poursuit avec des forces suffisantes pour les détruire »[68]. Le *Comandante de Armas* de la province d'Aragua lui annonce pour sa part « avec satisfaction » que Zuloaga a été emprisonné avec deux autres « *cabecillas* »[69].

Indépendamment de ces résultats positifs, la persécution des chefs demeure d'actualité, comme en témoigne notamment la nomination, le 12 avril, d'un nouveau chef d'opération

[63] AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 495.
[64] Comandancia de Armas de Carabobo, al Sr Coronel Jefe de Estado Mayor Gral, Valencia, 12 avril 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 502v.
[65] *Ibid*., fol. 502.
[66] *Ibidem*, fol. 503-503v.
[67] Gobierno de la provincia d'Aragua. El Comandante de Armas de la Pvia d'Aragua al Gobierno de la Provincia, La Victoria/Cura, 10 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 300.
[68] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia Valencia, 12 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 301.
[69] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia Valencia, 12 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 307.

pour la Sierra. Il s'agit de Zeferino Avila[70], « appelé au service » selon ses propres dires « avec le grade de Commandant de milices ». Il arrive à El Corozo le 17 après-midi où il fixe ses quartiers, et incorpore immédiatement le Commandant Joaquin Rodríguez avec la colonne placée sous ses ordres[71].

A cette même date, le Jefe politico du Canton Ortiz indique au gouverneur de la province avoir localisé Donato Rodríguez Silva dans les « terrains de ses propriétés » en compagnie de quatre comparses[72]. Des troupes sont immédiatement dépêchées « du côté de Parapara mais aussi de cette paroisse »[73]. Plus précis dans ses informations, le *Comandante de Armas* du Canton indique que Donato Rodríguez Silva se trouve plus exactement « à Pirital dans la juridiction du Canton Sombrero », tandis que Zoilo Medrano se cacherait « entre Aguada de Bejico et la Lagunita dans la juridiction de San Francisco de Tisnados avec dix ou douze hommes »[74].

La situation est également jugée positive par Valentin Nieves, en charge des opérations depuis San Francisco de Tiznados. Il annonce en effet la destruction imminente de la « faction Medrano et Agachado », le premier selon lui ne disposant que de « cinq compagnons », tandis que le second n'aurait que « 25 ou 30 hommes », soit fort peu en relation avec l'active persécution lancée contre eux. Au point même qu'il demande que la troupe de 170 hommes actuellement mobilisée soit réduite, dès lors qu'elle grève inutilement « le trésor en dépenses qui ne sont pas nécessaires »[75]. C'est ce qui fait dire à Pedro Rodríguez, commandant du 1er escadron de El Guayabal, au *Gobierno Superior Político* de la Province du Guárico, que s'il doit encore réduire une *partida* dans la zone de Chaguaramas, il n'en demeure pas moins optimiste quant au prochain retour à la tranquillité dans l'ensemble de la province[76].

La persécution des deux chefs se poursuit néanmoins les jours suivants, ainsi que l'État-major Divisionnaire des provinces d'Apure, Guárico et Aragua en informe, le 18 avril, l'État-major général. Zoilo Medrano, localisé entre Aguada de Bejuco et la Lagunita, est poursuivi

[70] Peut-être en remerciement de l'aide qu'il a apportée pour la destruction de la Faction, notamment les informations livrées pour l'arrestation de Ramon Zuloaga.
[71] « Oficio del Señor Comandante Ceferino Avila, 18 abril 1858 », in Comandancia de Armas de la provincia de Cura, al Señor General Jefe de operaciones de esta provincia, Guarico i Apure, Cura, 20 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 517.
[72] Gobierno Superior Político de la Provincia del Guarico, Calabozo, 12 avril 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 302-302v.
[73] *Idem*.
[74] Estado Mayor de operaciones de Guarico y Aragua al Sor Jefe de EM del ejercito Libertador, Cuartel General en Ortis, 15 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 504.
[75] Comandancia de operaciones al Señor Jefe de EMD, San Francisco, 15 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 515.
[76] Gobierno Superior Político de la Provincia del Guárico, Calabozo, 18 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 309v.

par le « Commandant Pedro R. Dias qui s'est mis en route cette nuit même depuis San José de Tiznados avec la 3ème Compagnie du Bataillon Pao commandée par le Capitaine Trinidad Coronel et un piquet de milice de cette paroisse ». Pendant ce temps, le commandant Joaquin Rodríguez est chargé de parcourir la Sierra, avec 200 hommes, à la recherche de El Agachado qui a mis en échec, quelques jours auparavant, les troupes du Commandant Francisco Miguel Rojas à Manuare avant de l'être à son tour, le 14, par le Commandant Hacha a Las Mulas. L'objectif du commandant Rodríguez, de concert avec la compagnie de San Juan de los Morros, commandée par le Commandant Pulido, est de bloquer le site de Virgen Pura par lequel les factieux pourraient tenter de prendre la fuite[77]. Enfin, un troisième front, sous la responsabilité du commandant Miguel Pérez (en charge de la *Comandancia militar* du Canton Ortiz), se concentre tout à la fois sur Medrano et sur Donato Rodríguez Silva, selon les modalités suivantes :

> « Le commandant Miguel Pérez un peu reposé de ses maux est revenu s'occuper de la *comandancia militar* du Canton Ortis et avec la 4ème Compagnie du Bataillon Pao qui se compose de cent hommes [plazas], la colonne du Commandant Manuel Oberto de 200 hommes et les milices du Canton commandées par la Commandant Gutierrez, il poursuit avec de petites guérillas, soit Medrano, soit Rodriguez, soit les deux à la fois, en fonction des nouvelles qu'il a de là où ils s'arrêtent. On a ordonné au *Jefe politico* del Sombrero qu'il poursuive avec de petites *partidas* composées d'hommes expérimentés de confiance et bien montés, Nonato Rodriguez qui se trouve à Pirital dans la juridiction de el Sombrero. »[78]

Il n'en demeure pas moins que pour le *Commandante de Armas* de la province d'Aragua, la faction est détruite, d'autant que selon lui, l'arrestation de Zuloaga, et des autres *cabecillas*, a privé Medrano et Donato Rodríguez « de leurs principaux éléments de conservation »[79]. Toujours selon lui, à l'issue de ces trois offensives, non seulement la Sierra a retrouvé son calme, mais les deux chefs Medrano et Agachado « marchent errants et sans appui » dans la Sierra d'Aragua, tandis que Nonato Rodríguez « est parti vers Güesipo en direction des *llanos* accompagné seulement de quatre individus »[80].

De fait, la zone semble quadrillée par les troupes gouvernementales stationnées dans la Sierra, sous le commandant de Avila, qui fait montre d'une notable rapidité d'organisation visant à empêcher tout retournement de situation.

---

[77] Estado Mayor Divisionario de las provincias d'Apure, Guarico y Aragua al Sor J. de EMG del E Libertador, San Luis de Cura, 18 avril 1858. Comandancia de operaciones al Señor Jefe de EMD, San Francisco, 15 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 509-509v.
[78] *Ibid*., fol. 509-512. Sachant que ces folios se suivent car il n'y a pas de fol. 510 et 511.
[79] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 18 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 311-311v.
[80] *Ibid*., fol. 311v.

L'étau se resserre encore autour de El Agachado le 21 avril, date à laquelle la *Comandancia* de la colonne de la Sierra d'Aragua annonce, depuis Ollita, l'arrestation de la plupart des hommes qui l'avaient accompagné dans sa fuite, soit à Ollita même, soit à los Tiznados. Il semble que El Agachado n'ait plus qu'un homme à ses côtés[81] et qu'il marche « entre las Guajuitas et la Culata ». En conséquence, « le Señor Capitan Sanz se rend en ces lieux avec la compagnie qu'il a sous son commandement car c'est ce qu'il y a de plus pratique, prenant pour ma part [Joaquin Rodríguez] la même direction par une autre voie. »[82]. À l'issue de ces « grands triomphes », que Rodríguez considère comme étant ceux des « institutions », toutes les autres opérations prévues dans la zone sont annulées, en particulier la rencontre entre « le Señor Jefe de operaciones de [La Sierra] et les Commandants Francisco Miguel Rojas, Pedro Dey(j)ong et moi-même » qui devait avoir lieu à San Pablo « où l'on croyait que se trouvait l'ennemi »[83]. Il en va de même dans la province de Carabobo où il est suggéré par le Commandant en chef des opérations dans la Sierra, José Zeferino Avila, de réduire les troupes « situées à la Ollita, à Manuare, (…) à las Mulas ainsi que celle du Capitaine Arrola à Pacaragua » :

> « Du fait de l'état très réduit des factieux, les forces présentes dans ces lieux ne semblent plus aussi nécessaires. Je pense que pour l'instant on peut les réduire et j'attends que vous me donniez vos ordres (…). »[84]

Notons toutefois, de façon révélatrice, que Joaquin Rodríguez attribue également la fuite de El Agachado au fait que celui-ci à sûrement dû avoir « un moment de réflexion sur sa vie passé, qui a causé l'exécration et l'opprobre d'un peuple libre et indépendant ». Et d'en conclure : « Sa vie est triste et misérable ! »[85]. Trois jours après, se trouvant à El Limón, ses troupes parviennent à disperser des bandits courant en direction de Caracuello, parmi lesquels El Agachado[86]. La situation semble toutefois sous contrôle puisque le gouverneur de la province demande à ce qu'il soit dit ceci au Général en Chef de l'Ejército Libertador :

---

[81] Le gouverneur de la province de Carabobo retransmet les informations livrées, depuis La Ollita, par le Capitaine Sanz au Capitan Julian Anzola, en date du 29 avril à cinq heures du matin, selon lesquelles l'individu en question serait un certain Guadalupe Ratia. Toutefois, selon cette source, Agachado se trouverait « en el lugar de Piritaliti ». Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 29 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 318.

[82] Comandancia de la columna de la Sierra d'Aragua al Señor General Nicolas Silva, Jefe de operaciones d'Apure, Guárico i Aragua, Ollita, 21 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 520.

[83] *Ibid*., fol. 520v.

[84] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo. El Señor Comandante Jefe de Operaciones de « La Sierra José Ceferino Avila » au Gobierno Superior Político (Carlos P. Calvo hijo), Valencia, 28 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 315.

[85] Comandancia de la columna de la Sierra d'Aragua al Señor General Nicolas, Jefe de operaciones d'Apure, Guárico i Aragua, Ollita, 21 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 520v.

[86] Comandancia de la columna de la Sierra d'Aragua, Joaquin Rodríguez al Sr Comandante José Zeferino Avila, Limon, 25 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 316.

> « Au vu de ce qui a été exposé vous saurez (…) que la faction de La Sierra est pratiquement achevée, et que le Gouvernement ne doit rien craindre d'elle puisque l'on poursuit activement les *cabecillas* »[87]

Il n'en demeure pas moins que le même José Zeferino Avila indique paradoxalement que la seule chose que craignent les habitants de Tacasuruma est « l'idée que Agachado puisse les surprendre de nuit dans leurs maisons »[88].

À ce moment, cette poursuite acharnée de la Faction marque pour le moins une « pause », dès lors qu'après ces derniers éléments d'information, un silence de quinze jours s'installe.

Mais un silence qui ne manque pas d'intriguer les responsables militaires, comme en témoignent les propos du *Subjefe* Joaquín M. Cuello de l'État-major de la Division d'Opérations des provinces d'Aragua, Guárico et Apure en date du 13 mai. Rendant compte du déplacement de Su Señoría (SSa) vers los Tiznados « pour voir de près la faction », il indique en effet, en des termes éloquents, que celui-ci n'a pu obtenir aucune information, de la part de la population, concernant l'endroit où se trouvent les factieux :

> « (…) tous éludent avec un 'je ne sais pas', et cette raison même fait supposer à SSa qu'il était nécessaire de parcourir tous ces lieux, non seulement pour faire la découverte souhaitée, mais aussi pour voir si, par la persuasion on parvient à ce que les nombreux hommes qui sont cachés dans la Sierra sans vouloir se rendre de peut qu'on leur afflige une quelconque punition pour avoir accompagné les factieux, peut-être de façon involontaire comme eux-mêmes le disent, finissent par le faire. »[89]

Mais sa ténacité n'étant pas prise en défaut, SSa parvient à obtenir des informations sur la localisation de Medrano par le biais de cinq individus qui lui apprennent qu'il se trouve dans la Sierra, « sans résidence fixe », accompagné de personnes de confiance. Sur le champ, on ordonne le départ de cinq guérillas sur les 200 hommes stationnés dans la province vers le coteau de El Platillón « où se réfugient les factieux » qu'il considère comme un point extrêmement stratégique à reconquérir[90].

Le 25 mai, 29 individus apparentés à la « faction Agachado » sont détenus à la prison publique de Valencia et selon les informations reçues par le responsable du *Gobierno Superior Político* de la province, émanant du Commandant Francisco Miguel Rojas qui

---

[87] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo (Carlos P. Calvo hijo) qui transmet le tout au secretario de E en los DD de interior y justicia, Valencia 28 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 315v.

[88] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo. El Señor Comandante Jefe de Operaciones de « La Sierra José Ceferino Avila » au Gobierno Superior Político (Carlos P. Calvo hijo), Valencia, 28 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 315v.

[89] EM de la Division de operaciones de las provincias d'Aragua, Guárico y Apure, Señor Coronel Jefe de EMGral del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 13 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 487.

[90] *Ibid*. fol. 487v-488.

œuvrait dans la Sierra, « celle-ci est complètement tranquille, les communautés ont reconnu le Gouvernement et leurs habitants n'ont cessé de se consacrer au travail de sorte qu'il n'y a rien à craindre à ce sujet. »[91]. Propos oraux du Commandant qui sont confirmés dans un *oficio* adressé quelques jours après au gouverneur qui transmet, en date du 29 mai, au Ministère et que le journal *El Foro* publie le 11 juin, donnant ainsi un caractère public à cette confirmation du calme revenu dans les communautés de la Sierra. Les conclusions du Commandant sont on ne peut plus positives et fiables dès lors qu'il a lui-même parcouru « la majeure partie des communautés qu'il y a dans la serrania » et constaté :

> « qu'il y règne la paix et l'ordre, que la confiance que les factieux avaient fait disparaître est complètement rétablie, et que le crédit et le bon nom du Gouvernement sont aujourd'hui une garantie reconnue parmi toutes ces communautés. »[92]

Même s'il indique en passant qu'un tel résultat est également le résultat d'actions de « pacification » et de persuasion auprès des populations. Pour preuve, le calme précaire qui règne à l'inverse dans le hameau de Mocundo, dans la zone de Manuare, en raison des actions d'un commissaire véreux ayant couvert les actions des complices de El Agachado[93].

Il n'en demeure pas moins que la trêve risque d'être de courte durée si l'on en croit les propos tenus par un certain Flores, arrêté pour avoir fait partie de la Faction aux côtés de Donato Rodríguez et qui, lors de son interrogatoire, déclare que « la faction Rodriguez n'a pas été complètement détruite, et qu'il est à craindre qu'elle n'envahisse quelques villages voisins (…) dans lesquels elle causera du mal, mais que l'on pourrait très bien y remédier avant qu'elle ne fasse d'autres prosélytes »[94]. En conséquence, ordre est donné par la Jefatura au Capitaine Bernardo Guzmán qu'il explore les zones indiquées par le prévenu[95]. Au vu de ces informations et de celles transmises par le *Jefe Político* du Canton Ortiz, le gouverneur décide non seulement de maintenir sur place les 50 hommes qui s'y trouvaient en garnison, mais aussi d'envoyer des troupes en renfort dans la zone, à hauteur de 50 hommes d'infanterie qui

[91] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Carlos P. Calvo, hijo al Sr Secretario de E en los DD de Interior y Justicia, Valencia, 25 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 323-323v.
[92] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 29 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 325.
[93] *Ibid*., fol. 325v.
[94] Gobierno Superior Político de la Provincia del Guárico, Le *Jefe Político* de San Sebastian (Rafael Maria Peña) informe le *Jefe Político* du Canton Ortiz (A. Ramos) qui en rend compte au Gobierno Superior Político de la Provincia del Guarico (P. Bermudez), lequel en rend compte au Secretario de E., Calabozo, 29 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 326.
[95] *Ibid*. fol. 326v.

doivent partir de Calabozo, ainsi qu'il en a fait la demande au Général, Chef d'Opérations pour les provinces d'Apure, Guárico et Aragua[96].

Peine perdue que cette mobilisation qui donne en outre lieu à un conflit entre autorités civiles et militaires, ces dernières reprochant au gouverneur d'avoir mal interprété l'ordre donné d'envoyer les 50 hommes de sa garnison. En effet, l'État-major *Divisionario de operaciones* d'Aragua, Guárico et Apure annonce, le 1er juin, qu'il a été informé officiellement de la réapparition et de la réorganisation de deux des trois chefs de la faction, Donato Rodríguez et Medrano :

> « Le 27 [mai] dernier on a reçu des informations officielles sur la réapparition de Nonato Rodriguez avec quelques hommes armés dans le vallon de Apamates et aux abords de San Francisco de Cara ; et aujourd'hui cette nouvelle a été confirmée, de même que l'incorporation de Medrano à Rodriguez avec plus de 50 hommes. »[97]

Il ajoute que cette réorganisation des deux chefs aurait pu être évitée si « les 50 hommes demandés à Calabozo étaient arrivés opportunément et avaient marché contre eux depuis le 27 ou le 28 ». Et de conclure : « Aujourd'hui qui sait combien d'hommes en plus ils auront pu réunir et combien de sacrifices va coûter leur destruction »[98]. L'État-major rend d'ailleurs compte le lendemain en des termes très durs de ce conflit avec le Gouverneur au Señor Jefe de EM Gral del Ejto Libertador, l'accusant entre autres de « chasser sur les terres d'autrui » et du fait qu'ils ne s'entendent pas. »[99].

Il n'en demeure pas moins, qu'à cette même date du 2 juin, le successeur provisoire de José Tadeo Monagas, Julián Castro, décide par décret, en raison de « la complète pacification de la Sierra » d'amnistier, comme le stipule l'article 1 « sans aucune condition tous les compromis dans le soulèvement de la Sierra, y compris leurs *cabecillas* », à l'exclusion des auteurs de « délits communs »[100]. Ce décret est immédiatement envoyé par la Secretaria del

---

[96] Gobierno Superior Político de la Provincia del Guárico, au Secretario de E., Calabozo, 29 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 328-328v.

[97] EMD de operaciones d'Aragua, Guarico i Apure al Señor Gobernador de la provincia de Guarico, San Francisco de Tiznados, 1er juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 457v.

[98] *Ibid*. Sa décision de demander 50 hommes parmi ceux cantonnés à Calabozo para incorporarlos a la fuerza que existe en Ortiz.", est d'ailleurs appprouvée par l'État-major en date du 6 juin. Estado Mayor del ejercito Libertador. EN CAMPAÑA al Sr Jefe de EM de la Division de operaciones d'Aragua, Guárico y Apure, Cuartel general de Caracas, 6 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 462.

[99] Estado Mayor de operaciones de Guarico y Apure al Señor Jefe de EM Gral del Ejto Libertador, San Francisco de Tisnados, 2 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 454v.

[100] *Decreto*, Caracas, 2 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXIII, fol. 44-44v. Sur cette pratique de l'amnistie, cf. infra, chapitre 7.

Interior aux gouverneurs des trois provinces d'Aragua, Carabobo et Guárico[101], lesquels en accusent réception respectivement les 5, 7 et 16 juin 1858[102].

Si cette décision prise en haut lieu semble signer la fin d'un cycle, on ne peut que s'interroger du contenu de la lettre envoyée par un certain Antonio Sojo à son ami le Commandant José Pulido, en date du 5 juin. En effet, dans celle-ci il atteste dans les termes suivants de la reprise d'activité de la Faction, en particulier de El Agachado et de Medrano :

> « Mon cher ami. Aujourd'hui à six heures de l'après-midi je viens d'être informé par Wenceslao mon fils qui allait faire une démarche à Canuto, qu'il a dû rebrousser chemin parce que Radecundo Ramirez lui a dit qu'il savait grâce à une information sûre que Agachado descendait de las Cuervas depuis hier avec des gens pour se réunir avec Medrano dans le Trapiche-viejo de la Platilla abajo. »[103]

Le juge de paix qui transmet cette lettre en haut-lieu fournit de plus amples renseignements sur les possibles déplacements des factieux dont l'objectif selon lui est de se réunir avec le troisième homme fort de la faction, Donato Rodríguez :

> « Selon certaines informations, on sait que ces gens ne peuvent pas attaquer par le point de la Seiba ni pas d'autres voies de la juridiction de San Francisco de Tiznados car il s'y trouve de nombreux détachements qui gênent leur passage ; par contre, oui, ils pourraient très bien stationner à la Platilla, Rincon de San Antonio, se procurer des armes et des hommes et diriger leur route vers le site de Lucas afin de se réincorporer avec Donato Rodriguez dont on dit qu'il est dans la juridiction de San Sebastian, ou bien prendre celle de el Platillon, descendre par les alentours de ce village en cherchant le même chemin par la voie de Chirgüita, parce que dans le village de Parapara il y a là des forces réunies, et parce qu'ils n'ont pas d'autres issues que celles indiquées. »[104]

Plus encore, il semble que El Agachado, replié depuis les premiers jours de juin au Trapiche-Viejo de la Platilla, se livre à des menaces sur les habitants du lieu. Nous apprenons également par deux des capitaines des *Campos Volantes* de El Platillón, qui agissent de concert dans la zone de San Antonio, que les factieux ont pris, le 7 juin, la direction de la Loma de la Mata après s'être arrêté la veille dans la zone[105]. L'information est prise au sérieux en haut lieu si l'on en juge par les nombreux courriers que s'échangent les différentes instances militaires basées à Caracas et leurs représentants en province. C'est ainsi que le chef

[101] Secretaria del Interior, Caracas, 2 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXIII, fol. 45.
[102] *Ibid*., fol. 46-48.
[103] 5 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 330. Il est intéressant de noter que cette lettre à caractère privé est pourtant communiquée le 7 juin à son destinataire par le Juge de paix de la paroisse de San Juan de los Morros, lequel transmet ensuite l'information à la Gefatura política del Canton Cura qui transmet au *Jefe Político* del Canton au Gouverneur de province (Jesus Maria González) lequel fait finalement remonter les informations qu'elle contient à Caracas, en date du 9. Gobierno Superior Político de la Provincia d'Aragua, La Victoria, 9 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 329.
[104] *Ibid*., fol. 329-329v.
[105] EMD de operaciones d'Apure, Guarico i Aragua al Señor Coronel Jefe de EMG del Ejercito Libertador, Ortiz, 9 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 463-463v.

d'opérations de la zone décide, en date du 9 juin, l'envoi de renforts (un officier avec vingt hommes armés) auprès des commissaires de El Platillón et Paso Real qui œuvrent dans la zone de la Loma de la Mata[106]. Renforts auxquels viennent s'ajouter 1 000 pesos donnés le 11 juin par le gouvernement[107].

On assiste toutefois à une nouvelle baisse d'intensité dans la mobilisation contre la faction au cours de la seconde quinzaine de juin si l'on en juge par les décisions prises au niveau des provinces d'Apure, Guárico et Aragua le 20 juin, en vertu desquelles « une partie des troupes en service » sur Ortiz et chargée « de la persécussion des factieux Rodriguez, Medrano et Agachado » est retirée de la zone. Les 30 hommes précédemment appelés en renfort ainsi que la garnison de 25 hommes, stationnée dans la paroisse de San Francisco de Tiznados, voient eux aussi leurs services suspendus[108].

### 4. La résurgence de la faction dans les Cantons Cura et San Sebastián

Mais là encore, il ne s'agit comme à chaque fois que d'un répit de courte durée. Les chefs sont cachés dans l'attente, précisément, de cette baisse de vigilance de la part des autorités pour passer de nouveau à l'action. Le *Comandante en armas* de la province d'Aragua, José L. Rodríguez, ne s'y trompe pas, comme en témoigne le compte-rendu de la visite qu'il a effectuée dans les cantons de Cura et de San Sebastián, qu'il adresse à la *Secretaria de Estado en los DD de Guerra y Marina*, le 22 juin. Si, de fait, la zone semble calme, confirmant à première vue les observations de l'*EMD de operaciones* d'Apure, Guarico et Aragua, il n'en demeure pas moins qu'il ne fait aucun doute pour lui que les chefs sont à pied d'œuvre auprès de la population, parmi laquelle nombre d'amis et de connaissances.

Pour sa part, et afin de prévenir toute contagion d'une population dont il considère que dans sa majorité elle est acquise au gouvernement, le *Comandante de armas* de la province d'Aragua informe les autorités supérieures de ses décisions en matière de présence armée, à savoir :

> « Pour éviter [toute contagion] à San Sebastian, un piquet de vingt cinq hommes avec un officier est resté en garnison, et [il faut] qu'un autre officier avec dix hommes de cette même garnison fasse des incursions dans la paroisse de San Francisco de Cara, principalement dans le *vecindario* de Guecipo dans cette juridiction ; dans celui de Cura il y a une autre garnison de trente deux individus et deux officiers et à San Juan

[106] Estado Mayor General, Caracas, 16 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 477.
[107] Comandancia de Estado. Despachos de Guerra y Marina, Al Señor Coronel Gefe de EMGral del Ejército Libertador, Caracas, 14 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 475.
[108] EMD de operaciones d'Apure, Guarico i Aragua, Al Señor Coronel Gefe de EMGral del Ejército Libertador, Ortiz, 20 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 481.

> de los Morros un autre officier avec treize individus appartenant à la même garnison. »[109]

De fait, aux dires des hommes entendus à la *Jefatura política* du Canton Pao, le 1er juillet, des factieux ont tenu réunion le 29 juin au soir dans la maison d'un certain Simon Breto qui les dirige et qui « appartiennent à la faction d'Agachado ». Ces hommes ont d'ailleurs pris la route la nuit en direction de Potrerito, pour se rendre dans la « maison de Dionisio Lovero, (…), où ils ont retrouvé Medrano et Jesús Agachado », lesquels, selon le même suspect, auraient des forces en nombre à Canuto, dans la même juridiction[110]. Il informe également que Rodríguez se trouve dans les parages avec des armes. Les trois hommes étaient dans la zone de Potrerito le 26 et le commissaire de Manuare raconte que non seulement ils ont volé des armes gouvernementales laissées par des déserteurs, mais aussi qu'ils recrutent des gens dans la zone[111]. Des actions identiques sont menées au même moment par un certain Fabián Rivas, à la tête d'une *partida* d'une centaine d'hommes, dans la zone de Canuto, signalant que les factieux sont en train de reconstituer leurs forces, en hommes comme en armement. En conséquence, le *Jefe político* du Canton Cura décide que 25 hommes seront mis en garnison à San José et à 25 autres à San Francisco, tandis que 50 hommes viendront en renfort, stationnés dans la paroisse de Villa de Cura[112]. Dès réception de ces informations, le 3 juillet, le gouverneur de la province de Carabobo prend des mesures afin de freiner les avancées des factieux. Il répond en effet en ces termes au *Jefe de parroquia* de Güigüe :

> « Les événements que vous communiquez et dont le soussigné a déjà eu de vagues nouvelles, l'ont déterminé à suspendre pour le moment le renvoi des trois milles fusils à Maracai, en attendant que se réunissent les trois cents hommes que l'on a appelé en service conformément à ce qui a été décidé par la Ministère de la Guerra ; (…) cependant à cet instant une force de 200 hommes se préparent qui doit se mettre en marche par la voie de Güigüe, afin d'éviter les avancées de la faction. On a également dépêché des coursiers avec les nouvelles de tout ce qui est arrivé, pour les *gobernaciones* de Cojedes, Aragua et Guárico afin d'empêcher une surprise. »[113]

Les affirmations de la *Comandancia militar* de Ortiz du 2 juillet confirment cette tendance. En effet, son responsable informe le Colonel en Chef de l'Etat-major Général de l'Ejército Libertador et le *Secretario de Estado en las DD de Guerra y Marina* de la présence de 200

[109] Secretaria de Estado en los DD de Guerra y Marina, Comandante de armas de la provincia d'Aragua à la Secretaria (22 juin) qui transmet à celle de Interior y Justicia, Caracas 26 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 333v-334.
[110] Jefatura Politica del Canton Pao, Pao, 1 er juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 347.
[111] Comunicación, Güigüe, 2 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 343-343v.
[112] Comunicación, Magdaleno, 2 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 344v.
[113] Gobierno Superior Político de la provincia de Carabobo, Valencia, 3 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 341.

factieux dans la juridiction de San Francisco de Tiznados, à la tête desquels se trouvent Medrano et Agachado, ainsi que « le célèbre Général Exequiel Zamora »[114], indication de poids quant à la symbolique qu'elle renferme, mais aussi du fait de ce à quoi elle renvoie. Immédiatement, et malgré le manque d'armement et de munitions, quelque 180 hommes partent à leur poursuite, dirigés par le Comandant Eugenio Sandoval, tandis que 95 individus de plus sont mis en garnison sur le lieu de la *Comandancia militar*[115].

Informé par un télégraphe du gouverneur de Carabobo, celui de la province d'Aragua, Uztariz, est plus précis quant à localisation des deux chefs, qui seraient « dans un site appelé El Arrena, dans la juridiction du canton Pao, au pied de la Sierra », mais diverge avec la *Comandancia militar* de Ortiz quant au nombre d'hommes, une centaine selon lui. Il met immédiatement 200 hommes à leur poursuite[116]. Quelques jours plus tard, les informations en provenance du gouverneur se font plus précises grâce aux données fournies par le Commandant Fernández de la paroisse de Güigüe et par le Gouverneur de la province de Carabobo selon lesquelles « à Valle-Hondo, los Cueros et las Juasquitas se trouvent environ trois cents hommes factieux et qu'à chaque instant les rejoignent des *partidas* de six, huit ou dix hommes ». Ce qui amène le juge de paix de la paroisse de Magdaleno à considérer qu'à « chaque instant la faction prend plus de corps et se fait plus imposante »[117].

Quatre mois après ces premiers agissements, le gouverneur de la province d'Aragua finit en quelque sorte par reconnaître « qu'il ne fait donc aucun doute qu'il existe une faction de la Sierra qui menace très sérieusement la tranquillité publique ; et que cette *Gefatura* croit de son devoir d'attirer votre attention afin que les mesures nécessaires pour la détruire soient prises le plus vite possible »[118].

Par ailleurs, un lien est rapidement établi entre Fabián Ribas et les chefs de la Faction. C'est en ces termes qu'en parle la *Secretaria del Interior* en réponse au gouverneur de la province d'Aragua qui l'avait le premier informé des agissements de cet homme[119]. Informations qui sont en outre confirmées par les déclarations du commissaire de police de

[114] Comandancia militar del Canton, Ortiz, 2 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 379.
[115] *Ibid*., fol. 379-379v.
[116] Gobierno Superior Político de la Provincia d'Aragua, al Secretario de E. en los DD del Interior y justicia, La Victoria, 3 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 338.
[117] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, (Le Comandante Fernandez de la parroquia de Güigüe et le Gobernador de la pvia de Carabobo, au juez de paz de la parroquia de Magdaleno, au *Jefe Político* del Canton Cura, au gouverneur d'Aragua qui transmet au Ministro de E en los DD de guerra y marina), La Victoria, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 355-355v.
[118] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua au Ministro de E en los DD de guerra y marina, La Victoria, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 356v.
[119] Secretaria del Interior, Caracas, 5 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 340.

Guambra, à la même date, qui considère pour sa part que la *partida* qui se trouve « dans la Sabana de Canuto qui appartient à la paroisse de San Francisco de Tisnados », est « dirigée par Fabian Rivas, Zoilo Medrano et José Jesus Gonzales, alias Agachado »[120]. Ces éléments nouveaux sont d'ailleurs ratifiés, quoique sous la foi de la rumeur, par un témoin, un certain Silvestre Bolívar qui considère même que Ribas est le chef principal de la faction[121].

En dépit de ces nouvelles informations, la confiance du gouvernement ne semble pas entamée quant à la possibilité de la prompte destruction de la Faction :

> « Il ne fait aucun doute que la misérable faction que dirigent Medrano, Agachado et Rodriguez ne tardera pas beaucoup à être complètement détruite ; et que ces criminelles *cabecillas* seront appréhendées et punies pour la satisfaction de la vindicte publique. »[122]

Julían Castro lui-même, l'affirme dans son message à la Convention du 7 juillet où, après avoir évoqué le décret du 2 juin pris en faveur des factieux, il note :

> « Peu d'efforts ni beaucoup de jours furent nécessaires pour mettre en fuite ces *partidas*, uniquement grâce à l'approche de quelques forces (…) mais les *cabecillas*, familiarisées avec les sites, théâtre de leurs forfaitures, sont parvenus à se cacher et à retarder leur capture. »[123]

Toutefois, l'État-major demeure pour sa part en alerte ; alerte qui tend même à se renforcer lorsque les nouvelles lui parviennent des derniers agissements de la faction et du renforcement de ses troupes, dans le même temps que les désertions se multiplient au sein des troupes gouvernementales qui essuient, en ces premiers jours de juillet, leur premier revers « militaire ». En témoigne, cette longue missive du Commandant Sandoval, en charge de la persécusion des factieux :

> « Alors qu'il est huit heures du matin, je viens de recevoir la communication suivante : 'La Serba, 5 juillet 1858. Aujourd'hui, aux environs de six heures du matin, je me suis mis en marche vers Las Dos Vacas où je savais, par une note, que se trouvaient les factieux et après avoir effectué un grand tour sans avoir eu de nouvelles, j'ai eu un affrontement avec eux aujourd'hui vers trois heures de l'après-midi sur le site de Camito où, après que nous ayons formé les uns et les autres le plan de bataille, j'ai reconnu qu'ils disposaient de forces supérieures, puisqu'en plus de celle qui se sont présentées en face de moi, ils avaient 5 guérillas que nous avons vues en différents points, outre celles qui étaient cachées afin de tenter de nous couper la retraite, puisqu'en passant par un ravin ils nous ont décoché des tirs et ont traversé de plusieurs balles un cheval. Ceci mérite beaucoup d'attention, d'autant qu'outre ce dont j'ai été témoin, on m'assure qu'ils ont dix piquets de plus agissant en différents

[120] AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 351.
[121] AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 351v.
[122] Secretaria del Gobierno, Caracas, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 342-342v.
[123] « Mensaje del General Julian Castro, jefe del Ejército Libertador, encargado del poder ejecutivo, a la Convención nacional de Valencia en 1858, 7 de julio de 1858, in Arellano Moreno (recopilación, notas y estudio preliminar), *Mensajes presidenciales*, Caracas, Presidencia de la República, 1970, vol. 1. 1830-1875, p. 258.

> endroits (…). Tout ceci, ajouté au fait de ne pas avoir confiance dans les gens à ma charge, puisque trois déjà ont déserté avec leurs armes et munitions et aux promesses que Medrano m'a faites, font que j'ai décidé de revenir à ce point en attendant que des moyens [supplémentaires] arrivent, car je crois en aucune façon pertinent d'attaquer l'ennemi car se serait échouer en raison de la supériorité des forces. Eugenio Sandoval'. »[124]

Et les témoignages se multiplient, ce 6 juillet, relatifs à l'extrême activité des factieux et leur importance numérique, autour de 300 personnes, qu'il s'agisse du suspect Isidoro Ysquierdo[125], de la sentinelle envoyée dans la Sierra par le commissaire de Guacamaya[126] ou du propre commandant Sandoval.

### 5. L'occupation de San Francisco de Tiznados, prélude à la grande offensive gouvernementale de juillet

Point d'orgue de cette montée en puissance de la faction, l'occupation de la ville de Francisco de los Tiznados le 6 juillet justement, ainsi que nous l'apprenons, le jour même, à la lecture d'une lettre envoyée par un habitant de San Juan à son père. Selon lui, leur nombre est considérable, et au cours des affrontements qui ont eu lieu avec les hommes du Commandant Sandoval, le plupart d'entre eux se sont rangé du côté de l'ennemi. L'impuissance des forces gouvernementales semble totale, dès lors qu'il rapporte également que Sandoval a été obligé de tuer trois de ses hommes pour « éviter le désordre », tandis que les juges de Tiznados prenaient la fuite pour Ortiz. Il indique ensuite avoir appris que Rodríguez se trouvait à Güesipo avec ces hommes et conclut sa lettre sur un ton désabusé, rapportant ce qui s'est passé deux jours auparavant, en ces termes :

> « Enfin papa, selon les nouvelles qui arrivent à chaque instant, la faction est grande. Avant d'entrer à Tiznados ils ont eu un choc, c'est-à-dire, avant-hier matin, avec le *campo volante* d'un certain Plata, et celui-ci a fui car il ne pouvait pas lui résister. »[127]

D'autres informations de la *Commandancia militar* du Canton Ortiz confirment les propos de Indalerio Ovalles à son père[128]. En effet, à la même date, celle-ci rend compte au juge de

[124] Comandancia militar. Canton Ortiz, Sr Coronel Jefe de EM del Ejercito Libertador, Ortiz, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 381-381v.
[125] Secretaria de Estado en los DD de Guerra y Marina, Caracas, 7 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 348-349.
[126] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, La Victoria, 7 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 350.
[127] Indalerio Ovalles à son père Santiago Ovalles, San Juan, 7 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 353.
[128] Il convient de noter que le même jour, la Comandancia envoie aussi au ministère de la guerre qui en informe le Général en chef le 12 juillet un compte-rendu du récit d'un des capitaines qui a essuyé le feu avec Sandoval. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol.395 et sv.

paix de San Juan de ce qui est arrivé au Capitaine Dionisio Cabrera qui, la veille, a essuyé un échec face aux factieux, au point de perdre plus de la moitié de ses hommes, la plupart s'étant dispersé face à l'ennemi dont les forces étaient supérieures[129]. Toutes les forces alentour sont mobilisées, qu'il s'agisse de la réunion de la milice du Canton de Ortiz ou de celle des différentes provinces, bien qu'elles s'avouent le plus souvent en nombre insuffisant pour résister à l'ennemi, en appelant aux autorités supérieures.

C'est ainsi que *Jefe político* du Canton San Sebastián fait demander le 7 juillet, via le gouverneur de la province d'Aragua, à ce que la garnison du Canton soit augmentée, tandis que les « mesures qui étaient dans le cadre de [ses] attributions avaient déjà été prises »[130], dans le même temps qu'il décrit de façon suggestive, la façon dont il a pris connaissance de l'affrontement :

> « Maintenant qu'il est huit heures du soir, je viens de recevoir la nouvelle, non officielle, mais parvenue par une source sûre qui permet de lui donner tout le crédit nécessaire, selon laquelle il y a eu hier un fait d'armes, près de los Tiznados entre Medrano et les troupes du gouvernement, avec pour résultat la déroute de ces dernières, trois blessés étant arrivés à Parapara. »[131]

Pour sa part, le gouverneur de Carabobo adresse une communication le 8 juillet au *Secretario de Estado de los DD de los Interior y Justicia* pour transmission au « Général en Chef chargé de l'organisation provisoire de la République », Julián Castro, dans laquelle il fixe les modalités de l'organisation des troupes, de la mobilisation et de l'information des gouverneurs des provinces limitrophes, et indique les mesures prises pour ramener l'ordre, notamment l'arrestation de traîtres et de suspects[132]. Composée de neuf points, elle est approuvée par la *Secretaria del Interior* et par le Général en chef de l'armée[133]. Dans le même temps, le gouverneur de la province du Guárico, Pedro Sanojo, apprenant la déroute de Sandoval, prend de promptes mesures de mobilisation, à savoir :

> « J'ai par conséquent décidé que les Commandants Euseterio Mosqueda de Guardatinajas et Jesus Landaeta del Rostro que j'ai appelé en service, en date du 5, avec cinquante hommes de leurs escadrons respectifs, (…) afin qu'ils réunissent toutes les forces sous leurs ordres et se mettent immédiatement aux ordres du Sr Comandante de armas de la Province que j'ai vivement incité à ce qu'il use des facultés que le Gouvernement Suprême par une circulaire du neuf juin dernier, a confiées aux

[129] *Oficio*. Comandancia militar del Canton Ortiz, 7 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 359.
[130] Gobierno de la provincia d'Aragua, La Victoria, 8 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 368.
[131] *Ibid*.
[132] Comunicación, Valencia, 8 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 365-365v.
[133] *Ibid*., fol. 366.

> fonctionnaires qui occupent de telles fonctions, afin qu'ils agissent avec la plus grande énergie sans attendre des ordres supérieurs (…). »[134]

Plus encore, dans le récit détaillé de l'action où il dénonce de façon virulente le fait que la défaite soit aussi due à la trahison d'une grande partie des troupes qui sont allées grossir les rangs de l'ennemi, le gouverneur informe les autorités supérieures qu'il a décidé de mobiliser « toutes les milices de la province » :

> « (…) entre hier et aujourd'hui j'ai appelé au service en plus des escadrons déjà mentionnés, plusieurs autres de Guardatinajas, celui de los Anjeles et ceux de Camaguan et Guayabal aux ordres des Commandants Luis Ma Vivo, Bardomero Madera, José Antonio Tovar et Pedro Rodríguez García. J'ai ordonné au Señor Jefe Político del Sombrero qu'il réunisse les escadrons de ce canton et qu'il les mette aux ordres immédiats du Sr Comandante de Armas de la Province et j'ai autorisé également le Sr Jefe Político du Canton Chaguaramas à réunir la milice de ce Canton, lui ordonnant dans le même temps que le plus rapidement possible il fasse descendre un escadron dans cette ville [Calabozo]. »[135]

Dans le même temps, il apprenait, en raison de la gravité de la situation, la mobilisation spontanée d'une partie des membres du bataillon de la ville[136]. Il n'en demeure pas moins que la province ayant dû faire face seule au niveau financier, du fait de l'absence de fonds, il a décidé de lancer un emprunt volontaire[137]. Cependant, et malgré cette défaite cinglante[138], il reste convaincu que les troupes qu'il vient de mobiliser sous la direction du Comandante en armas de la province, le colonel Miguel Pérez, pour venir en aide au Canton Ortiz, parviendront à empêcher que la Faction n'occupe les villes d'Ortiz ou de San José de Tiznados ou qu'elle ne se dirige vers les *llanos*. Ceci au point de dire qu'il « ne croit pas se tromper en assurant que ces objectifs seront atteints d'ici deux jours »[139] !

L'occupation de la ville par les factieux fait d'ailleurs l'objet de moults commentaires, d'autant qu'elle s'accompagne de nombreuses exactions et qu'elle a mis en lumière le problème posé par la trahison des troupes et des membres des milices[140]. La mobilisation est forte et le colonel Miguel Pérez, responsable de *Comandancia militar* du canton Ortiz, relayé

---

[134] Gobierrno Superior Político de la provincia del Guarico al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, pour qu'il transmette a SE el Jeneral en Jefe del Ejército Libertador encargado de la organizacion provisional de la República, Calabozo, 8 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 369.
[135] *Ibid*,, fol. 369-369v.
[136] *Ibidem*, fol. 369v-370.
[137] Cf. infra, chapitre 6.
[138] Sandoval livre à chaud un récit détaillé de l'action, qu'il envoie à la Comandancia del Canton Ortiz en date du 9 juillet, laquelle le transmet au Sr Coronel Jefe de EM del Ejercito Libertador. Comandancia militar del Canton Ortiz, Ortiz, 9 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 389-390.
[139] *Ibidem*, fol. 370
[140] Cf. *Infra*, chapitre 6.

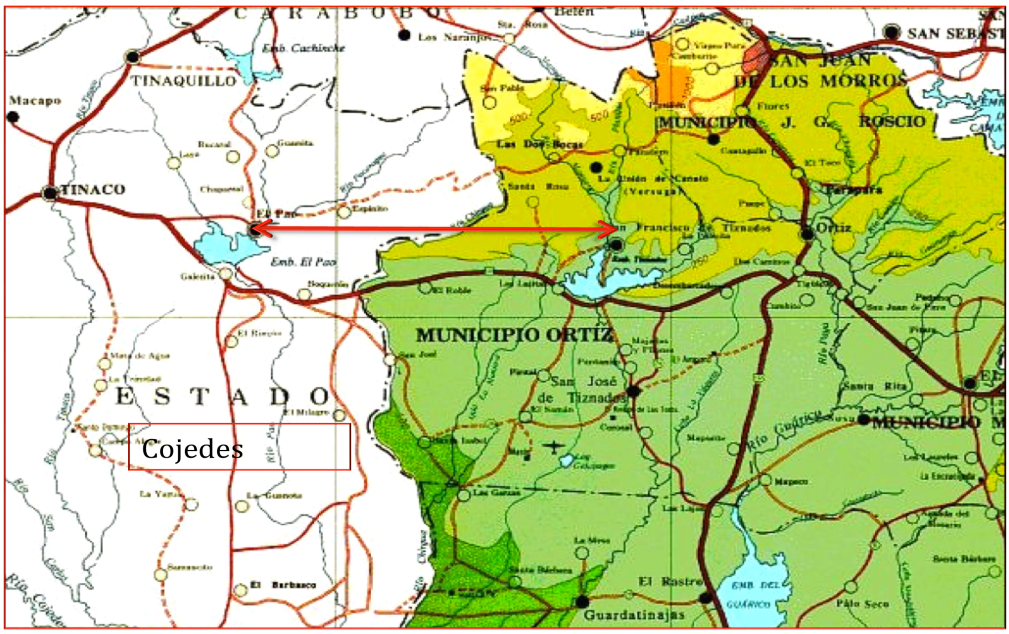
en haut lieu par le gouverneur de la province, en appelle à la solidarité des chefs militaires des provinces limitrophes, en ces termes :

> « Prenez donc, Monsieur le Juge[141] des mesures de sécurité. J'ai déjà mis au courant de tout le Général Zamora que j'attends avec des renforts, le *Comandante de armas* d'Aragua, celui de Calabozo et le *Comandante militar* de el Pao, afin que, toutes les autorités militaires proches de la Sierra étant d'accord, elles se coordonnent et l'on parviendra ainsi à ce que les assassins de la patrie n'occupent pas cette fois leur repaire. La place de ce village, je la défendrai à feu et à sang s'ils osent m'attaquer. »[142]

Dès le 9 juillet, le Ministère de la guerre et de la Marine prend officiellement acte de ce qui s'est passé dans un communiqué adressé aux nouveaux responsables militaires des provinces concernées, nommés afin de mettre en œuvre une stratégie qui désormais doit impérativement être concertée et coordonnée. Il s'agit d'éviter les erreurs passées et de parvenir enfin à une prompte destruction de la faction. Cette nouvelle politique est aussi fondée sur un usage systématique de l'espionnage, décision qui rejoint la demande faite en ce sens par Luis Correa, Comandante en Armas de la province d'Aragua émise immédiatement après l'affrontement et alors que la Place d'Ortiz semble à son tour menacée[143]. Ces hommes sont le Général José Maria Zamora, *Jefe de operaciones* du Guárico et de l'Apure, le Général Pedro E. Ramos, Jefe de operaciones d'Aragua, et le Général José de la Cruz Paredes, *Jefe de operaciones* de Carabobo, Cojedes, Barquisimeto et Portuguesa[144].

Parallèlement, la contre-attaque se met en place à l'initiative des *Comandancia militar* du Canton Pao et de la province du Guárico. Le 10 juillet, le commandant en armes de cette dernière, Miguel Pérez, informe en effet son homologue de el Pao de ce qu'il a entrepris afin de circonscrire la Faction, après avoir appris que le *Comandante de armas* de El Pao se dirigeait également vers San Francisco de Tiznados. La description de cette intervention est extrêmement précise en termes de déplacement, dans le même qu'elle signale un changement de stratégie pour contraindre la faction à sortir de l'ombre[145].

[141] Il s'agit du juge de paix de San Juan de los Morros qui transmet les informations au gouverneur.
[142] Gobierno de la provincia d'Aragua, La Victoria, 10 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 362v.
[143] Rep. de V. Guerra y Marina, Luis D. Correa, Caracas, 12 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 396.
[144] Rep. de V. Guerra y Marina, al Señor General Gefe de EMGeneral del Ejército, Caracas, 10 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 393-394.
[145] Comandancia militar del Canton Pao, al Sr Gral Jefe de operaciones de esta provincia, Pao, 13 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 410.




Zone de l'offensive : entre El Pao et San Francisco de Tiznados

Fermement décidé à en découdre avec la Faction, il dénonce en des termes très durs la déroute subie par le commandant Sandoval, qu'il attribue tout autant à son manque de « prévoyance et d'habileté » qu'à la supériorité des troupes ennemies, et qui a permis aux factieux d'occuper San Francisco de Tiznados, mais aussi mis en péril l'ordre de la province d'Apure[146].

Cette réorganisation des troupes et de la logistique est le prélude à une grande opération sur la Sierra, afin de la libérer des factieux. Prévue le 16 juillet, elle fait l'objet de préparatifs importants et elle est prise en charge par les trois généraux nouvellement nommés. L'essentiel de cette opération nous est livré par le *General Jefe de operaciones* d'Aragua, José R. Arevelo. Le plan conçu par le *Comandante de armas* du Guárico a pour objectif d'enserrer la Sierra afin d'y enfermer les factieux avant de les mettre hors d'état de nuire. D'un côté, le *Comandante de armas* du Guárico doit entrer dans la Sierra par San Antonio et par Parapara, tandis que le *General Jefe de operaciones* d'Aragua le fera par La Platilla. Dans le même temps, la colonne dirigée par le commandant Ramón Arvelo, en charge des forces de Carabobo, avancera par Tacasumo, « poursuivant son mouvement par los Cueros, Valle hondo, la Ollita, Mocundo et el Limon ». Enfin, il est répété à plusieurs reprises que la prudence doit être de mise et qu'il ne faudra pas répéter les erreurs du 7 juillet, en se faisant surprendre par une embuscade[147].

[146] *Ibid*, fol. 410v.
[147] Jefatura de Operaciones d'Aragua. Carlos Minchin, al Señor General Gefe de EMG del Ejército Libertador, San Juan de los Morros, 13 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 398-399.

Pour sa part, le responsable de la Comandancia militar d'Aragua, Revenga, livre en date du 15 un état détaillé et chiffré des forces armées déployées sur la Sierra, lesquelles atteignent plus de 600 hommes :

> « J'ai l'honneur de vous informer qu'à cette date sont en action sur la faction de la Sierra les forces suivantes : la colonne d'Aragua commandée par le Coronel José Muguerza, composée de deux cent soixante-douze hommes [*plazas*] ; la compagnie de tirailleurs d'un effectif de quatre-vingt sept hommes [*plazas*] ; la sixième compagnie de la colonne de San Casimiro qui est de garnison sur la place de Cura et de San Juan de los Morros, composée de soixante-treize hommes [*plazas*] et trois compagnies du Canton Cura composées de cent soixante et onze hommes [*plazas*] avec les officiers correspondants. Jusqu'à maintenant cette *comandancia* ignore si le Chef des opérations a pris une compagnie que est sur la place de San Sebastian et si il a appelé en service la milice de ce canton et de celui de Cura, dès lors que bien que cette *comandancia* ait donné des ordres à ces cantons pour que, si le Gral Ramos avait besoin de forces, ils se mettent à ses ordres, on ne lui a toujours rien dit en ce sens (…). »[148]

Des renforts sont également envoyés par les provinces limitrophes moins exposées que celles d'Aragua et du Guárico, à savoir celles de Yaracuy et Carabobo. Pour la première, il s'agit d'une force de 500 hommes[149], et pour la seconde également d'une force de 500 hommes organisés en une myriade de bataillons et compagnies ainsi qu'en est informé le nouveau responsable de cette Colonne de Carabobo, le 16 juillet :

> « En conséquence, j'ai reçu ordre du Sr General Jefe de operaciones de ces provinces, de vous dire qu'ayant été désigné comme Chef de la colonne de Carabobo, qui est sortie de cette ville avec une force d'environ cinq cents hommes, composée du Bataillon n° 1 qui se trouve à Güigüe, du Bataillon de San Joaquin, dirigé par le Commandant Nepomuceno Zuloaga, du Bataillon Carabobo commandé par le Commandant Leon Malpica, et d'une compagnie de Güigüe, destinée au Bataillon n° 1 ; vous devez entreprendre vos opérations immédiatement, les forces sous votre commandement devant occuper les lieux exigés par le besoin ou la bonne réussite des opérations. Sachant que vous devez prendre soin de toujours agir en coordination et en accord avec les SS Gles Ramos et Zamora comme avec tout autre chef du Gouvernement chargé d'œuvrer contre la faction. »[150]

Ce sont donc au total plus de 1 600 hommes, sans compter une compagnie dont la venue demeure incertaine, et les milices qui doivent être mobilisées, qui sont ainsi à pied d'œuvre rien que pour les provinces de Yaracuy, Aragua et Carabobo. Il convient également de considérer qu'il est demandé, quelques jours plus tard, au gouverneur de cette dernière

[148] Comandancia de Armas d'Aragua al Sr G de EMG del Ejercito Libertador, La Victoria, 15 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 406.
[149] Gobierno Superior de la Provincia de Yaracuy, San Felipe, 16 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 373.
[150] Comandancia de operaciones de las provincias de Carabobo, Cojedes, Portugueza y Barquisimeto al Sr Gral Gefe de EMGral, Valencia, 16 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 408-408v.

province, de mettre à la disposition de la *Jefatura de operaciones* des provinces de Carabobo, Cojédes, Portuguesa et Barquisimeto, les forces suivantes :

> « (…) je vous demande cinq cents hommes d'infanterie et cent de cavalerie sans compter la force qui est actuellement en garnison dans cette place, celle qui est aujourd'hui à Güigüe. J'attends également que vous appeliez en service la Brigade d'Artillerie que devra compter 400 hommes sans exclure qu'elle puisse être augmentée si les circonstances l'exigent et qui sera destinée à être en garnison dans cette place. »[151]

Il est important de noter que l'un des trois généraux nommés pour mener à bien cette offensive, le Général José Maria Zamora, a pour mission, au-delà de la sécurisation de la ville de San Francisco de Tiznados et de la zone environnante, de pousser jusqu'à Ortiz[152] dont on a vu qu'elle se trouvait dans une situation critique.

### 6. L'offensive du 20 juillet : la mort de El Agachado ?

La réussite de cette offensive, constitue la première défaite des factieux face aux troupes gouvernementales qui ont cette fois mobilisé un nombre considérable d'hommes pour mettre à mal une faction estimée, à cette date, à 800 hommes. De fait, dès le 21 juillet, la déroute des factieux est racontée par le responsable du Quartier général de San Francisco de Tiznados qui fait état de l'action qui a porté le coup final et livre un premier bilan des affrontements.

C'est la veille, le 20 juillet, à une heure qui avait été programmée, que l'assaut a eu lieu. Avertis de cette décision, les factieux avaient organisé deux embuscades, l'une « de cent hommes aux ordres de Ysidro Medrano », qui n'est autre que le frère de Zoilo Medrano, et l'autre, dirigée par El Agachado, située « plus en avant qui a provoqué une série de faits d'armes ». Au cours de cette seconde embuscade, « l'ennemi, embusqué en terrain favorable et au nombre de 400 hommes, [les] ont attaqué à Quebrada Honda après une forte averse », qui se trouve à une lieue de San Francisco. Après une demi-heure de tirs, les forces gouvernementales ont également dû affronter la cavalerie adverse « avec la baïonnette au canon »[153]. C'est à l'issue de cet affrontement qui constitua, selon le Jefe de operaciones, « un

[151] Jefetura de operaciones de las provincias de Carabobo, Cojédes, Portugueza y Barquisimeto, al Sr Gobernador de la provincia, Valencia, 16 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 409.

[152] Information fournie par l'EMG à Maracay, en date de 21 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 418.

[153] Cuartel General en San Francisco de Tisnado, al Sr Gnral Gefe de EMG del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 21 juillet 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 422. D'autres détails nous sont fournis par le gouverneur del Canton Oritz, in Gobierno político del Canton Al Honorable Señor Ministro del Interior y Justicia, Ortiz, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 383-384.

moment critique » auquel « les « vaillantes troupes ont su faire face, animées par la présence et les bonnes dispositions de *SSa el Jefe de operaciones* », que l'ennemi fut battu et se retira en ordre dispersé, « laissant le sol plein de cadavres », parmi lesquels des *cabecillas*, dont Ysidro Medrano, Simon Breto et beaucoup d'autres[154].

Figurerait également, parmi les victimes, ce qui reste à confirmer au moment où le témoignage est livré, El Agachado, qui aurait été blessé de deux coups de fusils. Or cette annonce, à prendre donc au conditionnel, constitue un événement dans l'événement et d'une certaine manière embarrasse les autorités, comme nous aurons l'occasion d'y revenir. Le premier témoignage est fourni par l'un des enrôlés de la faction, Florencio Mendoza, interrogé le 23 juillet après son arrestation. Il indique uniquement que Jesús Agachado et Ysidro Medrano ont été sérieusement blessés durant l'affrontement et qu'ils sont repartis vers San Francisco de Tiznados[155]. Le second provient du Chef d'État-major de la province d'Aragua fait le récit de l'action au gouverneur du Canton Ortiz, et indique que « Agachado s'est retirée gravement blessé [et que] l'on sait par ceux qui l'ont vu de près qu'il ne peut survivre »[156]. Finalement, le 24 au soir, la confirmation de la mort de Agachado est donnée par le juge de paix de la paroisse de San Juan de los Morros, qui s'appuie sur le contenu de lettres envoyées par des responsables militaires[157]. L'historien F. González Guinan reprend d'ailleurs cette thèse lorsqu'il affirme que « les factions de la Sierra » ont été battues près de San Francisco de Tiznados « par la division que commandaient le Colonel Minchin, mourrant au cours des combats le chef révolutionnaire Isidro Medrano (Juillet, 21) »[158].

Or, cette information est mise à mal par les propos de l'État-major de la Sierra qui, rendant compte des informations livrées par le « Commandant Miguel Antonio Perez qui a parcouru les sites de Sta Rosa [et] Camoto », indique uniquement que « Agachado, blessé avec quatre autres également blessés et une femme, est parti de Santa Rosa deux heures avant son arrivée, s'enfonçant dans la partie la plus accidentée de la Sierra »[159]. C'est cette dernière version qui s'avère être la bonne, puisque Agachado fait en effet assez rapidement sa réapparition à la tête

[154] Le gouverneur du Canton Ortiz a su par des particuliers, a défaut semble-t-il, d'avoir bénéficié d'informations officielles, que serait également mort Felipe Arteaga, autre *cabecilla* de la faction. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 382.
[155] Jefatura política del Canton, Pao, 23 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 386-386v.
[156] Gobierno político del Canton Al Honorable Señor Ministro del Interior y Justicia, Ortiz, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 383v.
[157] Gobierno Político del Canton al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Cura, 24 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 380-380v.
[158] Francisco González Guinán, *Historia contemporánea de Venezuela [1910]*, Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República de Venezuela, 1954, volume V, p. 247.
[159] EMG de operaciones sobre la Sierra al Sr Gral Jefe de EMGral del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 28 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 440.

de sa Faction. Pour sa part, Zoilo Medrano ordonne à ses soldats qu'ils se dispersent comme ils peuvent, tandis qu'il se retire « avec seulement deux hommes »[160].

Si l'on fait donc un bilan des pertes essuyées de part et d'autre, il y aurait eu « plus de cinquante mort du côté des [factieux], outre la multitude blessés qui se sont échappés » selon le gouverneur du Canton Ortiz[161]. Quant aux forces gouvernementales, elles annoncent avoir subi peu de pertes en hommes, même si les autorités divergent sur leur nombre : « septs morts et huit blessés » aux dires Quartier Général de San Francisco de Tiznados[162] ; « seulement quatre morts et six blessés côté gouvernemental » selon le gouverneur du Canton Ortiz[163].

Dans le même temps, il est escompté, grâce à ce coup de force victorieux, que de nombreuses arrestations de factieux auront lieu. Des directives sont données en ce sens mais aussi quant au traitement qui doit leur être réservé, et sur ce que le gouvernement attend des interrogatoires auxquels il doit être procédé. A ce niveau, on insiste sur la priorité d'arrêter des officiers et sergents afin d'obtenir des informations de poids. De nombreux échanges ont lieu à ce sujet, et le 23 juillet l'EMG à Maracay indique avoir pris acte des directives édictées le 16 juillet par le Ministère de *Guerra y Marina* et adressées aux trois généraux responsables des opérations militaires dans la Sierra. Ces directives sont très claires quant aux objectifs poursuivis :

> « Il est de la plus haute importance pour le Gouvernement et pour la République que vous preniez soin de prendre quelques prisonniers de la faction de la Sierra, faisant en sorte qu'ils soient de la classe des officiers et des sergents et qu'avec toutes les formalités nécessaires, et de la façon la plus authentique possible, vous preniez leurs déclarations sous serments en leur posant toutes les questions qui permettent de connaître les ramifications de la faction, qui ont été et sont ses promoteurs, de qui ils ont reçu des aides pour la guerre, quels plans ourdissaient les Chefs, quelles offres ils faisaient à ceux dont ils espéraient le soutien et des ressources, et pour quand, outre tout ce que votre intelligence vous conseillera de demander en fonction du cours des événements. »[164]

[160] Cuartel General en San Francisco de Tisnados al Sr Gnral Gefe de EMG del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 21 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 422-422v.
[161] AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 382.
[162] Cuartel General en San Francisco de Tisnados al Sr Gnral Gefe de EMG del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 21 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 424-424v.
[163] Gobierno Político del Canton, al Señor Sec de E en los DD del Interior y Justicia, Ortiz, 25 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 382. Nous revenons plus loin sur le récit que livrent les populations, engagées ou non dans la faction, des affrontements et des exactions commises lors de cette offensive. Cf. *infra* chapitre 6.
[164] Rep de V Guerra y Marina, Caracas, 16 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol.413-413v. L'accusé de reception de l'EMG se trouve aux folios 427-427v, tandis que le 24 juillet le gouverneur de la province del Guárico prend acte à son tour de cette directive. Gobierno Superior político del Guárico al Sec de E en los Despachos de lo Interior y Justicia, Calabozo, 24 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 379.

C'est dans ce contexte que dès le 19 juillet, se déroulent les premiers interrogatoires[165], tandis que d'importantes arrestations collectives ont lieu au cours des mois d'août et septembre, comme en témoignent les listes d'individus appartenant à la faction figurant dans les deux *expedientes*[166].

Après cet assaut victorieux des troupes gouvernementales et plus encore du fait de la mort supposée de El Agachado, et de certaines *cabecillas*, une page semble se tourner. Et tandis que le gouverneur de la province d'Aragua « félicite » le Général en chef del EMG pour cet « heureux résultat »[167], le juge de paix de la paroisse de San Juan de los Morros y voit le résultat de la « vaillance des loyaux aragueños » venus « venger les outrages commis contre les pacifiques *vecinos* de San Francisco de Tiznados »[168], tous ayant ainsi concourru au rétablissement de l'ordre et de la paix.

Seule ombre au tableau, semble-t-il, le manque de coopération entre les Divisions des provinces du Guárico et de Carabobo, si l'on en juge par les directives données par le Général en chef des opérations quant à la nécessité, après cette victoire, « de poursuivre les factieux qui sont parvenus à s'échapper du fait de ce manque de coopération ». En conséquence, il annonce que tout doit être mis en œuvre, en coordination avec les troupes envoyées par le Général Zamora et en donnant des armes et des munitions aux habitants de San Sebastián, pour appréhender ces fugitifs »[169]. Il en va de même dans la zone de Maracay d'où part, le 26 juillet, un bataillon de 100 hommes qui, « par la voie de Magdaleno, doit parcourir cette zone jusqu'à Güigüe (…) »[170].

Pour sa part, le Général Zamora décide de fixer son quartier général à Ortiz, laissant le commandement de la troupe stationnée à San Francisco de Tiznados sous les ordres du Commandant Facundo Camero, en qui l'on a toute confiance, pour que « la faction soit complètement anéantie, puisque ce chef est très actif, ayant organisé en peu de jours une force de cavallerie de six cents hommes et ayant été le premier à s'approcher » de San Francisco de Tiznados la veille de son occupation[171].

---

[165] Cf. infra chapitre 7.
[166] Une dizaine en tout.
[167] Gobierno Superior Político de la provincia al Señor Gral Jefe del EMG, Victoria, 23 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 428.
[168] Gobierno Político del Canton al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Cura, 24 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 380v.
[169] EMG de operaciones sobre la Sierra al Sr Gral Jefe del EMG del Ejercito LIbertador, San Francisco de Tisnados, 24 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 432.
[170] Gobierno Político del Canton, Maracay, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 376v.
[171] EMG de operaciones sobre la Sierra al Sr Gral Jefe del EMG del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 24 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 432-432v.

Dès lors et malgré ces quelques points à surveiller, tous s'accordent à considérer que la Faction est définitivement détruite, à l'instar du gouverneur du Canton d'Ortiz qui déclare :

> « La faction est donc détruite (…) et se réduit aujourd'hui à quelques misérables restes qui cherchent leur salut dans les montagnes ; mais comme différentes *partidas* sont sorties pour les poursuivre et qu'elles sont déjà parvenus à arrêter de nombreux fugitifs, nous pouvons de façon fondée nous attendre à ce que très rapidement il ne restera que la mémoire de ces bandes de scélérats (…). »[172]

### 7. Une victoire à la pyrrhus

Mais une fois encore pourtant, la trêve est de courte durée, contrairement aux déclarations triomphalistes des autorités, relayées d'ailleurs par l'historiograhie[173]. En effet, le dimanche 25 juillet à l'aube, la ville de Güigüe est à son tour occupée. Selon l'un des suspects interrogés par la suite, leur objectif était, une fois leur mission accomplie, de poursuivre jusqu'à Magdaleno et Villa de Cura afin de se réunir avec les forces de El Agachado[174]. Comme on peut s'en douter, cette dernière phase de l'opération n'a certainement pas dû s'accomplir, du fait de la grave blessure de ce dernier (qui fit un temps supposer qu'il était mort) durant l'offensive du 20 juillet date du début également de cette opération sur Güigüe.

Cette présence de « vaincus de la Sierra », comme les appelle Revenga, de la *Comandancia de Armas* de la province d'Aragua, dans la zone Magadaleno/Güigüe, est prise au sérieux dès lors que c'est une zone limitrophe de la Sierra d'où ils viennent d'être délogés. Et le 28 juillet, l'État-major à Maracay prend « les mesures nécessaires pour couvrir les points par lesquels les dispersés de la faction de la Sierra pourraient reculer »[175]. L'inquiétude est d'autant plus vive qu'il se confirme que sur leur passage ils ne cessent de s'en prendre à la population. Dans le même temps, l'EMG de San Francisco de Tiznados déplore qu'aucune des principales *cabecillas* n'ait encore été arrêtée, notamment le « Capitaine Clemente Castellano qui est à la tête d'une quarantaine d'hommes », parti en direction « de la Province

---

[172] Gobierno Político del Canton Al Honorable Señor Ministro del Interior y Justicia, Ortiz, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 383v-384.

[173] C'est ainsi que Lisandro Alvarado indique que les factieux, après qu'ils se soient réfugiés à San Francisco de Tiznados, y ont été battus, le 20 juillet, par le Chef des opérations d'Aragua, le Colonel P. Ramos », ajoutant que Medrano « s'est maintenu en fuite, mais sans renoncer à ses objectifs, tandis que González s'en fut jusqu'à la province de Cojedes, où l'on envoya contre lui comme chef expéditionnaire le colonel Carlos Blanco ». Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela* [1909], *op. cit.*, p. 88.

[174] Interrogatoire de Ynocencia Granadillo. Parroquia de Güigüe, Güigüe, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 393-394. Une partie des informations est également fournie par le Juez de paz de Güigüe qui envoie un compte-rendu de l'attaque au gouverneur de la province d'Aragua, via le juge de paix de Magadaleno. Gobierno Sup Plco de la provincia al Señor Gral Jefe del EMG, Victoria, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 433-433v.

[175] EMG, al Sr Gobernador Jefe superior político de esta provincia, Maracay, 28 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 441.

de Carabobo par la vallée de los Naranjos »[176]. À l'est de la Sierra, dans la zone de El Pao, des forces extrêmement importantes sont pourtant mobilisées à cette fin, puisque 624 hommes (500 d'infanterie et le reste de cavalerie), répartis en plusieurs bataillons, sont emmenés par Julián Ramos. Après une première avancée le 26 juillet, il apprend que les forces factieuses se trouvent entre el Ferronal et Camobé, et entreprend le jour suivant de se mettre en rapport avec les forces gouvernementales situées dans la juridiction de San Francisco sous les ordres du Colonel José María Muquerza. Le 28 enfin, il entreprend une action qu'il narre en ces termes :

> « J'ai divisé aujourd'hui les forces placées sous mon commandement, mettant aux ordres des Commandants Jacinto Lopez et Ygenio Araujo deux cents fusiliers et quarante lanciers à pied en direction de el Ferronal avec pour ordres de battre et de détruire l'ennemi où qu'il soit trouvé, y compris dans ces localités s'il ne les a pas abandonnées ; et avec le reste des forces, je me rends à Camobé avec le même objectif et je passerai la nuit tout près de ce point afin de ne pas perdre de temps le jour. Jusqu'à cette heure, il est 8 heures du soir, je n'ai reçu aucune notification du Commandant Lopez, ni aucune réponse du Colonel Muguerza, et aucune nouveauté n'est intervenue au sein des troupes qui sont avec moi. »[177]

Ce dispositif donne peu de résultats, si ce n'est la localisation, grâce à un témoignage recueilli par le Commandant López, du fameux Capitaine factieux Juan Clemente Castellano. Il se trouverait en effet, avec soixante ou soixante dix hommes, dans la zone de Pacaragua à el Ferronal, parmi lesquels se trouvent des « officiers » qui sont des « *vecinos* de el Pao et un autre officier, Alejo Zalazar, vecino de Pacasurama »[178]. On apprend également, et l'information est de taille, que El Agachado est vivant, confirmant ainsi les propos de l'État-major de la Sierra. En effet, selon les dires d'un jeune garçon, rapportés par un soldat factieux, celui-ci se trouverait dans la maison de son père en train de se soigner d'une blessure au cou, ce qui ne l'empêcherait pas, toujours selon ce même soldat, d'avoir réuni « quarante hommes, plus ou moins, (…) armés de lances et de *bocas de fuego* »[179]. En conséquence, Julián Ramos, estimant se trouver à une demie-lieu de la cache de El Agachado, décide, la

[176] EMG de operaciones sobre la Sierra al Sr Gral Jefe de EMGral del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 28 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 440v.
[177] R de V. Comandancia de la Brigada de operaciones del Pao sobre la Sierra. Al Sr Jefe de EMD y de operaciones de esta i otras Provincias, Cabeceras del Corcobado, 28 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 451v.
[178] R de V. Comandancia de la Brigada de operaciones del Pao sobre la Sierra. Al Sr Jefe de EMD y de operaciones de esta i otras Provincias, Cabeceras del Corcobado, 29 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 449.
[179] *Ibid*., fol. 449-449v.

nuit étant déjà tombée lorsqu'il prend connaissance de cette information, d'attendre 8 heures le lendemain matin pour attaquer[180].

Dans le même temps, et avec le même objectif d'encercler El Agachado et ses complices, 80 hommes sont mobilisés à partir du Nord est, dans la province de Carabobo, sous les ordres du commandant Francisco Olondro, comme suit :

> « (..) hier nous lui avons envoyé une autre compagnie qui doit arriver en renfort aujourd'hui. Ce Commandant a des instructions pour établir des postes d'espionnages en différents points, tout particulièrement sur Pacaragua, lieu intermédiaire entre Ferronal et los Naranjos et j'espère qu'il me dira que ce sera vraiment fait. Les compagnies de Tinaquillo et Nirgua commandées par le Commandant Diego Beluche et fortes de 160 hommes doivent sortir demain par los Naranjos afin que, unies ici avec le Commandant Olondro et une des compagnies de ce Chef, ils entreprennent une inspection sur Ferronal, Pacaragua et Ollamare, d'où, s'i n'y a rien de nouveau, le Commandant Olondro reviendra à los Naranjos et le Commandant Beluche à Güigüe, pour relever la compagnie de Tirailleurs du 5ème Bataillon de Ollarza qui doit s'incorporer à son Bataillon. »[181]

À terme, ces forces doivent faire la jonction avec les hommes dirigés par le colonel Julián Ramos qui œuvre lui aussi comme on l'a vu depuis El Pao.

En cette fin juillet, l'urgence est donc bien d'en terminer définitivement avec les restes de cette Faction. Toutefois, l'importance des troupes mobilisées de part et d'autre de la Sierra semble disproportionnée si l'on s'en tient au nombre de factieux en action à cette date, pas plus d'une soixantaine si l'on s'en réfère à l'estimation la plus élevée.

### 8. L'offensive du 29 juillet : coup d'arrêt définitif de la faction ?

Quoi qu'il en soit, une grande offensive est lancée le 29 juillet par le commandant Jacinto López et ses hommes, contre El Agachado qui a établi une liaison avec Castellano. Offensive que ce dernier raconte avec force détails dans un document qu'il envoie au Colonel en chef de la province de Cojedes, Julián Ramos, et qu'il nous semble opportun de citer dans son intégralité dès lors qu'il permet de bien « visualiser » l'action entreprise :

> « En date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous informer qu'hier, le 29, je suis sorti du lieu dénommé El Ferronal à la poursuite des ennemis récidivistes du Gouvernement légitimement reconnu, et qu'à 2 heures de l'après-midi je les avais localisés dans le Pas de la rivière Pacaragua, appelé Buena Vista, avec plusieurs embuscades sur les rives de la rivière mentionnée, et au sommet du Serro vers le Nord, 100 hommes se sont présentés, attirant l'attention, et m'amenant à décider de déployer sur la gauche

[180] Il fait transmettre à cette fin un plan d'attaque extrêmement détaillé aux responsables militaires avec lesquels il entend coordonner cette action à savoir le Colonel José Maria Muquerza, le Commandant Victor Alvares et le Général José Maria Zamora. *Ibid*., fol. 450-450v.

[181] Secretaria de Estado en los DD de Guerra y Marina al Señor General Jefe del EMGral del Ejercito (Maracay), Valencia, 30 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 445-445v.

une guérilla composée de la 1ère compagnie [nom illisible], une autre du quart de la 2ème, une autre encore du cinquième de la Colonne Pao, toutes sous le commandement du 2° Commandant Hijinio Araujo, dont les troupes ont descendu la rivière leur faisant feu vivement à droite et à gauche, et sont parvenues à déloger les différentes embuscades qu'ils avaient établies jusqu'à les faire sortir de la montagne où le groupe mentionné se trouvait. Et bien qu'ils aient vaillamment tenté de résister à l'attaque qui leur était livrée, leurs efforts ont été inutiles, puisqu'ils ont fui effrayés, empruntant depuis ce point la direction du quartier général du criminel Jesus González alias Agachado, qui se trouvait dans la maison de Felipe Figueredo, située à el Milagro ; et ayant entrepris la poursuite de l'ennemi avec la colonne placée sous mes ordres, peu après le début de ma marche j'ai observé qu'ils se déployaient en différents points, empruntant les hauteurs (…) de Brazo del medio, raison pour laquelle j'ai ordonné au Capitaine Jacinto Lopez fils, avec sa Compagnie, qu'il aille occuper les sommets de ces hauteurs où se trouvait déjà installée la faction ; et celui-ci ayant effectué son devoir, les insurgés ont commencé à fuir en direction des hauteurs de Manuare, et comprenant pour ma part qu'ils allaient prendre la montagne des cabezeras (sic)[182] de Pacaragua en direction de l'Est, j'ai tourné par la gauche avec le reste des forces et je leur ai coupé le retraite, les obligeant à se replier sur les profondeurs du Brazo del medio où je n'ai pas pu continuer plus avant la poursuite car il faisait nuit, raison pour laquelle j'ai dû camper dans les hauteurs d'où l'on peut apercevoir les Vallées de Manuare. Il convient de vous avertir que le nombre de factieux aux ordres du criminel Agachado est de 60 individus, et que le reste a trouvé asile dans la montagne déjà indiquée vers l'ouest, commandée par Juan Clemente Castellano, et que je compte partir à leur poursuite demain. »[183]

Cette contre-attaque est déclenchée à partir de Manuare, située au sud de Guïgue dans la province de Carabobo et se dirige vers l'est dans la province d'Aragua

[182] La Cabecera renvoie à la capitale ou les principales communautés d'un territoire ou d'un district.
[183] R de V. Comandante de la Brigada de operacion del Pao sobre la Sierra al Sr Coronel Jefe de EMD i de Operaciones de esta i otras provincias, Camoré, 31 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 322-322v.

Le résultat de cette attaque est, semble-t-il, mitigé. Si le commandant dit avoir trouvé sur les lieux de l'action de nombreuses traces de sang et quelques « mares de sang » après la fuite des factieux, aucun n'a été arrêté, même s'il en conclut que « l'ennemi a subi un désastre ». Il n'en demeure pas moins qu'à l'issue de ces actions, Julián Ramos en sa qualité de *Jefe de la columna de operaciones* de El Pao, annonce « l'extermination de la faction » dans les plus brefs délais[184]. D'ailleurs, le 30, alors qu'avec la division placée sous ses ordres il rentre par le chemin de Ortiz à Aragua, il indique que « l'unique nouvelle qui nous avons eue des fuyards, et qui n'est pas confirmée, est que Clemente Castellano a marché avec quarante hommes en direction de la Province de Carabobo »[185].

L'urgence d'en finir avec la Faction semble d'autant plus grande, qu'à cette même date, la nouvelle parvient aux autorités supérieures de l'apparition d'une autre faction, dans la province de Carabobo justement, celle des Indiens Guanarito. Il convient dès lors, ainsi que l'exprime en des termes on ne peut plus clairs, la *Secretaria de Estado en los DD de Guerra y Marina*, à l'adresse du *Jefe de Operaciones* de Carabobo, de « réduire le plus possible les forces » qui œuvrent sur les restes de la Faction de la Sierra pour, le cas échéant, les mobiliser contre cette nouvelle menace[186].

Tandis que les regards sont également tournés vers El Agachado, annoncé mort, mais réapparu soignant sa blessure et entouré d'une trentaine d'hommes, on signale la présence de Donato Rodríguez, autre homme fort du trio des chefs, dans sa possession de Guesipo. Aidé de « plusieurs individus », il tenterait de recruter des hommes dans le but de « préparer un soulèvement contre le gouvernement »[187]. Plus précisément , on apprend par le Lieutenant Carlos Castro, qui sert sous les ordres du Comandant Manuel A. Ortega, que Donato Rodríguez aurait avec lui une centaine d'hommes, tous des fugitifs de la « faction que dirigeait Medrano et Agachado », et qu'il se trouverait à Güesipo, menaçant selon ce témoin, un petit parc d'armes à San Sebastián de los Reyes, tout autant par sa supériorité numérique,

[184] R de V. Ejercito Libertador. EMD de Carabobo, Cojedes, Portuguesa i Barquisimeto al Señor General Jefe de EM General, Tinaco, 31 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 448.
[185] EMD Carabobo, Cojedes, Portugueza i Barquisimeto. Ejercito Libertador al Señor General Jefe de EMGeneral, Ticano, 1 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 304-304v. Notons que cette « rumeur » de présence de Castellano sur le territoire de la province de Carabobo, est connue de l'EMG à Maracay le 3, alors que Castellano a été arrêté. EMG, Maracay, 3 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 313.
[186] Valencia, 27 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 437-438.
[187] Gefatura Política al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, San Sebastian, 31 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 395.

qu'en raison de la mauvaise volonté du Jefe político du lieu qui s'est refusé à autoriser la mobilisation de miliciens[188].

De même, comme une plante aux multiples rejets incontrôlables, le Général en chef, chargé des opérations dans la province d'Aragua, informe sa hiérarchie de la présence à Tacasuruma de Exequiel Breto, commissaire de police félon, de Canuto, et l'un des responsables du saccage de la ville de Güigüe le 25 juillet, avec une *partida* de 60 hommes, et qu'il est dans l'impossibilité de se mettre à sa poursuite, ses hommes se remettant à peine de l'affrontement du 20 juillet. Il demande que d'autres forces soient mobilisées à cette fin, en particulier celles du commandant Victor Alvarez qui se trouve près du lieu[189]. L'EMG accuse réception de sa demande le 3 août en indiquant qu'il a été donné des ordres en ce sens[190]…

Pour sa part, le Commandant de la Brigade d'opération de El Pao, indique avoir été informé par le Commandant militaire de San Francisco de Tiznados que « celui que se dit Commandant Domingo Galindo » s'est dirigé vers Santa Rosa avec une *partida* de vingt ou vingt-cinq hommes. Toutefois, il est aussi porteur d'une bonne nouvelle, à savoir l'arrestation du factieux Juan Clemente Castellano par le commandant Yginio Araujo, dans les montagnes de Pacaragua, ainsi que celles de « quarante personnes, entre femmes et jeunes garçons »[191]. Enfin, deux hommes, arrêtés par le juge de paix de Magdaleno, sont interrogés à Villa de Cura pour avoir intégré la Faction. Lors de cet interrogatoire, l'un des prévenus, Rosalio Padilla, déclare avoir appris de José Péres que « Agachado était mort dans les montagnes de Tisnados »[192], relançant la controverse à ce sujet. La menace n'a donc pas baissé d'intensité.

Le bruit court également, si l'on en croit les propos de l'EMG, que les factieux de la Sierra se trouveraient « sur les Côtes del Chirgua et dans les montagnes de Jobito »[193], tandis que l'on apprend que toute la zone du « bas-llano serait acquise à leur cause » ainsi que la ville de « Manuare »[194].

---

[188] Al Sr Gral Gefe de EMG del Ejercito Libertador, Maracay, 7 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 335-336. Nous revenons sur ces questions au chapitre 4.
[189] Jefatura d'Aragua. Al Sr Gral Gefe de EMG del Ejercito Libertador, Turmero, 1er août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 306-306v.
[190] EMG al Sr Jefe de EMDivisionario de la provincia d'Aragua, Maracay, 3 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 314.
[191] Comandante de la Brigada de operacion del Pao sobre la Sierra al Sr Coronel Jefe de EMD i de Operaciones de esta i otras provincias, Camoré, 1er août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 324-324v.
[192] « Declaración de Rosalio Padilla ». Jefatura política del Canton, Cura, 2 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 438-438v.
[193] EMG al Sr Coronel Jefe de EMD de las provincias de Carabobo, Cojedes, Portugueza e Barquisimeto, Maracay, 2 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 312-312v.
[194] « Declaración de Rosalio Padilla », *op. cit.*, fol. 438v.

Le 3 août, nous avons des informations sur Medrano, dont on était sans nouvelles depuis l'offensive du 20 juillet.

> « J'ai également appris que sus-nommé Muñoz qui ne vit plus à Boca del Juncal a échappé à la déroute du 20 [juillet] et qu'il est très probable qu'il circule avec Medrano dans les mêmes endroits qui, auparavant, leur servaient de repaires. »[195]

Il demande que ces endroits, qui font partie de la paroisse de Parapara, soient explorés par les guérillas gouvernementales des Commandants Manuel A. Ortega et Cruz Fernández, aidés en cela par les autorités des paroisses de Parapara et de San Juan de los Morros auxquelles il est ordonné de former « un peloton d'individus de confiance ». La manœuvre à entreprendre, afin de « mener à bien la destruction des factieux qui se sont échappés lors du fait d'armes du 20 [juillet] dernier »[196] doit être la suivante :

> « Une des guérillas doit descendre par le chemin qui depuis la Jefatura mène à Piedras Azules, tandis que l'autre le fera par le chemin de Guriguire à la Brea del Juncal, Mal Paso et el Pegon, couvrant el Uberito et el Toco, les deux guérillas dirigeant leur marche au lever du jour jusqu'aux ravins de la vallée Loretero ; les *vecinos* de Parapara entreront en même temps par Chirguita pour prendre les montagnes du Quebradon jusqu'à la vallée mentionnée et celles [les montagnes] de San Juan par Polo Nudoso, Dividivito et la Puentecita pour se réunir dans les ravins de la vallée déjà mentionnée puisque, comme je l'ai dit, on suppose qu'elle constitue la cache principale des bandits qui accompagnent Medrano. »[197]

De part et d'autre de la Sierra, les autorités civiles et militaires sont donc de nouveau mobilisées pour mettre fin à ces restes de la faction. Restes qui n'en sont pas moins importants en nombre si l'on en juge par les propos de l'État-major divisionnaire de Carabobo, Cojedes, Portuguesa et Barquisimeto qui, informant l'Etat-major Général des forces déployées sous les ordres de Julián Ramos, considère que « les restes de la faction de Agachado qui sont apparus dans la partie de la Sierra [sont] en nombre considérable »[198].

Au cours de ces premiers jours d'août, les arrestations se multiplient, individuelles ou en groupes. Entre le 12 et le 19 août, une série d'interrogatoires de personnes arrêtées et soupçonnées d'appartenir à la faction est menée.

Pendant ce cours laps de temps, une trêve semble être observée du côté des autorités militaires et ce n'est que le 18 août que nous avons de nouveau des informations quant à la

[195] EMG de la jefatura de la provincia d'Aragua al Sr Comandante Jefe de EMGeneral del Ejercito Libertador, Maracay, 3 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 318.
[196] EMD de la provincia d'Aragua al General Jefe de EMGeneral del Ejército Libertado, Maracay, 3 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 319.
[197] EMG de la jefatura de la provincia d'Aragua al Sr Comandante Jefe de EMGeneral del Ejercito Libertador, Maracay, 3 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 318v.
[198] EMD... de Carabobo, Cojedes, Portuguesa i Barquisimeto Sr General Jefe de EMGeneral, Paol 4 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 321.

traque des factieux qui se sont dispersés dans la Sierra et ont échappé au coup de filet des semaines précédentes. C'est à cette occasion qu'il est de nouveau question de El Agachado qui a été vu le 16 par le Colonel Julián Ramos sur la voie de Jurén avec une *partida* de quinze à vingt hommes, et plus récemment encore « dans un lieu nommé Agua Berde entre les Sabanas de Santo Domingo et el Totumo sur les bords de la rivière Tinaco »[199]. En conséquence, le représentant de la *Jefatura* de San Juan de los Morros, Rafael Capó, demande qu'il soit le plus rapidement possible envoyé 100 hommes à sa poursuite, qui seront pris sur les forces qui œuvrent contre Medrano et doivent se diviser en « trois guérillas, sous le commandement de bons officiers »[200].

Le chef des opérations de la zone se met alors en marche en direction de Ortiz, San Francisco de Tiznados et de la Sierra pour « activer la traque des factieux qui restent en fuite dans la Sierra », tandis que les forces de Carabobo, réparties en plusieurs bataillons sont chargées de quadriller la zone, notamment par « Guecipo et d'autres parties du Guarico », et que le Colonel Muguerza, depuis San Juan de los Morros, est sorti le 17 afin de mettre en déroute une *partida* appartenant aux factieux qui se cacheraient dans les environs. Dans le même temps, d'autres troupes, sur Maracay, Turmero et Carabobo doivent restées mobilisées, prêtes à intervenir en cas de besoin[201]. Du fait de cette mobilisation, décrite avec force détails, le représentant de la *Jefatura* de San Juan de los Morros demeure optimiste une fois encore quant à l'issue de ces opérations :

> « Selon les dernières nouvelles, la faction de la Sierra n'atteint, en aucun endroit, un nombre qui attire l'attention : [ce sont] de petites *partidas* qui se cachent lorsque les nôtres approchent et qui nous attaquent lors de continuelles incursions ; SSa le *Jefe de Operaciones* s'est promis, au cours de ce déplacement, de finir de pacifier le territoire confié à son commandement en activant la traque des *Cabecillas*, particulièrement de Donato Rodriguez qu'il dit être à Guecipo (...). »[202]

Donato Rodríguez dont il dit, dans une correspondance du 22, qu'il est toujours à Güesipo, mais « n'a pas pris parti dans les actions récentes des autres factieux »[203]. Ce constat n'empêche aucunement que des mesures exceptionnelles soient prises pour parvenir à l'arrêter. En témoigne la décision prise par le Général en chef des opérations de nommer, le

[199] Jefatura de operaciones al Sor Comandante de Armas de Carabobo, San Juan de los Morros, 21 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 352.
[200] *Ibid*., fol. 352v.
[201] Jefatura de operaciones al Sr General Jefe de EMG del Ejército Libertador, San Juan de los Morros, 18 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 348-348v.
[202] *Ibid*., fol. 438v-349.
[203] Jefatura de operaciones al Sr General Jefe de EMG del Ejército Libertador, San Juan de los Morros, 22 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 351v-353.

23 août, un homme en qui il place toute sa confiance pour mener à bien cette persécussion, un certain Commandant José de los Santos Pereyra, dont la mission est décrite en ces termes :

> « J'ai reçu l'ordre de SSa le Général *Gefe de operaciones* de vous appeler en service actif et vous charger d'une mission très honorable et de la plus grande importance, à savoir : la traque du factieux Nonato Rodriguez qui se trouve à Guecipo avec très peu de gens. SSa a une très bonne opinion de vous et espère qu'elle sera à la hauteur de la confiance qu'il a placée en vous en vous confiant cette mission. Vous savez que le factieux Nonato Rodriguez est rusé, qu'il connaît de nombreux endroits où il peut se cacher et il est donc nécessaire que sa traque soit à la fois tenace et discrète; de jour ce sera difficile de l'attraper et bien que je ne vous soumette pas à des instructions précises, puisque sa SSra souhaite que vous agissiez avec entière liberté, je vous recommande des marches nocturnes afin de dissimuler vos mouvements. »[204]

Ce même 23 août, un accrochage a lieu entre la *partida* de Zoilo Medrano et une guérilla de l'EMD de San Francisco de Tiznados. Cette dernière est secondée par le colonel José María Muguerza qui se trouvait dans la zone, et les factieux prennent la fuite en direction de El Juncal. Muguerza se met à leur poursuite avec une centaine d'hommes auxquels s'ajoutent 60 hommes de cavalerie que le chef des opérations a fait sortir de Ortiz et qui ont été placés sous les ordres du commandant Gutiérrez. De même, des hommes sont envoyés depuis Carabobo, à présent « tranquille », afin « d'occuper simultanément tous les lieux qui pourraient servir de refuge à la *partida* de Medrano jusqu'à parvenir à son extermination »[205].

Les jours suivants, les informations portent essentiellement sur les arrestations qui ont été réalisées, dans le même temps qu'elles mettent une nouvelle fois à jour les conflits existant entre autorités militaires et politiques. Ces conflits portent en grande partie sur les modalités d'organisation de la répression et de la justice, mais aussi sur les autorités jugées compétentes à cette fin[206].

Le 26 août, une information d'importance circule depuis San Francisco de Tiznados. En effet, responsable de la *Jefatura*, Rafael Capó, informe qu'il a su par le commandant militaire de la place que les habitants de « El Pao seraient en fête parce qu'ils ont fait prisonnier le factieux Agachado ». Capó demande à ce que l'information soit confirmée, mais envoie toutefois immédiatement la nouvelle à Valencia[207]. Son doute était légitime puisque l'on apprend, le 28, de la *Comandancia militar* du Canton de San Carlos, que El Agachado, fuyant la Sierra, s'est réfugié dans la province de Cojedes avec une centaine d'hommes. Dès lors

[204] R de V. EMG sobre la Sierra, Ortiz, 23 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 355.
[205] EMG de operaciones sobre la Sierra al Sr Coronel Jefe del EMG del ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 24 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 356-356v.
[206] Sur ces questions cf. infra, chapitre 7.
[207] Al Sr Coronel Jefe del EMG del Ejército Libertador, San Francisco de Tisnados, 26 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 360.

qu'il menaçait les populations, le responsable de la *Comandancia*, Manuel Pelayo, indique avoir entrepris de « marcher contre lui » et qu'après les avoir attaqué, il aurait pris la fuite. Les forces du gouvernement poursuivraient depuis « la traque des fuyard qui marchent, errants, de par les montagnes en petit nombre, y compris le *cabecilla* Agachado »[208]. Finalement on apprend, selon des informations émanant de El Baúl, dans la province de Cojedes, que El Agachado aurait été battu « le 24 à dix heures du matin par un piquet de la colonne de Giraldot aux ordres du Commandant José Leandro Martinez et (…) complètement mis en déroute dans la montagne de Turensito sur les rives de la rivière Tinaco ». Et s'il mentionne que, le jour suivant, l'une de ses guérillas a bien arrêté un certain nombre de personnes qui étaient avec El Agachado, par contre, selon le témoignage de cinq femmes victimes des saccages des factieux, « el Agachado accompagné du Commandant Carlos Tovar et du Capitaine Saturnino Cardenas, ont fui vers la Culata et qu'elles ignorent la destination des autres »[209]. Bien que El Agachado soit parvenu à prendre la fuite, le chef des opérations n'en demeure pas moins optimiste puisqu'il affirme :

> « Toutes les forces dont disposait le factieux Agachado le dernier jour de l'accrochage se composaient uniquement de douze hommes y compris parmi eux un blessé, raison pour laquelle on peut supposer qu'il en est fini de la faction d'Agachado (…) puisqu'il n'a pas le temps de se ressaisir si l'on en juge par la traque qu'on lui a infligée et que l'on continue de lui infliger avec tout l'activité et l'énergie que les circonstances requièrent. »[210]

Toujours selon le *Jefe de operaciones* des Cantons Pao et Giraldot, qui tient cette information du juge du paix de Güigüe, El Agachado se serait caché, jusqu'au 27, « dans les repaires qu'il a choisis pour théâtre de ses forfaitures ». Il informe donc l'Etat-major Général avoir envoyé une guérilla de 50 hommes et propose à la *Comandancia militar* du Canton Pao, le plan suivant :

> « (…) une fois embarqués pour expurger les montagnes où il se croit caché, il conviendra que vous fassiez surveiller, soit par les *vecinos*, soit par le biais de *partidas*, ces lieux et les chemins qui traversent ces montagnes, on l'on peut supposer qu'il pourra rebrousser chemin afin de retourner dans la Sierra, parvenant ainsi à détruire ce scélérat et ses dignes compagnons. »[211]

---

[208] Comandancia militar del Canton, San Carlos, 28 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 363-363v.

[209] El Jefe de operaciones de los Cantones Pao y Jiraldot, El Baúl, 1er septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 252-252v.

[210] *Ibid*., fol. 252v-254. Au folio 253, figure la « liste des individus dont on sait qu'ils ont accompagné le factieux déjà cité ».

[211] El Jefe de operaciones de los Cantones Pao y Jiraldot al señor Coronel Jefe de EMG del Exercito, El Baúl, 2 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 258v-259.

C'est le commandant José Maria Peña qui est chargé de poursuivre ainsi El Agachado et ses hommes. Ce même 27 août, il fait la jonction avec le Colonel Carlos Blanco après avoir réussi à prendre cinq chevaux à El Agachado. Le colonel en arrive à la même conclusion, affirmant que la « bande est complètement dispersée » et que les forces dont il dispose sont largement suffisantes pour « la poursuite et la capture des quelques hommes qui sont encore dans les parages »[212]. Optimisme relayé par Caracas à l'annonce de ces informations. Pour eux, « le jour n'est pas loin de sa complète destruction », dans le même temps que l'on espère que les forces lancées simultanément à la poursuite de Donato Rodríguez donneront « des résultats très satisfaisants »[213]. Il n'en demeure pas moins que la zone et celles qui lui sont contiguës demeurent en alerte, qu'il s'agisse de la ville de Ortiz, agitée de rumeurs[214], ou de la paroisse de Gudiez qui craint que Donato Rodríguez et Medrano ne s'emparent de tous les villages du Canton ; ce qui s'avère tout à fait fondé dans ce dernier cas[215]. Même si El Agachado n'a toujours pas été appréhendé, un procès d'une assez grande ampleur, en raison du nombre de complices qui ont été arrêtés, est organisé à San Carlos, dans la province de Cojedes, dans les premiers jours de septembre[216].

Entre le 29 août et le 1er septembre, alors que le danger semble donc écarté, les responsables des Cantons El Pao et El Baúl sont en communication pour faire le point de la situation au moment où le Commandant Jacinto López quitte la Sierra, où il se trouvait depuis fin juillet. Il faut malgré tout, selon celui de El Baúl, redoubler d'attention notamment envers les habitants et multiplier les poursuites de suspects afin d'éviter que les factieux n'entrent à nouveau dans la juridiction. Responsable de la sécurité des deux cantons, il ordonne même au commandant militaire de celui de El Pao, en cas de menace, « mais sans porter préjudice à la sécurité de la place dont il a la responsabilité, de faire poursuivre et détruire quiconque pourrait apparaître »[217].

Au même moment, la paroisse de San Francisco de Cara est de nouveau sous la menace d'une *partida* de la Faction. En effet, son juge de paix informe le *Jefe Político* de San Sebastián de los Reyes que la nuit du 25 une *partida* aux ordres de Pablo Mota est entrée à

[212] El Jefe de operaciones de los Cantones Pao y Jiraldot El Baúl, 1er septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 254-254v.
[213] Al sr Gefe de EM de la Division de Operaciones sobre la Sierra, Caracas, 1er septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 255-256.
[214] Cf. infra, chapitre 6.
[215] Gudiez, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 407. Il est ici fait référence à l'attaque de Parapara exposés dans les paragraphes à venir.
[216] Gobierno superior político de Cojedes, San Carlos, 6 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 420-421. Sur les détails de ce procès, cf. infra Chapitre 7.
[217] Al señor Coronel Jefe de EMG del Exercito, El Baúl, 2 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 258-258v.

Santa Ana, lieu-dit situé dans la juridiction de cette paroisse[218]. Avec les hommes qu'il a mobilisés à cette occasion, son objectif était de se diriger vers Santa Elena, qui fut déjà l'objet de l'attaque des factieux, et de là, la nuit suivante, d'attaquer la paroisse de San Francisco de Cara. Ensuite, la *partida* a pris la direction de 'El Bajial' où se trouve Donato Rodríguez[219] qui, selon le gouverneur de la province d'Aragua qui confirme sa présence en ce lieu, aurait une troupe très nombreuse avec lui et pour but d'attaquer cette paroisse, mais aussi celles de Camatagua et de Barbacoas[220]. Des forces sont dès lors mobilisées depuis San Francisco de Cara, tandis que des renforts d'une soixantaine d'hommes sont envoyés au Commandant Ortega basé à San Sebastián[221].

Il est intéressant de noter à ce propos que, la semaine suivante, la *Comandancia militar* du Canton Ortiz informe le *Jefe de EMD de operaciones* de la Sierra, avoir pris connaissance qu'à cette même date, Nonato Rodríguez se trouvait effectivement « sur le site de Santa Elena dans la juridiction de San Francisco de Cara » et que « le *Jefe Político* de Calabozo s'adressait au Sr Facundo Camero[222] afin de lui dire qu'il était sûr que Sotillo avec 400 hommes s'était soulevé à Santa Ana »[223]. De même, celui du Canton Cura confirme au gouverneur de la province d'Aragua, grâce à des informations contenues dans une lettre du Commandant Mariano Ortega de San Sebastián de los Reyes datée du 27, que Donato Rodríguez se trouve bien à El Bajial. Par contre, les objectifs qu'on lui prête diffèrent, puisqu'il indique que l'on craint qu'il n'envahisse les villages de San Francisco de Cara et Camatagua, plus au nord.

[218] Notons que le 30 août le gouverneur de la province informe la capitale que l'enquête qu'il a fait mener à propos de cette présence de Mota dans le vecindario de Santa Ana s'est révélée positive. Gobierno superior politico de la Provincia al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 400. Pour sa part le juge de paix de la paroisse de San Sebastian a appris d'un habitant du lieu que Mota se trouvait bien à San Ana avec une troupe d'infanterie, et qu'il se dirigeait vers Santa Elena avec pour objetif de l'attaquer. Al Sr Coronel G EMG del Ejercito, La Victoria, 31 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 375-375v.

[219] Gobierno superior politico de la Provincia al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 28 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 398.

[220] Gobierno superior politico de la Provincia al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 400v.

[221] Al Sr Coronel G EMG del Ejercito, La Victoria, 31 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 375v-376.

[222] Il est commandant, et responsable, depuis le 1er août, de la comandancia de armas de Camoré (Canton Ortiz). EMD Carabobo, Cojedes, Portugueza i Barquisimeto. Ejercito Libertador, Tinaco, 1er août, 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 304v-305.

[223] Comandancia militar del Canton Ortiz al Sr Jefe de EMD de operaciones sobre la Sierra, Ortiz, 29 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 371.

La raison de sa présence en ces lieux n'est pas fortuite, puisqu'il écrit, liant très vraisemblablement les desseins prêtés à Donato Rodríguez à la présence concomitante de Sotillo :

> « Etant facile de supposer que Donato Rodriguez soit d'accord avec le plan révolutionnaire que l'on vient de découvrir, et qu'il aura reçu des ordres pour passer à l'action, il n'est pas étonnant qu'il se soit déplacé dans les lieux qui sont précisément ceux où il exerce quelque influence (…). »[224]

Le 30 août toujours, à quatre heures de l'après-midi, le gouverneur d'Aragua apprend que Donato Rodríguez aurait eu pour objectif d'entrer dans la ville de Parapara la nuit-même. Il est informé dans le même temps que le projet a été ajourné et visiblement reporté au lendemain, lui laissant ainsi l'espoir de pouvoir prévenir les autorités de Parapara. Le gouverneur se montre par ailleurs très ferme quant à sa volonté de mettre la main sur ces factieux et ceux qui les soutiennent, demandant en ce sens à la *Comandancia de armas* de marcher « ce jour » sur San Sebastián avec une compagnie d'infanterie et d'agir « énergiquement » afin de contribuer à la « destruction des scélérats qui se trouvent aujourd'hui encore en armes, allant à l'encontre de la volonté nationale »[225]. Dans le même temps, l'EMD sur la Sierra informe le gouverneur de la province du Guárico, que le Commandant Facundo Camero « marche depuis trois jours sur la Victoria avec 300 hommes de cavalerie »[226].

Cette attaque de Parapara par Donato Rodríguez est l'objet d'informations parfois contradictoires. Ainsi, la *Comandancia* de Ortiz dit pour sa part avoir été informée le 28 août que la nuit-même « la place de la paroisse de Parapara et le hameau de Paya arriba seraient

[224] Gobierno superior politico de la Provincia al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 401-401v.
[225] *Ibid*., fol. 403v-404.
[226] EMD sobre la Sierra al Sr Gobernador de la provincia del Guárico, San Francisco de Tisnados, 30 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 372.

occupés par une *partida* qui devait se soulever sur ordre de Nonato Rodriguez »[227]. Deux guerrillas commandées par les Commandants José Antonio Gutiérrez et José Santos Pereira sont immédiatement envoyées afin d'occuper la zone et d'attaquer l'ennemi. La *Comandancia* de Ortiz possède le compte-rendu de ce dernier, daté du 31 août, et qui rend compte de ce qui s'est finalement passé dans cette zone de Parapara, lieu où il se trouve depuis 4 heures de l'après-midi et depuis lequel il écrit. Selon les informations qu'il fournit, c'est en fait à partir du village de Chirguita que se préparait l'attaque de Parapara, et ce depuis le 27. Organisée par le factieux Luis(z) Milano qui était parvenu à rallier à sa cause « une partie des *vecinos* »[228], l'attaque n'eut finalement pas lieu alors que les assaillants étaient déjà très près de la ville. La raison mise en avant par Santos Pereira est que très « probablement ils surent qu'il y avait déjà des forces très près d'eux ». Poursuivis par ailleurs afin qu'ils ne retournent pas dans la Sierra, il est demandé aux autorités de la paroisse de Parapara d'appréhender « tous les individus considérés comme complices de ce soulèvement » et de les remettre à la Comandancia de armas de Carabobo[229]. Ce qui semble être entendu puisque dans un document daté du 3 septembre son auteur, rendant compte de la situation de cette paroisse depuis le 27 août du fait de la présence de Agachado et Medrano, indique :

> « Immédiatement j'ai mis au courant le *Señor Comandante militar* de cette Place et j'ai appelé en service toutes les forces dont je pouvais disposer. Des mesures promptes et efficaces ont été prises, et le jour suivant, le vingt-huit, étaient capturés onze individus qui, commandés par Luis Milano, Felipe Carruidos et Ramon Requena, tous *vecinos* de Parapara, s'étaient réunis à Chirguita, situé dans cette paroisse, au nombre de trente-cinq à quarante. »[230]

Il rend également compte de la mise en échec de la *partida* qui à Chirguita œuvrait de concert avec les hommes de Donato Rodríguez et Medrano pour cette attaque de Parapara. C'est cette fois grâce à la coopération entre le Commissaire du Paso Real de San Antonio, dans la paroisse de Parapara, et les *vecinos*, que l'action réussit et se conclut, « après quelques tirs où l'un des *vecinos* (…) a été blessé au bras », d'une part par la fuite d'une partie des membres de la *partida* et, d'autre part, par l'arrestation de leur *cabecilla*, gravement blessé, à

[227] Comandancia militar al Sr Coronel Gefe de EM del Egército Libertador, Ortiz, 31 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 377.
[228] Il est même dit qu'il s'agit d'une « conspiration des *vecinos* de Parapara et Paya arriba ». Jefetura política del canton, Ortiz, 4 septembre 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 264. Et plusieurs interrogatoires sont menés auprès d'habitants du lieu pour connaître les faits et les auteurs de cette action.
[229] Comandancia militar al Sr Coronel Gefe de EM del Egército Libertador, Ortiz, 31 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 377v.
[230] Gudiez, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 407.

savoir « un capitaine de Medrano appelé Nicolas Silva » qui se trouve en prison, à l'heure où il parle[231]. L'État-major en charge des opérations dans la Sierra livre sa version des faits :

> « (…) il y a déjà douze des plus compromis qui sont à l'abri dans la Prison d'Ortiz, et ils seront comme tous les autres dans leur cas remis à votre disposition, avec les moyens de sécurité qui s'imposent »[232].

Les interrogatoires et investigations sur ce qui est appelé parfois « la conspiration de Parapara »[233], se poursuivent au cours des premiers jours de septembre, livrant des informations d'importance sur les raisons de cette attaque et son organisation. Dans un document du 6 septembre, on informe les autorités centrales qu'il y a 21 complices de Rodríguez prisonniers à San Sebastián, dans l'attente d'être remis à Valencia[234].

Par ailleurs, le lien entre la présence de Donato Rodríguez à Parapara et celle de Sotillo est confirmé par un des responsables de Gudiez lorsqu'il apprend à son interlocuteur que « Sotillo a déjà pris Calabozo, d'autres Valencia et d'autres points de la République »[235]. Liens dont les indices se multiplient, notamment à partir de ce que disent les personnes arrêtées. De même, Luis Mendoza, chef de l'État-major pour les provinces de Guárico et Apure affirme que Donato Rodríguez « marche vers la province d'Aragua à la recherche du Général Juan Antonio Sotillo »[236]

### 9. Quand le feu couve sous la braise d'un feu à peine éteint

S'il s'agit toujours bien, dans ces différentes actions, de ce que les autorités appellent les « résidus de la faction », laquelle n'a plus la force qu'elle possédait avant l'attaque du 20 juillet, il n'en demeure pas moins que la tension est palpable dans les provinces et les zones concernées par la présence des *partidas*, et que la mobilisation armée est parfois conséquente. En outre, dans la province limitrophe de La Portuguesa, la situation est tendue en raison de la présence d'une faction, dont on ne dit pas le nom, mais qui compterait environ 1500 hommes. La mobilisation de la province et de ses voisines est immédiate et massive. C'est ainsi que celle de Cojedes, tout en conservant la force de garnison et celle qui est à la poursuite de El

[231] *Ibid*., fol. 407v.
[232] EMG de operaciones sobre la Sierra al Sr Coronel Jefe del EMG del ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 262.
[233] C'est notamment l'expression employée par Jefetura política du Canton Ortiz. Jefetura política del canton, Ortiz, 4 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 264.
[234] EMG de operaciones sobre la Sierra al Sr Coronel Jefe del EMG del ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 6 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 263.
[235] Gudiez, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 407.
[236] Estado Mayor de operaciones de Guarico y Apure (Luis Mendoza) au Gobernador de la provincia del Guarico (Pedro Sanojo) qui transmet, Calabozo, 5 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 411.

Agachado, lui envoie 100 hommes car elle la sait « en danger », afin de « la sauver » du péril qui la menace[237].

C'est sans nul doute à la lumière de ce contexte que l'on peut interpréter le Décret émis par la Secretaria del Interior en date du 28 août 1858, même si en raison des délais de transmission des informations aux autorités centrales, celles-ci n'ont pas encore connaissances de certaines des actions de la fin août. Par cette résolution, il est en effet ordonné à l'ensemble des gouverneurs de provinces de lui rendre compte de façon la plus détaillée possible du « véritable état dans lequel se trouvent tous les points de leurs territoires », dans le même temps qu'il leur est demandé d'instruire les populations de la situation du pays en faisant notamment circuler les « nouvelles qui sont publiées à ce sujet dans la *Gaceta* et le *Boletin Officiels* »[238]. Pedro Sanojo, qui signe le décret, profite également de l'occasion pour donner les dernières informations en sa possession sur l'état du pays et des factions qui l'ont agité :

> « On peut dire que la faction de la Sierra est maintenant détruite, même s'il subsiste encore des éléments dispersés qui l'on poursuit avec activité et qui, sous peu, finiront par disparaître.
> Celle de Guanarito n'a pas l'importance qu'on lui avait attribuée et elle ne pourra donc pas résister aux forces qui sont à l'action contre elle.
> Dans les autres provinces, l'ordre public n'a pas été altéré. »[239]

Tout en reconnaissant que ces nouvelles sont plutôt positives, il n'en conclut pas moins que « la vigilance des autorités sur les perturbations de l'ordre public doit être extrêmement active », dès lors que l'ennemi n'a certainement pas « renoncé à ses mauvaises intentions »[240]. D'ailleurs, au vu des événements qui se produisent ces mêmes jours dans le périmètre des Cantons Cura et San Sebastián, on mesure l'excès d'optimisme dont il a fait preuve !

La réponse de la province d'Aragua, en date du 2 septembre, bien qu'elle soit la seule que nous ayons retrouvée, est importante puisqu'il s'agit de l'une des provinces qui, bientôt, sera à son tour la proie des agissement de la Faction, mais aussi parce que cette réponse semble, elle aussi, en contradiction avec la situation telle qu'elle prévaut au moins jusqu'à la fin du mois d'août. Le gouverneur, Ustáriz, rappelant tout d'abord les dommages causés par la Faction, informe ensuite sa hiérarchie que depuis la fin du mois de juillet il ne s'est rien passé de notable à ce sujet. Il conclut en assurant qu'il maintient toutefois une vigilance active sur la province et indique de façon significative pour la zone dont nous venons de parler :

---

[237] Comandancia militar del Canton, San Carlos, 28 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 364.
[238] Secretaria del Interior, Valencia, 28 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXVIII, fol. 295.
[239] *Ibid*., fol. 295v-296.
[240] *Ibidem*, fol. 296.

> « (…) dans les cantons de Cura et de San Sebastian, limitrophes avec la Sierra, asile des bandits que commandent Medrano et Rodriguez, les mesures nécessaires ont été prises pour éviter tout coup de main; et l'on espère fermement qu'elles auront tout l'effet souhaité, permettant ainsi, grâce à elles, d'extirper bon nombre des foyers de conspiration qui existent toujours dans certains endroits de ces juridictions. »[241]

Ce calme apparent vient également à l'encontre d'informations émanant d'autres sources. En effet, non seulement le soulèvement de Sotillo et ses hommes se confirme, mais l'on apprend, toujours ce même 30 août, de l'État-major Divisionnaire qui œuvre sur la Sierra, que vraisemblablement « la *partida* factieuse de Medrano (…) s'est réunie avec Nonato Rodriguez à Guesipo puisque toutes les endroits de l'intérieur de la Sierra sont contentes que tout y soit tranquille, dans le même temps que les nouvelles reçues de Guesipo parlent de nombreux mouvements des factions de par chez eux »[242]. Il est immédiatement décidé d'envoyer les troupes du Colonel Muguerza sur la zone, soit environ 200 hommes[243], ainsi que des unités placées sous les ordres des Commandants Arvelo et Olondro qui sont vraisemblablement celles originaires des Vallées d'Aragua et chargées de « protéger San Sebastian et San Francisco de Cara ». Enfin, le Commandant Jacinto López est lui aussi envoyé sur la zone afin d'occuper « l'arrière-garde du Colonel Muguerza, et d'intercepter la communication de Guecipo avec la 'Sierra' »[244]. Au total, ce sont près de 500 hommes qui sont ainsi mobilisés, l'objectif étant non seulement d'arrêter les factieux, mais aussi d'empêcher qu'ils ne se réfugient une nouvelle fois dans la Sierra qui se trouve pour l'instant « libre de factieux »[245].

À cette même date et à la différence de ce qui avait pu être dit par les autorités politiques et militaires concernant les Cantons Cura et San Sebastián, il semble que dans la zone de San Francisco de Tiznados, les habitants se mobilisent plutôt pour appuyer les troupes gouvernementales. En effet, l'État-major de la Sierra mentionne dans le cadre de l'organisation de sa risposte contre Medrano et Rodríguez, que le 29 août se sont présentés « sur la place publique de ce village environ 500 hommes engagés dans la milice » ainsi que les commissaires de quartier, considérant ainsi qu'il « ne fait aucune doute que l'esprit public

[241] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 2 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXVIII, fol. 299-300.
[242] EMD sobre la Sierra al Sr Coronel Jefe de EMGeneral del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 30 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXVIII, fol. 370.
[243] Ainsi que le dit l'EMD de operaciones sur la Sierra au Comandante militar de Ortiz, et qu'il en rend compte à l'EMG. EMD de operaciones sobre la Sierra, al Sr Coronel Jefe del EMG del ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 2 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 260-260v.
[244] *Ibid*, fol. 260v.
[245] EMD sobre la Sierra al Sr Coronel Jefe de EMGeneral del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 30 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 370-370v.

chez ces gens d'améliore chaque fois davantage, et que le Gouvernement récupère en leur sein la force (…) dont il a besoin »[246], à l'inverse semble-t-il de l'attitude du *vecindario* de Parapara[247].

Il semble par ailleurs que cette risposte à l'attaque de Parapara par les forces de Donato Rodríguez ait été efficace. Luis Mendoza, responsable de l'État-major en charge des opérations dans les provinces du Guárico et d'Apure, informe en effet le gouverneur de la province d'Aragua que « le factieux Nonato Rodriguez a été battu et mis en fuite sur le site de los Frijoles, par les forces de el Sombrero et d'autres endroits, faisant de nombreux prisonniers qui sont dans la prison de el Sombrero et ailleurs »[248]. Il indique également que pour mettre fin aux actions de Sotillo, près de 2 000 hommes ont été déployés sur la partie Est et que trois escadrons de cavalerie sont présents à Calabozo[249]. Dans le même temps, et alors que les interrogatoires vont bon train à l'encontre des complices de Rodríguez et de Medrano, de nouvelles troupes sont déployées pour tenter d'arrêter ce dernier. Selon des informations reçues par l'État-major de la Sierra, il serait retourné « dans ses anciennes [caches] de 'Puepe' et des alentours »[250]. 350 hommes, sous les ordres des commandants Olondro et Arvelo, ont donc été chargés de silloner cette zone, tandis que celles commandées par le Colonel Muguerza sont sur Güesipo. Tous deux pensent qu'il « est très difficile que les restes de la faction survivent à cette occupation simultanée et par de grandes masses de tout le territoire où elle est parvenue à se cacher jusqu'à présent, en raison de son petit nombre ». Cependant, craignant que Medrano ne tente de trouver refuge dans El Valle Loretero, une force de 50 hommes, divisée en deux guérillas, y est dépêchée, là encore sous le commandement du Colonel Muguerza[251]. Qu'il s'agisse des forces commandées par les Commandants Olondro et Arvelo ou de celles placées sous les ordres du Colonel Muguerza, les ordres donnés sont détaillés dans des documents à part, qui fixent de façon précise les itinétaires et la stratégie à adopter, comme s'il s'agissait cette fois de ne pas commettre d'erreurs et de donner le coup de

[246] *Ibid*. fol. 370v.
[247] EMD sobre la Sierra al Sr Coronel Jefe de EMGeneral del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 262.
[248] Un procès d'une grande ampleur s'ouvre d'ailleurs
[249] Estado Mayor de operaciones de Guarico y Apure (Luis Mendoza) au Gobernador de la provincia del Guarico (Pedro Sanojo) qui transmet, Calabozo, 5 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 411.
[250] EMG de operaciones sobre la Sierra, San Francisco de Tisnados, 6 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 266.
[251] EMD sobre la Sierra al Sr Coronel Jefe de EMGeneral del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 263 et 266.

grâce à la faction[252]. Pourtant, le bilan que tire l'Etat-major Général de la Sierra, de cette opération ambitieuse, est négatif. Il déclare en effet que les forces ont réalisé « ces derniers jours une vaste incursion dans la Sierra, (…), qui n'a donné aucun résultat »[253]. Faisant ensuite le bilan des forces mobilisées autour du Colonel Muguerza, des Commandants Olondro et Arvelo, auxquelles il convient d'ajouter les « guérillas de *vecinos* commandées par les commissaires qui cette fois ont également participé afin que l'occupation dans l'ensemble du territoire soit simultanée », il conclut :

> « (…) nous avons eu en action durant de nombreux jours plus de mille hommes répartis convenablement et soumis au meilleur plan sans qu'aucune de ces forces n'aient rencontré ou eu des nouvelles des factieux. »[254]

Pour la première fois, le terme « impossible » est prononcé quant à l'éventualité de parvenir un jour à appréhender ces deux hommes et leurs complices. Le chef d'État-major de la Sierra déclare en effet qu'il va « finir par croire » que Zoilo Medrano, Nonato Rodríguez et ceux qui sont avec eux :

> « sont complètement isolés et occupés aujourd'hui, chacun de leur côté, à chercher leur salut dans des endroits qui soient plus adéquats; et que la fine connaissance qu'ils ont de la Sierra rend très difficile, sinon impossible, leur traque par le biais de soldats, car ceux-ci quelles que soient les précautions qu'ils prennent pourront à tout moment être vus (…). »[255]

Toutefois, la conclusion qu'il tire de ces observations ne laisse pas de surprendre. Il considère en effet au vu des éléments qu'il a exposés et de cette impossible quête des factieux, que « la faction de la Sierra n'existe pas », dès lors « qu'il n'y a plus de factieux armés à combattre, sinon un petit nombre » d'hommes. Par conséquent, ils « seront poursuivis avec plus de succès par un ou deux *campos volantes* composés de voisins de ces mêmes lieux », et cela permettra en outre « de faire économiser à la Nation l'énorme coût occasionné par le maintien de ces troupes »[256].

---

[252] Il s'agit des documents suivants : « Posicion de las fuerzas que obran en la Sierra por el lado de Guesipo », Guesipo, 6 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 270-270v ; « Instrucciones que observará el Comandante Olondro en la operacion que va a emprender con su cuerpo. », San Francisco de Tisnados, 6 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 271-272.

[253] EMD sobre la Sierra al Sr Coronel Jefe de EMGeneral, San Francisco de Tisnados, 11 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 269.

[254] *Ibid*., fol. 369-369v.

[255] *Ibid*., fol. 269v. C'est nous qui soulignons.

[256] *Ibid*., fol. 269v-273. Notons que le Sr Coronel Jefe de EMGeneral auquel est destiné ce courrier ne le reçoit que 11 jours plus tard. Curieusement, il interprète lui cette absence de résultats, fort peut-être de savoir à la date où il écrit l'arrestation de Donato Rodriguez, comme la preuve de la « quasi totale destruction des factions »… Republica de Venezuela al Sr Gefe de EM de las operaciones sobre la Sierra, Valencia, 21 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 288.

Cette lassitude à traquer les chefs de la faction de la Sierra transparaît également dans les propos du gouverneur de la province du Guárico. Dans son bilan sur « l'état de l'ordre public » dans sa province, il considère certes qu'elle est en « paix parfaite », mais indique tout de même, à l'énoncé des trois factions qui l'ont menacée, que si la menace que représentait celle de Guanarito a été écartée grâce à l'arrestation de ces *cabecillas* et que celle du Général Sotillo « n'a pas grossi », il reste par contre encore à capturer Donato Rodríguez. Il ajoute malgré tout immédiatement que ce devrait être chose faite prochainement, mais selon un procécé curieux puisque ce serait grâce à « un ami [qui] a lui a offert de le remettre » aux autorités… En outre, il demande qu'une partie des troupes, notamment l'infanterie de Calabozo, se retire car en service « depuis les premiers jours de juillet »[257].

Le chef des opérations dans la Sierra n'a pas pour autant baissé la garde, puisqu'en date du 12 septembre il annonce avoir fait poursuivre Medrano à Valle Hondo par une guérilla. Et les informations recueillies auprès d'un homme arrêté pour complicité avec la Faction relance la machine à traquer. En effet, celui-ci leur revèle non seulement le nom des hommes qui sont avec Medrano, mais également les endroits qui sont la cible de leurs raids quotidiens ainsi que l'armement dont ils disposent[258]. En conséquence, le chef des opérations demande au Colonel Muguerza d'attaquer cette *partida* en « couvrant » de façon simultanée tous les lieux indiqués. Pour ce faire, un certain nombre de directives lui sont données où il est insisté, entre autres, sur la nécessité de se faire accompagner par un *vaquiano*[259] afin de pallier la méconnaissance des lieux. Il devra donc faire « sortir une guérilla de trente fusiliers qui sillonne les *cabeceras* du Mapirito, une autre de force égale qui parcourt la *galera* de 'Roque' ; une autre identique sur la brèche de los 'Roblitos' et encore une autre sur la *galera* de 'Tacamahaca' qui va de 'Puepe' aux hauteurs de Mapirito. (…). Toutes ces guérillas doivent rester en place le mardi quatorze dans la nuit afin que le mercredi au matin elles commencent leur exploration »[260].

Les conséquences de cette nouvelle traque sont prévisibles, à savoir la dispersion des factieux en d'autres points du territoire. C'est ainsi que l'on apprend que El Agachado, « obligé de se disperser avec quelques-uns de ses compagnons », a « envahi » la province de Cojedes, au grand dam de son gouverneur, d'autant que, selon lui, il bénéficie de forts appuis dans cette zone, et que « passant par les confins du Canton Pao, il s'est dirigé vers les sites de

[257] Gobierno Superior Político de la provincia del Guárico al Secretario en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 12 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 422-422v.
[258] EMD sobre la Sierra al Sr Coronel José Maria Muguerza, San Francisco de Tisnados, 12 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 278.
[259] Personne qui connaît très bien le lieu.
[260] *Ibid*.

las Hermanas Barraguan et de Bucarito dans la juridiction de el Tinaco et de cette capitale »[261]. Cependant, une fois encore, grâce à la mobilisation de la population, dit-il, et aidé par les renforts envoyés par le gouvernement, « plus de quarante bandits ont été capturés par notre troupe et soumis à la justice (…) ». Et, comme à l'accoutumé, il considère que El Agachado « ne tardera pas à être arrêté » par les différentes guérillas lancées à sa poursuite, dès lors qu'il a été vu « errants dans les montagnes de Barraguán avec seulement quatre ou cinq de ses compagnons »[262].

Les jours suivants apportent des informations importantes sur les deux comparses de El Agachado. Concernant Medrano et grâce aux explorations effectuées dans les zones décrites par l'homme arrêté à Valle Hondo, les forces d'opérations sur la Sierra sont parvenues à faire plusieurs prisonniers parmi ses comparses. L'un d'eux leur dit savoir de la bouche même de Medrano, que lorsqu'il serait pourchassé avec trop d'ardeur « il irait à la Lagunita en direction de la *galera* de Guaytoco, où il aurait de bons amis (…) qui l'aideraient ». Ces amis de Medrano, ainsi que leurs familles, sont immédiatement appréhendés et conduits à San Francisco de Tiznados, tandis que 90 hommes à pied et un détachement de 30 fusilliers sont envoyés dans les lieux incriminés pour y traquer Medrano[263].

### 10. L'arrestation de Donato Rodríguez Silva : de la traque à la « guerre » ouverte contre la Faction

Dans le même temps, l'Etat-major Général a été informé par le Commandant militaire de Ortiz de « l'importante nouvelle »[264] de la capture de Donato Rodríguez dans le village de Paracotos dans la province de Caracas[265]. Cette arrestation a été rendue possible grâce à la stratégie adoptée, c'est-à-dire l'occupation simultanée de tous les sites susceptibles de lui servir de refuge autour de son *hato* de Güesipo, ce qui l'a obligé à sortir de sa cache, facilitant ainsi son arrestation. l'État-major Général sur la Sierra considère même « qu'en employant le même système avec la bande de scélérats commandée par Medrano, on obtiendrait le même

[261] Gobierno Superior Político de la Provincia de Cojedes al ecretario de Estado en los DD del Ynterior y Justicia, San Carlos, 13 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 423. Notons qu'il a au préalable livré ces informations aux *gobernaciones* des provinces de « Carabobo, Barquisimeto, Yaracui, Portuguesa, Barinas, Guarico y Apure ».
[262] *Ibid*., fol. 423v-424.
[263] EMD de operaciones sobre la Sierra (Transmet au Sr Coronel Jefe de EMG ce qu'il a écrit au Sr General jefe de operaciones sobre la Sierra), San Francisco de Tiznados, 17 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 281-281v.
[264] EMD de operaciones sobre la Sierra al Señor Coronel José Maria Muguerza, San Francisco de Tiznados, 17 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 282.
[265] Nous avons toutefois trouvé aucune mention d'un interrogatoire de ce chef de la faction ; ce qui eut été des plus intéressants.

résultat ; raison pour laquelle, j'ai demandé que viennent ici les forces qui ne sont plus nécessaires à Güecipo »[266]. C'est ce qu'il enjoint au Colonel Muguerza de mettre en œuvre sans attendre, insistant sur le fait que « nous ne devons pas perdre de vue que l'incessante occupation de tout le territoire où ils commettent leurs incursions est l'unique façon de mettre un terme à cette guerre fâcheuse que nous sommes en train de faire »[267]. Remarquons que c'est la première fois que le terme de guerre est employé pour désigner cette traque des factieux qui dure maintenant depuis six mois.

Ces premiers résultats d'importance ont malgré tout pour conséquence principale, fin septembre et début octobre, le fait qu'un nombre important d'hommes ont été faits prisonniers sur les différents champs d'opération des troupes gouvernementales contre les trois chefs de la Faction et leurs différentes *partidas* : San Carlos, Barraguán, El Baúl et San Sebastián tout particulièrement.

Aurait-on dès lors trouvé enfin la bonne technique d'attaque rendant toute proche la disparition définitive de la faction ? Rien n'est moins sûr.

Toujours fin septembre, on apprend en effet que Medrano aurait été vu avec trois autres comparses en train de quitter la Sierra en direction de l'Alto Llano avec l'intention de rencontrer le Général Zamora et de bénéficier ainsi de l'amnistie qui lui aurait été promise. Toutefois, cette information, recueillie auprès d'un proche de Medrano, est considérée avec circonspection par le Commandant Ortega qui pense que ce peut être un subterfuge, « une farce », dit-il, de la part de Medrano afin de « tromper l'attention » des forces qui œuvrent contre lui. Il demande en conséquence de ne pas perdre de vue le site de Mapire, « l'un des repaires qu'il fréquente le plus »[268].

En outre, une opération est entreprise le 3 octobre, à l'initiative de l'Etat-major Général en charge des opérations sur la Sierra et conformément à ce qui a été demandé par le Comandant militaire de Güigüe. Il s'agit de faire venir dans cette ville le Bataillon San Joaquin qui se trouve à Maracay, en passant par Magdaleno[269]. Parallèlement, des forces sont mobilisées

[266] EMD de operaciones sobre la Sierra (Transmet au Sr Coronel Jefe de EMG ce qu'il a écrit au Sr General jefe de operaciones sobre la Sierra), San Francisco de Tiznados, 17 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 281v.
[267] EMD de operaciones sobre la Sierra al Señor Coronel José Maria Muguerza, San Francisco de Tiznados, 17 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 282.
[268] EMD de operaciones sobre la Sierra, Copie d'une partie de ce que lui a transmis le Comandante Ortega le 30 septembre à l'attention de Sr Coronel Jefe de EM General del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 3 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 243-243v.
[269] Estado Mayor de operaciones de Guarico y Apure Al Señor Coronel Jefe del Estado M. G(eneral), San Francisco de Tisnados, 3 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 242.

sous la responsabilité du Colonel Muquerza : 50 à San Francisco de Tiznados sous les ordres du commandant Sandoval, et deux guérillas de 25 hommes chacune dans la Sierra commandées par le Capitaine Serpa et le Capitaine de *Ingenieros* Jorge Pardo. En outre, il est suggéré à Muguerza de mobiliser deux autres guérillas de 25 hommes, toujours pour la Sierra. L'objectif étant, comme cela a été fait à l'occasion de la capture de Donato Rodríguez, « d'occuper incessamment tous les lieux où l'on suspecte que les factieux puissent se cacher ». À cette fin, des instructions très précises et très strictes sont données à l'ensemble des corps mobilisés[270].

Malgré ces avancées et l'arrestation de Donato Rodríguez, comme pour maintenir du bois au feu, ou en raison d'un certain retard dans la transmission des informations, le Ministre de l'intérieur demeure très alarmiste. S'adressant aux gouverneurs et se fondant sur des informations qui, « bien que manquant de caractère officiel, mais qui sont cependant dignes de foi », il les met en garde contre le risque que les factieux n'entrent à nouveau en rébellion, malgré, dit-il, les mesures de clémence du gouvernement à leur égard. Il leur demande donc de reboubler de vigilance et d'user de toutes les facultés dont ils disposent pour « assurer la tranquilité de leur province »[271]. Dans sa réponse, la seule que nous ayons retrouvée, le gouverneur de la province d'Aragua affirme que celle-ci demeure tranquille, mais que les autorités sous ses ordres demeurent extrêmement vigilantes et qu'il sera procédé « en harmonie avec les recommandations du pouvoir exécutif »[272].

Pour sa part, la province voisine du Guárico demeure toujours sous le coup d'une certaine mobilisation. En effet, son gouverneur, Pedro Sanojo, avise les autorités supérieures que, suite à des informatinons concordantes liées à la réapparition de Zoilo Medrano, il a demandé au *Jefe político* d'Ortiz de rappeler « la partie de la milice qui lui semble nécessaire », soit 50 hommes à Ortiz et 50 à San Francisco de Tiznados[273]. Cette décision est approuvée sans réserve par la *Secretaria de lo Interior*[274]. Et, de fait, le 3 novembre au soir, Medrano est bien passé à Mapire (où l'on avait déjà suspecté qu'il se cachait au début du mois d'octobre) avec trente ou quarante hommes ainsi que le raconte, lors d'un interrogatoire, le propriétaire de la

[270] EMG de operaciones sobre la Sierra al Sr Coronel Jefe de EMG General del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 5 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 244-244v.
[271] Secretaria del Interior. Resuelto. « Digase a los Gobernadores de Provincia », Valencia, 25 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXII, fol. 287-287v.
[272] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXII, fol. 291.
[273] Gobierno Superior Político de la provincia del Guárico al Señor Sccretario de E en los DD de lo Ynterior y Justicia, Calabozo, 8 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 567.
[274] Secretaria de lo Interior al Gobernador de la provincia del Guárico, Valencia, 18 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 566.

maison où il est passé ce soir-là pour, dit-il, « lui acheter de l'eau-de-vie et du tabac »[275]. Il indique également que Medrano aurait pris ensuite la direction de San Francisco de Tiznados. L'un des commissaires de Mapire, Eleazar Hidalgo, confirme l'information au *jefe político* du Canton Ortiz, ajoutant que Medrano se trouvait le 3 novembre dans le « pays de Mapire », d'où il « est parti pour la Sierra »[276]. On apprend ensuite, par le Juge de San Francisco de Tiznados (qui le tient lui-même « du citoyen Antonio Ramirez » informé par la lettre d'un ami) que Medrano se trouvait, aux environs du 8 novembre, dans un lieu nommé la Mata, apportant pour preuve que « les individus qui l'ont vu aujourd'hui, vers midi, assurent que l'un des bandits qui accompagnaient Medrano était un tondu récent »[277]. Très vite le Capitaine José Sandoval se lance sur ses traces.

Dans le même temps, on apprend que le 31 octobre, El Agachado se trouvait il y a peu dans le site de Las Raíces, dans la province de Guárico, avec deux ou trois hommes et tentant d'en réunir d'autres encore autour de lui[278]. Il serait, depuis, en train de « transiter par les montagnes de cette province et de l'autre, recrutant des gens », raison pour laquelle le *Jefe* Político du Canton Ortiz s'empresse d'en rendre compte à celui du canton de Cura dans la province d'Aragua. Tous deux affirment être en train de prendre de promptes mesures afin d'éviter que le « mal se propage », pour A. Ramos ; que soit « troublé l'ordre public » selon les paroles de Pedro Abreu pour le Canton Cura[279]. A. Ramos fait passer à 50 hommes la garnison du chef-lieu et en mobilise 25 autres afin qu'ils viennent en renfort du détachement qui avait été laissé à San Francisco sous les ordres du Capitaine José Sandoval qui, le 5 dans l'après-midi, a eu maille à partir avec Medrano à Valle Hondo. Cependant, le gouverneur de la province, Pedro Sanojo, ne semble pas inquiet, dès lors que les *Jefes políticos* des autres cantons lui ont indiqué que le calme y régnait[280]. Analyse qu'il réitère en date du 14 novembre, où il indique également que José Sandoval se trouve à San Francisco en train de prendre toutes les mesures nécessaires pour arrêter Medrano[281].

Il n'en demeure pas moins que la *Secretaria de lo Interior* informe le gouverneur d'Aragua

[275] Jefatura Política del Canton al Señor Gobernador de la Provincia, Ortiz, 8 novembre 1811. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 564-564v.
[276] Gobierno Superior Político de la Provincia d'Aragua al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 9 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 569.
[277] *Ibid*., fol. 569-569v.
[278] Gobierno Superior Político de la Provincia d'Aragua al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 9 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 569v.
[279] *Ibid*., fol. 569v-570.
[280] Gobierno Superior Político de la provincia del Guárico al Señor Secretario de Estado en los DD de lo Interior y Justicia, Calabozo, 10 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 574.
[281] Gobierno Superior Político de la provincia del Guárico al Señor Secretario de Estado en los DD de lo Interior y Justicia, Calabozo, 14 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 576.

que le 9 novembre Medrano et Agachado ont été vus en train de recruter des hommes dans la zone du canton de Cura, lui demandant[282], ainsi qu'aux gouverneurs des provinces voisines[283], de prendre toutes les mesures à même de stopper leurs actions. Ce sont au total une centaine d'hommes qui sont ainsi de nouveau mobilisés. Toutes ces décisions sont saluées chaudement et à plusieurs reprises par la *Secretaria de lo Interior* qui voit ainsi se dissiper ses craintes que « la faction réapparue ait été d'une quelconque importance ou portée »[284]. Mais une fois encore les espoirs sont de courte durée, puisque le juge de paix de Güigüe informe le gouverneur de sa province qu'en date du 19 novembre El Agachado se trouvait dans la Sierra en train de recruter des hommes, et ce avec d'autant plus de facilité selon lui que « de nombreux individus parmi ceux qui appartenaient à la faction antérieure, et qui demeuraient cachés, apprenant ce qui se disait à propos de El Agachado seraient venus le rejoindre »[285]. De nouveau, la *Secretaria de lo Interior* enjoint au gouverneur voisin d'Aragua de mobiliser lui aussi les forces nécessaires pour éviter toute réapparition de la Faction[286]. Celui-ci, dans sa réponse, parle également des actions que mène Medrano, et évoque cette crainte que partage l'ensemble des autorités de voir réapparaître la Faction telle qu'elle était avant l'assaut de juillet[287]. On ne cesse en effet, dans cette deuxième quinzaine de novembre, de trouver des expressions évoquant la « faction passée », « antérieure » et la crainte de sa « réapparition ».

C'est dans cette même quinzaine que parviennent les réponses des gouverneurs concernés par la Résolution du 13 novembre[288]. Celui de la province de Cojedes, Benito M. Figueredo, indique avoir été informé par les gouverneurs des cantons de sa province que « la paix de la province n'a été altérée dans aucun des Cantons », même si celui de Girardot dit avoir su que le factieux Linares de Guanarito a tenté de reformer une faction[289]. Quant à celui de la province du Guárico, Pedro Sanojo, il reste sur ses gardes car les incursions effectuées par le

[282] Secretaria de lo Ynterior, Sr Gobernador de la Provincia d'Aragua, Valencia, 13 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 571-571v.
[283] Secretaria de lo Ynterior. *Resuelto. Dígase a los Gobernadores de la Portuguesa, Cojedes, Cababobo i Caracas*, Valencia, 13 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 572-572v.
[284] Secretaria de lo Ynterior, Sr Gobernador de la Provincia del Guárico, Valencia 18 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 575-575v.
[285] Gobierno Superior Político de la provincia de Carabobo al Sr Secretario en los DD de Interior y Justicia, Valencia, 20 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 578. C'est nous qui soulignons.
[286] Secretaria de lo Interior. Resuelto. Sr Gobernador de la provincia d'Aragua, Valencia 20 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 579-579v.
[287] Gobierno Superior Político de la provincia de Carabobo al Sr Secretario en los DD de Interior y Justicia, Valencia, 21 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 580-580v.
[288] Celui de la province de Portuguesa répond succinctement le 27 novembre, indiquant qu'il transmet l'information et la demande de vigilance aux *Jefes políticos* des cantons de sa province. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 588.
[289] Gobierno Superior Político de la provincia de Cojedes al Sr Secretario en los DD de Interior y Justicia, San Carlos, 22 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 581-581v.

Commandant Sandoval à la poursuite de Medrano n'ont rien donné. Il indique à ce sujet :

> « (…) le Commandant Gabriel Sandoval vient d'indiquer à ce bureau que malgré les efforts des guérillas qu'il a déployées à sa poursuite, il n'a obtenu aucune nouvelle dudit Medrano, lequel, selon certaines informations, s'est retiré dans ses cachettes. Pour cette raison, on a disposé que Commandant mentionné aille retirer les forces du Canton Ortiz, pouvant aller jusqu'à uniquement laisser le détachement de San Francisco de Tiznados, à mesure que disparaissent les craintes actuelles. »[290]

Pour sa part, le gouverneur de la province d'Aragua semble peu satisfait de la mauvaise image donnée à sa province, suite aux informations livrées par le juge de paix de Güigüe quant à la facilité avec laquelle El Agachado recruterait des hommes pour reformer la Faction. Il conteste ses informations et le déclare sans détour :

> « Ce Gouvernement n'a reçu aucune information dans le sens indiqué (…) ce qui m'amène à supposer que les nouvelles qui vous ont été transmises sont un peu exagérées, pour le moins en ce qui concerne le libre recrutement auquel se livrerait Agachado, dès lors qu'ayant des preuves évidentes de la surveillance, de l'activité et de l'énergie déployées contre lui par les fonctionnaires indiqués dans les cantons placés sous votre commandement, comme dans les autres provinces limitrophes de la Sierra, il serait bien curieux que pas même une note eut été donnée sur un élément aussi alarmant. »[291]

Il consent cependant à tenir au courant la *Secretaria* de toutes informations qu'il obtiendrait en ce sens et à prendre les mesures adéquates. Il rend compte également de mouvements d'hommes suspects rapportés par les *Jefes políticos* de San Sebastián, de Villa de Cura et de Maracay, attendant toutefois des informations plus précises avant de lancer l'alerte, même si des mesures ont été prises en matière de sécurité et de prévention[292]. Le même jour, il accuse réception d'un autre document de la *Secretaria* à propos cette fois de Zoilo Medrano. Il aurait été vu « dans le Paso de Mapire avec une *partida* de 30 hommes » ainsi que l'en a informé le gouverneur de la province limitrophe du Guárico. Il accepte, là encore, de mettre tout en œuvre afin d'éviter qu'il n'envahisse sa propre province[293]. Ces craintes suscitent, dans les semaines qui suivent, une série d'informations et de contre-

[290] Gobierno Superior Político de la provincia del Guarico al Señor Secretario de Estado en los DD del Ynterior y Justicia, Calabozo, 24 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 582.
[291] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en lo DD del Interior y Justicia, La Victoria, 25 novembre 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 584-585v. A lire le gouverneur il semble que tout regroupement d'hommes soit assez rapidement interprété comme une possible résurgence de la faction alors que dans l'un des cas incriminés ici il ne s'agit que d'un groupe de personnes « réunies pour chanter et se divertir et que nombre d'entre elles finirent fin saoûles ».
[292] Le résultat de ces informations, livrées postérieurement par le *Jefe político* du Canton Cura qui a envoyé un commissaire silloner la zone, est négatif. Aucun groupe d'hommes suspects n'a été trouvé dans les zones visitées. Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en lo DD del Interior y Justicia, La Victoria, 27 novembre 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXV, fol. 103-104.
[293] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en lo DD del Interior y Justicia, La Victoria, 25 novembre 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 587.

informations émanant du *Jefe Político* du Canton Cura. En effet, en date du 28 novembre, il informe le gouverneur de la province que Zoilo Medrano aurait été vu avec une bande dans les environs de Valle-Hondo et de Tormento. Il serait à la recherche de trois hommes pour les tuer et aurait également pour objectif d'envahir Tormento le 1er décembre. Le ton employé lorsqu'il transmet les informations au gouverneur, et ce qu'il livre quant à la façon dont lui-même a pris connaissance des faits, montrent qu'il est quelque peu dubitatif. Qualifiant les informations de « vagues », il assure tout faire pour en savoir davantage et qu'il le tiendra informé de l'évolution de la situation. Le gouverneur, habituellement très prudent par rapport aux nouvelles qui circulent sur la réapparition de la Faction, se montre cette fois réactif, invoquant des informations concomittantes sur la question. Il indique en effet :

> « Bien qu'au vu du contenu même de la communication insérée et d'autres données que possède cette *Gobernacion*, l'on ne croit pas fondée la nouvelle que l'on nous donne, j'ai malgré tout dicté les mesures de sécurité nécessaires et à même de conduire à la découverte de la vérité dans ce cas particulier ; car j'ai par contre la conviction que ces informations, et d'autres de même nature, disent que le jour est proche où les ennemis publics donneront le jour à leurs plans actuels. »[294]

Pourtant, les deux commissaires envoyés au cours des jours suivants sur Valle-Hondo et Timbique, Tormenta et las Mulas, ne découvrent rien de particulier. Si deux hommes sont bien venus à Valle-Hondo, ils n'avaient, selon les informations recueillies, aucunement l'intention de commettre un quelconque délit ni de recruter des hommes..

En guise d'excuses pour avoir alerté le gouverneur inutilement, le *Jefe político* Pedro Abreu, conclut par une formule qui met en lumière son embarras et sa volonté malgré tout de montrer la nécessaire vigilance qui doit être observée dans toute la zone de la Sierra :

> « En vertu de ce qui a été exposé, vous déduirez que les renseignements obtenus au sujet de la Sierra étaient exagérés et inexacts, et que celle-ci est tranquille. La *Gefetura* cependant est toujours en alerte afin de découvrir tout ce qui pourrait survenir, et la même vigilance est sans cesse recommandée aux fonctionnaires qui dépendent de moi. »[295]

Pour leur part, les autorités supérieures à Valencia, tout en demandant au gouverneur de demeurer vigilant, se fécilitent que la province d'Aragua soit tranquille et ne serve pas « actuellement d'asile aux ennemis de l'ordre et de la tranquilité publique »[296].

Toutefois, un nouveau rebondissement se produit le 24 décembre. À cette date, Pedro Abreu contacte de nouveau le gouverneur afin de lui annoncer, cette fois de façon avérée,

[294] *Ibid*. fol. 589v-590.
[295] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 7 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 594v.
[296] Secretaria de lo Ynterior. Resuelto. Contéstase al Sr Gobernador de la provincia d'Aragua. Valencia, 10 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 596-596v.

qu'un homme est venu témoigner avoir été approché par une *partida* de cinq hommes qui se trouvait à Guambra. Ayant réussi à s'échapper, il a pu savoir que le gros de la Faction comprenait 80 hommes et affirme que l'objectif de cette dernière était d'envahir Guambra la nuit même pour la voler, aidée en cela « par la majeure partie des habitants de ces lieux (…) avec des ressources de toute nature »[297]. Considérant que cette fois-ci les craintes sont fondées, Abreu décide de former avec « les très faibles ressources en armes dont il dispose, une petite garnison financée » curieusement, si l'on considère ce qui vient d'être dit « par les habitants qui n'ont pas hésité à se livrer à cette dépense pour garantir leurs vies et leurs intérêts sérieusement menacés »[298]. Il espère également que le gouverneur prendra de promptes mesures face à l'existence et à la rapide augmentation de la Faction afin non seulement d'assurer la sécurité et la tranquilité du canton, mais aussi pour éviter que le Trésor n'ait à dépenser de fortes sommes si l'on tarde à la combattre. Dans les ordres donnés par le gouverneur à Pedro Abreu, on perçoit néanmoins, malgré une réaction concrète à la menace, une certaine prudence voire un doute quant à la véracité des faits. Il déclare en effet :

> « Pour cette raison j'ai disposé que le Sr *Gefe Político* de Cura appelle en service un peloton de trente hommes, commandé par un capitaine et un Sous-lieutenant de toute confiance, afin qu'il soit en garnison sur cette place et la protège de l'attaque que l'on craint, avec la coopération des autres *vecinos*, en attendant que l'on obtienne des nouvelles avérées et fiables, par le biais de l'espionnage, sur la véritable existence de cette *partida* factieuse et sur le nombre d'individus annoncés, et que l'on dicte les autres mesures que requièrent sa traque et sa destruction ; sachant que j'ai, à cette heure, pris toutes les autres mesures que j'ai jugé nécessaires pour la sécurité publique. »[299]

Durant ces mêmes jours, le gouverneur de la province du Guárico est sur le pied de guerre, en raison d'informations fournies par le *Jefe Político* de Ortiz selon lesquelles la « révolution projetée par les ennemis du Gouvernement est sur le point d'éclater ». La mobilisation est immédiate, puisque sont appelés en service, outre les forces qui œuvrent déjà sur la Sierra, 70 hommes de l'escadron commandé par le Commandant José Antonio Gutiérrez, afin de prévenir tout attentat, même si pour l'instant dit-il, « la province toute entière demeure en paix »[300]. On ne sait toutefois pas s'il s'agit de la Faction de la Sierra, bien que l'on apprenne dans le même temps que les troupes de Sandoval sont parvenus à faire reculer Medrano dans

[297] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 24 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 600-600v.
[298] *Ibid*., fol. 600v.
[299] *Ibidem*, fol. 600v-601.
[300] Gobierno Superior Político de la provincia del Guarico al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 29 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 592.

« ses repaires ce qui a permis que l'on diminue les forces du Canton Ortiz »[301]. La vigilance reste donc de mise :

> « Malgré la disparition de ce scélérat, SE le Chef Provisoire de l'Etat m'ordonne de réitérer l'alerte donnée à cette *Gobernacion* afin de prévenir les projets incidieux des ennemis de l'ordre public, dans le but que, aussi bien vous-même que les autres autorités de la province, multipliez votre zèle et vos actions veillant avec énergie et persévérance pour le repos et la tranquilité publique toujours menacée par Medrano qui, bien qu'il soit caché actuellement dans son repaire, peut réorganiser la bande qu'il dirige (…). »[302]

Par une communication du gouverneur du Guárico datée du 12 décembre, le doute est en grande partie levé quant au fait qu'il s'agisse de la Faction de la Sierra contre laquelle il a mobilisé des troupes. En effet, il informe la *Secretaria* à Valencia « qu'à l'exception de la faction de la Sierra qui touche encore ces contrées, le reste de la province jouit d'une paix parfaite », ajoutant que seul par conséquent le *Jefe Político* d'Ortiz redoute qu'elle puisse être troublée dans son canton[303]. Et les difficultés persistent dans cette province puisque le gouverneur indique, une semaine plus part, que les poursuites entreprises par le commandant Gutiérrez contre la faction n'ont donné aucun résultat, bien qu'une fois encore il confirme que le calme règne dans le reste de la province. En conséquence, une partie des troupes est démobilisée, exceptée la garnison d'Ortiz et les troupes dirigées par le commandant Sandoval. On comprend dès lors un peu mieux les craintes qui secouent la province limitrophe d'Aragua[304], d'autant qu'en date du 25 décembre, son gouverneur reçoit des informations alarmantes relatives à la situation à Ocumare qui semble être la cible d'un imminent « plan révolutionnaire » si l'on en juge par les propos du Commandant militaire de Choroni, Loreto Achá, datés du 23[305]. Il en appelle donc à la mobilisation au cas où cette crainte se confirmerait. Le gouverneur décide, en conséquence, l'envoi de 50 hommes sur Choroni, « dotés de munitions et rationnés pour huit jours » et demande qu'en cas de menace de Ocumare « ils ne se limitent pas à la défensive, mais qu'ils entreprennent immédiatement l'attaque et la poursuite des factieux où qu'ils se trouvent, afin de ne pas leur donner le temps de grossir ni ne prendre une dimension respectable »[306].

---

[301] Secretaria de lo Interior al Señor Gobernador de la provincia, Valencia, 1er décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 583.
[302] *Ibid*. fol. 583-583v.
[303] Gobierno de la Provincia del Guárico al Señor Secretario de E. de los DD de lo Interior y Justicia, Calabazo, 12 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXVI, fol. 109.
[304] Gobierno de la Provincia del Guárico al Señor Secretario de E. de los DD de lo Interior y Justicia, Calabazo, 19 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 597.
[305] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 25 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXVI, fol. 219-219v.
[306] *Ibid*., fol. 219v.

Pedro Sanojo, le gouverneur de la province du Guárico, sonne à nouveau l'alerte le 26 décembre, ayant appris que la Faction de la Sierra menaçait de prendre la place de Tiznados la nuit-même ; des forces sont immédiatement déployées afin d'éviter cette nouvelle attaque[307]. Simultanément, dans la province d'Aragua, une nouvelle faction fait son apparition, la faction ou *partida* de Guambra ou del Cartanal. C'est une nouvelle fois le *Jefe Político* de Villa de Cura qui, le 25 décembre, donne l'alerte et demande l'aide du gouverneur afin de pouvoir armer correctement les miliciens mobilisés pour tenter de contrer cette faction. Il propose également de déployer un piquet dans les zones où elle a été vue. Dans une seconde communication, datée elle aussi du 25, il indique avoir été informé par un homme qui en fut la proie, que les factieux recrutaient des gens pour les emmener sur Guambra et qu'ils avaient le soutien d'un commissaire suspect. Le gouverneur appuie ses demandes et l'informe qu'une colonne de 200 hommes est partie de Valencia en direction de la Sierra et qu'il demandra au gouvernement qu'elle vienne en renfort des forces qu'il a déployées si « l'existence de cette faction de Guambra se confirmait »[308]. Les informations livrées par Pedro Abreu en date du 27 se font plus précises et plus précieuses encore. En effet, il indique au gouverneur, d'une part que la faction de Guambra ne cesse de recruter des hommes et « a étendu son recrutement jusqu'à Malpira, endroit distant de cette ville d'une lieue et demie », d'autre part, et c'est très important pour notre propos, que « parmi les factieux se trouve Juan Medrano, fils de Ysidro Medrano et que son chef est actuellement Fabián Rivas, qui attend Zoilo Medrano pour envahir la ville indiquée »[309]. Le lien avec la Faction de la Sierra est donc incontestable, d'autant que Fabián Rivas a été l'un des personnages importants de la Faction de la Sierra en plus des trois chefs[310]. Voici ce que le gouverneur décide, dès qu'il prend connaissance de ces informations :

> « Le Sr Capitaine Antonio Pérez avec trente hommes armés et dotés de munitions sortira aujourd'hui de Cura à la poursuite de la *partida* factieuse dont on annonce l'existence à Guambra. Il sera accompagné dans cette mission par le Commandant Cruz Fernández, homme de valeur et habitué de ces endroits. Je vous communiquerai le résultat de l'opération que sera pratiquée conformément aux instructions que le

[307] Gobernacion del Guárico al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 26 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 602.
[308] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 26 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 603-604v. Cette demande est acceptée par le gouvernement en date du 28 décembre. Secretaria de Interior. Resuelto. Contéstese al Sr Gobernador d'Aragua, Valencia, 28 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 605-605v.
[309] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 27 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 606.
[310] Cf. infra le chapitre sur les forces en présence.

> Capitaine Pérez a reçues verbalement et par écrit du Sr. *Comandante de armas* de cette province (…). »[311]

Au même moment, des nouvelles parviennent de la province de Carabobo selon lesquelles une « contrerévolution » se prépare à l'instigation de Medrano et El Agachado, mais aussi de « la faction d'en bas ou de Guanarito »[312]. La province de Cojedes se trouve également concernée par cette affaire dès lors que l'un des hommes qui leur apporte son aide, un certain José Alsaque, qui s'est proposé, selon ses propres déclarations, « comme Général ou Commandant des forces qui doivent œuvrer »[313] à leur service, est originaire de la juridiction de Tocuyito située dans cette province[314].

Très rapidement, cette nouvelle résurgence de la Faction de la Sierra semble prendre de l'ampleur, si l'on en juge par les informations en provenance du Commandant Cruz Fernández en charge de l'opération menée contre eux, et transmises par le *Jefe Político* de Villa de Cura au gouverneur de la province. Il écrit en effet qu'à la date du 28 décembre, le Commandant, se dirigeant vers la Sierra avec les trente hommes commandés par le Capitaine Antonio Pérez et six hommes de cavalerie, a entendu, vers midi, le commissaire de police de la 'Vueltia', Cipriano Herrera, tenir les propos suivants :

> « (…) la faction Medrano et Rivas, se trouve depuis hier après-midi à el Coyollal et sa *partida* détachée à l'avant [pour observer l'ennemi et le prendre de surprise] se trouve à la Boca del Guarical, sur le chemin de Tacasuruma, d'où il a envoyé divers groupes pour recruter des gens, (…) l'un d'eux, commandé pour un certain Yginio Pérez, est arrivé avec cinq hommes à sa maison, lui intimant de la part de Medrano et Rivas de réunir toutes les personnes de sa juridiction afin de les mettre à leur disposition. »[315]

Cette « nouvelle » faction, appelée « Faction Medrano et Rivas », serait composée d'au minimum 50 hommes, tandis qu'un autre groupe d'individus aurait été vu dans « une des avenues de la Sierra » appelée « El Lindero » qui, surpris par les hommes de troupes, se serait enfui vers Tacasuruma où le Commandant Fernández s'est immédiatement rendu.

La deuxième note du *Jefe Político* de Villa de Cura, rédigée à huit heures le soir, livre des informations complémentaires. Elles ont été transmises par le commissaire de Guacamaya via

---

[311] *Ibid*., fol. 606v. Il est à noter qu'il apprend par ce même document du Gefe Político de Cura que le 20 décembre dans la nuit une partida de « bandits de la Sierra », « avec un nombre considérable d'hommes et d'armes » avait pour objectif d'envahir les villes de San Antonio, Cura et Calabozo, en lien avec d'autres factieux.

[312] Gobierno de Carabobo. Exposicion de Roso Saldeño. Valencia, 27 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 608-608v.

[313] *Ibid*., fol. 608.

[314] Gobierno de Carabobo al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 29 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 607.

[315] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 610-610v.

le Juge de Paix de Magdalena qui assure avoir été informé « qu'une *partida* commandée par José Jesus Gonzáles (alias Agachado) était réapparue à Las Mulas et qu'elle avait recruté des hommes de ce lieu », ignorant toutefois la direction qu'elle a prise[316].

Enfin, dans un troisième document envoyé le 29 à La Victoria, Pedro Abreu fait part des propos alarmistes du Capitaine Antoine Pérez :

> « Je vous communique que la Sierra est véritablement agitée par [la présence] des scélérats : aujourd'hui alors qu'il est huit heures du matin, j'ai été informé par plusieurs déclarations que le factieux Capitaine Remigio Rodriguez, de ce hameau, est monté avec trente hommes jusqu'à el Naranjal et Guambra, quartier général des ennemis, puisque ces trente hommes ont tenu leur réunion dans la maison de ce même Capitaine. Pour l'instant, nous partirons en suivant la direction de Guambra et demain je dois organiser la rencontre et les battre. »[317]

Le même jour, il a également rencontré le Commandant Cruz Fernández dont les propos vont dans le même sens. La riposte du gouverneur est rapide. Il dépêche 30 hommes supplémentaires partant le jour même de La Victoria, qui se placeront sous les ordres du Commandant Cruz Fernández afin d'incorporer les forces du Capitaine Pérez et de « mettre fin à la Faction, à la combattre et à la poursuivre où qu'elle se trouve, œuvrant avec la plus grande activité et énergie dans cette opération, afin de ne pas laisser le temps aux scélérats d'atteindre une position importante ». Il demande également au Commandant de se mettre en communication avec le Commandant Olondro, de Valencia, qui, à la tête de 100 hommes est parti le 21 décembre lui aussi à la poursuite de cette *partida* et qui doit maintenant se trouver tout près de Guambra. Les deux hommes ont pour ordre d'agir de concert afin de rendre plus « facile, rapide et sûr, le bon déroulement des opérations »[318].

Dans les deux derniers jours de 1858, les événements se bousculent à propos de la Faction et de ses actions et la communication entre Pedro Abreu à Villa de Cura et Luis Ustariz le gouverneur s'intensifie encore.

C'est tout d'abord le juge de paix de la paroisse de San Juan de los Morros (située dans le Canton Cura) qui dit avoir su par un commandant, le 29 décembre vers sept heures du soir, que Zoilo Medrano se trouvait à El Platillón[319]. Le jour suivant, le même juge de paix, à minuit, apprend d'un certain « Sr Eusebio Plata de la Platilla-arriba (…) qu'il a rencontré vingt-cinq hommes, tous des gens de Fabian Rivas commandés par Juan Rodríguez de

[316] *Ibid*., fol. 610-611.
[317] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 612-612v.
[318] *Ibid.*, fol. 613. Il envoie en suivant (fol. 613-613v) un *oficio* similaire au Commandant Olondro afin qu'il prenne les dispositions nécessaires.
[319] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 31 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 614-614v.

Guambra et qu'ils ont volé toutes les maisons et ont fait prisonniers Don Braulio Delgado, Saturnino Martinez et Yldefonso Plata ». Il note également que la population est « à juste titre alarmée par cette nouvelle ».

Le gouverneur reçoit fin décembre une autre correspondance du *Jefe Político*, dans laquelle il lui livre les dernières informations concernant le Capitaine Pérez qui lui a écrit en date du 30 décembre. Il conclut en disant qu'il s'est approché au plus près de la Faction, preuve selon lui « qu'il n'a pas fait montre de couardise », mais qu'avec 30 hommes, il ne peut la dissoudre, d'autant qu'ils ne cessent de recruter des hommes et que « tous les chefs se trouvent réunis : Medrano, Capitaine Rodríguez, Commandant Rivas et d'autres chefs ». Outre le nombre, leur localisation réduit encore plus les chances de succès, puisqu'ils sont cachés dans des endroits escarpés[320]. Le *Jefe Político* indique ensuite au gouverneur qu'au moment même où il terminait son courrier, le Capitaine Pérez arrivait, avec seulement sept des trente hommes qu'il avait sous ses ordres, les autres ayant déserté, fuyant devant l'ennemi estimé alors à 400 hommes. La crainte d'une invasion de la ville de Guambra est alors à son maximum. La réponse d'Uztáriz, gouveneur de la province, au *Jefe Político*, est sans détours et à la hauteur de l'urgence que la situation réclame :

> « Votre rapport d'hier à dix heures du soir m'a été remis maintenant par le Sr José Caballero et j'ai immédiatement dicté les ordres nécessaires afin qu'au cours de la journée de demain puissent entrer dans cette place un certain nombre d'hommes (150) qui, incorporés à ceux qui s'y trouvent aujourd'hui, sortiront commandés par le Commandant Cruz Fernández pour chercher et battre les factieux. Faites tout votre possible pour réunir les dispersés du Capitaine Pérez, afin de ne pas perdre cet armement. La Gobernación espère qu'en attendant l'arrivée des forces, vous parviendrez à reconcentrer celles qu'il y a en ville, vous contentant d'identifier et d'observer la faction afin de la contenir au cas où elle s'approcherait de cette place. Dictez dans ce canton toutes les mesures à même de conduire au rétablissement de l'ordre public, qui sont d'ores et déjà approuvées par cette *Gobernación*. Rendez compte sans cesse de ce qui se passe ici et j'espère que vous déploierez en cette occasion plus qu'en aucune autre la vigilance, l'activité et l'énergie qui vous ont toujours caractérisé et qui doivent caractériser tout ce que nous entreprenons aujourd'hui. »[321]

Il lui demande également de se mettre au plus vite en contact avec le Commandant Olondro qui doit se trouver « entre Manuare et Guambra » et de combiner avec lui les opérations à mettre en œuvre contre la Faction. Enfin, il l'enjoint d'informer au plus vite de la situation le *Jefe Político* de San Sebastián ainsi que celui de Ortiz, afin qu'ils ne soient pas pris au dépourvu au cas où une *partida* issue de la Faction tenterait de pénétrer sur leur territoire, et de les assurer de son soutien le cas échéant. Dans la conclusion de sa

[320] *Ibid*., fol. 617v.
[321] *Ibidem*, fol. 617v-618.

correspondance, il critique l'attitude du Capitaine Pérez pour avoir laissé ses hommes déserter, tout en le maintenant à la tête de ceux qui lui restent ainsi que des 15 de plus que le *Jefe Político* doit mobiliser. Il lui assure enfin, dans l'attente de celles devant être mobilisées pour le lendemain, de lui envoyer dans l'heure des hommes en renfort, à savoir « le Capitaine Carabaño avec un sous-lieutenant et trente hommes de troupe, auquel doit être incorporé le Sous-lieutenant Tranquinis qui doit déjà être ici avec vingt hommes »[322].

Même si la situation ne s'améliore guère en ce début d'année 1859, progressivement, le volume des informations échangées diminue[323]. C'est ainsi que le 1er janvier 1859, le gouverneur écrit aux autorités supérieures pour rendre compte des informations transmises par Pedro Abreu, le *Jefe Político* du Canton Cura, le 31 décembre. A cette date, à 12h30, il a appris par « le responsable d'une avant-garde de cavalerie envoyée ce matin pour trouver l'ennemi (…), que celui-ci continue d'occuper le sommet de la colline de Guambra ». D'après les calculs effectués, prenant en compte l'espace qu'ils occupent, la faction comprendrait pas moins de 200 hommes, « sans compter divers pelotons qui ont été vus en différentes directions ». Pedro Abreu prend immédiatement des dispositions afin d'observer les mouvements de l'ennemi et assurer la défense de la place. Il s'est également mis en contact avec le juge de Paix de Magadaleno afin qu'il lui envoie au plus vite 50 hommes et « les remette à ce Gouvernement afin que, armés et dotés de munitions, ils marchent vers cette place ». On apprend également qu'une partie des hommes du Capitaine Pérez qui avaient désertés sont revenus[324]. Le gouverneur, pour sa part, informe la *Secretaria* qu'avec les renforts qui ont été envoyés sur la zone, il est certain que les opérations contre les factieux, que doit mener le Commandant Cruz Fernández, vont pouvoir commencer. On sent toutefois une pointe d'ironie dans cette remarque, puisqu'il ajoute :

> « (…) si à ce moment-là, ils n'ont pas encore été détruits par les forces de cette province, comme on peut le supposer, bien que l'on ignore jusqu'à maintenant leur destination, après que par une note télégraphique du Minsitère de la Guerre on ait su qu'ils étaient arrivés sur le site de Las Mulas le 24 de ce mois. »[325]

[322] *Ibidem*, fol. 618. Il est significatif de noter que la Secretaria de lo Interior ne prend acte de l'augmentation de la faction de Guambra et des mesures prises par le gouverneur qu'en date du 24 janvier 1859. Mesures qu'elle approuve, de même que le pouvoir exécutif qui « croit dans le plus grand succès des opérations menées par les forces destinées à combattre la faction, et qui agissent de concert avec qui sont sorties de cette ville avec le même objectif sous les ordres du Commandant Olondro ». Secretaria de lo Interior. Contestese al Sr Gobernador de la Pvia d'Aragua, Valencia, 24 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 623-623v.

[323] À titre d'information, on peut noter que sur les 974 fiches que comprend la base de données, seulement 105 concernent la période comprise entre le 1er janvier et le 8 octobre 1859.

[324] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 31 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 619-619v.

[325] *Ibid*., fol. 619v.

Le 3 janvier, le gouverneur transmet des informations qui lui sont parvenues cette fois du Juge de paix de Villa de Cura. Celui-ci lui relate les échecs essuyés par le Commandant Francisco Olondro, lancé à la poursuite de Medrano. Après avoir trouvé, le 1er janvier, à 5 heures de l'après-midi, « des traces » de celui-ci à Guambra, il a entrepris de se lancer à sa poursuite. Il serait retranché en un point depuis lequel il « est difficile de le battre » en raison de la physionomie du terrain, mais aussi des faibles forces dont il dispose, qui ne lui permettent pas d'éliminer ses guérillas qui œuvrent de façon dispersée. Il n'a donc procédé à aucun tir, se contentant de « passer la nuit là où il l'avait rencontré, sans qu'il puisse le voir », et annonce qu'il ne le suivra pas, ses hommes n'ayant presque rien mangé depuis deux jours ». Il préfère attendre les forces qui, selon ce que lui a dit le *Jefe Político*, devaient partir le 29 de de Villa de Cura[326]. Aucun indice ne permet de savoir si ce dernier a tenu sa promesse ; quoi qu'il en soit, il annonce en suivant au gouverneur qu'il a convenu avec le Commandant Fernández « qu'il sorte demain matin [le 2 janvier] avec toutes les forces qu'il a à sa disposition par la voie de Boca Chica, la Palma, etc. » car c'est « la direction que semble avoir pris la faction, et se dirige vers Guambra ». C'est selon lui le seul moyen que la Faction puisse être « indéfectiblement attaquée quelle que soit la direction qu'elle prenne, par les forces du Commandant Fernández lui-même, comme c'est très probable, ou par celles des Commandants Olondro et Gutiérrez ». Ces deux derniers ont été contactés afin qu'ils s'approchent du point occupé par l'ennemi, le Commandant Fernández devant pour sa part faire en sorte que la rencontre à Guambra puisse avoir lieu à deux heures de l'après-midi. Toutes les voies de sorties étant ainsi occupées, les factieux ne devraient pas pouvoir s'échapper « si tant est qu'ils restent dans leurs positions »… D'autant qu'un imprévu de dernière minute empêche le Commandant Fernández de sortir à l'heure prévue[327].

Une autre mauvaise nouvelle parvient au gouverneur de la province d'Aragua le 4 janvier, toujours par l'intermédiaire de Pedro Abreu. Celui-ci a en effet appris indirectement, par le commissaire de Cerro-Pelón, que le matin à l'aube, un affrontement s'est produit entre les forces factieuses et le Commandant Gutiérrez dans la colline « Catonera » et qu'après un combat violent les forces du Commandant ont été battues, essuyant des pertes considérables. Le commissaire conclut en disant que désormais les factieux occupent « le champ de bataille » et qu'il convient que le gouvernement envoie de toute urgence des forces afin de

[326] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 3 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 625-625v.
[327] *Ibid*.

protéger la population et secourrir le Commandant Gutiérrez[328]. Seule note positive, le fait que l'ennemi ait évacué le site de Guambra depuis le 2[329]. Pour sa part le gouverneur laisse poindre son mécontentement, attribuant ce revers au manque d'unité des opérations. Il envoie en conséquence sur la zone le Commandant en armes à la tête de 80 hommes qui ont pour consigne d'intégrer les 200 hommes placés sous les ordres du Commandant Fernández qui doit être déjà « sur la faction »[330].

Dès le lendemain, le gouverneur rend compte d'un nouvel *oficio* du *Jefe Político* de Villa de Cura. Il lui adresse cette fois des informations reçues du Commandant des Opérations sur la Sierra, José Antonio Gutiérrez, via le juge de paix de San Juan de los Morros, selon lesquelles il est parvenu à battre la Faction à Cerro-Pelón, le 3 janvier à six heures du matin, alors qu'il ne disposait que de 40 hommes, parmi lesquels quatre sont morts et quinze ont été blessés. En dépit de cette infériorité numérique, il a réussi « à les battre complètement et à tuer 9 hommes sur les 200 qu'ils avaient », même s'il considère ne pas être parvenu à les détruire définivement. En suivant, le juge de paix informe le *Jefe Político* de Villa de Cura que le Commandant Fernández a passé la nuit à San Juan de los Morros et qu'il entreprend ce matin même sa marche[331], confirmant ainsi les informations antérieures à cette attaque selon lesquelles il avait enfin pu, ce même 4 janvier, se mettre en route en direction de Cerro-Pelón et qu'il y arriverait très probablement le lendemain. Ces informations du juge de paix sont suivies d'une lettre, datée du jour suivant, qu'il transmet au gouverneur de la province[332]. Les deux hommes, respectivement José Pulido (le Commandant) et Luis María Uztáriz, se connaissent visiblement bien, si l'on en juge par l'intitulé de celle-ci, « Mon cher ami », mais aussi par son ton et son contenu. En effet, passant outre la voie hiérarchique[333], il s'adresse à lui directement pour « le tenir au courant de ce qui est en train de se passer avec les bandits dirigés par Medrano, qui leur ont donné tant à faire ces derniers jours ». Outre des données sur les motivations des factieux, Pulido livre des informations sur les actions qui ont été menées, indiquant :

---

[328] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 4 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 626-626v.
[329] *Ibid*., fol. 626v.
[330] *Ibidem*.
[331] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 5 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 627-627v.
[332] Lettre du Sr José Pulido, San Juan, 6 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 630-630v.
[333] Il n'en demeure pas moins que le gouverneur transmet cette lettre à la Secretaria dans une communication du 7 janvier, considérant que celle-ci est plus précise « concernant les faits d'armes entre la faction et le commandant Gutierrez ». Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 7 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 629v.

> « (…) cela fait trois jours qu'en accord avec le Juge, je suis parti d'ici avec quelques pelotons de cavalerie et d'infanterie, jusqu'au site où a eu lieu l'action de ces scélérats avec Gutierres ; j'ai parcouru les lieux par lesquels ils sont passés pour (…) arriver jusqu'à ce village. »[334]

Il indique aussi avoir placé des vigies sur les hauteurs, ce qui lui a permis de savoir qu'une partie de la Faction était partie jusqu'à Virgen Pura et qu'une autre avait pris la direction de Potrero Grande. Sa traque a cependant dû s'arrêter là, puisqu'ils sont alors rentrés dans la juridiction de la Villa de Cura où, selon Pulido, les factieux disposent de nombreux appuis parmi les *vecinos* ; raison pour laquelle il pense qu'il s'agit d'une ruse des factieux bien plus que d'un repli. Selon lui, Medrano s'est retiré par El Toruno, et il aurait avec lui environ 260 hommes[335].

Concernant les troupes placées sous les ordres du Commandant Fernández, lesquelles ont passé la nuit à Paso-Real avec une compagnie venue les rejoindre, il indique qu'elles ont suivi le Camino real, après qu'il ait été décidé que « cette dernière, la force commandée par le Commandant Sandoval et celle qui est restée avec Fernández, attaqueraient simultanément lesdits factieux ». Il conclut sa lettre en disant croire « qu'aujourd'hui à midi ils auront essuyé une belle défaite »[336], ajoutant toutefois que venant d'arriver à San Juan, extrêmement fatigué, il apprend que Gutiérrez s'est rendu à Tiznados pour amener les blessés, comptant rentrer au plus vite pour continuer la persécution des factieux.

Cependant, ce n'est que le 9 janvier, depuis la capitale de la province du Guárico, que des détails nous parviennent de ce combat de Medrano et ses hommes avec les forces du Commandant José Antonio Gutiérrez. C'est à l'occasion de l'accueil enthousiaste réservé à ce dernier lors de son arrivée à Ortiz, après ce « triomphe héroïque », que le *Jefe político* du Canton livre ces informations. Il confirme les 18 blessés et les quatre morts (dont trois disparus), et déclare que ce qui a fait défaut à ce « courageux Commandant Gutiérrez désireux d'accomplir sa mission, celle de détruire cette insolente faction qui harcèle ce Canton », ce sont surtout des armes, des munitions et des rations, bien plus que des hommes qui sont même en trop selon ses dires[337]. En ce sens, il estime que ce dont a besoin le Commandant Gutiérrez « pour détruire [la faction] à la racine » ce sont « cent hommes bien armés et dotés en munitions ». Enfin, le *Jefe Político*, outre des critiques vives quant aux mesures adoptées

[334] Lettre du Sr José Pulido, San Juan, 6 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 630.
[335] *Ibid*, fol. 630v.
[336] *Ibidem*.
[337] Gobierno Superior Político de la provincia del Guárico al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 9 janvier 1959. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 632.

jusqu'alors, indique que c'est en la forçant à se disperser que l'on parviendra à détruire la Faction qui a déjà, grâce à la bravoure du Commandant Gutiérrez, perdu 24 hommes, dont Genaro López[338]. Cette demande est relayée sans hésitation par le gouverneur auprès du gouvernement.

Pour sa part, le commandant en armes de la province d'Aragua, José Muguerza, annonce une réorganisation de ses troupes, due très vraisemblement aux pertes essuyées les jours précédents. En effet, dans un courrier daté du 6 janvier, il informe le gouverneur qu'à partir de ce jour, le Capitaine Pérez sera sous les ordres du gouverneur dans la mesure où « il a dû refondre le peloton qui lui restait et composer à partir des deux une seule compagnie placée sous les ordres de l'autre capitaine, Jacinto Pacheco »[339]. Il déclare ensuite qu'il vient de recevoir des informations du Commandant Fernández depuis San Antonio, selon lesquelles, bien qu'ayant tenté de suivre l'ennemi, il n'en a vu que les « traces ». Il prévoit enfin de fouiller une *quebrada* où « l'on suppose que se trouvent les restes de la faction », et dit qu'il l'informera au plus vite des résultats[340]. Bien que le Commandant Fernández affirme que, selon lui, la Faction serait composée d'une centaine d'hommes, le *Comandante en armas* de la province indique, au moment de transmettre ces nouvelles au gouverneur, que selon des informations concordantes et dignes de foi, la faction s'étant divisée en plusieurs guérillas, ils seraient en fait au total plus de 300.

Au vu de la situation qui prévaut depuis les premiers jours de janvier, le Ministère de l'intérieur indique au gouverneur de la province d'Aragua que le Président de la République l'enjoint, tant que la Faction ne sera pas détruite, de « ne faire aucune trève dans son activité et zèle, dictant toutes les mesures qui sont dans le cercle de ses attributions et qu'il considère convenir pour la pacification des endroits où l'ordre politique est altéré, et pour punir les perturbateurs »[341]. Ce même 8 janvier, le Colonel Commandant en armes de la province, chargé des opérations sur la Sierra écrit au gouverneur pour l'informer que Medrano, avec 80 hommes, est entré par la *quebrada* des Yeguas en direction, une nouvelle fois, de la vallée Loretero. En conséquence, il a décidé ce qui suit :

> « (…) j'ai immédiatement marché avec la compagnie de Maracai vers Chirgüita, dans la Vallée Loretero en coordination avec le Commandant Fernández afin de voir si

[338] *Ibid*., fol. 632v-633.
[339] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 7 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 629.
[340] *Ibid*., fol. 629-629v.
[341] Secretaria de lo Interior. Contestese al Sr gobernador de la provincia d'Aragua, Valencia, 8 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 628-628v.

> nous parvenons à les prendre entre deux feux. J'aurai le plaisir de vous informer du résultat. »[342]

On apprend ensuite, du Commandant Facundo Camero qui se trouve à Parapara dans la province du Guárico, que le Commandant Sandoval est parvenu à mettre en déroute les factieux, toujours ce même 8 janvier, dans le Cerro de la Laguna. Le bilan est, côté ennemi, d'un blessé et de deux prisonniers. Il semble que les factieux aient cherché, dans leur fuite, à se réfugier dans le *vecindario* de Chirgüita. Il annonce avoir immédiatement dépêché le Commandant Gutiérrez sur les lieux, tandis qu'il est resté sur Parapara au cas où les factieux décideraient, au cours de la nuit, de rebrousser chemin. Une telle nouvelle ne laisse pas de susciter, de la part du gouverneur, au moment de la transmettre à Valencia, des propos aux accents triomphalistes :

> « En vous transmettant une si bonne nouvelle, j'ai le plaisir de vous annoncer que les factieux de la Sierra, rapidement, très rapidement, avec la leçon [que nous leur avons donnée] auront cessé de perturber la paix publique et de dévaster le Canton Ortiz qu'ils avaient désigné comme la cible de leurs actes criminels. »[343]

À partir de ce moment, les forces des deux provinces œuvrant sur la Sierra agissent de concert, persuadées cette fois que les jours de la Faction sont comptés. En effet, en date du 13 janvier, la *Comandancia de armas* en charge des opérations dans la Sierra, pour la province du Guárico, informe le gouverneur de celle d'Aragua avoir réuni la veille, dans le site de El Rodeo « la colonne commandée par le *Gefe de Operaciones* de cette province du Gúarico, ainsi que celle que commande le Commandant Fernández » et qu'ils ont décidé ce qui suit :

> « (…) nous avons décidé de marcher ensemble vers ce point, d'où nous devons partir demain (…), en divisant l'Armée en trois colonnes qui, par des voies différentes mais de façon coordonnée, agiront sur Güesipo ; selon l'espionnage la faction, au nombre de quatre-vingt ou cent hommes, est passée par los Frijoles en direction de Bajial, raison pour laquelle on peut penser qu'ils doivent aujourd'hui se trouver entre ce point et la Galera de Guaruma. Le Capitaine Jacinto Pacheco qui est à San Juan avec sa compagnie a dû partir aujourd'hui par le chemin de Virgen Pura et de la Boca del Cedral, vers les montagnes de Guambra, avec des ordres pour poursuivre la faction, dès lors que selon les informations que nous avons reçues, ils se sont réfugiés là avec plusieurs *partidas* armées. »[344]

Le 19 janvier, le gouverneur de la province d'Aragua reçoit du chef des opérations sur la Sierra, José Muguerza, deux communications datées du 15 et du 17 janvier, respectivement

[342] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 11 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 634.
[343] Gobierno Superior Político de la provincia del Guárico al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 11 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 635-635v.
[344] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 16 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 636-636v.

envoyées de Parapara et de San Antonio. Dans la première, il indique qu'à leur arrivée sur Güesipo situé non loin de San Juan de los Morros dans la province du Guárico, la veille à dix heures du matin, lui et le Commandant Facundo Camero, furent informés que si la Faction de Medrano était restée ici durant deux jours, la nuit avant leur arrivée elle était partie « par le chemin qui conduit à Parapara et Ortiz, avec une force d'environ cinquante fantassins et d'environ quinze ou vingt chevaux ». Les deux hommes ont alors décidé de partir à leur poursuite jusqu'à la Boca del Vilche, à une lieue de Güesipo, tandis que les restes de la Faction se sont éparpillés sur le chemin royal entre ce village et Ortiz[345]. Muguerza exprime alors une détermination sans faille, lorsqu'il déclare, pour expliquer l'action :

> « A cinq heures aujourd'hui, les forces vont partir, organisées en quatre fortes guérillas avec un Chef à la tête de chacune d'elles et, par des voies différentes nous allons les repousser jusqu'à la sierra où se trouve le Commandant Olondro qui a déjà été averti ; et il est très probable que leur destruction intervienne demain, non seulement grâce à la combinaison que nous avons organisée, mais aussi en raison de l'intérêt que manifestent tous les Chefs, Officiers et la troupe à détruire ces bandits. »[346]

Cependant, le contenu de sa communication du 17 n'est plus du tout triomphaliste. Il annonce au gouverneur que si, à cette date, toutes les forces sous ses ordres occupent bien comme prévu la Sierra « alta y baja », elles n'ont en aucun point rencontré la faction. Il en déduit immédiatement qu'elle a dû, en fonction de la route qu'elle a prise, sortir vers les *llanos*. En conséquence, et c'est sur ces mots qu'il termine sa communication, il a contacté « le Juge de Paix de la paroisse de Tiznados pour qu'il mette immédiatement des espions bien équipés sur certains point du Llano afin de connaître la route qu'ils ont prise et d'en rendre compte sans perdre de temps afin que l'on puisse partir à leur poursuite avec succès »[347]. Ce même 17 janvier, le gouverneur de la province de Guárico indique à la *Secretaria de lo Interior* que malgré la persistance de la Faction de la Sierra, qui a subi de fortes désertions, sa province est en paix et que selon les *Jefes políticos* des autres cantons, il n'y pas de risque qu'elle soit troublée[348].

Les jours suivants, c'est précisément des *llanos* que des informations parviennent. En effet, le gouverneur de la province de Apure livre à celui de Barinas, en date du 19 janvier, un certain nombre d'informations sur les forces mobilisées, notamment qu'il a laissé « sur les

[345] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 19 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 638-638v.
[346] *Ibid*., fol. 638v.
[347] *Ibidem*.
[348] Gobierno Superior Político de la provincia del Guárico al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 17 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 637.

limites de la province » des troupes chargées d'une part de parcourir les rives de l'Apure « jusqu'à ce que la faction soit annihilée dans sa totalité », d'autre part de « capturer tout citoyen suspect qui foule ce territoire ». Sur ce dernier point, il rappelle que de nombreuses dispositions ont été prises et que si elles n'ont pas toujours eu l'efficacité escomptée cela est dû « aux immenses pampas et à la très faible population de nos provinces »[349].

Le 29 janvier, le gouverneur de la province d'Aragua transmet à la *Secretaria de lo Interior* des informations concernant Zoilo Medrano, fournies par le Commandant Facundo Camero au Chef des opérations sur la Sierra deux jours auparavant. Il les a obtenues d'un homme interrogé pour avoir fréquenté la Faction et qui a déclaré, s'être « séparé de Zoilo Medrano sur le site de los Mogotes, près du *paso real* de Mapire et qu'ils avaient l'intention d'aller ce même jour jusqu'à Canuto ou La Seiba », ayant été informé par des complices que les troupes gouvernementales étaient peu nombreuses dans cette zone[350]. L'homme affirme qu'ils étaient environ une vingtaine d'hommes, parmi lesquels ils en connaissaient nommément une dizaine[351]. Les réactions du Chef des opérations sur la Sierra et de la *Comandancia de armas* ne se font pas attendre. Le premier décide d'envoyer le Commandant Sandoval « avec cent fantassins bien équipés et avec l'ordre de faire des incursions afin de surprendre et de couvrir les maisons et les points suspects jusqu'à atteindre l'objectif fixé qui est la destruction » de la Faction. Dans le même temps, il ordonne au *Jefe Político* de Ortiz « d'envoyer immédiatement une guérilla aux ordres du Commandant Pereira afin qu'il entre par la voie de la Foja, vers San Antonio et Puepe et qu'il se mette en communication avec le Commandant Sandoval. José Muguerza, pour la *Comandancia de armas*, annonce qu'il a disposé trois guérillas de la Colonne d'Aragua qui doivent couvrir les différents points « mentionnés ci-dessus pour voir si de cette façon on parvient à détruire les restes de la faction Medrano »[352].

Pour sa part, le gouverneur de la province du Guárico considère que l'existence de cette Faction Medrano peut être jugée « insignifiante » puisqu'elle « est réduite à vingt hommes, une partie des *cabecillas* étant partie », ce qui lui permet de conclure que « le reste de la province qu'il gouverne est en parfaite paix »[353].

---

[349] Gobierno Superior Político de la provincia al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Nutrias, 27 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 640-640v.
[350] Cf. infra l'analyse des réseaux de complicité dont bénéficient les factieux.
[351] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 29 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 641-641v.
[352] *Ibid*., fol. 641v.
[353] Gobierrno Superior Político de la provincia del Guarico al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 31 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXL, fol. 161.

Le 10 février à six heures du matin, le Commandant Sandoval et ses hommes ont maille à partir avec El Agachado, précisément à las Guayabitas. Au cours de cette échauffourée qui a visiblement commencé la veille au soir, on déduit des propos de Sandoval qui ne sont pas très clairs, que ses hommes ont tout d'abord cru qu'il s'agissait de forces gouvernementales. Ils ont ensuite compris leur méprise, puisqu'ils ont été insultés ainsi que le gouvernement par les factieux qui leur promettent, une fois la nuit passée, de leur régler leur compte. Mais avant que cela n'ait pu se produire, Sandoval ayant entendu un bruit suspect fait feu à plusieurs reprises (une vingtaine de tirs), avec pour résultat la fuite des factieux. Au petit matin, Sandoval et ses hommes entreprennent donc de partir à leur poursuite, en direction du village de Santa Rosa dont il dit qu'il aurait été pillé durant deux heures par les hommes de El Agachado. Suite à cet événement, Sandoval se rend à San Juan de los Morros d'où il envoie cette missive[354]. José Muguerza, à qui elle était destinée et qui la transmet immédiatement au gouverneur de la province d'Aragua, prend sur le champ les dispositions suivantes, une fois encore en affirmant qu'elles permettront de détruire définitivement la faction :

> « (…) Le Commandant Camero, avec une compagnie, marchera comme il l'a fait sur Tiznados, afin de se mettre à la tête de toutes les forces afin de suivre les restes de la faction, jusqu'à tomber sur elle et la détruire. J'ai également disposé que le Commandant Fernández, une fois réalisée l'incursion de las Mulas, ce qui doit intervenir dans la journée de demain, se mette en marche avec la compagnie par la voie de Manuare à Parapara, (…) et qu'il aille jusqu'à Santa Rosa, au cas où la faction fuirait en direction de la Sierra-alta, et qu'il la trouve et la batte. La troisième compagnie, commandée par le Capitaine Jacinto Pacheco, marche par la voie de la Tormenta, parcourant les sites de Timbique et la Mospita, suivra également sur Santa Rosa avec les instructions suffisantes pour agir. J'ai rendu compte de tout cela au Secrétariat de la Guerre. (…). José Muquerza. »[355]

Au moment de transmettre ce rapport à Valencia, le gouverneur prend soin de préciser que pour l'instant sa province est calme, les derniers événements survenus dans celle du Guárico n'ayant donc pas altéré une paix toute récente, si l'on se remémore ce qui s'y est passé au cours du mois précédent. C'est dans ce contexte que Julián Castro édicte, le 18 février, une nouvelle amnistie en faveur des factieux de « la Sierra, Guanarito et Anaco »[356].

---

[354] Oficio del Comandante Gabriel Sandoval. Señor Comandante Gefe de operaciones del Guárico sobre la Sierra, San Juan de los Morros, 12 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 647-647v.

[355] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 15 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 646-646v.

[356] « Secretaria del Interior. INDULTO. Caracas, 18 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXL, fol. 56-58. Cf. infra, chapitre 7.

### 11. Le coup de grâce ?

C'est à travers un « Télégraphe Electrique », envoyé par le gouverneur de la province d'Aragua, le 22 février 1859, à 11 heures et demie du matin, que la nouvelle parvient au Secretario de E en los DD del Interior y Justicia. On y annonce que « le 20 février, à huit du matin une *partida* factieuse de 70 hommes a été complètement détruite par le Commandant Camero, sur le site de Potrerito, dans la juridiction de San Francisco de Tiznados et qu'il a fait sept prisonniers et a tué 17 [personnes], parmi lesquels Aguachado [sic] et Tovar (…) »[357]. Uztariz conclut son télégramme en prévenant que les détails de cette action suivent par le courrier ordinaire. Ce dernier contient le récit que le Commandant Camero lui-même a adressé au Chef des opérations dans la Sierra qui le transmet au gouverneur.

Cette fois-ci, le ton a des accents victorieux et le Commandant explique la tactique qu'il a déployée pour venir à bout de cette *partida* et surtout de ses deux *cabecillas*. C'est après une traque sans relâche, menée jour et nuit, qu'il est parvenu à les atteindre, à huit heures du matin, le 20 février. Pour ce faire, il les a attaqués par le flanc et de front, ordonnant dans le même temps à une guérilla de leur couper le passage. Il confirme les 17 tués dont les « *caudillos* » El Agachado et Carlos Tovar, et annonce pour sa part avoir fait cinq prisonniers. Il déclare qu'il a également récupéré « sept fusils, vingt-trois lances et quelques épées et trabucos »[358].

Selon lui, avec la mort de l'un des chefs les plus emblématiques de la Faction, celle-ci « a été complètement détruite », d'autant que sur les 70 personnes qu'elle comptait au moment de cette offensive, la plupart s'est éparpillée « y compris sans chapeau » prend-il soin de préciser. Parmi eux, un grand nombre de blessés, si l'on en juge, précise-t-il, « par les traces de sang qu'ils ont laissées, mais aussi parce « que les guérillas des flancs leur ont livré un feu nourri qui a duré environ trois heures »[359]. Qualifiant cette journée de triomphe ayant permis la pacification de la Sierra, il termine son récit en saluant le patriotisme et la vaillance des hommes qui l'ont accompagné dans cette action, en premier lieu le Commandant Gabriel Sandoval, mais aussi les Capitaines Carlos Serpa, légèrement blessé au pied, et Claudio

[357] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 22 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 648. Cf. *infra* chapitre 7, les précautions prises autour de la mort de El Agachado.
[358] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 22 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 649-649v.
[359] *Ibid*., fol. 649v-650.

Sánchez ainsi que le Lieutenant Vicente Galia, pour lesquels il demande au gouverneur une action auprès du gouvernement afin qu'ils soient justement récompensés[360].

Le 23 février, c'est au tour du gouverneur de la province du Guárico de transmettre ces informations hautement symboliques à la *Secretaria*. Elles lui ont été envoyées par le juge de paix de San José de Tiznados. Surtout, outre l'annonce de la mort de El Agachado, il dit venir d'être informé, par celui de San Francisco de Tiznados, de l'arrivée de son cadavre, le 21 février, à trois heures du matin (heure à laquelle il écrit au juge de paix de San José). Il indique que c'est à Potrerito qu'il a été tué, la veille à huit heures du matin. Notons qu'à la différence de son homologue de la province d'Aragua, le gouverneur du Guárico n'en conclut pas pour autant à la destruction de la Faction, affirmant, plus prudemment, au moment de transmettre ces informations au gouvernement :

> « (…) qu'il se félicite pour la fin prochaine de la faction de la Sierra dont la mort de l'une de ses *cabecillas* constitue un avant signe »[361]

Et de fait, une fois encore, le répit est de courte durée, et la prudence du gouverneur du Guárico semble prémonitoire. Une tête, et pas des moindres, est certes tombée, mais les autres factieux poursuivent leurs actions, même si le gouverneur de cette province indique, le 28 février, qu'à « l'exception du factieux Medrano, le reste de la province que je dirige jouit d'une paix parfaite ». Paix qu'il ne veut voir troublée sous aucun motif. C'est la raison pour laquelle il annonce la mobilisation de plusieurs unités armées en fonction d'informations reçues du juge de paix de Guadarrama, non seulement pour éviter les agissements de Medrano, mais aussi ceux des éléments factionnels des provinces voisines, notamment dit-il « la faction de Linares qui se trouve à l'heure actuelle dans la Sanja de Lira, très peu éloignée des limites de cette province ». Les forces mobilisées sont relativement conséquentes puisqu'il annonce :

> « En vertu des informations livrées à cette *Gobernación* par le Sr José Antonio Matute, Juge de Paix de Guadarrama, en date du 23 de ce mois, ont été appelés en service les Escadrons de los Angeles, Rastro, Camaguan, Guayabal, Calvario et cinquante hommes d'infanterie de cette capitale, sous le commandement du Capitaine

[360] *Ibidem*, fol. 649v. Le 24 février, il livre compte-rendu similaire, à quelques détails près, au gouverneur de la province du Guárico. Gobierno del Guárico al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 24 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 652. Il lui est également rendu hommage par les habitants de el Baúl en juillet 1859. *Manifestación de varios vecinos de El Baúl en favor del Comandante Camero, por sus triunfos sobre los facciosos en Guadarrama*, El Baúl, 19 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVII, fol. 222-222v.

[361] Gobierno del Guárico al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 23 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 651.

> Julian Naranjo, forces qui devaient être commandées par le Colonel Coronel Miguel Pérez, nommés Chefs des Opérations de ce Canton. »[362]

Il dit craindre également une intrusion en provenance de El Baúl, où se trouvent des *partidas* factieuses, par la paroisse de Guardatinajas, « par laquelle on peut avec facilité envahir cette province » et où il a maintenu des troupes. Toutefois, comme nous l'avons mentionné, en cette année 1859, les nouvelles sont plus rares et plus éparses dans le temps. C'est ainsi qu'il faut ensuite attendre le mois de mai pour disposer d'autres informations sur la Faction, qui proviennent elles aussi de la province du Guárico.

Comme renouant le fil avec les dernières nouvelles adressées à la *Secretaria de lo Interior y Justicia*, c'est de Medrano dont il est question dans ce document du gouverneur destiné au *Jefe Municipal* du canton. Il affirme que Medrano et sa faction menace la capitale, Calabozo, et qu'il a bénéficié pour cela non seulement de la trahison de troupes gouvernementales mais aussi de la complicité de certains hommes qui ont fait défection. Il enjoint en conséquence son interlocuteur d'ouvrir une enquête afin de « surprendre et de s'emparer du fil de la révolution » et de réduire à la prison ceux jugés complices de celle-ci[363]. Dans sa réponse du même jour, à 4 heures de l'après-midi, le *Jefe municipal*, Pedro Rodríguez, prend acte des mesures qu'il doit mettre en œuvre et fournit la liste des « honnêtes *vecinos* » qu'il a décidé d'interroger à ce propos[364]. Ceux-ci déclarent soit qu'ils ne connaissent personne qui ait pu participer à la faction dès lors, comme le dit l'un d'entre eux « qu'il les croit tous amoureux de l'ordre du gouvernement », soit qu'ils ne peuvent jurés qu'il n'y ait pas des gens qui se soient engagés en son sein[365]. Peine perdue semble-t-il, car si l'on s'en tient à la version de L. Alvarado, le 11 juin, le général Brito, chef des opérations pour les provinces du Guárico et de l'Apure, livre combat aux « factions de Agapito Carpio ou Zoilo Medrano retranchées à Guadarrama »[366]. Néanmois, le doute persiste quant à l'identité du chef de ladite faction…

Signe d'impuissance ou ultime tentative de tenter que calmer le jeu, le 21 juin 1859 le gouvernement lance un nouveau décret d'amnistie, plus large que les précédents[367]. En marge des modalités de sa mise en œuvre, les opérations de surveillance se maintiennent, et non sans justification.

---

[362] Gobierno del Guárico al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 28 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 653.
[363] Gobierno Superior Político de la provincia del Guarico al Señor Jefe Municipal de Este Canton, Calabozo, 12 mai 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLIV, fol. 154.
[364] Jefatura municipal del Canton, Calabozo, 12 mai 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLIV, fol. 154v.
[365] *Ibid*., fols. 154v-159.
[366] Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela* [1909], *op. cit.*, p. 159.
[367] Cf. Infra chapitre 7.

Il faut ensuite attendre le mois d'octobre 1859, au cours duquel parviennent les dernières informations, qui émanent toutes de la province d'Aragua. Les premières concernent, par un symbolique retournement de situation, le pillage de biens des factieux par les populations, en représailles de leurs actions passées[368].

Quelques jours plus tard, c'est pour rendre compte de la persécution de factieux, environ 200 personnes, dans la zone de El Pao, et des résultats de l'interrogatoire effectué auprès d'hommes arrêtés à cette occasion, qu'il écrit à ses supérieurs hiérarchiques. Du contenu des informations qu'il livre, on perçoit nettement le changement de situation. Bien que Medrano soit nommé en tant que commandant d'une des *partidas* de cavalerie lors de leur fuite face aux troupes gouvernementales, les autres noms ne font pas partie de la liste des acteurs que nous avons constituée. La Faction n'a donc plus, à cette période, la même consistance qu'auparavant ; surtout, on ne la nomme plus en tant que « Faction de la Sierra ».

Ultime indice de cette disparition, le fait que les données les plus tardives proviennent d'autres tomes que les deux qui lui étaient directement consacrés, comme si sa traque en tant que telle ne se justifiait plus. De fait, les deux seules mentions postérieures sont plus indirectes puisqu'elles proviennent, pour l'une, de L. Alvarado qui rend compte d'actions liées à Medrano pour l'année 1860, et pour l'autre de L. Level de Goda qui affirme « qu'ils firent la guerre contre l'oligarchie et contre le gouvernement de Castro, depuis le mois de mars [1858] jusqu'en 1863 »[369], sans autres précisions quant à la nature de ces actions postérieures à 1859.

Néanmoins, s'il est avéré que cette Faction en tant que telle a cessé d'agir, notamment en raison de la mort de l'un de ses principaux chefs et l'arrestation d'un autre, les actions de guérillas ne cessent pas pour autant dans la région et ce sont elles qui, pour partie, nourrissent au cours des mois et des années qui suivent les troupes qui participent à la Guerre Fédérale.

Ce constat d'une hydre aux milles têtes se retrouve dans plusieurs des lettres adressées par ses amis à José Santiago Rodríguez envoyé en mission à Londres durant la Guerre Fédérale et retranscrites par son petit-fils dans un ouvrage extrêmement précieux sur la période. C'est tout d'abord Fermín Toro, dont le rôle dans cette conjoncture rend l'avis d'autant plus important qui écrit :

---

[368] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. *Oficio de Jesus Maria Ustariz sobre el embargo de propiedades de los facciosos*, La Victoria, 1er octobre 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXL, fol. 13. Cf. Infra. Chapitre 6.

[369] Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela* [1909], *op. cit.*, p. 113 ; L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)*, Caracas, Imprenta Nacional, 1954 [1889], tomo 1, p. 78.

> « La situation politique ou plutôt sociale de cette terre, empire de jour en jour. Les factions, nombreuses et robustes, menacent en même temps toutes les provinces, attaquent les villes, les incendient, ils égorgent leurs habitants et sèment de toutes parts l'épouvante et la désolation. Les forces du Gouvernement sont nombreuses, mais d'une part elles sont commandées par des chefs ineptes, lâches et traîtres et, d'autre part elles manquent de beaucoup de chose, y compris de rations alimentaires, dans le même temps que les factieux ont des butins, jusqu'à pouvoir en brûler. Comment et pourquoi tout ceci est arrivé ? Ma façon de voir (…) est la suivante : la Convention, mue par un idéal irréalisable, a bafoué les principes, a menacé le militarisme et toutes les mauvaises passions, a attaqué tous les intérêts illégitimement accumulés durant l'administration des Monagas, et pour défendre la société, les principes rationnels et légitimes, il a laissé un Gouvernement pieds et poings liés au pilier chancelant d'une Constitution que personne, au sein de la République, n'a accepté. Castro, comme chef de la révolution de Mars, a été discrédité par les attaques de la Convention, regardé de travers par les paecistas, avec méfiance par les civilistes et avec une haine implacable par tous les factieux… »[370]

C'est ensuite F. Ribas Galindo qui, en novembre 1859, note avec un grand désabusement :

> « Ce gouvernement a triomphé de tous les affrontements qu'il a eus avec les factieux, et je ne doute pas qu'il triomphera à l'Est et à Ouest, puisque aujourd'hui il ne lui reste que Sotillo à combattre, réduit à une guérilla, et qui erre dans les *llanos* de la province de Cumaná. Quant à Falcón, qui commande le corps le plus important des forces fédérales, il a dû abandonner Barquisimeto sans combattre et les troupes du gouvernement sont à sa poursuite. Si, après ces triomphes nous obtenions la paix, tout sera fait ; mais je doute beaucoup pour ma part que nous obtenions ce bienfait, parce que les fédéralistes, ainsi qu'ils s'appellent, constituent les trois quarts de la population, et comme le Phénix renaissent de leurs cendres. »[371]

En février 1860, depuis Hambourg, c'est Luis Glöckler, consul du Venezuela, qui lui écrit à partir d'informations qu'il a reçues d'amis restés au Venezuela[372]. Cette lettre rend bien compte, elle aussi, de la déception qui grandit après la victoire de Coplé le 17 février où les troupes du général León Febres Cordero ont mis en déroute les hommes de Falcón. En effet,

---

[370] Carta de Fermín Toro al Lic. José Santiago Rodríguez, 24 de mayo de 1859. Citée in José Santiago Rodríguez (doctor), *Contribución al estudio de la guerra federal en Venezuela*, Caracas, Editorial 'Elite', 1933, Tomo I., p. 361-362.

[371] Carta de F. Ribas Galindo a José Santiago Rodríguez, Caracas, 23 novembre 1859. Citée in *Ibid*, Tomo 2, p. 48. C'est nous qui soulignons.

[372] Cet homme, d'origine allemande, a passé de très nombreuses années au Venezuela et fait partie des rares « voyageurs » à avoir eu une vision positive du Venezuela au point de devenir l'un des promoteurs de l'émigration allemande dans le pays, s'attirant les foudres des autorités allemandes et de certains de ses coreligionnaires face aux difficultés rencontrées sur place. C'est au vu de cette détermination qu'il fut d'ailleurs un temps consul à Lübeck puis nommé en septembre 1850 par José Tadeo Monagas Consul du Venezuela à Hambourg. Il n'en demeure pas moins que Glöckler avait une connaissance très concrète, en tant que commerçant lui-même, des réalités du pays et de son potentiel, bien plus que certains théoriens de l'époque, comme l'explique d'ailleurs très justement David Ruiz Chataing dans son article intitulé « El afán de modernidad : la agricultura en el pensamiento économico venezolano del siglo XIX », *Boletín de la Academia Nacional de la Historia*, Caracas, n° 321, enero-febrero-marzo de 1998, pp. 27-49. Sur Luis Glöckler voir Rodríguez, José Angel, *Venezuela en la mirada alemana. Paisajes reales e imaginarios en Luis Glöckler, Carl Geldner y Elisabeth Gross, 1850-1896*, Caracas, UCV, 2000, chapitre II. « Louis Glöckler en el pais de las maravillas », pp. 29-68.

très vite les factions renaissent de leurs cendres à l'initiative de certains de ceux qui ont œuvré dans la Sierra. Il écrit, désabusé :

> « Parfois je me laisse aller à de doux rêves et je m'imagine que, Falcón vaincu, vaincus Sotillo, Zamora, Aguado, etc., le gouvernement pourra déployer toutes ses forces et son énergie pour rétablir l'ordre et donner confiance en l'avenir ; mais très vite, je dois me réveiller de tels rêves : Sotillo, Zamora, Aguado, Leiciaga, Falcón, Trías, nous les avons déjà vus vaincus dans de nombreux combats, et ils sont là une fois encore, tenaces, atroces, redoutables, comme toujours. A chaque instant de nouvelles révolutions s'organisent, jusque dans le centre de la capitale. »[373]

Ce « récit » qui vient d'être fait, au-delà de sa fonction narrative, a été l'occasion de mettre à jour des données importantes, sur les logiques à l'œuvre pour la traquer, les conflits entre autorités civiles et militaires très souvent liés à de graves dysfonctionnements au sein des troupes gouvernementales.

Il nous appartient à présent de s'adosser sur ce récit qui a donné corps à la Faction en tant qu'événement, mais aussi à ceux qui l'ont côtoyée, pour soutenir son action ou mener à bien sa destruction, afin de saisir ce qu'elle a justement signifié en tant qu'entité politique et réponse à une conjoncture nationale.

Car si nous sommes maintenant en possession d'un objet bien circonscrit, dont nous connaissons la chronologie, pour lequel nous avons identifié des acteurs, individuels et collectifs, ainsi qu'une stratégie d'action, il nous manque encore une pièce, essentielle, de ce puzzle, à savoir le mobile. Qu'est-ce qui pousse en effet ces hommes à se mobiliser et à le rester pendant plus de dix-huit mois pour les principaux d'entre eux ; à peine quelques heures pour d'autres ? Mobile qui doit être suffisamment important, ou menaçant, pour que la traque dont la Faction de la Sierra est l'objet ne faiblisse pas pendant ces mois, malgré les échecs, les pertes humaines et matérielles, les conflits qui secouent les responsables politiques et militaires, les humiliations et les traîtrises parfois aussi, tant sur le terrain que dans la capitale. Derrière cette détermination à traquer la faction, à l'anéantir, quel ennemi poursuit-on ?

Au-delà, quelle lecture en font les uns et les autres ? C'est à démêler ces fils que nous allons nous employer à présent en nous mettant à l'écoute des parties en présence.

[373] « Carta de Luis Glöckler a José Santiago Rodríguez », février 1860. Citée in José Santiago Rodríguez (doctor), *Contribución al estudio de la guerra federal en Venezuela*, *op. cit.*, p. 167.

# Chapitre 4.
# Horde de bandits et de brigands ou clan politique ?

Pour tenter de saisir la façon dont il est rendu compte des raisons de l'existence de cette Faction de la Sierra, deux niveaux de lecture sont à considérer. Celui des autorités chargées de la traquer, en distinguant dans ce premier groupe les autorités militaires et les autorités civiles, mais également le regard des autorités présentes sur le terrain d'action de la Faction, et celui, plus « distancié », concrètement et symboliquement, des autorités centrales. Cette parole est importante à plus d'un titre. C'est tout d'abord en fonction de celle-ci que s'organise la politique menée à l'égard de la Faction. Mais aussi, et de façon plus fondamentale, parce qu'elle est presque exclusivement la seule parole à son propos et sur les pratiques qui sont celles de ses membres. Comme le souligne avec acuité J.-L. Briquet, les pratiques politiques paysannes « parviennent à notre connaissance par l'intermédiaire presque exclusif de discours d'acteurs spécialisés dans l'interprétation du social, qu'il s'agisse d'agents administratifs de l'Etat (préfets, fonctionnaires de police, etc.), de parlementaires ou de magistrats, (…) » le plus souvent étrangers « aux systèmes de représentations qui structurent la quotidienneté et l'expérience du monde social des masses rurales »[1]. C'est cet horizon d'altérité qu'il ne faut pas perdre de vue en les écoutant, dès lors que ce sont ces agents qui leur confèrent ainsi « cette visibilité particulière que procure la mise en discours »[2].

Le deuxième niveau est celui des populations locales, qu'il s'agisse des témoignages que certains livrent individuellement lorsque l'on enquête sur des membres présumés de la Faction, des plaintes déposées de façon plus collective ou de correspondances reproduites par les autorités locales.

Dans cet examen de l'appréhension, par les autorités et les populations, des acteurs de la Faction de la Sierra et des mobiles qui les meuvent, une importance équivalente doit être accordée à la façon d'en rendre compte ainsi qu'au vocabulaire employé à cette fin dès lors que l'une des caractéristiques de tout conflit civil est de contraindre à « peaufiner ses

[1] Jean-Louis Briquet, « Les 'primitifs' de la politique. La perception par les élites du vote en Corse sous la IIIe République », *Politix*, vol. 4, n° 15, troisième trimestre 1991, p. 32.
[2] *Ibid*.

discours »[3] de barbarisation de l'ennemi à l'œuvre dans tout conflit, puisque dans ce cas précis, la lutte est fratricide.

Mais il convient également de prendre en considération la manière dont ce regard s'enchâsse et s'articule avec des événements plus anciens, notamment ceux de 1846, nous permettant ainsi de faire jouer les différentes temporalités à l'œuvre.

De fait, l'ombre de 46 et plus largement des années 40 et du développement du libéralisme, plane souvent sur la Sierra et imprègne la lecture faite des événements qui s'y déroulent et des individus qui en sont les principaux acteurs. Dès avril, ce spectre est brandi, tout à la fois pour rappeler les forfaitures commises à cette occasion, mais aussi les échecs essuyés par les forces gouvernementales et qu'il conviendrait de ne pas voir se répéter, expliquant pour partie la virulence des propos à l'encontre des factieux du moment. L'opinion du juge de la paroisse de Güigüe, rapportée par la *Comandancia de* Armas de Carabobo, est de ce point de vue très explicite. Devant prendre les dispositions nécessaires suite à l'escarmouche qui a mis aux prises une cinquantaine d'hommes « bien armés » menés par El Agachado et les forces du Capitaine Bocanegra, à l'issue de laquelle ces dernières ont été défaites, il informe avoir confié la mission de les poursuivre au Commandant Zeferino Avila en ces termes:

> « Monsieur Avila, en connaisseur de ces lieux, m'a informé que selon lui, la force du Gouvernement qui œuvrait sur la Sierra était insuffisante, dans la mesure où Agachado et les siens la fréquentent beaucoup et qu'il leur serait facile de déjouer la traque qui leur est faite avec peu de forces. L'exactitude de cette observation est palpable si l'on se souvient ce qui est arrivé avec Rangel en 1846 puisque, poursuivi par des officiers expérimentés dans la même province, ce ne fut qu'après beaucoup de temps et de grands sacrifices que les armes de la République parvinrent à détruire le bandit. »[4]

Et ses propos résonnent avec d'autant plus d'acuité que le Commandant Avila est connu dans la zone où il opère (la paroisse de Güigüe) non seulement en tant que commandant, mais aussi en tant que el Sr Avila. C'est à ce titre d'ailleurs, comme l'avoue Ynocencia Granadillo quelques mois plus tard, au cours de son interrogatoire par le juge de Güigüe, que lors de l'attaque de cette petite ville, il faisait partie des personnes que les factieux souhaitaient « assassiner » « parce qu'ils faisaient partie des oligarques »[5].

---

[3] Nous empruntons cette expression au travail de Yannick Ripa, « Armes d'hommes contre femmes désarmées : de la dimension sexuée de la violence dans la guerre civile espagnole », in Cécile Dauphin ; Arlette Farge (sous la direction de), *De la violence et des femmes*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 131.

[4] Comandancia de Armas de Carabobo. Al Sr Coronel Jefe de Estado Mayor Gral, Valencia, 12 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 502v-503. C'est nous qui soulignons.

[5] Interrogatoire de Ynocencio Granadillo. Parroquia de Güigüe, Güigüe, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 393v. Cf. *infra*. Chapitre 6.

En juillet, le *Jefe Político* de Ortiz invite les autorités supérieures à être vigilantes, dans la mesure où l'on suspecte que Ezequiel Zamora se trouve dans la Sierra, faisant immédiatement revenir à la surface la mémoire de 1846 et l'ombre menaçante de ses principales figures :

> « (…) il s'agit d'un homme qui, outre les antécédents qui lui sont favorables comme ancien guérillero qui s'est trouvé en ces lieux en 1846 aux côtés du célèbre Rangel, a également figuré, durant les onze ans de l'abominable domination des Monagas, comme l'un des principaux Chefs militaires qui l'ont soutenu, et il est facile d'imaginer le prestige que lui confèreront ces antécédents auprès des scélérats de la Sierra, mais aussi auprès de ceux d'autres points de la province. »[6]

Mais surtout, cette continuité entre 1846 et 1858 se retrouve dans la façon dont sont appréhendés et qualifiés les acteurs et leurs mobiles. Qu'il s'agisse d'ailleurs du regard des contemporains ou de celui de l'historiographie qui, au-delà de ses présupposés de départ, est replète de jugements à l'emporte-pièce, dans le même temps qu'elle embrasse d'un même « regard » ces mouvements de rébellion. Les uns et les autres les emboîtent ainsi les uns aux autres dans une sorte de mécanicisme qui leur ôte leur logique de fonctionnement et leur rationalité propre, de la même façon que l'on a tendance à porter un « regard vertical » sur le monde rural de façon plus générale à travers « une lecture hantée par l'image de la propagation, dessinée selon le schème de la coulée, qui s'effectue de haut en bas d'une société pyramidale »[7], peu attentive finalement aux acteurs.

Le temps est venu, avant d'entreprendre cette traversée, de faire plus ample connaissance avec ces représentants civils et militaires dont nous avons déjà suivi les pas sur les traces de la Faction. Autant hommes d'action que de plume, ils sont les auteurs de ce tableau saisissant de leur adversaire ou, pour le moins, de cet ennemi qu'ils ont pour mission de « détruire ».

## 1. Portrait de famille(s) : acte 1.

Ce portrait ne vise pas à l'exhaustivité, ni ne consiste à livrer une liste sans saveur des différents protagonistes, mais à mettre à plat les fonctions occupées par ces hommes et les types de formation, en ce qui concerne les forces armées dans lesquelles ils sont regroupés. Sans viser non plus à une étude des forces armées, mais à présenter celles que nous voyons à la manœuvre contre la Faction, il s'agira ici de faire plus ample connaissance avec les acteurs

[6] Gobierno Superior Político de la Provincia d'Aragua. Al Sec. de E en los Despachos de lo Interior y Justicia, La Victoria, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 356v. C'est nous qui soulignons.

[7] Alain Corbin, « La violence rurale dans la France du XIXe siècle et son dépérissement : l'évolution de l'interprétation politique », in Braud, Philippe (dir), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris, L'Harmattan, coll. Cultures & Conflits, 1993, p. 63-64.

secondaires de cette traque dès lors qu'ils sont les plus directement concernés par ce qui se noue autour de la Faction et de ses membres.

*a) Forces politiques*

Le régime politique des provinces comprend, à son sommet, le gouverneur, puis des responsables de Cantons et, au niveau inférieur, de paroisses. Au cours de la période que nous étudions, la législation des provinces change à plusieurs reprises[8], au point que l'on a du mal à croire, qui plus est en ces temps troublés, que ces nouvelles dispositions soient effectivement mises en œuvre. En effet, dans la foulée de la Constitution de 1857 qui, nous l'avons vu, crée un « quatrième pouvoir », le pouvoir municipal, la législation des provinces est modifiée. Ces modifications sont précisées par une série de Lois sur le Régime des provinces, en mai 1857. Ensuite, après le coup d'Etat de mars 1858, parmi les premières mesures prises par Julián Castro, figure un décret visant à modifier ces lois de mai 1857[9].

Dans la constitution de 1857, les gouverneurs de province dépendent et sont librement nommés par le pouvoir exécutif[10]. Pour accéder à cette fonction, il faut disposer des mêmes qualités que pour être député[11], à l'exception de l'obligation d'être originaire de la province… Ce qui, associé au fait ces gouverneurs sont nommés en haut lieu, ne manque pas de favoriser des formes de clientélisme. Au niveau inférieur, se trouvent les cantons, dont les fonctionnaires sont nommés par le gouverneur dont ils dépendent ; puis les paroisses, sur lesquelles la Constitution de 1857 ne dit rien.

De nombreuses précisions sur ces autorités provinciales figurent donc dans les lois de réformes du régime politique des provinces de mai 1857.

Concernant le gouverneur, y sont mentionnées toutes les attributions qui sont les siennes notamment, en matière de police, de mobilisation de la milice, de bonnes mœurs, de levée de l'impôt. Il leur est également explicitement indiqué qu'ils doivent tout mettre en œuvre, en cas de présence des troupes sur leur territoire, pour leur faciliter la tâche. Par contre, ils ne pourront pas « altérer les mesures et les opérations militaires exécutées par les *Comandantes*

[8] À savoir, le *Código que comprende las leyes desde el número 1. 116 al 1. 120 sobre el régimen político de las provincias, las cuales derogan y dividen en cinco leyes la de 1838 número 324, 25 de mayo de 1857*, in *Recopilacion de leyes y decretos de Venezuela, reimpresa por orden del Gobierno nacional. Segunda edición oficial*, Caracas, casa editorial de ″La opinión nacional″, 1890, Tomo III, pp. 591-597 ; et la *Ley de 25 de mayo de 1857 derogando la de 1838 Núm. 324 en todo lo que tiene relación con el Poder municipal*, in *Ibid*., pp. 597-601.

[9] *Decreto de 23 de marzo de 1858 modificando las leyes de 1857 número 1115 a1120 sobre régimen político de las provincias*, in *ibidem*, p. 609.

[10] *Constitución de 1857*. Título XVII. El régimen político de las provincias. Art. 88.

[11] Être Vénézuélien ou, être naturalisé depuis plus de dix et marié avec une Vénézuélienne ou avoir des biens fonciers dans le pays. Avoir plus de 25 ans, savoir lire et écrire, disposer d'une propriété foncière d'au moins 1 000 *pesos*, ou d'une rente ou d'une solde qui rapporte au moins 400 *pesos*.

*de armas* et les *jefes de operaciones* en accomplissement des ordres directs du Pouvoir Exécutif, en cas de guerre ou de perturbation de l'ordre public »[12].

C'est uniquement dans ce règlement que le nom du « fonctionnaire » en charge du Canton est mentionné : le *Jefe Político*[13], effectivement nommé par le gouverneur. Il dispose d'un Secrétaire, nommés par lui, qui touche une solde de 30 à 40 pesos. En poste pour un an, les *Jefes Políticos* peuvent être réélus. Il faut, pour occuper ce poste, avoir les qualités d'électeur[14]. Le *Jefe Político* a, au niveau du canton, certaines des attributions du gouverneur, notamment en ce qui concerne la collaboration avec les forces armées si elles sont présentes sur son territoire sans interférer sur les dispositions prises. Il doit accomplir les ordres du gouverneur et faire circuler lois et décrets.

À leur tour, les *Jefes políticos* exercent, dans leur canton, vis-à-vis des *Jefes de parroquias* et des commissaires, les mêmes pouvoirs que les gouverneurs vis-à-vis d'eux. Au nombre d'un par paroisse, ils sont nommés, pour une période d'un an renouvelable, par le *Jefe Político* dont ils sont les agents immédiats. Les *jefes de parroquia* doivent être électeurs. Ce sont eux qui nomment les commissaires dans leur paroisse respective, lesquels sont chargés d'accomplir et d'exécuter les lois édictées par leurs supérieurs en ce qui concerne « l'Administration politique de leurs localités respectives »[15]. Les commissaires peuvent « exiger la coopération des citoyens, et ceux-ci, sans exception, sont obligés de leur apporter, sous peine d'une amende voire d'une arrestation de 48 heures[16].

Le décret de mars 1858 édicté par Julián Castro ne modifie pas les attributions des gouverneurs ni des *Jefes políticos*. Par contre, par l'article 2, les *Jefes de parroquia* changent de dénomination, ou plutôt retrouvent leur dénomination antérieure, celle de Juge de paix. De plus, ils ne sont plus élus par le *Jefe político* mais directement par le gouverneur, de même que les « juges de première instance, les juges de canton et les juges de paroisse »[17], ce qui vient élargir leur compétence, mais aussi leur influence dans la sphère judiciaire…

---

[12] *Ley 1a de 25 de mayo de 1857 que trata de los Gobernadores*, in *Recopilacion de leyes y decretos de Venezuela, reimpresa por orden del Gobierno nacional. Segunda edición oficial*, in *op. cit.*, Art. 1-32, pp. 591-593.
[13] *Ley 2a de 25 de mayo de 1857 sobre los Jefes políticos*, in *Ibid*., pp. 593-594.
[14] Avoir plus de 25 ans, savoir lire et écrire, disposer d'une propriété foncière d'au moins 1 000 *pesos*, ou d'une rente ou d'une solde qui rapporte au moins 400 *pesos*.
[15] *Ley 3a de 25 de mayo de 1857 sobre los jefes de parroquia*, in *Recopilacion de leyes y decretos de Venezuela, reimpresa por orden del Gobierno nacional. Segunda edición oficial*, *op. cit.*, pp. 594-595.
[16] *Ibid*., p. 595.
[17] *Decreto de 23 de marzo de 1858 modificando las leyes de 1857 número 1115 a1120 sobre régimen político de las provincias*, in *ibidem*, p. 609.

*b) Les forces armées*

Elles sont constituées d'une armée permanente et de nombreuses forces de milices dont nous allons découvrir toute la complexité.

Dans l'Exposé fait par le Secrétaire de Guerra y Marina en 1858, l'armée permanente comptait 3 000 hommes organisés en « trois Bataillons et deux Compagnies mobiles d'infanterie, un Bataillon d'Artillerie, un de Sapeurs (*Zapadores*)[18] et un Escadron de Cavalerie »[19], répartis de la façon suivante en vertu d'un décret paru le 1er août 1857 visant à la réorganisation de la force armée permanente :

- Trois bataillons d'infanterie légère'de 500 *plazas*, de fusil, chacun : 1 500
- Quatre compagnies 'sueltas' de cent '*plazas*' : 400
- Un bataillon d'artillerie : 450
- Un bataillon de sapeurs : 450
- Un escadron de cavalerie : 200[20]

Mais au-delà du nombre et des corps dans lesquels ces hommes sont répartis, il y a la réalité du fonctionnement de cette armée, qui semble bien souvent à désirer. Voici ce que dit le voyageur hongrois P. Rosti à propos de l'état des forces armées quelques mois avant la chute de Monagas. Évoquant la triste situation du pays qui, « tôt ou tard », croit-il, tombera aux mains des « yanquis » si la situation intérieure ne change pas, il note :

> « (…) sa conquête ne sera pas si facile que ne le croient les voisins du Nord, non pas tant en raison de l'opposition de l'armée régulière – qui comme je l'ai déjà dit compte 2 000 hommes, et quels hommes !, au point que c'est comme si elle n'existait pas – mais en raison de la résistance qui pourrait se développer dans la guerre de guérillas. »[21]

En définitive, ce sont donc des civils organisés en milices qui constituent le cœur de ces forces armées en charge d'assurer la sécurité publique et de traquer les fauteurs de troubles qui menacent la sécurité du territoire de la République. D'autant que, comme cela est

[18] Ce bataillon, qui vient d'être créé, a vocation à être un « corps scientifique qui, outre sa fonction principale de force permanente, puisse être employé avec utilité pour les travaux publics ». C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il est indiqué en suivant qu'il expérimente cette mission en « aidant à l'ouverture de la route qui doit conduire de cette capitale aux Vallées d'Aragua », ce qui renvoie à toute la problématique évoquée au chapitre 2, du désenclavement de cette région stratégique, haut lieu de la Faction de la Sierra… « Exposición que dirige al Congreso de Venezuela el Secretario de Guerra y Marina, Caracas, 1° de febrero de 1858. Firm. Carlos L. Castelli », in Ramón Velásquez, J. (ed), *Las Fuerzas armadas de Venezuela en el siglo XIX (textos para su estudio)*, *op. cit.*, Vol. 12, *La República: los Monagas 1853-1858*, Caracas, 1971, p. 522.

[19] *Ibid*.

[20] « Organización de la fuerza armada permanente durante el año 1857-1858, Caracas, 1° de agosto de 1857 », in Ramón Velásquez, J. (ed), *Las Fuerzas armadas de Venezuela en el siglo XIX (textos para su estudio)*, *op. cit.*, Vol. 12, *La República: los Monagas 1853-1858*, Caracas, 1971, p. 493.

[21] Pal Rosti, *Memorias de un viaje por América*, Caracas, UCV, 1968, p. 189.

d'ailleurs rappelé dans le décret, « en attendant que l'organisation de la force armée permanente ainsi décrétée ait été menée à bien, on appellera en service la partie de la milice nationale qui s'avèrera nécessaire, conformément à la loi organique la concernant »[22]…

*c) La nécessaire mobilisation des civils.*

Cette donnée est importante dans la mesure où dans le même temps qu'elle participe de l'organisation des forces armées, elle en révèle à maintes reprises, (tout en en étant la conséquence), les failles et les faiblesses. Toutes données qui contribuent à ce que l'élément militaire, la geste armée irrigue, par capillarité, le social et le politique, mais aussi le quotidien des populations. Effets qui se trouvent ici redoublés par cette irruption des logiques factionnelles qui fonctionnent, à bien des égards, selon les mêmes modes opératoires.

La structure de base permettant ce recrutement armé des *vecinos* est la milice municipale, et ce depuis l'époque coloniale, même si plusieurs réorganisations ont été effectuées au moment des indépendances[23].

Après 1830, deux lois réorganisent les milices, tout d'abord la *Ley orgánica de la Milicia Nacional* de mai 1836, complétée d'un Règlement et de Dispositions pour rendre effective cette loi[24]. Cette première Loi est remplacée en 1854, après les rébellions qui ont secoué le pays en 1852-1854, par une *Nueva Ley de Milicia Nacional* qui vise tout particulièrement à

[22] « Organización de la fuerza armada permanente durante el año 1857-1858, Caracas, 1° de agosto de 1857 », *op. cit.*, Capítulo segundo, Art. 6°, p. 495.

[23] Il n'est pas possible dans le cadre de cette étude de faire un état des lieux sur cette structure très importante tant en termes d'organisation des forces civiles que forme de structuration de la société. De nombreux travaux ont été réalisés sur leurs fonctions à l'époque coloniale et sur les mutations qu'elles connaissent dans le cadre des réformes bourboniennes au XVIIIème siècle où elles deviennent, insidieusement, des forces de maintien de l'ordre social entre les mains des élites créoles. De même, au moment des indépendances, elles sont d'abord privilégiées comme des unités plus fiables et fidèles que les armées professionnelles, avant que d'être jugées responsables des échecs patriotes. Pour le seul Venezuela, on peut consulter les travaux de Clément Thibaud, « Des républiques en armes à la République armée : guerre révolutionnaire, fédéralisme et centralisme au Venezuela et en Nouvelle-Grenade, 1808-1830 », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 348, Avril-Juin 2007, mis en ligne le 01 juin 2010, consulté le 06 août 2012. URL : http://ahrf.revues.org/9073. On peut également consulter la synthèse que nous avons réalisé autour de cette question sous le titre « La ciudad y la guerra en la historiografía latino-americana (siglo XIX) », *Anuario Americanista Europeo*, REDIAL & CEISAL, n° 1 : *Escribir la ciudad latinoamericana*. Miradas Cruzadas, Paris, IHEAL, 2003, pp. 41-58.

[24] Il convient de signaler, même si nous ne pouvons pas développer ce point, qu'une loi prévoyant la création d'une Garde Nationale avait été édictée en mai 1841. Placée dans les provinces sous la responsabilité du gouverneur, la mission première de cette « garde nationale de police » était de pourvoir « à la conservation de l'ordre, à la surveillance des prisons et des bagnes, à la traque des scélérats, fugitifs et vagabonds, et à la conduite des prisonniers à leur destination ». « Creación de la guardia nacional. Caracas, 4 de mayo de 1841 », in Ramón Velásquez, J. (ed), *Las Fuerzas armadas de Venezuela en el siglo XIX (textos para su estudio)*, Caracas, Presidencia de la República, 1963-1971, Vol. 7, *La República: el gobierno deliberativo 1836-1841*, Caracas, 1965, pp. 421-427. Toutefois, faute de fonds, cette loi est abrogée en 1847 et les fonctions de la Garde Nationale sont attribuées à l'armée et à la milice ». « Es derogada la ley que estableció la guardia nacional de policía, Caracas 12 de mayo de 1847. » et « Normas para el cumplimiento por el Ejército y la milicia de las funciones que estaban encomendadas a la extinguida Guardia Nacional de Policía, Caracas 17 de mayo de 1847 », in *Ibid*., Vol. 11. *La República: los Monagas 1847-1852*, Caracas, 1969, p. 38 et pp. 39-40.

remédier au manque de fiabilité de ce corps de citoyens. En effet, dès le début des années 1840, il s'avère que ces forces de milices « ne sont pas en état de prêter le service que la loi prévoit, soit pour ne pas avoir été terminée, dans certaines provinces, l'organisation des nombreux corps, soit pour manquer certains autres d'instruction et de discipline »[25]. Or, ces failles se révèlent au grand jour à partir des révoltes de 1846, ainsi que l'inefficacité d'une milice nationale à deux vitesses, dès lors que ce sont principalement les milices de réserves qui ont permis de renforcer les forces de l'armée permanente alors que début septembre les factieux attaquaient des villes dont les noms nous sont familiers, Güigüe, Magdaleno et Cura. En effet, le pouvoir exécutif autorise le Général en chef des armées à « appeler en service jusqu'à 6 000 hommes de la milice de réserve, et le Général en second à appeler jusqu'à 3 000 de la même milice », afin que l'armée atteigne « 10 000 hommes », le résultat étant que, comme le souligne très justement l'auteur de ce *Mémoire*, que le « Venezuela s'est retrouvé avec une « armée nombreuse, composée dans sa totalité de corps de la milice de réserve » et que, malgré les attaques de toutes parts, « les factieux des Llanos et de la Sierra, des Vallées du Tuy, de Río Chico et Guaribe (…) ont été presque simultanément mis en déroute »[26]. Cette incapacité de la milice active, constituée des *vecinos* des têtes de cantons, âgés de 18 à 45 ans, « en mesure de financer leur armement, leurs munitions et leur uniforme », à remplir ces fonctions alors que le pays est en proie à l'instabilité, ne fait qu'alimenter les critiques du ministère de la Guerre qui, dans son *Mémoire* de 1854, annonce l'abrogation de la loi de 1836, et proclame :

> « Je réitère donc ce que ce Ministère a dit de 1837 jusqu'à cette date, et en est de plus en plus convaincu, que la milice divisée en active et de réserve n'est pas très en accord avec les institutions républicaines que nous régissent, d'autant qu'au moment où celle de réserve, au cours du conflit qu'a traversé la République, a œuvré avec un dynamisme et un enthousiasme inimitables, défendant l'ordre constitutionnel et rétablissant sur tout le territoire la paix que les ennemis du repos public ont tenté de troubler, [la milice] active n'a apporté aucun service utile qui puisse justifier sa conservation. »[27]

[25] « Exposición del Secretario de Guerra y Marina para el año 1844-1845, Caracas, 20 de mayo de 1844. Firm. Francisco Harnaiz », in Ramón Velásquez, J. (ed), *Las Fuerzas armadas de Venezuela en el siglo XIX (textos para su estudio)*, Caracas, Presidencia de la República, 1963-1971, Vol. 10, *La República: el gobierno deliberativo* 1842-1846, Caracas, 1967, p. 221.

[26] « Exposición del Secretario de Guerra y Marina del año 1847, Caracas, 20 de enero de 1847. Firm. Francisco Avendaño », in *Ibid*., p. 535.

[27] « Exposición que dirige al Congreso de Venezuela en 1854, el Secretario de Guerra y Marina, Caracas, 2 de enero de 1854. Firm. Juan Muñoz Tébar », in Ramón Velásquez, J. (ed), *Las Fuerzas armadas de Venezuela en el siglo XIX (textos para su estudio)*, *op. cit.*, Vol. 12, *La República: los Monagas 1853-1858*, Caracas, 1971, p. 205.

Il considère en conséquence que doit être placé au cœur de la future loi le principe « d'une seule milice qui fasse de chaque citoyen vénézuélien un milicien »[28].

Il s'agit donc, à travers cette nouvelle loi de 1854, édictée sous la présidence de José Gregorio Monagas, outre la fiabilité des milices qui a été semble-t-il durement mise à l'épreuve si l'on en juge par la demande d'amnistie qui clôt cet Exposé, à la rendre plus conforme au principe d'égalité. Et de fait, dans cette Nouvelle Loi de Milice Nationale, du 24 avril 1854, proclame dans son préambule :

> « Les Vénézuéliens jouissant des mêmes droits envers la patrie, toute inégalité qui n'est pas fondée sur le mérite civique est odieuse et répugne à la raison et la justice. »[29]

En vertu de ce nouveau principe, ce sont donc « tous les Vénézuéliens âgés de 18 à 50 ans »[30] qui composent désormais la milice nationale chargée de « prêter toutes sortes de services à l'intérieur et hors de sa province pour le temps que l'exigent les circonstances et que le juge le Pouvoir Exécutif »[31]. Il n'en demeure pas moins, au vu du contenu des Exposés annuels consacrés à la Milice Nationale, que la mise en place de ces nouvelles milices, certes, se fait, mais très lentement, par manque de fonds pour le recrutement des inspecteurs et sous-inspecteurs chargés « des exercices doctrinaux » et à l'instruction des miliciens, mais aussi en raison de la difficile conciliation du temps que ces hommes doivent consacrer à cette tâche avec leurs activités économiques. À tel point que dans l'Exposé de 1857 il est mentionné :

> « Pour faire en sorte que la milice nationale connaisse un développement satisfaisant dans son organisation, son instruction et sa discipline, en gênant le moins possible les citoyens, j'ai l'honneur de vous présenter le projet de loi, élaboré par ce Ministère avec la coopération de la Junte de Guerre établie à cette fin, et que je soumets à votre délibération éclairée. »[32]

Que prévoit ce projet ? Non seulement une nouvelle division de la milice en plusieurs corps : « milice vive ou auxiliaire de l'Armée, en sédentaire ou local et en marinière » ; la première et la troisième étant composée des Vénézuéliens âgés de 18 à 40 ; et la milice sédentaire « des hommes âgés de 40 à 60 ans et de ceux possédants une propriété foncière qui rapporte 200 pesos par ans, ou une profession, industrie ou solde qui produise 300 pesos,

---

[28] *Ibid*.
[29] « Nueva Ley de Milicia National, Caracas, 24 de Abril de 1854. Firm. José Gregorio Monagas », in *Ibidem*, p. 226.
[30] *Ibid*. Art. 1°.
[31] *Ibidem*, Art. 2°.
[32] « Exposición que dirige al Congreso de Venezuela en 1857, el Secretario de Guerra y Marina, Caracas, 20 de enero de 1857. Firm. Carlos L. Castelli », in Ramón Velásquez, J. (ed), *Las Fuerzas armadas de Venezuela en el siglo XIX (textos para su estudio)*, *op. cit.*, Vol. 12, *La República: los Monagas 1853-1858*, Caracas, 1971, p. 464-465.

même s'ils ont moins de 40 ans ». On tente donc là de revenir à la logique qui prévalait dans la loi de 36 tout en étendant la tranche d'âge jusqu'à 60 ans. Surtout, l'essentiel de ce projet de loi concerne l'instruction et la formation de cette nouvelle milice, dont la « militarisation » est visible notamment à travers le serment, l'uniforme semblable à celui de l'armée, la devise et l'étendard dont devront être pourvus tous les bataillons de milice. De même se dessine une volonté de reprise en main de ces milices par le Pouvoir exécutif, responsable de la plupart des nominations de gradés, dont la probité et un certain statut social devront être garantis[33]. Restée au stade de projet, cette loi n'en illustre pas moins tout à la fois ce désir d'une milice plus professionnelle mais aussi la nécessité de pallier les carences de l'armée permanente qui ne suffit pas, loin s'en faut, à assurer l'ordre intérieur.

D'ailleurs, à la veille des événements qui nous intéressent ici, et aux dires de ceux qui bientôt seront chassés du pouvoir, ce même Secrétaire se plaint du manque de rigueur des gouverneurs qui, en dépit de l'article 105 du règlement de milice qui leur enjoint de remettre tous trois mois un rapport sur l'état général des milices de leur province, n'y ont pas procédé, à l'exception de deux d'entre eux, les autres n'ayant « même pas daigné répondre à la circulaire » qui leur a été envoyée[34]. Il se trouve donc dans l'impossibilité de rendre compte de « l'état dans lequel se trouve la milice nationale ». Il dit toutefois supposer que leur état ne « doit pas être très satisfaisant » et il en impute la responsabilité non seulement aux défauts, déjà signalés, de la loi de 1854, mais plus encore là aussi « au manque de coopération des Gouverneurs de provinces » et des autorités civiles de façon plus générale. Il va même jusqu'à considérer que « cette institution a été jusqu'à présent, dans la plupart des provinces, un objet d'oubli ou, pour le moins, de froide indifférence pour ses autorités, et que les ordres et incitations qui ont été délivrés hier et aujourd'hui, visant à démontrer avec notre propre expérience que la milice nationale dans un gouvernement républicain, comme le nôtre, est un soutien et une garantie, n'ont pas été suffisants »[35]. Il conclut, presque fataliste, sur ce chapitre de la milice nationale :

> « (…) plus on néglige une institution si populaire, plus on aura de mal à la relever de l'état de prostration elle pourrait venir à sombrer, comme avec raison je le crains. »[36]

[33] « Proyecto de ley de milicias, diciembre de 1856 », in *Ibid*., pp. 438-446.
[34] « Exposición que dirige al Congreso de Venezuela el Secretario de Guerra y Marina, Caracas, 1° de febrero de 1858. Firm. Carlos L. Castelli », in Ramón Velásquez, J. (ed), *Las Fuerzas armadas de Venezuela en el siglo XIX (textos para su estudio)*, *op. cit.*, Vol. 12, *La República: los Monagas 1853-1858*, Caracas, 1971, p. 531.
[35] *Ibid*.
[36] *Ibidem*, p. 532.

Cette forme de mobilisation des *vecinos* s'inscrit donc dans un cadre légal, fait de lois et de règlements. Toutefois, le plus souvent c'est le manque d'organisation, les failles dans la chaîne de commandement, les conflits entre les autorités civiles et militaires, voire la trahison de certains d'entre eux qui prévalent. Faiblesse en hommes et en armes, failles en termes d'organisation mais aussi de fiabilité des hommes qui expliquent que c'est dans certains cas en dehors de tout cadre légal que les *vecinos* en viennent à constituer des forces d'appoints pour poursuivre les factieux.

Dès le 24 mars 1858, cette faiblesse des forces armées est perceptible lorsque, face à la menace que Zoilo Medrano occupe Villa de Cura, le gouverneur de la province de Carabobo fait le triste constat « qu'il n'y a dans cette ville d'autre force que la milice urbaine, pas d'armements, pas de munition »[37]. Un mois plus tard, alors que Medrano se trouve cette fois « entre Aguada de Bejuco et la Lagunita » situés à proximité de San José de Tiznados, l'État-major des provinces d'Apure, Guárico et Aragua, ordonne d'une part que se mettent immédiatement en mouvement depuis cette ville « la 3ème Compagnie du Bataillon Pao (…) et un piquet de milice de cette paroisse »[38] ; d'autre part que le Commandant Pérez qui, remis des maux dont il souffrait, vient de reprendre en charge la Comandancia Militar du Canton Ortiz, « poursuive soit Medrano, soit Rodriguez, soit les deux à la fois en fonction des nouvelles qu'il aura de leur position », avec les effectifs suivants :

> « (…) la 4ème Compagnie du Bataillon Pao qui comprend cent corps de troupe (*plazas*), la colonne du Commandant Manuel Oberto de 200 hommes et les milices du Canton commandées par le Commandant Gutierrez »[39]

Enfin, mettant à contribution les deux sphères de compétence, il ordonne également « au Jefe Político de El Sombrero qu'il poursuive Nonato Rodriguez qui se trouve à Pirital situé dans la juridiction de El Sombrero, avec de petites *partidas* d'hommes expérimentés de confiance et bien montées »[40], laissant planer un certain flou la nature exacte de ces *partidas*.

Le 7 juillet, après qu'une vigie, envoyée par le Commissaire de Guacamaya dans la sierra, ait informé ce dernier[41] « qu'une *partida* de gens dont dispose les factieux, d'environ deux cents à trois cents hommes » se trouvait à Valle Hondo, on demande qu'« une partie de la

[37] Gobierno superior politico de la Provincia de Carabobo. Al Gobierno Superior Político, al Señor General Jefe del Ejército Libertador, Valencia, 24 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 289v.
[38] Estado Mayor Divisionario de las provincias d'Apure, Guarico y Aragua. Al Sor J. de EMG del E Libertador, San Luis de Cura, 18 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 509.
[39] *Ibid*., fol. 509v-512, sachant qu'il n'y a pas de folios 510 ni 511.
[40] *Ibidem*, fol. 512.
[41] Qui en informe à son tour le Juge de Paix de Magdalena qui transmet au *Jefe Político* du Canton Cura qui transmet au Gouverneur de la province qui entérine cette décision avant d'en informer la Secretaria de Interior y Justicia…

milice du Canton » de Villa de Cura soit placée sous les ordres du Commandant Cruz Fernández pour venir sécuriser la zone car Valle Hondo se trouve « tout proche d'ici », et la vigie dit craindre que les factieux n'entrent dans Guacamaya, alors que ce village est sans défense[42].

Le lendemain, ce sont toutes les milices de la province du Guárico qui sont appelées en renfort des forces régulières face à l'augmentation des effectifs de la Faction, dans le même temps que le gouverneur autorise « le *Jefe Politico* du Canton Chaguaramas à réunir la milice de ce Canton lui demandant dans le même temps qu'il fasse en sorte qu'un escadron puisse descendre dans cette ville »[43].

Ces milices sont donc bien ce rouage essentiel de mobilisation, bien que par défaut en certaines circonstances comme nous venons de le voir, à tel point qu'il faille parfois recourir à ce que le gouverneur de la province d'Aragua appelle « les *vecinos* ordinaires » qu'il dit devoir se résoudre à mobiliser :

> « (…) la garnison de cette place n'est pas aujourd'hui suffisante pour la sécurité du Canton et la Gefatura croit donc qu'il faut l'augmenter pour atteindre les cinquante hommes au moins. Afin de la renforcer pour la nuit, j'ai également réuni les *vecinos* ordinaires : mais si l'on en croit les nouvelles que nous avons reçues, il est nécessaire de l'augmenter en permanence pour qu'à toute heure elle soit à même de résister à une attaque. »[44]

Ces mobilisations des milices de *vecinos* sont également un motif de conflits entre autorités militaires et civiles, ces dernières ayant compétence pour les constituer. Conflits liés essentiellement à l'interprétation des textes de loi en régissant le fonctionnement, qui atteste dans le même temps la fragilité des corps constitués et parfois leur manque de maîtrise de la législation. Celui qui éclate en mai 1858 en est une bonne illustration, d'autant qu'il se produit dans un moment de grande tension et qu'il semble entraîner une pause dans ce recours aux milices, puisque, plus aucune n'est mobilisée avant le mois juillet dans le cadre de la préparation de la première grande offensive lancée contre la Faction.

Le point de départ de cette querelle, qui nous éclaire dans le même temps sur les rouages de la prise de décision et sur la façon dont elle est « répartie » sur le terrain, avec plus ou moins de succès, entre autorités civiles et autorités militaires, est la demande de « cinquante

[42] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. A la Secretaria de Interior y Justicia, La Victoria, 7 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 350.
[43] Gobierno Superior Político de la provincia del Guarico. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, pour qu'il transmette « a SE el Jeneral en Jefe del Ejército Libertador encargado de la organizacion provisional de la República », Calabozo, 8 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 369v.
[44] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, La Victoria, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 356v-357.

hommes armés et dotés de munitions » formulée par le Général en Chef des opérations des provinces du Guárico et Apure auprès du *Commandante de Armas* du Guárico. Son objectif est de ne pas dégarnir la Sierra des forces qui y sont positionnées et dont la mission est de la surveiller pour éviter que l'ennemi n'y recrute des hommes, mais aussi de « poursuivre et appréhender les fugitifs qui s'y sont réfugiés »[45]. Le gouverneur de la province, P. Bermúdez, s'oppose tout net à la sortie de ces 50 hommes. Une nouvelle demande est formulée par le Général en Chef, d'autant plus justifiée qu'il dit avoir appris entre temps la jonction entre Zoilo Medrano et les 50 hommes qui l'accompagnent, avec Donato Rodríguez. Il essuie un nouveau refus. Celui-ci est d'autant plus durement interprété par le 1er Commandant en chef des opérations, Luis E. Mendoza, que, comme il en informe le Chef d'État-major Général de l'*Ejercito Libertador*, le Général en Chef des opérations lui dit avoir appris par le *Jefe Político* de Ortiz que le Gouverneur avait par contre « ordonné que 25 des 50 hommes de Ortiz marchent contre les factieux (…) sans en avertir cette *Jefetura de operaciones* ». Avant de livrer copie de la réponse du gouverneur, Mendoza assène tout de go :

> « Monsieur le Gouverneur chasse sur les terres d'autrui et nous ne nous entendons pas. »[46]

Le rapport du gouverneur, qui est d'ailleurs suivi d'une réponse du *Jefe de Operaciones*, ne manque pas d'arguments et pose en filigrane le problème du recrutement de « civils ». Le premier de ces arguments pour ne pas envoyer ces 50 hommes en service dans la place [forte] de Calabozo, renvoie aux dispositions prises par le Gouvernement visant à ne pas dégarnir les capitales de provinces, laissant dans les autres paroisses les éléments de guerre qui lui sont d'une absolue nécessité pour la conservation de l'ordre public. En outre, il dit savoir « qu'il y a déjà dans le Canton Ortiz plus de cent fusils. De sorte que, en envoyant 50 fusils de plus à San Francisco (…) cette paroisse en viendra à disposer d'un parc de plus grande importance, et avec plus de forces que la capitale (…) »[47]. Le deuxième argument brandi, concerne les hommes susceptibles d'être mobilisés, puisqu'il indique que

> « (…) la compagnie de milices qui est en armes dans cette ville se compose presque entièrement de manufacturiers qui devraient fermer leurs ateliers, avec de graves préjudices pour la population, dès lors qu'ils se voient obligés d'aller prêter leurs services en des lieux éloignés. »[48]

[45] Estado Mayor de operaciones de Guarico y Apure, San Francisco de Tisnados, 2 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 454-454v.
[46] *Ibid*., fol. 455.
[47] Gobierno Superior Político de la provincia del Guarico. Al Señor Jefe de EMD de operaciones d'Apure, Guarico i Aragua, Calabozo, 22 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 455.
[48] *Ibid*., fol. 455v. Ces mêmes « manufacturiers » se mobiliseront pourtant spontanément quelques mois plus tard du fait de l'état d'alerte général dans lequel se trouve leur province. Cf. *infra*.

C'est la raison pour laquelle il suggère que l'on prenne des hommes à Ortiz, Parapara, San José de Tiznados, voire à San Francisco. Voici ce qu'il avance, à l'appui de ce deuxième argument :

> « [si] la milice nationale est obligée de servir en temps de paix dans ces localités respectives, quand le dispose le Gouverneur de la province de lui-même ou sur ordre du PE, il n'est pas moins vrai que l'on ne doit pas traiter [cette question] avec la même sévérité qu'on ne le ferait en temps de guerre. »[49]

Nous sommes là au cœur de la controverse et de la discorde puisqu'il ajoute dans la suite de son rapport, brandissant alors l'arsenal législatif, qu'en vertu des articles 84, 91 et 92 du Décret Réglementaire du Pouvoir Exécutif, que non seulement leur intervention est de la responsabilité des autorités politiques et civiles, mais surtout que « la milice nationale ne peut se déplacer d'un canton à l'autre, ni d'une paroisse à l'autre, si ce n'est avec l'objectif d'étouffer une quelconque sédition, apportant son aide aux autorités, et que ces mouvements ne peuvent se faire que sur ordre des autorités compétentes »[50]. Il conclut en se plaçant de nouveau du point de vue des miliciens :

> « En vertu de ce qui a été exposé et en considérant surtout le mécontentement général que provoquerait une mesure visant à envoyer depuis Calabozo 50 industriels à exercer à San Francisco de Tisnados des fonctions qui appartiennent aux *vecinos* de cette paroisse, considérant alors ces industriels comme des soldats d'une armée permanente, cette *Gobernación* désire que SSa le Général en Chef des opérations d'Apure, Guarico i Aragua revienne sur la mesure qu'il a communiquée au *Comandante de Armas* et la modifie de manière à ce qu'elle soit compatible avec la conservation de l'ordre et avec les pratiques républicaines. »[51]

C'est une toute autre analyse à laquelle se livre le *Jefe de Operaciones* dans la réponse qu'il fait passer par le EMD, d'autant que sa lecture du contexte est bien différente et qu'il ne se réfère pas aux mêmes textes de loi pour étayer ses affirmations.

Le premier registre de son intervention est celui de l'erreur dans laquelle se serait fourvoyé le gouverneur en pensant, ou faisant semblant de croire, que la demande des 50 hommes visait à « augmenter » la garnison de San Francisco de Tiznados, quand tout permettait de voir qu'il s'agissait au contraire « d'une urgence de service ». C'est la raison pour laquelle le premier argument du gouverneur ne tient pas puisqu'il s'agissait nullement d'aller à l'encontre de la

[49] *Ibidem*. Souligné dans le texte, ce passage reprend pour partie l'article 17 de la Nouvelle Loi de Milice de 1854.
[50] Gobierno Superior Político de la provincia del Guarico. Al Señor Jefe de EMD de operaciones d'Apure, Guarico i Aragua, *op. cit.*, fol. 455v-456.
[51] *Ibid*., fol. 456.

disposition du Gouvernement de concentrer les parcs dans les capitales, dès lors que c'est une demande de « troupe » qu'il a faite et non pas de « parc »[52].

Or, en raison de ce malentendu, il ne lui a pas été possible de faire face à la réapparition de Donato Rodríguez accompagné d'hommes armés près de San Francisco de Cara, auquel s'est réuni ensuite Medrano avec plus de 50 hommes. Il assène :

> « Si les 50 hommes demandés à Calabozo étaient venus opportunément et avaient marché contre eux depuis le 27 ou le 28 [mai], à cette heure ces scélérats seraient déjà détruits ou dispersés. Aujourd'hui, qui sait combien d'hommes supplémentaires ils ont pu réunir et combien de sacrifices leur destruction va nous coûter »[53].

Selon lui, ces tergiversions ont fait perdre un temps précieux sur le terrain même.

Second argument contradictoire : sa lecture des textes réglementaires. En effet, il est d'autant plus mécontent qu'il y aurait eu interférence dans sa sphère de compétence. Cette erreur serait due à une vision erronée de la situation et, par conséquent, à une utilisation de textes inappropriés, puisque pour Mendoza ils sont en guerre, et ce sont donc les Ordonnances de l'armée qui doivent être observées. Voici son analyse, technique certes, mais qui en dit long sur sa maîtrise du fonctionnement de l'institution à laquelle il appartient et des compétences qu'il considère être les siennes au vu de l'analyse qu'il fait de la situation dans laquelle se trouve cette région et, au-delà, le pays :

> « Ssa ne croit pas que la République soit en paix, pas plus que ne le croit le Gouvernement Suprême lorsqu'il conserve en service les *Gefeturas de Operaciones* dans toutes leurs facultés d'ordonnance : la réapparition de la faction de Ortiz prouve qu'il ne manque pas d'arguments, outre les événements de la Capitale (…). Par conséquent, SSa juge inopportune la citation des articles du décret réglementaire de milices qui ne vaut que pour les périodes de paix totale et leur oppose l'article 7 Tit. 3 trat. 7° des ordonnances de l'Armée qui sont en vigueur et constituent l'unique norme de sa conduite. Cet article dit : 'Quand un officier général se trouverait détaché sur ordre du Général en Chef de l'Armée pour prendre soin de la préservation d'un quelconque district ou d'une province parmi celles désignées comme étant sous les ordres du Capitaine général de l'Armée ou pour faire la guerre, les Gouverneurs des places [fortes] sont obligés de lui donner toutes les troupes qu'il demande, et de recevoir celles qu'il lui envoie, lui permettant de les changer à sa convenance ; et si cet officier général s'introduit dans une place [forte] quelconque pour le juger important dans le cadre de son service, il la commandera et son Gouverneur lui sera subordonné'. »[54]

Le conflit sur les sphères de compétences et les règles de subordination sont au cœur du litige qui oppose les deux hommes et, au-delà, les deux institutions, puisque Mendoza affirme ensuite qu'il considère donc la province du Guárico en « état d'assemblée » et ce jusqu'à la

[52] EMD de operaciones d'Aragua, Guarico i Apure. Al Señor Gobernador de la provincia de Guarico, San Francisco de Tisnados, 1er juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 457.
[53] *Ibid*., fol. 457v.
[54] *Ibidem*, fol. 459-459v.

destruction complète de la Faction et la décision du gouvernement de retirer la *Jefetura de operaciones*. C'est le signe, selon lui, que le gouvernement « ne place pas l'autorité militaire dans une position méprisante et ridicule comme elle le deviendrait dès lors qu'elle serait inofficieuse et subordonnée à une autorité autre que celle immédiatement supérieure »[55]. On perçoit très bien ici que cette querelle au fort accent juridique se double d'un véritable conflit de loyauté dès lors que c'est leur patriotisme qui est également ici en jeu, voire plus encore si l'on en juge par la façon dont Mendoza conclut, mettant en garde contre les dangers que l'on fait courir à l'existence même de la République en freinant ainsi les opérations militaires :

> « (…) vous ne pouvez prendre en compte le mécontentement de miliciens qui, sourds à la voix de la patrie et à celle de ses propres intérêts se refusent à effectuer un service urgent et de quelques jours (…). SSra [Mendoza] pense vous avoir donné suffisamment de preuves de son amour de l'ordre, de son intérêt majeur pour alléger le Trésor, de son respect de la loi et de son aveugle engagement pour les pratiques républicaines pour que vous ne puissiez juger ses exigences (…) comme étant pur caprice ou infondées. »[56]

Cet argument d'un certain « égoïsme » d'une partie des miliciens n'est pas sans faire penser aux critiques essuyées par la milice active telle qu'elle existait jusqu'en 1854 et dont les membres, les plus fortunés parmi les citoyens, furent accusés de bien peu remplir leurs obligations durant les événements de 1846 et du début des années 1850. Il n'en demeure pas moins qu'à plusieurs reprises on trouve mentionné que ces hommes ainsi recrutés dans l'urgence et en outrepassant dans certains les limites du service qu'ils sont sensés effectuer pour la milice, « vont manquer à l'agriculture et aux arts »[57] ou que « ces soldats vont perdre leurs récoltes »[58].

D'ailleurs, il semble que Mendoza ait été suffisamment persuasif, puisqu'en date du 6 juin, l'État-major Général informe le chef d'État-major de la Division des opérations d'Aragua, Guárico y Apure qu'après consultation du gouvernement, sa « volonté très opportune de demander cinquante hommes sur les cents qui sont en garnison à Calabozo pour les incorporer aux forces qui existent à Ortiz, a été approuvé »[59]…

---

[55] EMD de operaciones d'Aragua, Guarico i Apure. Al Señor Gobernador de la provincia de Guarico, *op. cit.*, fol. 459v.
[56] *Ibid*., fol. 459v-458, la numérotation des folios ayant été inversée.
[57] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Sr Coronel Jefe de EMG de Ejercito Libertador, La Victoria, 21 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 526.
[58] Jefatura política del Canton, Orituco, 16 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 233v.
[59] Estado Mayor del ejercito Libertador. EN CAMPAÑA. Al Sr Jefe de EM de la Division de operaciones d'Aragua, Guárico y Apure, Cuartel general de Caracas, 6 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 462.

Cette victoire n'empêche pas qu'en novembre ce soit le nouveau gouverneur[60], de cette même province du Guárico qui passe à la manœuvre pour autoriser le *Jefe Político* de Ortiz à appeler en service une partie de la milice de son Canton, soit 50 hommes de Ortiz et 50 hommes de San Francisco, du fait de la réapparition de Medrano, et ceci « en vertu de l'article 17 de la Loi de Milice Nationale »[61] qui indique en effet que « les autorités principales de provinces, cantons ou paroisses disposent de l'autorité suffisante pour appeler en service, sous leur responsabilité, la milice de leur territoire ou d'une partie de celui-ci, lorsque la sécurité publique l'exige, en rendant immédiatement compte à leur supérieur »[62]. Cette décision du gouverneur est d'ailleurs pleinement approuvée par le Gouvernement[63].

En outre, ce conflit du mois de mai refait surface en décembre lorsque le *Jefe Político* du Canton Cura, dans la province voisine d'Aragua, informe le gouverneur qu'il a jugé opportun de mobiliser « trente miliciens pour la sécurité de la population », mais qu'il ne dispose pas de l'armement suffisant pour tous les armer, puisque seulement douze d'entre eux ont un fusil. Or, la raison de cette carence est liée aux dispositions prises en juillet, dont ne semble pas être informé le gouverneur si l'on en croit ce qu'il lui dit en suivant :

> « (…) l'information que l'on a donnée à ce *Gobierno* selon laquelle il y aurait ici quarante fusils est inexacte, puisque vous voudrez bien vous souvenir que lorsque l'on a retiré, en juillet dernier, sur ordre supérieur, la garnison qui s'était établie dans cette place, on a remis à ce parc tout l'armement qu'il y avait dans la ville, et bien que cette *Gefetura* vous ait demandé vingt-cinq fusils pour le service de ce Canton, ils ne nous ont pas été remis. Les douze fusils existants ici ont été réunis un à un, en les prenant à des particuliers qui les possédaient. »[64]

Au-delà du problème posé par ce manque d'armes pour les miliciens, cet incident révèle également le recours plus que fréquent aux ressources des populations civiles, ici des armes et une aide financière, puisque le *Jefe político* du Canton signale que les « *vecinos* ont supporté jusqu'à aujourd'hui le coût » de la mobilisation des miliciens dans le même temps qu'ils « ont offert leur service personnel »[65], contribuant de la sorte à une implication de fait du plus grand nombre, d'autant plus déterminante qu'elle est pratiquée dans les deux camps en présence.

---

[60] En effet, à partir du mois de juillet 1858 et au moins jusqu'en mai de l'année suivante, c'est Pedro Sanojo qui est gouverneur de cette province à la place de P. Bermúdez en poste au moment du conflit de mai/juin 1858.
[61] Gobierno Superior Político de la provincia del Guárico. Al Señor Sccretario de E en los DD de lo Ynterior y Justicia, Calabozo, 8 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 567.
[62] « Nueva Ley de Milicia National, Caracas, 24 de Abril de 1854. Firm. José Gregorio Monagas », *op. cit.*, p. 229-230.
[63] Secretaria de lo Interior. Al Gobernador de la provincia del Guárico, Valencia, 18 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 566.
[64] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 26 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 603-603v. C'est nous qui soulignons.
[65] *Ibid*.

Bien que les deux dates soient proches, on peut tout de même voir dans ces dispositifs une incidence de la nouvelle constitution en vigueur depuis le 1er décembre qui, au chapitre des attributions du pouvoir Exécutif, prévoit que dans le cas où le pays se trouverait en situation « de commotion intérieure à main armée qui menace la sécurité de la République, ou d'une invasion extérieure soudaine »[66], et moyennant l'autorisation préalable du Congrès il peut « appeler en service la partie de la Milice nationale que Congrès jugerait nécessaire »[67].

Indépendamment de ces conflits, ce recours aux milices municipales n'en est pas moins à double tranchant, dans la mesure où la fiabilité de ces hommes n'est pas garantie, et ce que nous venons de voir l'explique pour partie. D'une part et surtout, comme le dévoile l'un des arguments du gouverneur pour justifier son refus, ce type de mobilisation est préjudiciable à l'activité économique et les hommes concernés ne souhaitent pas non plus cesser leur travail. D'autre part, ce sont des factieux potentiels voire, dans certains cas, avérés.

On s'en plaint notamment lors de cette même attaque de San Francisco de Tiznados par les factieux en juillet 1858. En effet, la *Comandancia militar* de Ortiz indique qu'il ne fait « aucun doute que les miliciens de ce canton sont tous des factieux », signalant plus loin « le manque d'armes et d'hommes qui soient fidèles au Gouvernement puisqu'il ne peut compter sur les miliciens de ce Canton qui dans leur majorité sont des ennemis ». Leur donner des armes reviendrait alors « à grossir les rangs des assassins de la patrie »[68]. C'est pour cette raison qu'il demande que des forces extérieures soient envoyées en renfort[69]. Mais il n'en demeure pas moins que le *Jefe Político* de ce même canton informe les gouvernements des provinces d'Aragua et de Carabobo qu'il « remettra à cette ville [de San Francisco de Tiznados] les miliciens que j'ai réunis ». Il répond ici à l'appel à l'aide du *Jefe Político* de Ortiz afin de faire face au saccage dont San Francisco de Tiznados a été la proie[70]. Dès le 8 juillet, le gouverneur de la province d'Aragua prend acte de cette demande et informe le Bureau de Guerra et Marina en ces termes :

> « (…) j'ai répondu au Sr. Commandant militaire que dès que les milices appelées en service à cette fin seraient armées, elles marcheraient pour lui venir en aide dès lors que cette *Comandancia* ne dispose pas d'autres forces à sa disposition que celles qui garnissent cette place et celles de Cura et San Sebastian et San Juan ».[71]

[66] *Constitución de 1858*, Título XI. Del Poder Ejecutivo, Art. 95.
[67] *Ibid*., Art. 95/1.
[68] Comandancia militar. Canton Ortiz. Al Sr Coronel Jefe de EM del Ejercito Libertador, Ortiz, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 381v. Nous revenons de façon plus détaillée sur cette question dans le chapitre 5.
[69] Comandancia militar del Canton Ortiz. Al Sr Coronel Jefe de EM del Ejercito Libertador, Ortiz, 9 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 389v.
[70] Gobierno de la provincia d'Aragua, La Victoria, 10 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 360v.
[71] Guerra y Marina, Caracas, 12 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 395v-396.

Toutefois, à la date du 15, la *Comandancia de Armas* de la province, dressant un état des lieux des forces qui œuvrent sur la Sierra, avoue, désabusé, ne pas savoir si ces milices ont été finalement appelées en service[72]…

Ce sont les commissaires qui ont la responsabilité de réunir les corps de milice ou des groupes de *vecinos* organisés en *campos volantes*. Bien que ces formes d'organisation soient mentionnées à plusieurs reprises nous n'avons trouvé aucune information les concernant, que ce soit dans la législation sur les milices ou sur les forces armées permanentes. Ils sont commandés le plus souvent par un Capitaine ou un Commandant. Dans certains cas, il est mentionné qu'ils sont « composés de *vecinos* du lieu », comme pour ceux de San Francisco de Tiznados déployés contre les factieux à la mi-septembre 1858[73]. Le *Dictionnaire militaire* de Cabanelas le définit « comme la troupe ou la colonne [à partir du XVIème siècle] opérait de façon séparée du gros de la bataille, comme on appelait alors l'Armée en ordre de combat. Cela correspond donc au moderne détachement »[74]. Plus tard, à partir de la fin du XVIIIème siècle, cela correspond à un groupe de soldats d'environ 20 à 40 hommes qui étaient chargés de la reconnaissance, des patrouilles et de la poursuite des bandits et des contrebandiers. C'était une sorte de police rurale avec des fonctions d'ordre public et militaires[75].

En septembre 1858, « après que la Sierra ait été parcourue dans tous les sens par de multiples guérillas », l'un de ces *campos volantes* est ainsi mobilisé parallèlement à d'autres forces déployées sur Puepe où se trouve une *partida* de Medrano, et sur Güesipo. Des « guérillas de *vecinos* » sont en effet là en renfort, « commandées par les commissaires », afin que « l'occupation du territoire soit simultanée ». En vain semble-t-il, puisque la conclusion de l'Etat major est qu'ils ont « occupé pendant plusieurs jours plus de mille hommes convenablement organisés (…), sans qu'aucune de ces forces n'ait rencontré ou obtenu des nouvelles des factieux »[76].

---

[72] Comandancia de Armas d'Aragua. Al Sr G de EMG del Ejercito Libertador, La Victoria, 15 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 406.

[73] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Señor Coronel Jefe de EMG, San Francisco de Tisnados, 11 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 273.

[74] Guillermo Cabanellas, *Diccionario militar. Aeronáutico, naval y terrestre*, Buenos Aires, Bibliográfica Omeba, 1963, tomo I. p. 683.

[75] Nous devons ces précisions, extrêmement précieuses, à notre collègue et ami Fernando Falcón, auteur, entre autres, « La relación entre guerra y política en la primera República Venezolana (1810-1812) », *Politeia*, vol.25, n° 28, 2002, pp. 61-92 et de *El cadete de los Valles de Aragua. Pensamiento politico y militar de la Ilustración y los conceptos de guerra y politica en Simón Bolívar, 1797-1814*, Caracas, UCV, 2006, 246 p.

[76] EMG de operaciones sobre la Sierra, San Francisco de Tisnados, 11 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 269-269v.

De façon plus prosaïque encore, c'est parfois un simple groupe de *vecinos* qui est mobilisé pour mettre en fuite les factieux, non sans dégâts, comme cela se produit dans la paroisse de Parapara fin août 1858. Apprenant qu'une *partida* de « Bandits » qui a réchappé à la traque menée contre elle vers Chirguita arrivait dans la paroisse, « le commissaire de El Paso Real de San Antonio, situé dans la paroisse de Parapara, Juan José Sanchez, a réuni ses *vecinos* et avec eux il les a attaqués et après quelques tirs, au cours desquels l'un des *vecinos* de Sanchez a été blessé au bras », ils ont réussi à mettre les factieux en fuite, laissant derrière eux un prisonnier et un autre sérieusement blessé à la tête (…) »[77]. En outre, cet épisode met en lumière ce face à face entre civils auquel se résume dans certains cas les échauffourées avec les factieux.

Or, la probité de ces commissaires est souvent mise en doute, comme nous le verrons plus loin, redoublant la méfiance à l'égard des milices. La remarque de l'État-major de la Sierra en août 1858 est on ne peut plus claire à cet égard. Après avoir en effet mentionné, dans le cadre de l'organisation de sa riposte contre Medrano et Rodríguez, que 500 hommes engagés dans la milice l'attendaient, prêts à passer à l'action, « sur la place publique du village, ainsi que les commissaires de quartier, il conclut en disant :

> « (…) il ne fait aucun doute que l'esprit public parmi ces gens s'améliore chaque fois davantage, et que le Gouvernement retrouve parmi eux la force (…) qui lui appartient »[78]

Forces d'appoint nécessaires, ces milices sont donc la cause de bien des soucis, tout en étant une preuve supplémentaire de la fragilité de l'institution armée. En effet, en dépit de ce que nous venons d'exposer, on se risque quand même à faire rentrer dans des bataillons de milices des factieux en fuite, toujours dans cette même zone de San Francisco de Tiznados, même si l'on part du principe que ceux qui ont fuit après l'attaque étaient peu « compromis » et surtout que la plupart d'entre eux « avaient été obligés de s'engager par contrainte ». Il n'en demeure pas moins qu'après qu'ils aient été retrouvés et qu'on leur ait donné des gages de confiance, « on les a fait sortir de la montagne et on les a fait se présenter les dimanches ici où ils ont été enrôlés avec les autres *vecinos* dans la milice (…) »[79].

De même, elles peuvent être mobilisées pour d'autres tâches comme cela se produit à San Sebastián fin juin, lorsque le Commandant Ortega tente de faire surveiller un parc d'armes par

[77] Gutiez, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 407v.
[78] EMD sobre la Sierra. Al Sr Coronel Jefe de EMGeneral del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 30 août, 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 370v.
[79] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel Jefe del EMG del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 25 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 358-358v.

des miliciens, à défaut d'autres solutions, et contre l'avis du *Jefe Político* du Canton. La façon dont lui et Carlos Minchin, responsable de *Jefatura de operaciones* d'Aragua auquel il écrit, mais aussi le Commandant Militaire de San Sebastián et le Lieutenant Carlos Castro, dont les propos sont insérés dans cette missive, rendent compte de cette situation mérite attention tant elle est révélatrice des difficultés auxquelles les autorités tant civiles que militaires doivent faire face. C'est tout d'abord Castro qui s'adresse au Commandant de San Sebastián:

> « Vous savez que la garnison de cette place a été intégrée selon ce que vous avez disposé, à la Colonne que vous commandez ; qu'il existe ici un petit parc lequel, bien que ne comprenant pas uniquement des armes de guerre, nous causerait de graves dommages s'il passait dans les mains ennemies, puisque le *Gefe Político* s'est refusé à rétablir, interdisant à cette fin la collecte de miliciens à laquelle j'avais tenté de procéder (…). Veuillez donc rendre compte de tout ceci au Chef correspondant (…). Insertion que je vous adresse à toutes fins utiles, vous informant que je l'ai également envoyée au Sr. Chef d'État-major Divisionnaire de la province du Guárico et au Gouverneur de cette même province afin de savoir s'ils peuvent envoyer une garnison à San Sebastian. (…). Manuel A. Ortega. Contenu que je vous transmets (…) afin que les mesures adéquates soient dictées pour la préservation du petit parc de San Sebastian que ce soit en y envoyant un petit piquet de la Garnison de cette place, ou alors en obtenant que le Gouverneur de la province contraigne le *Gefe Politico* de ce Canton à appeler en service les miliciens que le Commandant Militaire juge nécessaire pour la garde dudit parc ; ceci dès lors qu'il est totalement impossible pour cette *Jefatura de operaciones* de démembrer la plus forte parmi celles qui œuvrent sur la Sierra, où il n'y a que cent hommes de la milice de San Sebastian divisés en deux guérillas. (…) Carlos Minchin. »[80]

Plus prosaïquement, en octobre, c'est pour suppléer des soldats « malades ou estropiés » que l'on prévoit d'organiser « tous les dimanches des réunions des milices de ce village » afin que l'on puisse à tout moment compter sur les forces armées pour « marcher dans la Sierra »[81].

Ce portrait mettant en son centre ces milices protéiformes, leurs forces et leurs faiblesses, les règlements qui les régissent, offre en contre jour celui des forces régulières dont nous avons vu les actions au chapitre précédent, les conflits et les failles, en dépit là aussi d'un arsenal législatif et financier d'importance[82], où tout semble prévu pour qu'elles soient à même de remplir les missions qui sont les leurs. Même si nous n'irions pas jusqu'à dire, à

[80] Al Sr General Jefe de EMG del Ejercito Libertador, Maracay, 7 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 335-336.
[81] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel Jefe de EMG General del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 5 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 244v.
[82] Comme en témoignent les douze volumes de documents édités par Ramón Velásquez : Velásquez, Ramón J. (ed), *Las Fuerzas armadas de Venezuela en el siglo XIX*, Caracas, Presidencia de la República, 1971 et dont le volume 12 sur la période des Monagas comporte pas moins de 600 p. : vol. 12, *La República: los Monagas 1853-1858*, XXXI-600 p.

l'instar de D. Irwin et I. Micett pour les milices[83], qu'il s'agit d'une armée « de papier », force est de reconnaître qu'il existe malgré tout un écart saisissant entre la loi et sa mise en œuvre. Il n'est certainement pas pour rien dans la violence des mots qui vient pallier l'inefficacité des armes contre ces « hordes de barbares » qui sont, quoi qu'il en soit, de la même chair que les « miliciens » chargés de les combattre.

### 2. Une tentative de dépolitisation des objectifs attribués à la faction ?

Bien que L. Level de Goda soit partie prenante des événements dont il parle, la façon dont il décrit la traque menée contre les libéraux, et au-delà contre leur soutien armé, nous semble à propos pour introduire ce questionnement qui est au cœur de ce qui se joue dans ce moment politique où tout est mis en œuvre pour discréditer les chefs de la Faction, dans le même temps que la dimension politique de leurs actions sont patentes, y compris d'ailleurs dans les propos des autorités elles-mêmes.

Ce que nous livre L. Level de Goda aide à la compréhension de la détermination à détruire la Faction de la Sierra, et la radicalité des propos tenus par les autorités à son encontre. Il indique en effet qu'à partir du mois d'avril 1858 la réaction contre les libéraux allait *crescendo*, et que les « menaces » à leur encontre se faisaient « de plus en plus avec des termes hauts en couleur ». C'est à ce moment selon lui que « le qualificatif de 'voleurs' a surgi, appliqué à ceux qui avaient servi dans les gouvernements des Monagas », puis il y eut « la conduite observée par le Gouvernement à l'encontre des généraux Falcón et Zamora ». Il conclut, lapidaire : « Quelles ne furent pas les imprudences et les injustices [commises] par le gouvernement de Castro et par les oligarques ! ; quel horrible aveuglement ! »[84] que le leur.

Bien qu'ayant un regard plus distancié, F. González Guinán est plus incisif encore dans cette dénonciation d'une traque inconsidérée des anciens maîtres du pouvoir et de leurs alliés, oubliant ainsi leur promesse « d'oubli du passé et d'union de tous les Vénézuéliens ». Fustigeant au passage la façon de les qualifier, il indique non seulement que « la presse outrageait quotidiennement les employés du régime antérieur », mais aussi que « les Commandants Medrano et González, puis Nonato ou Donato Rodríguez Silva, qui dans les *llanuras* de el Guárico avaient contesté la révolution, étaient qualifiés de bandits contre

[83] Domingo Irwin ; Ingrid Micett, « De caudillos a pretorianos. Una Periodización de la realidad militar venezonala, siglos XIX-XX », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En línea], Cuestiones del tiempo presente, Puesto en línea el 31 enero 2011. URL : http://nuevomundo.revues.org/60783 ; DOI : 104000/nuevomundo.60783.
[84] L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)*, Caracas, Imprenta Nacional, 1954 [1889], tomo 1, p. 91.

lesquels le *Comandante de Armas* d'Aragua avait fait envoyer des forces commandées par les Commandants Juan N. Llamozas et Sabás A. Páez »[85].

Alors, des « bandits », ces chefs de la Faction de la Sierra ou, plus prosaïquement, des membres du parti libéral qui prennent les armes pour défendre leurs intérêts ? C'est à livrer des éléments de réponse à cette épineuse question que nous allons nous employer à présent.

*a) Quand la parole est collective*

Il existe un arrière-plan à ce dur traitement qui fut réservé aux Monagas et à leurs partisans, et donc aux factieux de la Sierra. Écho plus proche encore de la crise politique de mars 1858 et qui, chronologiquement, fait la transition avec la parole officielle des autorités militaires et politiques.

Revenons donc aux « origines » de l'événement.

Si la constitution de la Faction de la Sierra est contemporaine de la chute, en mars 1858, de José Tadeo Monagas, dont les chefs sont de fervents partisans, dans ce même moment et en ces mêmes lieux, les réactions sont loin d'être uniformes. Ces voix discordantes doivent elles aussi être entendues, ne serait-ce qu'en miroir de la parole des factieux, dès lors qu'elles dessinent non seulement un autre possible, mais aussi un point d'articulation entre les factieux et ceux qui ont en charge de les anéantir. En effet, dans le foisonnement d'acteurs, individuels et collectifs, qui s'expriment au cours de ces mois, se niche une modalité de prise de parole qui se situe à l'articulation de la parole des autorités et de celle qui est livrée par les hommes et les femmes qui témoignent ou sont appelés à comparaître : il s'agit des *pronunciamientos* rédigés aux mois de mars et avril 1858 immédiatement avant et immédiatement après la chute du président Monagas. Cet entre-deux est également lié au fait que parmi les signataires et principaux acteurs de ces *pronunciamientos*, nous retrouvons les autorités locales (civiles et militaires) qui vont être amenées dans les jours et les mois suivants à participer à la traque de la Faction. Ils constituent donc une sorte de préambule aux propos qui, sous peu, vont être tenus à l'encontre des factieux ; préambule d'autant plus intéressant que les acteurs qui les professent sont originaires des provinces touchées par la Faction et qu'ils évoquent non pas tant directement les factieux que leur raison d'être, à savoir la « dynastie » déchue des Monagas. Si nous considérons le moment et leur échelle d'analyse, il nous faut donc les prendre en compte avant de céder la parole aux autorités proprement dites.

[85] Francisco González Guinán, *Historia contemporánea de Venezuela*, Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República de Venezuela, 1954, volume VI, p. 161-162. C'est nous qui soulignons.

Cette pratique du *pronunciamiento*, extrêmement développée dans l'Amérique latine du XIXème siècle, suppose en effet, en raison des particularités qu'elle revêt, une démarche plus encadrée que, par exemple, les simples lettres de *vecinos* qui nous avons pu retrouver, et qui sont adressées aux autorités locales. Comme l'ont très bien mis en lumière les travaux réalisés sur cette question depuis une vingtaine d'années dans le cadre d'une historiographique renouvelée du fonctionnement du politique dans les sociétés américaines[86], on peut considérer que cette modalité d'expression intervient soit quand les dispositifs propres à la politique légale (notamment le vote et la représentation parlementaire) ont échoué pour se faire entendre ; soit, ce qui est davantage le cas ici, lors d'une crise politique qui suppose, dans un moment de vide de représentation et de recomposition des appartenances à un clan politique, un nécessaire positionnement des différents « corps » vis-à-vis des nouvelles autorités en place. En ce sens d'ailleurs, comme l'a analysé Cl. Thibaud pour le Venezuela et la Nouvelle Grenade de l'indépendance, on peut considérer cette « pratique comme une réponse à la rupture des pactes traditionnels de réciprocité qui règlent les relations entre l'État et les pouvoirs locaux ». Réalité qui demeure très prégnante au milieu du siècle et qui ratifie l'hypothèse qu'il formule de la « puissance renouvelée des cités américaines dans l'Amérique hispanique émancipée » et d'une « municipalisation » de la vie politique[87].

Cette véritable prise de parole collective et publique, qui fait opinion, est complémentaire et non contradictoire avec les formes légales et constitutionnelles d'expression de la « souveraineté ». En outre, dans la mesure où elle va bien au-delà du corps électoral *stricto sensu*, elle nous informe sur les logiques de mobilisation de ces acteurs en conflit qui sont encore, pour l'essentiel, des acteurs traditionnels, héritiers de la société d'ancien régime et des luttes pour l'indépendance.

Les *pronuniamientos* de 1858 ont toutefois ceci de caractéristique que même s'ils dénoncent les années Monagas et les failles du régime, tout en exprimant leur soutien à Julián

[86] Parmi les titres significatifs de ce renouvellement historiographique, ceux qui ont été les plus marquants pour notre réflexion sur le Venezuela du XIXème siècle sont : Marie-Danielle Demélas-Bohy, « Pactismo y constitucionalismo en los Andes », in Annino Antonio ; Castro Leiva Luis ; Guerra François-Xavier (dir.), *De los Imperios a las Naciones : Iberoamérica*, Zaragoza, IberCaja, 1994, pp. 495-510, en particulier l'item intitulé 'El pronunciamiento como resurgimiento del pactismo', pp. 499-503 ; François-Xavier Guerra, « El pronunciamiento en México : prácticas e imaginarios », *Trace*, n° 37, juin 2000, pp. 15-26 ; Clément Thibaud, « Entre les cités et l'Etat. Caudillos et pronunciamientos en Grande-Colombie », *Genèses*, n° 62, 2006/1, pp. 5-26. Dans une perspective quelque peu différente, l'article de Ariel de la Fuente sur l'Argentine permet de saisir, par le bas, l'incorporation de cette pratique par les acteurs, ainsi que cette tension entre représentation moderne et souveraineté incarnée : « Facundo and Chacho in Songs and Stories: Oral Culture and the Representations of Caudillos in the Nineteenth-Century Argentine Interior », *Hispanic American Historical Review*, 80:3 2000, pp. 503-535.

[87] Clément Thibaud, « Entre les cités et l'Etat. Caudillos et pronunciamientos en Grande-Colombie », *op. cit.*, p. 15.

Castro (à sa volonté de marcher sur Caracas, puis de prendre le pouvoir), on n'y retrouve pas, en revanche, cet appel à l'homme providentiel qui, par son seul charisme, pourrait sauver le pays, comme nous avions pu le noter en 1827 lors de la série de *pronunciamientos* écrits au moment de la crise de la République de Colombie, en faveur d'un retour de Bolívar et de l'octroi des pleins pouvoirs à ce dernier. En effet, rédigés à l'initiative de corps municipaux, militaires, de citoyens ou de *vecinos*, retranscrits pour certains dans la presse, mais surtout pour leur grande majorité, regroupés dans un volume publié en 1828, intitulé de façon très symptomatique *El Voto de Venezuela. O colección de actas y representaciones de las corporaciones civiles, militares y padres de familias de los departamentos de Venezuela, Maturin y Orenoco, dirigida a la Gran Convención de Colombia y a SE el Libertador Presidente sobre reformas*[88]*,* ces *pronunciamientos* portaient beaucoup encore la marque de l'ancien, avec un appel systématique au chef tutélaire unique, autoritaire et rassurant, attestant du caractère impérieux d'un pouvoir personnel et concret, à l'image pourrait-on dire d'un monarque tout-puissant[89].

À l'inverse ici, les modes d'énonciation nous permettent de saisir la façon dont ces acteurs se sont en quelque sorte approprié certaines figures théoriques de la modernité politique et les formes d'intelligibilité du politique qui sont les leurs et qu'ils ont nécessairement en partage avec le « camp » adverse dès lors qu'il s'agit souvent des mêmes acteurs[90]. En effet, les *pronunciamientos* émanant pourtant des villes et villages situés dans les provinces concernées par la faction ne mentionnent que très marginalement la Faction de la Sierra[91], puisque parmi ceux que nous avons retrouvés, seul celui de la paroisse de Parapara, située dans la province du Guárico, l'un des plus tardifs puisqu'il date du 30 mars, évoque les agissements de deux des chefs de la faction (Donato Rodríguez et Zoilo Medrano) et les met directement en lien avec la « domination des Monagas ». Par contre, ces *pronunciamientos* témoignent non seulement de la réactivité aux événements en cours, mais aussi des modalités d'énonciation de leur positionnement politique dans ce contexte de crise politique aigue. Ces documents nous renseignent sur la façon dont les communautés réagissent à la crise qui se joue durant ce mois de mars 1858 et aux conséquences du départ du président José Tadeo Monagas le 15. De

[88] Caracas, Devisme, 1829, 315 p.
[89] Pour l'analyse de ces *pronunciamientos*, qui seront d'ailleurs suivis d'autres en 1829 qui, au contraire, dénonceront la politique du même Bolívar et réclameront de façon très violente son départ, nous nous permettons de renvoyer à notre ouvrage : *Le Venezuela indépendant. Une nation par le discours (1808-1830)*, Paris, l'Harmattan, 1996, Partie IV., Item 4. 'Le recours au pouvoir personnel et autoritaire', pp. 328-342.
[90] D'autant que le fait d'avoir rédigé un *pronunciamiento* n'exonère pas de prise de position contraire voire adverse, de façon concomitante ou décalée dans le temps. C'est notamment le cas de Parapara dont les *vecinos*, alliés à ceux de Paya Arriba ourdissent une conspiration en août 1858. Cf. *infra*, chapitre 5.
[91] *Pronunciamiento*, Parapara, 30 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVI, fol. 255-256.

même, ils fourmillent d'informations sur les modalités mises en œuvre pour la réunion des différents acteurs, puis pour la rédaction, la discussion et l'approbation du texte des différents *pronunciamientos*. Une étude serait à effectuer sur la façon et les lieux où se réunissent ces personnes, qui constituent autant de lieux de sociabilité politique propres à ces mondes ruraux, où la constitution des réseaux d'interconnaissance est primordiale. Dans plusieurs d'entre eux, par exemple, les modalités et les délais pour venir apposer sa signature sont précisés de façon détaillée, ainsi que le lieu où le document est à disposition. Comme le signale M.-D Demélas, cette « rupture et dissolution du pacte social s'effectuent à travers des formes théâtralisées dont il conviendrait de dresser le tableau en ethnographe », depuis l'organisation de la campagne avec le rassemblement des *vecinos* dans les lieux de sociabilités villageoises, en vue de rédiger le texte, jusqu'à sa proclamation (écrite, lue et dite)[92].

Ce sont ainsi 15 *pronunciamientos* que nous avons localisés à ce jour et sur lesquels nous avons travaillé[93], dont un est imprimé[94]. Un certain nombre d'indices nous permettent d'affirmer que d'autres *pronunciamientos* ont été rédigés au cours de ce mois de mars 1858. L'Etat major de Calabozo transmet ainsi « plusieurs exemplaires » de celui de El Pao au Chef d'Etat major de la zone afin qu'ils soient diffusés[95], ce qui ne manque pas de nous renseigner une nouvelle fois sur la publicité que l'on fait de ces prises de parole et à la fonction supposément pédagogique qui leur est conférée. La découverte de l'existence de deux autres *pronunciamientos* ne manque pas de nous renseigner également sur la fonction d'autorité de ces documents mais aussi de probité qu'il confère à ses signataires. En effet, en juillet 1858, nous apprenons, lors de l'interrogatoire d'un suspect, qu'il en a été rédigé un dans « le village de San José » de Tiznados dont est originaire et où réside l'accusé[96] et dont il parle pour dire que le fait de l'avoir signé, est une preuve de son innocence. Cette fonction de disculpation

[92] Marie-Danielle Demélas-Bohy, « Le pronunciamiento : genèse d'une pratique », in Michel Bertrand ; Natacha Laurent ; Michel Taillefer (textes réunis par), *Violences et pouvoirs politiques*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1996, p. 90. Pour une mise au point sur ces questions, voir Julian Mischi, « Introduction. Observer la politisation des ruraux sous l'angle des sociabilités : enjeux et perspectives », in Annie Antoine ; Julian Mischi (dir.), *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, PUR, 2008, pp. 7-21.

[93] Il s'agit de ceux de Maracay (6 mars), de Turmero (7 mars), de San Juan de los Morros (7 mars), de la Paroisse de Choroní (8 mars), de la Paroisse de Colombia (8 mars), des *vecinos* de Barbacoas (15 mars), de la Villa de Chaguraramas (16 mars), du Canton de San Sebastián (18 mars), de l'Ejercito Libertador du même canton (18 mars), des *vecinos* de El Sombrero (21 mars), de la ville de Calabozo (23 mars), des *vecinos* de Camaguán (23 mars), de la Paroisse de Zaraza (23 mars), de la ville de Ortiz (29 mars) et de la paroisse de Parapara (30 mars). Nous les avons trouvés dans les Tomes DCXVI, DCXVII et DCXIX du fonds AGN/Caracas-Interior y Justicia.

[94] C'est celui de Camaguán, édité à San Fernando et imprimé par Manuel María Betancourt.

[95] *Oficio n° 3*. Estado Mayor Divisionario. Al Sr Jefe de Estado mayor Telesoro Ledesma, Calabozo, 26 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 551v.

[96] Interrogatoire de Pablo Acosta. Estado Mayor de operaciones de Guarico y Apure, San Francisco de Tisnados, 27 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 413v.

joue également pour le Colonel Lapalma dont le Chef d'Etat major en charge des opérations dans les Llanos prend la défense en ces termes :

> « (…) le Sr Colonel Lapalma n'a jamais été uni aux factieux, bien au contraire, il fut celui qui se mit à la tête du *pronunciamiento* de San Fernando [d'Apure], se reconnaissant dans le mouvement général de la Nation. »[97]

D'ailleurs, le Commandant du Canton de El Pao chargé de transmettre cette information au gouverneur tient lui aussi à apporter son soutien au Colonel en des termes encore plus affirmés et rudes envers le président déchu, puisqu'il déclare que le Colonel Lapalma, « loin de défendre la cause du Tyran, comme on l'a affirmé, a dignement partagé le *pronunciamiento* des *pueblos*, se mettant à la tête de celui de San Fernando d'Apure »[98]. Cette déclaration montre au passage la double signification du terme dès lors qu'il renvoie tout à la fois à l'acte écrit par un collectif, et à la volonté de se « prononcer » exprimée par l'ensemble de ceux qui y ont pris part.

Parmi les *pronunciamientos* sur lesquels nous avons travaillé, cinq sont antérieurs à la chute de Monagas, un est daté du jour même de son renoncement au pouvoir, et les neuf autres s'échelonnent du 16 au 30 mars. Ils sont l'œuvre, dans la plupart des cas, des corps municipaux, mais aussi de *vecinos* ou de représentants de corps armés, qui tous appellent à la signature de leur texte par le plus grand nombre de personnes, laissant à cette fin les registres ouverts pendant deux ou trois jours selon les cas. Les *pronunciamientos* émanant de localités situées dans la province d'Aragua sont transmis à Caracas par le gouverneur le 8 avril, en des termes ratifiant, s'il en était besoin, que ces pratiques participent pleinement de la vie politique légitime.

> « Je vous joins les *pronunciamientos* qui se sont tenus dans les villes de Maracai, Cura et Turmero, en dans les paroisses de Choroni, Magdalena et San Juan de los Morros, désavouant le gouvernement calamiteux du Général José Tadeo Monagas, reconnaissant le Gouvernement provisoire et demandant une Convention Nationale qui reconstitue la République sous des formes véritablement républicaines, se conformant ainsi au reste de la Nation vénézuélienne (…). »[99]

De fait, ces *pronunciamientos*, de façon plus appuyée dans les 5 premiers, sont d'une grande virulence à l'encontre de Monagas le « Tyran » et de sa « dynastie », dénonçant les

[97] Le Sr Jefe de E. Mayor de la Division de operaciones de los Llanos, informe le Comandante de Armas del Canton Pao (Julian Ramos), qui informe le Gouverneur de la province de Valencia (Carlos P. Calvo, hijo), Valencia, 5 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 294v.

[98] Le Comandante de Armas del Canton Pao (Julian Ramos). Al Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo (Carlos P. Calvo, hijo). Al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 5 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 295.

[99] Gobernador de la Provincia d'Aragua. Al Señor Sec de E. en los Despachos del Interior y Justicia, La Victoria, 8 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXIX, fol. 287.

violations de la loi et de la constitution, le manque de liberté d'expression et de presse, la corruption de la justice, les usurpations de terres, la dilapidation et l'usurpation du Trésor Public, les violences, les assassinats et les humiliations. Ce qui amène les *vecinos* de la paroisse de Parapara à se dire « persuadés que la domination des Monagas est contraire aux principes républicains (…) et ne dispose pas de l'appui de la Volonté Nationale »[100], et que l'administration de José Tadeo est, pour ceux de Camaguán « attentatoire à nos institutions républicaines depuis l'abominable 24 janvier 1848, où il a assassiné les représentants de la Nation désarmés (…) »[101]. Mais, au-delà du présent, c'est aussi la trahison des valeurs de l'indépendance qui est dénoncée :

> « Les Monagas se sont arrogé le droit exclusif de gouverner le peuple du Venezuela, ce même peuple qui a époustouflé le monde avec les faits les plus héroïques lors de la glorieuse guerre de l'indépendance, le peuple de Bolívar et de tant d'hommes illustres qui, avec une abnégation extraordinaire, ont préféré la mort à l'esclavage, et qui sont enfin parvenus, après mille combats, à détruire les chaînes du despotisme, à vaincre les vainqueurs du Grand Capitaine qui a asservi l'Europe et à ériger des temples à l'Egalité, à la Liberté et à la Fraternité, temples scandaleusement profanés par ceux qui aujourd'hui s'appellent nos seigneurs, nos maîtres (…). »[102]

Si les *pronunciamientos* postérieurs au 15 mars dénoncent eux aussi les errements des Monagas, celui de Calabozo parlant même du « joug ignominieux avec lequel la dynastie malhonnête des Monagas a opprimé les pueblos du Venezuela »[103], ils visent surtout à proclamer l'adhésion de ses signataires au processus entrepris par Julián Castro et ses partisans (inauguré par le *pronunciamiento* fondateur de Valencia), et leur ralliement aux villes et provinces qui se sont déjà « prononcées » en ce sens. En dépit d'un plan relativement semblable, le contenu et les formes d'énonciation de ces *pronunciamientos* diffèrent. Ils commencent tous par reconnaître ce que Castro a entrepris, en viennent ensuite au récit des dénonciations et des méfaits causés par les Monagas à la Nation, et se terminent par une série de points programmatiques qui comprennent la récusation de « l'autorité du Général J. T. Monagas comme Président de la République et de son gendre Oriach comme vice-président »[104], l'engagement à obéir aux nouvelles autorités centrales, provinciales et locales (dont certaines sont élues ou réélues dans le même temps que le *pronunciamiento* est rédigé)

[100] *Pronunciamiento* de la paroisse de Parapara, 30 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVI, fol. 255.
[101] *Acta de pronunciamiento*, Camaguán, 23 mars 1858, San Fernando, Manuel María Betancourt impr. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 320.
[102] Pronunciamiento de San Juan de Los Morros, 7 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXIX, fol. 296-296v. Ce thème est également présent dans le *pronunciamiento* de la ville de Calabozo daté du 23 mars. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVI, fol. 257.
[103] Pronunciamiento de la Ville de Calabozo, 23 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVI, fol. 257-258v.
[104] Pronunciamiento de El Sombrero, 21 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVI, fol. 267v.

et au gouvernement provisoire, dans l'attente de la convocation d'une Grande Convention qu'ils appellent tous de leurs vœux. Ils prennent ainsi acte de la « dissolution du gouvernement » Monagas selon une logique qui n'est pas sans rappeler ce qui se produisit en 1808-1810 durant les « deux années cruciales »[105] consécutives à l'invasion de la Péninsule, qui provoqua l'acéphalie du royaume après le renoncement au trône de Charles IV et de Ferdinand VII, sous la pression de Napoléon qui y plaça son frère Joseph. En effet, 50 ans plus tard, les auteurs de ces *pronunciamientos* en appellent eux aussi à la légitime récupération, par chacun des corps constitués, de « sa souveraineté individuelle »[106]. Par le *pronunciamiento*, chacun contribue ainsi à sortir le pays de cet « état de désorganisation » et de « désunion », « de ce chaos » par le biais « d'un contrat partiel qui nous lie cependant au reste de la République »[107], d'un « nouveau pacte fondamental »[108], dans l'attente d'élections libres qui permettront d'élire les représentants à la Convention.

En miroir de ces actes d'adhésion et d'engagement ayant pour objectif de reconstituer, comme il est dit à plusieurs reprises, « un nouveau pacte social et un système véritablement démocratique », on observe un glissement dans la dénonciation qui, au moment de refonder la République, vise de plus en plus ceux qui se refusent à rallier cette « révolution nationale » qui est celle du « peuple souverain »[109]. C'est ainsi qu'on en appelle finalement à livrer combat à tous ceux qui s'opposent à suivre « cette juste cause », comme cela est très clairement affirmé dans le *pronunciamiento* de la ville de Chaguaramas :

> « Tous les citoyens qui, de quelque façon que ce soit, se refusent à coopérer à la juste cause qui nous proclamons ici, seront considérés et traités comme ennemis de la Liberté et ne devront attendre pour cette même raison aucune considération car ils n'en sont pas dignes. »[110]

Plus virulents encore sont les propos que l'on peut lire en ce sens dans le *pronunciamiento* de la paroisse de Zaraza, qui proclame à propos des partisans des Monagas :

> « Quel fils du Venezuela, sans être dénaturalisé, pouvait voir avec un œil indifférent les maux que le pays a endurés ! Assassinats, bannissements, vols, le spectacle de la misère et de la détresse, la violation des droits les plus sacrés et la plus atroce

[105] En référence à l'article éponyme de François-Xavier Guerra, « Dos años cruciales (1808-1809) », in François-Xavier Guerra, *Modernidad e Independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, Madrid, Editorial Mapfre, 1992, pp. 115-148.
[106] Pronunciamiento de la paroisse de Zaraza, 23 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVI, fol. 269v.
[107] *Ibid*.
[108] Pronunciamiento de la paroisse de Parapara, 30 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVI, fol. 255-255v.
[109] Pronunciamiento de San Sebastián, 18 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXIX, fol. 291.
[110] Pronunciamiento de la ville de Chaguaramas, 16 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVI, fol. 274.

> persécution contre ceux tentant de dénoncer des faits si vils, voici définis en quelques traits le triste tableau qu'a présenté le Venezuela durant dix ans. »[111]

Nous avons donc là une sorte de matrice de la façon dont sont perçus ceux qui vont se refuser à rallier les rangs des anti-monaguistes, permettant d'appréhender à sa juste valeur les stigmates dont sont affublés les factieux et leurs partisans, mais aussi la violence, réelle et symbolique, avec laquelle ils vont être traqués ; la vengeance est dès lors à la hauteur de la dénonciation des vaincus.

*b) La lecture sans concession des autorités militaires*

Le 23 mars 1858, deux personnes présentées comme des « *vecinos* » de San Juan de los Morros, José Pulido et Ramón Báez[112], se présentent, à une heure du matin, à la *Jefatura* du gouverneur de la province d'Aragua. L'objectif principal de leur venue est de rendre compte de l'attitude, de leur point de vue très critiquable, de l'un des commandants en charge de la traque des factieux, Juan N. Llamozas. C'est à cette occasion qu'ils livrent une information intéressante sur le comportement des factieux, signalant que ces hommes sont bien « résolus à se battre » puisque lorsqu'il leur a été intimé de se rendre, ils auraient « répondu par des Vivats à Monagas »[113]. Néanmoins, établir un lien entre l'existence de cette faction et une position partisane en faveur des Monagas n'invalide en rien les accusations portées à l'encontre de ces factieux comme étant des bandits, des scélérats, comme ils sont si souvent qualifiés. Les propos tenus début avril par le Chef d'État-major des Llanos sont, sur ce point, on ne peut plus révélateurs, comme s'il s'agissait par un tel procédé de vider de son sens cette dimension politique de la mobilisation :

> « La province d'Apure est complètement en paix et dans celle du Guárico il ne reste que trois *cabecillas* [organisées] en *partidas* insignifiantes. Zoilo Medrano et Jesus Agachado entre la vallée de San Antonio et la montagne de la Platilla, et Pedro Ranjel [sic] qui circule de par les sites d'Agua Verde et de San Luis, mais davantage comme voleur que comme partisan des Monagas bien que ce soit synonyme. »[114]

[111] *Pronunciamiento* de la paroisse de Zaraza, 23 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVI, fol. 270v.

[112] Nous intégrons leurs propos ici dans la mesure où il est permis d'avoir un doute quant à leur « qualité » de simples *vecinos*. Pour ce qui est de José Pulido il existe un Commandant José Pulido (précisément à la tête d'une compagnie de San Juan de los Morros) qui, outre ces activités en tant que Commandant, livre (et reçoit) de nombreux témoignages, y compris par la voie épistolaire, sur les factieux. Quant à Ramón Baez, il ne peut que s'agir du Juge de paix de la paroisse de San Juan de los Morros. Cf. Gobierno Superior Político de la Provincia d'Aragua, San Juan de los Morros, 7 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 329.

[113] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, al Sr Coronel Jefe de EMG de Ejercito Libertador, La Victoria, 23 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 533.

[114] EMG. Los llanos. Al Señor Jefe del EMG Libertador, Calabozo, 3 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 496. C'est nous qui soulignons.

À travers cette mise en abîme, c'est l'origine même, la raison première de la mobilisation qui est dépolitisée, à savoir le Président Monagas et son « clan ». Ou qui, pour le moins, est dénigrée au niveau individuel, mais plus encore collectif, puisque l'on a de cesse de dénoncer les Monagas en tant que « clan », « dynastie ». C'est en ce sens que le Commandant des opérations sur San Francisco de Tiznados dénonce le « soutien » ainsi apporté par les factieux « aux institutions dynastiques des Monagas »[115] et que quelques jours plus tard, ordre est donné pour que ledit Pedro Rangel soit poursuivi pour avoir « volé les *vecinos* de Agua-verde au nom de Monagas »[116].

Remarquons également que, très souvent, les propos tenus à l'encontre des factieux et de leurs agissements sont mis en contraste avec des considérations sur les populations et/ou les hommes chargés de leur traque, créant ainsi un effet grossissant qui ajoute au discrédit.

Le 25 mars 1858, dans un document adressé au Chef d'État-major de la Division du Commandant Général des opérations de l'Alto Llano, on oppose ainsi les « quelques sbires qui ne reconnaissent toujours pas la souveraineté du peuple » au « patriotisme, à l'expérience et à l'activité des chefs méritants qui ont levé l'étendard de la liberté du Venezuela, contre la tyrannie » et qui sont appelés à détruire ces ennemis[117]. Ces propos, révélateurs de la façon d'appréhender l'ennemi, reprennent également un thème que l'on retrouve très fréquemment dans les *pronunciamientos* rédigés en mars et avril 1858 : celui de la souveraineté du peuple.

De même, à la mi-avril, le *Comandante de Armas* de la province d'Aragua informe le *Gobierno superior político* de la province de Carabobo de l'arrestation d'un certain nombre de *cabecillas* de la faction. A cette occasion, il indique qu'il a également été mis fin aux agissements de ceux qui « diffusaient des idées dissolvantes » et qui, au-delà de la Sierra elle-même, « menaçaient la société »[118]. Or, là aussi, un parallèle est établi entre les auteurs de ces méfaits et les *vecinos* de la Sierra qui eux ont apporté la preuve de leur « adhésion au gouvernement et à l'ordre établi », ainsi que de leur « soumission aux autorités constituées », et soutiennent tous les efforts mis en œuvre pour punir ces factieux. Dans le même sens, le commandant de la colonne qui œuvre dans la Sierra se félicite, alors qu'il est lancé à la

[115] Comandancia de operaciones. Al Sr Jefe de EM Divisionarios, San Francisco de Tiznados, 6 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 321v.
[116] Estado Mayor de operaciones de Guarico y Aragua. Al Señor Jefe de Estado M Gral Libertador, Calabozo, 9 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 499v.
[117] Estado Mayor de Division de operaciones de esta provincia. Sr Coronel Jefe de Estado Mayor del Ejército Libertador, Orituco, 25 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 545.
[118] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 20 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 311v.

poursuite de El Agachado, « qu'il y ait encore dans cette Sierra d'honnêtes *vecinos* »[119]. Les actes commis par les factieux sont donc considérés par responsables militaires comme d'autant plus condamnables qu'ils constituent une menace non seulement au niveau local, provoquant « le déshonneur et discrédit de la Sierra »[120], mais également au niveau de la « société » dans son ensemble.

Durant ces semaines qui précèdent l'offensive de juillet, les dénonciations s'aiguisent donc en épousant le rythme des événements et des conflits qui se nouent dans la capitale. C'est ainsi que la tension monte de nouveau d'un cran fin mai-début juin, après qu'une conspiration ait été découverte à Caracas et dont les échos n'ont pas tardé à se faire entendre dans les provinces limitrophes. Le *Jefe Político* du Canton Ortiz le signale sur un ton alarmiste où pointe la colère lorsque, s'adressant au gouverneur de la province, il évoque « l'esprit d'insurrection qui à l'heure actuelle agite les vaincus » et indique craindre pour sa localité où « cette horde de bandits » dirigée par Rodríguez et Medrano « a quelque pouvoir » dès lors que par souci d'économies « on supprime les fonds et on diminue les forces ». Il dit redouter de ne pas être en mesure maintenir des troupes en nombre suffisant pour assurer l'ordre public[121]. Quant au Chef des opérations sur l'ensemble de la zone, il est on ne peut plus clair sur les ramifications de cette conspiration lorsqu'il informe précisément le gouverneur de cette province du Guárico :

> « Ayant été informé par différents biais que, dans la capitale de la République et avec des ramifications dans ce Canton Ortiz, l'on travaillait effrontément à organiser] une révolution contre le Gouvernement provisoire, j'ai demandé 50 hommes à la *Comandancia de armas* de Calabozo pour les ajouter aux 50 de Tisnados et effectuer des reconnaissances, avec cette force, afin d'éviter la réunion des factieux et les maux qui pourraient alors survenir. (…) Le 27 [mai dernier] j'ai reçu une information officielle relative à la réapparition de Nonato Rodriguez avec quelques hommes armés dans le vallon de Apaniates et aux abords de San Francisco de Cara, et aujourd'hui cette nouvelle a été confirmée, ainsi que l'incorporation de Medrano à Rodriguez avec plus de 50 hommes. »[122]

C'est sur ce même registre que joue, en juin 1858, l'État-major en charge des opérations dans les provinces d'Apure, Guárico et Aragua, lorsqu'il demande aux gouverneurs et commandante en Armas de redoubler d'activité dans leur zone d'action respective afin de

[119] Comandancia de la columna de la Sierra d'Aragua. Al Señor General Nicolas Silva, Jefe de operaciones d'Apure, Guárico i Aragua, Ollita, 21 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 520.
[120] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 20 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 311v.
[121] Gobierno Superior Político de la Provincia del Guárico. Al Secretaria de Estado en los DD de Guerra y Marina, Calabozo, 29 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 327-327v.
[122] EMD de operaciones d'Aragua, Guarico i Apure. Al Señor Gobernador de la provincia de Guarico, San Francisco de Tisnados, 1er juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 457-457v.

contrecarrer ce qu'il appelle les « plans provisoires des ennemis de la Patrie » et, ajoute-t-il, « d'étouffer à la source toute tentative réactionnaire dans les provinces confiées à votre attention »[123]. Avant de rapporter les informations suivantes reçues par le juge de paix de Paya Arriba :

> « (…) il a été informé de façon certaine qu'une faction s'organisait contre le Gouvernement Suprême et que cette conspiration était prévue pour éclater ce Vendredi 4 [juin], avec pour objectif la réunion de cent hommes qui devaient rencontrer Donato Rodriguez dans la vallée de la Fetas de cette juridiction, aux abords immédiats des communautés de Chirguita, Corral Grande (…). »[124]

Ce n'est donc bien pas uniquement la Sierra qui est menacée, mais la « société », la « Patrie ». Les factieux sont d'ailleurs à maintes reprises considérés comme des « ennemis de l'ordre », des « ennemis de la patrie » et même des « assassins de la patrie »[125] ou encore, des « ennemis acharnés du gouvernement »[126].

Juste avant la grande offensive lancée le 29 juillet, ordre est donné par Caracas aux gouverneurs des provinces touchées par la Faction de la Sierra, qu'ils s'emploient de toute urgence à « éclaircir l'origine et les tendances de la faction qui s'est soulevée dans la Sierra », mais « surtout » à établir les éventuelles liens que ces factieux pourraient avoir avec « l'inique conspiration qui s'est tramée dans la capitale »[127]. Il leur est également instamment demandé de procéder à de scrupuleux interrogatoires des éventuels prisonniers et que ces documents soient envoyés au plus vite au Gouvernement.

Cette conspiration renvoie bien sûr aux événements qui se nouent à ce moment-là dans la capitale en marge des tensions diplomatiques liées au Protocole Urrutia. De fait, comme le souligne très justement J. Gil Fortoul, « coïncidait avec le conflit diplomatique le problème capital de la politique intérieure qui consistait soit à maintenir la fusion des partis, soit à convaincre le Chef de l'Etat à s'appuyer sur un seul »[128]. Or, avec la démission du ministre Urrutia, le 14 avril, l'équilibre des forces se trouve rompu en faveur des « conservateurs ». Les libéraux retirent alors leur soutien au gouvernement de Castro et trament ce que Gil

[123] EMD de operaciones d'Apure, Guarico i Aragua. Al Señor Coronel Jefe de EMG del Ejercito Libertador, Ortiz, 10 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 465.
[124] *Ibid*., fol. 467-467v.
[125] C'est le cas notamment in: Comandancia militar. Canton Ortiz. Al Sr Coronel Jefe de EM del Ejercito Libertador, Ortiz, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 381v ; Oficio, Comandancia militar del Canton Ortiz, 7 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 359 ;
[126] Gefe político de Ortiz au Gefe político del canton Cura au Gobernador de la provincia d'Aragua qui transmet, La Victoria, 10 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 360.
[127] Digase a los Gobernadores d'Aragua, Guárico, Carabobo y Cogedes, Caracas, 13 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 367.
[128] José Gil Fortoul in *Historia Constitucional de Venezuela*, *Tomo Tercero : La oligarquía liberal,* Caracas, Librería Piñango, 1967, 5ème édition, p. 104.

Fortoul appelle lui aussi une « contre-révolution » dans laquelle s'engagent les généraux Juan Crisóstomo Falcón et Ezequiel Zamora qui, comme on l'a vu, seront expulsés du pays après le décret pris en ce sens le 7 juin[129].

Or, curieusement, alors qu'il est censé être hors du pays depuis la mi-juin, il s'avère que c'est durant ces mêmes semaines pour le moins « floues » chez ses biographes et dans l'historiographie plus générale sur la période, que l'ombre d'Ezequiel Zamora plane sur la Sierra. Pourtant, cette question est d'importance, au-delà de la seule dimension historiographique, sur le plan des objectifs dont la Faction de la Sierra est créditée par les autorités. En effet, il est très curieux de constater que les biographies consacrées à ce grand général de la Guerre Fédérale, mais aussi à cet acteur majeur des révoltes de 1846 qui se sont, comme on l'a déjà dit, déroulées dans la même zone que celle où se déploie la Faction de la Sierra, sont muettes sur ce point. Si bien sûr on mentionne qu'il figure parmi les personnes concernées par l'arrêté d'expulsion du 7 juin, par contre il s'est avéré, lorsque nous avons tenté de voir ce qu'il devenait après cette date, que les données étaient très floues.

Dans nombre de ces ouvrages, on note en effet un vide sur ce moment de la vie de Zamora. Si Level de Goda, qui fut un de ses proches, s'attarde sur ce que fait Zamora après l'ordre d'arrestation lancé contre lui et Falcón en avril, à savoir qu'il s'enfuit à l'étranger, tout comme Falcón, afin d'y préparer la révolution[130], il ne nous dit rien sur ce qui se passe après le 7 juin 1858, si ce n'est « qu'à la fin du mois d'août 58 il y avait déjà beaucoup d'émigrés et d'expulsés à Curaçao, parmi eux les généraux Falcón et Zamora, le colonel González Zaraza et l'auteur de cette histoire, qui vivaient dans la même maison »[131]. Dans la plupart des biographies et écrits sur la période, Zamora ne semble revenir sur la scène nationale qu'en 1959 au moment où, en alliance avec Falcón, il lance le « cri de la Fédération ». En témoigne un petit écrit de M. Landaeta Rosales, pourtant réputé pour sa manie du classement et de la recension minutieuse de données, et qui traite précisément des deux hommes[132]. En effet, dans les pages qu'il consacre à Ezequiel Zamora, qu'il s'agisse de la « Feuille de service du vaillant citoyen le Général Ezequiel Zamora » (p. 19), des « campagnes que fit Zamora » (p. 20) ou encore des « actions de guerres auxquelles Zamora a participé » (p. 23), il y a un trou entre 1849 et 1859. Et dans l'item sur les « emplois militaires » qu'il a exercés » (p. 27), si l'année 1858 est représentée, c'est pour les fonctions de « Commandant Militaire de la Péninsule de Paraguaná » qu'il a occupées de janvier à mars…

[129] Cf. *supra*, chapitre 2.
[130] L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)*, *op. cit.*, p. 94.
[131] *Ibid*., p. 112.
[132] Manuel Landaeta Rosales, *Falcón y Zamora*, Caracas, Impr. Bolívar, 1897, 30 p.

Quant à L. Villanueva, l'un de ses autres biographes importants (d'autant qu'il a pu interroger des témoins et acteurs directs des événements), s'il ne nous livre rien d'exceptionnel et reste même très flou en ce qui concerne la datation de faits postérieurs au 7 juin qu'il mentionne, il rend malgré tout compte de la façon dont les libéraux s'organisent « dès le même jour »[133]. C'est ainsi que selon lui des Juntes se seraient réunies à Caracas, à deux jours d'intervalles, dans la maison du Général Carlos Ferrero où logeait le Général Falcón et auxquelles participaient, entre autres, Ezequiel Zamora. L'objectif aurait été, selon ce que lui a confirmé l'un des participants à ces juntes, de « s'engager dans la révolution » et d'adopter la doctrine fédérale. C'est lors de la seconde réunion que des responsables de provinces auraient été nommés et qu'auraient commencé à se développer « des clubs de conspiration dans toutes les Provinces », tandis que Falcón, comme nous avons déjà eu l'occasion de le signaler, était « reconnu par tous les libéraux (…) comme Chef de la nouvelle Cause politique »[134]. Il ouvre néanmoins le paragraphe suivant, dans lequel il expose la façon dont les libéraux continuent d'organiser la mobilisation, soutenus en cela par « un très grand nombre de partisans issus de tous les secteurs de la société et des masses populaires »[135], par la mention de « l'expatriation de ces deux Généraux » pour ne reparler de Zamora qu'au moment où il repart de Curaçao en 1859[136].

Et si F. Brito Figueroa, dont la biographie, au-delà de son parti pris idéologique, fourmille de données sur ses présences au plus près des populations, fait exception, il est malgré tout peu disert sur ce moment-clé, même s'il est le seul à mentionner cet après 7 juin. Il indique en effet, après avoir évoqué le sort de plusieurs autres personnes concernées par ce décret d'expulsion, que « Ezequiel Zamora, en accord avec ses amis et ses compagnons, continua dans le travail d'organisation clandestine qu'il était en train de réaliser ». Mais pour immédiatement ajouter, faisant lui aussi finalement l'impasse sur le mois de juillet, que « dans les premiers jours d'août 1858, 'déguisé en muletier avec les cheveux et la moustache teints en noir', il se rendit à Catia La Mar et de là embarqua dans une chaloupe qui le conduisit jusqu'à Curaçao »[137].

---

[133] Laureano Villanueva, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, Caracas, imprenta Federación, 1898, p. 246.
[134] *Ibid*., p. 247.
[135] *Ibidem*, p. 248
[136] C'est-à-dire à la page 252 après un exposé des idées développées par le parti libéral depuis sa création en 1840.
[137] Federico Brito Figueroa, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, Caracas, Ediciones Centauro, 1975 (3a ed.), p. 282. Pour sa part, A. Rodríguez, le biographe de Zamora, qui s'attache à prendre le contre-pied de la thèse de Brito Figueroa, il indique uniquement, de façon lapidaire, en reprenant Landaeta Rosales, qu'après le décret d'expulsion « Falcón, Soto, Zamora, Wenceslao Casado, Carmelo Gil, Amador Guzmán, Antonio Leocadio

Pourtant, le 22 juin, le *Comandante en armas* de la province d'Aragua, informant le secrétariat d'Etat du Ministère de la Guerre et de la Marine de la situation dans les différents cantons de sa province où se trouvent déjà cachés Medrano et Rodríguez, indique sans ambages :

> « Il y a de bonnes raisons de croire que le Chef choisi pour la Province d'Aragua dans la cadre du plan révolutionnaire découvert à Caracas, était Exequiel Zamora qui, selon ce qui est communément dit, est demeuré caché du côté de el Pao, Liaro et Caicara qui forment une cordillère de montagnes et de vallées s'étendant sur la juridiction des cantons Victoria, Cura et San Sebastian. »[138]

Il fait sans aucun doute référence à la décision des libéraux, très clairement exposée par Level de Goda, de nommer, dans les provinces, des représentants afin d'organiser l'opposition au gouvernement de Castro. Durant ces quelques jours, qui constituent un moment charnière en termes d'équilibre des forces politiques au niveau central, et par ricochet dans le reste du pays, la tension est de fait à son comble dans la Sierra. Cette inquiétude est tout particulièrement palpable dans les propos du *Jefe Político* de Ortiz, tels qu'ils sont rapportés par le gouverneur de la province, de même que le risque de la contagion politique, mais toujours sur fond de banditisme, prouvant dans le même temps que Zamora est bien dans la Sierra début juillet…

> « Comme vous pouvez le voir par la note insérée les nouvelles communiquées par le Sr *Gefe Político* de Ortiz concernant la Sierra sont déjà très sérieuses. Le fait que se trouve en son sein l'insigne bandit Ezequiel Zamora, comme le laisse craindre la note de ce fonctionnaire du 1er de ce mois (...) peut avoir des conséquences fatales (…). »[139]

Lui fait écho, une fois encore avec plus de verve, ce que rapporte la *Comandancia militar* de Ortiz, en ce même 1er juillet. Il affirme en effet que ce sont deux cents hommes que commandent « les assassins Agachado et Medrano », mais surtout qu'il y a de fortes de présomptions que l'un des « enrôlés qui se trouve parmi ces factieux soit le célèbre Général Exequiel Zamora »[140]. Cette présence de Ezequiel Zamora semble confirmée en date du 7

---

Guzmán (…) et bien d'autres, durent abandonner temporairement le pays ». Adolfo Rodríguez, *Exequiel Zamora*, Caracas, Ministerio de Educación, 1977, p. 232.

[138] Comandante de armas de la provincia d'Aragua. Al Secretaria de Estado en los DD de Guerra y Marina, La Victoria, 22 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 333v.

[139] Gobierno Superior Político de la Provincia d'Aragua. Al Sec. de E en los Despachos de lo Interior y Justicia, La Victoria, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 356v. C'est nous qui soulignons.

[140] Comandancia militar del Canton. Al Señor Coronel Jefe de EMGral del Ejército Libertador, Ortiz, 2 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 379. Le 6 juillet, ces informations sont relayées auprès du gouvernement par l'Estado Mayor General del Ejército Libertador. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 383-383v.

juillet par Indalesio Ovalles qui écrit à son père depuis San Juan de los Morros. Il lui transmet cette nouvelle comme suit :

> « Mon cher papa. Vient juste d'arriver à Ortiz le petit de Pedro Matute, et il nous a apporté la terrible nouvelle selon laquelle les ennemis du Gouvernement occupent San Francisco de Tiznados, parmi eux Exequiel Zamora, avec un nombre d'hommes de troupe considérable (...). »[141]

La présence de ce chef de file des révoltés de 1846 auprès des factieux de 1858 inquiète et dérange dans la mesure où, à l'inverse de ce que l'on s'évertue à affirmer, elle ratifie le caractère politique de leur action.

Pourtant ou justement pour cette raison, il n'est par la suite plus jamais question de cette présence de Zamora parmi les factieux, à l'exception de ce que livrent certains témoignages de suspects et de factieux, amenant à penser qu'il était peut-être présent lors de l'attaque de San Francisco de Tiznados le 10 juillet. C'est en tout cas ce que prétend un certain Eugenio Gonzales arrêté parce que sans passeport, interrogé le 15 juillet. Il reconnaît avoir fait partie de la faction et en avoir déserté et affirme qu'il « existe trois *partidas*, l'une commandée par Exequiel Zamora, l'autre par Medrano et l'autre par Agachado », « ces deux dernières comprenant environ 200 hommes chacune avec autant d'armes ». Il explique également que Ezequiel Zamora était déjà dans la faction lorsqu'il y est entré, donc vers le 26 juin puisqu'il dit y être resté dix jours et qu'il y a « quinze ou vingt jours qu'il a déserté »[142].

Le mot de la fin revient sur ce point à un certain Clodomiro Rodríguez, en charge d'une hacienda située à 'Los Aguacates', dans le province de Carabobo qui vient dénoncer, en juillet 1859, les méfaits de factieux, au nombre d'une vingtaine, « armés de tromblons, d'escopettes, de lances et d'épées ». Racontant comment ces hommes sont entrés dans l'hacienda pour collecter des armes et des hommes, il précise qu'ils avaient également pour « mission », « d'assassiner tous les commissaires du lieu pour avoir défendu le Gouvernement dans l'actuelle révolution, lorsque Zamora (…) était présent dans cette province »[143]. Dans ce même moment, le 24 juillet, le gouverneur de la province du Guárico accuse réception du « *Digase* » émis le 13 juillet[144], alors que les préparatifs de l'offensive s'organisent.

Par conséquent, ce que redoutent le plus les autorités centrales c'est que ces mouvements armés qui secouent des provinces géographiquement proches de la capitale, viennent en appui

[141] *Carta*, San Juan de los Morros, 7 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 353.
[142] Comandancia de Armas de la Plaza, Puerto Cabello, 25 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 389-390.
[143] Dénonciation de Clodomiro Rodriguez. Gobierno de Carabobo, Valencia, 3 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 656.
[144] Gobierno Superior Político de la Provincia del Guárico. Al Sec. de E en los Despachos de lo Interior y Justicia, Calabozo, 24 juillet 1857. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 379.

de l'opposition qui s'y organise de plus en plus activement. La concomitance de ces deux événements ne fait que redoubler les craintes et permet de mieux comprendre la première grande offensive lancée quelques jours plus tard dans la Sierra pour tenter de venir à bout de la faction. De ce point de vue, il n'est pas anodin qu'à l'issue de l'interrogatoire de deux hommes arrêtés dans le cadre de l'offensive, le responsable de la *Jefatura política* du Canton de Villa de Cura déclare que les chefs de la *partida* à laquelle ils appartenaient, peuvent être « considérés comme coupables du délit de conspiration contre la patrie »[145]. Il vient ainsi étayer les craintes formulées par le juge de paix de San Francisco de Cara, relayées par la *Jefatura política* de San Sebastián, du retour sur le devant de la scène de Donato Rodríguez qui, selon lui, serait dans sa propriété de Güesipo, alors que les factieux viennent d'essuyer de lourdes pertes et que El Agachado a été grièvement blessé. Il est en effet suspecté, en recrutant plusieurs hommes, de « préparer un soulèvement contre le gouvernement »[146]. Le commissaire de police de Santa Elena, dans la juridiction de San Francisco de Cara, livre au juge de paix des informations plus précises à ce propos puisqu'il indique qu'un homme l'a informé que Donato Rodríguez « menaçait des personnes » dans ce village[147]. Transmise à l'EMD de la province depuis la Victoria, cette information est amplifiée quant à sa dimension politique, puisque son auteur écrit avoir bien « reçu sa communication d'hier [sur] la présence de Nonato Rodriguez du côté de Santa Clara, en train de séduire les populations pour qu'elles se soulèvent contre le Gouvernement »[148].

Il en va de même dans la province du Guárico où, le 27 juillet, un homme est longuement interrogé par le gouverneur de la province, Pedro Sanojo, après avoir été arrêté vers San Francisco de Tiznados, parce que dénoncé en raison de sa « désaffection pour le Gouvernement National et pour être un partisan des Monagas » selon les propos du chef d'Etat-major, Luis Mendoza[149], voire « un ami des Monagas » comme l'affirme le gouverneur[150]. Or, cet interrogatoire est uniquement motivé par la volonté de « découvrir les tendances de la révolution à la tête de laquelle se trouvent Zoilo Medrano et Jesus Gonzales, alias Agachado et les complices de celle-ci. ».

[145] Jefatura política del Canton, Cura, 3 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 437.
[146] Gefatura política al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, San Sebastian, 31 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 395.
[147] EMD de la Jefatura d'Aragua al Sr General Jefe de EMG del Ejercito Libertador, Maracay, 5 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 327.
[148] Al Sr Jefe de EMDivisionario de la provincia d'Aragua, La Victoria, 6 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 331.
[149] Estado Mayor de operaciones de Guarico y Apure. Al Gobernador de la provincia del Guarico, Sans Francisco de Tisnados, 25 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 413.
[150] Interrogatoire. *Ibid*.

À travers l'alliance de plus en plus avérée des deux hommes, la nature du mouvement change de nature, venant contredire, dans le même temps, la thèse de bandits de droits commun venant semer le trouble dans les campagnes. En effet, il n'est plus ici question d'une simple faction, mais d'une révolution, dans ce moment tendu où l'opposition s'organise dans la capitale et où l'ombre de Ezequiel Zamora semble toujours planer sur la Sierra, ravivant dans le même temps les « souvenirs » de 1846.

Dans la seconde quinzaine d'août, un scénario similaire se produit puisqu'il semble qu'une nouvelle conspiration ait été découverte à Caracas. Et une fois encore, on s'inquiète de la possible accointance de ces instigateurs avec les factieux de la Sierra, leur prêtant de nouveau donc des objectifs politiques, ou pour le moins la capacité à venir en renfort d'une conspiration politique ourdie contre le gouvernement en place. Réactivité aux événements nationaux qui n'est pas neutre, puisque la conspiration dont il est question ici, bien qu'elle ne soit jamais nommée, n'est autre que celle qui très vite fut appelée la *Galipanada*, du nom du lieu (Galipán, non loin de la ville de Caracas) où les conjurés furent dispersés par le Général Soublette, chef des opérations pour la province de Caracas. Cette conjuration est directement liée à la question du Protocole Urrutía et à sa remise en cause par le gouvernement de Castro, notamment à propos du point épineux relatif à l'exil de Monagas et de ses proches[151]. Elle intervient en effet au moment où les deux représentants des légations française et anglaise, Levraud et Bingham, menacent le gouvernement, en cas de refus d'obtempérer, de rompre les relations avec le Venezuela ; un ultimatum est formulé en ce sens le 12 août et les ports vénézuéliens sont en état de blocus. De fait, comme le signale R. Matthews, dès lors « qu'aucun accord n'avait été trouvé autour du protocole Urrutia qui satisfasse les Vénézuéliens ou les puissances étrangères, un escadron franco-anglais bloqua le port de La Guaira »[152] ; dans le même temps que, appuyés par le chargé d'affaires anglais, les rebelles planifiaient deux mouvements conjoints (attaque de Caracas par la vallée del Tuy et prise de dépôt de munitions de La Guaira), au moment où Castro envisageait justement de se rendre à Caracas pour suffoquer toute tentative de soulèvement. Profitant de ces difficultés, les conjurés passent à l'action dans la nuit du 16 au 17 août en tentant, en vain, de faire la jonction avec le Général Falcón. Après leur dispersion à Galipán, ils sont donc pour la plupart d'entre eux capturés et faits prisonniers à La Guaira, ou exilés. Ce que l'on craint donc dans la

[151] Cf. *supra*, chapitre 2.
[152] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, Caracas, Monte Avila, 1977, p. 158.

Sierra tout comme à Caracas et Valencia, c'est que des factieux aient pu appuyer cette conjuration et continuent à semer le trouble en province[153].

C'est d'ailleurs l'un des rares cas où les autorités centrales énoncent avec clarté les risques que les événements qui se jouent au cœur du pouvoir, ne se répercutent ou aient des relais en province. Pour preuve cette résolution très significative rédigée par le ministère de l'Intérieur et adressée en cette fin août aux gouverneurs de province, qui le partage entre l'optimisme et la crainte. Dans la première partie de ce document en effet, il demande instamment aux gouverneurs tout à la fois de tenir les autorités centrales au courant de la situation de « l'ordre public dans leur province respective », « avec tous les détails nécessaires afin que [cela] ne se réduise pas à une simple formalité » et « d'instruire les populations » de la situation dans la capitale, comme une façon de les protéger de la contagion révolutionnaire. Pour ce faire, il propose la méthode suivante :

> « Afin que vous puissiez instruire les habitants de la province placée sous votre commandement sur l'important objet dont je vous parle, il est nécessaire que vous donniez la plus grande publicité possible aux nouvelles qui se publient sur le sujet dans la *Gaceta* et le *Boletin Officiales*. (…). Dans le même sens, il a semblé opportun à SE que je vous donne les dernières nouvelles que j'ai (…). »[154]

Au plus près de la question qui nous préoccupe ici, la seconde partie de cette résolution vise en effet à donner des informations très précises sur les événements liés au conflit diplomatique avec la France et l'Angleterre et à la conspiration qui vient de se jouer, où l'on retrouve d'ailleurs le même genre de qualificatifs que ceux attribués aux factieux de la Sierra. Il rappelle tout d'abord qu'il les a déjà tenus au courant, en date des 20 et 24 août, des « événements survenus à Caracas et La Guaira du 16 au 19 de ce mois ». Il indique ensuite que depuis cette date, les auteurs de cette « conspiration contre l'ordre public » ont été jugés, et qu'il y a de fortes probabilités que « le général Falcón était le Chef qui devait se mettre à la tête des contre-révolutionnaires de Caracas ». Enfin, il rend compte de façon d'ailleurs un peu confuse des allers-retours de Falcón entre La Guaira et Curaçao avec l'aide d'un bateau appartenant dit-il à l'escadre anglo-française positionnée dans le port[155].

Curieusement, ce paragraphe terminé, il affirme qu'à l'heure où il s'adresse aux gouverneurs, « on peut considérer que la faction de la Sierra est déjà détruite, même s'il existe toujours quelques restes dispersés qui sont poursuivis avec activité », ce qui ne manque pas de

[153] Sur les détails de ce conflit diplomatique dont les échos résonnent jusque dans les montagnes de la Sierra, voir l'analyse critique envers le gouvernement proposée par José Gil Fortoul in *Historia Constitucional de Venezuela*, *Tomo Tercero : La oligarquía liberal, op. cit.*, pp. 109-114.
[154] Secretaria del Interior, Resuelto/Decreto : « Digase a los Gobernadores de Provincia », Valencia, 28 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXVIII, fol. 295.
[155] *Ibid*., fol. 295v.

faire contraste avec son inquiétude initiale et avec celle, plus palpable encore, des autorités locales…

La raison de cet optimisme est peut-être à chercher dans le paragraphe qui fait suite à cette affirmation, dans lequel il rend compte de la situation diplomatique :

> « La question diplomatique avec la Grande-Bretagne et la France a pris une tournure plus pacifique. Le Gouvernement est actuellement en négociations dont on attend, de façon fondée, une issue favorable. Les forces navales de ces deux Nations ont affrété plusieurs navires marchands nationaux à titre de représailles contre la République. Mais un tel principe d'hostilités a été suspendu avant même que ne soient entreprises les négociations. »[156]

Et n'étant pas avare de paradoxes, il conclut finalement en affirmant qu'il convient malgré tout que la « surveillance des autorités en ce qui concerne les perturbations de l'ordre public doit être très active, dès lors qu'il est indéniable que les partisans de la tyrannie renversée n'ont pas renoncé à leurs sinistres projets »[157]…

C'est dans ce même contexte et en réaction à ces événements qu'en date du 20 août, le général en chef des opérations sur la Sierra annonce à son supérieur (qui transmet le 22 l'information au chef d'État-major de l'Ejército Libertador) avoir « découvert la conspiration qui se tramait contre la République » et fait prisonniers un grand nombre de *cabecillas* « avec d'autres complices au nombre de cinquante » ; conspiration qu'il qualifie, à la fin de cette même phrase, de « crime odieux ». Surtout, il demande à son supérieur de bien préciser ce qui suit :

> « (…) la faction de la Sierra avec laquelle les conspirateurs devaient naturellement compter, bien qu'elle ait paru se renforcer, en raison de la nouvelle des derniers succès, ne justifie aucune attention particulière (…). »[158]

Et de conclure en disant que l'une de ces *partidas*, à la tête de laquelle se trouve Medrano, certes forte d'une vingtaine d'hommes, a été attaquée par les forces du Colonel Muguerza et une centaine d'hommes de San Fernando, face auxquelles ils ont fui, après avoir eu un homme de tué[159].

La teneur d'une lettre adressée ces mêmes jours à José Pulido par le Commandant M. Ortega ratifie cette suspicion, cette fois à propos d'un autre des trois chefs de la Faction, à savoir Donato Rodríguez. En effet, il suspecte que ce dernier, qui s'est présenté à El Bajial dans la juridiction de San Francisco de Cara, et dont il craint qu'il n'ait pour projet

[156] Secretaria del Interior, Resuelto/Decreto : « Digase a los Gobernadores de Provincia », *op. cit.*, fol. 296.
[157] *Ibid*.
[158] Jefatura de Operaciones. Al Sr Coronel Jefe de EMG del Ejercito Libertador, San Juan de los Morros, 22 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 351. C'est nous qui soulignons.
[159] *Ibid*., fol. 351v.

« d'envahir les villages de San Francisco de Cara et de Camatagua, « ne soit d'accord avec le plan révolutionnaire qui vient d'être découvert et qu'il a reçu des ordres pour agir » dans ces zones où il « exerce une certaine influence »[160]. Il se montre néanmoins confiant dès lors que, selon lui, les habitants ont fait montre de « leur souhait unanime » en faveur des nouvelles autorités en place[161].

Élargissant encore le spectre des complicités, le chef d'État-Major sur la Sierra considère, fin août, que c'est sur l'ensemble du territoire que les conspirateurs de Caracas disposent de relais armés, parmi lesquels ceux de la Sierra seraient parmi les plus actifs, même s'il semble vouloir se convaincre que l'on ne doit malgré « rien craindre d'eux ». Il indique à cet égard :

> « Il semble, selon les dernières informations reçues, que les ennemis du Gouvernement de la Sierra se soient réunis à Güesipo, et qu'ils ont fait des opérations qui nous persuadent qu'ils sont stimulés du fait des nouvelles d'autres points de la République (…). Il est donc nécessaire que de toute part il y ait la même surveillance car il ne fait aucun doute que la conspiration découverte à Caracas a de nombreuses ramifications. »[162]

Quant au gouverneur de Cojedes, dans une circulaire envoyée par sa *gobernación* à celles de « Carabobo, Barquisimeto, Yaracuy, Portuguesa, Barinas, Guarico et Apure » au début du mois de septembre, il attribue certes aux factieux de la Sierra des « principes », comme il les appelle, qui sont directement en lien avec le contexte politique national, puisqu'il les accuse de vouloir se venger des « oligarques » et « restaurer » les Monagas[163]. Mais cela ne l'empêche pas de considérer leurs actions comme relevant du simple banditisme et des violences les plus viles, les renvoyant une fois encore hors de la sphère du politique.

Quelques jours plus tard, le gouverneur de la province de Carabobo semble répondre à cette circulaire en faisant état au Secretario de E en los DD del Interior y Justicia des informations que lui a fournies le Colonel en chef des opérations pour les Cantons San Carlos et Tinaco, alors qu'il vient de faire prisonniers une trentaine de factieux supplémentaires. Il indique en effet qu'il faut s'occuper de ces hommes au plus vite et avec le plus grand sérieux afin d'éviter qu'ils ne reviennent en ces lieux car ce sont, à n'en point douter affirme-t-il,

[160] Gobierno Superior Político de la Provincia al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 401. C'est nous qui soulignons.
[161] *Ibid*., fol. 401v.
[162] EMD sobre la Sierra, al Sr Gobernador de la provincia del Guárico, San Francisco de Tiznados, 30 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 372v.
[163] Gobierno Superior Político de la Provincia de Cojedes. Al Secretario de Estado en los DD del Ynterior y Justicia, San Carlos, 13 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 423v.

« des ennemis de l'actuel Gouvernement et prêts en toutes occasions à se soulever contre lui »[164].

Cette série relative aux objectifs attribués à la faction par les autorités militaires se clôt par deux témoignages intéressants. Le premier est celui de l'un de ceux qui l'avaient initiée, à savoir le Commandant José Pulido, à la tête d'une compagnie de San Juan de los Morros.

Il s'exprime dans une lettre datée du 6 janvier 1859 qu'il adresse à l'un de ses amis, qui n'est autre que José Maria Uztáriz, le gouverneur de la province d'Aragua, et qu'il lui a fait transmettre par leur ami commun le colonel Muguerza[165]… La dimension privée de cette correspondance est donc toute relative puisque non seulement elle vise à informer des acteurs essentiels de la lutte contre la faction, mais elle figure dans l'un des *Expedientes* qui la concerne. Dans cette lettre donc, dont l'objet principal est de tenir son ami « au courant de ce qui se passe en relation avec les scélérats que commande Medrano et qui nous ont donné tant de travail ces jours-ci »[166], José Pulido livre une lecture très politique de ce qui motive les agissements des factieux de la Sierra et qui renvoie, dans le même temps, à l'épineuse question de la propriété terrienne que nous avons analysée dans le deuxième chapitre. Accusant les chefs de la Faction de brandir « un thème (…) très connu tant il renoue avec le *guzmancismo* », il dénonce également la façon dont pour convaincre « nos péons et les femmes des haciendas » de « laisser ce service d'esclaves à ces riches blancs[167], et qu'ils s'unissent à eux pour les détruire, car ils auront ainsi les terres des haciendas que ceux-ci leur ont usurpées et qui n'appartiennent qu'à eux », « ils se fâchent, médisent et ensuite ils [les] flattent »[168]. Cette prise de position « privée » est d'autant plus précieuse qu'elle constitue la seule à utiliser le terme d'objectif et à considérer qu'il s'inscrit dans un registre éminemment politique et historiquement identifié.

Le second document est un *oficio* du Commandant Gabriel Sandoval rédigé en février 1859. Le ton est d'autant plus virulent que la raison de ce témoignage est liée à une situation que lui et ses hommes ont vécue et au cours de laquelle ils ont été à la fois humiliés et maltraités. En effet, il rend compte de sa méprise lors d'une « rencontre », de nuit, avec le « criminel Agachado » sur le site de Guayabitas, puisque voyant un groupe d'hommes dont il

[164] Despacho del Coronel Jefe de operaciones de los Cantones San Carlos y Tinaco del 12 del actual, Valencia, 21 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 430v.
[165] Il est toutefois intéressant de signaler que ni José Pulido, ni ses deux amis ne sont, dans ce courrier, identifiables en tant que militaires.
[166] Lettre de José Pulido, 6 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 630.
[167] Souligné dans le texte.
[168] *Ibid*.

pensait qu'il s'agissait d'une « troupe du gouvernement », ceux-ci les ont pris à partie, disant qu'ils ne reconnaissaient pas le gouvernement, et ont « commencé avec des insultes et des Vivats à Monagas »[169]. Un tel épisode met également à jour l'une des difficultés majeures rencontrées par les forces gouvernementales, à savoir qu'elles ne disposent pas d'uniformes permettant qu'elles s'identifient lors de ce type de rencontre. Or nous disposons de nombreux témoignages sur ce point, ainsi que de propositions pour y remédier dont l'originalité le dispute parfois au ridicule, mais qui peuvent également permettre, comme dans le cas ici mentionné, de comprendre la radicalité de leur propos envers les factieux, face auxquels ils sont parfois, au sens propre comme au sens figuré, bien désarmés[170].

*c) La parole circonspecte des autorités civiles*

Curieusement, les autorités civiles livrent avec parcimonie et plus tardivement leurs « impressions » sur la Faction et ses membres, même si ce sont elles qui bien souvent transmettent, auprès des autorités supérieures (civiles mais aussi militaires) ce dont les responsables des troupes gouvernementales rendent compte.

De fait les premières prises de positions en ce sens n'interviennent qu'en juillet, au moment de la première grande offensive lancée contre la faction, lorsque les gouverneurs définissent ce qu'ils attendent des interrogatoires des suspects. C'est ainsi que celui de la province d'Aragua, rendant compte des informations qui ont été transmises par le *Jefe Político* du Canton Ortiz, informe la capitale, après l'invasion de la paroisse de San Francisco de Tiznados, qu'il est « persuadé que l'organisation révolutionnaire est grande et qu'elle embrasse peut-être un certain nombre de lieux que l'on ignore pour l'instant »[171]. Quelques jours plus tard, en réponse à la note qui leur a été envoyée le 13 juillet, il reprend les termes qu'elle contenait et assure que tout sera fait pour découvrir les éventuels liens entre la Faction

[169] Oficio del Comandante Gabriel Sandoval. Al Señor Comandante Gefe de operaciones del Guárico sobre la Sierra, San Francisco de Tiznados, 12 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 647.
[170] C'est ainsi que parmi les huit recommandations qu'il est demandé, en septembre 1858, au commandant Olondro d'observer lors des opérations qu'il va entreprendre, la cinquième stipule : « (…) il est extrêmement important qu'il règne le plus grand ordre afin d'empêcher qu'à cause de la précipitation, nos troupes en viennent à s'attaquer les unes les autres ; pour ce faire, outre les devises, que je vous recommande de regarder avec attention, il y aura une parole de reconnaissance qui sera communiquera parmi tous les nôtres et qu'ils prononceront à haute voix quand ils se rencontreront. Comme le Commandant Arvelo œuvre en même temps que vous sur un autre côté, nous supposons que cette traque durera quatre jours, nous donnons aux deux Commandants les mots suivants qui serviront, sur vos ordres, de reconnaissance : Premier jour – Tabac ; Deuxième jour – Feu ; Troisième jour – Guerre ; Quatrième jour – Liberté ». *Instrucciones que observará el Comandante Olondro en la operacion que va a emprender con su cuerpo*, San Francisco de Tiznados, 6 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 271v. De nombreuses données du même ordre se trouvent dans les sources que nous avons étudiées et pourraient donner lieu à une étude très instructive sur la situation bien précaire des forces armées et sur ce qui est mis en oeuvre pour tenter d'y pallier.
[171] Gobierno de la Provincia d'Aragua, La Victoria, 10 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 360v.

de la Sierra et « l'inique conspiration qui s'est tramée dans la capitale »[172]. Le 27 juillet, c'est celui de la province du Guárico qui indique que l'objectif des interrogatoires des hommes arrêtés dans le cadre de l'offensive lancée ce même mois contre les factieux est de « découvrir les tendances de la révolution menée par Zoilo Medrano et Jesus Gonzales, alias Agachado »[173]. Enfin, début septembre, c'est au tour du responsable du tribunal de la province de Cojedes, el Señor Añes « de la Instancia » de prendre la plume pour transmettre au gouverneur les résultats du procès qui s'est tenu à l'encontre de vecinos de Parapara accusés de conspiration. Il dénonce alors de façon virulente « les crimes commis par les complices » de la Faction dans le même temps qu'il n'a de cesse de démontrer sa volonté de mettre à jour « tous les fils de cette horrible trame dans laquelle un certain nombre de scélérats ont prétendu plonger la société pour l'exterminer »[174].

Mais c'est surtout durant les derniers mois de 1858 que le ton semble se durcir à l'encontre de ceux qui sont toujours mobilisés contre le gouvernement dans ces différentes provinces du pays. En octobre, c'est le spectre de la guerre qui est brandi ou pour le moins présent en arrière-fond des propos tenus par les différentes autorités civiles. C'est ainsi que dans une Résolution prise en date du 25 octobre par le Ministère de l'Intérieur et adressée à l'ensemble des gouverneurs, il est question de l'urgence d'éviter une « lutte fratricide » et l'on accuse ceux qui en seraient à l'origine de vouloir « anarchiser la société »[175]. Dans le même sens, début novembre, Pedro Sanojo, gouverneur de la province du Guárico, se félicite qu'à l'exception de quelques faits dont il juge que « le Gouvernement ne doit pas s'alarmer », tous les cantons de sa province « sont en paix » aux dires de leurs Chefs politiques respectifs, et à l'abri de « la contagion révolutionnaire » qui règne ailleurs[176]. Cette crainte d'une « contagion révolutionnaire » est à nouveau énoncée fin décembre, par la Secretaria de Interior en réponse aux informations fournies par le gouverneur de la province d'Aragua qui se fait l'écho des mesures prises par le *Jefe Político* de Villa de Curaafin de contrer les agissements des factieux dans son canton[177].

---

[172] Gobierno Superior de la Provincia. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y justicia, La Victoria, 15 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 372.
[173] Gobierno de la provincia, Calabozo, 27 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 413.
[174] Gobierno superior politico de la provincia de Cojedes, San Carlos, 6 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 420-420v.
[175] Secretaria del Interior. Resuelto : « Digase a los Gobernadores de Provincia », Valencia, 25 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXII, fol. 288.
[176] Gobierno Superior Político de la provincia del Guárico. Señor Secretario de Estado en los DD de lo Interior y Justicia, Calabozo, 10 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 574.
[177] Secretaria de Interior. Resuelto. Contéstese al Sr Gobernador d'Aragua, Valencia, 28 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 605.

De façon plus évidente encore, fin novembre, c'est le Jefe político de Ortiz qui sonne l'alarme en écrivant au gouverneur de la province que les factieux seraient de nouveau passés à l'action. Il affirme en effet qu'il lui aurait été dit que « devait éclater la révolution que les ennemis du Gouvernement ont projetée »[178]. Or, il emploie ici des termes de toute évidence disproportionnés par rapport à ce que l'on peut connaître de ce qui se passe alors sur le terrain où il est surtout question, à ces dates, de la réapparition de la faction de la Sierra et des activités de recrutements en hommes que serait en train de mener El Agachado.

Il semble qu'il faille que la pression retombe et que la menace s'éloigne pour que l'on en vienne presque à « minimiser » les objectifs politiques des factieux. C'est ainsi qu'en janvier 1859, le gouverneur de la province du Guárico se réjouit de l'amélioration de la situation dans sa province et annonce cette bonne nouvelle en ces termes :

> « (…) j'ai le plaisir de vous annoncer que les factieux de la Sierra, vite, très vite, en auront fini de continuer à perturber la paix publique et de dévaster le Canton Ortiz qu'ils ont désigné comme la cible de leurs actes criminels, grâce à la punition [que nous allons leur infliger]. »[179]

D'ailleurs, en octobre, dans le compte-rendu du Chef municipal du Canton Cura, relatif aux dernières informations dont il dispose sur l'état de la faction, grâce aux interrogatoires qu'il vient de mener, c'est le mépris qui affleure. Il laisse en effet échapper par deux fois une pointe de dédain à l'endroit des factieux alors qu'il se réfère à leurs grades. La première fois lorsqu'il parle des hommes qui accompagnent entre autres Medrano et dont il dit « qu'ils faisaient comme s'ils étaient un État-major » ; la seconde alors qu'il évoque la destinée d'une autre *partida* et parlent de ceux « qui faisaient office d'officiers dans la faction »[180].

Les quelques mentions d'une articulation claire entre l'existence de ce groupe factieux et les événements liés à la chute du président Monagas en mars 1858, donc d'un projet politique piloté par des partisans de Monagas, sont pourtant bien peu de choses au regard des propos tenus parallèlement à cela et qui en dressent un portrait qui les apparente davantage à des fauteurs de troubles et des bandits de grands chemins qu'à des opposants politiques, expression qui n'est d'ailleurs jamais employée, lui préférant celles d'« ennemis sociaux » ou de « criminels ». On retrouve ici ce travail de déni à l'œuvre dans la représentation des

[178] Gobierno Superior Político de la provincia del Guarico, al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 29 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 592.
[179] Gobierno Superior Político de la provincia del Guárico. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 11 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 635-635v.
[180] *El Sr Jefe Municipal del Canton Cura con fecha 7 del corriente*, en Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 8 octobre 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVIII, fol. 321 et 321v.

factieux qui aboutit, comme le souligne J.-L. Briquet, « à dénier toute positivité aux pratiques politiques paysannes, à les disqualifier en les présentant comme archaïques ou primitives, reliquat d'un stade dépassé du processus de civilisation »[181]. De fait, l'image que les autorités civiles se forgent *a priori* sur ces acteurs, nourrit leur lecture de l'activité factieuse et les conduit à porter presque exclusivement le regard (et partant l'analyse) sur ce qui vient ratifier leur interprétation.

### 3. Les dénominations attribuées à la Faction et à ses membres

Dans le même temps qu'on leur reconnaît des objectifs politiques, ou pour le moins une capacité à menacer le nouvel ordre en place et/ou à appuyer les tentatives allant dans ce sens, la façon dont il est parlé de ces hommes ne relève que très rarement du champ lexical du politique, que ce soit les autorités militaires ou civiles qui s'expriment, même si là encore les dernières sont plus laconiques. Ce qu'il est intéressant de mettre ici en évidence, c'est l'écart entre la reconnaissance d'un mobile politique ou pour le moins en prise directe avec un événement politique central, la chute du président Monagas le 15 mars 1858, les différentes conspirations déjouées à Caracas et l'équilibre des forces au sein de la Convention à Valencia, et la façon dont les autorités s'efforcent sans cesse de jeter le discrédit sur ces hommes (et leurs actions) en les rejetant hors du champ politique.

Il est d'ailleurs significatif que parmi les termes employés pour les qualifier, le moins utilisé soit celui dont la connotation est finalement la plus neutre (hormis celle de « factieux »), comme à la lisière des deux mondes en quelque sorte. Il s'agit du terme « insurgés », toujours employé au pluriel. Parmi les cinq occurrences, qui s'échelonnent de mars 1858 à juillet 1859, une seule est le fait d'une autorité civile, la dernière, utilisée par le gouverneur de Carabobo, les autres étant le fait de militaires de différents grades. Neutre également le contexte dans lequel il en est fait usage dès lors que son usage ne s'accompagne pas de qualificatifs dépréciatifs, comme le montre par exemple cette remarque du commandant José Zeferino Avila, chef des opérations dans la Sierra et qui se trouve à Güigüe, au moment où il communique ces informations au gouverneur :

> « J'ai eu l'honneur de recevoir avant-hier la note que vous avez eu la gentillesse de m'envoyée, datée du 11 de ce mois, afin de m'informer avec clarté au sujet des insurgés qui menacent la tranquillité de ces lieux et de moyens qui pourraient être nécessaires pour les poursuivre. »[182]

[181] Jean-Louis Briquet, « Les 'primitifs' de la politique. La perception par les élites du vote en Corse sous la IIIe République », *op. cit.*, p. 32.
[182] Gobierno superior politico de la Provincia de Carabobo. Al Sr Coronel Jefe de EMG del Ejército, Valencia, 18 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 284.

Les termes employés pour qualifier, ou plutôt disqualifier, ces hommes peuvent être regrouper dans trois registres : celui de la criminalité, le registre de l'animalisation et le registre de la moralité. Là encore, les moments de plus grande tension provoquent une certaine dramatisation dans les propos, notamment lors de l'assaut, voire le pillage par les factieux de certaines villes (Ortiz notamment), lors d'actes de violence avérée, ou à l'occasion de coups d'accélérateur à la traque des factieux, comme lors de l'offensive de juillet 1858.

Dans un premier registre, les factieux, et plus encore leurs chefs, sont essentiellement qualifiés de « scélérats » (une trentaine d'occurrences), de « délinquants » (*malhechores*) ou de « criminels » (plus d'une trentaine d'occurrences), de bandits (une cinquantaine d'occurrences), plus rarement de « brigands » (moins de dix occurrences[183]). Dès le 25 mars, on peut ainsi lire sous la plume du Capitaine Henrique Mujica que la « faction est dirigée par les bandits Zoilo Medrano et Donato Rodriguez »[184], tandis que le lendemain, il dénonce le « pouvoir oppresseur du criminel Donato Rodriguez et de ses sbires »[185]. Le 1er avril, le Commandant Manuel Oberto considèrent pour sa part que les hommes qui ont accepté de suivre les chefs factieux « sont les plus indiqués dans la carrière du crime »[186].

Quelques jours plus tard, au moment de l'assassinat d'un homme, dans la juridiction de San Francisco de Tiznados, Valentin Nieves, affirme que Commandant Linarez (l'un des factieux suspecté d'y avoir participé) ne peut qu'être de connivence avec « cette horde de Criminels »[187]. C'est la raison pour laquelle il faut poursuivre, dit-il, « le proscrit Medrano et sa horde » accusés d'avoir commis « un assassinat atroce »[188]. Dans ce moment de tension extrême, il semble ne pas y avoir de superlatifs assez forts pour célébrer la capture des suspects. Il est dès lors sans cesse question de la nécessité, de l'urgence de « détruire », « complètement », « une fois pour toutes, ces bandits ennemis de la société »[189], « ces êtres

[183] En prenant en compte les substantifs « salteadores » et « bandoleros », toujours employés au pluriel et jamais pour désigner nominalement les chefs de la Faction ou leurs *cabecillas*.
[184] Estado Mayor Divisionario. Al Sr Comandante de la brigada que obra contra los facciosos de Ortis, Calabozo, 25 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 548.
[185] Estado Mayor Divisionario. Al Sr Comandante Miguel Pérez, Calabozo, 26 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 553.
[186] Comandante Manuel Oberto al Sr Comandante militar del Canton Cura. Al Gobierno de la provincia d'Aragua, La Victoria, 1er avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 291v.
[187] Comandancia de operaciones. Al Sr Jefe de EM Divisionarios, San Francisco de Tiznados, 6 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 321v. Concernant l'assassinat de cet homme, voir infra chapitre 6.
[188] Estado Mayor de operaciones de Guarico y Aragua. Al Señor Jefe de Estado M Gral Libertador, Calabozo, 9 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 499v.
[189] *Ibid*.

malfaisants »[190], ces « pervers »[191], en particulier celui qui est accusé d'être son assassin, Nicolás Silva, considéré comme « l'un des capitaines les plus pervers de Medrano »[192].

De même, un certain nombre de complices de Medrano et de Donato Rodríguez sont arrêtés fin avril et immédiatement qualifiés « d'insignes criminels »[193], à un moment où une tentative de négociation avec les deux hommes semble avoir échoué, expliquant peut-être en partie la dureté des propos à leur égard[194].

Tout au long du mois de juillet, on sent la tension monter et, à mesure que se précise le projet d'offensive, les qualificatifs dépréciatifs sont de plus en plus fréquents et se font plus féroces à l'encontre de la faction et de ses membres. Au début du mois, on peut lire très fréquemment que ce sont des « bandits », des « êtres malfaisants » dont il faut obtenir « l'extermination complète », que leurs chefs sont des assassins. Le 8 juillet, Pedro Sanojo, gouverneur de la province du Guárico, exhorte ainsi le gouvernement d'augmenter les forces armées en raison de l'augmentation inquiétante du nombre d'hommes dans la faction qu'il qualifie de « misérables bandits de la Sierra », afin de parvenir à « mater pour toujours les brigands de la Sierra »[195], « ces insignes bandits »[196]. Le 12 juillet, le Commandant militaire d'Ortiz affirme vouloir « libérer la République de cette ruineuse et détestable bande qui fait honte au courage et au patriotisme des Vénézuéliens »[197]. Le 22 juillet, ce sont de nouveau El Agachado et Medrano qui sont qualifiés par le juge de paix de la paroisse de San Juan de los Morros « d'insignes scélérats »[198], tandis que le jour suivant, le gouverneur de la province d'Aragua en appelle à la « punition des infâmes bandits »[199].

---

[190] Comandante de Armas de la provincia d'Aragua al Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo (Carlos D. Cabos, hijos) al Sr Secretario de Estado en los DD del Ynterior y Justicia, Valencia, 14 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 307.

[191] Estado Mayor de operaciones de Guarico y Aragua. Al Sor Jefe de EM del ejercito Libertador, Cuartel General en Ortis, 15 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 504.

[192] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Senor coronel Jefe de EMG, San Francisco de Tisnados, 6 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 263.

[193] Comandante de Armas de la provincia d'Aragua. Al Gobierno Sup. Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 20 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 311v.

[194] En effet, par deux fois en ce mois d'avril 1858, ce sujet est évoqué par les autorités militaires. Cf. infra chapitre 7 sur le fonctionnement de la justice.

[195] Gobierno Superior Político de la provincia del Guarico. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 8 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 370.

[196] Comandancia militar del Canton Ortiz. Al Sr Coronel Jefe de EM del Ejercito Libertador, Ortiz, 9 Juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 389v.

[197] Rep. de V. Guerra y Marina. Al Señor General Gefe de EMGeneral del Ejército Libertador, Caracas, 12 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 396.

[198] Gobierno Político del Canton. Al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Cura, 24 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 380v.

[199] Gobierno Superior politico de la provincia. Al Señor Gral Jefe del EMG, La Victoria, 23 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 428v.

Le 25 juillet, Medrano est considéré comme un « célèbre assassin »[200] et le 31 c'est au tour de El Agachado d'être accusé de « criminel » dans deux communications successives du Comandant Jacinto López[201], puis quelques jours plus tard par le Colonel Carlos Blanco qui le traite également de « *facineroso* », et « d'insigne bandit »[202]. Ce même qualificatif de « bandit » lui également décerné le lendemain par Manuel Pelayo, responsable de la *Comandancia militar* de San Carlos, alors qu'il annonce avoir maintenu des troupes à s poursuite[203]. Début septembre, l'un et l'autre sont qualifiés de « bandits tenaces »[204], et les trois chefs d'être à la tête d'une « hordes de bandits »[205]. Finalement, fin juillet, ce n'est plus tant la patrie et l'ordre qui sont menacés mais « la République, que cette *partida* de bandits insulte »[206]. Le chef des opérations rapporte ici les propos tenus par Général en chef des Opérations au *Comandante de Armas* du Guárico. Or, dans la suite de ce document, ce sont ceux du Commandant Ramón Arvelo en charge les forces de Carabobo qu'il retranscrit, lequel tient des propos similaires en promettant « qu'il va donner une leçon à la bande d'assassins qui insulte la République »[207]. Il faut donc toute urgence « libérer la République de ses ennemis »[208], de « cette odieuse faction qui l'offense »[209], de « cette bande d'assassins qui l'insultent (…) et menacent les populations pacifiques »[210].

Le mot de la fin sur ce thème revient au chef d'État-major qui opère sur la Sierra et qui est coutumier des propos lapidaires. Synthétisant au mieux la façon dont ils appréhendent cette faction que lui et ses hommes ont pour mission de traquer et de détruire, mais qui sans cesse leur échappe, il déclare dans un moment de découragement :

> « On en vient donc à croire que Zoilo Medrano, Nonato Rodriguez et les six ou huit criminels comme eux, assassins comme eux et suffisamment compromis comme eux

[200] Gobierno Político del Canton. Al al Señor Sec de E en los DD del Interior y Justicia, Ortiz, 25 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 382.
[201] R de V. Comandante de la Brigada de operacion del Pao sobre la Sierra. Al Sr Coronel Jefe de EMD i de Operaciones de esta i otras provincias, Camora, 31 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 322.
[202] Coronel Carlos Blanco. Al Coronel Gefe de EMG del Ejercito Libertador, Barraguan, 27 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 254.
[203] Comandancia militar de esta capital. Señor Coronel Jose E. Andrades, Jefe de EMG del Ejército Libertador, San Carlos, 28 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 364.
[204] Gudiez, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 407.
[205] Gobierno Superior Político de la Provincia de Cojedes. Al Secretario de Estado en los DD del Ynterior y Justicia, San Carlos, 13 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 423.
[206] Jefatura de Operaciones d'Aragua al Señor Gral Jefe de EMGral Ejercito Libertador, San Juan de los Morros, 13 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 398v.
[207] *Ibid*., fol. 399.
[208] Secretaria del Interior al Sr Gobernador d'Aragua, « Digase », Caracas, 13 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 363.
[209] Jefatura de Operaciones d'Aragua al Señor Gral Jefe de EMGral Ejercito Libertador, San Juan de los Morros, 13 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 398v.
[210] Jefe de EM del Provincia d'Aragua al Gobierno politico del Canton, qui en rend compte Al Honorable Señor Ministro del Interior y Justicia, Ortiz, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 384.

> pour avoir peur du rétablissement de l'ordre parce qu'ils ont beaucoup de crimes à expier ; que ces hommes sont complètement isolés et occupés chacun de son côté à chercher son salut en des lieux qui soient les plus appropriés ; et que la profonde connaissance qu'ils ont de la Sierra rend très difficile, voire impossible leur traque par des soldats qui, en dépit des nombreuses précautions qu'ils prennent, pourront toujours être vus et ne peuvent avoir la légèreté de ces bandits qui très probablement trouveront refuge dans des cachettes qu'ils auront bien étudiées. »[211]

Ce constat introduit également le second registre, celui de la dimension morale de la disqualification. Bien qu'ils soient accusés des pires crimes et délits, sans cesse qualifiés de « bandits », « assassins », « scélérats », d'« êtres malfaisants », et considérés comme on vient de le voir d'ennemis de l'ordre, de la patrie, de la nation, de la République, cette dimension morale est rarement évoquée directement à leur encontre. De fait, nous n'avons trouvé que trois références allant dans ce sens, l'une de septembre et les deux autres de la fin octobre 1858. Dans la première, c'est explicitement leur attitude qui est visée par cette accusation portée par le gouverneur de la province d'Aragua, Luis Ustáriz, alors qu'il répond à la Résolution du 28 août déjà évoquée. Dénonçant tout d'abord « leurs sinistres desseins » et les « rumeurs fausses et alarmantes » qu'ils s'attachent à « répandre au profit de leur exécrable cause », il annonce qu'il a ordonné de renforcer la surveillance des territoires de sa juridiction afin d'annihiler « leurs efforts pour troubler la paix générale » et éviter que ne prospèrent « sur la ruine et le discrédit de la Nation » « leurs projets immoraux »[212].

Quant aux références datant du mois d'octobre, la première intègre une Résolution de Secrétariat de l'Intérieur destinée aux gouverneurs de province, et elle est d'autant plus intéressante qu'une fois de plus, cette dénonciation est mise en contrepoint des qualités des « bons » citoyens. En effet, il est tout d'abord indiqué :

> « Le Pouvoir Exécutif a de bonnes raisons de craindre, que ce soit par les communications réitérées des Gouverneurs de Caracas, d'Aragua et d'autres Provinces, par des rapports, qui bien que dépourvus de tout caractère officiel sont pourtant dignes de foi, que les infatigables ennemis de la morale et de l'ordre, prétendent à la rébellion (…). »[213]

Puis, quelques lignes plus loin :

> « Ces rapports ne laissent pas de place au doute, la ténacité bien connue des immuables ennemis publics, l'angoisse et l'inquiétude des citoyens amoureux de la

[211] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Señor Coronel Jefe de EMG, San Francisco de Tisnados, 11 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 269v. C'est nous qui soulignons.
[212] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 2 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXVIII, fol. 299.
[213] Secretaria del Interior. Resuelto : « Digase a los Gobernadores de Provincia », Valencia, 25 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXII, fol. 287.

> paix, et l'attente dans laquelle se trouve la Nation entière, exigent du Gouvernement une attitude prévoyante (…). »[214]

La seconde mention, dont l'auteur est le gouverneur de la province d'Aragua, constitue très vraisemblablement aussi une réponse à la Résolution, car il reprend les mêmes termes :

> « La province que je commande continue à être tranquille, et ses autorités demeurent extrêmement vigilantes afin que les ennemis de la morale et de l'ordre ne parviennent pas à bouleverser cette heureuse situation (…). »[215]

Cette particularité semble d'autant plus notable qu'à l'inverse, il est assez souvent affirmé que l'un des buts poursuivi est de « défendre » ou de « rétablir » la morale, et de « moraliser » les populations perverties par ces factieux et par les Monagas qu'ils soutiennent[216]. Ou alors, comme cela se produit lorsque les factieux attaquent le Canton de Ortiz, en mars 1858, de « détruire la faction qui opprime ce vertueux Canton »[217].

Curieusement, et alors qu'au cours du mois d'octobre les occurrences concernant la qualification des factieux et de leurs actes sont plus rares, à partir du mois de novembre la fébrilité qui entoure la réception d'informations liées à la « réapparition » de la faction de Sierra, entraîne de nouveau l'emploi de propos dépréciatifs, et la nécessité de « prendre les mesures les plus actives et les plus efficaces pour éviter le développement de cette malédiction »[218]. Or, là aussi, comme nous l'avions constaté à propos de l'analyse des objectifs attribués à la faction par les autorités, ce sont en cette fin de période presque uniquement les autorités civiles qui s'expriment. Bien sûr le nombre des occurrences est en rapport avec le court laps de temps durant lequel la faction fait encore parler d'elle, mais aussi avec sa relative faiblesse.

Ce qui est dit par ces autorités est relativement identique à ce que l'on a pu observer jusque-là, exprimant tout à tour la crainte que Medrano puisse « réorganiser la bande qu'il commande et entreprendre de nouveau le tissu de crimes et d'excès de toute espère que le

---

[214] *Ibid*., fol. 287-287v.
[215] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXII, fol. 291.
[216] On retrouve cette accusation conjointe tout particulièrement dans les *pronunciamientos* que nous analysons plus loin.
[217] Estado Mayor Divisionario de los Llanos. Al Señor Jefe de EM General, Calabozo, 27 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXII, fol. 547.
[218] Le Comisario de Mapire (Eleazar Hidalgo) au Gefe Político del Canton Ortiz (A. Ramos) au Gefe Político del Canton Cura (Pedro Abreu) au Sr Gobernador de la Provincia Aragua (Jesus Ma Uztariz) qui transmet au Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 9 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 569v.

passage de ces être malfaisants nous a habitué à constater »[219] ; ou celle que l'on ne parvienne pas à en finir avec « cette bande de fripons »[220].

Enfin, le troisième et dernier registre, celui de l'animalisation vise non plus tant à exclure l'ennemi du champ du politique, mais plus encore de l'humanité. Bien qu'il soit moins abondamment utilisé que les précédents, il provoque un effet grossissant et aggravant. Comme l'indique A. Brossat dans une étude sur ce recours discursif pour disqualifier, voire annihiler l'ennemi, il s'intensifie d'autant plus que « s'épuisent les ressources du langage »[221] mais aussi, dans notre cas, qu'il est nourri de disqualifications antérieures, celles de la guerre d'indépendance et des soulèvements de 1846.

C'est ainsi que le 4 avril 1858, on peut lire que l'objectif est de détruire « la horde de hors-la loi qui infestent ces belles régions »[222]. Mais les propos du *Jefe Político* de Ortiz sont plus virulents encore puisqu'il proclame :

> « L'ordre public de ce canton, monsieur le Gouverneur, sera toujours attaqué en ces lieux, dans la mesure où le nombre de brigands dont se trouvent infestées ces communautés et ses juridictions est très abondant : des individus qui ont été dans la force armée de cette place et d'autres qui ont été mis en prison pour les mêmes crimes, tous se trouvent de nouveau dans les rangs ennemis, et ce sont eux qui œuvrent le plus pour mener à leur terme leurs procédés criminels. La clémence du Gouvernement est l'arme dont ils se prévalent pour assouvir leur soif de sang et de vengeance qui ne s'arrêtera qu'avec la mort ; sinon ils demeurent toujours prêts à asséner leur coup quand le Gouvernement est le plus négligeant, car pour eux ce ne sont pas les conseils qui valent, pas plus que les faveurs ou les garanties qu'on leur donne, mais au contraire le châtiment et la punition. »[223]

Dans la première quinzaine de juillet, alors que la tension est à son comble, le *Comandante de armas* de la province du Guárico va jusqu'à promettre que grâce à la tactique qu'il propose de mettre en œuvre, « ils parviendront à faire disparaître et à punir ces misérables ennemis, y compris de la race humaine »[224]. Et, rendant compte à son tour de ce dont l'a informé le Comandante de armas de la province voisine d'Apure, sujette à une forte « altération de l'ordre public », on peut percevoir à quel point cette volonté de déshumaniser l'ennemi en plus de le combattre pour le faire disparaître, est intimement liée, et la violence des propos,

[219] Secretaria de lo Interior. Al Señor Gobernador de la provincial, Valencia, 1er décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXII, fol. 583-583v.
[220] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 5 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 627v.
[221] Alain Brossat, *Le corps de l'ennemi. Hyperviolence et démocratie*, Paris, La fabrique éditions, 1998, p. 20.
[222] AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 495.
[223] Gobierno superior Político de la provincia del Guarico, Calabozo, 20 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 377-377v.
[224] Comandancia militar del Canton Pao, al Sr Gral Jefe de operaciones de esta provincia, Pao, 13 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 410.

proportionnelle aux échecs endurés et dans ce cas précis à l'humiliation subies par les troupes en charge de leur traque. En effet, c'est après avoir évoqué l'échec essuyé, certes « par manque de prévention et d'expérience », par le Commandant Eugenio Sandoval et la petite force qu'il commandait que, trempant sa plume dans l'encre acide de la rancœur que confère l'humiliation, il s'écrie :

> « (…) cet événement est d'autant plus lamentable si l'on considère que c'est seulement en ces lieux que nous avons vu nos armes libératrices moquées et outragées et que c'est sans doute à cet événement fatal que nous devons les désastres et les crimes inouïs commis par les phalanges de ces êtres qui n'ont même pas de noms et que l'on ne peut qu'assimiler à la brute. »[225]

Durant ces derniers mois, un nouvel événement introduit une montée en puissance dans l'expulsion de ces hommes hors du champ politique, à savoir la mort de El Agachado qui se produit le 20 février 1859 à 8 heures du matin à Potrerito suite à une attaque menée par le Commandant Camero. De fait, ce moment déclenche comme une libération cathartique de la parole, après un silence de presque un mois. C'est ainsi que Juge de Paix de San Francisco de Tiznados annonce, à celui de San José de Tiznados, le 21 février à « trois heures du matin », l'arrivée dans son village « du cadavre de l'insigne criminel Jesus Gonzalez (alias Agachado) »[226]. De même, le Chef des guérillas qui œuvrent sur la Sierra à ce moment-là, le Colonel José Maria Muguerza, termine le rapport qu'il fait au gouverneur de la province d'Aragua sur cet événement en ces termes :

> « (…) j'ai la satisfaction de vous le joindre pour votre intelligence et toutes autres fins, me félicitant avec la République de l'heureux résultat des opérations contre la faction barbare que commandait le perfide Agachado. »[227]

Ces propos très durs s'accompagnent en outre d'une description des restes de la faction en fuite à la suite de cette attaque meurtrière qui vise sans aucun doute, dans une dernière estocade, à les ridiculiser comme pour neutraliser définitivement leur force d'action :

> « (…) bien qu'ils aient eu plus de soixante-dix hommes, ils s'en sont tous allés égarés, y compris sans chapeau, et probablement nombre d'entre eux étaient blessés, si l'on en juge par les traces de sang qu'ils ont laissés, d'autant plus que les guérillas située sur les flancs leur ont fait feu vivement pendant environ trois heures. »[228]

---

[225] Comandancia militar del Canton Pao, al Sr Gral Jefe de operaciones de esta provincia, Pao, 13 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 410v. C'est nous qui soulignons.
[226] Gobierno del Guárico. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 23 février 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 651.
[227] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 22 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 650. C'est nous qui soulignons.
[228] *Ibid*.

Et il annonce d'ailleurs dans le même temps que « la faction a été entièrement détruite », en venant presque à oublier qu'elle dispose encore, en dépit de la mort de El Agachado et de l'arrestation de Donato Rodríguez Silva à la mi-septembre 1858, de l'un de ses trois chefs historiques, Zoilo Medrano, et qu'il n'a pas encore fini de faire parler de lui !

C'est d'ailleurs contre lui que les foudres se dirigent désormais. C'est le cas notamment en mai 1859 lorsqu'il est question des « hordes » à la tête desquelles se trouve « le bandit Zoilo Medrano » accusé, selon les dires du gouverneur de la province du Guárico, « de menacer la capitale avec sa faction ». Il demande en conséquence au Chef municipal du canton :

> « (…) de procéder immédiatement à l'ouverture d'une procédure inquisitoriale afin de surprendre et de vous emparer du fil de la révolution afin que les criminels n'échappent pas à la justice de la société (…). »[229]

Oscillant entre la figure du barbare, de l'animal et de l'être immoral, les factieux de la Sierra sont ceux qui mettent en péril la communauté. C'est la raison pour laquelle ils sont également présentés, renvoyant à une conception organiciste de la société, comme des maladies ou des microbes qui ont le pouvoir d'abîmer, de salir la nature, mais qui aussi « infestent et désolent la Sierra »[230].

Avant de conclure sur ce point, il est une dernière parole qu'il convient d'entendre. C'est celle de la population, prise en étau entre les autorités civiles et militaires d'un côté et les factions de l'autre.

### 4. La parole d'une population sous surveillance

Il y a curieusement très peu d'informations relatives à la question des objectifs de la Faction qui soient exprimées directement par les populations.

Ceci est sans doute pour partie lié au fait que cette parole est des plus difficiles à saisir, à isoler de ce récit collectif. Mais cette difficulté ne fait somme toute que refléter l'imbrication, l'implication de celles-ci dans la faction et donc la difficulté à identifier la scène depuis laquelle chacun s'exprime au moment où il lui est demandé de le faire, surtout lorsque c'est à l'occasion d'un interrogatoire et surtout lorsque la personne ne semble que suspecte. Car nous sommes alors dans un double entre-deux.

Pourtant, dans la mesure où les populations sont donc à la croisée de deux « mondes », celui des autorités et celui des factieux, et où ils naviguent entre les deux et y participent

[229] Gobierno Superior Político de la provincia del Guarico. Al Señor Jefe Municipal de Este Canton, Calabozo, 12 mai 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLIV, fol. 154.
[230] Gobierno Superior Político de la provincia del Guárico. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 9 janvier 1859. /Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXII, fol. 632v.

simultanément ou successivement, leur parole est déterminante. La frontière est même très souvent ténue puisque c'est l'engagement, fugace dans certains cas, dans l'un ou l'autre camp qui détermine en grande partie les rapports de force. Force d'appoint en de nombreux domaines, comme nous le verrons plus avant, ce sont elles aussi que les groupes armés (gouvernementaux et factieux) « utilisent » pour mener à bien leurs actions.

Néanmoins, si les populations interrogées racontent et dénoncent les violences et les exactions, leurs peurs et leur colère, lorsqu'il s'agit pour elles d'énoncer les objectifs des factieux, les propos tenus, à l'inverse de la version livrée par les autorités militaires et politiques, s'embarrassent bien moins d'ambiguïtés, n'en rendant que plus « lisible » la dimension politique. Ici, il convient de distinguer les prises de positions individuelles livrées soit lors d'un interrogatoire, d'une dénonciation auprès des autorités locales ou dans une lettre, et celles qui relèvent davantage d'une initiative collective.

Au niveau de la prise de parole collective en relation à la présence de la faction, la première manifestation est constituée par une lettre de *vecinos* adressée, en avril 1858, au chef des opérations dans les *llanos*[231]. Elle constitue l'un des rares témoignages directs, spontanés et agit en miroir des propos tenus dans les *pronunciamientos* analysés en ouverture de ce chapitre.

A l'instar des autorités, ces *vecinos* qualifient la faction de « horde de brigands » et de « bande de hors-la-loi » et critiquent le fait que soient encore en « pleine et pacifique liberté » des hommes qui n'ont fait que servir de « coryphées » à ces « bandits ». Toutefois, ils n'en considèrent pas moins que leurs « funestes machinations » n'ont d'autre objectif que de faire payer aux habitants de ces lieux le fait de ne « pas avoir été du même avis qu'eux » qui sont de « fermes partisans de la dynastie des Monagas » et qu'ils ont comme unique dessein de « d'outrager par leurs actes terrifiants, la scène de notre glorieuse histoire » et de « notre Sainte Cause »[232].

Plus virulent encore est le Manifeste adressé en juillet 1859 par « plusieurs *vecinos* de el Baúl en faveur du Commandant Camero, pour ses triomphes sur les factieux à Guadarrama », dans la province de Cojedes[233]. Le titre de cette missive en dit déjà long sur la position de ces *vecinos*, qui rendent compte des différents faits d'armes de ce commandant qui plus est dans un moment très critique, politiquement parlant, pour les autorités en place. Narrant par le

[231] *Los vecinos de esta parroquia al Señor Jefe de Operaciones de los Llanos*, San Francisco de Tisnados, 6 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 319-319v.
[232] *Ibid.*
[233] *Manifestación de varios vecinos de El Baul en favor del Comandante Camero, por sus triunfos sobre los facciosos en Guadarrama*. Al Exmo Señor Julian Castro, El Baúl, 19 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVII, fols. 222-224.

menu les différentes attaques de factieux dont ils ont été la proie, ils commencent par dresser un tableau on ne peut plus saisissant de la situation dans laquelle ils se trouvaient, et qu'ils mettent d'ailleurs directement en lien avec la situation de pays, au moment de l'arrivée quasi miraculeuse de ce commandant :

> « Au milieu de la mauvaise situation politique que nous traversons, menacés par le couteau aiguisé du vandale qui de toutes parts a prétendu détruire nos plus chers intérêts, notre honneur et notre vie, et au milieu de cette situation affligeante et désespérante, alors que les ressources de notre défense étaient si petits que seule la main du destin tenait nos espoirs, la Providence a voulu que le *Señor Comandante* Facundo Camero soit envoyé à temps parmi nous pour être l'un des principaux sauveurs de cette population angoissée, objet constant de l'attention des ennemis de l'ordre et au sein de laquelle ils ont sans cesse prétendu braquer leur tirs afin de consommer l'œuvre immorale du vol, de l'incendie et du pillage sous toutes ses formes. »[234]

Ils n'ont de cesse, dans la suite de leur Manifeste, de vanter le caractère « volontaire et infatigable » de leur commandant qui a « dégainé son épée pour contenir le torrent déchaîné de la démoralisation et coupé la noire bannière que nous voyions flotter à nos frontières ». Mais aussi les actes de bravoure dont il a fait preuve pour endiguer ces « vandales » qu'il est parvenu à vaincre grâce à « l'un de ces actes qui ennoblissent tant le guerrier, et le placent à la hauteur de notre moderne civilisation ». Par ce jeu d'opposition qui se conclut par une citation du propre Camero au moment d'entreprendre le combat, selon laquelle « ils auraient ainsi sauvé la société dans les différents endroits où elle se trouvait menacée (…) accomplissant ainsi le devoir que nous impose l'honneur et l'humanité »[235], ils mettent d'autant plus en lumière la cruauté des factieux, dans le même temps qu'ils les rejettent hors du champ de l'humanité et de la civilisation.

En ce qui concerne la prise de parole individuelle, une grande différence existe entre la parole recueillie à l'initiative de personnes détentrices de l'autorité et celle, plus spontanée, livrée soit dans le cadre d'une dénonciation (bien que là aussi la parole soit retranscrite par un tiers) soit dans une lettre écrite de la main de celui qui s'exprime. La différence réside, bien sûr, dans les conditions d'énonciation, d'autant plus si la lettre est une lettre d'ordre privé ; mais aussi dans la signification de l'acte écrit à l'époque, dès lors qu'en raison du taux très faible d'alphabétisation, celui qui a accès à l'écrit n'est pas n'importe quel *vecino*. En outre, ces lettres sont toujours à charge et ce de façon directe, alors que, dans le cas des personnes interrogées, existe dans nombre de cas le doute de l'évitement afin d'éviter la sanction. Ne

[234] *Ibid*., fol. 222.
[235] *Ibidem*, fols. 223-224v.

sont donc considérées ici que les informations livrées par les témoins appelés à comparaître et par les suspects dont le récit accrédite par ailleurs cette présomption « d'innocence ».

Les lettres individuelles sont finalement, mais très logiquement au vu de ce que nous venons de dire, assez rares puisque nous n'en avons trouvé que cinq. Elles sont souvent et surtout motivées par la crainte suscitée par les informations reçues relatives à la présence de factieux près de leur domicile, qualifiées parfois de « fatale nouvelle »[236], ou lors d'un déplacement dont le cours est perturbé. C'est ce qui motive notamment la lettre écrite par Antonio Sojo en date du 7 juin 1858, adressée au Commandant José Pulido. Il l'informe en effet que son fils qui « allait en diligence à Canuto a dû rebrousser chemin » parce qu'il avait appris de « source sûre que Agachado descendait de Los Cuervos avec des gens pour retrouver Medrano »[237]. On retrouve José Pulido en janvier de l'année suivante, exerçant alors les fonctions de Juge de Paix de San Juan de los Morros. Il prend à son tour la plume pour écrire à José María Uztariz.

Bien qu'il puisse sembler curieux de l'analyser ici, comme nous avons déjà eu l'occasion de le signaler, cette correspondance relève pourtant de la sphère privée puisque José Pulido y livre des informations à son « très affectueux ami » et non pas au gouverneur de la province d'Aragua. Pulido n'affirme-t-il pas en ouverture de ce courrier juger important d'en finir avec « les factieux dirigés par Medrano » afin de ne pas léser « une grande partie de nos intérêts »[238]. Nous sommes donc bien dans le registre ici des intérêts privés. Néanmoins, cet usage des liens d'interconnaissances personnelles pour, finalement, reconnaître les enjeux politiques autour de la Faction de la Sierra, et la crainte qu'ils suscitent, donne tout son sens à l'esquive publique des autorités à propos des objectifs politiques des factieux, dont ils reconnaissent la teneur dans le privé.

Cette parole individuelle, spontanée, se manifeste également par le biais de dénonciations auprès des autorités locales. Dans ce cas, une grande partie du « récit » est consacrée au motif de la plainte, mais une fois encore, parmi les questions posées par celui qui la recueille,

[236] Indalesio Ovalles à son père Santiago Ovalles, vecino de San Juan, San Juan, 7 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 353.
[237] AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 330. Le cheminement de cette lettre est là encore intéressant. C'est une correspondance privée, mais rendue publique à l'initiative de son destinataire, comme nous l'apprenons dans le folio qui la précède, puisqu'elle est envoyée par le Juge de Paix de la paroisse de San Juan de los Morros (R. Baez) à la *Jefatura política* del Canton Cura (Otañez), qui l'envoie au *Jefe Político* du Canton qui la transmet au Gouverneur de la province (Jesús Maria González). Juge de paix qui indique : « Aujourd'hui, à neuf heures du matin, Monsieur le Commandant José Pulido a reçu la lettre que je vous joins afin que vous en preniez connaissance ; à la condition expresse que vous preniez soin de la rendre ». Gobierno Superior Político de la Provincia d'Aragua, La Victoria, 9 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 329.
[238] Lettre de José Pulido à « Luis Ma Ustaris », San Juan, 6 de Enero de 1859, AGN Caracas, Interior y Justicia, Tomo DCXXXIII, Fol. 630.

revient inévitablement celle sur les objectifs des factieux qui ont ainsi porté atteinte à leur personne ou à leurs biens.

C'est ainsi que très souvent les plaignants affirment qu'ils n'avaient que pour objectif de faire l'assaut de la ville, ou de leur hacienda, à l'instar de cet homme qui, en décembre 1858, indique que la *partida* voulait uniquement « envahir, cette nuit, Guambra et la voler »[239]. Six mois plus tard, le 3 juillet 1859, un homme vient dénoncer les actes commis par les factieux dans son hacienda située à Los Aguacates, et à cette occasion il rapporte en ces termes ce qui motive leurs agissements :

> « (…) ils poussaient des vivats en faveur de Zamora et Monagas ; et (…) ils cherchaient celui qui parle et tous les Commissaires du lieu pour les assassiner parce qu'ils avaient défendu le Gouvernement dans l'actuelle révolution (…). »[240]

Le saut chronologique permet de constater qu'une inflexion s'est produite durant ces mois séparés par le déclenchement de la Guerre Fédérale en février. Désormais, on crédite la faction et ses membres d'être des partisans non plus tant de Monagas que de la Fédération et de la Révolution fédérale, et de leurs représentants (Falcón et plus encore Zamora).

Le 6 juillet 1859, un homme d'âge mûr, José Y de los Rios, originaire de Cojedes, se présente dans le bureau du gouverneur de la province pour rendre compte de l'incursion de deux *partidas* à Tinaquillo. Il affirme avoir entendu certains d'entre eux « parler favorablement de la révolution et dire que la bannière fédérale allait triompher »[241].

On retrouve les mêmes accusations dans la bouche de José de Jesús Roa, alors qu'il vient dénoncer ce dont il a été victime. Il indique alors que les hommes qui s'en sont pris à lui et projetaient d'attaquer la petite ville de Flor Amarilla criaient des « vivats à Zamora et à la Fédération »[242]. Le lendemain, un agriculteur de 25 ans, dénommé Clemente Morloi, vient à son tour dénoncer les méfaits de ces hommes et indique lui aussi qu'ils « célébraient la victoire de la Fédération » et qu'ils avaient reçu ordre de « tuer tous les oligarques »[243].

Au-delà de la seule dimension politique, on voit bien ici ce glissement, du libéralisme au fédéralisme comme bannière, qui s'opère avec l'entrée en guerre en février 1859 et la prise en

---

[239] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Dénonciation de « Manuel Villanueva, *vecino* de Guambra », La Victoria, 24 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 600.
[240] Gobierno de Carabobo, Valencia, 3 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 656.
[241] Gobierno de Carabobo, Valencia, 6 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 658v.
[242] Gobierno de Carabobo, Valencia, 6 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 657. Il est intéressant de noter, attestant ainsi qu'il n'y a pas solution de continuité, que parmi les hommes qui font partie de cette *partida* comprenant selon lui « mille sept cents hommes », il y aurait un des Monagas dont il « suppose qu'il s'agit de Don José María ».
[243] Dénonciation de Clemente Morloi « ante la Sala del Despacho », Gobierno de Carabobo, Valencia, 7 Juillet 1859. Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 655.

main des armées fédérales par Zamora, mais plus encore durant ce mois de juillet où le président Castro cherche, en vain, à nouer des alliances auprès des libéraux et des oligarques afin d'assurer son maintien au pouvoir. De fait, ses manœuvres, comme le souligne N. Harwich, ne « font que précipiter sa perte » et provoquent l'établissement certes éphémère (24 heures) mais hautement symbolique pour les acteurs qui nous occupent ici, d'un Gouvernement provisoire fédéraliste, « remplacé après l'épisode de La Sampablera du 2 août 1859 « par un nouveau Gouvernement de tendance conservatrice »[244]. Au mois de juillet, alors que le rapport de force est favorable aux fédéralistes, on comprend donc mieux la multiplication des déclarations de victoires imminentes du camp fédéral.

Il existe enfin une parole plus dirigée livrée lors de témoignages. En juillet 1858 notamment, en conséquence de la première grande offensive lancée contre la faction, un grand nombre de personnes est arrêté et interrogé, permettant ainsi de disposer, outre de nombreuses informations sur les factions, des premiers témoignages de personnes qui ont été en contact avec la faction sans pour autant être partie prenante.

C'est ainsi que le 19 de ce même mois, une femme est interrogée après avoir été arrêtée près de San Francisco de Tiznados, où elle s'était rendue pour « vendre, comme d'habitude, ses pâtes de fruits », au moment même où le village était assailli par les factieux. C'est lors de sa fuite qu'elle est finalement arrêtée. C'est alors que cette femme de soixante ans répond de façon dépourvue de toute ambigüité à la question qui lui est posée, relative « aux principes ou à la cause que proclamaient » les factions :

> « (…) ce à qu'ils proposent, d'après ce qu'ils ont proclamé (…) c'est de rétablir le Gouvernement du Général José T. Monagas et de poursuivre cruellement tous ceux qu'ils appellent oligarques ; quant aux soutiens sur lesquels ils comptaient ailleurs, ils disaient que Caracas devait avoir été prise par Ezequiel Zamora et Donato Rodriguez et que la même chose s'était produit en d'autres points de la République, ajoutant qu'ils comptaient aussi sur l'aide des navires de guerre des Anglais qui venaient les soutenir (…). »[245]

On ne peut être plus clair dans la description des objectifs et des alliances et sur l'articulation avec les événements survenus autour de la chute de Monagas et du Protocole Urrutia. Clarté qui tranche très nettement avec les évitements des autorités, comme s'il fallait éviter de prononcer les mots et le faire faire par d'autres.

Le 23 juillet, c'est un homme d'une vingtaine d'année, journalier de son état, qui témoignage et affirme que les factieux « lançaient des vivats en faveur de Monagas et

[244] Nikita Harwich Vallenilla, « Guerra Federal », in *Diccionario de Historia de Venezuela*. 2a Edición. Caracas, Fundación Empresas Polar, 1997, p. 383.
[245] Jefatura politica del Canton, Pau, 19 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 441v.

Guzman »[246]. En novembre, un muletier, à propos duquel le chef du canton d'Ortiz dit détenir « de bonnes preuves de sa conduite »[247], est amené à comparaître à propos de la possible « réapparition » de Medrano dans la Sierra. A cette occasion, il relate entre autres la conversation qu'il dit avoir eu avec Medrano dans sa maison, où ce dernier est venu, vers neuf heures du soir le mercredi précédent, avec une trentaine d'hommes, pour lui acheter de l'eau-de-vie et du tabac. Et c'est en réponse à une question très suggestive du chef du canton qu'il fait part de son point de vue :

> « P. Quelles idées ont développé les factieux pendant qu'ils étaient dans votre maison ? Il répondit que Medrano avait demandé pourquoi ils allaient à la Convention, ce à quoi il lui répondit qu'il ne le savait pas, Medrano rétorquant qu'ils étaient pour le Général Castro »[248]

Si ce témoin se limite à rendre compte des propos que Medrano aurait tenu à son domicile, il n'en demeure pas moins qu'il énonce, en creux, un positionnement politique de celui-ci à travers la critique qu'il fait de ceux qui se sont rendus à la Convention, se faisant par la même des partisans de Castro.

En dépit d'une certaine reconnaissance de l'inscription de la faction dans le contexte politique liée à la chute de Monagas, les occurrences allant dans ce sens sont bien peu nombreuses en termes absolus mais plus encore au regard de la pléthore de celles visant à la frapper de discrédit.

Il va sans dire que ces formes de complicité, au même titre que les engagements, ne sauraient préjuger d'une position inverse, visant à soutenir, voire à aider concrètement la traque menée par les forces gouvernementales, mais aussi à réprouver l'action des factieux. Les *pronunciamientos* du début de la crise politique en sont déjà un témoignage, mais nous avons trouvé également des mentions, relativement rares il faut bien l'avouer, de cette autre forme de mobilisation. De fait, il y a le regard porté par les habitants de la Sierra sur les factieux, la condamnation de leurs actions et de leurs mobiles. Ce positionnement se traduit par un certain « discours ». Mais il y a aussi ces actions, ces réactions concrètes à la présence des factieux qui témoignent elles aussi de leur réprobation, mais aussi de leur peur et de leur volonté de les « éliminer ».

---

[246] Interrogatoire de Florencio Mendoza. Jefatura politica del Canton, El Pao, 23 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 387.
[247] Il indique d'ailleurs que dès « quatre heures du matin il est allé rendre compte de ce qui s'était produit au Commissaire de Mapire ». Comparución de José Almerida. Jefatura Política del Cantón, Ortiz, 8 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 564v.
[248] *Ibid*.

Bien sûr, comme nous avons déjà eu l'occasion de l'évoquer en ouverture de ce chapitre, la frontière est souvent ténue entre les mobilisations spontanées des *vecinos*, et celles plus contraintes, liées aux besoins des forces gouvernementales[249].

Là encore les termes choisis ne contribuent pas toujours à clarifier les situations, comme lorsque l'on vante avec emphase, la « vaillance des loyaux *aragueños*[250] qui ont accouru pour venger les outrages commis contre les pacifiques *vecinos* de San Francisco de Tisnados », contribuant ainsi au « rétablissement de l'ordre public »[251] ; ou encore que l'on interpelle les autorités supérieures en insistant sur le fait que face à la « menace de mort » que représentent les factieux, « les citoyens ont offert, unanimes, leurs services en défense de la morale et de l'ordre, de leur vie et de celles de leurs familles, de leur honneur et de leurs intérêts »[252].

Il n'en demeure pas moins qu'il existe des formes d'auto organisation des *vecinos* plus avérées et documentées, visant à repousser ou traquer les factieux. C'est le cas par exemple, au début du mois de juillet 1858, des *vecinos* de Cababozo, bien que leur mobilisation se produise dans le cadre de la mobilisation générale des milices de la province du Guárico. Le gouverneur note en effet :

> « (…) l'état d'alerte était si général que presque sans l'incitation de l'autorité, environ deux cents citoyens du bataillon de cette ville se sont armés, parmi lesquels plus de cents environ sont restés consignés tandis que les autres, bien qu'armés, ont seulement offert leurs services la nuit, étant industriels et commerçants. »[253]

De même, fin août « le citoyen Francisco Sanchez » vient rapporter au Commandant militaire de San Francisco de Tiznados que son fils venait d'arriver de El Pao, dans la province de Cojedes, avec la nouvelle selon laquelle, « dans ce village ils étaient en fête parce qu'ils avaient fait prisonnier le factieux Agachado »[254]. Fin 1858, alors que le *Jefe Político* de Villa de Curatente d'organiser « avec le très peu d'armes dont il dispose » une petite garnison, les *vecinos*, face au manque drastique de fonds, n'hésitent pas à la financer afin de protéger

[249] Tout aussi ténues que celles que l'on analysera dans le chapitre suivant à propos des factieux et des formes de mobilisation à l'œuvre dans le camp des factieux, dessinant de la sorte le tableau d'une population (masculine) prise en étau entre deux formes de contrainte.
[250] Les habitants de la province d'Aragua.
[251] Gobierno Político del Canton, Cura, 24 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 380v.
[252] Gobierno Superior Político de la Provincia de Cojedes. Al ecretario de Estado en los DD del Ynterior y Justicia, San Carlos, 13 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 423v.
[253] Gobierrno Superior Político de la provincia del Guarico. Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 8 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 369v-370.
[254] Gobierno Superior Político de la Provincia del Guárico. Al Sr Coronel Jefe del EMG del Ejército Libertador, San Francisco de Tisnados, 26 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 360.

« leurs vies et leurs intérêts sérieusement menacés » par les factieux qui menacent de les envahir[255].

Enfin, l'année suivante, les habitants de Tocuyito, dans la province de Carabobo, se mobilisent sans coup férir après qu'une *partida* d'une trentaine d'hommes armés soit entrée dans leur village, prenant en otage le juge de paix et un prêtre afin d'obtenir que le premier leur donne des armes. Ayant dans un premier temps cédé, deux prêtres (dont celui pris en otage) parviennent à leur faire remettre les armes contre la promesse qu'il ne leur sera rien fait. Au moment même où ils rendent les armes, « un groupe de *vecinos* s'empare alors des armes et ils parviennent à arrêter une partie des factieux en train de s'échapper, et les enferment dans une maison, sous bonne garde »[256], avant qu'une partie des factieux ne revienne dans le village et réussisse à faire s'échapper leurs comparses...

### Conclusion. Pour une archéologie de la disqualification

Il convient pour clore ce chapitre de s'interroger sur les ressorts de cette quasi nécessaire dépolitisation des acteurs, sur fond d'incapacité à détruire la Faction de la part des forces gouvernementales. Dépolitisation qui est, comme on vient de le voir, mise sans cesse en contrepoint d'une extrême mobilisation d'une population que l'on dote pour l'occasion de toutes les qualités morales et de vaillance liée à sa volonté de défendre les valeurs portées par les nouvelles autorités en place. Pourquoi traque-t-on finalement cette Faction de la Sierra ?

Deux paramètres se croisent pour expliquer cette tentative de dépolitisation. La peur d'une part que ne se rejouent, à travers ses soulèvements dans la Sierra, les logiques insurrectionnelles de 1846 ; d'autre part, un regard sur les populations paysannes qui tend à ne voir dans ces mouvements que des manifestations de violence sociale aux limites du banditisme. Or, cette volonté de rejeter les factieux dans le champ du social peut sembler paradoxale au regard des propos régulièrement tenus quant la dimension politique de leurs actions, qui prendraient précisément racines dans le soulèvement de 1846. D'où les accusations de « guzmancismo », notamment proférées par José Pulido dans la lettre qu'il écrit à son ami le gouverneur de la province d'Aragua en février 1859[257], mais aussi le

[255] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 24 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 600v.
[256] Gobierno de Carabobo, Valencia, 6 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 658.
[257] Lettre du Sr José Pulido, San Juan, 6 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 630-630v.

caractère « politique » des amnisties prononcées en faveur des factieux, certaines concernant spécifiquement ceux de la Sierra[258].

L'étude de cette volonté de dénégation de toute dimension politique ou pour le moins la mise en exergue de leur unique comportement de bandits, qui s'inscrit dans une temporalité plus large et révèle une véritable archéologie de la disqualification de l'ennemi politique, suppose de poser quelques jalons afin de lui conférer son historicité[259].

Au-delà de la référence à 1846 à laquelle recourent les autorités, c'est le champ lexical employé pour opérer cette disqualification dont on a pu constater qu'il s'inscrivait dans cette filiation et dont nombre d'historiens d'ailleurs ne se sont pas toujours départis. C'est ainsi que les deux leaders des révoltes paysannes de 46, Falcón et Zamora, sont eux aussi dépeints sous les traits de bandits et de fourbes guidant des « foules ignorantes » promptes à commettre les pires délits. Or, leur volonté de nier la dimension politique de ce mouvement est d'autant plus malaisée et paradoxale que les slogans et les revendications politiques sont clairement énoncés, notamment les « Vive Guzmán », « terre et hommes libres » mais aussi, comme le reconnaît Ezequiel Zamora lui-même lors de son procès en avril 1847, « Election populaire, principe alternatif, ordre et horreur à l'oligarchie »[260]. Plus encore, c'est précisément l'annulation des élections de 1846 dans nombre de cantons où se présentaient des représentants du parti libéral, dont Zamora, Rangel et Guzman, qui constitue l'élément déclencheur de l'insurrection armée, dès lors qu'une telle décision ne laissait guère d'autres voies à l'expression politique que celle de la révolte, posant la corrélation, mise en exergue par J. C. Caron pour les révoltes de l'été 1841 en France, entre le régime électoral et capacité, plus ou moins grande, d'intervention dans le champ du politique en tant que citoyen actif[261].

---

[258] Cf. infra chapitre 7.

[259] Bien que nous ne puissions développer ici cet aspect, notons que cette dynamique est largement à l'œuvre au moment de la guerre civile d'indépendance où les populations et les llaneros en particulier ont été la cible de cette logique de disqualification. On peut consulter sur ce point l'ouvrage pionner de German Carrera Damas, *Boves. Aspectos económicos de la guerra de independencia*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1972 (1ère ed. 1967). Pour une analyse renouvelée, voir C. Thibaud, *Républiques en armes. Les armées de Bolívar dans la guerre d'Indépendance en Colombie et au Venezuela*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006 ; et notre article, « Les logiques d'engagements dans la guerre d'indépendance au Venezuela. Une autre face de la guerre civile (1812-1818) », Revue en ligne *@mnis.* N° 10 : *Culture de guerre. Représenter et penser l'affrontement (XIXe siècle à nos jours)*, 2011. http://amnis.revues.org/. Enfin, pour une approche plus globale de l'historicité des désignants politiques au XIXème, voir Véronique Hébrard, « Insulter l'autre en politique (Venezuela, milieu du XIXe siècle) », in thomas Bouchet ; Matthew Leggett ; Jean Vigreux ; Geneviève Verdo (coord.), *L'Insulte (en) politique. Europe et Amérique latine du XIXe siècle à nos jours*, Dijon, EUD, 2005, pp. 155-168 et « El oligarca, figura del infame en la Venezuela en guerra (siglo XIX) », in *Sombras de Mayo. Mitos y memorias de la Guerra de la Independencia en España (1808-1908)*, Madrid, 2007, pp. 415-428.

[260] « Nueva declaración de Ezequiel Zamora », in « Piezas del proceso en el juicio criminal contra Ezequiel Zamora en 1847 », Apéndice de Laureano Villanueva, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, Caracas, imprenta Federación, 1898, p. XL.

[261] Jean-Claude Caron, *L'été rouge. Chronique de la révolte populaire en France (1841)*, Paris, Aubier, 2002, p. 163. Nous revenons sur cette question dans le chapitre 5.

Cette dimension « politique » de l'action est d'ailleurs au cœur du clivage historiographique sur la période, à l'instar des propos que tient F. Brito Figueroa, lorsqu'il indique que les « idéologues réactionnaires de l'époque et leurs équivalents dans le Venezuela contemporain » qualifiaient l'insurrection paysanne impulsée par Rangel de simple « *partida* de factieux ». Il cite, parmi ces premiers « réactionnaires », Juan Vicente González qui fut pourtant aux côtés de Antonio Leocadio Guzmán au moment de la création du parti libéral, avant de devenir l'un de ses principaux critiques, mais aussi le Dr. Angel Quintero, dont l'hacienda Yuma fut la cible des premiers assauts de Rangel en 1846.

Parmi les historiens, F. Brito Figueroa dénonce R. Díaz Sánchez dont les propos sont en effet extrêmement virulents à l'encontre des hommes de Rangel. Il affirme notamment, à propos justement de cet épisode du saccage de la propriété de Quintero, que « le crime de Rangel et de sa troupe est quelque chose qui va au-delà des termes d'une vulgaire sédition, c'est un assassinat de gens sans défense ». Selon lui, Rangel était « à la tête d'une multitude saoule »[262] et, reprenant à son compte le registre de l'animalisation de l'adversaire utilisé par les contemporains, qu'il « guide sa horde comme une meute de loups »[263]. L. Villanueva l'affuble lui aussi de qualités physiques plus proches de l'animal que l'acteur politique, puisqu'il affirme qu'il « avait la vigueur, la ruse, l'agilité et la force des tigres » et « qu'il escaladait les montagnes par bonds et se cachait dans les bois, sans que personne ne soit capable de le trouver »[264].

En revanche, il est le seul à redonner à ce mouvement la complexité qui fut la sienne en affirmant à plusieurs reprises que si d'un côté il y avait certes des « bandes de malfaiteurs et des gens de mauvaises vies qui se cachaient dans ces montagnes, restes des anciennes factions » des années antérieures, la mobilisation opérée précisément par Zamora, « non en tant que chefs de ces délinquants, mais pour les corriger, les moraliser, les discipliner dans la rangs de la Révolution populaire » permis de les convertir de bandits en soldats, et de soldats en hommes utiles »[265]. Ses troupes n'étaient donc pas composées que de « criminels » même s'il y en eu, et lui n'était pas « ce caudillo de criminels comme l'ont peint le Gouvernement (…) et les journaux oligarques »[266]. Il insiste d'ailleurs à plusieurs reprises sur cette volonté

[262] Díaz Sánchez, Ramón *Guzmán. Elipse de una ambición de poder,* Caracas, Ediciones Hortus, 1953, p. 319.
[263] *Ibid*., p. 320.
[264] Laureano Villanueva, *Vida del Valiente Ciudadano General Ezequiel Zamora*, *op. cit.*, p. 96.
[265] *Ibid*., p. 122.
[266] *Ibidem*, p. 125.

de décrédibiliser ce mouvement paysan, « de dénigrer cette nouvelle cause populaire, en attribuant à ses prédicateurs l'unique dessein de renverser et de détruire la société »[267].

Surtout, L. Villanueva s'efforce de montrer que ce « nouveau parti, loin d'être ce repaire de bandits dénigrés par les « oligarques », s'était « développé de manière formidable, grâce à l'irradiation d'une presse éclairée, énergique et patriotique »[268], tandis que Zamora s'était instruit en lisant les écrits et en entendant les discours et les conversations privées des hommes savants du Parti libéral », pour ensuite en faire bénéficier ses partisans dont la plupart, dit-il « étaient des agriculteurs, habitués à la vie simple et honnête des hommes des champs ; des montagnards courageux, qui l'accompagnaient, passionnés par les idées nouvelles »[269]. Nous sommes donc bien loin de l'image que souhaitent en donner les autorités politiques et l'on comprend d'autant mieux que dix ans plus tard, alors que de nouveaux mouvements armés se constituent en défense d'un certain libéralisme, ils n'aient de cesse de les décrédibiliser.

Ce manichéisme est d'ailleurs déploré par Fr. Brito Figueroa lorsqu'en conclusion de son chapitre sur les événements de 1846-1847, il donne des éléments d'interprétation intéressants au-delà de ses partis pris quant à la nature de l'insurrection qu'il qualifie tout à tour de « guerre civile », de « guerre sociale », de « guerre d'esclaves et de paysans *enfeudados* contre la classe des propriétaires de terre dans sa totalité et contre l'Etat identifié avec les intérêts des classes dominantes, ou encore d'une « expression violente armée de la lutte de classes entre exploités et exploiteurs »[270]. En effet, résumant les deux grands courants historiographiques sur la question, il indique que pour « l'historiographie réactionnaire, le mouvement armé de 1846-1847 ne fut qu'une sédition de la plèbe anarchique et bestiale contre l'ordre et la légalité constitutionnelle » tandis que pour « l'historiographie d'inspiration libérale et démocratique, ce mouvement fut juste une rébellion ou protestation armée, aux fondements collectifs, contre l'ordre oligarchique. En total désaccord avec la première appréciation (…) et soupesant ce qu'il y a de positif dans la seconde interprétation (parce qu'elle reflète les sympathies de l'intellectualité progressiste face aux luttes populaires) », il considère que le mouvement armé de 1846-1847 ne fut pas une rébellion, mais « une guerre ou insurrection paysanne »[271].

[267] Laureano Villanueva, *Vida del Valiente Ciudadano General Ezequiel Zamora*, *op. cit.*, p. 168.
[268] *Ibid*., p. 167-168.
[269] *Ibidem*, p. 125.
[270] Brito Figueroa, Federico, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, *op. cit.*, p. 154-155.
[271] *Ibid*., p. 154.

On retrouve bien sûr, et amplifié en raison de la postérité du personnage, le même mécanisme à propos de Ezequiel Zamora dont le procès en 1847 tend à discréditer la dimension politique de son action, donnant lieu à une polémique historiographique où l'idéologie le mêle à la mythologie. Or, ni l'une ni l'autre n'est véritablement parvenue, comme le souligne N. Harwich, à faire la part des choses entre le caractère « révolutionnaire de ses idées et de son action politique » et du mouvement qu'il a en grande partie impulsé et une approche qui « le situe dans le contexte traditionnel du caudillisme du XIXème siècle »[272], c'est-à-dire entre une vision marxiste et apologétique telle que celle défendue par F. Brito Figueroa et celle, qui en prend le contre-pied, d'A. Rodríguez[273].

F. Brito Figueroa, selon un manichéisme bien en phase avec la grille de lecture qui est la sienne, considère pourtant que les travaux sur Ezequiel Zamora sont quasiment inexistants, en raison d'une « historiographie '*prejuiciada*' conçue et écrite avec des critères de classe dominante, pour déformer le rôle joué dans les luttes sociales par les valeurs humaines qui viennent du peuple et meurent pour le peuple, et pour déformer les révolutions et mouvements politiques qui, par leurs actions ont favorisé le développement de l'esprit démocratique du peuple vénézuélien »[274]. De tels préjugés auraient ainsi contribué à la conspiration du silence et à la calomnie autour du personnage, accusé « de barbare et criminel, déprédateur et homme qui personnifie plus que tout autre les bas instincts de la plèbe encanaillée par le vice »[275]. Seuls trouvent grâce à ses yeux les auteurs positivistes de la fin du XIXème et du début du XXème siècles (de façon apparemment paradoxale nous l'avons vu), Lisandro Alvarado, José Gil Fortoul et Laureano Vallenilla Lanz dès lors que, malgré leur « phobie anti révolution libérale », ce sont eux, dit-il, qui ont « revalorisé Ezequiel Zamora ». De même, il met au crédit de L. Villanueva, « indépendamment de ses limitations » d'avoir « compilé les sources et les témoignages les plus importants et indispensables pour connaître la vie et les luttes de Zamora »[276]. Certes, mais Villanueva fait bien plus que de livrer des sources et de compiler des informations. Il est l'un des rares à adopter une position plus nuancée en ce qui concerne l'action politique de Zamora, mais aussi les logiques de mobilisation des populations rurales. Sa grille de lecture pour cette biographie (la première en date puisque publiée en 1898), est précisément de trouver un juste milieu pour l'appréhension de l'homme mais aussi des événements dont il a été le principal acteur, qu'il s'agisse de 1846 ou de la Guerre Fédérale,

[272] Nikita Harwich Vallenilla, « Guerra Federal », *op. cit.*, p. 383.
[273] Federico Brito Figueroa, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, Caracas, Ediciones Centauro, 1975 (3a ed.) ; Adolfo Rodríguez, *Exequiel Zamora*, Caracas, Ministerio de Educación, 1977.
[274] *Ibid*., p. 26.
[275] *Ibidem*, p. 26-27.
[276] Federico Brito Figueroa, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, *op. cit.*, p. 27.

s'appuyant, pour ce faire, en plus des sources classiques, sur les pièces de son procès qu'il reproduit en annexe[277].

Y compris donc chez les « admirateurs » des chefs de l'insurrection de 1846 donc, la dimension quasi démiurgique prend souvent le pas sur la perception plus politique de l'homme et des actions menées. Nous ne sommes donc pas, là non plus, dans le politique. C'est ainsi que G. García Ponce, dans la première partie de l'un de ses ouvrages, celui sur les armes dans la Guerre Fédérale, où il livre une analyse très éclairante sur le contexte du pays dans ces années 1840-1850, rappelle tout d'abord que Zamora fut alors « la figure de plus d'importance » et qu'à la « tête des guérillas de la Sierra de Carabobo, Guárico et Aragua, [il était] reconnu par plus de mille hommes sur la place principale de San Francisco de Tiznados, le 25 septembre 1846, comme le général du peuple souverain ». Il rend compte ensuite de deux « appréciations » de ses biographes, non dénuées d'intérêt. Le premier d'entre eux, Brito Figueroa, qui le décrit comme « l'âme de l'émeute et de l'insurrection populaire contre l'oligarchie », tandis que le second, Villanueva, commente le fait que les conservateurs l'aient privé du droit de vote en disant qu'il « avait la dureté d'un fanatique et la trempe d'un conspirateur »[278].

Car il va de soi que cette dépolitisation des chefs factieux et de leurs actions frappe, par ricochet, les populations suspectées de leur apporter leur soutien ou de se mobiliser à leurs côtés. Elles sont qualifiées de « mauvais citoyens, habitants de ces montagnes, qui raffolent de la vie vagabonde et sont habituées au pillage »[279], tout comme eux. C'est la raison pour laquelle les autorités chargées de mettre fin à leurs actions, s'évertuent de les punir, mais aussi de les moraliser, puisqu'ils les voient comme des êtres plus proches de l'animal que de l'humain, sans identités précises, insaisissables et souvent sanguinaires…, privilégiant in fine la thèse de populations ignorantes égarées par quelques « individus d'une position plus élevée »[280], comme le suggère également nombre des contemporains. F. Ribas Galindo n'affirme-t-il pas, à propos des fédéralistes, dans une de ses lettres à Rodríguez, que « le pays doit leur appartenir ou être réduit en cendres ; ainsi pensent ceux qui dirigent les masses ignorantes »[281] ; tandis que L. Glöckler plus virulent encore, vitupère :

[277] Mais qui, symptomatiquement, ont été retirées des éditions postérieures…
[278] Guillermo García Ponce, *Las armas en la Guerra Federal*, Caracas, Ediciones La Muralla, 1968, p. 23.
[279] Gobierno Superior Político de la Provincia de Cojedes. Al Secretario de Estado en los DD del Ynterior y Justicia, San Carlos, 13 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 423-423v.
[280] Jean-Claude Caron, *L'été rouge. Chronique de la révolte populaire en France (1841)*, *op. cit.*, p. 162.
[281] F. Ribas Galindo à José Santiago Rodríguez, Caracas, 23 novembre 1859. Citée par Santiago Rodríguez, José (doctor), *Contribución al estudio de la guerra federal en Venezuela*, Caracas, Editorial 'Elite', 1933, Tomo 2, p. 49.

> « Ces révolutions n'ont pas de couleur politique (c'est une démoralisation des masses[282]), et bientôt on verra, sans plus aucune réserve, quels sont leurs véritables desseins. »[283]

Ce discrédit est donc d'autant plus affirmé qu'il s'inscrit dans une archéologie de la disqualification de l'ennemi politique puisant en grande partie sa source dans les événements des années 1840, et dont les conséquences sont visibles à l'issue da la Guerre Fédérale et au-delà dans la façon dont se structurent les camps politiques mais aussi, voire surtout, dans la façon dont ils s'affrontent verbalement et dont ils s'invectivent[284]. On comprend alors d'autant mieux que la constitution de la Faction, par des hommes qui, pour certains, se sont engagés aux côtés de Zamora et Rangel en 1846, ne pouvait que raviver, d'une part, la crainte d'un nouvelle mobilisation en masse dans la Sierra et, d'autre part, les braises à peine éteintes d'un dénigrement des plus virulents.

Les traces de cette volonté de disqualifier l'adversaire, de le nier en tant que tel au point même de le violenter, sont très vives chez les principaux acteurs libéraux de ce conflit. Les propos tenus par Felipe Larrazabal à la fin de la Guerre Fédérale, en 1863, dans la lettre qu'il adresse en 1863 à Antonio Leocadio Guzmán, alors Ministre des Relations Extérieures, sont de ce point de vue très éclairants. Il aborde la façon dont se sont « affrontés » les camps politiques depuis les années 1840 et dont leurs ennemis n'ont eu finalement de cesse, comme pour les acteurs de la Faction de la Sierra, de les discréditer. Pour ce faire, après avoir, dans une première partie de cette lettre, rappelé les principes libéraux pour lesquels ils se sont battus tous les deux depuis la création du Parti Libéral en 1840, il dénonce, sur un ton empreint d'un certain désabusement :

> « Cependant, les hommes de l'influence et du pouvoir, enivrés de leur passion du pouvoir, n'ont pas consenti à ce que nous poursuivions, tranquilles, dans nos projets réformateurs. Le nombre réduit de citoyens qui exerçaient leurs droits politiques, et qui exploitaient cet exercice à leur profit et à notre détriment : l'homme dont la volonté était la loi et dont les choix s'exprimaient par les élections s'en sont irrités. Quel emportement alors, quelle fureur dans les écrits de nos détracteurs ! Eux pour qui toute vexation est un axiome et, toute nouveauté, mensonge et corruption, cerveaux pétris par l'erreur, se sont mis en colère et nous

[282] Ce terme « masses » est très souvent employé par les contemporains du conflit, à l'inverse de ce qu'affirme S. Thompson dans sa thèse, à savoir qu'elle serait le fait des historiens de la « révolte sociale » (« the social protest interpretation »). Ils l'ont plutôt repris et conceptualisé à partir de leur grille de lecture marxiste. Stephen F. Thompson, *The Federal Revolution in Venezuela, 1858-1863*, D. Phil Thesis, St. Antony's College, Oxford, 1983, f. IV.

[283] Luis Glöckler à José Santiago Rodríguez, février 1860. Citée par Santiago Rodríguez, José (doctor), *Contribución al estudio de la guerra federal en Venezuela*, *op. cit.*, p. 167.

[284] Cf. Véronique Hébrard, « El oligarca, figura del infame en la Venezuela en guerra (siglo XIX) », in *Sombras de Mayo. Mitos y memorias de la Guerra de la Independencia en España (1808-1908)*, Madrid, Collection de la Casa de Velázquez nº 99, 2007, pp. 415-428.

> ont traité d'*insolents*, de *perturbateurs de l'ordre*, d'a*narchistes*, de *factieux*, de *corrupteurs du peuple*, d'*ambitieux*, de BANDITS !! »[285]

Et après avoir cité un vers de Victor Hugo, il termine sur ces paroles qui font un écho suggestif à ce que nous avons pu voir au long de ce chapitre :

> « Ils nous ont couvert de déshonneur, et ils ont dressé les échafauds, comme des autels de sacrifice, où nous devions expier, devant Moloch, idole du sang, (…), le déni d'être patriotes et d'avoir aimé la liberté.
> Politique enragée, désespérée, si l'on peut appeler politique l'absence de raison et le délire sanguinaire !
> La guerre a alors éclaté et elle a été, comme vous le savez, active et obstinée. »[286]

La façon dont les hommes chargés de mettre fins aux agissements de la Faction et de ses membres s'expriment à leur encontre nous renseigne donc de façon très significative sur la culture politique des acteurs. En effet, ce recours au registre du bandit et du barbare d'un côté, à celui de l'animalité de l'autre, renvoie d'une certaine façon à ce paradoxe de la modernité évoquée par A. Brossat lorsqu'il considère que celle-ci, « tout en promouvant la notion d'une humanité objective, conçue comme valeur politique et morale (…) intensifie plutôt qu'elle ne fait tomber en désuétude l'imagerie animale dans la vie politique »[287]. Nous ne sommes en effet pas encore dans ce moment de la démocratie représentative où l'ennemi n'est plus envisagé comme une « bête à abattre », mais comme un adversaire à affronter dans un espace public selon les règles modératrices de l'hostilité.

Une telle appréhension du soulèvement dans la Sierra en dit long sur cette difficulté des autorités elles-mêmes à « admettre » que la révolte ou la contestation puisse être politique. Mais elle offre également à ces mêmes autorités, à l'instar de celles qui tentent de déjouer les révoltes antifiscales en dans la France des années 1840, une « lecture rassurante, dans la mesure où elle relègue l'adversaire dans les rangs des asociaux, dénués de conscience politique ». Une différence d'importance toutefois entre les deux contextes, dès lors que dans la Sierra, les citoyens-propriétaires sont dans les deux camps qui s'affrontent alors qu'en France au même moment ce sont « tous les citoyens-propriétaires, par-delà les clivages partisans » qui se regroupent pour combattre les révoltés. Ce qui n'empêche que nous le rejoignons quand il déduit de l'homogénéité de ce front que l'on peut considérer que son discours relève « d'une culture politique et administrative largement diffusée dans les

[285] *Carta de Felipe Larrazábal al Señor Antonio L. Guzmán, ministro de relaciones exteriores ; seguida de otra carta del mismo Larrazábal al señor General Antonio Guzmán Blanco, en 1863*, Caracas, Imprenta de Jesús Maria Soriano, 1870, p. 7. En italiques dans le texte.
[286] *Ibid*.
[287] Alain Brossat, *Le corps de l'ennemi. Hyperviolence et démocratie*, *op. cit.*, p. 22.

institutions chargées du maintien de l'ordre », même si dans notre cas les institutions sont encore bien fragiles[288]. Cette ambivalance se retrouve d'ailleurs dans l'une des modalités mises en œuvre pour tenter d'apaiser le conflit et les passions qu'il suscite, l'amnistie. En effet, celles dont les factieux peuvent éventuellement bénéficier ou qui leur sont directement destinées concernent exclusivement « les délits politiques »[289]…

Les propos tenus par Julián Castro, le 7 juillet 1858, à l'occasion de son *Mensaje* à la Convention nouvellement élue, sont de ce point de très éclairants. Après avoir fait un bilan de la situation du pays et dénoncé les agissements des frères Monagas, il rend compte des différentes affaires en cours (notamment la question du Protocole Urrutía) et en vient à évoquer les mesures prises depuis mars, parmi lesquelles l'une concerne la Faction[290]. Ce décret visait donc à amnistier les actes commis par ses principaux membres de la Faction qui, comme il l'affirme lui-même, ont déjà eu le temps « de se rendre célèbres »[291]. Mais ce qu'il déclare en suivant, pour motiver davantage sa décision, vient illustrer le paradoxe dans son appréhension de la Faction et cette « nécessité » pour la condamner de la rejeter hors du champ du politique. De fait, alors même qu'il vient d'insister sur le caractère éminemment politique des délits visés par cette amnistie, il ajoute :

> « J'ai fait cela après que se soient dispersées les personnes rassemblées, sous l'emprise de la violence, par une horde de bandits fameux qui, moins avec un quelconque objectif politique que dans le but de se livrer à tout type d'excès, sous le prétexte de défendre le Gouvernement déchu, ont pris les armes dans ces lieux, où leur méchanceté les a rendus tristement célèbres. »[292]

Certes et nous allons le voir dans les pages qui suivent, les deux dimensions de l'action se côtoient et la motivation politique à l'origine de la Faction et de l'engagement de certains de ses membres n'excluent pas, d'une part, que des actes violents soient commis en lien direct avec les raisons politiques de la mobilisation ; d'autre part, qu'un grand nombre de personnes aient intégré la Faction avec des motivations autres et que des délits relevant du droit commun aient eu lieu. Il n'en demeure pas moins que l'un des principaux acteurs/victimes de 1846, Angel Quintero, dont l'hacienda fut la proie des paysans de Rangel en septembre 1846, peut affirmer, à l'orée de la crise de mars 1858, que la « révolution sociale (…) croît de jour en

[288] Jean-Claude Caron, *L'été rouge. Chronique de la révolte populaire en France (1841)*, *op. cit.*, p. 21.
[289] La logique de cette politique de l'amnistie est analysée au chapitre 7.
[290] Confirmant au passage son existence bien avant juillet, contrairement aux affirmations d'une grande partie de l'historiographie. Cf. supra, chapitre 2.
[291] « Mensaje del General Julian Castro, jefe del Ejército Libertador, encargado del poder ejecutivo, a la Convención nacional de Valencia en 1858, 7 de julio de 1858 », in Antonio Arellano Moreno (recopilación, notas y estudio preliminar), *Mensajes presidenciales*, Caracas, Presidencia de la República, 1970, vol. 1. 1830-1875, p. 258.
[292] *Ibid*.

jour dans les Llanos et les Montagnes, avec des idées de communisme et de communauté des biens, de façon plus dangereuse que lors de la calamiteuse année 1846 »[293].

Alors, bandits, brigands ou clan politique, cette Faction de la Sierra ? Si l'on s'en tient à l'historiographie sur cette question, depuis les travaux fondateurs d'E. Hobsbawm sur la question aux études les plus récentes sur la France, on peut considérer que les pratiques de nombre de ces hommes sont à la lisière des deux univers qui se « nourrissent » l'un l'autre. Les dénominations employées pour les désigner en témoignent, même s'il faut bien reconnaître que les occurrences sont rares. « *Salteador* » et « *bandolero* » qui sont les deux termes qui se rapprochent le plus de « bandit » sont en effet utilisés respectivement une et trois fois et toujours pour se référer à un petit groupe de factieux, jamais à un homme en particulier ni à un des chefs de la Faction.

En outre, en dépit de l'influence dont les plus importants d'entre eux semblent jouir dans les régions où ils agissent, et à l'inverse d'ailleurs de ce qui s'y produit pour les deux chefs des révoltes rurales de 1846, Rangel et Zamora, ils ne sont pas perçus par la population « comme des héros populaires, tels Robin des Bois, Cartouche ou Mandrin » comme le note P. Prenant pour la Provence des XVIIIème et XIXème siècles[294], alors qu'ils partagent avec ces « brigands-héros » la vision négative portée sur eux par les autorités, comme nous venons d'en rendre compte. Il ne s'agit aucunement donc d'une bande de brigands au sens ou en l'entend, à savoir celui qui pratique le pillage et le « voleur de grand chemin qui détrousse ses victimes, les armes à la main, en leur demandant 'la bourse ou la vie' »[295] ; pratiques qui s'insèrent d'ailleurs dans un ensemble plus large, le banditisme. Certes des délits de droits communs sont commis au cours de ce soulèvement armé de la Sierra, de même que la crise qui ronge ces provinces depuis de nombreuses années a contribué à jeter des « pauvres gens » « sur les routes de la misère », à l'instar des « brigands » analysé dans l'ouvrage dirigé très récemment par V. Sottocasa[296], mais ils ne constituent pas l'objectif premier des chefs de la Faction, qui est indéniablement politique. Même si, dans ce contexte politique troublé et de crainte de tout ce qui menace l'ordre social, le terme acquiert « une polysémie qui semble se nourrir de toutes les influences » ; crainte redoublée lorsque ces bandes, à l'instar des factieux de la Sierra, maîtrisent les espaces plus inhospitaliers et sont perçus comme « étrangers à

[293] Angel Quintero, Humacao, Puerto Rico, 24 de enero de 1858. Cité par Federico Brito Figueroa, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, Caracas, Ediciones Centauro, 1975 (3a ed.). Mais il ne livre aucune autre information quant à la provenance de cette source…
[294] Patricia Prenant, *La bourse ou la vie ! Le brigandage et sa répression dans le pays niçois et en Provence orientale (XVIIIe-XIXe siècles)*, Nice, ASPEAM, 2011, p. 17.
[295] *Ibid*.
[296] Valérie Sottocasa, « Introduction », in Valérie Sottocasa, (sous la direction de), *Les Brigands. Criminalité et protestation politique (1750-1850)*, Rennes, PUR, 2013, p. 8-9.

toute morale sociale » au point d'être considérés, ainsi que nous avons pu le constater, comme des ennemis du genre humain. D'ailleurs, en dépit de leur animosité et violence à leur égard (verbal, physique et symbolique), les autorités, au moment de légiférer sur leur cas, prennent soin de distinguer ce qui ressort de ce type de délit et ce qui relève des actions à caractère politique commises par ces hommes, comme nous aurons sous peu l'occasion de le constater.

C'est cet écheveau à la trame complexe que nous allons nous efforcer de démêler à présent en nous mettant, justement, à l'écoute de la parole livrée par les factieux et leur entourage tout au long de cette en-quête autour de la Faction et de ses mobiles.

# Chapitre 5.
# La parole est aux « factieux »

Il est donc porté peu de crédit à ces factieux et à leurs chefs que l'on nous dépeint, malgré la reconnaissance implicite de la dimension politique de leur mobilisation, essentiellement sous les traits de bandits et de criminels, auteurs de délits en tout genre. Scélérats et hommes sans foi ni loi auxquels on oppose, en miroir, une population présentée très souvent comme unanime à dénoncer leurs agissements, dont elle serait la principale victime, mais surtout prête à se mobiliser aux côtés des autorités, pour détruire ces hordes de barbares, véritables insultes à la patrie, à la République, à la nation. Perception d'ailleurs relayée parfois par les libéraux de l'époque eux-mêmes, à l'instar de L. Level de Goda qui ne manque pas de dénoncer les préjudices dont les libéraux (dont il est) ont été la cible à partir de mars 1858. Se cachant derrière la façon dont selon lui « ces guérillas », comme il les nomme, se définissent elles-mêmes et après avoir affirmé que la Faction de la Sierra n'avait pas été détruite par l'offensive de juillet, il déclare en effet :

> « Ces guérillas n'ont pas d'objectif commun, ni de bannière, mais elles étaient toutes d'accord pour faire la guerre au gouvernement et elles s'appelaient libérales. »[1]

Il nous faut pour conséquent nous tourner vers les factieux eux-mêmes, ou supposés tels, ultime prisme à travers lequel nous devons tenter de saisir la raison d'être de la Faction et les mobiles de l'engagement de ses membres. Le paradoxe du prisme n'est qu'apparent pour faire référence à la parole des principaux acteurs dans la mesure où, à quelques très rares exceptions près, la parole est celle du témoin/suspect interrogé par les autorités de justice.

Ecoutons maintenant ce récit des acteurs, approchons-nous au plus près de ces paysans de chair et d'os. Et pour cela il nous faut rendre grâce à ceux qui ont permis, bien malgré eux, que ces traces existent, en tout premier lieu les autorités civiles et militaires. De fait, s'il ne s'est pas agi pour elles de poursuivre les hérétiques, tel Jacques Fournier, évêque de Pamiers de 1317 à 1326 et en charge de la traque de l'hérésie cathare, si magnifiquement restituée par E. Le Roy Ladurie dans son *Montaillou*, ils furent par contre, comme lui finalement, « ethnographes et policiers », même s'il conviendrait sûrement ici d'inverser l'ordre des qualités. Tout comme lui en effet, leur détermination à éliminer cette forme d'hérésie que

[1] L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)*, Caracas, Imprenta Nacional, 1954 [1889], tomo 1, p. 110.

représentait cette faction armée défendant un clan politique accusé des pires maux et crimes, les firent certes traquer, férocement parfois, mais aussi « écouter les paysans ». Tout comme lui également, comme nous allons avoir l'occasion de le constater, « il[s] les torturai[en]t peu ; il[s] les interrogeai[en]t avec minutie et longueur de temps afin de traquer parmi eux » non pas « l'hérésie cathare ou, simplement, la déviation par rapport au catholicisme officiel »[2], mais bien une certaine hérésie politique consistant selon eux à soutenir une cause et des hommes indéfendables. Et, pour nous, à rendre compte du pourquoi de cette mobilisation en faveur d'un homme, d'une « dynastie », d'un régime que tout semble accabler, mais dont on oublie peut-être aussi, pour avoir été le porte-drapeau du libéralisme, d'un certain nombre de valeurs portées par ce courant politique au-delà des Monagas et des représentants les plus éminents (et décriés) du parti Libéral.

Ce sont ces expériences multiples et différenciées, au milieu du bruit des armes, dont les traces nous sont parvenues ; ces éclats de « vies minuscules »[3] incrustés dans les rapports militaires et administratifs ou jaillis des interrogatoires. Et qui tous effectuent un récit par petites brides de leur vécu de ce moment où ils ont « cheminé » avec la Faction de la Sierra, nous livrant à l'occasion aussi le récit de leur vie bousculée, entre mobilisation et contrainte.

Mettons nous donc à leur écoute, en nous efforçant une fois encore de restituer à cet événement sa complexité et son intelligibilité, tout en n'omettant jamais que cette parole des « factieux » est essentiellement produite dans un contexte judiciaire.

## 1. Portrait de famille(s), opus 2

Mais avant toute chose il est temps maintenant d'en dire un peu plus sur l'identité de ces hommes et de ces femmes à qui l'on va donner la parole. Si certains noms et prénoms sont d'ores et déjà familiers, peu de choses ont en effet filtré sur leur identité.

Il convient donc, après avoir fait la narration du déploiement de la Faction et décrypté la façon dont ils sont perçus par les « Autres », de pénétrer plus au cœur du quotidien de ces hommes et de ces femmes impliqués dans la Faction, de serrer au plus près cet objet afin d'en dégager les lignes de force en termes de fonctionnement mais surtout pour saisir le rapport au politique des acteurs en présence. Or, de ce récit que nous venons de faire de la Faction et de sa traque, un certain nombre d'acteurs font saillie. Hormis les acteurs principaux, c'est-à-dire ceux que nous pouvons considérer comme les trois chefs de la Faction, il existe une myriade

[2] Emmanuel Le Roy Ladurie, *Montaillou, village occitan de 1294 à 1324*, Paris, Editions Gallimard, 1982 (édition revue et augmentée), p. 10.
[3] Pierre Michon, *Les vies minuscules*, Paris, Gallimard, 1996.

d'autres personnages, pas toujours secondaires, dont il est nécessaire de faire plus ample connaissance car ils représentent une touche supplémentaire dans ce tableau aux accents pointillistes.

Premier élément significatif, mais somme toute logique, le fait que, comme dans le camp adverse, nous retrouvons chez ces acteurs « secondaires » des hommes déjà mobilisés en 1846 dans le cadre des soulèvements ruraux. C'est pourquoi, indépendamment de toute surinterprétation des faits comme simple emboîtement de causalité, il convient de prendre en compte ce « passif » dans leur appréhension des événements et de ceux qui en sont les protagonistes.

*a) Les acteurs principaux.*

Comment se structure cette Faction ?

Autour du premier cercle, composé des trois chefs Zoilo Medrano, José de Jesús González et Donato Rodríguez Silva, figurent ceux que les autorités appellent les *cabecillas* (les principales têtes). La liste de ceux qui en font partie varie dans le temps et dans l'espace et ces hommes sont activement recherchés par les autorités voulant à tout prix à les neutraliser puisque ce sont eux qui procèdent essentiellement au recrutement des forces vives de la Faction et constituent, par conséquent, « les principaux éléments de conservation pour Medrano et Nonato Rodriguez »[4]. D'ailleurs, à plusieurs reprises, il est demandé aux autorités en charge des interpellations et des interrogatoires, de bien faire la distinction entre, d'une part, les *cabecillas*, considérées comme « les plus audacieux », ainsi que les qualifie le Chef d'État-major de la province d'Aragua[5], mais aussi les plus « obstinés »[6] des « complices » des trois chefs et les auteurs des principaux méfaits ; et, d'autre part, « ceux qui ont seulement cédé à la violence et qui sont les plus nombreux »[7].

De même, lorsque des arrestations ont lieu, on prend soin de distinguer les *cabecillas* des autres, dont on dresse, en certaines occasions, une liste à part. C'est ce que fait du moins le Colonel en chef chargé des opérations dans les cantons de San Carlos et de Tinaco[8]. De

[4] Comandante de Armas de la provincia d'Aragua. Al Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, La Victoria, 18 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 311v.
[5] Gobierno politico del Canton, Ortiz, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 383v.
[6] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Sr Coronel Jefe de EMG de Ejercito Libertador, La Victoria, 23 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 529.
[7] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel Jefe del EMG del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 25 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 358.
[8] *Despacho*, Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 21 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 430.

même, lors des interrogatoires, il n'est pas rare qu'il soit demandé au prévenu s'il connaît les *cabecillas* ou des chefs de la Faction et s'il est en mesure de fournir des noms.

Par ces différents biais, nous avons ainsi pu reconstituer une liste de ces *cabecillas*, certes non exhaustive, dès lors que malgré tout ce qualificatif ne serait recouvrir l'ensemble de ceux qui ont des fonctions de premier ordre dans la Faction, notamment ceux qui jouissent d'un grade militaire en son sein et qui remplissent des missions de recrutement, mais qui aussi sont souvent aux premiers postes lorsque des violences ou des exactions sont commises. Néanmoins, ce sont ces hommes que l'on retrouve à la tête de *partidas* de plusieurs dizaines d'hommes (de 40 à 60 dans de nombreux cas). Ils seraient donc, pour l'ensemble de la période, au nombre de 37[9] :

Acuña, Victorio
Arteaga, Felipe
Baldonado, Ramon
Bolivar, Julian
Breto, Simon
Breto, Exequiel
Cabesas, José
Cabesas, Tomas
Carvajal, Marcelo,
Castellano, Juan Clemente
Cevallos, Pedro
Delgado, « un tal »
Escobar, Teodoro
Figueredo, Santiago
Galindo, Merced
Gutierres, Miguel,
Lara, Noberto
Lopez, Genaro
Medrano, Julian
Medrano, Ysidro
Monagas, Cleto
Monagas, Juan Bartolo
Monagas, Justino [Fautino]
Monagas, Ygnacio
Morillo, Ramon
Mota, Pablo
Paez, José Antonio
Ranjel, Pedro
Rivas, Fabian
Rodriguez, Pedro
Rojas, Eucebio
Romero, Juan
Tovar, Carlos
Tovar, Eulogio
Silva, Nicolas[10]
Vargas, Nicolas
Zuloaga, Ramon, « el negro »

[9] Nous avons respecté, dans cette liste, comme dans les citations, l'orthographe originale, telle qu'elle figure dans les archives, conformément à ce qui figure dans l'avertissement au début de cet ouvrage.
[10] À ne pas confondre avec le General N. Silva jefe de operaciones de la province de Carabobo.

Parmi ceux-ci d'ailleurs, certains occupent une place plus importante que les autres, soit en fonction des actions menées, soit de la durée de leur présence dans la Faction, ainsi que nous allons le découvrir dans les pages qui suivent de façon plus précise. Par ailleurs, trois d'entre eux figurent sur l'une des deux listes de chefs liées aux mouvements armés dans la région, fournies par M. Landaeta Rosales à la fin de l'opuscule de A. J. Vigas sur les trois chefs de la Faction. C'est le cas de Simón Breto, de Ysidro Medrano et de Fabián Rivas[11].

En revanche, un certain nombre de personnes qui jouent donc un rôle clé dans cette Faction et qui appartiennent au cercle rapproché des trois chefs ne sont jamais nommées en tant que *cabecillas* et figurent également dans les listes de M. Landaeta Rosales. On pense tout particulièrement à Gregorio Brea ou au Commandant Linares.

D'autres encore sont au nombre des libéraux proscrits en juin 1858 et qui, en novembre, sont en exil. C'est ce que note très justement d'ailleurs Fr. González Guinán qui mentionne, parmi ceux qui se trouvent à Trinidad aux côtés de José Tadeo Monagas, Gerardo Monagas, les Sotillo ; et autour de Falcón et Zamora à Curaçao et Saint Thomas, Wenceslao Casado, Carmelo Gil, Napoleón Sebastián Arteaga[12].

*b) Les factieux « ordinaires »*

Mais il y a aussi cette myriade d'individus, hommes et femmes, qui ont, d'une certaine manière, assuré l'existence de cette Faction pendant plus d'un an et demi. Qui sont-ils ?

Signalons d'entrée qu'il serait vain de prétendre, là encore, être en mesure d'avoir une vue exhaustive du phénomène dès lors que la plupart de ceux qui intègrent la Faction ne sont pas identifiés ni identifiables. Nous ne disposons pour ce faire que des chiffres fournis soit par les autorités à un moment ou un autre de la traque et à la faveur des informations qu'elles parviennent à obtenir ; soit par certains témoins ou suspects.

Ces données ont ainsi permis de se faire une idée de sa « force » et de son importance numérique, de mars 1858 à février 1859, sachant que ses forces sont toujours divisées en de multiples *partidas*, bandes et petits groupes d'hommes. Une première caractéristique concerne l'extrême variabilité de ces effectifs, de quelques hommes lorsqu'ils sont obligés de fuir ou tentent de reconstituer leurs forces, à près de 2 000 hommes au moment de leur plus grande puissance, en mars et juillet 1858 tout particulièrement. Si l'on en croit le témoignage du

[11] Manuel Landaeta Rosales, « Guariqueños que sirvieron en las filas federales como Jefes en el período del 5 de marzo de 1858 al 31 de diciembre de 1863 », in Andrés Jorge Vigas, *Tres proceres de la causa liberal : Generales Donato Rodriguez Silva, Zoilo Medrano y José de Jésus González*, Caracas, imprenta Bolivar, 1897, pp. 24-28.

[12] Francisco González Guinán, *Historia contemporánea de Venezuela* [1910], Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República de Venezuela, 1954, Tomo VI, p. 302.

citoyen José de Jesús Roa, qui accuse les factieux de l'avoir enrôlé de force en juillet 1859, dans des conditions sur lesquelles nous allons revenir, l'une des *partidas* de la Faction comptait alors 1 700 hommes[13]. Sinon, l'on oscille le plus souvent entre une centaine et 600/800 hommes, comme c'est le cas au moment de la contre-offensive des forces gouvernementales en juillet 1858 après que la Faction ait attaqué San Francisco de Tiznados. À plusieurs reprises, par ailleurs, les autorités indiquent que ces forces factieuses sont nettement supérieures aux forces gouvernementales, voire qu'elles atteignent le triple de ces dernières, comme l'annonce, avec un certain désarroi, le *Jefe Político* du Canton Cura au gouverneur de sa province, en mars 1858[14].

Nous sommes donc bien au-dessus des chiffres avancés par S. Thompson dans sa volonté, certes louable (mais qui tend parfois à desservir la révision historiographique dont sa thèse est l'objet), de minimiser le caractère révolutionnaire de ces mouvements armés. De fait, ne prenant en compte que les *partidas* ou groupes d'hommes qui entourent ponctuellement les chefs de la Faction, il affirme, dans le cadre de son exposé sur le nombre de personnes qu'il faut pour démarrer une révolution, que la taille de la première résistance armée au régime du Général Castro, « dirigée par Zoilo Medrano, Donato Rodríguez et José de Jesús González (alias Agachado), oscille entre 10 et 200 » hommes[15]. Il indique ensuite, se fondant sur le *Boletín Oficial*[16], qu'en mai 1858 « Medrano n'avait avec lui pas plus de 10 à 12 hommes », qu'en juillet « les forces combinées de Medrano et de el Agachado étaient estimées à 200 » personnes et qu'en août, « il n'en avait plus que 15 ». Là encore, ces deux dernières données, qu'il reprend pourtant des deux dossiers d'archives consacrés à la Faction de la Sierra[17], sont partielles et, pour la dernière, ne reprennent pas l'information dans sa totalité puisque la source sur laquelle il se fonde parle de « quinze ou vingt hommes ».

Mais ces chiffres ne restituent que des abstractions et font écran avec les acteurs. Or, les sources dont nous disposions ont permis, certes à une petite échelle de représentativité, d'obtenir des informations plus qualitatives sur certains de ces acteurs anonymes, sur ces factieux de la Sierra. Informations que nous avons regroupées dans une base de données dénommée « Acteurs », visant à collecter le plus d'informations possibles sur les personnes nommément identifiées.

[13] Gobierno de Carabobo, Valencia, 6 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 657.
[14] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Sr Coronel Jefe de EMG de Ejercito Libertador, La Victoria, 23 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 531.
[15] Stephen F. Thompson, *The Federal Revolution in Venezuela, 1858-1863*, D. Phil Thesis, St. Antony's College, Oxford, 1983, f. 28-29.
[16] El *Boletín Oficial*, 20 de mayo de 1858.
[17] Respectivement AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 379 et AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 351.

Quel(s) portrait(s) les données ainsi recueillies nous permettent-elles de brosser ? En premier lieu quelques chiffres malgré tout.

Notons tout d'abord que ce sont quelque 655 personnes que nous avons pu ainsi identifier, qui ont fait partie pendant une heure ou plusieurs mois de la Faction de la Sierra. Nous sommes pour cela partie des noms inscrits sur les 13 listes de prisonniers qui figuraient, éparses, dans les deux *expedientes* et sur lesquelles étaient parfois mentionnées des informations sur les personnes incriminées[18] et où l'on retrouve également les *cabecillas* et les principaux personnages de la Faction. Nous y avons ajouté les noms retrouvés dans le reste des archives, parfois sous forme d'énumérations de suspects, dans le même temps que nous avons pu compléter parfois les informations sur les factieux ainsi listés.

Néanmoins, pour 29 de ces 655 personnes seulement, soit à peine plus de 4%, nous disposons finalement de données relativement précises. Cela est dû le plus souvent au fait qu'elles ont été l'objet d'un interrogatoire, en tant qu'accusées, suspectes ou témoins. C'est à cette occasion qu'elles ont eu à décliner leur identité et à livrer un certain nombre de renseignements les concernant : état civil, âge, profession, lieu de naissance et de résidence et, plus rarement, leur fonction dans la Faction. En outre, il était souvent mentionné leur niveau « d'instruction » avant la relecture et signature de leur déclaration. Dans certains cas, nous avons pu compléter les informations à travers des mentions de ces personnes dans le même procès ou ailleurs dans les archives. C'est le cas pour 12 d'entre elles. Pour les autres, c'est le plus souvent le degré d'instruction qui fait défaut.

Notons également que ces 655 personnes sont majoritairement des hommes. Nous n'avons, en effet, dénombré qu'une vingtaine de femmes, soit moins de 5 % du total. Qui plus est, une seule d'entre elles est l'objet d'un interrogatoire en tant que suspecte ; il s'agit de Maria Germana Pérez, que nous avons déjà croisée dans le chapitre précédent et que nous allons avoir l'occasion d'entendre à plusieurs reprises dans les pages qui suivent. Elle est plus âgée que la moyenne des personnes, puisqu'elle a 60 ans, elle est célibataire et elle ne sait pas signer. Elle déclare avoir pour métier celui de « faire et de vendre des confitures sèches »[19].

Concernant les 28 hommes, pour les 23 dont nous connaissons l'âge, ils ont en moyenne 35 ans, le plus jeune ayant 21 ans, les deux plus âgés 60, sachant qu'un homme dit ne pas connaître son âge mais qu'il est « âgé » et qu'un autre est uniquement qualifié de « jeune ». Parmi ceux pour lesquels nous disposons de cette information sur leur âge, signalons que cinq

[18] Cf. les listes de prisonniers en annexe. Y figurent, dans certains cas, la filiation, dans d'autres, le grade dans la Faction.
[19] Jefatura politica del Canton. Interrogatoire de Maria Germana, Pau, 19 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fols. 441v-442.

d'entre eux ne le connaissent pas avec exactitude. Outre l'homme « âgé » que nous venons de mentionner, c'est également le cas de Carmen Frosel, soldat factieux, marié, *labrador*[20], originaire de San Francisco de Tiznados, sachant lire et écrire, qui dit avoir « plus ou moins vingt-quatre ans »[21]. Paulino Barrios, marié, *labrador* lui aussi, résidant dans le Canton de El Pao, dit avoir « plus de trente ans »[22]. Domingo Galindo, également originaire de San Francisco de Tiznados, éleveur et *labrador*, a « soixante et quelques années »[23], tandis que la réponse du cinquième, parmi les plus âgés, également *labrador*, marié et originaire de San Francisco de Tiznados, sachant lire et écrire, ne laisse pas de surprendre puisqu'il avoue « ignorer son âge mais (…) qu'il doit avoir cinquante ans »[24]. Bien que ces incertitudes n'aient très vraisemblablement rien d'exceptionnel, tout particulièrement dans le monde rural, elles nous informent malgré tout sur une certaine fragilité sociale.

Professionnellement parlant, sur les 24 dont nous connaissons l'activité économique, onze sont *labradores*, sept journaliers, deux éleveurs de bétail (dont un qui déclare être également *labrador*), deux sont muletiers ; enfin, il y a un scieur, un rétameur et un agriculteur. Métiers liés au monde rural et à l'artisanat, qui embrasse un spectre social assez restreint. De fait, si le *labrador* fait partie de ces paysans propriétaires de ce qu'ils récoltent, faisant tout à la fois partie, ainsi que le signale J. C. Garavaglia pour le Rio de la Plata, de ce qu'il appelle les « petits producteurs indépendants »[25], tout en constituant « le dernier échelon de la vie paysanne », dès lors « qu'ils ne possèdent rien d'autre que les bras du groupe domestique et, le cas échéant, une paire de boeufs et quelques outils agricoles »[26]. En outre, au Venezuela, cette catégorie est assez fréquemment employée par souci de distinction sociale, précisément pour se différencier du péon qui touche un salaire, même si ces *labradores* sont parfois de simples métayers qui exploitent une parcelle.

La plupart de ces 24 hommes sont mariés (onze sur les douze pour lesquels l'information est fournie), le douzième déclarant être célibataire.

---

[20] Nous revenons plus loin sur le sens de ce terme.
[21] Interrogatoire de Carmen Frosel. EMD de Operaciones de Guárico y Apure. Al Sr Gobernador de la provincia del Guárico, San Francisco de Tiznados, 20 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 419.
[22] Jefatura Politica del Canton Pao, Pao, 1er juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 347.
[23] Interrogatoire de Domingo Galindo. Gobierno de Carabobo, Valencia, 27 août, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 447.
[24] Interrogatoire de Julian Silva. Comandancia militar de las operaciones de Tisnados, San Francisco de Tiznados, 12 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 415v.
[25] Il les classe en effet à deux reprises dans cette catégorie : aux chapitre VI et VII. Juan Carlos Garavaglia, *Les hommes de la pampa. Une histoire agraire de la campagne de Buenos Aires (1700-1800)*, Paris, Editions de l'EHESS/MSH, 2000, respectivement pp. 339-344 et pp. 376-382.
[26] *Ibid*. p. 376-377.

Concernant enfin leur niveau d'instruction, connu pour 21 personnes sur 29, plusieurs cas de figure sont à distinguer. En premier lieu, ceux qui savent lire et écrire. Ils ne sont que deux, le *labrador* Carmen Frosel âgé d'environ 24 ans et Pablo Acosta le rétameur, qui en a 46. À l'autre extrémité, se trouvent ceux qui ne savent ni lire, ni écrire. Ils sont cinq, tous *labradores*, à savoir Luis Frosel, 21 ans, Ramón Baldonado, 28 ans, Julián Silva, José Jesús Figueroa et Juan Breto, 41 ans. Un homme dit savoir lire, mais pas écrire ; il s'agit de Miguel Sánchez, âgé de 27 ans. Il y a ceux qui « ne signent pas, parce qu'ils ne savent pas ». Ils sont dix dans ce cas, y compris María Germana Pérez : Pedro Francisco Pérez, 60 ans ; Felipe Lira, 40 ans ; Francisco Borrego, 24 ans ; José Borrego, 24 ans également ; Roque Castillo, Rosalio Padilla, 29 ans ; Ildefonso Luna, 22 ans ; José de Jesús Roa, Ramón Requena, 57 ans et Maximiano Díaz, 25 ans. Finalement il y quatre personnes qui signent leur déposition sans autres précisions. Ce sont José Y. de los Rios, l'homme âgé ; Clemente Morloi, 25 ans ; José Almerida, 30 ans et Domingo Galindo d'une soixantaine d'années. Ces données, encore une fois peu significatives en raison du caractère réduit de l'échantillon, sont relativement cohérentes avec la situation de l'instruction primaire qui ne cesse de se dégrader d'ailleurs puisque F. González Guinán parle pour cette période des années 1850, d'une instruction « en décadence » et de la diminution du nombre d'écoles[27].

Pour la grande majorité de ces 655 personnes, on a pu connaître leur fonction dans la Faction. C'est ainsi que 42 hommes sont enregistrés en tant que « chef factieux » sans autre précision de grade. Parmi les « gradés », nous comptons ceux qui ont des grades d'officiers, à savoir deux en tant que « Général » (dont Juan Antonio Sotillo qui est le chef d'une autre Faction), quatre en tant que « colonels », quatre également comme « comandants ». 17 individus ont le grade de « Capitaine », et six celui de « Lieutenants ». Pour le reste, trois sont « Alferez » (équivalent de sous-lieutenant), 10 « Sergents », quatre sont enregistrés comme « caporaux » et 121 en tant que « soldats ». Pour les autres, ils sont soit qualifiés de « factieux », ou classés parmi les suspects (34, dont quatre fonctionnaires) ou les témoins plus ou moins suspectés de complicité (49 au total). Parmi ces gradés, nous retrouvons bien sûr certaines des *cabecillas* mentionnées plus haut.

Ce tableau des « personnages » de la Faction est certes bien fragmentaire tant les données complètes ne concernent qu'un petit échantillon. Il permet malgré tout de se faire une idée du

[27] Francisco González Guinán, *Historia contemporánea de Venezuela*, Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República de Venezuela, 1954, volume V, p. 150. Cf. également *supra*, chapitre 2.

profil de ces acteurs et de leur donneur plus d'épaisseur, constituant autant de pièces supplémentaires de ce puzzle lacunaire.

En outre, bien que nous n'ayons que peu de données relatives à l'histoire personnelle de ces personnes, antérieure à l'avènement de la Faction, et à leur propre participation à celle-ci, au fil des témoignages, des bribes de leur existence sont parfois mentionnées qui constituent autant de récits de vie, quoique fragmentaires. C'est ainsi notamment que nous pouvons esquisser certains liens, ténus cela va de soi, avec les personnes qui se sont engagées dans le soulèvement de 1846 et qui, nous l'avons vu, s'est déployé en grande partie dans les mêmes zones que la Faction de la Sierra. C'est ainsi, par exemple, que quatre des 34 hommes à la tête d'une faction ou d'une *partida* appelés par Ezequiel Zamora en septembre 1846 à incorporer l'Ejército del Pueblo Soberano, figurent parmi les factieux de la Sierra. Il s'agit de Juan Martínez, chef de *partida* à Tucupido, Pedro Rodríguez qui l'est sur Chaguaramas, de Pedro Pérez et de Juan (*Juanicote*) Aponte, tous deux chefs d'une guérilla dans les Llanos de El Calvario, Guardatinajas, Chaguaramas, Los Angeles et Parapara. Ces hommes sont, au sein de la Faction de la Sierra, de simples soldats. En outre, sur ces 34 patronymes, seuls six sont absents des factieux de la Sierra[28].

Enfin, nous avons réuni un certain nombre de données concernant ce que nous avons appelé la « filiation », dès lors que certaines personnes impliquées dans la Faction ont entre elles des liens de famille. Ces informations étaient livrées au fil des interrogatoires, ou alors elles figuraient, dans de nombreux cas d'ailleurs, sur les listes de personnes arrêtées, à côté de leur nom[29]. C'est ainsi que nous avons constaté que de petits groupes familiaux avaient intégré la Faction. C'est le cas notamment de Juan Alvarez et de son fils, tous deux chefs factieux. Parmi ces petits groupes familiaux, il y a également Exequiel Breto, chef factieux et son fils Eustaquio, enregistré comme « factieux » ; Felipe Carruido, lieutenant de l'escadron du Commandant Maldonado qui a uni ses forces à celles Donato Rodríguez, et de ses quatre fils naturels, Zeferino, Federico, José et Agapito Castillo, tous considérés comme factieux[30], qui figure d'ailleurs avec seulement trois fils mentionnés sur la liste des *vecinos* de Chirgua qui, en août 1858, ont soutenu et accompagné Donato Rodríguez dans son projet d'entrer dans

[28] Ces informations sur les chefs de factions et partidas intégrés en septembre 1846 par Zamora sont tirées de Brito Figueroa, Federico, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, Caracas, Ediciones Centauro, 1975, p. 122-123.
[29] Voir les listes de prisonniers présentées en annexe.
[30] Interrogatoire de Ramon Requena. Jefetura política del canton, Ortiz, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 264-264v.

la ville de Parapara[31]. Mais il y a également les trois frères Gil, Felipe (soldat), Ramón (factieux) et Juanito « qui a marché aux côtés de Agachado » avant de déserter[32], les trois fils du Commandant Lino Salvador Linares, Fidel, León et Nenrecio. José de la Luz Bravo (chef factieux) est pour sa part le père d'Eduardo et de José Bertran, simples factieux. Cleto Monagas (sergent) est lui le fils de Ygnacio Monagas et le frère de Faustino, tous trois considérés, lors de leur arrestation avec un grand nombre d'autres en septembre 1858 dans la Sierra, comme des chefs de file de la Faction[33]. Deux autre Monagas officient dans la Faction : Hermenejildo Monagas et le *cabecilla* déjà cité, Juan Bartolo Monagas, appréhendé fin septembre par les forces de Barraguan, Commandant[34] puis Capitaine[35]. Il convient également de mentionner les frères Salazar, ainsi qu'un certain « Ramon Morillo et les deux frères » qui sont au nombre des factieux accusés d'être parmi ceux qui sont entrés dans Güigüe en juillet 1858[36] ; les Galindo qui font partie des factieux « qui se sont présentés à San Francisco de Tisnados » en août et qui sont au nombre de trois, même si la filiation n'est avérée que pour les deux derniers, puisqu'il est dit que ce sont entre autres présentés « le dénommé grand Capitaine Domingo Galindo, le Capitaine Merced Galindo et un fils à lui »[37].

Nous avons aussi répertorié un certain Francisco Mota (soldat) et son père Francisco ; un Santiago Ovalles et son fils Yndalario, Carmelo et Custodio Péres, fils de Pedro Francisco, également cités par Ramón Requena lors de son interrogatoire en tant que suspect dans le cadre de l'enquête sur la conspiration des *vecinos* de Parapara et Paya Arriba qui a eu lieu le 28 août 1858, en soutien au projet des trois chefs de la Faction d'occuper Oriz[38].

Parfois, ces groupes familiaux sont bien plus conséquents et, là encore, l'histoire de leur engagement s'inscrit selon toute évidence dans la plus longue durée dès lors que l'un des

---

[31] *Jefe Político* del Canton San Sebastian qui en réfère au Gobierno Superior Político, qui transmet au Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 405.

[32] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 28 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 315. Il ajoute toutefois qu'à cette date « les dénommés Ramon et Felipe ne songent pas à la faction, mais je n'ai pas pu savoir où ils sont ». *Ibid*, fol. 315v.

[33] *Despacho*, Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 21 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 430.

[34] Comandancia de armas y operaciones de los cantones de San Carlos y Tinaco. Al Al Sor Coronel Jefe de EMGral, San Carlos, 23 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 297.

[35] Juan F. Alba, *Relación de los individuos que se encuentran presos en la carcel publica de esta ciudad, por haber pertenecido a la faccion que capitaneo en Agosto último José Jesus Gonzales alias Agachado, en el lugar de Barraguan jurisdiccion de este Canton*, San Carlos, 21 mars 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLI, fol. 329.

[36] Interrogatoire de Ynocencio Granadillo. Parroquia de Güigüe, Güigüe, 27 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 394.

[37] Jefatura de operaciones. Al Sr General Jefe de EMG del Ejercito Libertador, San Juan de los Morros, 18 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 348v.

[38] Interrogatoire de Ramon Requena. Jefetura política del canton, Ortiz, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 264v.

leurs est un libéral ayant occupé des fonctions officielles en tant que telles dès le début des années 40. C'est en particulier le cas des Arteaga qui constituent un groupe de dix hommes, dont Napoleón Sebastián Arteaga, libéral originaire de Barinas, proche de Antonio Leocadio Guzmán, rédacteur du journal libéral *El Barinés* (1845), qui fut gouverneur de sa province en 1848, avant d'être destitué l'année suivante, entre autres pour différends politiques avec le gouvernement de José Tadeo Monagas, mais restitué dans ses fonctions, en 1851, par José Gregorio. Les autres membres de ce groupe familial sont pour la plupart arrêtés en avril 1858 (c'est le cas de Pedro, Vital, de Benigno et de son fils Candelario, Blas s'étant enfui à cette occasion). Quant à Ysidro Arteaga, il fait partie, en mai, des personnes appartenant à la faction Agachado qui sont soumises à un jugement au Tribunal de 1ère Instance du Premier Circuit de Carabobo »[39], avant d'être amnistié dans la cadre du Décret de juin de la même année[40]. Rufino Arteaga pour sa part figure sur la « liste des individus qui accompagnent le *cabecilla* Fabian Ribas », tandis que Felipe parvient à s'échapper lors de la grande offensive des forces gouvernementales fin juillet, aux côtés de Ysidro Medrano (frère de Zoilo) ; ils sont considérés « tous les deux comme des *cabecillas* »[41].

Notons également que de nombreuses personnes portent le même nom de famille, sans que pour autant nous ayons pu établir de liens de parenté entre eux. Les Breto en sont à cet égard un bon exemple puisque nous en avons identifié neuf, tous considérés comme factieux, dont Exequiel et son fils déjà mentionnés. Il y a en effet Francisco Breto, Policarpo Breto, Feliz Breto, José Francisco Breto, originaire de Camora dans la juridiction de El Pao et considéré comme un Soldat de la Faction si l'on en croit une liste de suspects dressée en mars 1859[42], Simon Breto, Juan Breto pour lequel nous disposons d'informations plus précises dès lors que cet homme, originaire de San Francisco de Tiznados, marié, âgé de 41 ans, analphabète et *labrador* de son état, est soumis, à la mi-août 1858, à un interrogatoire en tant que suspect[43], et de la factieuse Merced Breto. On peut également mentionner les Betancourt (6 personnes),

[39] *Lista de los individuos pertenecientes a la faccion Agachado que estan sometidos a juicio en el Tribunal de 1a Instancia del Primer Circuito de Carabobo*, Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo. Al Sr Secretario de E en los DD de Interior y Justicia, Valencia, 24 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 324. Nous revenons sur ce procès dans le chapitre 6.

[40] Lista de los individuos favorecidos por el Decreto de indulto que espidio el Gobierno con fecha dos del corriente. Gobierno Superior Político de la provincia de Carabobo, Valencia, 12 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 332.

[41] Gobierno Político del Canton. al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Ortiz, 25 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 382.

[42] Juan F. Alba*, Relación de los individuos que se encuentran presos en la carcel publica de esta ciudad, por haber pertenecido a la faccion que capitaneo en Agosto último José Jesus Gonzales alias Agachado, en el lugar de Barraguan jurisdiccion de este Canton*, San Carlos, 21 mars 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLI, fol. 329v.

[43] Interrogatoire de Juan Breto. Comandancia militar de las operaciones de Tisnados. Al Señor Gobernador de la Provincia del Guarico, San Francisco, 17 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 417.

qui figurent tous en tant que factieux « ordinaires », actifs dans la province de Cojedes et qui figurent sur plusieurs listes de suspects. Nous allons les « retrouver » d'ici peu.

### 2. Les ressorts de l'engagement

Comment les factieux, ou supposés tels, se positionnent-ils par rapport au contexte politique et que livrent-ils à propos des raisons de l'existence de la Faction, le plus souvent donc dans le cadre d'un interrogatoire ?

C'est dans cette perspective que nous nous sommes efforcée de distinguer ce qui est énoncé par les personnes suspectes et les membres plus avérés de la Faction. Personnes suspectes soit aux yeux des autorités qui prennent leur déposition, soit parce qu'elles se dérobent lors de l'interrogatoire sans que nous disposions d'éléments pour infirmer ou confirmer leur participation effective et volontaire dans la Faction.

Bien sûr là encore, différentes strates d'énonciation sont à distinguer, qui constituent autant de raisons d'engagement au sens très large du terme. Des mobiles politiques il y en eut, mais il y eut également bien d'autres raisons d'être présent dans les rangs de la Faction de la Sierra, pendant un an, des mois, mais aussi parfois seulement quelques jours ou quelques heures, et dans bien des cas à son corps défendant.

Récits des uns et des autres qui permettent tout à la fois de mettre à jour le politique, mais aussi de percer les secrets de certaines présences dans la Faction qui, tout en relevant de motivations à première vue éloignées de l'engagement « politique », n'en n'est pas moins liée à l'incrustation des acteurs dans le paysage politique de leur temps. L'énonciation, ne serait-ce que par son apparent décalage avec les attentes de ceux qui l'interrogent, mais aussi grâce à l'attention de l'historien qui en scrute les traces, est elle même, non pas tant engagement mais, participation à, réception de l'événement que constitue cette Faction de la Sierra. Cette participation « ouvre un temps des possibles, offert à l'inventivité des acteurs en présence », dans le même temps qu'elle constitue un « moment de mise en relation »[44] nécessaire, voire obligée dans bien des cas. Or, cette parole est d'autant plus « captive », pour prendre l'expression forgée par Fr. Chauvaud dans un article qui fait date sur la question[45], qu'ils sont ici aussi obligés de se prononcer sur le « pourquoi » de l'existence de la Faction, puisque c'est une des questions qui leur est systématiquement posée, après celle concernant l'identité. Dans

[44] Pascale Goetschel ; Christophe Granger, « Faire l'événement, un enjeu des sociétés contemporaines », *Sociétés & Représentations. Dossier Faire l'événement*, n° 12, décembre 2011, p. 14.
[45] Frédéric Chauvaud, « La parole captive. L'interrogatoire judiciaire au XIXe siècle », *Histoire et archives*, n° 1, janvier-juin 1997, Paris, Champion, 1997, pp. 33-60.

le cas de Pablo Acosta, son interrogatoire est même uniquement motivé par la volonté « de découvrir les tendances de la révolution à la tête de laquelle se trouvent Zoilo Medrano et Jesus Gonzales, alias Agachado et les complices de celle-ci »[46].

De même, lorsque les personnes soumises à interrogatoire parlent des motivations supposées être à l'origine de l'engagement, elles le font en disant rendre compte de ce qu'elles ont entendu ou de ce que leur a dit une personne revendiquant appartenir à la Faction, mais dont nous n'entendons quasiment jamais le témoignage direct… Nous ne disposons donc que de quelques bribes, de quelques indices. C'est ainsi que Eugenio Gonzales, trente ans, journalier, originaire de « San Juan, juridiction de Coro » est arrêté fin juillet 1858, de nuit, car il n'avait pas de passeport. Il est aussitôt dit qu'il appartient à la Faction. Emprisonné, il est immédiatement l'objet d'un interrogatoire assez long. On lui demande, entre autres, de dire « pourquoi se battent ces individus » ; ce à quoi il répond, sans autre précision : « pour Monagas »[47]. Et il n'en sera plus question dans le reste de l'interrogatoire.

Les propos tenus lors de son interrogatoire par Ynocencio Granadillo, journalier chez un certain José Berruejo, *vecino* de Guacamalla, dans la juridiction de Magdaleno, sont un bon exemple du caractère parcimonieux des informations livrées sur ce sujet. Cet homme a été « capturé » à Güigüe par « un groupe de citoyens » qui l'ont trouvé blessé à l'entrée d'une hacienda, après que la Faction ait « envahi le village (…) la veille à l'aube ». Suspect bien qu'il s'en défende, il affirme malgré tout, à propos des actions qu'il impute à « Gregorio Brea, qui se proclamait Lieutenant avec un petit groupe d'hommes armés » que :

> « (…) après [avoir saccagé Güigüe] ils continueraient jusqu'à Magdaleno et Villa de Cura pour s'unir aux forces de Agachado qui avait un homme et une femme blessés et qu'il était nécessaire de défendre la liberté, parce qu'ils voulaient les faire esclaves : qu'ils poussaient des vivats à Monagas[48] qui était celui qui leur avait donné la liberté (…). »[49]

Deux éléments récurrents affleurent dans ces témoignages, la liberté acquise pour les esclaves, comme dans la déposition précédente, ainsi que le soutien à l'un des Monagas, aux Monagas ou à leur « dynastie », et à leurs « principes » sans qu'il ne soit d'ailleurs jamais vraiment précisé lesquels. Certains avouent même les ignorer, comme c'est le cas de Miguel

[46] Gobierno de la provincia, Calabozo, 27 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 413.
[47] Comandancia de Armas de la Plaza. Al Gefe político del Canton, 25 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 390v.
[48] Il est ici fait référence à José Gregorio Monagas qui abolit l'esclavage en 1854, alors qu'il occupe la présidence de la République.
[49] Interrogatoire de Ynocencio Granadillo. Parroquia de Güigüe, Güigüe, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 393.

Sanchez, sergent factieux de 27 ans interrogé en août 1858 à San Francisco de Tiznados[50]. Un homme, interrogé lui aussi en août et qui le sera de nouveau en octobre, affirme que selon ce que disaient les factieux, ils avaient dans la zone de Manuare et dans tout le bas-llano de « nombreuses personnes attachées à leur cause », mais que leur unique objectif finalement, était « d'envahir le village de Magdaleno et de là de se rendre dans cette ville ou à Valencia, sans autre but, je suppose, que de voler »[51].

Une seule fois par contre, un suspect, Florencio Mendoza, affirme, bien laconiquement néanmoins, que les factieux « acclamaient (…) les Monagas et Guzmán »[52], en référence bien sûr au fondateur du parti libéral, accusé d'avoir, par sa presse enflammée, contribué à mettre les campagnes en ébullition en 1846[53].

À l'inverse, certaines arrestations *in situ* sont l'occasion de propos plus directs, comme dans le cas de ces onze individus appréhendés fin août dans la paroisse de Parapara après que l'on ait appris que s'y réunissaient « diverses *partidas* avec l'objectif d'augmenter les troupes des tenaces bandits Nonato Rodriguez et Soilo Medrano ». Or, ils « confessent qu'ils ont été convoqués de la part de Rodriguez et Medrano pour soutenir Monagas qui occupait la présidence de la République »[54], la précision de la fonction de Monagas nous renseignant tout à la fois sur la façon dont s'expriment les chefs pour convaincre les *vecinos* de les suivre et sur le rapport au politique de ces derniers à qui il a peut-être fallu rappeler cette fonction.

Julián Silva est pour sa part interrogé dans le cadre d'une série d'interrogatoires de factieux de la Sierra réalisés durant ce même mois d'août dans la province du Guárico. Il affirme, en réponse à l'une des questions qui lui sont posées (très dirigée comme toujours), « qu'ils acclamaient les Généraux José Tadeo et José Gregorio Monagas et les principes [défendus] par ceux-ci »[55]. Affirmations que l'on retrouve d'ailleurs, à quelques nuances près, dans la bouche de plusieurs factieux interrogés au même moment.

Un autre homme, un certain « José Alsaque qui selon les informations obtenues vit dans la juridiction de Tocuyito »[56], et dont les propos sont rapportés cette fois par un *vecino* de San

[50] Comandancia militar de las operaciones de Tisnados, San Francisco de Tisnados, 12 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 418.
[51] Déclaration de Rosalio Padilla. Jefatura política del Canton, Cura, 2 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 438-438v.
[52] Jefatura politica del Canton, el Pao, 23 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 387.
[53] Cf. supra Chapitre 2. Nous y revenons également plus loin dans ce chapitre.
[54] « Ultimos acontecimientos de este Canton », Gudiez, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 407-407v.
[55] Comandancia militar de las operaciones de Tisnados, San Francisco de Tiznados, 12 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 415v-416.
[56] Gobierno de Carabobo. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 29 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 608.

Francisco de Tiznados, parle lui de la « contre-révolution » qui serait sur le point d'éclater à l'initiative notamment « des chefs de file Medrano et Agachado »[57]. Par contre, point de référence, dans la bouche des suspects les plus plausibles, à la Fédération et à Zamora comme le dénoncent en cette fin 1858/début 1859 nombre de plaignants[58].

Et les chefs, que nous livrent-ils sur les raisons de leur engagement armé ? Bien peu de choses eux aussi, d'autant qu'ils ne sont, bien curieusement d'ailleurs, jamais l'objet d'un interrogatoire...

Dans une lettre que Donato Rodríguez adresse au Général Nicolás Silva, très précieuse dans la mesure où elle constitue l'un des rares récits directs d'un des membres de la Faction, et non des moindres, un petit indice se glisse entre les lignes. Ce courrier est au départ motivé par une tentative de négociation qui lui est proposée, dans la première quinzaine d'avril 1858, par les autorités militaires[59]. Relatant les préjudices qu'il dit avoir subis et les atteintes portées à ses biens, Donato Rodríguez indique alors, de façon sibylline, à propos des terres qu'il possède :

> « Mon Général, ce que je possédais je ne l'ai pas volé, pas plus que ce ne sont les Monagas qui me l'ont donné, mais mon travail personnel (…). »[60]

Bien sûr, il n'y a dans ces paroles aucune mention directement liée à la raison d'être de la Faction. Toutefois, l'affiliation politique est posée dans la mesure où Rodríguez sait pertinemment ce qui est reproché aux Monagas en termes d'usurpation de terres, qui plus est souvent au profit de leurs affidés. Sachant également connue sa proximité avec lui et sa famille, c'est comme s'il se sentait dans l'obligation de prendre ses distances, malgré son soutien au président déchu. En août, c'est El Agachado qui semble avoir pris la plume, si l'on en croit les propos du Colonel Julián Ramos, puisque nous n'avons pas retrouvé cette lettre dans les archives. Il rapporte en effet qu'il aurait écrit une lettre au colonel Carlos Blanco, depuis un « lieu nommé Agua Berde » sur les rives du fleuve Tinaco où il se trouvait alors, « l'invitant à l'aider à ce que lui appelle la cause de Régénération qu'il soutient (…) »[61].

Voici le bien maigre butin constitué à partir des archives consultées. Il aurait pu exister un dernier opus dans cette prise de parole des chefs de file de la Faction, dès lors que leurs auteurs constituent une pièce maîtresse de l'écheveau des complicités qui se nouent autour de

[57] *Ibid*, fol. 608.
[58] Voir supra, chapitre 4.
[59] Cf. infra chapitre 6.
[60] Pirital, 12 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 510v.
[61] Jefatura de operaciones. Al Sor Comandante de Armas de Carabobo, San Juan de los Morros, 21 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 352.

cette Faction, mais dans leurs écrits rien ne nous est livré non plus quant aux objectifs qui sont les leurs. Gardons le suspens encore un peu, nous ne tarderons pas à les rencontrer en effet.

Mais, au-delà du « pourquoi ? », c'est sur le « comment ? » que nous devons à présent faire porter notre attention.

### 3. Les formes bigarrées de la mobilisation

Le postulat des autorités, cohérent avec leur « vision » de la Faction, est qu'elle ne peut exister que grâce à de massifs enrôlements forcés. C'est pour cette raison d'ailleurs que l'État Major de la province de Calabozo affirme, fin mars, « qu'il n'est pas possible que la faction dure beaucoup de jours » non seulement parce qu'elle est mal armée, mais surtout parce que la « plupart des hommes sont réfractaires dès lors qu'ils accompagnent la faction par la force »[62]. Le terrain est d'autant plus miné que les autorités non seulement ne veulent pas croire en la dimension politique de la Faction, ou ne veulent pas la voir, mais en parlent également de façon parfois assez moqueuse, au début tout au moins, à l'instar des propos tenus par le commandant de l'un des escadrons œuvrant dans la province du Guárico :

> « Le caractère connu des chefs, l'insignifiance de la *partida* et d'autres circonstances liées à tout ceci, m'amènent à supposer qu'il s'agit davantage de feignants que de partisans, et qu'ils fuient plus pour ne pas servir que pour (…) soutenir qui que ce soit. »[63]

Il en vient même à considérer que Medrano ne peut compter que sur « douze compagnons à peine » qu'il a réussi à recruter mais qui, promptement ajoute-t-il, seront arrêtés par les autorités[64]. Les autorités demeurent convaincues que les chefs ne peuvent parvenir à « alimenter » leurs différentes *partidas* autrement que par des recrutements forcés. Le Général en chef des opérations sur la zone de San Francisco de Tiznados le rappelle avec force aux autorités centrales en août 1858, alors qu'il tente de dresser un bilan de la « déroute » des factieux lors de la grande offensive lancée à leur encontre un mois auparavant :

> « (…) le Général en chef des opérations me charge de vous soumettre un point qui, selon lui, mérite attention. Comme cet EMG le sait, la faction de la Sierra est arrivée à compter plus de mille hommes, la plupart d'entre eux emmenés par la force. »[65]

---

[62] Estado Mayor Divisionario. Al Sr Jefe de Estado mayor Telesoro Ledesma, Calabozo, 26 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 551v.
[63] Pedro Rodriguez, comandante del 1er escuadrón del Guayabal. Al Gobierno Superior Político de la Provincia del Guarico, Calabozo, 18 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 309-309v.
[64] *Ibid*., fol. 309v.
[65] Al Sr Coronel Jefe del EMG del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 25 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 358.

Il n'en demeure pas moins qu'il existe un fort contraste entre, d'une part, les mobiles qui leur sont prêtés (forts peu politiques), l'image qu'on en donne (des bandits et des hors la loi), le caractère supposément forcé des engagements de ses membres et, d'autre part, l'importance numérique et la durée de vie de cette Faction, ainsi que la difficulté à mettre fin à ses agissements. Il convient donc dans un premier temps de s'intéresser aux modalités qui président à son existence. Comment les nombreuses *partidas* qui la composent, qui se font et se défont en fonction des nécessités du moment et des rapports de force, peuvent-elles atteindre des effectifs aussi élevés ? Commençons notre cheminement par l'examen des stratégies d'enrôlement que nous avons pu repérer.

*a) Enrôlements forcés et engagements contraints*

De contrainte et d'engagements forcés il est en effet très souvent question dans la bouche des différents acteurs interrogés ou dans les paroles qu'on leur prête. Cherchant à « voir de près l'état de la faction » qui se trouve alors dans la zone de Los Tiznados, l'État-major en charge des opérations dans les provinces d'Aragua, Guárico et Apure échoue à obtenir des informations fiables sur l'endroit où ils se trouvent, les hommes rencontrés en chemin éludant les questions par un « je ne sais pas », il conclut en ces termes :

> « (…) SSa a fini par en conclure que l'on devait parcourir tous ces lieux, pour faire la découverte espérée, mais aussi pour voir si grâce à la persuasion il était possible que la multitude d'hommes qui se trouvent cachés dans la Sierra sans vouloir se présenter par peur qu'on leur inflige une quelconque punition pour avoir accompagné les factieux, peut-être involontairement, comme ils le disent eux-mêmes, finissent par le faire. »[66]

Car de fait, la contrainte n'est jamais bien loin comme cela se produit en août 1858. Le juge de paix de la paroisse de San Francisco de Cara rapporte alors au *Jefe Político* de sa province que le factieux Pablo Mota est entré à Santa Ana, dans cette juridiction, « avec une *partida* de troupe d'infanterie, recrutant des hommes de gré ou de force » avec pour objectif d'attaquer cette paroisse la nuit suivante[67].

Mais de quelle façon les factieux ont-ils procédé, concrètement, pour parvenir à leurs fins ? Tenter de démêler les fils des différentes formes d'enrôlement n'est pas chose aisée, tant elles sont protéiformes et tant est ténue l'information livrée et surtout sujette à caution dès lors que le fait d'affirmer avoir été enrôlé de force, peut permettre d'échapper à la justice. En outre, il convient de distinguer les logiques d'enrôlements individuels et celles qui sont plus

[66] EM de la Division de operaciones de las provincias d'Aragua, Guárico y Apure. Al Señor Coronel Jefe de EMGral del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 13 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 487.

[67] Gobierno superior politico de la Provincia. Al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 28 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 398.

collectives notamment, comme nous allons le voir, lorsque ce sont des communautés, voire des hameaux ou des villages entiers qui sont concernés.

Que cet enrôlement soit forcé, volontaire, dû au hasard, qu'il obéisse à une logique clientélaire ou qu'il soit davantage lié à des liens de parenté, ces « motivations » sont énoncées très souvent sous une autre forme de contrainte, celle de l'interrogatoire, ou au détour d'une déposition, et plus rarement lors d'une plainte délibérée auprès d'une autorité. De façon cohérente avec ce que nous avons vu, lorsque les premiers interrogatoires ont lieu, les questions relatives à l'engagement dans la Faction sont très orientées dans leur contenu et dans leur formulation, dès lors qu'elles le posent pour acquis et en induisent la nature. Elle se présente en effet le plus souvent sous la forme suivante : « Quels ont été les motifs que vous avez eus pour aller dans la faction de… » ; « Qui vous a contraint ? »

Les mésaventures arrivées à Paulino Barrios sont assez révélatrices de ce que nombre de personnes dont nous avons retrouvé le témoignage ont dû vivre. Originaire de El Pao, ce paysan (*labrador*) d'une trentaine d'années, marié, raconte en effet que c'est alors qu'il marchait seul sur un chemin, pour se rendre chez un ami, fin juin 1858, qu'il a « rencontré » sur sa route « une *partida* de cinq hommes commandés par quelqu'un qui portait le titre de Capitaine Lopez » qui lui a ordonné de le suivre. Refusant de se plier à cette injonction, il indique « qu'ils le forcèrent, qu'ils étaient armés et qu'il fut obligé de les suivre ». Il poursuit son exposé des faits en racontant qu'il fut ensuite conduit jusqu'à la maison d'un certain Simón Breto, considéré comme l'un des « capitaines » de la Faction[68], où se tenait, sous ses ordres, « une grande réunion de factieux (…) appartenant à la faction de Zoilo Medrano ». Après qu'ils eurent dîné, poursuit-il, « ils sont partis, vers les deux heures du matin pour Potrerito, chez Dionisio Yovera, dans la juridiction de Tiznados, et c'est là qu'ils ont rencontré Medrano et Jesus Agachado (…) ». Il dit avoir réussi à « déserter » en compagnie d'un autre homme alors que la *partida* était composée d'environ 200 individus[69].

Ce type de péripéties se retrouve à de nombreuses reprises dans les témoignages et les interrogatoires. Le plus souvent en effet, les personnes interrogées racontent que c'est « en chemin », à l'occasion d'une visite à un proche qu'ils ont eu, bien malgré eux, maille à partir avec des factieux. Le contenu de l'interrogatoire de Florencio Mendoza, journalier de 24 ans, originaire de San Francisco de Tiznados, est de ce point de vue doublement instructif. En

[68] Si l'on en croit les propos tenus par un homme, Florencio Mendoza, interrogé après le grand assaut mené à l'encontre de la faction quelques jours plus tard, à qui l'on demande de livrer le nom « des chefs qui figurent dans la faction ». Jefatura politica del Canton, El Pao, 23 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 386v.

[69] Jefatura Politica del Canton Pao, El Pao, 1er juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 347.

effet, il constitue non seulement un indice supplémentaire sur la façon dont certaines personnes sont enrôlées de force, dans le même temps qu'il permet de mieux appréhender comment, par ce biais, se constitue une *partida*, au fil des déplacements du groupe armé.

> « (…) le 26 juin dernier, aux environs de midi, l'exposant venant, avec un voisin, de la maison de Monsieur Juan Francisco Nuñes, il vit apparaître une *partida* de Agachado composée de quatre hommes à l'endroit appelé Carrisal, et qu'ils l'obligèrent à les suivre, le menaçant de le tuer s'il ne le faisait pas ; il les a donc suivis, et ils ont continué à se réunir avec différentes *partidas* à eux jusqu'à former un groupe d'environ 300 hommes, marchant ensuite vers San Francisco de Tisnados. »[70]

Plus rarement, cet enrôlement forcé se produit lors d'un déplacement sur l'un des nombreux cours d'eau, ainsi que le raconte Eugenio Gonzales lors de l'interrogatoire dont il est l'objet après qu'il ait été emprisonné. Il affirme en effet avoir déserté après « avoir été pris sur l'embarcation dans laquelle il se trouvait pour se rendre à El Pao, et avoir été incorporé dans les forces de Agachado »[71]. Pour d'autres encore, c'est alors qu'ils étaient en train de se déplacer dans le cadre de leurs activités, comme José de Jesus Roa déjà cité, « messager, porteur de la correspondance qui lui avait été donnée » à Valencia, qu'il devait apporter à Villa de Cura et qui fut selon ses dires intercepté, enfermé plusieurs jours puis enrôlé de force par cette *partida*[72]. Ce peut être aussi directement à leur domicile, comme avouent le redouter les *vecinos* de Tacasuruma dans la province de Carabobo[73] et comme cela se produit pour José Jesús Figueroa qui dit avoir « été avec Agachado et Zoilo pendant dix-huit jours », mais à son corps défendant puisqu'il répond à la question de savoir « s'il a été invité ou s'il s'est présenté volontairement au service de la faction », que « Julian Bolivar qui commandait une *partida*, l'a pris dans sa maison et l'a emmené dans la faction »[74]. Même si la façon familière dont il en parle laisse à penser qu'il existe une certaine familiarité avec les deux chefs de la Faction. Cette « invitation » peut également se produire en pleine activité quotidienne. C'est ce dont témoigne Ynocencio Granadillo, cet homme trouvé blessé à l'entrée d'une hacienda dans la paroisse de Güigüe. Voici en effet ce dont il rend compte lors de son interrogatoire :

> « (…) étant, le mardi 20 de ce mois, vers 3 heures de l'après-midi dans sa maison en train de râper un peu de manioc, est arrivé Gregorio Brea, se dénommant Lieutenant,

[70] Jefatura politica del Canton, el Pao, 23 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 386.
[71] Interrogatoire de Eugenio Gonzales. Comandancia de Armas de la Plaza, Puerto Cabello, 25 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 389v-390.
[72] Gobierno de Carabobo, Valencia, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 657.
[73] El Señor Comandante Jefe de Operaciones de La Sierra José Ceferino Avila. Al Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo (Carlos P. Calvo hijo), Valencia 28 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 315v.
[74] Interrogatoire de José Jesus Figueroa. Comandancia militar de las operaciones de Tisnados, San Francisco de Tisnados, 17 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 416.

> avec un groupe d'hommes armés qui lui ont intimé de venir avec eux à Pacaragua pour s'unir à une autre *partida* et aller ensuite sur Güigüe (…). »[75]

Ces premières pierres que nous venons de poser dessinent un cadre initial qui est donc bien celui d'un enrôlement contraint, avec toutes les incertitudes qui demeurent sur la « réalité » de ce constat.

Les recrutements collectifs sous contrainte sont également très fréquents. Le premier à en rendre compte est lui aussi postier et les mésaventures qui lui arrivent, le 16 juillet 1858, alors qu'il est en train de porter des plis dans la province voisine d'Aragua, sont l'occasion, sans que le lien entre les deux événements soit explicité, de recruter, pas uniquement par la force toutefois, des gens pour les factieux. Le *Jefe Político* de Ortiz en rend compte au gouverneur de la province du Guárico en ces termes :

> « (…) une *partida* d'hommes a attaqué sur le chemin et capturé le postier Pedro Manuel Borrego qui se rendait avec des plis, depuis ce canton, dans la province d'Aragua, lui prenant par conséquent son courrier, et tous les *vecinos* de cette juridiction qu'ils ont pu collecter, la plupart d'entre eux l'ayant fait de façon volontaire (…). »[76]

Nombreuses sont en effet les mentions d'hommes ou de *partidas* vus en train de « collecter des hommes » « sur ordres de leurs chefs », ainsi qu'en témoigne, début août 1858 lors de son interrogatoire, Rosalio Padilla, 29 ans, marié, *labrador*, originaire de Catance, dans la juridiction de Magdaleno[77]. Ces levées prennent plusieurs formes : il peut s'agir de groupes d'individus qui ont, là aussi, été surpris en chemin, dans les champs, dans une taverne. Mais ce peut être également dans un village suite à l'arrivée d'un envoyé des chefs de la Faction, comme cela se produit à plusieurs reprises. Nous en avons trouvé une mention en août 1858, dans la province d'Aragua, dans la paroisse de San Francisco. C'est un certain Luis Cabeza qui rend compte au juge de paix de ce qu'on lui a raconté à son arrivée dans la communauté de Santa Ana :

> « (…) venant du Canton Sombrero en direction de cette paroisse, en passant par la communauté de Sta Ana située dans cette même juridiction, aux alentours de dix heures du matin de ce jour, j'ai été informé par les *vecinos* de ce lieu, (…) et par plusieurs femmes que durant la nuit, vers neuf ou dix heures, Pablo Mota était entré dans ce village. Il venait du village de Parapara, avec une *partida* de troupe d'infanterie dont on ignore le nombre, recrutant des gens de gré ou de force, emmenant parmi ceux qu'ils ont collectés, Eduardo Mota, ligoté. Ils ont pris la

[75] Interrogatoire de Ynocencio Granadillo. Parroquia de Güigüe, Güigüe, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 393.
[76] Gobierno superior Político de la provincia del Guarico. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 20 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 377.
[77] Jefatura política del Canton, Cura, 2 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 438v.

direction de Sta Elena, propageant la nouvelle que cette nuit-même ils devaient faire l'assaut de cette paroisse. »[78]

C'est une nouvelle fois le cas fin décembre, dans cette même province. Le commissaire de police de La Vuelta raconte en effet que Medrano a dépêché « diverses commissions pour recruter des gens » et que l'une d'entre elles, « commandée par un certain Yginio Pérez (…) lui a ordonné de la part de Medrano et de Rivas de réunir toutes les personnes de sa juridiction et de les mettre à leur disposition »[79].

Mais ces recrutements forcés concernent bien d'autres « lieux » encore. C'est ainsi que José Antonio Ystillarte, propriétaire de la possession dénommée *Cachicamo* raconte à Pedro Abreu, *Jefe Político* du Canton Cura, qu'il a dû se cacher « en raison de l'arrivée d'une *partida* de six hommes qui avait pour objectif » de recruter des hommes et qui a réussi à « emmener les hommes qu'il y avait dans le *vecindario* »[80]. D'ailleurs, alors qu'il rapporte ce témoignage aux autorités supérieures, Pedro Abreu affirme que « voilà déjà cinq jours que la faction collecte des hommes dans la Sierra » et que ces faits ne font aucun doute dès lors qu'ils ont été confirmés par les déclarations des commissaires qu'il a envoyés sur place.

Début juillet 1859, c'est selon un procédé plus inhabituel que les factieux se « fournissent » en hommes. Si l'on en croit la dénonciation de Clodomiro Rodríguez, régisseur d'une hacienda dans la province de Carabobo, dans laquelle une *partida* de factieux est entrée pour se servir en hommes et en armes, celle-ci s'est « ensuite déplacée vers Pirapira, dans la maison du Commissaire Fernando Rojas, avec l'objectif de lui prendre le peu de gens qu'il avait recrutés pour le Gouvernement »[81].

Comme dans ce dernier cas, ce sont surtout les haciendas qui sont la cible de ce qui s'apparente parfois à de véritables rafles, qu'il s'agisse d'hommes, de femmes, voire de familles entières, comme en témoignent à de nombreuses reprises les propriétaires et régisseurs d'hacienda. C'est pour cette raison que Clemente Morloi, « *vecino* de Tocuyito, âgé de 25, agriculteur » résidant dans l'hacienda de San Pablo, vient, à 11 heures du matin en ce mois de juillet 1859, se présenter dans le bureau du Gouverneur de la province de Carabobo. Il souhaite en effet dénoncer ce qui s'est produit l'avant-veille au soir dans cette hacienda :

[78] EMD sobre la sierra, La Victoria, 31 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 375-375v.
[79] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 610-610v.
[80] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 612v-613.
[81] Dénonciation de Clodomiro Rodriguez. Gobierno de Carabobo, Valencia, 3 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 656.

> « (…) une *partida* d'hommes armés de tromblons, de lances et de fusils, menée par Carlos Oliveros (…) s'est emparée de toutes les montures, de toutes les bêtes et de toutes les armes qu'il y avait, amenant quelques péons et cinq familles ; et hier matin une autre *partida* est arrivée dans cette même hacienda (…) et ils ont emmené tous les péons et quelques rares éléments de guerre qui étaient restés. »[82]

Le plus souvent, comme ici, c'est de façon très neutre qu'il est rendu compte de ces rafles, sans aucun affect, donnant à envisager que, de part et d'autre, l'on place d'une certaine manière sur un même plan les armes, les animaux et les individus (hommes, femmes et parfois enfants), comme si ces derniers n'étaient finalement que des objets, un butin parmi d'autres. Rien ne transparaît en effet dans les missives émanant des autorités concernant un quelconque jugement de valeur, ni même une émotion, sur ces opérations, pas plus que sur les éventuelles violences exercées à cette occasion, alors qu'elles sont bien présentes dans les récits des témoins ou des victimes[83].

Quand ce ne sont pas les hommes, ce sont en effet les armes qui constituent l'objet de convoitise dans l'hacienda. C'est ce dont est victime Clodomiro Rodríguez dont nous avons déjà entendu le témoignage dans le chapitre précédent. Il raconte que la vingtaine de factieux, déjà bien armés, qui s'est présentée en pleine nuit dans l'hacienda dont il avait la charge, après avoir déjà en chemin « collecté des hommes et toutes sortes d'éléments de guerre », avait pour mission de « prendre les armes de feu »[84] qu'il y avait en ce lieu.

Les haciendas ne sont pas les seules cibles de ces opérations de recrutements ou de collectes forcés. Elles concernent également des hameaux, voire des villages entiers dont on tente de prendre les hommes vaillants, provoquant parfois leur fuite. C'est en tout cas le choix que fait Silvestre Bolívar, âgé de 35 ans, marié, *labrador* de son état, qui est appelé à comparaître à la *Jefatura* du Canton Cura devant le *Jefe Político*, Pedro Abreu. Cette comparution a lieu après que le commissaire de police de Guambra ait informé cette même *Jefatura*, le 5 juillet 1858, qu'il existait des rumeurs à propos de l'existence d'une *partida* factieuse à Sabana de Canuto et que « ces rumeurs circulent à l'initiative d'un certain Silvestre Bolivar qui dit avoir été pris par les factieux et qu'il est parvenu à s'en échapper »[85]. La *Jefatura* ordonne donc de le faire comparaître le jour suivant afin d'en savoir un peu plus sur cette bande factieuse. La première question qui lui est posée concerne la raison de sa présence à Guambra alors qu'il est domicilié à El Platillón dans la juridiction de San

[82] Gobierno de Carabobo, Valencia, 7 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 655.
[83] Que nous reprenons dans le chapitre 6 sur la violence.
[84] Dénonciation de Clodomiro Rodriguez. Gobierno de Carabobo, Valencia, 3 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 656.
[85] Despacho del Canton Cura. Comparución del Comisario de Policia, Cura, 5 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 351.

Francisco de Tiznados situé à plusieurs kilomètres de là. Voici sa réponse, qui nous en apprend beaucoup sur les sources d'informations :

> « (…) la raison de sa présence ici est en premier lieu [pour] s'échapper d'une *partida* factieuse qui se trouve à Canuto selon ce que lui a dit Monsieur Eusebio Plata, commandant du *campo volante* de los Tisnados et un frère à lui qui fait partie de ce même *campo volante* ; mais aussi part des informations officielles du Juge de San Francisco de Tisnados que lui a communiqué le même Plata ; en second lieu parce qu'il a également une petite propriété à Guambra où il souhaite s'établir maintenant avec sa famille. »[86]

Mais aussi sur l'utilisation de la rumeur comme « outil » de disculpation, puisqu'il ajoute en réponse à une question qui lui est posée sur ce qu'il sait concernant l'armement des factieux qu'il a « appris par des rumeurs que Agachado est descendu depuis los Naranjos avec deux cents hommes qu'il a réunis grâce à l'influence de Monsieur Pepe Eleiceaga (sic), que tout cela il le sait par ouï-dire, puisque comme il l'a dit il n'a pas vu la faction »[87]. On aurait donc connaissance des informations, parfois précises que l'on détient sur la Faction, uniquement par des rumeurs qui circulent, par des ouï-dire dont l'origine est par principe invérifiable. Dénégations de la part de Silvestre Bolivar qui sont d'autant plus sujettes à caution que si l'on en croit les propos du Commissaire de police de Guambra, c'est lui qui serait pourtant à l'origine de ces rumeurs[88]…

C'est ainsi que Sr José Antonio Ystillarte, « propriétaire du domaine de Cachimano », a dû « se cacher une journée entière après que se soit présentée une *partida* de six hommes avec l'objectif [de collecter des hommes dans la Sierra], et qu'elle a fini par réunir et emmener des hommes présents dans le *vecindario* »[89].

Ce qui arrive à Manuel Lombano, *vecino* del Cedral de Guambra, mérite attention car ce qu'il rapporte à la *Jefetura* du Canton Cura, en ce jour de Noël 1858, en fin d'après-midi, met en évidence que dans ces communautés restreintes les engagements sont peu ou prou connus. C'est alors qu'il revient d'une course en ville qu'il apprend ce dont il vient rendre compte :

> « (…) qu'en arrivant dans sa maison que Guadalupe Flores, un des individus de Guambra que l'on pense être impliqués dans la faction del Cartanal, l'avait cherché hier avec urgence pour lui dire de la part du Commissaire Juan Rodriguez, considéré

[86] Despacho del Canton Cura. Comparución de Silvestre Bolivar, Cura, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 351-351v.
[87] *Ibid*, fol. 351v.
[88] *Ibidem*, fol. 351. Nous revenos sur la fonction de ces rumeurs au chapitre 6.
[89] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, La Victoria, 30 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 612v-613.

> lui aussi comme suspect, qu'il lui réunisse les gens du lieu et les amène à Guambra aujourd'hui. »[90]

Visiblement bien informé des engagements des uns et des autres, il a immédiatement jugé que cette demande « n'avait pas une origine légale », et « décidé d'aviser les *vecinos* afin qu'ils se dispersent et qu'ils rendent difficile la réunion (…) »[91].

Certains hommes fuient, d'autres se cachent, d'autres encore disent avoir déserté de la Faction dès que l'occasion leur en a été donnée. Ces désertions se comptent par dizaines, même si, dans bien des cas, la lecture attentive de l'interrogatoire donne à penser que cette information joue une fonction de disculpation. C'est ce qui ressort notamment de l'interrogatoire de Eugenio Gonzales, journalier d'une trentaine d'années, originaire de « San Juan, juridiction de Coro ». Arrêté parce que sans passeport, il est dit que cet homme « était avec Medrano », qu'il « appartient à la faction de la Sierra » dans laquelle il est resté plusieurs jours et dont il connaît les différentes *partidas*, le nombre de ses membres et leur armement avec force détails. Pourtant, à la question de savoir la raison de sa désertion, il répond :

> « Parce qu'il a été pris sur l'embarcation avec laquelle il allait à el Pao, et incorporé (…) dans la force de Agachado. Quand avez-vous déserté et depuis quel lieu ? (…) il y a quinze ou vingt jours ; depuis le lieu-dit la Loma, profitant pour s'enfuir d'un échange de tirs qu'il y a eu à cet endroit avec les troupes du Gouvernement, et il a déserté en compagnie de nombreux [autres]. »[92]

La plupart du temps, ces désertions sont le fait d'hommes seuls qui attendent un moment d'inattention des factieux ou une échauffourée avec les troupes gouvernementales pour fuir. Parfois ils le font à deux ou trois et, de façon plus exceptionnelle, en groupe comme cela se produit au tout début de la formation de la Faction lorsque deux groupes différents de factieux font désertion et se présentent ensuite auprès des autorités militaires alors en poste dans la Sierra[93]. Ces désertions collectives se multiplient surtout à partir de la fin de l'année 1858, lorsque la Faction semble vivre ses dernières heures. C'est en tout cas ce que constate le gouverneur de la province du Guárico, Pedro Sanojo, qui déclare :

---

[90] Gefetura Política del Canton, n° 422. Cura, diciembre 25 de 1858. Transmis à Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, La Victoria, 26 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 603v.
[91] *Ibid*.
[92] Comandancia de Armas de la Plaza, Puerto Cabello, 25 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 389v-390.
[93] Comandancia de la columna de la Sierra d'Aragua. Al Señor General Nicolas Silva, Jefe de operaciones d'Apure, Guárico i Aragua, Ollita, 21 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 520.

> « J'ai la satisfaction de vous informer qu'à l'exception de la faction de la Sierra, qui existe toujours, malgré la désertion épouvantable dont elle souffre actuellement, le reste de la province demeure en paix (…). »[94]

Comme certains propos l'ont déjà donné à lire, ces recrutements forcés s'accompagnent souvent également de violences ou d'humiliations au moment de l'enrôlement, voire de menaces (de mort parfois) en cas de refus de les suivre, comme en fait la triste expérience Rito Flores au mois de mai, capturé avec d'autres par les factieux alors qu'ils se promenaient sur « chemins creux de Las Palmitas et de Apamates » dans le Canton de San Sebastián dans la province du Guárico, « abusé » et « menacé de mort »[95]. C'est ce qui arrive également, en le 26 juin 1858, à Florencio Mendoza qui, au sortir de la maison d'un voisin, a croisé le chemin « d'une *partida* de Agachado » composée de quatre hommes qui l'ont obligé « à les suivre, le menaçant de le tuer s'il ne le faisait pas »[96]. De même, en cet après-midi du 26 juillet 1858, un certain Jesús Bernal se présente devant le juge de paix de Magdaleno, dont nous ne saurons rien d'autre, « tout bouleversé ». Il fait le récit de ses mésaventures qui, dit-il, « se sont produites sur le chemin de la rivière, à un quart de lieue de la communauté » :

> « (…) alors que j'arrivais vers ma propriété j'ai rencontré en chemin une *partida* d'hommes armés qui le prirent et le maltraitèrent mais que par chance il a pu s'échapper car sinon ils allaient le tuer. »[97]

Les menaces de mort à l'encontre des proches de ceux que l'on veut enrôler sont également fréquentes. En août, dans le cadre d'une série d'interrogatoires menés par la *Comandancia militar de las operaciones* de Tiznados, dans la province du Guárico, on apprend que si un certain nombre d'individus se sont « mis dans des choses qui ne convenaient pas », c'est parce qu'on « les a menacés, s'ils ne venaient pas, d'égorger leurs familles (…) »[98]. Quant à Zeferino Seijas, ce sont les mésaventures arrivées à son frère qu'il tient à faire connaître au *Jefe Político* du Canton San Sebastián. Alors que le bruit courait que Donato Rodríguez devait envahir la ville de Parapara le soir du 28 août, il y a en effet envoyé son frère afin de les prévenir de ce risque et c'est sur le chemin que ce dernier a été fait

[94] Gobierno Superior Político de la provincia del Guárico. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 17 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 637.
[95] Le *Jefe Político* de San Sebastian (Rafael Maria Peña) au *Jefe Político* du Canton Ortiz (A. Ramos), San Sebastian, 27 mai 1858, in Gobierno Superior Político de la Provincia del Guarico (P. Bermudez). Al Secretario de E en lo DD del Interior y Justicia, Calabozo, 29 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 326-326v.
[96] Jefatura politica del Canton. Interrogatoire de Florencio Mendoza, Pao, 23 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 386.
[97] Comandancia de Armas de la provincia. Al Sr Gral EMGral del Ejercito Libertador, La Victoria, 27 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 436.
[98] Comandancia militar de las operaciones de Tisnados, San Francisco de Tisnados, 14 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 416.

prisonnier par les factieux afin d'éviter qu'il puisse accomplir sa mission avant l'arrivée de Rodríguez. C'est une fois relâché « qu'ils l'auraient averti que s'ils apprenaient qu'il avait parlé, ils l'assassineraient »[99]. De même, à la mi-août, alors que la tension monte à nouveau d'un cran après la trêve observée suite à la grande offensive de juillet, le juge de paix de la paroisse de San Francisco de Cara rend compte d'un incident survenu durant la nuit du 25 à Santa Ana, village de sa juridiction, au cours duquel le factieux Pablo Mota « avec une *partida* de troupes d'infanterie [a recruté] des hommes de gré ou de force et (…) en a emmené certains attachés » par une corde[100].

Le mois suivant, alors qu'une nouvelle série d'interrogatoires est menée après l'arrestation de factieux accusés d'avoir participé, le 28 août, à la conspiration visant à prendre la ville de Parapara, on comprend que pour ce faire, la nuit précédente, plusieurs *partidas* se sont réunies en différents points de la paroisse de Parapara dans le but de grossir les rangs des bandits obstinés de Nonato Rodriguez et Soilo (sic) Medrano »[101]. Puis, Pedro Francisco Pérez, l'un des onze individus arrêtés avant que l'attaque de la ville ait lieu, confirme bien, lors de son interrogatoire, que ce projet avait été ourdi, mais affirme que « s'il a participé à la réunion avec ses deux fils, c'est parce que cela lui a été demandé par le Capitaine Felipe Carruido qui affirmait que Nonato Rodriguez était à los Frijoles avec beaucoup de monde et que celui qui ne se présenterait pas il le tuait (…) »[102]. Sommes-nous là encore face à une logique de disculpation ? Il est bien sûr difficile une fois encore de faire strictement la part des choses. Un indice à décharge cependant : cet homme, pas plus que ses fils, figurent nulle part ailleurs dans les deux *Expedientes*, ce qui n'est pas le cas de la plupart des personnes incriminées dans cette conspiration.

Au-delà du caractère « involontaire », forcé, sous contrainte, de ces participations à la Faction, il est nécessaire de faire la lumière sur les responsable de ces recrutements forcés.

*b) Les recruteurs*

Signalons tout d'abord qu'à de nombreuses reprises, ce sont les chefs des *partidas* composant la Faction qui « recrutent » des hommes pour venir grossir leurs rangs. Parfois, ce sont les chefs de la Faction eux-mêmes qui sont aux manettes, comme ce jour de juin 1858 où

[99] Gobierno superior politico de la Provincia. Al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 août 1848. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 403-403v.
[100] Gobierno superior politico de la Provincia. Al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, en date du 28 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 398.
[101] Gúdiez, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 407. C'est nous qui soulignons.
[102] Jefetura política del canton. Interrogatoire de Pedro Francisco Perez, Ortiz, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 265.

El Agachado en personne fait irruption près « de l'ancien moulin à sucre de La Platilla avec un de ses compagnons, invitant les *vecinos* du lieu à s'unir à lui, menaçant même un *vecino* appelé Sanchez parce qu'il ne voulait pas accéder à leurs injonctions »[103]. On le retrouve de nouveau à l'œuvre début juillet, en compagnie cette fois de Medrano et Rodríguez, en train de « lever des gens » à Potrerito[104].

Mais c'est plus encore le cas fin octobre-début novembre 1858, lorsque Medrano et El Agachado reprennent du service et semblent se charger plus directement de « rassembler des gens » comme ce dernier en est accusé[105]. Le *Jefe político* du Canton Cura, Pedro Abreu, précise même, au moment de transmettre ces informations au gouverneur, qu'il « recrute les gens sur le pas de la porte »[106]. Quelques jours plus tard, il est de nouveau en alerte et dénonce les faits en ces termes :

> « (…) les factieux Medrano et Agachado recrutent des hommes avec pour objectif d'entreprendre à nouveau la série de crimes et d'attentats de toute espèce qui marque toujours le passage des bandes dont ces malfaiteurs sont les chefs. »[107]

Quant au juge de paix de Güigüe, il s'émeut de cette situation auprès du gouverneur de la province, qui à son tour en avertit le *Secretario de E en lo DD del Interior y Justicia* à Valencia. Le juge de paix signale en effet, selon ce qu'en rapporte le gouverneur, une fois reçue l'information de la capitale, que « Jesus Agachado se trouve dans la Sierra en train de recruter des hommes avec une grande liberté, et que parmi ceux qui l'ont rejoint, nombreux sont ceux qui appartenaient à la faction passée et étaient restés cachés »[108]. Il n'est en ce sens pas anodin qu'il soit, ces mêmes jours, demandé au gouverneur de la province du Guárico « qu'il prenne les mesures appropriées à la traque des factieux, mais aussi à même d'empêcher qu'ils continuent à réunir des hommes, Medrano et Agachado augmentant ainsi

[103] Gobierno superior politico de la Provincia d'Aragua. Al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 9 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 329.
[104] *Comunicación*, Güiguë, 2 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 343-343v.
[105] C'est ce qui ressort en effet du rapport établi par le commissaire de police de Mapire ; rapport qui, après avoir transité par les Jefes Políticos des cantons de Ortiz et de Cura est transmis au gouverneur de la province d'Aragua. Gobierno Superior Político de la Provincia d'Aragua. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 9 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 569-569v.
[106] *Ibid*., fol. 569v.
[107] Secretaria de lo Ynterior. Al Sr Gobernador de la Provincia d'Aragua, Valencia, 13 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 571.
[108] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, La Victoria, 25 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 584. C'est nous qui soulignons. Ces informations avaient également été livrées quelques jours auparavant par le gouverneur de la province de Carabobo. Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 20 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 578.

leurs bandes »[109]. Il s'agit sans l'ombre d'un doute, si l'on s'en tient aux termes et au ton alarmiste de la seconde Résolution, adressée quelques jours plus tard au gouverneur de la province d'Aragua

> « (…) d'empêcher les conséquences fatales qui pourraient résulter du fait qu'il [le factieux Agachado] puisse continuer, sans obstacles, à recruter des hommes pour engrosser la bande qu'il commande, et de rechercher avec acharnement cet être malfaisant. »[110]

Bien que les chefs factieux puissent compter sur d'anciens membres restés cachés après les défaites essuyées à partir de juillet, ce qui témoigne au passage de l'existence de membres actifs, il leur faut eux aussi employer la manière forte pour parvenir à reconstituer leurs effectifs. C'est ce dont témoigne, un matin de décembre, dès potron-minet, Manuel Villanueva, *vecino* de Guambra, livrant au passage des informations intéressantes sur l'organisation bien rôdée des factieux pour cette tâche :

> « Maintenant qu'il est aux alentours de 7 heures du matin, vient de se présenter à cette Gefatura, Manuel Villanueva, *vecino* de Guambra qui expose : qu'hier soir il a été appréhendé par une *partida* de la faction se trouvant à el Cartanal et qui s'est rendue aujourd'hui jusqu'à ce lieu de Guambra où ils ont posté des gardes et des vigies et où ils embarquent des gens : que la *partida* qui l'a pris comprenait environ 5 hommes et qu'il a pu s'échapper dans la montagne lors d'un moment d'inattention (…). »[111]

Ils sont également vus à plusieurs reprises au moment où des scènes d'enrôlement se produisent à leur instigation. L'une d'elles se déroule début juillet 1858, dans le canton de el Pao. Medrano et El Agachado sont alors vus par un homme, qui dit avoir été emmené de force de la maison de l'un des chefs de *partida*, alors qu'ils étaient « en train d'attendre différentes *partidas* qui se déplaçaient pour collecter des hommes, et toutes les sortes d'armes qu'ils pouvaient trouver (…) »[112].

Fin février 1859, peu de temps donc après la mort de El Agachado, la mobilisation pour recruter des hommes ne faiblit pas. C'est pour le moins ce dont témoigne le Commandant Camero au Colonel en Chef chargé des opérations dans la Sierra :

> « J'ai également fait cinq prisonniers et deux blessés et parmi les premiers se trouvent le Capitaine José Borrego et un frère de celui-ci, tous deux étant des

[109] *Resuelto*. Secretaria de lo Ynterior. Al Sr Gobernador de la provincia del Guárico, Valencia, 15 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 573.
[110] *Resuelto*. Secretaria de lo Ynterior. Al Sr Gobernador de la provincia d'Aragua, Valencia, 20 novembre 1858, fol. 579.
[111] Témoignage transmis par le *Jefe Político* du Canton Cura au gouverneur de la province. Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 24 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 600.
[112] Jefatura Politica del Canton Pao. Témoignage du *vecino* Paulino Barrios, sl, 1er juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 347.

> individus très intéressants puisqu'ils étaient parmi ceux qui réunissaient le plus de gens pour el Agachado. »[113]

Au regard de cet entrelacs fait de contraintes et de craintes, il convient de se demander comment vient s'y incruster l'engagement à proprement parler ? Où se lovent ces formes avérées d'engagement qui demeurent malgré tout les plus difficiles à repérer ?

*c) Quand l'engagement se fait plus palpable*

Nous sommes le plus souvent ici dans une approche plus inductive que déductive, pour reprendre une distinction employée par les anthropologues pour décrypter les informations recueillies au cours de leurs enquêtes de terrain. En effet, la quasi totalité des affirmations d'appartenance à la Faction de la Sierra émanent des autorités qui transmettent des listes d'individus dont ils disent toujours être sûrs qu'ils y appartiennent ou y ont appartenu et qu'ils convient de les interroger et de décider de leur sort. En outre, comme nous l'avons déjà signalé, ces listes comprennent assez fréquemment la mention du grade dans la Faction des personnes suspectées. Ces données proviennent aussi parfois de personnes interrogées, auxquelles on lit une liste de noms afin qu'elles disent s'ils sont, ou non, membres de la Faction et occupent bien les fonctions énoncées ; or elles répondent le plus souvent par l'affirmative. Enfin, dans certains cas, on leur demande si elles connaissent des gens appartenant à une *partida* ou à la Faction et, très souvent là aussi, elles livrent une série de noms. À l'inverse, comme on vient de le voir, les personnes ainsi suspectées d'appartenir ou d'avoir appartenu à la Faction, ne le reconnaissent que très rarement, ou alors en biaisant leur engagement. Dès lors, c'est de façon indirecte que, dans la plupart des cas, l'on parvient à disposer d'indices d'une certaine forme d'engagement plus délibéré ; ou *a posteriori* (mais avec une marge d'erreur somme toute identique) lorsque certains factieux se manifestent pour bénéficier des amnisties décrétées en faveur des factieux[114].

Manuel Lombano, *vecino* del Cedral de Guambra, que nous avons déjà entendu à propos de la réaction des populations à l'annonce, en décembre 1858, de recrutements forcés de la part des factieux, livre de précieuses informations, lors de sa déposition, sur cette relativement bonne connaissance des engagements des uns et des autres. En effet, alors qu'il revenait d'acheter

> « des choses dont il avait besoin à la ville, il a su, en rentrant chez lui, que Guadalupe Flores, l'un des individus de Guambra que l'on suppose être mêlé à la faction du

[113] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 22 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 649v.
[114] Cf. *infra* chapitre 6.

> Cartanal, l'avait activement cherché hier pour lui dire de la part du Commissaire Juan Rodriguez, suspecté lui aussi d'être un adhérent, qu'il devait réunir des gens du lieu et lui amener à Guambra aujourd'hui. »[115]

Et c'est bien en raison de ces suspicions qu'il a « jugé que cette disposition n'avait aucune origine régulière » et qu'il a décidé de demander aux hommes concernés de se mettre à l'abri.

Ce peut être également l'effet cumulatif d'informations concordantes qui en viennent à mettre en évidence que tel ou tel a un rôle actif et délibéré au sein de la Faction ; voire la mention récurrente de certaines personnes par les autorités lorsqu'elles rendent compte d'actions menées par les factieux. Faisceau d'indices concordants qui émanent de témoins interrogés dans le cadre d'une procédure judiciaire, ou qui viennent porter plainte.

Ce sont également les stratégies d'évitement qui s'avèrent être, dans certains cas, en décalage flagrant avec les actes d'accusation ou les suspicions à l'encontre de celui qui est interrogé qui amène à supposer que ladite personne est très certainement impliquée dans la Faction. C'est ce qui se produit au cours de l'interrogatoire de Juan Breto, ce factieux de 41 ans que nous avons déjà entendu, qui reconnaît tout d'abord qu'il a certes été dans la Faction 18 jours, mais qu'il a été forcé de l'intégrer, et qui dit ensuite qu'il n'a rien vu des exactions et des violences commises car « étant malade il marchait derrière et ne sait donc rien sur ce qu'on lui demande »[116]… Mais aussi pour José Ramos Baldonado, interrogé en août 1858 parce que suspecté de conspiration et qui répond, après avoir affirmé qu'il ignorait les raisons de son emprisonnement :

> « Avez-vous été avec les factieux de la Sierra, et à quel grade militaire y étiez-vous ? Il répond : qu'il a été avec eux quinze jours parce qu'il a été fait prisonnier le jour de l'accrochage qui a eu lieu avec le Commandant Sandoval ; qu'ils l'ont obligé à servir comme caporal, ensuite comme sous-lieutenant et enfin comme Capitaine. »[117]

Une telle succession de responsabilités exercées sous la contrainte, ne peut qu'éveiller des doutes…

Reprenons ici les propos tenus par José Alsaque concernant la contre-révolution que seraient en train de fomenter Medrano et Agachado en décembre 58. Selon l'homme qui rapporte ce que Alsaque lui aurait raconté lorsqu'il l'a rencontré alors qu'il arrivait à Tragüita,

[115] Gefetura Política del Canton, n° 422. Cura, diciembre 25 de 1858. Transmis au Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, La Victoria, 26 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 603v. C'est nous qui soulignons.
[116] Comandancia militar de las operaciones de Tisnados. Al Señor Gobernador de la Provincia del Guarico, San Francisco, 17 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 417.
[117] Comandancia militar de las operaciones de Tisnados. Al Señor Gobernador de la Provincia del Guarico. Interrogatorio de José Ramos Baldonado, San Francisco, 12 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 414v.

dans le Canton El Pao, ce dernier se serait en fait « engagé à aider » ce projet en argent mais aussi « comme Général ou Commandant des forces qui doivent œuvrer en ces lieux », ajoutant qu'à Camoré un certain « Felipe Pereira attendait ses ordres pour agir en faveur de la contre-révolution »[118]. Mais cette fois aussi, curieusement, nous n'avons trouvé aucune trace d'une quelconque comparution et/ou interrogatoire de cet homme. Pourtant, une copie de ce témoignage a été transmise aux instances supérieures, accompagnée d'une note précisant « qu'il a été procédé de même à l'intention du gouverneur de la province de Cojedes et qu'ordre a été donné afin de faire comparaître devant cette [*gobernación*] José Alsaque qui, selon les informations fournies, vit dans la juridiction de Tocuyito »[119], et que le Ministère accuse réception de l'information, demandant de poursuivre les investigations à ce sujet[120]… Une fois encore les preuves se dérobent.

Après avoir lu et relu les interrogatoires de suspects, il s'avère que nous n'avons trouvé que très peu de cas de reconnaissance directe d'appartenance à la Faction, trois tout au plus et dont le caractère vraisemblable a été bien difficile à évaluer. Concernant le premier cas, nous avons déjà croisé le chemin de l'auteur de cette déclaration puisqu'il s'agit de Julián Silva, *labrador*, *vecino* de San Francisco de Tiznados. Interrogé longuement à la mi-août 1858 dans cette même ville parce que « suspect de conspiration », de nombreuses questions lui sont tout d'abord posées sur les factieux présumés, les exactions commises et les objectifs de la Faction. Il lui est ensuite demandé « quel est le motif de son emprisonnement ? » ; ce à quoi il répond : « pour avoir appartenu à la faction de Medrano et Agachado ». Après cette reconnaissance lapidaire, il laisse même poindre un regret, en réponse à la question suivante, qui ne manque pas d'attirer l'attention tant c'est inhabituel dans la bouche des suspects :

> « A quel grade agissiez-vous dans la faction ? Il répondit : qu'il n'a rien été d'autre que second brigadier, car bien qu'ils l'aient nommé capitaine, il ne l'a jamais été. »[121]

Les deux autres cas sont liés à des événements qui se sont produits peu de temps après, dans les montagnes de Barraguán, dans la province de Cojedes, où les factieux ont commis de nombreux méfaits à la suite desquels une échauffourée se produit avec les forces gouvernementales. Elle se solde par la fuite de El Agachado mais aussi par l'arrestation de nombreux hommes par le Commandant de la Colonne d'Observation opérant sur Majaguito

[118] Gobierno de Carabobo. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 29 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 608-608v.
[119] *Ibid*., fol. 608.
[120] Secretario de lo Interior, Valencia, 30 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 609.
[121] Comandancia militar de las operaciones de Tisnados, San Francisco de Tiznados, 12 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 415v.

dans la province voisine de Carabobo, dont Mónico Castillo « appelé Capitaine de la faction » et Felipe Figueredo. A l'instar des autres suspects, avant d'être remis aux autorités provinciales ils sont l'objet, non pas tant d'un interrogatoire avec questions et réponses, comme c'est le cas habituellement, mais d'une simple « Déclaration » qui permet encore plus difficilement de faire la part des choses, d'autant qu'à la différence des autres déclarations recueillies au même moment, aucun guillemet ne l'encadre, à même de supposer que l'on retranscrit leurs propos. Ces précautions énoncées, il n'en demeure pas moins que leurs déclarations contiennent des éléments qui plaident en faveur d'un engagement délibéré de ces hommes sur lesquels d'ailleurs nous ne savons rien d'autre que leur grade dans la Faction et leurs actions durant ces événements de septembre 1858 ; et dont nous n'avions et n'entendrons plus parler. En effet, ces deux déclarations sont une suite d'éléments à charge, puisque Mónico Castillo aurait non seulement été « appréhendé les armes à la main » mais aurait également « déclaré » :

> « (...) avoir pris du service dans la faction de Juan Clemente Castellano, avoir été à Tiznados et participé au combat que el Agachado a eu à Buenavista avec la colonne du Commandant Jacinto López et s'être réfugié dans les montagnes après la défaite (…). »[122]

Ce qui amène le Commandant ayant recueilli ses dires à conclure en des termes d'une rare certitude, puisqu'il affirme :

> « Sa culpabilité dans la faction ayant été suffisamment prouvée, on fit cesser l'interrogatoire. »[123]

Quant à Felipe Figueredo, appréhendé à Pacaragua où il réside, il aurait reconnu que « sa maison avait servi de Quartier général à Agachado durant sa présence à Pacaragua et avoir participé à la faction avec le grade de Sergent »[124]. C'est en raison de ces éléments que sa culpabilité est reconnue et qu'il est mis fin à son interrogatoire.

Les engagements individuels s'avèrent donc extrêmement difficiles à cerner. Nous disposons bien sûr de nombreux noms de personnes citées à de multiples reprises comme étant des chefs de *partidas*, des membres actifs de l'une d'elles, toutes connues des hommes ou des femmes qui comparaissent ou témoignent, comme nous l'avons vu plus haut. Nous les retrouvons également dans les documents rédigés par les autorités civiles et militaires, mais

[122] *Declaración del titulado Capitan Mónico Castillo*, Columna de Observacion, Majaguito, 19 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 426.
[123] *Ibid*.
[124] *Declaración del titulado Teniente Felipe Figueredo*, Columna de Observacion, Majaguito, 19 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 427.

ces factieux-là, par contre (et curieusement), ne sont jamais interrogés ou l'objet d'un procès, à l'instar d'ailleurs des trois principaux chefs. Parfois, les autorités évoquent seulement, lors d'arrestations, qu'il s'agit « d'opposants connus »[125] sans que nous ne puissions en savoir davantage…

A l'inverse, des erreurs d'appréciation quant aux positionnements de certains sont parfois commises par les autorités ; erreurs qui ne manquent pas d'être révélatrices d'un certain désarroi de leur part face à cette hydre aux nombreuses têtes que l'on ne parvient pas à détruire. On en trouve une illustration frappante à travers les mésaventures survenues à Pablo Acosta en juillet 1858. En effet, cette volonté de confondre à toute fin les factieux ou supposés tels atteint son acmé lors du bras de fer qui oppose cet homme au gouverneur de la province du Guárico, Pedro Abreu, chargé de procéder à son interrogatoire. Interrogatoire dont les tenants et les aboutissants n'aident pas à faire la part des choses entre les deux versions.

Cet homme, âgé de 46 ans, originaire et résidant à San José de Tiznados, rétameur de son état, est adressé au gouverneur, le 25 juillet, par le chef d'État-major en charge des opérations dans les provinces du Guárico et d'Apure en des termes qui laissent *a priori* peu de place au doute quant à l'engagement de cet homme :

> « Sous la responsabilité d'un officier et d'une escorte de cavalerie je [vous] remets Pablo Acosta sous le coup de dénonciations pour désaffection au Gouvernement National et adhésion pour celui des Monagas, dont la conduite est perverse pour d'autres actes [qu'il a commis] et parce qu'il donne de mauvais exemples en raison de ses actes d'insubordination, afin que, placé en prison, il soit mis à disposition du Juge de Première instance afin d'être jugé et puni conformément aux lois. »[126]

Lors de son interrogatoire, qui se déroule deux jours plus tard à Calabozo, non seulement l'homme nie toute implication avec les factieux de la Sierra, mais apporte des preuves très concrètes de son innocence. Il nie en premier lieu être un partisan des Monagas en expliquant qu'il a même « signé l'acte de *pronunciamiento* du village de San José où il a été jusqu'à ce jour », confirmant au passage la valeur de cette pratique pourtant dénuée de toute valeur légale[127]. Mais surtout il raconte ce qui s'est réellement passé alors qu'il servait « dans la présente campagne » dans l'escadron du Commandant Gabriel Sandoval et qu'il a été mis en prison. En effet, alors qu'on lui demande pour quelles raisons les officiers de l'escadron avaient des suspicions à son égard, il dit l'ignorer mais considère par contre que les raisons de

[125] EMD sobre la Sierra al Sr Coronel Jefe de EMGeneral del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 261v.
[126] Interrogatoire de Pablo Acosta. Estado Mayor de operaciones de Guarico y Apure, San Francisco de Tisnados, 25 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 413.
[127] *Ibid*., fol. 413v. Cf. infra chapitre 4.

son emprisonnement ne sont pas liées à un quelconque engagement auprès des factieux mais au fait « qu'il a refusé d'obéir à l'ordre d'arrestation que lui a intimé le Capitaine Ignacio Montillo, égal en grade ». C'est la raison pour laquelle il a immédiatement demandé à servir dans l'escadron de Sandoval, en contre-partie de quoi il aurait reçu quatre coups de feu du commandant ; acte qu'il aurait alors qualifié d'irrégulier. C'est donc cet ensemble de contestations qui lui aurait valu son emprisonnement et aucunement sa désaffection pour le gouvernement, donnant comme ultime preuve le fait « de l'avoir soutenu les armes à la main »[128]. Là encore nous ne connaissons pas la suite donnée à cet interrogatoire et nous n'entendons plus parler de cet homme, ce qui peut constituer un indice à sa décharge. Néanmoins, cette procédure met en lumière de quelle façon on procède parfois à une sorte de « requalification » d'un délit, qu'elle soit motivée par le sentiment que les factieux sont partout, ou par la vengeance et le règlement de compte.

Parmi ces engagements volontaires, il y en a de collectifs. Plusieurs désertions se produisent ainsi au sein des forces gouvernementales, pour aller s'engager aux côtés des factieux. Or, l'une d'entre elles nous offre une clé pour comprendre les raisons de l'arrestation de Pablo Acosta et les chefs d'accusation retenus contre lui. En effet, dans une lettre écrite début juillet 1858 par un fils à son père, jointe à une missive adressée par le *Jefe Político* du Canton Cura au gouverneur de la province d'Aragua, liée à l'occupation de la ville de San Francisco de Tiznados par les factieux, on apprend que le gros des troupes est constitué « de gens d'un certain Sandoval du Gouvernement, qui sont passés du côté des factieux »[129].

Deux jours plus tôt, dans un lieu-dit du même canton, c'est Sandoval lui-même qui, après avoir évoqué la supériorité numérique des factieux, fait part à ses supérieurs du peu de confiance qu'il place dans ses hommes en ces termes :

> « Tous ces motifs ainsi que celui de ne pas faire confiance aux gens sous mes ordres puisque trois ont déjà déserté avec leurs armes et munitions, et dans les propos qu'a eus avec moi Medrano, il me disait qu'en ce qui concernait mes déserteurs ils les avaient avec lui [ont fait que] j'ai décidé de reculer jusqu'ici en attendant que l'on m'envoie des renforts. »[130]

Cette situation, que nous retrouvons à plusieurs reprises au cours de l'année 1858, ne s'arrange pas au cours des mois qui suivent. En mai 1859, le gouverneur de la province du Guárico, Pedro Sanojo, s'en émeut au point de demander officiellement l'ouverture d'une

[128] *Ibidem*, fol. 413v-414.
[129] Carta de Indalerio Ovalles a Santiago Ovalles, *vecino* de San Juan, San Juan, 7 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 353.
[130] Comandancia militar. Canton Ortiz, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 381v.

enquête pour arrêter et juger les coupables. La capitale de la province, menacée par la Faction de Medrano, serait d'autant plus vulnérable que « c'est une donnée bien connue », « les troupes réunies par le Commandant Venancio Silva ont rejoint le camp de la horde de ce factieux, et qu'il pourrait bien se passer la même chose dans cette même ville (…) »[131].

En juillet 1858, les commissaires de Manuare et de Guavinas rendent compte pour leur part de l'attitude suspecte qu'ils ont pu observer chez certaines personnes habitants les lieux dont ils ont la charge ; attitude liée à un vol d'armes par les factieux et qui éclaire notre propos. Bien qu'il y ait très vraisemblablement une erreur sur le nom de l'un de ces hommes, appelé tour à tour Ysidoro Ysquiel et Ysidoro Ysquierdo, les faits qui lui sont imputés et dont ils témoignent sont trop identiques pour qu'il ne s'agisse pas de la même personne. Celui de Manuare fait part de ce qu'il a pu observer à ce propos sur le site de Mocundo, dans la Sierra, où il s'était rendu le 26 juin pour y apporter du matériel, en ces termes :

> « (…) dès qu'il est arrivé en ce lieu la conduite des gens lui a attiré l'attention, bien que presque tous soient des personnes qu'ils connaissent, car il les a trouvés organisés en plusieurs groupes armés de lances, de tromblons et de fusils et menant des conservations particulières les uns avec les autres (…) »[132]

La surprise semble d'autant plus grande qu'il connaît donc bien ces personnes et que l'attitude de retrait qu'il note à son égard ne les rend que plus suspicieux quant à leur motivation. Suspicion qui monte d'un cran lorsqu'il apprend, « par l'une de ces personnes », que Isidoro Ysquiel, « lieutenant en charge d'un *campo volante* de 25 hommes dont la plupart ont déserté »[133], s'est en plus fait « prendre par Medrano les armes qu'il avait déposées dans une petite maison ; petite maison située sur le site de Guabina ». Anticipant alors son retour pour Manuare, il croise sur son chemin des groupes d'hommes armés, comme par hasard, de lances. Or, lorsque cet Isidoro Ysquiel est appelé à comparaître quelques jours plus tard, en tant que complice supposé des factieux, et sous le patronyme erroné de Ysquierdo, il s'en défend en donnant pour preuve qu'une *partida* d'une centaine d'hommes est venue dans son village de Guavinas dans la juridiction de San Francisco de Tiznados et lui a pris « neuf lances », parmi d'autres armes et munitions, qui avaient été laissées chez lui par des soldats malades appartenant au *Campo volante*[134]. Il aurait ensuite été « invité » par les hommes de la *partida*, dont Medrano et son frère Ysidro, Fabián Rivas et El Agachado, à les rejoindre sous

[131] Gobierrno Superior Político de la provincia del Guarico. Al Señor Jefe Municipal de Este Canton, Calabozo, 12 mai 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLIV, fol. 154.
[132] Juzgado de paz, Guïgüe, 2 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 343.
[133] *Ibid*.
[134] Secretaria de Estado en los DD de Guerra y Marina, Caracas, 8 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 348.

l'argument que « la campagne alentour était prête à se soulever ». On apprend alors, qu'outre sa fonction de *teniente*, il est également le commissaire du lieu puisqu'il déclare, confirmant la mobilisation « volontaire » d'une partie de « ses *vecinos* » :

> « (…) en tant que Commissaire du site de Guavinas j'ai cherché tous [mes] *vecinos*, mais je ne les ai pas trouvés ; j'en ai donc déduit qu'ils étaient avec les hors-la-loi. »[135]

Si l'information laisse subsister une part de doute, ce n'est pas le cas de ce que dénonce le *Jefe Político* de Ortiz après la mise à sac de San Francisco de Tiznados, où les factieux de la Sierra entrent le 6 juillet et restent « pendant plusieurs jours »[136]. Convaincu que « la combinaison révolutionnaire est grande et embrasse peut-être bien d'autres endroits que l'on ne connaît pas », il affirme pour étayer sa thèse que nombreux sont les « mécontents qui ont accouru pour grossir les rangs de l'ennemi », déplorant que les tentatives pour les retrouver et en mettre au pas certains » aient échoué et qu'il se soit avéré qu'ils « sont avec l'ennemi »[137].

Dans la province du Guárico, en juillet toujours, une *partida* de factieux attaque le lieu-dit de Mal paso, situé à côté de Algarrobito. Le commissaire de ce village en rend immédiatement compte au *Jefe Político* de Ortiz dès lors que le messager du Canton, parti porter des plis importants dans la province d'Aragua, a été pris par les factieux, ainsi que « tous les *vecinos* de cette juridiction qu'ils ont pu récupérer, la plupart d'entre eux y étant allés volontairement »[138]. Le chef de la *partida*, tout comme ceux qui l'accompagnaient, ont été « arrêtés emprisonnés pour conspiration », mais nous n'avons aucune trace d'interrogatoires les concernant.

Fin septembre, c'est Ramón Díaz, propriétaire « d'une hacienda de canne à sucre et de café dans la communauté de Pacaragua qui constitue tout son patrimoine et dont il tire la subsistance de [sa] nombreuse famille au prix de beaucoup de travail, de privations et de sacrifice », qui adresse une lettre au Président pour faire le triste récit de sa ruine liée selon lui en grande partie à l'engagement délibéré d'une partie des gens du lieu :

> « Le malheur a voulu que certains des *vecinos* de ce lieu se sont engagés dans la faction d'Agachado, et un tel événement m'a causé des problèmes d'une telle ampleur qu'à la vérité je peux dire que je suis maintenant complètement ruiné, dès lors que la propriété dont j'ai fait mention a disparu. »[139]

---

[135] *Ibid*., fol. 348v.
[136] Si l'on s'en tient au récit que nous en livre un des suspects interrogés fin juillet, Florencio Mendoza. Jefatura politica del Canton, El Pao, 23 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 386.
[137] Gobierno de la provincia d'Aragua, La Victoria, 10 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 360v.
[138] Gobierno superior Político de la provincia del Guarico, Calabozo, 20 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 377. C'est nous qui soulignons.
[139] *Carta de un vecino de Pacaragua*, Valencia, 30 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXI, fol. 84.

En septembre toujours, l'État-major de la Sierra est en alerte car à Parapara et dans les hameaux des environs, « de nombreux partisans de Donato Rodriguez (…) sont prêts à se soulever »[140]. Une enquête est immédiatement diligentée afin de mettre des noms sur les conspirateurs et leurs complices et ordonner leur arrestation[141]. Parmi les onze personnes interpellées dans le cadre de cette enquête, Ramón Requena, *vecino* de Parapara, âgé de 56 ans, gardien de bétail, qui nie tout engagement personnel. Pourtant, son dossier est plutôt chargé puisqu'il figure, en octobre, parmi les prisonniers sur la « Liste des individus compromis dans la faction de Chirguita d'août dernier »[142], et qu'il est considéré comme étant l'un de ceux qui, en compagnie de Luis Milano et Felipe Carruidos, commandaient cette *partida* qui, avec les autres *partidas* engagées dans cette conspiration ont, « au nom de Rodriguez et Medrano, été convoquées pour soutenir Monagas »[143].

Néanmoins, il livre un récit suffisamment détaillé, non seulement pour que le doute soit permis, mais aussi pour obtenir des informations sur les principaux auteurs de cette conspiration. À la question de savoir « avec quel objectif et avec qui il s'est réuni et où ? », il fait la réponse suivante, s'excluant immédiatement du groupe :

> « (…) ils se sont réunis dans la maison de Felipe Carruidos à Chirguita, avec environ 40 hommes, armés de lances, certains de machettes et beaucoup avec des armes à feu, sous l'impulsion de Luis Milano et Felipe Carruido Lieutenant de l'escadron du Commandant Maldonado avec pour objectif de s'unir à Nonato Rodriguez et de prendre cette nuit le village de Parapara et le jour suivant Ortiz et de s'incorporer à de nombreuses forces en train d'œuvrer en différents points contre le Gouvernement afin de soutenir Monagas, ces forces étant celles de Segobia, Sotillo et Pablo Mota ; (…) cette réunion a eu lieu presque dans le patio de Zeferino Seijas, qui était là et il ne sait pas pourquoi il ne l'a pas empêchée (…). »[144]

Après cette relation des faits, dense et parfois confuse, il livre le plan d'attaque conçu par les trois chefs, puis les noms « des individus dont il se souvient et qui étaient de la partie » :

> « Miguel Requena et d'autres qui figurent sur une liste qu'il a établie, à savoir Felipe Lira, Felipe Carruido et quatre fils, Luis Milano, Pablo Mota, Francisco et José Borrego, Cecilio et Fidel Ferrer, Alejandro Carruido, Anselmo, Miguel, Felipe et Juan Eugenio Requena, Bonifacio Requena, Pedro Francisco Perez et deux fils, Leon Sarrea, Alejo Huerta, Natividad Toledo, et un borgne appelé Eleuterio, dont il ignore

[140] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel Jefe de EMG del ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 361v.
[141] Jefetura política del canton, Ortiz, 4 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 264.
[142] Valencia, 12 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 439.
[143] « Ultimos acontecimientos de este Canton », Gudiez, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 407.
[144] *Ibid*.

> le nom, Anselmo, Wenceslao et Ramon Milano, Antonio Tovar, Tomas Toledo, et je ne me rappelle pas les autres (…). »[145]

Nombreux sont ainsi les interrogatoires au cours desquels, en réponse à une question posées, surgissent des énumérations, parfois longues, de personnes compromises dans la Faction. Celle que donne Ynocencio Gradanillo et qui comprend nombre d'individus très actifs, interpelle, d'autant qu'il s'excuse presque de ne pas pouvoir en fournir davantage…

> « (…) quels sont les autres individus dont vous savez qu'ils sont entrés dans ce village ou qu'ils appartenaient à la faction. Il a répondu qu'il connaissait Gregorio Brea, le Caporal Luis Castillo, José de la Cruz Manama, José Abad Piñero, Exequiel Breto, Alejo Salazar, le fils de Exequiel Breto, deux frères Salazares, Ysquiel Morillo, Ramon Morillo et les deux frères, Jacinto Masabé, Mauricio Gil, José Perez, Brigido Carrillo, Juan Aponte, Toribio Mijones, Ysidoro Jimenez, Ambrosio Rebollero, Raimundo Diaz, Manuel Diaz, Ylario Alva, Pedro Paez, Tomas Gonzalez, Juan Euloyo, Euladio Silva, Juan Nieves fils de Eusebio, Ylario Sabala, Juan Acevedo et José Vilera ; [mais] qu'il ne connaissait pas les autres. »[146]

Néanmoins, le plus souvent, nous n'avons pas réussi à obtenir d'autres informations sur ces personnes qui sont, bien souvent, des engagés d'un jour, à moins qu'elles ne soient par la suite interrogées, ce qui, au prorata du nombre de noms figurant sur l'ensemble de ces listes, est rarement le cas. Ces énumérations témoignent et confirment en revanche la très forte interconnaissance de ces populations, ainsi que l'implication de membres d'un même réseau de parentèle. Par contre, elles ne livrent pratiquement jamais les modalités de l'engagement, même si, comme dans le cas ci-dessus, le chef des opérations considère, dans le rapport qu'il envoie à l'État-major général, qu'il s'agit « d'opposants connus »[147]. Ces énumérations débouchent très souvent sur des arrestations et l'établissement d'autres listes, officielles cette fois, des personnes interpellées. C'est pour le moins ce qui se produit à la suite de la comparution de José Almerida, propriétaire d'une maison, dans le pas de Mapire, où s'est abrité Medrano la nuit du 3 novembre[148].

La configuration prise parfois par ces engagements collectifs plus « spontanés » est bien mise en lumière par le capitaine Antonio Pérez, fin décembre 1858, lors de sa tentative, vaine, de dissolution d'une bande factieuse à Guambra dans la province d'Aragua. En effet, suite à cet échec, qui semble l'avoir mis fort en colère dès lors qu'il est dû, une nouvelle fois semble-

[145] *Ibidem*, fol. 264-264v.
[146] Interrogatoire de Ynocencio Granadillo. Parroquia de Güigüe, Güigüe, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 394. C'est nous qui soulignons.
[147] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel Jefe de EMG del ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 361v.
[148] Jefatura Política del Canton, Ortiz, 8 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 564v-565.

t-il, à l'infériorité numérique des troupes gouvernementales, puisqu'il conclut en disant qu'il n'était pas face à un « soulèvement qui se dissout avec trente hommes », il entreprend d'interroger les femmes qui ont « leurs maris et leurs fils dans la faction ». Celles-ci l'informent que la « réunion » compte plus de 300 hommes et qu'elles tiennent cette information de « ceux qui viennent dans leur maison » donnant à penser que les factieux s'y rencontrent, vraisemblablement sous les bons auspices des habitants du lieu... Pérez indique également que l'une des raisons de l'importance numérique de ce groupe de factieux est liée au fait qu'il y a même des « familles » qui l'ont intégrée dès lors que les factieux tentent de « réunir des forces de partout »[149].

Mais au-delà de l'identification de personnes ou de groupes supposément membres volontaires de la Faction, il nous reste à présent à comprendre, leurs mobiles.

### 4. Les ressorts de l'engagement

Là encore, ne nous disposons que de quelques bribes glanées au hasard de l'archive. Brides qui, pour certaines, sont concordantes ou qui, pour d'autres, dessinent davantage une expérience individuelle, mais qui toutes n'en n'esquissent pas moins un possible.

#### *a) Une réponse à l'outrage*

Commençons par les trajectoires individuelles à partir de celle d'un homme (et indirectement de ses fils) dont le profil est d'autant plus intéressant qu'il figure parmi les hommes des forces gouvernementales, considérés comme des traîtres car passés à l'ennemi. Il s'agit du Commandant Linares (ou Linarez), dont l'ambiguïté du positionnement nous avait immédiatement saisie à la lecture des archives, mais qui s'étaient avérées muettes sur les raisons de cette situation.

Une lecture plus attentive des sources, en quête du moindre indice, nous a permis malgré tout de reconstituer son parcours de « commandant factieux ». Dès le 25 mars 1858, alors que les premières dispositions sont prises pour contrer la mobilisation qui se fait jour en faveur du Président déchu, un communiqué est adressé au nouveau « chef des forces qui doivent œuvrer dans le Canton Ortiz », dans lequel il est indiqué que la mission première est de détruire complètement la Faction commandée par « les bandits Zoilo Medrano et Donato Rodriguez ». Pour ce faire, un certain nombre de directives sont prises, parmi lesquelles plusieurs concernent les personnes en charge d'une fonction, civile ou militaire, suspectées de trahison

[149] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 31 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 617.

ou pour le moins d'entraver la traque des factieux, dont une, la neuvième, plus spécifiquement consacrée à ce Linares. Elle stipule que les « commandants Lino Salvador Linares et Tiburcio Frosil devront comparaître devant SSa et s'ils manifestent une quelconque résistance, ils y seront conduits sous bonne escorte »[150]. Le 6 avril, les présomptions de complicité se précisent du fait d'informations concordantes émanant, d'une part, d'une lettre adressée par les *vecinos* de la paroisse de San Francisco de Tiznados au chef des opérations dans les *llanos* ; d'autre part du Commandement des Opérations de San Francisco de Tiznados.

Ces *vecinos*, après avoir dénoncé ce dont leur canton est la proie du fait de la présence de factieux, précisent leurs accusations et font comprendre que cette situation est tout particulièrement due à la présence de Linares.

> « Après ce que nous vous avons exposé, vous serez convaincu que n'avons d'autre désir que le Commandant Linares déjà mentionné, tant que des rumeurs existent sur l'association à laquelle il appartient, ne vienne semer le trouble, du fait de sa présence dans cette paroisse (…). »[151]

Pour eux, Lino S. Linares a « déposé les armes contre notre Sainte Cause » et doit par conséquent être « éloigné de leur canton »[152]. Le même jour, le commandant des opérations dans cette même ville adresse une missive au Jefe EMDivisionarios dans laquelle il accuse réception de la note du 3 avril que lui a remis Linares de sa part, mais aussi d'une autre disposition qu'il a prise en date du 29 mars. Or, par la première, il se fait l'écho de la demande de Linares de « surseoir à l'arrestation d'officiers » suspects dont deux de ses fils, Fidel et Nenrecio, tandis que la résolution du 29 mars concerne un sauf-conduit demandé par le même Linares en faveur de « son fils mineur qui est en fuite »[153]. Tout porte donc à penser que trois de ses fils sont également engagés dans le camp des factieux. Un tel procédé, témoignant au passage de la « proximité » de Linares avec les autorités militaires en place, ne laisse pas d'irriter le commandant des opérations. Il tient donc à préciser qu'il veut bien répondre à ces injonctions, mais signale malgré tout que Linares ne s'est pas encore présenté au Chef des Opérations comme cela lui a été demandé à maintes reprises. En outre, « il n'a toujours pas rendu les armes qu'il conserve cachées », à savoir pas moins de « trois cents

[150] Estado Mayor Divisionario. Oficio n° 1, Calabozo, 25 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 548v-549.
[151] Los *vecino*s de esta parroquia al Señor Jefe de Operaciones de los Llanos, San Francisco de Tisnados, 6 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 319v.
[152] *Ibid*.
[153] Comandancia de Operaciones de San Francisco de Tisnados. Al Sor Jefe de EMDivisionarios, San Francisco de Tisnados, 6 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 321.

lances, seize ou vingt carabines et fusils »[154] et se dit convaincu qu'il est de connivence avec la Faction, « cette horde de criminels qui vient d'attaquer violemment » Villa de Ortiz[155].

En août, le Commandement militaire de Tiznados enjoint à son tour le gouverneur de la province de Carabobo d'intercepter le Commandant Linares afin, une fois encore, « qu'il soit interrogé dans la mesure où le Commandement a été informé qu'il était engagé avec les factieux »[156]. Les suspicions à l'encontre de ce Commandant sont donc plus que fondées, mais là encore point de mobile concret à cette trahison et à cet engagement actif aux côtés des factieux, qui plus est avec ses fils.

Finalement, c'est en lisant la correspondance du consul de France à Caracas, Léonce Levraud, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler du fait de son implication lors de la crise diplomatique consécutive à la chute du Président Monagas en mars 1858[157], que l'on comprend un peu mieux les raisons de ce changement de camp. En janvier 1959, faisant le point de la situation dans le pays, Levraud, après avoir souligné que « le mécontentement augmente de jour en jour » et que les « 300 hommes de troupe qu'on avait envoyés contre elle [la faction de Guanarito] ont été détruits ou sont passés à l'ennemi », conclut en livrant l'information suivante :

> « Le chef de la faction de Guanarito est un propriétaire surnommé Linares, Oligarque, qui est devenu l'ennemi implacable du gouvernement à la suite du viol de sa sœur par le commandant de la troupe dont il est fait mention ci-dessus. »[158]

L'atteinte à l'honneur (et peut-être à la vie) et à l'intégrité physique d'un être proche serait donc ici la raison première d'un engagement qui n'est pas anodin puisqu'il est précédé d'une désertion de la troupe à laquelle il appartenait et dont on peut supposer, au vu de son statut de propriétaire, qu'il y occupait une place de premier plan. Désertion suivie donc d'un engagement dans le camp opposé, tout d'abord en tant que membre très actif de la Faction de la Sierra, ce que ne stipule d'ailleurs pas Levraud, puis en prenant la tête de la Faction de Guanarito, dont les accointances avec celle de la Sierra ont été nombreuses. Le gouverneur de la province du Guárico parle même, en février, de « la faction de Linares qui se trouve à cette

[154] *Ibid*.
[155] *Ibidem*, fol. 321v.
[156] Comandancia militar de las operaciones de Tisnados. Al Señor Gobernador de la Provincia del Guarico, San Francisco, 9 août 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 414.
[157] Voir *supra*, chapitre 2.
[158] « Lettre de Levraud au Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères. Caracas, 23 janvier 1859 », MAE, Correspondance politique – Venezuela – volume 13, 1859, fol. 5-6.

date dans la Zanja de Lira tout près des limites de cette province »[159]. Nous aurons l'occasion de revenir sur cet homme et les suites de cette affaire qui reste malgré tout exceptionnelle.

*b) Factieux par la force de l'influence et de la « séduction »*

À l'extrême opposé de ce spectre des possibles, il semble que pour certaines personnes ce soit la « séduction » ou « l'influence » qui ait été à l'origine de leur engagement. En effet, si dans bien des cas rencontrés il semble avéré que les personnes aient été enrôlées de force, dans d'autres le doute est permis, soit parce que la version des faits livrée par le suspect est sujette à caution, voire remise en cause par des témoins ; soit en raison de l'ambiguïté des termes employés (et des pratiques qu'ils sous-tendent), qui contribuent parfois à entretenir ce flou en renvoyant à une approche moins contrainte que celle où il est question de « collecter » des hommes, de les « recruter de force » de façon inopinée comme on l'a observé si souvent. La frontière s'avère donc extrêmement ténue entre contrainte et libre engagement, mais dans cet interstice si étroit se lovent des répertoires de l'action bien singuliers.

Notos tout d'abord qu'une des caractéristiques de ces entreprises de séduction, est qu'elles sont essentiellement l'apanage des « chefs ».

Donato Rodríguez a ainsi été vu, fin juillet 1858, par le juge de paix de San Francisco de Cara, dans sa propriété de Güesipo en train d'envoyer des hommes à lui « séduire des *vecinos* de cette paroisse et de celle de Parapara dans l'objectif de préparer un soulèvement contre le gouvernement »[160]. Le mois suivant, c'est du côté de Santa Clara qu'il a été repéré en train de « séduire le *vecindario* afin qu'il se soulève contre le Gouvernement » et l'on craint qu'il soit d'autant plus prompt à « corrompre les populations en leur conseillant la rébellion » qu'il se trouve sans force suffisante pour poursuivre ses forfaitures[161]. Il s'agit bien ici, dans les propos prêtés à Rodriguez, d'inciter les *vecinos* à une action dont la dimension est pour le moins « politique ».

Quant à Domingo Galindo, il avoue lors de son interrogatoire que s'il « s'est mis avec Agachado » c'est parce que celui-ci « l'a séduit (…) en lui disant que les Anglais tenaient tous les ports du Venezuela ; que Rodriguez était dans le Llano avec beaucoup de gens, (…) que dans la Sierra tout le monde était pour lui et que Sotillo venait de Calabozo avec plein

[159] Gobierno del Guárico. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 28 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 653.
[160] Jefatura politica. Al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, San Sebastián, 31 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 395.
[161] EMG. Al Sr Jefe de EMDivisionario de la provincia d'Aragua, La Victoria, 6 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 331.

d'hommes de cavalerie »[162]. Ce qui suppose que cela faisait suffisamment sens pour lui, au point qu'il s'engage.

On observe cette même logique en décembre 1858, toujours dans cette même zone de Villa de Cura, à la lecture de plusieurs missives que le *Jefe Político* de Villa de Curaadresse au gouverneur de la province. Bien que contradictoires à propos de la véracité des faits observés, elles attestent que cette stratégie est employée ou pour le moins supposée pouvoir l'être. La première de ces missives est envoyée au début du mois et vise à rendre compte des démarches d'exploration de la zone de la Sierra qu'il a fait entreprendre afin d'obtenir des informations sur son « véritable état ». Il résulte de cette exploration que l'un des émissaires, un certain Luis Silva, envoyé sur les sites de Valle Hondo et de Timbique n'a rien découvert qui puisse confirmer l'exactitude des informations fournies, puisque :

> « (…) il n'a vu ni eu d'informations relatives à la réunion de gens dans quelque lieu que ce soit ; et bien qu'on l'ait informé que les raisons de l'inquiétude aient été dues à l'arrivée de deux hommes suspects à Valle-hondo, qui sont effectivement venus ici, Silva assure qu'ils n'avaient pas l'intention de collecter des gens puisqu'ils n'ont tenté de convier ni de séduire personne. »[163]

Ce qui semble donc être une pratique suffisamment courante pour que ce soit un élément à vérifier. Dans la seconde, datée de fin décembre, il rapporte cette fois-ci le témoignage du Commandant Cruz Fernández qui dit avoir recueilli des informations selon lesquelles sur les sites de El Coyollal et de la Vueltia « la majeure partie des hommes (…) ont été séduits et entraînés de force pour rentrer dans la faction et pour cela ils ont marché, pour s'y incorporer, jusqu'à Guambra, point général de réunion (…) »[164]. Selon ces calculs, ce sont ainsi « entre 150 et 200 hommes » qui auraient été forcés à intégrer la Faction[165]. Ces éléments à charge amènent le gouverneur de la province d'Aragua à affirmer, au moment de transmettre ces informations à Valencia :

> « Que cela fasse au moins cinq jours que la faction collecte des gens dans la Sierra est un fait que l'on ne peut nier si l'on s'en tient aux déclarations des commissaires Domingo Diaz, Miguel Lombano, Cipriano Herrera et d'autres dont je vous ai rendu compte dans mes communications antérieures sur le sujet (…). »[166]

---

[162] Gobierno de Carabobo. Interrogatorio de Domingo Galindo, Valencia, 27 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 447-447v.
[163] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Secretario de E en los DD del Ynterior y Justicia, La Victoria, 7 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 594-594v. C'est nous qui soulignons.
[164] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 612v.
[165] *Ibid*.
[166] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 30 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 612v.

Séduction ? Incitation à intégrer les forces factieuses en tentant de convaincre autrement que par la force ou la menace ? Il semble en effet que ce soit également le cas, comme si tous les registres étaient utilisés pour parvenir à ses fins. D'autant qu'il semble bien qu'ils parviennent parfois à convaincre du bien-fondé de leur action.

On redoute ainsi parfois, dans un registre proche de la « séduction » évoquée plus haut, « l'influence » exercée par les factieux sur les populations. Dès lors que bien souvent, nous l'avons vu, les deux camps en présence œuvrent à « armes » égales dans le conflit qui les oppose, c'est par effet de miroir que nous parvenons à saisir cette influence tant redoutée. Francisco Miguel Rojas, Commandant militaire de la Sierra, adresse une note en ce sens au gouverneur de la province, en mai 1858, dans laquelle il se félicite de l'état d'esprit des habitants de la zone. Or, il attribue cette situation à l'efficacité de la politique de persuasion qui a été entreprise en riposte à celle qui avait été menée par les factieux.

> « (…) par le biais de conseils salutaires et grâce à l'explication de saines doctrines, [les habitants de la Sierra] ont été convaincus qu'ils devaient soutenir la cause du Gouvernement, qui est leur propre cause ; de même, les peines et les souffrances dont ils ont cette fois pâti, conséquence inévitable de la traque active que nous leur avons livrée, agiront sans aucun doute sur leur esprit et leur servira de leçon afin qu'ils ne se laissent plus tromper ni entraîner du fait de la mauvaise influence des scélérats qui en d'autres occasions sont parvenus, malheureusement, à les faire sortir du droit chemin. »[167]

Quelques mois plus tard, vingt hommes sont remis à la *Jefatura Política* de La Victoria, après qu'ils se soient enfuis alors qu'ils étaient censés rejoindre une *partida* de Donato Rodríguez à Santa Elena. Ils « confessent que Pablo Mota, accompagné de sept hommes, les a réunis et emmenés de force et que seulement l'un d'entre eux a vu Rodriguez ». Or, ce n'est pas tant cette confession qui attire l'attention, que la réaction des autorités qui affirment :

> « Cette *Jefatura* croit que tout ceci n'est pas une histoire de peur ; elle croit par contre nécessaire d'inspecter tous ces habitants afin de voir si l'on parvient à capturer ces individus qui sont ceux qui, par influence, ont occasionné les troubles qui se sont produits ici. »[168]

Ce n'est donc pas uniquement par peur des représailles que l'on entre dans la Faction. C'est la raison pour laquelle on craint que la Faction ne se reconstitue « en ayant plus de prosélytes », comme le redoute le *Jefe Político* de San Sebastián (Rafael Maria Peña) en mai

[167] « Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 29 de mayo de 1858 », *El Foro*, 11 de junio 1858. C'est nous qui soulignons.
[168] Jefatura politica, La Victoria, 4 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 410-410v. C'est nous qui soulignons.

1858[169] ; ou que les chefs factieux « cherchent des prosélytes afin d'augmenter leur force » ainsi que l'affirme en décembre Manuel Lombano, *vecino* del Cedral de Guambra, alors qu'il a fait fuir, comme nous l'avons vu, les *vecinos* de son canton afin qu'ils ne se fassent pas enrôler[170]. Prosélytisme relayé parfois par des hommes occupant des fonctions « officielles », à l'instar de Marcos Castillo dont le Colonel responsable des opérations dans les Cantons San Carlos et Tinaco dans la province de Carabobo dénonce la traîtrise. En effet, alors qu'il informe le gouverneur qu'il va lui envoyer 30 factieux actuellement en prison dans sa ville, il accuse Marcos Castillo, « qui fut gouverneur ici durant tout le temps de la funeste domination de Monagas », d'être celui qui « leur a inculqué ces mauvaises doctrines » du temps précisément où il était gouverneur. Il demande donc instamment au gouverneur de tout mettre en œuvre pour éviter qu'ils ne reviennent en ces lieux dès lors qu'en tant « qu'ennemi de l'actuel Gouvernement » ils constituent « une menace pour l'ordre public et l'honorabilité des habitants »[171].

Mais « l'influence » comme l'existence de « prosélytes » supposent que des dispositifs appropriés soient déployés à cette fin. Une fois encore, ce ne sont que d'infimes fragments que nous avons pu repérer, mais qui n'en constituent pas moins autant d'indices des pratiques mises en œuvre et d'une certaine sensibilité aux questions – politiques – d'un temps.

Dans certains cas en effet, c'est en lançant un véritable appel public à s'engager à leurs côtés que les factieux recrutent. Une quinzaine de jours à peine après la destitution du président Monagas, les *vecinos* de San Francisco de Tiznados dénoncent certains de ceux qui, comme ils disent, « servaient de coryphées à ces bandits en les alimentant avec leur compagnie et aujourd'hui avec leurs prédications, tous tenaces partisans de la dynastie des Monagas »[172]. Mais c'est tout particulièrement le cas le 6 juillet 1858, lorsque Zoilo Medrano, Agachado et Genaro López pénètrent dans San Francisco de Tiznados, « vers onze heures du matin » et décident, selon Maria Germana Pérez, une femme interrogée suite à son engagement dans la Faction, « de publier un arrêté afin que tous se présentent pour prendre les armes en défense de leur cause, publication faite par un dénommé Don Camilo, *vecino* de ce village ». Elle affirme ensuite qu'ils proclamaient vouloir rétablir le gouvernement de José

[169] Gobierno Superior Político de la Provincia del Guárico, Calabozo, 29 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 326.
[170] Gefetura Política del Canton, n° 422. Cura, diciembre 25 de 1858. Transmis à Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, La Victoria, 26 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 603v.
[171] *Despacho*, Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 21 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 430v.
[172] *Los vecinos de esta parroquia al Señor Jefe de Operaciones de los Llanos*, San Francisco de Tisnados, 6 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 319. C'est nous qui soulignons.

Tadeo Monagas et poursuivre les oligarques et que de nombreuses personnes ont répondu à cet appel[173]. Dans ce même registre, certains disent qu'ils ont été convoqués pour servir la cause, comme le reconnaissent onze hommes, *vecinos* de Parapara, arrêtés en septembre 1858 alors que Medrano et Rodriguez accélèrent le recrutement en vue de prendre les villages du canton de Gudiez. Selon eux en effet, « ils ont été convoqués au nom de Medrano et Rodriguez pour soutenir la cause des Monagas »[174].

Enfin, reprenons les propos de José Pulido dans la lettre qu'il adresse à son ami José Maria Uztáriz, gouverneur de la province d'Aragua, en janvier 1859, dans laquelle il dit entre autres reconnaître dans les pratiques des chefs de la Faction celles qui sont propres au « guzmancismo ». Or, parmi celles-ci, outre l'incitation à s'emparer des terres de « ces riches blancs », il y a la façon de s'y prendre pour les convaincre. Il dit en effet, « qu'ils fâchent, médisent et ensuite flattent nos péons et les femmes des haciendas »[175]. Mais surtout, en lien avec l'implantation de Sociétés Libérales dans les années 1840, notamment à San Francisco de Tiznados et Villa de Cura, il existe des « comités de partis dans les villages et les hameaux » qui apportent leur soutien aux groupes armés[176].

Francisco Borrego, journalier analphabète de 24 ans, ne raconte-t-il pas qu'une fois, les factieux sont entrés dans un village et que l'un deux « marchait de maison en maison avec un papier qu'il lisait à tous » pour expliquer le bien-fondé de leur cause. Le témoignage de ce jeune homme est d'autant plus précieux du fait de la posture qu'il adopte *in fine*. En effet, il affirme que lorsque cela lui est arrivé, c'est Luis Milano qui faisait cette lecture et qu'il n'a, « dans un premier moment pas prêté attention à la chose » mais qu'ensuite « quand il a entendu Luis Milano parler contre le Gouvernement et en faveur de Monagas, il est immédiatement parti parce que la chose ne lui a pas plu »[177]. Non seulement ces propos nous renseignent sur les pratiques employées par les factieux pour convaincre, de façon argumentative, les habitants à s'engager à leurs côtés, mais aussi et c'est très rare, sur une attitude de prise de distance délibérée en raison des objectifs politiques affichés par la Faction.

En dépit de ces pratiques de mobilisation, il n'en demeure pas moins que nous n'avons quasiment pas repéré de formes claires d'engagement qui soient très motivées politiquement.

[173] Jefatura politica del Canton. Interrogatoire de Maria Germana, Pau, 19 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 441v.
[174] « Ultimos acontecimientos de este Canton », Gudiez, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 407-407v.
[175] *Ibid*.
[176] Guillermo García Ponce, *Las armas en la Guerra Federal*, Caracas, Ediciones La Muralla, 1968, p. 27.
[177] Jefetura política del canton. Interrogatoire de Francisco Borrego, Ortiz, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 265.

On est donc d'autant plus enclin à formuler l'hypothèse que l'on induit à intégrer la Faction en appuyant sur d'autres ressorts que ceux de la seule intimidation, menace ou rhétorique de l'incitation à l'engagement, qu'il convient à présent d'explorer.

### 5. Une société d'interconnaissance en action

Derrière ces formes d'enrôlement plus ou moins forcées, se lovent des mécanismes plus complexes liés à la façon dont sont structurées ces communautés. On s'inscrit dès lors dans un entre-deux signifiant, qui amène à considérer un autre registre, central pour démêler cet écheveau des logiques de mobilisation mais aussi pour en comprendre toute la complexité ainsi que toute l'ambiguïté : celui des réseaux de parentèle et de clientèle mobilisés par les chefs factieux pour parvenir à leurs fins. Pour cela, il nous faut au préalable revenir sur les acteurs de ce conflit et compléter la présentation que nous en avons faite en ouverture de ce chapitre.

En premier lieu, signalons que parmi les acteurs collectifs, nous avons repéré un certain nombre de « clans » familiaux dont les membres évoluent « autour » de la Faction et tout particulièrement de ses principaux chefs.

C'est ainsi qu'en mai 1858, des individus attestent auprès des autorités militaires de San Francisco de Tiznados que « Medrano existait dans la Sierra, sans avoir de résidence fixe, accompagné d'un fils, d'un beau-frère, d'un frère etc. etc. Toutes ces personnes ayant sa plus grande confiance et intéressées à sa préservation, sont au nombre de treize »[178]. Le « etc. etc. » est plus que suggestif de ces liens qui, telle une toile d'araignée, tissent un filet de protection, en grande partie familial, autour de ce chef factieux.

Tout début juillet 1858, au cours de l'interrogatoire auquel est soumis Isidoro Ysquierdo, complice supposé, au moment de l'occupation de San Francisco de Tiznados par les factieux, celui-ci dit connaître la plupart des hommes de Ribas qui, selon sa version des faits, seraient entrés chez lui et lui auraient pris des armes laissées par un soldat malade, avant de lui enjoindre de les suivre. Or, parmi ceux-ci, il cite, outre Agachado, « Medrano et son frère Ysidro »[179].

[178] EM de la Division de operaciones de las provincias d'Aragua, Guárico y Apure. Al Señor Coronel Jefe de EMGral del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 13 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 487-487v.

[179] Secretaria de Estado en los DD de Guerra y Marina. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Caracas, 7 juillet 1858. Interrogatoire de Isidoro Ysquierdo. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 348.

Or, durant ce même mois de juillet, lors de la grande offensive lancée contre la Faction, ce frère de Medrano, bien présent puisque l'on apprend que, avertis de cette décision, les factieux avaient organisé deux embuscades, dont l'une « de cent hommes aux ordres de Ysidro Medrano »[180], permettant de comprendre au passage à quoi étaient destinées les armes dérobées chez Ysquierdo. Nous retrouvons ce frère de Medrano en décembre. Il est alors, selon le *Jefe Político* de Cura, membre actif de la faction dite de Guambra, dont Fabián Rivas a pris la tête, qui est en fait une extension de celle de la Sierra, laquelle tente depuis peu de renaître de ses cendres. Ils sont décrits en train de « ramasser des gens, ayant même étendu leur recrutement jusqu'à Malpira, site distant de cette ville d'une lieue et demie ». Or, Ysidro Medrano est accompagné de son fils Juan, qui est donc un neveu de Medrano, qu'ils sont d'ailleurs en train d'attendre pour envahir la ville de Guambra[181].

En janvier, dans la zone de Mapire, Medrano est vu entouré d'une « vingtaine de personnes dont Felix Medrano (…) »[182], sur lequel nous n'avons retrouvé aucune information, mais qui est selon toute vraisemblance également un proche de Zoilo Medrano. Enfin, en août 1858, il est fait état, entre autres lieux où Medrano et ses hommes ont pour habitude de se réfugier, de « Boca del Perreal » où vit un oncle de Medrano »[183].

Néanmoins, au cœur de cette parentèle gravitant autour de Zoilo Medrano, il est une personne qui constitue une sorte de pivot à la fois géographique et stratégique dans lequel s'enchâssent des relations d'obligation envers les factieux. Elle réside dans la zone de Mapire dans la province d'Aragua, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler à de nombreuses reprises.

En effet, plusieurs fois déjà, en juillet et en septembre 1858, ce site est apparu comme un point à surveiller et depuis lequel des opérations ont été menées pour détruire la Faction[184], notamment depuis le Paso Real. Néanmoins, ce n'est qu'à partir d'octobre qu'il est décrit en tant que lieu sensible de regroupement des factieux. En effet, alors que le commandant Ortega, le 30 septembre, en application des instructions qui lui ont été données, est en train de « vérifier avec la prudence et la discrétion nécessaires l'endroit où se trouvaient Medrano et

[180] Cuartel General en San Francisco de Tisnado, al Sr Gral Gefe de EMG del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 21 juillet 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 422.
[181] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 27 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 606.
[182] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 29 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 641-641v.
[183] EMG de la jefatura de la provincia d'Aragua al Sr Comandante Jefe de EMGeneral del Ejercito Libertador, Maracay, 3 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 318. C'est nous qui soulignons.
[184] On le perçoit surtout dans les *Instrucciones que observará el Comandante Olondro en la operacion que va a emprender con su cuerpo*, San Francisco de Tisnados, 6 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fols. 271-272, en particulier la 6ème instruction, fol. 271v-272.

ses complices », il indique à l'État-major Général à Valencia que, selon ce que lui a dit « une personne proche de Medrano », celui-ci, avec un certain nombre de complices (…) était sorti de la Sierra en direction de l'Alto llano » pour tenter de « bénéficier de l'amnistie qui lui avait été offerte »[185]. Il lui semble cependant important, dans la mesure où il doute de la bonne foi du chef factieux, d'informer également ses autorités supérieures « que le repaire qu'ils fréquentent le plus est le site de Mapire où ils sont protégés par les personnes de Trinidad Gamarra, Fermin Sarmiento, José Almerida et par certains des Sojitos »[186]. Chez l'un de ces « protecteurs », on retrouve néanmoins la même logique de disculpation observée déjà à plusieurs reprises. Il s'agit de José Almerida dont il est dit, le mois suivant, lors de son interrogatoire, qu'il n'y a rien à dire de particulier sur sa conduite ; interrogatoire durant lequel il raconte l'arrivée de Medrano chez lui vers 9 heures du soir avec une trentaine d'hommes pour lui acheter de l'eau-de-vie et du tabac[187]. Cependant, il ne dit mot du recrutement d'hommes dont parle le commissaire de Mapire, Bernabé Nieves, qui aurait eu lieu dans ce même moment où Medrano était chez lui :

> « (…) à minuit le 3 de ce mois le bandit Zoilo Medrano était dans le Pays de Mapire avec trente ou quarante hommes dans la maison de José Almérida, embarquant des gens, et d'ici il est parti pour la Sierra. » [188]

Le commissaire Hidalgo à qui il est pourtant venu raconter ce qui s'était produit, si l'on en croit ses propos lors de son interrogatoire :

> « Demandé. Avez-vous rendu compte à l'autorité publique de ce qui s'est passé dans votre maison ? Répondu : qu'il a rendu compte de ce qui s'est produit le 4 au matin au Commissaire de Mapire, Bernabé Nieves. »[189]

Surtout, et ce n'est pas anodin, c'est depuis ce « pays de Mapire » que la Faction refait effectivement surface avec Medrano en novembre 1858, même si, au vu des rapports qui lui sont envoyés, les autorités centrales se félicitent, un peu prématurément cependant, des actions menées à leur encontre sur place mais aussi de « l'enthousiasme pour la cause de la régénération manifestée par la généralité des habitants de la province, dissipant les craintes

[185] EMG de operaciones sobre la Sierra, San Francisco de Tisnados, 3 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 243.
[186] *Ibid*., fols. 243-243v.
[187] Comparution de José Almerida. Jefatura Politica del Canton, Ortiz, 8 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 564v. Cf. supra pour les détails de cet interrogatoire.
[188] El Comisario de Mapire au Gefe Político del Canton Ortiz (A. Ramos). Al Gefe Político del Canton Cura (Pedro Abreu) au Sr Gobernador de la Provincia d'Aragua (Jesus Ma Uztariz). Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 9 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 569.
[189] Jefatura Politica del Canton, Ortiz, 8 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 564v.

que la faction qui vient de réapparaître ne puisse être de quelque importance ». Prématurément disons-nous, car non seulement, comme nous le savons, il lui reste encore quelques mois à agir, mais aussi parce que dans ce pays de Mapire précisément nombreux sont les soutiens sur lesquels elle peut compter[190].

De fait, Medrano et ses affidés, bénéficient en ce lieu, non seulement des soutiens déjà évoqués, mais aussi, et peut-être surtout, de celui d'une personne de son entourage proche, dont nous allons sous peu faire la connaissance. En effet, tout au long de la fin de l'année 1858, Medrano continue d'œuvrer même si les informations sont moins importantes qu'auparavant, mais surtout en janvier 1859, plusieurs sources faisant état des actions menées par la Faction dans cette zone de Mapire, citant non seulement à nouveau un certain nombre de personnes mentionnées par les différents témoins en octobre et novembre de l'année précédente, mais surtout une personne qu'ils semblent considérer comme d'importance pour la sécurité des factieux, nous livrant à l'occasion l'une des clés d'explication du choix de ce site pour leur réapparition. C'est ainsi que le Commandant Facundo Camero informe le chef des opérations dans la Sierra qu'il est parvenu à apprendre lors de l'interrogatoire d'un certain Yldefonso Solorzano, entendu le 24 janvier pour la seconde fois, qui affirme s'être « séparé de Medrano alors que la faction se trouvait alors près du paso real de Mapire, (…) qu'elle comptait une vingtaine de personnes » et qu'elle avait reçu le soutien « de la marraine de Zoilo Medrano à Mapire »[191]. Cette marraine résidant à Mapire leur a non seulement offert l'asile, mais elle les tient également informés de la localisation des forces gouvernementales. C'est par exemple grâce à elle qu'ils apprennent que « dans la zone il n'y avait comme troupes du gouvernement qu'une guérilla commandée par le capitaine Zerpa sur les hauteurs et que les forces qui étaient sur la Paso Real de San Antonio le Colonel Muguerza les avait amenées à San Juan »[192].

Nous n'en saurons malheureusement pas davantage sur cette marraine, qui est très vraisemblablement Trinidad Gamerra, mentionnée fin septembre par le commandant Ortega[193]. Il n'en demeure pas moins que sa présence et ses actions sont une pièce

[190] Secretaria de lo Ynterior. Al Sr Gobernador de la provincia del Guárico, Valencia, 18 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 575-575v. Le gouverneur de la province d'Aragua accuse réception de ce courrier le 25 novembre et l'assure à son tour de tout mettre en œuvre pour que la faction non seulement de prenne pas d'importance mais aussi pour qu'elle ne pénètre pas dans sa province. Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 25 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 587.

[191] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 29 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 641-641v.

[192] *Ibid*., fol. 641v.

[193] EMG de operaciones sobre la Sierra, San Francisco de Tisnados, 3 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 243v.

supplémentaire, et non des moindres, du puzzle que constituent ces relations de parentèles existant autour de l'un des chefs de la Faction. Elles témoignent également de l'importance que représentent ces liens familiaux pour la longévité de la Faction et la capacité de ces groupes armés à résister aux forces gouvernementales, dès lors qu'ils ne relèvent pas (ou pas uniquement tout au moins) de la contrainte dont nous avons pu voir l'effectivité par ailleurs.

Vue générale de la zone où si situe le hato de Mapire (en bleu), au coeur de la zone d'action de la Faction.

Les deux autres chefs de la Faction, Donato Rodríguez Silva et José de Jesús González (El Agachado), semblent bien moins entourés, au niveau familial s'entend, que leur comparse Zoilo Medrano. De fait, la seule mention que nous ayons retrouvée, concerne le premier d'entre eux et ne livre que bien peu d'informations puisqu'il est uniquement dit qu'à l'instar de Medrano il entretient des relations de « parents et d'amis » avec « les *vecinos* de sa ferme à Güesipo »[194]. Un tel constat n'est peut-être pas sans lien d'ailleurs avec le fait que Zoilo

[194] Secretaria del Interior. Resuelto. Digase a los Gobernadores d'Aragua, Guárico y Carabobo, Caracas, 28 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 335.

Medrano soit le seul des trois à faire, en quelque sorte, carrière après la Guerre Fédérale, même si l'on ne connaît pas avec précision la destinée de Donato Rodríguez Silva[195].

Cependant, ces liens de parentèle ne sauraient à eux seuls expliquer la capacité de résistance et de mobilisation, ainsi que la longévité de la Faction. Même si très souvent ils parviennent à dérober des armes et des munitions aux troupes du gouvernement et qu'ils ont pour habitude de ponctionner la population pour subvenir à leurs besoins[196], cela ne saurait suffire dès lors, nous l'avons vu, que ces groupes atteignent à de nombreuses reprises plusieurs centaines de personnes, dépassant même à plusieurs reprises le millier, voire plus.

De fait, et de façon logique, ces liens à caractère familiaux s'articulent avec des réseaux de clientèle doublés de complicités locales dans une transitivité déterminante dès lors que les uns et les autres sont indispensables.

Les liens qu'entretiennent, les chefs de la Faction tout particulièrement, avec les personnes qui habitent sur leurs terres en sont une bonne illustration. Ces liens très forts avec les communautés environnantes dont certains membres, en outre, font parfois comme on vient de le voir parties de la famille des factieux, sont ainsi attestés à maintes reprises. C'est ce dont témoigne le *Comandante en armas* de la province d'Aragua, José L. Rodríguez dans le compte-rendu de la visite qu'il vient d'effectuer dans les cantons de Cura et de San Sebastián, qu'il adresse à la *Secretaria de Estado en los DD de Guerra y Marina* le 22 juin. Durant celle-ci, il dénonce non seulement les liens de Medrano avec des « parents » dans le *vecindario* de San Antonio et de la Platilla, nous y reviendrons dans un instant, mais rapporte également que Donato Rodríguez est lui en planque dans son *hato* à Güesipo où « ses *vecinos* sont en tout ses obligés, ils obéissent à sa voix, et se réunissent, se dispersent, et l'avertissent de ce qu'ils voient »[197]. Cette double situation le conduit d'ailleurs à suggérer des dispositions drastiques à l'encontre de ces populations[198] et à intimer aux gouverneurs d'être vigilants sur ce point. Ce dont prend acte, en ces termes, celui de la province d'Aragua :

> « Je vous rendrai compte opportunément du résultat des mesures que, dans une note du 28 juin dernier, 2ème section, n° 98, vous m'ordonnez de mettre en œuvre concernant les *vecinos* de San Antonio et de La Platilla, afin de les dissuader de continuer à dispenser au factieux Zoilo Medrano la protection que l'on assure qu'il trouve auprès d'eux. On procèdera de la même manière en ce qui concerne le

[195] Vor les informations fournies dans l'introduction.
[196] Nous développons ce point dans le chapitre 6.
[197] Secretaria de Estado en los DD de Guerra y Marina, Comandante de armas de la provincia d'Aragua à la Secretaria (22 juin) qui transmet à celle de Interior y Justicia, Caracas 26 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 333-333v.
[198] Nous revenons sur ces pratiques qui auront cours dans les mois suivants dans le chapitre 7.

> *vecindario* de Güesipo, qui observe une conduite identique vis-à-vis de Donato Rodriguez. »[199]

Nous retrouvons bien ici la réactivité de ces complices et personnes qui entretiennent des « relations » avec Medrano, mais aussi l'impunité dont elles disposent. Impunité de fait, en raison de l'espace dans lequel elles évoluent, dont elles ont une parfaite connaissance et maîtrise. Mais une impunité qui est aussi liée au fait qu'ils soient tous plus ou moins complices malgré eux ; s'ils livrent quelque information que ce soit, des représailles sont à craindre, puisque tous se connaissent. Est-ce en ce sens qu'il faut interpréter les derniers mots livrés, lors de sa comparution, par José Almerida, le propriétaire de la maison où Medrano a passé la nuit du 3 novembre 1858 ? Après avoir nié toute complicité avec le chef factieux, il raconte en effet que ce dernier s'est présenté chez lui, avec trente hommes qui lui ont demandé d'éteindre la lumière et qui « avaient pour objectif de lui acheter de l'eau-de-vie et du tabac ». Il conclut en disant que si certains l'ont bien payé, « à d'autres, qui le lui ont demandé, il l'a donné gratuitement »[200]. Nous ne connaîtrons jamais de quelle façon cela lui fut demandé, mais ces paroles ouvrent un possible en termes d'intimation plus ou moins menaçante.

Complices, ils le sont donc bien souvent. Les *Jefes Políticos* de San Sebastián et de Villa de Cura dans un rapport de novembre 1858, rendent compte d'une scène factieuse significative à plus d'un titre, fondée sur la déposition d'un certain Sr Trinidad Célis, selon laquelle « une *partida* de quinze ou vingt hommes s'est présenté à l'hacienda 'El Cortijo' appartenant au Sr. Justo Fuentes ». Celui-ci ne serait pas parvenu à les identifier, puisqu'ils ont pris la fuite « lorsqu'il est sorti de la maison pour voir qui était là ». À la suite de cet incident, le commissaire de la zone aurait alors décidé de mener son enquête auprès de « quelques personnes ». En voici le résultat, rapporté par Célis :

> « (…) la *partida* se composait de gens de la même rue qui ont dit s'être réunis pour chanter et se divertir et un grand nombre d'entre eux s'est retrouvé en état d'ébriété. »[201]

Bien qu'évoluant dans un espace géographique très vaste, la Faction interagit de toute évidence dans un univers humain très restreint, de très forte interconnaissance à l'intérieur

[199] Gobierno Superior Político de la Provincia d'Aragua. Al Secretario de E. en los DD del Interior y justicia, La Victoria, 1er juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 337.
[200] Comparution de José Almerida. Jefatura Politica del Canton, Ortiz, 8 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 564v.
[201] *Oficios de 20 y 22 del actual, de los Gefes Políticos de San Sebastian y Cura*. Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en lo DD del Interior y Justicia, La Victoria, 25 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 585.

même de la Faction mais aussi, quoi que dans une moindre mesure, avec les autorités administratives et militaires. Il s'agit sans conteste d'une société de face-à-face en action.

Le récit, parmi de nombreux autres, d'un certain Señor José de los Rios, homme d'âge mûr, originaire de la province de Cojedes, qui se présente, le 6 juillet 1859, dans le bureau du gouverneur de celle de Carabobo pour rendre compte de l'incursion de deux *partidas* à Tinaquillo, est de ce point de vue très instructif. Bien que l'on n'en sache pas davantage sur cet homme, présent dans ce village de Tinaquillo au moment de l'attaque, distant de plusieurs dizaines de kilomètres de chez lui, pour manger avec un prêtre du nom de Mercader, il est de prime abord curieux qu'il connaisse à ce point la plupart des membres de la *partida*. En outre, ce qu'il en dit ne manque pas de nous renseigner sur les logiques de fonctionnement, et par ricochets sur les moyens d'information, de ces micro-sociétés où l'interconnaissance est sans cesse en action. En effet, à la question de savoir s'il connaît des membres de celle qui la première a fait incursion dans le village, il répond ceci :

> « Oui, il connaissait Juan de la Cruz Gómez qui était Capitaine et N. Pacheco, *vecino* de 'La Loma', et il a su par les frères Maya que leur majordome et péons étaient dans la faction ; et en plus des deux déjà mentionnés il y avait Cirilo Silva de 'La Loma'. »[202]

Enfin, il ajoute qu'il a également entendu deux hommes, « Pedro Antich et Leon Villalba », « parler favorablement de la révolution » dont il sait, pour le second qu'il est dans ce village depuis environ trois jours et que le premier était déjà là quand il est lui-même arrivé le dimanche précédent[203], soit le 3 juillet alors que l'attaque a eu lieu le mardi 5. Toutefois, un indice nous livre une clé de compréhension à cette bonne connaissance des acteurs présents sur place. En effet, il porte le même patronyme que le juge de paix malmené par les factieux afin d'obtenir des armes, qui s'appelle Pedro Domingo de los Rios… supposant un éventuel lien de parenté entre les deux hommes.

Ces relations d'obligés s'accompagnent également de pratiques qui épousent la forme du don et du contre don. Certains s'en défendent d'ailleurs, comme Julián Silva, que nous avons déjà entendu, brigadier dans la Faction, interrogé en août dans la province du Guárico. Cet homme, *vecino* de San Francisco de Tiznados, ouvrier agricole qui, nous renseignant une nouvelle fois sur leur « fragilité sociale », est analphabète et dit « ignorer son âge mais que,

[202] Gobierno de Carabobo, Valencia, 6 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 658-658v.
[203] *Ibid*., fol. 658v.

par son aspect, il doit avoir cinquante ans », affirme, en réponse à une question sur les « offres » que « Medrano et Agachado faisaient à leurs gens », « qu'ils n'offraient rien »[204].

Or, indépendamment de la réponse négative, la question en elle-même et les termes employés nous renseignent pourtant sur les pratiques supposées des chefs de la Faction et des liens qu'ils entretiennent avec les populations, présentées ici comme « leurs gens ».

Pratiques que dénonce sans coup férir A. Ramos, *Jefe Político* du Canton Ortiz, dès le mois de mai, mettant en évidence ces « amitiés paradoxales » si finement analysées par J. L Briquet pour la Corse[205], où la violence et la déduction sont au cœur de ces relations de clientèle, indispensables à la survie de la Faction. Ramos fonde son analyse sur une missive reçue deux jours auparavant de son homologue de San Sebastián, dans laquelle il lui relate la déposition d'un homme, Rito Flores, arrêté par une *partida* très vraisemblablement commandée par Rodríguez, et dont il dit connaître la plupart des membres dont il donne d'ailleurs les noms. Convaincu de la persistance du danger que représente la Faction de la Sierra et informé par son homologue de San Sebastián de leur capacité à « faire plus de prosélytes »[206], Ramos livre alors des données très importantes sur les mécanismes à l'oeuvre, eux aussi paradoxaux, lorqu'il affirme, sans détours sa conviction qu'en raison :

> « (…) du lieu où cette horde de bandits a quelque pouvoir, que ce soit par l'élément terreur qu'ils ont pu diffuser lors des jours fastes pour eux ; ou grâce aux prestations généreuses avec lesquelles ils s'attachent leurs adeptes ou conquéraient l'affection de ceux qui se laissaient convaincre par un misérable don, il ne fait aucun doute qu'à l'aide de l'un ou l'autre de ces motifs les fameux Rodriguez et Medrano aient un cercle (…). »[207]

Et ce qui est parfois proposé en échange d'un service rendu pour les factieux, ou d'un engagement plus formalisé, peut en effet sembler parfois bien futile au regard des enjeux et des risques encourus. Mais ce « don » est néanmoins la marque d'un lien où la menace est bien moins présente. Les mésaventures survenues à Ildefonso Luna offrent aussi l'occasion de saisir ce qui a pu se jouer pour un homme pris dans l'entrelacs d'un réseau d'interconnaissances en lien avec la Faction. Fin août 1858, cet homme de 22 ans,

---

[204] Interrogatoire de Julian Silva. Comandancia militar de las operaciones de Tisnados, San Francisco de Tiznados, 12 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 415v-416. C'est nous qui soulignons.

[205] Jean-Louis Briquet, « Des amitiés paradoxales. Echanges intéressés et morale du désintéressement dans les relations de clientèles », *Politix*, Vol. 12, n° 45, premier trimestre 1999, pp. 7-20.

[206] Le *Jefe Político* de San Sebastian (Rafael Maria Peña) au *Jefe Político* du Canton Ortiz (A. Ramos), San Sebastian, 27 mai 1858, in Gobierno Superior Político de la Provincia del Guarico (P. Bermudez). Al Secretario de E en lo DD del Interior y Justicia, Calabozo, 29 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 326.

[207] Gobierno Superior Político de la Provincia del Guarico (P. Bermudez). Al Secretario de E en lo DD del Interior y Justicia, Calabozo, 29 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 327.

analphabète et journalier de son état, est arrêté et fait prisonnier car soupçonné de complicité avec les factieux[208]. Le début de l'interrogatoire auquel il est soumis nous apprend que Luna réside à Los Naranjos où il est le péon d'un certain José Rodríguez. En réponse à la question qui lui est posée concernant la « personne qui l'a incitée à entrer dans la faction de la Sierra », il entreprend un assez long récit de ce qui lui est arrivé. C'est José Antonio Páez, « scieur du Sr. Leizeaga », qui lui aurait demandé de venir rejoindre El Agachado, après que le Père Leizeaga lui ait ordonné « de réunir tous les *vecinos* pour qu'ils aillent augmenter la faction »[209]. S'ensuit alors, pour Ildefonso Luna, une série d'allers-retours entre Los Naranjos et la ville de Pacaragua où se trouve alors El Agachado. Une première fois pour intégrer la Faction, mais il semble revenir assez vite, puisqu'il dit qu'il y retourne une deuxième fois sur ordre cette fois de l'un des fils Leizeaga, « Ignacio, alias le Chauve » qui considère que « si les troupes du Gouvernement le prenaient, elles le tueraient ». Mais, à peine a-t-il rejoint Pacaragua, qu'il est de nouveau contacté par le Chauve qui l'informe « qu'il a dans l'hacienda à disposition d'Agachado, seize fusils avec leurs munitions et leurs cartouches (…), une cargaison de canonnières qu'il faut lui apporter dans le silence de la nuit »[210]. Le gouverneur, visiblement surpris qu'il ait été sollicité de la sorte à plusieurs reprises, lui demande alors si on lui a « donné de l'argent ou autre chose » lorsqu'il lui a demandé de retourner à Pacaragua. Ce à quoi Luna répond « (…) qu'il lui a seulement donné un morceau de gâteau et un bout de tabac »[211].

Cet aveu, qui met un terme brusque à l'interrogatoire, révèle tout à la fois l'extrême dénuement de cette personne pour qui les risques encourus pouvaient être « compensés » par un tel don, mais aussi le capital symbolique que pouvaient revêtir ces contreparties en nature. Dimension parfois dérisoire des manifestations de cet engagement pour ou avec les factieux, mais jugée pourtant suffisante par les autorités elles-mêmes pour qu'à l'issue d'un interrogatoire, elles considèrent dans bien des cas que la personne incriminée est effectivement suspecte. C'est également ce qui arrive à un homme arrêté en septembre 1858 par les troupes œuvrant dans la Sierra alors qu'elles revenaient de Valle Hondo à la poursuite de Medrano :

[208] Gobierno de Carabobo, Valencia, 25 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fols. 445-446.
[209] *Ibid*, Interrogatorio de Ildefonso Luna, fol. 445-445v.
[210] *Ibidem*, fol. 445v.
[211] Gobierno de Carabobo. Interrogatorio de Ildefonso Luna, Valencia, 25 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 446.

> « On vient d'interroger un homme qui a été arrêté alors que l'on rentrait de ce village (…) parce qu'on l'a trouvé suspect ; et en effet il s'avère qu'il est venu ici chercher du sel pour les factieux. »[212]

Raisons ou manifestations dérisoires de l'engagement, mais aussi fugacité et fragilité de celui-ci comme le souligne le *Jefe Político* Ramos lorsqu'il conclut son analyse des pratiques utilisées par les chefs de la Faction pour recruter des membres, en affirmant qu'ils perdront « ce cercle » d'affidés « le jour où on les convaincra qu'ils n'ont rien à espérer de ces hommes car c'est la réalité de l'amour fondé sur l'intérêt »[213].

Liens de parentés, relations d'obligés obéissant à des logiques de dons et contre dons, complicités aux multiples facettes ne sauraient épuiser la trame des fils qui tissent cette toile de protection des factieux. Ils bénéficient aussi du soutien d'amis bien disposés à leur endroit, où la dimension « paradoxale » de l'amitié tend ici à s'effacer. On a déjà mentionné ces relations d'« amis et parents » qu'entretient Medrano avec « les *vecinos* de sa ferme à Guesipo »[214]. Mais s'y ajoute ce dont rend compte le *comandante de armas* de la province d'Aragua, José L. Rodríguez, à savoir que :

> « Le *vecindario* de San Antonio et de la Platilla, limitrophe avec cette province et celle du Guárico se compose d'amis et de parents de Medrano, ici on donne l'asile à des personnes de mauvaises idées qui prennent les armes quand leur Chef le leur ordonne et se dispersent ensuite, retournant dans leur maison sans qu'il y ait personne qui les accuse, parce qu'ils sont tous des complices et des *relacionados*. »[215]

Il note également que Medrano est informé par ces personnes de l'arrivée des troupes ce qui lui permet de s'enfuir, profitant qui plus est du caractère accidenté de la zone. D'ailleurs, dès avril, une femme, Patricia Rodríguez, est bel et bien arrêtée et faite prisonnière (ainsi que son mari, José Maria Acosta, parce qu'il était au courant) pour avoir informé une *partida* de factieux de l'avancée des troupes de la Sierra d'Aragua[216].

---

[212] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel José Maria Muguerza, San Francisco de Tisnados, 12 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 278.
[213] Gobierno Superior Político de la Provincia del Guarico (P. Bermudez). Al Secretario de E en lo DD del Interior y Justicia, Calabozo, 29 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 327.
[214] Secretaria del Interior. Resuelto. Digase a los Gobernadores d'Aragua, Guárico y Carabobo, Caracas, 28 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 335.
[215] Secretaria de Estado en los DD de Guerra y Marina, Comandante de armas de la provincia d'Aragua à la Secretaria (22 juin) qui transmet à celle de Interior y Justicia, Caracas 26 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 333. Nous n'avons pas traduit le terme « relacionados » qui n'a pas d'équivalent en français et tant il traduit bien ce dont nous sommes en train de rendre compte.
[216] Comandancia de la columna de la Sierra d'Aragua. Al Señor General Nicolas Silva, Jefe de operaciones d'Apure, Guárico i Aragua, Ollita, 21 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 520v-521.

Pour preuve également ce témoignage du début du mois d'août 1858, alors que l'on est sans nouvelles de Medrano depuis l'offensive du 20 juillet. Selon le général *Jefe de operaciones* de la province d'Aragua, lui et ses hommes avaient pour habitude de se réfugier « dans les lieux dénommés Rincón del Pegón, el Peñón et Boca del Perreal, où Zoilo Medrano a un ami appelé Leon Muñoz » qui vit avec le fameux oncle de Medrano déjà évoqué[217]. Quant à l'État-major Général en charge des opérations dans la Sierra, il corrobore ces pratiques de Medrano quelques semaines plus tard dans un courrier qu'il adresse au Général en chef des opérations visant à rendre compte des opérations d'exploration qu'il a mises en œuvre. Il fait en effet référence à d'autres lieux qui, selon « des déclarations de prisonniers », « servent de refuge à la faction quand elle est beaucoup poursuivie », mais aussi au fait que :

> « (…) selon l'un des prisonniers Medrano leur aurait dit que lorsqu'il serait fortement attaqué lors de raids sur 'Puepe' [ou] Gallarditas, il irait à la Lagunita pour emprunter la *galera* de Guaytoco, où il avait de bons amis en la personne de Calixto Farazo et Maximiano Salgado, lesquels le protègeraient (…). »[218]

Il n'en demeure pas moins que ces amitiés sont parfois trahies, comme cela semble se produire à l'encontre de Donato Rodríguez en septembre 1858. Si l'on en croit les propos du gouverneur de la province du Guárico, celui-ci en effet « serait sur le point d'être capturé par un ami à lui qui a offert de le livrer »[219].

Il existe donc une porosité très grande entre univers familial et réseaux d'amis ou de clientèle qui à eux tous tissent ce maillage « invisible » autour de la Faction qui lui permet de résister d'autant mieux et plus longtemps à la traque et aux assauts des forces gouvernementales. Maillage fait d'engagements plus ou moins volontaires, d'obligations liées aux liens de parentés ou d'obligés, mais aussi de diverses formes de complicités.

### 6. À la recherche de « puissants soutiens »

Si l'existence de la Faction est intimement liée à ces différentes formes d'enrôlement et d'engagement dans celle-ci, un élément d'importance doit être également pris en considération, celui des protections et complicités locales dont ses membres ont pu bénéficier. Complicités qui ont pu se traduire en soutiens humains, logistiques, mais également financiers. Comme le souligne très justement le gouverneur de la province du Guárico, début

[217] EMG de la jefatura de la provincia d'Aragua al Sr Comandante Jefe de EMGeneral del Ejercito Libertador, Maracay, 3 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 318. C'est nous qui soulignons.
[218] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel Jefe de EMG, San Francisco de Tisnados, 17 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 281.
[219] Gobierno Superior Político de la provincia del Guárico. Al Secretario en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 12 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 422.

juillet 1858, alors que les factieux viennent de battre, avec plus de 300 hommes, les troupes du Commandant Sandoval, « les misérables bandits de la Sierra n'ont pu élever leurs forces à de telles proportions sans de puissants soutiens (…) »[220].

Mais, qui sont-ils, ces « puissants soutiens » ? Et de quelle nature est l'aide qu'ils apportent à la Faction et à ses membres ?

Pour tenter de répondre à ces interrogations, il convient, après nous être interrogée sur les raisons qui ont poussé ou contraint des individus, collectivement ou individuellement, à faire partie de la Faction, de se demander comment ses différentes composantes se sont maintenues sur le terrain. Que ces acteurs l'aient ou non intégrée pour des raisons « politiques », il n'en demeure pas moins que la Faction (à travers ses différentes *partidas*) en vient à réunir, à de nombreuses reprises, comme nous l'avons vu, plusieurs centaines d'hommes, voire plus, armés le plus souvent, mais aussi montés. Or, ces bêtes et ces hommes doivent également nourris et soignés ; et pour ces derniers, refuges ou caches sont souvent nécessaires hormis ceux fournis par les « amis et les parents ».

*a) Les complicités locales*

Ces questionnements conduisent à s'intéresser de plus près à la question des complicités locales dont ils ont bénéficié, lesquelles sont de fait indissociables de ce que l'on vient de voir en termes de réseaux de clientèle et d'obligés.

De telles formes « collectives » de soutien, où aucun acteur n'est jamais vraiment identifié, et qui débouchent assez souvent, nous le verrons, sur des mesures de rétorsion assez dures, sont diversifiées et différenciées quant à la nature et à l'importance de l'aide apportée. Dans certains cas, nous parvenons uniquement à savoir que des petits groupes sont des partisans ou soutiens actifs des factieux ou de l'un de leurs chefs en particulier. Dans d'autres, ces complicités sont bien palpables. Parmi celles-ci certaines éclairent tout particulièrement notre propos.

C'est ainsi que début juillet 1858, le commandement militaire du Canton Ortiz se plaint auprès des autorités supérieures de leur relative surdité après que les différentes communications qui leur ont été adressées soient restées sans réponse. Or, elles concernent le manque d'armes mais aussi « d'hommes qui soient fidèles au Gouvernement dès lors que l'on ne peut pas compter sur les miliciens de ce Canton parce que ce sont presque tous des

[220] Gobierrno Superior Político de la provincia del Guarico. Al SE el Jeneral en Jefe del Ejército Libertador encargado de la organizacion provisional de la República, Calabozo, 8 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 369.

ennemis et leur donner des armes c'est les envoyer grossir les rangs » des factieux[221]. Suspicion ratifiée quelques jours plus tard par le Commandant Sandoval qui rend compte de l'occupation par les factieux de la ville de Tiznados et de ses craintes quant à la capacité de riposte des forces gouvernementales. Pour lui, « il ne fait aucun doute que les miliciens de ce canton sont tous des factieux, raison pour laquelle il est plus que nécessaire (…) que ce soit des forces extérieures qui pourchassent » les factieux[222].

Trois jours plus tard, dans la province du Guárico, c'est la complicité de *vecinos* de plusieurs villages qui est mise en lumière dans une missive dont le ton est on ne peut plus révélateur d'un certain désarroi des autorités locales face à ce type de phénomènes. En effet, dans la réponse que le gouverneur de cette province, Pedro Sanojo, adresse au *Secretario de E en los DD del Interior y Justicia*, il prend acte de l'ordre qui lui a été donné « de faire en sorte que les *vecinos* de la 'Platilla', 'San Antonio' et 'Güesipo' s'abstiennent d'apporter de l'aide aux factieux Zoilo Medrano et Nonato Rodriguez, sous peine d'être chassés du lieu »[223].

Il semble, malgré tout, que les autorités centrales finissent par prêter attention aux alertes lancées depuis les différentes provinces. Cependant, elles ne semblent pas prendre totalement la mesure de cette situation, puisqu'en date du 27 juillet, le Ministère de l'Intérieur et de la Justice s'adresse « au Chef des opérations de Carabobo et des autres provinces » en ces termes :

> « Dans tous les villages de la République, comme à Cojedes et dans les autres que vous avez traversés, il y a des hommes plus ou moins mécontents de l'actuel ordre des choses, il y a des hommes qui, contrairement à la grande majorité des Vénézuéliens, voudraient empêcher que l'ordre et la liberté exercent leurs bienfaits dans toutes les provinces ; toutefois en attendant que la persuasion et les faits viennent leur prouver leur erreur il est nécessaire que l'activité dans les mesures militaires, ainsi que l'appui sans faille des autorités et des bons citoyens s'évertuent de consolider (…) la paix publique et de rétablir la confiance dans les communautés. »[224]

Au cours du mois suivant, il est toujours fait mention, et à plusieurs reprises, de ces villages ou groupes de *vecinos* qui seraient des partisans des factieux et/ou du régime déchu et qui faciliteraient directement ou indirectement les déplacements de la Faction et de ses différentes *partidas*.

---

[221] Comandancia militar. Canton Ortiz. Al Sr Coronel Jefe de EM del Ejercito Libertador, Ortiz, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 381v.
[222] Comandancia militar del Canton Ortiz. Al Sr Coronel Jefe de EM del Ejercito Libertador, Ortiz, 9 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 389v.
[223] Gobierno Superior Político de la Provincia del Guarico, Calabozo, 12 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 371.
[224] Secretaria de Estado en los DD de Guerra y Marina, Valencia, 27 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 437-437v.

Nous devons les premières informations à Rosalio Padilla, un suspect de 29 ans, interrogé à la *Jefatura política* du Canton Cura, le 2 août. Alors qu'il rend compte des conditions dans lesquelles il aurait été forcé à intégrer une *partida* commandée par Gregorio Brea, Pedro Páez et José Peres, il indique en effet que l'objectif de ces hommes était de se rendre à Manuare, où ils « avaient des gens qui adhéraient à leur cause » et parce que « tout le bas-llano était en leur faveur »[225].

Le 28 août, à l'occasion de l'assaut lancé sur Parapara, l'État-major indique qu'en ce lieu « il y a de nombreux partisans de Donato Rodriguez qui sont prêts à se soulever, en s'unissant à lui »[226]. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, il a demandé à ce qu'ils soient mis en prison ; ce qui semble chose faite pour « douze des plus compromis que l'on a mis dans la prison de Ortiz »[227]. Qui plus est, ces suspicions sont confirmées non seulement par le gouverneur de la province qui a reçu des informations en ce sens de la part du *Jefe político* du Canton de San Sebastián[228], mais également, le 3 septembre, par le chef des opérations sur la Sierra qui indique que toutes les informations reçues à propos de cet assaut concordent sur un point, à savoir :

> « (…) que le *vecindario* de Parapara, à de très rares exceptions est partisan de la tyrannie des Monagas et qu'il y a de fortes raisons de croire que les factieux en armes ont reçu des aides constantes de ce *vecindario* (…). »[229]

Dans le même registre de complicités locales de groupes de *vecinos*, la présidence accuse réception, également le 3 septembre, d'une note l'informant de « la complicité de plusieurs *vecinos* de Chirgua », dans la province de Carabobo, et de l'appui qu'ils ont apporté « aux plans de Donato Rodriguez »[230]. Quelques jours plus tard, c'est le gouverneur de la province de Cojedes qui se plaint, dans les juridictions de El Tinaco et de San Carlos, de l'attitude de « nombreux mauvais citoyens qui apportent soutien et affidés » aux factieux[231].

À la fin de l'année, Manuel Villanueva, *vecino* de Guambra, venu déposer pour avoir été enrôlé de force dans la Faction, conclut la narration des faits en affirmant que « la majeure

[225] Jefatura política del Canton, Cura, 2 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 438-438v.
[226] EMD sobre la Sierra al Sr Coronel Jefe de EMGeneral del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 261v.
[227] *Ibidem*.
[228] Gobierno superior politico de la Provincia. Al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 403-403v.
[229] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel Jefe del EMG del ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 262.
[230] SE el Encargado del PE, Valencia, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 406.
[231] Gobierno Superior Político de la Provincia de Cojedes. A los DD del Ynterior y Justicia, San Carlos, 13 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 423.

partie des *vecinos* de ces lieux aide la faction avec des subsides de toutes sortes, raison pour laquelle il croit qu'elle va connaître un grand développement »[232]. Propos qui viennent confirmer les accusations portées par le capitaine Antonio Pérez après sa déroute en ce lieu face aux forces factieuses et que nous avons évoquées il y a peu.

Enfin, le 12 mai 1859, un certain Pedro María García, se dit « surpris » de « la témérité et de la confiance » avec laquelle Medrano et ses hommes « traversent impunément de nombreux villages » de ce Canton de Calabozo, considérant en conséquence qu'ils doivent bénéficier de nombreuses complicités locales auxquelles on ne pourra mettre fin, selon lui, que par la mise en place d'un espionnage des populations[233].

Il existe également des aides plus ponctuelles, mais non moins décisives, notamment lorsqu'il s'agit de fournir une cache occasionnelle à l'un des chefs après une échauffourée avec les troupes gouvernementales ou à la Faction de façon plus générale. C'est ce qui ressort en tout cas du plan d'exploration de la Sierra, ordonné en septembre 1858 par le chef d'État-major Général sur la Sierra, en vertu duquel il est décidé d'élargir la zone d'investigation initialement prévue dès lors que de nombreux points, « selon les déclarations de prisonniers, servaient de refuge à la faction quand elle était très poursuivie »[234].

Mais cette aide peut également viser à permettre à l'un des chefs factieux de se soigner à l'abri. C'est ce qui se produit notamment pour El Agachado, en juillet 1858, si l'on en juge par le témoignage d'un soldat, José Yldefonso Ceballos, auprès du Commandement de la Brigade d'opérations de El Pao sur la Sierra. Témoignage qui nous en dit long, une fois encore, sur la circulation de l'information dans ce petit monde d'interconnaissances :

> « Ce même soldat témoigne également qu'il a été informé par un jeune, Francisco Mota, fils de Hermogenes Mota que dans la maison du père de celui-ci se trouvait Jesus Gonzalez (alias Agachado) qui était en train de se soigner d'une blessure qu'il avait au cou du côté gauche. »

Ce nom de famille ne nous est d'ailleurs pas inconnu, puisque nous avons vu que parmi les personnages « secondaires », il existait un certain nombre de Mota impliqués dans la Faction, en particulier Pablo Mota, chef factieux. En outre, Hermógenes Mota figure, le 1er août, sur la

[232] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 24 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 600-600v.
[233] Jefatura municipal del Canton, Calabozo, 12 mai 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLIV, fol. 156.
[234] EMG de operaciones sobre la Sierra, San Francisco de Tisnados, 17 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 281.

« liste des individus dont on sait qu'ils sont avec la faction »[235], avant de se retrouver, le 6, sur celle comprenant les « individus appartenant à la faction qui ont été présentés au Sr. Commandant Jacinto Lopez »[236]. Quant à son fils Francisco, c'est la seule mention que l'on ait de lui.

*b) Les traîtrises du camp adverse*

Ces aides apportées à la Faction par des complices d'occasion ou déclarés, se doublent du soutien dont elle bénéficie de la part de représentants civils ou militaires plus ou moins acquis à sa cause. Les cas identifiés sont peu nombreux, mais les plaintes non personnalisées (concernant notamment les désertions de l'armée régulière pour rejoindre un groupe de factieux) sont assez fréquentes dans les écrits des responsables politiques et militaires pour être significatives, de même que leur demande d'être attentif au comportement des différents représentants de l'autorité afin d'éviter que de tels comportements ne se produisent.

Parmi les représentants civils, il s'avère que ce sont surtout les commissaires qui sont ainsi suspectés de complicité avec les factieux. Le premier cas évoqué a lieu dans le hameau de Mocundo. C'est à l'occasion d'un conflit sur la juridiction à laquelle ce hameau appartient que l'affaire est portée à la connaissance du gouverneur de la province de Carabobo. En effet, le Comandant militaire de la Sierra (Francisco Miguel Rojas) expose à ce dernier dans un rapport daté du 25 mai, qu'il se sent en devoir de porter à sa connaissance des faits qui, par erreur selon lui, ne relèveraient pas de son aire de compétence puisqu'il a été « vu jusqu'à présent de façon erronée comme une juridiction de la paroisse de San Francisco de Tiznados, canton Ortiz, dans la province du Guárico », alors qu'elle dépend selon lui de celle de Manuare. Au vu de ce qu'il y a pu toutefois constater, cette localité « ne jouirait pas de la même tranquillité que les autres villages de Manuare » pour la raison suivante :

> « (…) cette situation désastreuse est due à l'influence malveillante du commissaire de ce lieu, Leocadio Brizuela, qui est considéré et connu comme ennemi du Gouvernement, pour s'est prévalue de l'autorité qu'il exerce pour favoriser et protéger les complices d'Agachado. »[237]

Fin juillet, c'est celui de Canuto qui est incriminé. Or, ce commissaire de police, Ezequiel Breto, ne fait pas que faciliter la tâche des factieux, il s'avère être l'un d'entre eux et pas des moindres. En effet, lorsque le juge de paix de Güigüe s'adresse, le 25 juillet 1858, à son

[235] *Lista de los individuos que se sabe andan en la faccion*, Camobé, 1er août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 325. Cette liste est d'ailleurs établie par Julian Ramos qui est à cette date à la tête de la Brigade d'opérations de el Pao sur la Sierra. Elle figure dans l'annexe.
[236] *Lista de los individuos pertenecientes a la faccion que se le han presentado al Sr Comandante Jacinto Lopez*, Camové (sic), 6 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 334.
[237] « Tranquilidad de la Sierra », El *Foro*, Caracas, 21 de mayo de 1858.

homologue de Magdaleno, c'est pour lui faire part de ce qui s'est produit dans sa paroisse et lui demander de le communiquer au plus vite grâce au Commandant de la Colonne de Carabobo aux deux autres missives qui accompagnent son courrier, à savoir :

> « (…) la nuit dernière les factieux sont arrivés et après un échange de tir peu fourni, ils ont été repoussés, laissant un prisonnier. Or, je tiens à vous informer que le Chef de cette *Partida* est un certain Exequiel Breto, commissaire de police de Canuto. »[238]

Exequiel Breto est donc considéré, en cette fin juillet 1858, comme l'un des chefs de *partida* de la Faction qui a attaqué Güigüe, en compagnie d'un autre homme, Gregorio Brea qui fait, pour sa part, office de Lieutenant dans la Faction. Tentons donc d'en savoir plus sur cet homme. À vrai dire nous ne disposons d'aucune information sur son identité, si ce n'est qu'il a un fils, Eustaquio, suspecté d'appartenir lui aussi à la Faction et, comme nous l'avons vu précédemment, qu'il existe un certain nombre de Breto qui œuvre dans la Faction.

Les interrogatoires menés à l'issue de cette attaque, qui fut assez violente[239], confirment les fonctions de Exequiel Breto dans la Faction et sa fonction plus officielle de commissaire. Son nom figure d'ailleurs sur la liste établie quelques jours plus tard par Julián Ramos, Commandant de la colonne en charge des opérations sur El Pao. Intitulée « Liste des individus dont on sait qu'ils participent à la faction », on y trouve également les noms de 69 personnes, dont 32 répertoriés en tant que « soldat »[240]. La plupart des patronymes nous sont familiers et concernent souvent plusieurs personnes, confirmant la participation de membres d'une même famille dans la Faction ou une *partida*. C'est le cas entre autres, des Brito (5 personnes), des Gil (3 personnes), des Castillo (2 personnes), des Frosel (2 personnes) ou encore des Fuentes (2 personnes).

Cette fonction de commissaire ne l'empêche pas, le 3 août « d'apparaître » à Tacasuruma, « avec une *partida* de 60 hommes », obligeant le Colonel en chef de l'EMD de la province d'Aragua à mobiliser les « guérillas qui sont en poste dans la Sierra » afin d'agir en conséquence. Alerte qui est d'autant moins prise à la légère que l'on apprend, dans la suite de cette missive, que le chef des opérations dans les provinces voisines du Guárico et de l'Apure a également été mis au courant de cette situation par l'État-major Général[241].

---

[238] Gobierno Superior Político de la provincia. Al Señor Gral Jefe del EMG – Maracai, La Victoria, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 433. La même information est également retranscrite in Jefatura politica del Canton, Maracay, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 376.

[239] Cf. infra, chapitre 6.

[240] *Lista de los individuos que se sabe andan en la facción*, Camobé, 1er août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 325-325v.

[241] EMG. Al Sr Jefe de EMDivisionario de la provincia d'Aragua, Maracai, 3 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 314.

Cependant, il ne semble pas que ces instructions aient eu quelque effet puisqu'à la mi-septembre, L. Febres Cordero transmet les propos désabusés du Commandant en chef des opérations sur la Sierra, José Ceferino Avila, qui dénoncent les exactions commises à Güigüe par « soixante-dix hommes commandés par Alejo Salazar, Exequiel Breto, Gregorio Brea, Manuel Diaz et Toribio Mijares », après celles de Pedernales en ces termes :

> « (…) bien qu'ils aient été repoussés et dispersés (…), ils n'ont pas été poursuivis comme cela aurait dû être fait, et sont retournés à Tacasuruma où ils se sont réorganisés tranquillement sans que personne ne les inquiète. »[242]

Au cours des mois qui suivent nous n'entendons plus parler de ce commissaire factieux, et ce jusqu'en février 1859. Là, il semble que l'homme ait de nouveau viré casaque, pour le moins si l'on en croit une nouvelle fois le juge de paix de Güigüe qui rapporte le témoignage d'un *vecino* de Manuare selon lequel « hier 1er février à six heures de l'après-midi, Exequiel Breto, Eustaquio Breto et Escolastico Rodriguez sont venus l'informer que le factieux Jesus Agachado était entré à Tacaragua »[243].

Il est vrai que la posture de cet homme et de son fils semble bien curieuse. Néanmoins, on peut également considérer qu'elle est somme toute similaire à celle que nous avons observée chez d'autres factieux ou prétendus tels.

C'est à travers les interrogatoires menés suite à la conspiration ourdie le 28 août par les *vecinos* de Parapara et Paya Arriba, dans la province du Guárico cette fois, que nous prenons connaissance de la félonie du troisième commissaire suspect. En effet, les différentes déclarations mettent en évidence la complicité du commissaire du lieu, Brandio Rodríguez. Ou, pour le moins, son soutien tacite à l'opération, si l'on en croit les propos de Ramón Requena qui affirme que le commissaire « Brandio Rodriguez a donné son arquebuse et a informé Zeferino Seijas de la réunion »[244]. Or, cet homme, lui-même « originaire de Parapara, âgé de 57 ans, régisseur de bétails » est considéré « comme l'un des compromis » dans cette conspiration, ainsi que l'indique le responsable de la préfecture en charge de ces auditions,

---

[242] L. Febres Cordero al Sr Coronel Jefe de EMG del Ejército, Valencia, 18 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 284.

[243] Gobierno de Carabobo. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 5 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 643-643v.

[244] Jefetura política del canton. Interrogatoire de Ramon Requena, Ortiz, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 264v. Le rôle de ce Zeferino Seija est plus qu'ambigu puisque Requena lui-même affirme immédiatement avant « que la réunion a eu lieu presque dans le patio de Zeferino Seijas et qui était, mais qu'il ne sait pas pourquoi il ne l'a pas empêchée (…) », *Ibid*, fol. 264. Lequel Zeferino Seijas fait dire, le 28 août, par un certain Ysidro Martinez, « qu'il a su par des individus que Donato Rodriguez entrerait la nuit dernière dans Parapara, et que les *vecinos* de Chirguita de la liste jointe s'était réunis pour l'attendre et l'accompagner dans son entreprise, ce qui ne se vérifia pas (…) puisque Rodriguez n'est pas venu », Gobierno superior politico de la Provincia, La Victoria, 30 août 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 403.

mais plus précisément encore comme étant l'un des chefs de *partidas* dont le but était, en cette fin août « de grossir les rangs des bandits Nonato (sic) Rodriguez et Soilo (sic) Medrano et de s'emparer sur le champ de tous les villages de ce canton »[245].

Néanmoins, en dépit de ces nombreux détails, nous ne saurons rien de plus sur le rôle de ce commissaire dans la préparation de cette conspiration ; de même que c'est l'unique occasion où nous avons entendu parler de cet homme.

À la mi-mars ce sont, tour à tour, le gouverneur de la province du Guárico et un administrateur des rentes internes, dont la probité est mise en doute. Concernant le premier, le chef d'État-major en charge des opérations dans la province fait part, à la fin d'une longue missive, d'une note de « dernière minute » que vient de lui adresser le Commandant Rubín, et qui comprend « la correspondance qui a été interceptée de Monsieur Bruno Hurtado, qui se fait encore appeler Gouverneur de cette province et dont je vous joins l'original afin que vous ne puissiez ignorer l'état actuel des choses en ces lieux »[246].

Nous ne disposons malheureusement pas de ce courrier intercepté, mais la façon dont il se réfère à cet homme, qui se prétend encore gouverneur, en dit long. Par contre, le mois suivant, dans la lettre que Donato Rodríguez adresse au Général Nicolás Silva, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, il fait référence à cet homme toujours en tant que gouverneur, mais certes pour des faits antérieurs, à savoir les ordres de maintien de l'ordre dans les provinces de Guárico, Carabobo et Caracas qu'ils auraient donnés à Rodríguez[247]. Qu'en est-il de son implication aux côtés des factieux ? Une fois encore la question reste sans réponse.

Concernant, enfin, les agissements de l'administrateur des rentes internes, c'est Rafael Acevedo, depuis l'État-major divisionnaire des Llanos de Calabozo qui alerte les gouverneurs des provinces concernées de ses méfaits :

> « L'Administrateur des Rentes internes, N. Velasquez a fui et l'on ne sait rien de ce qui était sous sa responsabilité ; il a ensuite été capturé par les forces de Morrocoyes et on l'a fait conduire vers cette ville afin qu'il rende des comptes. Selon ce que j'ai su, on a nommé monsieur Cayetano Viso pour le remplacer. »[248]

S'agit-il d'un fait isolé de désertion de poste et de subtilisation des fonds ou d'une fuite visant à rejoindre, avec l'argent subtilisé, les factieux ? Là encore nous ne disposons pas

[245] Gudiez, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 407.
[246] Estado Mayor de Division de operaciones de esta provincia. Al Sr Coronel Jefe de Estado Mayor del Ejército Libertador, Orituco, 25 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 545.
[247] Pirital, 12 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 510.
[248] Estado Mayor Divisionario de los Llanos de Calabozo, Oficio n° 6, Calabozo, 25 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 555.

d'autres éléments sur cette affaire. Mais elle montre, une nouvelle fois, la fébrilité des autorités en la matière.

En décembre, c'est le commissionnaire Juan Rodríguez qui est considéré comme suspect pour avoir fait demandé à un *vecino* del Cedral de Guambra, Manuel Lombano, qu'il lui réunisse des gens de sa communauté pour les amener à Guambra afin de permettre d'augmenter les effectifs de la faction du même nom[249]. La réaction du ministère de l'Intérieur, le jour suivant cette nouvelle, semble confirmer la trahison de cet homme, dès lors que la résolution adressée au gouverneur d'Aragua indique :

> « SE désire que soient éclaircis les faits indiqués dans l'une des communications, concernant la compromission dans la faction du commissionnaire Juan Rodriguez, car il est inconcevable que l'on abuse de l'autorité qu'implique le caractère d'employés de l'actuel Gouvernement pour favoriser des plans subversifs. »[250]

Elle nous donne également la mesure de la réprobation ministérielle face à de telles forfaitures qui, nous le verrons au chapitre suivant, ne se limite pas à cela.

Il y a également le cas, déjà mentionné, de l'ancien gouverneur Marcos Castillo rapporté par le Colonel en chef des opérations dans les cantons de San Carlos et de Tinaco. Outre d'endoctriner les populations, il s'avère en effet, « selon ce que l'on peut découvrir des nombreuses déclarations des personnes prises à Agachado », qu'il était aussi « une aide de la faction, en armes comme en personnes »[251].

Enfin, nous offrant en quelque sorte une transition avec le cas des militaires incriminés, en janvier 1859, c'est la conduite du juge de paix et des officiers de troupe de la paroisse Independencia, dans la province d'Apure, qui est mise en doute par le gouverneur, qui n'est autre que Nicolás Silva, dans un *oficio* qu'il adresse à son homologue de la province limitrophe du Guárico, dès lors qu'il leur faut coordonner leurs actions pour éviter que des factieux ne traversent les frontières :

> « Sur les limites de la province, il y aura toujours des troupes parcourant les rives de l'Apure et ce tant que la totalité de la faction n'aura pas été détruite. Ces mêmes troupes veilleront tout particulièrement à la capture de tout citoyen suspect qui foulerait ce territoire : sur ce point, nombreuses sont les dispositions qui ont été dictées à ce jour ; et si elles ne sont pas toutes effectives ou efficaces, cela est dû à l'immensité des pampas et à la faible densité de population de nos provinces. »[252]

---

[249] Gefetura Política del Canton, n° 422. Cura, diciembre 25 de 1858 a las 6 de la tarde. Sr Gobernador de la provincia [Aragua] qui le communique au Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 26 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 603v-604.

[250] Secretaria de Interior. Resuelto. Contéstese al Sr Gobernador d'Aragua, Valencia, 28 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 605-605v.

[251] *Despacho*, Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 21 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 430v.

[252] Gobierno Superior Político de la provincia. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Nutrias, 27 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 640-640v.

On comprend d'autant mieux que l'on ne puisse admettre que des représentants des autorités civiles et/ou militaires trahissent la cause qu'ils sont censés défendre, allant dans certains cas apporter leur soutien, y compris matériel, aux factieux. C'est également la raison pour laquelle les actes commis en ce sens par les militaires sont encore plus férocement dénoncés et en des termes où la dimension morale est également très présente.

Les suspicions commencent dès le mois de mars 1858 avec la mention de militaires qui retournent leurs armes contre les forces gouvernementales dans le Canton Cura. C'est en tout cas ce que dénonce avec force l'État-major Général. Reprochant aux deux colonels incriminés d'avoir « cédé au servilisme » et renoncé à faire « respecter la volonté clairement prononcée de tout le Venezuela », il les accuse en outre « d'avoir prétendu attaquer les forces de la liberté dirigées par les Commandants Llamosas et Paez ». Il demande en conséquence au commandant Oberto, à qui il adresse cette missive, que des forces soient immédiatement dépêchées depuis La Victoria et, qu'en accord avec le gouverneur de la province d'Aragua, des mesures soient prises pour « réduire à néant cette misérable *partida* ». Il conclut sur la confiance qui est la sienne quant au « courage » de son interlocuteur et à la « prudence » du gouverneur afin que « ces gens qui ont voulu contrarier le vote libre du Venezuela, ne poursuivent leurs actions plus avant »[253].

Le lendemain, dans la province voisine du Guárico, les instructions données au nouveau « chef des forces devant œuvrer sur le Canton Ortiz », visent elles aussi à repérer et mettre fin aux agissements d'un certain nombre de militaires félons, mais aussi à procéder « à toutes nominations ou destitutions, de civils comme de militaires, jugées nécessaires pour mener avec la plus grande activité et certitude la traque des factieux », ainsi que cela est stipulé à l'article 6[254]. Puis, faisant suite à des articles où alternent ceux dans lesquels des traîtres sont nommément cités et d'autres, plus généraux, le huitième dénonce l'attitude du Colonel José Maria Hermosa dont il est dit « qu'il est présent en ces lieux avec des objectifs retors » et enjoint au commandant de la Brigade « qu'il soit remis à ce Quartier Général quel que soit le lieu où il puisse être appréhendé ». Les suivants indiquent, montrant la tension et l'inquiétude qui semblent régner au sein des forces gouvernementales :

> « Neuvièmement : il sera intimé aux Commandants Lino Salvador Linares et Tiburcio Frosel de comparaître devant votre Excellence et s'ils manifestent une quelconque résistance, ils seront amenés sous bonne garde. Dixièmement : Quel que soit le chef

[253] EMG. Al Sr. Commandante M Oberto, Caracas, 24 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 541.
[254] Estado Mayor Divisionario, *Oficio n° 1*, Calabozo, 25 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 548v.

> qui intente de trouble l'ordre et la tranquillité des communautés situées entre Ortis(sic) et Villa de Cura, il vous appartient de le poursuivre et de la capturer. »[255]

Parmi les militaires suspectés de connivence avec l'ennemi, outre le cas très particulier du Commandant Linares dont nous avons déjà parlé, il convient également de mentionner les actions collectives qui sont relativement fréquentes et qui viennent s'ajouter aux cas de désertion. C'est pour le moins ce dont témoignent les résolutions transmises, début avril 1858, au gouverneur de la province d'Aragua par la *Jefatura de operaciones* de Carabobo. En effet, par le biais de cette note adressée, selon toute vraisemblance, dans l'urgence, son auteur dénonce les forces gouvernementales des provinces de Barquisimeto et du Yaracuy qui « agissent clairement dans un sens hostile à la grande cause de la Nation », dans le même temps qu'il n'a de cesse, à travers les mesures qu'il juge nécessaires de mettre en œuvre pour pallier à cette situation, de vanter le patriotisme de son interlocuteur dont il se dit « sûr de l'adhésion à notre sainte cause » et sur lequel il compte pour appeler en service et mobiliser « des hommes de confiance », afin de seconder celles qu'il a demandé au gouverneur de la province de Carabobo de réunir, faisant ainsi en sorte que le « succès des opérations soit facile et rapide »[256]. Bien qu'il ne les accusent pas directement d'avoir soutenu ou rejoint les factieux de la Sierra, ses constatations nous renseignent toutefois sur les rapports de force entre les deux parties en conflit en ce début avril 1858.

Quant au gouverneur de Carabobo justement, ce sont les pratiques qu'il a observées chez certains chefs militaires en charge de la traque des factieux dans la province, qu'il dénonce quelques mois plus tard auprès des autorités supérieures. Dénonciation qui se double d'ailleurs de son mécontentement d'avoir été dessaisi, selon lui, de certaines de ses attributions, puisqu'il considère que ces militaires ont outrepassé leurs fonctions en décidant, à sa place, de l'expulsion de familles de prisonniers hors de la province. Mais plus encore, c'est leur probité qu'il met en cause, dès lors qu'il les accuse de délivrer des passeports aux factieux qui ont été capturés, leur permettant ainsi de revenir « grossir les restes de ceux qui errent dans les montagnes en attendant l'occasion de venir se présenter en armes »[257]. Il poursuit en ces termes :

> « Il y a à peine quatre ou cinq jours que l'un de ces délivreurs de passeports a été capturé par la force qui œuvre sur Timbique, au moment où il exécutait une commission pour l'un des meneurs de la faction ; et si cela se répète fréquemment la

[255] *Ibid*., fol. 548v-549.
[256] Jefatura de operaciones de Carabobo. Al Señor Gobernador d'Aragua, Valencia, 7 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXIX, fol. 251-251v.
[257] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 25 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXVIII, fol. 274-274v.

> campagne deviendra interminable, raison pour laquelle je me permets de porter ces faits à votre connaissance afin que le Gouvernement Suprême en soit informé et qu'il dicte la mesure qui mette fin au mal (…). »[258]

Si le ton est ferme, il laisse poindre malgré tout un certain désenchantement en raison de telles pratiques qui viennent mettre à mal les opérations déployées pour mettre fin à la Faction.

Au fil des mois, ces actes de trahison au sein des forces gouvernementales ne faiblissent pas et continuent d'être dénoncés. Pour preuve, bien après les faits que nous venons de relater, un autre gouverneur, celui du Guárico, Pedro Sanojo, se voit dans l'obligation de prendre d'urgence des mesures afin de mettre fin aux agissements d'une partie des troupes présentes dans sa province alors que la capitale est « menacée par la faction à la tête de laquelle se trouve le bandit Zoilo Medrano »[259]. Il indique en effet :

> « (…) il est de notoriété publique que les troupes collectées par le Commandant Venancio Silva sont passées dans les hordes de ce factieux et qu'il se pourrait bien que dans cette même ville il y ait certains opposants au Gouvernement qui soient de connivence avec la faction (…). »[260]

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il s'adresse au responsable du Canton afin qu'il ouvre « immédiatement une *enquête préliminaire*, afin de surprendre et d'appréhender le fil de la révolution afin que les criminels n'échappent pas à la justice de la société »[261].

Deux mois plus tard enfin, alors qu'il raconte les péripéties dont le village de Tocuyito dans la province de Carabobo a été la proie, attaqué comme nous l'avons vu par des factieux qui ont pris en otage un des prêtres du village et le juge de paix pour obtenir des armes, « un homme d'âge mûr » laisse échapper une remarque d'importance à propos de la trahison observée au sein des forces gouvernementales. En effet, originaire lui-même de la province de Cojedes, et venu à Tocuyito pour manger avec un prêtre du nom de Mercader, il répond à la question, en elle-même chargée de sens, de savoir si, outre le village de la Loma dont sont originaires plusieurs membres de cette *partida*, « un autre village était en intelligence avec les factieux » :

> « (...) il n'en n'est pas sûr, mais il suspecte que la révolution a ses ramifications à el Tinaquillo et dans la capitale de Cojedes, dont la garnison, selon ce qu'il a entendu dire, est complice (…) »[262].

[258] *Ibid*., fol. 274v.
[259] Gobierrno Superior Político de la provincia del Guarico. Al Señor Jefe Municipal de Este Canton, Calabozo, 12 mai 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLIV, fol. 154.
[260] *Ibid*.
[261] *Ibidem*.
[262] Gobierno de Carabobo, Valencia, 6 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 658-658v.

Ce tableau bien sombre que dressent les différents acteurs de la lutte contre la Faction, ainsi que ceux qui en sont les victimes, est corroborée de façon assez désabusée, à la mi-septembre 1858, depuis Güigüe, par José Ceferino Avila, commandant en chef des opérations sur la Sierra, alors que, de nouveau, la « tranquillité de ces lieux est menacée par les insurgés ». Après avoir rappelé les actes qui ont été commis, et nous en avons pris connaissance il y a peu, puisqu'ils concernent pour partie Exequiel Breto, il dénonce le fait que, bien qu'ils aient été chassés et dispersés après cette seconde attaque, ils n'aient pas été poursuivis afin de procéder à leur arrestation :

> « Depuis lors, ils occupent les sites dénommés el Horno de Calla Ynca, Potrerito et quelques autres ravins de cette Vallée (…). »[263]

Il conclut en ajoutant un élément de plus à même de ratifier cette quasi-impunité et cette force dont les factieux semblent disposer :

> « (…) et comme en ces mêmes lieux ils ont leurs propres champs, il leur est très facile de trouver de quoi se nourrir. »[264]

Cette dernière observation, d'une importance non négligeable pour la compréhension de la survie de la Faction[265], ratifie dans le même temps l'importance de ce fort ancrage des factieux dans la plupart des zones où ils se déplacent. Ces chefs, de faction ou des principales *partidas*, sont en effet, pour nombre d'entre eux, propriétaires de terres ou disposent de « connaissances » mettant à leur disposition des habitations de tailles certes variables mais qui, nous l'avons vu, peuvent leur servir de caches, de lieux de transit et de stockage d'armes, de bêtes, de denrées en tout genre.

Or, parmi ces propriétés qui jouent un rôle clé dans cette organisation de la Faction, il en est une qui jouit d'un statut quelque peu à part car, bien qu'elle n'appartienne pas directement à l'un de ses chefs les plus en vue, elle n'en constitue pas moins, avec son propriétaire, un maillon essentiel au sein de ses « puissants soutiens » que le gouverneur de la province du

[263] L. Febres Cordero al Sr Coronel Jefe de EMG del Ejército, Valencia, 18 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 284-284v.
[264] *Ibid*., fol. 284v.
[265] Même si, comme nous le verrons dans le chapitre 6, elle ponctionne, au même titre que les forces gouvernementales mais dans une moindre mesure pour cette raison même, les populations en nourriture et en bêtes.

Guárico soupçonnait, comme nous l'avons rapporté précédemment, les factieux de disposer[266].

### 7. Une cheville ouvrière : le clan Leyzeaga[267]

C'est une fois encore de façon très progressive, tel un puzzle aux multiples pièces, que ce clan a peu à peu pris forme. De fait, notamment en raison des multiples façons d'orthographier leur nom de famille, ce n'est pas immédiatement que cet ensemble de personnes a fait saillie en tant que clan familial, puis comme rouage essentiel dans le fonctionnement et la pérennité de la Faction. Nous l'avons en effet tour à tour trouvé écrit Leizeaga, Leiciaga, Luciaga, Leiziaga, Eluceaga, Eluziaga, mais jamais Leyzeaga, compliquant d'autant plus par la suite les recherches dans nos bases de données, mais aussi, de façon plus large, dans la bibliographie où l'orthographe de ce nom de famille n'est pas non plus homogène.

En outre, comme pour tant d'autres, nous n'avons quasiment pas trouvé d'informations complémentaires sur ce « clan » dans la bibliographie. Et lorsque c'était le cas, elles étaient souvent de bien peu d'intérêt pour ce qui nous occupe ici, dès lors que ce sont presque uniquement leurs actions postérieures qui ont retenu l'attention. Comme si, une fois encore, ce moment de l'immédiat avant-guerre et de la Faction de la Sierra était systématiquement minoré dans et pour l'analyse de ce conflit, de même que l'engagement de certains acteurs dont la trajectoire ultérieure est pourtant bien connue.

Que nous apprennent les rares mentions trouvées dans la bibliographie ? Tout d'abord, seul le père a droit à quelques lignes dans de très rares ouvrages, toujours les mêmes d'ailleurs, à savoir Lisandro Alvarado et Laureano Villanueva, les ouvrages ultérieurs ne faisant peu ou prou que reproduire les données que ces auteurs de la fin du XIXème siècle fournissent. Le premier évoque certes à plusieurs reprises les actions du « commandant José Leiciaga », mais uniquement pour l'année 1859 c'est-à-dire au moment où la Faction de la Sierra est en perte de vitesse, nous y reviendrons.

Intéressons-nous donc à présent aux personnes composant ce que nous avons appelé le Clan Leyzeaga et aux raisons de ce choix à partir des données que comprennent les archives.

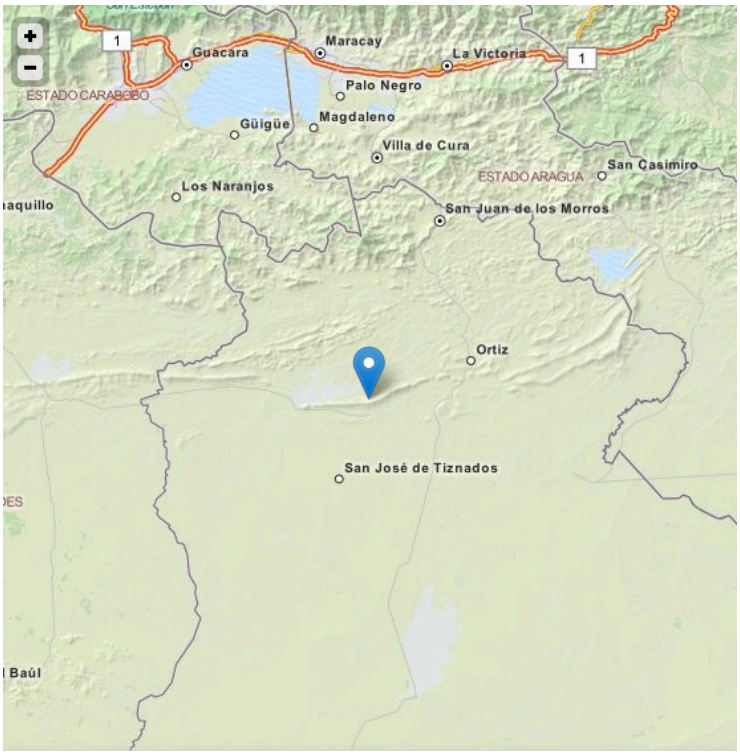
---

[266] Gobierrno Superior Político de la provincia del Guarico. Al SE el Jeneral en Jefe del Ejército Libertador encargado de la organizacion provisional de la República, Calabozo, 8 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 369.

[267] Nous utiliserons cette orthographe « Leyzeaga », à partir de cet item qui leur est consacré, dès lors que c'est celle employée par les deux José (père et fils) dans les lettres qu'ils écrivent depuis la prison de Valencia en août et septembre 1858.

Car, si l'historiographie est muette sur l'existence de cette famille et sur son rôle dès le début des événements liés à la chute du Président Monagas en mars 1858, les sources liées à la Faction de la Sierra sont pour leur part très bavardes et permettent assez vite de comprendre que celle-ci et ses principaux chefs sont en lien étroit avec les Leyzeaga.

Ceux-ci sont au nombre de quatre : le père José, dit aussi Pepe, et ses trois fils, José, Eladio et Ignacio alias le Chauve. Le père est propriétaire d'une hacienda avec des terres à Los Naranjos, situées sur le Canton de El Pao dans la province de Carabobo, où il réside avec ses fils. Nous avons d'ailleurs eu quelques difficultés à localiser cette propriété dès lors qu'il n'est jamais clairement dit où elle se situe. C'est grâce à une lettre envoyée depuis le Commandement des Opérations à El Pao, en octobre 1859, au gouverneur de la province d'Aragua que nous y sommes parvenue[268]. Or, si l'on peut parler de clan car, comme nous allons le voir, c'est qu'il y a toujours un, voire deux ou les trois fils mobilisés avec le père en soutien des factieux, ou mandatés par lui. De plus, c'est très souvent au pluriel qu'il est question d'eux : les Leyzeaga, voire « los señores Leiciaga » comme les nomme tour à tour Andrés Martinez, l'un de leurs péons[269].




Vue du hato de Mapire, et de la zone de Los Naranjos, au sud de Güigüe,
où se trouve la propriété des Leyzeaga

[268] *Comandancia de Operaciones sobre el Pao, Los Naranjos. Octobre 7 de 1859*, en Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia., La Victoria, 8 octobre 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVIII, fol. 313-313v.
[269] Comparution de Andres Martinez. Columna de observacion, Majaguito, 19 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 429.

*a) Un soutien prépondérant et diversifié*

Concernant les soutiens que ce clan apporte aux factieux, ils sont diversifiés et dus pour partie au fait que les chefs de la Faction et Pepe Leyzeaga se connaissent bien, comme en témoigne Andrés Martinez, qui indique lors de sa comparution, en septembre 1858, que « Agachado entretient des relations avec les Leizeaga ». Selon lui, c'est El Agachado en personne qui, en début de ce même mois, lui aurait demandé un soutien de cinquante hommes[270]. Un an après, un certain Clodomiro Rodríguez, entendu en tant que témoin, affirme pour sa part que José Leiceaga est un proche de Medrano [271].

C'est donc au tout début du mois de juillet 1858 que l'on trouve les premières mentions de cette présence et du rôle joué par les Leyzeaga aux côtés de la Faction, c'est-à-dire au moment où cette dernière attaque et saccage San Francisco de Tiznados. Mais l'on est droit de penser que c'est au moins depuis la fin juin qu'ils sont en contact et que le Clan et la Faction commencent à agir de concert, notamment pour préparer cette action.

En croisant les informations trouvées sur les quatre membres du clan, une donnée d'importance se dessine. À savoir qu'ils semblent jouer un rôle essentiel dans le recrutement d'hommes pour la Faction et qu'ils sont à l'origine de nombreux enrôlements forcés, que la séduction ou l'intimidation, voire les menaces, en soient l'origine. Ce qui permet d'appréhender sous un autre angle ce que nous avons analysé en amont relativement aux logiques de mobilisation.

C'est ainsi que le 5 juillet, soit la veille de l'attaque de San Francisco de Tiznados, le commissaire de police de Guambra, appelé à comparaître, fait part d'un on-dit qui circule selon lequel « le Señor Luceaga est descendu avec 100 hommes pour intégrer les factieux »[272]. Ces faits sont confirmés par le gouverneur de la province d'Aragua alors qu'il fait part des informations qu'il vient de recevoir du commissaire de police de Guambra, au moment d'envoyer sa missive. Ses propos montrent que ce nom de famille ne lui est apparemment en rien familier. Il affirme en effet que « l'on dit qu'un certain Pepe Eluziaga est descendu (…) avec cent hommes » pour s'unir à une *partida* factieuse se trouvant dans la Sabana de Canuta « et que l'on dit également qu'il avait un canon pierrier »[273].

---

[270] *Ibid*.
[271] Dénonciation de Clodomiro Rodriguez. Gobierno de Carabobo, Valencia, 3 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 656.
[272] *Comparución*, Guambra, 5 juillet. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 351.
[273] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, La Victoria, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 357.

Quant à Silvestre Bolívar, ce labrador de 35 ans suspecté d'avoir des liens avec cette *partida*[274], également accusé d'être l'auteur « des rumeurs qui circulent » sur l'incorporation de « Pepe Luceaga et de ses hommes »[275] à la Faction, il indique lors de sa comparution que ce ne sont pas cent, mais « deux cents hommes qui sont descendus de Los Naranjos » avec El Agachado, et qu'ils ont été « réunis sous l'influence du Sr. Pepe Eluceaga »[276]. Lequel est visiblement présent, donc, au moment de l'attaque de San Francisco de Tiznados le 6 juillet, comme en témoignent les informations très précieuses fournies dès le 8 juillet par le *Jefe Político* de Ortiz, A. Ramos. En effet, celui-ci mentionne en premier lieu la présence d'un homme, un certain Montero de Valencia, mort lors de l'attaque lancée contre les factieux par le Commandant Sandoval, « qui faisait office de Général parmi les bandits » et qui, « en compagnie de Pepe Eleiziaga leur apportait des soutiens en force [humaine] et en armes » ; Pepe Leyzeaga à propos duquel il affirme « que l'on a annoncé qu'il était également avec eux (…). ». Enfin, et cette information est d'importance dans la façon de qualifier l'aide apportée, il conclut en disant « que cette protection est prouvée parce que l'on a vu parmi les ennemis, des soldats bien armés avec les fournitures correspondantes »[277], supposant en outre qu'une telle qualité dans l'armement des soldats ne pouvaient qu'être le fait de Leyzeaga, et par conséquent qu'il dispose de l'entregent et/ou des réseaux nécessaires pour s'approvisionner de la sorte.

Tout en étant bien moins précis, le télégraphe envoyé quelques jours plus tard par Jesús María Uztáriz, le gouverneur de la province d'Aragua, ratifie ces informations :

> « Par la communication du 8 de ce mois du Commandant Perez de Ortiz, je viens d'apprendre que la faction a occupé et saccagé San Francisco de Tiznados, que lors d'une escarmouche qu'il y a eu avec le Commandant, est mort un Montero de Valencia que l'on appelait Général qui, accompagné de Pepe Yeiraga avait aidé la faction en hommes et en armes. »[278]

Lors des interrogatoires réalisés au cours de la seconde quinzaine de juillet, l'un des suspects, Florencio Mendoza, laisse à penser que Leyzeaga père aurait, en quelque sorte, une réserve d'hommes à sa disposition. En effet, narrant par le menu les événements survenus lors de cette attaque de San Francisco de Tiznados, il affirme que juste avant que les forces gouvernementales n'entrent enfin dans la ville, après plusieurs jours d'occupation par les

[274] Cf. *Supra*.
[275] Guambra, 5 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 351.
[276] *Comparución*, Guambra, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 351v.
[277] Gefe politico de Ortiz al Gefe político del canton Cura, al Gobernador de la provincia, La Victoria, 10 juillet 1858. /Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 360-360v. C'est nous qui soulignons.
[278] *Telegrafo eléctrico*, La Victoria, 19 juillet 1858. Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 354.

factieux[279], le « capitaine Merced Galindo est parti avec un piquet d'environ soixante-dix hommes chercher une aide de trois cents hommes que possédaient, selon les factieux, José Leiseaga »[280]. Propos corroboré un mois plus tard par Domingo Galindo, prisonnier de la Faction, qui explique pour sa part que El Agachado disait qu'il disposait « dans la Sierra de 300 hommes armés qu'un certain Leizeaga lui avait proposé », même s'il indique qu'il s'agirait selon lui de Eladio[281].

Un autre homme, accusé de conspiration, interrogé le 12 août pour avoir fait partie de l'attaque de San Francisco de Tiznados, affirme pour sa part « avoir fréquemment entendu Agachado dire qu'ils attendaient des aides importantes de Los Naranjos, maison du Sr. Pepe Leicega »[282], confirmant ainsi la dernière assertion de Mendoza, dans le même temps qu'il confirme le rôle non négligeable joué par la propriété des Leyzeaga en tant que telle dans cette entreprise de soutien à la Faction de la Sierra, ainsi que les liens entre les deux hommes.

De fait, la vallée de Los Naranjos est d'ailleurs très souvent au centre des préoccupations des autorités des différentes provinces, dès lors qu'elle constitue un point de passage important et d'autant plus névralgique que l'hacienda des Leyzeaga fait d'une certaine manière office de centre logistique pour les factieux. En effet, elle est située à l'est de la province et, pour cette raison, relativement proche de San Francisco de Tiznados, théâtre de plusieurs opérations des factieux.

Non seulement elle sert très souvent de point de rencontre entre différents protagonistes pour préparer une action ou organiser le soutien aux différentes *partidas*, mais aussi parfois pour se réunir de façon plus festive avant de reprendre le combat. C'est ce qui transparaît à tout le moins d'une des réponses de Maximiano Díaz lors de son interrogatoire, en août 1858, où l'anecdotique le mêle aux informations du plus haut intérêt.

> « (…) qu'avez-vous entendu des paroles propagées par les Leizeaga à Los Naranjos ? (…) ils disaient que si Agachado se présentait ici avec ses gens, ils tueraient la meilleure génisse et que le fils même de Pepe Leizeaga se mettrait à la tête des troupes d'Agachado pour marcher sur cette ville [Valencia] ; ils disaient que les Anglais arrivaient et tout ceci s'est passé en présence de tous les péons alors qu'il tombait une petite bruine. »[283]

[279] Ce qu'il appelle « la bataille du mardi » c'est-à-dire le mardi de la semaine où il est interrogé et où les factieux sont donc mis en déroute.
[280] Jefatura politica del Canton, comparación de Florencio Mendoza, Pao, 23 juillet 1858. Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 387.
[281] Interrogatoire de Domingo Galindo. Gobierno de Carabobo, Valencia, 27 août 1858. Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 447v.
[282] Interrogatoire de José Ramos Baldonado. Comandancia militar de las operaciones de Tisnados, San Francisco, 12 août 1858. Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 414v.
[283] Interrogatoire de Maximiano Diaz. Gobierno de Carabobo, Valencia, 25 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 446v.

C'est également de l'hacienda que descendent les hommes recrutés par le clan pour venir en renfort aux factieux. De même elle sert, comme nous avons pu le constater, de cache pour les armes que les Leyzeaga parviennent à se procurer. Mais on l'utilise aussi ponctuellement comme refuge pour les blessés ou les factieux traqués. Les fonctions ainsi remplies par cette hacienda des Leyzeaga, située dans une vallée, ne sont pas sans faire penser aux travaux novateurs menés dans les années 70 par une équipe pluridisciplinaire dans les baronnies pyrénéennes[284]. Les résultats de cette longue enquête tendaient à montrer, entre autres, non seulement le rôle de la vallée dans les régions de montagnes en tant « qu'ensemble d'agglomérations, hameaux, et écarts, formant une unité ample et complexe du point de vue sociologique », mais aussi de la « maison » fondamentale à un double titre et que nous retrouvons à l'œuvre dans le cas qui nous occupe ici. En effet, les auteurs de cette longue enquête considèrent qu'elle l'est d'une part parce que « le groupe domestique localisé, groupe de parenté à filiation indifférenciée, doté d'un patrimoine est la cellule de base de la plupart des sociétés rurales » ; d'autre part, car c'est « dans cette unité de base de la vie sociale, dont la forme la plus complexe et stable se rencontre surtout dans les sociétés agro-pastorales de montagne (…), que s'opère la conjonction intime des deux principes d'organisation qui régissent simultanément toutes les sociétés paysannes : la parenté et la localité »[285]. Nous avons vu déjà, à de multiples reprises, la fonction structurante de ces liens, au cœur des logiques de mobilisation et qui se trouvent ici en quelque sorte redoublée dès lors qu'elles opèrent au cœur et à partir de la « maison » Leyzeaga, dans une vallée stratégique à plus d'un titre.

Au-delà des informations à propos des hommes que les Leyzeaga « fournissent » aux factieux, nombreuses sont en outre les personnes interrogées qui affirment avoir été victimes ou témoins de leurs agissements en ce sens. C'est pour le moins ce qui semble être arrivé à Maximiano Díaz qui indique que la personne qui l'a fait entrer par « séduction » dans la Faction « agissait sous les ordres de l'enfant José Leizeaga, fils de Dn Pepe » et surtout que

[284] Isac Chiva ; Joseph Goy, (sous la direction de), *Les baronnies des Pyrénées. Anthropologie et histoire, permanences et changements*, Paris, Editions de l'EHESS, 1981, 2 tomes.

[285] Isac Chiva ; Joseph Goy, « Introduction », in *Ibid*., tome 1. *Maisons. Modes de vie. Société*, p. 10-11. Là encore, une étude plus approfondie de ces questions seraient à mener dès lors que ces modes d'organisation supposent également des formes de sociabilité spécifiques comme le montre bien les différentes contributions de ce volume, notamment : Georges Augustins, « Maison et société dans les Baronnies au XIXème », pp. 21-122 ; Rolande Bonnain, « Les 'bonnes maisons' : perception, expression et réalité de la stratification sociale d'un groupe villageois », pp. 123-168 ; Rolande Bonnain, « Une économie de la sociabilité : entraide, échanges et relation de voisinage dans un village pyrénéen », pp. 169-184.

tous deux « ont été les auteurs des affaires louches et des compromissions de nombreux malheureux »[286].

D'ailleurs, si le père Leyzeaga et ses trois fils sont très actifs aux côtés de la Faction, au sein de leur hacienda, ils n'agissent pas de façon isolée. On apprend en effet que parmi les personnes qui travaillent sur la propriété, certaines sont impliquées non seulement dans l'aide apportée aux factieux, mais également que le clan est très actif dans l'opposition au nouvel ordre des choses. En effet, en septembre 1858, l'un des péons de Pepe Leyzeaga affirme que son maître peut être considéré « comme un promoteur ou instigateur de la faction formée à 'Los Naranjos' par José Antonio Páez, mais aussi de celle que possède Juan Clemente Castellano à Pacaragua et qu'il l'aide en particulier avec des armes »[287]. Or, si Juan Clemente Castellano est l'un des personnages importants de la Faction de la Sierra que nous avons d'ailleurs déjà eu l'occasion de croiser, ce José Antonio Páez n'est autre que le scieur de Pepe Leyzeaga dont nous avons déjà narré les actions et qui, si l'on en juge par la réponse de Domingo Galindo à la question de savoir s'il le connaît, est également très actif en matière de recrutement de factieux :

> « Connaissez-vous José Antonio Paez, chef de file de la faction de la Sierra ? Il répond qu'il l'a vu à San Francisco avec les gens d'Agachado et qu'il l'a entendu dire qu'il avait organisé les gens de los Naranjos et s'était assuré de leur soutien. »[288]

Qui plus est, ces deux hommes sont bien des familiers du clan, si l'on en juge par cette réponse de Martínez, lors de son interrogatoire en septembre :

> « Interrogé pour savoir si le señor José Leiciaga entretenaient des relations avant son emprisonnement avec José Antonio Paez et Clemente Castellano, il répondit que les susmentionnés Paez et Castellano étaient toujours et continuellement à l'hacienda. »[289]

Notons que Andrés Martínez n'est pas uniquement témoin de ce dont il rend compte lors de la comparution. Les raisons pour lesquelles il est amené à comparaître, nous livrent en effet une autre image de ce péon de Los Naranjos. Tout d'abord, il est remis aux autorités, le 19 septembre, par le Commandant de la Colonne d'Observation sur Majaguito, Fr. Olondro,

[286] Interrogatoire de Maximiano Diaz. Gobierno de Carabobo, Valencia, 25 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 446.
[287] *Comparución de Andres Martinez*, Columna de observacion, Mayaguito, 19 septembre 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 429.
[288] Interrogatoire de Domingo Galindo. Gobierno de Carabobo, Valencia, 27 août 1858. Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 447v.
[289] *Comparución de Andres Martinez*, *op. cit.*, fols. 429-429v.

après avoir été interrogé avec d'autres hommes dont le « pedigree » en dit long sur leur compromission, de même que la façon dont il est lui-même présenté :

> « Je vous remets avec une patrouille placée sous les ordres du Sous-lieutenant Serrano les individus suivants : Monico Castillo, appelé Capitaine de la faction, Felipe Figueredo appelé Lieutenant de la faction, Roque Castillo, en charge de l'armement avec lequel José Leizeaga soutenait la faction, Andres Martinez péon de Leizeaga et qui est au courant de leurs complots révolutionnaires et Victor Galeno (…). »[290]

En outre, les propos tenus par l'un des suspects, Roque Castillo, à son égard lors de son propre interrogatoire tend à confirmer son engagement puisque, selon lui, c'est Martínez en personne qui lui a « remis un âne bâté sur le dos duquel (…) il avait placé six tromblons et quatre canons avec munitions », lui donnant l'ordre, « une fois la charge apportée au pied du Cerro Pacaragua, de la remettre à Juan Clemente Castellano »[291].

La version livrée par Martínez ne manque pas d'ambiguïtés. Au début de sa déposition, il nie non seulement le fait qu'il soit compromis avec les Leyzeaga, mais également que ces derniers aient détenu des armes. Puis, à la lecture du reste de sa déclaration, non seulement ce qui s'est joué dans l'hacienda en cette fin août autour de ce stock d'armes semble bien plus complexe qu'il n'y paraît, mais surtout des informations importantes font saillies sur le fonctionnement du clan Leyzeaga et sur son rôle dans l'agitation factionnelle dont la zone est la proie.

Prenons donc le temps de l'écouter. Concernant cette affaire d'armes, il commence par répondre par la négative à la question de savoir si « les Leiciaga avaient des armes et des munitions ». Mais la justification qu'il donne à sa réponse ne manque pas d'être paradoxale, compliquant d'autant plus l'affaire, notamment par rapport au rôle et aux liens qu'entretiennent les Leyzeaga avec cette fameuse Colonne d'Observation. Pour lui en effet :

> « (…) les armes qu'ils avaient de cachées dans l'hacienda sont en fait celles qu'un peloton de la colonne d'Observation avait prises [et qui étaient] cachées dans la montagne [et qu'il a remises] à Valencia. »[292]

Or, il ajoute immédiatement que ces armes, c'est lui qui les aurait « cachés dans la montagne, sur les ordres des Señores Leiciaga ». On lui demande ensuite s'il était donc « vrai que lui-même avait envoyé avec Roque Castillo, des armes et des munitions à Juan Clemente Castellano ». Ce à quoi il répond que :

---

[290] Comandante de la Columna de observacion en Majaguito, 19 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 425.
[291] Comparution de Roque Castillo. Colomna de Observacion, Majaguito, 19 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 428.
[292] *Comparución de Andres Martinez*, *op. cit.*, fol. 429.

> « (…) sur ordre du Señor Ignacio Leiciaga (alias) le Chauve, il est allé chercher par l'intermédiaire de Ventura Torres le fameux Roque Castillo afin qu'il amène quatre espingoles, deux cartouchières et deux canons à José Antonio Paez au pied de la colline de Pacaragua. »[293]

Néanmoins, en un ultime revirement, lorsqu'à l'issue de sa comparution il lui est demandé « s'il a quelque chose à ajouter ou retirer à sa déclaration », il ajoute :

> « (…) que ce n'est pas lui qui a caché les armes dans la montagne mais que l'un des Leiceaga les auraient mises [ou eues] sur le canot de la Cavalerie provisoire[294] et qu'il aurait rejoint un homme appelé Sanora, ayant la fonction de Caporal du Señor Leiciaga, ainsi que Ygnacio Leiciaga (alias) le Chauve sur ordre de José Leiciaga fils. »[295]

Indépendamment des incertitudes de sens, nous arrivons là à un niveau de confusion par rapport à la version initiale qui montre, malgré tout, non seulement l'implication d'un autre des employés de Leyzeaga père, mais aussi la complémentarité des fonctions des fils et du père ainsi que le caractère très coordonné de leurs actions.

Or, sur ce dernier point, comme nous le disions il y a un instant, Martínez fournit d'autres informations qui ne manquent pas d'être intéressantes. Tout d'abord, il dit savoir que Leyzeaga père « est le promoteur de la faction qui a été formée à Los Naranjos par José Antonio Paez », donc son scieur, mais aussi de celle « organisée à Pacaragua par Juan Clemente Castellano qu'il a en particulier soutenue avec des aides »[296], permettant ainsi de saisir le sens des déclarations sur le transfert d'armes à son profit. Or, Juan Clemente Castellano n'est pas seul à Pacaragua à cette date, raison pour laquelle il est également demandé à Martínez si « durant le temps où Agachado était à Pacaragua, il a été en relation avec les Leiciaga ». Voici sa réponse :

> « (…) peu de temps après que Agachado soit arrivé à Pacaragua, Felipe Figueredo[297], *vecino* de ce lieu, est descendu de la part du tel Agachado pour leur demander une aide de cinquante hommes, mais n'ayant pas rencontré Eladio Leiciaga, il a fait passer le message à Javier Saspe, commissaire de los Naranjos. »[298]

---

[293] *Ibid*.
[294] Le folio étant mal cousu, il est impossible de savoir duquel des quatre Leyzeaga il parle, ni de bien saisir ce qui se passe sur le canot.
[295] *Ibidem*, fol. 429v.
[296] *Comparución de Andres Martinez*, *op. cit.*, fol. 429.
[297] Nous avons vu plus haut que ce Figueredo est l'un des rares suspects à reconnaître sa participation active à la Faction. Il est donc également une personne de suffisamment de confiance pour qu'Agachado lui demande de mener à bien cette mission.
[298] *Ibid*.

Ces informations confirment les aides différenciées que les Leyzeaga étaient en mesure de fournir aux factieux, y compris leur capacité à permettre la formation de factions parallèles, qui sont en fait autant de *partidas* qui viennent en appui à la Faction de la Sierra. Enfin, et bien qu'il tente, de façon maladroite il faut le reconnaître, de se disculper des méfaits qui lui sont imputés, Martínez ne peut qu'être impliqué dans la mise en œuvre du soutien logistique en armes et en hommes apporté aux factieux par ses maîtres. Un dernier indice permet d'affirmer qu'il est, pour le moins, dans la confidence puisque, à la question du Lieutenant en charge de prendre sa déposition, qui s'interroge sur la façon dont il a pu être au courant de certains des faits dont il a rendu compte, il confesse que c'est « Ignacio Leiciaga (alias) le Chauve qui les lui a racontés »[299].

Ce sont donc des hommes, des armes, des intermédiaires en la personne des péons de l'hacienda, que le clan Leyzeaga mobilise pour venir épauler l'action de la Faction. Mais ce n'est pas tout. En effet, un certain nombre d'éléments nous ont également permis de constater qu'il apporte un dernier type d'aide, en monnaie sonnante et trébuchante cette fois.

Aide d'autant plus précieuse, qu'à une exception près, ils n'en reçoivent de personne d'autre, comme nous amène à le penser l'examen des fiches de notre base de données classées dans la rubrique thématique « sources de financement ». Commençons par cette « exception », rapportée par l'un des suspects interrogés en juillet qui indique avoir entendu dire par « Gregorio Brea que le Général Monagas leur envoyait de l'argent sous le manteau »[300].

Concernant l'aide apportée en la matière par les Leyzeaga, c'est une fois encore Maria Germana Pérez, dont les propos lors de son interrogatoire sont très précis, qui nous livre les premières informations en ce sens. Elle indique en effet « avoir entendu dire qu'ils étaient aidés par un certain Señor Luciaga de los Naranjos qui leur envoyait de l'argent pour subvenir aux besoins de leurs gens »[301]. Quant à José Ramos Baldonado, factieux présent lors de l'attaque de San Francisco de Tiznados et impliqué dans de nombreux méfaits commis à cette occasion[302], il affirme lors de son interrogatoire « avoir fréquemment entendu Agachado dire qu'ils attendaient des ressources financières importantes de Los Naranjos, maison du Señor

[299] *Ibidem*, fol. 429v.
[300] Interrogatoire de Ynocencio Granadillo. Parroquia de Güigüe, Güigüe, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 394.
[301] Interrogatoire de Maria Germana Pérez. Jefatura politica del Canton, Pau, 19 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 441v.
[302] Cf. Infra chapitre 6.

Pepe Leiceaga (…) »[303]. Bien que les données soient ténues, les questions de financement de la Faction nous ramènent le plus souvent aux Leyzeaga.

Les faits, les témoignages et les accusations ne manquent donc pas pour étayer la thèse d'un clan Leyzeaga gravitant autour de la Faction et dont le rôle est on ne peut plus déterminant en de nombreuses occasions pour sa survie.

*b) La version du chef du clan et de l'un de ses fils.*

Mais eux, les Leyzeaga, que nous disent-ils de cet engagement qui leur est imputé auprès de la Faction de la Sierra ?

Notons au préalable que les circonstances grâce auxquelles nous sommes en mesure de connaître leur position, sont en elles-mêmes complexes à démêler. En effet, c'est à travers deux lettres écrites par deux des membres du clan Leyzeaga, le père et l'un de ses fils (José), datées de fin août et de fin septembre 1858, toutes deux adressées au chef de l'exécutif lui-même, que nous prenons connaissance de leur version de l'histoire[304]. Or, pour l'une d'entre elles de façon certaine, elles ont été rédigées depuis la prison de Valencia où les deux hommes étaient alors incarcérés. Néanmoins, les rares données sur ces incarcérations se contredisent quant à leur date. D'un côté, on apprend, par la première lettre, que le père Leyzega a en fait été arrêté deux fois. Une première fois « le 5 juillet par le gouverneur de province » et une seconde fois, avec son fils, depuis un mois, soit depuis fin juillet. C'est en tout cas ce qu'ils indiquent à plusieurs reprises : « (…) cela fait un mois que, sur ordre de Monsieur le Gouverneur de cette province, nous sommes prisonniers (…) »[305] ; « (…) cela fait un mois que l'on nous a pris »[306]. Or, de l'autre, si certains témoignages confirment que le père, tout au moins, aurait été arrêté plus tôt, la date exacte de cette première interpellation pose problème. C'est ainsi que, rendant compte des mésaventures arrivées au lieutenant Ysidoro Ysquiel, que nous avons entendu, le juge de paix de San Francisco de Tiznados, en date du 1er juillet, indique, livrant au passage un indice précieux sur la logique de fonctionnement du Clan Leyzeaga, mais contredisant celle livrée par les principaux intéressés sur la date d'incarcération du père :

[303] Interrogatoire de José Ramos Baldonado. Comandancia militar de las operaciones de Tisnados, San Francisco de Tisnados, 12 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 414v.
[304] José Leyzeaga Padre y José Leyzeaga hijo. Al Encargado del Gobierno provisorio de la Republica, Carcel de Valencia, 23 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 449-450 ; José Leyzeaga Padre. Al Señor General Encargado del Poder Ejecutivo, Carcel de Valencia, 22 septembre 1858. /Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 451-451v. Nous analysons également ces documents dans le chapitre 7.
[305] José Leyzeaga Padre y José Leyzeaga hijo. Al Encargado del Gobierno provisorio de la Republica, Carcel de Valencia, 23 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 449.
[306] *Ibid*., fol. 449v.

> « (…) on m'a informé que le Sr Pepe Luceaga, individu qui est arrêté à Valencia, les aide par l'intermédiaire de ses fils, qui ont apporté soixante-dix fusils aux factieux achetés en cachette à Valencia. »[307]

L'arrestation se serait donc produite fin juin ? Pourtant, au-delà des suspects interrogés, le *Jefe Político* de Ortiz (Ramos), tout comme celui du Canton (Uztáriz) d'ailleurs comme nous l'avons vu plus haut, affirment que Leyzeaga Père était bien présent lors de l'attaque de San Francisco :

> « Je sais également que lors de l'affrontement que l'ennemi a eu avec le Commandant Sandoval un certain Montero de Valencia, qui faisait office de Général parmi les bandits, est mort et qu'il leur avait apporté des renforts en forces et en armes en compagnie de Pepe Eleiziaga dont on dit qu'il était également avec eux. »[308]

José Leyzeaga père aurait été arrêté avant l'attaque de San Francisco de Tiznados à laquelle pourtant il a participé. Toutefois, une première clé nous est livrée par le gouverneur de la province de Carabobo, Lorera, dans un document qu'il adresse, le 8 juillet, juste après les événements de San Francisco de Tiznados au *Secretario de E los DD de lo Interior y Justicia* pour transmission au Général en Chef chargé de l'organisation provisoire de la République[309]. Or, cette communication composée de neuf articles et qui a pour « objectif de donner [aux autorités supérieures] une information circonstanciée des actes survenus dans cette *Gobernación* depuis le moment où les événements de la Sierra ont commencé à attirer sérieusement l'attention », indique en son dernier article que « se trouve en toute sécurité dans la prison publique la personne du Sr. José Leizaga, conformément aux ordres supérieurs reçus de ce *Despacho* »[310].

Leyzeaga père a donc bien participé à l'occupation de San Francisco de Tiznados qui a commencé le 6 juillet, mais il aurait été arrêté dès le 8. Nous résolvons donc là une partie de l'énigme, mais une partie seulement. La réponse se trouve en fait dans la première lettre envoyée en août par le fils et son père dans laquelle ce dernier affirme :

> « (…) bien que j'aie été fait prisonnier par le gouverneur [de la province de Carabobo] le cinq juillet, le juge de première instance, prenant connaissance de cette

[307] Gefe político del Canton Ortiz, San Francisco de Tiznados, 1er juillet 1858, au Gobernador de la provincia d'Aragua, qui transmet, La Victoria, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 356v. Cette information concernant l'aide en armes de Leyzeaga père est confirmée dans la déposition de Yzquiel qui dit avoir su "par un gamin déjà bien vaillant (…) que les factieux étaient aidés par Pepe Leiceaga qui leur avait envoyé soixante fusils (…) ». Secretaria de Estado en los DD de Guerra y Marina, Caracas, 8 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 348v.

[308] Gefe político del Canton Ortiz, Ortiz, 8 juillet 1858, au Gefe político del canton Cura au Gobernador de la provincia d'Aragua, qui transmet, La Victoria, 10 juillet 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 360-360v.

[309] « Comunicación », Valencia, 8 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 365v.

[310] *Ibid*.

> première affaire, a autorisé ma mise en liberté quelques jours après ; [liberté] dont j'ai profité trois jours, parce que ce même gouverneur ayant omis de mettre à la disposition du susmentionné juge d'Instance, les nouvelles données qui pouvaient justifier la poursuite du premier jugement, non seulement m'a emprisonné de nouveau, mais a également envoyé dans la même geôle mon fils José Leyzeaga. »[311]

Trois jours de liberté entre les deux arrestations ; il était donc bien libre, et effectivement présent, bien que brièvement, au début de l'attaque de San Francisco de Tiznados.

Cette question étant à peu près réglée, attachons-nous maintenant à ce que ces deux hommes exposent, depuis leur lieu de détention, relativement à leur implication auprès de la Faction. En dépit des indices, nombreux, concordants sur bien des points, et diversifiés quant à leurs émetteurs, ils réfutent tout en bloc, adoptant une posture de déni complet, qui finit par semer le trouble quant à leur implication effective dans le fonctionnement de la Faction.

Cette posture est d'autant plus troublante qu'elle vient d'une certaine manière ratifier la nécessaire prudence dans le maniement de l'archive judiciaire au sens où « l'interprétation des procès-verbaux d'interrogatoires ou de dépositions reste un exercice délicat »[312]. Et d'autant plus délicat ici, qu'au-delà de remettre en cause de façon radicale les éléments à charge, c'est toute la machine judiciaire que ces deux correspondances mettent à mal.

Dans la première d'entre elles, rédigée à quatre mains, les deux hommes se présentent d'emblée comme des « *vecinos* et propriétaires », créant *de facto* une distance sociale avec la scène factieuse. Mise à distance immédiatement renforcée par la justification des motifs en des termes où se mêlent l'honneur bafoué et le besoin de réaffirmer une distinction sociale et culturelle :

> « (…) avec la modération et le respect que devons, et faisant usage du droit auquel, comme Vénézuéliens, nous avons droit afin de demander auprès du premier dépositaire de l'autorité publique, qu'il soit remédié aux injures et dommages dont nous souffrons dans nos personnes, dans notre honneur et dans nos biens, nous exposons à VE (…). »[313]

Outre les reproches adressés quant au fait qu'après plus d'un mois, ils n'ont toujours pas été jugés, ils se plaignent de ne pas avoir non plus été interrogés ni informés « légalement » des raisons de leur incarcération, pas plus que du « délit qui leur est reproché » d'avoir commis. En outre, ils dénoncent une autre faille dans la procédure : à savoir que selon « les bulletins publiés » seul un José Leyzeaga est suspecté et non pas deux. Il y n'a donc aucune

[311] José Leyzeaga Padre y José Leyzeaga hijo. Al Encargado del Gobierno provisorio de la Republica, Carcel de Valencia, 23 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 449-449v.
[312] Jean-Claude Caron, *L'été rouge. Chronique de la révolte populaire en France (1841)*, Paris, Aubier, 2002, p. 245.
[313] José Leyzeaga Padre y José Leyzeaga hijo. Al Encargado del Gobierno provisorio de la Republica, *op. cit.*, fol. 449.

raison, à défaut de preuves, d'avoir emprisonné les deux ; or ces preuves, depuis un mois qu'ils sont détenus, n'ont toujours pas été apportées… Ils demandent donc que le gouverneur, qui selon eux a failli dans le suivi de la procédure légale, les remettent dans les plus brefs délais au juge compétent afin que la vérité soit établie. Ce qui signifie qu'en dépit des arguments qu'ils avancent pour contester la procédure, ils ne nient finalement pas totalement que l'un des deux puisse être mêlé à la Faction de la Sierra.

Dans la seconde missive, écrite par le père Leyzeaga fin septembre, la réfutation de l'accusation se fait plus précise dans le même temps que le ton est plus alarmiste dès lors qu'il vient d'apprendre le décret de confinement dans la province de Cumaná pris à son encontre. Il tient donc, avant sa mise à exécution, à dénoncer l'accusation « injuste » selon laquelle il serait « complice des mouvements factieux survenus dans la Sierra » ; dénonciation qui n'est pas de pure forme puisqu'il proclame vouloir :

> « (…) révéler à VE les manœuvres criminelles employées par mes ennemis personnels dans le but de faire surgir contre moi les actes sur lesquels VE s'est fondé pour me croire coupable. »[314]

Il ne nous appartient pas de juger de la véracité des accusations proférées par José Leyzeaga, dans une correspondance, et non pas dans le cadre d'un interrogatoire visant à obtenir des aveux[315]. Mais, il n'en demeure pas moins qu'une telle dénégation des faits et dénonciation des procédures questionnent en ce qu'elles mettent à mal l'ensemble des éléments à charge contenus tant dans les témoignages et interrogatoires que dans les documents rédigés par les autorités civiles et militaires. D'autant que le père Leyzeaga conclut la lettre qu'il écrit seul, par ces paroles :

> « (…) cette histoire ouvre la voie pour poursuivre et découvrir complètement le complot infernal de mes persécuteurs qui, non content d'avoir détruit une grande partie de mes biens et afin de conserver leur impunité, ont accumulé méchanceté sur méchanceté espérant ainsi qu'ils parviendraient à me faire expulser du pays et à échapper du procès en responsabilité que le dois intenter contre eux. »[316]

Par contre, et dans l'hypothèse, bien peu probable, où il s'avèrerait que le clan Leizeaga n'a pas participé aux actions factieuses au cours de l'année 1858, les éléments sont pourtant bien présents pour montrer qu'il joue, le père surtout, un rôle de premier plan dans la poursuite des hostilités contre les forces gouvernementales, entre juillet et septembre 1858

[314] José Leyzeaga Padre. Al Señor General Encargado del Poder Ejecutivo, Carcel de Valencia, 22 septembre 1858. /Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 451.
[315] Nous revenons sur les détails de la procédure et ses failles tels qu'ils sont exposés dans ces deux lettres dans le chapitre 7 sur l'organisation de la justice.
[316] *Ibid*., fol. 451v.

comme nous l'avons vu, mais plus encore à partir de la mort de El Agachado en février 1859. En outre, L. Level de Goda, lequel, rappelons-le, est un contemporain des faits, signale en faisant le point sur la situation des provinces centrales pour la fin mai/début juin 1858 que « les guérillas de Carabobo demeurent les mêmes avec les frères Leiciaga à leur tête »[317], et qu'en juillet elle était devenue très importante[318]…

Nous n'en saurons guère plus sur les poursuites édictées à l'encontre de Pepe Leyzeaga et de son fils José, si ce n'est que le décret de confinement semble avoir été appliqué puisque Pepe Leyzeaga indique que « le jour même de [son] confinement », deux des individus qui avaient témoignés contre lui, selon lui sous la torture, sont arrivés dans la prison[319]. Quelques mois plus tard cependant, le fils Leyzeaga refait surface de façon ambiguë. En effet, quelques jours avant que El Agachado ne soit tué, on apprend par José Leizeaga fils qu'il a fait une apparition nocturne dans leur hacienda de Los Naranjos le 1er février, entre 11 heures et minuit, pour demander des armes. Voici le récit qu'il livre de cette visite impromptue, dont la teneur ne manque pas de surprendre :

> « (…) le premier de ce mois, entre onze heures et minuit, se trouvant dans la maison de son hacienda Los Naranjos, dormant déjà, on a frappé à sa porte avec tant de détermination, que l'exposant dû ouvrir pour vérifier qui s'était et ce qu'on lui voulait : il vit alors qu'il s'agissait de quatre hommes qu'ils ne connaissaient pas, à pied et bien armés, qui lui dirent qu'ils cherchaient des éléments de guerre qu'il pourrait y avoir dans la maison, et après leur avoir répondu qu'il n'en avait pas, que le mousqueton qu'il utilisait il l'avait prêté à un voisin, l'un des quatre hommes lui dit : 'Je suis Agachado' et il a pris congé avec les autres, prenant la direction opposée au chemin vers la capitale. »[320]

Au vu des liens supposés de cette famille avec la Faction, on est surpris que le fils Leyzeaga ne semble pas l'avoir reconnu lorsqu'il lui a ouvert sa porte. Il n'en demeure pas moins que ses propos sont corroborés par un *vecino* de Manuare qui, dès le lendemain, le 2 février, avait apporté, au juge de paix de la paroisse de Güigüe, que El Agachado était bien à Los Naranjos le 1er, mais aussi d'autres éléments à charge :

> « (…) hier, 1er février à six heures de l'après-midi, Exequiel Breto, Eustaquio Breto et Escolastico Rodriguez lui ont dit que le factieux Jesus Agachado était entré à Tacaragua, mettant le feu au moulin à sucre et arrêtant Remigio Arana, et que de là la faction s'était rendue à los Naranjos ayant auparavant demandé à deux commissionnaires de recruter des hommes et des éléments de guerre (…). »[321]

---

[317] L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)* [1889], Caracas, Imprenta Nacional, 1954, Tomo I, p. 141.
[318] *Ibid*., p. 159-160.
[319] *Ibid*., fol. fol. 451v.
[320] Gobierno de Carabobo al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 3 février 1959. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 645. C'est nous qui soulignons.
[321] Gobierno de Carabobo al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 5 février 1959. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 643-643v.

Apprenant ces nouvelles, le gouverneur de la province en informe immédiatement le Commandant M. Y. Montenegro « qui réside dans cette paroisse », ainsi que la *Jefetura* afin qu'au vu de la situation, il soit décidé, ou non, de faire revenir « la force là où elle est appelée par le Commandant en armes de la province »[322].

*c) De la Faction de la Sierra à la Faction Leyzeaga*

En ce même mois de février 1859, le 20, les Fédéralistes lancent leur fameux « cri de Coro » qui, articulé aux opérations menées par Ezequiel Zamora, s'avère décisif pour donner une dimension nationale à la Guerre. Or, comme le souligne à juste titre G. García Ponce, il convient également de prendre en compte le rôle joué par les groupes factieux alors en action, en particulier « les campagnes des Sotillo et Monagas dans le provinces de l'Est et les soulèvements de Luciano Mendoza, des Lander, des Acevedo et d'autres encore, dans les vallées d'Aragua et del Tuy, et du vieux Gabriel Guevara et de Leiciaga, dans la Sierra de Carabobo »[323].

Toutefois, il faut attendre ensuite le début du mois de juillet 1859, quelques jours après l'annonce d'une nouvelle amnistie par le gouvernement[324], pour que la prise de relais par le clan se vérifie pleinement. Même si à la mi-novembre 1858, le gouverneur de la province du Guárico dit pouvoir affirmer que Medrano « ne pourrait subsister beaucoup de temps encore »[325], tandis que celui de Carabobo se risque à parler « des fugitifs de l'ancienne faction »[326], c'est surtout en effet à partir de l'année suivante que la situation se gâte pour la Faction. Pour preuve, fin janvier, quelques jours avant que El Agachado ne soit tué, Pedro Sanojo, le gouverneur de la province du Guárico mentionne que la « faction de Medrano est insignifiante », « réduite à une vingtaine d'hommes, certains des chefs »[327] ayant fait défection. Pourtant, entre mars et juillet, Medrano tente visiblement d'assurer à nouveau la direction de la Faction ; en vain comme nous allons le voir.

De fait, dès les premiers jours de juillet, une mutation s'opère dans le commandement de la Faction, dans le même temps que la situation politique au niveau national connaît un moment

[322] *Ibid*., fol. 643v-644.
[323] Guillermo García Ponce, *Las armas en la Guerra Federal*, Caracas, Ediciones La Muralla, 1968, p. 26.
[324] Cf. *infra* le chapitre 7, sur l'organisation de la justice.
[325] Gobierno Superior Político de la provincia del Guárico. Al Señor Secretario de Estado en los DD de lo Interior y Justicia, Calabozo, 14 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXVIII, fol. 576.
[326] Gobierno Superior Político de la provincia de Carabobo. Al Sr Secretario de E en los DD de lo Interior y Justicia, Valencia, 21 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXVIII, fol. 580.
[327] Gobierrno Superior Político de la provincia del Guárico. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 31 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXVIII, fol. 361.

critique, momentanément favorable aux fédéralistes[328]. C'est ainsi que Clodomiro Rodríguez, que nous avons déjà entendu et dont l'hacienda dont il a la charge a reçu la « visite » d'une vingtaine de factieux en quête d'armes de guerre et d'hommes, cherchant également les commissaires du lieu qui avaient pris partie pour le gouvernement « pour les assassiner », tient à préciser lors de sa déposition que ces hommes « criaient publiquement qu'ils faisaient tout ceci sur ordre de José Leizaga et de Felipe Pereira »[329]. Comme s'il s'agirait, au regard de la façon dont il rapporte les faits, de rendre public ce changement de commandant de la Faction[330].

Notons d'ailleurs que ce moment correspond aussi à un infléchissement dans la perception de l'engagement politique des factieux, auquel il est fait référence de façon plus explicite. C'est tout d'abord Clodomiro Rodríguez qui rapporte que les factieux n'avaient de cesse de célébrer Zamora et Monagas et que l'ordre d'assassiner les commissaires est lié au fait « qu'ils avaient défendu le gouvernement dans la révolution actuelle »[331]. Quelques jours plus tard, c'est un autre témoin qui dénonce avoir été arrêté et enfermé dans la chambre d'une maison, du 4 juillet au matin jusqu'au 5, par trois hommes, alors qu'il transportait de la correspondance officielle pour Villa de Cura. Il a dit avoir ensuite été intégré de force, le 5 dans l'après-midi, au sein d'un groupe armé qui se dirigeait vers 'Flor Amarilla' d'où il est parvenu à s'échapper le lendemain matin à 6 heures. Or, il indique que cette « *partida* se composait de mille sept cents hommes (…) et que se trouvaient là-bas les « José Leizeaga et trois fils, Victor Lopez, Carlito Wilches et un Señor Monagas, dont il suppose qu'il s'agissait de Don José Maria »[332].

Ces informations témoignent d'une évolution de la situation depuis la mort de El Agachado, puisque le Clan Leyzeaga semble prendre les choses en main. D'ailleurs, le jour suivant, un homme, lui aussi originaire de Tocuyito, raconte que par deux fois son *hacienda* a été la proie de *partidas*, lui prenant hommes et armes. Or, il déclare que là aussi les factieux affirmaient avoir reçu ces « ordres de José Leizeaga »[333]. Malgré cette montée en puissance du clan Leyzeaga, le 9 juillet, au moment de transmettre les dépositions des quatre plaignants

[328] Rappelons en effet, que durant ce mois de juillet le président Castro cherche, en vain, des alliances auprès des libéraux et des oligarques afin d'assurer son maintien au pouvoir, puisque pendant 24 heures d'un gouvernement provisoire fédéraliste, remplacé après le 2 août par un nouveau gouvernement « conservateur ».
[329] Dénonciation de Clodomiro Rodriguez. Gobierno de Carabobo, Valencia, 3 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 656.
[330] *Ibid*., fol. 656-656v.
[331] *Ibid*.
[332] Gobierno de Carabobo. Denunciación de José de Jesus Roa, Carabobo, 6 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 657.
[333] Dénonciation de Clemente Morloi.Gobierno de Carabobo, Carabobo, 7 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 655.

aux autorités supérieures, le gouverneur de Carabobo indique encore que ces données « concernent la faction de la Sierra »[334].

En revanche, quelques jours plus tard, ses propos marquent une rupture franche, puisque livrant des informations sur les nouvelles actions « des factieux de la Sierra », il indique sans ambages, entérinant de la sorte le changement de chef, le passage de relais et, surtout, que la mort de El Agachado n'a pas mis fin aux activités factionnelles :

> « Les factieux de la Sierra, que dirige José Leizeaga, se trouvaient, avant-hier, à une lieue et demie de el Pao, dans un endroit nommé 'Mucari', selon les informations fournies par une personne arrivée de ce point jusqu'à cette ville [Carabobo]. »[335]

Il indique ignorer pour l'instant si les factieux « qui se trouvent à l'endroit mentionné représentent la totalité de ceux que commande Leyzeaga ou uniquement une partie d'entre eux », sachant que selon des données antérieures ils seraient au total 1 700. Dans le même temps, il informe la *Secretaria* qu'une autre bande factieuse a troublé l'ordre public dans le Canton Montalbán, qu'elle a envahi la ville du même nom le 9 et que des forces armées y ont été dépêchées le 11, parvenant à les faire partir, mais qu'ils ont pris alors la direction de Canuabo qu'ils ont envahi à son tour[336].

L'épicentre de la Faction semble donc, dans le même temps, s'être déplacé, puisque ces informations proviennent de la province de Carabobo, où les Leyzeaga sont actifs, alors que ces derniers mois elles émanaient plutôt de celle d'Aragua. Or, cette dernière justement informe les autorités supérieures, en cette même mi-juillet, que la province « demeure en paix et tranquillité puisque les menaces » factieuses qui pesaient sur elle ces derniers temps ont disparu[337].

Le 19 juillet toujours, une autre donnée d'importance nous parvient depuis El Baúl, dans la province de Cojedes. Nous la devons à un groupe de *vecinos* de cette localité qui adresse au Président Julián Castro un manifeste louant les actions d'un des commandants des troupes gouvernementales, Camero, contre les factieux, en particulier celle entreprise le 17 de ce même mois, dans le canton Girardot, alors « que s'est unie aux différentes factions qui les

[334] Gobierno de Carabobo al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Carabobo, 9 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 654.
[335] Gobierno de Carabobo al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Carabobo, 13 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 660.
[336] *Ibid*., fol. 660-660v.
[337] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 19 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVII, fol. 226.

cernaient déjà, celle appelée 'Leizeaga' (…) »[338]. Ultime trace de cette perte de commandement pour les « chefs historiques » encore en vie de la Faction de la Sierra, le titre d'un document de mars 1859 qui comprend une liste de 17 factieux, avec leur grade et *vecindario*, ayant été faits prisonniers dans la juridiction de San Carlos. Celui-ci s'intitule en effet : *Relación de los individuos que se encuentran presos en la carcel publica de esta ciudad, por haber pertenecido a la faccion que capitaneo en Agosto último José Jesus Gonzales alias Agachado, en el lugar de Barraguan jurisdiccion de este Canton*[339]…

C'est précisément à partir de ce changement de *leadership*, en juin-juillet 1859, que l'historiographie devient plus bavarde sur les Leyzeaga ; c'est-à-dire au moment José Leyzeaga père devient, incontestablement, le chef de la faction que l'on appelle, pour quelques jours encore, Faction de la Sierra. Nous retrouvons donc là le même silence que celui observé au chapitre précédent à propos de la participation de Ezequiel Zamora aux actions de la Faction en juin/juillet 1858. Silence qui acquiert un sens que l'on ne peut se passer de mettre en exergue dans la mesure où il corrobore nos hypothèses d'une « parenthèse historiographique ». Ce mois de juillet 1859 correspondant au moment de la montée en puissance des fédéralistes qui ont, comme le signale L. Level de Goda « appris le débarquement du général Falcón ». C'est la raison pour laquelle dit-il, certaines villes, comme La Victoria, « se prononcent pour la Fédération » et fourbissent leurs armes[340].

De fait, dans les « classiques », à la seule et notable exception de L. Level de Goda, nous ne trouvons que les seuls faits d'armes de cette année 1859, au moment où Pepe Leyzeaga prend les rênes de ce qui reste de la Faction de la Sierra après la mort de El Agachado en février, et l'arrestation de Donato Rodríguez Silva[341]. Néanmoins, la première mention ne date que de juin 1859, pour relater son soulèvement à Carabobo le 27. L. Alvarado le présente comme un acte de rébellion, affirmant qu'alors qu'il avait initialement été « autorisé (…) à organiser dans la Sierra un bataillon de milices, il se souleva avec lui et retourna à Valencia, lui intimant sa reddition ou de se prononcer immédiatement pour la fédération »[342]. Cette tentative est rapidement mise en échec par l'intervention du Général Febres Cordero qui

[338] *Manifestación de varios vecinos de El Baul en favor del Comandante Camero, por sus triunfos sobre los facciosos en Guadarrama*. Al Exmo Señor Julian Castro, El Baúl, 19 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVII, fol. 224.
[339] San Carlos, 21 mars 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLI, fol. 329-329v. C'est nous qui soulignons.
[340] L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)* [1889], op. cit., Tomo I, p. 193.
[341] Cf. *supra* chapitre 3 « Le coup de grâce ? ».
[342] Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela* [1909], in O*bras completas de Lisandro Alvarado*, Caracas, Ministerio de Educación/Dirección de Cultura y Bellas Artes, 1956, vol. V, p. 159.

disperse les rebelles le 6 juillet. Toutefois, cette information supposerait qu'entre le moment où nous le voyons à l'œuvre aux côtés des factieux de la Sierra, soit un an plus tôt, et cet épisode, il ait rejoint les forces gouvernementales… Malheureusement nous ne disposons d'aucune donnée sur ce point. A moins qu'il ait dû sa libération ou la suspension de son confinement, prononcé en septembre, à son engagement aux côtés des forces gouvernementales…

Nous retrouvons ensuite José Leyzeaga en août 1859, alors que les autorités adoptent une position offensive face aux fédéralistes et, entre autres mesures, déclarent Valencia « place forte (…) régie en conséquence par les ordonnances militaires en vigueur ». En effet, c'est en raison de cette disposition que les forces gouvernementales décident, afin d'affaiblir Falcón, que l'on ne peut attaquer de front en raison de forces insuffisantes, de mettre en déroute Leizeaga dont on sait qu'il doit le rejoindre, le 13 ou le 14 août, « avec 1200 hommes mal armés recrutés à Los Naranjos ». C'est chose faite ce même 14 août, grâce au Commandant Menéndez envoyé sur place avec 700 hommes qui, au sud de Valencia, dans les plaines de San Pablo, « battent Leiciaga qui perd une centaine d'hommes, les uns morts sur le champ de bataille, les autres noyés dans la rivière Paíto »[343]. C'est d'ailleurs, en ce mois d'août que F. Thompson évoque José Leyzeaga, comme l'un de ces chefs d'haciendas libéraux qui auraient contraints « de pauvres paysans » à les suivre, ainsi qu'en témoigne l'interrogatoire d'un certain Eleuterio Rebolledo réalisé ce même mois, conservé dans les archives de la province de Carabobo[344].

Il n'en persiste pas moins dans ses actions puisqu'il est de nouveau mis en déroute le 12 novembre par le Commandant Mateo Vallenilla, qui y perd la vie, alors que son bataillon faisait route vers Valencia, depuis Villa de Cura[345], puis en décembre où, après la victoire de fédéralistes lors de la bataille de Santa Inés, ils « continuent de harceler depuis la Sierra » les troupes gouvernementales[346]. Enfin, en janvier 1860, ses hommes et ceux de Medrano, restés mobilisés malgré la disparition de la Faction de la Sierra en tant que telle, sont battus par le

[343] *Ibid*., p. 201. Villanueva fait un récit bref mais symptomatique de sa grille de lecture, puisqu'il affirme, après avoir déploré qu'en raison des « batailles extrêmement sanglantes » livrées par les partisans de la Fédération, « de Valencia à la Guaira on ne pouvait voir un empan de terre qui ne soit couvert de sang », que « Leiceaga (…) soulève la Sierra de Carabobo et arrive avec ses hordes jusque dans les rues de Valencia et oblige les autorités à entourer la ville de barricades et à la considérer, par ordre général du 8 août, comme place forte (…) ». Laureano Villanueva, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, Caracas, imprenta Federación, 1898, p. 386. C'est nous qui soulignons.

[344] Registro Principal, Valencia. Expedientes Penales, 1859, Paquete 2, « contra Eleuterio Rebolleno, 26 de agosto de 1859 ». In Stephen F. Thompson, *The Federal Revolution in Venezuela, 1858-1863*, D. Phil Thesis, St. Antony's College, Oxford, 1983, p. 34.

[345] Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela* [1909], *op. cit.*, p. 230.

[346] *Ibid*., p. 243.

Commandant Sandoval, respectivement le 15 janvier à El Gengibre dans la vallée de los Naranjos et le 1er de ce même mois à El Guasimal près de Ortiz[347].

Quant à L. Villanueva, bien que les données qu'il fournit soient parfois difficiles à dater, elles corroborent celles de L. Alvarado et ne concernent que l'année 1859.

Néanmoins, une information pose problème. Elle figure au début d'un chapitre dans lequel Villanueva indique faire une entorse à l'art de la biographie, en s'intéressant au reste des événements qui émaillent, en mai-juin 1859, la vie du gouvernement et des différentes provinces au moment où Zamora entreprend « sa campagne dans les nouveaux États Fédéraux de Barinas et Portuguesa »[348] qu'il a lui-même créés. Or, c'est à cette date qu'il situe de nouveaux soulèvements factieux, notamment ceux du « prestigieux Général Leiceaga dans la Sierra de Carabobo », auxquels se seraient ajoutées « les anciennes factions de Medrano, Agachado, Rodriguez, et d'autres encore dans la Province du Guárico prirent une plus grande importance »[349]. Cette assertion est plus que curieuse et surtout erronée à plus d'un titre. D'une part, ces trois hommes ne formaient pas plusieurs factions, mais une seule composée de différentes *partidas* ; d'autre part, à cette date seul Zoilo Medrano est encore en action, puisque Donato Rodrígez Silva a été arrêté à la mi-septembre 1858, tandis que El Agachado a été tué en février 1859…

La prise de relais entre les deux chefs (Medrano et Leyzeaga) est donc bien mentionnée, mais, par contre, il n'existe aucune donnée sur les actions du clan se produisant en 1858 en faveur de la Faction. Or, nous venons de voir ô combien elle fut importante, et stratégiquement déterminante, même si les principaux intéressés s'en défendent avec force argument.

Il n'en demeure pas moins que le dernier mot sur cette « histoire » revient encore une fois à l'archive qui nous livre, en une ultime passe d'armes, des données relatives à la fin de cette année 1859. Toutes deux émises le 7 octobre, dans la province d'Aragua qui a été l'épicentre de la Faction, la première d'entre elles rend compte de la situation dans la zone telle qu'elle a pu être déduite des interrogatoires effectués par le Chef Municipal du Canton Cura, José R. Hernández, auprès de plusieurs « dispersés de la faction »[350]. Selon ce que ces hommes affirment, des dissensions seraient apparues entre deux chefs de *partidas*, l'un d'eux décidant de ne pas se rendre à San Francisco de Tiznados où « il devait s'unir à Leizega ». Ce premier

[347] *Ibidem*, p. 257.
[348] Laureano Villanueva, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, *op. cit.*, p. 383.
[349] *Ibid*., p. 384.
[350] *El Sr Jefe Municipal del Canton Cura con fecha 7 del corriente*, en Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 8 octobre 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVIII, fol. 321-321v.

conflit serait à l'origine de la déroute de la Faction dans cette ville et de sa dispersion puisqu'il est dit que des groupes d'hommes prennent chacun une direction différente avec leur troupe respective qui, au total pourtant, s'élevaient à plus de 600 hommes… Serait-ce alors le mot de la fin ?

Pour le savoir intéressons-nous à la seconde missive. Elle est adressée au gouverneur par le Commandant Juan P. Esteves depuis la *comandancia de Operaciones sobre* El Pao. Certes importante par son contenu, comme nous allons le voir, son intérêt réside pourtant davantage encore dans le lieu, hautement symbolique, depuis lequel elle est expédiée : elle est en effet envoyée depuis Los Naranjos, le 7 Octobre 1859… soit le lieu où les Leyzeaga ont leur propriété et autour de laquelle tant d'actions se sont produites[351].

Depuis ce lieu, il semble que la situation ne soit guère plus favorable aux factieux si l'on en juge par la façon dont il rend compte de ses faits d'armes et de ceux du Commandant avec lequel il a œuvré contre les factieux :

> « Hier à six heures du matin, nous avons divisé la marche vers la Candelaria. Les forces du Commandant Vallenilla par le chemin royal de San Sebastian et moi par les défilés de Caicara et de el Nicual. Comme son chemin était plus court et en bon état il est arrivé à destination une heure avant moi et a surpris l'ennemi qui était en train de tuer du bétail, au nombre d'environ 200 ceux qui prirent la fuite dès les premiers tirs, presque sans répondre, où alors s'arrêtant parfois et faisant quelques rares tirs. La dispersion hier a été complète, dès lors qu'ils ont été poursuivis jusqu'à la nuit tombée (…). »[352]

Qui plus est, il conclut sur deux informations de poids, d'une part que « la désertion au cours des nuits antérieures a été incalculable ; au point qu'ils ne doivent avoir aujourd'hui que cinquante hommes ensemble » ; d'autre part qu'ils « ont laissé en notre pouvoir huit armes de feu, trois prisonniers et environ neuf morts »[353]. Désertions en masse qui corroborent le sentiment de débandade qui se dégageait des interrogatoires, auxquelles s'ajoutent les pertes humaines et matérielles, ainsi que la poursuite des derniers rescapés par le Commandant Vallenilla, parti immédiatement en direction de El Pao à cette fin. La Faction de la Sierra « disparaît » donc au moment où, pourtant, les factions armées en faveur des fédéralistes se multiplient, non seulement dans les provinces centrales, mais aussi ailleurs dans le pays et, là encore en suivant les données précises que fournit L. Level de Goda, on peut constater que

[351] *Comandancia de Operaciones sobre el Pao, Los Naranjos. Octobre 7 de 1859*, en Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia., La Victoria, 8 octobre 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVIII, fol. 313-313v.
[352] *Ibid*.
[353] *Ibidem*, fol. 313v.

nombre des *cabecillas* croisées dans les antres de la Faction, outre Medrano, se retrouvent dans ces groupes armés[354].

### Conclusion

Tout au long du chapitre précédent, nous nous sommes efforcée de mettre en évidence les logiques de disqualification politique à l'œuvre dans la rhétorique des autorités et des opposants à la Faction. Après nous être ici mis à l'écoute des membres de cette dernière, quelle « image » se dessine relativement à cette problématique centrale de la dimension politique des actions qu'elle mène et de ses mobiles ?

Au-delà des luttes de pouvoir qui opposent les chefs de Faction aux nouveaux maîtres du pays et des enjeux qu'elles recouvrent, assez aisées à identifier au demeurant, qu'en est-il des ressorts de la mobilisation de ces centaines de personnes, que nous venons d'analyser ? Des engagements, individuels ou collectifs, il y en eut, nous venons d'en trouver des traces, évanescentes, à fleur d'archives et de témoignages. Le politique transforme ici des attentes, plutôt d'ordre social, en insurrection où se croisent une logique plus nationale et plus partisane, qui correspond à l'étendard brandi par Zoilo Medrano, José de Jesús González et Donato Rodríguez Silva, et une logique de changement, de « l'accélération » du cours des événements, par la protestation, même si nombre de ceux qui s'y engouffrent le sont sous la contrainte de liens de dépendance multiples. C'est ce qui rend à première vue difficile de comprendre au nom de quels intérêts communs « des individus de milieux et de cultures différents peuvent s'agréger temporairement dans une catégorie relevant de la transgression de l'ordre légal », sans que les interrogatoires qui, pour l'essentiel, ne concernent pas les chefs de file, n'aident à en démêler les fils. Les prévenus, « sauf à revendiquer leurs actes », ce qui n'est pratiquement jamais le cas, élaborent une ligne de défense qui attestent d'une compétence face au système judiciaire, « propre au 'gens du peuple', issus d'une culture orale, gens de l'échange verbal, parfaitement aptes à la stratégie discursive dans le quotidien des pratiques commerciales, politique et, plus largement, sociales où il faut 'ne pas trop en dire' et 'savoir se taire', leur permettant de maîtriser une rhétorique de l'évitement, de la digression et de la dénégation formant un bouclier difficile à percer »[355].

[354] Cf. L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)* [1889], *op. cit.*, Tomo I, p. 320-321 et p. 381-382.
[355] Jean-Claude Caron, *L'été rouge. Chronique de la révolte populaire en France (1841)*, Paris, Aubier, 2002, p. 212.

Encore une fois, bien qu'elle ait pu être exagérée par l'historiographie, cette réception du libéralisme auprès des masses populaires, paysannes est indéniable. Le Consul de France, Léonce Levraud, ne s'y trompe d'ailleurs pas, indépendamment des partis pris de son analyse, dès lors qu'il prend ostensiblement position contre le coup d'Etat de Julián Castro et de ses partisans. Commentant la proclamation de la constitution de 1858, la montée du mécontentement et le discrédit grandissant du gouvernement de Castro, y compris parmi certains de ceux qu'il appelle lui aussi les « oligarques », il rend compte de cette faible popularité, en ces termes :

> « Le parti Oligarque prétend que dans le pays le gouvernement est toujours plus fort que l'opinion publique, et ils citent à l'appui l'exemple des Monagas qui se sont maintenus au pouvoir, malgré le mécontentement général. La situation est toute différente : les Monagas, généraux de l'indépendance, qui ont donné la liberté aux esclaves, étaient véritablement populaires, et si le général José Tadeo est tombé c'est bien moins à cause de sa mauvaise administration que par suite du système de confusion que lui avait fait adopter M. Gutierrez en introduisant dans l'administration des Oligarques qui n'y sont entrés que pour le trahir. Le Général José Gregorio s'appuyait sur les masses et c'est ce qui l'a fait triompher de toutes les révolutions qui ont été tentées, même par le Général Paez. Or, les masses appartiennent au parti libéral, et en admettant que le gouvernement actuel puisse les contenir, ce ne sera que par un déploiement de force incompatible avec les ressources si restreintes du pays : en un mot son existence sera toujours précaire, l'agitation du pays ne permettra jamais le développement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. »[356]

Toutefois, en dépit d'une très forte porosité des populations aux enjeux politiques à l'origine du conflit armé qui oppose la Faction aux autorités en place à la suite de la chute du président Monagas, celles-ci se trouvent très souvent prises en étau entre les chefs de file de la Faction et les autorités qui, au-delà de leurs différends politiques, ont recours dans une large mesure aux mêmes stratégies de « survie » et de pression pour tenter de prendre l'avantage sur le terrain des armes, à défaut d'y parvenir sur la scène politique à proprement parler. C'est la raison pour laquelle les violences sont fréquentes à l'encontre des personnes et des biens ; qu'il s'agisse d'actes isolés ou de mesures de représailles et d'intimidation délibérées, voire d'actions plus collectives et commises hors du champ de la légalité en ce qui concerne les autorités en place. En cela les deux camps en présence appartiennent à un même monde, une même culture politique, raison pour laquelle aussi de part et d'autre la violence n'est jamais bien loin, individuelle ou collective.

On peut également déduire de ce qui précède une fragilité des institutions, judiciaires, militaires et politiques, qui crée une brèche pour l'existence de pratiques extralégales visant à

[356] Lettre de Levraud au Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères. Caracas, 7 février 1859. Archives du MAE (Quai d'Orsay, Paris), Correspondance politique – Venezuela – volume 13, 1859, microfilm, fol. 12v-13. C'est nous qui soulignons.

pallier cette difficulté à mettre fin aux activités de la Faction. Tout semble échapper aux autorités, y compris la parole des suspects et des accusés qui sans cesse se dérobe, au même titre que les factieux et leurs principaux chefs qui profitent tout à la fois de leur extrême connaissance du terrain, de nombreuses complicités locales, mais aussi de la force de coercition dont ils savent user pour obtenir ce dont ils ont besoin. Activité factionnelle dont l'existence est, elle-même, le reflet d'une certaine inefficacité du politique à se faire le relais des revendications et mécontentements d'une population dont la parole est souvent confisquée ou pour le moins là aussi « captive » ; qui ne parvient pas à se faire pleinement entendre par les canaux de la politique moderne, en premier lieu celui des élections, soit qu'elles ne fassent pas sens, soit qu'elles n'aient pas accès au droit de suffrage. Ce qui est en grande partie le cas, puisque la Constitution de 1857, suspendue en mars 1858, prévoyait certes la suppression des obligations de propriété et de rente, mais aussi d'instruction, pour le suffrage primaire, mais les maintenait pour être se présenter en tant qu'électeur ; tandis que celle de 1858 est plus restrictive encore[357].

Néanmoins, à rebours d'une grille de lecture selon laquelle la violence serait la négation du politique, en suivant les travaux les plus récents sur la porosité de la frontière entre politique et violence, il convient de mettre en évidence que de la même façon que certaines pratiques politiques sont susceptibles de générer de la violence, celle-ci peut « faire politique ». Ceci au sens où la Faction et ses membres ne contestent pas l'Etat en tant qu'institution, mais sont plutôt dans la position d'outsiders s'efforçant par ce moyen d'entrer dans le jeu politique. Dès lors, une certaine forme de violence peut s'imposer comme mode d'entrée en politique pour ceux qui y recourent, constituant de ce fait une forme, certes inhabituelle, de politisation.

C'est sur les expressions différenciées de la violence qui se déploient dans la Sierra qu'il convient de s'intéresser à présent.

[357] Cf. supra, chapitre 2.

# Chapitre 6.
# Quand la violence plane sur la Sierra

La violence est au fondement même de cet événement, puisque des forces gouvernementales sont mobilisées pour combattre des groupes factieux, dont la Faction de la Sierra, qui ont pris les armes pour dénoncer le renversement du président José Tadeo Monagas. Pendant les presque dix-huit mois de son existence, les « rencontres » entre les camps en présence sont incessantes. Cela va de l'escarmouche au combat de quelques heures ou plusieurs jours, au cours desquels blessés et morts sont relativement nombreux[1]. Néanmoins, au-delà de ces faits d'armes entre des camps aux frontières floues et mouvantes qui s'affrontent, en raison des logiques de mobilisation mais aussi d'une certaine fragilité des appartenances, il s'agit ici de rendre compte des actes violents commis, en marge du conflit armé proprement dit, à l'encontre des populations et de leurs espaces de vie. Il conviendra également d'observer de quelle façon ils s'enchâssent et constituent un prolongement du conflit armé et des mobiles qui le sous-tendent.

De même, la fréquence ainsi que la plus ou moindre grande intensité de cette violence, sont un élément central pour appréhender ce qui contribue à façonner les pratiques et la participation politiques de populations prises en étau entre les « nécessités » et les « excès » des deux camps en présence, y compris les violences commises par les personnes dépositaires de l'autorité, civile ou militaire. Ces violences sont en effet souvent du même ordre dans les deux camps en présence et, dans une sorte de cercle vicieux, la violence des uns répond à la violence des autres, au même titre que la violence d'aujourd'hui vise, dans bien des cas, à répondre à celle d'hier. De ce point de vue d'ailleurs, elle s'inscrit dans la logique des pratiques de saccage et de pillage observées au cours de la guerre d'indépendance au début du siècle, qui sont loin d'avoir été l'apanage de l'un ou l'autre des camps comme l'a magistralement montré G. Carrera Damas dans les années 60 dans son étude sur le chef *llanero* loyaliste Boves[2]. Comme le dit fort justement J.-Ph. Luis pour l'Espagne de cette même époque, la guerre d'indépendance, qui fut là-bas aussi une guerre civile terrible où le

[1] Antonio Lacle, dans son décompte de tous les conflits civils que le Venezuela a connu de 1830 à 1903, indique, pour la seule année 1858, que « les factions de Medrano et J. de Jesús González » ont fait 80 morts, sans préciser toutefois s'il s'agit des victimes des deux camps en présence. Antonio Lacle, *Las guerras internas de Venezuela i como han perjudicado su oblation (cuantos hijos le cuestan hasta hoy)*, Caracas, Taller Gráfico Lit. Tip., 1932, p. 39.

[2] Germán Carrera Damas, *Boves. Aspectos económicos de la guerra de independencia*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1972 (1a ed. 1967), 263 p.

déploiement de la violence fut extrême, fut « ainsi une école de la violence légitimée », « une école de la lutte armée », où l'on retrouve une « filiation très nette » entre les différentes luttes de guérillas telles qu'elles se déploient pendant une grande partie du XIXème siècle. Elle a en outre favorisé « une perception de l'adversaire politique comme celui qui met en danger l'unité de la communauté » et l'unité du corps social ; d'où le recours à la violence pour repousser cette menace[3] et une conception de la lutte politique « comme une anormalité car elle menace l'unité de la communauté (…) »[4].

Néanmoins, ce recours à la violence pour conjurer les risques de division et l'expulsion (réelle ou symbolique) de l'agresseur ne prend pas un chemin linéaire et l'on observe, en 1858, au-delà de la violence des mots, une moindre intensité de la violence réelle, ce qui la rend d'ailleurs d'autant plus importante à décrypter, comme l'indique J.-C. Caron lorsqu'il observe, pour la France rurale des années 1840, que dans le cadre des réactions au changement des règles du jeu relatives à l'impôt, « les violences demeurent l'exception et [que] c'est en tant qu'exception qu'elles sont intéressantes, pas en tant que norme »[5]. Même s'il pourrait être excessif de dire que les violences qui se déploient sur la Sierra et ses habitants, à la responsabilité partagée par les camps en présence, sont exceptionnelles, il faut bien admettre qu'elles ne sont pas omniprésentes. On repère surtout des pics de violence correspondant à des moments bien particuliers dans les rapports de force entre factieux et autorités, qui ratifient d'ailleurs que le conflit civil et la violence qui lui est corrélative doivent être considérés comme faisant pleinement partie de la temporalité du politique.

Les violences étudiées dans ce chapitre sont indissociables de celles qui surviennent dans le cadre des combats entre les deux camps armés, ou de celles liées aux formes de mobilisation. On pense tout particulièrement à ces rafles de personnes pour que grossissent les rangs des factieux, mais aussi, dans le camp opposé, à ces mobilisations plus ou moins formelles de *vecinos* pour venir en renfort des troupes gouvernementales.

Ces violences, que nous disent-elles sur le mobile des factieux ? Sur les « seuils de tolérance à ce qui est perçu – ou non – comme 'violence' » et sur la façon dont elles sont

[3] Jean-Philippe Luis, « Violences politiques et conciliations en Espagne (1808-1868) », in Caron, Jean-Claude ; Chauvaud, Frédéric ; Fureix, Emmanuel ; Luc, Jean-Noël (sous la direction de), *Entre violence et conciliation. La résolution des conflits sociopolitiques en Europe au XIXème siècle*, Rennes, PUR, 2008, p. 289.
[4] *Ibid*., p. 288.
[5] Jean-Claude Caron, *L'été rouge. Chronique de la révolte populaire en France (1841)*, Paris, Aubier, 2002, p. 75.

« acceptées, refusées, intégrées dans le jeu social »[6] ? Pourquoi ces violences ? De quels types de violences s'agit-il ? Enfin, quelles en sont les cibles ?

Il convient de se demander ce qu'elles permettent de comprendre en termes de construction de la relation au politique, s'agissant de populations civiles certes peu engagées à première vue, mais très au fait des enjeux qui sous-tendent l'existence de la Faction de la Sierra, quel que soit le « camp » auquel elles appartiennent, individuellement et collectivement.

Qu'ont éprouvé dans leur chair ces personnes en vivant de telles violences, que ce soit comme victimes, comme proches des victimes, ou comme témoins ? Quelle mémoire cela construit-il ? Ce sont autant de traumatismes qui interviennent dans le façonnage de leur rapport au politique.

### 1. Quand plane l'ombre des préjugés et de la rumeur

Comme pour l'appréhension des autres facettes de cet objet, il faut distinguer ce qui, dans ces actes violents et ces exactions, relève du supposé ou de l'avéré. Ce premier aspect est en quelque sorte l'autre versant du regard porté sur les factieux (analysé au chapitre 4), le prolongement du discrédit verbal dont ils sont l'objet, en partant du principe que ces êtres malfaisants, ces « barbares sanguinaires », sont à la limite de la civilisation, et ne peuvent qu'être, comme le répètent à l'envie leurs contempteurs, auteurs des pires crimes et violences. Une vigie envoyée dans la Sierra, rapporte ce qu'il a vu au Commissaire de Guacamaya[7] ; il juge « très probable que les factieux entrent dans Valle-Hondo », et affirme qu'« aucune force n'arrête » ces « bandits qui ne font rien d'autre que tuer et voler »[8].

En septembre, c'est au tour du gouverneur de la province de Cojedes de dénoncer ces hommes qui ne souhaitent que la vengeance, le crime, le pillage et l'incendie des propriétés. Ils ne recrutent que de mauvais citoyens et d'anciens bandits, responsables de crimes relevant du droit commun[9]. Souvent sans preuve, ces dénonciations alimentent nombre de rumeurs et de « fausses nouvelles » dont tous les acteurs s'emparent, leur conférant des fonctions qui montrent qu'elles sont autant de moyens « d'interpréter et de conjurer l'irruption d'une éventuelle menace » dès lors que les communautés ainsi menacées doivent adapter « leur

[6] Jean-Clément Martin, « De la place des acteurs dans l'histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 49-4bis, supplément Philippe Minard et al., *Histoire et anthropologie, nouvelles convergences ?*, 2002, p. 94.
[7] Qui en rend compte au Juge de Paix de Magdalena qui transmet au *Jefe Político* du Canton Cura qui transmet au Gouverneur de la province lequel envoie le tout à la Secretaria de Interior y Justicia…
[8] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, La Victoria, 7 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 350.
[9] Gobierno Superior Político de la Provincia de Cojedes, San Carlos, 13 septembre 1858. 423- AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 423v.

système de représentations du politique à la situation, opérer une nécessaire réduction des systèmes de causalités [et] au besoin des victimes substitutives »[10].

De fait, on a déjà eu l'occasion de voir la fonction essentielle de la rumeur, lorsqu'il s'agit pour les suspects d'éluder leur part de responsabilité ou leur connaissance par trop précise des faits et gestes des factieux. Mais, en ce qui concerne les informations relatives aux violences et aux exactions que pourraient commettre ou avoir commis les factieux, la rumeur bat alors son plein.

Sans cesse la Sierra bruisse ainsi de rumeurs et de craintes, relatives à la présence des factieux et à leurs éventuels projets, alimentant tout à tour la peur des populations ou leur fuite, la fébrilité des autorités locales, obligées de demander aide et protection à leurs supérieurs, sans compter la radicalité des propos à l'égard des factieux. En ce sens, le 9 juin 1858, le commissaire de police de Caicara dans le Canton Cura dit redouter que ne se prépare « un mouvement révolutionnaire » dans sa localité et aux alentours de celle-ci. Il reconnaît toutefois que « ces craintes ne se fondent jusqu'à présent que sur des présomptions »[11], ce qui n'empêche pas que le *Jefe Político* du Canton, Abreu, demande à celui de San Sebastián de redoubler de vigilance en ces lieux qui appartiennent à sa juridiction. Or, ce même commissaire est chargé, en novembre, de parcourir toute la juridiction de Caicara pour interroger les *vecinos*, afin de savoir si des hommes suspectés d'appartenir à la Faction n'ont pas circulé dans les villages. Le contenu du rapport montre que dans aucune des communautés, la présence de suspects n'a été signalée. Il le conclut toutefois en assurant au *Jefe Político* du Canton Cura que « si des rumeurs ou des craintes quelles qu'elles soient apparaissaient, il lui en rendrait compte immédiatement et prendraient les mesures nécessaires afin de découvrir ce qui se trame contre le Gouvernement »[12].

Ces rumeurs et fausses nouvelles sont bien souvent démenties, mais derrière elles on peut néanmoins percevoir parfois la crainte de représailles des factieux en cas de dénonciation de leur présence. On le discerne, entre autres, à lecture du compte-rendu, truffé de non-dits et d'ambiguïtés, qu'Abreu adresse au gouverneur de la province à la suite d'une seconde visite effectuée, au même endroit, par un autre commissaire :

> « En vertu des nouvelles reçues dans ce Bureau au sujet de la Sierra et que je vous ai communiquées par une note du 28 du mois dernier, cette *Gefetura* a décidé d'envoyer

[10] Alain Corbin, « La violence rurale dans la France du XIXe siècle et son dépérissement : l'évolution de l'interprétation politique », in Braud, Philippe (dir), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris, L'Harmattan, coll. Cultures & Conflits, 1993, p. 67.
[11] Gobierno Superior Político de la Provincia d'Aragua, La Victoria, 9 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 329-329v.
[12] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 27 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXV, fol. 103v.

> plusieurs commissions pour explorer les lieux les plus suspects [de la Sierra], afin qu'elles établissent un rapport le plus exact possible au sujet de son véritable état ; il ressort de cette disposition que Luis Silva, l'un des commissionnés qui a parcouru les sites de Valle-Hondo et de Timbique, n'a rien découvert qui puisse confirmer l'exactitude des informations reçues, dès lors qu'il n'a vu ni appris qu'il y ait eu des réunions de personnes en ces lieux ; et bien qu'on l'ait informé que l'origine de l'inquiétude ait été liée à l'arrivée de deux hommes suspects à Valle-Hondo, Silva assure que s'ils étaient effectivement bien présents dans ce village, ils n'avaient aucunement l'intention de recruter des gens puisqu'ils n'ont tenté de convier ni de séduire personne. »[13]

Une telle affirmation de la part d'un commissaire ne peut que laisser songeuse…

De même, de nombreuses rumeurs circulent à propos d'attaques de villages ou de personnes dont on dit qu'elles sont recherchées par les factieux pour les assassiner. À cela s'ajoutent les menaces verbales et la rumeur de violences, commises ou à commettre. Ces violences, dont les populations, individuellement et collectivement, sont les victimes, provoquent un climat de peur, voire de frayeur.

Nombreuses sont ainsi les personnes qui viennent témoigner à la *Jefatura* du Canton ou auprès du commissaire du lieu, à l'instar de Rito Flores en mai 1858, « de leur crainte que la faction Rodríguez n'envahisse certains villages » des alentours, sans défense et dans lesquels ils causeront des dommages »[14]. Parfois des rumeurs circulent à propos du risque que les factieux n'envahissent une autre province, comme le dénonce (et le redoute tout à la fois) l'État-major de la province de Carabobo en août 1858[15].

Au tout début du mois précédent, à Güigüe, qui sera effectivement la proie d'une attaque de factieux de la Sierra quelques semaines plus tard, l'enquête menée auprès du curé de la ville, dénommé Fernández, est riche d'enseignement sur les effets et les fonctions de ces rumeurs mais aussi, d'une certaine façon, sur leur instrumentalisation par les deux camps en présence. La suspicion que l'on sent poindre à l'égard de ce curé est d'autant plus gênante pour les autorités qu'elles ont une certaine confiance en ces hommes, et les chargent à plusieurs reprises de contribuer à la remise sur le droit chemin des brebis égarées ayant cédé aux sirènes des factieux.

---

[13] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 7 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 594-594v

[14] Le *Jefe Político* de San Sebastian (Rafael Maria Peña) au *Jefe Político* du Canton Ortiz (A. Ramos), San Sebastian, 27 mai 1858, in Gobierno Superior Político de la Provincia del Guarico (P. Bermudez). Al Secretario de E en lo DD del Interior y Justicia, Calabozo, 29 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 326.

[15] EMG. Al Sr Coronel Jefe de EMD de las provincias de Carabobo, Cojedes, Portugueza e Barquisimeto, Maracay, 3 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 313.

À l'origine de cet interrogatoire du curé, demandé par le gouverneur de la province de Carabobo, il y a le fait qu'il avait appris que le « Vénérable curé de la paroisse de Güigüe diffusait des nouvelles alarmantes relatives à la faction de Rodriguez, Medrano et Agachado, à même de perturber l'ordre public »[16]. D'entrée, le père Fernández reconnaît avoir « obtenu des nouvelles déjà publiées (…) selon lesquelles il y avait eu, à Macundo, une réunion le jour de la San Pedro [29 juillet], d'hommes armés contre le Gouvernement ». Il nie par contre avoir, comme l'en accuse le gouverneur, « propagé dans la ville que les factieux y étaient déjà entrés ». La rumeur entre en scène au moment où le curé rapporte les faits dont il a été acteur et témoin, avec une précision qui leur confère toute leur force. En effet, dans un premier temps, il dit avoir été « mis en alerte par les « cancans » de trois ou quatre personnes dont il ignore le nom » ; il est alors « sorti dans la rue et a demandé à un ami s'il avait entendu parler de quelque chose sur la faction Medrano, lequel lui répondit que non ». Dans la suite de sa réponse, on sent le doute s'insinuer, puisqu'il aurait alors confié à son ami :

> « (…) qu'au même moment on venait de lui dire une chose surprenante, à savoir que ladite faction se rapprochait de la ville, ayant eu une escarmouche avec les troupes qui étaient à sa poursuite. »[17]

À son tour intrigué, le gouverneur souhaite tout d'abord connaître l'identité de cet ami du curé, un certain Frère Lino Martinez. Il aurait informé son ami d'aller sur le champ tout dire au Gouverneur « afin qu'il se renseigne sur la réalité » des faits. Ensuite, il désire connaître l'origine de cette seconde information détenue par le curé concernant les factieux, à savoir « que les factieux s'étaient déjà accrochés avec les troupes du gouvernement ». Il s'agirait cette fois, rumeur dans la rumeur, où le flou et la précision alternent, des propos tenus « par cinq personnes qu'il ne connaît pas dans l'auberge ou campement du *Conejo Blanco*, sur le pont de cette ville »[18]. Piqué au vif, le gouverneur ordonne finalement au « curé qu'il aille chercher à l'auberge qu'il a mentionnée le nom des personnes ayant donné des nouvelles aussi alarmantes, et qui n'ont pas manqué de perturber certains *vecinos* respectables de cette ville »[19].

En revanche, malgré sa demande d'être tenu informé des résultats de l'« enquête », aucune suite ne semble avoir été donnée à cette affaire. Elle n'en illustre pas moins la manière dont la rumeur travaille le corps social et politique et dont la ville bruisse de ces « on-dit », de ragots et de paroles de comptoir. Le pouvoir a beau tenter de contrôler, de maîtriser ces paroles

[16] Gobernación de Carabobo, Valencia, 5 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 364.
[17] *Ibid*.
[18] *Ibibem*, fol. 364-364v.
[19] Gobernación de Carabobo, *op. cit.*, fol. 364v.

« insaisissables », mais elles se répandent dans les rues de ville comme une traînée de poudre, révélant la puissance de l'oralité et le danger dont on la juge porteuse. D'ailleurs, lorsqu'il s'agit de la parole populaire, on pense d'emblée qu'elle est fausse. L'oralité est, à partir du XVIIIème siècle, « désacralisée », comme l'a bien montré A. Farge pour le Paris de cette époque. Les « Lumières acceptent avec réticence le mot parlé, trop vague, trop pauvre » et que l'on rabat souvent l'oralité du côté du peuple[20]. Cette volonté de maîtrise n'exclue pas, au prix toutefois d'une contradiction flagrante, une instrumentalisation de ces rumeurs qui lui permettent de se tenir informé d'une certaine façon des agissements des factieux et de ce que l'on dit d'eux. La rumeur autour des violences et des exactions des factieux s'élaborent donc « au cœur d'un système qui contradictoirement [les] nie et [les] prend en compte »[21] tant, dans un contexte troublé où les nouvelles officielles ont du mal à circuler et à parvenir aux autorités locales (interceptées qu'elles sont dans certains cas d'ailleurs par les factieux eux-mêmes comme nous avons eu l'occasion de le voir), elles constituent également un savoir sur l'objet traqué. En ce sens, comme le rappelle J.-C. Caron à propos des rumeurs liées à l'impôt circulant lors des violences de l'été 1841 en France, « la rumeur *est* information pour ceux qui la captent. Elle n'arrive pas en contrepoint ou ne relève pas d'une contre-culture, pas plus qu'elle se substitue à l'information : elle l'incarne et est la seule recevable, parce que la seule reçue »[22].

Alimentant la peur des populations et contribuant par la même à l'instabilité de la Sierra, les autorités redoutent également que certaines de ces rumeurs diffusées à dessein par les factieux eux-mêmes ne fassent des prosélytes, comme disait le redouter le curé de Güigüe. Il convient parfois, par précaution, de prendre au sérieux ces rumeurs distillées à dessein par les factieux. C'est pour le moins l'attitude prônée par le Commandant militaire de Choroní, au nord de la province d'Aragua, en décembre 1858, par rapport aux rumeurs relatives à l'existence « d'un plan révolutionnaire » à Ocumare de la Costa, localité située non loin de là. S'il reconnaît ne pas être « intimement persuadé de l'existence » de ce plan, il n'en croit pas moins « au danger, il le redoute » et, poursuit-il, « il me semble indispensable de faire le choix de la prévention »[23]. Or, à l'origine de la décision qu'il prend immédiatement après, d'envoyer 50 hommes armés aux ordres du Capitaine Miguel Estebano, il y a le fait que « les

[20] Arlette Farge, *Essai pour une histoire des voix au dix-huitième siècle*, Paris, Bayard éditions, 2009, p. 25 et p. 12.
[21] Arlette Farge, « Rumeur, espace et société au XVIIIe siècle », in Françoise Reumaux (ed.), *Les oies du Capitole ou les raisons de la rumeur*, Paris, CNRS, 1999, p. 69.
[22] Jean-Claude Caron, *L'été rouge. Chronique de la révolte populaire en France (1841)*, Paris, Aubier, 2002, p. 77.
[23] Comandancia militar de la plaza. Al Señor Gobernador de la Provincia, Choroní, 23 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXVI, fol. 219.

rumeurs de révolution dans le point indiqué croissent chaque jour davantage » ; rumeurs auxquelles s'ajoute l'attitude des « *vecinos*, considérés comme des chefs de file de la conspiration, qui ne manquent aucune occasion de lancer des provocations et des menaces aux hommes d'ordre d'ici »[24].

Les autorités décident, pour cette raison, de passer à l'offensive et d'organiser à plusieurs reprises des campagnes d'information et de chasse à la fausse nouvelle. Il faut à tout prix contrer cette parole qui échappe et lui opposer de 'vraies' nouvelles, écrites et officielles. C'est ce qu'ordonne le Ministère de l'Intérieur, en août 1858, dans un contexte politique général qu'il juge plus apaisé[25]. Ce constat ne l'empêche toutefois pas de prôner une extrême vigilance « des autorités en relation aux perturbations de l'ordre public (…) dès lors qu'il est indéniable que les partisans de la tyrannie renversée n'ont pas renoncé à leurs mauvaises intentions »[26]. Une telle inquiétude vient de ce que « les ennemis de l'ordre public diffusent de toutes parts des nouvelles alarmantes avec pour objectif, sans aucun doute, d'encourager leurs partisans et de maintenir les campagnes et les communautés dans l'erreur ». Il faut donc passer à l'offensive en « tenant le pays instruit en permanence de la situation véritable dans laquelle se trouvent les différents points du territoire ». Il indique alors aux gouverneurs qu'il est nécessaire qu'ils fassent le point, « dans tous leurs courriers, de l'état de l'ordre public de la province dont [ils ont] la charge » en prenant soin que ces nouvelles « contiennent tous les détails nécessaires et qu'elles ne se réduisent pas à de simples formalités ». En retour, afin qu'ils puissent « instruire les habitants de la province de leur responsabilité sur ce sujet si important », il juge nécessaire que les gouverneurs fassent « la plus grande publicité possible aux nouvelles qui se publient sur ce sujet dans la *Gaceta* et le *Boletin Oficiales* »[27].

La seule réponse retrouvée en archives est celle du gouverneur de la province d'Aragua qui, prenant acte de cette injonction, revient sur le problème posé par la circulation des rumeurs :

> « Je m'efforcerai de satisfaire aux desideratas de SE el PE, ainsi que mes devoirs, en lui transmettant toutes les nouvelles que j'acquerrai au sujet de l'ordre public dans la province placée sous mon commandement et en rendant public celles de même nature qui sont insérées dans les documents officiels en relation au reste de la République,

[24] *Ibid*.
[25] Puisqu'il considère que dans les provinces qui n'ont pas été touchées par la Faction « l'ordre n'est pas altéré » et que « la question diplomatique avec la Grande-Bretagne et la France a pris un caractère plus pacifique » Dans le même temps, il annonce la destruction de la faction de la Sierra et que celle de Guanarito était bien moins importante qu'on l'avait imaginé… Secretaria del Interior. *Resuelto/Decreto : Digase a los Gobernadores de Provincia*, Valencia, 28 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXVIII, fol. 295v-296.
[26] *Ibid*.
[27] *Ibidem*, fol. 295.

> afin de [conjurer] les sinistres desseins des ennemis de la Nation qui s'emploient à répandre de rumeurs fausses et alarmantes au profit de leur exécrable cause. »[28]

Deux mois plus tard, la volonté du gouverneur de la province d'Aragua de contrôler à toute fin les « fausses rumeurs », en s'efforçant de maîtriser la circulation des informations officielles, ne se dément pas. En effet, en novembre, une note bien curieuse est adressée à un certain nombre de gouverneurs, dont celui d'Aragua ; elle concerne les lignes télégraphiques venant d'être installées dans leur province et pour lesquelles il convient, en quelque sorte, de créer une législation, dès lors que ce moyen d'information et de communication est d'implantation récente[29]. L'objectif premier affiché dans cette note est que les gouverneurs veillent à leur entretien pendant cette période troublée afin que la communication ne soit pas interrompue. Toutefois, si l'on se livre à une lecture attentive de la réponse fournie par le gouverneur d'Aragua quelques jours plus tard, on sent bien que les autorités craignent que ces lignes télégraphiques ne soient détournées de leurs fonctions par des factieux ou par des *vecinos* indélicats. D'où la vigilance accrue que propose le gouverneur, afin que le télégraphe dont il a la charge ne se transforme pas en un nouveau canal de diffusion de la rumeur… Voici les dispositions qu'il prend à cette fin :

> « En vertu des vérifications que j'ai effectuées (…) il s'avère que dans la station télégraphique de cette province, dont l'employé est d'une entière confiance, aucun individu s'est servi ou se sert, pour sa correspondance, de signes secrets ou d'alphabets spéciaux. »[30]

En outre, au cas où « la tranquillité de la province serait troublée, ou si l'on disposait de données irrécusables » selon lesquelles les « perturbateurs de l'ordre seraient sur le point de dévoiler leur plan téméraire », l'usage du télégraphe « serait interdit pour les particuliers pour leurs communications, et exclusivement réservé pour les besoins des autorités »[31].

On pourchasse la rumeur, on l'épie, on la redoute et, dans le même temps, on se sert d'elle car elle permet de se tenir informé sur la situation dans les différents lieux touchés par la Faction et sur l'état d'esprit des populations. C'est aussi, pour les autorités, l'occasion de donner le change à moindres frais, au sens où, dans certains cas, elles s'efforcent de répondre au mieux à la peur ainsi suscitée en assurant les populations de leur protection, quitte à

[28] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 2 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXVIII, fol. 299.
[29] *Oficio*. A los Gobernadores de Carabobo, Caracas y Aragua, Valencia, 5 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 208-209.
[30] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 12 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 211.
[31] *Ibid*., fol. 211v.

rajouter à l'inquiétude. C'est pour le moins ce que déplore le Général en chef chargé des opérations dans la Sierra en septembre 1858 après que les *vecinos* des paroisses concernées (San Francisco de Cara, Güesipo, Ortiz) aient été mobilisés, sans raison, aux « peurs dénuées de tout fondement que l'ordre puisse être troublé à Ortiz. Il dénonce alors les craintes des autorités qui n'ont fait« qu'alarmer les populations » ; alarme qui s'est propagée « exagérément sur de grandes distances, nuisant véritablement à la cause publique, en supputant des peurs qui n'ont pas lieu d'être »[32]. On craint encore que les factieux et leurs complices ne se trouvent, face à ces réactions, « encouragés à provoquer de telles inquiétudes » au sein des populations et des forces armées[33]. C'est la raison pour laquelle il critique fermement l'attitude de ces dernières, et tient à réaffirmer que la seule présence du Général en chef des opérations, avec suffisamment de forces à sa disposition, devait suffire à « éloigner toutes les peurs »[34].

Pourtant, au-delà de ces supputations, inscrites dans une culture politique particulière, où l'adversaire politique est d'abord un ennemi à éliminer, concrètement ou symboliquement, et des rumeurs qui viennent alimenter ces peurs, des violences concrètes se sont produites. En démêler l'écheveau et en restituer la signification et les dynamiques, oblige à appréhender simultanément aux violences commises par les factieux et à celles dont sont à l'origine les autorités censées les combattre.

Ces violences sont de nature et d'intensité différentes, tandis que plusieurs types de violences peuvent être commis en même temps. Il ne saurait donc être question ici de tenter artificiellement de les distinguer. Elles sont de trois ordres, à savoir les violences exercées sur des villes ou des villages, les violences sur les biens et celles commises sur des individus ou à l'encontre de groupes de personnes.

### 2. La violence creuse son sillon : la ville et le village, cibles des factieux

Assez logiquement, c'est lors des attaques lancées par les factieux contre une ville ou un village que les violences sont les plus nombreuses, tant sur les personnes que sur les biens. Outre les « grandes » attaques comme celles de Ortiz en mars 1858 et de San Francisco de Tiznados et de Baraguan en juillet, suivies de celle de Güigüe à la fin de ce même mois, il est

[32] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel Jefe del EMG del ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 2 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 260.
[33] *Ibid*.
[34] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel Jefe del EMG del ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 261.

également fait mention de plusieurs attaques ponctuelles de villages, qui s'accompagnent à chaque fois de leur lot de violences et d'actes de pillages.

Peu après la formation de la Faction, l'occupation d'Ortiz sème la panique, d'autant plus que les forces gouvernementales manquent d'armes et d'hommes pour contrecarrer ces premières offensives des factieux. Or ces derniers sont, selon le Capitaine Henrique Mujica en charge de les déloger de la ville, « au moins 600 », alors que lui ne dispose pour sa part que « d'une petite force de cavalerie et de vingt-quatre hommes d'infanterie »[35].

L'attaque de ce canton frappe d'autant plus qu'il est le premier à être ainsi la proie des factieux, alors qu'il est vu comme « vertueux », ce qui amène les autorités, durant les jours qui suivent cette occupation, à parler de « Faction Ortiz » et à l'accuser d'« opprimer » véritablement ce canton et ses habitants[36].

D'ailleurs, le récit que livre le Capitaine Mujica balance entre colère et effroi ; les mots semblent par moments lui manquer pour décrire ce qu'il est en train de vivre et ce dont sont victimes les populations qu'ils se sent impuissant à défendre :

> « La destruction totale de Ortiz et de ses familles se poursuit à pas gigantesques et il est indispensable, de mon point de vue, de libérer à tout prix ces malheureux qui gémissent sous le pouvoir oppresseur du criminel Donato Rodriguez et ses sbires. J'espère que, pénétré de telles souffrances, vous redoublerez votre marche pour punir la tyrannie et donner la liberté aux opprimés (…). Au secours, au secours, implore votre soussigné avec le sentiment de ma grande considération et estime. »[37]

Cette attaque donne lieu à d'âpres discussions entre les autorités civiles et militaires qui se renvoient la responsabilité de leurs difficultés à déloger les factieux de cette ville, mettant du même coup à jour l'impréparation des forces armées et les lourds dysfonctionnements dont elles sont la proie. Si la ville d'Ortiz inaugure ce cycle d'occupations violentes, elle est aussi celle qui représente une sorte de point de fixation pour les factieux, notamment en raison de sa position géographique entre les autres villes de la province (San Juan de los Morros au nord ; San Francisco de Tiznados au sud). De plus, c'est un point de passage pour les provinces voisines d'Aragua à l'Est et de Cojedes au Sud. Non sans raison, le gouverneur de la province indique d'ailleurs en janvier 1859 qu'il est heureux de pouvoir annoncer que « les

[35] Estado Mayor Divisionario. Al Sr Comandante Miguel Pérez, *Oficio n° 4*, Calabozo, 26 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 553. A cette même date, le Commandant militaire du Canton Cura, dans un avis qu'il adresse au Jefe Político du Canton, estime même que la faction de Ortiz qu'il est chargé de combattre s'élèvent à « environ mille hommes mal armés mais bien montés en ce qui concerne les forces de cavalerie ». Gobierno de la provincia d'Aragua. Al Señor Coronel Jefe de EMG del ejército Libertador, La Victoria, 28 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 556.

[36] Estado Mayor Divisionario de los Llanos. Al Señor Jefe de EM General, Calabozo, 27 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 547.

[37] Estado Mayor Divisionario. Al Sr Comandante Miguel Pérez, *Oficio n° 4*, Calabozo, 26 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 553.

factieux de la Sierra, bientôt, très bientôt, en auront fini de perturber la paix publique et de dévaster le Canton Ortiz qu'ils ont désigné comme la cible de leurs actes criminels »[38].

D'une toute autre ampleur est l'assaut lancé, quelques mois plus tard, contre la ville de San Francisco de Tiznados. Cet assaut non seulement dure plusieurs jours et il a des répercussions sur les hameaux alentour, mais il correspond également à la première grande offensive gouvernementale contre la Faction de la Sierra[39]. De plus, cet événement est bien mieux documenté que le précédent, entre autres parce qu'il donne lieu, le mois suivant, à des arrestations et à des interrogatoires de suspects ou de témoins. Ceci permet de disposer de regards différenciés sur ce qui s'est produit durant l'occupation de la ville.

Les premières informations proviennent du Commandant Sandoval, chargé de déloger les factieux de San Francisco de Tiznados. Elles datent du lendemain de l'assaut alors que, comme le juge de paix de la ville en informe le gouverneur de la province, ledit Commandant « a été complètement battu par les factieux » et la Faction ne cesse de prendre de l'importance. En effet, elle se bénéficie, notamment, de la trahison d'une partie des troupes de Sandoval dont la débâcle est qualifiée de « lamentable déroute » pour un commandant décrit pourtant comme « courageux et digne »[40]. Cet arrière-plan permet de mieux comprendre, en miroir, la radicalité des propos à l'endroit des factieux. Pour sa part, Sandoval, qui informe immédiatement ses autorités de ce qui vient de se produire, dit avoir « observé que les factieux occupent le lieu et qu'ils se livrent à toute sorte d'excès et de déprédations »[41].

C'est seulement autour du 20 juillet 1858 que les forces gouvernementales, comme nous l'avons vu, parviennent à mettre en déroute les factieux, les obligeant à fuir la zone. Bien que cette victoire soit importante car elle est la première de cette envergure remportée contre les factieux, elle laisse un goût amer du fait des dysfonctionnements qui ont présidé à son démarrage et qui ont, selon certains, largement contribué aux violences qui perpétrées. C'est pour le moins ce que dénonce, dès le 9 juillet, le Commandant militaire de Ortiz auprès du Juge de Paix de San Juan de los Morros qui transmet au gouverneur de province :

> « Ce commandement regrette tout ceci, et elle le regrette parce que, ayant procédé avec procédé très rapidement, j'ai placé une colonne de cent quatre-vingt places sous

[38] Gobierno Superior Político de la provincia del Guárico. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 11 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 635-635v.
[39] Cf. *Supra* chapitre 3.
[40] Gobierno Superior Político de la provincia del Guarico. Al al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, pour qu'il transmette « a SE el Jeneral en Jefe del Ejército Libertador encargado de la organizacion provisional de la República », Calabozo, 8 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 369.
[41] *Ibid*., fol. 370.

> les ordres du Comandant Eugenio Sandoval, à la poursuite [des factieux], l'on ait eu pour résultat, en lieu et place de les détruire, le fait que ledit Commandant ait été surpris et battu honteusement, et que l'on voit aujourd'hui les résultats qui ont été mentionnés. »[42]

Victoire précaire puisque le 25 juillet au matin, la petite ville de Güigüe est à son tour occupée puis saccagée par la faction ; dans le même temps, des actions violentes sont commises ou pour le moins tentées contre la population. En effet, en septembre 1858, le Sr José Ceferino Avila, rendant compte de ces événements, « depuis Güigüe », au *Coronel Jefe de EMG del Ejército*, laisse à comprendre que les factieux ont occupé très peu de temps cette localité. Il indique « qu'ils sont entrés dans ce village le matin du 24 juillet dernier et bien qu'ils aient été repoussés et dispersés, et que nous leur ayons pris un prisonnier et un blessé, ils n'ont pas été poursuivis comme il eut été normal »[43].

Une *partida* est à l'origine de cette action menée par Gregorio Brea, l'un des lieutenants de la faction, déjà poursuivi en avril[44], et par Exequiel Breto, commissaire de police de Canuto. L'action est racontée en détail par Ynocencio Granadillo, interrogé car suspecté d'avoir fait partie de l'expédition. Selon cet homme, leur itinéraire devait mener la *partida*, commandée par Brea, d'abord à Pacaragua où ils devaient rencontrer un autre « groupe d'hommes armés », probablement de Exequiel Breto. Ils devaient se rendre ensuite à Güigüe « avec pour objectif de détruire le village et de le saccager »[45]. C'est d'ailleurs à cette même date que l'on dit craindre qu'il « n'envahisse » certains villages de cette juridiction, notamment ceux de San Francisco de Cara et de Camatagua, dans le cadre du « plan révolutionnaire que l'on vient de découvrir[46] et avec lequel il est facile de supposer que Donato Rodriguez est d'accord ». Il aurait choisi ces villages comme cible de ses forfaitures pour « être précisément des lieux où il exerce quelque influence »[47]. Cela renvoie à la problématique centrale de l'interconnaissance, qui est au cœur des logiques de fonctionnement de la faction et de l'économie générale de cette zone.

---

[42] Gobierno de la provincia d'Aragua, La Victoria, 10 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 362.
[43] El Sr José Ceferino Avila al Coronel Jefe de EMG del Ejército, Valencia, 18 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 284-284v.
[44] Il figure en effet sur la « Lista de los facciosos de la Sierra que se han presentado, y de los que andan dispersos », Guanaire, avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 317. 384.
[45] Interrogatoire de Ynocencio Granadillo. Parroquia de Güigüe, Güigüe, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 393.
[46] Il est ici fait référence aux soulèvements avortés des libéraux à Galipán, avec l'appui implicite des puissances anglo-françaises, à Galipán. Cf. *Supra*, chapitre 2.
[47] Gobierno superior politico de la Provincia. Al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 401-401v.

En cette fin août début septembre 1858, c'est au tour de la petite ville de Barraguán, dans la province de Cojedes, d'être attaquée par les factieux qui y sont repliés après avoir été chassés de Güigüe. Le 13 septembre, le gouverneur de la province se plaint de cet envahissement de sa province par les factieux :

> « La horde de bandits que commandent Agachado, Medrano et Rodríguez, ayant été poursuivie par les forces du Gouvernement et obligée de se disperser, Agachado et quelques-uns de ses compagnons ont envahi cette Province et passant par les limites du Canton Pao, il s'est dirigé vers les sites de Las Hermanas Barraguan et Bucarito dans la juridiction de el Tinaco et de cette capitale. »[48]

Dès le 27 août, un premier rapport est transmis par le Coronel Carlos Blanco, depuis Barraguán, au Coronel Julián Ramos, commandant de la colonne d'opérations du canton de el Pao et de celui, de création récente de Girardot. Il annonce la déroute de El Agachado le 24 à dix heures de matin, précisément sur les rives de la rivière Tinaco, avant donc qu'ils n'occupent Barraguán, où, dit-il, le « peloton de la colonne Girardot aux ordres du Commandant José Leandro Martinez » a trouvé « deux chaumières et quelques restes de maisons qu'ils avaient saccagées et incendiées »[49]. Le lendemain, « les nouvelles sont alarmantes » même si « les autorités civiles en ont douté », comme tient à le souligner Manuel Pelayo, responsable de la *comandancia militar* du Canton. En effet, il dit savoir que les factieux ont « commis plusieurs assassinats, incendies et des viols » et que ce n'est qu'après avoir réussi à réunir des « gens pour marcher contre l'agresseur » que ces derniers se sont retranchés sur la marge opposée de la rivière, où ils ont été mis en fuite[50]. Pourtant, la mobilisation des honnêtes « citoyens qui ont offert unanimement leurs services », aux côtés des troupes gouvernementales, a permis de « sauver la société en exterminant la faction », mais aussi l'arrestation de « plus de quarante bandits par nos troupes (…) qui attendent le châtiment de leurs crimes tandis que Agachado erre dans les montagnes de Barraguan »[51].

Pour le reste, l'essentiel des informations sur lesdits « crimes » provient des documents relatifs aux suites judiciaires de cette affaire qui courent jusqu'en mars 1859[52]. Que nous disent ces documents sur l'attaque elle-même et les violences qui y furent commises ?

En premier lieu, un premier procès aurait été instruit immédiatement après les faits,

[48] Gobierno Superior Político de la Provincia de Cojedes. Al Secretario de Estado en los DD del Ynterior y Justicia, San Carlos, 13 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 423.
[49] Columna de operaciones del Pao y Giraldot. Al Coronel Gefe de EMG del Ejercito Libertador, El Baúl, 1er septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 252-252v.
[50] Comandancia Militar del Canton. Al Jefe de EMG del Ejército Libertador, San Carlos, 28 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 363v.
[51] *Ibidem*, fol. 423v-424.
[52] Cf. infra chapitre 7.

puisque dès le 5/6 septembre, le juge d'instance de San Carlos informe le gouverneur de la province qu'il est en train d'interroger ces nombreux « scélérats qui prétendaient compromettre la société pour l'exterminer » ; interrogatoires grâce auxquels dit-il :

> « (…) le tribunal a pu délivrer un mandat d'emprisonnement contre Narciso Castillo, José Arsapre et José de Losna Betancourt » qui, selon les aveux de plusieurs inculpés « ont aidé les criminels qui ont semé la consternation et l'épouvante dans les hameaux de Barraguan et de Bucaritos. »[53]

Ils sont par conséquent jugés pour délits de droit commun et non pour conspiration, à la différence de ceux qui ont été envoyés à Valencia, également pour y être jugés. On l'apprend quelques jours plus tard, alors que seize d'entre eux sont envoyés « à la capitale de la République, à la disposition du Gouvernement », que les autres « sont prisonniers dans la Prison publique de cette ville » et qu'ils vont bien être « jugés pour délits de droit commun comme des vols, des assassinats et des incendies »[54]. Plus précise encore est la dépêche écrite depuis la capitale, Valencia, datée du 21 septembre, qui rapporte les informations fournies le 12 du même mois par le Coronel *Jefe de operaciones* des Cantons San Carlos et Tinaco, à propos de la faction de la Sierra. En effet, elles comprennent le nom des *cabecillas*[55] qui auraient « été presque tous capturées et qui vont être jugés « non seulement comme complices dans la faction d'Agachado mais aussi comme incendiaires, assassins et voleurs »[56] ; et dont on peut supposer qu'il s'agit des « criminels » que les trois premiers incriminés du 5/6 septembre ont « aidé ». Ces méfaits sont confirmés en mars 1859 par le Juge de Première Instance de la province qui indique qu'un procès est en cours contre plusieurs individus ayant appartenu à la faction dirigée par El Agachado, en août dernier, à Barraguán et que les délits pour lesquels ils sont jugés sont bien des « assassinats, des vols et des incendies »[57].

En revanche, très peu d'informations précises existent sur les violences commises, pas plus que sur l'identité des personnes visées, comme cela était le cas pour d'autres occupations de villes ou villages. Une seule personne a pu être identifiée, sans même être sûr d'ailleurs que ce dont elle a été victime s'est passé lors de l'attaque de Barraguan. Son nom figure à côté de

---

[53] Gobierno superior político de Cojedes, San Carlos, 6 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 420-420v.

[54] Comandancia de armas y operaciones de los cantones de San Carlos y Tinaco. Al Sor Coronel Jefe de EMGral, San Carlos, 15 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 279.

[55] A savoir : « Nicolas Vargas, Santiago Figueredo, Victorio Acuña, Ramon Morillo, Marcelo Carvajal, Miguel Gutierres, Eulogio Tovar, Ygnacio Monagas et ses fils Cleto y Justino [Fautino], Eucebio Rojas et Teodoro Escobar ». Ce qui est d'autant plus important que dans les listes fournies pour cette affaire ne figurent que les seize personnes envoyées à Valencia, accusées de conspiration. Nous y revenons plus loin dans ce chapitre.

[56] *Despacho*, Valencia, 21 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 430.

[57] Juzgado de Primera Instancia de la provincia de Cojedes. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, San Carlos, 21 mars 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLI, fol. 327.

celui de son agresseur, sur l'une des listes de factieux impliqués dans cette action, à savoir celle fournie par la *Comandancia de armas y operaciones* des deux cantons de San Carlos y Tinaco et qui mentionne, laconiquement « Hermenejildo Monagas = assassin de Dn Gregorio Hernandes »[58]. Il faut remarquer qu'encore une fois la victime porte la particule Don, qui une fois encore donne une signification à cette attaque qui ne saurait relever uniquement du crime de droit commun. De plus, il est commis par une personne portant comme patronyme 'Monagas', même si nous ne sommes pas parvenus a établir qu'il s'agissait d'un membre de la famille présidentielle…

Cet assaut contre le village de Barraguán, dont les retombées sont particulièrement significatives sur le plan judiciaire, clôt le cycle des attaques de grande ampleur menées par les factieux contre des villes et des villages. D'autres localités n'en sont pas moins, par la suite, la proie de leurs assauts sporadiques. Les informations les concernant sont, par contre, lapidaires et les actions commises, y compris les violences, ne sont pas mentionnées. On est toutefois en droit de supposer, au regard de ce dont nous venons de rendre compte pour les attaques plus circonstanciées et documentées, que ces dernières attaques n'en ont pas été exemptes.

Dans les derniers jours de décembre 1858, Pablo Báez, juge de paix de la paroisse de San Juan, informe le *Jefe político* du Canton Cura qu'un certain Sr Eusebio Plata de la Platilla-arriba est venu lui annoncer la présence 25 factieux dans le village et qu'ils « avaient volé toutes les maisons » en plus de faire prisonniers trois hommes (Don Braulio Delgado, Saturnino Martinez et Ildefonso Plata). En conclusion, il tient à avertir le gouverneur que « la population est inquiète à juste titre » de cette situation[59]. Cette incursion est ensuite confirmée par le juge de paix de San Juan de los Morros qui précise que les trois prisonniers étaient attachés[60]. Pour sa part, Eusebio Plata vient à nouveau témoigner pour dire qu'il n'a pas été témoin de ce qu'il rapporte puisque, « par hasard il était hors de sa maison », ce dont il se réjouit car, selon lui, un certain Juan Rodríguez (alias « Rolito » selon Eusebio Plata) et ses hommes « le cherchaient avec beaucoup d'intérêt ». Lorsque les factieux ont fini par « attaquer sa maison, ils y ont trouvé les armes qu'il y avait laissées et les ont emportées ainsi que tout ce qu'il y avait là »[61]. Il dit tenir ces informations d'un jeune du village, prénommé

[58] Comandancia de armas y operaciones de los cantones de San Carlos y Tinaco. Al Sor Coronel Jefe de EMGral, San Carlos, 23 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 297.
[59] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 31 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 614v.
[60] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 1er janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 620.
[61] *Ibid*., fol. 620v.

Ygnacio Alayón, qui, bien qu'ayant été lui aussi fait prisonnier, a pu s'échapper au moment du pillage des maisons. Il dit craindre qu'ils n'aient assassiné Don Braulio Delgado, dès lors, poursuit-il, « qu'ils lui auraient dit au moment de l'emmener prisonnier que ce n'était pas la peine qu'il prenne de couverture que ce n'était pas pour engraisser (…) »[62]. Malgré le flou de ces propos, sa crainte est évidente, en particulier à l'égard du Don du trio.

Les mois suivants, plusieurs attaques de villages et de hameaux sont signalées. En février 1859, après une altercation entre le Commandant Sandoval et les troupes de El Agachado dont nous avons déjà parlée, sur le site des « Guayabitas », les insultes et les provocations le partagent aux coups de feu. Sandoval accuse Agachado, alors qu'il file sur ses traces le lendemain de cette rencontre, d'avoir « pendant deux heures pendant deux heures pillé le village de Santa Rosa »[63] situé non loin de là, sans que l'on dispose d'autres précisions.

Le 7 juillet c'est au tour de la paroisse de Tocuyito, dans la province de Carabobo, d'être envahie par une *partida* d'hommes armés, si l'on en croit la déposition faite par José Y de los Rios à la *Jefatura política* du canton[64]. Le récit du prêtre Mercader permet de comprendre qu'au cours de cette occupation, le juge de paix et un autre prêtre ont été violentés par les factieux pour que leur soit fournies des armes.

Quelques jours plus tard, deux villages sont tour à tour la proie des factieux. En effet, le gouverneur de la province de Carabobo signale qu'une partie des factieux, désormais sous les ordres de José Leyzeaga, se trouve aux abords de El Pao, prêts à attaquer, et que les « forces du Gouvernement sont à leur poursuite ». Il mentionne aussi que « l'ordre est troublé dans le Canton Montalban par une *partida* de factieux, dont on ignore le nombre précis, sous le commandement de Concepción Abreu, qui a envahi la Villa du même nom le 9 » juillet[65]. Cette occupation dure au moins jusqu'au 12 puisque le gouverneur indique que le 11 des troupes sont parties de El Pao afin de déloger les factieux qui « ont alors évacué la ville » mais pour se diriger, le même jour, vers le village de Canoabo « qu'ils ont envahi » à son tour. Des forces sont donc également envoyées à leur poursuite mais, en date du 13, le gouverneur dit « ne pas savoir quel a été le résultat de cette traque »[66] ; le mystère demeure par contre sur

[62] *Ibidem*.
[63] Oficio del Comandante Gabriel Sandoval. Al Señor Comandante Gefe de operaciones del Guárico sobre la Sierra, San Francisco de Tiznados, 12 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 647-647v.
[64] Gobierno de Carabobo. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 9 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 654.
[65] Gobierno de Carabobo. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 13 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 660.
[66] *Ibid*., fol. 660v.

les violences éventuellement commises durant ces deux occupations dont l'une a duré au moins deux jours…

En marge de ces attaques de plus ou moindre grande ampleur, un certain nombre d'indices figurent dans les documents sur des tentatives d'occupation de villes, avortées ou redoutées. Pour preuve, le témoignage de Eugenio Rodríguez auprès du juge de paix de Paya Arriba, début juin 1858, qui rend compte du climat régnant dans au sein des populations où toute information, vérifiée au non, circule telle une traînée de poudre venant grossir les peurs. L'intégralité de ce dont il rend compte mérite d'être citée tant son récit est significatif de ce qui nous a été donné à lire à plusieurs reprises :

> « Je viens de recevoir un rapport de Monsieur le *Jefe Politico*, retranscrivant celui du Juge de paix de paya arriba (sic) daté du 9 [juin] que je vous insère en suivant : 'Maintenant qu'il est aux environs de 7 heures du matin ce Juzgado a été informé verbalement par Eugenio Rodriguez de ce *vecindario* qu'alors qu'il venait de Chirguito vers trois heures de l'après-midi de ce même jour, il a rencontré Celedonio Rodriguez, *vecino* du Canton San Sebastian qui lui a dit qu'étant arrivé hier de la Victoria il avait été informé de façon certaine qu'une faction complotait contre le Gouvernement Suprême et que cette conspiration était prévue pour éclater le Vendredi 4 de ce mois, avec pour objectif la réunion de cent hommes que Donato Rodriguez devrait trouver réunis dans la vallée de las Fetas de cette juridiction aux abords des *vecindarios* de Chirguita, Corral grande, et que leurs plans étaient de marcher directement vers cette communauté avec l'intention de la réduire en cendres ; mais on dit que ce plan a échoué ce même jour, parce que les forces du Commandant Gimenez se trouvait dans cette communauté (…). »[67]

La menace semble avoir été sérieuse, mais la complexité des propos et le nombre d'informations fournies, et d'intermédiaires, font en sorte que l'on ne parvient pas à connaître la localité qui devait être ainsi l'objet de la vindicte de factieux. En outre, on n'en saura pas plus sur cette attaque contemporaine des événements qui se nouent à ce moment-là dans la capitale en marge des tensions diplomatiques liées au Protocole Urrutia auxquels il est d'ailleurs explicitement fait mention dans ce témoignage.

Le 31 août, la *Comandancia militar* de Ortiz, dit avoir su qu'une attaque contre la ville de Parapara et ce même hameau de Paya Arriba, par une *partida* aux ordres de Donato Rodríguez, était annoncée pour la nuit du 28…[68] Cependant, et bien que cette attaque soit qualifiée de « conspiration » lors des interrogatoires menés auprès de certains des suspects au cours des premiers jours de septembre, elle n'aboutit pas en raison de l'arrestation de Pablo Mota, l'une des *cabecillas.* Il avait pourtant commencé à agir puisqu'un *vecino* du nom de

[67] EMD de operaciones d'Apure, Guarico i Aragua. Al Señor Coronel Jefe de EMG del Ejercito Libertador, Ortiz, 10 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 467-467v.
[68] Comandancia Militar. Al Sr Coronel Gefe de EM del Egército Libertador, Ortiz, 31 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 377.

Luis Cabeza vient rendre compte au juge de paix de la paroisse de San Francisco, dans la province d'Aragua, que de passage à Santa Anna dans cette même juridiction, des habitants, dont il donne d'ailleurs le nom des seuls hommes, précisant qu'il y avait également « plusieurs femmes », lui ont confié que la veille au soir, entre neuf et dix heures, Pablo Mota est entré dans le village « avec une *partida* de troupe d'infanterie dont il ignore le nombre », en recrutant des gens de gré ou de force (dont l'un attaché d'une corde, qui porte d'ailleurs le même patronyme…), et qu'en « prenant la direction de Santa Elena ils propageaient la voix selon laquelle cette [même] nuit ils attaqueraient cette paroisse »[69]. Les factieux sont obligés de renoncer à ce plan qui comprenait également, si l'on en croit Ramón Requena, une nouvelle attaque de la ville de Ortiz[70].

Si ces attaques des factieux visent à inverser le rapport de force en leur faveur, elles se traduisent par de nombreuses atteintes aux biens et ne sont pas sans porter préjudice à l'économie locale. Mais ce n'est pas leur unique motivation, loin s'en faut. Dans la plupart des cas en effet, il s'agit également de régler des comptes d'un autre ordre, qui traduisent les tensions socio-politiques sous-jacentes à la mobilisation des chefs factieux.

### 3. De l'attaque des villes aux violences contre les oligarques et leurs proches

Le 8 juillet 1858, le *Jefe Político* d'Ortiz fournit à son homologue du Canton Cura des informations relativement précises sur les exactions commises par les factieux « dès leur arrivée » dans la paroisse de San Francisco de Tiznados. Selon lui, elle a été « complètement pillée » et avec « un tel terrorisme » que, dit-il « même les familles ont été la cible de leurs forfaitures »[71] ; l'adverbe « même » montrant qu'un seuil a été franchi. Il précise d'ailleurs que ces familles « ont été maltraitées et malmenées avec ces coups de fouets, mais aussi menacées de mort afin de leur voler le peu qu'elles avaient ; cette population se trouvant dès lors dans un situation effroyable et déplorable »[72]. Il termine ainsi cette description du saccage :

[69] Comandancia de Armas de la provincia. Al Sr Gral EMGral del Ejercito, La Victoria, 31 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 375-375v.
[70] Interrogatoire de Ramon Requena. Jefetura política del canton, Ortiz, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 264.
[71] Gobierno de la provincia d'Aragua, La Victoria, 10 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 360. C'est nous qui soulignons.
[72] *Ibid*.

> « On ignore toujours s'il y a eu des morts dans la paroisse, comme on peut le supposer, mais on sait par contre que tous les citoyens se sont enfuis épouvantés (…). »[73]

Ce triste constat est confirmé par le Commandant militaire de Ortiz dans le courrier qu'il adresse au Juge de Paix de San Juan de los Morros, puisqu'il affirme que « la population a enduré un saccage considérable » et qu'à « cette heure, ils [les factieux] auront commis mille crimes »[74].

Néanmoins ces comptes-rendus d'opérations, malgré leur ton extrêmement alarmiste, ne livrent aucune donnée concrète qui puisse venir à l'appui de leur propos. Ce sont en fait les témoignages et dépositions qui permettent de disposer d'une version plus précise et circonstanciée des violences commises lors de cette occupation.

On doit le premier d'entre eux à María Germana Pérez qui, une fois encore, se montre très diserte, même s'il convient de préciser que les questions qui lui sont posées sont, ici aussi, très orientées. Il lui est tout d'abord demandé « ce qu'ont fait les factieux après leur entrée » dans la ville ; puis « quel autre type d'excès ils ont commis »[75]. Se dessine alors, à partir de sa réponse, très détaillée, une trame probable des événements.

Elle évoque tout d'abord les exactions à l'encontre des biens, en disant qu'à leur entrée dans la ville « ce qui fit avant tout la faction fut de voler les boutiques de vêtements et toutes les maisons dans lesquelles ils pensaient qu'il y avait quelque chose à voler »[76]. Ces déprédations sont confirmées par Florencio Mendoza qui raconte d'abord l'organisation des factieux avant leur arrivée sur la ville, puis indique « qu'à leur entrée dans le village, ils ont saccagé la majeure partie des maisons, à l'exception d'une seule boutique dont il ne se souvient plus le nom du propriétaire »[77].

María Germana Pérez parle également des méfaits commis par les factieux aux alentours de la ville, comme le vol de bétail et le recrutement forcé de personnes dans la Faction. Enfin, elle rend compte de faits plus graves commis sur des individus, où à maintes reprises la dimension politique des violences perpétrées est clairement perceptible.

---

[73] *Ibidem*.
[74] Gobierno de la provincia d'Aragua, La Victoria, 10 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 362.
[75] Interrogatoire de Maria Germana Pérez. Jefatura politica del Canton, Pau, 19 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 442.
[76] *Ibid*.
[77] Jefatura politica del Canton. Interrogatoire de Florencio Mendoza, Pao, 23 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 386. Nous ne sommes malheureusement pas parvenue à élucider le sens de la précision concernant la boutique épargnée.

Elle commence par raconter « qu'ils ont fait quelques morts sur des personnes qu'ils qualifiaient d'oligarques », mais dont elle dit avoir oublié les noms. Elle parle également de coups de fouet donnés à un juge qui porte la particule Don, Don Maximiano. Surtout, dans la suite de la phrase, elle rend compte de violences à l'encontre de femmes, puisqu'elle affirme que des « coups de fouet » ont été donnés à « de nombreuses femmes parmi lesquelles [elle] a entendu nommer les Inofesas, les Cedeñas, Doña Venancia de N. », donc des groupes de femmes d'une même famille et d'une certaine position sociale là aussi[78].

Finalement, un cran supplémentaire dans cette montée de la violence est franchi lorsqu'elle dit avoir su que des viols avaient été commis contre des « petites filles et des *señoras* », et qu'elle se livre à une description de la scène, laquelle ne laisse pas d'impressionner et de provoquer une certaine émotion :

> « (…) j'ai également su que s'étant réfugiées quelques petites filles et des *señoras* à l'intérieur de l'Eglise, croyant de cette façon qu'elles se libèreraient du danger qui les menaçait, elles en furent sorties par Agachado, Medrano et Genaro Lopez avec l'objectif de les violer comme ils le firent. »[79]

On peut déduire de ce récit du déroulement de ce drame, une certaine intentionnalité de ses auteurs. Il est dit en effet que les victimes fuyaient et cherchaient à se mettre à l'abri du danger dont elles finirent malgré tout par être les victimes. Bien que Florencio Mendoza dise rendre compte uniquement « des faits dont il a entendu parler », il est relativement précis et traduit bien la détermination des chefs factieux à l'endroit des personnes visées. Par contre, s'il rend compte d'autres actes de violences que ceux évoqués par María Germana Pérez, il n'évoque pas la scène du viol collectif, pas plus que le font les autres personnes entendues le mois suivant, à la suite des arrestations de suspects.

> « (…) j'ai entendu dire qu'ils avaient rosser une femme dans le village de Tisnados, qu'ils avaient attaché Luciano Peralta pour le tuer et que c'est Medrano qui l'avait permis, et qu'après le combat qu'ils ont eu avec le Commandant Sandoval on leur avait amené Evangelista Cabesa et qu'il fut tué par Zoilo Medrano d'un coup de machette. »[80]

Des petites filles et des femmes sont donc, en nombre, la proie des violences infligées par les factieux en armes aux habitants de la paroisse de San Francisco de Tiznados. Des femmes sont atteintes dans leur honneur et dans leur intégrité physique, en raison très certainement de leur position sociale : fouettées, tuées, violées par les chefs de la Faction. D'autres le sont aussi très vraisemblablement dans les environs de San Carlos si l'on s'en tient au récit fourni

[78] Jefatura politica del Canton. Interrogatoire de Maria Germana, *op. cit.*
[79] *Ibid*.
[80] Jefatura politica del Canton. Interrogatoire de Florencio Mendoza, *op. cit.*, fol. 386v-387.

par la *Comandancia Militar* du Canton dans lequel il est dit que les factieux, ayant appris que l'on avait armé des gens contre eux, se sont enfuis « après avoir commis différents assassinats, incendies et viols »[81].

Il faut s'interroger sur ces violences faites essentiellement aux femmes, en même temps que l'on s'en prend aux biens, et aux magasins. Est-ce parce que les hommes sont absents ? Ou pour faire pression sur eux ? Mais, au-delà de l'interrogation, un constat : celui du silence face à ces exactions, tout particulièrement face aux viols ; et de l'absence de réaction à chaud, et de suites judiciaires sur ces délits dont il n'est plus jamais question.

À travers les violences liées uniquement à l'appartenance socio-politique supposées des victimes (des oligarques) ou à ce qu'elles représentent (des juges) se joue, très probablement, la lutte pour le *leadership* sur la ville, si l'on en croit ce qu'affirme le *Jefe Político* d'Ortiz. Il affirme effet, le 8 juillet, que les « ennemis » « se trouvent toujours dans ce lieu avec des Juges et d'autres employés qu'ils ont nommés »[82].

Au cours des combats qui opposent les factieux aux forces déployées sur la ville et ses alentours, et après la reddition des premiers, il est procédé à l'arrestation de certains des auteurs de ces violences. Pour preuve, l'envoi, le 9 août, au gouverneur de la province, par le Commandement Militaire des opérations de Tiznados, d'hommes impliqués dans ces événements et décrits comme suit :

> « (…) dix individus parmi les plus connus, dont les noms et les grades qu'ils avaient dans la faction figurent sur la liste jointe. Les deux premiers ont servi comme Capitaines et, selon certaines informations, ils sont impliqués dans les crimes qui ont été commis par les factieux dans cette place. »[83]

Il s'ensuit une série d'interrogatoires, fournissant ou confirmant un certain nombre d'informations sur les excès commis. Le premier factieux à comparaître, le 12 août, est Ramos Baldonado, ce *labrador* de 28 ans originaire et résidant à San Francisco de Tiznados. Il fait partie des dix individus remis le 9 août au gouverneur de la province du Guárico et figure également sur la liste de factieux compris dans cette attaque fournie par Florencio Mendoza. Le voici, décrit par le commandant militaire de la ville :

---

[81] Comandancia Militar del Canton. Al Jefe de EMG del Ejército Libertador, San Carlos, 28 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 363v.

[82] Gobierno de la provincia d'Aragua, La Victoria, 10 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 360.

[83] Comandancia militar de las operaciones de Tisnados. Al Señor Gobernador de la Provincia del Guarico, San Francisco de Tisnados, 9 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 414. Concernant la liste, il s'agit de celle figurant au folio 409 de ce même tome et présentée en annexe.

> « Le dénommé Baldonado était celui qui épaulait Agachado, et comme je vous l'ai dit avant, c'est un criminel de taille. »[84]

Lors de son interrogatoire, il confirme en premier lieu le saccage des boutiques, et livre un récit relativement détaillé de ces méfaits, tout en prenant soin de dire « qu'il ne sait pas ce qui s'est passé d'autre parce qu'il n'a été présent à rien d'autre »[85]. Selon lui donc :

> « (…) Agachado et ses gens, la compagnie de Ysidro Medrano et certains de ceux de Zoilo, dont il ne connaît pas les noms, ont volé trois magasins à San Francisco, celui de Benito Villaloba, celle de Antonio Marchena et celle de Salvador Orta. »[86]

Il confirme également les coups de fouets donnés à la Sra Petronila de Ynofora par Luis Osorio sur ordre de Agachado, mais aussi le meurtre, par Medrano, d'Evangelista Cabezas ; toutes violences dont il dit avoir été témoin à l'exception des coups fouets à la Sra. Enfin, bien qu'il affirme avoir été enrôlé de force lors de l'affrontement avec le Commandant Sandoval, il reconnaît, ce qui est très rare, avoir commis des violences lors de la prise de la ville, à savoir qu'il a « fouetté la Sra Venancia Arana sur ordre d'Agachado lui-même »[87]. L'agression est confirmée par le factieux José Jesús Figueroa lors de son interrogatoire au cours duquel il « dit avoir appris que Ramos Maldonado (sic) avait fouetté sur ordre de Agachado la Sra Venancia Arana »[88], ainsi que par Miguel Sanchez, sergent factieux, qui ne livre pas de nom[89].

Le 14 août, c'est au tour de Julián Silva d'être entendu. C'est un Caporal factieux d'une cinquantaine d'années, dont l'engagement est loin d'être avéré[90]. Son interrogatoire vise à obtenir confirmation du nom des factieux impliqués dans l'assaut de San Francisco de Tiznados, mais aussi à obtenir de lui des détails supplémentaires sur les violences commises. Ainsi, lui est-il demandé d'indiquer « quelles femmes ont été fouettées, quelles maisons volées et quelles personnes sont mortes » durant la présence de la Faction dans la ville[91]. En

---

[84] *Ibid*.
[85] Interrogatoire de José Ramos Baldonado. Comandancia militar de las operaciones de Tisnados. Al Señor Gobernador de la Provincia del Guarico, San Francisco de Tisnados, 12 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 414v.
[86] *Ibid*.
[87] *Ibidem*.
[88] Interrogatoire de José Jesus Figueroa. Comandancia militar de las operaciones de Tisnados. Al Señor Gobernador de la Provincia del Guarico, San Francisco de Tisnados, 17 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 416v.
[89] Interrogatoire de Miguel Sanchez. Comandancia militar de las operaciones de Tisnados. Al Señor Gobernador de la Provincia del Guarico, San Francisco de Tisnados, 17 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 418.
[90] Cf. supra chapitre 5.
[91] Interrogatoire de Julian Silva. Comandancia militar de las operaciones de Tisnados. Al Señor Gobernador de la Provincia del Guarico, San Francisco de Tisnados, 14 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 415v.

préalable, il affirme ne pas avoir assisté à ces forfaitures qui, selon lui, « avaient déjà été commises lorsqu'il est arrivé ». Néanmoins il dit savoir « qu'ils ont démoli les maisons de Salvador Orta, Felix Rodriguez et Benito Villaloba puisqu'il a vu les portes cassées » ; de même qu'il est au courant de « la mort de Evangelista Cabezas »[92], mais sans autres précisions sur les conditions dans lesquelles elle a eu lieu.

Ces violences sont ratifiées par les autres prévenus (José Jesús Figueroa, Miguel Sánchez et Luis Frosel), à l'exception de Juan Breto qui nie par ailleurs toute implication et dit ne rien savoir puisqu'il était malade au moment des faits et se trouvait pour cette raison à l'arrière[93].

Selon l'homme qui relate l'invasion de Güigüe, les violences ont commencé sur le chemin qu'ils empruntent s'y rendre, puisqu'il affirme qu'après « avoir mangé une vache à Manuare », les factieux ont donc entrepris leur marche sur Güigüe, s'arrêtant en chemin dans une hacienda nommée Pedernal, vers minuit. Une fois encore, notons que le lieu n'est pas neutre puisqu'il s'agit d'une propriété terrienne. Or, arrivés dans cette hacienda, ils se seraient dirigés vers la maison que les « hommes armés envahissent et où ils volent différentes choses ». Néanmoins, l'objectif premier était de « tuer ceux qui étaient dans la maison et qu'ils ne les tuèrent pas parce qu'ils s'étaient cachés et avaient éteint la lumière »[94]. Le dimanche suivant, au matin, les factieux entrent dans Güigüe. Immédiatement, « le lieutenant Brea a donné l'ordre que toutes les personnes qui sortiraient des maisons soient tuées », Granadillo ajoutant l'avoir « entendu dire en particulier qu'ils devaient assassiner le Sr Zeferino Avila, don José Ramon Melo et les Frères Hidalgos parce qu'ils étaient oligarques »[95]. Il s'agit donc bien à nouveau dans d'une violence dirigée à contre des personnes, clairement identifiées, d'un certain rang social, comme en témoignent là encore les particules, mais aussi leur « qualification » d'oligarques. Si l'on en juge cependant par la fin de l'interrogatoire, les meurtres n'auraient pas été commis :

> « Les gens se sont répartis dans les rues pour commencer à voler et à tuer selon les ordres donnés par Brea et Exequiel Breto ; qu'ils avaient déjà commencé à arracher les portes des Hidalgos ; mais comme ils nous ont attaqué en faisant feu, nous sommes tous partis du village (…). »[96]

Pour sa part, le juge de paix de Güigüe, José Ramón Melo, envoie, le 25 juillet, par l'intermédiaire du juge de paix de Magdaleno, un compte-rendu de l'attaque au gouverneur de

[92] *Ibid*.
[93] Interrogatoire de Juan Breto. Comandancia militar de las operaciones de Tisnados. Al Señor Gobernador de la Provincia del Guarico, San Francisco de Tisnados, 17 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 417.
[94] *Ibid*., fol. 393v.
[95] *Ibidem*.
[96] Interrogatoire de Ynocencio Granadillo. *Op. cit.*, fol. 393v.

la province d'Aragua. Il considère que l'attaque dont sa paroisse a été la proie est un événement », à l'issue malgré tout heureuse puisque, après un échange de tir « peu nourri » selon lui, les factieux ont été mis en fuite, laissant derrière eux « un prisonnier »[97], qui n'est autre que Ynocencio Granadillo.

Au cours des jours suivants, nombreuses sont les menaces contre des personnes, soit pour tenter de les enrôler de force aux côtés des factieux, soit, plus prosaïquement, pour les intimider. C'est ce dont Donato Rodríguez est accusé fin juillet, puisque le Señor Manuel Pérez, commissaire de police de Santa Elena, affirme qu'il a « menacé quelques personnes du voisinage »[98]. Il réitère d'ailleurs ses forfaitures quelques semaines plus tard, en ce même lieu, si l'on en juge les propos du responsable de la *Comandancia militar* du Canton Ortiz en date du 29 août :

> « Ce poste de commandement a reçu des informations véridiques selon lesquelles Nonato Rodriguez se trouvait la semaine de dernière sur le site de Santa Elena dans la juridiction de San Francisco de Cara, et il aurait fait prisonniers un certain nombre d'individus. »[99]

Ces atteintes aux personnes sont confirmées, fin août 1858, par le gouverneur de Cojedes qui rapporte que lors de l'attaque de Barraguán, les factieux ne poursuivaient d'autres buts que le « crime », la « vengeance » et « le saccage des propriétés de ceux qu'ils considèrent comme des oligarques », bénéficiant pour cela de l'appui d'une grande partie des habitants du lieu[100]. Il conclut :

> « (…) leur audace était accrue et leur fureur stimulée, renouvelant avec plus de rage le système d'extermination, d'incendie, de viol, de vol et d'assassinat de ceux que la haine de leurs partisans désignaient comme objets de vengeance et dont le délit était de vivre honnêtement parmi ceux qui ne connaissent ni vertu, ni religion. »[101]

La vengeance comme mobile à l'origine des violences perpétrées, permise par la dénonciation des soutiens des factieux au sein du village, est ici clairement énoncée ; vengeance qui s'emboîte avec la chasse aux oligarques, dont on détruit les propriétés.

Si parfois la gratuité l'emporte en effet, à y regarder de plus près, on peut percevoir que ces violences ont un sens, une fonction précise, symbolique ou concrète, en lien direct avec la

---

[97] Gobierno Superior Político de la provincia. Al Señor Gral Jefe del EMG, La Victoria, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 433-433v.
[98] EMD de la Jefatura. Al Sr General Jefe de EMG del Ejercito Libertador, Maracay, 5 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 327.
[99] Comandancia militar del Canton Ortiz. Al Sr Jefe de EMD de operaciones sobre la Sierra, Ortiz, 29 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 371.
[100] Gobierno Superior Político de la Provincia de Cojedes. Al Secretario de Estado en los DD del Ynterior y Justicia, San Carlos, 13 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 423v.
[101] *Ibid*.

raison d'être de la faction ou de l'engagement de ceux qui les commettent. Des exactions sont, certes, commises dans le cadre de ce que l'on pourrait appeler l'économie de guerre des factieux, comme le vol d'armes et de munitions, de bétails et d'autres denrées alimentaires pour la subsistance des hommes. Elles donnent une certaine idée de l'importance numérique des factieux. Les observations de María Germana Pérez permettent ainsi d'évaluer le nombre de factieux au moment de l'attaque de San Francisco de Tiznados (qu'elle dit pour sa part ignorer). Elle assure en effet « qu'ils tuaient trois bêtes par jour pour la ration de la troupe, à raison de 5 livres par soldat ». Sans compter, ajoute-t-elle « qu'il y avait d'autres *partidas* qui mangeaient en dehors »[102] de la ville…

Néanmoins, les violences, commises ou à commettre, sont le plus souvent motivées par la haine ou la vengeance à l'égard de personnes dans la plupart des cas identifiées et situées socialement. Parmi les principales cibles de ces violences, se trouvent ceux ou celles appartenant au camp des oligarques, qu'il faut abattre. Or, cet appel à la mort de l'oligarque, fait écho à la *Guerra a muerte* lancée par Bolívar en 1813. Depuis l'indépendance se joue en effet une guerre raciale et sociale chargée d'enjeux politiques (et économiques), notamment pour l'accès à la terre. L'oligarque incarne le propriétaire terrien, l'usurpateur : on l'associe, dans la mémoire longue associé à la période coloniale, à l'Espagnol, au *godo*, à l'*Isleño* qui symbolisent, eux aussi, dans un autre registre, l'usurpation. Par ce glissement, l'oligarque est associé au « traître », à « l'ennemi du peuple » et, par extension, au milieu du siècle, aux ennemis des partisans des Monagas au pouvoir de 1847 à 1858. Il est l'ennemi des « libéraux » et le terme est dès lors employé comme une insulte à l'encontre des « conservateurs »[103]. Antonio Leocadio Guzmán, dans un article important publié peu de temps après la création du parti libéral, considère que sans partis véritables, il n'y a « pas de liberté, pas de civisme, ni de vertus sociales ; il y a de l'oppression, l'oligarchie ou l'aristocratie ; il n'y a pas de peuple, mais un troupeau ». Les partis, poursuit-il, sont le propre des républiques libérales, et le reflet de l'incontournable diversité des opinions. Enfin, bouclant la boucle et permettant de revenir à l'un des fils conducteurs de cette analyse, il conclut en disant qu'il ne peut exister un seul parti dans une société, ou alors « elle tombe dans le pire des maux après la guerre civile, l'oligarchie », c'est-à-dire « l'étroite

[102] Interrogatoire de Maria Germana Pérez. Jefatura politica del Canton, Pau, 19 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 442.
[103] Cf. Véronique Hébrard, « El oligarca, figura del infame en la Venezuela en guerra (siglo XIX) », in *Sombras de Mayo. Mitos y memorias de la Guerra de la Independencia en España (1808-1908)*, Madrid, Collection de la Casa de Velázquez nº 99, 2007, pp. 415-428.

confédération de quelques hommes, unis par parentèles, amitiés ou intérêts politiques »[104]. En un renversement significatif, la presse anti-Monagas fait paraître, au moment de la chute de ce dernier, des plaintes d'individus contre les usurpations de terres dont ils ont été victimes, à l'initiative du clan Monagas, ne manquant pas de l'accuser d'oligarque[105]. Le caractère insultant de ce substantif, que l'on retrouve ainsi dans les deux camps, montre que l'on est bien face à une figure de l'ennemi qui, chargée de sens cumulés, peut être employée au-delà de son signifiant premier. Le terme est insultant et excluant en soi ; il renvoie, historiquement, à la figure de l'Autre et du traître.

Ces rancœurs s'inscrivent dans la longue durée des promesses non tenues envers les personnes ayant justement participé à la guerre d'indépendance. Outre, la question de la répartition de terres en récompense des services rendus et de la promesse de la liberté pour les esclaves, c'est le sentiment que l'ordre social qui prévalait avant l'indépendance et que la radicalité du conflit avait largement bouleversé, s'est réinstallé, et que le pouvoir est entre les mains de quelques-uns.

G. García Ponce livre une analyse intéressante de cette inscription dans la longue durée de du mécontentement des paysans et des classes populaires, mais aussi des anciens officiers et soldats de l'indépendance[106]. En effet, durant le conflit, la façon dont les « armées » ont été organisées et constituées, a favorisé un bouleversement des hiérarchies et des relations sociales, dès lors notamment que l'obtention d'un grade était avant dû à la valeur personnelle et à la bravoure, voire à la cruauté, du soldat, et non à son rang social. Cette guerre, en grande partie guerre de guérillas, même si à partir de 1816/1817 on tente de transformer ces milices en armée nationale 1817[107], favorise « un traitement libéral entre chefs et soldats qui partagent les hasards de la guerre », mais aussi les butins, dans le même temps qu'elle génère un discours de haine de l'ennemi et d'appel à sa destruction[108].

Par la suite, dans le cadre du rétablissement des institutions républicaines, en 1819, mais aussi à partir de 1830, le retour à la vie « civile » pour ces milliers de personnes ayant servi dans les armées de l'indépendance est d'autant que difficile, qu'il s'accompagne d'un terrible

[104] Antonio Leocadio Guzmán, « La nación y los partidos », *El Venezolano*, n° 2, 31-08-1840.
[105] Notamment dans « Un Monagas », *El Foro*, n° 134, Caracas, 11 de junio de 1858. BNV/Hemeroteca.
[106] Guillermo García Ponce, *Las armas en la Guerra Federal*, Caracas, Ediciones La Muralla, 1968.
[107] Voir, sur cette question, l'ouvrage fondamental de Clément Thibaud : *Républiques en armes. Les armées de Bolivar dans les guerres d'indépendance du Venezuela et de la Colombie,* Rennes, PUR, 2006.
[108] Le contenu des appels à l'extermination de l'Espagnol, proférés en 1813 par Nicolás Briceño et Simón Bolívar en témoignent : Antonio Nicólas Briceño, *Plan para libertar a Venezuela*, Cartagena de Indias, 16 de enero de 1813, in Rodulfo Cortes, Santos (comp.), *Antología documental de Venezuela : 1492-1900 : Materiales para la ensenanza de la historia de Venezuela*, Caracas, impr. Santa Rosa, 1960, pp. 202-205 ; Simón Bolívar, *Decreto de Guerra a Muerte*, 15 de junio de 1813, in *Documentos que hicieron historia*, Caracas, Presidencia de la República, 1962, vol 1, p. 141 et sv.

sentiment de dévaluation, ce retour à la vie civile signifiant aussi, l'exclusion de la participation à la vie politique, y compris en termes de droit de vote[109]. Nombre de documents attestent de cette situation où le sentiment d'humiliation le partage à la colère, comme ce dialogue entre un militaire et un civil publié en 1830 où face à l'incapacité de ce dernier à saisir la gravité de la situation, le militaire décrit sans détour quelle est leur situation matérielle et symbolique :

> « Comment allons-nous aujourd'hui prouver notre fortune de cette façon [par nos activités économiques] alors que nous sommes chargés d'années ; que nos forces se sont épuisées du fait du travail, de la faim, des fatigues et des inquiétudes de la guerre, et que par conséquent notre santé a été mise à mal ? Mais supposons que nous soyons jeunes et robustes comme un chêne, parce que notre vie aurait été sédentaire et confortable, comme celle des non-militaires ? Où se trouvent ces moyens pour entreprendre une industrie ? Supposons également que nous les obtenions ; et que grâce à cela nous acquérions quelque fortune, que sommes-nous, nous autres, sinon des êtres sans valeur dans la société, dignes de la compassion du monde ? Quel malheur !!! »[110]

Dans ce contexte, de nombreuses rébellions d'anciens officiers et de soldats éclatent, qui prennent souvent la forme de guérillas. Toutefois, durant ces premières années, « la fatigue créée par la guerre d'indépendance, le désir général de paix et la grande autorité de Páez, empêchent que les conflits atteignent de plus grande proportion »[111]. Par contre, du fait de la dégradation de la situation du pays et des conditions de vie au quotidien, le mécontentement des populations gagne en virulence, favorisant une plus grande perméabilité à des mouvements de rébellions et factionnels. Dans les campagnes, se développent « des *partidas* armées, composées d'anciens officiers et soldats, mais aussi de leurs fils et d'autres familiers » afin « d'obtenir par la force ce dont ils se sentaient arbitrairement dépossédés »[112]. Mouvements armés auxquels le gouvernement riposte par la force et la répression, accusant ceux qui en font partie d'être de simples bandits. La principale conséquence de cette attitude est bien évidemment la multiplication de ces mouvements armés qui défient le gouvernement à travers des revendications très hétéroclites, mais qui n'en constituent pas moins un point de cristallisation des désignants politiques, lesquels sont indissociables de la période de la guerre d'indépendance. En effet, on assiste en quelque sorte à l'application aux seuls « ennemis » de l'intérieur des qualificatifs qui ont servi, à partir de 1813, à désigner l'Autre, l'Espagnol, à

[109] Sur la situation des soldats à l'issue du conflit, je me permets de renvoyer à mon ouvrage : Véronique Hébrard, *Le Venezuela indépendant. Une nation par le discours, 1808-1830*, Paris, L'Harmattan, 1996, en particulier l'item 3, « Participation politique de l'homme en armes et 'civilisation de la société' », pp. 389-395.
[110] Testigo de Oído, *Diálogo entre un militar y un civil*, Valencia, 1830, hs. Fundación John Boulton (Caracas) /Archivos de Gran Colombia.
[111] Guillermo García Ponce, *Las armas en la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 21.
[112] *Ibid*., p. 20.

savoir le qualificatif de *godo*, auquel on associe désormais celui d'oligarque qui acquiert de ce fait même une dimension d'extériorité symbolique[113]. De façon très suggestive, puisqu'il remarque bien l'extériorité qui caractérise ces ennemis de l'intérieur, Alejandro Urbaneja notait d'ailleurs, à la fin du XIXème, que c'est effectivement à ce moment que surgit « la qualification d'oligarques pour les hommes du pouvoir que l'on accusait de restreindre celui-ci à un cercle étroit de personnalités connues ». Elle était liée aux réélections de Páez et Soublette depuis 1839, à l'origine de profondes dissidences et d'une opposition franche qui débouchent en 1840 sur la fondation de ce que Urbaneja appelle « le parti démocratique composé de fédéraux et de libéraux, à l'initiative des Rendón, Guzmán, Lander et d'autres ». C'est la raison pour laquelle « on leur jetait à la face le stigmate de *godos* pour les rendre haïssables et parce que nombre d'hommes importants de 1811, qui étaient restés séparés du pays, [se réfugiant] aux Antilles par crainte des désastres de la Grande Guerre, et qui après le triomphe de la révolution d'Indépendance, sont rentrés au Venezuela pour s'occuper de la République (…) suscitant de ce fait le ressentiment des soldats *libertadores* »[114].

Cette violence, réelle et discursive, déployée par les factieux de la Sierra à l'encontre de l'oligarque répond, en quelque sorte, au processus de disqualification opéré par leurs adversaires et les autorités en charge de les anéantir. On oppose au « barbare sanguinaire » l'oligarque sans scrupule. En effet, les violences contre les personnes semblent, dans certains des cas, ciblées, qu'il s'agisse des femmes fouettées à Ortiz, des hommes assassinés ou recherchés pour l'être ; de même que la prévalence de personnes portant une particule qui les situe en haut de l'échelle sociale et bien souvent propriétaire de terre et/ou d'une hacienda, semble indiquer que des conflits agraires ne sont sûrement pas étranger à ce qui se joue. C'est d'ailleurs souvent en ces occasions, comme nous avons pu le constater à plusieurs reprises, que le politique refait surface et que le soutien au président déchu est mis en avant pour justifier ces violences.

On mesure là encore l'importance, mise en évidence par A. Corbin dans son analyse de la violence dans les campagnes françaises, de prendre en considération, pour tenter de comprendre ce qui « noue la violence au politique », la façon dont sont structurées « ces

[113] Cf. Véronique Hébrard, « El oligarca, figura del infame en la Venezuela en guerra (siglo XIX) », in *Sombras de Mayo. Mitos y memorias de la Guerra de la Independencia en España (1808-1908)*, Madrid, Collection de la Casa de Velázquez nº 99, 2007, pp. 415-428 ; « Insulter l'autre en politique (Venezuela, milieu du XIXe siècle) », in Bouchet, Thomas ; Leggett, Matthew ; Vigreux, Jean ; Verdo, Geneviève (coord.), *L'Insulte (en) politique. Europe et Amérique latine du XIXe siècle à nos jours*, Dijon, EUD, 2005, pp.155-168.

[114] Alejandro Urbaneja, « El derecho constitucional venezolano [1895] », in *La Doctrina positivista*, Caracas, Presidencia de la República, Col. Pensamiento político venezolano del siglo XIX. Textos para su estudio, 1961, vol. 2, p. 441.

sociétés d'interconnaissance qui constituent la communauté de hameau, la communauté villageoise ou, selon les régions, ces entités plus vastes que sont les 'pays' ou la communauté de vallée en région de montagne »[115], puisque c'est la position sociale ou politique, voire les attitudes passées qui, dans certains cas, sont à l'origine des violences exercées contre un individu ou un groupe. Si tous les membres de la Faction appartiennent bien à cette zone vaste et accidentée qu'est la Sierra, il est important de remarquer que, des trois chefs, Zoilo Medrano y est le plus implanté, au sens où il est doté des réseaux de parentèle et de clientèle les plus denses. Or, il est le seul à survivre à la Faction, mais il est aussi celui qui commet le plus d'actes violents très ciblés. L'usage de la violence s'intègre ici « à un ensemble de conduites qui trouve sa cohérence dans les desseins profonds de la communauté ». Parmi ces conduites utilisées par les factieux, et qui visent à affaiblir ceux que l'on combat, nous avons repéré, comme A. Corbin pour les campagnes françaises, « la vantardise, la dérision », « la menace, l'injure et le défi », mais aussi l'humiliation, physique et morale « à l'égard du notable » ou de leurs femmes et filles, ainsi que de ceux qui constituent un obstacle aux objectifs poursuivis et qu'il faut pour cela « déprécier voire affaiblir »[116].

D'ailleurs par un curieux renversement du rapport de force, en septembre 1859, alors que les derniers feux de la Faction de la Sierra sont éteints, le gouverneur de la province d'Aragua dit avoir appris que « plusieurs personnes, au motif qu'elles ont été dépossédées de quelque chose par ceux qui s'appelaient les Fédéraux, se font justice elles-mêmes, en prenant et mettant à mal les propriétés de certains factieux »[117]. Bien que le gouverneur dénonce les faits et s'engage à ce que les auteurs de ces exactions soient punis pour leurs méfaits, l'événement en dit long sur la nature des conflits secouant cette zone et mettant aux prises, en maintes occasions, des propriétaires terriens.

### 4. De la violence contre les individus au meurtre prémédité

Ces violences plus individuelles se déploient, dans la majorité des cas, à l'encontre de personnes très ciblées. Elles sont perpétrées, dans la majorité des cas, par les chefs de la Faction, sinon sur ordre de ceux-ci. L'hypothèse de la vengeance peut donc être formulée, ou du moins d'une certaine intentionnalité dans le choix des personnes visées.

---

[115] Alain Corbin, « La violence rurale dans la France du XIXe siècle et son dépérissement : l'évolution de l'interprétation politique », in Braud, Philippe (dir), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris, L'Harmattan, coll. Cultures & Conflits, 1993, p. 66.
[116] *Ibid*., p. 68.
[117] *Oficio de Jesus Maria Ustariz sobre el embargo de propiedades de los facciosos*. Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, La Victoria, 1er octobre 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCL, fol. 13.

Commençons par ce qui apparaît comme la grande affaire. Chronologiquement parlant, elle se situe d'ailleurs au début des agissements de la Faction.

Un mois après l'occupation de Ortiz, on évoque les agissements de *partidas* vues « comme des résidus de la Faction qui occupait la ville de Ortiz », parties depuis dans la Sierra et qui « perpètrent des crimes et des vols »[118] dont l'assassinat de Pedro Cerpa[119], immédiatement qualifié comme « l'un des premiers délits commis ».

À ce titre, mais aussi en raison de la violence qui l'accompagne, il est érigé en symbole de la barbarie des factieux. La façon dont il en est rendu compte contribue à faire de ce crime un véritable événement dans l'événement, d'autant que son traitement judiciaire n'a pas lieu immédiatement.

Cet assassinat se produit le dimanche 4 avril 1858, à el Rincón, dans la juridiction de San Francisco de Tiznados. Immédiatement, la relation qui est faite de cet événement par Valentín Nieves, au nom du commandement des Opérations dans la Sierra, donne le ton de la condamnation dont il est l'objet, cela en mettant en opposition le portrait de la victime et la façon dont il a été tué. D'un côté, il y a le délit commis à l'encontre de « la personne de l'honorable, travailleur, *vecino* et père de famille Pedro Serpa [sic] » ; de l'autre, le fait que « l'homicide ait été exécuté en le dépeçant et en lui rompant la nuque comme à une bête »[120]. Un tel déploiement de violence est inacceptable et permet de soit dit qu'il a été tué « par ces célèbres scélérats ». D'ailleurs, lorsque l'État-major en charge des opérations dans cette zone de la Sierra transmet la nouvelle aux autorités centrales, les propos sont encore plus crus, de même que l'effet de contraste, puisqu'il accuse « Medrano et sa horde » d'avoir commis, en ce 4 décembre, « un atroce assassinat (…) sur la personne de Pedro Cerpa, lui coupant les jambes et les bras tout d'abord et lui rompant la nuque ensuite, comme on le fait à une bête (…) »[121]. Cet homme, à travers un acte où l'humiliation le partage à la violence, se trouve à son tour réduit au rang d'animal.

S'ajoute à son courroux le fait qu'il impute indirectement ce meurtre à l'incapacité des troupes gouvernementales à poursuivre les factieux. En effet, il indique qu'il a été commis

[118] Comandancia de operaciones, n° 17. Al Sr Jefe de EM Divicionarios, San Francisco de Tisnados, 6 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 321.
[119] Ecrit également Serpa et Zerpa. Là encore, bien que dans une moindre mesure que pour les Leyzeaga, l'orthographe n'est pas homogène.
[120] Comandancia de operaciones, n° 17. Al Sr Jefe de EM Divicionarios, San Francisco de Tisnados, 6 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 321v.
[121] Estado Mayor de operaciones de Guarico y Aragua. Al Señor Jefe de Estado M Gral Libertador, Calabozo, 9 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 499v.

« malgré les ordres formels du Chef des Opérations de poursuivre » Medrano et ses troupes qui se trouvent toujours dans la Sierra[122].

Néanmoins, dès le 10 avril, l'optimisme semble de nouveau de mise, puisque le gouverneur de la province d'Aragua annonce que le travail mené par les guérillas dans la Sierra « commence à donner des résultats » puisque l'une d'elles « commandée par le Commandant Joaquin Rodriguez a capturé les factieux et insignes criminels Pedro Rodriguez et Juan Saballo qui ont assassiné l'honorable Pedro Cerpa *vecino* de la Platilla »[123]. Au moment de l'annonce de leur emprisonnement, le premier d'entre eux étant d'ailleurs classé par le Comandante de Armas de la province d'Aragua, comme faisant partie des *cabecillas* « qui représentent les éléments principaux de conservation pour Medrano et Nonato Rodriguez »[124].

Il faut attendre ensuite plusieurs mois pour que d'autres informations apparaissent sur cette affaire. Avant de nous y intéresser il convient de faire retour sur un protagoniste déjà croisé au chapitre précédent et dont l'ombre plane sur les jours qui suivent l'assassinat de Cerpa. Il s'agit du Commandant Linares, qui avait déserté les forces gouvernementales et intégré la Faction de la Sierra avant de devenir le chef de celle des Indiens Guanarito. Or, cette affaire épouse la même temporalité que l'assassinat de Cerpa à tel point que toutes deux sont traitées dans les mêmes documents.

Une telle simultanéité nous amène à émettre une hypothèse, en dépit du peu de preuves tangibles, déduites de la confrontation des données. En effet, si l'on en croit les dires du consul de France à Caracas, Linares, propriétaire et oligarque, aurait basculé dans le camp des factieux à la suite du viol de sa sœur par un commandant des forces gouvernementales dont le nom n'est pas mentionné. Il s'efforce par ailleurs de faire suspendre « l'arrestation d'officiers » suspects, dont deux de ses fils, Fidel et Nemecio, et d'obtenir un sauf-conduit en faveur de son fils mineur en fuite[125]. Le clan Linares semble donc être rentré en rébellion contre le gouvernement et avoir commis un certain nombre de méfaits…

L'hypothèse est ténue, mais permet de conférer un sens à cet acte dont on ne peut nier la violence et la radicalité, voire l'exceptionnalité, même si, nous allons le voir sous peu, d'autres actes très violents sont commis au cours des mois qui suivent. Elle consisterait à

[122] *Ibid*.
[123] Gobierno de la provincia d'Aragua. Al El Comandante de Armas de la Pvia d'Aragua al Gobierno de la Provincia, La Victoria, 10 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 300.
[124] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo. Al Sr Secretario de Estado en los DD del Ynterior y Justicia, Valencia, 18 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 311v.
[125] Comandancia de Operaciones de San Francisco de Tisnados. Al Sor Jefe de EMDivisionarios, San Francisco de Tisnados, 6 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 321.

supposer que Linares, et ses fils, se seraient mobilisés aux côtés des factieux de la Sierra et qu'ils auraient, par le biais de ce qui a tout l'air d'un règlement de compte avec les Cerpa, en quelque sorte vengé l'affront fait à la sœur du Commandant Linares. Effectivement, on a l'impression qu'il y a une véritable traque des Cerpa au cours des mois qui suivent ce premier assassinat ; traque essentiellement menée par Medrano et ses plus proches complices. En effet, d'une part en septembre, après l'assaut de Donato Rodríguez sur Parapara fin août, alors que l'on entend les personnes appréhendées, on apprend qu'un certain Nicolás Silva, « très connu pour ses forfaitures en termes de vols et d'assassinats »[126] et vu comme « l'un des capitaines les plus pervers de Medrano »[127], a été arrêté dans le cadre de cette affaire en tant « qu'assassin des Cerpa »[128]. Ce pluriel ne manque pas de poser question, dans la mesure où l'on n'a trouvé aucune trace d'un second meurtre sur un autre Cerpa.

D'autre part, le juge de paix de la paroisse de San Juan de los Morros dit avoir su par un commandant, le 29 décembre vers sept heures du soir, que Zoilo Medrano se trouvait à El Platillón à la recherche d'un certain Cayetano Cerpa et d'un de ses *peones* pour les tuer, en l'attendant dans son hacienda avec Fabián Ribas. Il se trouve donc dans une position sociale équivalente à celle de son « adversaire » car il est tout à tour qualifié de Señor et de Don, respectivement par le juge de paix de la paroisse de San Juan et par le gouverneur de la province d'Aragua[129]. On apprend ensuite que ce Cerpa serait lui-même en quête des forces gouvernementales pour les informer de la menace pesant sur lui. On lui aurait d'ailleurs conseillé de quitter les lieux au plus vite « afin d'éviter d'être sacrifié par la faction Medrano »[130].

Entre ces deux dates, on apprend l'existence d'un autre Cerpa, Carlos, engagé comme Capitaine depuis le mois d'octobre, dans les forces gouvernementales, en ces mêmes lieux, pour pourchasser les factieux qui s'y trouvent… À la tête d'une guérilla de 25 hommes, il se voit confier, avec un autre capitaine, la responsabilité de tenir un « journal des opérations dans lequel ils devront noter chaque jour les marches qu'ils ont entreprises » pour « l'active persécution » des factieux ; mission pour laquelle le chef d'État-major dans la Sierra demande

[126] Gudiez, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 407v.
[127] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Senor coronel Jefe de EMG, San Francisco de Tisnados, 6 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 263.
[128] *Ibid*. C'est nous qui soulignons.
[129] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 31 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 614 et Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 1 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 621.
[130] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 31 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 614-614v.

qu'ils soient bien encadrés dès lors que ces capitaines « ne connaissent pas les pratiques militaires »[131]. En février, ce même capitaine Cerpa fait partie des hommes qui mettent en déroute la Faction et tuent El Agachado ainsi que l'un de ses comparses. Il est l'unique blessé dans ce combat d'une rare violence, car il a fait « beaucoup de blessés » parmi les factieux au point qu'ils « laissent derrière eux des traces de sang », il est alors qualifié de « vaillant capitaine »[132].

Après l'annonce de la tentative d'assassinat de Cayetano Cerpa en décembre, commanditée par Zoilo Medrano, le silence se fait sur cette affaire. Jusqu'en juillet 1859, le nom de Cerpa n'est plus prononcé. À cette date, les défenseurs de six personnes incriminées dans le meurtre de Pedro Cerpa, Esteban Alvarez Mesa et José Maria Arcanio, prennent la parole pour demander au Président de la République qu'ils puissent bénéficier de « l'amnistie générale que VE a délivrer dernièrement »[133], faisant référence à celle du 21 juin 1859. Au-delà des arguments juridiques brandis pour étayer leur demande, et sur lesquels nous revenons plus loin, il convient de s'arrêter sur ce que ces deux hommes livrent à propos de ce crime et ses protagonistes. Tout d'abord, leur requête au Président est accompagnée d'une demande au juge d'instance pour que leur soit délivrée une attestation établissant qu'ils « faisaient partie d'une escorte que Pedro Rodriguez commandait comme capitaine appartenant à la faction de Medrano »[134] dans la Sierra où les personnes incriminées ont été arrêtées. S'il y a bien des traces de l'arrestation de Pedro Rodríguez, et de celles de Juan Saballo et Nicolás Silva dans cette affaire du meurtre de Cerpa, en revanche rien ne concerne les autres personnes défendues par Alvarez Mesa et Arcanio. Ils indiquent également que toutes les personnes qu'ils défendent « sont jugées pour conspiration et pour l'homicide de Pedro Cerpa ». Par contre, la manière dont ils rendent compte de cet événement ne manque pas de surprendre car elle gomme les excès commis à l'encontre de cet homme ou supposé avoir été commis… Voici leur version des faits :

> « Celui-ci [Pedro Cerpa] est mort au cours de la fuite qu'il a entreprise pour s'échapper de la prison où le retenait Medrano (…). Cerpa fait prisonnier par les factieux a entrepris de s'échapper et les factieux l'ont abattu à une certaine distance. »[135]

---

[131] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel Jefe de EMG General del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 5 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 244v.
[132] Gobierno del Guárico. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 24 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 652.
[133] *Esteban Alvarez Mesa i José Maria Arcanio defensores de Pedro y Andrés Rodriguez, Juan Pablo y Laureano Silva, Santana Perez, N. Orregosa y otros*. Al Presidente de la República, Calabozo, 14 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVII, fol. 110v.
[134] *Ibid*., fol. 109.
[135] *Ibidem*, fol. 110.

Une partie de leurs propos apportent également un nouvel élément d'intelligibilité à cet homicide, puisqu'ils affirment que si Medrano le retenait prisonnier c'était « en représailles naturelles de la guerre » ; cela vient indirectement à justifier l'acte commis à l'encontre de cet homme.

La vengeance ou le ressentiment pourraient être également à l'origine d'actions telles que celles menées par Zoilo Medrano en novembre 1858, alors qu'il sillonne les communautés de Valle Hondo et de Tormento, pour recruter des hommes mais aussi pour en trouver d'autres afin de les tuer. En effet, le *Jefe Político* du Canton Cura informe le gouverneur de la province d'Aragua, dont il dépend, que Medrano, avec une *partida* dont il dit ignorer le nombre, s'est également « rendu dans la maison de Claudio Nieves, *vecino* de ces lieux, pour le tuer, et qu'il a manifesté la même intention à l'égard d'un certain Ramos, majordome de l'hacienda de Tacasuruma et de Gabino N. ». Il y a donc trois cibles bien identifiées, ainsi qu'un objectif, puisque Medrano aurait dit « qu'en tuant ces trois individus la vallée serait en ordre »… Il s'agit donc d'une vengeance ou, pour le moins, de la volonté de se débarrasser d'un majordome d'hacienda dont on suppose qu'il représentait une entrave au recrutement des paysans y travaillant. D'ailleurs, le 28 novembre, le *Jefe Político* du Canton Cura informe le gouverneur qu'à la suite de ces événements, « certains *vecinos* des communautés concernées étaient partis, par peur, pour la province » voisine du Guárico, « abandonnant leurs exploitations », mais aussi « que le majordome de Tacasuruma, pour la même raison, avait amené, hier, sa famille à el Algodon et qu'il avait continué sur Güigüe »[136].

Pourtant, preuve du caractère parfois ténu des traces sur lesquelles se fonde ce travail, il s'avère, quelques jours plus tard, que l'ensemble de la zone est calme et que l'origine d'une telle crainte aurait été liée à la présence de « deux hommes suspects à Valle-Hondo ». Effectivement, ils étaient là, mais, selon Silva, l'un des commissaires chargés d'inspecter la zone, « n'avaient pas du tout l'intention de recruter des gens, puisqu'ils n'ont tenté de convier ni de séduire personne »[137]. La preuve est elle aussi ténue, mais le doute est là, renforcé par une déposition du majordome lui-même à Pedro Abreu, le *Jefe Político* du Canton Ortiz. Troquant pour l'occasion sa casquette de majordome d'hacienda pour celle de commissaire, il déclare en effet à propos de sa fuite :

[136] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 29 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 589v.
[137] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Secretario de E en los DD del Ynterior y Justicia, La Victoria, 7 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 594-594v.

> « (…) que s'il s'est absenté d'ici la semaine dernière, c'est à cause d'une fausse nouvelle qu'on lui a donnée selon laquelle Agachado se trouvait en ces lieux et qu'il le cherchait pour le tuer, mais que cela n'était pas exact. »[138]

On peut toutefois émettre une autre hypothèse à ce revirement du majordome : la peur de dénoncer Agachado et de le voir revenir, le mettant à nouveau en danger lui et sa famille. Cependant la rumeur dessine d'autres possibles, à savoir que la personne à l'origine de cette rumeur, sur laquelle d'ailleurs nous ne savons rien, aurait elle aussi été trompée, ou qu'elle aurait voulu faire peur au majordome ainsi qu'aux autres personnes recherchées par Agachado pour les tuer. Ou alors, pour des causes que nous ne connaîtrons pas, Agachado aurait eu des raisons de vouloir tuer ces trois hommes, suffisamment connues pour donner lieu à cette « fausse nouvelle ».

Dans le cas de Clemente Morloi, le mobile est, par contre, clairement énoncé dans la déposition qui révèle l'affaire. En effet, en juillet 1859, on fait état de la venue, par deux fois en quelques jours de *partidas* de factieux dans l'hacienda San Pablo où vit l'auteur de la déposition, par ailleurs *vecino* de Tocuyito dans la province de Carabobo dont l'objectif, outre de voler des armes et des bêtes, et d'enrôler des hommes, mais aussi des familles, était de « tuer Ruperto Morloi et tous les oligarques, et même d'incendier la maison de ladite hacienda s'il y avait une quelconque opposition », le tout assorti « de violences » commises au cri de « Victoires à la Fédération »[139]. C'est donc bien ici en raison de son appartenance supposée au clan des oligarques que cet homme en particulier, et ceux de son espèce, sont recherchés pour être tué. Curieusement, le déclarant s'appelle Clemente Morloi et là encore, comme dans le cas des de Los Rios, à aucun moment il n'est fait mention de leur lien de parenté, plus que probable. Clemente Morloi, absent au moment des faits, sait avoir été lui aussi recherché par les factieux « avec beaucoup d'intérêt, sans qu'il sache pour quelle raison ». Nous ne saurons là non plus rien d'autre sur les suites de cette affaire.

Enfin, quelques mois auparavant, à Manuare, dans cette même province de Carabobo, un certain Remigio Arana est emmené par El Agachado après que celui-ci a « incendié le moulin à sucre » du village. C'est pour le moins la version livrée par trois hommes, Exequiel Breto, Eustaquio Breto y Escolástico Rodríguez dont on a vu au chapitre précédent, notamment Exequiel Breto, commissaire, qu'ils avaient été fortement impliqués dans la Faction. On ne connaît pas la destinée de cet Arana, si ce n'est qu'après qu'il a été fait prisonnier par El

[138] *Ibid*., fol. 594v-595.
[139] Dénonciation de Clemente Morloi. Gobierno de Carabobo, Carabobo, 7 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 655.

Agachado, la faction avait pris la direction de Los Naranjos[140]. Une question reste malgré tout en suspens dans cette affaire. Elle concerne la victime, qui porte le même patronyme que l'une des femmes fouettées lors de l'attaque de San Francisco de Tiznados en juillet 1858 et qui fut la seule à l'être sur ordre de El Agachado, la Sra Venancia Arana… Existait-il un quelconque lien de parenté entre eux ?

À plusieurs reprises également, sont mentionnées des tentatives d'assassinat à l'encontre de personnes dépositaires de l'autorité publique, en particulier les commissaires dont on a vu ô combien leur probité était souvent prise en défaut[141].

Le premier à être la cible de telles menaces est le commissaire Domingo Díaz, fin décembre 1858. En effet, on apprend grâce au témoignage d'un *vecino* de Guambra que, le 24 décembre au matin, les factieux, en train de collecter des hommes et des armes pour envahir la ville, aidés en cela selon par la complicité « de la majeure partie des *vecinos* de la contrée », recherchaient aussi activement « Domingo Diaz pour le tuer »[142].

Quel peut-être le mobile de ce sombre dessein ? Peu d'informations filtrent à ce propos ; toutefois, grâce au compte-rendu que le *Commandante de Armas* de la province d'Aragua adresse à son homologue de celle de Carabobo, on sait qu'il est à la manœuvre dès le mois d'avril, car il est à l'origine de l'arrestation, dans ce même village de Guambra, de l'une des *cabecillas* de la Faction, Ramón Zuloaga, avec deux autres factieux, qui sont immédiatement mis en prison[143]. C'est lui encore qui enquête sur l'histoire des trois hommes menacés de mort par El Agachado, dont le majordome de l'hacienda de Tacasuruma au début de ce même mois de décembre. Au plus près encore de cette menace de mort à son encontre, le gouverneur de la province d'Aragua affirme, le 30 décembre, que selon lui, « il ne fait aucun doute, selon les déclarations des commissaires Domingo Díaz, Miguel Lombrano et Cipriano Herrera et d'autres, que cela fait cinq jours que les factieux collectent des gens dans la Sierra »[144]. On le recherche donc pour le tuer car il constitue un danger du fait son zèle et sa présence.

Le dernier mot de l'affaire s'écrit en janvier 1859 sous la plume du gouverneur de la province d'Aragua, José Maria Uztáriz alors qu'il répond à une demande de l'exécutif, par

[140] Gobierno de Carabobo. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 5 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 643-643v.
[141] Cf. *supra*, chapitre 4.
[142] Témoignage transmis par le Gefe Político du Canton Cura au gouverneur de la province. Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 24 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 600-600v.
[143] Gobierno Superior Político de la provincia de Carabobo. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 14 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 307.
[144] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 612v.

une note du 28 décembre, concernant la suspicion que le commissionnaire Juan Rodríguez soit engagé dans la Faction et dont nous avons longuement parlé au chapitre précédent. Confirmant sa traîtrise et le fait « qu'il figure effectivement aujourd'hui dans les files des rebelles avec le grade Capitaine », (nous l'avons d'ailleurs vu à l'œuvre dans les lignes qui précèdent), il livre un certain nombre d'éléments d'explication sur la tentative d'assassinat de Díaz. Tout d'abord, il affirme que :

> « (…) Rodriguez (…) est un *vecino* de Gambra, site appartenant à la juridiction qui est à la charge du Commissaire de police Domingo Diaz et que celle-ci étant par trop étendue, Diaz se servait du dénommé Rodriguez comme un agent à lui afin de rendre plus faciles et rapides les opérations de service (…). »[145]

Il poursuit en révélant ce que l'on peut considérer comme la seconde trahison de Rodríguez. En effet, le Commissaire Díaz lui avait confié cette mission en s'appuyant « sur la fausse croyance qu'il pouvait compter sur sa fidélité, jusqu'à ce que les pièges de celui-ci contre sa vie même, viennent le détromper, lui apportant la preuve de la vilenie et de la trahison de son commissionnaire »[146]. C'est donc lui qui recherchait le commissaire Díaz dans Guambra pour le tuer…

En juillet 59, au lieu-dit 'Los Aguacates' (province de Carabobo) comme dans l'affaire Morloi, c'est en lançant un slogan en faveur de la cause qu'ils défendent, que les factieux annoncent qu'ils sont à la recherche, outre le déclarant, d'un homme dénommé Clodomiro Rodríguez dont on ne sait rien par ailleurs. Ils sont également en quête « de tous les commissaires du lieu pour les assassiner parce qu'ils ont défendu le Gouvernement lors de la révolution actuelle, lorsque Zamora s'est approché de la province et y a résidé »[147]. Le moment de cette chasse à l'homme n'est pas anodin, pas plus que le donneur d'ordre qui est ici aussi José Leyzeaga, attestant un point de bascule dans la trajectoire de la Faction, reprise en main par cet homme.

### 5. Entre l'effroi et la fuite : les populations face aux violences des factieux

Si les hommes se mobilisent et s'arment, de façon plus ou moins spontanée et organisée, pour aider à la destruction de la Faction, cet engagement aux côtés des forces armées s'accompagnent d'autres formes de réception de cette présence factieuse et des violences

[145] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 7 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 631.
[146] *Ibid*., fol. 631-631v.
[147] Dénonciation de Clodomiro Rodriguez. Gobierno de Carabobo, Valencia, 3 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 656.

commises en marge des actions de guerre. Ces attaques et occupations de villes ou de villages provoquent en effet, dans la plupart des cas, l'affolement et la panique des habitants face aux actions commises ou que l'on craint que les factieux ne commettent.

Bien que ces peurs soient, en premier lieu, fondées sur des faits réels, elles sont également alimentées par l'image des factieux diffusée par les autorités ainsi que par les rumeurs dont nous avons analysé la teneur en ouverture de ce chapitre.

Cette peur est bien là, qu'il s'agisse de la peur des *vecinos* de Tacasuruma qui confient que la « seule chose qui les inquiète est l'idée que Agachado puisse les surprendre de nuit dans leurs maisons »[148], ou de celle des habitants de Valle-Hondo et de Tormento dans le Canton Cura qui, pour cette raison, « ont fui leurs fermes et sont partis dans la province voisine du Guárico »[149].

Parfois, c'est la présence alentour des factieux qui fait redouter le pire, comme en témoigne le *Jefe Político* d'Ortiz dans le rapport qu'il adresse à la mi-juillet au gouverneur de sa province, où la désolation des habitants le partage à la peur :

> « Ce village se trouve actuellement dans un état d'isolement en raison de la situation de ses communautés alentour, dès lors que n'importe où se réunissent de petites *partidas* de mécontents avec l'objectif de tuer ceux qu'ils prennent hors de la ville ; la situation est telle que personne ne se risque à sortir pour une quelconque démarche, sans une *partida* qui ne l'accompagne. »[150]

Le gouverneur de la province, Pedro Sanojo, transmet cette alerte aux autorités supérieures en insistant sur la nécessité qu'elles se fassent une « idée de l'état de démoralisation dans lequel se trouvent les communautés de la paroisse de Parapara »[151].

On retrouve ce même sentiment d'insécurité en octobre, dans le village de Guanarito, où une petite garnison vient prendre le relais de celle qui y est normalement cantonnée, les hommes qui la composent étant, « dans leur grande majorité, malades ou inaptes pour le service »[152]. La prise de relais est également motivée par les nouvelles qui circulent et alimentent « de nouvelles peurs d'une révolution en ces lieux ». Néanmoins, et bien que

[148] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 28 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 315v.
[149] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 29 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 589v.
[150] El Gefe político de Ortiz. Al Gobernador de la provincia, Ortiz, 16 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 377v.
[151] Gobierno superior Político de la provincia del Guarico, Calabozo, 20 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 377v-378.
[152] *Oficio*. EMD de Barquisimeto, Yaracuy y Portuguesa. Al Señor Coronel Jefe de EMG del Ejército Libertador, Guanarito, 10 octobre 1858, in *Boletín Oficial*, Valencia, Noviembre 3 de 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 194.

l'État-major « les juge non seulement exagérées voire dénuées de tout fondement »[153], celui de Barquisimeto, Yaracuy et Portuguesa en charge de cette zone, pense qu'il est de son devoir de venir sur place observer la situation. À l'issue de cette visite, il déclare :

> « (…) actuellement il n'y a rien à craindre en ce qui concerne la tranquillité de ce canton. ; et l'origine de cette alarme n'est autre que l'habitude qu'avaient les notables de ces lieux d'être protégés par des forces considérables, dont le départ les a fait se sentir en insécurité. »[154]

Quelques mois plus tard, les *vecinos* de El Baúl prennent directement la plume pour raconter l'état de panique et d'épouvante dans laquelle les a plongés l'attaque, par des factieux arrivant de toutes parts, de leur « jeune et important Canton Girardot », ainsi que les combats héroïques que leur a opposé leur vaillant commandant Camero[155] dont nous avons eu l'occasion de rendre compte[156]. Ces exploits couronnés de succès du commandant Camero ne sauraient néanmoins faire oublier la sévère défaite essuyée en ces mêmes jours à Santa Rosa, dans la province d'Aragua, par le commandant Juan Quevedo. Le récit qu'en fait le Chef de l'État-major du littoral, met en lumière les souffrances vécues par ces hommes de troupes lancés à l'assaut des factieux :

> « Le 7 de ce mois, à deux heures de l'après-midi, le commandant Juan Quevedo s'est rendu à Sta Rosa, laissant aux mains de l'ennemi plus de 100 fusils utiles. Cette défaite a eu lieu, selon ce qu'il dit, après un combat de plus de 24 heures, au cours duquel, ses munitions épuisées, le manque d'aliments et d'eau, l'ont obligé à capituler, livrant les armes. »[157]

De tels épisodes sont souvent dévastateurs et violents, matériellement, humainement mais aussi psychologiquement. Les populations sont, de toute évidence, traumatisées par ces intrusions dans leur village, leur maison, leur intimité, mais aussi par ce qu'elles ont vu ou enduré, d'autant que, dans bien des cas, les forces gouvernementales sont absentes ou bien impuissantes face à l'ennemi.

La façon dont ces événements ou leur crainte sont vécus et « racontés » en disent malgré tout long, non seulement sur les pratiques des factieux, mais aussi sur la peur qu'ils font régner dans la région, alimentant à l'occasion nombre des rumeurs sur ce thème.

---

[153] *Ibid*.
[154] *Ibidem*.
[155] *Manifestación de varios vecinos de El Baul en favor del Comandante Camero, por sus triunfos sobre los facciosos en Guadarrama*. Al Exmo Señor Julian Castro, El Baúl, 19 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVII, fols. 222-224.
[156] Cf. *Supra*. Chapitre 4.
[157] Comandancia militar de la Plaza, Aragua (sic), 13 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVII, fol. 179.

Ces réactions de peur et de panique, provoquent la fuite, mais aussi l'émigration des populations, individuellement ou collectivement. Elles sont le plus souvent liées aux attaques des factieux ou aux levées en masse effectuer pour alimenter les rangs des différentes *partidas*, comme cela se produit début juillet à San Francisco de Tiznados. En effet, « certaines personnes respectables (…) et parmi elles le Père Bartolomé Campos en sont venues à émigrer en raison de l'invasion » de leur village, et se sont présentées au *Jefe Político* de Ortiz, à huit heures du matin le 7 juillet pour faire part de leurs craintes et des agissements des factieux[158]. Le lendemain, le *Jefe Político* écrit de nouveau à son homologue du Canton Cura pour lui annoncer que, suite au saccage de cette paroisse, « on ignore s'il y a eu des morts (…), comme on peut le supposer, mais qu'il sait que tous les habitants ont fui épouvantés »[159].

C'est à l'occasion de cette attaque des factieux sur San Francisco de Tiznados que le terme d'émigration est employé pour la première fois, pour évoquer le départ « volontaire » des populations. Les cas qualifiés d'émigration sont, en effet, plus rares. Ils méritent malgré tout attention, car ils supposent de quitter, non pas le village ou le canton, mais plutôt, comme pour les *vecinos* du Canton Cura déjà évoqués, de changer de province. C'est ainsi qu'en juillet 1858, le *Jefe Político* de Ortiz informe son homologue du Canton Cura que, le 7 juillet à huit heures du matin, se sont présentées à lui « plusieurs personnes respectables » de San Francisco de Tiznados, dont le prêtre, et que ces personnes « avaient émigré en conséquence de l'invasion de San Francisco ». L'emploi du verbe « émigrer » suppose une traversée de frontière, de quitter le territoire le plus familier qui est celui de la petite communauté et nous renseigne, une fois de plus, sur le caractère restreint de l'espace « connu » et maîtrisé.

En septembre, le choix fait par les habitants de Tacasuruma, dans la Vallée de Guacamaza (province de Carabobo), fut préventif. En effet, alors que les factieux se trouvaient au sud de cette vallée, ses habitants ont craint qu'ils ne finissent par s'y rendre. Le commandant José Ceferino, « depuis Güigüe », rapporte ce qu'ils ont alors décidé de faire :

> « (…) c'est pour cette raison que les *vecinos* pacifiques et bien intentionnés de Tacasuruma sont méfiants et craintifs, et ne se risquent pas à retourner dans la Vallée pour profiter des fruits de leur travail, dans la mesure où, lorsque les révoltes ont commencé et quand l'agitation a augmenté, ils sont partis, abandonnant leurs maisons, leurs petites exploitations agricoles, leurs animaux et tout ce qu'ils avaient (…). »[160]

[158] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, La Victoria, 8 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 352.
[159] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, La Victoria, 10 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 360.
[160] Gobierno de Carabobo. Al Sr Coronel Jefe de EMG del Ejército, Valencia, 18 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 286.

Parfois, les initiatives sont plus individuelles et visent dans le même temps à protéger sa famille. En novembre 1858, les habitants de cette même zone de Tacasuruma apprennent que Zoilo Medrano avait « le plan de réunir les gens de toutes ces communautés pour marcher ensuite sur cette ville et les Vallées d'Aragua »[161]. Pour cette raison, selon ce que le *Jefe Político* du Canton Cura rapporte au gouverneur de la province d'Aragua « certains *vecinos* de ces lieux sont venus dans le Guárico par peur, abandonnant leurs petites exploitations »[162].

On a pu voir que, dans bien des cas, des violences étaient exercées à l'encontre des récalcitrants, dans le même temps que la population redoutait d'être également malmenée. En décembre 1858, une femme du hameau de Las Mulas, dans la province du Guárico, en témoigne auprès du commissaire de la paroisse Guacamaya ; il rapporte ses propos au juge de paix de Magdaleno, en ces termes :

> « Ce Commissariat a été informé aujourd'hui qu'à Las Mulas une *partida* commandée par José Jesus González (alias Agachado) est réapparue et que ladite *partida* a pris les *vecinos* de ce lieu et l'on ignore la direction qu'ils ont prise ; ce commissariat été informé de cette nouvelle par une femme venue de ce lieu, fuyant les criminels. »[163]

### 6. Lorsque la violence change de camp

Si la parole est prolixe pour dénigrer les factieux, il n'en va pas de même au moment de « rendre compte » des actes et des violences commis envers eux et surtout contre les populations, dont on redoute ou suppose qu'elles soient les complices de ces scélérats. C'est en effet le plus souvent dans les interstices de la parole officielle, en creux, par déduction, que ces méfaits commis par les forces armées et politiques se dévoilent, et pour cause puisqu'ils sont le fait des locuteurs eux-mêmes ou de leurs subordonnés… Rarement dénoncés, ils sont le corollaire de l'impuissance à mettre fin aux agissements de la Faction dans le même temps qu'ils constituent le pendant « officieux » d'une justice chaotique qui balance entre répression et amnistie. Impuissance qui se traduit en premier lieu par l'injonction d'arrêter les chefs factieux morts ou vifs.

#### *a) Le factieux : un homme à abattre*

Un point de départ intéressant pour tenter de percer les logiques qui sous-tendent la violence exercée à l'encontre des factieux et qui vient relayer la violence des mots que nous

[161] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 29 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 589v.
[162] *Ibid*., fol. 589v.
[163] Seconde note du Sr Gefe Político del Canton Cura. Al Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua qui transmet, La Victoria, 30 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 610.

avons analysée précédemment, pourrait être une remarque de P. Petitier à propos des dynamiques politiques des foules révolutionnaires. Indépendamment de la diversité sociale des acteurs engagés dans la faction, on peut formuler l'hypothèse selon laquelle c'est parce que la faction « réintroduit des possibles dans [une] situation verrouillée »[164], parce qu'elle met en évidence la possibilité de s'opposer au statu quo décidé au centre, qu'il existe une telle détermination à criminaliser ses membres, à les exclure du champ politique, tout particulièrement ses chefs qui, précisément, sont de plain-pied dans le politique. La façon dont, à peine dix jours après la chute de Monagas, le Capitaine Henrique Mujica s'exprime, depuis Calabozo, pour expliciter au chef des opérations dans les *llanos* quelle est sa mission première, vient étayer cette hypothèse. Le gouverneur de la province voisine d'Aragua dénonce en effet, quatre jours auparavant, soit moins d'une semaine après la chute du Président Monagas, la menace que Medrano et Rodríguez font déjà peser sur « les cantons de Maracay, Turmero, Mariño et Cura »[165]. Le Capitaine Mujica indique donc que « l'objectif principal de [sa] mission est d'en terminer avec la faction dirigée par les bandits Zoilo Medrano et Donato Rodriguez, en les poursuivant dans toutes les directions qu'ils prennent jusqu'à les tuer ou les capturer »[166]. Il ne s'agit donc pas uniquement, dans cette réaction première et à chaud face à l'événement, de les arrêter pour mettre fin à leurs agissements mais, si besoin est,, de les éliminer physiquement les rejetant dans une altérité absolue où quelque forme de « dialogue » que ce soit n'est plus envisageable. Volonté réitérée une quinzaine de jours plus tard dans le cadre de la traque de Medrano qui doit être menée sans relâche « jusqu'à le prendre ou le tuer »[167]. On se trouve ici confronté aux poids de la militarisation héritée de la guerre d'indépendance et des conflits des années 40, en vertu de la laquelle, ainsi que le note avec acuité T. Halperín Donghi pour le Rio de la Plata, on « considère la férocité comme une vertu professionnelle »[168]. Une telle posture, qui engendre

[164] Paule Petitier, « Violences populaires dans l'Histoire de la Révolution française de Michelet : de la foule révolutionnaire à la mécanique du massacre », in Bourdin, Philippe ; Caron, Jean-Claude ; Bernard, Mathias (dirs), *La Voix & le Geste. Une approche culturelle de la violence socio-politique*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, collection Histoires croisées, 2005, p. 274.
[165] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, Victoria, 21 mars 1858, AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 526-526v. Sur les détails de cet avènement, cf. *infra* chapitre 4.
[166] Estado Mayor Divisionario. Al Sr Comandante de la brigada que obra contra los facciosos de Ortis, Calabozo, 25 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 548.
[167] Estado Mayor Divisionario de las provincias d'Apure, Guarico y Aragua. Al Sor J. de EMG del E Libertador, San Luis de Cura, 18 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 509v.
[168] Tulio Halperín Donghi, *Revolución y guerra. Formación de una elite dirigente en la Argentina criolla*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno editores, 1972, p. 398.

et légitime les exactions et les violences, n'est pas l'apanage des seules forces armées. De plus, elle conduit à la « barbarisation du style politique »[169].

C'est finalement El Agachado qui subit ce sort, en février 1859. L'annonce de sa mort le partage d'ailleurs entre triomphalisme et circonspection, voire la crainte. En effet, immédiatement, le spectre de 1846 est là, avec la peur qu'un certain nombre d'effets contre productifs ne se reproduisent. C'est la raison pour laquelle, tout est mis en œuvre pour éviter que ne se répète ce qui s'est passé au moment de la mort de l'un des chefs de file de mouvements armés de 1846, Francisco Rangel à la mi-mars 1847. Pour ce faire, le gouverneur de la province d'Aragua ordonne que « le cadavre de Agachado soit envoyé à San Francisco de Tiznados afin qu'il soit vu par la population, et qu'il ne se passe pas la même chose qu'avec Rangel dont certains croient encore qu'il est vivant »[170]. Cette volonté est exécutée par le Commandant Facundo Camero à qui l'on doit de l'avoir éliminé.

Les modalités observées pour l'acheminement du corps contrastent avec la publicité donnée à sa mort et à la mise en scène de son cadavre demandée par les autorités. C'est en pleine nuit en effet, à trois heures du matin le 21 février que « le cadavre de l'insigne criminel » arrive dans la paroisse »[171]. Tout à la fois caché et exposé, El Agachado mort catalyse le désir de vengeance des autorités, tous corps confondus, après les nombreux affronts subis, les pertes et les défaites endurées. La façon dont Camero rend compte de cet acheminement, dont il est également chargé, laisse percevoir cette violence larvée qui entoure cet événement. Les termes qu'il emploie sont, en effet, très méprisants à son égard, mais aussi envers les populations, en particulier lorsqu'il indique que son cadavre « doit être mis à la vue du public car parmi ces gens ignorants il y en a encore qui croient que Rangel existe »[172].

La façon dont la mort de El Agachado, tué sous le feu des armes gouvernementales, est mise en scène, représente bien une vengeance cathartique où la violence est tout à la fois concrète et symbolique, dès lors que la difficulté à en finir avec ces guérillas factieuses qui fleurissent sur le territoire, a aiguisé la violence des mots comme celle des actes, outre la nécessité de mettre fin aux violences commises par ces hommes, que l'on ne peut pas nier. La férocité des propos le partage alors à la désillusion, comme en témoigne la correspondance

[169] *Ibid*., p. 395.
[170] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 22 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 650.
[171] Juzgado de Paz. Al Señor Juez de Paz de San José de Tiznados, San Francisco de Tiznados, 21 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 651.
[172] Gobierno del Guárico. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 24 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 652-652v.

reçue par José Santiago Rodríguez lors de sa mission à Londres durant la Guerre Fédérale. C'est notamment le cas de F. Ribas Galindo qui, fin 1859, rentre à Caracas après avoir passé « une longue période en Europe ». Il écrit alors à José Santiago Rodríguez et lui livre ses impressions sur la situation du pays, établissant un parallèle avec la Guerre d'indépendance d'autant plus saisissant que la stupeur qui est la sienne l'amène à gommer les excès d'habitude attribués au chef des *llaneros*, Boves. Il confie son désarroi en ces termes :

> « Après un tel tableau, vous me demandez quel remède doit être appliqué à des maux si graves, et je suis au regret de vous répondre que mon faible talent ne parvient pas à le découvrir ; parce que vous devez savoir que les partis en lutte font la guerre à mort avec autant de férocité qu'à l'époque de Boves, avec la particularité qu'aujourd'hui l'on brûle les villages, chose que l'on ne faisait pas alors. (…). Le pays doit être leur ou être réduit en cendres (…). »[173]

Ces propos sont d'autant plus importants qu'au-delà de ratifier l'existence de nombreux cas de villes et villages mis à sac par les factieux, ils mettent à jour en renvoyant au moment inaugurale de la nation, la guerre d'indépendance et à ses violences qui n'ont depuis cessé de nourrir le récit national et les représentations, la fonction structurante de la mémoire collective et le rôle de la gestion du souvenir des antagonismes, des violences, des événements qui ont marqué la communauté. Comme le souligne justement A. Corbin, on ne peut comprendre ce qui noue la violence au politique si on fait l'économie de l'étude de ces temps sociaux dès lors que l'histoire des attitudes politiques dans les mondes ruraux peuplés de très fortes interconnaissance « est totalement incompréhensible à qui ignore la façon dont les souvenirs des révolutions et des guerres (…) ont été construits, puis réaménagés ; ainsi que la manière dont ils ont dessiné les tensions, suscité d'éventuels cycles vindicatoires »[174]. Dans les confessions de F. Ribas Galindo, résonne la condamnation d'un seuil franchi dans les violences commises, même si l'on sait que ce fut déjà le cas au moment des guerres d'indépendance, et pas uniquement dans l'un des camps en présence. Un tel réaménagement de la mémoire de la communauté est d'autant plus significatif que ces pillages, comme lors de la guerre d'indépendance, ne sont pas l'apanage des factieux. Des villages ont en effet également été ruinés par des représentants des autorités militaires.

En juillet 1858, après que des factieux ont été repoussés à El Baúl par le Commandant Camero, c'est au tour du village voisin de Guadarrama d'être la proie de leurs attaques. Dès

[173] F. Ribas Galindo à José Santiago Rodríguez, Caracas, 23 novembre 1859. Citée par Santiago Rodríguez, José (doctor), *Contribución al estudio de la guerra federal en Venezuela*, Caracas, Editorial 'Elite', 1933, Tomo 2, p. 48-49.

[174] Alain Corbin, « La violence rurale dans la France du XIXe siècle et son dépérissement : l'évolution de l'interprétation politique », in Braud, Philippe (dir), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris, L'Harmattan, coll. Cultures & Conflits, 1993, p. 66.

qu'il en prend connaissance, le Commandant Camero, s'y rend immédiatement avec 200 hommes, pour venir en aide au Général Nicolás Brito en charge de l'opération. Bien qu'arrivé après que l'ennemi ait été vaincu, ce dont témoignent les *vecinos* de El Baúl laisse à comprendre que cette attaque a laissé la désolation derrière elle. Ils évoquent en effet la bienfaisance dont Camero a fait preuve auprès des « familles de cette malheureuse communauté (…) dans l'indigence, sans d'autre abri que le ciel, sans d'autre soutien que la fatalité elle-même », et qu'il a délivré « de la douleur et de la mort »[175].

A défaut d'informations complémentaires sur cette attaque dans les archives, les éléments livrés par A. Level de Goda confèrent tout leur sens aux propos des habitants de el Baúl. Dressant un portrait des plus flatteurs du Général Nicolás Brito[176], qui fut un fervent libéral avant de passer dans « les rangs des oligarques », il évoque ensuite la présence des fédéraux à Guadarrama où, selon lui, ils avaient « plus de six cents hommes, et parmi eux des forces du Guárico aux ordres de Z. Medrano ». Il indique également qu'à l'issue de l'attaque lancée contre eux par le Général Brito, qui fut « rude et au cours de laquelle il y eut de grandes pertes des deux côtés », « le village de Guadarrama avait disparu, dévoré par les flammes, horrible incendie ! »[177]. Surtout, en mobilisant la mémoire des habitants du lieu, il conclut en ces termes : « Il s'est dit de façon générale, et il se dit toujours dans [la province] de Portuguesa, que Guaderrama (sic) a été incendiée par Brito, mais il s'est également dit que le sinistre fut occasionné par fusillades et que, dans un village de paille, au milieu des combats, il n'y avait personne pour l'éteindre »[178]. L'événement semble isolé et peut-être accidentel, mais il n'en témoigne pas moins de cette autre dimension de la violence, celle commise par des représentants des autorités, politiques mais surtout militaires, à l'encontre des populations mais aussi de leurs biens.

*b) Des populations violentées par les autorités*

Si les habitants de la Sierra redoutent et fuient les violences des factieux, elles ont également quelques raisons de craindre le passage des forces gouvernementales. Qu'elles soient à la poursuite des factieux, qu'elles viennent inspecter les habitants afin d'éviter qu'elles n'apportent leur soutien à ces derniers ou, employant là une expression de triste

[175] *Manifestación de varios vecinos de El Baul en favor del Comandante Camero, por sus triunfos sobre los facciosos en Guadarrama*, *op. cit.*, fol. 222. C'est nous qui soulignons.
[176] Cf. supra chapitre 4.
[177] L. Level de Goda, *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)* [1889], Caracas, Imprenta Nacional, 1954, Tomo I, p. 159.
[178] *Ibid*.

mémoire[179], procéder à la « pacification des lieux où l'ordre politique est altéré »[180]. Dans le même sens, en juillet 1858, l'État-major général prévient le Commandant militaire du Canton Ortiz qu'il souhaite le voir « déployer les plus grands efforts possibles [pour la destruction complète de ces scélérats], dès lors que de son activité et de ces procédés énergiques dépend en grande partie la pacification de ces communautés »[181]. Si ces procédés violents participent d'une politique de nécessaire reconquête des territoires de la Sierra, afin de priver les factieux des soutiens dont ils bénéficient, on ne peut les dissocier du regard porté sur les populations civiles, notamment sur les hommes, soupçonnés d'être des factieux en puissance. Ce regard est également empreint de violence, aussi symbolique que réelle, avec le déni ostensible de leur libre-arbitre, et de leur capacité à juger ou à s'engager.

C'est dans cette perspective qu'il faut appréhender les actions, menées le plus souvent hors de tout cadre légal, visant à « pacifier » les populations, et dont le compte-rendu laisse parfois percevoir en filigrane que des actes bien peu pacifiques sont commis à leur égard.

La première cible de ces opérations est l'espace, à travers des « visites » de villages ou de hameaux, à l'initiative de représentants des autorités militaires locales. L'objectif est d'inspecter l'état de la zone, afin de « mettre les populations à l'abri de toute surprise » ou de les « protéger de toutes tentations des ennemis »[182]. Ce qui s'apparente à une mise à couvert, vise tout autant à protéger les populations des éventuelles attaques des factieux que des opinions qu'ils professent et qui pourraient les faire « dévier du droit chemin ». C'est en particulier le cas lorsque, dans le cadre d'une opération de pacification opérée dans la Sierra, au cours de laquelle de nombreux « opposants connus » sont d'ailleurs arrêtés, « le chef des opérations propose de se positionner dans cette zone pour moraliser ces gens permettant au Gouvernement de retrouver la force de sujétion qui lui correspond »[183]. Même quand l'objectif vise en premier lieu à « moraliser » les populations, le doute est légitimement permis relativement aux procédés déployés à cette fin.

---

[179] C'est en effet le terme donné à la campagne menée à partir de 1812 au Venezuela, par le Général Monteverde puis par le Général Pablo Morillo, pour reconquérir les territoires perdus par l'Espagne et ayant déclaré leur indépendance. Campagnes lors desquelles ces hommes dépêchés par Madrid, en particulier le premier d'entre eux, furent accusés d'avoir largement contribué, par leur politique d'appel à la dénonciation et de traque systématique des patriotes, à la guerre civile d'indépendance qui secoue le Venezuela à partir de cette date et pour une dizaine d'années.

[180] *Contestese al Sr gobernador de la provincia d'Aragua*. Secretaria de lo Interior, Valencia, 8 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 628-628v.

[181] Estado Mayor General del Ejército Libertador, Cuartel General en Caracas, 6 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 383-383v.

[182] Al Sr Jefe de EM divisionario de la Provincia d'Aragua, La Victoria, 9 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 337.

[183] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel Jefe del EMG del ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 262.

Que se cache-t-il dernière les termes employés, fin mars 1858, par le Commandant Manuel Oberto alors qu'il rend compte des opérations sur Güesipo ? Voici, en effet, ce qu'il annonce au Commandant militaire du Canton Cura :

> « Je me trouve dans ce village [de Parapara] que j'ai occupé aujourd'hui à neuf heures du matin sans la moindre résistance. Les fatigues endurées par ma troupe m'ont empêché de poursuivre aujourd'hui même sur Güesipo, où les forces ennemies se sont dissoutes hier au lever du jour ; une fois que les miennes seront reposées, ainsi que celles qui sont à la tête du Commandant Llamosas, à Ortiz, nous nous mettrons d'accord pour entrer dans Güesipo et inspecter ce lieu minutieusement. »[184]

En outre, on suppose que la fatigue des troupes a pu contribuer à exacerber leur volonté d'en découdre avec des populations considérées comme complices de ces factieux dont la poursuite s'avère si difficile. La peur peut également expliquer que celles de Parapara n'aient opposé « aucune résistance » aux troupes du Commandant Oberto…

Fin 1858, le Commandant en charge de la Sierra tient à rassurer le gouverneur quant au bon comportement de la population. Néanmoins, il explique qu'à l'origine de cette situation satisfaisante il y eut « des conseils salutaires et des saines doctrines » prodigués aux habitants afin de les persuader de suivre la « Cause du Gouvernement », mais aussi d'autres procédés, bien peu pacifiques :

> « (…) les pénalités et les souffrances qu'ils ont endurées cette fois, comme conséquence obligée de l'action persécution opérée contre eux, œuvreront sans aucun doute sur leur esprit et leur serviront d'expérience pour ne pas se laisser abuser ni entraîner par les scélérats qui, en d'autres occasions, sont parvenus malheureusement à les écarter du droit chemin. »[185]

Pénalités, souffrances, persuasion, les termes sont à la fois évocateurs et flous. Un seul cas avéré de violence perpétrée par un membre des forces régulières a été retrouvé ; violence dont on peut supposer qu'elle fut commise en marge de ces incursions dans les zones où l'on suspecte des complicités massives en faveur des factieux. C'est l'accusation portée à l'encontre d'un militaire pour le viol d'une jeune fille, en août 1858, dans la province du Guárico. La déclaration est lapidaire :

> « Monsieur le Gouverneur de la Province du Guárico. Je vous remets l'accusé Ambrosio Farfan, soldat de la 2ème compagnie ainsi que le procès qui lui a été fait pour avoir commis le crime épouvantable de violer de force [sic] une honnête enfant. »[186]

---

[184] Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia., La Victoria, 1er avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 291.

[185] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 29 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 325v. Ce rapport est ensuite publié dans *El Foro* du 11 juin 1858.

[186] Comandancia militar de las operaciones de Tisnados, San Francisco de Tisnados, 9 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 414.

Rien d'autre ne figure dans les sources consultées, pas même la trace du procès évoqué dans ce document. Il n'y avait rien non plus concernant la répression des autres violences et des excès commis par ces troupes, alors que la législation n'est pas muette en la matière. En effet, un code sur le régime politique des provinces a été adopté après la proclamation de la constitution de 1857. Il prévoit que les gouverneurs de province, dans le cas où « les officiers ou la troupe, en déplacement ou en garnison, commettraient des excès contre les garanties et la propriété des citoyens », ont obligation d'en appeler « aux autorités compétentes pour leur punition » et la sanction de ces actes[187].

Comme évoqué plus haut, les déprédations et les exactions sont susceptibles d'avoir été commises dans certains villages ou haciendas par les autorités militaires, lors de leur passage dans ces zones ou lorsque les troupes investissent les lieux pour y trouver vivres et armes, voire pour se loger, le temps d'un bivouac. Si cela s'opère le plus souvent dans un cadre légal, cette « utilisation » des ressources des habitants s'ajoute aux prélèvements opérés par les factieux. Ce sont donc autant d'actions qui violentent les populations et portent atteinte à leurs biens et/ou à leur propriété, mais aussi parfois à leur intégrité physique.

C'est ainsi que les haciendas sont parfois investies par les troupes venant y « prélever » du bétail et autres denrées, sous une forme proche de la réquisition. Le premier, ou presque, à en faire les frais d'ailleurs, n'est autre que l'un des chefs de la Faction, en la personne de Donato Rodríguez ! En effet, en mars 1858, l'État-major de Calabozo, dans le cadre des instructions données au nouveau chef des forces qui doivent œuvrer dans le Canton Ortiz, le Commandant Hernandez Padilla, lui fixe pour objectif « d'attaquer la faction de Zoilo Medrano et Donato Rodriguez ». Pour ce faire, l'État-major lui demande « de se positionner dans la ferme de Rodriguez, avec toutes les forces placées sous ses ordres ». Il précise ensuite, comme suit, le déroulement de sa mission :

> « (…) l'autorité civile du Canton devra vous aider avec tout ce dont vous avez besoin et vous pourrez prendre de la ferme de Donato Rodriguez ce qu'il y a et qui soit utile à vos forces, en faisant établir un rapport circonstancié des choses et de leurs valeurs. »[188]

Donato Rodríguez se plaint de cette intrusion dans une lettre qu'il adresse quelques jours plus tard au Général Nicolás Silva, donnant du même coup l'occasion de mesurer

[187] *Código que comprende las leyes desde el número 1. 116 al 1. 120 sobre el régimen político de las provincias, las cuales derogan y dividen en cinco leyes la de 1838 número 324*. Ley I de 25 de mayo de 1857 que trata de los Gobernadores, in *Recopilacion de leyes y decretos de Venezuela, reimpresa por orden del Gobierno nacional. Segunda edición oficial*, Caracas, casa editorial de ″La opinión nacional″, 1890, Tomo III, Art. 27, p. 593.

[188] Estado Mayor Divisionario. Al Sr Comandante Francisco Hernandez Padilla, *Oficio n° 2*, Calabozo, 26 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 550.

l'importance de ses biens et, tout comme les membres du clan Leyzeaga, sa maîtrise des codes :

> « (…) on a vu les Chefs qui volaient ma maison et mes intérêts avec surprise (…). Je sais qu'on a y compris volé mes terres, qui sont en train d'emporter des ânes, des meubles, et fruits et tout ce qui fait appartient à ma propriété. Les abus sont inédits et effrayants. À ce jour on a volé plus de 2 000 bêtes, certaines pour l'élevage, d'autres pour les offrir et d'autres encore pour les vendre ; et un Gouvernement sera bon lorsqu'il attaque la propriété ? Ceci est donc du vandalisme, et il n'y a pas de sécurité individuelle, et je pourrais, moi, accepter de tels procédés ? C'est impossible. »[189]

Il ajoute qu'outre ses biens, on lui aurait également dérobé « quatre cents fanègues de maïs, cinquante de riz et quarante de haricots et deux milles pesos en or (…). En tout, le montant de ces vols est au moins de quarante milles pesos »[190].

Fin septembre, le témoignage du *vecino* de Pacaragua, Ramón Díaz livre de précieuses informations sur la façon dont les troupes « utilisent » les ressources des habitants. En effet, cet homme, qui se décrit comme un « fervent partisan du Gouvernement », dans une lettre qu'il adresse directement au Président de la République, rend compte des préjudices qu'il a subis de la part de la garnison stationnée dans la vallée de Pacaragua où, dit-il, « il possède depuis de nombreuses une hacienda de canne à sucre et de café »[191], en ces termes :

> « (…) malgré mes faibles ressources, j'ai fourni douze bêtes qui ne m'ont toujours pas été remboursées. La garnison qui a stationné dans la Vallée de Pacaragua a occupé ma maison, et elle pris sur mes champs le maïs, le manioc et la canne à sucre dont ils avaient besoin pour leur ravitaillement, sans que non plus j'aie été indemnisé de la valeur de toutes ces choses. »[192]

On aura l'occasion de constater que ce ne sont pas les seuls dommages qu'il ait eu à endurer. Sa situation est à ce point critique qu'il conclut en disant qu'étant « un homme déjà d'un certain âge, après avoir passé sa jeunesse à travailler pour assurer le pain de ma nombreuse famille, je me verrai dans la nécessité de mendier pour assurer sa subsistance si vous ne dictez pas les mesures à même de remédier à ces maux »[193].

Outre ces réquisitions de biens et de nourriture dans les haciendas, mais aussi dans les boutiques des villes occupées, où la violence est perceptible, on constate aussi l'existence de prélèvements en numéraire par le biais d'emprunts. En effet, en marge des emprunts effectués auprès d'organes « officiels » pour contribuer au financement des opérations de lutte contre la

[189] Pirital, 12 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 510-510v.
[190] *Ibid*., fol. 510v.
[191] *Carta de un vecino de Pacaragua*, Valencia, 30 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXI, fol. 84.
[192] *Ibid*.
[193] *Ibidem*, fol. 84v.

Faction[194], des emprunts plus ou moins forcés sont réalisés directement auprès des populations, très souvent, curieusement, à l'initiative des représentants des forces armées.

Un premier cas est repéré dès la fin mars 1858. Le chef d'État-major divisionnaire de la province du Guárico alerte le gouverneur sur la situation précaire dans laquelle se trouvent ses troupes en raison de la rareté et de la cherté de la nourriture. Il juge donc qu'il est « d'une absolue nécessité que les hommes puissants, qui sont tant intéressés au rétablissement de l'ordre légal, consentent volontairement au soutien des forces qui garantissent tous les droits et l'organisation de la société »[195]. Il lui annonce donc qu'en conséquence, le chef des opérations a décidé de dicter la résolution suivante :

> « Premièrement : on incitera tous les riches habitants du Canton capitale à contribuer par un emprunt en argent comptant selon leurs possibilités. Deuxièmement : Monsieur le Gouverneur de la province, associé aux señores Francisco Rodriguez, José Remigio Dominguez, Joaquin Velai, José Acosta, Lisandro Alvares et Juan Bt° Mondragon, procèderont à cette incitation, graduant la quantité [d'argent] avec laquelle les *vecinos* susmentionnés peuvent contribuer. Troisièmement, une fois faite cette graduation, une copie en sera donnée au commissaire de l'Armée afin qu'il frappe lui-même directement, ou employé de confiance, à la maison de chacun des contributeurs afin de recevoir la quantité [exigée] (…). »[196]

Même si les modalités de remboursement sont clairement énoncées, les termes de la résolution sont sans équivoques sur les modalités pour le moins agressives, de cet emprunt « volontaire ».

Les « trois propriétaires de bétail » sont également mis à contribution afin de pourvoir « à l'alimentation du soldat, et ce à hauteur de quatre cents bêtes utiles, devant être dictées à cette fin par le gouverneur toutes les mesures nécessaires afin que la remise du bétail soit faite le plus rapidement possible ». Là non plus, on ne fait pas de quartier et lesdits propriétaires doivent surseoir sans coup férir à cette réquisition[197].

---

[194] Face aux événements qui se sont produits à Güigüe, le gouverneur de la province de Carabobo envisage ainsi, en juillet 1858, de recourir à un emprunt auprès de la Douane de Puerto Cabello. Toutefois, n'ayant aucune information sur sa « capacité non de subvenir aux dépenses pour les forces qui doivent se mettre à la poursuite des factieux », il décide « d'ouvrir un emprunt à intérêts auprès des commerçants de la ville avec la garantie d'un rapide remboursement par la douane ». Gobierno Superior Político de la provincia de Carabobo, Valencia, 3 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 341-341v. Après transmission de cette requête à la Secretaria de lo interior, celle-ci en réfère au Ministère de Hacienda qui, en date du 8 juillet indique que « l'administrateur de la douane de Puerto Cabello a été autorisé à contracter, en raison du manque de fonds, un emprunt de 10 000 pesos, au taux le plus faible, pour faire face aux dépenses du service public ». *Comunicación*, Valencia, 8 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 365-365v. Ces besoins en numéraire sont à mettre en lien avec le déficit chronique que connaît le Venezuela depuis le début des années 50 et la multiplication des mouvements armés dont nous avons rendu compte dans le chapitre 2.

[195] Estado Mayor Divisionario. Al Sr Gobernador de la provincia. *Oficio n° 5*, Calabozo, 25 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 554.

[196] *Ibid*.

[197] *ibidem*, fol. 554-554v.

En outre, malgré la minutie apportée à l'explication des modalités de remboursement, il semble que celui-ci n'ait pas toujours été effectué, comme le dénonce avec force, nous l'avons vu, Ramón Díaz en septembre. Une des raisons à ce manquement tient au fait, selon un cercle vicieux bien logique, que le Trésor est vide, obligeant à de nouveaux emprunts auprès des populations. C'est en tout cas ce qui se produit en juillet, ainsi que l'annonce sans ménagement le gouverneur de la province du Guárico Pedro Sanojo :

> « Je dois en outre porter à votre connaissance que n'ayant pas de fonds au sein de l'Administration Générale, ni dans les [administrations] subalternes des Rentes Intérieures de la Province, j'ai demandé aux citoyens qu'ils aident le Trésor National par le biais d'un emprunt volontaire. »[198]

Emprunt volontaire, effectué sous une certaine contrainte et qui, dans certains cas, est jugé insuffisant, ainsi que s'en plaint la Jefatura política du Canton d'Orituco en novembre 1858 lorsqu'elle informe le Ministère que « seuls font défaut les ressources monétaires, celles que les citoyens ont volontairement prêtées étant insuffisantes » bien que « les *vecinos* de ce canton aient déjà contribué avec trois emprunts sans aucun intérêt » depuis mars, sans avoir encore été remboursés[199]. Or, un tel manque de fonds freine l'organisation des troupes, dont l'état sanitaire et physique se dégrade. La description du responsable de la *Jefatura política* du Canton d'Orituco se passe d'autres commentaires sur ce point :

> « (…) les chefs, officiers et la troupe qui servent depuis le 14 mars n'ont pas été épargnés et les soldats qui ont perdu leurs récoltes et ont usé leurs vêtements au cours du service, sans recevoir une chemise, suscitent aujourd'hui la compassion, à les voir presque nus portant les armes à main avec fidélité et résignation. »[200]

Sans développer davantage, on peut émettre l'hypothèse que cette situation constitue très certainement l'un des motifs des « agressions » des armées à l'encontre des populations et de leurs biens, contribuant à ce climat de violence dans les deux camps, dès lors que ces hommes armés sont, comme nous avons eu l'occasion de le voir au chapitre 4, des civils qui ont dû abandonner leur activité économique.

Les autorités politiques ne semblent pas non plus exemptes de certains débordements. C'est en tout cas ce que dénonce, Juan Mancó, agriculteur de La Victoria, en juillet/août

[198] Gobierrno Superior Político de la provincia del Guarico. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 8 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 370v.
[199] Jefatura política del Canton. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Orituco, 16 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 233-233v.
[200] *Ibid.*, fol. 233v. Cette situation matérielle dégradée atteste également que les dispositions prévues dans la Nouvelle Loi de Milice de 1854 n'ont pas non plus été appliquées, puisqu'il était prévu à l'article 12 que « le Pouvoir Exécutif réglemente l'uniforme que doit utiliser la milice ». « Nueva Ley de Milicia National, Caracas, 24 de Abril de 1854. Firm. José Gregorio Monagas », in Ramón Velásquez, J. (ed), *Las Fuerzas armadas de Venezuela en el siglo XIX (textos para su estudio)*, Caracas, Presidencia de la República, 1963-1971, Vol. 12, *La República: los Monagas 1853-1858*, Caracas, 1971, p. 228.

1859[201], dans un document d'autant plus intéressant qu'il met en cause l'un des gouverneurs sans cesse aux prises avec les factieux : celui de la province d'Aragua, Luis María Ustáriz…

Il s'agit d'une longue lettre puisqu'elle fait quatre folios écrits recto verso, dont la construction laisse à penser qu'il s'agit d'une écriture relativement « brute » de relecture, puisqu'elle comporte de nombreuses répétitions et des phrases curieusement construites en dépit de fait que Juan Mancó est de toute évidence un notable lettré. Elle est une suite interrompue de dénonciations à l'encontre des agissements arbitraires du gouverneur qui n'aurait eu de cesse de maltraiter la population, de menacer les gens dans leur personne et leurs biens, au premier chef desquels lui-même.

Il dénonce en premier lieu la « conduite arbitraire » de ce gouverneur, ainsi que son « commandement nuisible », qui a eu pour cible la ville et ses habitants, y compris (et c'est l'objet véritable de sa requête), sa propre personne. C'est la raison pour laquelle le ton le partage entre la dénonciation (d'où la richesse du champ lexical de la violence) et la plainte à son endroit pour les « vexations » et les « offenses » endurées.

Il accuse Ustáriz, cet homme « au cœur des plus indifférents » de n'avoir eu de cesse « d'opprimer un peuple misérable et malheureux », d'« exterminer la province » et de « torturer la population ». Son unique dessein aurait été « d'opprimer les amis » et de « persécuter les neutres ». Cette politique a eu pour résultat que « La Victoria est aujourd'hui une ville qui ne sert que d'abri aux personnes de passage, un village abandonné, on peut même dire un hameau », « un désert où l'on ne remarque plus que le manque et la misère, le besoin et l'épouvante ». Ustáriz, qui s'est érigé en « maître des lieux », n'a eu de cesse de « soumettre la ville à la torture », plongeant ses habitants dans « la stupeur et l'épouvante », les poussant à fuir. le gouverneur lui semble, par contre, avoir oublié, « du haut de son arrogance, qu'il y a des citoyens qui savent faire valoir leurs droits ».

Il tient à préciser que « rien de ce qu'il affirme ne peut être suspecté d'exagération », et poursuit en affirmant que « La Victoria, hier le village le plus heureux et le plus riche, [figure] aujourd'hui parmi les plus malheureux », dont les « champs sont remplis de deuil ».

Il livre toutefois peu d'informations concrètes sur les exactions ainsi commises à l'encontre des habitants. Il précise uniquement, avant de passer à son cas personnel, qu'il ne lui appartient pas de faire la liste des « familles assassinées par la persécution, ni la description des entreprises abandonnées et perdues du fait de la disparition des agents, ni le compte-rendu des haciendas et des semailles abîmées par les forces de cavaleries destinées au

[201] *1859. Quejas. Juan Mancó contra el Gobernador d'Aragua el Sor Luis Ma Ustariz por ocupación para cuartel de una casa y ?? de ella*, sl, sd. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVII, fols. 305-309.

service public, ni le recensement des habitants qui ont fui d'ici, cherchant d'autres asiles qui les mettent à l'abri de l'autorité civile ». Cette situation est d'autant plus paradoxale que cette dernière est censée protégée la population, dans ce cas précis, des agissements des factieux ! Sans compter les autres maux dont la province a eu à souffrir.

Il fait également valoir, auprès du Président, l'indemnisation qui lui est due et sur laquelle il revient longuement en conclusion de sa lettre, après avoir exposé les raisons de sa colère et de sa requête, liées aux violences exercées sur les habitants, sur « les gens les plus notables de la ville, nous traitant de façon inhumaine et brusque et disposant de nos propriétés, uniquement par caprice ». Par ce « nous » inclusif, il expose le cœur du problème, à savoir que Uztáriz, dès son arrivée, a réquisitionné d'abord trois maisons, dont il a fait « des casernes, pour bien peu de soldats finalement, « voire comme le dit très bien Monsieur Jesus Ma Aspurua[202], pour quatre chats[203], puis la sienne dont il ne cesse de vanter la grandeur et la beauté puisqu'elle est « parmi les plus grandes, qui servent d'ornement dans la ville », tout cela pour y mettre 3 canons et des soldats.

L'offense est d'autant plus grande qu'il se décrit comme l'un des propriétaires de la province qui, « malgré les désordres politiques que connaît la République, vivait en paix avec les magistrats et en union et bonne harmonie avec toute la ville ». En outre, il considère comme quelqu'un d'« obéissant et soumis au gouvernement, travailleur et serviable avec tous les *vecinos* ».

Bien qu'il se soit plaint auprès du gouverneur en personne de cette réquisition, celui-ci, « orgueilleux de caractère et abusé, halluciné par le pouvoir se serait contenté d'accuser réception de [sa] plainte, d'un ton burlesque », oubliant jusqu'à « l'urbanité comme si se comporter de façon antipolitique et se livrer à des outrages et des violences étaient une preuve de noblesse et de vertu ». Tout, dans la manière d'agir du gouverneur, renvoie à des procédés violents, hors de toute légalité et « urbanité, y compris la manière dont il a procédé à cette réquisition puisque, selon Mancó, « on en a pris les clés, à titre d'embargo, à la personne qui la lui louait [cette maison] et qui venait de la laver pour la lui rendre », dès lors, comme il l'explique avec force détails, il voulait s'y réinstaller. Une telle attitude de la part d'un Magistrat, à l'égard d'un citoyen « utile, travailleur et honnête, est durement ressentie non pas tant pour son arbitraire, mais parce qu'elle est barbare et anti-politique ». On perçoit qu'il se sent d'autant plus offensé, que le gouverneur a agi avec la complicité du *Jefe Político* du Canton et qu'il ne s'est pas adressé à lui pour récupérer les clés, ni à celui qui avait en charge

[202] Il s'agit du gendre de la personne qui louait la maison.
[203] Souligné dans le texte. Equivalent de l'expression « pour trois pelés et deux tondus ».

la location de ses maisons (dénotant au passage un certain niveau de fortune), mais au gendre de celui qui la louait... Il y voit un « abus de pouvoir irritant », et d'autant plus condamnable que l'occupation de la maison s'est accompagnée de nombreuses dégradations, dont il rend minutieusement compte[204]. Il demande que sa maison soit entièrement remise en état, avant de lui être restituée et que les loyers qui lui sont dus pour la période de l'occupation, lui soit versés. Il termine d'ailleurs sa lettre en réitérant cette demande que sa maison soit remise « dans l'état de propreté qui était le sien lorsque j'en ai été dépossédée, comme cela est public et notoire dans cette ville ».

Curieusement, à aucun moment, alors qu'il fait bien référence aux désordres qui secouent le pays, il n'évoque la Faction de la Sierra comme une des causes de cette attitude arbitraire et violente du Gouverneur, pourtant très actif pour mettre fin à leurs agissements et réprimer ses complices.

Violentée, apeurée, ponctionnée, la population prise en étau entre les factieux et les forces gouvernementales, subit également la répression qui s'exerce dans le cadre plus strictement judiciaire à l'encontre des factieux ou supposés tels, des complices et de leurs proches. Bien sûr, quelques directives, fort rares, vont dans le sens d'une pacification « douce » des populations, qui atteste d'ailleurs que les autorités sont tout, sauf assurées de leur soutien. C'est le cas en novembre 1858, lorsque l'État-major divisionnaire des provinces de Barquisimeto, Yaracuy et Portuguesa, en complément de la visite qui vient d'être effectuée dans la zone de Guanarito, précise que c'est malgré tout en recourant au service d'un curé que l'on s'efforcera de parvenir à les remettre dans le droit chemin :

> « Cependant, pour plus de sécurité, SS a disposé que le vénérable curé de cette paroisse, personne d'influence parmi les masses, parcourt tous les hameaux, exhortant leurs habitants à la soumission au Gouvernement et éveillant en eux confiance et amour dans l'actuelle Administration. Malgré la rudesse de la saison, monsieur le Curé s'est prêté avec plaisir à sa mission patriotique (…). »[205]

Dans la plupart des cas pourtant c'est la répression qui domine, au service d'une justice chancelante. C'est à l'exploration de ces différentes voies que nous allons nous employer à présent.

---

[204] Il tient en effet à « ajouter que la maison se trouve à l'heure actuelle dans un très mauvais état : les murs sont très abîmés ainsi que le toit par lequel il a appris que des soldats avaient grimpé pour déserter ». De même, « les râteliers sont au sol les parties en bois ayant été déduites en cendres, et les cabinets sont pleins d'ordures ». fol. 308v.

[205] *Oficio*. EMD de Barquisimeto, Yaracuy y Portuguesa. Al Señor Coronel Jefe de EMG del Ejército Libertador, Guanarito, 10 octobre 1858, in *Boletín Oficial*, Valencia, 3 de noviembre de 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 194.

# Chapitre 7.

# Entre la répression et la grâce : le difficile exercice de la justice

Il ne s'agit pas ici de rendre compte du fonctionnement en tant que tel de la justice, ce qui serait un travail en soi dès lors que l'historiographie est plus que lacunaire sur ces questions, mais bien plutôt d'analyser la façon dont nous la voyons à l'œuvre autour de la Faction. Bien sûr, les sources nous livrent des données intéressantes sur les différentes instances en action, et nous en rendrons compte, puisque dans le même temps que l'on traque les membres de la Faction afin d'éviter que la contagion révolutionnaire et/ou la révolte socio-criminelle ne se répandent, l'appareil judiciaire et répressif se met en marche.

Mais comment cette justice peut-elle faire son œuvre, prise en étau elle aussi entre une violence larvée dans les deux camps en présence, et des institutions faibles qui ont du mal à fonctionner dans ce contexte de crise politique mais aussi économique et financière ?

## 1. Une historiographie lacunaire

Avant d'entrer dans le cœur de l'appareil judiciaire tel que nous le voyons à l'œuvre à l'encontre des factieux mais aussi des populations de la Sierra de façon plus générale, il convient de signaler la difficulté de la tâche, dans la mesure où les études sur l'histoire de la justice et du droit vénézuéliens sont effectivement quasi inexistantes. Ce que signalait R. Pérez Perdomo dans les années 70, dans son travail sur le formalisme juridique, conserve toute son actualité. Il déclarait en effet, en ouverture de son chapitre sur le cas vénézuélien, que « la première difficulté de cette étude résidait dans l'absence de traités ou de manuels d'histoire du droit vénézuélien ou de l'histoire de la pensée juridique au Venezuela ». Même s'il existait quelques travaux, ils concernaient essentiellement l'histoire de la codification et le plus souvent ils en restaient, ajoutait-il, « à une énumération de réformes ou, au maximum, à une description générale de l'évolution du contenu codifié dans certaines matières »[1].

Effectivement, si des études ont été réalisées sur la norme juridique et les métiers de la justice (essentiellement sur les avocats)[2], elles n'abordent pas directement le problème du

[1] Rogelio, Pérez Perdomo, *El formalismo jurídico y sus funciones sociales en el siglo XIX venezolano*, *op. cit*., p. 33.

[2] Tulio, Chiossone, *Formación juridical de Venezuela en la Colonia y la República*, Caracas, UCV, Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas, Instituto de Ciencias Penales y Criminológicas, 1980 ; Rogelio, Pérez Perdomo, *Los abogados en Venezuela*, Caracas, Monte Avila Editores, colección Estudios, 1981 ; Rogelio, Pérez Perdomo, *El formalismo jurídico y sus funciones sociales en el siglo XIX venezolano*, Caracas, Monte Avila, 1978.

fonctionnement de la justice au quotidien, ni celui du recrutement et de la formation du personnel de justice, notamment le personnel de base comme le Juge de Paix. De même si, plus récemment, des travaux ont été publiés sur le fonctionnement de la justice au XIXème siècle en Amérique latine, tout particulièrement sur l'Argentine et le Brésil et, dans une moindre mesure sur le Pérou, pour le Venezuela le vide historiographique demeure important[3]. Ce renouvellement historiographique se caractérise symptomatiquement par une attention toute particulière à la pratique de cette justice telle qu'elle se construit au moment des indépendances et au long du XIXème siècle, et notamment aux juges de paix et à la justice de base de façon plus générale[4]. Construction qui épouse d'ailleurs très imparfaitement le rythme et la chronologie de la construction de l'État. Prenant à rebours les travaux antérieurs, c'est ce que s'est efforcé de montrer l'ouvrage collectif sur ces questions coordonné par M. Bellingeri et publié en 2000[5], mais aussi ce que souligne très

[3] Il est de ce point de vue significatif qu'il n'y ait pas de contribution sur le Venezuela dans des ouvrages importants publiés ces dernières années sur la question, en particulier : Eduardo Zimmermann (ed.), *Judicial Institutions in Nineteenth-Century Latin America*, Londres, Institute of Latin American Studies, 1999, 123 p.; Bellingeri, Marco (ed.), *Dinámicas de Antiguo Régimen y orden constitucional : representación, justicia y administración en Iberoamérica : siglos XVIII-XIX*, Torino, Otto, 2000, 509 p.

[4] Pour l'Argentine, sur laquelle les travaux sont les plus nombreux, on peut mentionner : Inés Elena Sanjurjo, « Justicia de paz y cultura jurídica en el largo siglo XIX en Mendoza (Argentina). El caso del departamento de San Rafael en el sur provincial », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos [En línea], Debates*, Puesto en línea el 23 marzo 2010. URL: http://nuevomundo.revues.org.gate3.inist.fr/59257 ; DOI : 10.4000/nuevomundo.59257; Barriera, Darío G., « Justicias, jueces y culturas jurídicas en el siglo XIX rioplatense », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [en línea], Debates 2010. Puesto en línea el 23 de marzo de 2010. URL. : http://nuevomundo.revues.org/59252, article dans lequel abondent en notes les références bibliographiques sur cette question ; Molina, Eugenia, « Justicia y poder en tiempos revolucionarios: las modificaciones en las instituciones judiciales subalternas de Mendoza (1810-1820) », *Revista de Historia del Derecho*, 35, Buenos Aires, 2007, pp. 269-296; Garavaglia, Juan Carlos, « Alcaldes de la Hermandad et juges de paix à Buenos Aires (XVIIIe-XIXe siècles) », *Etudes Rurales n° 149-150 : Justice et sociétés rurales*, janvier-juin 1999, pp. 99-110; Gelman, Jorge, « Justice, état et société. Le rétablissement de l'ordre à Buenos Aires après l'Indépendance (1810) », *Etudes Rurales n° 149-150 : Justice et sociétés rurales*, janvier-juin 1999, pp. 111-124. Il existe également une tradition historiographique importante sur le Brésil, depuis les travaux de Thomas Flory, *El juez de paz y el jurado en el Brasil imperial. Control social y estabilidad política del nuevo Estado*, México, Fondo de Cultura Económica, 1986, jusqu'aux études plus récentes de Andrea Slemian et alli, « O Supremo Tribunal de Justiça nos primórdios do Império do Brasil », in José Reinaldo de Lima Lopes. (Org.), *O Supremo Tribunal de Justiça do Império, 1828-1889*, São Paulo, Saraiva, 2010, pp. 19-61 et « A administração da justiça nas primeiras décadas do Império do Brasil: instituições, conflitos de jurisdições e ordem púbica (c.1823-1850) », *Revista do Instituto Histórico e Geographico Brazileiro*, v. 452, 2011, pp. 225-272. Dans la cas du Pérou, s'il n'existe pas d'ouvrages spécifiques sur le fonctionnement de la justice et les juges de paix, deux livres peuvent être consultés avec profit : Fernando de Trazegnies Granda, *Reflexiones sobre la sociedad civil y el poder judicial*, Lima, ARA, 1996 et Carlos Augusto Ramos Núñez, *Historia de la Corte Suprema de Justicia del Perú*, Lima, Fondo Editorial del Poder Judicial, 2008. Je remercie Lissel Quiroz Pérez qui a travaillé sur ces questions pour sa thèse de doctorat et qui m'a fourni ces données sur le Pérou. Lissel Quiroz Pérez, *Du service du Roi au service de la République : haute magistrature et construction de l'Etat au Pérou (1810-1870)*, Thèse de doctorat, Université Paris 1, 2009, 2 vol.

[5] Bellingeri, Marco (coord.), *Dinámicas de Antiguo Régimen y orden constitucional : representación, justicia y administración en Iberoamérica : siglos XVIII-XIX*, Torino, Otto, 2000, 509 p. Comme le souligne Jean Piel dans le compte-rendu qu'il a fait de cet ouvrage pour les *Annales*, celui-ci reprend « le débat historique sur la transition de l'Ancien Régime à la modernité libérale dans le monde ibérique, non à partir des clichés idéologiques et polémiques hérités des historiographies trop générales antérieures aux années 1970-1980, mais à partir de l'examen sérieusement documenté de divers cas concrets et de différents niveaux spécifiques et

judicieusement D. Barriera à propos du cas argentin. Il indique en effet qu'une certaine tradition historiographique a eu tendance « à encapsuler la sphère de la justice à l'intérieur de l'orbite de l'institutionnel », et à « identifier son champ d'étude avec la généalogie de l'un de ses objets (dans ce cas, l'État) », privilégiant une vision d'en haut au détriment, jusqu'à il y a peu, d'études plus localisées sur les pratiques judicaire et sur les cultures juridiques, lesquelles ont mis en évidence les réalités plus quotidiennes et plus réalistes de ces expériences qui, si elles s'éloignent d'un certain cadre normatif, n'en sont pas moins différentes de l'image véhiculée d'espaces vides de toute justice, où auraient succédé « aux ferveurs révolutionnaires une période d'anarchie, de guerres civiles et de désintégration sous la conduite de 'caudillos' »[6].

Dans l'un des rares ouvrages collectifs sur la question où le Venezuela fait l'objet d'un article[7], il est hautement significatif que ce soit le seul qui d'une part ne dispose d'aucun appareil critique ni d'une bibliographie et, d'autre part, ne consacre que quelques pages à la dimension historique de l'objet. Dans ce travail, J. Rodríguez Urraca commet de nombreuses erreurs factuelles sur le processus de construction nationale, mais surtout il passe de la loi organique de 1836 sur les Tribunaux à une analyse de la constitution en vigueur au moment de l'écriture de son article… De plus, les éléments qu'il livre sont essentiellement descriptifs et se limitent le plus souvent à citer les extraits des constitutions ou textes de loi. Enfin, ce choix est délibéré puisqu'il indique, avant de se consacrer aux aspects contemporains « qu'il serait trop abuser de l'attention des lecteurs que de s'étendre sur l'ensemble de l'histoire du Venezuela pour décrire les prévisions constitutionnelles relatives à la justice »[8]. Comme si seule, l'œuvre constitutionnelle, suffisait à construire la sphère juridique et l'appareil judiciaire. Faille d'autant plus curieuse que le directeur de cet ouvrage collectif ne manque pas de rappeler en introduction que l'on mesure l'efficacité d'un système judiciaire certes à ses lois et codes, mais surtout à la façon dont la justice est concrètement administrée ; ce qui renvoie à quelque chose de central, à savoir le choix des juges et leur indépendance ; ainsi que celle de la Justice en tant que telle[9]. Quant à l'ouvrage T. Chiossone, paru lui aussi dans les années 80, il se limite à une énumération des lois et à quelques commentaires (répétitifs) qui n'apportent rien de façon générale et surtout pour la période qui nous intéresse dont il ne parle

pertinents d'analyse (…) ». Jean Piel, « compte-rendu », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 57, n° 6, 2002, p. 1668.

[6] Barriera, Darío G., « Justicias, jueces y culturas jurídicas en el siglo XIX rioplatense », *op. cit.*

[7], José Rodríguez Urraca, « El poder judicial en Venezuela », in José Ovalle Favela, *Administración de justicia en Iberoamérica*, México, UNAM, Instituto de investigaciones jurídicas, 1993, pp. 161-178.

[8] *Ibid*., p. 168.

[9] José Ovalle Favela, « Introducción », in *Ibidem*, p. 10-11.

quasiment pas, dans le chapitre qu'il consacre pourtant aux années 1830-1863[10]. Surtout, il en va de même dans un article récent du juriste R. Henríquez La Roche, publié en 2006[11], et dont le titre était suffisamment général pour laisser espérer que l'on y trouverait des informations intéressantes. Malheureusement, dans l'incontournable item sur les 'Antécédents historiques', bien qu'il reprenne les données factuelles sur le processus ayant mené à la rédaction du premier Code de Procédure Civile, depuis le projet de Aranda de 1835 à sa publication en 1873, et qu'il aborde avec force détails de dates les modifications législatives apportées au Code de 1836[12], aucune autre donnée, ni surtout aucune analyse des autres réformes judiciaires entreprises au cours de la première moitié du XIXème ne figurent dans ce texte… S'il s'avère donc difficile d'apprécier la réalité du fonctionnement de la justice durant cette période et, au-delà, pour une grande partie du XIXème siècle, il en va de même pour celui des prisons vénézuéliennes, l'absence de travaux sur la question étant là aussi criant.

Si E. Troconis de Veracoechea constatait, dans les années 80, que sur les prisons au Venezuela « la bibliographie est plus que rare », son étude sur le thème, qui couvre la période 1600-1890, bien que s'appuyant sur des sources inédites, est essentiellement descriptive[13]. En outre, et alors qu'il constituait l'un des rares ouvrages sur la question, il est, lui aussi, muet sur la période ici étudiée. En effet, elle passe d'un chapitre sur les prisons pendant la guerre d'indépendance, à un autre, intitulé « les prisons dans le Venezuela indépendant » qui couvre la période 1870-1889… Seul un item de quelques pages est consacré aux années postérieures à la présence de Pablo Morillo au Venezuela (de 1815 à 1821)[14], mais il ne comprend aucune information sur les années qui nous intéressent. L'auteur n'y aborde en effet que les années 28/30 pour passer ensuite à la décennie 1870, sans qu'à aucun moment une explication ne soit fournie relativement à cette impasse sur la période 1840-1870[15] alors que c'est à cette époque que la *Retunda* de Caracas est construite[16] et que l'on assiste, au cours des années 1860, à la

[10] Tulio Chiossone, *Formación jurídica de Venezuela en la Colonia y la República*, Caracas, UCV, Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas, Instituto de Ciencias Penales y Criminológicas, 1980, Chapitre VII, pp. 177-199.
[11] Ricardo Henríquez La Roche, « Administración de la justicia en Venezuela », in José Ovalle Favela (coord.), *Administración de justicia en Iberoamérica y sistemas judiciales comparados*, México, UNAM, 2006, pp. 371-393.
[12] *Ibid*., « Antecedentes Históricos », pp. 371-375.
[13] Troconis de Veracoechea, Ermila, *Historia de las cárceles en Venezuela : (1600-1890)*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1983.
[14] *Ibid*, pp. 149-160.
[15] A la seule exception de la mention de la suppression de la peine capitale pour les délits politiques en 1849, p. 152 et, à la page précédente, de l'augmentation de la délinquance dans les années postérieures à 1837, mentionnant au passage l'existence d'un groupe de bandits de grands chemins qui sévirent en 1850 avant d'être abattus par la police…
[16] Voir ce que point les informations intéressantes fournies par Manuel Landaeta Rosales in *Anales de las Cárceles de Caracas des 1799 hasta 1905*, Caracas, Tip. Herrera Irigoyen & Ca, 1906, p. 17-18.

première codification du droit qui contribue à la sortie de ce que R. Pérez Perdomo appelle le « formalisme juridique », nous y reviendrons[17].

Seul l'ouvrage de M. Linares fournit quelques clés de compréhension de la philosophie qui préside à l'élaboration du système des peines et à l'appréhension de « l'accusé », bien que cet ouvrage soit plus ancien que celui de E. Troconis de Veracoechea, et que son objet central soit le système pénitentiaire tel qu'il fonctionne au XXème siècle[18]. Elle prend soin en effet, dans le premier chapitre, de s'appuyer sur la législation antérieure et la philosophie qui l'anime pour démarrer son analyse et indique à cette occasion que dans le cas Venezuela c'est, au cours de la première moitié du XIXème siècle, la « doctrine classique » qui prévaut, entendue comme celle du rationalisme philosophique. Or, en vertu de cette doctrine, qui postule la rationalité de l'homme, détenteur de son libre-arbitre, le délit est considéré comme librement commis et la peine proportionnelle aux dommages provoqués, sans prise en considération de la personnalité du délinquant[19]. Elle mentionne également que ce n'est que depuis le XVIIIème siècle, en vertu de cette même doctrine classique, que la privation de liberté est considérée, dans le droit positif, comme une peine à part entière, mais davantage employée comme mesure préventive, en attente de la sentence. Corrélativement, ce changement s'accompagne, en principe, de droits pour la personne emprisonnée et de la disparition, au moins dans les codes pénaux, des peines occasionnant des souffrances corporelles. Nous mesurerons sous peu la réalité de ce fonctionnement dans le contexte de la mise en marche de l'appareil judiciaire à l'encontre des factieux de la Sierra, bien loin de ces principes.

Parmi les lois et décrets, dont elle dit qu'ils se multiplient surtout à partir du milieu du XIXème siècle, elle mentionne la loi du 13 mai 1839, qui ordonne de recueillir des informations « sur le système de correction appelé pénitentiaire et son application au Venezuela ». En 1841 un autre décret est édicté sur la création d'un pénitencier fermé dans la forteresse de San Carlos, dans le Zulia (au large de la ville de Maracaibo), ainsi que la création de bagnes ouverts dans les Forteresses de Cumaná et de Maracaibo[20]. Et de fait, la législation change à plusieurs reprises depuis 1836, notamment au cours de la période qui nous intéresse ici…

Une plongée dans les archives s'est donc avérée indispensable pour parvenir à reconstituer le fonctionnement effectif des institutions judiciaires du Venezuela au XIXème siècle, même

[17] Rogelio, Pérez Perdomo, *El formalismo jurídico y sus funciones sociales en el siglo XIX venezolano*, Caracas, Monte Avila, 1978.
[18] Myrla Linares Alemán, *El Sistema penitenciario venezolano*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1977, 263 p.
[19] *Ibid*., p. 19.
[20] *Ibidem*, p. 32-33.

si M. Linares dit avoir dû « laisser de côté la législation antérieure [à 1863] dès lors que les sources correspondant à l'étude de cette période historique sont relativement dispersées, et de notre point de vue, ne sont pas d'une grande importance pour ce à quoi nous nous proposons »[21]… Certes, et une fois encore les remarques faites par les chercheurs qui se sont penchés, ailleurs, sur ces questions, en témoignent, il peut s'avérer difficile de localiser les différentes sources qui pourraient permettre d'appréhender la réalité des systèmes judiciaire, pénal et carcéral, mais de telles études sont possibles, ils le démontrent, le cas vénézuélien ne fait pas exception. Outre les archives à proprement parler et les documents relatifs à la législation qui ont été publiées, il convient de signaler qu'il existe des sources imprimées sur ce sujet, entre autres, le *Reglamento provisorio para el régimen y gobierno interior de las cárceles de la Provincia de Caracas*[22]. Écrit par Ramón Ayala, Général de brigade et gouverneur-*Jefe Superior político* de la province de Caracas, il ne nous intéresse ici qu'à la marge mais renseigne utilement sur la conception de la prison et des peines. Mentionnons également l'opuscule de Manuel Landeata Rosales intitulé *Anales de las Cárceles de Caracas desde 1799 hasta 1905*[23], qui fournit des informations sur la période qui nous occupe. Une recherche plus systématique permettrait très certainement de trouver d'autres documents de cette nature. Un tel constat tranche donc avec les remarques sur le manque de documents que l'on trouve fréquemment dans la maigre historiographie sur la question, ainsi qu'avec les silences qui entourent le plus souvent le cas vénézuélien dans les ouvrages plus larges sur le thème. C'est en particulier le cas dans celui dirigé par Ricardo D. Salvatore et Carlos Aguirre[24], où le Venezuela ne fait l'objet, une fois encore, d'aucun article. Il est uniquement mentionné dans celui, introductif, des deux auteurs, qui signalent dans un paragraphe que les « prisons vénézuéliennes ont connu peu de changements entre la période coloniale et la fin des années 1930 et le début des années 1940 », poursuivant ensuite sur les réformes entreprises sous la présidence de Guzmán Blanco, puis durant la dictature de Juan Vicente Gómez à partir de 1908 jusqu'en 1935[25]…

De plus, à partir des seules archives relatives à la faction de la Sierra, nous avons pu pour partie mettre à jour le fonctionnement et les dysfonctionnements du système judiciaire, en les mettant en regard des lois et décrets qui les organisent qui sont d'un accès plus aisé et qui

[21] Myrla Linares Aleman, *El Sistema penitenciario venezolano*, *op. cit*., p. 23.
[22] *Reglamento provisorio para el régimen y gobierno interior de las cárceles de la Provincia de Caracas*, Caracas, Imprenta de Tomas Anteros, 1831.
[23] *op. cit.*
[24] Ricardo D. Salvatore; Carlos Aguirre (eds), *The Birth of the Penitentiary in Latin America. Essays on Criminology, Prison Reform, and Social Control, 1830-1940*, Austin, University of Texas Press, 1996.
[25] Ricardo D. Salvatore; Carlos Aguirre, « The Birth of the Penitentiary in Latin America : Toward an Interpretive Social History of Prisons », in *Ibid*., p. 13.

nous renseignent sur la culture juridique d'un temps. Ce va-et-vient permanent permettant comme le rappelle J. Piel, de parvenir à « une contextualisation sociale du droit »[26] à travers l'examen attentif de sa pratique quotidienne et locale, qui à son tour produit de la norme, même si elle obéit à une autre logique que celle édictée par les textes législatifs.

### 2. Une législation changeante et peu appliquée

Dans le cadre de la réforme constitutionnelle promue par José Tadeo Monagas en 1857, dans un respect tout relatif des dispositions constitutionnelles en la matière, comme le rappelle fort justement J. Gil Fortoul qui emploie le terme de « subterfuge », un certain nombre dispositions concerne le fonctionnement de la justice, et plus encore de la justice locale[27]. En premier lieu, et bien que ce changement ne concerne pas directement le judiciaire, il convient de signaler que parmi ces « subterfuges » auquel Monagas a recourt pour accélérer la réforme totale des deux Chambres, requise pour procéder à l'entière refonte de la Constitution, figure une nouvelle loi de division territoriale qui porte de 13 à 21 le nombre des provinces. Or, une telle disposition lui permet, paradoxalement, de reprendre la main puisque cette loi prévoit que c'est le pouvoir exécutif qui procèdera à la nomination des nouveaux Gouverneurs, chargés à leur tour de « nommer librement les autres employés dont l'élection leur incombe directement ». Dans le même sens, la Constitution promulguée le 18 avril 1857, attribue une large autonomie au pouvoir municipal qui constitue un quatrième pouvoir aux côtés des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, ainsi que le précise le Titre II de la Constitution[28] et comme le qualifie d'ailleurs avec une pointe d'ironie P. Núñez de Cáceres[29]. Pouvoir municipal dont les « attributions seront entièrement indépendantes du Gouvernement Politique des Provinces »[30].

Au plan strictement judiciaire, le changement principal consiste en la suppression de l'article de la Constitution antérieure de 1830 relatif au jugement par des jurés. Pour le reste, le pouvoir judiciaire demeure organisé autour d'une Cour Suprême de Justice, de Cours Supérieures et autres tribunaux et judicatures, dont ceux relevant des provinces et des municipalités. En ce qui concerne la codification du droit vénézuélien à proprement parler, elle n'intervient qu'à partir des années 1842, à l'exception du Code de procédure judiciaire

[26] Jean Piel, « Compte-rendu », *op. cit.*, p. 1669.
[27] José Gil Fortoul, *Historia Constitucional de Venezuela*, *Tomo Tercero : La oligarquía liberal,* Caracas, Librería Piñango, 1967, 5ème édition, pp. 77-81.
[28] *Constitución de 1857*, Título II. De la forma de Gobierno.
[29] Pedro Núñez de Cáceres, *Memorias*, Caracas, FUNRES, 1993, p. 247.
[30] *Constitución de 1857*, Título XVI. Del Poder Municipal.

dont une première version est promulguée en 1836 sur la base de celui approuvé par le Congrès de la République de Colombie en 1825, et dont la teneur, en dépit de plusieurs réformes au cours du XIXème siècle, n'est pas substantiellement altérée. Ce n'est ensuite qu'en 1867, en dépit de plusieurs projets mis en œuvre à partir de 1853, que la codification du droit intervient véritablement avec la promulgation du Premier Code Civil et, en 1873, l'entrée en vigueur du Code Pénal[31].

Avant de nous attacher aux modifications apportées par la constitution en vigueur au moment des événements qui nous occupent ici, et aux dispositions législatives prises dans les mois qui suivent pour en préciser le contenu, il convient toutefois de faire retour sur la législation antérieure en matière de justice. Elle nous renseigne en effet d'une part sur la culture juridique des acteurs, d'autre part sur les dispositions édictées dont la connaissance s'avère d'autant plus importante que, dans bien des cas, et tout particulièrement au niveau local, les dispositions de 1857 ne semblent pas toutes avoir été mises en place avant qu'elles ne soient frappées de nullité à partir de mars 1858 puis remplacées, en 1859, par celles qui sont prévues par la constitution votée par les représentants à la Convention de Valencia, en décembre 1858.

Après 1830, par trois fois, les institutions judiciaires sont réformées. En 1850, avec la publication, en février, d'un Code Organique des Tribunaux et *Juzgados* »[32] ; en 1855, à travers une loi qui réforme partiellement la précédente en ce qui concerne les juges de province et les *juzgados* cantonaux[33] ; enfin en mai 1857, à l'appui de la nouvelle constitution, un nouveau Code Organique des Tribunaux est publié, qui abroge la loi de 1855[34].

Un certain nombre de dispositifs mis en œuvre par ce nouveau Code de 1857 nous intéressent au premier chef. Au sommet de cette justice provinciale se trouvent désormais les Juges de 1ère instance, à raison de trois dans la province de Caracas, de deux dans celles de

[31] Sur le détail de ce processus de codification du droit, voir Rogelio Pérez Perdomo, *El formalismo jurídico y sus funciones sociales en el siglo XIX venezolano*, Caracas, Monte Avila, 1978, p. 52 et sv. Notons cependant que les auteurs ne sont pas toujours d'accord sur les dates d'adoption de ces différents codes…

[32] *Código Orgánico de Tribunales y juzgados de 21 de febrero de 1850*, in *Recopilacion de leyes y decretos de Venezuela, reimpresa por orden del Gobierno nacional. Segunda edición oficial*, Caracas, Imprenta y Litografia del Gobierno Nacional, 1890, Tomo II, pp. 542-552.

[33] *Ley 6a de 18 de mayo de 1855 derogando la 6a N° 750 y la 7a N° 729 del Código orgánico de tribunales que tratan sobre jueces de provincia y sobre juzgados cantonales*, in *Recopilacion de leyes y decretos de Venezuela, reimpresa por orden del Gobierno nacional. Segunda edición oficial*, Caracas, casa editorial de ″La opinión nacional″, 1890, Tomo III, pp. 291-294.

[34] *Código Orgánico de Tribunales que comprende las leyes desde el número 1107 al 1115, 25 de mayo de 1857,* in *Ibid.,* pp. 579-591.

Carabobo et de Barquisimeto, et d'un dans les autres provinces[35]. Ils se substituent aux deux types de juges prévus dans la loi de 1855, à savoir, le juge de circuit (un au moins par province) et le juge de province (un par province)[36]. Si dans les deux législations, ces juges doivent avoir les qualités de Représentants (plus précisément de Députés dans le code 1857[37]), par contre leur mode de nomination change puisque ce ne sont plus les Députations provinciales qui sont chargées de former une liste d'individus et de la remettre au Gouverneur, mais les Conseils Municipaux. La durée de leur mandat passe de 4 à 6 ans, ainsi qu'il est précisé à l'article 14 de la loi IX du Code. Par contre, ces charges ne sont plus renouvelables et doivent coïncider avec la durée de la période constitutionnelle du Président de la République.

Les domaines de compétences du juge de première instance sont extrêmement diversifiés, depuis l'instruction en 1ère instance des causes criminelles et les saisies les plus élevées, jusqu'aux visites carcérales dans sa circonscription avec ou à la place de la Cour Suprême. En outre, il doit, en 2ème instance, instruire les procès mineurs pour vols ou dette et connaître « les jugements définitifs ou interlocutoires livrés par les juges de canton », mais aussi régler les conflits de compétences entre les juges de sa juridiction, « promouvoir la meilleure et la plus rapide administration de la justice dans les tribunaux subalternes (…) et écouter et traiter les demandes des parties relatives aux retards ou négation de justice dans leurs propres tribunaux »[38].

Viennent ensuite, hiérarchiquement parlant, tout d'abord les *juzgados* de canton, objet de la loi n° 7 de ce code. À raison d'un par tête de canton, ce *juzgado* est pris en charge par un juge nommé là aussi par le gouverneur de la province à partir d'une *terna* (liste) présentée par le conseil municipal. Il doit avoir les qualités d'électeur. On observe là, par rapport à la législation antérieure, un processus inverse à celui observé pour les juges de 1ère instance, puisque dans la loi de 1855, ces juges de canton étaient nommés annuellement et directement

[35] *Ley VI. De los Juzgados de primera instancia*, in *Ibidem*, p. 584.
[36] *Ley VI. De los jueces de circuito y de provincia*, in *Ley 6a de 18 de mayo de 1855 derogando la 6a N° 750 y la 7a N° 729 del Código orgánico de tribunales que tratan sobre jueces de provincia y sobre juzgados cantonales*, *op. cit.*, p. 291.
[37] C'est-à-dire, outre les qualités d'électeur qui exigent le savoir lire et écrire, d'avoir plus de 25 ans et de disposer d'une propriété foncière d'une valeur d'au moins 1 000 pesos, ou d'une rente ou d'une solde qui produisent au moins 400 pesos, il faut également être Vénézuélien de naissance, originaire ou *vecino* de la province convoitée. Un article est prévu pour les étrangers naturalisés depuis 10 ans. Ils doivent, outre les autres qualités, être mariés avec une Vénézuélienne ou bien posséder des biens fonciers dans le pays. *Constitución de 1857, Título VI. De la Cámara de Diputados, art. 22*.
[38] *Ley VI. De los Juzgados de primera instancia*, *op. cit.*, art. 1 à 14.

par l'Assemblée Municipale[39]. Ce sont ensuite les juges de paroisse, qui viennent se substituer aux juges de paix tels qu'ils existaient dans les législations antérieures[40]. Il en est prévu un dans chaque paroisse qui n'est pas tête de canton. Ce juge de paroisse est nommé par le gouverneur, là aussi à partir d'une *terna* proposée par le conseil municipal, et il doit également avoir les qualités d'électeur, à la différence de la loi VIII de 1855 sur les juges de paix pour la nomination desquels aucune condition n'était mentionnée.

Néanmoins, en dépit de ces réformes, la justice souffre de problèmes structurels qu'elles ne suffisent pas à résoudre et que la réforme de 1857 contribue même, dans certains cas, à accentuer dès lors que, nous venons de le voir, pour un plus grand nombre de ces charges provinciales, l'élection se fait sur proposition des Conseils municipaux au gouverneur de province. D'ailleurs, ainsi que le signalent tour à tour tout au long des années 1840 et 1850 les deux camps politiques en présence, la justice (locale tout particulièrement), manquaient à la fois de forces vives, mais surtout d'un personnel qualifié à même de faire appliquer la loi et de rendre la justice. Comme le note avec sarcasme R. Matthews, « dans les années quarante, les libéraux se plaignaient d'être discriminés par les fonctionnaires conservateurs. Dans les années cinquante, de nombreux *juzgados* passèrent aux mains de libéraux ou de personnes amies du régime. Néanmoins, les plaintes incessantes contre l'administration de la justice démontraient qu'il ne s'était produit aucun changement en matière de compétences des juges »[41]… Se trouve ici posée toute la question du formalisme juridique, tel qu'exposé par R. Pérez Perdono, au sens d'une façade juridique agissant comme « masque et instrument des caudillos » dès lors que selon lui c'est bien davantage « le contact personnel et l'influence politique qui fait effectivement fonctionner le système » et non pas les dispositions prévues par la loi[42]. Il convient de nuancer cette interprétation en y introduisant une donnée d'importance, à savoir que ce que l'on peut considérer comme des dysfonctionnements liés à des stratégies délibérées de la part de certains acteurs, relèvent davantage de pratiques situées à la croisée de deux univers, de deux moments où coexistent un registre officiel de valeurs et d'actions et un registre officieux, pour reprendre les catégories proposées par J.-L. Briquet,

[39] Ley VII. De los jueces de cantón, in *Ley 6a de 18 de mayo de 1855 derogando la 6a N° 750 y la 7a N° 729 del Código orgánico de tribunales que tratan sobre jueces de provincia y sobre juzgados cantonales*, *op. cit.*, p. 293.
[40] *Ley 8a de 25 de mayo de 1857, derogando virtualmente la 8a número 966 del Código orgánico de tribunales de 1855 sobre jueces de paz ; y que establece los juzgados de parroquia*, in *Ibid*, pp. 586-587.
[41] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, Caracas, Monte Avila, 1977, p. 47.
[42] Rogelio Pérez Perdomo, *El formalismo jurídico y sus funciones sociales en el siglo XIX venezolano*, *op. cit.*, p. 99.

« que l'on ne peut dévoiler parce que disqualifiés au regard des modèles idéaux et idéalisé de l'action politique »[43].

En outre, en raison des modalités de leur recrutement, les personnes retenues pour exercer ces fonctions étaient dans la plupart des cas « des partisans de la faction politique dominante dans la province »[44] ; pratique qui s'inscrit dans un contexte où dans bien des cas les liens personnels, d'amitié ou de parentèle prévalent sur les relations impersonnelles qui devraient correspondre à la fonction d'agent public[45].

Il faut ajouter à cela que le manque criant de personnel, qui plus est mal ou pas payé dès lors, nous l'avons vu, que les finances sont au plus bas, a pour conséquence non seulement un cumul des fonctions sur les quelques personnes habilitées ou réquisitionnées, ce qui ne contribue pas à l'impartialité des actions et des décisions, mais également un manque d'intérêt des rares personnes disposant de l'instruction nécessaire pour exercer ces fonctions, qui jouent alors de leurs relations pour en être dispensé. Cette situation arrive à un tel point au cours de la décennie suivante, que les juges de paix se voient dans l'obligation de compléter « leurs maigres revenus » en exerçant d'autres activités » et, de plus en plus, ce n'est plus que marginalement qu'ils exercent leurs fonctions légales[46]. C'est la raison pour laquelle, et Agustín Codazzi ne manque pas de le dénoncer à la fin des années 1840, nombre de ces juges de province et de canton « étaient de véritables illettrés »[47].

En outre, en l'absence d'une organisation satisfaisante des forces de police rurale, non seulement pour des raisons là aussi financières, mais aussi à cause d'un manque d'intérêt pour la mise en œuvre d'une telle force au profit de la police urbaine, les juges de paroisses devaient souvent prendre en charge cette fonction d'agent de police. Mais eux aussi tendaient à négliger cette tâche, lui préférant celles « plus prestigieuses et plus nobles » afférentes à leurs obligations judiciaires[48]. Et bien qu'un code policier ait été approuvé en 1854 au niveau

[43] Jean-Louis Briquet, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997, p. 71.
[44] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 47. Il cite à l'appui de son analyse centrée surtout sur les années quarante un certain nombre de documents issus des *Memorias provinciales* (curieusement non publiés d'ailleurs pour la période qui nous intéresse…) mais aussi de la presse et des Messages annuels prononcés par le Président en exercice.
[45] Rogelio Pérez Perdomo, *El formalismo jurídico y sus funciones sociales en el siglo XIX venezolano*, *op. cit.*, p. 101.
[46] Robert Paul Matthews, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, *op. cit.*, p. 48.
[47] Augustín Codazzi, *Obras escogidas*, Caracas, Ed. del Ministerio de Educación Nacional , 1960, vol. 1.
[48] *Ibid*., p. 50. C'est d'ailleurs pour cette raison que le plus souvent, finalement, ce sont les milices qui furent mobilisées pour exercer ces fonctions de police, voire dans certains cas l'armée permanente utilisée pour se substituer aux patrouilles de milice.

national[49], visant à uniformiser les réglementations provinciales et à établir une hiérarchie policière dans chaque province, ce projet demeure en grande partie lettre morte, dès lors que le gouvernement ne fut pas en mesure d'apporter une aide financière substantielle pour sa mise en œuvre, du fait, là encore, de la catastrophique situation financière que traverse alors le pays. D'ailleurs, en termes de police, les seules personnes à l'œuvre contre les factieux sont les commissaires de cantons dont la probité, nous l'avons vu, est loin d'être avérée…

À la fin des années 1850, une des conséquences d'une telle absence de contrôle policier, outre d'aggraver le manque de bras dans les haciendas dès lors qu'une des fonctions de ces forces de police devait être de ramener au travail les « bandits et les vagabonds », fut de grossir les files de bandits et de rebelles. Cette situation ne fit que s'aggraver après l'adoption de la constitution de 1857 qui confiait le contrôle des forces de police aux municipalités et non plus aux provinces ; municipalités qui, sur une base constitutionnelle bien fragile, commencèrent à rédiger leurs propres codes policiers ce qui ne fit qu'ajouter à la confusion quand cela n'empêcha pas tout simplement l'application de la loi. Finalement, la dégradation du contexte politique en 1858 et la chute du président Monagas en mars « firent tomber dans l'oubli le code de police national et l'idée d'imposer un système policier professionnel, subventionné par la nation »[50].

Malheureusement, on manque cruellement de travaux précis sur cette police et cette justice de base, notamment des études prosopographiques des juges et des fonctionnaires locaux de justice et de police, pourtant indispensable pour composer un tableau de l'administration de la justice qui permettrait non seulement d'étayer ces critiques mais surtout de dresser une cartographie détaillée de son fonctionnement et de ses dysfonctionnements. En ce sens, la justice de base constitue ce que D. G. Barriera, dans son article sur la justice et les cultures juridiques du Rio de la Plata au XIXème siècle, pourtant parmi les mieux étudiées dans une telle perspective, appelle « les zones grises (si ce n'est définitivement obscures) » en partant du postulat selon lequel « les expériences institutionnelles doivent être étudiées en commençant par l'ordre normatif certes, mais pas selon 'comment elles devaient être' mais 'telles qu'elles furent' » en y intégrant pour ce faire une attention particulière au contexte

[49] Adopté le 20 mai, ce Code se compose de quatre lois et d'un décret. La première loi « traite de la police, de ses employés et de la façon de procéder » ; la deuxième « des différentes branches de la police administrative » ; la troisième et la quatrième « des peines ». Le Décret pour sa part porte sur l'organisation du corps de police à proprement parler dans chaque province et des soldes afférentes aux différentes fonctions. *Código de policía de 20 de mayo de 1854*, in *Recopilacion de leyes y decretos de Venezuela, reimpresa por orden del Gobierno nacional. Segunda edición oficial*, Caracas, casa editorial de ″La opinión nacional″, 1890, Tomo III, pp. 252-264.

[50] *Ibidem*, p. 52.

économique et social[51]. Au regard du décalage, pour ne pas dire du hiatus, entre la norme et la pratique dans le cas du Venezuela au XIXème siècle, et plus encore peut-être au cours des années 1840-1850, un tel travail s'avère indispensable.

C'est donc sur cette base fragile et non aboutie dans l'ensemble des dispositions prévues, que l'appareil judiciaire se met en marche contre la faction de la Sierra et ses membres.

### 3. Heurs et malheurs d'une justice de l'urgence

Bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler d'une justice de guerre, en raison du contexte de « commotion civile » un certain nombre de dispositions législatives prévues dans la constitution de 1858 sont par moments mobilisées en 1859 à l'encontre des factieux mais aussi dans le cadre de la politique de « pacification » de la Sierra. Il n'en demeure pas moins qu'en dépit de ces dispositions, cette justice s'avère des plus fragiles et parfois improvisée dans son organisation en raison de l'urgence dans laquelle elle fonctionne parfois ; toutes caractéristiques qui ne sont pas sans rappeler des scènes similaires à celles observées au moment de la guerre civile d'indépendance[52].

C'est une justice de l'urgence, tout comme la traque des factieux se fait parfois aussi de façon improvisée, moyennant un usage quelque peu hasardeux parfois de la législation, manifestant même dans certains cas l'ignorance de celle-ci. C'est ainsi qu'en août, la *Jefatura política* de San Juan de los Morros reconnaît avoir envoyé à Calabozo des factieux qui venaient d'être arrêtés dès lors, avoue son responsable, que « l'on est ici dans l'ignorance de la disposition du Gouvernement en vertu de laquelle tous les prisonniers qui se présentent doivent être mis à la disposition de *Comandante de Armas* de Carabobo »[53].

Quoi qu'il en soit, la répression se met en place immédiatement et en premier lieu contre ceux qui sont perçus comme des leaders potentiels d'une opposition armée qui s'est constituée en réponse à la chute de Monagas. Si, comme le souligne avec justesse G. García Ponce, « le détonateur » de la Guerre Fédérale fut dans un premier temps la lutte politique entre les camps en présence ainsi que l'aggravation de la misère pour les populations, urbaines et rurale, ce qui la précipite in fine c'est bien « la répression brutale mise en place

[51] Barriera, Darío G., « Justicias, jueces y culturas jurídicas en el siglo XIX rioplatense », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [en línea], Debates 2010. Puesto en línea el 23 de marzo de 2010. URL. : http://nuevomundo.revues.org/59252, p. 2-3.

[52] Voir Véronique Hébrard, « Les logiques d'engagements dans la guerre d'indépendance au Venezuela. Une autre face de la guerre civile (1812-1818) », Revue en ligne @mnis. N° 10 : Culture de guerre. Représenter et penser l'affrontement (XIXe siècle à nos jours), 2011. http://amnis.revues.org/

[53] Jefatura de operaciones. Al Sr General Jefe de EMG del Ejercito Libertador, San Juan de los Morros, 18 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 348v-349.

par le gouvernement de Julián Castro » contre ceux qui, parmi les libéraux, désavouent sa politique mais aussi contre les opposants de façon plus générale, notamment en province. De fait, immédiatement après l'arrivée au pouvoir de Castro, et « malgré les déclarations en faveur de la réconciliation (…) les persécutions commencèrent contre les libéraux et les anciens partisans de Monagas, particulièrement dans les provinces où les autorités pouvaient procéder avec la plus grand impunité »[54].

*a) Les modalités d'arrestation des factieux.*

Bien qu'il soit mentionné à de nombreuses reprises que les factieux ou supposés tels se sont « présentés spontanément » devant le bureau du juge paix, du commissaire, du gouverneur ou du *Jefe político*, le plus souvent, et les listes en témoignent, ils sont appréhendés soit lors des « rencontres » avec les forces gouvernementales et donc interpellés par des représentants des forces armées, le plus souvent donc en groupe, mais aussi parfois en petit nombre, voire individuellement. C'est ce qui se produit début juillet, dans la province de Carabobo où Napoleón Sebastián Arteaga, gouverneur libéral de la province de Barinas au tournant des années 1840-1850[55], est « réduit à la prison suite à des informations répétées et dignes de foi [émanant] de plusieurs provinces » selon lesquelles il serait un fauteur de troubles, opposé et hostile à l'actuel ordre des choses »[56]. Dans d'autres cas encore, certes moins fréquents mais qui n'en témoignent pas moins là aussi de l'urgence et de l'improvisation qui prévalent bien souvent, ce sont des *vecinos* qui interceptent un homme dont le comportement ou les actes les ont convaincus qu'ils s'agissaient d'un factieux, et qu'ils présentent aux autorités locales du lieu. C'est d'ailleurs ce qui arrive à El Agachado en personne, fait prisonnier par des habitants de El Pao, qui sont d'ailleurs en fête pour commémorer cet événement[57]. De même, Ynocencio Granadillo est « capturé par plusieurs citoyens » de Güigüe avant d'être interrogé par le juge de paix[58].

Néanmoins, outre les militaires lors d'affrontements ou de « rencontres avec les factieux, ce sont, à de nombreuses reprises, les autorités au plus proche du terrain, qui se chargent tout

[54] Guillermo García Ponce, *Las armas en la Guerra Federal, op. cit.*, p. 26. C'est nous qui soulignons.
[55] Cf. *Supra*, chapitre 5.
[56] *Comunicación*. Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo. Al Sr Secretario de E los DD de los Interior y Justicia, Valencia, 8 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 365v. Cette information est d'autant plus intéressante que nous avons rendu compte, au chapitre 5, de « l'envergure » de cet ancien gouverneur de la province de Barinas, mais dont les biographies font là aussi l'impasse sur ses engagements antérieurs à la Guerre Fédérale à proprement parler dont il est l'un des artisans puisqu'il est aux côtés de Ezequiel Zamora, le 22 mars 1859, lorsqu'il envahit le Venezuela depuis son exil de Curaçao.
[57] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel Jefe del EMG del Ejército Libertador, San Francisco de Tisnados, 26 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 360.
[58] Interrogatoire de Ynocencio Granadillo. Parroquia de Güigüe, Güigüe, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 393.

à la fois de les traquer et de les appréhender, en particulier les commissaires de police qui œuvrent au niveau du canton.

*b) Le rôle singulier des commissaires*

Si c'est essentiellement la face négative des commissaires dont nous avons rendu compte dans les chapitres précédents, il convient à présent de nous pencher sur leur fonction de police à proprement parler et sur la façon dont ils sont sollicités par leurs supérieurs pour contribuer à la traque et la destruction de la Faction. Si, comme nous l'avons vu plus haut, le Code de Police édité en 1854 n'est jamais appliqué, la fonction de commissaire de police au niveau des cantons demeure en activité. Ces commissaires rendent ainsi compte des informations qu'ils détiennent sur les factieux, aux autorités politiques, dont ils dépendent, mais très souvent aussi aux juges de paix et, de façon plus ponctuelle, aux autorités militaires qu'elles épaulent lorsqu'il convient de mobiliser les milices. Et lorsqu'ils manquent à cette mission, ou qu'un événement est rapporté aux autorités supérieures par d'autres personnes que les commissaires du lieu, une vérification est demandée. C'est ce qui se produit dans la paroisse de San Francisco où ce sont deux *vecinos* et des femmes du village qui viennent prévenir le juge de paix qu'une *partida* est venue le soir précédent vers neuf pour recruter des hommes. Le juge de paix ordonne alors que l'on aille vérifier « dès lors qu'aucun des commissaires des lieux n'ont rendu compte de ce qui s'était passé »[59]. À l'inverse d'ailleurs, lorsque c'est le commissaire qui vient informer directement le juge de paix, comme dans le cas de celui du Santa Elena dans la canton de San Sebastián dans la province d'Aragua, « des menaces que Donato Rodríguez fait peser sur certaines personnes du *vecindario* de Santa Elena », le juge de paix demande au *Jefe Político* du Canton que le commissaire qu'il lui envoie, enregistre sa déclaration. Cette mesure dit-il, « lui paraissant la plus favorable et la plus opportune au regard du zèle de mon patriotisme et de mon obéissance aveugle au Gouvernement »[60]...

Cependant, les commissaires sont surtout chargés d'appréhender les factieux dans les circonscriptions dont ils ont la charge. Dès avril 1858, le Commandant de l'État-major Divisionnaire en charge des opérations dans les provinces d'Apure, Guárico et Aragua indique ainsi avoir officiellement notifié aux gouverneurs des deux dernières provinces ainsi qu'aux *Jefes Políticos* des Cantons Ortiz et Sombrero « qu'ils donnent des ordres à tous les Commissaires de police afin qu'ils s'occupent, dans leurs *vecindarios*, de poursuivre et

[59] Comandancia de Armas de esta provincia, La Victoria, 31 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 375-375v.
[60] Al Sr General Jefe de EMG del Ejercito Libertador, Maracay, 5 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 327.

d'appréhender les factieux » qui s'y trouveraient cachés[61]. Cette directive va dans le sens de ce que nous observons au cours des premiers mois d'agissement de la Faction, à savoir que certains responsables militaires considèrent que c'est leur action qui doit prévaloir. C'est pour le moins ce qu'affirme au gouverneur de la province de Carabobo, en mai, le Commandant militaire de la Sierra, Francisco Miguel Rojas :

> « Pour le reste, je vous le répète, la province de Carabobo est totalement tranquille dans la partie de la juridiction de la Sierra qui est à votre charge, et je crois que la surveillance et le soin des autorités de police suffiront pour maintenir l'ordre et la tranquillité qui règnent actuellement en ces lieux. »[62]

Début juin, le *Jefe Político* du Canton Ortiz rend compte des deux rapports que lui ont envoyés les commissaires de Platillón et de Paso-Real partis, à la tête de deux *campos volantes*, à la poursuite des factieux dont ils ont uniquement trouvé la trace et estimé le nombre à partir « du cuir d'une vache qu'ils ont mangée » et des déchets de la canne à sucre qu'ils ont sucée, soit environ une trentaine d'hommes[63]… Manquant d'hommes et surtout de munitions pour poursuivre leur traque, ils obtiennent de l'État-major divisionnaire un renfort de « vingt hommes appartenant au peloton de San Franscisco de Tisnados commandé par le Lieutenant Feliciano Martínez, officier de valeur, d'action et robuste, avec les munitions demandées »[64]. Mi-juillet, celui de Algarrobito dans le Canton Ortiz arrive à ses fins puisqu'il parvient à arrêter et « mettre dans cette prison [de Ortiz] pour conspiration » la *partida* de José Luiz Bravo auteur d'une attaque sur un chemin du canton au cours duquel ils ont capturé le postier qui portait des plis » dans la province voisine d'Aragua et enrôlé un certain nombre de *vecinos*[65].

Parfois, ces commissaires de police se livrent à de véritables missions de reconnaissance, à l'instar de celui Caicara, dans le Canton Cura, Sr Camaro González, qui, fin novembre 1858, après que son homologue de Casupo ait informé le *Jefe Político* de San Sebastián de la présence d'une *partida* suspecte dans la zone. Immédiatement, il se met en route et adresse quelques jours plus tard un rapport circonstancié au *Jefe Político* du Canton Cura dans lequel

---

[61] Estado Mayor Divisionario de operaciones d'Apure, Guárico y Aragua. Al Sor J. de EMG del Ejercito Libertador, San Luis de Cura, 21 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 514.
[62] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 29 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 325v. Cette missive du Commandant Rojas est d'ailleurs publiée a posteriori dans *El Foro* du 11 juin 1858.
[63] EMD de operaciones d'Apure, Guarico i Aragua. Al Señor Coronel Jefe de EMG del Ejercito Libertador, Ortiz, 9 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 463v.
[64] *Ibid*., fol. 464.
[65] Gobierno superior Político de la provincia del Guárico, Calabozo, 20 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 377.

il dit ne rien avoir vu de suspect, mais rester malgré tout sur ses gardes[66]. *Jefe Político* du Canton Cura qui affirme, le mois suivant, « qu'il ne fait aucun doute que les factieux collectent depuis cinq jours des gens dans la Sierra », et qu'il tient cette information « des commissaires Domingo Díaz, Miguel Lombano, Cipriano Herrera et d'autres encore dont je vous ai rendu compte dans mes communications antérieures sur le sujet »[67].

Cette extrême activité des commissaires, fins connaisseurs des lieux dont ils ont la responsabilité et dont ils sont originaires, expliquent d'une part pour partie que certains d'entre eux franchissent le Rubicon et viennent grossir les rangs des factieux ; d'autre part qu'ils soient l'objet de la vindicte de ces derniers qui, comme nous l'avons vu, sont, en juillet 1859, dans la province de Carabobo, à la « recherche de tous les commissaires parce qu'ils ont défendu le gouvernement dans l'actuelle révolution »[68].

Une fois arrêtés, et dans certains cas mis en prison, les suspects sont, pour un certain nombre d'entre eux, soumis à un interrogatoire là encore selon des procédures relativement variables. En effet, dans bien des cas, les premières mesures auxquelles il est demandé de se plier sont la récupération des armes et des munitions, et de les faire comparaître afin de relever leur identité. Il est parfois précisé qu'il convient de « procéder en fonction du degré de culpabilité des individus »[69] capturés ou qui se présentent, comme le *Comandante de Armas* de la province d'Aragua le demande au Commandant Joaquin Rodríguez qui appréhende, en avril 1858, « quarante-huit individus de la faction » dont deux des assassins supposés de Pedro Cerpa. Toutefois, on ne sait pas ou ne déduit pas toujours, comme dans ce cas-là, de quelle façon ce degré de culpabilité, à cette étape de la procédure, a pu être établi…

Néanmoins, toutes les personnes arrêtées ne font pas l'objet d'un interrogatoire, ni même d'une comparution. Le simple rapport entre le nombre de personnes figurant sur les listes d'individus appréhendés[70], mais aussi emprisonnés, et le nombre d'interrogatoires, suffit à le

[66] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 27 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXV, fols. 103-104.
[67] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 30 décembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 612v.
[68] Dénonciation de Clodomiro Rodriguez. Gobierno de Carabobo, Valencia, 3 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 656.
[69] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, La Victoria, 10 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 300.
[70] Une première le 1er août comprend 68 individus (AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 325), la deuxième date du 6 août avec 37 noms (AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 334), la troisième est du 9 août et comprend le nom de 10 individus arrêtés (AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 414), une quatrième liste est publiée en date du 27 août et compte 49 personnes (AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 253), tandis que la dernière date du jour suivant avec 12 personnes arrêtées (AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 405 et AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 368). Ce qui représente un total de 176 arrestations. Pour le mois de septembre se sont encore quatre listes, des 4 (AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 409), 15

démontrer, sans compter le rapport entre ce dernier chiffre et celui des personnes dont il est dit qu'elles ont été capturées tout au long de ces mois de traque et de combat entre les camps en présence : on dit souvent, en effet, avoir fait prisonniers cinquante ou soixante-dix hommes, ou bien on parle « d'un nombre considérable de prisonniers ». De même, si l'on considère le nombre de personnes que nous avons identifiées comme factieux ou factieuses potentiels (plus de 600), le nombre d'interrogatoires paraît bien faible, d'autant, et c'est une donnée fondamentale, qu'aucun des trois chefs n'est jamais interrogé, pas plus que nombre des principales *cabecillas*…

Avant d'analyser ces interrogatoires, tentons de comprendre cette donnée d'importance. Outre les raisons liées au contexte et aux dysfonctionnements du système « judiciaire », il convient d'en énoncer une autre, délibérée celle-là et guidée par une stratégie clairement énoncée, qui consiste à remettre en liberté tout ou partie des hommes arrêtés afin soit qu'ils fournissent des informations, soit qu'ils portent ainsi témoignage à leurs comparses des bonnes dispositions des autorités à leur égard, les incitant de la sorte à se rendre à leur tour. Deux des commandants en charge des opérations dans la Sierra en avril 1858 le disent tout de go au gouverneur de la province de Carabobo après qu'ils aient appréhendé un certain nombre de factieux. Le Commandant des opérations sur San Francisco de Tiznados indique ainsi à son supérieur qu'il « a décidé de les libérer pour leur inspirer confiance, afin de réduire les autres avec leur propre » soutien[71]. Décision que le Commandant en chef des opérations transmet au gouverneur en ces termes :

> « Je n'ai eu de cesse d'inspirer confiance à tous ces gens avec, comme finalité, que parvienne aux factieux la nouvelle de la bonne disposition du Gouvernement visant à donner des garanties à tous ceux qui se présenteraient volontairement et de bonne foi. »[72]

Et nous retrouvons cette même pratique quelques mois plus tard, à l'initiative du Colonel en charge de la Brigade des Opérations à El Pao dans la province de Cojedes. Il remet en effet au chef d'État-major Divisionnaire de la zone, en date du 7 août, une liste d'individus appartenant à la Faction, arrêtés ou qui se sont présentés, avec lesquels le Commandant Jacinto López a, dit-il, « formé une compagnie placée sous les ordres » d'un certain Capitaine

(AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 280) et 17 septembre (AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 435) et du début du mois (AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 264-264v) qui sont établiées, réunissant 93 noms.

[71] El Comandante de Operaciones de San Francisco de Tiznados (Valentin Nieves). Al Señor Comandante Jefe de Operaciones de La Sierra José Ceferino Avila. Valencia 28 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 314-314v.

[72] El Señor Comandante Jefe de Operaciones de La Sierra José Ceferino Avila. Al Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia 28 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 315v.

Tomás Rondón. Or, l'objectif d'une telle mesure est là aussi « d'inspirer une plus grande confiance à ces individus et d'obtenir des informations sur ceux qui les accompagnaient et de voir si l'on parvient par ce biais à ce que se présentent ceux qui sont encore en fuite »[73].

D'une certaine façon donc, les factieux (ou supposés tels) participent, à leur corps défendant, aux efforts mis en œuvre pour pacifier la Sierra et mettre un terme aux agissements de la Faction…

### 4. L'interrogatoire, un récit de vie entre vice de procédures et conflits de compétences

La plupart des interrogatoires menés à l'encontre de factieux se trouvent dans le Tome DCXVII dont la caractéristique est, comme nous l'avons signalé dans la présentation des archives relatives à la faction de la Sierra, qu'il comporte une grande partie des documents à caractère judiciaire. De fait, sur les 27 interrogatoires ou déclarations effectués, 22 figurent dans ce premier Tome.

Dans leur grande majorité (19 d'entre eux), ils sont effectués en juillet et août 1858, soit dans le cadre de la grande offensive lancée contre les factieux après les attaques de San Francisco de Tiznados et de Güigüe tout particulièrement. Les autres ont lieu au cours des mois suivants (sept en septembre et un en novembre). Les personnes ainsi interrogées[74], que nous avons déjà eu l'occasion d'entendre à de nombreuses reprises, sont, par ordre chronologique :

[73] EMD de Carabobo, Cojedes, Portuguesa i Barquisimeto. Al Sr Gral Jefe de EMGeneral, El Pao, 7 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 333.

[74] Nous avons ici aussi, fait le choix de conserver l'orthographe de ces patronymes tels qu'ils figurent dans les archives.

- R. M. Fernández, le curé de la paroisse de Güigüe, (5 juillet)
- Ysidro Ysquierdo (6 juillet)
- Silvestre Bolivar (6 juillet)
- Maria Germana Pérez (19 juillet)
- Florencio Mendoza (23 juillet)
- Eugenio Gonzales (26 juillet)
- Ynocencio Granadillos (26 juillet)
- Pablo Acosta (27 juillet)
- José Ramos Baldonado (12 août)
- Julian Silva (14 août)
- José Jesus Figueroa (17 août)
- Juan Breto (17 août)
- Miguel Sánchez (17 août)
- Luis Frosel (19 août)
- Carmen Frosel (19 août)
- Ildefonso Luna (25 août)
- Maximiano Diaz (25 août)
- Domingo Galindo (27 août)
- Ramon Requena (3 septembre)
- Felipe Lira (3 septembre)
- Pedro Francisco Perez (3 septembre)
- Francisco Borrego (3 septembre)
- Monico Castillo (19 septembre)
- Roque Castillo (19 septembre)
- Andrés Martinez (19 septembre)
- Rosalio Padilla (3 octobre)
- José Almerida (8 novembre)

Certains de ces interrogatoires constituent une série, comme après l'arrestation de Pablo Acosta, fin juillet, à la suite de laquelle sont interrogés, entre le 27 juillet et le 19 août, outre Acosta[1], sept autres personnes : José Ramos Baldonado, Julián Silva, José Jesús Figueroa, Juan Breto, Miguel Sánchez, Luis Frosel et Carmen Frosel qui sont tous des factieux gradés de la faction[2]. C'est également le cas des quatre hommes interrogés le 3 septembre afin de faire la lumière « sur ce qui s'est passé lors de la dernière conspiration des *vecinos* de Parapara et Paya Arriba »[3], fin août.

Il y a par contre des personnes dont l'interrogatoire est mentionné, mais que nous n'avons pas retrouvé. Deux explications semblent prévaloir. Dans certains cas, il s'avère plus que probable que finalement la personne n'ait pas été interrogée. C'est ce qui se produit très vraisemblablement dans le cadre de l'interrogatoire des « gradés » de la faction puisqu'il était annoncé que 10 personnes devaient subir un interrogatoire dans le cadre de cette enquête, alors nous n'en avons retrouvé que sept. Notons en outre qu'au regard de la liste qui accompagne la transcription des interrogatoires, il s'avère que les trois personnes à ne pas

[1] Gobierno de la provincia, Calabozo, 27 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fols. 413-414.
[2] Comandancia militar de las operaciones de Tisnados, San Francisco de Tisnados, 9-19 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fols. 414-418v.
[3] Jefetura política del canton, Ortiz, 3-4 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fols. 263-265.

faire l'objet d'un interrogatoire sont celles qui ont le simple grade de soldat, à savoir Justo López, Angel María Pérez et José Canuto Martin[4].

Dans les autres cas, les interrogatoires ont bel et bien eu lieu, mais ils ont uniquement été menés oralement. C'est le plus souvent par déduction qu'on arrive à cette conclusion. C'est pour le moins ce qui se produit en septembre 1858, près de Valle-Hondo, où une guérilla des forces gouvernementales était à la poursuite de la « *partida* de Medrano ». Un homme est immédiatement après arrêté par la *partida* qui le juge « suspect » et l'on annonce qu'il a été interrogé. Toutefois, l'État-major ne fait que rendre compte de ce que cet homme, dont l'identité n'est d'ailleurs jamais livrée, aurait dit lors de cet interrogatoire[5].

C'est également sans aucune preuve à l'appui, même si les retranscriptions elles aussi doivent être considérées avec précaution, qu'il nous faut « croire » le gouverneur de la province d'Aragua lorsqu'il affirme que l'interrogatoire dont a été l'objet « le paysan Juan Cevallos », après avoir été malmené par une quinzaine de factieux « sales avec des chapeaux de paille et des vestes bleues », « dit plus ou moins la même chose que ce qu'a indiqué le *Gefe Político* de San Sebastian »[6] auquel il était venu rendre compte de ces mésaventures…

Le plus souvent, il est uniquement précisé qu'une ou plusieurs personnes ont été interrogées, sans autres précisions ; on indique juste, à l'instar de ce qui se produit dans le Canton Cura en octobre 1859 : « Il résulte ce qui suit de l'interrogatoire de plusieurs fugitifs de la faction (…) fait par cette *Jefatura* (…) »[7].

Pourtant, aucune disposition en ce sens n'est prévue dans le *Código Orgánico de Tribunales* de 1857. Seul le jugement oral est mentionné en tant d'ailleurs qu'attribution exclusive des juges de paroisse « pour les affaires civiles dont l'intérêt ne dépasse pas 100 pesos »[8], ce qui d'ailleurs fait partie des fonctions ordinairement attribuées en la matière aux juges de paix qu'ils ont remplacés[9].

---

[4] Gobierno de la provincia, Calabozo, 27 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 414.
[5] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel José Maria Muguerza, San Francisco de Tisnados, 12 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 278.
[6] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Al Señor Secretario de E en lo DD del Interior y Justicia, La Victoria, 25 novembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 584v.
[7] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua. Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 8 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVIII, fol. 312.
[8] *Ley 8a de 25 de mayo de 1857, derogando virtualmente la 8a número 966 del Código orgánico de tribunales de 1855 sobre jueces de paz ; y que establece los juzgados de parroquia*, in *Código Orgánico de Tribunales que comprende las leyes desde el número 1107 al 1115, 25 de mayo de 1857, op. cit.*, Art. 2°-2°, p. 586-587.
[9] Voir sur ce point l'article très éclairant de Inès Elena Sanjurjo qui traite du cas de la province argentine de Mendoza et qui montre la façon dont la fonction du juge de paix s'est modifiée au cours du XIXème siècle, tendant à limiter de plus en plus ces attributions à la seule sphère judiciaire, lui ôtant en particulier ses compétences en matières de police. Inés Elena Sanjurjo, « Justicia de paz y cultura jurídica en el largo siglo XIX en Mendoza (Argentina ». El caso del departamento de San Rafael en el sur provincial », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [en línea], Debates 2010. Puesto en línea el 23 marzo 2010. URL. :

Plus rarement, mais de façon très significative malgré tout, l'absence de traces d'un interrogatoire peut être liée au fait qu'il n'ait pas pu être retranscrit, faute de temps. C'est pour le moins ce qui se produit pour Felipe Castillo, interrogé avec Rosalio Padilla en octobre 1858, ainsi que le reconnaît le *Jefe Político* du Canton Cura, à qui le juge de paix de Magdaleno a amené ces deux hommes, dans la note qu'il adresse au gouverneur au moment de leur transfert :

> « Le porteur de cette missive est chargé de vous présenter les personnes de Rosalio Padilla et Felix Castillo qui ont été remises à cette Jefatura par Monsieur le Juge de paix de Magdaleno, en tant que suspects d'avoir appartenu à la faction de la Sierra, afin que vous déterminiez ce qui vous semble approprié à leur sujet. Je vous joins l'original de la déclaration faite par le premier auprès de cette Jefatura (…), mais tiens à vous prévenir que bien que l'on ait interrogé le second, sa déclaration n'a pas été écrite afin de ne pas retarder leur transfert, mais elle coïncide avec celle du premier. »[10]

Il n'existe donc aucune justification officielle à l'appui de cette « omission » qui montre une fois encore l'urgence dans laquelle les autorités travaillent, mais aussi la façon dont elles se jouent de la loi, nous livrant au passage combien il est fait peu de cas de l'interrogatoire en tant que pièce judiciaire et de celui qui en a été l'objet… Pourtant, si l'on s'en tient qu'à celui de Padilla, bien qu'il n'apporte rien concernant les deux prévenus, il convainc par contre les autorités que trois autres personnes « Gregorio Brea, Pedro Paez y José Peres, sont complices du délit de conspiration contre la patrie » et qu'il convient par conséquent de donner des ordres pour leur arrestation afin qu'il soit soumis au jugement adéquat. Finalement, à l'issue de la procédure, près de trois mois plus tard, le Secrétariat du Ministère de l'Intérieur délivre un « *Dígase* »[11] à l'attention du gouverneur de la province par lequel il accuse réception du dossier mais dans lequel, bien qu'il soit affirmé que « tous appartiennent à la faction de la Sierra », il est uniquement décidé que les deux premiers compères sont toujours sous le coup d'une suspicion de conspiration, en vertu « de l'article 13 de la loi sur les conspirateurs » mais sans que rien ne soit véritablement établi à leur encontre, tandis que pour les autres personnes,

---

http://nuevomundo.revues.org/59257. Ce que l'on voit très clairement à l'œuvre dans la Constitution vénézuélienne de 1857 avec la création du Pouvoir municipal et, plus encore, dans la loi sur le Pouvoir municipal édictée en suivant et qui attribue désormais des fonctions de police, dont le règlement est de la responsabilité du gouverneur de province, aux « commissaires municipaux » et aux Juntes Municipales », tous deux chargés « de veiller à l'exécution des dispositions relatives à la police urbaine et rurale ». *Ley de 25 de mayo de 1857 derogando la de 1838 Núm. 324 en todo lo que tiene relación con el Poder municipal*, in *Recopilacion de leyes y decretos de Venezuela, reimpresa por orden del Gobierno nacional. Segunda edición oficial*, Caracas, casa editorial de ″La opinión nacional″, 1890, Tomo III, respectivement Capítulo III, art. 30-1°, p. 600 et Capítulo IV, art. 33-1°, p. 600.

[10] Jefatura política del Canton. Al Sr Gobernador de la provincia, Cura, 3 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 437. C'est nous qui soulignons.

[11] Vient de verbe 'decir', dire, à l'impératif.

on indique que « l'on communiquera ultérieurement la résolution prise » à leur encontre[12]. Résolution dont nous n'avons trouvé aucune trace…

Ce point nous amène à en considérer un autre, celui de la procédure observée, précisément, pour la réalisation de ces interrogatoires et concernant le sort de ces personnes à l'issue de celui-ci. Si l'on s'en tient au *Código Orgánico de Tribunales*, peu d'éléments nous sont livrés relativement aux personnes compétentes pour mener à bien les interrogatoires, même si l'on peut déduire du contenu des attributions des juges de première instance, de canton et de paroisse, qu'ils peuvent y procéder.

Pourtant, une seule des personnes soumises à un interrogatoire l'est par un juge… Cet interrogatoire est réalisé après l'attaque de Güigüe en juillet ; il s'agit de celui mené par le juge de paix du village, José Ramón Melo, auprès de Ynocencio Granadillo[13], confirmant au passage que la nouvelle réglementation n'est pas totalement encore entrée en vigueur, puisque cette fonction de juge de paix a été remplacée par celle de juge de paroisse ou, pour le moins, que les deux terminologies cohabitent. En effet, si le juge de Güigüe signe son interrogatoire en tant que « juge de paix », lorsque le gouverneur de la province de Carabobo évoque, dans un document dont rend compte la *Comandancia de Armas* de la province, en avril de cette même année, les événements survenus dans cette paroisse et dans la ville de Güigüe elle-même, il parle de ce même juge en tant que « juge de paroisse de Güigüe »[14]…

À la lecture des autres interrogatoires et comparutions, il s'avère que ce ne sont pas les autorités judiciaires quelles qu'elles soient qui procèdent aux interrogatoires mais les autorités politiques et militaires.

Or, l'examen de la législation permet de percevoir qu'une partie des compétences judiciaires est effectivement, et paradoxalement, confiée aux gouverneurs de province dans le nouveau code sur le régime politique des provinces, adopté lui aussi après la proclamation de la constitution de 1857. En effet, les gouverneurs de province, dont nous avons déjà exposé les attributions relevant strictement du politique et de la gestion provinciale[15], disposent également de fonctions de maintien de l'ordre qui débordent, de notre point de vue, sur le judiciaire. C'est la raison pour laquelle nous parlions de paradoxe en amorce de ce paragraphe, dès lors qu'il est pourtant clairement stipulé à l'article 13 de ce Code :

[12] Secretaria de lo interior, Valencia, 15 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 440-440v.
[13] Interrogatoire de Ynocencio Granadillo. Parroquia de Güigüe, Güigüe, 26 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 393-394.
[14] Comandancia de Armas de Carabobo. Al Sr Coronel Jefe de Estado Mayor Gral, Valencia, 12 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 502.
[15] Cf. *supra* chapitre 4.

> « Les Gouverneurs ne pourront exercer de fonctions judiciaires, avoir des compétences dans les affaires contentieuses, à l'exception de celle de police, ni faire appel d'un jugement en cours dans les tribunaux (…). »[16]

Pourtant, quelques articles plus loin, il est indiqué que dans le cas où la tranquillité publique se trouverait menacée, les gouverneurs

> « (…) moyennant des compléments d'informations sur l'enquête, expédieront des ordres écrits de comparution ou d'arrestation contre les personnes qui apparaîtraient être les auteurs ou les complices du crime »[17]

Mais « ordre de » ne signifie pas nécessairement qu'ils puissent y procéder eux-mêmes ; ils peuvent faire arrêter les personnes surprises en flagrant délit de délinquance. Dans ces deux cas, ils doivent par contre mettre les accusés à la disposition du juge compétent dans « le délai précis de quarante-huit heures avec les éléments ayant motivé l'arrestation »[18]. C'est d'ailleurs ce que tiennent à rappeler José Leyzeaga, père et fils, dans leur courrier du 23 août adressé au Président Provisoire de la République, Julián Castro, considérant à cet égard que le gouverneur a, à leur encontre, abusé de ses pouvoirs. Toutefois, leur argument peut être discuté dès lors qu'il repose sur une question d'interprétation de la loi en vertu de laquelle les gouverneurs peuvent effectivement, comme les Leyzeaga le rappellent, « expédier des ordres d'arrestation [mais] uniquement dans le cas où la sécurité de l'état l'exige ». De même, si les gouverneurs peuvent « interroger les personnes détenues, ils sont obligés de les mettre à la disposition du juge compétent avec les poursuites ayant motivé l'arrestation, au plus tard dans un délai de trois jours »[19]. Même s'ils se trompent sur ce dernier point, puisque c'est de 48 heures dont ils disposent, les Leyzeaga confirment au passage leur bonne connaissance du droit et de leurs droits, et nous ne sommes pas au bout de nos surprises.

Est-ce donc en vertu de ces dispositions que les gouverneurs y procèdent ? Ce ne devrait pas être le cas puisque, rappelons-le, à leur arrivée au pouvoir en mars 1858, Julián Castro et ses partisans frappent de nullité la constitution votée en 1857 ; il n'en demeure pas moins qu'à l'examen des pratiques telles que nous avons pu les observer à partir des archives, il s'avère que ce sont bien les gouverneurs qui se chargent d'un nombre non négligeable d'interrogatoires de suspects. Et même si la législation ne les y autorise donc pas

[16] *Código que comprende las leyes desde el número 1. 116 al 1. 120 sobre el régimen político de las provincias, las cuales derogan y dividen en cinco leyes la de 1838 número 324*. Ley I de 25 de mayo de 1857 que trata de los Gobernadores, in *Recopilacion de leyes y decretos de Venezuela, reimpresa por orden del Gobierno nacional. Segunda edición oficial*, *op. cit.*, Art. 13, p. 592.
[1717] *Ibid*, art. 25, p. 592-593.
[18] *Ibidem*.
[19] José Leyzeaga Padre y José Leyzeaga hijo. Al Encargado del Gobierno provisorio de la Republica, Carcel de Valencia, 23 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 450.

explicitement, le gouvernement pour sa part les en enjoint de façon très explicite à plusieurs reprises. Cette démarche se vérifie tout particulièrement en juillet 1858 où l'on ne cache plus l'urgence « d'éclaircir l'origine et les tendances de la Faction qui est apparue dans la Sierra ». C'est pour le moins ce qui est affirmé en préambule d'une missive adressée aux gouverneurs des provinces touchées par la Faction dans laquelle il est ensuite indiqué :

> « (…) que tous les prisonniers qui sont faits de ladite faction soient scrupuleusement interrogés par l'autorité politique sur tous les moins exprimés, et que les interrogatoires ainsi réalisés soient immédiatement remis au Gouvernement (…). »[20]

Tout début juillet déjà, le curé de la paroisse de Güigüe est ainsi interrogé par le gouverneur de la province de Carabobo Y. Lovera, qui procède également aux interrogatoires de Ildefonso Luna, de Maximiano Díaz et de Domingo Galindo, fin août. Quant à Pablo Acosta et ses sept comparses, interrogés fin juillet 1858, c'est le gouverneur de la province de Guárico, Pedro Sanojo, qui en la responsabilité et qui interroge également José Almerida en novembre.

Mais il y a plus curieux encore dans l'organisation de ces interrogatoires. En effet, si pour les gouverneurs, on peut trouver dans la législation une ouverture en ce sens, ce n'est pas cas en ce qui concerne les *Jefes Políticos* de Canton. Rien dans la loi de 1857 les concernant ne prévoit qu'ils puissent exercer des fonctions de justice ; la seule mention qui éventuellement pourrait ouvrir une brèche en ce sens est celle figurant à l'article 9 qui stipule :

> « Art. 9° Les *Jefes políticos* ne pourront pas se mêler d'affaires contentieuses entre parties, à l'exception des jugements de police où ils interviendront conformément à la loi. »[21]

Il n'en demeure pas moins que certains *Jefes Políticos* procèdent également à des interrogatoires. Si dans certains cas en effet, ils se contentent de réceptionner le suspect et de le faire comparaître avant de l'adresser, pour interrogatoire, au gouverneur dont ils dépendent directement (comme cela se produit pour le suspect José Almerida qui est remis au gouverneur par le *Jefe Político* du Canton Ortiz), dans d'autres, ce sont bien eux qui se chargent de l'interrogatoire. Le *Jefe Político* de Puerto Cabello, R. G. Matos, interroge ainsi

[20] *Digase a los Gobernadores d'Aragua, Guárico, Carabobo y Cogedes*, Caracas, 13 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 367. Le gouverneur de Cojedes prend acte de cette disposition en date du 19 juillet (fol. 375), tandis que celui de la province du Guárico y procède le 24 (fol. 379) et envoie d'ailleurs copie des interrogatoires auxquels il a procédés, le 5 décembre, précisant « que l'original a lui été transmis au Juge de Première Instance » (fol. 412).

[21] *Código que comprende las leyes desde el número 1. 116 al 1. 120 sobre el régimen político de las provincias, las cuales derogan y dividen en cinco leyes la de 1838 número 324*. Ley 2a de 25 de mayo de 1857 sobre los Jefes políticos, in *Recopilacion de leyes y decretos de Venezuela, reimpresa por orden del Gobierno nacional. Segunda edición oficial*, *op. cit.*, Art. 9°, p. 594.

Eugenio González, tandis que celui du Canton Cura, Pedro Abreu, a la responsabilité de ceux de Rosalio Padilla, de María Germana Pérez et de Silvestre Bolívar. En outre, à l'issue des déclarations de Rosalio Padilla et Felix Castillo, Abreu « donne des ordres afin que soient appréhendés Gregorio Brea, Pedro Páez et José Péres, dont il apparaît, à l'issue des dépositions, qu'ils sont complices du délit de conspiration contre la patrie, afin qu'ils soient soumis au jugement adéquat »[22]. Enfin, c'est le *Jefe Político* de El Pao qui interroge Florencio Mendoza, le 23 juillet[23].

Un tel élargissement des fonctions des gouverneurs et de leurs subordonnés à la sphère judiciaire, au détriment des juges de paix tout particulièrement qui, le plus souvent, se contentent d'adresser les suspects (comme dans le cas de Rosalio Padilla que nous venons d'évoquer), coïncide en tout point avec ce dont D. Barriera rend compte pour la plupart des provinces argentines de la seconde moitié du XIXème siècle où l'on constate « une permanente intervention du gouvernement provincial » et de « larges prérogatives en matière d'administration de la justice sans que cela ne provoque de résistances »[24].

La sphère militaire n'est pas en reste non plus sur ce point, puisque nous avons constaté que certains interrogatoires étaient réalisés soit directement par le Général en chef de l'EMG, comme cela se produit début juillet 1858 pour Ysidro Ysquierdo, supposé complice des factieux ; soit par le Commandant de la Colonne d'observation de Majaguito qui œuvre sur la Sierra. C'est le cas en septembre pour trois des suspects : Roque Castillo, Mónico Castillo et Andrés Martínez. Mais ici aussi, ces initiatives sont relativement encadrées, puisque tout comme pour les gouverneurs, c'est le gouvernement lui-même qui fixe très officiellement les règles du jeu, toujours en juillet 1858, aux Généraux José María Zamora, José de la Cruz Paredes et Pedro E. Ramos, les trois chefs en charge à cette date des opérations dans la Sierra, et avec un objectif peu ou prou similaire :

> « Il est de la plus haute importance pour le Gouvernement et la République que vous mettiez tout votre soin à la capture de prisonniers de la faction de la Sierra, en tâchant qu'ils soient de la classe d'officiers et de sergent et avec toutes les formalités

[22] Jefatura política del Canton. Al gobernador de la Provincia, Cura, 3 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 437.

[23] Cette confusion des fonctions n'est pas propre au Venezuela. Due tout à la fois à la faiblesse des ressources financières ainsi qu'au manque d'hommes formés au droit, mais aussi à la culture juridique qui est la leur, on retrouve une situation similaire notamment en Argentine, et tout particulièrement dans l'intérieur. C'est que montre bien E. Zimmermann dans un article sur le fonctionnement de la justice dans l'Argentine des années 1860-1880 où, dit-il, il existe « un problème de superposition entre les fonctions judiciaires et les charges politiques », qui empêche non seulement la séparation effective des pouvoirs mais alimente également un certain arbitraire dans la résolution des conflits. Eduardo Zimmermann, « El Poder judicial, la construcción del estado, y el federalismo : Argentina, 1860-1880 », in Eduardo Posada-Carbó (ed), *In Search of a New Order : Essays on the Politics and Society of Nineteenth-Century Latin America*, London, University of London/ILAS, 1998, p. 133 et p. 134.

[24] Barriera, Darío G., « Justicias, jueces y culturas jurídicas en el siglo XIX rioplatense », *op. cit.*

> nécessaire et de la façon la plus authentique, que vous preniez leurs déclarations sous serment en leur posant toutes les questions qui permettent de connaître les ramifications de la faction, qui ont été et qui sont ses promoteurs, de qui ils ont reçu des soutiens en armes, quels plans fomentaient les Chefs et quelles promesses ils faisaient et de qui ils espéraient aides et ressources (…). Je vous répète que ces documents sont du plus grand intérêt pour le Gouvernement, et j'espère qu'ils seront transmis immédiatement après qu'ils aient été réalisés. »[25]

Ces interrogatoires ont lieu la plupart du temps immédiatement après l'arrestation des suspects et leur reddition. Dans certains cas néanmoins, ils sont amenés de la prison où ils sont déjà détenus comme cela se produit, entre autres, pour José Ramos Baldonado, José Jesús Figueroa et Juan Breto. Le premier est accusé de conspiration et on lui demande en premier lieu « s'il connaît le motif de son emprisonnement », qu'il dit malgré tout ignorer[26]. La même question est posée quelques jours plus tard à José Jesús Figueroa et Juan Breto, qui répondent tous les deux que c'est « pour avoir été pendant dix-huit jours avec Agachado et Zoilo »[27]. Il en va de même de Julián Silva lui aussi accusé de « conspiration »[28].

À l'inverse, nous avons connaissance de l'emprisonnement d'hommes arrêtés au cours d'escarmouches avec les factieux, sans que pour autant nous n'ayons trace d'un quelconque interrogatoire les concernant, alors qu'à plusieurs reprises les autorités s'engagent à interroger tous les prisonniers, notamment à la mi-juillet 1858, dans le cadre de l'attaque de San Francisco de Tiznados par les factieux de la Sierra alors que le gouvernement en fait expressément la demande aux gouverneurs des provinces concernées. Celles d'Aragua, de Cojedes et de Carabobo répondent immédiatement à cette injonction, celui de Carabobo en ces termes :

> « Ce Gouvernement a bien pris en considération que pour éclaircir l'origine et la tendance de la faction de la Sierra et pour connaître les connexions qu'elle pourrait avoir avec la conjuration qui s'est tramée dans cette capitale [Valencia], les prisonniers qui ont été faits de la faction mentionnée, doivent être scrupuleusement

[25] Ministerio de Guerra y Marina. Al Señor General Jefe del EMGeneral del Egercito, Caracas, 16 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 413-413v. L'État-major de Maracay accuse réception de cette directive en date du 23juillet (fol. 427-427v).

[26] Comandancia militar de las operaciones de Tisnados. Al Señor Gobernador de la Provincia del Guarico. Interrogatorio de José Ramos Baldonado, San Francisco, 12 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 414v.

[27] Interrogatoire de José Jesus Figueroa. Comandancia militar de las operaciones de Tisnados, San Francisco de Tisnados, 17 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 416 ; Interrogatoire de Juan Breto. Comandancia militar de las operaciones de Tisnados. Al Señor Gobernador de la Provincia del Guarico, San Francisco, 17 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 417.

[28] Interrogatoire de Julian Silva. Comandancia militar de las operaciones de Tisnados, San Francisco de Tiznados, 12 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 415. Le plus souvent les prisonniers ont des chaînes ou des grilles, qui leur sont, ou pas, enlevées lors pour leur interrogatoire. Nous y revenons dans l'item à suivre sur les conditions de détention.

> interrogés par l'autorité politique, en réunissant pour le Gouvernement Suprême les interrogatoires qui seront pratiqués (…). »[29]

Cet encouragement à interroger « scrupuleusement » les prisonniers nous amène à nous interroger à notre tour sur les conditions dans lesquelles les interrogatoires ont lieu, question centrale s'il en est puisque ces paroles sont au cœur de notre propre enquête, les indices sont bien maigres et sont, une fois encore, essentiellement fournis par José Leyzeaga, père.

C'est en effet surtout dans la deuxième lettre que les informations sont détaillées dès lors qu'elles font partie de ce que José Leyzeaga, père, tient à « révéler » concernant les accusations de sa complicité dans « les mouvements factieux survenus dans la Sierra » que ses « ennemis personnels ont fomentés en employant de criminelles manœuvres »[30] ; et ce avant que le décret de confinement dans la province de Cumaná prononcé à son encontre soit mis à exécution. Révélations qu'il dit ne pas avoir pu faire plus tôt, parce qu'ils ne disposaient pas de preuves pour cela, bien qu'il ait été pour lui

> « évident que toutes les déclarations contre lui remises par les individus qui commandaient des troupes dans les points limitrophes avec mes terres de Los Naranjos, étaient fausses, arrachées par la peur, la violence ou la punition dès lors que des personnes honnêtes résidants en ces lieux m'en avaient averti. »[31]

Cette lettre nous renseigne aussi sur les conditions dans lesquelles, si l'on en juge par ce qu'il rapporte, ont pu se dérouler les interrogatoires à proprement parler. L'explication qu'il fournit dans la seconde partie de son courrier sur la raison du manque de preuves formelles en sa possession nous informe en effet sur la situation des personnes interrogées, puisqu'il rapporte qu'il a pourtant vu en prison « les témoins forcés par des moyens violents à déclarer des choses fausses contre [lui], mais qu'ils ont immédiatement été envoyés à Puerto Cabello ou en d'autres lieux [qu'il] ignore »…

Il n'a en outre, et il ne cesse d'ailleurs de dénoncer ce vice de procédure, parmi d'autres, pas pu bénéficier d'un procès en bon et due forme. Or, si celui-ci avait eu lieu, il aurait pu démontrer son innocence et, pour ce faire, convoquer des témoins dont il se dit « sûr qu'ils auraient rendu compte des menaces et des violences à cause desquelles on les a fait manquer à la vérité ». C'est pour cet ensemble de raisons qu'il pensait devoir se résoudre à son « triste sort »[32].

---

[29] Gobierno Superior de la Provincia de Carabobo. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y justicia, Valencia, 15 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 372.
[30] José Leyzeaga Padre. Al Señor General Encargado del Poder Ejecutivo, Carcel de Valencia, 22 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 451.
[31] *Ibid*.
[32] *Ibidem*, fol. 451-451v.

Mais, et l'annonce se veut théâtrale, « la Divine Providence s'est chargée de [sa] défense le jour même de [son] confinement » en faisant entrer, par miracle, dans la prison où il se trouvait encore pour quelques heures, « cinq malheureux » ; arrivée dont il poursuit le récit en ces termes :

> « (…) parmi les cinq malheureux remis pour l'un des chefs auteurs des déclarations antérieures, il y en avait deux qui avaient également déposés contre moi. Il aurait fallu que VE elle-même les voie comme je les ont vus de nombreux citoyens qui ont été scandalisés en voyant leurs corps qui avaient été récemment marqués par les punitions et les tourments subis tandis qu'ils refusaient de ne pouvoir dire la vérité violant ainsi le caractère sacré du serment ; mais cédant à la douleur ils ont fini par exposer ce que leurs bourreaux voulaient. Ce qu'ils racontent est triste et désolant (…). »[33]

Hormis ces données qui sont à considérer avec précaution, nous avons trouvé d'autres indices sur le déroulement des interrogatoires. Le premier figure dans le compte-rendu de l'interrogatoire d'un homme arrêté parce que jugé suspect, dans la zone de Valle-Hondo. Il se termine par ces paroles qui se suffisent à elles-mêmes, relativement aux conditions de cet « interrogatoire » :

> « Tout ceci est exact parce que cet homme a fait cette déclaration en cédant à la peur, sans nier sa complicité. »[34]…

Second indice, cette indication d'avril 1858, pépite incrustée au milieu de dizaines de rapports de même nature :

> « À la dernière minute, le Capitaine Antonio Pérez, del Cambur, vient d'arriver et au cours de la raclée qu'il a donnée aux bandits, il a capturé deux d'entre eux, Juan Quiñones et Silvestre Escalona qui sont en mon pouvoir. Je les ai interrogés et ils disent de nombreux mensonges ; mais, avec astuce, je vais leur soutirer la vérité (…). »[35]

Si là encore, les violences à l'encontre des factieux incarcérés et interrogés ne semblent pas plus importantes que les très nombreux cas relatifs à ceux qui, à peine interpellés, sont relâchés faute de preuve, de temps ou de place, il n'en demeure pas moins que la répression fait son œuvre et qu'elle est indissociable de la façon dont les autorités perçoivent ces hommes et les décrivent.

[33] José Leyzeaga Padre. Al Señor General Encargado del Poder Ejecutivo, *op. cit.*, fol. 451v.
[34] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel José Maria Muguerza, San Francisco de Tisnados, 12 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 278.
[35] Comandancia de la columna de la Sierra d'Aragua. Al Sr Comandante José Zeferino Avila, Limon, 25 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 316.

### 5. Entre interrogatoires et procès : des factieux bien malmenés

Comparutions, interrogatoires précédés ou à la suite d'un emprisonnement, mais aussi procès en bonne et due forme. Ils sont peu nombreux, même si l'on dit souvent à l'occasion des interrogatoires que les suspects doivent « être soumis à procès ». C'est ce qui arrive à Pablo Acosta, détenu dans la prison de Calabozo et « mis à la disposition de Monsieur le Juge de Première Instance afin qu'il soit jugé et puni conformément aux lois ». Pourtant, s'il est bien interrogé à Calabozo le 27 juillet par le gouverneur, « pour désaffection au Gouvernement National et en faveur des Monagas, dont la conduite est perverse pour d'autres faits et parce qu'il donne le mauvais exemples pour des actes d'insubordination »[36], par contre, nous n'avons pas trace du procès en tant que tel pas plus que d'une quelconque condamnation.

Les procès dont nous avons malgré retrouvé la mention, si ce n'est la trace, n'en constituent pas moins des moments symboliquement forts de ce temps de la justice dans le même temps qu'ils nous renseignent sur ses dysfonctionnements. Quand ont-ils lieu et qui concernent-ils ? Que s'y joue-t-il ?

Nous en avons repéré quatre : en avril, mai, septembre et octobre 1858.

Le premier a une physionomie bien particulière puisqu'il concerne un fonctionnaire félon, emprisonné d'ailleurs, au moment où les faits sont rapportés, avec d'autres traîtres dont nous avons déjà croisé la route au chapitre précédent. Il s'agit en effet du procès intenté à « Sabino Velasquez, l'ex-administrateur des Rentes Internes », accusé d'avoir gardé une partie des rentes dont il avait la responsabilité. Ce vol intervient en fait après la levée, en mars, d'un emprunt volontaire organisé pour financer la traque de la Faction. Le 23 mars en effet, le chef d'État-major des *llanos* de Calabozo informe le gouverneur de la fuite de l'Administrateur « dont on ne sait rien concernant ce qu'il existait à sa charge ». Il indique toutefois en suivant :

> « (…) il a ensuite été capturé par les forces de Morrocoyes et on a demandé à ce qu'il soit conduit dans cette ville pour qu'il rende des comptes. »[37]

Dans le même temps, on nomme un remplaçant, en la personne de Cayetano Viso, qui entreprend d'ailleurs immédiatement de procéder à la levée de l'emprunt...

---

[36] Estado Mayor de operaciones de Guarico y Apure. Al Gobernador de la provincia del Guarico, San Francisco de Tisnados, 25 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 413.

[37] *Oficio n° 6*. Estado Mayor General de los Llanos de Calabozo. Al Sr Gobernador de estas provincias, Calabozo, 25 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 555.

Le 17 avril, nous apprenons que Sabino Velásquez est incarcéré dans la prison de Calabozo et qu'il est sous le coup « d'un procès criminel devant le Tribunal de 1ère Instance pour s'être emparé d'une partie des rentes dont il avait la responsabilité, ce que l'on ne peut que considérer comme un vol ». Mais ce n'est pas tout. L'annonce de cette incarcération et de ce procès est l'occasion d'apprendre l'arrestation de José María Hermoso, colonel suspect, appréhendé fin mars lui aussi, qui se trouve en prison non seulement avec Velásquez mais également avec « los Linares » dont le père est ce commandant factieux qui a tourné casaque après le viol de sa sœur par un membre des forces gouvernementales, et ses trois fils… et qui sont tous considérés « comme figurant au premier niveau dans la faction de Nonato Rodriguez et Zoilo Medrano »[38]. Toutefois, nous ne saurons rien de plus sur cette affaire judiciaire.

Le procès du mois de mai est d'une autre nature et, surtout, d'une toute autre ampleur puisque, au regard de la liste fournie à l'appui de son annonce, il concerne 27 personnes[39]. Arrêtées en ordre dispersé dans la Sierra au cours des semaines précédentes par les hommes du Commandant Francisco Miguel Rojas, *Comandante militar* de la Sierra, nous n'en apprenons néanmoins pas beaucoup plus sur cette procédure. La seule indication fournie dans la lettre qui accompagne cette liste et qui informe le ministère de *Interior y Justicia* de cette procédure est la suivante :

> « (…) [ces] individus appartenant à la faction Agachado se trouvent dans la prison publique de cette ville soumis à la juridiction de M. le Juge de 1ère Instance du premier circuit de Carabobo (…). »[40]

Concernant les personnes incriminées, le gouverneur insiste uniquement sur le fait que parmi elles « il y en a certaines, comme Ponciano Brea qui a la fonction de Lieutenant dans la faction, que l'on juge encore comme préjudiciables à la tranquillité dont jouit aujourd'hui la Sierra, en raison de leurs mauvais antécédents »[41].

Par contre, là encore, aucune trace de procès à proprement parler, alors que c'est pourtant bien à cela qu'ils sont « promis » si l'on en juge par l'intitulé de la liste. De même, aucune de ces personnes ne figurent parmi celles ayant été soumises à un interrogatoire dûment enregistré. Toutefois, Joaquín Rodríguez, responsable de la *Comandancia de la columna* de la

---

[38] Gobierno Superior Político de la provincia del Guarico. Al Secretario de E. en los DD del Interior y Justicia, Calabozo, 17 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 308.

[39] *Lista de los individuos pertenecientes a la faccion Agachado que estan sometidos a juicio en el Tribunal de 1a Instancia del Primer Circuito de Carabobo*, Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo. Al Sr Secretario de E en los DD de Interior y Justicia, Valencia, 24 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 324. Cette liste est reproduite en annexe.

[40] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo. Al Sr Secretario de E en los DD de Interior y Justicia, Valencia, 24 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 323.

[41] *Ibid*., fol. 323v.

Sierra d'Aragua, dans le rapport qu'il adresse au Commandant en chef des opérations dans la Sierra, José Zeferino Avila, indique d'une part les conditions dans lesquelles deux des prévenus, Juan Quiñones et Silvestre Escalona, ont été appréhendés, à savoir lors d'une échauffourée avec « les bandits », mais aussi qu'il « les a interrogés »[42] dans des conditions que nous allons découvrir sous peu.

Néanmoins, pour certains de ces factieux nous disposons, avant la date de leur arrestation et de leur incarcération, d'éléments sur leurs actions ou sur les faits qui leur sont reprochés. C'est ainsi que Leandro Figueroa figurait déjà sur la liste de factieux établie fin avril, qui comprend les « factieux de la Sierra qui se sont présentés [à Guanaire] et de ceux qui se sont enfuis »[43], dont il fait partie.

Quant aux deux autres personnes sur lesquelles nous disposons d'informations, il s'agit de Patricia Rodríguez et de son mari, José María Acosta. Souvenez-vous-en ? Ils ont été arrêtés fin avril, et emprisonnés parce que Patricia Rodríguez était accusée d'avoir informé les factieux de la position des forces gouvernementales[44].

Il n'en demeure pas moins que nous retrouvons la trace d'au moins 20 d'entre eux en juin, dès lors qu'ils font partie de ceux qui bénéficient de l'amnistie du 2 de ce même mois, ainsi qu'en témoigne la liste adressée par le gouverneur de province de Carabobo, dix jours plus tard, au Ministère[45]… Parmi eux d'ailleurs, Leandro Figueredo et le mari de Patricia Rodríguez, mais pas cette dernière.

Même si El Agachado n'a toujours pas été appréhendé, un procès d'une assez grande ampleur, en raison du nombre de complices qui ont été arrêtés, est organisé à San Carlos, dans la province de Cojedes, dans les premiers jours de septembre. Or, il nous livre très certainement une des clés du caractère inachevé de ces procédures. En effet, dans une communication qu'il adresse au gouverneur de sa province, le Juge de 1ère Instance de San Carlos, Anes, rend compte « de l'état du procès qui se déroule dans ce Tribunal contre les complices de la faction de Aguachado (sic) » et confie :

> « Avec soin et énergie, ce tribunal a tenté suivre le cours de ce procès, mais il se trouve dans un état inachevé, dans la mesure où les prisonniers qui devaient être

[42] Comandancia de la columna de la Sierra d'Aragua. Al Sr Comandante José Zeferino Avila, Limon, 25 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 316.
[43] Lista de los facciosos de la Sierra que se han presentado, y de los que andan dispersos, Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, sd. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 317.
[44] Comandancia de la columna de la Sierra d'Aragua. Al Señor General Nicolas Silva, Jefe de operaciones d'Apure, Guárico i Aragua, Ollita, 21 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 520v-521. Cf. *Supra*. Chapitre 5.
[45] Gobierno Superior Político de la provincia de Carabobo. Al Secretario de E. en los Despachos de Interior y Justicia, Valencia 12 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 331. Cette liste, qui figure au fol. 332, est reproduite en annexe.

> interrogés sont si nombreux, au regard des crimes commis qui doivent être vérifiés, des complices qui auraient pu les aider, et de tous les fils de cette horrible trame dans laquelle ces scélérats prétendaient plonger la société pour l'exterminer. »[46]

Il est néanmoins en mesure d'annoncer, et c'est le seul cas où nous avons clairement connaissance des suites d'une telle procédure :

> « Malgré tout cela, le tribunal a délivré des mandats d'arrêt contre Narciso Castillo, José Arsapre et José de Lorena Betancourt pour s'être avéré complices si l'on s'en tient à ce que la majorité des accusés qui affirment dans leurs confessions qu'ils étaient des auxiliaires des criminels qui ont répandu la consternation et la peur dans les hameaux de Barraguan et Bucaritos. »[47]

Mais, quoi qu'il en soit, c'est la première (et la dernière) fois que nous entendons parler de ces trois personnes…

Dans la suite de son rapport, le juge précise par contre que le tribunal devra prendre soin de distinguer, d'une part, « les délits de droit commun pour les auteurs d'assassinats et d'incendies et de vol ; et ceux de conspiration », et que le gouverneur continuera d'être informé par le tribunal de l'avancée des jugements. D'ailleurs, au moment de transmettre à son tour ces nouvelles au Ministère, le gouverneur dit se féliciter « du zèle que les autorités de cette province déploient pour punir les scélérats et défendre la morale »[48].

La distinction établie entre délits de droit commun et conspiration, ou engagement plus clairement établi en faveur ou aux côtés des factieux, est très souvent énoncée[49] et elle prend toute son importance au moment des amnisties comme nous allons le constater sous peu.

Au cours de ce même mois de septembre alors que les arrestations de factieux se multiplient, notamment celles des *cabecillas*, le *Coronel Jefe de operaciones* des Cantons San Carlos et Tinaco affirme que celles dont il mentionne le nom (« Nicolas Vargas, Santiago Figueredo, Victorio Acuña, Ramón Morillo, Marcelo Carvajal, Miguel Gutierres, Eulogio Tovar, Ygnacio Monagas et ses fils Cleto et Justino, Eucebio Rojas et Teodoro Escobar ») « seront soumises à procès non seulement comme complices de Agachado, mais aussi comme incendiaires, assassins et voleurs »[50].

Or, quelques jours après l'envoi de ce rapport du juge de 1ère instance, ce même colonel dresse une liste de seize factieux qui ont été arrêtés à Barraguan et qu'il remet, depuis San

[46] Gobierno Superior Político de Cojedes, San Carlos, 6 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 420-420v.
[47] *Ibid*., fol. 420v.
[48] *Ibidem*, fol. 421.
[49] Nous avons déjà eu l'occasion de la constater dans l'analyse des violences commises par les factieux et nous la retrouvons en effet très souvent lorsqu'il s'agit de juger les factieux.
[50] Al Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 12 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 430.

Carlos, « à la capitale de la République, à la disposition du Gouvernement » parmi lesquels d'ailleurs de nombreux Betancourt[51]. Dans le même temps qu'il confirme la présence de « prisonniers dans la prison publique de cette ville » dont la plupart figure parmi « les premières cabecillas », il précise que leur procès est en cours, mais selon lui, uniquement « pour délits communs comme des vols, des assassinats et des incendies »[52]. Nous avons confirmation, en date du 25 septembre, que ces dix-sept factieux ont bien été remis par le gouverneur à l'État-major Général à Valencia, lequel indique que « le Gouvernement a décidé de les faire servir dans l'armée »[53], tandis que d'autres avaient été envoyés « servir dans la garnison de Margarita »[54]… D'autres prisonniers incarcérés pour les violences commises à Barraguán sont également amenés à Valencia, en ce même mois de septembre, pour être interrogés par le juge de 1ère instance, ainsi que l'indique le gouverneur de la province de Carabobo :

> « Aujourd'hui sont arrivés dans cette ville, en provenance de el Baul, les onze individus qui figurent sur la liste jointe (…) qui appartiennent tous à la faction de Agachado. Après qu'ils auront été interrogés par le Juge de 1ère Instance, et que l'on ait vu qu'ils n'ont pas participé aux assassinats, vols et incendies commis à Barraguan, ils seront mis, dans cette Capitale, à la disposition du Gouvernement (…). »[55]

Si nous connaissons à présent le sort, pour le moins surprenant, ainsi réservé à certains d'entre eux, qu'en est-il de la grande majorité des autres prévenus soumis à interrogatoire et/ou à procès ?

Le moins que l'on puisse dire est que les sources sont peu prolixes sur ce point, reflet très certainement de la façon dont, nous venons de le voir, cette justice fonctionne. De fait, peu de sentences semblent prononcées et, venant à l'appui de cette hypothèse, nombreux sont les suspects arrêtés et interrogés dont nous n'entendons plus parler par la suite.

Nous avons ainsi repéré une disposition adoptée à plusieurs reprises, de façon plus collective, à l'encontre de factieux arrêtés, et qui mérite attention : il s'agit de leur déplacement dans des lieux de garnison afin qu'ils ne puissent nuire davantage à l'ordre public. Cette mesure est proposée une première fois en août 1858 afin de pallier au trop grand nombre de prisonniers de la faction dans la prison de Valencia, ainsi que l'indique le

[51] *Lista nominal de los individuos cojidos al a Facción de Agachado, que se remiten hoi a Valencia*, San Carlos, 15 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 280. Cette liste est reproduite en annexe.
[52] Comandancia de armas y operaciones de los cantones de San Carlos y Tinaco. Al Sor Coronel Jefe del EMJral, San Carlos, 15 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 279.
[53] EMG. Al Sr Secretario de E en los DD de Guerra y Marina, Valencia, 27 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 300.
[54] *Despacho*, Valencia, 21 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 430v-431.
[55] Valencia, 30 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 434.

gouverneur de la province de Carabobo, dans une missive adressée au Ministère de l'Intérieur et de la Justice :

> « (…) le nombre considérable de détenus pourrait se transformer, du fait d'un accident inattendu, en une menace à l'encontre de la tranquillité publique que je crois nécessaire de prévenir dès à présent ; et dès lors qu'il en serait pas prudent de les mettre aujourd'hui en liberté, puisqu'il ne fait aucun doute qu'ils retourneraient dans leurs caches pour conspirer de nouveau contre la société, je me risque à proposer, au cas où SE le Chef provisoire accueillerait favorablement cette idée, qu'ils pourraient être envoyés dans la garnison de Maracaibo ou de tout autre endroit où ils ne seraient pas dangereux pour la paix de la République. »[56]

Cette « idée » qui vise à répondre à une situation d'urgence, et ne s'appuie donc sur aucune disposition légale, est visiblement bien accueillie en haut lieu puisque le Conseil d'État, en accord avec le gouvernement, donne son feu vert le 12 août[57]. Ce sont au total onze personnes qui sont ainsi sensées partir pour Maracaibo, située à l'extrême ouest du pays, et dont la liste est transmise par le *Comandante de Armas* de la province, Nicolás Silva, au gouverneur[58]. Censées car, visiblement, ainsi que s'en plaint ce dernier, « bien que par une disposition du Gouvernement Suprême communiquée à cette *Gobernación* par ce Ministère par un pli du 12 août dernier, les prisonniers de la faction de la Sierra doivent être envoyés à la garnison de Maracaibo, le *Commandante en Armas* de la province a remis les personnes concernées par cette mesure à disposition de la *Gobernación* »[59]… Malheureusement, nous ne connaîtrons pas la fin de l'affaire.

C'est une mesure du même ordre que celle prise, le mois suivant, à l'encontre de trente factieux eux aussi détenus dans la prison de Valencia. Même s'il ne s'agit pas nécessairement dans ce cas de les envoyer à l'autre bout du pays, l'objectif est ici aussi de faire en sorte qu'ils ne puissent nuire à nouveau dans leur communauté d'origine. C'est pour le moins ce que l'on déduit des propos du Colonel chargé des opérations dans les Cantons San Carlos et Tinaco, qui s'avère particulièrement actif en la matière, puisqu'il considère qu'il doit se charger d'envoyer ces hommes dans la capitale de la province (et également du pays) dès lors qu'il considère comme « nécessaire que le gouvernement adopte une mesure sérieuse afin d'éviter qu'ils retournent en ces lieux où ils représenteraient une menace constante pour l'ordre public

[56] Al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 10 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 396-396v.
[57] Sesión n° 6 del Consejo de Estado, Valencia, 12 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 397 ; *Resuelto*, Secretaria de lo Interior, Valencia 12 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 397-397v.
[58] *Lista de los individuos venidos del Baúl i cojidos a la facción de Agachado*, San Carlos, 17 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 435. Cette liste est reproduite en annexe.
[59] Gobierno Superior Político de la Provincia. Al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 19 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 436-436v.

et pour les honorables *vecinos* »[60]. Or, pour ces trente hommes non plus, nous ne connaîtrons finalement pas le sort qui leur est réservé ; par plus que celui de ceux que le gouverneur de la province de Carabobo a sous sa responsabilité et qui considère qu'il serait « dangereux pour la tranquillité publique de les renvoyer dans la Sierra où ils résident »[61]… On balance donc toujours entre la sanction et une éventuelle remise en liberté qui contribuerait, quoi qu'il en soit, à désengorger les prisons.

Une question demeure cependant. Cette absence de suivi relativement au sort des prisonniers dont on demande ainsi le transfert ailleurs, constituerait-il une nouvelle preuve des dysfonctionnements de la justice ? La réponse mérite nuance. Deux documents, rédigés en octobre et novembre 1858, suggèrent en effet une autre piste, déjà présente en filigrane, si l'on y songe, dans le cas du transfert des prisonniers à Maracaibo. Il s'agit des conflits de compétence et d'intérêt entre les trois pouvoirs, politique, militaire et judiciaire ; ce dernier semblant pâtir de la volonté des deux autres de prendre en main la répression à mener contre des hommes qu'ils traquent depuis des mois.

Le premier incident relatif à cette question[62] se produit dans la province du Guárico, au cours du mois de septembre, et il est relaté par le l'EMG en charge des opérations dans la Sierra. C'est le juge de 1ère Instance de la province qui ouvre le débat, le 4 septembre, critiquant la procédure observée pour le transfert de prisonniers de la Faction. Il se fonde pour cela sur l'ordre donné au gouverneur par l'EMG en charge des opérations dans la Sierra afin que ces derniers soient remis, par l'intermédiaire de quartier général divisionnaire, au Comandante de Armas de la province voisine de Carabobo. Or, selon le juge, les autorités militaires ne sont pas compétentes en la matière, d'autant plus qu'il s'agit ici selon lui de personnes mise en accusation pour « trahison ». Dans ce cas, c'est la Cour Suprême qui a la responsabilité, dit-il, « de désigner le lieu ou les lieux où [ils] doivent être transférés »[63]. Et il cite ici dans son intégralité l'article 11 de la loi du 3 avril 1849 qui n'est autre que celle *sur les conspirateurs et l'abolition de la peine capitale* qui se poursuit en précisant que cette compétence s'exerce « quand l'exige la bonne Administration de Justice, ou afin de pourvoir

[60] Comandancia de armas y operaciones de los cantones de San Carlos y Tinaco, Valencia, 21 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 430v.
[61] *Despacho*, Valencia, 27 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 432-432v.
[62] Car de fait, nombreux sont les conflits entre les différentes sphères de compétence ainsi qu'à l'intérieur de chacune d'elles, comme nous avons eu l'occasion de l'évoquer notamment à propos de la levée des milices au chapitre 4. Il n'en demeure pas moins qu'une analyse plus minutieuse et systématique sur ces questions permettrait de nourrir la réflexion sur les cultures spécifiques de chacun de leurs membres et leur maîtrise des lois les concernant, mais également d'observer par le bas le difficile processus d'incrustation des institutions étatiques dans le monde rural et d'une culture de la chose publique.
[63] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Señor Coronel Jefe del EMG del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 25 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 299.

au bon traitement et à la garantie personnelle desdits mis en cause »[64]. Il demande donc à ce que cette procédure soit respectée et que c'est seulement « lorsque la Cour Suprême de la province le décidera que les prisonniers qui ont été confiés à ce *juzgado* pour être jugés, seront transférés dans un autre lieu » ; alors, « ce *juzgado* les mettra à la disposition des Juges que cette [entité] supérieure indiquera »[65]. Il semble bien difficile de s'opposer à cet argumentaire et, en transmettant ce document, l'État-major Général de la Sierra indique que « les ordres de remettre tous les prisonniers de la faction de la Sierra à Valencia n'ont pu être accomplis »[66]… Cette affaire est d'autant plus révélatrice qu'elle ne concerne pas qu'un conflit d'autorités mais également la défense et la protection des prisonniers eux-mêmes, ce qui constitue une exception d'importance au regard de la façon dont les factieux sont par ailleurs qualifiés et traités.

De façon significative, c'est à cette même loi de 1849 que se réfère le Ministère de l'Intérieur dans une Résolution adressée à la mi-octobre au gouverneur de la province de Carabobo pour solutionner les cas de Rosalio Padilla et Felix Castillo, appréhendés et interrogés en août, comme nous l'avons vu, pour avoir appartenu à la Faction. Il demande à cet effet que soit respecté pour ces deux hommes l'article 13 de la loi sur les conspirateurs[67], « en rendant compte tous les huit jours au P[ouvoir] E[xécutif] de l'état du procès ». Il marque ainsi une nette distinction entre les prisonniers « politiques » et les autres que nous avons déjà observée et qui se trouve ici d'autant mieux mise en évidence qu'il joint à cette Résolution une liste de 15 prisonniers[68], dont les chefs factieux Nicolás Silva et Ramón Requena pour lesquels il sera statué ultérieurement. Or, nous avions vu que tout chef qu'il soit, Nicolás Silva lors de son arrestation début septembre, n'en était pas moins l'un des assassins de Cerpa et qu'il était en outre considéré comme étant « l'un des capitaines les plus pervers de Medrano »[69] ; son cas (et potentiellement celui des 14 autres) relèvent donc du droit commun.

Conspirateurs, traîtres, criminels, assassins, c'est également en fonction de cette

[64] *Ley de 3 de abril de 1849 reformando el N° 100 sobre conspiradores, y aboliendo la pena capital, Caracas, 3 de abril de 1849*, Art. 11, in *Recopilacion de leyes y decretos de Venezuela, reimpresa por orden del Gobierno nacional. Segunda edición oficial*, Caracas, Imprenta y Litografía del Gobierno Nacional, 1890, Tomo II, p. 496.
[65] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Señor Coronel Jefe del EMG del Ejercito Libertador, *op. cit.*, fol. 299-299v.
[66] *Ibid*., fol. 299v.
[67] Article qui stipule que les procès pour trahison se feront conformément à la Loi de procédure criminelle. *Ley de 3 de abril de 1849 reformando el N° 100 sobre conspiradores, y aboliendo la pena capital, Caracas, 3 de abril de 1849*, Art. 13, *op. cit.*, p. 496.
[68] *Lista de los individuos considerados como facciosos, enviados por el Senor Comandante Rafael Capo*, Valencia, 12 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 439. Cette liste est reproduite en annexe.
[69] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Senor coronel Jefe de EMG, San Francisco de Tisnados, 6 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 263.

catégorisation que s'organise une autre dimension du règlement judiciaire du sort des prisonniers de la Faction, à savoir l'amnistie à laquelle nous nous intéressons plus loin. Le cas d'un certain Eugenio Martínez, lieutenant de Medrano, nous entraîne à la croisée de ces deux logiques. Mis à la disposition du gouverneur de Carabobo par le Commandante en Armas de la province, il écrit au Ministère afin que celui-ci « lui indique le sort qui doit lui être réservé »[70]. Celui-ci, dans sa réponse du 4 octobre, ordonne qu'il soit soumis à procès et que le juge en charge du dossier transmette, via le gouverneur, les informations relatives à ce dossier afin que le gouvernement puisse « apprécier ses mérites afin de gracier ou non l'accusé »[71], laissant à penser que la nature des actes commis, mais également son attitude plus générale, entrera en ligne de compte pour le choix du sort qui lui sera réservé.

Là non plus, aucune information n'existe relativement au sort réservé à cet homme. Nous en déduisons toutefois qu'il a dû être amnistié dès lors qu'il fait partie de la vingtaine d'hommes qui sont aux côtés de Medrano dans la zone de Mapire, son repaire, en janvier 1859[72]…

### 6. Le sort incertain des prisonniers

Jugés parfois, enrôlés dans les forces gouvernementales, déplacés, libérés pour donner confiance aux autres factieux et les inciter à se rendre, voire à revenir dans le droit chemin, les factieux sont aussi de plus en plus nombreux à s'entasser dans les prisons, tout particulièrement fin septembre 1858, résultat du déploiement des troupes dans le cadre de l'offensive de l'été. Ce qui ne manque pas de poser de nombreux problèmes. Que faire en effet de ces hommes qui, comme s'en plaint le juge de 1ère Instance de San Carlos, sont là dans certains cas après avoir été interrogés, mais que l'on ne peut pas tous juger ? Car de fait c'est parfois par trente, par cinquante voire plus, qu'ils arrivent dans les prisons publiques de Ortiz, de Valencia, Calabozo, de San Carlos, de el Sombrero, de Gudiez, de San Sebastián, pour s'en tenir à celles que nous avons clairement identifiées. Le commandant de San Carlos parle ainsi, en août, « d'un nombre considérable de prisonniers » présents dans celle de sa ville[73], tandis que nombre de documents indiquent que c'est par groupe de dix ou vingt qu'ils

[70] *Despacho*, Valencia, 27 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 432.
[71] Secretaria de lo Interior, *Dígase al Gobernador de Carabobo*, Valencia, 4 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 433.
[72] Confession de Yldefonso Solorzano. Comandancia de armas de la provincia y Gefetura de Operaciones de la Sierra. Al Señor Gobernador de la provincia, San Juan de los Morros, 28 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 641-641v.
[73] Comandancia Militar del Canton. Al Jefe de EMG del Ejército Libertador, San Carlos, 28 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 363v.

sont incarcérés (21 dans celle de Valencia début septembre[74], une dizaine à San Carlos en attente d'un jugement le 15 de ce même mois[75]).

Or, cette justice que les hommes qui en ont la charge tentent, bon an mal an, de faire fonctionner en dépit des difficultés qui lui sont propres mais aussi de celles liées au contexte lui-même, justice de l'urgence, imprécise et, pour bien des procédures, inachevée, est également empreinte de violences. Non seulement lors des interrogatoires, mais aussi durant la détention des factieux.

Pour aborder cette question sensible des conditions de détentions des factieux, nous nous trouvons confrontée de plain-pied à la nature des sources à notre disposition. Des archives qui ne nous livrent que la version, ou presque, des autorités et celle, biaisée par l'interrogatoire dont nous ne connaissons *a priori* pas les conditions de réalisation et qui, à l'instar des confessions et dénonciations, passent par le filtre de la retranscription écrite. Néanmoins, là encore, à force d'observation, de scrutation de ces écrits dans leurs moindres méandres, on parvient non seulement à en extraire quelques bribes d'information qui permettent de suggérer des possibles, à défaut de les vérifier, mais aussi à trouver dans ces liasses de folios des documents plus « directs », même si leurs émetteurs peuvent en aucun cas être considéré comme objectifs.

Toutefois, avant même de nous confronter à ces traces, faisons retour sur la culture juridique et la législation qui en découle. La peine de mort, pour les délits politiques, a été abolie en 1849[76], par la même loi que celle portant sur les conspirateurs ; en revanche, les peines corporelles sont toujours de mise, en dépit de la conception libérale de la justice qui se met officiellement en place au tournant du XVIIIème et du XIXème, en vertu de laquelle c'est donc la privation de liberté, l'un des principes cardinaux du libéralisme, qui s'inscrit désormais au cœur du dispositif répressif. Toutefois, comme le rappelle très justement M. Linares, et cela constitue une des caractéristiques de ce que nous observons dans le cadre de la machine judiciaire à l'œuvre contre les factieux de la Sierra, cette privation de liberté se trouve en quelque sorte aggravée, « dans les premiers temps de l'application des peines privatives de liberté », par l'application d'autres peines humiliantes et brutales comme les

[74] EMG de operaciones sobre la Sierra al Sr Coronel Jefe del EMG del ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 6 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 263.
[75] Comandancia de armas y operaciones de los cantones de San Carlos y Tinaco al Sor Coronel Jefe del EMJral, San Carlos, 15 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 279.
[76] Il faut toutefois attendre 1864 pour qu'elle soit abolie pour tous les délits.

chaînes, les fers, dès lors qu'il n'était pas encore très clair que la seule privation de liberté puisse être en soi déjà une très grande souffrance[77].

Qu'en est-il donc dans les prisons de 1858/1859 pour les factieux de la Sierra ?

Tout d'abord, l'usage des fers ou des chaînes est attesté dans les comptes-rendus d'interrogatoires de prévenus déjà emprisonnés, lorsqu'il est mentionné comme pour le factieux Julián Silva et de nombreux autres, « qu'il a été amené de la prison publique, libre de toute entrave »[78], c'est-à-dire des chaînes ou des fers, qui ne leur sont pas toujours enlevés d'ailleurs.

La précision peut figurer également au moment de l'annonce d'un emprisonnement. C'est ce qui se produit pour celle de Nicolás Silva « connu pour ces forfaits de vols et d'assassinats (…) qui est dans la prison avec une paire de fers »[79]. Un certain Inciano Parra subit le même sort, comme l'indique son beau-père dans un courrier adressé, en juin 1859, au Ministère de l'Intérieur, pour demander sa libération[80].

Enfin, les dénonciations des José Leyzeaga père et fils, dans les deux courriers qu'ils écrivent depuis la prison de Valencia où ils sont détenus, comprennent des informations qui, en dépit du contexte et de ce qui motive ces missives comme nous l'avons vu au chapitre précédent, sont à prendre en considération.

Dans la première de ces lettres, écrite par les deux hommes, après avoir dénoncé « les injures et les préjudices » dont ils sont l'objet, le père indique qu'ils sont en prison depuis un mois, « moi chargé de fers » ; ce qu'il répète à plusieurs reprises dans ce courrier[81].

Pour d'autres, ce sont les chaînes qu'ils doivent endurer, à l'instar du colonel factieux Hermoso, à propos duquel le Sr *Jefe de E. Mayor de la Division de operaciones de los Llanos* indique qu'il « se trouve dans cachot de la prison de cette ville, traînant les chaînes qu'il mérite »[82].

---

[77] Myrla Linares Alemán, *El Sistema penitenciario venezolano*, *op. cit*., p. 20. Et l'on en trouve encore de nombreuses traces dans le Code Pénal de 1863 qui, tout en appuyant le régime pénitentiaire sur des bases légales, n'en entérine pas moins un régime de vigueur qui, d'une certaine manière, légalise l'application de peines humiliantes et destinées à faire souffrir le condamné. La preuve en est que parmi les 28 peines que comporte ce Code, on y trouve, outre la peine capitale, le « bagne fermé avec chaîne » ainsi que le « bagne urbain avec des fers ». On peut consulter sur ce point le tableau présenté dans *ibid.*, pp. 22-24.

[78] Interrogatoire de Julian Silva. Comandancia militar de las operaciones de Tisnados, San Francisco de Tiznados, 12 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 415.

[79] « Ultimos acontecimientos de este Canton », Gudiez, 3 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 407v.

[80] *Telégrafo eléctrico*, La Victoria, 24 juin 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLIV, fol. 258.

[81] José Leyzeaga Padre y José Leyzeaga hijo. Al Encargado del Gobierno provisorio de la Republica, Carcel de Valencia, 23 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 449v et fol. 450.

[82] Sr Jefe de E. Mayor de la Division de operaciones de los Llanos. Al Comandante de Armas del Canton Pao, Calabozo 30 mars 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 294.

Au-delà des violences et des mauvais traitements des personnes incarcérées, il convient de prendre également en compte les risques sanitaires liés au nombre de prisonniers, qui donne la mesure de la répression à l'œuvre, et à la taille des prisons. C'est pour le moins ce que redoute le gouverneur de la province de Carabobo qui, alarmiste également sur le coût financier d'une telle situation, déclare, en août 1858 :

> « La Prison publique de cette ville est pleine de prisonniers de la faction de la Sierra et, au-delà des énormes dépenses que leur entretien et leur surveillance occasionnent pour le Trésor Public, il existe un danger imminent qu'en raison de l'état insalubre de la population ne se développe une épidémie qui viendrait aggraver les difficultés actuelles. »[83]

À plusieurs reprises également, les gouverneurs pointent du doigt le fait que les prisons sont pleines et qu'ils ne peuvent pas se permettre de prendre le risque de libérer des factieux qui retourneraient immédiatement sur les lieux de leurs forfaitures.

En outre, ces mauvais traitements dont pâtissent les factieux, en prison ou au cours des procédures judiciaires lancées à leur encontre, doivent être « appréciés » et appréhendés conjointement avec la répression qui s'exerce à l'encontre des populations civiles de façon plus large, d'autant plus que la frontière est extrêmement poreuse entre ces deux univers et que les hommes (et parfois les femmes) ne cessent d'aller et venir de la sphère des factieux à celle des simples habitants de la Sierra.

### 7. Quand la répression s'abat sur les familles

Outre les violences et les exactions plus ou moins légales dont ces populations sont les victimes, une autre forme de répression s'exerce en effet à travers une politique de transferts forcés des personnes suspectées de complicité avec les factieux, et tout particulièrement avec leurs principaux chefs. Une répression plus au moins légale, empreinte d'une certaine violence, qui s'ajoute donc à la violence au quotidien des troupes présentes sur le terrain.

Notons une fois encore que cette politique de déplacement avait déjà été pratiquée en 1846 par les autorités militaires. Le libéral repenti Juan Vicente González, qui n'a de cesse de dresser un portrait au vitriol de ses anciens compagnons, écrit, réinscrivant cette pratique dans une mémoire plus lointaine, qu'il s'agit alors « d'une *Guerra a muerte*, brûlant les ranchos, détruisant les semailles des paysans et déplaçant les populations dans les paroisses urbaines

[83] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo. Al Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 10 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, 396.

ou vers les têtes de Cantons »[84]. De même, F. Brito Figueroa rapporte que le *Jefe de Operaciones* de Güigüe, León de Febres Cordero (à ne pas confondre avec Tulio de Febres Cordero, général en 1846 et gouverneur de la province de Carabobo à partir de décembre 1858) considère que cette politique de la terre brûlée est la seule à même de permettre la pacification de la zone et de combattre Ezequiel Zamora[85].

Tout au long des mois que dure la traque des factieux, les mesures mises en œuvre en termes de déplacement des populations, adoptent plusieurs visages, selon que les groupes visés sont plus ou moins importants, mais aussi en fonction de l'éloignement plus ou moins important de leur lieu de résidence.

La première mesure de cette nature que nous ayons répertoriée est édictée en juin 1858. En effet, le *Comandante en armas* de la province d'Aragua, José L. Rodríguez, ayant constaté, au cours de la visite qu'il vient effectuer dans les cantons de Cura et de San Sebastián, les complicités des « amis et parents » dont Medrano bénéficie dans les communautés de San Antonio et de La Platilla, déplore dans un premier temps la difficulté, dans de telles conditions et qui plus est dans « dans des vallées accidentées » qui lui permettent de se cacher d'autant plus facilement, de parvenir à l'arrêter. Il suggère donc, dans le compte-rendu qu'il adresse à la *Secretaría de Estado en los DD de Guerra y Marina*, le 22 juin 1858, que des mesures répressives soient prises à l'encontre des populations, visant à « les emmener dans les zones voisines, ôtant ainsi à cette *cabecilla* ses espions et ses compagnons »[86].

Il fait un constat similaire concernant Donato Rodríguez qui bénéficie pour sa part du soutien actif « des *vecinos* de sa propriété de Güesipo » ; il indique alors :

> « Il conviendrait par conséquent de les sortir d'ici vers des zones habitées, puisque tant que l'on n'agira pas de la sorte toute persécution sera inutile. »[87]

Cette demande semble entendue en haut lieu, puisque le 28 juin, une résolution émanant de la *Secretaria de lo Interior* préconise, prenant acte de l'inefficacité de l'*indulto* du 2 juin, mais aussi au vu des agissements d'une partie de la population, de séparer de leur domicile les

[84] C'est en particulier le cas dans les articles qu'il rédige dans *El Diario de la Tarde* dont une partie a été éditée sous le titre : Juan Vicente, González, *Oligarcas y liberales. Artículos del Diario de la Tarde 1846*, Caracas, Publicaciones de la Presidencia de la República, col. Nuestro siglo XIX, 1962, 153 p.
[85] Federico Brito Figueroa, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, Caracas, Ediciones Centauro, 1975 (3a ed.), p. 146. Il cite un passage du journal (manuscrit) de Febres Cordero : *Diario Histórico de las operaciones de la columna de Güigüe*, 14 y 17 de octubre de 1846.
[86] Secretaria de Estado en los DD de Guerra y Marina, Comandante de armas de la provincia d'Aragua à la Secretaria (22 juin) qui transmet à celle de Interior y Justicia, Caracas 26 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 333-333v.
[87] *Ibid*., fol. 333v.

personnes qui aideraient les chefs de la faction[88]. Le gouverneur de la province d'Aragua, Ustáriz, prend acte de cette résolution en date du 1 er juillet et affirme qu'il mettra tout en œuvre pour que les *vecinos* cessent d'apporter protection aux deux factieux[89]. Celui de la province du Guárico n'en accuse réception que le 12 juillet, et limite sa menace aux « *vecinos* de 'La Platilla', 'San Antonio' et 'Güesipo' », précisant qu'il s'efforcera de leur faire comprendre que s'ils « ne s'abstiennent pas d'apporter de l'aide aux factions Zoilo Medrano et Nonato Rodriguez (…), ils seront chassés d'ici »[90].

Le mois suivant, c'est Donato Rodríguez uniquement qui est à l'origine de nouvelles mesures d'expulsion afin de faciliter son arrestation. L'État-major de la Sierra enjoint alors au Commandant Santo Pereyra de procéder comme suit:

> « S'il y a des familles à Güecipo que vous suspectez de protéger ce factieux, faites-les sortir pour l'isoler. Le Commandant militaire de Ortiz a reçu des ordres pour mettre à votre disposition jusqu'à 20 hommes pour vous pouvez choisir à votre convenance. »[91]

En septembre les personnes visées sont identifiées et peu nombreuses. Il s'agit là encore « de bons amis » de Medrano qui le protègent dans la *galera* de Guaytoco, Calixto Farazón et Maximiano Salgado. Afin de couper court à ces soutiens, le chef d'État-major dans la Sierra ordonne, cette fois, « de faire amener ici [san Francisco de Tiznados] ces deux individus et leurs familles »[92].

Pour ces premières décisions de déplacements de populations suspectées de servir en quelque sorte de base arrière aux chefs factieux, nous ne disposons néanmoins que de bien peu d'éléments sur l'effectivité des mesures d'une part ; sur les conséquences pour ces populations d'autre part. Il en va tout autrement de l'affaire, car nous pouvons effectivement considérer que c'est est une, qui éclate en ce même mois de septembre 1858 à Pacaragua suite au courrier qu'un *vecino* dont nous avons déjà parlé, Ramón Díaz, adresse au Président provisoire de la République le 30. Il est, comme il le dit lui-même, propriétaire « d'une hacienda de canne à sucre et de café dans cette juridiction, qui constitue tout mon patrimoine et dont il tire la subsistance de [sa] nombreuse famille au prix de travail, de privations et de

[88] Secretaria del Interior. Resuelto. Digase a los Gobernadores d'Aragua, Guárico y Carabobo, Caracas, 28 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 335-335v.
[89] Gobierno Superior Político de la Provincia d'Aragua, La Victoria, 1 er juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 337.
[90] Gobierno Superior Político de la Provincia del Guarico, Calabozo, 12 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 371.
[91] EMG sobre la Sierra. Al Sr Comandante José de los Santos Pereyra, Ortiz, 23 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 355.
[92] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel Jefe de EMG, San Francisco de Tisnados, 17 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 281.

sacrifice »[93]. Une fois ce cadre posé, Díaz expose l'objet de sa requête, à savoir la décision qui a été prise à l'encontre de familles travaillant sur ses terres : les exiler afin de couper les soutiens et les vivres dont elles auraient fait bénéficier les factieux. Cette lettre de Ramón Díaz est unique en son genre et constitue un vrai récit de vie qui met en lumière sa situation personnelle, familiale, mais aussi les relations de travail dès lors que les familles expulsées « sont [ses] débiteurs au titre du travail personnel » et à ce titre il compte bien « qu'elles tiennent leurs engagements » vis-à-vis de lui comme il le répète d'ailleurs à plusieurs reprises. En outre, ces familles lui font défaut pour exploiter ses terres le menaçant de ruine, lui qui « est déjà d'un certain âge ». C'est pour ces différentes raisons qu'il demande instamment que ces familles, dont il dresse la liste, lui soient rendues ; et il considère cette mesure d'autant plus à propos que, selon lui, « elle ne causerait aucun mal dès lors qu'à présent cette faction est détruite et que partout les rebelles ont été punis »[94].

Les familles concernées par cette requête, dont certains patronymes nous sont familiers, sont : « Justo Castillo et sa famille, Petronilla Castillo, Francisco Caboverde et sa famille, Blaza Breto avec un fils, Narma Martinez avec un fils, Ana et Arno Buitriago »[95].

Une série d'échanges entre le gouverneur de la province et la Secretaria de lo Interior fait suite à ce courrier. Accusant tout d'abord réception de cette lettre de Díaz, la *Secretaria* analyse la situation de la façon suivante :

> « La Section reconnaît que cette demande n'est que justice, à condition que le gouvernement n'ait pas de raisons de croire que la restitution de ces familles sur le lieu de leur résidence soit toujours dangereuse pour la tranquillité publique ; or pour l'instant, il n'est pas en possession de toutes les données nécessaires pour juger de façon satisfaisante ces données et s'abstient d'émettre un avis explicite. »[96]

Après avoir été à son tour informé de cette affaire, le gouverneur de Carabobo, Y Lovera, affirme pour sa part « qu'aucune des personnes (…) réclamées par Ramon Diaz dans la représentation adressée au PE (…) ne figure sur les listes qui ont été mises à la disposition de la Gobernación » et qui comprennent les personnes accusées de « complicité dans la faction de la Sierra »[97], alors que Díaz pour sa part affirmaient qu'elles avaient été déplacées parce qu'elles « s'étaient impliquées dans la faction d'Agachado »[98]. Il n'en demeure pas moins

[93] *Carta de un vecino de Pacaragua*, Valencia, 30 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXI, fol. 84.
[94] *Ibid*., fol. 84v.
[95] *Ibidem*, fol. 85.
[96] *Informe*, Secretaria de lo Interior. Sec. 2ª, Valencia, 1er octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXI, fol. 86-86v.
[97] Gobierno Superior Político de la provincia de Carabobo. Al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 6 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXI, fol. 88.
[98] *Carta de un vecino de Pacaragua*, *op. cit.*, fol. 84.

que, par une résolution du 8 octobre, le pouvoir exécutif accède donc à la demande du requérant et ordonne que les personnes « qui ont été séparées du *vecindario* de Parapara, pour complicité dans la faction d'Agachado, puissent retourner dans ce *vecindario* »[99].

L'affaire est donc close. Notons toutefois qu'en dépit de la prolixité des détails fournis par Díaz pour étayer sa demande, nous ne savons rien du lieu où ces familles avaient été envoyées, ni par qui, même si nous avons par ailleurs connaissance qu'à ces mêmes dates, une garnison stationnait à Pacaragua, dont Díaz dit également avoir dû subir les abus[100].

Au même moment, dans la province voisine du Guárico, c'est Mapire, où de nombreuses personnes, comme nous l'avons vu, protègent Zoilo Medrano, qui est visé par ces mesures de déplacement. En conséquence, le commandant Ortega, présent dans cette zone, considère non seulement qu'il convient de déplacer les personnes visées, notamment Trinidad Gamarra, Fermín Sarmiento, José Almerida et les Sojitos, mais aussi de détruire leurs maisons, dès lors dit-il que « selon moi, ces maisons sont néfastes en ces lieux ». Ces propos attestent qu'il a bien existé une politique de la « terre brûlée », dans le même temps qu'ils témoignent de la vulnérabilité des espaces bâtis et du peu d'importance qu'on y accorde[101].

Il n'en demeure pas moins que certaines voix se font entendre pour critiquer ces dispositions et la façon de les mettre œuvre. C'est en particulier le cas du gouverneur de Carabobo dont nous venons de voir qu'il était intervenu positivement en faveur du retour des familles travaillant pour le compte de Díaz. Or, fin août, accusant à son tour réception de la résolution du 28 juin, qui autorise l'éloignement de leur lieu de résidence des personnes suspectées d'avoir aidé les factieux de quelque façon que ce soit, il ne manque pas de montrer son opposition, nous informant au passage sur les destinations de ces familles. Il dit tout d'abord considérer comme « un abus » le fait que « de nombreuses familles de prisonniers pris dans la Sierra, mais aussi d'autres, aient été déplacées à Villa de Cura, dans les Vallées d'Aragua et dans d'autres lieux encore par les chefs des corps qui œuvrent dans ces territoires ». En outre, ajoute-t-il, ces mesures portent « préjudice à l'agriculture de cette province à laquelle appartient la juridiction dont les champs ont ainsi été dépeuplés ». Mais ce contre quoi il s'élève plus encore, c'est la mise en œuvre proprement dite de ces mesures. Il dénonce alors, sans ambages :

[99] *Resuelto*. Al Gobernador de esta Provincia, Valencia, 8 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXI, fol. 88v.
[100] Cf. *Supra* l'item sur la violence des forces gouvernementales.
[101] EMG de operaciones sobre la Sierra. Al Sr Coronel Jefe de EMM General del Ejercito Libertador, San Francisco de Tisnados, 3 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 243-243v.

> « Si pour la pacification de la Sierra on peut admettre le confinement dans d'autres lieux de habitants de celle-ci qui ont eu des engagements dans la faction, il serait naturel que ce soit la *gobernación* de la Province qui ait la responsabilité d'adopter cette mesure ou tout autre qui réponde à cet objectif, et en aucune façon les militaires qui œuvrent à la poursuite des factieux. »[102]

Outre ces conflits de compétence, il tient également à dénoncer d'autres pratiques de ces chefs militaires qui contreviennent non seulement à la loi mais qui, de fait, neutralisent les autres dispositions prises pour mettre fin aux agissements des factieux. Il s'agit de leur habitude de fournir, sans que l'on en comprenne d'ailleurs explicitement la motivation, des passeports à certains factieux qu'ils viennent d'arrêter qui peuvent ainsi « réincorporer les restes [de la faction] qui errent dans les montagnes cherchant une occasion pour revenir armés ». Et de citer, à l'appui de son accusation, le cas d'un de ces « porteurs de passeports capturés par les forces qui se trouvent à Timbique, alors qu'il marchait pour le compte d'une des *cabecillas* de la faction »… Or, prédit-il, si de tels « faits se reproduisent fréquemment, la campagne sera interminable », raison pour laquelle il tient à en informer officiellement le ministère compétent afin qu'il « coupe le mal » à la racine[103].

Cette analyse du gouverneur de la province de Carabobo pose en filigrane la question centrale à laquelle les autorités, toutes sphères de compétences confondues, tentent, bon an mal an, d'apporter une réponse : comment en finir avec cette Faction ? Bien qu'il reconnaisse que ces déplacements puissent être une solution, il n'en considère pas moins qu'il s'agit à d'un « abus » et qu'il compromet qui plus est l'agriculture de sa province et, au-delà, de la Sierra. Aux temps de la justice et de la répression doit se substituer, ponctuellement ou durablement, le temps de la résolution du conflit ; c'est ici qu'intervient la logique du « pardon » et de l'amnistie auxquels les autorités ont, de fait, recours à plusieurs reprises.

### 8. L'amnistie et la grâce : une soupape nécessaire ?

Cette pratique de l'amnistie est effectivement l'autre face du règlement des conflits et fait, depuis longtemps déjà, partie de l'arsenal auquel les autorités vénézuéliennes ont recours pour ramener l'ordre, lorsque la manière forte et la répression semblent avoir atteint leurs limites.

Car le temps de la justice devrait être également celui du règlement du conflit, ce qui interroge sur la façon dont un tel « événement » se termine ou, pour le moins dans le cas qui

[102] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 25 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXVIII, fol. 274.
[103] *Ibid*., fol. 274v.

nous occupe, se « déplace », dès lors que non seulement la Faction change tout d'abord de chef avant d'être débaptisée, ce qui signe en quelque sorte sa « fin » ; mais aussi parce que cette fin s'enchâsse dans le déclenchement de la Guerre Fédérale à proprement parler, le mois même de la mort de El Agachado. Cela démontre, certes à une autre échelle, que ces ébullitions factieuses, on a pu le contacter, ne s'arrêtent jamais totalement, tout au moins tant que les éléments qui en expliquent la présence subsistent.

Pour tenter de pacifier la scène politique et sociale, il faut l'intervention d'une instance de répression ou de régulation, voire les deux à la fois, mais aussi de résolution du conflit qui permette, comme le souligne à juste titre J. C. Caron dans l'introduction de l'ouvrage qu'il a co-dirigé sur cette question rarement abordée sous cet angle, « d'inclure l'événement (le conflit) dans une séquence temporelle, avec un amont et un aval, n'excluant évidemment pas le recours à la force »[104]. L'idée étant de réfléchir « sur la diversité des modes de résolution », de la conciliation à la violence, par le biais de la concession ou de l'intransigeance, par la négociation ou par le massacre, mais aussi par l'amnésie ou par l'amnistie.

Or, dans le cadre de la traque des factieux de la Sierra, la machine judiciaire et ses alliés de circonstance, arrêtent, emprisonnent, interrogent, jugent, mais très souvent aussi libère ou, pour le moins, on ne juge pas. Que ce soit pour délibérément espérer, par ce biais, la pacification des lieux concernés, pour obtenir des informations de la part des bénéficiaires de ces décisions de clémence ou, plus prosaïquement, par aveu d'incapacité à juger (trop de gens dans les prisons, manque de personnel compétent entre autres). Mais très souvent aussi, on amnistie ou l'on accorde des grâces, tentant de faire en sorte que « le temps du verbe prenne le pas sur le temps de l'action »[105].

Évoquant les amnisties dictées après des épisodes révolutionnaires dans les mondes ibériques et ibéro-américains, C. Malamud et C. Dardé mettent en évidence une fonction intéressante de celles-ci. Ils indiquent en effet l'importance de prendre en compte leur « dimension rituelle », les comparant de ce fait « aux duels en tant qu'actes de *caballeros* ». Dans cette perspective, elles sont dotées d'une fonction de réparation au sens où elles peuvent

[104] Jean-Claude Caron, « Introduction », in Caron, Jean-Claude ; Chauvaud, Frédéric ; Fureix, Emmanuel ; Luc, Jean-Noël (sous la direction de), *Entre violence et conciliation. La résolution des conflits sociopolitiques en Europe au XIXème siècle*, Rennes, PUR, 2008, p. 10.
[105] Jean-Claude Caron, *Frères de sang. La guerre civile en France au XIXème*, Seyssel, Champ Vallon, 2009, p. 233.

ainsi « refermer les blessures ouvertes dans le tissu social »[106], d'autant plus nécessaire qu'il s'agit d'un conflit civil et qu'il convient de réintégrer les « frères de sang » dans la communauté politique et dans la nation, pour reprendre l'expression figurant dans titre de l'ouvrage de J.-C Caron, qu'il emprunte d'ailleurs à Platon[107].

En outre, elle témoigne de ce long processus qui est indissociable, pour reprendre les propos des pages d'introduction d'une des parties de l'ouvrage collectif sur la violence et la conciliation dans les sociétés européennes, « du long processus de transformation politique, sociale, culturelle, de pays confrontés à l'émergence complémentaire et parfois concurrente des notions d'État et de nation, et bientôt, à des rythmes différents, de démocratie : autrement dit, à la lente mais irréversible gestion pacifiée de la discorde »[108]. Cette nécessité de la conciliation est d'ailleurs bien présente dans les propos de certains, à l'instar d'un certain Aureliano Alfonso qui, dans une lettre qu'il adresse en juin 1859 au Président Julián Castro, évoquant le décret du 2 juin, se dit « convaincu qu'il s'agissait à travers cette amnistie de « faire cesser cette division qui tue la République »[109].

Dès 1811, des amnisties ont été votées pour tenter d'apaiser une situation politique tendue. C'est ainsi qu'en novembre de cette année de l'indépendance du Venezuela, le Congrès dicte ainsi une loi en faveur des insurgés de Valencia[110].

C'est tout d'abord une grande caractéristique des procès de l'indépendance où l'on ne cesse de traquer les patriotes afin de les juger et de les punir pour, finalement, dans la plupart des cas, les absoudre.

En mai 1821, le Congrès de Cúcuta, décrète une amnistie comme une façon d'entériner les victoires des patriotes. En 1827, un an après que les « départements de la Antigua Venezuela »[111] se soient soulevés pour marquer leur opposition à la politique mise en œuvre

---

[106] Carlos Malamud ; Carlos Dardé, « Presentación », in Carlos Malamud ; Carlos Dardé (eds), *violencia y legitimidad. Política y revoluciones en España y América latina, 1840-1910*, Santander, Publicaciones de la Universidad de Cantabria, 2004, p. 16.

[107] Jean-Claude Caron, *Frères de sang. La guerre civile en France au XIXème*, *op. cit.* Comme il l'explique dans le chapitre qu'il consacre justement à la réconciliation, p. 235.

[108] « Introduction. Quatrième partie. Gestion des sorties de crise. Des modèles complémentaires ou contradictoires ? », in Caron, Jean-Claude ; Chauvaud, Frédéric ; Fureix, Emmanuel ; Luc, Jean-Noël (sous la direction de), *Entre violence et conciliation. La résolution des conflits sociopolitiques en Europe au XIXème siècle*, Rennes, PUR, 2008, p. 271.

[109] Carta de Aureliano Alfonzo, Caracas, 25 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLIV, fol. 230.

[110] Une partie des informations factuelles citées ici pour reconstituer la chronologie des amnisties antérieures à 1858, provient de la notice « Amnistia » du *Diccionario Histórico de Venezuela,* Caracas, Fundación, Polar, 1988, vol. I, p. 124.

[111] C'est le nom donné par les acteurs vénézuéliens de l'époque pour désigner le territoire vénézuélien, le terme de Venezuela désignant l'un des départements en vertu de la division territoriale adoptée pour la constitution de la république de Colombie. En tout, douze départements divisés en provinces dont, pour l'ex-Venezuela :

par le gouvernement de Bogotá[112], Bolívar, tentant de reprendre l'ascendant face à un Páez en pleine ascension politique, dicte un décret d'amnistie qui établit que personne ne sera persécuté ni jugé pour des actes, des discours ou des opinions liés à la révolution de La Cosiata de 1826, prélude à la séparation des « départements » vénézuéliens, de la République de Colombie.

Pas supplémentaire dans cette « légalisation » de l'amnistie comme pratique de règlement des différends politiques, il est précisé dans la constitution de 1830, que l'une des attributions du Congrès est de concéder des amnisties et des *indultos*. Il est par contre du ressort du Président de la République, en cas de commotion intérieure ou d'invasion de l'extérieur, qui doit alors demander au Congrès ou, à défaut, au Conseil de gouvernement, l'autorisation de concéder des amnisties (ou *indultos*) générales ou particulières[113]. Au cours des décennies suivantes, plusieurs *indultos* sont ainsi octroyés par le Président en place, la plus en lien avec notre étude étant celle concernant les personnes ayant participé au mouvement armé de 1846. Elle est promulguée le 4 octobre de cette même année, sur ordre du gouvernement qui édicte un décret autorisant Páez à y procéder.

C'est également le cas en 1847 puisque, parallèlement à la répression armée orchestrée par Páez pour juguler les guérillas paysannes, le gouvernement de José Tadeo Monagas met en œuvre une politique d'amnistie qui lui vaut d'ailleurs que l'appui que lui ont apporté les proches de Páez lors de son accession à la présidence se fissure. Les principaux bénéficiaires de cette politique du pardon sont Antonio Leocadio Guzmán dont l'exécution avait pourtant été prononcée à l'issue de son procès[114], ainsi que Ezequiel Zamora, dont la peine est commuée, et de plusieurs de chefs de guérillas contre lesquels les tribunaux avaient également dicté des sentences de mort[115].

De même, après l'assaut du Congrès survenu 24 mars 1848, une fois reprises ses sessions, celui-ci autorise le président José Tadeo Monagas à décréter un *indulto* en vertu duquel sont

---

Orinoco, composé des provinces de Guyana, Cumaná, Barcelona y Margarita ; Venezuela, avec Caracas et Barinas ; Zulia, avec Coro, Trujillo, Mérida, Maracaibo et Boyacá.

[112] Pour le détail de ce processus, qui conduit, en 1829, à la séparation de ces départements de la République de Colombie, voir Véronique Hébrard, *Le Venezuela indépendant. Une nation par le discours (1808-1830)*, Paris, l'Harmattan, 1996, *Quatrière partie. L'édification de la nation vénézuélienne (1824-1830)*, pp. 297-395.

[113] *Constitución del estado de Venezuela de 1830, Valencia, 22 de setiembre de 1830*, Título 14. De las atribuciones del Congreso. Art. 87/4 et Título 21. Del poder Ejecutivo. Art. 18/4.

[114] Procès dont les actes ont d'ailleurs été publiés en 1884 à la demande de son fils, Antonio Guzmán Blanco, alors président de la République : *Causa celebre por su iniquidad. La de supuesta conspiración del redactor de 'El Venezolano' Antonio L. Guzmán en 1846. Mandada imprimir por acto legislativo de 22 de junio de 1883*, Caracas, Imprenta de 'La opinión nacional', 1884, VI tomos.

[115] Guillermo García Ponce, *Las armas en la Guerra Federal*, Caracas, Ediciones La Muralla, 1968, p. 24.

remises en liberté toutes les personnes souffrant de peines pour actes ou délits politiques, d'élections ou de presse.

Le 9 février 1855, alors que José Tadeo Monagas occupe de nouveau la présidence, le Congrès autorise un *indulto* partiel, permettant ainsi à l'Exécutif d'octroyer, selon qu'il le juge bon, des sauf-conduits aux citoyens qui, pour des raisons politiques, étaient hors du pays.

Le 4 février 1858, le Congrès sanctionne un décret par lequel il concède une large amnistie pour toutes les personnes se trouvant à l'extérieur, suite aux événements survenus depuis 1848. Cependant, il n'eut pas le temps d'être appliqué du fait de la destitution du président le 15 mars de cette même année.

Or, curieusement cette notice fait l'impasse sur les amnisties qui nous occupent ici, pour passer à celles éditées en 1859 par Castro… preuve supplémentaire, s'il en était besoin, de cette parenthèse historiographique que nous avons déjà pointée à maintes reprises. À savoir celle du 26 février 1859 pour ceux qui ont, l'année antérieure, été expulsés, à l'exception du président déchu. Ce décret est étendu, le 21 mai, avec l'autorisation du conseil de Gouvernement, et permet d'accorder la liberté des prisonniers politiques et le retour des exilés.

Entre 1858 et 1859, par quatre fois, le pouvoir exécutif décrète un *indulto*, total ou partiel, en faveur des factieux de la Sierra, entre autres.

Néanmoins si, comme on l'a vu, la traque des factieux est immédiate et se veut sans répit, une tentative de médiation est malgré tout tentée avec l'un des chefs de la Faction, Donato Rodríguez, dans la seconde quinzaine d'avril 1858. Cette proposition a pour objectif de montrer que les autorités auront tout fait pour éviter que la situation ne dégénère et, en quelque sorte, faire porter la responsabilité des violences aux factieux. C'est en ce sens que s'exprime pour le moins l'État-major en charge des opérations dans les provinces d'Aragua et du Guárico, alors qu'il annonce l'échec de cette tentative :

> « (…) sa Sria a voulu épuiser tous les moyens pacifiques et de persuasion afin de l'attirer vers le bon chemin mais ceux-ci ont produit l'effet inverse dès qu'il a cru qu'ils étaient le fruit de la peur et non de la clémence il s'est enhardi au point de répondre à sa Sria en des termes injurieux et menaçant. On a aujourd'hui dicté des mesures efficaces qui provoqueront chez lui un repentir tardif. »[116]

Comme on peut le constater, c'est la politique de la main de fer dans un gant de velours. Rien ne lui est épargné, mais effectivement, en retour, Donato Rodríguez ne les épargne pas

[116] Estado Mayor de operaciones de Guarico y Aragua. Al Sr Jefe de EM del ejercito Libertador, Cuartel General en Ortis (sic), 15 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 504.

non plus. Car en effet, comme il est signalé dans cette missive de l'État-major, cette proposition de négociation provoque une vive réaction de la part de Rodríguez comme en témoigne la lettre qu'il adresse au Général Nicolás Silva, dont nous avons déjà pour partie rendu compte ; Général Silva qu'il qualifie pourtant en ouverture et conclusion de son courrier de « Très respecté Général et ami »[117]…

Outre la dénonciation des vols dont il dit avoir été victime, il est vrai qu'il prend le général de haut et rejette sa proposition avec une plume bien trempée où l'on sent poindre le ressentiment d'un homme atteint dans ses biens mais également dans son honneur (notamment lorsqu'il tient à rappeler l'honnêteté de la provenance de ce qu'il possède) et qui tient à rappeler qu'il a « été appelé à conserver l'ordre qui se trouver perturbé dans les Provinces du Guárico, Carabobo et Caracas par le *Jefe Político* Antonio Pérez, frère du Commandant Miguel Pérez[118], ensuite par le Gouverneur Bruno Hurtado, puis par le Ministre de la Guerre, le Général Antonio Valero. Au vu de ces états de service et de sa probité, il se sent donc autorisé à dire à son « ami » que « désirant lui plaire il ne traite pas par le mépris la proposition si humanitaire et [pleine] de bons sentiments » mais, ajoute-t-il, « permettez-moi de faire une analyse de la vérité ». C'est à ce point de ce courrier qu'ils dénoncent ce dont il a été victime et affirme ne pas croire aux garanties qui lui sont offertes dès lors qu'il ne voit aujourd'hui « ni lois ni Gouvernement dignes d'être respecter, au contraire, ne restant que le droit naturel qui est la Mère de toutes les lois »[119]. Et encore, assène-t-il avant de conclure, « je ne veux pas écrire aujourd'hui des faits que la plume résiste à écrire »[120]… C'est une fin de non recevoir, mêlée d'une menace à peine voilée.

C'est comme si, par ce courrier, il signait la mort de toute possibilité de négociation avec lui et, par conséquent, avec les autres chefs de la Faction. On en comprend que mieux la détermination du Général, tout au long des mois qui suivent, à annihiler cette Faction et à mettre fin aux actions de ses principaux chefs… D'ailleurs lorsqu'il demande que cette lettre soit transmise au Général Castro, son État-major ajoute que le Général Silva a souhaité de la sorte lui faire « connaître ainsi l'égarement de ce bandit »[121]…

En dépit de cet échec, par quatre fois des *indultos* sont donc concédés aux factieux, selon des modalités somme toute identiques, puisque c'est toujours par décret présidentiel qu'ils sont proclamés et semblent faire l'objet d'un relatif consensus au sommet du pouvoir. De

[117] Pirital, 12 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 510.
[118] Comandante militar de Ortiz en 1858.
[119] *Ibid*.
[120] *Ibidem*, fol. 510v.
[121] Estado Mayor Divisionario de las provincias d'Apure, Guarico y Aragua. Al Sr Jefe de EMG del E Libertador, San Luis de Cura, 18 avril 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXIII, fol. 512-512v.

même, leur application est acceptée sans discuter par les gouverneurs, ce qui n'a pas toujours été le cas pour certaines autres directives gouvernementales.

Le cadre législatif sur lequel sont censées s'appuyer les autorités change au cours de la période, puisque pour les deux premières c'est la constitution de 1857 qui est théoriquement en vigueur, tandis que pour les deux *indultos* de 1859, c'est la constitution de 1858, proclamée le 1er décembre. Or, cette dernière introduit un changement significatif en la matière, reflet très certainement du contexte de guerre larvée dans lequel se trouve le pays.

Notons au préalable, que le terme employé dans ces deux textes constitutionnels est celui d'*indulto* et non pas d'*amnistia*, même si les différents dictionnaires les considèrent comme synonyme. En principe malgré tout, la grâce (l'*indulto*) si elle permet de suspendre les procédures en cours, n'annule pas la condamnation, à la différence de l'amnistie par laquelle c'est la condamnation elle-même qui disparaît.

Quel est donc le cadre législatif et quels sont les changements qui sont introduits dans la constitution de 1858. Dans l'une et l'autre, le pouvoir Exécutif ainsi que le Congrès disposent de prérogatives en la matière. Néanmoins, alors que dans la constitution de 1857, il est uniquement mentionné que le Congrès peut, au titre de ses attributions, « concéder des amnisties et des *indultos* généraux »[122] et que le pouvoir Exécutif uniquement concéder des « *indultos* », mais seulement à « titre général et particulier »[123], celle de 1858 est plus détaillée relativement aux attributions dont dispose le pouvoir Exécutif.

En effet, si le Congrès conserve le droit de « concéder des amnisties et des *indultos* »[124], sans qu'il soit toutefois précisé la nature de ceux-ci, l'Exécutif, pour sa part, se voit attribuer des prérogatives spécifiques en la matière, parmi d'autres, en cas de commotion intérieure armée menaçant la sécurité de la République, tel que stipulé à l'Article 95[125], moyennant l'autorisation préalable du Congrès. Dans ce cas donc, il peut obtenir le droit de « concéder des *indultos* généraux et particuliers aux personnes impliquées dans des délits politiques »[126].

Or, les quatre *indultos* dont bénéficient les factieux de la Sierra sont le fait de décrets concédés par le pouvoir Exécutif et non l'objet de débats à l'Assemblée, ce qui leur confère une signification particulière, dès lors qu'elles peuvent être en quelque sorte être considérées

[122] *Constitución de 1857*, Título IX. De las atribuciones del Congreso funcionando separadamente en Cámaras legislativas, Art. 38/12.
[123] *Ibid*., Título XI. Del Poder Ejecutivo, Art. 54/4.
[124] *Constitución de 1858*, Título IX. De las atribuciones del Congreso, Art. 64/22.
[125] *Ibid*., Título XI. Del Poder Ejecutivo, Art. 95.
[126] *Ibidem*, Art. 95/4. Rappelons que parmi ces autres prérogatives exceptionnelles il y a celle lui permettant de lever une partie de la Milice, mais également d'anticiper les contributions et de recourir à l'emprunt. Cf. supra chapitre 4.

comme le fait du « prince » et sonnent comme « une forme souveraine de pardon collectif », pour reprendre les propos de S. Gacon qui les emploient, paradoxalement, pour qualifier celle accordée par l'Empereur Napoléon III sous le Second Empire, afin de la distinguer des deux autres octroyées par des lois votées à l'issue d'âpres débats à l'Assemblée et donc « dans la tradition républicaine et démocratique, où la grâce relève du pouvoir exécutif, l'amnistie appartient au pouvoir législatif, ce qui la tire juridiquement du côté de l'oubli négocié »[127]. Or, ici ce sont bien quatre *indultos* décrétés par le président provisoire de la République, Julián Castro, qui sont octroyés aux factieux au nom d'une politique fondée sur une injonction de l'oubli du passé, nous allons y revenir.

La première de ces amnisties, intervient le 2 juin 1858, alors que les élections à la Convention viennent de se terminer, et qu'il s'agit pour le nouveau gouvernement en place d'asseoir son autorité et sa légitimité. D'ailleurs, ce dernier sert le chaud et le froid, puisque quelques jours après, le 7, il décrète, comme nous avons eu l'occasion de l'évoquer à maintes reprises, l'exil des libéraux les plus éminents impliqués dans les tentatives qualifiées de « contre-révolutionnaires », du mois précédent.

Le texte du décret, signé de la main de Général Julián Castro, indique curieusement, en préambule, que cette grâce a été décidée en raison de la « complète pacification de la Sierra » et donc de la disparition des « uniques ennemis qu'il y avait en armes contre la transformation politique du pays ». Il s'agit pour Castro de prendre acte de cette situation par un « geste de clémence » nécessaire « au repos et au bien-être de la Société » et qui permettra, dans le même temps « de mettre un terme à la mise en accusation des bandits, les rendant à leurs travaux habituels »[128]. Pour cette raison, « toutes les personnes compromises dans le soulèvement de la Sierra sont amnistiées sans exception, y compris ses *cabecillas* » ; seuls « les auteurs de délits de droits communs » ne peuvent y prétendre ». Il revient en conséquence aux juges concernés de surseoir aux procédures en cours[129]. Toute l'ambiguïté de la « nature » des acteurs traqués est ici mise à nu, de même que la nécessaire exclusion d'individus considérés comme « impropres à la réconciliation » ; il s'agit ici, à l'instar des Communards français, de ceux accusés de délits de droits commun[130].

[127] Stéphane Gacon, « 1859 et 1879-1880 : deux amnisties », in Caron, Jean-Claude ; Chauvaud, Frédéric ; Fureix, Emmanuel ; Luc, Jean-Noël (sous la direction de), *Entre violence et conciliation. La résolution des conflits sociopolitiques en Europe au XIXème siècle*, Rennes, PUR, 2008, p. 351.
[128] *Decreto*, Caracas, 2 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXIII, fol. 44.
[129] *Ibid*., fol. 44-44v.
[130] Jean-Claude Caron, *Frères de sang. La guerre civile en France au XIXème*, *op. cit.,* p. 240.

Le décret est envoyé aux gouverneurs des provinces concernées, le jour même de sa publication[131] ; ils en accusent réception au cours des jours suivants[132].

Visant en premier lieu à faire rentrer dans le rang les personnes qui, par ignorance essentiellement, auraient apporté leur soutien à la Faction, ce décret semble n'avoir eu que peu d'échos au moment de sa publication. On peut en juger d'une part par les affirmations du Ministère de l'intérieur lui-même qui, à la fin du mois de juin, considère en effet que des mesures plus drastiques doivent être prises à l'encontre des factieux et de leurs chefs dès lors que :

> « (…) la grâce généreuse du Gouvernement n'a pas suffit à attirer sur la voie de l'ordre Medrano et Rodriguez (…). Le Gouvernement espère obtenir le plus grand et plus rapide succès de la persuasion dont vous userez auprès de ces individus. »[133]

Et d'autre part par la réactivation de l'application de ce décret en juillet de la même année, par Julián Castro lui-même lors de son message présidentiel du 7 juillet. Lors de ce message ordinaire à la Grande Convention, le Président rend compte de cette amnistie en faveur des factieux de la Sierra et indique, reprenant les termes du décret :

> « Une autre des mesures que j'ai prises, pour la croire nécessaire pour la paix générale de la République et d'une influence salutaire pour les *vecinos* de la Sierra, a été d'amnistier les [personnes] impliquées dans la faction qui a surgi en ce lieu, pour les délits politiques, sans exclure personne, laissant soumis à la juridiction commune ceux d'une autre nature. »[134]

Dans le même temps d'ailleurs qu'il justifie les raisons qui l'ont poussé à exiler « les chefs de file de la conjuration de mai », comme le souligne à juste titre L. Alvarado[135].

D'ailleurs, l'une des conséquences de l'offensive ratée contre la Faction, début juillet 1858, dans la ville de San Francisco de Tiznados occupée par les factieux, consiste à lancer ce que l'on peut considérer comme une véritable « campagne de communication » en faveur de ce décret. En effet, les autorités demandent que la plus grande publicité possible soit faite à l'amnistie du 2 juin dont Castro, dans son message présidentiel du 7 juillet, a remémoré les

---

[131] Secretaria del Interior, *Resuelto/Decreto : Digase a los Gobernadores d'Aragua, Guárico y Carabobo*, Caracas, 2 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXIII, fol. 45.
[132] Celui de la province d'Aragua, le 5 juin, celui de celle de Carabobo, le 7 et celui de celle du Guárico, le 16. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXIII, respectivement fol. 46, 47, 48.
[133] Secretaria del Interior, *Resuelto*, Caracas, 28 juin 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 335-335v. C'est nous qui soulignons.
[134] « Mensaje del General Julian Castro, jefe del Ejército Libertador, encargado del poder ejecutivo, a la Convención nacional de Valencia en 1858, 7 de julio de 1858 », in Antonio Arellano Moreno (recopilación, notas y estudio preliminar), *Mensajes presidenciales*, Caracas, Presidencia de la República, 1970, vol. 1. 1830-1875, p. 258.
[135] Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela* [1909], in O*bras completas de Lisandro Alvarado*, Caracas, Ministerio de Educación/Dirección de Cultura y Bellas Artes, 1956 vol. V, p. 31.

motivations. C'est ainsi que les responsables militaires des provinces concernées s'enquièrent d'obtenir des exemplaires de « la *Gaceta* n° 1265 » dans laquelle elle avait été publiée, à l'instar de Carlos Minchín de la *Jefatura de operaciones* de la province d'Aragua qui, en date du 13 juillet, demande à ses autorités supérieures de lui fournir les documents nécessaires à cette « publicité » :

> « J'ai l'ordre de Sra le Général en Chef des opérations de solliciter cent exemplaires du décret de grâce et quelques bulletins, gazettes et autres imprimés qui traitent de l'état du pays, afin de les faire circuler dans les lieux proches de la faction afin que dessiller les yeux des rêveurs (…). »[136]

Cette campagne de communication vise tout à la fois à « persuader » les factieux du bien-fondé de leurs actions, mais aussi à éviter que les factieux potentiels ne s'écartent du droit chemin. Toute cette publicité qu'il est demandé de faire autour de ce décret (comme des autres d'ailleurs), constitue, de fait, l'autre bataille à gagner, tout aussi importante que celle des armes, comme le dit sans ambages le Gouvernement, dans un rapport adressé au chef d'État-major en juillet 1858, dont l'intégralité doit être diffusée à son tour car c'est extraordinaire de modernité et d'ingéniosité :

> « Une fois que vous aurez pris connaissance du précédent *oficio*, le Gouvernement compte sur vous pour qu'avec vos idées, vos indications, vos plans, itinéraires et autres données, vous aidiez efficacement le plan de persuasion qui doit être programmé et mis en œuvre par les trois *Gefes de operaciones*. Mais, ce qui importe le plus, parce que c'est ce qui peut-être donnera de meilleurs résultats que les faits d'armes eux-mêmes, dans ce type de guerre, c'est la création et la bonne organisation d'un espionnage bien mené et bien payé qui permettra d'apporter et de diffuser dans ces contrées les journaux, les nouvelles et le Décret d'amnistie délivré pour la faction de la Sierra par le Ministère de l'Intérieur et qui est publié dans la *Gaceta* n° 1265, avec l'objectif de mettre à l'écart tous ceux qui, à cause leur ignorance, des prédications et erreurs ont continué leur errance. »[137]

Une telle campagne publicité n'est pas sans rappeler d'ailleurs celle effectuée par les chefs de la Faction pour recruter des hommes, comme nous l'avons vu précédemment[138].

Cinq jours après l'envoi de ce rapport par le Ministère, son destinataire semble en avoir eu connaissance puisqu'il fait demander, par l'intermédiaire de la Jefatura de operaciones d'Aragua, « cent exemplaires du décret d'amnistie et quelques bulletins, gazettes et autres imprimés qui traitent de l'état du pays, afin de les faire circuler dans les lieux proches de la faction et d'ouvrir les yeux aux rêveurs, en les persuadant de la forte détermination du

[136] Al Sr Gral Jefe de EMG del Ejercito Libertador, San Juan de los Morros, 13 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 400.
[137] C'est nous qui soulignons. Rep. de V. Guerra y Marina. Al Señor General Gefe de EMGeneral del Ejército, Caracas, 10 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 394-394v.
[138] Cf. supra chapitre 5.

Gouvernement. »[139]. Il n'en demeure pas moins qu'il ne semble pas que ces dispositions aient eu quelque effet. Comme le signale L. Alvarado, alors qu'il rend compte de ce qui se passe « loin de la capitale » après les événements de mars 1858, et évoque la faction de la Sierra, « c'est ce noyau, celui que l'on appela alors la faction de la Sierra, (…) contre lequel le procédé de l'amnistie adoptée à ce moment par le parti conservateur, s'avéra inutile »[140].

Deuxième temps de cette politique d'amnistie : ce qui se produit fin septembre. En effet, il semble qu'il y ait eu une proposition d'amnistie, très certainement ponctuelle et partielle à cette date. Cette hypothèse s'appuie sur les informations que le commandant Ortega, en date du 30 septembre, livre à l'État-major Général à Valencia. Selon lui, alors qu'en application des instructions qui lui avaient été données, il était en train de « vérifier avec la prudence et la discrétion nécessaires l'endroit où se trouvaient Medrano et ses complices », il a réussi à savoir « d'une personne proche de Medrano » que celui-ci, avec un certain nombre de complices (…) était sorti de la Sierra en direction de l'Alto llano avec pour objectif de se présenter au Général Zamora, afin de bénéficier de l'amnistie qui lui avait été offerte »[141]. Il indique néanmoins qu'il est nécessaire de se méfier dès lors qu'il pourrait très bien s'agir « d'une farce dont il se serait servi pour distraire l'attention » des autorités supérieures et « des forces œuvrant contre lui »[142]. Nous avons donc ici la preuve qu'une proposition d'amnistie lui a été faite à cette date. Mais là encore, nous n'avons rien trouvé la concernant, ni dans les deux *expedientes* relatifs à la faction, ni dans les recueils de lois et décrets, pas plus que dans les ouvrages de références qui pourtant font dans la plupart d'entre eux références aux autres décisions prises en ce sens.

Le troisième décret d'amnistie édicté par Julián Castro, est daté du 18 février 1859[143]. Il intervient dans un contexte de calme tout relatif, comme en témoignent, d'une part, le rapport du commandant Sandoval qui a eu maille à partir avec El Agachado quelques jours

[139] Jefatura de Operaciones d'Aragua. Al Sr Gral Jefe de EMG del Ejercito Libertador, San Juan de los Morros, 13 juillet 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 400.
[140] Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela* [1909], *op. cit.*, p. 88. R. Matthews reprend d'ailleurs mot pour mot cette observation, sans en citer l'origine. Matthews, Robert Paul, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, Caracas, Monte Avila, 1977, p. 164.
[141] EMG de operaciones sobre la Sierra, San Francisco de Tisnados, 3 octobre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 243.
[142] *Ibid*.
[143] Secretaria del Interior, *INDULTO*. Caracas, 18 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXL, fol. 56-58.

auparavant[144] et, d'autre part, les informations transmises par le gouverneur de la province d'Aragua[145]. Surtout il est édicté au moment même où El Agachado est tué…

Cette nouvelle amnistie concerne cette fois-ci non seulement les factieux de la Sierra, mais aussi ceux de « Guanarito et Anaco ». Le décret, envoyé le jour même aux gouverneurs des provinces de Barcelona, Portuguesa, Guárico, Carabobo et Aragua, poursuit plusieurs objectifs. En premier lieu, permettre que les hommes qui ont intégré une faction après les deux amnisties précédentes de juin et de septembre 1858, puissent bénéficier d'une disposition du même ordre ; d'autre part, il s'agit, « les factions ayant presque toutes été détruites », de faciliter le retour à la tranquillité de la République et de rendre « à l'industrie les bras qui aujourd'hui sont employés pour la poursuite des factions ou qui continuent à les soutenir »[146].

Au cœur des motivations de ce décret, la volonté, donc, de parvenir à la pacification la région alors que la tension politique est à son acmé, mais aussi des impératifs économiques, les deux étant indiscutablement liés. Pour cette raison même, il constitue aussi un aveu de faiblesse face à la multiplication des groupes armés. En outre, il est immédiatement consécutif à la promulgation de la nouvelle Constitution et au retour de Páez dans le pays. Le regard, pas toujours objectif, du représentant de la France au Venezuela en ces temps troublés, Léonce Levraud, mérite ici d'être pris en considération dès qu'il montre bien le sens que revêtent ces décrets d'amnistie successifs. Il considère en effet de prime abord cette amnistie comme « une mesure sage, réclamée avec urgence par l'état violent du pays ». Mais, ajoute-t-il immédiatement, « ne sera t'elle pas tardive ? »[147]. Il évoque, à l'appui de cette interrogation, les arrestations et emprisonnements d'opposants qui se sont multipliés « ces jours derniers » qui ont « ravivé les haines et porté le trouble dans les familles » et eu pour conséquence que « les pamphlets les plus violents contre le parti Oligarque se sont répandus à profusion » et, revenant sur la portée que peut revêtir ce décret, il conclut :

> « Puisse cet acte de réconciliation être sincèrement appliqué, cordialement accueilli mais il y a lieu d'en douter. Les vengeances ont été poussées bien loin pour que ceux qui en ont soufferts renoncent à exercer de sanglantes représailles. Toutefois il est

[144] Oficio del Comandante Gabriel Sandoval. Señor Comandante Gefe de operaciones del Guárico sobre la Sierra, San Juan de los Morros, 12 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 647-647v.
[145] Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua al Señor Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, La Victoria, 15 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 646-646v.
[146] Secretaria del Interior. Decreto de 18 de Febrero del corriente año [1859], concediendo indulto a los facciosos de la Sierra, Guanarito y Anaco, Considerando/5°. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXL, fol. 57-57v.
[147] Lettre de Levraud du 22 décembre 1858, MAE, Correspondance politique – Venezuela – volume 12, 1858, juin à décembre microfilm, fol. 315 v.

> possible qu'un peu de calme remplace momentanément du moins l'irritation actuelle et qu'on puisse ainsi, atteindre l'époque des élections. »[148]

Quant aux modalités d'application, elles sont précisées aux articles 2, 3 et 4 du décret. Il est convenu que les personnes désireuses de bénéficier de l'amnistie devront se présenter devant « la première autorité civile du Canton dans lequel elles se trouvent durant trente jours à compter de la promulgation de ce Décret », dans le chef-lieu de Canton (art. 2). Il devra ensuite en avertir le juge compétent afin qu'il suspende les dossiers qu'il aurait commencé à instruire contre les individus bénéficiaires de l'amnistie (art. 3). Enfin, les chefs militaires œuvrant contre les factions devront retirer les forces qui ne sont plus nécessaires à cette tâche afin de se consacrer, entre autres, à la collecte des armes (art. 4)[149].

Le même jour, ce décret est envoyé aux gouverneurs des provinces concernées, accompagnée d'une note explicative. Là encore, on insiste sur la large diffusion papier qui doit être faite de ce décret, mais également sur les agents à même d'en accroître la portée :

> « SE souhaitant que celle-ci [la diffusion] ait le meilleur effet, elle vous recommande que par le biais des *Gefes Políticos* et autres fonctionnaires au plus près des restes de la faction qui a existé dans cette Province, mais aussi par le biais des curés ou d'autres personnes de bonne réputation selon votre bon jugement, vous fassiez savoir à ces graciés, en même temps qu'on les informera du Décret, la garantie que le Gouvernement leur accordera à partir de ce moment toutes la considération à laquelle ont droit les citoyens qui obéissent à la loi, faisant en sorte que leur sécurité et les autres garanties individuelles et politiques ne puissent être altérées (…). »[150]

Surtout, à travers ce dispositif, l'objectif déclaré là encore « est de les attirer vers l'ordre par la réconciliation plutôt que de continuer à user du recours funeste à la force »[151].

Les gouverneurs accusent réception de ce nouveau décret d'amnistie entre le 24 février et le 9 mars. Celui de la province d'Aragua, le 24 février, celui de Cojedes, le 28, celui du Guárico le 2 mars et celui de la province de Carabobo le 3[152]. Certains d'entre eux informent le ministère, dans cet accusé de réception, des dispositions mises en œuvre pour sa bonne exécution. C'est tout particulièrement le cas du dernier, qui indique quelques jours plus tard que ce sont le Chef de la paroisse et « le Vénérable Curé de Güigüe » qui seront chargés d'avertir les personnes graciées ; curé de Güigüe qui fut interrogé en juillet 1858 pour avoir diffusé des rumeurs sur les factieux. Il informe également le Ministère qu'il a, pour ce faire,

[148] *Ibid*., fol. 315v-316.
[149] *Ibid*., fol. 57v.
[150] Secretaria del Interior, *Digase a los Gobernadores de Barcelona, Portuguesa, Guárico, Carabobo y Aragua*, Caracas, 18 février 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXL, fol. 63.
[151] *Ibid*.
[152] Respectivement fol. 66, 69, 70 et 72.

également ordonné « la publication d'un bulletin afin que [l'information] circule avec plus d'extension »[153].

Si nous ne disposons, là aussi, que de peu d'informations sur la portée de ce troisième décret, nous avons, par contre, retrouvé une demande d'application de cette amnistie pour une partie des factieux, auteurs de l'attaque menée contre la ville de Barraguan, dans la province de Cojedes, fin août début septembre 1858. A l'issue de cette attaque, comme nous l'avons vu il y a peu, plusieurs « bandits ont été capturés » par les troupes positionnées sur place et, « soumis à la justice, [ils] attendent la punition de leur crime », ainsi que l'annonce le gouverneur de la province en date du 13 septembre[154]. Si une partie de ces hommes sont envoyés à la capitale pour y être jugés, les autres restent dans la prison de San Carlos ; ce sont ceux qui ont commis des délits de droit commun et ce sont eux, curieusement, qui demandent de pouvoir bénéficier de l'amnistie. En effet, fin mars 1859, le juge de 1ère instance de la province de Cojedes rend compte au Ministère de l'Intérieur et de la Justice d'une demande des prisonniers en ce sens. Mais plus curieusement encore, alors que les documents concernant l'attaque de la petite ville à proprement parler disent très clairement qu'il s'agit d'une action menée par une partie des factieux de la Sierra, le juge motive son refus d'inclure ces hommes parmi les bénéficiaires de l'amnistie au motif qu'ils constitueraient une faction à part. Le juge affirme en effet, dans une pirouette sémantique, que même si celui « qui a pris la tête de la faction Barraguan fut l'un de ceux qui figuraient comme *cabecillas* dans celle de la Sierra, « ce tribunal a refusé cette demande pour ne pas être explicitement comprise dans ledit décret la faction de Barraguan, qui est différente de celle de La Sierra »[155]. C'est parce que le défenseur des prisonniers a fait appel de cette décision que le juge de 1ère Instance transmet ce dossier au Ministre, accompagné de la liste des personnes concernées, laquelle vient contredire la motivation de son refus d'interférer à la demande de grâce, dès lors qu'elle est intitulée : *Liste des individus que se trouvent prisonniers dans la prison publique de cette ville, pour avoir appartenu à la faction commandée en Août dernier par José Jesus Gonzales alias Agachado, sur le site de Barraguan dans la juridiction de ce Canton*[156]. Et de fait cette liste comprend nombre de factieux que nous avons déjà eu l'occasion de rencontrer dans les

[153] Gobierno Superior Político de la provincia de Carabobo. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 9 mars 1959. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXL, fol. 77.
[154] Gobierno Superior Político de la Provincia de Cojedes. Al Secretario de Estado en los DD del Ynterior y Justicia, San Carlos, 13 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 423v-424.
[155] Juzgado de Primera Instancia de la provincia de Cojedes. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, San Carlos, 21 mars 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLI, fol. 327v.
[156] *Relación de los individuos que se encuentran presos en la carcel publica de esta ciudad, por haber pertenecido a la faccion que capitaneo en Agosto último José Jesus Gonzales alias Agachado, en el lugar de Barraguan jurisdiccion de este Canton*, San Carlos, 21 mars 1858, *Ibid*., fol. 329. C'est nous qui soulignons.

rangs de la Faction de la Sierra. L'énigme demeure entière quant aux raisons de cette distinction opérée par le juge dans la motivation de sa décision. Il n'en demeure pas moins que ce dossier semble rester sans suite, si l'on en juge par la réponse du Ministère qui, en date du 29 mars, prend acte du problème, mais ne propose aucune solution[157].

Une nouvelle fois donc, ce nouveau geste de clémence ou, pour le moins, cette tentative de substituer l'oubli des fautes, ou partie d'entre elles, au langage de la répression et des armes, ne semble pas avoir infléchi significativement les actions des factieux, même si la mort de El Agachado a, pour la Faction de la Sierra, amoindri sa force d'action.

Néanmoins, quelques mois après la mort de ce dernier, le gouvernement lance, le 21 juin 1859, un nouveau décret d'amnistie, encore plus large que les précédents puisqu'il concerne toutes les personnes condamnées pour délits politiques, y compris celles qui auraient été expulsées du pays[158]. La teneur de cette nouvelle amnistie doit beaucoup au contexte dans lequel il est rédigé. En effet, il intervient alors que le président Julián Castro, après avoir décidé d'abandonner la présidence, le 7 juin, pour des raisons de santé, dont la véracité est largement mise en doute[159], confie les rênes du pouvoir au vice-président Manuel Felipe Tovar qui forme un gouvernement dans lequel auraient dû être présents d'anciens proches de Monagas et de Guzmán. Mais, finalement, c'est une toute autre configuration qui est adoptée, où une ligne plus « dure » prévaut, notamment en ce qui concerne la « sévérité à l'égard du camp des rebelles »[160]. Finalement, en un brusque retournement, Castro décide, en date du 13 juin et qu'un nouveau plan de gouvernement avait déjà présenté, de reprendre la présidence. Une semaine plus tard, un nouveau gouvernement était formé, où les libéraux se taillaient la part belle[161]. Le 20 juin, un nouveau programme de gouvernement est rendu public, dans lequel figure, à l'article 2°, l'engagement de « faire cesser toute persécution sans motif légal ou sans le respect des formalités, et de disposer sans attendre l'élargissement et la liberté de tous ceux qui sont emprisonnés pour des opinions et des faits politiques (…) », mais aussi, à l'article 6°, « de trouver tous les moyens pour faire cesser la guerre fratricide que nous

[157] Secretaria de lo Ynterior y Justicia, Caraca, 29 mars 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLI, fol. 330.
[158] AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLIV, fol. 210.
[159] C'est pour le moins ce que laisse entendre L. Alvarado. Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela* [1909], in *Obras completas de Lisandro Alvarado*, Caracas, Ministerio de Educación/Dirección de cultura y bellas artes/Comisión editora de las obras completas de Lisandro Alvarado, 1956, vol. V, p. 133.
[160] *Ibid*.
[161] Ce nouveau compromis fut lui aussi de courte durée, puisqu'en août les opposants à cette politique d'alliance chassent Castro du pouvoir. Jugé pour trahison entre les mois d'avril et juillet 1860, il est à son tour exilé le 31 juillet de cette même année…

déplorons, en apportant une solution pacifique aux questions qui en sont à l'origine »[162]. Dans le même ordre d'idée, les facultés extraordinaires conférées à l'exécutif par l'article 95 de la Constitution sont prorogées et c'est en vertu de celles-ci que le décret d'amnistie du 21 juin est édicté. Dans ce moment d'extrême division et, dans le même temps, de réorganisation des alliances entre les camps politiques en présence, une telle amnistie vise toute à la fois à tenter de réintégrer dans le corps social la minorité pourchassée, mais aussi en y incluant les exilés, de les « priver de l'auréole de l'exil » à l'instar des opposants graciés, en cette même année 1859, par Napoléon III, ou des Communards qui bénéficient de l'amnistie de 1879-1880[163].

L. Alvarado en livre une analyse intéressante, indiquant que par ce décret « de grâce », « on ordonnait la liberté des prisonniers politiques, qu'ils le soient sans l'ordre express de l'autorité judiciaire, ou en vertu de procédés ordinaires ». Il permettait également que ceux qui avaient été bannis « pour raisons politiques, puissent rentrer librement au pays, sans qu'aucun autre ordre ne soit donné » ; et que ceux qui, au sein de la république avaient été séparés de leur domicile sur ordre gouvernemental, ou suite à une sentence judiciaire, aient la possibilité de retourner chez eux sans problème. Ce qui l'amène à conclure qu'il s'agissait, introduisant lui une nuance sémantique entre les deux termes, « à proprement parler d'une amnistie ou de quelque chose de plus que cela »[164]. D'ailleurs, cette décision produit une certaine liesse dans la capitale où l'on vient attendre la sortie des premiers libérés, que L. Alvarado décrit en ces termes :

> « Une multitude de gens était réunie à la mi-journée, peu avant que le décret ne soit publié, face à la maison du Gouvernement, afin de désir de féliciter les prisonniers ; on entendit des vivats en faveur de José Gregorio Monagas, de Falcón, de Sotillo et de Medrano, et des injures envers ceux qui réprouvaient cette demande ; une fois le document publié, vingt-quatre prisonniers sont sortis de la Rotunda, que nombre de leurs camarades accompagnèrent. »[165]

Notons que L. Alvarado signale également qu'à la suite de cette libération des vingt-quatre prisonniers, ceux-ci « lancèrent des 'à mort' à Tovar » et que « dans l'après-midi ils allèrent congratuler Castro »[166], démontrant que son retour inattendu au pouvoir avait produit quelques effets…

Dès les jours suivants, deux plaintes concernant des personnes originaires de la province d'Aragua et maintenues en prison, malgré le décret, sont adressées aux autorités supérieures.

---

[162] « Programa del Ministerio de 20 de junio ». Cité par *Ibidem*, p. 153.
[163] Stéphane Gacon, « 1859 et 1879-1880 : deux amnisties », *op. cit.*, p. 352.
[164] Lisandro Alvarado, *Historia de la Revolución Federal en Venezuela* [1909], *op. cit.*, p. 155.
[165] *Ibid*.
[166] *Ibidem*.

La première émane d'un certain Hipólito Trujillo, de La Victoria, qui fait transmettre par un *Telégrafo eléctrico* du 24 juin, le message suivant au Ministre de l'Intérieur :

> « Monsieur le Ministre de l'Intérieur. La grâce du 21 de ce mois est arrivé hier, et les autorités maintiennent toujours en prison les prisonniers pour délits politiques. Parmi eux se trouve mon gendre Inciano Parra avec une paire de fers ; or tout laisse à comprendre que l'intention de la *Gobernación* est de maintenir en prison ; pour cette raison je vous supplie de bien vouloir ordonner, par le télégraphe d'aujourd'hui, que mon gendre soit sur le champ sorti de prison. »[167]

Il lui est répondu depuis la *Secretaría* que tout va être mis en œuvre pour que ces personnes puissent bénéficier du décret. Le jour suivant, c'est une demande de libération collective qui est adressée directement au président, dans laquelle l'on sent poindre une critique de l'esprit partisan du gouverneur de la province d'Aragua, qui serait, selon l'auteur de cette lettre, le responsable de cette situation. Or, ce gouverneur n'est autre que José María Uztáriz… L'auteur de la demande dénonce notamment la requalification des faits en délits droit commun, empêchant que les hommes concernés par cette amnistie puissent en bénéficier. C'est pour cette raison ajoute-t-il que « dans la province d'Aragua, la majeure partie des détenus pour raisons politiques sont toujours en prison, leur attribuant maintenant des délits de droit commun, selon ce qu'ils m'écrivent »[168]. Il demande en conséquence au Président de faire prévaloir la justice et l'esprit du décret dont il l'auteur.

Il n'en demeure pas moins que la seule liste que nous ayons trouvée faisant état de la libération de personnes impliquées dans la faction, dans le cadre de ce décret, émane, en date du 10 juillet, de cette province d'Aragua[169]. Elle comprend 26 personnes, dont trois qui figurent parmi les factieux que nous avons identifiés : Rosalio Padilla, *labrador* de 29 ans, marié et qui fait l'objet d'un interrogatoire en octobre, José Sánchez qui figurait pour sa part sur la liste établie en mai 1858 et qui comprend les « individus appartenant à la faction Agachado et qui sont soumis à un jugement dans le Tribunal de 1ère instance du Premier Circuit de Carabobo »[170]. Le troisième est Manuel Utrera sur lequel nous ne disposons pas

[167] Gobierno Superior Político de la Provincia d'Aragua, La Victoria, 24 juin 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLIV, fol. 258.
[168] Carta de Aureliano Alfonzo, Caracas, 25 juin 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLIV, fol. 230.
[169] *Lista de las personas que en virtud del decreto espedido por SE el PE en 21 del mes proximo pasado han sido puestas en liberad en la provincia d'Aragua*, Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, La Victoria, 10 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLIV, fol. 359-359v.
[170] *Lista de los individuos pertenecientes a la faccion Agachado que estan sometidos a juicio en el Tribunal de 1a Instancia del Primer Circuito de Carabobo*, Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo, Valencia, 24 mai 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXVII, fol. 324.

d'informations précises, mais qui figurait déjà sur une liste de factieux en avril 1858, dressée peu de temps après l'assassinat de Pedro Cerpa[171].

D'ailleurs, quelques semaines plus tard, et comme nous l'avions mentionné, c'est dans le cadre de cette amnistie que l'on entend à nouveau parler du meurtre de Cerpa puisque les défenseurs de six de ses présumés assassins demandent à ce qu'ils puissent en bénéficier, après qu'il aura été attesté que « ces individus appartenaient à une escorte que Pedro Rodriguez commandait comme capitaine appartenant à la faction de Medrano qui s'est soulevé dans la Sierra où les accusés ont été arrêtés (…) »[172]. En outre, ayant été jugés pour « conspiration » comme nous l'avons vu, ils considèrent comme anormal qu'ils soient toujours emprisonnés et qu'ils n'aient pas encore bénéficié de cette « grâce générale » édictée par le Président[173]. Comme le note à juste titre le *Secretario de lo Interior*, à propos de complices de Medrano impliqués dans l'assassinat de Pedro Cerpa, qui demandent de pouvoir bénéficier de la dernière amnistie votée en juin 1859, apportant une sorte de mot de la fin sur cette question :

> « Les pétitionnaires[174] joignent un certificat du tribunal de 1ère instance du Guárico où il apparaît effectivement qu'une affaire est instruite contre leurs plaignants pour avoir commis l'assassinat mentionné, alors qu'ils étaient réunis en faction sous les ordres de Zoilo Medrano. La grâce délivrée le 21 du mois dernier ne peut s'appliquer aux assassins, ni à aucune autre classe de délinquants communs. Il est donc considéré en conséquence de cette situation que SE décide que les prisonniers susmentionnés ayant été jugés pour un délit qui se différencie des fautes politiques auxquelles se réfère exclusivement la grâce mentionnée, que l'on ne peut accéder à la requête des défenseurs. »[175]

Pourtant, les défenseurs des meurtriers de Cerpa livrent une version des faits selon laquelle il s'agissait d'un acte commis dans le cadre d'une conspiration et non pas d'un crime isolé relevant du droit commun. Ils affirment en ce sens que « cet homicide ne saurait se distinguer du délit de conspiration ou de lèse patrie »[176] qui est avéré puisque leurs clients, et ils ont fait établir une attestation en ce sens, appartenaient à la Faction. Cela confère à l'existence de

[171] AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXIII, fol. 511.
[172] *Esteban Alvarez Mesa i José Maria Arcanio defensores de Pedro y Andrés Rodriguez, Juan Pablo y Laureano Silva, Santana Perez, N. Orregosa y otros*. Al Juez de Instancia, Calabozo, juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVII, fol. 109.
[173] *Esteban Alvarez Mesa i José Maria Arcanio defensores de Pedro y Andrés Rodriguez, Juan Pablo y Laureano Silva, Santana Perez, N. Orregosa y otros*. Al Presidente de la República, Calabozo, 14 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVII, fol. 110-110v.
[174] Il s'agit ici des deux avocats qui défendent la cause des hommes impliqués dans l'affaire.
[175] Secretario de lo Interior. *Informe*, Caracas, 29 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVII, fol. 111-111v. C'est nous qui soulignons.
[176] *Esteban Alvarez Mesa i José Maria Arcanio defensores de Pedro y Andrés Rodriguez, Juan Pablo y Laureano Silva, Santana Perez, N. Orregosa y otros*. Al Presidente de la República, Calabozo, 14 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVII, fol. 110.

celle-ci la dimension politique que les autorités civiles et militaires s'évertuent, en vain, de lui dénier. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'ils demandent que ces hommes soient amnistiés, dès lors qu'ils jugent l'assassinat de Cerpa non plus comme un délit de droit commun, mais comme un crime de guerre, voire comme faisant partie, lui aussi, des « représailles naturelles de la guerre ». L'issue de la procédure ne leur est néanmoins pas favorable ; le Ministère de l'Intérieur refuse d'accéder à leur demande, car il juge que cette amnistie ne saurait s'appliquer « aux assassins pas plus qu'à aucune autre sorte de délinquants de droit commun »[177]. On retrouve une fois encore cette volonté délibéré d'exclure une partie des factieux des mesures de grâce et donc du processus de réconciliation, quitte, pour ce faire, à requalifier certains délits.

Dans le cadre de cette politique d'amnistie, on fait également en sorte qu'il soit mis fin aux actes de rétorsion et de violences qui semblent s'être exercés sur les factieux et sur leurs biens, cherchant de la sorte la conciliation dans les deux camps afin d'éviter que ne s'enclenche cet engrenage de la vengeance pour répondre aux violences endurées. C'est la raison pour laquelle, en vertu de l'article 16 de la Loi sur les Conspirateurs l'embargo de leurs biens est décrété, visant tout à la fois « à éviter un tel désordre, mais aussi à garantir aux personnes qui ont été dépossédés » par les factieux puissent être indemnisés, sans avoir à « se faire justice elle-même »[178].

Il n'en demeure pas moins que, dans les deux cas français comme dans celui des factieux de la Sierra, « la transaction n'est que momentanée »[179]. D'ailleurs, quelques mois plus tard, le Ministère de l'Intérieur fait le constat du relatif échec de cette dernière amnistie. Il indique en effet avoir de sérieux motifs de craindre, en raison de plusieurs communications des gouverneurs de plusieurs provinces, et de nombreux autres documents dignes de foi, « que les infatigables ennemis de la morale et de l'ordre, prétendent à la rébellion au mépris de la clémence que le Gouvernement a manifestée à leur égard et de la politique conciliatrice et prudente » dont il a fait preuve depuis son installation, ceci en dépit de circonstances difficiles[180]. Comme l'écrit, désabusé, F. Ribas Galindo dans une lettre qu'il adresse à José

[177] Secretario de lo Interior. *Informe*, Caracas, 29 juillet 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXLVII, fol. 111.
[178] *Oficio de Jesus Maria Ustariz sobre el embargo de propiedades de los facciosos*. Gobierno Superior Político de la provincia d'Aragua, La Victoria, 1er octobre 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCL, fol. 13.
[179] Stéphane Gacon, « 1859 et 1879-1880 : deux amnisties », *op. cit.*, p. 353.
[180] Secretario de lo Interior. *Resuelto : Digase a los Gobernadores de Provincia*, Valencia, 25 octobre 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXII, fol. 287.

Santiago Rodríguez en novembre 1859, « les fédéralistes n'acceptent pas le pardon, ni l'amnistie, ni rien »[181].

Or, nous avons eu tout loisir de percevoir dans les pages et dans les chapitres qui précèdent, qu'il ne fut pas question que de clémence d'un côté et, de l'autre, d'un refus catégorique de toute tentative de conciliation…

Par contre, à travers cette politique de la grâce et de l'amnistie, il y a de toute évidence une volonté d'effacer l'action des factieux, de la Sierra dans le cas qui nous concerne, tout autant pour ramener la paix dans la République comme le préconise le président lors de la première de ces mesures, que pour faire prévaloir un ordre des choses, celui des vainqueurs de mars. Nous avons peut-être ici un des éléments de réponse à cette parenthèse dans laquelle se trouvent ces mois d'avant-guerre, qui consisterait en une forme « judiciarisée de oubli » « qui postule l'inexistence de l'événement », nécessaire pour faire accepter une légitimité qui est loin d'être acquise auprès de la population[182].

### Conclusion : des alternatives à la logique répressive et armée ?

Ce constat du peu d'efficacité des mesures d'amnistie pour mettre fin à la mobilisation factionnelle dans la Sierra et aux violences qui l'accompagnent, va de pair avec l'échec de la politique répressive quelle qu'elle soit. La violence et la grâce ne sauraient donc suffire non seulement à la pacification de la Sierra mais également à un retour durable des opposants dans le champ du débat politique, même si la dernière amnistie pour le moins contribue à la suspension, bien momentanée toutefois, des hostilités.

Pour ce faire, elles doivent être accompagnées, ou suivies, de mesures visant à assurer durablement la restructuration de ces provinces, tant d'un point de vue économique que politique. Voire se substituer à cette politique qui ne cesse d'osciller entre la répression et l'amnistie ainsi que l'assène magistralement la direction de la Junte Centrale d'agriculteurs de la province d'Aragua.

Ce document, qui fait l'effet d'un véritable coup de théâtre est adressé, en janvier 1859, au Ministère de l'Intérieur et de la Justice. De fait, ses auteurs fustigent la politique déployée par le gouvernement depuis mars pour mettre fin aux agissements des factieux dans les trois provinces concernées par la Faction de la Sierra, et plus particulièrement celle d'Aragua. Mais

[181] Lettre de F. Ribas Galindo a José Santiago Rodríguez, Caracas, 23 novembre 1859. Citée par Santiago Rodríguez, José (doctor), *Contribución al estudio de la guerra federal en Venezuela*, Caracas, Editorial 'Elite', 1933, Tomo 2, p. 48-49.
[182] Jean-Claude Caron, *Frères de sang. La guerre civile en France au XIXème*, *op. cit.*, p. 265.

plus encore, ils proposent une série de mesures visant à leur redonner la sécurité et la prospérité, ainsi que l'indique très clairement le titre même de leur texte[183].

Relativement longue, cette adresse des responsables de la Junte est structurée autour de quatre axes de réflexion fondés sur un état des lieux préalable de la zone de la Sierra : les causes de cette situation ; ses conséquences ; une critique des politiques mises en œuvre par le gouvernement jusqu'alors et une série de propositions visant à s'y substituer.

Cet état lieux s'avère déterminant au regard de leur objectif, puisqu'il permet de conférer aux erreurs, voire aux errements du gouvernement, une gravité d'autant plus importante que, selon la direction de la Junte, la Sierra dispose d'un potentiel économique et humain très important. C'est ainsi qu'ils évoquent en ouverture qu'elle dispose de « plusieurs établissements d'agriculture importants et d'une population dans sa grande majorité appliquée au travail », et qu'à terme, elle devrait devenir « un centre de prospérité »[184].

C'est à ce titre d'ailleurs qu'elle aurait dû bénéficier de la « protection du Gouvernement et des [autres] Juntes agricoles de cette province ». À défaut de celle-ci, la Sierra est devenue « le refuge des plus insignes bandits » et la cible de « menaces constantes », comme ils le redisent à nouveau avant d'énoncer leur critique de la politique mise en œuvre pour mettre un terme à cette situation, qui n'est pourtant que le résultat de l'abandon et de l'incommunication dans lequel ces provinces ont été laissées. Selon eux :

> « (…) l'attitude menaçante que parfois prend la Sierra n'est pas un signe de qualités dépravées chez ses habitants, mais bien plutôt l'effet de l'incommunication et de l'abandon dans lesquels on les laisse ; et le manque de protection et de garanties dont ils souffrent est ce qui incite ces *cabecillas* à employer impunément l'artifice et la violence pour parvenir à ce qu'elles les accompagnent dans leurs plans de dévastation (…). »[185]

C'est sur ce terreau fragilisé que les factieux seraient, selon eux, parvenus, « par les moyens de la déduction, de la tromperie et des menaces », à « forcer ces populations à prendre part à leurs projets criminels » de ces *cabecillas* « qui apparaissent ici lorsque s'agitent les passions des partis politiques de ces villages »[186].

Le couperet de la critique intervient immédiatement après, la première d'entre elles concernant la politique ayant consisté à « faire sortir les *vecinos* de la Sierra pour les lieux

---

[183] *La dirección de la Junta Central de agricultores de la provincia d'Aragua indica al Gobierno varias medidas sobre el territorio denominado « La Sierra »*, La Victoria, 5 janvier 1859. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXVII, fols 175-179v. C'est nous qui soulignons.
[184] *Ibid*., fol. 176.
[185] *Ibidem*, fol. 176v.
[186] *La dirección de la Junta Central de agricultores de la provincia d'Aragua indica al Gobierno varias medidas sobre el territorio denominado « La Sierra »*, *op. cit.*, fol. 176v.

peuplés », dès lors que cela porte tout à la fois préjudice aux « établissements agricoles » ainsi qu'aux familles ainsi privées « de leur propriété et de leurs moyens de subsistances » alors qu'elles sont « innocentes et que c'est à elles qu'il faudrait apporter protection »[187]. Cette politique ne fait d'ailleurs pas l'unanimité parmi les responsables politiques locaux, à l'instar du gouverneur de Carabobo, en août 1858, qui demande d'ailleurs que sa plainte soit transmise au gouvernement. Lui aussi considère ces mesures de déplacement des familles comme « un abus qui vient porter préjudice à l'agriculture de cette province »[188]. En outre, comme le soulignait le propriétaire Ramón Díaz le mois suivant, dans sa lettre au gouvernement pour demander justement le retour des familles travaillant pour lui, expulsées de la province pour suspicion de complicité avec les factieux, en dépeuplant ainsi des lieux déjà peu habités on favorise en effet l'implantation des factieux. Il serait préférable, selon lui, protéger ces terres en « nommant de bons commissaires qui surveillent et parcourent les champs, empêchant ainsi qu'étant seuls et déserts, une bande de malfrats ne viennent s'y établir »[189].

Pour la direction de la Junte, ce n'est pas non plus l'immigration qui permettrait de résoudre le problème, dès lors qu'il s'agit d'une politique dont les effets ne pourraient que se faire sentir sur le long terme, alors que nous sommes ici dans une situation « d'urgence » qui nécessite des « mesures urgentes dès lors que le mal est imminent ». Mais surtout, ce n'est pas, assènent-ils, par la violence telle qu'elle s'est déployée jusqu'à présent, qualifiée plus loin, comme en miroir avec l'image des factieux forgée par les autorités, de « barbare et antipolitique, de « lamentable et d'extrêmement coûteuse »[190], que le gouvernement parviendra à ses fins et qu'ils réussira, sans ruiner le pays, à mettre un terme à cette situation, notamment lorsqu'elle consiste :

> « (…) à chaque fois qu'un malfaiteur se loge dans la Sierra, à faire marcher des colonnes de cinq cents et jusqu'à mille soldats qui parcourent ce territoire et le traitent comme un pays conquis, plongeant dans la consternation les familles inoffensives et occasionnant de grandes dépenses pour le Trésor, et de nombreux malheurs chaque jour, malgré les préventions du Gouvernement pour les empêcher et de sa désapprobation des désordres qui sont commis. »[191]

[187] *Ibid*., fol. 176v-177.
[188] Gobierno Superior Político de la Provincia de Carabobo. Al Sr Secretario de E en los DD del Interior y Justicia, Valencia, 25 août 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXVIII, fol. 274.
[189] Carta de un vecino de Pacaragua. A VE, Valencia, 30 septembre 1858. AGN/Caracas-Interior y Justicia. Tomo DCXXXI, fol. 84v.
[190] *La dirección de la Junta Central de agricultores de la provincia d'Aragua indica al Gobierno varias medidas sobre el territorio denominado « La Sierra »*, *op. cit.*, fol. 177v.
[191] *Ibid*., fol. 177-177v.

Une telle attitude équivaut, selon eux, « à un système de destruction que ne devrait pas employer une Administration éclairée » dont la mission première est de privilégier des solutions « qui apportent un remède aux problèmes sans les augmenter, et qui travaille avec soin pour offrir des garanties à tous les citoyens, en les protégeant dans leurs personnes et leurs biens en développant les éléments de progrès, au lieu de les détruire ou de les rendre inopérant pour la prospérité générale »[192].

Après ces critiques sans détours, la dernière partie du texte comprend les propositions concrètes que font ces agriculteurs. Il s'agit, à travers celles-ci, de mettre un terme à cette politique de violence et de répression inutile et coûteuse, qui a toujours eu cours et qui a finalement eu pour conséquence « que l'action morale et matérielle du Gouvernement n'ait jamais pénétrée dans la Sierra »[193]. Elle comprend plusieurs points qui mobilisent différents acteurs (institutionnels et humains), de façon successive ou complémentaire, et dont ils admettent, qu'ils puissent, si besoin, s'échelonner dans le temps.

Premier volet de ce projet de réforme de la Sierra, une réorganisation administrative qui permette, d'une certaine façon, de remailler le territoire. Pour ce faire, les représentants de la Junte demandent « l'établissement de trois paroisses civiles et ecclésiastiques, chacune dotée d'un curé, d'un juge et d'un *campo volante* de vingt à vingt-cinq personnes chargé « d'établir la morale, l'ordre et la régularité ». Réforme qu'ils considèrent peu coûteuse et très rapide à mettre en place, précisément en raison du potentiel de la Sierra qui « dispose en abondance de bois de construction et de tout le matériel pour des édifices en paille », permettant ainsi de construire au plus vite « un petit local pour le Temple, avec des habitations pour le curé, une autre qui servirait pour la prison et la caserne et une habitation pour le Juge »[194].

Cette présence conjointe de l'Église, de l'autorité judiciaire et de la force publique devrait permettre, selon eux, de répandre auprès des « *vecinos* l'esprit et les sentiments religieux », attirant même en son sein « des familles plus aisées » contribuant ainsi à l'édification de nouveaux villages et par conséquent au développement de l'agriculture. Ensuite, selon un cercle vertueux, ces nouveaux habitants, cultivant leurs terres, paieront « des rentes et des contributions qui permettront de faire d'autres dépenses » et, notamment, second volet de leurs propositions, de « construire des écoles pour l'éducation de la jeunesse »[195]. Cercle vertueux également en termes d'économie puisque ces progrès moraux et matériels

[192] *Ibidem*, fol. 177v.
[193] *La dirección de la Junta Central de agricultores de la provincia d'Aragua indica al Gobierno varias medidas sobre el territorio denominado « La Sierra »*, *op. cit.*, fol. 177v.
[194] *Ibid*., fol. 178.
[195] *Ibidem*, fol. 179.

contribueront également au rétablissement de la « tranquillité publique » et permettront donc de réduire, puis de supprimer, « le nombre de rondes poursuivant les malfaiteurs qui se sont introduits et qui continuent d'établir leur repaire dans la Sierra »[196].

Point d'orgue de ce projet, le rôle attribué à l'État, et plus encore à l'État central, dès lors que non seulement, pour ce qui relève de la sécurité publique et des dépenses, cela concerne « l'intérêt National », mais aussi parce qu'il « facilitera le prompt règlement de ce projet, dépassant les difficultés qui ne manqueront pas de se présenter aux provinces ». C'est donc non seulement une demande de plus d'État dans ces provinces dont cette Junte d'agriculteurs se fait l'écho, avec des institutions et des hommes à même d'en assurer la sécurité, la prospérité et le développement, mais aussi d'un État central fort, capable d'impulser des directives égales et « uniformes » sur l'ensemble des trois territoires concernés. Il est considéré à ce titre comme le seul susceptible de transcender les difficultés que ne manqueraient pas de rencontrer leur représentants par « manque de fonds ou de moyens de se mettre d'accord pour l'exécution d'une mesure qui doit être conçue et mise en pratique avec une uniformité d'action et d'intention »[197].

L'État est présenté ici comme arbitre, garant de l'intérêt national et du traitement équitable de ses différentes parties. Il doit être, dans la façon dont ce projet est conçu (y compris dans les critiques à l'encontre du gouvernement), un « instrument de cohésion de la société » et le « garant de la 'civilisation' », selon une dynamique identique à ce que J. L. Briquet observe pour la Corse à la fin du XIXème siècle[198]. C'est en ce sens d'ailleurs, qu'en un écho bien curieux avec ce qui se joue dans cette île au cours de ces mêmes années, ces agriculteurs de la province d'Aragua, se font les chantres d'un véritable projet de type libéral allant au-delà de la seule instauration d'un ordre légal dont découlerait « naturellement » l'équilibre social et la prospérité économique », qui assure la liberté des personnes et la sécurité des biens et permet le libre jeu des initiatives individuelles. Pour ce faire, ils proposent d'allier à l'ordre et à la moralisation des populations de la Sierra ainsi qu'à sa rénovation économique en vue de sa prospérité et de la paix civile, visant à sortir la Sierra de la « barbarie » , ce que J-L. Briquet caractérise comme « une intervention volontariste de l'État », et que la Junte de la Sierra appelle très clairement de ses vœux. L'État ne doit plus, dans une telle perspective, uniquement permettre le « fonctionnement autonome du jeu social », mais « participer

[196] *La dirección de la Junta Central de agricultores de la provincia d'Aragua indica al Gobierno varias medidas sobre el territorio denominado « La Sierra »*, *op. cit.*, fol. 178v.
[197] *Ibid*., fol. 179-179v.
[198] Jean-Louis Briquet, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, *op. cit.*, p. 78.

activement à ses transformations »[199]. De ce point de vue, il est d'ailleurs symptomatique, articulant à plusieurs reprises l'échelon local et l'échelon national, que les représentants de la Junte terminent leurs propos en indiquant qu'indépendamment des mesures que la junte pourrait prendre afin de contribuer au redressement de la zone, ils ne peuvent se « passer de recommander au Gouvernement suprême les idées ici émises qui forment un plan qui peut être d'une grande utilité sur ce problème particulier, et qui n'est pas de son ressort (…), mais uniquement de celui du Gouvernement pour être de nature publique et juridictionnelle »[200].

Si l'on pousse ce raisonnement jusqu'à son terme, on en déduit que pour ces responsables de la Junte d'agriculteurs, c'est uniquement sur cette base que le travail de la justice et l'entreprise de réconciliation pourront efficacement faire leur œuvre.

[199] *Ibid*., p. 81.
[200] *La dirección de la Junta Central de agricultores de la provincia d'Aragua indica al Gobierno varias medidas sobre el territorio denominado « La Sierra »*, *op. cit.*, fol. 179v.

# Conclusion

À l'heure de refermer cette fenêtre ouverte sur la Sierra et ses factieux, résonnent encore le bruit des armes et des injures proférées, l'odeur de la poudre et des maisons brûlées, le son des paroles versées et, parmi celles-ci, celles des agriculteurs de la province de Aragua par lesquelles nous avons clôt l'ultime chapitre. Nous ne saurions certes avoir épuisé d'exploiter le potentiel que renfermait cette archive sur la Faction de la Sierra, d'une extraordinaire richesse, notamment pour comprendre, par le bas, la façon dont fonctionnent les institutions locales et dont les différentes sphères de pouvoir s'articulent ou s'enchevêtrent, mais aussi pour appréhender la présence d'un État encore en construction mais qui n'a de cesse d'imposer sa présence, tout particulièrement dans le monde rural.

Par contre, nous pensons être parvenue à en saisir les enjeux, les mobiles et la façon dont cette Faction de la Sierra a travaillé en profondeur la société de la Sierra dans laquelle elle a évolué. Il en va de même de la culture politique de son époque, telle qu'elle s'est révélée à nous à travers le regard et les paroles versées par les autorités à l'encontre des factieux, mais aussi à travers leur gestion, violente, de cette contestation sociopolitique qu'elles assimilent davantage à une atteinte à l'ordre public[1]. En ce sens, le jeu d'échelle adopté s'est avéré pertinent pour appréhender les modalités de construction du rapport au politique pour ces populations rurales qui vivent ce contexte de conflit civil, sur fond de crise politique nationale majeure. Cette mobilisation armée que représente la Faction, mêle une « pluralité de contextes »[2], dès lors que certains des acteurs ont une 'culture politique' à l'échelle de l'espace national, tandis que pour la plupart des autres l'espace se réduit au village, au canton, au plus à la province. Les entrailles de la Faction de la Sierra donnent à voir les logiques de réception d'un événement national, la renonciation au pouvoir d'un président de la République et, à travers elle, une autre dimension de l'action et des logiques factionnelles qui y répondent au niveau local et qui, le plus souvent, sont, faute de traces satisfaisantes, appréhendées de façon surplombante.

Les rivalités et les violences locales que la Faction impulse ne sont jamais totalement indépendantes du contexte politique national, d'autant que ce dernier est à l'origine de sa formation et, observés de près, ces moments de tensions, de guerre larvée, mettent à jour,

[1] Voir sur ce point les remarques stimulantes de J.-Ph. Luis pour l'Espagne de ces mêmes années in, Jean-Philippe Luis, « Violences politiques et conciliations en Espagne (1808-1868) », in Caron, Jean-Claude ; Chauvaud, Frédéric ; Fureix, Emmanuel ; Luc, Jean-Noël (sous la direction de), *Entre violence et conciliation. La résolution des conflits sociopolitiques en Europe au XIXème siècle*, Rennes, PUR, 2008, pp. 287-297.
[2] Jacques Revel (dir.), *Jeux d'échelles. La microanalyse à l'expérience*, Paris, Gallimard-Seuil, 1996, p. 26.

comme le souligne J.-P. Azéma, les « règles non écrites du jeu social »[3]. Au chapitre des mobiles, il s'agit en premier lieu de dénoncer la destitution du président Monagas, puis au fil des mois de se soulever contre le gouvernement qui lui a succédé, en refusant également de participer aux élections organisées en mai 1858 pour la réunion de la Convention Nationale, de peur que ne se répètent les irrégularités et la répression de celles de 1846.

On observe sans cesse cette dialectique entre les deux échelons, et les différents affrontements qui ponctuent son existence épousent les soubresauts de l'histoire nationale en train de s'écrire à Caracas, puis à Valencia, les deux capitales successives du pays. Si l'enjeu du conflit opposant les factieux de la Sierra aux autorités a une forte dimension locale, on rejoint Fr. Ploux lorsqu'il note qu'à « chaque instant l'environnement global fournit des ressources symboliques et idéologiques dans lesquelles les protagonistes vont pouvoir puiser pour justifier leur opposition »[4]. Très souvent, les protagonistes utilisent le langage de la « grande politique », même s'il est essentiellement l'apanage des meneurs qui d'ailleurs décrivent le différend comme une affaire politique, à quelques exceptions près si l'on pense en particulier à la richesse du témoignage de María Germana Pérez. Deux dimensions de la révolte, et deux échelles s'enchâssent, nationale et locale, l'une plus politique, alimentant la dynamique de l'autre, plus sociale.

## 1. L'apprentissage du politique dans la Sierra, entre mémoire et histoire

Peut-on dire alors, comme l'affirmait M. Agulhon à propos de 1848, que la révolution de 1858 au Venezuela « restera dans l'histoire comme bien autre chose qu'une réédition réussie »[5] des révoltes de 1846 ? Toute proportion gardée, on peut déjà constater qu'elle se termine par une guerre civile de quatre ans et qui vit la victoire, toute relative cependant, de la seconde bannière derrière laquelle se sont battus les factieux de la Sierra : le fédéralisme.

Mais, quoi qu'il en soit, elle est bien autre chose qu'une simple réédition, non seulement par la forme que prend cette opposition au coup d'État de mars 58 et le nom qu'on lui donne, faction ; mais aussi par la complexité qu'elle recèle dans ses mobiles comme dans son énonciation. Pour continuer de répondre à la question, on peut également méditer la raison que M. Agulhon met en avant pour justifier qu'il l'ait qualifiée « de bien autre chose qu'une réédition réussie », à savoir que « les espérances qu'elle a portées sont bien plus que libérales

[3] Jean-Pierre Azéma, « La Guerre », in René Rémond (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Le Seuil, 1988, p. 372.
[4] François Ploux, « Luttes de factions à la campagne. L'exemple du Lot au XIXe siècle », *Histoire & Société Rurales*, vol. 22, 2004/2, p. 105.
[5] Maurice Agulhon, *1848 ou l'apprentissage de la République, 1848-1852*, Paris, Editions du Seuil, collection Points histoire, 1992/2002, p. 14.

et patriotiques, elles sont sociales »[6]. Il met en outre à l'appui de cet axiome, un contexte socio-économique qui n'est sans faire penser à celui du Venezuela au cours de la décennie qui précède. Il explique en effet que la « crise économique et les souffrances sociales qu'elle a provoquées ne contribuent pas seulement à expliquer le déclenchement, la violence et finalement le succès de la Révolution de 1848, elles en déterminent aussi, et plus encore peut-être, le caractère »[7]. Cette remarque est d'autant plus importante qu'elle vient renverser le postulat d'un processus de politisation qui ne se mesurait qu'à l'aune d'un nécessairement « plus de politique ».

Cette idée que ce serait perdu, en chemin, le mobile politique à l'origine de ces mouvements armés que la Faction de la Sierra inaugure, est affirmée avec force par un ami de José Santiago Rodríguez. Bien que ce constat puisse être le résultat du regard porté sur cette forme d'opposition, telle que nous l'avons analysée dans le chapitre 4, il mérite attention pour ce dont il témoigne. Cette lettre est écrite par Pérez de Velasco, « personnalité pleine d'illustration et de talents », au moment de la formation du gouvernement, en mai 1860, alors que la situation est difficile. Après avoir affirmé que ce nouveau gouvernement n'est pas à la hauteur de la gravité de la situation, il affirme que la « révolution a dégénéré en assauts de brigands ». Selon lui, cet « horrible système de ruine et de désolation » est dû au fait que les « révolutionnaires » ne respectent « ni la vie ni la propriété de personne quelle que soit leur bannière politique ; un tel procédé révélant que leur mobile est bien plus social que politique, puisqu'ils donnent la mort à certains pour être des constitutionnels ou des oligarques comme ils les appellent, et à d'autres parce que ce sont des libéraux ou des fédéraux inactifs qui ne sont pas les armes à la main »[8].

Ce « libéralisme populaire » dont nous avons montré les linéaments tout au long de ce travail et tout particulièrement dans le chapitre 2, est en fait une forme de républicanisme plus égalitaire que le libéralisme lettré. C'est pour cela qu'il fait sens dans les campagnes, où il est doté d'une fonction symbolique dès lors qu'il incarne une espérance. Or, c'est cette dimension symbolique que l'historiographie marxiste, et Marx lui-même, pour la France qu'il a pourtant observée, n'ont pas perçue, se centrant sur « les seuls déterminismes économiques

[6] *Ibid*.
[7] *Ibidem*.
[8] « Lettre de Pérez Velasco a José Santiago Rodríguez, Caracas, 7 janvier 1860 », in José Santiago Rodríguez (doctor), *Contribución al estudio de la guerra federal en Venezuela*, Caracas, Editorial 'Elite', 1933, Tomo 2, p. 58-59.

et les affrontements de classes qui ne sauraient suffire à rendre compte d'un 'apprentissage' du politique qui implique à la fois les cultures, les mentalités et les croyances »[9].

Les formes de mobilisation qui s'agrègent autour de la Faction de la Sierra représentent un moment en soi du processus de politisation des communautés paysannes qui l'intègrent ou la côtoient, d'autant qu'elle est enracinée dans la conflictivité locale qui, à son tour, tend à se politiser. Et, dans la mesure où les grands conflits idéologiques qui ont traversé la société vénézuélienne ont été en grande partie vécus par la majorité des ruraux au travers d'un affrontement factionnel local, ces formes de conflictivité témoignent de la vigueur du sentiment d'appartenance à la commune, « lieu privilégié du conflit politique »[10]. Ce qui se joue autour de cette Faction et à l'intérieur de celle-ci apporte un éclairage stimulant sur la ruralisation du politique à l'œuvre dans la Sierra.

Cet apprentissage du politique est certes bridé par un suffrage qui demeure restreint au regard de la législation en la matière dans la Constitution de 1830 et en dépit de certaines ouvertures dans celle de 1857, qui prive de larges secteurs de la population de ce facteur indéniable de politisation. Toutefois, elle participe, parfois malgré elle, aux luttes pour le pouvoir entre ceux qui peuvent prétendre aux postes qui découlent de cette forme de municipalisation du politique, à l'œuvre dès le début du XIXème siècle dans le monde ibérique dans le sillage des dispositions de la constitution de Cádiz de 1812 et de ses corollaires, dont les incidences se font sentir une grande partie du XIXème siècle[11]. Mais cette municipalisation met également à jour « cette peur de la désunion, le regret de l'unanimité » dont nous avons eu l'occasion de parler à plusieurs reprises. Tout comme dans la France de ces mêmes années, on ne considère pas que « la compétition fut chose normale, raison pour laquelle « les ruraux en venaient aisément à insulter et à haïr le parti adverse, bien loin de voir en lui un phénomène inévitable »[12], mais aussi, lorsque l'horizon politique est bloqué, à se mobiliser en armes et à faire usage de la violence qui représente dès lors « une forme d'accès à la citoyenneté et un reflet de la politisation » de ces populations rurales de la Sierra vénézuélienne[13].

[9] Philippe Boutry, « Postface », in Maurice Agulhon, *1848 ou l'apprentissage de la République, 1848-1852*, *op. cit.*, p. 305.
[10] *Ibid*., p. 132.
[11] Sur ce processus de municipalisation de la vie politique en Amérique latine, voir en particulier les travaux fondateurs de A. Annino, en particulier, parmi les plus récents : Antonio Annino, « Imperio, constitución y diversidad en la América hispana », *Historia Mexicana*, vol. 58, n° 1, *1808 : una coyuntura germinal*, Jul.-Sep., 2008, pp. 179-227.
[12] Maurice Agulhon, « Présentation », *op. cit.*, p. 7.
[13] Et pas uniquement « de l'ensemble de l'Europe occidentale » comme le suggère J.-Ph. Luis, in Jean-Philippe Luis, « Violences politiques et conciliations en Espagne (1808-1868) », *op. cit.,* p. 294.

Nous sommes ici face à une résistance paysanne à un coup d'État qui, selon elle, met en péril les acquis du libéralisme de la décennie précédente, déjà menacés lors des élections présidentielles de 1846, et mis à mal par les dérives du monaguisme censé l'incarner. Ce mouvement armé, mené par des hommes aguerris aux armes et à la lutte armée, dans les forces gouvernementales comme dans l'opposition, est éminemment politique même s'il s'inscrit dans un climat de forte conflictivité sociale qu'il réactive. Comme le note G. Pécout, les deux logiques n'étant nullement en concurrence, « une insurrection peut donc être sociale et politique à la fois, ce n'est plus qu'une affaire de chronologie »[14]. On assiste de fait à une appropriation de l'outil que la Faction offre à ceux qui s'y trouvent mobilisés pour faire valoir leurs propres revendications, notamment liées à la terre et au monopole qu'exerce sur elles les « oligarques », même si parmi eux figurent également, d'un point de vue strictement sociologiques, les chefs de la Faction eux-mêmes qui, dans un autre contexte de mobilisation, pourraient être la cible de leur colère et de leur vengeance. C'est la raison pour laquelle il se produit sans conteste une très forte politisation du social, même si en dépit d'une mobilisation initiale pour la défense d'un président libéral déchu, dans une région qui du fait de sa situation géographique par rapport à la capitale du pays, où se joue la crise politique, et de la personnalité des chefs de la faction, sert en quelque sorte de base arrière aux opposants restés dans la capitale, les ressorts de celle-ci semblent, à mesure que les mois passent, non pas disparaître mais pour le moins s'enchâsser dans des logiques où l'emporte l'allégeance aux *cabecillas* qui sont également des notables locaux et/ou des propriétaires d'*haciendas* qui défendent leur propre *leadership*.

On voit dès lors à l'œuvre, non pas tant peut-être un processus de politisation, mais d'apprentissage du politique, des modalités de construction d'un certain rapport au politique pour ces populations rurales, doté de sa propre logique et non pas le seul résultat d'un processus strictement vertical, du haut vers le bas, mais selon des modalités plus complexes d'appropriation et de re-sémantisation d'un corpus et des pratiques qui en sont le corollaire. Cette politisation des formes traditionnelles d'expression se fait par un double processus de circulation, à partir des années 1840, dans les campagnes, de nouvelles thématiques politiques et d'une appropriation populaire, « parfois même sauvage », de ces mêmes thématiques élaborées par les élites lettrées. On ne peut l'omettre en dépit des critiques qui ont été formulées à l'encontre de la thèse agulhonienne d'une descente du politique, par les historiens qui ont travaillé à sa suite, même si ces derniers ont permis de mettre davantage l'accent,

[14] Gilles Pécout, « La politisation dans campagnes françaises au XIXème siècle », *Histoire et Sociétés rurales*, n° 2, 2ème semestre 1994, p. 113.

peut-être, sur les capacités d'initiative des « masses populaires »[15]. Cette autonomie vient d'ailleurs mettre à mal le postulat, sous-jacent dans l'historiographie marxiste, d'une population passive, en attente d'un guide ou d'une idéologie et de ses leaders éclairés, seuls à même de la libérer du joug séculaire qui est le sien… Pourtant, comme le signale P. Petitier à propos des logiques politiques à l'œuvre lors des grandes journées de la Révolution Française, la dimension politique est toujours présente, même en filigrane, même si l'action « peut-être politisée dans un sens plus étroit », car « son effet peut être utilisé comme moyen de pression » dès lors que « l'intervention du peuple vient déjouer les calculs des meneurs politiques »[16].

Il convient toutefois, en dépit de la validité du schéma exposé, d'y apporter une nuance. Celle-ci nous amène à faire un pas de côté par rapport à la notion de « politisation » telle qu'elle est parfois employée en histoire contemporaine, dès lors qu'elle n'est pas satisfaisante ici pour rendre compte de la complexité de ce qui s'est joué pour les acteurs ; nuance qui contribuera nous l'espérons, à enrichir l'analyse. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous lui préférons la notion d'« apprentissage du politique ».

Il ne fait aucun doute que les campagnes du Centre Ouest vénézuélien, en dépit d'un certain enclavement qui en freine l'expansion économique et démographique, se sont appropriées, dans les années 1840, les préceptes du libéralisme véhiculés par une presse populaire et relayée via des formes de sociabilités politiques dynamiques. Les rares paroles « spontanées » retrouvées dans le corpus en témoignent plus directement, même si nous avons également pu en repérer également les traces dans les propos des accusés et des témoins. De même, dans un autre registre, le contenu des textes des *pronunciamientos* de 1858 atteste d'un changement de l'argumentaire par rapport à ceux rédigés au moment de l'indépendance, et d'une plus grande maîtrise du langage de la politique moderne, de ses rouages, même s'il s'agit là de documents rédigés par les élites locales.

Bien loin d'avoir affaire à de simples hordes de barbares et de bandits sans scrupule, les autorités se sont trouvées confrontées à des populations non seulement familières de ces logiques de mobilisation, dans une société de forte interdépendance où s'enchâssent les

[15] Maurice Agulhon s'est positionné avec clarté dans ce débat et à plusieurs reprises, notamment par rapport aux travaux de Christine Guionnet. Voir en particulier ce qu'il dit dans la présentation de la publication des actes du colloque de Rome, très important sur cette thématique de la politisation des campagnes au XIXème organisé à Rome en 1997 : Maurice Agulhon, « Présentation », in *La politisation des campagnes au XIXe siècle : France, Italie, Espagne, Portugal. Actes du colloque international, Rome, 20-22 février 1997 (Ecole française de Rome/ENS)*, Rome, Ecole française de Rome, 2000, pp. 2-9.

[16] Paule Petitier, « Violences populaires dans l'Histoire de la Révolution française de Michelet : de la foule révolutionnaire à la mécanique du massacre », in Bourdin, Philippe ; Caron, Jean-Claude ; Bernard, Mathias (dirs), *La Voix & le Geste. Une approche culturelle de la violence socio-politique*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, collection Histoires croisées, 2005, p. 274.

loyautés de parenté et les liens de dépendance verticale qui donnent tout son sens à la forme factionnelle, mais également bien au fait des enjeux politiques qui se jouent dans la capitale et qui sont à l'origine du mouvement armé dans lequel nombre d'entre sont des membres plus ou moins actifs. Que les chefs de la Faction et les principales *cabecillas* poursuivent des objectifs plus personnels et liés à leur propre carrière politique n'en permet pas moins que ceux qui entrent dans la Faction se l'approprient comme une « arme » à même de porter leurs propres revendications, liées notamment à la répartition de la terre et aux exactions locales qui font des « oligarques », pour eux aussi, bien que pour des motifs quelque peu différents, la principale cible de leur violence.

On perçoit néanmoins, et c'est une des conclusions auxquelles nous sommes parvenue au terme de ce travail, comme un reflux du politique, au sens qu'il passe souvent à l'arrière-plan de ce qui est énoncé par les acteurs, par souci d'évitement de la sanction mais aussi par manque de lisibilité des enjeux politiques. Plusieurs facteurs en sont très certainement à l'origine. En premier lieu, un paysage politique aux frontières plus indéfinies qu'en 1846, période de pleine affirmation du parti libéral et d'appropriation de certains de ses préceptes par de larges secteurs de la société. Dynamique qui a pu avoir pour corollaire une certaine « banalisation » de ces idées que l'on a pas nécessairement à revendiquer explicitement. Mais un autre facteur peut expliquer ce « reflux » du politique qui pourrait relever davantage d'un effacement plus ou moins volontaire de l'expression de cette politisation afin de ne pas avoir à revivre les effets qu'elle a produits en 1846, et dont ces populations ont eu à subir les effets. Il y aurait comme un évitement du politique par crainte de la répression dont nombre des membres de la Faction et de leurs familles ont été la proie dix ans auparavant. On aurait alors une des clés d'explication de cette tension entre un nombre très important de factieux mobilisés durant ces dix-huit mois et le déni quasi complet que nous avons pu observer lors des interrogatoires. Stratégie d'évitement qui est ordinairement de mise dans ce type de procédure judiciaire, mais qui est ici démultipliée en raison de cette mémoire des événements de 1846.

Nous ne sommes pas donc pas face à une dynamique de montée en puissance de la politisation des acteurs du monde rural telle que postulée par l'historiographie de ces vingt dernières années, concernant d'ailleurs majoritairement l'Europe. On constate en effet que les événements qui se produisent dans les mêmes espaces en 1846 mettent en lumière une politisation des acteurs plus affirmée, même s'il serait opportun, pour valider cette hypothèse, d'analyser ces années 40 dans la même perspective qui fut la nôtre pour la Faction de la Sierra. Nous serions donc, au moment où éclate la Faction, après cette décennie Monagas qui

se caractérise, entre autres, par une forte répression en matière de presse, face à une sorte d'anomie du politique « obligeant » ces *outsiders* à user de la lutte factionnelle et des violences qu'elle engendre, pour entrer, en force certes, mais entrer tout de même dans le jeu politique, afin d'y participer.

Même s'il existe indéniablement, et nous espérons être parvenue à le mettre à jour, une réception du politique qui contribue sans nul doute à une mobilisation importante, dans l'un et l'autre des deux camps en présence d'ailleurs, comme l'étude des milices et des *pronunciamientos* a permis de le mettre en lumière, dès lors qu'il existe une porosité très forte aux problématiques du moment. Nous sommes donc face à une société rurale fortement mobilisée, collectivement et individuellement, dans l'un ou l'autre, voire dans l'un et l'autre des camps en présence. L'engagement ne se fait que rarement au nom de motifs très élaborés, même si cela débouche sur un événement comme celui que représente la Faction de la Sierra, perçu par les autorités comme politique ou pour le moins subversif alors que, dans le même temps, elles s'efforcent de nier à ses membres la qualité d'ennemi politique. C'est la somme de ces engagements de basse intensité qui lui confère un tel potentiel, sans que cela ne lui enlève de son pouvoir de transformation de l'ordre des choses, bien au contraire, ni de sa capacité à faire politique pour ceux qui s'y sont engagés.

Ceci nous ramène à la nécessaire réinscription de cette Faction dans la moyenne durée des logiques de mobilisation et de politisation dans les vallées centrales du Venezuela et tout particulièrement sur sa « relation » complexe avec 1846. Question ardue que celle de l'articulation entre les deux moments, que l'on perçoit sans cesse, mais qui se heurte à des zones d'ombre que seule une étude approfondie sur ce qui s'est effectivement joué dans les années 40 en termes de formalisation d'un libéralisme populaire dans ces régions du pays, permettrait d'éclairer de façon satisfaisante, en y incluant une enquête sur les vecteurs de cette socialisation du politique dans les décennies suivantes, complètement délaissées par l'historiographie.

De fait, la relation entre 1846 et les mouvements factieux de 1858 interroge sur les questions de mémoire, de transmission, d'accaparement ou de rejet d'un événement encore chaud. Ces formes de mobilisation complexes, qui oscillent sans cesse entre l'engagement et la contrainte, mais qui font surtout les frais d'une volonté jamais démentie de rejeter ce mouvement hors du champ du politique, au prix d'un grand écart parfois bien difficile à tenir, nous ramènent, au moment de refermer cette fenêtre, à l'une des tensions majeures qui traversent l'histoire de cette Faction de la Sierra et, au-delà, de ces mouvements paysans du

milieu du siècle : la façon dont ils s'articulent les uns aux autres et contribuent à la politisation des acteurs qui y participent ou qui les subissent. Nous avons vu en effet combien il était difficile de démêler les fils de cette relation entre les événements de 1846 et ceux de 58, qui touchent pourtant, à quelques exceptions près, les mêmes espaces et les mêmes acteurs. Il existe donc nécessairement, en 1858, une mémoire de 46 y compris en termes de pratiques. Mais cette relation est conflictuelle, redoutée parce que potentiellement explosive pour les autorités en place, peu revendiquée par les factieux eux-mêmes, tout particulièrement par leurs principaux responsables dont la plupart on pourtant pris part à ces événements de 46 et avec les mêmes fonctions de responsabilités. Et largement éludée par une historiographie plus attachée à faire coïncider cette politisation des campagnes à la thèse qui est la sienne, nous l'avons vu.

### 2. La Faction de la Sierra replacée dans le temps long : jalons d'une culture politique

Le traitement réservé à cette Faction de la Sierra, en tant qu'événement, amène à explorer une autre facette du politique, dès lors qu'il s'inscrit, dans le même temps qu'il le façonne, dans un récit national bien singulier et qui ne manque pas d'irriguer la culture politique vénézuélienne contemporaine. De la panthéonisation de ses chefs à une réflexion sur les jalons pour l'étude d'une culture politique forgée dans le conflit, de l'indépendance à la réactivation contemporaine de ces héros/hommes en armes.

Si l'on reprend les différentes scènes proposées par les responsables du dossier de *Sociétés & Représentations* pour arpenter le sens et la portée de l'événement, nous voici ici arrivée à la dernière d'entre elles[17]. Elle concerne les usages politiques dont la Faction de la Sierra a été l'objet au cours des XXème et XXIème siècles et les questions que soulèvent son historicisation et son inclusion dans une séquence mémorielle qui débute avec la geste indépendantiste du début du XIXème siècle.

Ces différentes ondes de choc provoquées par la Faction la constituent, elles aussi, en tant qu'événement dont la réception et les effets, qui lui sont constitutifs, « forment de significatives temporalités et des paysages mémoriels qui, bien que lui succédant chronologiquement, en font intrinsèquement partie »[18]. Toutefois, cette historicisation de la Faction est singulièrement biaisée, non seulement parce que l'inscription de cet événement

[17] Pascale Goetschel et Christophe Granger, *Sociétés & Représentations. Dossier Faire l'événement*, n° 12, décembre 2011.
[18] Arlette Farge, « Penser et définir l'événement en histoire », [en ligne], mis en ligne le 06 mars 2007. URL : http://terrain.revues.org/index1929.html, p. 1.

dans le récit national vénézuélien entraîne une sorte de dilatation spatio-temporelle de celui-ci, de la Sierra au Panthéon national, de la province à la capitale ; mais aussi parce qu'elle se fait au prix d'un assourdissant silence autour de la Faction en tant que telle. En revanche, tel n'est pas le cas de ces trois chefs principaux, Zoilo Medrano, José de Jesús González alias El Agachado et Donato Rodríguez Silva, objet de cette célébration posthume en deux temps, les faisant ainsi passer de l'opprobre à la gloire.

C'est ce que symbolise leur présence au Panthéon depuis la fin du XIXème siècle ; présence considérée comme un simulacre de reconnaissance, le « choix » des grands hommes y figurant étant selon certains plus que contestable, ou pour le moins le fruit de peu de réflexion. Enfin, à travers cette panthéonisation on peut percevoir de quelle façon la Faction de la Sierra, mais surtout ses chefs, sont aussi le réceptacle, cristallisent une mémoire liée aux conflits antérieurs : qu'il s'agisse de la guerre d'indépendance, mais aussi et peut-être surtout les événements de 1846. Comme tout événement, et malgré les nombreux silences de l'historiographie à son égard, la Faction de la Sierra, pour le moins à travers ses trois chefs, connaît une postérité qui ne manque pas de surprendre et d'alimenter ce qui fait sa singularité.

En effet, le 29 janvier 1897, le président en place, Joaquín Crespo, fait édicter un décret visant à opérer le transfert des cendres de ces trois « généraux », puisque tel est le grade qui figurent dans le titre du Décret : *Decreto sobre honores a los Generales Donato Rodríguez Silva, Zoilo Medrano y José de Jesús González (Agachado)*.

D'emblée, ce décret situe les trois personnages dans la lignée des hommes ayant servi la cause libérale et, partant fédérale, le Parti Libéral étant ici présenté comme celui « qui a fondé et consolidé le système fédéral qui nous gouverne »[19]. Dans l'article second du décret, remontant le temps, il est indiqué que « ces héros éminents de la Fédération vénézuélienne » ont comme exploits à leur actif, d'avoir déployé « les efforts les plus précieux en faveur de la cause des cités [*pueblos*], comme ses principaux défenseurs depuis la Révolution libérale de 1846 présidée par le Général Ezequiel Zamora et par le Colonel Francisco Rangel »[20]. Vient ensuite l'article au plus près de la Faction, puisqu'il concerne leur engagement suivant. C'est là que se produit le premier effacement de la Faction au seul bénéfice de ses trois chefs puisque c'est aussi :

> « (…) comme principaux partisans du Gouvernement Général de la République en 1858, ils sont restés fidèles à sa bannière et à ses principes comme uniques Chefs armés en faveur de ces derniers et des autorités rebelles, et ils ont lutté pour sa cause

[19] « *Decreto sobre honores a los Generales Donato Rodríguez Silva, Zoilo Medrano y José de Jesús González (Agachado)*, Caracas, 29 de enero de 1897 », in Andrés Jorge Vigas, *Tres proceres de la causa liberal : Generales Donato Rodriguez Silva, Zoilo Medrano y José de Jésus González*, Caracas, imprenta Bolivar, 1897, p. 3.
[20] *Ibid*.

> avec un tel courage et une telle conviction qu'ils ont donné le plus grand exemple d'héroïsme et de loyauté lors de cette résistance à toute épreuve, grâce à laquelle ils ont été la première base militaire et le premier élément politique de la proclamation postérieure du système fédéral, pour continuer ensuite comme de résolus combattants de la guerre où les cités ont versé leur sang pour leur liberté, et durant laquelle ces trois Chefs héroïques ont été les colonnes indestructibles du grand édifice que pour sa gloire le Parti Libéral du Venezuela a édifié avec la Fédération. »[21]

Érigés en héros fidèles de la cause populaire et, à travers elle, du libéralisme et de la Fédération qu'ils ont contribué à construire, le portrait ainsi dressé des trois chefs de la Faction de la Sierra ne manque pas de faire contraste avec l'image de « bandits » que les autorités de l'époque n'ont eu de cesse de donner d'eux[22]. Surtout, cette personnalisation de la cause libérale, depuis 1846, confirme cet effacement des autres acteurs et des raisons pour lesquelles nombre d'entre eux se sont engagés.

C'est donc au nom de ces actions au service de la cause libérale, mais aussi fédérale, que cette panthéonisation est proclamée. Le décret prévoit à cet effet que les restes de ces « Éminents Citoyens et ces distingués Serviteurs de la Cause Libérale du Venezuela » soient placés dans la « Chapelle de la Fédération », aux côtés des restes de leurs mentors que sont « le Grand Citoyen le Maréchal Juan Crisóstomo Falcón et le Valeureux Citoyen le Général Ezequiel Zamora »[23]. Pour ce faire, il est prévu que soit érigées, devant le « monument que, par décret exécutif du 5 juillet 1896, (…) on doit ériger en souvenir des faits grandioses qui symbolisent la Fédération », « trois colonnes proportionnées en marbre, avec l'inscription des noms des trois Généraux mentionnées et des allégories de leur gloire militaire et de leur constance patriotique »[24]. Cette filiation à la Cause Fédérale et à la guerre du même nom pose néanmoins problème puisque El Agachado meurt en février 1859, à la veille de l'entrée officielle en guerre… Le détournement et l'instrumentalisation au profit d'une cause politique n'en est que plus patent.

Dans les pages qui suivent la reproduction de ce Décret, A. Vigas publie ce qu'il appelle les « notes biographiques des généraux Donato Rodríguez Silva, Zoilo Medrano y José de Jesús González (Agachado) héros de la cause libérale »[25]. Tout est de nouveau dit dans le titre de cette brochure. Dans ce qu'il ne veut pas être une biographie de ces trois hommes, Vigas

---

[21] *Ibidem*, p. 3-4.
[22] La gravure de Zoilo Medrano qui figure sur la page de titre de cet ouvrage renvoie davantage d'ailleurs à l'image d'un notable du XIXème, qu'à celle d'un bandit de grand chemin.
[23] « *Decreto sobre honores a los Generales Donato Rodríguez Silva, Zoilo Medrano y José de Jesús González (Agachado)*, Caracas, 29 de enero de 1897 », *op. cit.*, p. 4.
[24] *Ibid*.
[25] Andrés J. Vigas, « Apuntes biográficos de los generales Donato Rodríguez Silva, Zoilo Medrano y José de Jesús González (Agachados) próceres de la causa liberal », in Andrés Jorge Vigas, *Tres proceres de la causa liberal : Generales Donato Rodriguez Silva, Zoilo Medrano y José de Jésus González*, *op. cit.*, pp. 7-18.

élargit pour sa part leur filiation aux *Libertadores* de l'indépendance, dont ils seraient les héritiers directs. Tous, selon lui, se sont engagés pour la cause de la liberté du Venezuela. Les premiers en rompant les chaînes de « l'oligarchie traditionnelle »[26] ; les seconds en contribuant au triomphe de la cause libérale et à la victoire de la « démocratie ». Ils ont tous participé à la « longue croisade que le Venezuela a entreprise pour que l'idée démocratique prédomine dans nos institutions et nos coutumes »[27], à tel point que le souvenir de ces combats est bien présente dans la mémoire des provinces de la Sierra. Entre les deux, bien sûr, la « Révolution libérale de 1846 », pour reprendre l'expression du Président Crespo, dont ils furent les plus « actifs » représentants, prêts au combat « pour maintenir vivante la cause de la liberté »[28].

Puis, mais sans jamais mentionner l'existence de la Faction de la Sierra, il légitime à son tour l'opposition en armes de ces hommes. Il le fait qui plus est au détour d'une phrase, au demeurant un peu confuse dans sa formulation, et alors qu'il retrace les faits d'armes de Rodríguez, qu'il qualifie « d'incident », comme s'il fallait évacuer l'information au plus vite, pour qu'elle soit dite mais qu'elle passe, dans le même temps, inaperçue :

> « Un incident, qui devait avoir une portée très importante dans l'histoire de la Cause Libérale, s'est produit chez les combattants de Rodríguez Silva. C'était au cours de mars 1858, alors que les fils du Guárico se levaient, recommençant leur protestation armée, pour s'opposer à l'assaut des troupes avec lesquelles la révolution de Castro prétendait soumettre ce noyau de valeureux. Et là, avec Rodríguez Silva, se trouvaient Medrano et peu après González (Agachado) : trinité indomptable contre laquelle devait se briser dès le début, les armes infatuées de Juan Nepomuceno Llamozas. »[29]

Tout est dit sur ces hommes et les raisons de leur engagement, y compris l'exceptionnalité de celui-ci ; on réintègre même l'année 1858 comme cadre premier de leurs actions dans cette conjoncture de la Guerre Fédérale, mais on occulte le contexte dans lequel cet engagement armé, qui est à l'occasion lui aussi reconnu et plus encore légitimé, s'opère : la Faction de la Sierra. On efface le cadre pour mieux dévoiler l'héroïsme de ces hommes et surtout les rattacher à une cause bien identifiée et qui vient servir les hommes alors au pouvoir : celle de la défense du parti libéral et de ses idéaux de liberté et de démocratie tels qu'ils ont court depuis les années 40 et surtout depuis 1846, première fois dans l'histoire du pays où, selon la vulgate officielle, grâce à ces hommes, le peuple serait enfin devenu acteur de son histoire et aurait pris en charge sa destinée. D'ailleurs, le langage qu'emploie A. Vigas pour rendre compte de cet engagement des trois hommes apparaît comme une matrice fondamentale du

[26] *Ibid*., p. 8.
[27] *Ibidem*, p. 7.
[28] Andrés J. Vigas, « Apuntes biográficos de los generales Donato Rodríguez Silva, Zoilo Medrano y José de Jesús González (Agachados) próceres de la causa liberal », *op. cit.*, p. 10.
[29] *Ibid*., p. 14.

discours politique vénézuélien du XXème siècle, libéral mais aussi populiste, sans qu'il ne soit d'ailleurs jamais expressément cité, alors que l'on retrouve des expressions et des informations qui sont de toute évidence tirées de cet opuscule. En effet, il ne cesse d'affirmer, avec emphase et parfois même grandiloquence, que ces trois Généraux de la cause libérale furent parmi les premiers à « recevoir le baptême du sang de la Cause Populaire du Venezuela » et à lutter « contre les usurpations du droit populaire ! »[30].

Si le président Crespo, tout comme A. Vigas, réintroduit bien l'action armée entreprise à partir de mars 1858, le fait que la Faction de la Sierra ne soit jamais mentionnée, représente un bien curieux détournement de sens au service d'un pouvoir qui cherche à assurer sa légitimité alors que le pays se trouve dans une situation délicate. De fait, après que le Général Crespo ait entrepris, en mars 1892, ce que l'on appelle depuis lors la *Revolución legalista* et soit entré victorieusement dans Caracas en octobre de la même année, il prend la tête du pays, selon un procédé qui ressemble davantage à celui des adversaires des factieux de la Sierra… Les priorités du gouvernement sont en premier lieu la professionnalisation de l'armée et la réforme de la Constitution avec, en 1893, une refonte de la loi électorale (suffrage universel masculin secret et direct) qui fixe le mandat présidentiel à quatre ans et octroie l'autonomie aux États. Toutefois, le second mandat de Crespo (1894-1898) est marqué par une situation économique catastrophique, une agriculture quasiment à l'abandon et une industrie inexistante, ainsi que par un fort déficit fiscal, qui conduisent à la paralysie du commerce, au chômage et à de nombreuses manifestations de rues des travailleurs, réprimées par la force.

Encore une fois, la Faction de la Sierra fait donc exception dans ce découpage, ce tri, qui aboutit à ce que le silence à son égard soit de nouveau de mise alors que ses chefs sont auréolés de gloire et placés au Panthéon comme appartenant à la liste des héros de la patrie et plus précisément encore aux représentants de la cause libérale et fédérale. Cette consécration officielle coïncide d'ailleurs avec la création d'un journal de circonstance, cette même année 1897, qui s'intitule *El Agachado*…

Dès 1898, dans la biographie qu'il consacre à Ezequiel Zamora, L. Villanueva évoque en passant cette consécration, mais sans y inclure Donato Rodríguez Silva ; omission qui est d'ailleurs reprise dans nombre de publications postérieures, alors qu'il est le premier mentionné tant dans le titre du Décret que dans la note de A. Vigas… Les propos qu'il utilise pour en rendre compte met en lumière cette tension permanente entre l'action de ces hommes et de leurs partisans, et la façon dont ils ont été perçus, qualifiés et disqualifiés par les

[30] *Ibibem*, p. 10-11.

autorités de l'époque ; tension que Villanueva ne cesse d'ailleurs de dénoncer tout au long des pages de cette biographie. Il écrit en effet :

> « Deux des soldats de Zamora (…) Medrano et Agachado, parmi les plus discrédités par les oligarques, ont mérité, il y a peu de temps, l'apothéose du Panthéon ; de la même manière qu'un jour, les démocrates de Rome ont réhabilité la mémoire de Catilina, couvrant de fleurs sa sépulture. »[31]

Villanueva aborde bien cette mise au Panthéon comme étant de l'ordre de la réparation, de la réhabilitation d'hommes autrefois vilipendés, à qui l'on reconnaît enfin le droit aux honneurs de la patrie.

On est toutefois en droit de se demander quelles sont les raisons qui ont poussé, cette année-là, le président Crespo à prendre une telle décision. Certes, couplé avec l'adoption du suffrage universel, il espérait, à travers cette panthéonisation, se doter d'une légitimité plus « populaire » face à ses adversaires politiques. Mais d'autres indices peuvent être versés à ce dossier. Une autre raison nous est fournie par l'historien A. Arraíz, qui n'est pas sans lien avec ce que nous venons d'énoncer, même si elle fut forgée *a posteriori*. Après avoir affirmé que deux des chefs de la Faction, Zoilo Medrano et el Agachado, avaient été, avec Juan Antonio Sotillo, les rares à soutenir Monagas au moment de sa chute et à prendre les armes, la façon dont il traite de la postérité du second permet en quelque sorte de comprendre pour partie la raison de l'oubli de leurs actions avant la Guerre Fédérale à proprement parler. Il indique en effet que leurs actions « coïncidant avec la guerre de la Fédération, ces révolutionnaires monaguistes ont été considérés comme affiliés à ce mouvement ; et des années plus tard, la Fédération ayant déjà triomphé, les libéraux ont proposé d'amener les restes de el 'Agachado' au Panthéon National, où reposent ceux du *Libertador* ; au grand scandale des familles descendant des anciens *mantuanos* qu'il y avait toujours à Caracas »[32].

Cette interprétation des raisons du transfert des cendres, qui omet d'ailleurs celle du troisième des chefs avérés de la Faction qui décidément fait figure d'éternel oublié, prend d'autant plus de signification si on la met en regard de celle fournie par les deux auteurs du seul article existant sur l'un des chefs, El Agachado, publié en 1992. En effet, et bien qu'au vu des multiples erreurs et imprécisions dont cet article est truffé il faille prendre cette ultime information avec prudence, elles rapportent pour leur part, sur le registre de la rumeur, « qu'il se dit que el Agachado a été le premier époux de Doña Jacinta de Crespo et qu'une fois le factieux mort, Crespo étant au pouvoir, la señora Jacinta fit tout son possible pour transférer

[31] Laureano Villanueva, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, Caracas, imprenta Federación, 1898, p. 128.
[32] Antonio Arraiz, *Los días de la ira : las guerras civiles en Venezuela (1830-1903)*, Caracas, Vadell Hermanos editores, 1991, p. 56.

les restes de el Agachado au Panthéon National »[33]… C'est ici l'histoire privée qui prendrait donc le pas sur le roman national, même si les nombreuses biographies consacrées à la femme du président Crespo, dont la popularité était grande, n'en fassent jamais mention. On peut en revanche la mettre en regard de ce que signale l'auteur d'un chapitre sur le président Crespo, dans un ouvrage consacré à l'art vénézuélien[34], qui n'est autre d'ailleurs que l'un des biographes de Antonio Leocadio Guzmán[35]. En effet, alors qu'il relate la jeunesse humble du Président Crespo, il en vient à évoquer l'origine de son engagement dans l'armée en reprenant une anecdote très en vogue à l'époque de Crespo, dont rend compte le sociologue et historien positiviste L. Vallenilla Lanz dans son *Cesarismo Democrático* dont la première version est publiée en 1919[36]. Selon cette anecdote, l'engagement de Crespo remonterait, et Sánchez dit d'ailleurs se faire en cela lui aussi, « l'écho de la légende populaire », au début de la guerre fédérale, alors que le *compadre* de son père était venu lui rendre visite. Ce *compadre* qu'il présente de façon naturelle pourrait-on dire, comme un compagnon d'armes de Zoilo Medrano et de El Agachado, est un certain Manuel Borrego[37], dont ne fait d'ailleurs pas état la version livrée par L. Vallenilla Lanz qui parle « d'un jeune garçon » dont il dépeint les traits physique mais dont il ne donne pas le nom. Il n'en demeure pas moins qu'il relate comme suit la « conversion » au combat du futur président et initiateur du transfert des restes des trois généraux de la Faction au Panthéon national en 1897 :

> « Commençait alors la longue guerre fédérale et ses premières torches zigzaguaient de par les *llanuras* centrales dans les mains de Zoilo Medrano, de Manuel Borrego et de José Jesús González, alias El Agachado. Un après-midi, Borrego arriva chez son *compadre* Ño Leandro [père de Crespo] et se mit, comme il en avait l'habitude, dans un hamac de cordes pour se reposer. Son grand sabre à la gaine de cuir jaune resta immobile sur une table proche. Sur ce, l'adolescent Joaquín (dix-sept ans, aux traits de métis, imagination tropicale) entra dans la pièce, portant un pot en terre plein de maïs, et voyant le cimeterre du guérillero il fut fasciné. À ce moment, et avec cet acte, commença un nouveau prodige de l'histoire vénézuélienne : la *tacamajaca* de Ño Leandro[38] avait pris corps, esprit et voix. Borrego, qui ne dormait pas, le regardait à la dérobée depuis le hamac. Il le regarda laisser la gaine sur la table, dégainer le sabre et l'empoigner à deux mains contre l'ennemi invisible. 'La guerre te plaît' lui demanda-t-il ? 'Oui, répondit le jeune sans perdre contenance, elle me plaît beaucoup'. 'Veux-tu te battre contre les tyrans ?' 'Oui, Monsieur, si vous voulez m'emmener'. Et de cette

[33] Míriam J. Castillo ; Carmen J. Polanco Pérez, « Insurrección de José de Jesús González, alias el Agachado, año de 1858 », *Tierra Firme*, n° 37, enero-marzo, 1992, p. 87.
[34] Ramón Díaz Sánchez, « El estilo artístico del crespismo », in Roldán Esteva Grillet ; María Antonia González Arnal (comp.), *Fuentes documentales y críticas de las artes plásticas venezolanas*, Caracas, Universidad Central de Venezuela. Consejo de Desarrollo Científico y Humanístico, 2001, pp. 186-194.
[35] Ramón Díaz Sánchez, *Guzmán. Elipse de una ambición de poder [1949],* Caracas, Ediciones Hortus, 1953.
[36] Laureano Vallenilla Lanz, *Cesarismo Democrático. Estudios sobre las bases sociológicas de la constitución efectiva de Venezuela*, Caracas, Empresa El Cojo, 1919, pp. 300-302.
[37] Bien que quatre Borrego soient impliqués dans la Faction, nul Manuel parmi eux, et aucun chef…
[38] Du nom de l'onguent qu'avait créé le père de Crespo à partir de l'arbre du même nom et que les gens des llanos avaient pris l'habitude d'appeler la « Tacamajaca del Ño Leandro ». *Ibid*, p. 187.

> manière, avec cette simplicité romaine, s'ouvrirent pour lui les séduisants chemins de la gloire »[39]…

Au-delà, il semble bien qu'une guerre des mémoires se joue autour de ces trois personnages ou, pour le moins, autour de ce qu'ils symbolisent, politiquement parlant, mais aussi socialement. C'est ce qu'illustre la version de J. de Armas Chitty concernant cette panthéonisation de laquelle d'ailleurs il exclue lui aussi Donato Rodríguez Silva, puisqu'il considère, après indiqué que les restes de Medrano et de González ont été mis au Panthéon par Crespo, que « la présence au Panthéon de gens anonymes qui ont soutenu avec loyauté leur bannière et pour lesquels la seule référence était *El Venezolano* et la parole de Ezequiel Zamora, en dit long sur notre sentiment égalitaire »[40]… L'instrumentalisation est ici encore très explicite puisqu'il en fait à nouveau des acteurs « anonymes » ; affirmation d'autant plus surprenante qu'elle figure dans l'histoire de la région la plus directement touchée par la Faction qu'il ne nomme d'ailleurs jamais…

On peut avoir, à première vue, du mal à comprendre qu'un événement comme la Faction de la Sierra, ait pu à ce point être occulté par le politique puis par une historiographie qui en est pourtant friande, surtout lorsqu'il mobilise les classes populaires, au point qu'il ait été partiellement occulté dans le récit national. Un des éléments de réponse se situe dans une appétence particulière pour les grands hommes qui s'est mise en place justement pour forger un récit des origines de la nation qu'il fallait consensuel au sortir d'une guerre civile d'indépendance de plus de dix ans. Les marques de cette héroïsation de l'histoire nationale se retrouvent tant dans l'historiographie que dans le paysage urbain de la capitale, avec le *Paseo de los Ilustres*, ainsi que dans le discours politique/populiste. Simón Bolivar en est la colonne vertébrale, après qu'il ait lui aussi subi les foudres de ses contemporains. C'est autour de lui que s'est organisé ce panthéon d'hommes en armes qui tous à leur façon sont considérés comme les fondateurs de la patrie, ses défenseurs face à l'ennemi extérieur ou à l'opposant interne, au mépris finalement des acteurs anonymes de ces séquences historiques.

Le travail d'effacement de cet événement par les générations postérieures est en effet patent, à l'instar de ce que M. Riot-Sarcey observe à propos des utopies « productrices d'un idéal de transformation sociale »[41]. Ce qui ne manque pas de faire contraste avec le bruit qui fut le sien au moment de son déroulement. Effacement partiel mais essentiel puisque c'est, à travers l'événement créé autour des chefs, à un nouvel effacement de la Faction elle-même,

[39] *Ibidem*, p. 188.
[40] José Antonio de Armas Chitty, *Historia del Guárico*, San Juan de los Morros, Universidad Rómulo Gallegos, 1978, vol. II. 1807-1974, p. 72.
[41] Michèle Riot-Sarcey, *Le réel et l'utopie. Essai sur le politique au XIXe siècle*, Paris, Albin Michel, p. 81.

auquel on assiste finalement… mais aussi de ses « héros anonymes », comme dans le cas de l'effacement de toute trace des barricades dans le Paris du XIXème, où la « mise en exergue de quelques figures célèbres rejette à l'arrière plan des centaines de morts anonymes », faisant que la commémoration officielle a tout autant pour fonction de « glorifier le passé proche et lointain », que de « dissimuler » des pans entiers de celui-ci »[42], que cette occultation et ce processus d'effacement soit plus ou moins délibéré.

Ces chefs de la Faction sont certes des héros, mais avant tout héros en armes, des généraux, ce qui est pour beaucoup dans la légitimité indéniable dont jouit l'armée au Venezuela, qui s'est posée comme le dépositaire du mythe du citoyen en armes tel qu'il s'est forgé au XIXème et comme principal restaurateur, au XXème siècle, des institutions démocratiques, le 18 octobre 1945[43] et le 23 janvier 1958[44]. Le dernier épisode en date ayant été le coup d'État d'Hugo Chávez en février 1992, qui marquait le renouveau de la fusion du peuple et de l'armée pour dénoncer la corruption de la démocratie par les « oligarchies » du moment.

À travers l'effacement de la Faction de la Sierra et de ses membres anonymes, au profit de ses trois chefs pour leurs faits d'armes au cours de la Guerre Fédérale, c'est une nouvelle pierre que l'on ajoute ainsi à ce récit de la nation forgée autour de l'homme en armes et qui valide ce qui constituait l'une des principales conclusions de notre thèse de doctorat et nous avait amené à réfléchir, par la suite, à cette filiation avec le régime d'Hugo Chávez[45].

Cette culture politique ou plus exactement ce rapport singulier au politique tel qu'il se construit au XIXème siècle, irrigue les XXème et XXIème siècles, qu'il s'agisse de certaines pratiques politiques mais aussi de l'usage d'un champ lexical spécifique pour légitimer ses actions ou dénigrer l'ennemi politique, et qui toutes renvoient à la figure centrale de l'homme en armes. Les propos tenus par Hugo Chávez, qu'ils aient été figures de style ou véritables

[42] Frédéric Chauvaud, « L'élision des traces. L'effacement des marques de la barricade à Paris (1830-1871) », in Alain Corbin ; Jean-Marie Mayeur (dir.), *La barricade*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, p. 273.

[43] Lorsqu'une junte civico-militaire, formée de l'union paradoxale de jeunes officiers mécontents menés par Carlos Delgado Chalbaud, Marcos Pérez Jiménez et des membres du parti Action Démocratique (A. D.), renverse le gouvernement Medina. C'est la *Revolución de octubre* qui porte Rómulo Betancourt à la tête de la Junte révolutionnaire de gouvernement. De nouveaux syndicats et partis sont créés et reconnus. En décembre 1947, grâce à une réforme constitutionnelle ont lieu les premières élections libres, directes et au suffrage universel (hommes et femmes de plus de dix-huit ans, sachant ou non lire et écrire). L'écrivain Rómulo Gallegos, candidat de l'A.D., est élu président de la République, avec près de 80 % des voix.

[44] Après que Pérez Jiménez ait mis en place, à partir de 1953, un régime dictatorial, en 1957, il impose l'organisation d'un plébiscite, et non d'une élection, pour renouveler son mandat. Une telle décision suscite une intense mobilisation politique de l'opposition qui, alliée aux militaires, le fait chuter le 23 janvier 1958. Dans l'attente d'élections libres, une nouvelle junte civico-militaire assume provisoirement le pouvoir…

[45] En particulier dans la quatrième partie de Véronique Hébrard, *Le Venezuela indépendant. Une nation par le discours (1808-1830)*, Paris, l'Harmattan, 1996, mais aussi dans un article écrit à quatre mains dans lequel nous nous sommes plus précisément efforcés de réfléchir à cette articulation et à cette instrumentalisation : Véronique Hébrard ; Temir Porras Ponceleón, « Le Venezuela ou les paradoxes de la nation. De l'élaboration à la réappropriation des mythes nationaux », *Hérodote*, n° 99, 4ème trimestre 2000, pp. 92-105.

menaces, lors des élections régionales de novembre 2008, en témoignent puisque le président « menaçait » d'envoyer les chars et l'armée dans les provinces qui n'auraient pas porté au pouvoir le candidat du parti présidentiel.

Il n'est pas anodin que le dernier épisode de la « réhabilitation » des trois chefs de la Faction de la Sierra ait eu lieu en septembre de cette même année 2008… Le président Chávez et son gouvernement décident en effet, en employant une terminologie qui entretient une certaine ambiguïté, de procéder au « transfert » des restes des trois hommes au Panthéon. Cette ambiguïté, qui participe sans nul doute de l'instrumentalisation de cet acte qui vise à honorer des héros que l'on veut « populaire », tend à faire de cette décision une réparation de ce qui n'aurait pas été accompli suite au décret du Président Crespo de 1897. C'est pour le moins ce que disent, chacun à leur façon, l'agence officielle de presse et l'historien Oldman Botello. Dans la note rédigée par cette Agence, il est uniquement question de l'exhumation des cendres des trois hommes au Panthéon, qui pourrait être due, bien que ce ne soit pas spécifié dans cette notice, aux travaux qu'Hugo Chávez avait fait entreprendre au Panthéon (en particulier pour en enlever les restes de Bolívar), qui auraient pu occasionner certains « déplacements », donnant ainsi l'occasion de cette « cérémonie ». En revanche, O. Botello conclut le compte-rendu qu'il fait de ce « transfert » en affirmant « qu'avec l'inhumation des cendres des trois personnages au Panthéon National on a exécuté, très tardivement, le décret en leur honneur demandé par le général Joaquín Crespo et qui fut publié en date du 29 janvier 1897 »[46]… Pourtant, si l'on s'en tient au registre officiel du Panthéon, ils y seraient bien entrés à cette date…

Une cérémonie a donc été organisée à cet effet, en présence « du Ministre Populaire pour les Relations Intérieures et la Justice », certes en 2008, mais en l'honneur des « trois généraux qui luttèrent pour l'indépendance de la Patrie », même si l'Agence Bolivarienne d'Informations indique, par un curieux renversement, « qu'avec la Révolution de Mars 1858 contre le gouvernement de José Tadeo Monagas commençait la chaîne des événements qui devaient mener à la Guerre Fédérale »[47]. Qui plus est, ces « généraux » de la seule Guerre Fédérale, qui firent leurs premières armes pour deux d'entre eux en 1846, sont inscrits dans une généalogie qui va de la guerre d'indépendance du Venezuela, avec Bolívar pour héros, à la Guerre Fédérale. D'ailleurs, cette cérémonie est l'occasion d'une « offrande florale devant les restes du *Libertador* Simón Bolívar »[48].

---

[46] Oldman Botello, « Zoilo Medrano, El Agachado y Rodríguez Silva en el Panteón », http://historiografias.blogspot.com/2008/09/zoilo-medrano-el-agachado-y-rodrguez.html.

[47] *Realiza inhumación de los generales de la Federación en el Panteón Nacional*, Agencia Bolivariana de Noticias (ABN), www.aporrea.org. 07/09/08 – www.aporrea.org/actualidad/n120230.html.

[48] *Ibid*.

La nouvelle est relayée par la radio et la télévision, et des historiens proches du régime viennent livrer la version, officielle, des faits. Car, une fois encore, l'effacement de mars 1858 et de la formation de la Faction de la Sierra à l'initiative des trois « héros » du moment, est total. En effet, O. Botello, l'historien de la province d'Aragua, dans l'article déjà mentionné publié sur son blog, retrace la carrière militaire des trois hommes qu'il présente comme des « compagnons de Zamora et de Crespo »[49]. Il décrit au passage la mort de El Agachado et la façon dont « son grand ami Zoilo Medrano » fit en sorte qu'il ait une sépulture décente, et donne des éléments biographiques qu'il reprend de A. Vigas, sans le citer. Dans le même temps, une émission de radio rend compte de l'événement et du lien que le Ministre qui préside la cérémonie établit « entre les idées libératrices de Simón Bolívar, les consignes de terres et hommes libres de Ezequiel Zamora et les idées bolivariennes et révolutionnaires du processus en train de se produire au Venezuela, sous l'égide du président de la République, Hugo Chávez »[50]. L'instrumentalisation de cette panthéonisation ne fait ici aucun doute.

Ce moment de commémoration n'était en outre que le prélude d'une autre commémoration, celle des 150 ans de la Guerre Fédérale, en 2009, qui ne manqua pas de donner lieu elle aussi à une relecture des plus anachroniques et populistes de ce conflit et de ses protagonistes… La Guerre Fédérale est considérée en effet, à cette occasion, par le Président Hugo Chávez, alors qu'il ouvre le défilé civico-militaire qui marque le début des cérémonies, comme le moment où « pour la première fois a été brandie au Venezuela, la bannière du Socialisme »[51]…

[49] Oldman Botello, « Zoilo Medrano, El Agachado y Rodríguez Silva en el Panteón », *op. cit.*
[50] *Radio Nacional de Venezuela>Nacional y Política>Ideales de Bolívar y Zamora tienen vigencia en la revolución venezolana*. Publicado por YBV el 7 de septiembre 2008.
[51] *Mundial*, viernes 20 de febrero de 2009.

# Sources

**Archives Générales de la Nation (Caracas) – Fondo República. Sec. Interior y Justicia, 1857-1859.**

Tomes : DCL, DCXV, DCXVI, DCXVII, DCXIX, DCXXIII, DCXXVIII, DCXXXI, DCXXXII, DCXXXIII, DCXXXV, DCXXXVI, DCXXXVI, DCXXXVIII, DCXL, DCXLI, DCXLII, DCXLIV, DCXLVII, DCXLVIII.

**BNV/Hemeroteca (Caracas) :**

*El Foro* (Caracas, 1858)
*Situación* (Valencia, 1859)
*La Esperanza* (Caracas, 1857-1858)
*El Agachado* (Caracas, 1897)

**Archives du Ministère des Affaires Etrangères (Paris-Quai d'Orsay)**

I. Affaires diverses – Politique, 1815-1896
- Vol IV : Venezuela - Carton 2. - Chemise 2, Venezuela, 1860-1861. Pièces diverses.
II. Correspondance politique – Venezuela – volume 11, 1856-1858 microfilm.
III. Correspondance politique – Venezuela – vol. 12, 1858, juin à décembre microfilm.
IV. Correspondance politique – Venezuela – volume 13, 1859 microfilm.
V. Correspondance commerciale. Caracas. Vol. 8, juillet 1855-1859.

**Sources imprimées**

Arellano Moreno, Antonio (recopilación, notas y estudio preliminar), *Mensajes presidenciales*, Caracas, Presidencia de la República, 1970, vol. 1. 1830-1875.

Carrillo Batalla, Tomás Enrique *Historia de las Finanzas Públicas en Venezuela, Siglo XIX*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, années 1970-1980, 30 vol.

*Carta de Felipe Larrazábal al Señor Antonio L. Guzmán, ministro de relaciones exteriores ; seguida de otra carta del mismo Larrazábal al señor General Antonio Guzmán Blanco, en 1863*, Caracas, Imprenta de Jesús Maria Soriano, 1870, 32 p.

*Causa celebre por su iniquidad. La de supuesta conspiración del redactor de 'El Venezolano' Antonio L. Guzmán en 1846. Mandada imprimir por acto legislativo de 22 de junio de 1883*, Caracas, Imprenta de 'La opinión nacional', 1884, VI tomos.

González, Juan Vicente, *Oligarcas y liberales. Artículos del Diario de la Tarde 1846*, Caracas, Publicaciones de la Presidencia de la República, col. Nuestro siglo XIX, 1962, 153 p.

Larrazábal, Felipe, *Memorias contemporáneas. Apuntamientos sobre la vida pública del ciudadano Antonio Leocadio Guzmán, para servir a la imparcial historia de Colombia y Venezuela*, Caracas, En la 'Nueva Imprenta' por Elias León, 1846, 79 p.

*Piezas del proceso en el juicio criminal contra Ezequiel Zamora en 1847*, in Laureano Villanueva, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, Caracas, imprenta Federación, 1898, Apéndice, pp. I-LXXIII.

*Recopilacion de leyes y decretos de Venezuela, reimpresa por orden del Gobierno nacional. Segunda edición oficial*, Caracas, Imprenta y Litografía del Gobierno Nacional, 1890, Tomo II (618 p.), et Tomo III (941 p.).

Toro, Fermín, *Discurso pronunciado en la Convención nacional de Valencia el 28 de septiembre de 1858*, Caracas, Ministerio de educación, 1958, 7 p.

Toro, Fermín, « Reflexiones sobre la ley de 10 de Abril de 1834 », in *Reflexiones sobre la ley de 10 de Abril de 1834 [1845] y otras obras*, Caracas, Ediciones del Ministerio de Educación Nacional, Col. 'Clásicos Venezolanos', 1941, pp. 11-175.

González, Juan Vicente, *Venezuela y los Monagas: Vasquez (A. J.), unipersonal*, Caracas, Impr. de M. M. Zarzamendi, 1858, 37 p.

*Materiales para el estudio de la cuestión agraria en Venezuela (1829-1860),* Caracas, UCV/Consejo de desarrollo científico y humanístico, 1971, 2 vols.

vol. 1 *: Enajenación y arrendamiento de tierras baldías*, LXXII-679 p.

Vol. 2 : *Mano de obra ; opinión.* XXXXIX-574 p.

Velásquez, Ramón J. (ed), *Las Fuerzas armadas de Venezuela en el siglo XIX (textos para su estudio)*, Caracas, Presidencia de la República, 1963-1971, 12 vol.

* Vol. 7, *La República: el gobierno deliberativo 1836-1841*, Caracas, 1965, XXXVI-462 p.

* Vol. 10, *La República: el gobierno deliberativo* 1842-1846, Caracas, 1967, XXXI-569 p.

* Vol. 11. *La República: los Monagas 1847-1852*, Caracas, 1969, XXXI-494 p.

* Vol. 12, *La República: los Monagas 1853-1858*, Caracas, 1971, XXXI-600 p.

Vigas, Andrés Jorge, *Tres proceres de la causa liberal : Generales Donato Rodriguez Silva, Zoilo Medrano y José de Jésus González*, Caracas, imprenta Bolivar, 1897, 31 p.

**Témoignages d'époque**

Berthelot, Sabin (1794-1880), *Rapport sur les travaux géographiques et statistiques exécutés dans toute l'étendue du territoire du Venezuela / par M. le colonel Codazzi*, Paris, impr. de Bourgogne et Martinet, [circa 1840], 20 p.

Calzadilla Valdes, Fernando, *Por los llanos de Apure*, Caracas, ed. del Ministerio de la Educación Nacional, 1948.

Codazzi, Giovani Battista Agostino, *Atlas físico y Político de la República de Venezuela, dedicado por su autor el Coronel de Ingenieros Agustin Codazzi, al Congreso constituyente de 1830*, Caracas, 1840/Paris, 1841.

Augustino Codazzi, *Obras escogidas*, Caracas, Ed. del Ministerio de Educación Nacional , 1960, 2 vol. (XXXIII-763 p., 403 p.)

Codazzi, Agustín, *Resúmen de la geografía de Venezuela. Formado sobre el mismo plan de el de Balbi y según los conocimientos prácticos adquiridos por el autor en el curso de la comisión geográfica que puso a su cargo el gobierno de Venezuela*, Paris, Impr. de H. Fournier y compia, 1841, 648 p.

Eastwick, Edward B., *Venezuela : or, Sketches of life in a South-American Republic ; with the History of the Loan of 1864*, Londres, Chapman & Hall, 1868, 418 p.

González, Benigno *Biografía del Ilustre Ciudadano General Ezequiel Zamora*, Caracas, Oficina Central de Información, 1975, 116 p.

González Guinán, Francisco, *Mis Memorias*, Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República, 1964.

Hernández, Lázaro, *Tiempos idos en el Alto Apure*, Cumaná, Editorial Providencia, 1980.

Navarro, Emilio, *La Revolución Federal 1859-1863*, Caracas, Imprenta Nacional, 1963, 167 p.

Núñez de Cáceres, Pedro, *Memorias*, Caracas, FUNRES, 1993, 767 p.

*Opúsculo histórico de la revolución desde el año 1858 a 1859. Facción de los Indios Guanarito*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1983, 278 p.

Páez, José Antonio, *Autobiografía del General José Antonio Páez (1869)*, New Yord, H. R. Elliot & CO, Inc, 1946, 2 vol.

Páez, Rámon, *Escenas rústicas en Sur América, o la vida en los llanos de Venezuela*, Caracas, Centauro, 1980 (1ère ed. 1929).

Rodríguez, José Santiago, *Contribución al Estudio de la Guerra Federal en Venezuela*, Caracas, Oficina Central de Información, 1976, 2 vols.

Rosti, Pal, *Memorias de un viaje por América*, Caracas, UCV, publicaciones de la escuela de historia, 1968, 218 p. Le Hongrois Pal Rösti a voyagé au Venezuela en 1857.

Sachs, Carl, *De los llanos de Venezuela*, Caracas/Madrid, Edic, 1955.

# Bibliographie

## Ouvrages sur le Venezuela au XIXème siècle


Aboaasi, Emad, « La crítica literaria durante la guerra federal venezolana (1858-1863) (287) », *Tierra Firme*, vol. XV, n° 99, julio - septiembre de 2007, pp. 287- 300. IHEAL : P 1513..

Altez, Rogelio, *Antonio Leocadio Guzmán (180 ?-1884)*, Caracas, CA editorial El Nacional/Banco del Caribe, col. Biblioteca Biográfica Venezolana, vol. 52, 2006, 132 p.

Alvarado, Lisandro, Historia *de la Revolución Federal en Venezuela* [1909], in *Obras completas de Lisandro Alvarado*, Caracas, Ministerio de Educación/Dirección de cultura y bellas artes/Comisión editora de las obras completas de Lisandro Alvarado, 1956, vol. V.

Andara D, María del Consuelo, « La visión del otro: imágenes de la identidad nacional. Viajeros en el territorio venezolano durante la segunda mitad del siglo XIX », *Tierra Firme*, abril de 2004, vol. 22, n° 86, pp. 229-240.

Arcaya, Pedro M., « Los partidos políticos », in *La Federación y su historiografía*, Caracas, Oficina Central de Información, col. Ezequiel Zamora y su tiempo 9, 1976, pp. 79-94.

Armas Chitty, J. A. de, *Historia del Guárico*, San Juan de los Morros, Universidad Rómulo Gallegos, 1978, 2 vol. (vol. I : 1532-1800 ; vol. II: 1807-1974).

Armas Chitty, José Antonio de, « Mural de medio siglo, 1836-1886 », in *Venezuela 1883*, Caracas, Ediciones conmemorativas del bicentenario del natalicio del Libertador Simón Bolívar, 1983, Tomo I, pp. 1-89.

Armas Chitty, José Antonio de, *Vida política de Caracas en el siglo XIX*, Caracas, Ministerio de educación, Dirección técnica, 1969.

Arraiz, Antonio, *Los días de la ira : las guerras civiles en Venezuela (1830-1903)*, Caracas, Vadell Hermanos editores, 1991, 214 p.

Azpurúa, Ramon, *Biografías de hombres notables de hispano-américa. Obra mandada publicar por el Ejecutivo national de los Estados Unidos de Venezuela, presidido por el gran demócrata General Francisco L. Alcántara*, Caracas, Impreinta Nacional, 1877, 4 tomos.

Banko, Catalina, « El capital comercial en Venezuela », *Economía y Ciencias Sociales* (UCV Caracas), n° 2-3, 1998, 14 p.

Banko, Catalina, « El Protócolo Urrutia y el Bloqueo Anglo-Francés en la antesala de la Guerra Federal », in *Ensayos Históricos. Anuario de Instituto de Estudios Hispanoamericanos*, 2° Etapa, n° 11, Caracas, UCV, 1999, pp. 81-95.

Banko, Catalina, *Las luchas federalistas en Venezuela*, Caracas, Monte Avila Editores/Celarg, 1990.

Banko, Catalina, *Poder político y conflictos sociales en la República oligárquica, 1830-1848*, Caracas, Universidad Santa María, 1986.

Baptista, Asdrubal, « Una Nota Sobre el Desenvolvimiento de la Economía Venezolana, 1830-1920 », *Latin American Research Review*, vol. 23, n° 3, 1988, pp. 108-116.

Baptista, Asdrubal, *Bases cuantitativas de la economía venezolana 1830-2002*, Caracas, Fundación Empresa Polar, 2006, 944 p.

Berglund, Susan, « Mercantile Credit and Financing in Venezuela, 1830-1870 », *Jornal of Latin American Studies*, n° 17, Nov. 1985, pp. 371-396.

Botello, Oldman *Historia del Estado Aragua*, Caracas, Italgráfica, 1995, 322 p.

Botello, Oldman, *El héroe del deber : semblanza biográfica del general joaquín Crespo*, Villa de Cura, Alcadía del Municipio Girardot, 1991.

Botello, Oldman, *Historia de la creación de la provincia y estado Aragua, 1848-1988*, Villa de Cura, Consejo del Municipio Girardot, 1988.

Botello, Oldman, *Historia regional del Estado Aragua*, Caracas, ANH, 1995.

Brito Figueroa, Federico, *Ensayos de historia social venezolana*, Caracas, UCV, 1960.

Brito Figueroa, Federico, *Historia económica y social de Venezuela*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales del Instituto Cubano del Libro, 1972.

Brito Figueroa, Federico, *La Victoria en la historia de Venezuela*, Caracas, 1973.

Brito Figueroa, Federico, *Tiempo de Ezequiel Zamora*, Caracas, Ediciones Centauro, 1975 (3a ed.), 555 p.

Bushnell, David, « La evolución del derecho de sufragio en Venezuela », *Boletín Histórico*, Caracas, Fundación John Boulton, n° 29, mayo de 1972, pp. 189-206.

Cal, Consuelo, « Venezuela. República negra en los informes a España », *Jahrbuch für Geschichte Lateinamerikas* n° 38, 2001, pp. 207-231.

Carrera Damas, Germán, *Formulación definitica del proyecto nacional : 1870-1900*, Caracas, Cuadernos Lagoven, Serie Cuatro República, 1988.

Carrillo Batalla, Enrique, *Historia de la Legislación Venezolana*, Caracas, Academia de Ciencias Políticas y Sociales, Tomo 1, 1984 ; Tomo II, 1985.

*Cartografia historica de Venezuela 1635-1946 [Texte imprimé]: Seleccion de los principales mapas publicados hasta la fecha*, Caracas, Instituto Panamericano de Geographia e historica, 1946, 53 p.

Carvallo, Gastón, *La indisciplina social y la lucha por el poder en el caudillismo*, Caracas, Cendes, APUCV/IPP, col. José Agustín Silva Michelina, 1990.

Carvallo, Gastón, *Próceres, Caudillos y rebeldes. Crisis del sistema de dominación, 1838-1908*, Caracas, Grijalbo, 1994.

Castillo Blomquist, Rafael, *José Tadeo Monagas. Auge y consolidación de un caudillo*, Caracas, Monte Avila Editores, 1984.

Castillo Lara, Lucas Guillermo, *Los olvidados próceres de Aragua*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1993, 560 p.

Castillo Lara, Lucas Guillermo, *Materiales para la historia provincial de Aragua*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1977.

Castillo, Míriam J. ; Polanco Pérez, Carmen J., « Insurrección de José de Jesús González, alias el Agachado, año de 1858 », *Tierra Firme*, n° 37, enero-marzo, 1992, pp. 79-87.

Chang M., Roberto, *El sistema electoral venezolano*, Caracas, CSE, 1985.

Chiossone, Tulio, *Formación jurídica de Venezuela en la Colonia y la República*, Caracas, UCV, Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas, Instituto de Ciencias Penales y Criminológicas, 1980, 350 p.

Ciliberto, José Angel, *Fermín Toro y las doctrinas económicas del siglo XIX*, Caracas, Editora San José, 1974, 121 p.

Cochiarella, Carlos, « Dinámica política en la Venezuela de Antonio Leocadio Guzmán », *Mañongo* (Carabobo), n° 30, vol. XVI, enero-junio 2008, pp. 199-208.

Cova Garcia, Luis *El bandolerismo en Venezuela,* Alcalá de Henares, Talleres Penitenciarios, 1956, 75 p.

Crist, Raymond E., « Development and Agrarian Land Reform in Venezuela's Pioneer Zone : Social Progress alogn the Llano-Andes Border in a Half Century of Political Advance », *American Journal of Economics and Sociology*, vol. 43, n° 2, April 1984, pp. 149-158.

Crist, Raymond E., « Land Tenure Problems in Venezuela », *American Journal of Economics and Sociology*, vol. 1, n° 2, Jan. 1942, pp. 143-154.

Cunill Grau, Pedro *Geografía del Poblamiento Venezolano en el Siglo XIX*, Caracas, Presidencia de la República, 1987, 3 vols. 2. 330 p.

Delgado Francisco, « La Constitución de 1857: 'Por esta vez' », in Plaza, Elena, Combellas, Ricardo (eds), *Procesos constituyentes y reformas constitucionales de la historia de venezuela: 1811-1999*, Caracas, UCV, 2005, tome 1, pp. 155-177.

Díaz Sánchez, Ramón, « El estilo artístico del crespismo », in Roldán Esteva Grillet ; María Antonia González Arnal (comp.), *Fuentes documentales y críticas de las artes plásticas venezolanas*, Caracas, Universidad Central de Venezuela. Consejo de Desarrollo Científico y Humanístico, 2001, p. 186-194.

Díaz Sánchez, Ramón, *Guzmán. Elipse de una ambición de poder [1949],* Caracas, Ediciones Hortus, 1953 (3ème ed), 662 p.

*Diccionario Histórico de Venezuela,* Caracas, Fundación, Polar, 1997, 3 vol.

Donís Ríos, Manuel, *Ezequiel Zamora (1817-1860)*, Caracas, Editorial El Nacional, colección Biblioteca Biográfica Venezolana n° 72, 2007, 119 p.

Esteves González, Edgar, *Las guerras de los caudillos*, Caracas, Los Libros de El Nacional, 2006.

Farías de U., Haydée, « La ideología liberal en la sociedad de amigos del país », *POLITEIA*, Caracas, IEP/UCV, n° 6, 1977, pp. 373-402.

Fermández Morales, Maria José, *La emigración española a Venezuela de 1850 a 1960*, Madrid, Universidad Complutense/Facultad de geografía e historia, Tesis doctoral, 1992, 554 p.

Franceschi, Napoleón, *Caudillos y caudillismo en la historia de Venezuela*, Caracas, Eximco SA, 1979.

Frankel, Benjamin A., « La guerra federal y sus secuelas, 1859-1869 », in *Política y economía en Venezuela (1810-1976)*, Caracas, Fundación Boulton, 1976, pp. 129-162.

Gabaldón, Eleonora, *La convención de Valencia : la idea federal, 1858*, Caracas, Fundación para el rescate del acervo documental venezolano, 1988, 461 p.

Gamarra, María del Pilar, « Lo imaginario en la Guerra de Independencia charqueña. La creacción de la subjectividad guerrillera : entre lo heróico y lo dramático », *Historia y Cultura*, n° 25, marzo, La Paz, 1999, pp. 129-142.

Garavaglia, Juan Carlos, *Poder, conflicto y relaciones sociales. El Río de la Plata, XVIII-XIX*, Rosario, HomoSapiens Ediciones, col. Pasados Posibles, 1999.

Garcia Ponce, Antonio, *Panorámica de un período crucial en la historia venezolana. Estudio de los años 1840-1847*, Caracas, ANH, 1982.

Garcia Ponce, Guillermo *Las armas en la Guerra Federal*, Caracas, Ediciones La Muralla, 1968.

Garcia Ponce, Guillermo, *La Federación y la guerra. Historiografía*, Caracas, Oficina Central de Información, 1976.

Garcia Ponce, Servando *La imprenta en la historia de Venezuela*, Caracas, Monte Avila, 1975, 238 p.

Gil Fortoul, José, *Historia Constitucional de Venezuela [1907]*, Caracas, Librería Piñango, 1967, 5ème édition, 3 Tomos.

Gómez Rodríguez, Carmen, « Política de enajenación y arrendamiento de tierras baldías. Introducción », in *Materiales para el estudio de la cuestión agraria en Venezuela (1829-1860)*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, Consejo de Desarrollo Científico y Humanístico, 1971, vol. 1 : *Enejenación y arrendamiento de tierras baldías*, pp. I-LXXII.

Gómez, Carmen *Pedro Obregón : Política, corrupción y riqueza Venezuela Siglo XIX*, Caracas, Contraloría General de la República, 1992, 232 p.

Gómez, Carmen, « Sistema político y censura de prensa. Venezuela 1853 », in *Ensayos Históricos. Anuario de Instituto de Estudios Hispanoamericanos*, 2° Etapa, n° 11, Caracas, UCV, 1999, pp. 63-80.

González Arzola, Parminio, *El Guárico en su historia*, San Juan de los Morros, Biblioteca de Autores y Temas Guariqueños, 1992.

González Guinán, Francisco, *Historia contemporánea de Venezuela* [1910], Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República de Venezuela, 1954, 15 vol.

Grases, Pedro ; Pérez Vila, Manuel, *Política y políticos del siglo XIX venezolano*, Caracas, Ed. Colegio Universitario Francisco de Miranda, 1978.

Gray, William H., « American Diplomacy in Venezuela 1835-1865 », *The HAHR*, vol. 20, n° 4, nov. 1940, pp. 551-574.

Harwich Vallenilla, Nikita, « Banca y Estado en Venezuela, 1830-1911 », in *America Latina: Dallo Stato Coloniale Allo Stato Nazionale*, Turin, Franco Angeli, 1987, Tome 1, pp. 209-243.

Harwich Vallenilla, Nikita, « Guerra Federal », in *Diccionario Histórico de Venezuela, Caracas, Fundación*, Polar, 1998, vol. 2, pp. 381-385.

Harwich Vallenilla, Nikita, « Las inversiones extranjeras en Venezuela, siglo XIX », *Boletín de la Academia Nacional de la Historia*, Tomo LXXIII, n° 289, enero-marzo de 1990, pp. 77-95.

Harwich Vallenilla, Nikita, « Le nom des esclaves. État-civil et émancipation au Venezuela au XIXème siècle », *Cahiers du C.R.I.A.R.*, n° 21 (Rouen, Université de Rouen, 2003), Tome II, pp. 699-711.

Harwich Vallenilla, Nikita, « Venezuelan Positivism and Modernity », *The HAHR*, vol. 70, n° 2 (may 1990), pp. 327-344. Jstor version espagnole : « El positivismo venezolano y la modernidad », *Estudios de Historia Social y Económica de América*, nº 6 (Alcalá de Henares, 1990), pp. 93-102.

Harwich, Nikita, « Pouvoir local et commotion civile : la Guerre Fédérale à Ocumare de la Costa (1858-1863) », in *Penser l'histoire de l'Amérique latine. Hommage à François-Xavier Guerra. Textes réunis par Annick Lempérière*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, pp. 207-221.

Hébrard, Véronique, « El oligarca, figura del infame en la Venezuela en guerra (siglo XIX) », in *Sombras de Mayo. Mitos y memorias de la Guerra de la Independencia en España (1808-1908)*, Madrid, Collection de la Casa de Velázquez nº 99, 2007, pp. 415-428.

Hébrard, Véronique, « Insulter l'autre en politique (Venezuela, milieu du XIXe siècle) », in Bouchet, Thomas ; Leggett, Matthew ; Vigreux, Jean ; Verdo, Geneviève (coord.), *L'Insulte (en) politique. Europe et Amérique latine du XIXe siècle à nos jours*, Dijon, EUD, 2005, pp.155-168.

Henríquez La Roche, Ricardo, « Administración de la justicia en Venezuela », in José Ovalle Favela (coord.), *Administración de justicia en Iberoamérica y sistemas judiciales comparados*, México, UNAM, 2006, pp. 371-393.

Hermano Nectario, María, *Historia documental de los orígenes de Valencia, capital del estado de Carabobo, estudio histórico crítico*, Madrid, Instituto de Antropología e Historia, 1969.

Irázabal, Carlos, *Hacia la democracia. Contribución al estudio de la historia económico-social de Venezuela*, Caracas, Pensamiento vivo ed., sd, 239 p.

Irázabal, Carlos, *Venezuela esclava y feudal* [1961], Caracas, Editorial Ateneo de Caracas, 1980.

Irwin Domingo ; Micett, Ingrid, « De caudillos a pretorianos. Una Periodización de la realidad militar venezonala, siglos XIX-XX », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En línea], Cuestiones del tiempo presente, Puesto en línea el 31 enero 2011. URL : http://nuevomundo.revues.org/60783 ; DOI : 104000/nuevomundo.60783.

Irwin, Domingo, « Reflexiones sobre el caudillismo y el pretorianismo en la Venezuela del siglo XIX (1830-1900) », *Tiempo y Espacio*, n° 4, Julio-Diciembre, 1985, vol. II, pp. 71-86.

Irwin, Domingo, *Relaciones civiles-militares en Venezuela : 1830-1910 (Una visión general)*, Caracas, 1996.

Izard, Miguel, « El café en la economía venezolana del XIX. Estado de la cuestión », Estudis (Valencia), 1-1973, pp.205-273.

Izard, Miguel, « El liberalismo y el federalismo como reconocimiento e intenta de institucionalización de los poderes de hecho y del caudillismo », in *Primer Congreso de la República*, Caracas, 1984, pp. 131-153.

Izard, Miguel, « La agricultura en una época de transición. 1777-1830 », Separata del *Boletín Histórico de la Fundación John Boulton*, n° 28, 1972, 67 p.

Izard, Miguel, « Oligarcas temblad, viva la libertad. Los llaneros de Apure y la Guerra Federal », *Boletín Americanista (Barcelona)*, n° 32, 1982, pp. 227-277.

Izard, Miguel, « Tanto pelear para terminar conversando : el caudillismo en Venezuela », *Nova Americana*, n° 2, Turin, 1979, pp. 37-82.

Izard, Miguel, *Series estadísticas para la historia de Venezuela*, Mérida, Universidad de los Andes, 1968, 251 p.

*La cultura política del venezolano*, Caracas, Equinoccio, Universidad católica Andrés Bello, 2005, 315 p.

Lacle, Antonio, *Las guerras internas de Venezuela i como han perjudicado su población (cuantos hijos le cuestan hasta hoy)*, Caracas, Taller Gráfico Lit. Tip., 1932.

Landaeta Rosales, Manuel, *Acontecimientos notables en la Victoria, capital del estado de Aragua, desde 1593 hasta 1906*, Caracas, Impr. Bolívar, 1906, 18 p.

Landaeta Rosales, Manuel, *Falcón y Zamora*, Caracas, Impr. Bolívar, 1897, 30 p.

Landaeta Rosales, Manuel, *Gran recopilación geográfica, estadística e histórica de Venezuela [1889]*, Caracas, BCV, 2 vol.

Landeata Rosales, Manuel, *Anales de las Cárceles de Caracas desde 1799 hasta 1905*, Caracas, Tip. Herrera Irigoyen & Ca., 1906, 23 p.

Leon Coronado, Gladys, *San Francisco de Cara*, Instituto de Antropología del Estado Aragua, 1969, 53 p.

Level de Goda, L., *Historia contemporánea de Venezuela política y militar (1858-1886)* [1889], Caracas, Imprenta Nacional, 1954, 791 p. (tomo I),

Linares Alemán, Myrla, *El Sistema penitenciario venezolano*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1977, 263 p.

Lombardi John V., *Venezuela: The Search for Order, the Dream of Progress,* Oxford, Oxford University Press, 1982.

Lombardi, John V. ; Hanson, James A., « The First Venezuelan Coffee Cycle, 1830-1855 », *Agricultural History*, vol. 44, n° 4, octobre 1970, pp. 355-367.

Lombardi, John V., « La abolición de la esclavitud en Venezuela. Historia y fuentes », *Estudio prelimar in Materiales para el estudio de la cuestión agraria en Venezuela (1822-1860)*, Caracas, UCV, 1995, pp. V-XIX.

Lombardi, John V., « Manumisos, and Aprendizaje in Republican Venezuela », *The HAHR*, vol. 49, n° 4, nov. 1969, pp. 656-678.

López Maya, Margarita *Estado y sociedad política en dos coyunturas venezolanas*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1988.

Machado, Adolfo A, *Apuntaciones para la Historia (obra escrita entre 1875 y 1899)*, Madrid, Amexco, 1961, 122 p.

Maduro, Jesús M., *Anales de Carabobo : apuntes tomados de varios autores para servir de ?? a la historia de esta sección de la República*, Valencia, Fundación del Libro Carabobeño, 1992.

Magallanes, Manuel Vicente, *Los partidos políticos en la evolución histórica venezolana*, Caracas, Monte Avila, 1977.

Manzo Nuñez, Tornato, *Historia del estado Carabobo*, Caracas, Ediciones de la Presidencia de la República, 1983.

Martinez Sánchez, Antonio, *Nuestras contiendas civiles*, Caracas, Tipo Garrido, 1949.

Matthews, Robert Paul, « Cinco periódicos olvidados de 1844-1846 y las grandes cuestiones de entonces », *Boletín Histórico*, Caracas, Fundación John Boulton, n° 29, mayo de 1972, pp. 283-290.

Matthews, Robert Paul, « La turbulenta década de los Monagas (1847-1858), in *Política y economía en Venezuela (1810-1976)*, Caracas, Fundación Boulton, 1976, pp. 91-127.

Matthews, Robert Paul, « Las Rebeliones socio-politicas de 1844 y 1846-1847 en Venezuela : Preludio a la Guerra Federal », *Boletín de la Academia Nacional de la Historia*, Caracas, Tomo LVIII, n° 229, enero-marzo de 1975, pp. 36-59.

Matthews, Robert Paul, « Los aprietos de la industria ganadera a mediados del siglo XIX », *Boletín Histórico*, Caracas, Fundación John Boulton, n° 40, enero de 1976, pp. 49-82.

Matthews, Robert Paul, *Violencia rural en Venezuela, 1840-1858 : antecedentes socio-económicos de la Guerra Federal*, Caracas, Monte Avila, 1977, 210 p.

Médina, Medófilo (2008): "Caudillos y partidos en la historia de Colombia y Venezuela", en *Cátedras de integración Andrés Bello 4*, Convenio Andrés Bello, Bogotá, 2008, pp. 393-430.

Medina, Medófilo, « Caudillos y partidos en la historia de Colombia y Venezuela », en *Cátedras de integración Andrés Bello 4*, Convenio Andrés Bello, Bogotá, 2008, pp. 393-430

Médina, Medófilo, « Caudillos y partidos en la historia de Colombia y Venezuela », in *Cátedras de integración Andrés Bello 4*, Convenio Andrés Bello, Bogotá, 2008, pp. 393-430.

Navarro, Emilio, *La Revolución Federal, 1859-1863*, Caracas, Oficina Central de Información, 1976.

Navas Blanco, Alberto, *Las elecciones presidenciales en Venezuela del XIX*, Caracas, Biblioteca de la ANH, Col. Fuentes para la Historia Republicana de Venezuela, 1993.

Nucete-Sardi, José, « Aspectos del movimiento Federal de Venezuela », in Garcia Ponce, Guillermo, *La Federación y la guerra. Historiografía*, Caracas, Oficina Central de Información, 1976, pp. 185-200.

Núñez, Enrique Bernardo. *La Estatua de El Venezolano: (Guzmán; O, Un Destino Frustrado) El 24 De Enero*, Caracas: Universidad Central de Venezuela, Facultad de Humanidades y Educación, 1963.

Olivar, José Alberto. « Los caminos en Venezuela desde la óptica Liberal y Conservadora » *Tierra Firme*, abril 2004, vol. 22, n° 86, pp. 241-252.

Oropesa, Juan, « La Convención de Valencia », in Garcia Ponce, Guillermo, *La Federación y la guerra. Historiografía*, Caracas, Oficina Central de Información, 1976, pp. 202-216.

Parra Márquez, Héctor, *Historia del Colegio de abogados de Caracas*. T. I, Caracas, Impr. Nacional, 1952, XII-610 p.

Parra Pérez, Caracciolo, *Mariño y las guerras civiles*, Madrid, Ediciones Cultura Hispánica, 1958-1960, 3 vols.

Pellegrino, Adela, *Historia de la inmigración en Venezuela, siglos XIX y XX*, Caracas, Academia Nacional de Ciencias Económicas, 1989, Tome I.

Peraza Celis, Arturo, « Proceso Constituyente de 1858 », in Plaza, Elena, Combellas, Ricardo (eds), *Procesos constituyentes y reformas constitucionales de la historia de venezuela: 1811-1999*, Caracas, UCV, 2005, tome 1, pp. 179-223.

Pérez Arcay, Jacinto, *La guerra Federal (consecuencias)*, Caracas, ed. Genais, 1977, 265 p.

Pérez Arcay, Jacinto, *La Guerra federal : consecuencias*, Caracas, Oficina central de información, 1977 (3a ed), 265 p.

Pérez Perdomo, Rogelio, « Los juristas como intelectuales y el nacimiento de los estados en América latina », in Jorge Myers (ed.), *Historia de los intelectuales en América latina*, Buenos Aires, Katz editores, 2008, vol. I. *La ciudad letrada, de la conquista al modernismo*, pp. 168-183.

Pérez Perdomo, Rogelio, *El formalismo jurídico y sus funciones sociales en el siglo XIX venezolano*, Caracas, Monte Avila, 1978.

Pérez Perdomo, Rogelio, *Los abogados en Venezuela*, Caracas, Monte Avila Editores, colección Estudios, 1981, 436 p.

Pérez, V. Manuel, « El gobierno deliberativo », *Política y economía en Venezuela 1810-1976*, Caracas, Fundación Boulton, 1976.

Pino Iturrieta, Elías, « El siglo XIX en Venezuela : sugerencias para una nueva interpretación », in Alicia Hernández Chávez ; Manuel Miño Grijalva (coord.), *Cincuenta años de historia en México*, México, El Colegio de México, 1991, vol. 1, pp. 57-76.

Pino Iturrieta, Elías, *Ideas y mentalidades de Venezuela*, Caracas, Editorial Alfa, 2008, 449 p.

Pino Iturrieta, Elías, *País archipiélago, Venezuela, 1830-1858*, Caracas, Fundación Bigott, 2004, 436 p.

Plaza, Elena, « El 'Patriotismo Ilustrado', o la organización de los poderes públicos en Venezuela, 1830-1847 », *Politeia*, julio 2002, vol. 25, n° 29, pp. 63-82.

Plaza, Elena, « God and Federation : The Uses and Abuses of the Idea of 'Federation' during the Federal Wars in Venezuela, 1859-63 », in Rebecca Earle (ed), *Rumours of Wars : Civil Conflict in Nineteenth-Century Latin America*, Londres, University of London, Institute of Latin American Studies, 2000, pp. 135-149.

Plaza, Elena, « Las limitaciones del liberalismo venezolano en la visión de sus protagonistas, 1830-1847 », *Politeia*, vol. 38 n° 34-35, Caracas, 2005, pp. 69-93, 18 p.

Plaza, Elena, « Laureano Vallenilla Lanz y la guerra civil de independencia », *Politeia*, Caracas, 17, 1994, pp. 325-350.

Plaza, Elena, « Prácticas discursivas de la ciudadanía en Venezuela : las voces del patriotismo venezolano, 1830-1847 », *Politeia*, n° 37, vol. 29, 2006, pp. 3-33.

Plaza, Elena, Combellas, Ricardo (eds), *Procesos constituyentes y reformas constitucionales de la historia de venezuela: 1811-1999*, Caracas, UCV, 2005, 2 Tomes.

Puerta Flores, Ismael, *Ismael Puerta Flores, Pedro José Vargas, Antonio Leocadio Guzmán : pasión del liberalismo*, Caracas, Tip. la Nación, 1948, 75 p.

Puerta Flores, Ismael, Ismael Puerta Flores. Pedro José Vargas. Antonio Leocadio Guzmán : pasión del liberalismo. Juan Manuel Cagigal. Historia de una pasión por la ciencia, Caracas, Tip. la Nación, 1948.

Quevedo, Numa, *Trayectoria de Manuel Ancízar en Venezuela*, Bogotá, Editorial Kelly, 1972.

Quintero, Inés, « La historiografía », in Elías Pino Iturrieta ; R. Arráiz, Inés Quintero et alii, *La cultura de Venezuela. Historia mínima*, Caracas, Fundación de los Trabajadores Lagoven/Fondo editorial Tropykos, 1996.

Quintero, Inés, « La muerte del caudillismo en tres actos », *Tierra Firme*, n° 29, año 8, vol. VIII, janvier-mars 1990, pp. 41-53.

Ramírez Medina, José, « Revisión teórica para nuevos estudios sobre el federalismo caudillista del siglo XIX venezolano », *Tierra Firme*, jul. 2003, vol. 21, n° 83, pp. 275-290.

Rasmussen, Wayne D., « Agricultural Colonization and Inmigration in Venezuela, 1810-1860 », *Agricultural History*, vol. 21, n° 3, jul. 1947, pp. 155-162.

Rauch, André, « Violence, brutalité et barbarie », *Ethnologie française*, XXI, 1991/3, pp. 221-223.

Rey, Juan Carlos, « Esplendores y miserias de los partidos políticos en la historia del pensamiento venezolano », *Boletín de la Academia Nacional de la Historia*, n° 343, Tomo LXXXVI, segundo semestre 2003, pp. 9-43.

Rey, Juan Carlos, « Ideología y cultura política : el caso del populismo latinoamericano », Politeia, 5, 1976, pp. 123-150.

Ríos de Hernández, Josefina, *La hacienda venezolana : una visión a través de la historia oral*, Caracas, Fondo Editorial Tropykos, 1988.

Rivas Rojas, Raquel, « Del criollismo al regionalismo : Enunciación y representación en el siglo XIX venezolano », *Latin American Research Review*, vol. 37, n° 3, 2002, pp. 101-128.

Rodríguez, Adolfo, *Exequiel Zamora*, Caracas, Ministerio de Educación, 1977, 352 p.

Rodríguez, José Angel, *Venezuela en la mirada alemana. Paisajes reales e imaginarios en Luis Glöckler, Carl Geldner y Elisabeth Gross, 1850-1896*, Caracas, UCV, Faculdad de Humanidades y Educación/Fundación Edmundo y Hilde Schnoegass, 2000, 190 p.

Rodríguez, Ramón Armando, *Diccionario biográfico, geográfico e histórico de Venezuela*, Madrid, se, 1957, 884 p.

Rondón Márquez, *Guzman Blanco, 'el autocrata civilizador'. Parábola de los partidos políticos tradicionales en la historia de Venezuela*, Caracas, Tipografía Garrido, 1944, 2 vols.

Ruiz Chataing, David, « El afán de modernidad : la agricultura en el pensamiento économico venezolano del siglo XIX », *Boletín de la Academia Nacional de la Historia*, Caracas, n° 321, enero-febrero-marzo de 1998, pp. 27-49.

Ruíz Chataing, David, « El afán de modernidad : la agricultura en el pensamiento económico venezolano del siglo XIX », Caracas*, Boletín de la Academia Nacional de la Historia*, n° 321, enero-marzo de 1998, pp. 27-49.

Ruíz Chataing, David, « La historiografía política tradicional en la obra de Laureano Villanueva », *Revista de Ciencias Sociales* (Ve), Maracaibo, vol. XVI, n° 3, septiembre-diciembre, 2010, pp. 547-559.

Ruiz Chataing, David, « Uno contra todos: una polémica histórica y política suscitada por el periodista venezolano Domingo Antonio Olvarría entre los años 1893 y 1895 (un acercamiento desde el punto de vista histórico-historiográfico », in *Investigaciones de historia política*, Caracas, Fondo Editorial Ipasme, 1999, pp. 57-63.

Sánchez Manzano, Victor, « Las rutas comerciales Cojedes-Carabobo 1849-1859. Por los llanos de El Baúl », *Tierra Firme*, vol. 12, n° 45, 1994, pp. 19-33.

Santiago Rodríguez, José (doctor), *Contribución al estudio de la guerra federal en Venezuela*, Caracas, Editorial 'Elite', 1933, 2 tomos.

Semprum, Jesús, « Historia de la Revolución Federal de Venezuela del Doctor Lisandro Alvarado », in Garcia Ponce, Guillermo, *La Federación y la guerra. Historiografía*, Caracas, Oficina Central de Información, 1976, pp. 39-45.

Serrano Páez, J. Ezio, « Estado, nación y patria en los debates consticionales de 1830 y 1858 (consideraciones historiográficas) », *Montalban*, Caracas, UCAB, n° 24, 1992, pp. 221-251

Straka, Tomás, « La república revolucionaria. La idea de revolución en el pensamiento político venezolano del siglo XIX », *Revista Politeia*, n° 43, vol. 32, Caracas, UCV, 2009, pp. 165-190.

Tapia, José León *Por aquí pasó Zamora*, Caracas, Ediciones Centauro, 1979, 288 p.

Thompson, Stephen F., *The Federal Revolution in Venezuela, 1858-1863*, D. Phil Thesis, St. Antony's College, Oxford, 1983, 242 feuilles.

Troconis de Veracoechea, Ermila, *Historia de las cárceles en Venezuela : (1600-1890)*, Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1983.

Urbajena, Diego B. « Caudillismo y pluralimo en el siglo XIX venezolano », *POLITEIA*, Caracas, IEP-UCV, n° 4, 1975, pp. 133-151.

Urbajena, Diego B., « Introducción histórica al sistema político venezolano », *POLITEIA*, Caracas, IEP/UCV, n° 7, 1978.

Urbaneja, Alejandro, « El derecho constitucional venezolano [1895] », in *La Doctrina positivista*, Caracas, Presidencia de la República, Col. Pensamiento político venezolano del siglo XIX. Textos para su estudio, 1961, vol. 2, pp. 428-449.

Urbaneja, Diego B., *La idea politica de Venezuela : 1830-1870*, Caracas, Cuadernos Lagoven, Serie Cuatro República, 1988.

Vallenilla Lanz, Laureano, *Cesarismo Democrático. Estudios sobre las bases sociológicas de la constitución efectiva de Venezuela*, Caracas, Empresa El Cojo, 1919, 307 p.

Vargas Mendoza, Lorenzo, *La Prensa en la Guerra Federal*, Caracas/Petare, 1982, 94 p. Malgré le titre alléchant, ouvrage assez médiocre.

Veloz, Ramón, « Comercio exterior de Venezuela, 1830-1 a 1936-7 », *Revista de Hacienda*, n° 10, 1938, pp. 27-112.

Veloz, Ramón, *Economía y finanzas de Venezuela desde 1830 hasta 1944*, Caracas, imprenta unidos, 1945, 478 p.

Villanueva, Laureano, *Vida del valiente ciudadano general Ezequiel Zamora*, Caracas, imprenta Federación, 1898, 457 p. + apéndice pp. I-CVI.

**Ouvrages sur les Amériques**

Annino, Antonio, « Imperio, constitución y diversidad en la América hispana », *Historia Mexicana*, vol. 58, n° 1, *1808 : una coyuntura germinal*, Jul.-Sep., 2008, pp. 179-227.

Barragán R., Rossana ; Wanderley, Fernanda, « Etnografía del Estado en América Latina. Presentación del dossier », *Iconos. Revista de Ciencias Sociales* (Quito), n° 34, mayo 2009, pp. 21-25.

Barriera, Darío G., « Justicias, jueces y culturas jurídicas en el siglo XIX rioplatense », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [en línea], Debates 2010. Puesto en línea el 23 de marzo de 2010. URL. : http://nuevomundo.revues.org/59252

Barrón, Luis, « Liberales conservadores : Republicanismo e ideas republicanas en el siglo XIX en América Latina », Prepared for delivery at the 2001 meeting of the Latin American Studies Association, Washington, September 6-8, 2001, 22 p.

Bellingeri, Marco (coord.), *Dinámicas de Antiguo Régimen y orden constitucional : representación, justicia y administración en Iberoamérica : siglos XVIII-XIX*, Torino, Otto, 2000, 509 p.

Breña, Roberto, *En torno al liberalismo hispánico : aspectos del republicanismo, del federalismo y del « liberalismo de los pueblos » en la independencia de México*, Seminario de Historia Intelectual, El Colegio de México, 2005, 32 p.

Carmagnani, Marcello (ed), *Constitucionalismo y orden liberal : América latina 1850-1930*, Turin, Otto Editore, 2000.

Charno, Steven M., *Latin American newspapers in Unites States Libraries : a union list*, Austin, University of Txas press, 1968, 619 p.

Cutter, Charles R., « The Legal Culture of Spanish America on the Eve of Independence », in Eduardo Zimmermann (ed.), *Judicial Institutions in Nineteenth-Century Latin America*, Londres, Institute of Latin American Studies, 1999, pp. 8-24.

Demélas-Bohy, Marie-Danielle, « Le pronunciamiento : genèse d'une pratique », in Michel Bertrand ; Natacha Laurent ; Michel Taillefer (textes réunis par), *Violences et pouvoirs politiques*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1996, pp. 73-92.

Earle Rebecca, (ed), *Rumours of Wars : Civil Conflict in Nineteenth-Century Latin America*, Londres, University of London, Institute of Latin American Studies, 2000, 195 p.

Earle, Rebecca (ed.), *Rumours of War : Civil Conflict en Nineteenth-Century Latin America*, London, Institute of Latin American Studies, University of London, 2000, 195 p.

Foster, G. M., « Cofradía y compradazgo en España y Hispano América », *Revista del Museo Nacional* (Lima), 1959, XXVIII, pp. 248-275.

Fradkin, Raúl O., « Bandolerismo y politización de la población rural de Buenos Aires tras la crisis de la independencia (1815-1830) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En línea], Debates, 2005, Puesto en línea el 22 février 2005. URL : http://nuevomundo.revues.org/index309.html

Fradkin, Raúl O., « La acción colectiva popular en los siglos XVIII y XIX : modalidades, experiencias, tradiciones. Presentación », *Nuevos Mundos Mundos Nuevos* [en linea], Debates, 2010, Puesto en línea el 18 diciembre 2009. URL : http://nuevomundo.revues.org/index58156.html

Fuente Ariel de la, « Facundo and Chacho in Songs and Stories: Oral Culture and the Representations of Caudillos in the Nineteenth-Century Argentine Interior », *Hispanic American Historical Review*, 80:3 Copyright 2000 by Duke University Press, pp. 503-535.

Garavaglia, Juan Carlos, « Alcaldes de la Hermandad et juges de paix à Buenos Aires (XVIIIe-XIXe siècles), *Etudes Rurales n° 149-150 : Justice et sociétés rurales*, janvier-juin 1999, pp. 99-110.

Garavaglia, Juan Carlos, *Les hommes de la pampa. Une histoire agraire de la campagne de Buenos Aires (1700-1800)*, Paris, Editions de l'EHESS/MSH, 2000, 465 p.

Gelman, Jorge, « Justice, état et société. Le rétablissement de l'ordre à Buenos Aires après l'Indépendance (1810) », *Etudes Rurales n° 149-150 : Justice et sociétés rurales*, janvier-juin 1999, pp. 111-124.

González Casanova, Pablo (coord.), *Historia política de los campesinos latinamericanos, vol. 3 : Colombia, Venezuela, Ecuador, Perú, Bolivia, Paraguay*, México, Siglo veintiuno/UNAM, 1985.

Grunspan-Jasmin, Elise, *Lampião, vies et morts d'un bandit brésilien*, Paris, PUF/Le Monde, 2001, 291 p.

Guerra, François, Xavier, « La Reforma en la práctica : las urnas de Don Porfirio », in *Nexos* on Line, noviembre 1986, http://www.nexos.com.mx/articuloEspecial.php?id=1652

Guerra, François-Xavier, « El análisis de los grupos sociales : balance historiográfico y debate crítico », *Anuario del IEHS* (Buenos Aires) 15, 2000, pp. 117-122.

Guerra, François-Xavier, « El pronunciamiento en México : prácticas e imaginarios », *Trace*, n° 37, juin 2000, pp. 15-26.

Halperin Donghi, Tulio, *Revolución y guerra. Formación de una elite dirigente en la Argentina criolla*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno editores, 1972, 419 p.

Irurozqui Victoriano, Marta, « Presentación. La institucionalización del Estado en América Latina. Justicia y violencia política en la primera mitad del siglo XIX », *Revista Complutense de Historia de América*, vol. 37, 2011, pp. 15-25.

Jacobsen, Nils ; Aljovín de Losada, « En pocas y en muchas palabras : Una perspectiva pragmática de las culturas politicas, en especial para la historia moderna de los Andes », in Aljovín de Losada ; Jacobsen, Nils (eds), *Cultura política en los Andes (1750-1950)*, Lima, IFEA/fondo Editorial UNMSM, 2005, pp. 13-40.

Knight, Alan, « ¿ Vale la pena reflexionar sobre la cultura politica ? », in Aljovín de Losada ; Jacobsen, Nils (eds), *Cultura política en los Andes (1750-1950)*, Lima, IFEA/fondo Editorial UNMSM, 2005, pp. 41-80.

Lempérière, Annick, « Partidos políticos e nação na América Hispânica : uma histórica ou uma historiografia comum ? », in Murilo de Carvalho, josé ; Bastos Pereira das Neves, Lúcia Maria (org.), *Repensando o Brasil do Oitocentos. Cidadania, Política e Liberdade*, Rio de Janeiro, Civização Brasileira, 2009, pp. 463-84.

Barrón, Luis, « Liberales conservadores : Republicanismo e ideas republicanas en el siglo XIX en América Latina », Prepared fon delivery at the 2001 meeting of the Latin American Studies Association, Washington DC, Sptember 6-8, 2001, 22 p. Consulté in http://lasa.international.pitt.edu/Lasa2001/BarronLuis.pdf

Malamud, Carlos ; Dardé, Carlos (eds), *violencia y legitimidad. Política y revoluciones en España y América latina, 1840-1910*, Santander, Publicaciones de la Universidad de Cantabria, 2004, 227 p.

Malamud, Carlos, « La restauración del orden : Represión y amnistía en las revoluciones Argentinas de 1890 y 1893 », in Eduardo Posada-Carbó (ed), *In Search of a New Order : Essays on the Politics and Society of Nineteenth-Century Latin America*, London, University of London/ILAL, 1998, pp. 107-130.

Morelli, Federica, « Entre ancien et nouveau régime » L'histoire politique hispano-américaine du XIXe siècle,, *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2004/4, pp. 759-781.

Ovalle Favela, José, *Administración de justicia en Iberoamérica*, México, UNAM, Instituto de investigaciones jurídicas, 1993, 232 p.

Palacios, Guillermo, « Introducción : Entre una 'nueva historia' y una 'nueva historiografía' para la historia política de América latina en el siglo XIX », in Guillermo Palacios (coord.), *Ensayos sobre la Nueva Historia política de América latina, siglo XIX*, México, El Colegio de México, 2007, pp. 9-18.

Piel, Jean, « Questions à propos des plèbes hispano-américaines de 1810 à 1920 », C.M.H.L.B. *Caravelle* n° 84, Toulouse - Le Mirail, juin 2005, pp. 169-189.

Sabato, Hilda, *Buenos Aires en Armas. La revolución de 1880*, Buenos Aires, Siglo veintiuno editores, 2008, 333 p.

Salvatore Ricardo D. ; Aguirre, Carlos (eds), *The Birth of the Penitentiary in Latin America. Essays on Criminology, Prison Reform, and Social Control, 1830-1940*, Austin, University of Texas Press, 1996, 279 p.

Sanjurjo, Inés Elena, « Justicia de paz y cultura jurídica en el largo siglo XIX en Mendoza (Argentina ». El caso del departamento de San Rafael en el sur provincial », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [en línea], Debates 2010. Puest en línea el 23 marzo 2010. URL. : http://nuevomundo.revues.org/59257

Santos, José Vicente T. dos, *Revoluções camponesas na América latina*, São Paulo, Icône/ED da Unicamp, 1985.

Thibaud, Clément, « Entre les cités et l'Etat. Caudillos et pronunciamientos en Grande-Colombie », *Genèses*, n° 62, 2006/1, pp. 5-26.

Thomson, Guy P. C. (ed), *The European revolution of 1848 and the Americas*, Londres, Institute of Latin American Studies, 2002, 240 p.

Thomson, Guy P. C. ; La France, David Gerald, *Patriotism, politics, and popular liberalism in nineteenth century Mexico : Juan Francisco Lucas and the Puebla Sierra*, Wilmington, SR Books, 1999, 420 p.

Thomson, Guy P. C., « Popular Aspects of Liberalism in Mexico, 1848-1888 », *Bulletin of Latin American Research*, vol. 10, n° 3, 1991, pp. 265-292.

Uribe, Víctor M., « Colonial Lawyers, Republican Lawyers and the Administration of Justice in Spanish America », in Eduardo Zimmermann (ed.), *Judicial Institutions in Nineteenth-Century Latin America*, Londres, Institute of Latin American Studies, 1999, pp. 25-48.

Zahler, Reuben, « Complaining Like a Liberal: Redefining Law, Justice, and Official Misconduct in Venezuela, 1790-1850 », *The Americas*, Volume 65, n° 3, January 2009, pp. 351-374.

Zimmermann, Eduardo, « El Poder judicial, la construcción del estado, y el federalismo : Argentina, 1860-1880 », in Eduardo Posada-Carbó (ed), *In Search of a New Order : Essays on the Politics and Society of Nineteenth-Century Latin America*, London, University of London/ILAS, 1998, pp. 131-152.

Zimmermann, Eduardo, « Introduction : Law, Justice and State-Building in Nineteenth-Century Latin America », in Eduardo Zimmermann (ed.), *Judicial Institutions in Nineteenth-Century Latin America*, Londres, Institute of Latin American Studies, 1999, pp. 11-7.

Zubizarreta, Ignacio, *Los unitarios : faccionalismo, prácticas, construcción identitaria y vínculos de una agrupación política decimonónica, 1820-1852*, Stuttgart, Akademischer Verlag Stuttgart, 2012, 324 p.

**Ouvrages sur l'Europe**

Agulhon, Maurice ; Bodiguel, Maryvonne, *Les associations au village*, Paris, Actes Sud, Bibliothèque des ruralistes, 1981.

Agulhon, Maurice, *La république au village. Les populations du Var de la révolution à la IIe république*, Paris, Le Seuil, Collection L'Univers Historique, 1979, 543 p.

Antoine, Annie ; Mischi, Julian (dir.), *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, PUR, 2008, 472 p.

Atrux, Mélanie, « La politisation des campagnes lyonnaises au 19e siècle : Colloges-au-Mont-d'Or (Rhône), 1830-1853 », *Ruralia*, 2003-12/13.

Audoin-Rouzeau, Stéphane ; Becker, Annette, « Vers une histoire culturelle de la Première Guerre Mondiale », in *La guerre de 1914-1918. Essais d'histoire culturelle* (numéro spécial de *Vingtième Siècle*, n° 41, janvier-mars 1994, pp. 5-8.

Baker, Keith Michael, « El concepto de cultura política en la reciente historiografía sobre la Revolución francesa », *Ayer* 62/2006 (2), pp. 89-110.

Barjot, Dominique (dir.), *Les sociétés rurales face à la modernisation : évolutions sociales et politiques en Europe des années 1830 à la fin des années 1920 : étude comparée de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie*, Paris, SEDES, 2005.

Barral, Pierre, « Depuis quand les paysans se sentent-ils français ? », *Ruralia* [En ligne], 03 | 1998, mis en ligne le 01 janvier 2003. URL : http://ruralia.revues.org/53

Becker, Annette, « Le Nord, mémoire d'une occupation ; d'une guerre à l'autre, 1914-1940 », in Robert Franck ; Antoine Fleury (dir.), *Le Rôle des guerres dans la mémoire des Européens et leur effet sur la conscience d'être européen*, Berne, Peter Lang, 1997, pp. 3-19.

Berstein, Serge, « La culture politique », in Jean-Pierre Rioux ; Jean-François Sirinelli (dir), *Pour une histoire culturelle,* Paris, Seuil, L'univers Historique, 1997, pp. 371-386.

Berstein, Serge, « L'historien et la culture politique », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 35, juillet-septembre 1992, pp. 67-77.

Bouchet, Thomas, « Impasses et ruses du récit. Silences et mises en mots de l'événement au XIXème siècle », *Sociétés & Représentations. Dossier Faire l'événement*, n° 12, décembre 2011, pp. 45-55.

Bouchet, Thomas, « Les émeutes des 5 et 6 juin 1832. Comment travailler sur un événement sans mémoire ? », communication prononcée lors du colloque Protester XIXe-XXe siècles, Association française de sciences politiques, septembre 2006. Disponible en ligne : http://vvv.afsp.msh-paris.fr/activite/2006/germmgrhispo06/txt/bouchet.pdf

Boutry, Philippe, « Postface », in Maurice Agulhon, *1848 ou l'apprentissage de la République, 1848-1852*, Paris, Editions du Seuil, collection Points histoire, 1992/2002, pp. 287-328.

Brassart, Laurent, « 'Plus de vingt paysanneries contrastées en révolution'. De la pluralité des dynamiques sociales du politique en milieu rural pendant la révolution », *Annales historiques de la Révolution française* 1/2010 (n° 359), p. 53-74.

Braud, Philippe (dir), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris, L'Harmattan, coll. Cultures & Conflits, 1993.

Briquet, Jean-Louis ; Sawicki, Frédéric (dir), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, col. Politique d'aujourd'hui, 1998, 324 p.

Briquet, Jean-Louis ; Sawicki, Frédéric, « l'analyse localisée du politique », *Politix*, vol. 2, n° 7-8, Octobre-décembre 1989, pp. 6-16.

Briquet, Jean-Louis, « Des amitiés paradoxales. Echanges intéressés et morale du désintéressement dans les relations de clientèles », *Politix*, Vol. 12, n° 45, premier trimestre 1999, pp. 7-20.

Briquet, Jean-Louis, « Les 'primitifs' de la politique. La perception par les élites du vote en Corse sous la IIIe République », *Politix*, vol. 4, n° 15, troisième trimestre 1991, pp. 32-47.

Briquet, Jean-Louis, « Les formulations savantes d'une catégorie politique. Le clientélisme et l'interprétation sociohistorique du 'cas italien' », in *Genèses n° 62 : Clientélisme, caciquisme, caudillisme,* Paris, Belin, 2006, pp. 49-68.

Briquet, Jean-Louis, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, coll. Socio-histoire, 1997.

Brossat, Alain, *Le corps de l'ennemi. Hyperviolence et démocratie*, Paris, La fabrique éditions, 1998, 278 p.

Cahen, Michel, *Les bandits. Un historien au Mozambique, 1994*, Paris, Centre culturel Calouste Gulbenkian, 2002, 351 p.

Calvet, Gérard, *Les campagnes en Europe : France, Allemage, Espagne, Italie, 1830-1920 : enjeux historiographiques, méthodologie, bibliographie commentée*, Paris, Armand Colin, 2005.

Caron, Jean-Claude ; Chauvaud, Frédéric (dir.), *Les campagnes dans les sociétés européennes : France, Allemagne, Espagne, Italie*, Rennes, PUR, 2005.

Caron, Jean-Claude ; Chauvaud, Frédéric ; Fureix, Emmanuel ; Luc, Jean-Noël (sous la direction de), *Entre violence et conciliation. La résolution des conflits sociopolitiques en Europe au XIXème siècle*, Rennes, PUR, 2008, 363 p.

Caron, Jean-Claude, *Frères de sang. La guerre civile en France au XIXème*, Seyssel, Champ Vallon, 2009, 305 p.

Caron, Jean-Claude, *L'été rouge. Chronique de la révolte populaire en France (1841)*, Paris, Aubier, Collection Historique, 2002.

Centlivres, Pierre ; Fabre, Daniel ; Zonabend Françoise (dir), *La fabrique des héros*, Paris, Ed. de l'EHESS/Mission du Patrimoine ethnologique, Collection Ethnologie de la France-cahier 12, 1998, 318 p.

Chauvaud, Frédéric ; Petit, Jacques-Guy (dir.), *L'histoire contemporaine et les usages des archives judiciaires (1800-1939)*, *Histoire et archives*, hors-série n° 2, Paris, Champion, 1998.

Chauvaud, Frédéric, « L'élision des traces. L'effacement des marques de la barricade à Paris (1830-1871) », in Alain Corbin ; Jean-Marie Mayeur (dir.), *La barricade*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, pp. 269-281.

Chauvaud, Frédéric, « La parole captive. L'interrogatoire judiciaire au XIXe siècle », *Histoire et archives* n° 1, janvier-juin 1997, Paris, Champion, 1997, pp. 33-60.

Chauvaud, Frédéric, *De Pierre Rivière à Landru. La violence apprivoisée au XIXe siècle*, Paris, Brepols, collection Violence et société, 1995.

Chauvaud, Frédéric, *Les passions villageoises au XIXe siècle. Les émotions rurales dans les pays de Beauce, du Hurepoix et du Mantois*, sl, Publisud, 1995.

Chiva, Isac ; Goy, Joseph (sous la direction de), *Les baronnies des Pyrénées. Anthropologie et histoire, permanences et changements*, Paris, Editions de l'EHESS, 1981, 2 tomes.

Corbin, Alain, « L'histoire de la violence dans les campagnes françaises au XIXe siècle. Esquisse d'un bilan », *Ethnologie française*, XXI, 1991/3, pp. 224-236.

Corbin, Alain, « La violence rurale dans la France du XIXe siècle et son dépérissement : l'évolution de l'interprétation politique », in Braud, Philippe (dir), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris, L'Harmattan, coll. Cultures & Conflits, 1993, pp. 61-73.

Cottret, Bernard ; Martinet Marie-Madeleine, *Partis et factions dans l'Angleterre du premier XVIIIe siècle*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1987, 179 p.

Dauphin, Cécile, « Fragiles et puissantes, les femmes dans la société du XIXe siècle », in Cécile Dauphin ; Arlette Farge (sous la direction de), *De la violence et des femmes*, Paris, Albin Michel, 1997, pp. 88-103.

Dauphin, Noëlle, « La loi d'amnistie du 2 janvier 1816 : volonté d'apaisement, mémoire de violence », in Caron, Jean-Claude ; Chauvaud, Frédéric ; Fureix, Emmanuel ; Luc, Jean-Noël

(sous la direction de), *Entre violence et conciliation. La résolution des conflits sociopolitiques en Europe au XIXème siècle*, Rennes, PUR, 2008, pp. 309-324.

Farge, Arlette, « Histoire, événement, parole », *Socio-Anthropologie*, n° 2, 1997, 2e trimestre, pp. 1-10.

Farge, Arlette, « Penser et définir l'événement en histoire », *Terrain 38 : Qu'est-ce qu'un événement ?*, Mars 2002, [en ligne], mis en ligne le 06 mars 2007. URL : http://terrain.revues.org/index1929.html. pp. 67-78.

Farge, Arlette, « Rumeur, espace et société au XVIIIe siècle », in Françoise Reumaux (ed.), *Les oies du Capitole ou les raisons de la rumeur*, Paris, CNRS, 1999, pp. 67-74.

Farge, Arlette, *Des lieux pour l'histoire*, Paris, Seuil, La Librairie du XXe siècle, 1997, 148 p.

Farge, Arlette, *Essai pour une histoire des voix au dix-huitième siècle*, Paris, Bayard éditions, 2009.

Farge, Arlette, *Le cours ordinaire des choses dans la cité du XVIIIe siècle*, Paris, Seuil, La Librairie du XXe siècle, 1994.

Farge, Arlette, *Les fatigues de la guerre : XVIIIe siècle, Watteau*, Paris, le Promeneur-Gallimard, 1996, 123 p.

Gacon, Stéphane, « 1859 et 1879-1880 : deux amnisties », in Caron, Jean-Claude ; Chauvaud, Frédéric ; Fureix, Emmanuel ; Luc, Jean-Noël (sous la direction de), *Entre violence et conciliation. La résolution des conflits sociopolitiques en Europe au XIXème siècle*, Rennes, PUR, 2008, pp. 351-359.

Garnot, Benoît, « La perception des délinquants en France du XIVe au XIXe siècle », *Revue Historique*, T. 296, fasc. 2 (600), octobre-décembre 1996, pp. 349-363.

Garnot, Benoît, « Une illusion historiographique : justice et criminalité au XVIIIe siècle », *Revue Historique*, T. 281, fasc. 2 (570), avril-juin 1989, pp. 361-379.

Garnot, Benoît, *Etre brigand du Moyen-Age à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2013, 224 p.

Gilmore, Jeanne, *La République clandestine 1818-1848*, Paris, Aubier/Histoires, 1997, 452 p.

Guionnet, Christine, « La politique au village. Une révolution silencieuse », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1998, p. 775-788.

*La diffusion des idées progressistes dans le monde rural : de la révolution au XXe siècle. Actes du colloque de Châteauroux, 16 mai 1998*, Châteauroux, éditions du CREDI, 2000.

*La politisation des campagnes au XIXe siècle : France, Italie, Espagne, Portugal. Actes du colloque international, Rome, 20-22 février 1997 (Ecole française de Rome/ENS)*, Rome, Ecole française de Rome, 2000.

Le Roy Ladurie, Emmanuel, *Montaillou, village occitan de 1294 à 1324*, Paris, Editions Gallimard, 1982 (édition revue et augmentée), 640 p.

Lenclud, Gérard, « Anthropologie et histoire. Hier et aujourd'hui en France », in Chiva, Isac ; Jeggle, Utz (Essais réunis par), *Ethnologies en miroir. La France et les pays de langue allemande*, Paris, Editions de la MSH, 1987, pp. 35-65.

Levi, Giovanni, *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIe siècle* [1985], Paris, Gallimard, Col. Bibliothèque des Histoires, 1989, 230 p.

Luis, Jean-Philippe, « Violences politiques et conciliations en Espagne (1808-1868) », in Caron, Jean-Claude ; Chauvaud, Frédéric ; Fureix, Emmanuel ; Luc, Jean-Noël (sous la direction de), *Entre violence et conciliation. La résolution des conflits sociopolitiques en Europe au XIXème siècle*, Rennes, PUR, 2008, pp. 287-297.

Médard, Jean-François, « Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », *Revue Française de science politique*, 26ème année, n° 1, 1976, pp. 103-131.

Moriceau, Jean-Marc (dir.), *Les campagnes dans les évolutions sociales et politiques en Europe, des années 1830 à la fin des années 1920 : étude comparée de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie*, Paris, SEDES, 2005.

Muchembled Robert, « Anthropologie de la violence dans la France moderne (XVe-XVIIIe siècle) », *Revue de Synthèse* IV S. n° 1, janvier-mars 1987, pp. 31-55.

Muchembled Robert, *La violence au village. Sociabilité et comportements populaires en Artois du XVe au XVIIIe siècle*, Paris, Brepols, collection Violence et société, 1989.

Nicolas, Jean (éd.), *Mouvements populaires et conscience sociale, XVIe-XIXe siècle*, Paris, Maloine, 1985, 773 p.

Offerlé, Michel, « Capacités politiques et politisations : faire voter et voter, XIXe-XXe siècles », *Genèses*, 2007/2, n° 67, p. 131-149 et *Genèses*, 2007/3, n° 68, pp. 145-160.

Pécout, Gilles, « La politisation dans campagnes françaises au XIXème siècle. Réflexions sur l'histoire politique des campagnes françaises », *Histoire et Sociétés rurales*, n° 2, 2ème semestre 1994, pp. 91-125.

Percheron, Annick, « La socialisation politique : un domaine de recherche encore à développer », *International Political Science Review/Revue internationale de science politique*, vol. 8, N° 3 : La socialisation politique, jul. 1987, pp. 199-203.

Petitier, Paule, « Violences populaires dans l'Histoire de la Révolution française de Michelet : de la foule révolutionnaire à la mécanique du massacre », in Bourdin, Philippe ; Caron, Jean-Claude ; Bernard, Mathias (dirs), *La Voix & le Geste. Une approche culturelle de la violence socio-politique*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, collection Histoires croisées, 2005, pp. 273-291.

Peyrard Christine, « Partis, factions, lignées et pouvoir local. Introduction », *Rives nord-méditerranéennes,* 2ème série, n° 1, 1998, 3 p.

Peyrard Christine, «Paysans et pouvoir local : le temps des révolutions», in *Rives nord-méditerranéennes*, *Paysans et pouvoirs local, le temps des révolutions*, [En ligne], mis en ligne le : 25 mars 2004. URL http://rives.revues.org/document96.html. Consulté le 15 juillet 2009.

Pitt-Rivers, Julian A., *Anthropologie de l'honneur : la mésaventure de Sichem*, Paris, le Sycomore, 1983, 273 p.

Ploux, François, « 'Bruits alarmants' et 'fausses nouvelles' dans la France du XIXème siècle (1814-1870) », *Hypothèses*, 2000/1, pp. 303-314.

Ploux, François, « Des campagnes réactives. Violences et protestations populaires (1830-1914) », in Jean-Marc Moriceau, *Les campagnes dans les évolutions sociales et politiques en Europe, des années 1830 à la fin des années 1920*, Paris, SEDES/CNED, 2005, pp. 188-217.
Horne, John, « Populations civiles et violences de guerre : pistes d'une analyse historique », *Erès. Revue internationale des sciences sociales*, n° 174, 2002/4, pp. 535-541.

Ploux, François, « L'imaginaire social et politique de la rumeur dans la France du XIXe siècle (1815-1870) », *Revue Historique*, 614, 2000/2, pp. 395-434.

Ploux, François, « Luttes de factions à la campagne. L'exemple du Lot au XIXe siècle », *Histoire & Société Rurales*, vol. 22, 2004/2, pp. 103-134.

Ploux, François, *De bouche à oreille, naissance et propagation des rumeurs dans la France du 19e siècle*, Paris, Aubier, Collection Historique, 2003.

Prenant, Patricia, *La bourse ou la vie ! Le brigandage et sa répression dans le pays niçois et en Provence orientale (XVIIIe-XIXe siècles)*, Nice, ASPEAM, 2011, 517 p.

Pro Ruiz, Juan, « Figure du cacique, figure du caudillo : les langages de la construction nationale en Espagne et en Argentine, 1808-1930 », in *Genèses n° 62 : Clientélisme, caciquisme, caudillisme,* Paris, Belin, 2006, pp. 27-48.

Rémond, René (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Le Seuil, 1988.

Rétat, Pierre, « Partis et factions en 1789 : émergence des désignants politiques », *Mots*, mars 1988, n° 16. *Numéro spécial. Langages. Langue de la Révolution française*, pp. 69-89.

Riot-Sarcey, Michèle, *Le réel et l'utopie. Essai sur le politique au XIXe siècle*, Paris, Albin Michel, coll. 'Bibliothèque histoire', 1998, 306 p.

Ripa, Yannick, « Armes d'hommes contre femmes désarmées : de la dimension sexuée de la violence dans la guerre civile espagnole », in Cécile Dauphin ; Arlette Farge (sous la direction de), *De la violence et des femmes*, Paris, Albin Michel, 1997, pp. 131-145.

Sottocasa, Valérie (sous la direction de), *Les Brigands. Criminalité et protestation politique (1750-1850)*, Rennes, PUR, 2013, 246 p.

Vigreux, Jean, « Les campagnes et le pouvoir au XIXe siècle. Au rendez-vous de la politisation (1830-1914) », in Jean-Marc Moriceau, *Les campagnes dans les évolutions sociales et politiques en Europe, des années 1830 à la fin des années 1920*, Paris, SEDES/CNED, 2005, pp. 158-187.

Vigreux, Jean, « Les campagnes françaises et la politique (1830-1914), *Parlement(s)* n° 5, 2006/1, pp. 54-72.

Wahnich, Sophie, « L'étranger dans la lutte des factions », *Mots*, mars 1988, n° 16. *Numéro spécial. Langages. Langue de la Révolution française*, pp. 111-130.

**Ouvrages généraux**

Aldrin, Philippe, « Penser la rumeur. Une question discutée des sciences sociales », *Genèses*, n° 50, 2003/1, pp. 126-141.

Andreas Suter, Martin Pierre G., « Histoire sociale et événements historiques. Pour une nouvelle approche », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 3, 1997, pp. 543-567.

Bensa, Alban ; Fassin, Eric, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain 38 : Qu'est-ce qu'un événement ?*, mars 2002, pp. 5-20.

Blanco Muñoz, Agustin, *Elementos para una discusión sobre modelos de violencia en Venezuela*, Caracas, ed. Desorden, 1974.

Bourdin, Philippe ; Caron, Jean-Claude ; Bernard, Mathias, « Introduction », in Bourdin, Philippe ; Caron, Jean-Claude ; Bernard, Mathias (dirs), *La Voix & le Geste. Une approche culturelle de la violence socio-politique*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, collection Histoires croisées, 2005, pp. 9-25.

Boursier, Jean-Yves, « La mémoire comme trace des possibles », *Socio-Anthropologique*, n° 12 : Traces, 2ème semestre 2002, pp. 5-22.

Candau, Joël, « Traces singulières, traces partagées ? », *Socio-Anthropologique*, n° 12 : Traces, 2ème semestre 2002, pp. 59-73.

Faggion, Lucien ; Regina, Christophe, « Introduction. La violence. Le mot, le geste, l'image », in Faggion, Lucien ; Regina, Christophe (sous la direction de), *La violence. Regards croisés sur une réalité plurielle*, Paris, CNRS Editions, 2010, pp. 13-51.

Ginzburg, Carlo ; Poni, Carlo, « La micro-histoire », *Le Débat*, n° 17, 1981/10, pp. 133-136.Larrère, Catherine, « L'analyse physiocratique des rapports entre ville et campagne », *Etudes rurales*, n°49-50, L'urbanisation des campagnes, Janvier-Juin 1973, pp. 42-68.

Hobsbawn, Eric J., *Les bandits* [1972], Paris, Editions de la Découverte, 2008 (édition revue et augmentée par l'auteur), 216 p.

Goetschel, Pascale ; Granger, Christophe, « Faire l'événement, un enjeu des sociétés contemporaines », *Sociétés & Représentations. Dossier Faire l'événement*, n° 12, décembre 2011, pp. 9-23.

González Calleja, Eduardo, « La problemática de la guerra civil según las ciencias sociales : un estado de la cuestión », in Jordi Canal ; Eduardo González Calleja (estudios reunidos por), *Guerras civiles. Una clave para entender la Europa de los siglos XIX y XX*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012, pp. 7-24.

Martin, Jean-Clément, « De la place des acteurs dans l'histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 49-4bis, supplément Philippe Minard et al., *Histoire et anthropologie, nouvelles convergences ?*, 2002, pp. 92-96.

Peyrard, Christine, « Partis, factions, lignées et pouvoir local. Introduction », *Rives méditerranéennes I*, 1998, pp. 19-23.

Ranzato, Gabriele, « Guerre totale, guerre civile et éthique de la responsabilité », in Stora-Lamarre, Annie (dir.), *Incontournable morale. Colloque international de Besançon, 9-10 octobre 1997*, Besançon, Presses Universitaires franc-comtoises/Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, n° 680, 1998, pp. 267-276.

Raynaud, Philippe ; Rials, Stéphane (dir), *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris PUF, 1996.

Rioux, Jean-Pierre, « Présentation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 44, n° 44, 1994, pp. 5-7.

Rosanvallon, Pierre, « Partis et factions », in Raynaud, Philippe (Dir.) *Dictionnaire de philosophie, Paris*, Presses universitaires de France, 1996, pp. 449-453.

Rosanvallon, Pierre, *Pour une histoire conceptuelle du politique. Leçon inaugurale au Collège de France faite le jeudi 28 mars 2002*, Paris, Editions du Seuil, 2003.

Tar Kovacs, Fadia Nassif, *Les rumeurs dans la guerre du Liban. Les mots de la violence*, Paris, CNRS Editions, 1998, 372 p.

Ventrone, Angelo, « Hombre, animal, cosa, polvo. La violencia contra el enemigo político en perspectiva histórica », en Jordi Canal ; Eduardo González Calleja (estudios reunidos por), *Guerras civiles. Una clave para entender la Europa de los siglos XIX y XX*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012, pp. 119-133.

# Annexes

## 1. Liste des abréviations

**EMD** : Estado Mayor Divisionnaire (État Major Divisionnaire)

**EMG** : Estado Mayor General (État Major Général)

**PE** : Poder Ejecutivo (Pouvoir Exécutif)

**SE** : Su Excelencia (Son Excellence)

**Secretaria de Estado en los DD de Guerra y Marina** (Secrétaire d'État dans les Bureaux Divisionnaires de la Guerre et de la Marine)

**Secretario de E en los DD del Interior y Justicia** : Secretario de Estado en los Despachos Divisionarios del Interior y Justicia (Secrétaire d'État dans les Bureaux Divisionnaires de l'Intérieur et de la Justice)

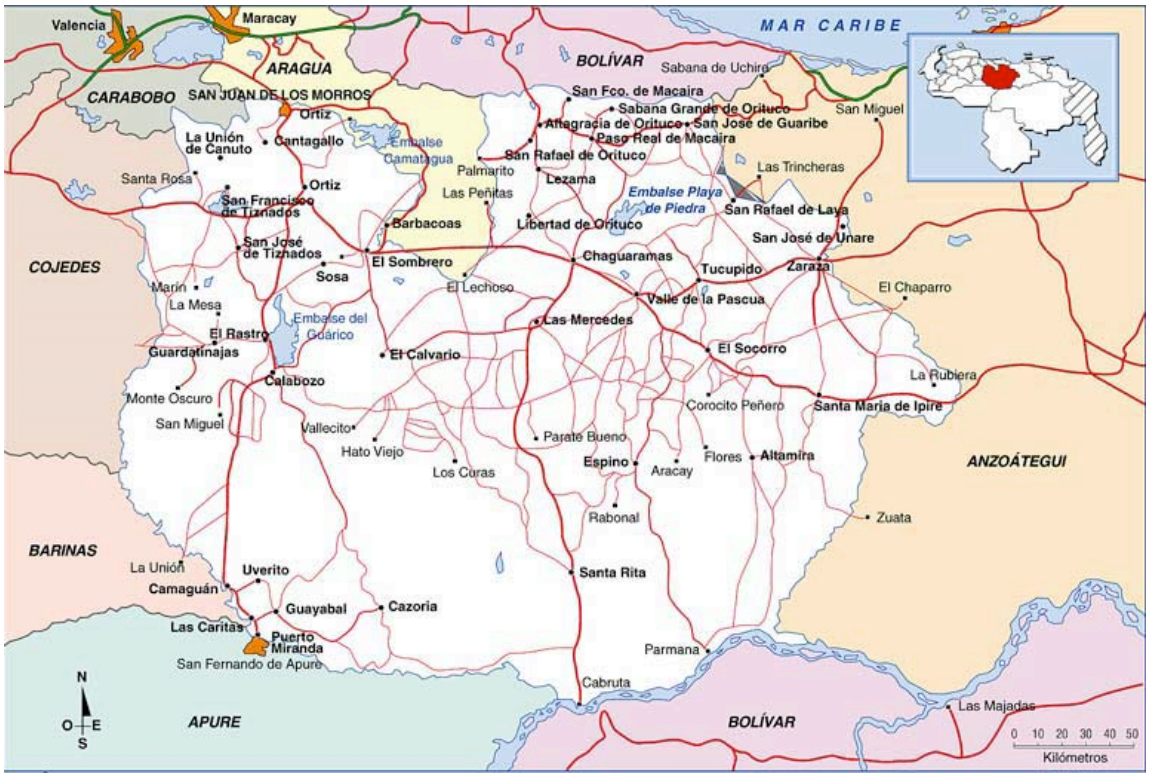
**Ssa** : Su Señoria (Sa Seigneurie)

## 2. Cartes du Venezuela et des provinces

Le Venezuela (en rouge, la zone où évolue la Faction de la Sierra)

## Province d'Aragua

## Province du Guárico

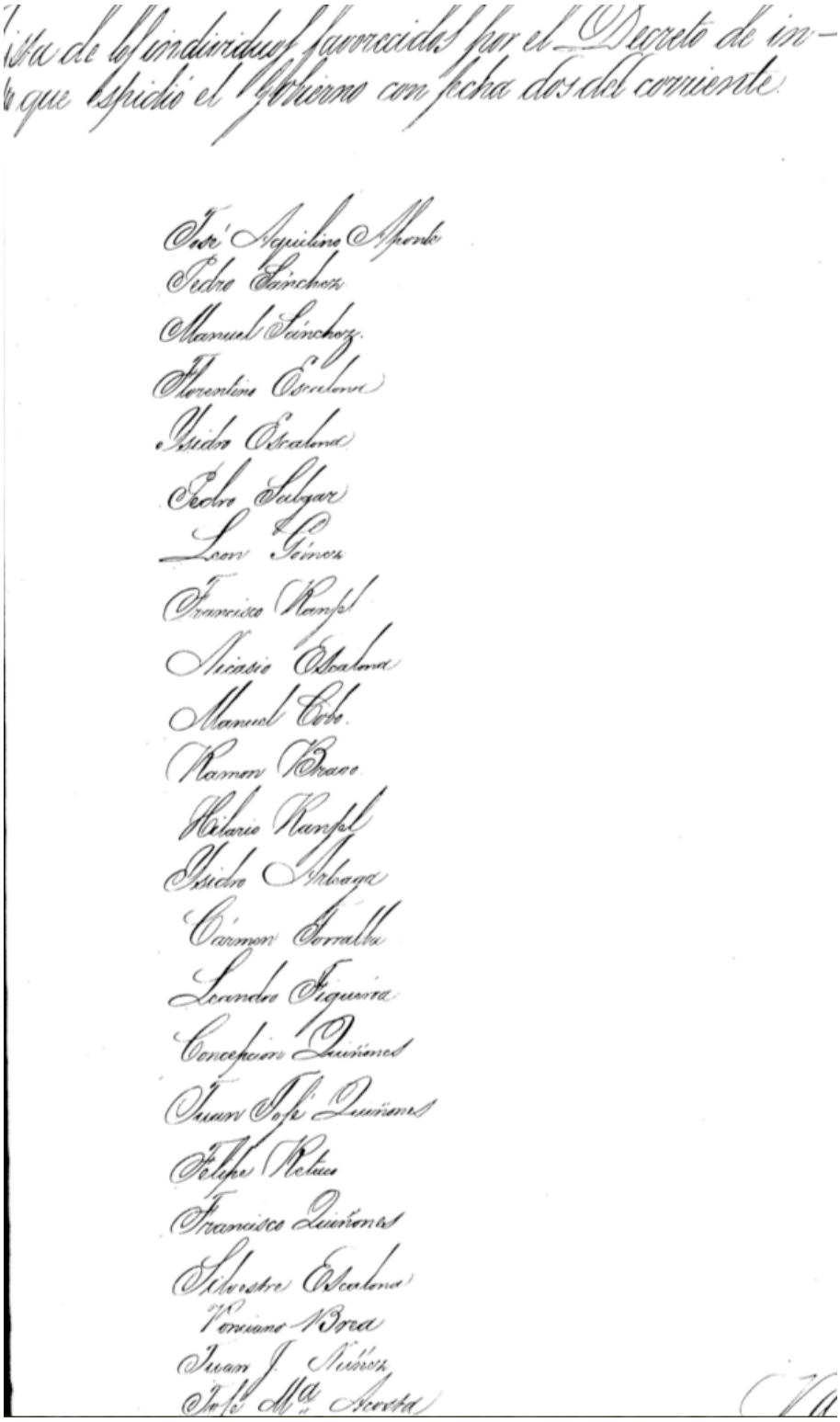


## Province de Carabobo

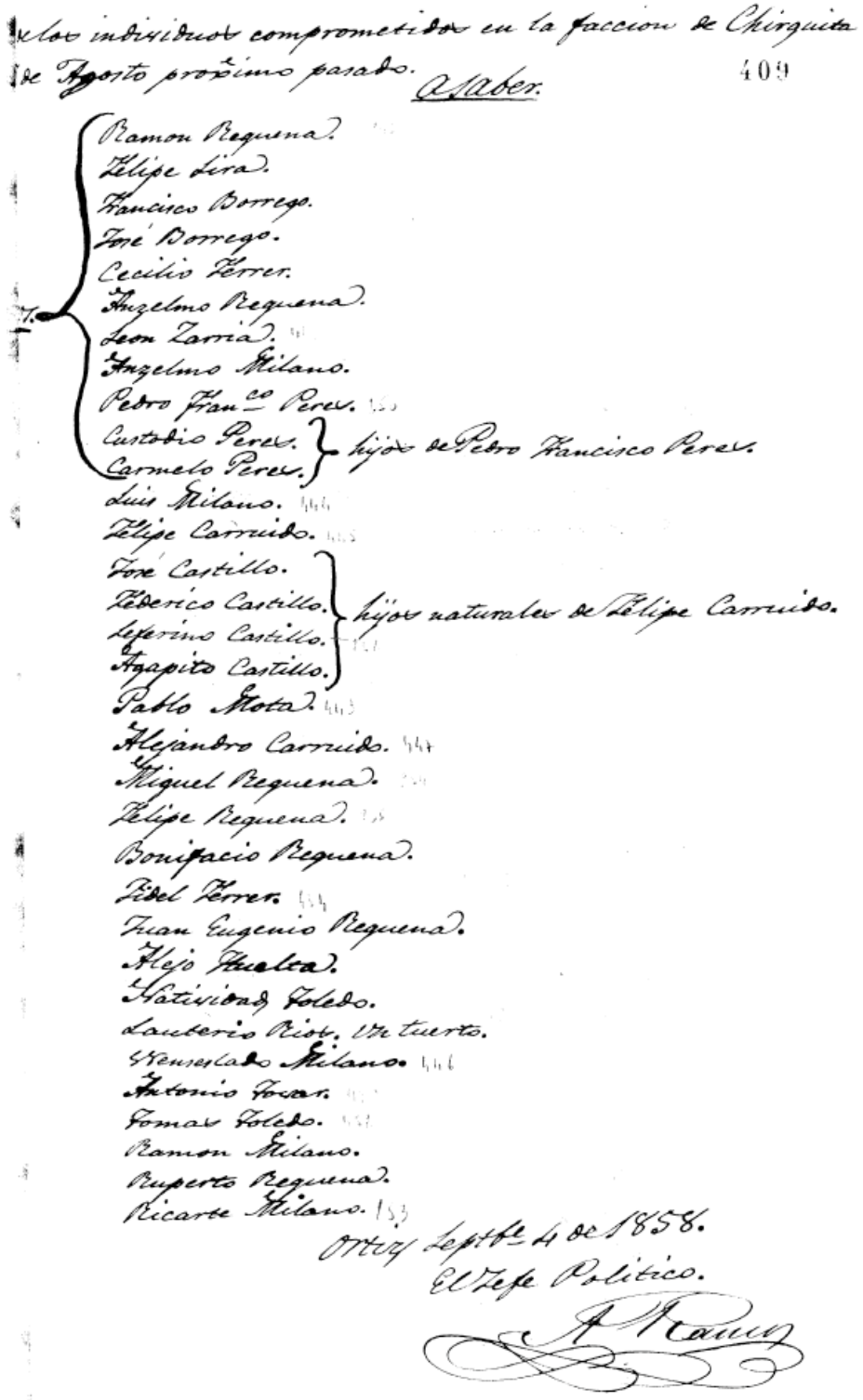
## Province de Cojedes

### 3. Listes de prisonniers

Tomo DCXVII, fol. 332


Lista de los individuos favorecidos por el Decreto de in-
dulto que espidio el Gobierno con fecha dos del corriente

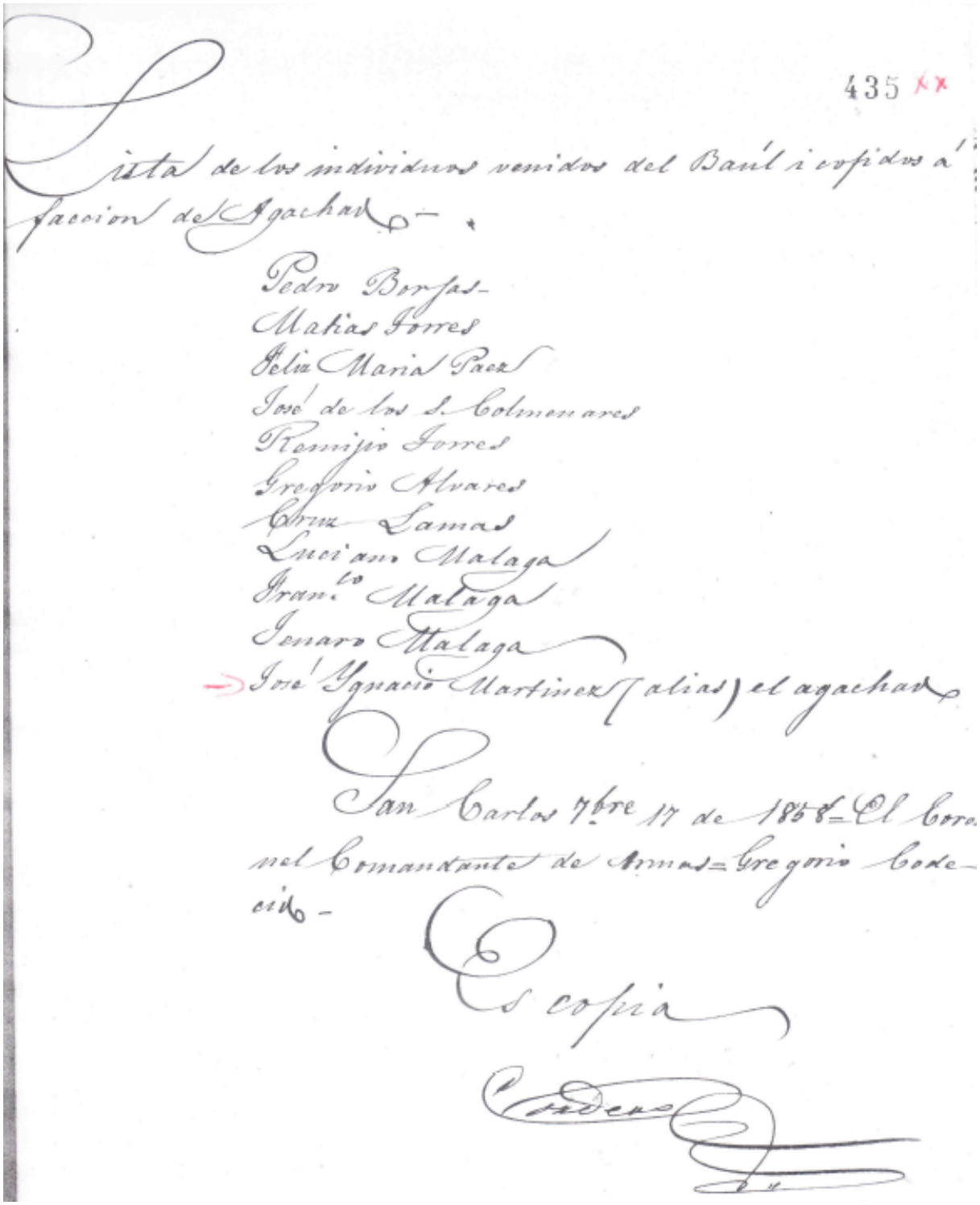
José Aquilino Alfonso
Pedro Sanchez
Manuel Sánchez
Florentino Escalona
Isidro Escalona
Pedro Salazar
Leon Gómez
Francisco Ramos
Nicasio Escalona
Manuel Cobo
Ramon Blanco
Hilario Ramos
Isidro Arteaga
Ramon Torralba
Leandro Siqueira
Concepcion Quiñones
Juan José Quiñones
Felipe Nelus
Francisco Quiñones
Silvestre Escalona
Poriano Bora
Juan J. Núñez
José Mª Acosta



de los individuos comprometidos en la faccion de Chirgüita
de Agosto próximo pasado. A saber. 409

Ramon Requena.
Felipe Lira.
Francisco Borrego.
José Borrego.
Cecilio Perrer.
Angelmo Requena.
Leon Zarria.
Angelmo Milano.
Pedro Franco Perez.
Custodio Perez. } hijos de Pedro Francisco Perez.
Carmelo Perez. }
Luis Milano.
Felipe Carruido.
José Castillo.
Federico Castillo. } hijos naturales de Felipe Carruido.
Leferino Castillo.
Agapito Castillo.
Pablo Mota.
Alejandro Carruido.
Miguel Requena.
Felipe Requena.
Bonifacio Requena.
Fidel Perrer.
Juan Eugenio Requena.
Alejo Huelta.
Natividad Toledo.
Lauderio Rios. Un tuerto.
Venancio Milano.
Antonio Tovar.
Tomas Toledo.
Ramon Milano.
Ruperto Requena.
Ricarte Milano.

Ortiz Septe 4 de 1858.
El Jefe Politico.



435 XX

Lista de los individuos venidos del Baúl i cojidos a' faccion de Agachado -

Pedro Borjas-
Matias Torres
Felix Maria Paez
José de los S. Colmenares
Romijio Torres
Gregorio Alvarez
Cruz Zamas
Lucian. Malaga
Franc.co Malaga
Jenaro Malaga
José Ygnacio Martinez (alias) el agachado

San Carlos 7bre 17 de 1858=El Coronel Comandante de Armas=Gregorio Concebido -

Es copia

Cedeño

439

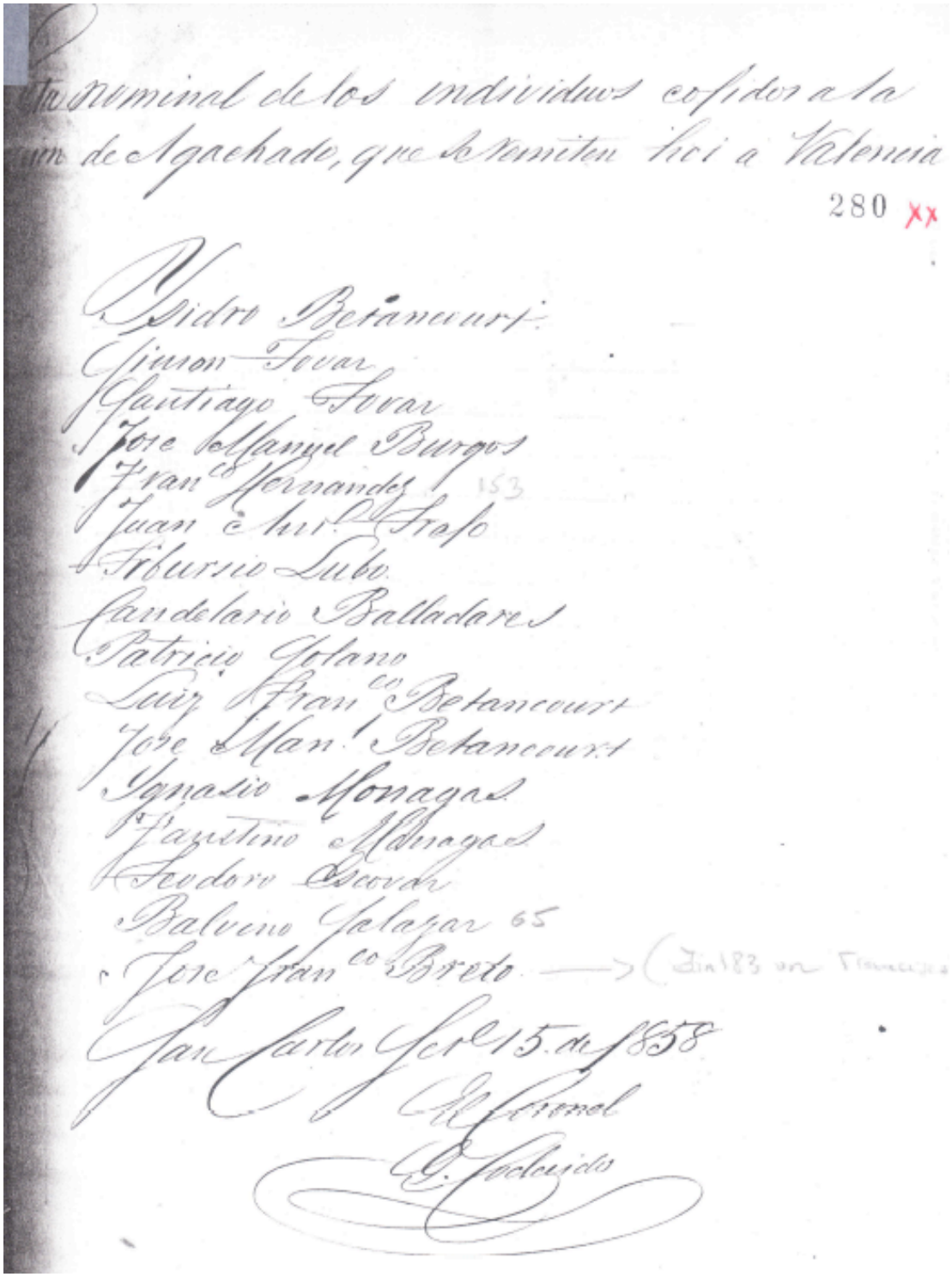
Lista de los individuos considerados como faccinos, enviados por el Señor Comandante Rafael Capó—!

Franco Ubaldo Peres
Ramon Requena
Nicolas Silva
Anselmo Requena
José del Cármen Figueredo
Crecbio Medrano
Pedro Franco Péres
Carmelo Péres
Custodio Peres
Ricarte Milano
Miguel Requena
Felipe Requena
Seferino Castillo
Miguel Paredes
Francisco Jiménes

Valencia, Octubre 12 de 1858

(Es copia) El General
Nicolas Silva
El copia — El secret° de la Jefatura

Tomo DCXXXIII fol. 280



Nominal de los individuos confinados a la
[illegible] de Agachado, que se remiten hoi a Valencia

280 XX

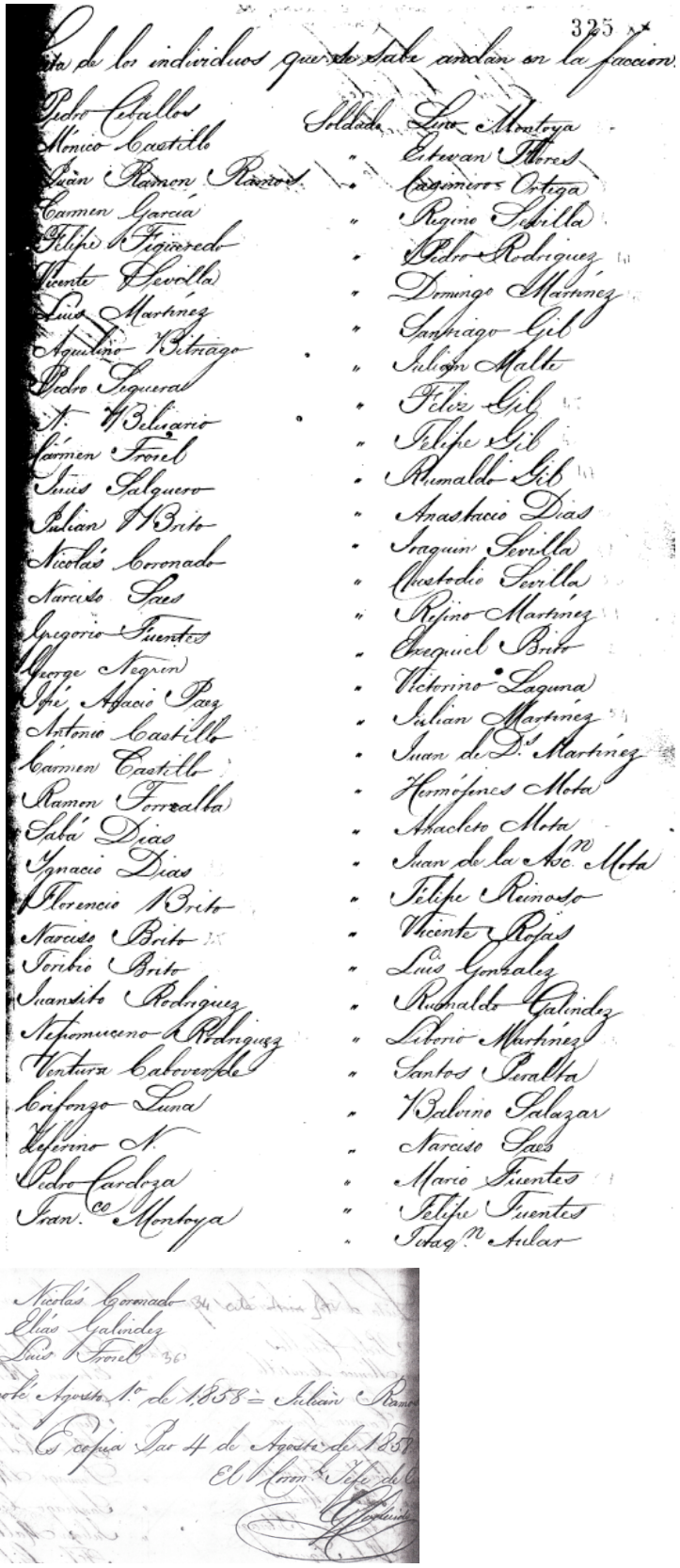
Pedro Betancourt
Simon Tovar
Santiago Tovar
Jose Samuel Burgos
Fran.co Hernandez 153
Juan Chr.l Trujo
Liberato Lubo
Candelario Balladares
Patricio Gotano
Luis Fran.co Betancourt
Jose Man.l Betancourt
Ignacio Monagas
Faustino Monagas
Teodoro Acosta
Balvino Salazar 65
Jose Fran.co Breto —> (Din183 en Francisco

San Carlos Set.e 15. de 1858

El Coronel

El Coronel Graduado

Tomo DCXXXIII, fol. 325-325v



325

Lista de los individuos que se dan de alta en la facción

| | | |
|---|---|---|
| Pedro Caballero | Soldado | Luis Montoya |
| Mónico Castillo | " | Esteban Flores |
| Juan Ramon Ramos | " | Casimiro Ortega |
| Carmen García | " | Regino Sevilla |
| Felipe Figueredo | " | Pedro Rodriguez |
| Vicente Sevilla | " | Domingo Martinez |
| Luis Martinez | " | Santiago Gil |
| Aquilino Betriago | " | Julian Malte |
| Pedro Siqueras | " | Pelez Gil |
| N. Beliario | " | Felipe Gil |
| Carmen Frovel | " | Rumaldo Gil |
| Luis Salguero | " | Anastacio Dias |
| Julian Brito | " | Joaquin Sevilla |
| Nicolás Coronado | " | Custodio Sevilla |
| Narciso Saes | " | Rufino Martinez |
| Gregorio Fuentes | " | Ezequiel Brito |
| George Negron | " | Victorino Laguna |
| José Acacio Paz | " | Julian Martinez |
| Antonio Castillo | " | Juan de D.s Martinez |
| Carmen Castillo | " | Hermójenes Mota |
| Ramon Torralba | " | Atanacleto Mota |
| Sabá Dias | " | Juan de la Asc.n Mota |
| Ignacio Dias | " | Felipe Ruinoso |
| Florencio Brito | " | Vicente Rojas |
| Narciso Brito | " | Luis Gonbalez |
| Toribio Brito | " | Rumaldo Galindez |
| Juanito Rodriguez | " | Liberio Martinez |
| Nepomuceno Rodriguez | " | Santos Peralta |
| Ventura Caberverde | " | Baleriano Salazar |
| Crisonzo Luna | " | Narciso Saes |
| Deferino N. | " | Mario Fuentes |
| Pedro Cardoza | " | Felipe Fuentes |
| Juan Montoya | " | Ignac.o Aular |

Nicolás Coronado 34 este dia
Elías Galindez
Luis Frovel 36

Camote Agosto 4.o de 1858 = Julian Ramos

Es copia Paz 4 de Agosto de 1858

El Com.te Jefe de